PROÇÈS VERBAL
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU VENDREDI 28 JUIN 2024

Partie I – rapports et délibération

	Motion relative à la création d'un dispositif de fonds de secours pour les agents du Conseil départemental du Doubs en situation de longue maladie proposée par l'ensemble des Conseillers départementaux du groupe Social Ecologique et Solidaire	Page
	Approbation du procès-verbal de la session du 18 mars 2024	Page
	Rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes	Page
401	Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023	Page
402	Compte administratif 2023	Page
403	Affectation du résultat de l'exercice 2023 à 2024	Page
404	Décision modificative n° 1 de 2024	Page
101	Mise en oeuvre de l'enveloppe dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement	Page
102	Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant	Page
301	Avis sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) 2024-2029 du SDIS du Doubs	Page
302	Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2023	Page
405	Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental	Page
406	Adaptation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel	Page
407	Adaptation des moyens de la Collectivité	Page
408	Exonérations fiscales 2025	Page

Partie II – débats

	Débats	Page

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DOUBS

ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU 28 JUIN 2024

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION DU 18 MARS 2024 – *Examen par l'ensemble des commissions*

II – RAPPORT EXAMINÉ PAR L'ENSEMBLE DES COMMISSIONS

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023, INCLUANT LES RAPPORTS 2023 SUR LA SITUATION DU DÉPARTEMENT EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

III – RAPPORTS BUDGÉTAIRES

N° du rapport	Politiques publiques
Commission 4	
401	Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023
402	Compte administratif 2023
403	Affectation du résultat de l'exercice 2023 à 2024
404	Décision modificative n° 1 de 2024 - *Examen par l'ensemble des commissions*

IV – RAPPORTS PONCTUELS

N° du rapport	Politique publique	Axe	Champ	Objet/Action
Commission 1				
101	Autonomie des PA et des PH, et transports adaptés	Personnes handicapées	Hébergement des PH	Mise en œuvre de l'enveloppe dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement
102	Enfance et Famille	Gouvernance et stratégie	Coordination et animation	Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant

Commission 3				
301	Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières	Sécurité des biens et des personnes		Avis sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) 2024-2029 du SDIS du Doubs
302	Tourisme	Développement de l'offre et de l'attractivité touristique	Aide à l'émergence de projets	Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2023
Commission 4				
405	Modernisation de l'action publique	Expertise juridique	Sécurisation juridique	Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental
406	Ressources humaines	Politique salariale et gestion des carrières		Adaptation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
407	Ressources humaines	Gestion des emplois et des compétences		Adaptation des moyens de la Collectivité
408	Gestion et optimisation financière	Fiscalité et dotations	Fiscalité	Exonérations fiscales 2025

Rapports et Délibérations

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : - Motion relative à la création d'un dispositif de fonds de secours pour les agents du Conseil départemental du Doubs en situation de longue maladie proposée par l'ensemble des Conseillers départementaux du groupe Social Ecologique et Solidaire

« A compter du 1er juillet prochain, les agents placés en congé de longue maladie (CLM), de longue durée (CLD) ou de grave maladie (CGM) ne percevront plus leur indemnité de fonctions, sujétions et expertise (IFSE).

Le fait générateur de ce recul est la mise en conformité avec la loi de notre régime indemnitaire.

Ce recul, à l'encontre de celles et ceux affectés par la maladie et luttant contre cette dernière, n'est néanmoins pas inéluctable.

D'autres exécutifs, dont celui du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté, soumis au même règlement de la fonction publique territoriale, ont mis en place des dispositifs compensatoires.

La loi permet en effet aux collectivités, la mise en œuvre d'une action sociale au bénéfice de ses agents. Nous pouvons, dans le respect du principe de libre administration, décider le type de prestations, le montant et les modalités.

Nous serions bien inspirés de prendre rapidement exemple sur le fonds de secours voté par notre Conseil Régional. Les agents régionaux dont la situation personnelle devient précaire par suite de leur placement en CLM, CLD ou CGM se voient octroyer une aide pour compenser la perte de leur IFSE.

Nous souhaitons que notre Conseil départemental travaille à la mise au vote, à l'automne, d'un tel fonds de secours pour les agents en situation de longue maladie. »

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Géraldine LEROY a donné pouvoir à Aly YUGO
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Monique CHOUX, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Albert MATOCQ-GRABOT, Georges UBBIALI, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Ont voté contre, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Bruno BEAUDREY, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Marie-Laure DALPHIN, Annick JACQUEMET, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Conseillers départementaux.

S'est abstenue :

Martine VOIDEY, Conseillère départementale.

N'a pas pris part au vote :

Frédéric BARBIER, Conseiller départemental.

Motion rejetée avec 24 voix contre et une abstention

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247239H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport
	Commissions : 1 à 4
	Timbre : DGS / DMAP

Objet : Approbation du procès-verbal de la session du 18 mars 2024

Conformément à l'article L. 3121-13 du code général des collectivités territoriales, *« le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le président et le secrétaire ».*

Le document qui vous est présenté reprend l'ensemble des interventions (débats in-extenso) et les résultats des votes des rapports de la séance du 18 mars 2024.

Dans le cadre de la réforme des règles de publicité des actes des collectivités territoriales, il constitue une partie du procès-verbal de la séance qui est par ailleurs composé des rapports et des délibérations rendues depuis exécutoires (Ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 – art 8).

Les rapports et les délibérations de cette séance sont accessibles pour les Conseillers départementaux via le logiciel oxyad à la rubrique Consultation et à tous les citoyens sur le site internet Doubs.fr, via l'open data de la collectivité, à l'onglet Le Département/Vie démocratique/Les Assemblées départementales/Assemblée départementale du 18 mars 2024.

Par ailleurs, dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, un exemplaire complet sur papier du procès-verbal est mis à disposition du public.

Sur la base de ces éléments, je vous invite à arrêter le procès-verbal de la session du 18 mars dernier, dont les débats tels qu'ils figurent en annexe au rapport, signés conjointement par Mme la Présidente du Département et M. Olivier BILLOT, Secrétaire de ladite séance.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 3121-13 ;

Vu le rapport présenté sous le timbre : DGS/DMAP ;

Vu l'avis des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème commissions ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental arrête le procès-verbal de la session du 18 mars 2024.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

ANNEXE AU RAPPORT

Procès-verbal de la session du 18 mars 2024

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Modernisation de l'action publique - Expertise juridique - Sécurisation juridique - Approbation du procès-verbal de la session du 18 mars 2024

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 3121-13 ;

Vu le rapport présenté sous le timbre : DGS/DMAP ;

Vu l'avis des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème commissions ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental arrête le procès-verbal de la session du 18 mars 2024.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral

le 02/07/2024

Acte Exécutoire sous référence :

025-222500019-20240628-lmc1DL247080H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport
	Commissions : 1 à 4
	Timbre : DGS / DRH

Objet : Rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes

La collectivité se livre chaque année à trois exercices réglementaires pour rendre compte de son activité :

- la présentation en Assemblée du rapport d'activité au mois de juin conformément à l'article L 3121-21 du code général des collectivités territoriales (CGTC) ;
- la présentation, habituellement en fin d'année, des rapports sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes, en vertu respectivement des articles L. 3311-2 et L. 3311-3 du CGCT.

Bien que ces trois rapports rendent compte de l'activité de la collectivité sous des prismes différents, ils sont étroitement liés, à savoir :

- le rapport d'activité qui doit désormais nécessairement rendre compte de la mise en œuvre des cinq grandes priorités du mandat, adoptées le 12 décembre 2022 ; or l'une d'entre elles porte sur la transition climatique et énergétique et a donc aussi toute sa place dans le rapport Développement durable ;

- les cinq finalités du développement durable, à savoir la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations, l'épanouissement de tous les êtres humains, les modes de production et de consommation responsables, irriguent l'ensemble des politiques départementales et donc de fait le rapport d'activité ;

- quant à l'égalité entre les femmes et les hommes, celle-ci est précisément un objectif de développement durable.

Pour davantage de cohérence, de sens et de lisibilité, il a paru opportun de faire entrer ces trois rapports en résonance et de les concentrer dorénavant en un seul document rendant compte de l'année N-1.

Le rapport d'activité 2023 du Département du Doubs, qui figure en annexe du rapport, a ainsi été enrichi.

Il n'est plus présenté par politique publique mais propose désormais un tour d'horizon des réalisations et de l'avancée des chantiers du Département au cours de l'année écoulée à travers les cinq engagements du mandat :

- Faciliter les parcours de vie ;
- Agir pour l'emploi et le développement économique ;
- Aménager, équiper et irriguer nos territoires ;
- Réussir la transition climatique et énergétique ;
- Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence.

Il met également en lumière, par le biais de zooms signalés par des pictogrammes, les initiatives portées par la collectivité en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et du développement durable, dans ses responsabilités d'employeur comme dans ses politiques publiques. Ce rapport d'activité est d'ailleurs l'occasion de rendre compte de l'avancement du plan de transition climatique et énergétique PLAN.E.T.E Doubs.

Cette présentation complète et globale de l'action de la collectivité sur une année offre un certain nombre d'atouts :

- elle contribue à faciliter le partage du rendu compte de l'action conduite en valorisant les différentes composantes qui y sont présentées en miroir des réalisations, sous forme de zooms, d'encarts … Les liens se font alors plus aisément ainsi que la lecture des plus-values générées, l'ensemble étant présenté en même temps ;
- elle permet de respecter le cadre réglementaire : le rapport d'activité est présenté comme il se doit ; les points d'étapes à réaliser en matière de développement durable et d'égalité femmes-hommes sont quant à eux bien présentés en amont des réflexions budgétaires de l'année à venir et permettent de générer un débat ;
- elle permet également de rendre compte de l'intégralité de l'année écoulée en matière de développement durable et d'égalité femmes-hommes (ce que ne permettait pas la présentation de ces deux rapports en fin d'année) ;
- le rendu-compte par engagement du mandat, à l'instar du document d'orientations budgétaires, apporte de la cohérence et de l'unité, indispensables à la décision ;
- cette nouvelle formule offre enfin l'avantage de lier le suivi financier du plan de transition climatique et énergétique (annexe financière dans le Compte administratif) et le bilan de sa mise en œuvre.

En tout état de cause, ce rapport d'activité 2023 permet une nouvelle fois de mesurer l'étendue des missions accomplies chaque jour par la collectivité au service des habitants et des territoires du Doubs.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 3121-21, L. 3311 2 et L. 3311-3 ;

Vu le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

Vu l'avis des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème commissions ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

Prend acte du rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

ANNEXE AU RAPPORT

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023, INCLUANT LES RAPPORTS 2023 SUR LA SITUATION DU DÉPARTEMENT EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

2023

FAIRE FACE ET GARANTIR L'AVENIR DE TOUS

- → RAPPORT D'ACTIVITÉ
- → RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE
- → RAPPORT ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



www.doubs.fr

Doubs
le Département

SOMMAIRE

Éditorial 3
Composition du Conseil départemental au 31 décembre 2023 4
Une nouvelle formule pour davantage de sens et de cohérence 6
Agenda 2023 des principaux événements 7

⇨ **ENGAGEMENT 1 : FACILITER LES PARCOURS DE VIE** **10**
Protéger les enfants à chaque étape de leur parcours 11
Accompagner la jeunesse et soutenir l'accès au sport 14
Encourager la lecture partout et pour tous 17
Promouvoir une offre culturelle de proximité 20
Promouvoir un parcours résidentiel pour chacun, améliorer et diversifier l'offre de logements 23
Renforcer encore l'accompagnement des publics les plus fragiles dans cette période inflationniste 25
Accélérer l'inclusion numérique des Doubiens 27
Apporter des réponses territorialisées, diversifiées et adaptées aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées 29

⇨ **ENGAGEMENT 2 : AGIR POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE** **32**
Apporter un accompagnement « sur mesure » au retour vers l'emploi 33
Intensifier et diversifier le soutien en faveur du développement économique en partenariat avec les territoires 36
Soutenir l'attractivité des métiers 38

⇨ **ENGAGEMENT 3 : AMÉNAGER, ÉQUIPER ET IRRIGUER NOS TERRITOIRES** **40**
Investir pour une mobilité responsable 41
Contribuer au développement du territoire 44
Offrir les meilleures conditions d'éducation possibles dans les collèges 46

⇨ **ENGAGEMENT 4 : RÉUSSIR LA TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE** **49**
Bilan des émissions de gaz à effet de serre départemental, pour l'année 2022 49
Intervenir sans relâche en faveur de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel 50
Soutenir et accompagner l'agriculture et la forêt 53
Gérer notre patrimoine bâtimentaire au plus proche des besoins et des usages en évolution 55
Suivi du Plan d'actions **PLANE.T.E Doubs** 57

⇨ **ENGAGEMENT 5 : RENFORCER NOS MARQUES COMME VECTEURS D'EXCELLENCE** **61**
S'appuyer sur une nouvelle marque territoriale 62
Continuer à promouvoir le capital touristique du Doubs 64
Valoriser et préserver le patrimoine culturel 66
S'appuyer sur le rayonnement culturel 69
S'appuyer sur le rayonnement sportif 71
Construire notre marque employeur 74
Suivi du Plan d'actions **Égalité professionnelle femmes – hommes** 77
Poursuivre la recherche d'efficience interne 81
Adapter en permanence la gestion des ressources humaines aux réalités 84

Compte administratif 2023 86

2023

« Élus et agents du Département agissent aux côtés des habitants du Doubs à chaque étape de leur vie. »

Année après année, le Conseil départemental du Doubs construit une politique au service des habitants du département.
Le champ des compétences et des domaines d'intervention du Département est très vaste. Ce rapport d'activité 2023 est là pour en témoigner. Un rapport d'activité rénové cette année puisque nous y intégrons à la fois le rapport égalité Femmes/Hommes et le bilan d'étape de PLANE.T.E DOUBS, notre PLAN d'Engagements pour la Transition Écologique.

Les cinq grands engagements définis par les élus – Parcours de Vie ; Emploi/soutien à l'activité économique ; Infrastructures et Appui aux territoires ; Transition climatique et énergétique ; Valorisation de notre département - recoupent l'intégralité de ces compétences et permettent d'affirmer que nous sommes présents chaque jour.
Depuis le début de cette mandature 2021-2028, le budget de la collectivité a franchi la barre des 600 millions d'euros et sa part d'investissement dépasse à chaque fois les 100 millions d'euros. Une somme très importante entièrement dévolue au service des Doubiens.

Le détail des actions réalisées au cours de l'année 2023 est repris au fil des pages de ce rapport d'activité, volontairement construit de manière simple et didactique. Je voudrais toutefois en relever quelques-unes qui me tiennent tout particulièrement à cœur.

L'aide sociale à l'enfance. C'est une priorité absolue de notre mandat. Nous agissons pour augmenter le nombre de places d'accueil des enfants, mais aussi pour l'attractivité de ces métiers essentiels. Nous poursuivons cette dynamique en 2024 et les années suivantes.

L'appui aux territoires. Le Département est la collectivité de la juste proximité, il a la capacité de venir en soutien aux projets des communes et intercommunalités afin d'améliorer les services apportés aux habitants. 2023 a marqué un point d'étape, avec le renouvellement des contrats P@C signés avec toutes les communautés de communes, pour toujours plus de projets utiles aux territoires, notamment en matière de développement durable.

La mobilisation des agents de notre collectivité. Chacun dans leurs spécialités et domaines de compétences, les 2 400 agents du Conseil départemental agissent au quotidien pour rendre possibles et concrets les projets portés par la collectivité. Chaque jour, ils sont aux côtés des habitants du Doubs à chaque étape de leur vie.



Christine BOUQUIN
Présidente du Département du Doubs

COMPOSITION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

au 31 décembre 2023

Issue du renouvellement du Conseil départemental de juillet 2021

PRÉSIDENTE

Mme Christine BOUQUIN (canton de Maîche)

VICE-PRÉSIDENTS

M. Ludovic FAGAUT (canton de Besançon 5)
1er Vice-président chargé du retour à l'emploi,
de l'insertion et de l'action sociale
Mme Florence ROGEBOZ (canton de Pontarlier)
2e Vice-présidente, chargée des mobilités et des infrastructures
M. Philippe ALPY (canton de Frasne)
3e Vice-président, chargé du développement territorial, de
l'attractivité et des affaires européennes et transfrontalières,
Président de la 3e commission « Dynamique territoriale »
Mme Béatrix LOIZON (canton d'Ornans)
4e Vice-présidente, chargée de la gestion et de la préservation
du patrimoine naturel, de la transition climatique et du tourisme
M. Denis LEROUX (canton de Morteau)
5e Vice-président, chargé de l'autonomie des personnes
âgées et des personnes handicapées, du développement
et des usages du numérique
Président de la 1ère commission « Solidarités humaines »
Mme Chantal GUYEN (canton de Besançon 2)
6e Vice-présidente, chargée des collèges
Présidente de la 2e commission « Développement humain »
M. Jean-Luc GUYON (canton de Montbéliard)
7e Vice-président, chargé du sport, de la culture, de la jeunesse,
de la lecture publique et des archives départementales
Mme Patricia LIME-VIEILLE (canton de Valdahon)
8e Vice-présidente, chargée de l'enfance et de la famille



M. Serge RUTKOWSKI (canton de Besançon 3)
9e Vice-président, chargé des ressources humaines,
des bâtiments et des moyens généraux
Mme Jacqueline CUENOT-STALDER (canton de Morteau)
10e Vice-présidente, chargée de l'habitat et du logement
M. Olivier BILLOT (canton d'Ornans)
11e Vice-président, chargé de la gestion et de l'optimisation financière
Président de la 4e commission « Efficience et ressources internes »

CONSEILLERS DÉLÉGUÉS

Mme Priscilla BORGERHOFF (canton de Montbéliard)
Conseillère départementale déléguée à la jeunesse, à la citoyenneté et à l'éducation populaire
Mme Marie-Paule BRAND (canton de Bavans)
Conseillère départementale déléguée à l'espace rural et périurbain
Mme Valérie MAILLARD (canton de Besançon 5)
Conseillère départementale déléguée au handicap
M. Romuald VIVOT (canton de Pontarlier),
Conseiller départemental délégué à la modernisation de l'action publique

AUTRES MEMBRES
(par ordre alphabétique)

M. Frédéric BARBIER (canton de Valentigney)
M. Bruno BEAUDREY (canton de Bavans)
M. Damien CHARLET (canton d'Audincourt)
Mme Monique CHOUX (canton Besançon 1)
Mme Christine COREN-GASPERONI (canton d'Audincourt)
M. Claude DALLAVALLE (canton de Baume-les-Dames)
Mme Marie-Laure DALPHIN (canton de Besançon 3)
Mme Marie-Christine DURAI (canton de Baume-les-Dames)
Mme Magali DUVERNOIS (canton de Bethoncourt)
Mme Jeanne HENRY (canton de Besançon 4)
Mme Annick JACQUEMET (canton de Saint-Vit)
M. Raphaël KRUCIEN (canton de Besançon 6)
Mme Géraldine LEROY (canton de Besançon 6)
M. Thierry MAIRE DU POSET (canton de Saint-Vit)
M. Albert MATOCQ-GRABOT (canton de Bethoncourt)
M. Christian METHOT (canton de Maîche)
Mme Géraldine TISSOT-TRULLARD (canton de Frasne)
M. Georges UBBIALI (canton de Besançon 4)
M. Thierry VERNIER (canton de Valdahon)
M. Michel VIENET (canton de Besançon 2)
Mme Martine VOIDEY (canton de Valentigney)
M. Aly YUGO (canton Besançon 1)

CALENDRIER 2023 DES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES

507 délibérations en Conseil départemental et en Commission permanente

Conseil départemental en 2023 : six sessions (148 délibérations)

Avec pour rapports emblématiques

- **16 et 17 janvier** *(53 délibérations)* : Budget primitif 2023 ; Schéma départemental de la lecture publique 2023 – 2030 ; Schéma directeur d'aménagement de la Saline royale ; Plan de transition climatique et énergétique.
- **20 mars** *(10 délibérations)* : Demande de création d'une mission d'information et d'évaluation sur la politique de l'eau.
- **26 juin** *(20 délibérations)* : Rapport 2022 sur la situation du Département du Doubs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et Plan d'actions Egalité professionnelle 2023-2025 ; Rapport d'activité 2022 du Département ; Compte administratif 2022 ; Décision modificative n°1 de 2023 ; Relèvement de la vitesse à 90 km/h sur une partie du réseau routier.
- **25 septembre** *(9 délibérations)* : Nouvelles modalités de déploiement de l'habitat inclusif ; Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER).
- **23 octobre** *(8 délibérations)* : Décision modificative n°2 de 2023 ; Orientations budgétaires 2024 ; Restauration et Hébergement des collèges publics - Tarification, orientations et décisions financières 2024 ; Fonctionnement 2024 des collèges publics.
- **18 et 19 décembre** *(48 délibérations)* : Budget primitif 2024 ; Aide exceptionnelle aux Ehpad du Doubs.

Commission permanente en 2023 : six sessions classiques (358 délibérations) et une session extraordinaire (une délibération)

- **Sessions ordinaires**

27 février *(70 délibérations)*
24 avril *(52 délibérations)*
26 juin *(77 délibérations)*
25 septembre *(76 délibérations)*
23 octobre *(24 délibérations)*
20 novembre *(59 délibérations)*

- **Session extraordinaire**

16 août *(une délibération)* : FC Sochaux-Montbéliard – Attribution d'un soutien exceptionnel forfaitaire pour maintenir le statut professionnel du club et l'agrément du Centre de formation.

Une nouvelle formule pour davantage de sens et de cohérence

Jusqu'alors présenté par politique publique, ce rapport d'activité s'articule désormais, à l'instar de nos orientations budgétaires, autour de nos cinq engagements pour faire avancer le Doubs :

⇨ Faciliter les parcours de vie
⇨ Agir pour l'emploi et le développement économique
⇨ Aménager, équiper et irriguer nos territoires
⇨ Réussir la transition climatique et énergétique
⇨ Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence.

Ces cinq grandes priorités du mandat transcendent et irriguent l'ensemble des politiques publiques de la collectivité. Elles sont au cœur des grands défis de demain et constituent une boussole pour notre action.

Pour la première année, ce rapport d'activité intègre également deux nouvelles dimensions : le développement durable et l'égalité entre les femmes et les hommes. Jusque-là, la collectivité rendait compte de son action en la matière à travers deux rapports spécifiques qui n'offraient que peu de visibilité. Le développement durable et l'égalité femmes-hommes, qui sont des exigences indissociables des objectifs poursuivis au travers du projet de mandat, ont désormais la place qui leur revient dans ce rapport d'activité. Celui-ci est d'ailleurs l'occasion de rendre compte de l'avancement de notre plan de transition climatique et énergétique PLANE.T.E Doubs.

L'action que le Département déploie en faveur du développement durable sur les territoires comme au sein de la collectivité est ainsi valorisée sous le prisme des 17 objectifs de développement durable (ODD) au cœur de l'Agenda 2030 adopté en 2015 par l'Organisation des Nations Unies.

Ces ODD recouvrent l'intégralité des enjeux du développement durable : lutte contre la pauvreté et les inégalités, climat, dégradation de l'environnement, prospérité, paix, justice... mais aussi égalité entre les sexes. Le pictogramme correspondant à l'ODD 5 signale ainsi les initiatives que la collectivité porte en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans ses responsabilités d'employeur, comme dans ses politiques publiques.



Agenda 2023
DES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS

JANVIER

- Lancement de la première classe à horaires aménagés art dramatique du Doubs au collège Voltaire de Besançon
- Deux contrats P@C (Porter une action concertée) signés (Territoires du Plateau du Russey et du Val de Morteau)
- Des ateliers justice pour les collégiens aux Archives départementales
- Adoption de PLANE.T.E Doubs, le plan de transition climatique et énergétique du Doubs
- Premier séminaire des cadres à Besançon

FÉVRIER

- Accueil au Département des délégués de classe du collège Clairs-Soleils à Besançon
- Lancement du programme européen « Life Climat » aux Fontenelles
- Remise des prix Villes et villages fleuris 2022

MARS

- Rencontre entre élus locaux, départementaux et la direction des routes des infrastructures et des transports (DRIT) lors de sept réunions de concertation routière territoriale sur tout le Doubs
- Deux nouveaux contrats P@C signés (Territoires du Pays de Sancey-Belleherbe et du Doubs Baumois)
- Signature d'un Pacte d'engagement avec la Fédération régionale de travaux publics (FRTP)
- **Match Football club Sochaux-Montbéliard (FCSM)-Girondins de Bordeaux : le Département offre 500 places aux jeunes des clubs**

AVRIL

- Philippe Croizon, invité d'honneur du forum « Partageons nos sports » à la Rodia de Besançon
- 2 600 personnes au salon dédié au recrutement co-organisé par le Département à Besançon-Micropolis
- Trois contrats P@C signés (Territoires des 2 Vallées Vertes, de Villersexel et de Pays de Maîche)
- Visite présidentielle au Château de Joux en hommage à Toussaint Louverture à l'occasion du 175e anniversaire de l'abolition de l'esclavage en France
- Conférence des exécutifs en Salle Joubert au siège du Département à Besançon

MAI

- Deux contrats P@C de plus signés (Territoires de Frasne/Val du Drugeon et Pays d'Héricourt)
- Inauguration du pont de Rennes-sur-Loue
- Voyage en Slovénie des jeunes du Conseil départemental des jeunes (CDJ) avec la Maison de l'Europe
- Journée familiale et festive « Partageons nos sports » de sensibilisation au parasport à Valdahon



FCSM-Bordeaux : le Département offre 500 places aux jeunes des clubs.



Fin du déploiement du Très Haut-Débit dans la zone gérée par le Département du Doubs.

JUIN

- Signature de cinq contrats P@C (Territoires des Portes du Haut-Doubs, Loue-Lison, Grand Pontarlier, Lacs et Montagnes du Haut-Doubs et Grand Besançon Métropole)
- Un nouveau film pour la Maison de la Loue à Ouhans
- **Fin du déploiement du Très Haut-Débit dans la zone gérée par le Département du Doubs**
- Exposition « L'âge d'or » au musée Courbet à Ornans
- Journée familiale et festive « Partageons nos sports » de sensibilisation au parasport à Sancey
- Deuxième séminaire des cadres à Sochaux

JUILLET/AOÛT

- **3e édition du Doubs Day au Parc de la Gare d'eau à Besançon**
- Journée familiale et festive « Partageons nos sports » de sensibilisation au parasport à Brognard
- Journée d'échanges et de rencontres avec les cuisiniers des collèges à Mouthe
- Signature du dernier contrat P@C 2022-2028 (Territoire du Val Marnaysien)
- Le Département partenaire du Festival de la Paille à Métabief
- Retour à 90 km/h sur certaines routes départementales du Doubs
- Travaux de sécurisation de la côte de Morre, à l'entrée de Besançon
- Vote d'une aide exceptionnelle pour sauvegarder le club professionnel de football de Sochaux-Montbéliard
- Journée familiale et festive « Partageons nos sports » de sensibilisation au parasport à la Combe Saint-Pierre de Charquemont


3e édition du Doubs Day au Parc de la Gare d'eau.



« Les coulisses du bâtiment » au futur collège de Bethoncourt.

SEPTEMBRE

- Exposition dans les collèges sur les métiers de la santé depuis la rentrée scolaire
- Conférence des exécutifs en Salle Joubert au siège du Département à Besançon
- Plus de 25 000 participants au SlowUp 2023 entre Marnay et Chambornay-lès-Pin
- Ouverture de la Salle Ledoux, le nouvel atout de la Saline royale d'Arc-et-Senans, avec le concert de Renaud Capuçon dans le cadre du Festival international de musique de Besançon
- Cercle scolaire de la Franche Montagne à Maîche : première école ronde inclusive du Doubs. Inauguration en présence de Fadila Khattabi, ministre déléguée chargée des personnes âgées et handicapées

OCTOBRE

- Lancement du portail du Département pour les personnes âgées et les aidants
- **« Les coulisses du bâtiment » : les collégiens du secteur de Montbéliard invités à découvrir les métiers du bâtiment et des travaux publics sur le site du futur collège de Bethoncourt**
- « Delacroix s'invite chez Courbet », au musée d'Ornans, exposition événement grâce à un partenariat avec le musée national Eugène-Delacroix – rattaché à l'Établissement public du musée du Louvre

NOVEMBRE

- Engagement du Département pour le Projet agricole et alimentaire interdépartemental (PAAI) du Doubs – Territoire de Belfort pour la période 2022-2030, lors de « Vache de Salon » à Besançon
- **Collecte de denrées au siège du Département pour la Banque alimentaire du Doubs**
- Duo Day (journée pour partager son quotidien professionnel avec une personne en situation de handicap) : 14 binômes au Département du Doubs
- Inauguration du premier habitat inclusif à Besançon
- Ouverture d'une boucherie-charcuterie-traiteur-épicerie à Montécheroux grâce au dispositif d'aide pour le maintien et la création de services en milieu rural du Département



DÉCEMBRE

- Remise du prix « Les chemins de l'honneur » 2023 aux jeunes méritants pour leur engagement citoyen, leur sens civique et leur dévouement
- Exposition immersive Notre-Dame de Paris à la Saline royale d'Arc-et-Senans
- Visite du futur collège de Bethoncourt pour les parents d'élèves du secteur

ENGAGEMENT 1

Faciliter les parcours de vie

Faciliter les parcours de vie dans tous les domaines d'intervention du Département

Le Département reste présent à chaque étape de la vie des Doubiens, notamment avec la création de villages d'enfants, de points relais autonomie et l'intensification des actions liées à la démarche départementale « Partageons nos sports ».



PROTÉGER LES ENFANTS À CHAQUE ÉTAPE DE LEUR PARCOURS

ZOOMS SUR 2023



Un village d'enfants en cours de création aux Haras de Besançon.

Le développement de l'offre de prise en charge

Cela s'est traduit par :

- L'inauguration au mois d'août de la Maison d'enfants à caractère social de l'Association départementale de sauvegarde de l'enfant et de l'adolescent dans le Doubs (ADDSEA) à Velesmes-Essarts.
- Le dépôt des permis de construire des villages d'enfants situés sur le site des Haras à Besançon et sur la commune de L'Isle-sur-le-Doubs.
- L'ouverture de places supplémentaires pour l'accueil des Mineurs non accompagnés (MNA) et notamment des places adaptées à une problématique nouvelle : l'accueil des jeunes filles dont certaines sont enceintes.

Le développement d'une gouvernance départementale de la protection de l'enfance

- La généralisation et le renouvellement des Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) pour les trois grands opérateurs historiques du Doubs que sont l'Association départementale de sauvegarde de l'enfant et de l'adolescent dans le Doubs (ADDSEA), l'Association d'hygiène sociale (AHS FC) et l'Association de sauvegarde de l'enfant à l'adulte Nord Franche-Comté (ASEA NFC).
- Des dialogues budgétaires annuels systématiques et une relation au plus près visant à la bientraitance des usagers : systématisation de la transmission par les associations des Évènements indésirables graves (EIG) à l'autorité de tutelle ; poursuite des contrôles des services et établissements, lancement du contrôle du service de prévention spécialisé de l'ADDSEA en décembre.
- Le rattachement du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) au Département et la désignation de sa direction par la Présidente du Département.

Le développement du travail en partenariat avec l'ensemble des acteurs de la prévention et de la protection de l'enfance du département

- La signature du Schéma départemental des services aux familles (SDSF), successeur du Comité départemental des services aux familles (CDSF) permettant la coordination des actions des 37 participants et l'établissement d'une feuille de route des implantations des crèches.
- La poursuite du dialogue avec l'Agence régionale de santé (ARS) pour le développement de l'offre de répit concernant les enfants ayant des troubles reconnus et confiés auprès d'assistants familiaux.
- Le travail en partenariat avec la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) se poursuit afin d'offrir de meilleures conditions de suivi médical aux jeunes majeurs.



« O PEC 24 » : changer le regard des jeunes sur le handicap grâce au parasport.

2023, C'EST AUSSI :

- 15 enfants devenus pupilles ont bénéficié d'un projet de vie qui, pour certains d'entre eux, passe par une adoption (voir témoignage ci-contre) ;
- **Sur le secteur Bisontin :**
  Atelier créatif parents/enfants au Pôle enfants confiés (PEC) qui permet d'avoir un temps d'observation parent/enfant beaucoup plus fin. Les uns et les autres ont pu dire leur satisfaction de produire quelque chose ensemble. Selon une psychologue : « on gagne six mois dans la restauration du lien » ;
- **Sur le secteur de Montbéliard :**
  « O PEC 24 (Olympique Pôle enfants confiés 2024) : en écho aux Jeux paralympiques ». À l'initiative d'une assistante familiale et d'une secrétaire en charge de l'accueil du PEC, un groupe composé d'assistants familiaux, d'une référente éducative PEC et d'une quinzaine d'ados a été constitué. Ils ont mené ensemble une action de découverte du handisport, permettant ainsi de changer le regard des jeunes notamment sur le handicap. Ils ont pris conscience de la richesse qu'apporte la différence qui n'est pas un frein, ni à la réussite, ni au dépassement de soi ;
- **Sur le secteur du Haut-Doubs :**
  Le développement de la coopération avec la Suisse et l'Office des mineurs et de la jeunesse du canton de Neuchâtel.

PAROLES D'USAGERS

Laurine et Damien

Parents adoptants

« Notre parcours vers l'adoption s'est toujours bien passé : nombreux apprentissages, personnes bienveillantes, formations diverses…
Vendredi 6 octobre 2023, LE courrier : la vie bascule, explose de bonheur, de joie, notre vision du monde change complètement… À la lecture de quatre mots « Je vous ai choisis ». Nous sommes choisis pour être les parents d'un enfant. Est-ce bien vrai ? Bien nous ? Petit, grand ? Garçon, fille ? Tant de questions nous ont traversés ce week-end-là. Dès le lundi tout s'est enchainé très rapidement, nous avons rencontré notre fille le mardi. Qui aurait pensé ou imaginé traverser tant d'émotions en si peu de temps ? Notre rencontre peut se résumer en un mot : MAGIQUE ! On se sent tellement chanceux. Aujourd'hui nous sommes des parents comblés d'une petite fille merveilleuse. Nous avons appris à nous connaître mutuellement et construisons notre bonheur au quotidien. Nous étions faits pour nous rencontrer et créer notre histoire. »



CHIFFRES-CLÉS

2 468 informations préoccupantes reçues. Soit 3% de plus qu'en 2022

1 914 enfants confiés au 31/12/2023 (+ 16,8%), dont 129 jeunes majeurs

95,5 % des mineurs non accompagnés (MNA) confiés devenus majeurs sur les 90 sortants obtiennent un titre de séjour, un diplôme, une insertion dans le droit

1 587 consultations dans les centres de santé sexuelle soit une augmentation de 23%

4 913 visites post-natales, + 7% par rapport à 2022

181 Établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE) pour 3 342 places et 70 d'entre eux ont été contrôlés

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Des agents de la Protection maternelle et infantile (PMI) des trois territoires, médecins, sages-femmes, infirmières puéricultrices ont été formés à des modalités d'intervention auprès des collégiens et lycéens en termes de vie affective et sexuelle. C'est une formation commune avec l'Éducation nationale.

ACCOMPAGNER LA JEUNESSE ET SOUTENIR L'ACCÈS AU SPORT

ZOOMS SUR 2023

Un nouveau cadre pour les contrats de territoire sport, culture, jeunesse plus stratégique et structurant

Le 25 septembre 2023, l'Assemblée départementale a adopté le nouveau cadre de contractualisation avec les territoires pour la période 2024-2026. Le Département a renforcé son appui aux politiques sport, culture, jeunesse des 16 territoires éligibles avec une augmentation de financement de 83 000 € par an sur trois ans pour un total de 403 000 € chaque année. Trois temps de présentation des futurs contrats sur les territoires ainsi que des échanges techniques avec chaque EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) ont permis d'avancer dans la définition de ces futurs contrats. La co-construction des objectifs structurants et des engagements des EPCI sur les priorités départementales activent la collaboration avec le Département à un niveau plus stratégique, pour une pertinence renforcée du développement sportif, culturel et de l'animation jeunesse sur les territoires.



Priscilla Borgerhoff, conseillère départementale déléguée à la jeunesse, à la citoyenneté et à l'éducation populaire.

Un renforcement de l'accessibilité de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap

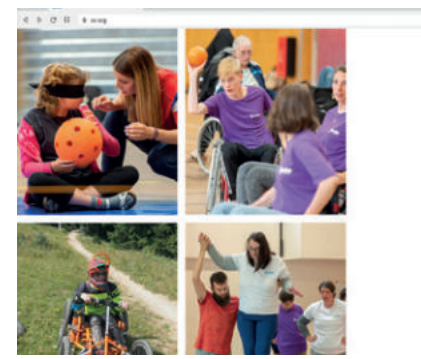
Fin 2023, ce sont 136 usagers qui ont bénéficié du soutien du référent sport de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) du Doubs. Cet accompagnement vise à encourager les personnes en situation de handicap à commencer ou redémarrer une activité physique.

Le frein financier ayant été identifié comme un obstacle important à l'accès à une pratique sportive, une aide financière individuelle forfaitaire de 150 € à destination des personnes en situation de handicap a été créée à titre expérimental en 2023, avec pour objectif un déploiement plus large à compter de 2024.

En complément, la plateforme numérique OZ avec ses 227 membres et ses 96 associations contributrices permet aujourd'hui de disposer d'un outil d'animation du réseau des acteurs de la pratique sportive adaptée. L'ouverture d'OZ au grand public, en 2024, permettra aux personnes en situation de handicap d'avoir un accès direct aux informations et aux contacts qui faciliteront le développement de leur pratique d'activité physique.



Adrien, référent sport de la Maison départementale des personnes handicapées.





À la veille des JOP, « Partageons nos sports » mobilise plus que jamais

Le Département a décidé de saisir l'opportunité des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 pour insuffler une dynamique inclusive des personnes en situation de handicap à travers la démarche « Partageons nos sports ». 2023 a marqué un coup d'accélérateur dans l'engagement de la collectivité pour cette dernière ligne droite avant les JOP.

Le 1er avril 2023, à la Rodia, le 4e forum « Partageons nos sports » a réuni la communauté de projet et le grand public lors d'un temps fort mémorable avec la conférence de Philippe Croizon qui a partagé avec humour et générosité le récit de son parcours et de ses exploits sportifs.

Par ailleurs, de nombreux territoires ont bénéficié des journées festives d'animation et de sensibilisation au parasport : Valdahon les 12 et 13 mai 2023, Sancey les 25 et 26 juin 2023, Brognard le 8 juillet 2023 (où l'inauguration des modules inclusifs s'est ajoutée aux ateliers de pratiques parasportives) et la Combe Saint-Pierre le 26 août 2023 avec une journée de défis par équipe mixte.



© Yves Petit

Philippe Croizon, en conférence à la Rodia le 1er avril.



À Sancey le 25 juin.

2023, C'EST AUSSI :

- Un nouveau dispositif d'accompagnement des associations de jeunesse et d'éducation populaire qui permet de cibler le soutien du Département sur l'amélioration de la qualité de l'encadrement des jeunes ;



- **La participation du Conseil départemental des jeunes à un projet européen « Erasmus + » mené avec la Maison de l'Europe qui a conduit une délégation de 41 élus jeunes du Département du Doubs jusqu'à Celje, en Slovénie du 14 au 20 mai 2023 pour travailler avec quatorze Slovènes sur la lutte contre le réchauffement climatique.**

CHIFFRES-CLÉS

65 personnes en situation de handicap accompagnées pour l'accès à une pratique sportive pour un montant de 9 750 €

77 écoles ont bénéficié d'une aide du Département au titre du dispositif natation

39 comités départementaux sportifs soutenus

125 jeunes ont participé à Rencontr'Ados le 11 juillet 2023 à la Saline royale

2 262 élèves d'écoles primaires en zone de montagne ont bénéficié du cycle d'apprentissage du dispositif ski

57 associations sportives de collèges soutenues pour leur participation à des compétitions sportives de niveau départemental, régional ou national.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Des clubs incités à s'ouvrir davantage aux femmes

Le Département a intégré l'enjeu d'égalité femmes-hommes dans le soutien qu'il apporte aux clubs sportifs. Il tient compte du nombre de licenciées féminines et de la présence d'une équipe filles dans les subventions accordées. De même, il incite les clubs à mener des actions en faveur du développement de la pratique sportive féminine et à favoriser la représentativité féminine au sein des équipes dirigeantes.

En 2023, plusieurs clubs élites ont ainsi mis en place des actions contractualisées avec la collectivité en faveur de l'égalité femmes-hommes :

- **BMX Besançon** a mis en œuvre sa stratégie pour l'augmentation du nombre de licenciées féminines au sein du club. Elle repose sur des stages de découverte 100 % filles, des groupes d'entraînement féminins ainsi que la gratuité de l'adhésion au club pendant 1 an pour toutes les nouvelles filles licenciées au club ;
- Racing Besançon Foot poursuit l'objectif d'avoir autant de licenciées filles que de garçons en s'appuyant par exemple sur le levier de la pratique en milieu scolaire (sections sportives filles et mixtes). Il compte aujourd'hui près de 130 joueuses ;
- **L'Olympique de Besançon Rugby** voit son équipe première féminine évoluer en Fédérale 1. Tout au long de l'année, le club mène des actions de sensibilisation à la pratique du rugby féminin, dans le milieu scolaire mais aussi dans les maisons de quartier. D'autres partenariats sont mis en œuvre avec l'association « Regards de femmes » ainsi que « Solidarités femmes ». Le club souhaite également promouvoir l'équité femmes-hommes au sein du collectif dirigeant ;
- **La section Tennis de l'ASCAP Montbéliard** encourage la pratique du sport féminin à travers le tennis et le padel (plusieurs séances de padel uniquement réservées aux femmes et encadrées par un enseignant professionnel, tournois de tennis et de padel strictement féminins).


©Nicolas Van Dartel


©Yves Petit

ENCOURAGER LA LECTURE PARTOUT ET POUR TOUS

ZOOMS SUR 2023

Vote du Schéma départemental de la lecture publique 2023-2030

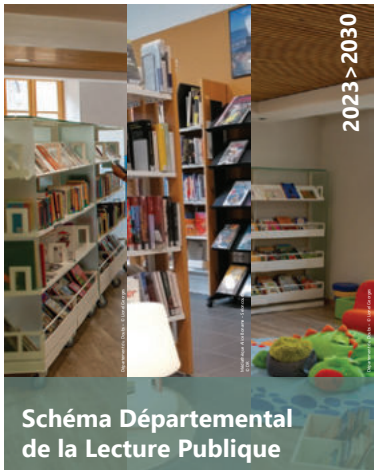
Le nouveau Schéma adopté le 16 janvier 2023 définit le cadre programmatique des actions du Département en matière de lecture publique.

Il s'articule autour de trois axes transversaux :

1 / Renforcer la couverture territoriale et favoriser la mise en réseau ;

2 / Proposer des collections et des services adaptés aux bibliothèques et aux publics ;

3 / Contribuer à l'amélioration de la qualité de service des bibliothèques.



Il porte la Médiathèque départementale dans une dynamique de renforcement de la proximité en desservant l'ensemble de la population, d'élargissement des périmètres d'action et de maillage culturel innovant. Il recense enfin 34 objectifs opérationnels à mettre en œuvre sur les 8 ans du Schéma.

Signature d'un Contrat départemental Lecture avec la DRAC

La Médiathèque départementale conçoit et met en œuvre un calendrier annuel d'action culturelle et d'animations permettant aux bibliothèques de son réseau de proposer des projets. Le Contrat départemental Lecture en cohérence avec le nouveau Schéma départemental de la lecture publique donne l'opportunité de recettes significatives par des engagements réciproques et partagés avec la DRAC.

Il propose 19 actions articulées autour de trois axes :

1 / Développer les actions culturelles numériques dans les bibliothèques ;

2 / Proposer des actions structurantes pour les publics petite enfance / enfance / famille ;

3 / Enrichir les programmes d'action culturelle des bibliothèques du département du Doubs et développer les partenariats.

Sa durée est de trois ans, le coût global sur les trois années est estimé à 582 000 €, avec un financement croisé : chaque année, 174 000 € côté Département et jusqu'à 60 000 € côté Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

Démarrage du projet Bibliothèque numérique de référence

Avec le recrutement d'un contrat de projet de trois ans en juin 2023, la phase préparatoire d'expression des besoins en interne et de concertation avec six bibliothèques pilotes a débuté en septembre 2023, complétée par une enquête auprès de 54 bibliothèques. La Bibliothèque numérique de référence propulse les actions de la Médiathèque départementale dans la modernité, à la fois au niveau de ses outils de gestion élargis aux bibliothèques partenaires et auprès des publics en matière de développement culturel numérique et d'insertion. Une place importante est accordée à l'accessibilité et à la médiation.

Le projet s'articule autour de trois axes :

1 / Modernisation des outils de la Médiathèque départementale ;

2 / Développement des outils et services numériques des bibliothèques municipales ;

3 / Nouveaux services, médiation et inclusion numérique.





La médiathèque de Belleherbe.

2023, C'EST AUSSI :

- **Ouverture au public de la médiathèque de Belleherbe en décembre : la Médiathèque départementale s'est mobilisée avec le réseau des Pionniers de l'innovation publique pour organiser des résidences de design de service permettant d'associer les habitants et acteurs locaux à la définition du projet de bibliothèque ;**
- Démarrage d'une politique documentaire concertée : des ateliers de concertation avec six bibliothèques pilotes ont permis de définir une méthode, une boîte à outils et des objectifs documentaires partagés à déployer pluri-annuellement ;
- **Lancement d'un programme d'actions « Petite enfance » : des mallettes spécifiques « Édition Jeunesse Accessible » ont été mises en service et une journée professionnelle « Petite enfance » programmée en novembre, réunissant bibliothécaires et acteurs des solidarités, en amont de formations puis d'actions avec les publics à venir en 2024 et 2025 ;**
- Mise en œuvre d'une programmation de séances d'éveil musical effectuées par la Compagnie « Tralalère », au profit de 25 bibliothèques ; le succès est très grand et la demande ne cesse de croître !
- Maintien du dispositif « Microfolies », en partenariat avec l'opérateur « Familles rurales » et avec un cofinancement de la DRAC : huit bibliothèques associées pendant 30 semaines de résidence. 4 941 personnes accueillies, dont 3 318 enfants.


Journée « Petite enfance » en novembre 2023.

PAROLES DE PARTENAIRE

Delphine Vacheron

Responsable de la médiathèque de Belleherbe

« En 2019, la commune de Belleherbe a souhaité redéfinir les services proposés par les différentes bibliothèques du territoire afin de répondre davantage aux besoins de la population en matière d'espaces et d'usages. Le projet de créer une médiathèque dans l'ancien presbytère autour du concept de « troisième lieu » a été validé afin d'assurer aussi bien les missions traditionnelles d'accès à la culture, à l'éducation et à l'information que de mettre en avant les valeurs de convivialité et de liens sociaux par des voies variées et novatrices.

Grâce au concours de la Médiathèque départementale, la commune a pu bénéficier d'un accompagnement de la Région, avec l'organisation d'ateliers participatifs associant les habitants, les structures associatives, les publics scolaires et enseignants... du plateau de Belleherbe ; menés par les médiateurs de la Région et des membres de l'équipe de la Médiathèque départementale. La médiathèque de Belleherbe a pu ouvrir ses portes en décembre.

427 usagers s'y sont inscrits pour une population totale de 2 000 habitants. »



CHIFFRES-CLÉS

180 bibliothèques partenaires

143 117 documents prêtés dans les bibliothèques du réseau

23 journées de formation et rencontres professionnelles, 365 bibliothécaires salariés et bénévoles formés

63 séances d'éveil musical

56 projections de films documentaires et courts-métrages

1 853 usagers actifs sur la « Médiathèque numérique » pour **25 854** films ouverts

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Une sensibilité renforcée à la question de l'égalité femmes-hommes

Un certain nombre d'outils d'animation sont également mis à disposition des bibliothèques du réseau départemental et des collèges :

- Deux expositions itinérantes : « Bien dans leur genre », qui invite avec humour à s'interroger sur les relations filles-garçons et sur le rôle de chacun au sein de la famille ou de la société ; et « Ensemble contre les violences faites aux femmes », qui pointe cette inégalité constituant un obstacle majeur à l'équilibre et à l'évolution des sociétés
- Une valise thématique consacrée aux 100 grands films de réalisatrices.

PROMOUVOIR UNE OFFRE CULTURELLE DE PROXIMITÉ

ZOOMS SUR 2023

Les médiateurs du Pôle Courbet hors les murs

Le Pôle muséal Courbet fait le choix de rayonner sur le territoire et de rencontrer ses publics. Ainsi, l'équipe de médiation culturelle propose des actions hors les murs auprès de structures spécialisées ou d'établissements scolaires. Pour les publics en situation de handicap ou relevant d'organismes à vocation sociale, ces rencontres se déroulent aussi hors des institutions, sur les lieux peints par Courbet, en pleine nature ou dans l'atelier de lithographie à Ornans. La dernière rencontre a été l'aboutissement d'un projet conduit sur l'année scolaire autour des animaux avec la classe externalisée du collège Pierre-Vernier et de l'Institut médico-éducatif Arc-en-ciel à Ornans.

Cette éducation aux arts et à la culture, stimulant la créativité et transmettant des savoirs spécifiques, a pour objectif de briser des barrières psychologiques et sociales et permettre à beaucoup de franchir le pas d'une visite sur les sites du Pôle Courbet.



Atelier lithographie.

©Musée départemental Gustave Courbet

Une démarche véritablement concertée pour le renouvellement du Schéma départemental de développement des enseignements artistiques

Compétence obligatoire du Département, le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDDEA) doit garantir aux habitants la possibilité de s'épanouir à travers la pratique artistique, de progresser tout en développant leur talent et leur passion.

Pour assurer la pérennité de l'enseignement artistique sur notre territoire, le futur SDDEA devra répondre aux objectifs d'amélioration du maillage du territoire, de structuration des parcours (enseignement spécialisé, éducation artistique et culturelle) et d'activation des collaborations au sein du réseau. Conformément à la loi, il prendra en compte la danse et le théâtre.

En tant que chef de file, le Département pilote cette démarche participative, engagée en novembre, qui aboutira à la production d'un rapport pour nourrir le futur SDDEA soumis à l'Assemblée départementale fin 2024. Cette démarche accompagne d'ores et déjà les acteurs de l'enseignement artistique, de la pratique en amateur et de l'éducation artistique et culturelle dans la mise en œuvre d'une culture de la coopération.

L'éducation artistique et culturelle pour les collégiens toujours plébiscitée

Conçu avec l'Éducation nationale et la DRAC, le *Parcours artistique et culturel* vise à donner accès aux collégiens à la culture par des rencontres d'artistes, des spectacles, l'initiation à la pratique des arts. Lors de l'année scolaire 2022-2023, plus de 10 000 collégiens ont bénéficié d'une proposition d'éducation artistique et culturelle dans leur établissement (cycle de cinéma, spectacle, visite de musées et lieux patrimoniaux, projets de création avec des artistes et ateliers de pratique).

Pour la seconde fois en 2023, le Département a organisé l'intervention d'artistes sélectionnés dans des établissements volontaires dans le cadre de son dispositif *Hommage à Samuel Paty*. Durant une semaine, des artistes du territoire ont accompagné les collégiens, aux côtés de leurs enseignants, pour cheminer dans l'élaboration d'une œuvre collective autour de la liberté d'expression. Cinq collèges ont participé à ce dispositif qui offre aux élèves l'opportunité de s'emparer des moyens de l'art et de la création pour nourrir collectivement leur conscience de l'importance de la liberté d'expression dans une société démocratique.



Restitution de la résidence d'artiste Samuel Paty au collège de Seloncourt.

CHIFFRES-CLÉS

843 personnes (structures sociales/handicap ; scolaires) ont bénéficié des actions hors les murs de l'équipe de médiation du Pôle Courbet

72 établissements scolaires, **4 856** élèves et enseignants, ont bénéficié d'une médiation au sein du Pôle Courbet

35 structures, **2 303** personnes, accompagnant des publics dits empêchés (structures sociales/handicap) ont bénéficié d'une médiation au sein du Pôle Courbet

255 événements au Pôle Courbet (conférences, concerts, visites guidées, spectacles…)

2 festivals gratuits organisés à la Ferme familiale Courbet de Flagey (Rendez-vous aux jardins et Courbestival) avec près de **2 000** curieux

6 017 élèves de moins de 25 ans dans 37 écoles de musique et trois conservatoires pour l'année scolaire 2022/2023



Résidence d'artiste avec « Les Animaux de la Compagnie » à Anteuil en octobre 2023.

2023, C'EST AUSSI :

- Une offre améliorée du Pôle Courbet pour les scolaires grâce à de nouveaux documents pédagogiques à destination des enseignants et une nouvelle formule de visites (ateliers arts plastiques, visites des sites et moments de convivialité) ;
- Une exposition des travaux réalisés dans le cadre du dispositif « La classe, l'œuvre » au sein du musée Courbet. Cet événement a permis d'accueillir la quasi-totalité des enfants et leurs familles lors de la restitution des travaux et de la Nuit des musées. Un jeu de piste a été conçu pour l'occasion pour permettre aux familles de découvrir les collections ;
- Une rencontre créative entre un artiste et des groupes de structures à vocation sociale : le Groupement d'Entraide Mutuelle (GEM) « Les amis de ma rue là à Besançon » et les ateliers créatifs du Centre communal d'action sociale de Besançon ont participé à la réalisation de l'*Hommage malheureux à Gustave Courbet* avec l'artiste Romain Cattenoz, alors en résidence à la Ferme familiale Courbet de Flagey ;
- **Cinq résidences d'artistes de septembre à octobre dans les Communautés de communes du Pays de Sancey-Belleherbe, Lacs et Montagnes du Haut-Doubs, des Deux Vallées Vertes, Loue-Lison, et des Portes du Haut-Doubs.**

PROMOUVOIR UN PARCOURS RÉSIDENTIEL POUR CHACUN, AMÉLIORER ET DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENTS

ZOOMS SUR 2023

Adoption du Plan départemental de l'habitat (PDH)



Adopté en juin 2023, le PDH fixe le cadre stratégique de la politique départementale de l'habitat pour la période 2023-2028. Pour cela, les actions viseront à développer l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels, en particulier des personnes en difficulté ; à renforcer le lien habitat–emploi ; à répondre aux défis environnementaux ; et à faire du PDH un outil d'animation territoriale.

Adoption d'un dispositif renforcé pour la production de logements communaux

Pour accompagner le développement d'une offre sociale en milieu rural, le Département a revu ses critères d'intervention (taux de subvention, plafonds de dépenses) pour favoriser le développement d'une offre nouvelle, de qualité, dans du patrimoine communal.



L'ancienne cure de Le Val a été totalement rénovée et accueille notamment deux logements de 55 m².

Développement de l'offre de logements dans le parc privé pour les ménages aux ressources modestes

Cette action est menée en partenariat avec le pôle Agence immobilière sociale (AIS) de l'association Solidaires pour l'habitat (SOLIHA) qui assure une mission de prospection-captation de logements dans les zones tendues (Haut-Doubs et Besançon) auprès des propriétaires privés avec une offre complète pour les sécuriser dans la mise en location de leurs biens. La Maison de l'habitat du Doubs (MHD) délivre une information personnalisée détaillée auprès des bailleurs privés afin de les guider dans leurs choix de mise en location de leurs biens.

MAISON DE L'HABITAT DU DOUBS
Informer Conseiller Accompagner
adil du Doubs
c|a.u.e

CHIFFRES-CLÉS

11 projets communaux, représentant 26 logements, subventionnés dans le cadre du dispositif renouvelé

459 logements bénéficiaires des aides à l'amélioration de l'habitat du Département, dont 8 locatifs conventionnés

73 logements locatifs publics financés en offre nouvelle, et 144 logements en réhabilitation

1 392 ménages accompagnés dans le cadre du dispositif « Accompagner pour habiter »

27 logements du parc privé captés par l'Agence immobilière sociale (AIS), dont 12 dans le cadre du « pack sécurisation renforcé ».



Des tiny houses dans l'entreprise Schrader Pacific à Pontarlier.

2023, C'EST AUSSI :

- **L'accompagnement au déploiement d'une solution d'habitat innovante, et la livraison de cinq tiny houses à Pontarlier pour loger des jeunes actifs-alternants ;**
- Le renouvellement du dispositif départemental de lutte contre l'habitat indigne ;
- Une réflexion engagée pour faire évoluer le dispositif « Accompagner pour habiter » avec la mise en place d'une instance dédiée aux situations complexes d'accès au logement qui s'inscrit dans un partenariat avec les bailleurs sociaux ;
- L'évaluation du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) par un travail d'enquête auprès des partenaires ;
- La mise en place d'une conférence territoriale sur le secteur du Haut-Doubs sur l'habitat déplaçable et modulaire.

PAROLES DE PARTENAIRE

Cédric Bôle

Président de la Communauté de communes du Val de Morteau

« Notre collectivité a fait le choix, en août dernier, d'adhérer à la Maison de l'habitat du Doubs et de souscrire à un « pack » de services proposé par la structure.
Cet engagement s'inscrit dans le cadre de notre politique habitat qui se met en place, et dans une volonté d'offrir aux habitants du Val de Morteau un service d'informations sur l'ensemble des domaines de l'amélioration de l'habitat, en prenant appui sur un outil existant.
L'objectif est de permettre à nos administrés de bénéficier localement, lors de permanences, de conseils techniques, administratifs et financiers, dans un territoire marqué par un marché immobilier complexe et très tendu.
Ce partenariat s'inscrit également en préfiguration d'une animation renforcée, qui sera à mettre en œuvre dans le cadre d'un futur dispositif programmé d'amélioration de l'habitat. »



RENFORCER ENCORE L'ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS LES PLUS FRAGILES DANS CETTE PÉRIODE INFLATIONNISTE

ZOOMS SUR 2023



Renforcement du soutien aux associations d'aide alimentaire

Le Département a renforcé son soutien financier aux associations d'aide alimentaire de 50 000 € pour agir auprès des publics les plus en difficulté.

Maintien du soutien aux ménages

Face à la hausse des coûts de l'énergie et au risque d'augmentation des impayés de loyers lié à l'inflation, le Département a maintenu une mobilisation forte des aides financières en faveur des ménages.

Si le nombre d'aides est stable, les montants augmentent, témoignant de la précarisation des situations. Ainsi, les montants d'aide sont en hausse 8,6 % par rapport à l'année précédente pour un nombre de ménages stable : 1,7 M€ en 2023 contre 1,56 M€ en 2022.

L'accompagnement social comme levier pour soutenir les publics les plus fragiles

Les centres médico-sociaux sont présents sur l'ensemble du territoire départemental et sont constitués de professionnels qui mènent des accompagnements (gestion budgétaire et démarches administratives, insertion, accès aux droits…). Le dispositif « Accompagner pour habiter » permet également de mobiliser des accompagnements pour des publics en difficulté en matière d'accès et de maintien dans le logement.

Les aides individuelles financières permettent un accès aux biens électroménagers pour les ménages les plus précaires. Un partenariat avec les associations "Envie" et "Saint-Vit Informatique" permet de favoriser la fourniture de matériel reconditionné aux ménages.



L'équipe de Saint-Vit informatique lors de la labellisation RECQ (reconditionnement de qualité).

© Saint-Vit Informatique

CHIFFRES-CLÉS

1 340 ménages accompagnés par le fonds de solidarité pour le logement (FSL)

6 800 demandes d'aides d'urgence et de subsistance et d'autres aides financières individuelles (fonds personnes isolées, fonds Aide sociale à l'enfance - ASE, fonds d'aide aux jeunes et fonds insertion)

9 associations d'aide alimentaire subventionnées pour **171 850 €**

469 ménages dont la situation a été étudiée en Commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX).



2023, C'EST AUSSI :

- Une réflexion engagée pour faire évoluer le dispositif « Accompagner pour habiter » avec la mise en place d'une instance dédiée aux situations complexes d'accès au logement ;
- **Un maintien des prix pour les familles dans les cantines des collèges du département.**



PAROLES D'AGENT

Sandra

Chef du service appui et ressources de la Direction action sociale, logement, insertion (DASLI)

« L'année 2023 témoigne d'une mobilisation forte des aides financières dans l'accompagnement des ménages aussi bien en matière d'accès et de maintien dans le logement que pour combler des besoins urgents. Les aides financières individuelles, qui permettent aux ménages les plus précaires de faire face à des difficultés ponctuelles, ont illustré l'émergence de besoins de plus en plus liés à la subsistance et à l'urgence pour certains publics dans un contexte d'inflation forte.

Pour exemple, les aides versées dans le cadre du Fond départemental d'aide aux jeunes (FDAJ) ont été principalement utilisées pour combler des besoins alimentaires (urgence) ou permettre un accès au soin.

La souplesse du règlement intérieur des aides financières permet de s'adapter à ces besoins et situations.

Pour autant, elles jouent toujours un rôle de sécurisation des parcours dans le logement. On note que les aides sont désormais plus orientées vers un maintien dans le logement, rendu fragile compte-tenu de la hausse des charges incompressibles et des dépenses d'énergie. »

ACCÉLÉRER L'INCLUSION NUMÉRIQUE DES DOUBIENS

ZOOMS SUR 2023

Favoriser le développement d'une offre de formation pour accompagner les publics vers l'autonomie numérique

L'appel à projets lancé en 2023 dans le cadre de la Conférence des Financeurs pilotée par la Direction de l'Autonomie a permis d'asseoir l'accompagnement départemental des aînés dans leurs usages numériques.

Conformément au cahier des charges de l'appel à projets, il s'agit de mettre en place des actions de prévention visant à informer, sensibiliser ou accompagner les personnes de 60 ans et plus afin qu'elles adaptent leurs habitudes de vie et évitent ainsi ou retardent la perte d'autonomie.

Ainsi, quatre porteurs de projets ont été mobilisés : UDCCAS (Union départementale des Centres communaux d'action sociale) pour des cafés connectés, le CCAS (Centre communal d'action sociale) de Besançon pour l'action « connecté à tout âge », ELIAD (Ensemble pour le lien, l'innovation et l'accompagnement à domicile) avec des ateliers numériques et l'UFCV (Union Française des centres de vacances) pour une action relative au passage à la retraite incluant un volet numérique.

Ces actions ont touché un public de près de 400 personnes.



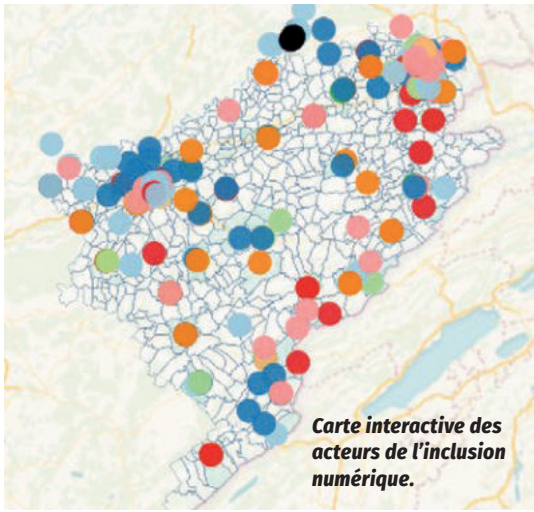
Les Cafés connectés de l'UDCCAS. Photo d'archives - Jack Varlet.

CHIFFRES-CLÉS

250 travailleurs sociaux équipés pour pouvoir effectuer les démarches lors des visites à domicile et 60 habilités « aidant connect » pour porter ces démarches en lieu et place des usagers en fracture numérique

9 collèges qui ont expérimenté une formation destinée aux parents pour l'utilisation des outils Éclat et Pronote indispensables aux échanges entre familles et communauté éducative

3 dossiers soutenus au titre du partenariat conclu avec la Poste pour accompagner les projets des territoires visant à compléter l'offre de services dans une approche de filière intégrant matériels et usages



Carte interactive des acteurs de l'inclusion numérique.

Aider les usagers à se repérer dans l'écosystème du numérique

Actualisée en 2023, la cartographie interactive des acteurs de l'inclusion numérique est d'un accès plus facile sur le nouveau site Internet du Département : désormais, il suffit de sélectionner dans le menu du site la rubrique « sur tout le territoire » puis « territoire numérique ». Elle permet à tout usager de repérer rapidement les lieux d'inclusion à proximité et en cliquant d'avoir accès aux coordonnées ainsi qu'aux services proposés. Près de 300 opérateurs sont ainsi recensés. Ce travail de recensement et de mise à disposition des informations pour simplifier le parcours de l'usager préfigure le rôle qui va prochainement incomber au Département au titre de France Numérique Ensemble pour la coordination de la politique d'inclusion numérique sur le Doubs.

2023, C'EST AUSSI :

- 2 600 collégiens relevant de 15 établissements sensibilisés aux bons usages du numérique (cyberdépendance, cyberharcèlement, identité numérique, fake news…) ;
- Une offre de ressources numériques étoffée par la Médiathèque départementale avec des supports adaptés pour les publics multi « dys », des expositions numériques ainsi qu'une ludothèque pour conforter l'acculturation au numérique ;
- **Huit bibliothèques ont accueilli durant huit semaines le dispositif Microfolies, musée numérique itinérant permettant d'accéder sous forme ludique à de nombreuses ressources culturelles à partager entre petits et grands.**



Microfolies à Blamont en mai.

APPORTER DES RÉPONSES TERRITORIALISÉES, DIVERSIFIÉES ET ADAPTÉES AUX BESOINS DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

ZOOMS SUR 2023



Installation en 2023 dans le premier habitat inclusif du Doubs, situé à Besançon.

Habitat inclusif

Depuis deux ans, le Département fait partie des précurseurs pour le développement de l'habitat inclusif, également appelé « habitat accompagné, partagé et intégré à la vie locale », destiné aux personnes âgées et/ou en situation de handicap qui en font le choix. Vingt projets sont en cours de création et les 12 premiers locataires bisontins ont emménagé début octobre dans leur logement inclusif en cœur de ville. Ainsi, six seniors et six personnes en situation de handicap ont intégré ce premier habitat inclusif, porté par un bailleur social. Chaque logement a été pensé pour être adapté aux difficultés liées au vieillissement ou au handicap. Un ergothérapeute passe aussi, une fois le locataire installé, pour voir s'il faut ajuster ou ajouter des équipements. La dimension intergénérationnelle de la résidence s'appuie aussi sur les 33 autres logements en location. Le Département apporte son soutien à l'équipement de la salle commune, via une subvention dédiée, ainsi qu'au fonctionnement quotidien de l'habitat inclusif grâce au versement d'une nouvelle aide : l'aide à la vie partagée, qui permet de financer notamment une présence humaine auprès des bénéficiaires (5 000 €/habitant/an).

Portail personnes âgées

Chef de file des solidarités, le Département a lancé en octobre 2023, à l'occasion de la semaine bleue, une plateforme d'informations spécialement conçue pour les plus de 60 ans et les aidants : https://personnes-agees.doubs.fr. Ce portail propose des conseils pertinents pour chaque situation, ainsi que les démarches à suivre, comme le nouveau formulaire CERFA pour demander l'APA. Des informations sont également en ligne pour améliorer le quotidien des personnes âgées, adapter leur domicile ou encore trouver une prise en charge adaptée à leurs besoins. Sans oublier un agenda avec des animations et des ateliers spécifiques.



Nouvelle génération de contrats avec les Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)

Le Département mène depuis plus de dix ans une politique précurseure en matière d'aide à domicile, pour les personnes âgées et en situation de handicap. En 2023, une nouvelle génération de Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) a été signée avec 12 SAAD, pour une durée de cinq ans. Ces services ont pour mission d'apporter une aide humaine aux personnes âgées et en situation de handicap, à leur domicile. Le Département a décidé d'augmenter les dotations versées aux SAAD, avec trois objectifs : garantir un service de maintien à domicile sur tout le territoire départemental, y compris dans les zones les plus rurales ; renforcer la qualité d'accompagnement des personnes et soutenir l'attractivité des métiers de l'aide à domicile, dans un contexte de fortes tensions sur le recrutement de ce personnel essentiel aux quotidiens des personnes âgées et en situation de handicap.



Signature des nouveaux CPOM au Département à Besançon.



Valérie Maillard, conseillère départementale déléguée au handicap.

2023, C'EST AUSSI :

- 1M€ d'aide exceptionnelle versée en urgence aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) les plus en difficulté ;
- Des délais d'instruction des premières demandes de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile divisés par deux, qui sont passés de sept mois en octobre 2022 à moins de trois mois en décembre 2023 ;
- **Une expérimentation des « points relais autonomie » au sein des CMS de Maîche, Valdahon et Morteau, pour mieux informer et orienter les personnes âgées ;**
- Un nouvel accueil de jour pour les personnes âgées qui a ouvert ses portes à Levier ;
- Un diagnostic mené avec l'Agence régionale de santé (ARS) et la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) sur les besoins et l'offre dédiée aux personnes en situation de handicap dans le Doubs ;
- Des modalités d'accès à l'aide-ménagère plus favorables pour les personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).



Au CMS de Valdahon.

PAROLES D'USAGERS

Yvette, Thierry et l'habitat inclusif

« Je suis vraiment ravi d'être ici, je souffrais beaucoup de solitude, depuis plusieurs années, seul dans ma maison de Sancey. Quand on m'a proposé ce type d'habitat partagé, je n'ai pas hésité à déménager en ville. Le prix est très abordable, je paie même moins cher qu'à la campagne car le chauffage est compris dans les charges. Et j'ai une amie qui vit dans le quartier. » raconte Thierry.

« Je suis tellement heureuse d'être ici, c'est beau, c'est propre, j'ai hâte de commencer les animations pour rencontrer tous les habitants. » commente Yvette.



CHIFFRES-CLÉS

2 249 bénéficiaires de l'Aide sociale à l'hébergement (70% de personnes handicapées, 30% de personnes âgées), soit +4,1% par rapport à 2022, pour un budget total de plus de 60 M€

3 773 bénéficiaires de l'APA en établissement en Ehpad, pour un total de 20,37 M€, soit une augmentation des dépenses de +3,92% par rapport à 2022

6 723 bénéficiaires de l'APA à domicile au 31 décembre 2023, pour un montant total de dépenses de 34,9 M€

655 élèves en situation de handicap ayant bénéficié d'un transport, soit +2,66% par rapport à 2022, pour une dépense totale de 3,536 M€

NOS ENGAGEMENTS
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

ENGAGEMENT 2

Agir pour l'emploi et le développement économique

Redevenir un acteur fort pour l'emploi et le développement économique

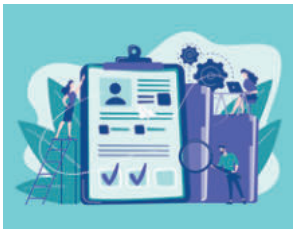
Le Département se mobilise notamment pour soutenir l'économie touristique, l'agriculture locale, les collectivités et pour que les allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) retrouvent un emploi dans des entreprises locales.



APPORTER UN ACCOMPAGNEMENT « SUR MESURE » AU RETOUR VERS L'EMPLOI

ZOOMS SUR 2023

Construction d'un nouveau référentiel d'accompagnement des bénéficiaires du RSA



Le Département entend déployer une offre d'accompagnement adaptée tant aux réalités économiques territoriales très hétérogènes qu'au regard du profil des bénéficiaires de l'allocation. Ainsi, un accompagnement professionnel et socio-professionnel resserré et intensif vers et dans l'emploi est mis en œuvre en faveur des usagers âgés entre 25 et 39 ans disposant d'une ancienneté inférieure à deux ans dans le droit RSA. Trois parcours d'accompagnement seront ainsi déclinés dans le Département :

- Objectif emploi : pour les bénéficiaires du RSA de 25 à 39 ans ayant une ancienneté inférieure à 1 an dans le droit et bénéficiant d'une orientation vers un accompagnement professionnel. Un accompagnement professionnel intensif sera mis en œuvre par les coachs filières de France Travail
- Objectif compétence : il regroupe deux modalités d'accompagnement qui couplent un travailleur social et un professionnel du retour à l'emploi à destination des 25-39 ans ayant une ancienneté de moins de deux ans dans le droit RSA
- Objectif remobilisation : à destination des bénéficiaires orientés pour un accompagnement social pour lesquels un retour à l'emploi est prématuré au regard des freins périphériques.

Refonte du conventionnement avec les Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) : faire de l'IAE un véritable tremplin vers l'emploi classique

L'insertion par l'activité économique marque fortement l'identité du Doubs. Le Département apporte son soutien à ces acteurs majeurs de l'emploi à travers le cofinancement des aides aux postes au sein des ateliers et chantiers d'insertion et un conventionnement triennal des 39 structures présentes sur le territoire. En cohérence avec la politique départementale de retour à l'emploi, un nouveau cadre de partenariat a été posé pour 2023-2025. Ainsi, le degré d'exigence s'accentue en matière de recrutement de bénéficiaires du RSA au sein des SIAE en donnant parallèlement une plus large place aux objectifs de sorties en emploi et en formation à l'issue du parcours en structure. L'objectif poursuivi est celui de développer leur rôle de tremplin entre le RSA et l'emploi classique en renforçant les liens entre SIAE et monde économique.



La Blanchisserie du Refuge à Besançon.



Déploiement de sept animateurs locaux emploi insertion sur le terrain

2023 est l'année de mise en œuvre opérationnelle du SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi) qui se traduit notamment par l'installation de sept animateurs locaux (ASPIE) sur l'ensemble du territoire départemental. Ainsi, en lien avec les ambitions poursuivies par le SPIE, les sept ASPIE ont conduit différentes actions en faveur de l'emploi et de l'insertion tout au long de l'année : soutien à l'organisation d'évènements emploi locaux (salons et forums de l'emploi), dynamisation des prescriptions en Insertion par l'activité économique (IAE) avec l'organisation de visites pour les travailleurs sociaux du Département, animation des réseaux emplois locaux afin de renforcer le tissu partenarial (GSE ou autre), organisation de webinaires d'information sur des thématiques variées à destination des acteurs de l'accompagnement et création de newsletter en vue de favoriser l'interconnaissance des professionnels.



2023, C'EST AUSSI :

- Adoption du Programme Départemental d'Insertion et de Retour à l'Emploi (PDIRE) 2023-2028 qui marque l'ambition forte de faire de l'insertion professionnelle un levier majeur d'émancipation ;
- **Deuxième salon dédié au recrutement : une deuxième édition placée sous le signe de la réussite avec une participation en hausse : 2 600 visiteurs, 131 exposants et plus de 300 démarches de recrutement générées par l'évènement ;**
- **Lancement de l'expérimentation relative aux bénéficiaires du RSA dans les collèges : à la rentrée 2023, dix bénéficiaires du RSA ont été recrutés en renfort dans les collèges du Département ;**
- Expérimentation des parcours immersifs : dispositif d'accompagnement vers l'emploi de six mois à destination des bénéficiaires du RSA mixant processus de découverte des métiers (bâtiment, industrie et hôtellerie restauration) et expériences immersives.



Expérimentation au collège de Saône avec Annabel.

PAROLES DE PARTENAIRES

Jessica Vuilleumier et Özlem Senbaba

Coachs filières

Le dispositif des coachs filières, mis en place par le Département en partenariat avec Pôle emploi a été déployé sur le secteur de Montbéliard. Deux coachs filières, Jessica Vuilleumier et Özlem Senbaba ont accompagné en 2023 chacune une quarantaine de demandeurs d'emploi vers des secteurs en tension.

« En gérant un portefeuille plus réduit de demandeurs d'emploi, cela nous permet d'être dans un accompagnement personnalisé et adapté. C'est d'autant plus important que 86 % sont bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), et des personnes très éloignées de l'emploi (...) Nous assurons un suivi intensif et régulier avec un rendez-vous au minimum une fois par mois et nous poursuivons ce suivi pendant trois à six mois afin de stabiliser le retour à l'emploi (...) Cela nous permet de gagner en réactivité pour amener ces publics vers l'immersion, la formation et le retour à l'emploi. Ils retrouvent aussi peu à peu un rythme et de l'autonomie. Cela les redynamise et leur redonne confiance. »



CHIFFRES-CLÉS

12 107 foyers allocataires RSA fin 2023, 46,7 % entre 25 et 39 ans et près de 61% avec une ancienneté dans le droit inférieure à 2 ans

3 183 bénéficiaires du RSA convoqués en plateforme d'orientation (nouveaux entrants dans le droit RSA). 80% d'entre eux sont présents sur cette plateforme

1 170 travailleurs non-salariés bénéficiaires du RSA dont **298** accompagnés par Boutique de gestion espace (BGE) Franche-Comté ou la Chambre de métiers et de l'artisanat de Région Bourgogne-Franche-Comté

39 Structures d'Insertion par l'activité économique en partenariat avec le Département avec un objectif de soutenir **313** Équivalents temps plein (ETP) de salariés bénéficiaires du RSA.

877 contrats aidés : **80** CAE-PEC (contrat d'accompagnement dans l'emploi - Parcours emploi compétences) dans le secteur non marchand (environ 38% de sorties positives), **797** CDD d'insertion en structure de l'insertion par l'activité économique (SIAE)

175 décisions de la commission fraude, dont **95** amendes

INTENSIFIER ET DIVERSIFIER LE SOUTIEN EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN PARTENARIAT AVEC LES TERRITOIRES

ZOOMS SUR 2023



Construction du partenariat avec les EPCI du Doubs au titre de l'immobilier d'entreprises

Le Département a engagé une réflexion avec les EPCI à fiscalité propre du Doubs pour leur proposer un partenariat sur le volet du soutien à l'immobilier d'entreprises, domaine où ils exercent la compétence depuis 2016 mais dont ils peuvent déléguer la compétence d'octroi au Département.

L'Assemblée de juin a posé les bases de ce partenariat via un conventionnement avec de nombreux EPCI au cours de l'année 2023.



Le Département rencontre les élus des EPCI deux fois par an pour des conférences des exécutifs.

Mise en place de nouveaux dispositifs d'aides, notamment pour le maintien des services marchands en milieu rural

Suite à cette même Assemblée de juin 2023, le Département a mis en place deux nouveaux dispositifs d'intervention, à destination de la requalification des zones industrielles existantes (pour une consommation raisonnée de l'espace) et pour soutenir les initiatives locales de création ou de maintien de commerces de proximité en milieu rural.

Conventionnement avec la CCI Saône-Doubs



Le développement d'un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Saône-Doubs s'est concrétisé par la signature d'un protocole validé par l'Assemblée départementale le 26 juin 2023. Ce conventionnement permet, notamment, de mobiliser la CCI pour aider les porteurs de projets dans leurs démarches et les EPCI pour caractériser les enjeux économiques de leurs territoires. Chaque trimestre, la CCI fournit également une note de conjoncture économique au Département permettant de prendre le pouls de l'économie locale.

2023, C'EST AUSSI :

- Un nouvel engagement du Département pour accompagner et conseiller les porteurs de projets économiques sur les territoires, en étroite concertation avec les EPCI ;
- Une prise de contact renforcée avec les acteurs du développement économique afin de coordonner nos actions, notamment avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) dans la perspective de la finalisation d'un partenariat début 2024.

PAROLES D'USAGERS

Laurie Robert, bouchère

L'Écheroumontaine, boucherie-charcuterie-traiteur et épicerie a ouvert ses portes en novembre 2023 dans la plus vieille maison de Montécheroux, datant de 1461.

« Je rêvais d'avoir ma propre enseigne. Je fais ce métier depuis mes 14 ans, mon père tient la boucherie de Damprichard… j'ai beaucoup travaillé sur ce projet et je voulais ouvrir quelque chose à la campagne. »

Léon Bonvalot, maire de la commune

« Nous nous sommes tournés vers le Département, ayant eu connaissance des nouvelles mesures départementales en accord avec la loi différenciation, décentralisation, déconcentration, simplification (3DS), explique Léon Bonvalot, maire de Montécheroux. Pour nous, cette ouverture est importante. Nous avons beaucoup de personnes âgées ici, nous voulons leur apporter un plus, dynamiser la commune. Nous organisons un marché nocturne, nous ouvrirons bientôt une maison de l'inclusion avec le Département. Soutenir Laurie Robert dans son projet de commerce de proximité était essentiel pour le village. »



CHIFFRES-CLÉS

13 conventions de délégation d'octroi des aides à l'immobilier signées, en 2023, entre le Département les EPCI du Doubs avec deux conventionnements attendus pour début 2024

2 projets accompagnés au titre du soutien au maintien du commerce en milieu rural pour un montant total de subvention de plus de 20 000 €

2 conférences des exécutifs et deux réunions techniques réunissant le Département et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) organisées en 2023 pour construire et animer ce partenariat

72 acteurs touristiques privés accompagnés par Doubs Tourisme dans le cadre de leur projet de développement (équipement et hébergement touristique)

SOUTENIR L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS

ZOOMS SUR 2023

La promotion du développement touristique renforcée

Approbation par le Conseil départemental, le 26 juin 2023, de l'instauration de la taxe additionnelle de séjour dans le Doubs à compter du 1er janvier 2024 : cette décision s'inscrit dans la logique de création, en 2019, d'une plateforme commune avec les EPCI du Doubs de perception, fiabilisation et optimisation du produit de la taxe de séjour dans le Doubs. Le produit de cette taxe additionnelle de séjour sera affecté aux dépenses destinées à promouvoir le développement touristique du département.

Assistants familiaux : rencontrer et informer

Face à la baisse du nombre d'assistants familiaux ces 10 dernières années, les directions territoriales se mobilisent pour présenter ce métier aux personnes intéressées par la protection de l'enfance. Cela se matérialise par des articles dans la presse, des réunions de présentation des métiers de l'accueil familial. Elles ont lieu en soirée ou le samedi matin pour toucher le maximum de personnes.

« Les coulisses du bâtiment »

L'objectif de cette opération organisée par le Département et la Fédération française du bâtiment était de susciter des vocations chez les élèves. 180 collégiens du secteur de Montbéliard ont découvert la diversité des métiers du bâtiment sur le site du futur collège de Bethoncourt.



Dans un centre de PMI.

Des éducatrices de jeunes enfants en PMI !

Grâce aux financements liés à la contractualisation avec l'État dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance, le service départemental de Protection Maternelle et Infantile a renforcé son accompagnement des usagers en étoffant et diversifiant ses équipes.

Deux sages-femmes rencontrent les femmes enceintes à domicile ou au CMS. Elles pratiquent les entretiens prénataux précoces, le suivi post-natal (1 172 visites de PMI dont 236 visites à domicile post-natales en 2023) et participent aux activités du centre de santé sexuelle. Deux psychologues supplémentaires étayent les accompagnements de la femme enceinte, des jeunes parents et de l'enfant jusqu'à ses 6 ans.

Enfin, le Doubs innove avec la création de deux postes de référent accueil collectif : deux éducatrices de jeunes enfants sont chargées du contrôle et de l'accompagnement des crèches. Leur intervention apporte de nouvelles pratiques et des conseils à leurs gestionnaires pour garantir une qualité d'accueil toujours plus haute. Le renforcement de cette mission s'est traduit par 121 visites de structures en deux ans.



L'Orlogeur des Écorces labellisé Made in chez nous.

2023, C'EST AUSSI :

- La mise en œuvre par Doubs Tourisme de la qualification nationale « Chambre d'Hôtes référence » et réunion de la 1ère commission départementale d'attribution de la qualification à cinq premières structures ;
- **La labellisation de cinq nouvelles entreprises « Made In chez nous », portant à 45 le nombre d'entreprises ouvrant leurs portes aux visiteurs et touristes pour promouvoir et faire connaître les savoir-faire identitaires du Doubs ;**
- Sur le secteur bisontin : l'action « Faire une pause » pour penser ensemble avec un groupe de parole assistants familiaux co-préparé et co-animé par un binôme référent éducatif PEC/assistant familial selon un thème choisi par les assistants familiaux. Cela permet d'échanger sur des solutions, de partager des expériences et contribue à maintenir l'attractivité du métier de référent éducatif et celui du métier d'assistant familial.

PAROLES DE JEUNE

Léopaul

Élu au Conseil départemental des jeunes, du collège Edgar Faure à Valdahon

« Riche en produits du terroir, nous avons la chance d'avoir une région si gourmande. Il y a de plus en plus de petits producteurs avec chacun des spécialités variées. C'est bien de pouvoir bénéficier bientôt d'un repas 100% local dans nos cantines parce qu'on apprend à manger des bons produits mais aussi pour soutenir nos producteurs. »



CHIFFRES-CLÉS

26 % des achats sont d'origine locale dans les cantines des collèges (tous produits confondus) et 34.6 % d'achats de produits labellisés - 1,7 M€ - (dont 20,8 % de produits bios - 1M€ -), voir le détail dans PLANE.T.E Doubs

10 fromageries du Doubs approvisionnent les cantines des collèges

119 meublés de tourisme classés en 2023 par Doubs Tourisme

18 assistants familiaux recrutés en 2023

240 heures de formation en 2023 pour 3 groupes d'assistants familiaux soit 39 assistants familiaux

7 groupes de 59 assistants familiaux constitués en 2023 en analyse de la pratique

ENGAGEMENT 3

Aménager, équiper et irriguer nos territoires

Aménager, équiper et irriguer nos territoires avec un équilibre entre proximité et qualité de service

Le Département continue à sécuriser les routes, à aménager les territoires grâce aux contrats de territoires P@C signés avec chaque communauté de communes et à soutenir la jeunesse avec des actions utiles aux habitants.



INVESTIR POUR UNE MOBILITÉ RESPONSABLE

ZOOMS SUR 2023



Une communication accrue autour des chantiers routiers

Chaque année, le Département réalise quelques centaines de chantiers pour entretenir et aménager ses routes et ses voies cyclables.

Afin de garantir la sécurité des agents, personnels des entreprises et des usagers de ces infrastructures et permettre la réalisation des chantiers, des déviations ou des circulations alternées peuvent être mises en place, générant des contraintes pour les usagers, les riverains et la vie des territoires.

Pour que chacun s'organise au mieux, le Département a renforcé l'information préalable concernant les chantiers les plus impactants avec plus d'anticipation et en associant plus en amont les acteurs locaux, maires et représentants des professionnels.

Selon la période et la durée des travaux, la longueur des déviations, l'activité du territoire concerné, des dispositions adaptées sont prévues : réunions d'information, communication dans la presse et sur le site internet inforoute 25, panneaux sur place.

En complément de cette démarche, le Département appelle chacun à la patience et au respect des personnels qui travaillent sur les routes.

Une nouvelle voie verte et innovante entre Ornans et L'Hôpital-du-Grosbois

Longeant la vallée de la Brême et empruntant le parcours de l'ancien tracé ferroviaire sur une douzaine de kilomètres, la voie verte reliant la vallée de la Loue et la gare TER a été inaugurée et ouverte à la circulation des modes doux en juin, venant renforcer le maillage cyclable du Doubs.

En aménageant cette infrastructure, le Département a souhaité en faire un terrain d'expérimentation pour tester de nouveaux revêtements, permettant de réduire l'impact sur l'environnement.

Quatre entreprises locales de travaux publics ont ainsi pu proposer des procédés innovants pour traiter chaque section de la voie verte, en limitant l'imperméabilisation des sols et en recourant à des produits d'origine végétale pour remplacer les produits pétroliers.

Des panneaux explicatifs présentant ces nouveaux revêtements sont disposés tout au long du parcours qui peut servir de vitrine pour les autres aménageurs de pistes cyclables à la recherche de solutions innovantes.


©Laurent Cheviet

Inauguration début juin.

Retour aux 90 km/h sur 28 % du réseau départemental

Pour faciliter les déplacements des Doubiens, le Département a relevé la vitesse maximale à 90 km/h sur une partie de son réseau routier.

Ainsi, au mois d'août, cette mesure a été instaurée sur 36 itinéraires qui maillent notre territoire. Ils représentent un linéaire de 1 044 km, soit 28 % du réseau routier départemental.

Au préalable, une analyse des conditions de sécurité a été effectuée sur chacun de ses axes et un avis favorable a été obtenu de la part de la commission départementale de sécurité routière.

Sur les routes concernées, des panneaux « 90 km/h » rappellent régulièrement aux conducteurs la possibilité de circuler à cette vitesse maximale. Les autres routes, départementales ou nationales, restent limitées à 80 km/h.

Quelle que soit la vitesse maximale autorisée, conformément au Code de la Route, les usagers doivent adapter leur vitesse aux conditions de circulation (météo, trafic…).

2023, C'EST AUSSI :

- D'importants travaux de réfection de chaussée réalisés sur la RD 9 entre Cléron et Fertans, la RD 437 à Audincourt, la RD 461 à Villers-le-Lac ;
- Pour garantir la durabilité des ouvrages d'art, la réhabilitation du pont sur la Loue d'Ornans (RD 492), la restauration d'un mur de soutènement de la RD 463 à Badevel et du pont sur le Doubs de Grand'Combe-Châteleu (RD 47) ;
- **Des réunions de concertation routière territorialisée associant les représentants des intercommunalités et, pour la première fois, l'ensemble des maires, pour débattre du programme routier de l'année et des sujets propres à chaque territoire ;**



Concertation routière territorialisée à Maîche le 3 mars.



Concertation routière territorialisée à Besançon le 14 mars.



Concertation routière territorialisée à Sochaux le 8 mars.



- **Une première tranche de travaux de protection des falaises surplombant la côte de Morre (RD 571), dans le cadre d'un programme planifié sur plusieurs années ;**
- L'installation d'un rideau de palplanches tiranté nécessaire à la stabilisation du bord de la route départementale 438 qui longe le canal sur la commune de Bart ;
- L'engagement des études de faisabilité de quatre itinéraires cyclables d'intérêt départemental, représentant un linéaire de 150 km et un investissement de 30 à 40 M€.

PAROLES D'AGENT

François

Agent d'exploitation

Arrivé au Bélieu en 2015, François est chargé, comme neuf autres agents d'exploitation, de la mise en sécurité des usagers de la route au quotidien. Travaux de voirie sur les routes départementales, les ouvrages d'art, mais aussi élagage, fauchage, entretien des abords, curage de fossés…

« C'est un métier très varié, même si les travaux reviennent tous les ans : chaussée à refaire, arbres à couper, terrassement, déneigement, salage. On utilise la nacelle qui a une portée de 18 mètres à tel endroit, le Blue patcher, un enrobeur-projeteur qui évite les projections de gravier, à tel autre. Nous sommes aussi appelés pour un animal écrasé, des cailloux tombés sur une chaussée, des routes à dévier en cas d'accidents. Il n'y a rien de routinier, nous changeons sans cesse de lieu. »



CHIFFRES-CLÉS

109 opérations sur les chaussées, 12 sur les ouvrages d'art, 14 de confortement de terrain et 5 sur les voies cyclables réalisées

240 personnes mobilisées pour la viabilité hivernale des 3 690 km de routes départementales (RD) répartis en 130 circuits de déneigement

36 nouvelles opérations communales de sécurisation des RD à l'intérieur des agglomérations accompagnées

73 projets communaux ont bénéficié d'une subvention de 760 424 € au titre de la répartition du produit des amendes de police

374 accidents corporels et 23 tués sur les routes du Doubs, dont 17 sur les RD

25 000 participants à la 3e édition du SlowUp Vallée de l'Ognon de septembre, entre Sauvagney et Marnay

10 subventions, soit 726 389 €, allouées aux communes, EPCI et associations en soutien de leurs projets cyclables

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

ZOOMS SUR 2023



Signature en juillet du contrat P@C avec le territoire du Pays de Montbéliard.

Des réalisations P@C sur tout le territoire

18 contrats P@C ont été signés dotés d'une enveloppe de 92 M€ sur la période 2022-2028 avec une gouvernance élargie et des thèmes prioritaires revisités sur l'ensemble des territoires.

Parmi les réalisations « P@C » 2023, nous pouvons notamment citer la construction du Conservatoire de Musique, Danse et Art Dramatique du Pays de Montbéliard (aide de 2 M€), la création d'une base de Kayak (aide de 350 000 €) et la réfection de la piste d'athlétisme de Pontarlier (aide de 175 611 €) ou encore la pose de la première pierre d'un pôle petite enfance à Pelousey (aide de 311 188 €).

Le projet universitaire Synergie Campus co-porté par l'Université, Grand Besançon Métropole, le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), Supmicrotech (École nationale supérieure de mécanique et des microtechnique, l'ENSMM) a été financé à hauteur de 3 M€ sur un projet d'envergure de près de 77 M€.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

L'accompagnement en amont des projets permet de mieux appréhender la question de l'égalité femmes-homme

Par exemple des vestiaires adaptés et en nombre suffisant dans les équipements de type gymnase ou salle de sport ou encore la prise en compte des différents usages dans les cours d'école.

Le Département contribue également fortement à la mise en place d'équipements et de services à la population, notamment en matière de petite enfance (ex : crèches, halte-garderie, multi-accueil) et de l'enfance (rénovation d'établissements scolaires, création d'offre en matière d'accueil périscolaire et de cantines) qui permet le recrutement de personnes à majorité féminine en milieu rural.


Les élus du Département engagés pour les contrats P@C.

2023, C'EST AUSSI :

- Première année de financement du projet Territoires Numériques Educatifs destiné à permettre à toutes les écoles et les collèges du Doubs de disposer du socle numérique minimal – 71 subventions ont été accordées à des collectivités locales pour 1 349 216 € ;
- Un soutien exceptionnel aux quatre collectivités sinistrées par les orages de grêle de l'été 2022 pour un total de 80 536 € en complément des indemnités d'assurance ;



L'école ronde inclusive de Maîche.

- **Financement d'une école inclusive de 18 classes dont six maternelles, dix élémentaires et deux classes IME (instituts médico-éducatifs) à Maîche. Cette école rassemble près de 300 élèves ;**
- Financement d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur à Arcey qui permettent d'utiliser une énergie renouvelable et locale ;
- Pose de la première pierre d'un pôle petite enfance à Pelousey ;
- Inauguration de la salle des sports à Levier.

PAROLES DE JEUNE

Camille

Élue jeune du collège de Saint-Maimboeuf à Montbéliard

« Après trois années de travaux, le nouveau conservatoire à rayonnement départemental, porté par Pays de Montbéliard Agglomération, ouvre ses portes lundi 18 septembre à ses élèves sur le nouveau site des Blancheries, le long de l'Avenue Wilson. Dans ce bâtiment neuf de 6 062 m² sur quatre niveaux, les 85 professeurs proposent un enseignement spécialisé complet en musique, danse et art dramatique. Ce projet d'envergure, essentiel pour la diffusion de la culture dans tout le département, a été fortement soutenu par le Département du Doubs. Les 1500 élèves du conservatoire avaient hâte d'investir leurs nouveaux locaux. Le changement est radical, avec un bâtiment moderne, lumineux, une bonne acoustique et une isolation de qualité. Le nouvel auditorium est également très apprécié, car il permet d'accueillir 200 personnes lors de représentations musicales, théâtrales, ou encore de danse, ce qui n'était pas possible auparavant. »



CHIFFRES-CLÉS

29 096 530 € : le soutien départemental au Service d'incendie et de secours (SDIS)

109 932 € : le soutien aux associations départementales de Maires pour la mise en œuvre de leur programme d'actions

182 aides engagées représentant 9,4 M€ pour les contrats P@C en 2023

OFFRIR LES MEILLEURES CONDITIONS D'ÉDUCATION POSSIBLES DANS LES COLLÈGES

ZOOMS SUR 2023

Modernisation des collèges

La première phase des quatorze Schémas directeurs d'aménagement de collèges (SDAC) adoptés en janvier 2023 s'est engagée. Les communautés éducatives des collèges de Doubs, Hérimoncourt, Pontarlier Grenier, Pouilley-les-vignes, Saint-Hippolyte, Sancey et Seloncourt ont participé à l'élaboration des programmes de modernisation sur la base desquels les procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre ont été engagées. Fin 2023, quatre marchés avaient été notifiés et les trois procédures avec concours d'architecture étaient lancées avec l'objectif de notifier les marchés au printemps 2024.
L'autorité académique (Rectorat et Direction des services départementaux de l'éducation nationale), ainsi que les collectivités locales des territoires concernés ont été associées pour élaborer des projets adaptés aux besoins de la population et mutualiser les moyens chaque fois que possible, afin de maximiser l'efficience de cette politique publique.



Le collège de Seloncourt.

Territoire Numérique Éducatif (TNE)

Territoire d'expérimentation pour le numérique éducatif, le Doubs bénéficie d'un soutien financier de l'État de 7,26 M€ pour 2022-2026, afin de développer des projets numériques innovants dans les écoles et collèges. Le Département est dépositaire de 3,514 M€ pour le volet équipement de ces projets. Pour les collèges, la subvention 2023 s'élève à 416 K€ pour un budget total de 1 M€.
850 K€ concernent les collèges publics qui vont tous être dotés de 15 ordinateurs portables supplémentaires pour porter la salle multimédia à 30 ordinateurs. En complément pour une douzaine d'entre eux, engagés dans un projet d'innovation pédagogique suite à un appel à manifestation d'intérêt, des équipements particuliers n'ayant pas vocation à être généralisés sont également subventionnés. Les 150 K€ restants sont destinés aux projets de huit collèges privés retenus.





Travaux en cours pour le futur collège de Bethoncourt.

Convention de partage de compétence Département / collèges

Une nouvelle convention de partage des compétences entre le Département et les collèges a été élaborée, intégrant les modalités d'exercice de l'autorité fonctionnelle des Départements vis-à-vis des adjoints gestionnaires instaurée par la loi Différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification (dite loi 3DS). La méthode choisie par le Département a été la concertation : le groupe de travail réunissant le Département, le rectorat, la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) du Doubs, des chefs d'établissement et des adjoints gestionnaires s'est réuni six fois entre janvier et mars. La convention a été rédigée dans le respect des compétences de chacun, en tenant compte à la fois des contraintes et des attentes des collèges et du Département mais également des politiques départementales à mener. Tous les conseils d'administration des 44 collèges ont adopté cette convention entièrement refondue pour 2023-2028 dont l'objectif commun partagé reste la réussite éducative de tous les collégiens.

2023, C'EST AUSSI :

- **Les travaux dans les collèges de Bethoncourt, Frasne et Villers-le-Lac, ainsi que le démarrage du chantier du gymnase de Blamont ;**
- 10 bénéficiaires du RSA engagés à mi-temps en renfort en restauration dans des collèges pour favoriser la qualité dans l'assiette - dont huit ont pu voir leur temps de travail augmenté ensuite ;
- Le renouvellement des équipements numériques des collèges de Besançon Proudhon, Mouthe, Voujeaucourt, Pierrefontaine-les-Varans, Maîche et Doubs ;
- Le renouvellement des mobiliers et matériels pour accompagner l'évolution des pratiques pédagogiques et l'inclusion en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap ; contribuer à la politique de prévention des risques professionnels.

CHIFFRES-CLÉS

4 rencontres annuelles : gestionnaires, nouveaux personnels de direction des collèges, agents des collèges et la rencontre de la Présidente avec les équipes de direction des collèges

84 cuisiniers formés à l'outil de gestion en restauration « Easilys »

21 réunions de concertation dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement des collèges pour des réponses adaptées aux besoins des communautés éducatives

843 ordinateurs, 780 tablettes, 2 autocoms (boîtiers qui permettent d'orienter les appels téléphoniques) et 15 infrastructures serveurs renouvelés dans 6 collèges

18 audits d'hygiène restauration réalisés dans les collèges avec une note moyenne de 82 % de conformité aux normes d'hygiène



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

L'égalité filles-garçons (ou « l'image de soi ») invitée aux Rencontr'ados

Pour faire évoluer les représentations collectives et ouvrir la voie au changement des comportements, le Département s'attache à contribuer au développement d'une culture de l'égalité sur son territoire en sensibilisant les habitants aux enjeux de l'égalité femmes-hommes, en valorisant la place des femmes dans la société et en abordant les questions d'image de soi et de relations aux autres.
À l'initiative de la collectivité, près de 135 jeunes venus de tout le département se sont retrouvés le 11 juillet 2023 à la Saline royale d'Arc-et-Senans pour une journée d'activités et d'animations. Plusieurs ateliers ont été organisés tout au long de cette journée, permettant d'aborder plusieurs thèmes de façon ludique : les relations familiales et amicales difficiles, les conduites à risque, les réseaux sociaux, l'image de soi et le cyber harcèlement. L'occasion d'évoquer en filigrane les différences, le regard de l'autre, l'égalité entre les filles et les garçons et les relations aux autres.



PAROLES DE PARTENAIRE

Hichem Bellem

Principal du collège André Malraux à Pontarlier

Rédaction de la convention de partage des compétences

« La rédaction de la convention de partage des compétences a été un temps de travail riche et instructif, où chaque acteur a pu valablement exprimer ses attentes et ce fut pour les Principaux l'occasion de comprendre celles du Département.

Une collaboration constructive, s'appuyant sur un esprit de confiance très appréciable, menant à une convention équilibrée et protectrice. »

ENGAGEMENT 4

Réussir la transition climatique et énergétique

Réussir la transition climatique et énergétique de la collectivité et du territoire

Le Département répond aux urgences climatiques tout en étant source de croissance et d'emploi. Cela passe notamment par des collèges et des logements rénovés, ainsi que par des actions pour préserver les milieux naturels.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre départemental, pour l'année 2022

En 2023, le Département a réalisé un bilan de ses émissions de gaz à effet de serre (BEGES) au titre de l'année 2022. Ce bilan constitue une obligation réglementaire pour les collectivités locales et leur permet de connaître précisément les principales sources d'émissions liées à leurs activités. Au-delà de cet aspect réglementaire, la réalisation régulière de bilans carbone permet au Département de contrôler qu'il s'inscrit bien dans la trajectoire de réduction qu'il s'est fixé.

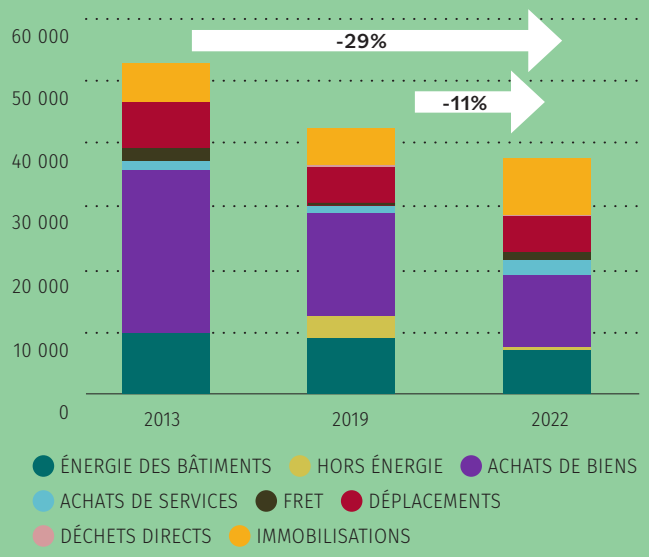
En ce sens, les résultats du BEGES 2022 sont encourageants. Le total des émissions départementales s'élève à 37 695 tCO2, soit une baisse de 11% par rapport au dernier bilan, datant de 2019 (comparaison brute entre bilans, avec un périmètre équivalent à 90%-95%.). Les principaux postes d'émissions sont les achats de biens avec 13 624 tCO2, les immobilisations (patrimoine et matériel en cours d'amortissement) représentant 9 081 tCO2 et la consommation d'énergie pour 7 131 tCO2.

Les principales réductions depuis 2019 proviennent des achats de biens (-32% sur 2019-2022) et des déplacements et du fret (-23% sur la même période). En parallèle, les émissions associées aux collèges ont baissé de 27% et celles des routes de 9%. Ces réductions s'expliquent notamment par une amélioration des pratiques pour le volet routier et par une amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments départementaux.

Cette bonne dynamique sera amplifiée par la mise en œuvre progressive des engagements de PLANE.T.E Doubs, adopté en 2023. Les actions prévues au titre de ce plan devraient en effet permettre une réduction de plus de 8 000 tCO2, soit -43 % par rapport à 2013. Cette réduction prévisionnelle place le Département en position de dépasser à horizon 2030 les objectifs de la stratégie nationale bas carbone (SNBC - selon la trajectoire SNBC en vigueur au 1er janvier 2024).

Le prochain BEGES départemental sera réalisé sur les données de l'année 2025 et permettra de suivre les effets de la mise en œuvre de PLANE.T.E Doubs sur la trajectoire de réduction des émissions.

> ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS DU DÉPARTEMENT



INTERVENIR SANS RELÂCHE EN FAVEUR DE LA GESTION ET DE LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL

ZOOMS SUR 2023

Eaux pluviales et sources abandonnées

Depuis 2018, la récurrence et la gravité des sécheresses s'accentuent, en lien avec le changement climatique. Ainsi, la gestion quantitative de la ressource sur un territoire fragile par nature (sous-sol karstique, positionnement en tête de bassin versant) et la prévention d'éventuels conflits d'usage à venir constituent une priorité pour le Département. C'est pourquoi, le Département a lancé en 2023, un appel à projets à destination des collectivités et leurs groupements visant à soutenir la récupération d'eaux pluviales ou de sources abandonnées et ainsi soulager les réseaux de distribution d'eau potable en période critique. Doté d'un million d'euros, cet appel à projets a vu près d'une trentaine de projets déposés par les collectivités locales dans ce cadre. (Cf. Engagement 11 « Politique de l'eau » de PLANE.T.E. Doubs page 57).


© Adobe stock

Un meilleur assainissement pour le Doubs Baumois et le département

En 2023, suite à la prise de la compétence assainissement par la Communauté de communes Doubs Baumois qui a souhaité bénéficier de l'assistance technique départementale, près de 83% des collectivités éligibles (63 sur 76) ont été accompagnés par le Département en vue d'améliorer le fonctionnement de leurs systèmes d'assainissement et d'identifier les éventuels investissements à conduire.

Pour le Doubs dans son ensemble, près de 227 stations d'épuration, soit 72% du parc épuratoire public présent dans le Doubs, ont pu faire l'objet d'un suivi cette année par le SATE (Service d'Assistance Technique dans le domaine de l'Eau), ceci dans le cadre de conventionnements établis entre les collectivités concernées et le Département.

La ressource en eau à l'international



Un projet de coopération décentralisée « Eau saine et hygiène pour tous » permettant de doter cinq écoles de la province de Louga au Sénégal de kiosques à eau potable et de latrines a été réalisé pour un budget de 100 000 € subventionné à hauteur de 70% par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Les kiosques à eau procureront gratuitement de l'eau saine à plus de 1 000 élèves et à titre payant à près de 4 000 personnes.

Restauration de la digue de l'étang du Barchet

Propriétaire du site, la commune de Passonfontaine a délégué la maîtrise d'ouvrage de cette opération au Conservatoire des espaces naturels (CEN) de Franche-Comté. D'un montant de près de 260 000 €, ces travaux permettent de préserver les milieux aquatiques et humides de ce site naturel remarquable de 50 ha, labellisé « Espace naturel sensible » (ENS) par le Département et ouvert au public. Cette opération a bénéficié du soutien technique et financier du Département avec une subvention attribuée de 58 166 €.







Sauvetage de la petite faune à Geneuille.

2023, C'EST AUSSI :

- Le rendu de la tranche ferme de l'étude portée par le Département pour le compte des EPCI visant à préfigurer la gestion des boues d'épuration domestiques, à l'aune des récentes évolutions réglementaires et du contexte agricole local ;
- **L'intégration des enjeux de continuité écologique à la gestion des routes départementales (RD) : étude de la réfection du passage à petite faune de Naisey-les-Granges sur la RD 492, suivi du passage à petite faune de la RD 41 à Geneuille qui a confirmé sa fonctionnalité…**
- La poursuite du travail sur les différents sites labellisés ENS : étude des plans de gestion du site des Grands prés de la Lizaine à Bethoncourt et du site de la Baume à Valentigney.

CHIFFRES-CLÉS

6 M€ d'aides notifiées au bénéfice de 156 projets locaux dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement

830 000 € de contributions versées à 4 syndicats mixtes dont le Département est membre œuvrant pour la préservation des milieux aquatiques : Établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE) Haut-Doubs Haute-Loue, EPAGE Doubs Dessoubre, Syndicat mixte du marais de Saône, Établissement public territorial de Bassin (EPTB) Saône et Doubs

Près de **40 km** de réseau d'eau potable réhabilités grâce au soutien financier du Département permettant de lutter contre les fuites et le gaspillage d'eau

466 000 € de crédits engagés en faveur de la réalisation de 28 projets concourant à la préservation des milieux naturels et à leur valorisation auprès du public

113 000 € de crédits consacrés à l'amélioration de la connaissance de la biodiversité et à l'accompagnement du Département pour sa prise en compte dans la mise en œuvre de ses différentes politiques (ENS, routes...)

5 300 hectares de milieux naturels diversifiés (tourbières, pelouses sèches, prairies humides...) labellisés ENS ou en voie de labellisation

2 591 élèves répartis en 117 classes, dont 556 collégiens, et 603 personnes (grand public et autres publics bénéficiaires), sensibilisés à l'environnement et à la biodiversité et aux enjeux de sa protection par le biais de l'appel à projets « Sur la piste des ENS » et du programme des animations nature

PAROLES DE PARTENAIRE

Maurice Grosset

Vice-président de la Communauté de communes des portes du Haut-Doubs

« L'ENS de la Zone humide de Breuillez (25ha-commune de Bremondans) est occupé par un étang, des zones herbacées, des boisements humides. Il abrite une flore et une faune remarquables typiques de ces milieux. On peut noter la présence de deux plantes protégées : la Pédiculaire des bois et le Spirante d'été ainsi que le Mélibée, papillon en danger d'extinction, protégé en France. Un travail partenarial est conduit entre la commune de Bremondans, la Communauté de communes des portes du Haut-Doubs et le Département, avec un appui financier de l'Agence de l'eau, à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion renouvelé en 2018 pour 10 ans. L'importance de la population de Mélibée implique une responsabilité nationale de l'ENS pour sa préservation, d'où l'implication forte du Conservatoire botanique. L'enjeu est d'éviter l'enfrichement afin de préserver ces espèces. C'est pourquoi nous avons mené des travaux de bucheronnage et débroussaillage. Suite à cela, il est apparu pertinent d'entretenir ces espaces ouverts à l'aide d'un pâturage par le troupeau du Conservatoire d'espaces naturels. Ce site, ouvert au public, est un vecteur important de sensibilisation à l'environnement naturel sur notre territoire. Il nous tient à cœur d'en poursuivre sa gestion et sa valorisation. »



Préserver la faune de l'étang de Breuillez.



SOUTENIR ET ACCOMPAGNER L'AGRICULTURE ET LA FORÊT

ZOOMS SUR 2023



Un soutien renforcé en matière de santé animale...

Suite à la loi différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification, dite loi 3DS, le Département a de nouveau pu intervenir en matière de santé animale et soutenir le Groupement de défense sanitaire (GDS) du Doubs, pour un montant de 50 000 €. Ce nouveau partenariat porte sur :

- Le suivi sanitaire des cheptels vis-à-vis des maladies d'élevage faisant l'objet d'une garantie ou d'une certification reconnue au niveau national.
- Le copilotage de la Cellule départementale opérationnelle de prévention de la maltraitance (CDOP) qui permet de repérer les situations de maltraitance animale, notamment auprès des agriculteurs fragilisés socialement ou économiquement.



... Et pour l'investissement des agriculteurs

Après deux années de discussion sur le nouveau Plan stratégique national (PSN), avec les partenaires et la Région, autorité de gestion des fonds européens, le Département a pu aboutir à la validation de trois nouvelles mesures pour soutenir l'investissement des agriculteurs :

- La modernisation et adaptation des exploitations agricoles au changement climatique (bâtiments, bien-être animal, gestion des effluents, performance énergétique),
- Les transitions agroécologiques des productions végétales,
- La diversification agricole (productions peu présentes, transformation, commercialisation).



Des aides à la modernisation et à l'adaptation des exploitations au changement climatique, ici à Saint-Point-Lac.

CHIFFRES-CLÉS

28 projets d'investissements dans les exploitations agricoles soutenus au titre de la modernisation, la performance énergétique et la gestion des effluents pour un montant de 289 930 € de subvention du Département

142 750 € en faveur de 19 organismes agricoles et forestiers œuvrant au service du monde rural

140 217 échantillons prélevés et 142 007 analyses facturées en 2023 pour 1,28 M€ par le Laboratoire vétérinaire Départemental (LVD).



2023, C'EST AUSSI :

- 51 projets de stockage et de traitement des eaux pluviales soutenus par le Département pour l'abreuvement du bétail, pour un montant total de subvention du Département de 209 927 € ;
- **La poursuite de la mise en place de la réglementation des boisements sur Frasne Drugeon avec, à l'automne, une enquête publique qui s'est déroulée dans la sérénité et n'a donné lieu qu'à neuf observations dont cinq réclamations ;**
- Le maintien de l'accompagnement des agriculteurs en difficulté : 30 familles accompagnées par Solidarité Paysans avec l'appui financier du Département ;
- **Le Département était présent lors de « Vache de Salon », en novembre pour promouvoir ses actions en matière d'agriculture auprès des éleveurs et du grand public.**



Le Département présent à Vache de Salon en novembre.

© Yves Petit

PAROLES D'USAGER

Alexandre Coulet

Installé en GAEC avec Stéphane Maire à Amathay-Vésigneux, depuis 2007 (60 vaches laitières)

« Depuis 2016-2017, nous ne pouvons que constater et déplorer le changement climatique, notamment avec les sécheresses qui se sont multipliées et le manque désormais récurrent d'eau l'été. Pour nous adapter, en 2018, nous avons construit une grange avec un toit en tôle qui récupère la chaleur du soleil pour faire sécher le foin, c'est un système très efficace. Nous avons été aidés par les collectivités, dont le Département, à hauteur de 30 % pour cette installation, tout comme pour notre second investissement il y a deux ans : une cuve de 310 m³ qui nous permet de récupérer l'eau de pluie pour abreuver le bétail. Nous sommes très satisfaits de cette citerne, d'autant que le prix de l'eau a aussi tendance à augmenter. Nous avons aussi comme autre projet, une installation de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'étable pour faire baisser notre consommation énergétique, voire idéalement pour être auto suffisant. »



GÉRER NOTRE PATRIMOINE BÂTIMENTAIRE AU PLUS PROCHE DES BESOINS ET DES USAGES EN ÉVOLUTION

ZOOMS SUR 2023

Soutenir l'offre de service social de proximité

Le volet social du Schéma directeur immobilier départemental continue de contribuer à porter l'offre de services au plus près des habitants. Au cœur du quartier de Planoise, le site des Portes Lafayette accueille désormais, en sus du Centre médico-social, le Pôle sud-ouest des enfants confiés, ainsi que le tiers-lieu « Planoise, en route vers l'emploi » et le siège de la Direction territoriale des solidarités humaines de Besançon.

À l'Est de la Ville, c'est la surface du Centre médico-social Tristan Bernard qui a doublé pour regrouper les services et offrir des conditions d'accueil et de travail adaptées aux besoins des usagers et des agents départementaux.



Le CMS Tristan Bernard à Besançon.



Limiter l'empreinte environnementale des activités départementales

Plan de sobriété énergétique, nouveau référentiel de programmation des espaces de travail, conversion énergétique des bâtiments et de la flotte de véhicules, engagement du processus d'élaboration du plan de solarisation du patrimoine départemental, réalisation de l'étude patrimoniale du Fort Griffon en vue de sa réaffectation… autant de leviers d'action pour décarboner nos activités et améliorer la qualité de vie au cœur de nos territoires.

→ Détails dans le suivi de PLANE.T.E Doubs page 57





CHIFFRES-CLÉS

-14 % en moyenne sur nos consommations énergétiques

Un quart de véhicules électriques ou hybrides

271 vélos à assistance électrique affectés ou en libre-service

2023, C'EST AUSSI :

- **Le chantier de modernisation des locaux du Centre départemental de l'enfance et de la famille aux Hauts de Saint-Claude à Besançon ;**
- **La mise en service de la salle multimodale du bâtiment de la Berne Est à la Saline royale d'Arc-et-Senans et la Saline royale Academy, portée par la société Music@mpus ;**
- Les études de conception pour le regroupement des Pôles des enfants confiés de la Direction territoriale des solidarités humaines de Montbéliard et la négociation du bail en état futur d'achèvement pour le regroupement des services de la Direction territoriale des solidarités humaines du Haut-Doubs sur le site Magnin à Pontarlier ;
- Le renouvellement de 45 % de la flotte de véhicules pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ;
- L'implantation du nouveau Système d'information patrimoniale permettant de gérer plus efficacement le patrimoine départemental.



PAROLES D'AGENT

Fanny

Responsable du pôle stratégie patrimoniale et membre du groupe de travail PEPS « Cultiver les formes d'intelligence collective »

« L'amplification des usages numériques et du télétravail engendre de profondes évolutions des pratiques professionnelles et constitue une opportunité de reconsidérer l'organisation des espaces de travail. Ainsi, la réduction du taux d'occupation des bureaux, combinée à la mutualisation généralisée des locaux permet d'envisager de redéployer une partie des surfaces pour offrir une variété d'espaces accrue. Cette démarche présentée le 1er juin 2023 en formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail (F3SCT), a été déclinée avec les directions et structures que le Schéma directeur immobilier départemental (SDID) prévoit de regrouper sur le site Gay Lussac (Besançon). Elle permettra en 2024 de rédiger le programme sur la base duquel sera organisé le concours d'architecture. Elle interroge nos pratiques actuelles et futures, avec l'objectif d'apporter des réponses immobilières, mobilières et numériques, nous permettant de mieux travailler et vivre ensemble. »

SUIVI DU PLAN D'ACTIONS

PLANE.T.E DOUBS

PLAN d'Engagements Transition climatique et Énergétique du Doubs







Le 16 janvier 2023, l'Assemblée départementale a adopté un plan de transition climatique et énergétique pour la période 2023-2030, PLANE.T.E Doubs.

Via 15 engagements concrets, le Département porte une ambition forte pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (-20% en 2025 par rapport à 2019), augmenter la production d'énergies vertes, amplifier la séquestration du carbone par les milieux naturels, sensibiliser et former les agents. Un an après son adoption, la mise en œuvre du Plan est pleinement engagée.

UN DOUBLE ENGAGEMENT FINANCIER POUR LA TRANSITION

1 / Les crédits en faveur de la transition, au sein des politiques sectorielles du Département

Concomitamment à l'adoption de PLANE.T.E Doubs, une annexe financière a été élaborée pour permettre un chiffrage des dépenses annuelles du Département en faveur de la transition climatique et énergétique, au travers de ses politiques sectorielles.

Cet engagement financier s'élève à **34 M€** au titre de l'année 2023 (et 39 M€ au prévisionnel 2024) réparti comme suit :

BÂTIMENTS	**1,9 M€**	SÉQUESTRATION DU CARBONE	**1 M€**
COLLÈGES	**6,9 M€**	FONCIER	**270 500 €**
HABITAT	**4,3 M€**	POLITIQUE DE L'EAU	**5 M€**
TRAVAUX ROUTIERS	**9,1M€**	ACCOMPAGNE-MENT DES PAR-TENAIRES DANS LA TRANSITION	**3,3 M€**
FLOTTE DE VÉHICULES	**65 500€**	SENSIBILISATION	**141 000€**
MOBILITÉS	**1,8 M€**	FORMATION	**18 600€**

2 / Le fonds additionnel « transition climatique et énergétique »

En parallèle de son intervention au travers de ses politiques sectorielles, le Département a adopté un **Fonds Additionnel Transition Climatique & Énergétique (FATCÉ)**. Doté de 6 M€ sur la période 2023-2025, ce fonds vise à encourager les projets qui concourent directement à la transition, pour des territoires plus résilients face à la menace climatique et à la diminution des ressources en énergie et en matières premières.

Pour ce faire, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Le Doubs engagé pour le Climat » a été lancé du 1er novembre 2023 au 5 janvier 2024. Après examen des dossiers, **vingt projets ont été pré-sélectionnés**, qui pourront être aidés pour un **montant prévisionnel de 4,5 M€.** Quatorze d'entre eux s'inscrivent dans le volet « grands projets » de l'AMI, et six concernent le volet « associations ». Renaturation et désimperméabilisation d'espaces publics, développement de l'hydrogène, économie circulaire, sensibilisation des acteurs… : autant d'investissements vertueux et innovants qui seront soutenus par le Département sur tout le territoire.

LES 15 ENGAGEMENTS DÉPARTEMENTAUX

LES RÉALISATIONS PHARES DE 2023

Manger mieux dans les collèges, avec davantage de produits locaux

→ Engagement 2 : Collèges

PLANE.T.E Doubs vise un renforcement de la démarche d'achat de produits locaux et de saison pour les demi-pensions des collèges. En 2023, le Département a réalisé 1,25 M€ d'achats chez les producteurs locaux pour les cantines des collèges, dont 400 000 € pour fournir aux demi-pensionnaires du Doubs des yaourts locaux. Un chiffre qui devrait être en augmentation en 2024 avec tous les desserts lactés des cantines concernés (flan, crème parfumée, riz ou semoule au lait…). Dans le même temps, le Département intensifie ses actions et son travail au côté de la Chambre interdépartementale d'agriculture pour étendre les achats locaux aux autres filières (viande, fromage, maraîchage) afin de répondre à l'objectif qu'il s'est fixé de fournir un repas 100% d'origine locale par semaine dans les cantines.

Ainsi, aujourd'hui, 26 % des achats sont d'origine locale dans les cantines des collèges (tous produits confondus) et 34,6 % des achats sont des produits labellisés (dont 20,8 % de produits bio).

S'engager pour des travaux routiers moins émetteurs de gaz à effet de serre

→ *Engagement 4 : Travaux routiers*

Prévu par PLANE.T.E Doubs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des travaux routiers, le pacte d'engagement avec la Fédération régionale des travaux publics (FRTP) a été signé le 27 mars 2023. Il vient fédérer le Département du Doubs et les entreprises représentées par leurs organisations professionnelles autour de projets techniques et de bonnes pratiques permettant de continuer à aménager, entretenir et exploiter le réseau routier départemental de façon durable, en économisant les énergies pour lutter contre le réchauffement climatique. Un travail est également mené au sein du réseau « Ecorse TP » pour identifier les évolutions positives tant en matière de travaux, de matériaux que de matériel.



Signature du Pacte d'engagement avec la FRTP fin mars.

Produire de l'électricité d'origine photovoltaïque

→ *Engagement 8 : Énergies renouvelables*

500 m² de toiture du collège Jean-Claude Bouquet à Villers-le-Lac ont été loués à La Fruitière à énergies, agréée « Entreprise solidaire d'utilité sociale » pour l'installation de panneaux photovoltaïques. Puissance installée : 100 kWc, soit l'équivalent de la consommation électrique de 133 personnes. Dans le même temps, cette installation permet au Département de sensibiliser les élèves à la transition énergétique. Un projet similaire est également à l'étude pour le futur collège de Bethoncourt.

Accompagner la transition du secteur touristique

→ *Engagement 12 : Accompagnement des partenaires dans la transition*

Le Département appuie la démarche de transition de Chapelle-des-Bois, transition à la fois climatique et touristique, avec une évolution de ses infrastructures et une vision plus large de ses pratiques. Soutenu par le Département pour plus de 500 000 €, un nouveau bâtiment d'accueil touristique multifonctions a ainsi vu le jour. Cette construction de plus de 300 m², exemplaire pour ses performances énergétiques (chaudière à granulés et isolation haut de gamme), a vocation à devenir un véritable lieu 4 saisons, avec un travail sur l'offre en termes de trail et de VTT pour s'adapter au recul de la pratique nordique.

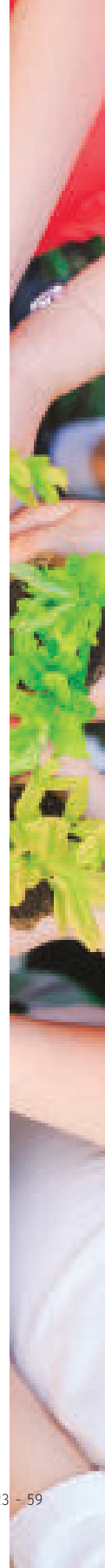
Donner à comprendre le changement climatique

→ *Engagement 13 : Sensibilisation*

En 2023, 159 agents du Département ont été sensibilisés lors de plusieurs ateliers de la Fresque du Climat. Pendant trois heures, sur la base des données scientifiques objectives issues des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les agents ont pu collectivement prendre la mesure de la complexité des enjeux liés aux dérèglements climatiques en bâtissant de façon ludique une « fresque » retraçant les mécanismes à l'œuvre puis en dégageant des pistes d'action, tant au niveau professionnel, qu'au niveau individuel, en tant que citoyens.



Atelier de la Fresque du climat en mai.





2023, C'EST AUSSI...

ENGAGEMENT 01	**Bâtiments**	Élaboration d'un **référentiel de programmation des espaces de travail permettant de concilier nouveaux modes de travail**, conditions de travail et sobriété énergétique
ENGAGEMENT 02	**Collèges**	Mutualiser les équipements publics : **55 conventions** « Collèges ouverts » signées pour **25 collèges** (soit 57% des collèges publics du département)
ENGAGEMENT 03	**Habitat – Précarité énergétique des ménages**	**123 ménages** à revenus modestes accompagnés pour une mobilisation des aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), pour un total de **1 470 252 € d'aides**
ENGAGEMENT 04	**Travaux routiers**	**9 M€** : volume budgétaire des travaux de mise en œuvre de matériaux comportant une action en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre
ENGAGEMENT 05	**Flotte de véhicules**	**24% de véhicules à faibles émissions** dans la flotte départementale de véhicules légers
ENGAGEMENT 06	**Mobilités**	**198 agents bénéficiaires** du forfait mobilités (contre 80 en 2022, soit une **augmentation de 148%**) et 240 bénéficiaires du forfait transport
ENGAGEMENT 07	**Numérique responsable**	**456 PC** cédés à l'association Saint-Vit Informatique pour leur donner une seconde vie (+ 29% par rapport à 2022)
ENGAGEMENT 08	**Énergies renouvelables**	Collaboration avec les EPCI et le SYDED (Syndicat Mixte d'Energies du Doubs) pour le déploiement des **réseaux de chaleurs urbains** (RCU) : 3 RCU en projets, 1 en faisabilité, 2 en développement, 2 en conversion énergétique
ENGAGEMENT 09	**Séquestration du carbone**	**35,43 ha** de foncier forestier restructuré sur le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Doubs central
ENGAGEMENT 10	**Foncier**	**50 000€** : participation à l'activité de l'Établissement public foncier (EPF) Doubs (missions de requalification, gestion économe du foncier...)
ENGAGEMENT 11	**Politique de l'eau**	**30 projets** déposés dans le cadre de l'appel à projets pour soutenir la récupération d'eaux pluviales pour un montant potentiel d'aide de **600 000 à 700 000 €**
ENGAGEMENT 12	**Accompagnement des partenaires dans la transition**	**50 000€** : soutien à la mission d'ingénierie assurée par le SMMO (Syndicat mixte du Mont d'or) pour la transition climatique de sites touristiques
ENGAGEMENT 13	**Sensibilisation**	**556 collégiens** de 14 collèges sensibilisés via le dispositif « Sur la piste des ENS » (ENS : espaces naturels sensibles)
ENGAGEMENT 14	**Formation**	**120 agents** formés à l'éco-conduite
ENGAGEMENT 15	**Connaissance**	Réalisation d'un **bilan des émissions de gaz à effet de serre** départementales sur les données de l'année 2022



NOS ENGAGEMENTS
RENFORCER NOS MARQUES
Doubs le Département

ENGAGEMENT 5

Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence

Renforcer nos marques territoriales et « employeur » comme vecteurs d'excellence

Le Département, fier de sa nature, de ses monuments, de ses sites naturels et de son patrimoine, valorise son territoire par la création d'une marque « Doubs » ou encore par des actions touristiques au Pôle Courbet.

S'APPUYER SUR UNE NOUVELLE MARQUE TERRITORIALE

ZOOMS SUR 2023



www.doubs.fr fait peau neuve

Nouvelle formule, nouveaux contenus, nouvelle ergonomie, au service de tous. Afin de mieux répondre aux attentes de ses différents publics (habitants, usagers des services du Département, partenaires publics ou privés, associations, élus…), le Département du Doubs a opéré une refonte totale de son site internet. Le site internet bénéficie de fonctionnalités innovantes (application mobile dédiée, système de notification sur les smartphones, chatbot conversationnel…).

Une soirée des agents historique au Château de Bournel


© Pascal Terraz

Le 15 juin 2023, plus de 700 agents étaient réunis au Château de Bournel pour la deuxième soirée des agents sur la thématique du Doubs à travers le temps. Berceau de René de Moustier, élu président du Conseil général du Doubs en 1913, ce lieu emblématique a été propice au renforcement du sentiment d'appartenance des agents du Département. Chaque année très attendue, cette soirée est un événement convivial et privilégié entre les membres des services et les élus de la collectivité.

3e édition du Doubs Day

Destiné au grand public, le Doubs Day a pour but de familiariser le public avec les missions et les métiers du Département, en utilisant une méthode ludique et festive, et de mettre en lumière l'ensemble des politiques publiques départementales. En 2023, 3 500 personnes ont participé à l'événement dans le Parc de la Gare d'Eau à Besançon. La manifestation a permis la mise en valeur des cinq engagements du mandat à travers cinq pôles thématiques : À la découverte des métiers et savoir-faire du Doubs (DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI), PLANE.T.E Doubs (TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGETIQUE), Sur les routes du Doubs (Aménager, équiper et irriguer NOS TERRITOIRES), Bien vivre dans le Doubs (Faciliter LES PARCOURS DE VIE des Doubiens), Village des marques (NOS MARQUES territoriales et employeur).

2023, C'EST AUSSI :

- La charte éditoriale du magazine *Vu du Doubs* en adéquation avec les cinq engagements du projet de mandat ;
- La campagne de communication digitale à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2023 (agents au Département du Doubs, elles nous parlent de leur métier) ;
- La création en interne et la mise en ligne du site internet des personnes âgées (personnesagees.doubs.fr) ;
- La campagne de communication sur la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ;
- Le lancement de la campagne de communication du relais de la Flamme Olympique.

PAROLES D'AGENT

Claire

Graphiste, webdesigner et chargée de communication

« Deux projets web phares ont animé mon année 2023 en tant que graphiste, webmaster et développeuse d'interfaces numériques à la Direction de la communication. Cette année a vu l'aboutissement de la refonte de notre site internet www.doubs.fr, travaillée pendant une année dans notre direction puis en lien avec une agence de communication digitale. Cela a été l'occasion de superviser un projet d'envergure et de collaborer avec l'ensemble des directions pour proposer un nouvel environnement numérique clair, accessible et simplifié pour les usagers.
En parallèle, le second projet notable auquel j'ai pris part est la création du Portail des personnes âgées du Doubs. Le challenge pour cette réalisation était de faire les meilleurs choix pour un public ayant des besoins d'accessibilité et d'ergonomie bien spécifiques. Participer aux groupes de travail et élaborer ce portail en collaboration permanente avec les collègues d'autres directions, notamment la Direction de l'autonomie, et des représentants d'usagers a été une expérience riche en enseignements. »





CHIFFRES-CLÉS

1 420 000 magazines Vu du Doubs distribués aux habitants du Doubs

Plus de 12 000 abonnés à la page Facebook du Département

Plus de 204 000 visiteurs uniques sur www.doubs.fr

28 222 visiteurs sur le webzine www.vududoubs.fr

39 grands événements sportifs avec présence de l'arche du Département

112 événements avec présence de signalétiques du Département

CONTINUER À PROMOUVOIR LE CAPITAL TOURISTIQUE DU DOUBS

ZOOMS SUR 2023


© Gaspard Schmitt

Le Gravel est dans le Doubs

Création d'une offre Gravel (à la fois vélo de route et vélo tout-terrain) dans le Doubs composée de 31 circuits de trois niveaux différents, répartis sur l'ensemble du territoire et articulés avec le réseau de gares TER, l'offre de service et les sites touristiques du Doubs. Pour assurer la promotion de cette offre, un plan de communication dédié a été conçu en vue d'être déployé en 2024.



Une offre VTT qui monte en puissance

Celle-ci va être favorisée par l'adoption par le Conseil départemental, le 26 juin 2023, d'une stratégie départementale de développement de l'offre VTT dans le Doubs. La mise en place d'un dispositif de soutien aux projets d'investissement en la matière a renforcé cette dynamique avec le vote d'une enveloppe financière de 2 M€ pour la période 2023-2026.

Extension du réseau points-noeuds

Déploiement du réseau points-nœuds sur les secteurs de Baume-les-Dames, Rougemont, entre la Vallée du Doubs et la Vallée de l'Ognon. Ce réseau cyclable devra couvrir l'ensemble du territoire départemental d'ici 2027.


© Doubs tourisme-Laurent Cheviet

Suricate, une V2 et un réseau

SURICATE
TOUS SENTINELLE DES SPORTS DE NATURE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SIGNALER UN PROBLÈME
sentinelles.sportsdenature.fr

Mise en place de la version n°2 de l'outil Suricate permettant aux gestionnaires des sites et itinéraires (randonnée, VTT) de devenir des administrateurs pour gérer et résoudre directement les signalements qui leur incombent dans l'outil. Le Département coordonne désormais un réseau d'une vingtaine d'administrateurs qui ont pris en charge les 113 signalements effectués par des randonneurs en 2023.

2023, C'EST AUSSI :

- Aménagement du site Creux Billard à Nans-Sous-Sainte-Anne. Sur ce site classé, emblématique des sources du département, ont été réalisées une rénovation par remplacement de la plateforme du belvédère, pour la sécurisation des visiteurs et promeneurs, mais également l'harmonisation des équipements sur le site de la source du Lison ;
- L'accompagnement du repositionnement touristique et économique de sites d'activités de pleine nature avec le soutien financier au projet de la Communauté de communes des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs de création de pôles VTT ; un pôle axé « compétitions » sur le site des Fourgs (pumptrack et site d'entrainement) et un pôle « VTT familial » (parc de jeu ludique) sur le site de Mouthe ;
- **Participation à la 39e édition du salon Roc d'Azur : espace de promotion du Doubs animé conjointement avec le Comité départemental du tourisme en association avec la station de Métabief et l'Office de tourisme du Haut-Doubs : destination la plus au nord présente sur le salon, le stand « Doubs à vélo » a permis de prendre 500 contacts mails via un jeu concours et a permis des échanges qualitatifs autour de l'offre. 2 000 brochures « le Doubs terre de VTT » ont été distribuées.**



PAROLES D'AGENT

Léonard

Développeur activités de pleine nature à la Direction du développement et de l'équilibre des territoires (DDET)

« Pour sa seconde année de présence au Roc d'Azur, le Doubs a partagé et animé un stand avec la station de Métabief. Destination la plus au nord du salon, ce positionnement a particulièrement favorisé le contact avec les nombreux visiteurs Belges, d'Ile de France ou du Nord, considérés comme les clientèles touristiques cibles du Doubs. Une carte « le VTT dans le Doubs » et l'organisation d'un jeu concours, la dégustation de produits locaux ont permis d'aller au-devant des visiteurs et d'avoir des moments de partage autour de la pratique du vélo dans le Doubs et d'exposer combien l'offre cyclable départementale était plurielle et accessible. Au-delà du contact humain et de la compréhension des besoins des touristes et des pratiquants, le Roc d'Azur est le rendez-vous incontournable du monde du vélo permettant de rencontrer des médias, des destinations touristiques, mais aussi des fabricants et de sentir les grandes tendances qui vont préfigurer l'écosystème vélo et les futurs produits touristiques dédiés. »



CHIFFRES-CLÉS

535 000 visiteurs aux Lumières de Noël à Montbéliard en décembre 2022 : 1er évènement public gratuit de la région Bourgogne-Franche-Comté

119 meublés de tourisme classés en 2023 par le service ingénierie du Comité départemental du tourisme (CDT)

13 nouveaux sites labellisés « Accueil vélo » portant le total de sites labellisés à 47

54 communes du Doubs inscrites au label « Villes et villages fleuris »



VALORISER ET PRÉSERVER LE PATRIMOINE CULTUREL

ZOOMS SUR 2023

« Au cœur de Lip », une exposition, mais pas seulement

Comme d'autres institutions bisontines (voir le témoignage page 68), les Archives départementales ont célébré avec faste le cinquantenaire du conflit Lip de 1973-1974 : une exposition nourrie de leurs exceptionnels fonds privés et publics sur l'affaire, pour revivre le conflit dans le décor coloré des années 1970 ; un jeu de questions pour tester ses connaissances sur Lip et son époque ; des portes ouvertes mensuelles pour visiter l'exposition, sous la conduite d'un archiviste ou sous la forme d'une visite théâtralisée par la compagnie L'oCCasion ; un portail de recherches pour découvrir les sources sur le conflit, dans le Doubs, dans le reste de la France et ailleurs ; des témoignages oraux inédits d'anciens Lip ! Il y en a pour toutes les envies et tous les besoins. Lip, c'est fini ? Non, Lip, ça continue !



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Des archives électroniques contrôlées

Créer des fichiers numériques, c'est facile, c'est rapide mais… ce n'est pas bon pour la planète. Et quand ils se multiplient, on a souvent du mal à s'y retrouver. En 2023, les Archives départementales ont accompagné 29 services du Département pour les aider à maîtriser et à organiser leurs ressources bureautiques. Une journée d'archivage électronique, c'est deux heures de travail pendant lesquelles on exploite les ressources d'un outil développé par les ministères sociaux, Archifiltre. Un outil magique, qui fait apparaître tous les fichiers selon leur poids, leur format et leur date. Il ne reste plus qu'à partir à la chasse aux fichiers lourds (films, photos, etc.), aux formats qu'on ne peut pas conserver dans le temps (formats compressés, diaporamas) et aux documents obsolètes. Le tout, en pleine sécurité puisque les Archives sont là pour veiller au respect des délais réglementaires.



Renaud Capuçon et l'Orchestre de Chambre de Lausanne ont inauguré la salle dans le cadre du Festival international de musique Besançon Franche-Comté.

La Saline royale inaugure un nouvel écrin pour l'accueil de spectacles et de congrès sur le territoire

Après deux ans de travaux du Département dans la Berne Est, la Salle Ledoux a pu être inaugurée le 15 septembre 2023 avec un concert de Renaud Capuçon et de l'Orchestre de Chambre de Lausanne dans le cadre du Festival international de musique Besançon Franche-Comté. Un concert inaugural à la hauteur de ce prestigieux équipement qui dispose de 570 places assises ou 1 500 debout ainsi que de quatre studios d'enregistrement, six boxes de répétition et deux régies techniques à l'étage.

Le chantier a conjugué les défis techniques, architecturaux et environnementaux afin d'assurer la préservation d'éléments de patrimoine bâti (anciens fours à sel, structure poteaux-poutres en béton réalisée dans les années 30) mais également celle d'espèces d'oiseaux à enjeu de conservation.



La nouvelle salle Ledoux.



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Portraits de femmes aux Archives départementales

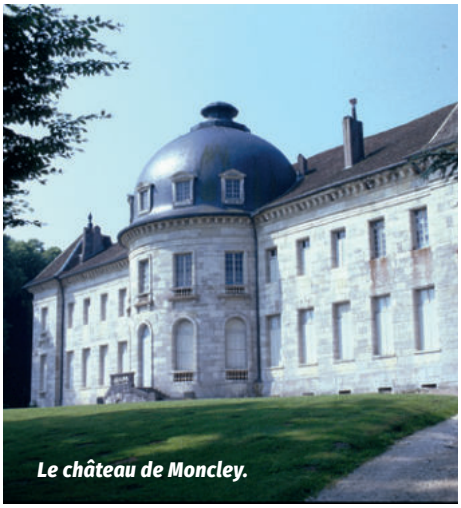
On s'imagine souvent qu'on trouve surtout des hommes dans les archives. Parce que ce sont eux qui occupaient les places d'honneur, parce que ce sont eux qui avaient le pouvoir économique ou les capacités juridiques. Mais on y trouve aussi beaucoup de femmes. On le découvre dans une visite thématique des locaux, mais aussi dans des « portraits de femmes », petites pastilles en ligne sur le site internet. Pour le 8 mars 2023, ce sont les veuves Daclin, à la tête de l'imprimerie la plus importante de Besançon au XVIII[e] et au début du XIX[e] siècle, qui ont été mises à l'honneur.

CHIFFRES-CLÉS

1 854 recherches par correspondance traitées par les Archives

11,5 millions de pages vues sur le site internet (archives.doubs.fr)

706 jeunes de moins de 18 ans et 573 adultes en visite aux Archives



Le château de Moncley.

2023, C'EST AUSSI :

- La mise en ligne des actes de l'état civil (1737-1912) des communes d'Échenans à Rognon ;
- L'achèvement du classement des archives du Conseil général de 1800 à 1940 (série N) ;
- **Le classement comme archives historiques des archives du château de Moncley.**

PAROLES DE PARTENAIRE

Laurence Reibel

Directrice du Musée du Temps

« Musée consacré à l'histoire et à la mesure du Temps, le musée du Temps conserve un certain nombre d'archives d'entreprises horlogères. Et pourtant les occasions de travailler avec les Archives départementales n'avaient jusqu'alors pas été très nombreuses. C'est donc avec un vrai plaisir que nous avons imaginé ensemble nos deux expositions à l'occasion du cinquantenaire du conflit Lip. Basées sur nos collections respectives, Au cœur de Lip et Lip.ologie ont été conçues pour être complémentaires. Alors que l'exposition des Archives se concentre sur le conflit, celle du musée du Temps traite de l'ensemble de l'histoire de l'entreprise, insistant sur la place symbolique de Lip dans l'imaginaire français.

Une collaboration fructueuse comme en témoigne un public nombreux et enthousiaste ! »



© Jean-Charles Sexe

S'APPUYER SUR LE RAYONNEMENT CULTUREL

ZOOMS SUR 2023

Delacroix s'invite chez Courbet, un partenariat exceptionnel pour une exposition exceptionnelle

Fermant pour travaux à l'automne 2023, le musée national Eugène-Delacroix, qui fait partie de l'Établissement public du musée du Louvre, a choisi le musée départemental Gustave Courbet comme écrin éphémère d'une belle sélection de ses collections. Ce partenariat exceptionnel entre ces deux « musées-ateliers » a donné lieu à une exposition inédite, *Delacroix s'invite chez Courbet*, présentant pour la première fois à Ornans plus de 60 œuvres de Delacroix.





© Jack Varlet

« Rhodia Rhapsodie » de l'atelier de musique AMUSO.

Une 4e édition du Printemps des amateurs très animée

Le dimanche 14 mai 2023 à la Saline royale d'Arc-et-Senans, la programmation de la 4e édition du Printemps des amateurs a réuni cirque, théâtre, musique et chorales lors d'un après-midi de spectacles gratuits et de qualité ouverts à tous. Une douzaine de troupes, compagnies et associations ont pu se produire dans le magnifique écrin de la Saline en bénéficiant de conditions d'accueil professionnelles (sons et lumières, plateau technique, loges…). Cette saison culturelle départementale est l'occasion de mettre en lumière les artistes amateurs, leur travail et leur talent, lors d'un événement convivial, artistique et familial.

Le spectacle « Rhodia Rhapsodie » de l'atelier de musique AMUSO, le concert de chants du monde de l'école de musique l'EMICA mais également les acrobaties du groupe amateur « Des astres en piste » ainsi que les P.I.T.A (petits instants de théâtre amateur) de la Compagnie Le Punk à mouton ont ainsi régalé les 1 800 personnes venues profiter de cet événement culturel fédérateur. Un record d'audience pour cette édition !



CHIFFRES-CLÉS

75 308 visiteurs accueillis sur les sites du Pôle Courbet, dont 47 666 au musée Courbet

13 919 visiteurs accueillis lors de l'exposition Delacroix s'invite chez Courbet

139 projets ou structures accompagnés au titre du soutien aux arts vivants

4 517 personnes ayant participé à un événement de la 6e édition de la Saison numérique

42 990 visiteurs accueillis au Musée de plein air des Maisons Comtoises à Nancray

141 323 visiteurs accueillis à la Saline royale

2023, C'EST AUSSI :

- **L'exposition estivale L'âge d'or. Paradis, utopies et rêves de bonheur, de Brueghel à Signac, bénéficiant du soutien exceptionnel du musée d'Orsay ;**
- La mise en place de résidences de chercheurs à la Villa Courbet : accueil des spécialistes de Courbet, Dr. Daniela Stöppel, professeur, Karlsruhe University of Arts and Design, et Dr. Stéphanie Marchal, professeur, Ruhr University Bochum.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Afin d'évoquer le sujet de l'égalité femmes-hommes, deux représentations du spectacle de danse « La chambre d'eaux » ont eu lieu à Sancey le 2 février 2023. Petits et grands ont pu se poser la question de la possibilité – quel que soit son sexe – de grandir et de se construire dans l'égalité, à contre-courant des normes sociales. Par ailleurs, du 31 janvier au 3 février 2023, plusieurs représentations du spectacle « Le Cœur au bord des lèvres -Asmahan / variation » ont eu lieu au CDN. Ce spectacle permet d'évoquer la vie de la chanteuse d'origine libano-syrienne Asmahan qui a construit une carrière fulgurante sur les scènes du Caire, avant de mourir à 27 ans dans un mystérieux accident. Cette figure de l'émancipation féminine, devenue mythique dans le monde arabe, n'a laissé comme traces matérielles que ses chansons, deux films et quelques photographies. Ces représentations ont eu lieu dans le cadre de la septième édition de la Saison numérique.

PAROLES DE PARTENAIRE

Claire Bessède

Directrice du musée national Eugène-Delacroix

« Si Delacroix s'invite chez Courbet, c'est avec plaisir ! Les équipes du musée national Eugène-Delacroix et du musée Gustave Courbet ont travaillé avec beaucoup d'enthousiasme sur ce projet. De Paris à Ornans, ce sont des tableaux, dessins, lithographies, objets… qui ont trouvé de nouvelles cimaises et vitrines pour montrer la diversité du talent de Delacroix et les secrets de sa création. C'est toute une collection qui a ainsi pu être vue par de nouveaux publics et j'espère que cela a été pour eux une véritable découverte. La mise en résonance inédite des deux musées, qui sont deux anciennes demeures et ateliers d'artistes, a également mis en lumière la relation méconnue entre deux peintres majeurs du XIXe siècle. »

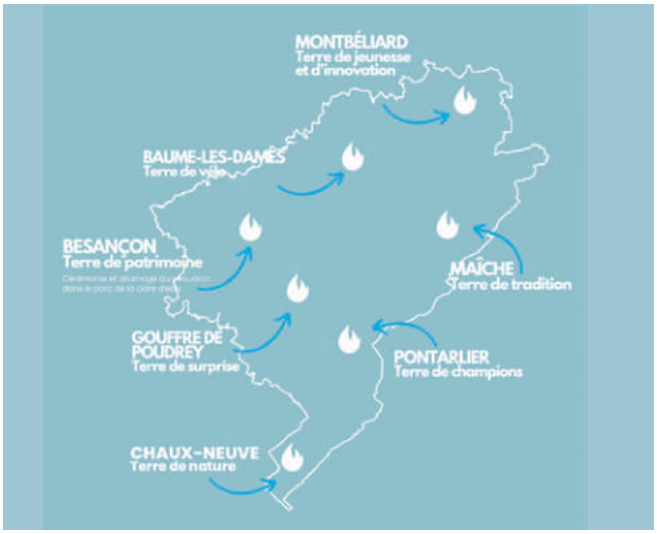


S'APPUYER SUR LE RAYONNEMENT SPORTIF

ZOOMS SUR 2023

Une mobilisation exceptionnelle pour l'accueil de la Flamme Olympique

Le Département, qui se prépare à accueillir la Flamme Olympique à la Gare d'eau le 25 juin 2024, a su multiplier les actions et les événements sur son territoire afin que la mobilisation puisse être la plus large possible. Une première phase de reconnaissance du Parcours de la Flamme a eu lieu dès le printemps, avec le Comité d'organisation des Jeux Olympiques (COJO) Paris 2024. À l'automne 2023, une seconde phase de reconnaissance du Parcours de la Flamme et des centres de relayeurs a été organisée avec le COJO Paris 2024. En parallèle, les sept communes qui accueilleront la Flamme Olympique ont été associées tout au long de l'année 2023. Un groupe de travail, le Comité d'engagement, s'est également réuni dès l'automne.



Le parcours de la Flamme Olympique dans le Doubs mardi 25 juin 2024.



Match du GBDH parrainé par le Département.

Un soutien indéfectible à nos « clubs phares »

Afin de soutenir au mieux les clubs qui évoluent aux plus hauts niveaux de leurs disciplines, des contrats ont été initiés en 2022 avec six clubs phares pour trois saisons sportives. En septembre, ces contrats ont été reconduits par voie d'avenant pour la saison 2023-2024.

L'Entente sportive bisontine féminine (ESBF), le Grand Besançon Doubs Handball (GBDH), le Palente Besançon Handball (PBHB), le Besançon avenir comtois (BesAC), le Centre cycliste d'Étupes (CC Etupes) et l'Amicale cycliste bisontine (AMCB) sont ainsi accompagnés de manière à garantir l'adéquation entre le projet de chaque club et la politique sportive départementale.



Commission permanente exceptionnelle en août pour voter le soutien au FCSM.

Partenaire historique du FCSM, le Département est resté aux côtés de ce club emblématique en prenant sa part dans le plan de sauvetage activé cet été. Le club, relégué en N1, a ainsi pu maintenir son statut professionnel et assurer la pérennité de son centre de formation et de son football féminin (cinq équipes qui s'entraînent et évoluent sur les structures du Centre de formation à Seloncourt). Le soutien exceptionnel apporté au FCSM par le Département à hauteur d'1 M€ a été ciblé sur la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.

Des collégiens et collégiennes encouragés à bouger

Le Département a reconduit en 2023 son soutien à la délégation du Doubs de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) qui compte près de 8 000 collégiens et fait du développement d'une offre de pratique sportive pour les filles l'un de ses axes prioritaires. La quatrième édition du « Défi cubes énergie » a été lancée à destination des collégiens en classe de 5e, dans l'objectif de les inciter à bouger le plus possible tant au collège qu'à la maison. 579 collégiens ont participé à cette action qui s'est déroulée du 27 février au 2 avril 2023. D'autres évènements ont également été organisés pour les collégiens dans le cadre de la démarche « Partageons nos sports ». Une journée d'échange et de découverte a eu lieu à Quingey, le 31 mai 2023 autour de la thématique du sport et du handicap.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Encouragement et valorisation de la pratique sportive féminine

Une étude de l'Insee parue en avril 2023 montre que les sports olympiques attirent des jeunes licenciés, avec 315 000 licences issues des 37 fédérations olympiques délivrées en 2021 en Bourgogne Franche-Comté. Deux tiers des licenciés sont des hommes, mais la proportion de femmes progresse légèrement. L'INSEE constate des écarts importants selon les sports : l'équitation et la gymnastique concentrent 80% de femmes tandis que le rugby et le football attirent 90% d'hommes. Le Département du Doubs fait partie de ces acteurs publics qui ont à cœur d'encourager et valoriser la pratique sportive féminine.

Une marraine pour « Partageons nos sports »

Cette démarche portée par la collectivité en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap par le sport a depuis 2022 une marraine en la personne de Gwendoline Matos, athlète de l'équipe de France de goalball. Elle officie aux côtés du parrain Jean-Claude Thiévent, cycliste. Lors de la Semaine olympique et paralympique, les élèves du collège Stendhal à Besançon ont eu la chance en 2023 de la rencontrer et d'échanger avec elle sur son quotidien d'athlète de haut-niveau.



2023, C'EST AUSSI :

- Deux réunions par commune à l'automne 2023 pour préparer les animations autour du Parcours de la flamme ;
- Un soutien appuyé à l'évènementiel sportif féminin du Département concernant :
  - Deux courses slalom dames Fédération Internationale de Ski et étape du Ladies Night Tour, épreuves de ski alpin organisées du 21 au 23 février 2023 à Métabief par le Ski Club Mont d'Or ;
  - La rencontre « La lycéenne, la collégienne », organisée le 8 mars 2023 par le service régional UNSS. Cette journée s'inscrit dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes et vise à encourager le développement de la pratique sportive féminine et sensibiliser aux principes de l'égalité femmes-hommes ;
  - L'accueil de l'équipe de France lors du match de handball féminin France-Suède, à l'Axone, organisé le 5 mars 2023 par la Ligue Bourgogne Franche-Comté de handball ;
  - La demi-finale du championnat de France de handball féminin, qui a accueilli 180 jeunes espoirs féminines nées en 2009, organisée les 8 et 9 avril 2023 à Morteau par le Club Athlétique Mortuacien ;
  - La classique féminine du Val de Morteau, course inscrite au calendrier de la Coupe de France féminine sur route, organisée le 2 juillet 2023 par le Vélo club Morteau Montbenoît ;
  - Le championnat régional des individuelles de gymnastique rythmique les 16 et 17 décembre à Besançon.

CHIFFRES-CLÉS

66 manifestations sportives

60 clubs amateurs de haut niveau et 6 clubs phares

407 800 € de soutien aux évènementiels sportifs

30 réunions en visio avec les équipes de Terre de Jeux et du parcours de la Flamme Olympique

PAROLES DE PARTENAIRE

Patrick Genre

Maire de Pontarlier



« C'est un grand honneur que le Département ait souhaité être partenaire du passage de la flamme et ait proposé à la Ville de Pontarlier d'être hôte de ce parcours. C'est aussi une responsabilité : on se doit d'être à la hauteur de l'événement. C'est quelque chose d'unique que l'on ne reverra pas avant des dizaines d'années. C'est aussi un engouement et un élément fédérateur car nous allons construire un ensemble d'évènements autour du passage de la flamme. La Flamme c'est aussi l'esprit de l'Olympisme : les valeurs de l'Olympisme vont permettre de fédérer l'ensemble des acteurs. Nous aurons à cœur de lier culture, sport et de fédérer les associations sociales et caritatives pour faire une belle journée festive. On va faire de cette journée une date dont on se souviendra. »



CONSTRUIRE NOTRE MARQUE EMPLOYEUR

ZOOMS SUR 2023

Marque employeur, notre état d'esprit

L'année 2023 a vu la naissance de la Marque employeur du Département du Doubs. Une équipe projet s'est constituée autour des réflexions du groupe de travail Performance et efficience partagées des services (PEPS), de l'équipe recrutement et de la communication interne au sein de la DRH.

Notre état d'esprit :

- Développer la marque employeur de façon harmonieuse sur trois dimensions : la qualité des offres d'emploi, la visibilité de notre promesse employeur et l'identité du Département comme employeur.
- Miser sur la proximité (géographique et humaine) pour se rendre accessible
- Miser sur l'intérêt des métiers, l'importance de nos missions
- Miser sur la personnalisation : montrer des visages, présenter des profils d'agents, montrer les coulisses, révéler ce qui se vit réellement dans nos services.

Un premier succès : la campagne de recrutement des agents d'exploitation des routes

Une action d'envergure a été menée en fin d'année avec l'appel à candidatures simultané pour plusieurs postes d'agents d'exploitation des routes, relayé sur les sites d'emplois mais également les réseaux sociaux, la radio et la presse locale.

Le résultat est là : 430 candidatures ont été traitées, 91 personnes reçues en entretien, 22 postes pourvus, et un vivier de 16 personnes d'ores et déjà constitué.

Le petit plus : le Département a proposé de former les candidats retenus au permis poids lourd.



Du PEPS au Département

Le programme de Performance et d'Efficience Partagées des Services, PEPS, est né en juin 2023 après des ateliers en séminaires des cadres et suite au diagnostic interne de performance lancé en 2022. Ce dernier avait permis de recueillir l'avis des cadres ainsi que leurs propositions d'actions en matière d'organisation, de méthodes et conditions de travail ou encore de relations avec les usagers et les partenaires.

Il se décline en 23 actions, à mener d'ici 2025, avec comme finalité, le service rendu à l'usager.

Il est articulé autour de trois piliers essentiels :

⇨ Optimiser l'organisation et les procédures
⇨ Disposer des ressources et outils adéquats
⇨ Faire équipe départementale.

Les dix chantiers ouverts en 2023, sous l'égide de binômes de pilotes volontaires, sont les suivants :

⇨ Développer la marque employeur
⇨ Attirer, révéler et fidéliser les talents
⇨ Organiser un appui à la gestion des situations RH complexes
⇨ Garantir l'exécution des missions fondamentales
⇨ Cultiver les formes d'intelligence collective
⇨ Oser l'agilité dans nos modes de fonctionnement
⇨ Optimiser l'organisation et l'animation de nos réunions
⇨ Savoir mieux utiliser les outils numériques partagés
⇨ Refondre l'intranet
⇨ Se repérer dans la collectivité.

2024 verra le lancement de sept chantiers et les six derniers seront ouverts en 2025.

2023, C'EST AUSSI :

- Une plus grande présence sur les réseaux sociaux professionnels, pour faire connaître au public nos métiers et nos missions ; la page du Département sur LinkedIn est propulsée à la 3e marche des collectivités régionales les plus suivies ;
- Un processus de recrutement toujours plus exigeant, la prise en compte de l'expérience candidat dans les processus, une amélioration des délais, une qualité de réponse aux candidats…
- Un accompagnement proposé aux candidats internes dans le cadre de la seconde édition des Ateliers RH de la mobilité interne et du recrutement qui s'est déroulée le 22 novembre à Sochaux. Cet évènement a rencontré un vif succès auprès des 50 participants, avec un taux de satisfaction de 100 %.

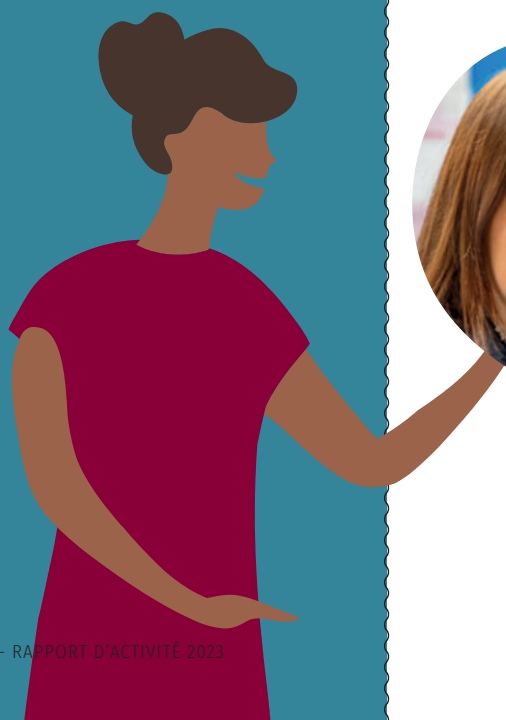


Lancement du programme PEPS au séminaire des cadres en juin.

CHIFFRES-CLÉS

4 972 candidats inscrits sur le site carrière du département

268 procédures de recrutement gérées



PAROLES D'AGENTS

Lydie et Pauline
Chargées de recrutement

« C'est avec l'ambition de contribuer au rayonnement du Département en tant qu'employeur de choix que nous nous sommes engagées dans cette nouvelle aventure ! Le défi de construire et de promouvoir une marque employeur forte, reflétant les valeurs et les missions essentielles du Département, représente pour nous deux une opportunité unique. Notre conviction c'est que notre travail au sein de cette institution est porteur de sens.
Le rôle que nous entendons jouer dépasse le simple recrutement ; il s'agit de participer activement au sein d'une équipe engagée, consciente de l'impact qu'elle peut avoir sur la vie de ses agents, de pouvoir contribuer à attirer des candidats compétents vers des métiers tournés vers l'usager. »





Denis
Chef de zone à la direction des routes

« Nous avions huit postes vacants sur le secteur de Franois, Chalezeule et Ornans. Malgré plusieurs entretiens en 2023, nous n'avons pas été en mesure de recruter. Le fait de pouvoir postuler sans le permis poids lourd a ouvert la possibilité à un panel de candidats de tous horizons d'envoyer un CV.
Un travail de filtrage remarquable en amont a été fait par les RH.
Nous avons effectué ensemble trois journées d'entretien et cela a été concluant : nous avons honoré les huit postes vacants en créant un vivier de candidats qui a déjà été utile. Créer un vivier de candidats, c'est permettre une démarche de recrutement proactive pour déceler les futurs collaborateurs avant même qu'une opportunité de poste se présente.
Le fait que la titularisation soit assujettie à l'obtention du Poids lourd est une très bonne chose, car celui-ci est une condition indispensable à notre activité. »



SUIVI DU PLAN D'ACTIONS

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES

Le plan égalité professionnelle 2023-2025 a été adopté le 26 juin 2023. Il fait suite à un premier plan, couvrant la période 2019-2021, qui aura permis de réelles avancées en matière d'égalité professionnelle, telles que :

- L'instauration d'un régime indemnitaire (RIFSEEP) permettant à égalité de fonctions, de garantir le même régime indemnitaire, pour les hommes et pour les femmes, quelle que soit la filière ;
- Le développement du télétravail avec la mise en place d'une offre attractive ;
- La mise en place d'un dispositif de signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral et sexuel et des agissements sexistes, à destination des agents ;
- L'organisation d'actions de sensibilisation à destination des agents, notamment à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes (8 mars) et de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (25 novembre)...





5 AXES, 11 ENGAGEMENTS ET UNE TRENTAINE D'ACTIONS, EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

La feuille est désormais écrite pour les trois prochaines années, et s'inscrit pleinement dans la nouvelle priorité du mandat « Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence ».

Axe 1 // Évaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

⇨ ENGAGEMENT 1.1 : Mettre en place un observatoire des rémunérations

⇨ ENGAGEMENT 1.2 : Informer sur l'impact du temps partiel en termes de rémunération et de retraite

Axe 2 // Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois

⇨ ENGAGEMENT 2.1 : Assurer l'égalité de traitement dès le recrutement

⇨ ENGAGEMENT 2.2 : Favoriser la double mixité des métiers

⇨ ENGAGEMENT 2.3 : Favoriser le déroulement de carrière

Axe 3 // Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

⇨ ENGAGEMENT 3.1 : Améliorer l'organisation et les conditions de travail

⇨ ENGAGEMENT 3.2 : Soutenir la parentalité

Axe 4 // Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

⇨ ENGAGEMENT 4.1 : Conforter le dispositif de signalement et de traitement des situations de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

⇨ ENGAGEMENT 4.2 : Sensibiliser régulièrement le personnel aux différentes manifestations du sexisme au travail

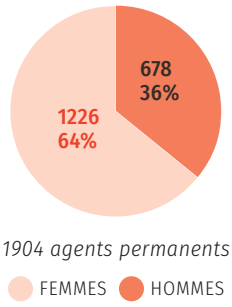
Axe 5 // Développer une culture de l'égalité au sein de la collectivité

⇨ ENGAGEMENT 5.1 : Mettre en place des outils et des temps de sensibilisation à l'égalité professionnelle

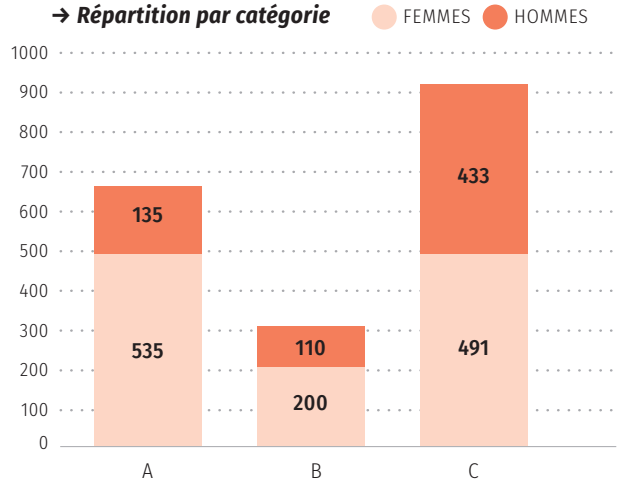
⇨ ENGAGEMENT 5.2 : Communiquer auprès des agents

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE AU DÉPARTEMENT

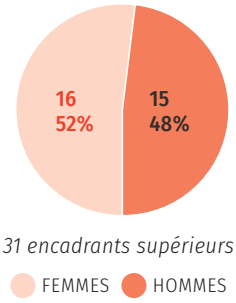
→ Sur les 1904 agents sur emploi permanent présents au Département au 31 décembre 2023, 1226 sont des femmes (64,4%) et 678 des hommes (35,6%)



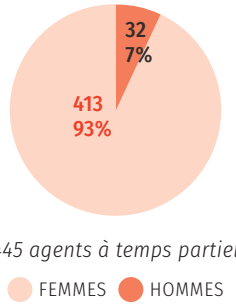
→ ***Répartition par catégorie***



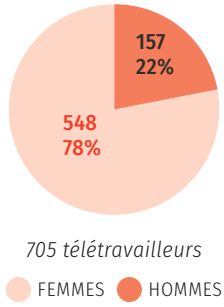
→ ***L'encadrement supérieur*** (DGS, DGA, directeurs et directeurs adjoints) est composé pour moitié de femmes et d'hommes.



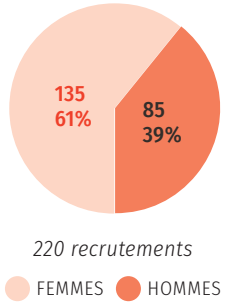
→ ***Temps partiel***
23% des agents sont à temps partiel, dont 93% de femmes, proportion en légère baisse par rapport à 2022.



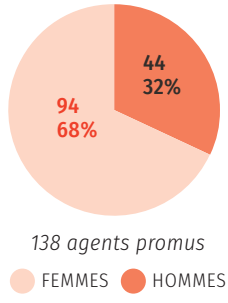
→ Une très large majorité de femmes parmi ***les télétravailleurs***



→ ***Les recrutements*** réalisés en 2023 rééquilibrent très légèrement la proportion de femmes et d'hommes dans l'effectif.



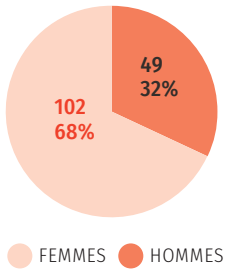
→ ***Les promotions et avancements 2023***
Les femmes représentent 68% des bénéficiaires de promotion en 2023, contre 32% pour les hommes.



La poursuite du suivi des indicateurs sexués en matière de déroulement de carrière traduit la volonté de veiller à l'absence de discrimination dans les processus internes favorisant le déroulement de carrière. *(engagement 2.3 — Favoriser le déroulement de carrière)*

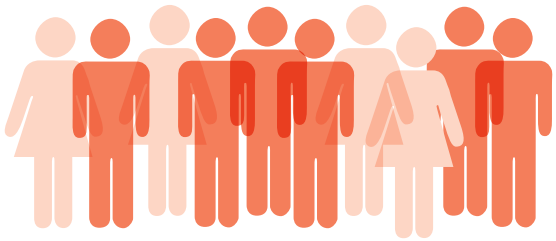
→ *Les femmes ont été nombreuses à s'inscrire dans des préparations concours*

151 préparations concours



→ *Le top 10 des rémunérations*

En 2023 au Département, 4 femmes et 6 hommes figurent parmi les 10 plus hautes rémunérations.



QUELQUES ACTIONS PHARES PROGRAMMÉES ET D'ORES ET DÉJÀ MISES EN ŒUVRE EN 2023

⇨ La seconde édition des Ateliers RH « de la mobilité interne et du recrutement » s'est déroulée le 22 novembre 2023 au Collège Jouffroy-d'Abbans à Sochaux.
(Engagement 2.3 - Favoriser le déroulement de carrière)
S'adressant à l'ensemble des agents de la collectivité, avec pour objectif d'accompagner les démarches de mobilité, qu'elles soient choisies ou plus contraintes, les enjeux majeurs consistaient à lever les obstacles à la mobilité interne, et à permettre aux candidats de réaliser des candidatures et des entretiens plus adaptés. Cet évènement a rencontré un vif succès auprès des 50 participants, 38 femmes et 12 hommes, avec un taux de satisfaction de 100 % (42% de participants très satisfaits et 58 % satisfaits).

⇨ Le dispositif visant à déprécariser les agents contractuels les plus anciens a été ouvert dès le mois de mars 2023, sur trois ans.
(Engagement 2.3 - Favoriser le déroulement de carrière)
Dans ce cadre, 30 agents contractuels en poste depuis plus de quatre ans dans les services et collèges se sont vu ouvrir la possibilité d'accéder à un emploi pérenne. Après un an de pleine mise en œuvre, sur les 26 agents qui se montrés intéressés, 20 agents (15 femmes/5 hommes) sont à ce jour déjà intégrés via ce dispositif.

⇨ En 2023, sept agents ont eu recours au dispositif de signalements.
(Engagement 4.1 - Prévenir et traiter les discriminations et agissements sexistes).
Cinq signalements ont été reçus via le dispositif du centre de gestion, et deux signalements ont été reçus directement par la DRH. Quatre proviennent d'hommes et deux de femmes et un présente un caractère collectif. Aucun n'a été déposé au titre de comportement à caractère sexiste. Bien que ces signalements n'aient pas abouti à la qualification de harcèlement moral après analyse des situations par le Centre de gestion ou la collectivité, toutes les mesures internes envisageables ont été menées pour améliorer ces situations.

⇨ Un document pédagogique visant à informer les agents sur l'impact du temps partiel en termes de rémunération et de retraite sera mis à disposition des personnels intéressés.
(Engagement 1.2 – Informer sur l'impact du temps partiel en termes de rémunération et de retraite)

POURSUIVRE LA RECHERCHE D'EFFICIENCE INTERNE

ZOOMS SUR 2023

L'adoption du SPASER

Le Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) a été adopté par l'Assemblée départementale du 25 septembre pour une mise en œuvre au 1er janvier 2024 pour une durée de quatre ans.

Le SPASER se décline en trois piliers complémentaires : l'économie, l'environnement et le social. Le pilier économique vise notamment à faciliter l'accès à la commande publique pour l'ensemble des entreprises, y compris les entreprises locales. Parallèlement, le pilier environnemental favorise des pratiques durables, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement. Enfin, le pilier social œuvre pour l'intégration sociale et professionnelle en ouvrant des opportunités d'emploi dans le cadre des marchés publics.

Notre Direction des finances et de l'achat assure le pilotage, l'animation et le suivi du SPASER. L'atteinte des objectifs fixés dans le SPASER sera évaluée de manière transparente à travers les indicateurs mis en place.







Mise en œuvre du Schéma directeur des usages du numérique (SDUN)

2023 a permis au Département de conforter son efficience numérique interne en poursuivant le développement numérique des usages par le biais de son SDUN.

Outil stratégique de pilotage des projets ayant une forte implication numérique, le SDUN a pour objectif de développer davantage les processus automatisés, ainsi que l'appréhension et la maîtrise par tous, au quotidien, des possibilités offertes par le numérique. Il s'agit aussi de fournir un cadre technique sécurisé et respectueux des données personnelles.

Actualisé chaque année en fonction des priorités retenues et du degré de maturité des projets envisagés, il a permis cette année la réalisation d'un programme de modernisation de la gestion des routes, la mise en place d'un outil permettant la mise en ligne de circuits de randonnée ou encore, dans le domaine des solidarités humaines, la refonte nationale du système d'information de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Projet d'ampleur initié en 2022, la mise en place d'un système d'information du patrimoine s'est également poursuivie en 2023.

La mise en place de l'outil de recensement des achats se poursuit

Le Département poursuit la mise en place dans l'ensemble de ses directions du projet ORA (outil de recensement des achats). Après le recensement des besoins réalisé en 2021 (phase 1), ORA s'est enrichi de deux nouvelles phases en 2023 :

⇨ 01/2023 – déploiement phase 2 – achats de faible montant ;

⇨ 03/2023 – démarrage phase 3 – programmation et passation des marchés : développement en plusieurs étapes, en co-construction avec les Directions utilisatrices, prévoyant un déploiement pour l'été 2024.

Le recensement global des besoins pour 2023 réalisé en lien avec la Direction en charge de l'insertion, le Service des achats et de la commande publique et les Directions opérationnelles a été transmis à Grand Besançon Métropole et Pays de Montbéliard Agglomération. Ces dernières ont identifié les besoins susceptibles de donner lieu à des prestations d'insertion. Ce travail collectif a permis d'identifier les marchés, dans lesquels une clause insertion a été intégrée comme condition d'exécution.

2023, C'EST AUSSI :

- Le recrutement, fin 2023, de notre Responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) chargé de la mise en œuvre des prescriptions techniques et organisationnelles préconisées suite à l'audit de sécurité réalisé en 2022. Plus globalement il est en charge de l'établissement d'une politique de sécurité de nos systèmes d'information et du suivi de sa mise en place ;
- L'achèvement du déploiement du référentiel d'équipements numériques (écrans, ordinateur portable, base d'accueil, etc.) aux agents de la collectivité ;
- **La migration vers Teams, application de téléphonie et de communication collaborative, qui offre de nouvelles fonctionnalités facilitant notamment le travail en équipes.**

Microsoft Teams

PAROLES D'AGENT

Sylvain

Responsable de la sécurité des systèmes d'information

« En tant que Responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) au sein d'une collectivité territoriale, mon rôle est crucial pour protéger les données sensibles et assurer la continuité des services publics. Confronté quotidiennement à la menace croissante des cyber-attaques, je mets en œuvre des politiques de sécurité robustes, sensibilise le personnel aux risques et veille à l'adoption de bonnes pratiques en matière de cybersécurité. La collaboration avec les autres services et la mise à jour régulière de nos systèmes sont essentielles pour prévenir les incidents. La gestion des crises, lorsque des failles de sécurité sont exploitées, demande une réaction rapide et coordonnée pour minimiser les impacts. Ce poste exige une veille technologique constante et une capacité à évoluer dans un environnement réglementaire complexe, tout en faisant face à des ressources souvent limitées. Malgré ces défis, contribuer à la sécurité de l'information dans la collectivité est une mission enrichissante, je suis conscient de l'importance de protéger les données et de garantir l'accès aux services essentiels. »



CHIFFRES-CLÉS

20 réunions de la Commission d'appel d'offres / Commission achats pour 202 marchés attribués

5 390 dossiers de consultation téléchargés sur notre profil acheteur ; 947 plis dématérialisés déposés

334 marchés notifiés pour un volume d'achats de 96 M€ HT dont :

- **243** marchés (soit 73 %) notifiés à des entreprises en Région Bourgogne-Franche-Comté pour 69 M€ HT (72 % du montant cumulé)
- **196** marchés (59 %) notifiés à des entreprises dans le Doubs pour 56 M€ HT (58 % du montant cumulé)

145 fiches de traitement de données personnelles établies et 75 analyses d'impact relatives à la protection des données réalisées dans le cadre de la mise en conformité de la collectivité au Règlement général sur la protection des données (RGPD)

856 ordinateurs, 400 serveurs (dont 330 virtualisés), 876 téléphones mobiles (dont 642 smartphones) nécessaires au fonctionnement interne du Département

10 718 tickets créés et adressés au centre de services numériques de la Direction des usages du numérique, que ce soit pour des demandes informatiques (5 310) ou des incidents informatiques (5 408). 10 638 d'entre eux ont été résolus (5 287 pour les demandes et 5 351 pour les incidents)

ADAPTER EN PERMANENCE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AUX RÉALITÉS

ZOOMS SUR 2023



La « Prime de pouvoir d'achat », une mesure phare en faveur du pouvoir d'achat

Le Département s'est engagé à permettre aux agents remplissant les conditions de bénéficier de la prime pouvoir d'achat, en 2023. Il s'agit d'une prime facultative pour les employeurs territoriaux, qui relève de la décision de l'assemblée. C'est un véritable effort qui a été proposé, adopté le 26 octobre et a permis à 1 800 agents de percevoir une indemnité allant de 300 à 800 €, en fonction du niveau de rémunération. Toutes les mesures ont été prises pour que cette prime puisse être versée avant la fin de l'année 2023. Cela a représenté un coût de près 1 M€ voté dans cadre de la Décision modificative 2. Cette disposition est venue s'ajouter aux mesures nationales en faveur du pouvoir d'achat et à la revalorisation des rémunérations : évolution du SMIC, revalorisation de la valeur du point de 1,5 % au 1er juillet, points d'indice supplémentaires.

Une mesure visant à déprécariser les agents contractuels les plus anciens

Conformément à l'engagement pris dans le cadre du pacte social, un dispositif, ouvert sur trois ans, et visant à sécuriser dans l'emploi les contractuels présents depuis plusieurs années a été présenté au comité social territorial au mois de mars. Dans ce cadre, 30 agents contractuels en poste depuis plus de quatre ans dans nos services et collèges se sont vu ouvrir la possibilité d'accéder à un emploi pérenne.

La mise en application avance très rapidement. Après huit mois de pleine mise en œuvre, sur les 26 agents qui se montrés intéressés, 20 agents sont à ce jour déjà intégrés via ce dispositif.



Élisa, apprentie journaliste.

Le développement de l'apprentissage, un engagement pour l'avenir

L'ambition du Département d'accompagner l'intégration des jeunes dans la vie professionnelle, mais aussi d'attirer et de former les collaborateurs de demain, a été réaffirmée. Suite à la campagne de recrutement pour la rentrée 2023, le nombre d'apprentis accueillis s'est élevé à 56 pour l'année scolaire 2023/2024. Ils étaient 19 en 2018.

Ces jeunes ont ainsi l'opportunité de découvrir les domaines du social, de la communication, de l'informatique, des ressources humaines, du bâtiment, des finances, des méthodes…

Ceci grâce à une implication collective de tous les services, des établissements scolaires, et en particulier des maîtres d'apprentissage qui les accompagnent au quotidien.



Les médaillés d'honneur du travail du Département.

2023, C'EST AUSSI :

- **La prime médaille, d'un montant de 200, 300 ou 500 €, attribuée à 95 agents selon leur ancienneté, est venue s'ajouter aux aux mesures du Département pour témoigner sa reconnaissance aux personnels, tout en favorisant leur pouvoir d'achat ;**
- Le renouvellement pour trois ans du partenariat avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) afin de soutenir le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- L'élaboration d'un plan de prévention des troubles musculo squelettiques dans les collèges, d'une durée de deux ans, pour préserver la santé des agents ;
- La mise à jour de l'évaluation des risques professionnels, avec l'acquisition d'un outil spécifique au Document unique ;
- Un accompagnement renforcé des agents par la formation, individuelle ou collective, ayant permis à 2 080 agents de suivre au moins une action de formation en 2023 pour 1 800 en 2022 ;
- La gestion au quotidien des carrières, des rémunérations, du temps de travail des agents de la collectivité, dans un cadre réglementaire qui évolue sans cesse.

PAROLES D'AGENT

Julien

Gestionnaire comptable à la direction des usages numériques



« Après six années en tant que contractuel, au cours desquelles j'ai pu découvrir plusieurs services et directions notamment la DESC, la DA, la DEF, la DRH et la DUN, j'ai pu bénéficier du programme de déprécarisation. Celui-ci me permet de pérenniser ma situation, au sein de la DUN, et de me projeter sur le long terme, au niveau professionnel et au niveau personnel. »



CHIFFRES-CLÉS

2 300 agents au Département au 31/12/2023

227 assistants familiaux accueillant des enfants à domicile en activité

Une masse salariale de **120,4 M€**

31 609 paies réalisées dans l'année

8 107 jours de formation suivis par les agents du Département

Un taux d'emploi de personnes en situation de handicap de **7,7 %**

705 agents ayant sollicité du télétravail au 31/12/2023

1 098 visites médicales de prévention réalisées

348 agents ayant bénéficié du forfait mobilité ou de la participation aux abonnements transports

71 départs en retraite

COMPTE ADMINISTRATIF (CA) 2023



Points marquants de la gestion 2023

- Les dépenses d'investissement poursuivent leur progression et atteignent un niveau inédit ; elles sont consacrées avant tout aux mobilités, aux collèges ainsi qu'au développement territorial.
- Les dépenses de fonctionnement augmentent à un rythme toujours élevé sous l'effet de l'inflation des prix, des mesures prises pour améliorer le pouvoir d'achat mais aussi des mesures nationales impactant fortement le budget départemental.
- Les recettes de fonctionnement sont en quasi-stagnation dans un contexte de ralentissement de l'économie et de baisse de rendement de la fiscalité, notamment des impôts sur l'immobilier.
- La contraction des recettes provoque une dégradation de l'épargne et réduit les capacités de la collectivité à autofinancer ses investissements.
- Un emprunt de 30 M€ a été mobilisé pour maintenir la dynamique des investissements avec un encours de dette soutenable permettant de préserver les capacités financières de la collectivité pour les années à venir.

	Dépenses		Recettes	
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement
Solidarités humaines	4,808 M€	321,989 M€	1,543 M€	59,737 M€
Développement humain	32,958 M€	27,624 M€	0,259 M€	1,573 M€
Dynamique territoriale	47,976 M€	45,211 M€	1,832 M€	1,217 M€
Efficience et ressources internes	28,230 M€	130,627 M€	45,334 M€	517,103 M€
Total	**113,973 M€**	**525,451 M€**	**48,969 M€**	**579,630 M€**

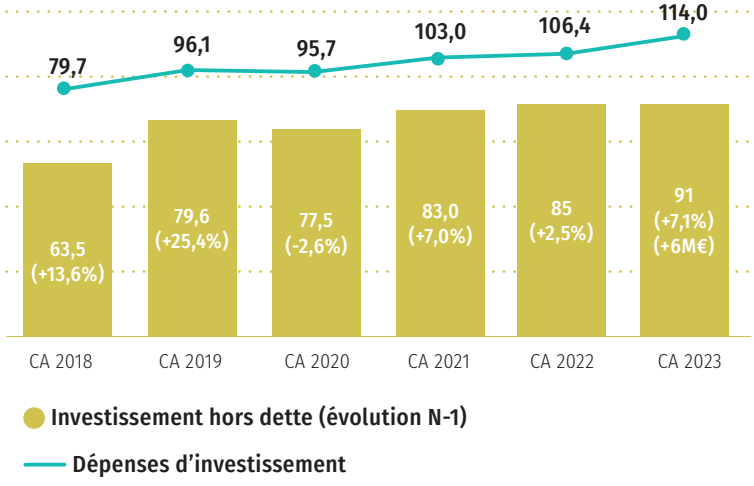
1. Les dépenses d'investissement poursuivent leur progression et contribuent à la dynamique territoriale et au développement humain

ZOOM SUR L'INVESTISSEMENT

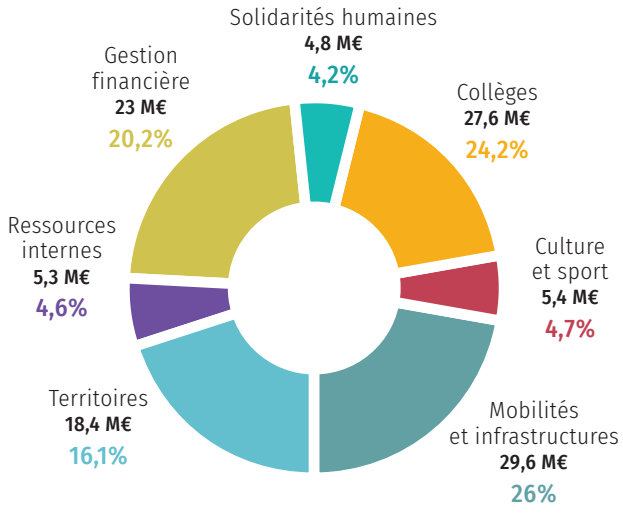
Le Département du Doubs maintient la dynamique de l'investissement avec un volume de dépenses record à hauteur de 114 M€. La trajectoire de l'investissement reste orientée à la hausse avec + 7,6 M€ de dépenses supplémentaires réalisées en 2023, ce qui traduit l'engagement de la collectivité à soutenir le développement du territoire départemental.

Les mobilités et infrastructures représentent le premier budget d'investissement avec 29,6 M€ consacrés à la maintenance, la sécurisation et l'amélioration du réseau routier, ainsi qu'à la structuration des voies cyclables. Des efforts importants à hauteur de 27,6 M€ ont également été déployés pour les collèges, comprenant la réalisation d'opérations d'envergure telles que la construction du collège de Bethoncourt et les rénovations des collèges de Villers-le-Lac et de Frasne, ainsi que la poursuite des programmes d'entretien et l'acquisition d'équipements numériques éducatifs. Par ailleurs les actions liées au développement territorial ont permis d'accompagner les projets locaux pour 9,5 M€, bénéficiant d'un financement en hausse de + 3 %. Enfin d'autres investissements importants ont été engagés dans la politique de gestion de l'eau (5,2 M€), la politique autonomie (2,3 M€) avec le soutien aux Ehpad et à l'habitat inclusif, ou encore l'achèvement de la construction de la salle multimodale à la Saline royale d'Arc et Senans pour 4,3 M€.

> DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (M€) (ÉVOLUTION N-1)

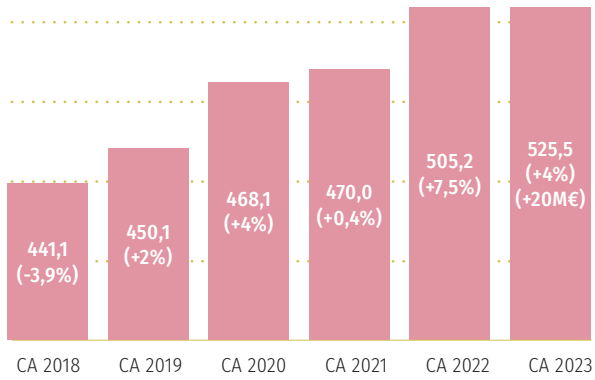


> RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

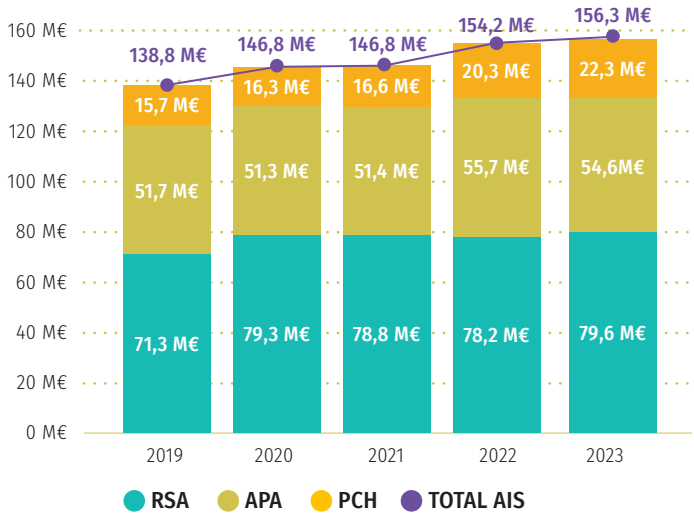


2. La croissance des dépenses de fonctionnement reste élevée dans un contexte de maintien de l'inflation

> DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)



> RÉPARTITION DES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ (AIS)



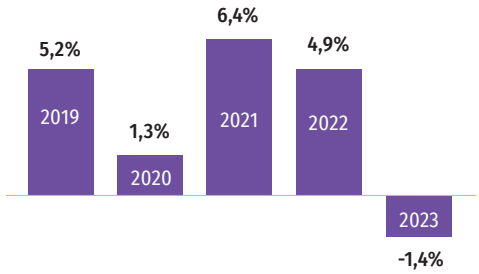
ZOOM SUR LES SOLIDARITÉS HUMAINES

Le Département, chef de file en matière de solidarité, consacre près de 61 % de son budget de fonctionnement aux dépenses pour les solidarités humaines, soit 322 M€. En 2023, ces dépenses ont porté à la fois sur l'autonomie (154,4 M€) comprenant notamment les versements de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la Prestation de compensation du handicap (PCH), le retour à l'emploi et l'insertion (87,4 M€) avec en particulier la gestion du Revenu de solidarité active (RSA), la politique enfance et famille (75,7 M€) bénéficiant de la plus forte augmentation de crédits de + 11 %, ou encore l'habitat et le logement (2,8 M€), et enfin l'action sociale (1,5 M€).

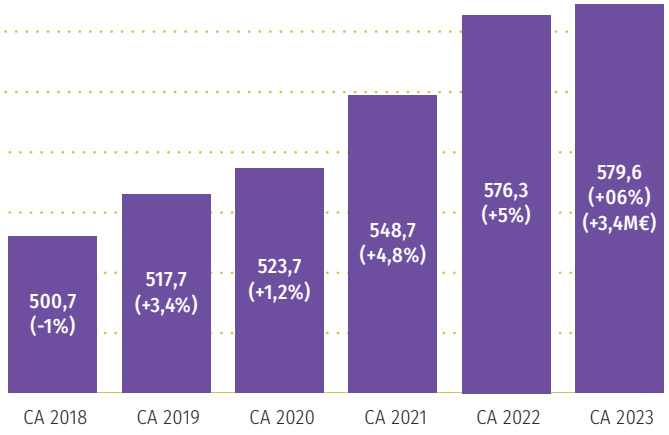
Le budget consacré aux dépenses de solidarité a progressé de + 4,5 %, notamment pour financer la hausse des capacités d'accueil dans le secteur de l'enfance, et permettre le financement en année pleine des mesures de soutien et de valorisation de la filière médico-sociale.

3. Les recettes de fonctionnement freinent brutalement sous l'effet de la crise de la fiscalité immobilière

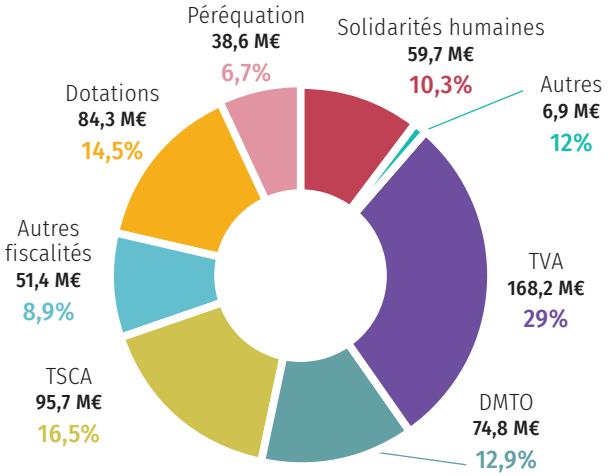
> ÉVOLUTION N-1 DE LA FISCALITÉ



> RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)



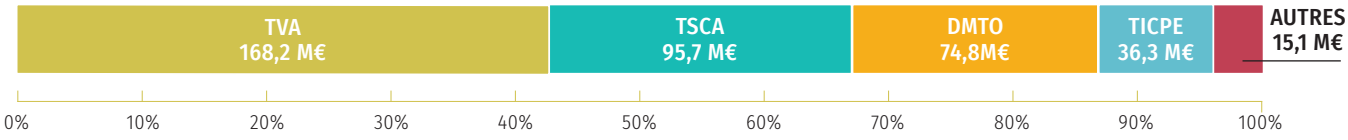
> RÉPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



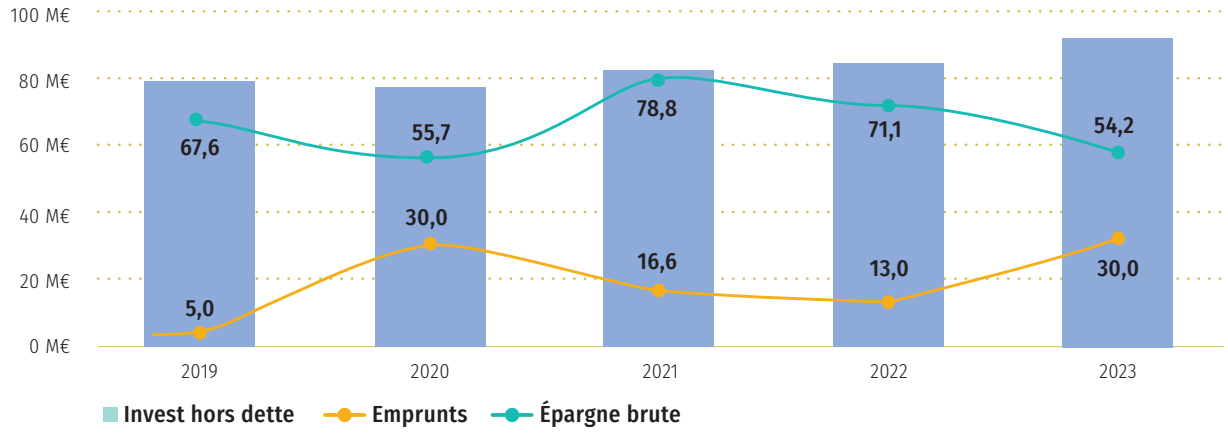
ZOOM SUR LA FISCALITÉ

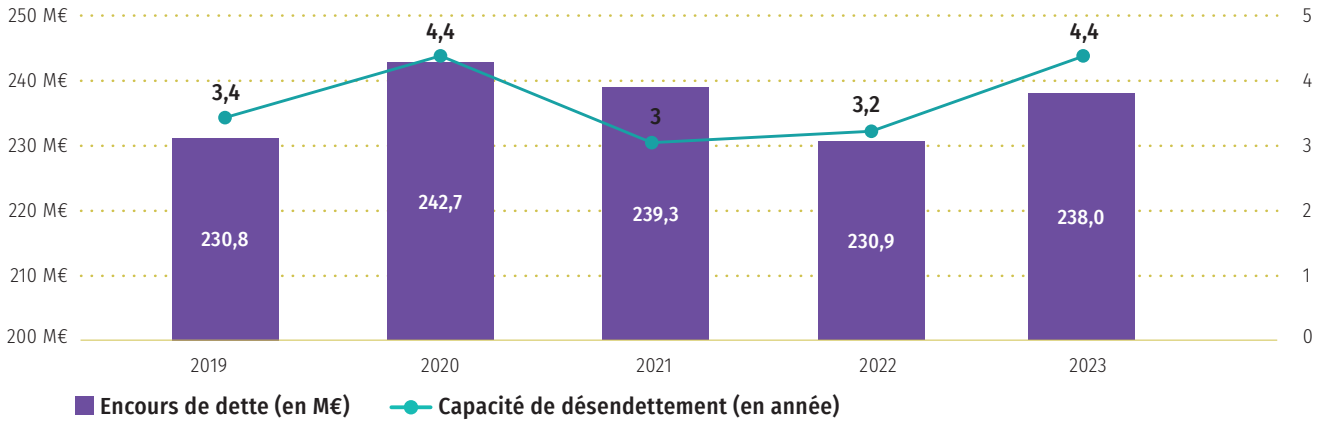
Le produit de la fiscalité, qui s'élève à 390,1 M€ et représente 62 % des ressources de la collectivité en 2023, subit un épisode de baisse (- 1,4 %) inédit après deux années particulièrement dynamiques. Cette dégradation s'explique principalement par la chute de – 18 % des droits de mutation, représentant une perte de recettes de - 16,3 M€, en raison de la crise du secteur de l'immobilier avec une diminution des volumes et des prix des transactions enregistrée dans le département. La dégradation du contexte économique a également obligé à réviser à la baisse les prévisions de recettes de la TVA, qui s'établissent pour 2023 à + 2,8 % alors que le Gouvernement avait bâti son budget sur une hypothèse de + 5,1 % en début d'année. D'autres produits fiscaux reculent également comme la taxe sur l'électricité (6,5 M€) et la TICPE (36,3 M€), tandis que la Taxe sur les assurances (95,7 M€) maintient une trajectoire positive avec une croissance élevée de + 6,7 %.

> RECETTES FISCALES 2023 = 390,1 M€



4. La réduction de l'épargne nécessite d'augmenter le recours à l'emprunt pour financer nos investissements







COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Récapitulatif des dépenses par politique publique

RÉPARTITION DES DÉPENSES 2023 EN MILLIONS D'EUROS
(HORS RÉSULTATS ET RÉVOLVING)

		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL DES DÉPENSES	
	POLITIQUE PUBLIQUE	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
11	Autonomie PA/PH, transports adaptés	154,359	29,4%	2,304	2,0%	156,664	24,5%
12	Enfance-famille	75,701	14,4%	0,815	0,7%	76,515	12,0%
13	Retour à l'emploi, insertion	87,436	16,6%	0,005	0,0%	87,441	13,7%
14	Habitat-Logement	2,818	0,5%	1,601	1,4%	4,420	0,9%
15	Action sociale	1,526	0,3%	0,007	0,0%	1,532	0,2%
16	Inclusion numérique	0,150	0,0%	0,077	0,1%	0,226	0,0%
21	Collèges	17,664	3,4%	27,552	24,2%	45,216	7,1%
22	Action culturelle	5,332	1,0%	0,404	0,4%	5,736	0,9%
23	Lecture	0,268	0,1%	0,245	0,2%	0,513	0,1%
24	Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	0,434	0,1%	4,706	4,1%	5,140	0,8%
25	Sport et éducation populaire	3,926	0,7%	0,050	0,0%	3,976	0,6%
31	Mobilités et infrastructures	10,274	2,0%	29,578	26,0%	39,852	6,2%
33	Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières	30,036	5,7%	10,108	8,9%	40,143	6,3%
34	Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1,343	0,3%	6,188	5,4%	7,531	1,2%
35	Espace rural et périurbain	0,299	0,1%	0,636	0,6%	0,935	0,1%
36	Tourisme	3,210	0,6%	1,459	1,3%	4,670	0,7%
37	Développement économique	0,049	0,0%	0,008	0,0%	0,057	0,0%
41	Relations publiques	0,946	0,2%	0,008	0,0%	0,954	0,1%
42	Modernisation de l'action publique	2,592	0,5%	1,710	1,5%	4,302	0,7%
43	Ressources humaines	104,957	20,0%	0,009	0,0%	104,965	16,4%
44	Bâtiments et moyens généraux	6,568	1,2%	3,535	3,1%	10,103	1,6%
45	Gestion et optimisation financière	15,565	3%	22,968	20,2%	38,533	6,0%
		525,451	**100,0%**	**113,973**	**100,0%**	**639,424**	**100,0%**



Mise en page : atelier midia14h.com
Illustrations : Victoria Bar
Impression : Groupe Estimprim
Photos : Département du Doubs
(sauf indication contraire)
Dépôt légal juin 2024

www.doubs.fr

Doubs
le Département

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Ressources humaines - Rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 3121-21, L. 3311 2 et L. 3311-3 ;

Vu le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

Vu l'avis des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème commissions ;

Vu l'exposé des rapporteurs **Christine BOUQUIN, Denis LEROUX, Patricia LIME-VIEILLE, Ludovic FAGAUT, Valérie MAILLARD, Jacqueline CUENOT-STALDER, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Priscilla BORGERHOFF, Thierry MAIRE DU POSET, Florence ROGEBOZ, Olivier BILLOT, Marie-Paule BRAND et Serge RUTKOWSKI** ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

Prend acte du rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont pris acte du rapport, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Communication non soumise à vote.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247115H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport budgétaire n° 401
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DFA

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIÈRE

Objet : Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – ANALYSE DU COMPTE DE GESTION....3

I – 1. LE BILAN....3

I – 2. LE COMPTE DE RÉSULTAT....3

I – 3. LES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT, FDR, BFR, TRÉSORERIE, CAF ET DETTE....4

II – TAUX DE RECOUVREMENT DES TITRES DE RECETTES ET DELAIS DE PAIEMENT DES MANDATS....7

II – 1. RECOUVREMENT ET MOYENS DE PAIEMENT....8

II – 2. DÉLAI DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES DU DÉPARTEMENT....10

III – BUDGETS ANNEXES....11

III – 1. LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE....11

III – 2. LE LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE DÉPARTEMENTAL....11

PROJET DE DELIBERATION....12

INTRODUCTION

En application du code général des collectivités territoriales, le compte de gestion portant sur les opérations de l'exercice 2023 doit être présenté au Conseil départemental du Doubs.

Le compte de gestion, établi par le Payeur départemental, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il comporte :

- un compte de résultat qui est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits de fonctionnement pour une période donnée, appelée exercice comptable.
- un bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité ou de l'établissement local.

Tout comme le compte administratif, il est soumis au vote de l'Assemblée délibérante, au plus tard le 30 juin N+1, qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents en ce qui concerne l'exécution du budget.

Le compte de gestion transmis par le Payeur départemental présente des chiffres en totale concordance avec ceux du compte administratif 2023 établi par l'ordonnateur.

Le résultat comptable du compte de gestion de l'exercice 2023 est en effet égal au solde de la section de **fonctionnement** du compte administratif 2023, soit un **excédent de 33 714 726,05 €**.

De même, le résultat des opérations d'**investissement** de l'exercice figurant au compte de gestion 2023 est en concordance avec le solde de la section d'investissement du compte administratif 2023, faisant apparaître un **excédent de 12 214 750,34 €**.

Le résultat global de clôture de l'exercice 2023, correspondant à la somme des résultats des deux sections, s'élève à 45 929 476,39 €.

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	243 828 201,07	643 446 857,17	887 275 058,24
Titres de recette émis (b)	184 533 987,87	613 781 470,90	798 315 458,77
Réductions de titres (c)	142 120,14	1 225 819,47	1 367 939,61
Recettes nettes (d = b - c)	184 391 867,73	612 555 651,43	796 947 519,16
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	243 828 201,07	643 446 857,17	887 275 058,24
Mandats émis (f)	173 987 797,95	591 838 022,61	765 825 820,56
Annulations de mandats (g)	1 810 680,56	12 997 097,23	14 807 777,79
Dépenses nettes (h = f - g)	172 177 117,39	578 840 925,38	751 018 042,77
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	12 214 750,34	33 714 726,05	45 929 476,39
(h - d) Déficit			

Le résultat de clôture de l'exercice, cumulé aux résultats des exercices antérieurs, est passé de 27 684 420,69 € fin 2022 **à 16 859 234,47 € fin 2023.**

La présentation qui suit fait ressortir quelques éléments choisis issus du compte de gestion, qui reste le seul document officiel et parfaitement exhaustif.
Au-delà de l'analyse des chiffres directement liés au compte de gestion qui vous est proposée en première partie du rapport, une seconde partie sera consacrée à la présentation des taux de recouvrement des titres de recettes et des délais globaux de paiement des mandats.

I – ANALYSE DU COMPTE DE GESTION

Le compte de gestion établi par le Payeur départemental transcrit les opérations comptables sous la forme d'un bilan et d'un compte de résultat.

I – 1. Le bilan

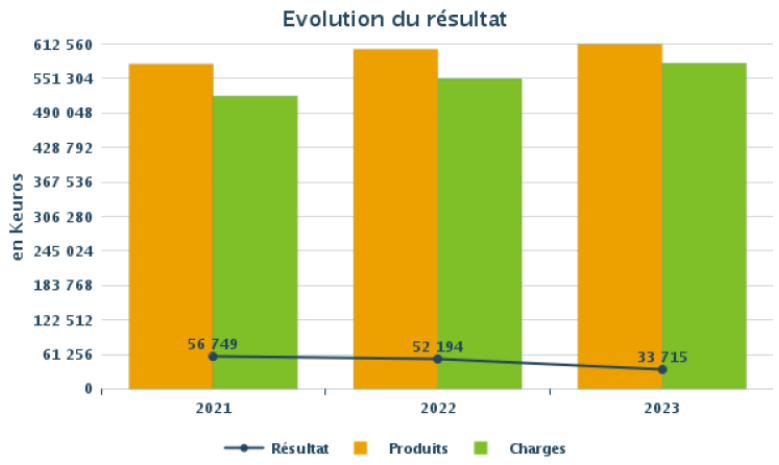
Le bilan fait apparaître la situation patrimoniale de la collectivité. Les principaux postes sur les exercices 2022 et 2023 sont retracés globalement dans le tableau synthétique ci-dessous :

BILAN (en milliers d'euros)

ACTIF NET en K€	2023	2022	PASSIF en K€	2023	2022
Immobilisations incorporelles	260 989	262 374	Dotations	767 848	767 848
Terrains	7 485	7 128	Fonds Globalisés	331 540	323 203
Constructions	494 717	529 220	Réserves	1 297 640	1 243 635
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers / installations techniques	1 787 909	1 743 509	Différences sur réalisations d'immobilisations	-198 188	-174 331
Immobilisations corporelles en cours	109 354	86 422	Report à nouveau	27 684	32 245
Immobilisations mises en concession, affermage, à dispo ...	0	0	Résultat de l'exercice	33 715	52 194
Autres immobilisations corporelles	54 844	49 195	Subventions transférables	49 063	49 079
Total immobilisations corporelles		**2 415 474**	Subventions non transférables	103 463	102 260
Immobilisations financières	1 641	4 613	Droits de l'affectant, du concédant ...	89 163	89 163
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	***2 716 940***	***2 682 462***	Autres fonds propres		0
Stocks		0	***TOTAL FONDS PROPRES***	***2 501 928***	***2 485 296***
Créances	10 168	5 528	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	316	2 196
Valeurs mobilières de placement			Dettes financières à long terme	239 883	232 757
Disponibilités	27 596	46 888	Fournisseurs	7 887	10 849
Autres actifs circulant			Autres dettes à court terme	566	429
TOTAL ACTIF CIRCULANT	***37 764***	***52 416***	***TOTAL DETTES***	***248 336***	***244 034***
Comptes de régularisations	7	34	Comptes de régularisations	4 134	3 386
TOTAL ACTIF	**2 754 712**	**2 734 912**	**TOTAL PASSIF**	**2 754 712**	**2 734 912**

I – 2. Le compte de résultat

Le compte de résultat est la résultante de l'exécution du budget et des écritures d'inventaire qui ont impacté les comptes de charges et de produits.



Compte de résultat 2023 en K€ :

POSTES	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	
Dotations de l'état	60 665,38
Participations	51 872,22
Compensations, autres attributions et autres participations	19 963,03
Dons et legs	
Impôts et taxes	421 132,89
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	
Ventes de biens ou prestations de services	1 109,08
Produits des cessions d'actifs	384,31
Autres produits de gestion	13 922,90
Production stockée et immobilisée	
AUTRES PRODUITS	
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 880,00
Reprises du financement rattaché à un actif	8 909,17
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	23 982,88
Neutralisation des moins-values de cession	7,84
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**603 829,72**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Achats et charges externes	34 005,56
Charges de personnel	111 706,41
Indemnités des élus (et membres du CESR)	1 387,66
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	10 234,30
Impôts et taxes	2 075,49
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	54 705,04
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	260,76
Neutralisation des dépréciations et provisions	
Neutralisation des plus-values de cession	131,39
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**214 506,63**
CHARGES D'INTERVENTION	
Dispositifs d'intervention pour compte propre	340 392,17
Autres charges	9 044,64
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**349 436,81**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**39 886,28**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**1,01**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**6 172,57**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-6 171,56**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**33 714,73**

Le résultat comptable de l'exercice du compte de gestion 2023 correspond au solde de la section de fonctionnement du compte administratif 2023, soit **33 714 726,05 €**. Il est en baisse de 35 % par rapport à 2022.

Au solde des opérations de l'exercice 2023 est ajouté le résultat antérieur non affecté qui s'élevait fin 2022 à 27 684 420,69 €.

Le résultat cumulé de clôture de l'exercice 2023 en fonctionnement est ainsi de 61 399 146,74 €.

I – 3. Les opérations d'investissement, FDR, BFR, trésorerie, CAF et dette

A) Section d'investissement – Fonds De Roulement hors provisions

L'état de réalisation des opérations de la section d'investissement est le suivant :

	2023	2022
Total des recettes d'investissement	184 391 867,73	152 516 934,42
Total des dépenses d'investissement	172 177 117,39	161 319 283,47
Solde des opérations de l'exercice	**12 214 750,34**	**-8 802 349,05**
Rappel du solde de cloture de l'exercice précédent	-56 754 662,61	-47 952 313,56
Résultat d'investissement cumulé en fin d'exercice	**-44 539 912,27**	**-56 754 662,61**

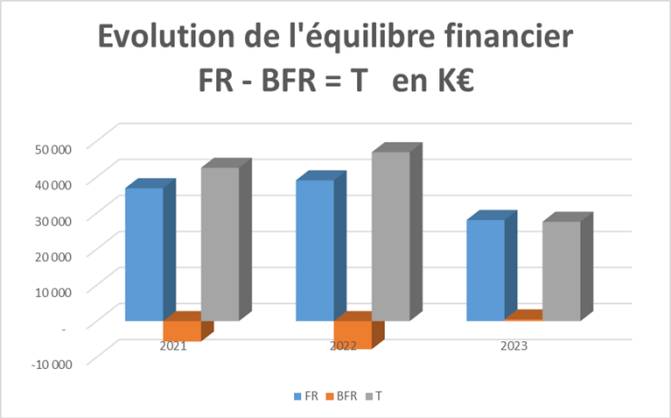
Synthèse de l'exécution budgétaire des sections de fonctionnement et fonds de roulement : - 113 -

BUDGET PRINCIPAL	Résultat de clôture 2022	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2023	OONB	Résultat de clôture 2023
Investissement	-56 754 662,61		12 214 750,34		-44 539 912,27
Fonctionnement	84 439 083,30	56 754 662,61	33 714 726,05		61 399 146,74
Fonds de roulement (hors prov)	**27 684 420,69**	**56 754 662,61**	**45 929 476,39**	**0,00**	**16 859 234,47**

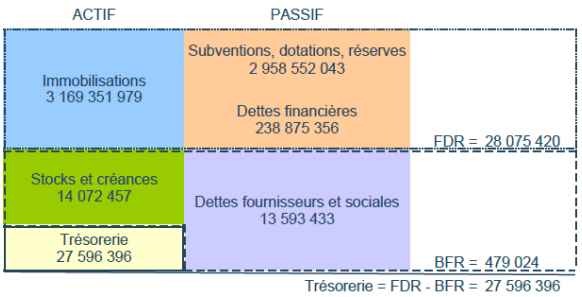
La situation initiale (exercice 2022), présentée dans la première colonne du tableau, reprend le fonds de roulement initial d'un montant de 27 684 420,69 €.

Compte tenu de l'affectation du résultat 2022, **le montant du fonds de roulement** (hors provisions) **à la clôture de l'exercice 2023 atteint 16 859 234,47 €**. Il est en parfaite concordance avec l'excédent brut du compte administratif 2023 de l'ordonnateur.

B) Equilibre financier FDR – BFR et trésorerie



Le Département dégage un fonds de roulement de 28,1 M€, en baisse sensible par rapport aux exercices précédents. Le besoin en fonds de roulement est quant à lui faible (ce qui s'analyse positivement) puisqu'il n'est que de 0,5 M€. Il consomme toutefois de la trésorerie, alors que les exercices précédents, le Département dégageait un BRF négatif, c'est-à-dire un excédent de fonds de roulement qui contribuait à élever le niveau de trésorerie.



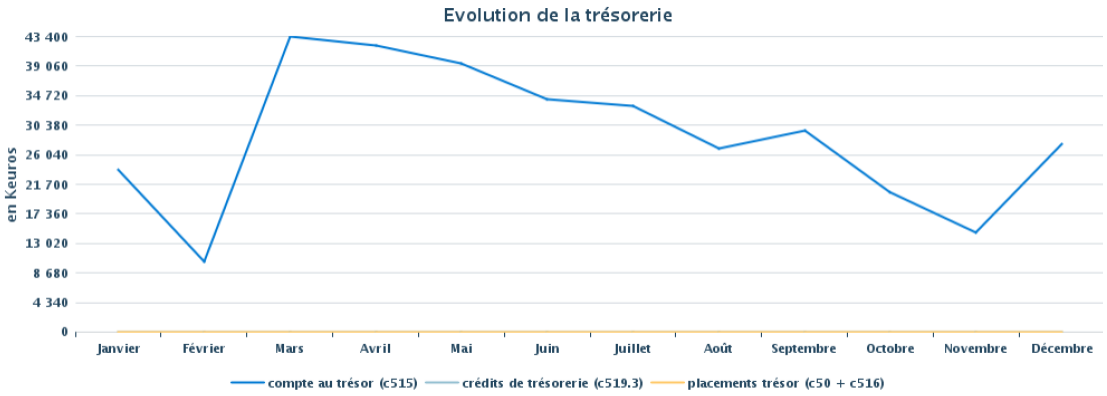
La différence entre le fonds de roulement et le besoin de fonds de roulement permet de déterminer le niveau de trésorerie : FR - BFR =TIE.

Compte tenu des évolutions du FR et du BFR, le niveau de trésorerie se retrouve mécaniquement en baisse.

Le **niveau de trésorerie** (solde du compte 515) atteignait **27,6 M€** au 31 décembre 2023 contre 46,9 M€ au 31 décembre 2022. - 114 -

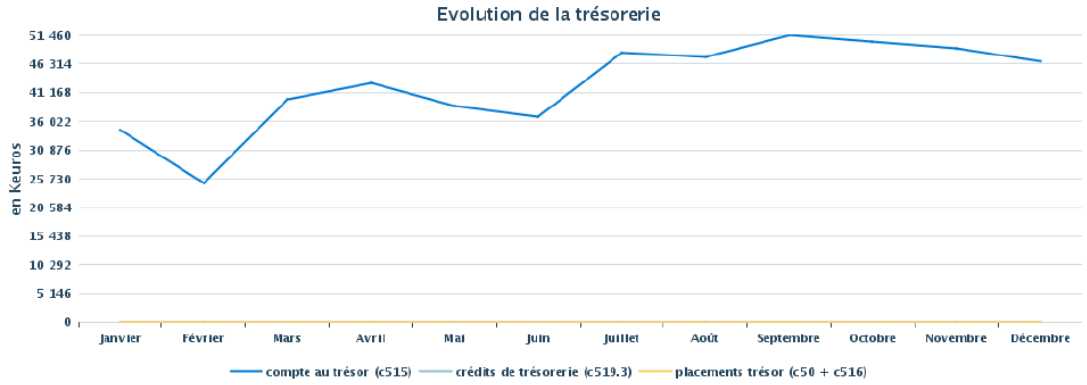
Evolution sur 2023 :

- Point bas à 10 M€
- Point haut à 43 M€

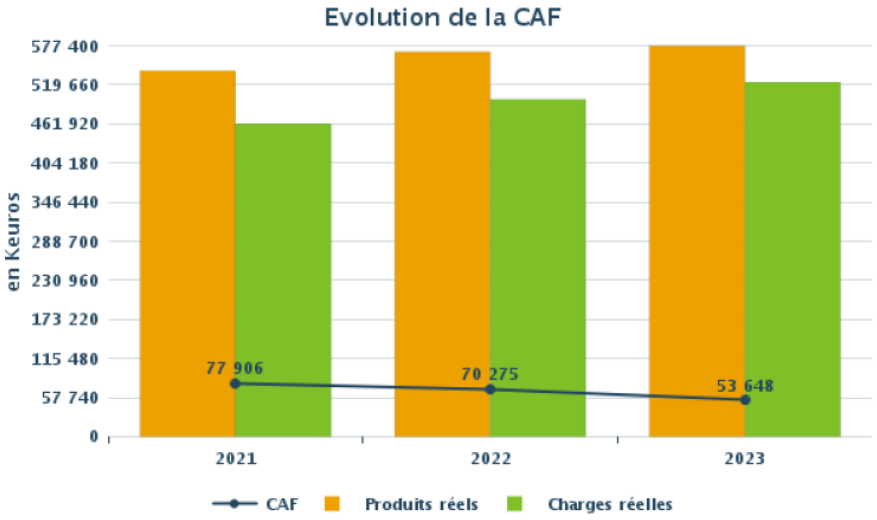


Pour mémoire, évolution sur 2022 :

- Point bas à 25 M€
- Point haut à 51 M€



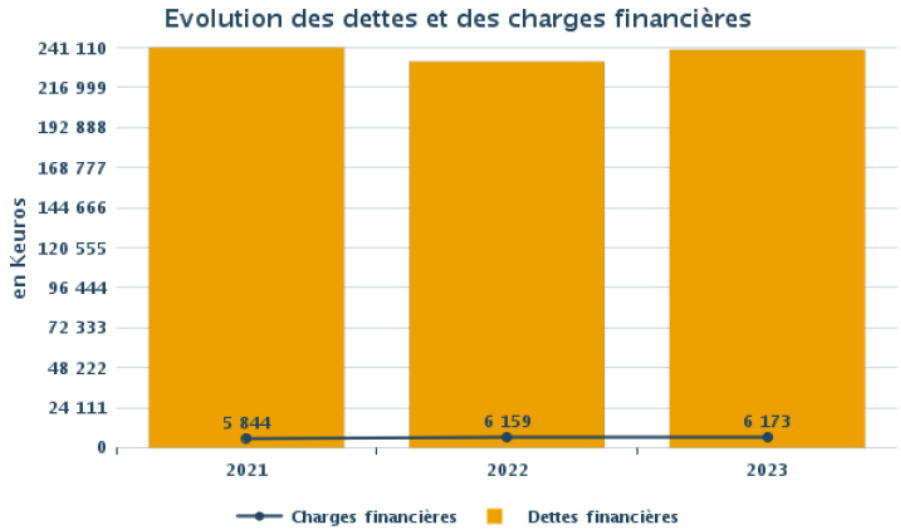
C) *La capacité d'autofinancement*



La capacité d'autofinancement brute du Département s'élève à 54 M€.

La CAF nette (CAF brute dont on déduit les remboursements de dette) **s'élève à 31 M€**. Elle reflète la capacité de la collectivité à financer ses investissements sur ses ressources propres. Elle est en baisse de 37 % (31 M€ en 2023 contre 49 M€ en 2022). Cette baisse s'explique essentiellement par le résultat de l'exercice en régression par rapport à 2022, puisque le niveau des dotations aux amortissements ainsi que celui des remboursements de dettes ont peu évolué entre 2022 et 2023.

D) Endettement



L'endettement s'élève à 240 M€ dont 238 M€ d'emprunts auprès des établissements financiers. Il représente 4,4 années de CAF.

Le rapport entre le poids de l'endettement et la capacité de remboursement s'est dégradé puisqu'en 2022 l'endettement ne représentait que 3,3 années de CAF.

Une gestion active de la dette a permis en 2023 de bien maîtriser le coût de la dette puisque les charges d'intérêts sont sensiblement équivalentes au niveau de 2022.

II – TAUX DE RECOUVREMENT DES TITRES DE RECETTES ET DELAIS DE PAIEMENT DES MANDATS

Le Département est attentif, dans le cadre de sa démarche qualité, à payer ses fournisseurs dans des délais aussi réduits que possible et inférieurs à ce que la réglementation impose, à savoir un paiement dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture. Une gestion financière saine permet en effet de disposer d'une trésorerie suffisante qui permet de payer les fournisseurs au plus vite.

De même, dans un souci de bonne gestion des fonds publics, il accorde une importance toute particulière à la mise en recouvrement effective des sommes qui lui sont dues, par un titrage aussi régulier que possible de toutes les créances constatées.

L'obtention de bons résultats, tant dans les délais de paiement que dans les mises en recouvrement des recettes, est rendue possible grâce à un partenariat étroit entre le Département et la Paierie départementale, formalisé par la signature d'une convention des services comptable et financier. La dernière version de cette convention est triennale et couvre les exercices 2023 à 2025. Elle prévoit l'élaboration d'une convention spécifique au recouvrement qui permettra de conforter les résultats obtenus et d'améliorer encore le circuit du recouvrement.

II – 1. Recouvrement et moyens de paiement

A) Taux de recouvrement

Le taux de recouvrement dit « sur exercice antérieur » s'apprécie en analysant la **situation du recouvrement en fin de gestion 2023 pour les titres de recettes émis en 2022**. C'est ce taux qui sert généralement de référence en matière de recouvrement.

En effet, le taux de recouvrement dit « sur exercice courant » est beaucoup moins pertinent car très impacté par les émissions tardives de titres en fin d'année qui sont recouvrés en début d'exercice suivant, ce qui dégrade le taux. De plus, les titres pris en charge en fin d'exercice 2023 ne font l'objet de poursuites contentieuses, souvent chronophages, dans le cadre de recouvrement forcé, qu'à compter du début de l'exercice suivant. Leurs effets n'apparaissent donc pas sur l'exercice tout juste clos.

Pour ces raisons, le taux de recouvrement des titres de recettes 2023 au 31 décembre de ce même exercice n'est donné qu'à titre indicatif.

Taux de recouvrement	2020	2021	2022	2023	Strate de référence
Sur exercice courant	83,04%	82,35%	84,47%	**83,31%**	*79,99%*
Sur exercice antérieur	95,47%	93,10%	94,55%	**96,18%**	*92,60%*

Taux sur exercice antérieur (basé uniquement sur les titres émis en 2022) : **96,18 %**.
Il évolue favorablement et se situe en hausse de 1,63 points par rapport à l'exercice précédent.

Le taux obtenu dans le Département du Doubs est supérieur de plus de 3,5 points à celui de la strate de référence (taux de recouvrement moyen obtenu dans les autres collectivités départementales).

Taux de recouvrement sur exercice antérieur par catégorie de recettes :

Taux recouvrement sur exercice antérieur	2021	2022	2023
Revenus immobiliers	100,00%	98,95%	**98,61%**
Aide sociale	98,47%	99,03%	**98,69%**
Indus RMI RMA RSA APA	36,99%	50,42%	**62,18%**
Vente produits forestier	SO	100,00%	**100,00%**
Utilisation domaine public	99,56%	100,00%	**100,00%**
Services à caractère culturel	99,82%	100,00%	**99,93%**
Autres produits	100,00%	99,80%	**98,35%**

Les taux de recouvrement sont d'excellent niveau et proches de 100 % pour l'ensemble des catégories de produits, **hormis celui des indus RMI/RSA/APA**.

Ce type de produit est en effet particulièrement complexe à recouvrer, auprès d'une population globalement peu solvable. Toutefois on note une progression remarquable sur la période 2021-2023, obtenue grâce à une démarche de recouvrement extrêmement active.

Le taux obtenu de 62,18 % (551 K€ recouvrés pour 886 K€ pris en charge en 2022) :

- est en hausse de 25 points sur 2 ans (par rapport à 2021)
- est supérieur de presque 10 points à la strate de référence (taux de l'ensemble des collectivités départementales) qui affiche un taux de 52,76 %

Le taux de recouvrement obtenu pour les indus RMI/RSA/APA est donc particulièrement satisfaisant.

B) Les admissions en non-valeur

Montants en euros	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Admissions en non-valeur et créances éteintes	316 265	180 812	201 777	567 594	110 763	162 668

Pour 2023, les titres admis en non-valeur et créances éteintes, tous titres confondus, représentent un montant global de **162 668 €.** Ce montant est le deuxième plus bas constaté sur les six dernières années.

Contrairement à la remise gracieuse, l'admission en non-valeur ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur revient à meilleure fortune. Elle ne libère pas le redevable de sa dette. Il s'agit d'une mesure budgétaire et comptable qui a pour but d'apurer les restes à recouvrer en supprimant la créance en comptabilité.

C) Les moyens d'encaissement

Ventilation des moyens de paiement, en nombre, encaissés par la Paierie				
Catégories	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Chèque	4,57%	3,60%	2,88%	2,49%
Prélèvement	16,13%	23,52%	24,97%	24,72%
TIP et chèques traités par centre d'encaissement et transmis à la Paierie	46,96%	41,60%	40,45%	32,54%
CB	0,29%	0,35%	0,45%	0,61%
Internet	0,39%	0,46%	0,56%	0,64%
Vir BdF	26,92%	25,80%	25,92%	34,56%
Prestataire cash			0,42%	0,38%
Vir interne	4,74%	4,67%	4,35%	4,06%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Plus de 24 000 encaissements (sur le budget principal uniquement, sachant que par ailleurs, de son côté, le LVD représente plus de 10 000 encaissements par an) ont été traités par la Paierie en 2023.

Les virements reçus représentent plus du tiers des moyens de paiement traités par la Paierie.
Par ailleurs, environ un tiers des encaissements transitent par le centre d'encaissement national qui transmet ensuite les flux d'encaissement à la Paierie.
Enfin, les prélèvements représentent quant à eux un quart de l'activité encaissement des paiements.

Le volume de chèques traités poursuit sa baisse. Les chèques représentent désormais moins de 3 % des moyens de paiement traités par la Paierie.

Les paiements par carte bancaire et internet restent très minoritaires.

La rubrique « prestataire cash » correspond aux paiements réalisés dans les bureaux de tabac (en espèces ou carte bancaire) pour le compte de la DGFIP.

II – 2. Délai de règlement des dépenses du Département

Le point de départ du délai global de paiement (qui ne doit pas excéder 30 jours, 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable) est la date de réception de la facture par l'ordonnateur, en principe sur la plateforme Chorus sur laquelle les fournisseurs ont obligation de dépôt. Pour les quelques cas où la facture serait reçue avant le service fait, le point de départ du délai de paiement est la date du service fait.

Le point de départ du délai de paiement du comptable est la date de réception du flux informatique (émis par l'ordonnateur) contenant les mandats à payer.

Concernant l'exercice 2023, **le délai global de paiement des mandats s'établit à 12,57 jours**. Il est très inférieur au délai réglementaire de 30 jours ; les fournisseurs de la collectivité départementale sont payés dans des délais très courts.

Historique du délai de paiement des factures du Département :

Délai de paiement	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Strate de référence
Comptable	3,55	3,71	2,94	3,09	2,12	2,00	2,09	2,19	2,04	*3,79*
Ordonnateur	12,25	12,12	11,60	9,26	8,42	8,54	8,16	8,73	10,53	*16,92*
Total	**15,80**	**15,83**	**14,54**	**12,35**	**10,54**	**10,54**	**10,25**	**10,92**	**12,57**	***20,71***

Il est à noter que pour la **strate nationale de référence pour les collectivités départementales, le délai global de paiement est de 20,71 jours**.

Les résultats obtenus par le Département en la matière sont donc d'un excellent niveau.

III – BUDGETS ANNEXES

Le Payeur départemental a établi des comptes de gestion particuliers pour chaque budget annexe. Les résultats constatés correspondent à ceux du compte administratif.

III – 1. Le Centre départemental de l'enfance et de la famille

Le Centre départemental de l'enfance et de la famille ne comprend qu'une section de fonctionnement qui correspond aux dépenses et aux recettes de l'exercice.

Le compte de résultat est équilibré en dépenses et en recettes à hauteur de **10 137 700,54 €** (10 132 779,06 € en total de produits et total de charges), le **solde de gestion de l'exercice étant pour sa part égal à zéro**.

Ces résultats sont en parfaite conformité avec ceux du compte administratif.

La subvention d'équilibre versée au budget annexe par le budget principal est de 9 605 908,52 €.

III – 2. Le Laboratoire vétérinaire départemental

La section **d'investissement** fait apparaître en 2023 un déficit de 7 961,83 €. Cumulé aux résultats antérieurs, le résultat de clôture 2023 en investissement est de **+ 148 569,73 €**.

Le résultat de **fonctionnement** de l'exercice 2023 fait apparaître un déficit de 124 212,97 €. Après intégration de la reprise des antérieurs, le résultat de clôture cumulé s'élève à **- 14 728,79 €**.

Le résultat de clôture global 2023 (investissement + fonctionnement) du budget annexe du LVD est égal à **133 840,94 €**.

Sections	Résultat de clôture 2022	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2023	Résultat de clôture 2023
Fonctionnement	109 484,18		- 124 212,97	- 14 728,79
Investissement	156 531,56		- 7 961,83	148 569,73
TOTAL	**266 015,74**	**-**	**- 132 174,80**	**133 840,94**

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 401** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Prend acte que le compte de gestion établi par le Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023 est en concordance avec le compte administratif 2023 pour le budget principal du Département du Doubs et les budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille ainsi que du Laboratoire vétérinaire départemental qui vous ont été présentés au cours de cette Assemblée.

Donne acte de la communication de ce document et arrête le compte de gestion 2023 du budget principal du Département du Doubs et des budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille et du Laboratoire vétérinaire départemental.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Gestion et optimisation financière - Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 401** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Olivier BILLOT** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Prend acte que le compte de gestion établi par le Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023 est en concordance avec le compte administratif 2023 pour le budget principal du Département du Doubs et les budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille ainsi que du Laboratoire vétérinaire départemental qui vous ont été présentés au cours de cette Assemblée.

Donne acte de la communication de ce document et arrête le compte de gestion 2023 du budget principal du Département du Doubs et des budgets annexes du Centre départemental de l'enfance et de la famille et du Laboratoire vétérinaire départemental.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,
Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247009H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport budgétaire n° 402
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DFA

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIÈRE

Objet : Compte administratif 2023

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 4

I – 1. DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT QUI CONTINUENT DE PROGRESSER FORTEMENT 4

I – 2. DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT FORTEMENT RALENTIES....10

I – 3. L'ÉPARGNE EN NET RECUL....13

I – 4. DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (HORS DETTE) AU PLUS HAUT DEPUIS 2012 14

I – 5. LE BESOIN D'EMPRUNT REPART À LA HAUSSE....17

I – 6. UN RÉSULTAT DE CLÔTURE NÉGATIF ET UNE CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT QUI RESTE À UN NIVEAU SATISFAISANT 19

II – LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS....21

III – BUDGETS ANNEXES 24

III – 1. CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF)....24

III – 2. LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE DÉPARTEMENTAL (LVD)....24

PROJET DE DELIBERATION....27

TABLE DES ANNEXES 28

INTRODUCTION

Le Compte Administratif 2023 s'inscrit dans un contexte toujours dégradé par la forte inflation ainsi que par le ralentissement de l'économie aux échelles locales et nationales, impactant à la baisse le rendement des produits de la fiscalité.

Pour le Département du Doubs, ces éléments de conjoncture se traduisent par une hausse soutenue des dépenses de fonctionnement de + 4 % par rapport à 2022 (pour rappel, l'augmentation entre 2021 et 2022 était déjà de +7,5 %), subissant les contraintes de la hausse des prix, mais également des mesures de lutte contre l'inflation prises par le Gouvernement ainsi que par l'augmentation des situations sociales difficiles, notamment dans la protection de l'enfance.

Après plusieurs années particulièrement dynamiques, l'évolution des recettes subit comme ailleurs en France un net ralentissement à + 0,6 % en raison des pertes importantes enregistrées sur les produits de la fiscalité, plus particulièrement des DMTO en recul de 16,4 M€, et ne permet plus de financer les dépenses supplémentaires de la section de fonctionnement.

En effet, la faiblesse des recettes a pour conséquence de dégrader rapidement l'épargne brute de la collectivité, dont le niveau s'écroule de – 24 % comparativement à l'exercice précédent. Le taux d'épargne bascule ainsi sous un sous seuil critique à 9,3 %, signifiant que les excédents de fonctionnement ne sont plus suffisants pour financer les investissements sans recourir à l'emprunt.

Le Département du Doubs reste malgré tout mobilisé pour soutenir le territoire en réalisant un niveau d'investissement toujours plus élevé de 114 M€, niveau record depuis 2012.

Face à la baisse de l'épargne, le Département a donc été contraint de financer la hausse des dépenses d'investissement par une mobilisation accrue de l'emprunt à hauteur de 30 M€, réduisant la part d'autofinancement à un niveau particulièrement bas de 34,3 %.

Pour la seconde année consécutive, le résultat à la clôture du Compte administratif est négatif ce qui réduit l'excédent cumulé à 16,9 M€ et altère les marges financières de la collectivité pour les années à venir.

	(en M€)	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022/2023
DEPENSES	Investissement	106 351 997,12	113 972 999,90	7,2%
	(invt hors dette)	*85 010 677,74*	*91 005 200,89*	7,1%
	Fonctionnement	505 192 752,89	525 450 837,58	4,0%
	(Fonct hors dette)	*499 509 185,69*	*519 278 264,74*	4,0%
	Total Dépenses	**611 544 750,01**	**639 423 837,48**	**4,6%**
RECETTES	Investissement	30 712 692,36	48 968 947,17	59,4%
	(invt hors emprunts)	*17 712 692,36*	*18 968 947,17*	7,1%
	Fonctionnement	576 271 173,16	579 629 704,09	0,6%
	Total Recettes	**606 983 865,52**	**628 598 651,26**	**3,6%**
	Epargne Brute	71 078 420,27	54 178 866,51	-23,8%
	Emprunts	13 000 000,00	30 000 000,00	130,8%
	Taux d'endettement	3,2	4,4	35,2%
	Encours de dette	230 948 617,00	237 980 818,14	3,0%

Au Compte administratif 2023, les dépenses atteignent 639 423 837,48 € et les recettes 628 598 651,26 €.

En dépenses, le budget a été exécuté à des taux élevés de 97,5 % en section de fonctionnement et de 93,4 % en investissement. Ces ratios sont en amélioration pour la troisième année consécutive et sont supérieurs à la moyenne constatée ces 6 dernières années de 96,9 % en fonctionnement et 92,1 % en investissement.

Les taux de réalisation atteignent des niveaux considérés comme performants et traduisent une fiabilité particulièrement élevée des prévisions budgétaires.

	(en M€)	Voté	Réalisations	Taux de réalisation
DEPENSES	Investissement	122,038	113,973	93,4%
	(invt hors dette)	*98,793*	*91,005*	*92,1%*
	Fonctionnement	538,834	525,451	97,5%
	(Fonct hors dette)	*532,384*	*519,278*	*97,5%*
	Total Dépenses	**660,872**	**639,424**	**96,8%**
RECETTES	Investissement	53,267	48,969	91,9%
	(invt hors emprunts)	*21,767*	*18,969*	*87,1%*
	Fonctionnement	579,921	579,630	99,9%
	Total Recettes	**633,188**	**628,599**	**99,3%**
RESULTAT DE CLOTURE		**27,684**	**-10,825**	
EXCEDENT CUMULE			**16,859**	
EPARGNE BRUTE			**54,179**	

I – PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Dans le cadre de l'examen du Compte administratif soumis à l'approbation de l'Assemblée départementale, le rapport présente une analyse des dépenses et recettes réalisées au cours de l'exercice 2023 ainsi que les résultats financiers qui en découlent.

Par ailleurs, comme prévu lors de l'adoption de PLANE.T.E Doubs, une annexe financière dédiée au suivi de la mise en œuvre du plan d'actions a été élaborée pour l'année 2023 (annexe 3 du rapport).

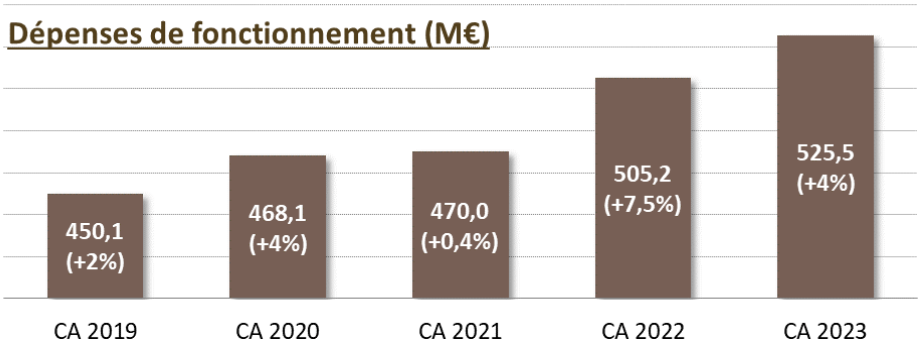
I – 1. Des dépenses de fonctionnement qui continuent de progresser fortement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **525,5 M€,** soit 964 € par habitant, en augmentation de + **4 %** comparativement à 2022 **(+ 20,3 M€)**.

Cette évolution est marquée par une progression des dépenses sur le secteur du développement humain (+ 12,6 %), notamment sur les collèges (+ 1,5 M€) et par un soutien exceptionnel au sport (+ 1,3 M€).

Toutefois, en volume, la progression des dépenses de fonctionnement relève plus particulièrement des solidarités humaines (+13,9 M€ dont 7,4 M€ au titre de l'enfance famille) et des ressources humaines (+ 4,9 M€). Concernant les ressources internes, cette hausse est limitée par la baisse des charges de gestion financière qui intégraient 7 M€ de réserves DMTO au CA 2022.

(en M€)	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022/2023
Solidarités humaines	273,387	284,413	285,026	308,113	321,989	4,5%
Dév. Humain	20,842	21,238	21,470	24,539	27,624	12,6%
Dév. Territorial	42,892	44,226	46,794	42,885	45,211	5,4%
Efficience / ress. internes	106,249	111,912	110,822	123,973	124,454	0,4%
s/T	*443,369*	*461,789*	*464,112*	*499,509*	*519,278*	*4,0%*
Remb. Intérêts dette	6,664	6,277	5,844	5,684	6,173	8,6%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**450,03**	**468,066**	**469,955**	**505,193**	**525,451**	**4,0%**



SOLIDARITES HUMAINES : 322 M€

o AUTONOMIE DES PA ET PH, TRANSPORTS ADAPTÉS

Avec **154,4 M€,** le budget de l'autonomie progresse de 2,5 % (soit + 3,7 M€) et se répartit entre les personnes âgées (63,9 M€), les personnes handicapées (89,9 M€) et les actions mutualisées (0,6 M€).

- Concernant les **personnes âgées**, le maintien à domicile s'élève à **35,6 M€** (contre 37,5 M€ en 2022) dont 34,2 M€ d'APA à domicile et 1 M€ d'actions de prévention financées par la CNSA. L'hébergement en établissement s'élève à **28,3 M€** (dont 20,4 M€ au titre de l'APA et 6,8 M€ de frais d'hébergement). Une subvention exceptionnelle de 1 M€ a été versée aux établissements en difficultés financières.

L'allocation de l'APA représente ainsi 54,6 M€, en diminution de 2 % (soit – 1,1 M€). Cette évolution provient notamment de l'APA à domicile en raison d'une baisse du nombre d'heures réalisées par les Services d'Aide A Domicile (SAAD) en Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM). Dans le même temps, le versement de l'APA versée aux établissements progresse de 4 %.

- Pour les **personnes handicapées**, le maintien à domicile s'élève à **28,9 M€** (contre 27,2 M€ en 2022) dont 22,1 M€ au titre de la PCH. Cette évolution s'explique par une augmentation du nombre de bénéficiaires (hausse régulière du nombre de bénéficiaires et extension du périmètre de la PCH) et des tarifs. Le nombre de bénéficiaires ayant des droits ouverts confirme cette hausse avec 2 416 bénéficiaires PCH payés au 31/12/23 contre 2 316 au 31/12/22. Le montant réalisé au titre de l'ACTP reste stable à 2,2 M€.

Les frais d'hébergement sur le secteur du handicap atteignent **56,3 M€** (contre 54,2 M€ en 2022) auxquels s'ajoutent **120 424 €** de placement familial et **750 000 €** de participation au fonctionnement de la MDPH.

La prise en charge, par le Département, des **transports individualisés** s'élève à **3,7 M€** (contre 3,5 M€ en 2022). Cette progression de 5,7 % est générée par des circuits supplémentaires, l'actualisation annuelle des prix du marché de transport et le nombre d'élèves transportés (environ 700 élèves).

o ENFANCE ET FAMILLE

Le budget enfance et famille atteint **75,7 M€** et progresse de 10,9 % comparativement à 2022 (+ 7,4 M€) et se répartit principalement entre la protection de l'enfance et les actions de prévention.

Les actions menées pour la **protection de l'enfant** atteignent **62,9 M€** contre 56,6 M€ en 2022, en progression de 11 %.

- Les frais liés à l'hébergement s'élèvent à 26,7 M€ et correspondent principalement à l'accueil familial spécialisé, l'hébergement en maisons d'enfants à caractère social (MECS), en centres éducatifs ou foyers de jeunes travailleurs, ou encore en relais parentaux pour l'accueil d'enfants dont les parents traversent des difficultés sociales, psychologiques ou médicales ponctuelles. 7 M€ ont été consacrés à la mise à l'abri des mineurs non accompagnés (MNA).

- Le dispositif de placement familial représente 24,7 M€ dont 7,8 M€ pour l'accueil familial spécialisé, 16,2 M€ au titre de la rémunération et frais de déplacement des assistants familiaux et 0,6 M€ d'indemnités pour le placement d'enfants chez les tiers dignes de confiance.

- Le budget annexe du Centre Départemental de l'enfance et de la famille étant en forte hausse, la subvention d'équilibre versée par le budget général s'établit pour 2023 à 9,6 M€ (+ 20,5 %).

- Les autres dépenses relèvent essentiellement de frais médicaux, allocations habillement, frais scolaires ou périscolaires et de frais de transport.

Les secteurs de la **prévention** regroupent de nombreuse actions pour un montant de **12,8 M€.**

- Plusieurs aides et mesures de protection de l'enfant ont été proposées dans le cadre de la prévention et du soutien aux familles pour **11,3 M€** dont 3,2 M€ pour les actions éducatives en milieu ouvert (AEMO), 2,6 M€ au titre de la prévention spécialisée, 2 M€ de dotations au fonctionnement des relais parentaux, 1,2 M€ dans le cadre des actions menées par les techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TIFS) qui accompagnent les parents dans la prise en charge de leurs enfants à leur domicile, 0,9 M€ au titre des allocations d'urgence. Diverses subventions ont été versées pour près d'1 M€ pour l'accompagnement de la famille et de l'enfant.

- La protection maternelle et infantile (**1,5 M€**) comprend les charges de fonctionnement des centres de planification (0,15 M€) ainsi que l'agrément externalisé et la formation des assistants familiaux (0,5 M€).

Au titre des subventions à caractère social, la participation au CAMSP a été de 470 000 €, la subvention au CICS de 130 000 € et les subventions au financement des relais d'assistantes maternelles de 264 746 €.

o RETOUR À L'EMPLOI, INSERTION

Les dépenses de la politique d'insertion s'élèvent à **87,4 M€** (+ 3,4 %) dont 79,6 M€ relatives aux allocations RSA. Celles-ci ont progressé de 1,3 M€ suite à la revalorisation de 5,6 % appliquée en avril 2023 et la relative stabilité du nombre d'allocataires du RSA dans le Doubs (12 105 au 31 décembre 2023 contre 12 166 au 31 décembre 2022, soit une baisse de - 0,5 %).

La politique d'insertion menée en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle représente 5,8 M€ (+ 19,5 %). Elle regroupe notamment les contrats d'accompagnement à l'emploi, la prévention et la lutte contre l'exclusion, les aides et secours d'urgence, l'accompagnement des travailleurs non-salariés et les subventions de fonctionnement aux organismes d'insertion dont 2,2 M€ mobilisés dans le cadre du Fonds social Européen (FSE).

A cela s'ajoutent les actions conduites dans le cadre de la lutte contre l'exclusion qui s'élèvent à 2 M€.

o HABITAT ET LOGEMENT

Sur le secteur de l'habitat et du logement, le montant des aides et accompagnements atteint **2,8 M€** dont 1,6 M€ au titre du Fonds Solidarité Logement (FSL) et 1 M€ de subventions et participations aux organismes en charge de l'information auprès des ménages.

ACTION SOCIALE

Concernant le développement de l'accompagnement social, la dépense s'élève à **1,5 M€,** principalement sous forme de subventions (1 M€), prestations (0,3 M€) et au titre du fonds d'aide aux personne isolées (158 043 €).

DEVELOPPEMENT HUMAIN : 27,6 M€

COLLÈGES

Le fonctionnement des collèges (**17,7 M€**) en hausse de 9,5 % (+ 1,5 M€) comprend les dotations versées aux collèges publics pour faire face à leurs charges (11,3 M€, soit + 13,9 %), le numérique éducatif (0,46 M€), les forfaits des collèges privés (3,8 M€), la participation à la restauration collective (0,67 M€), les actions péri-éducatives (0,85 M€) et la gestion patrimoniale des collèges et les frais d'entretien (0,56 M€).

ACTION CULTURELLE

Les actions culturelles restent stables à **5,3 M€** (+ 0,7 %) et se répartissent entre les participations aux sites du Musée des maisons comtoises et de la Saline (3,3 M€), l'accompagnement des arts vivants (0,94 M€), l'enseignement artistique (0,66 M€), l'accès à la culture et la programmation culturelle départementale (0,43 M€).

ARCHIVES ET PATRIMOINE CULTUREL

Au titre du patrimoine culturel, **0,44 M€** sont consacrés à la conservation des documents et aux actions menées par les Archives départementales ainsi qu'à la valorisation du patrimoine Saline Arc-et-Senans et Pôle Courbet.

LECTURE

La politique lecture (**0,3 M€)** apporte un soutien à différentes structures pour moderniser le réseau et offrir de nouvelles ressources.

SPORT ET ÉDUCATION POPULAIRE

Le domaine du sport et de l'éducation populaire (**3,9 M€)** progresse de 50,3 % avec le soutien au sport de haut niveau et l'aide exceptionnelle au FCSM (2,1 M€), l'évènementiel sportif dont CAP JO et le relais de la flamme olympique (0,75 M€), l'inclusion sociale par le sport, le soutien aux associations de jeunesse ou l'accompagnement du sport scolaire (0,57 M€), les contrats de territoires (0,32 M€) …

DYNAMIQUE TERRITORIALE : 45,2 €

MOBILITÉS ET INFRASTRUCTURES

Le budget de fonctionnement consacré aux routes **(10,3 M€)** augmente de 2,9 % en raison notamment de frais de viabilité hivernale plus importants (4,3 M€, soit + 14,2 %) Les autres dépenses se répartissent entre l'entretien routier courant (2,5 M€), l'entretien du parc routier (3,4 M€) et l'entretien du patrimoine cyclable (0,1 M€).

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITÉ ET AFFAIRES TRANSFRONTALIÈRES

Le développement territorial **(30 M€)** progresse de + 4,3 %. La participation au SDIS s'élève à 28,5 M€ avec une progression de 5 % (soit + 1,36 M€). 1,4 M€ ont contribué au soutien et à l'accompagnement de projets locaux et 0,1 M€ ont été versés dans le cadre de la coopération transfrontalière ou européenne.

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET TRANSITION CLIMATIQUE

Les actions liées à l'environnement **(1,3 M€)** permettent un accompagnement pour la qualité des cours d'eau, l'animation des sites ENS (partenariats ou participation), ainsi que le soutien à l'entretien des sentiers et itinéraires de randonnée.

ESPACE RURAL ET PÉRIURBAIN

Le soutien aux activités agricoles et forestières**,** par le biais de subventions et partenariats, s'établit à **0,3 M€**.

TOURISME

Les subventions et participations dans le secteur du tourisme s'élèvent à **3,2 M€** (+ 1 M€). Ces aides concernent essentiellement la participation statutaire au SMIX du Mont d'Or (SMMO) de 1,5 M€ pour 2023 et la participation au CDT de 1,3 M€. Diverses subventions sont versées aux associations et organismes pour 0,4 M€.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Compte tenu de l'extinction progressive du dispositif antérieur de recouvrement des prêts d'honneur, les dépenses du volet de l'économie se limitent à **0,05 M€**.

EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 130,6 M€

RESSOURCES HUMAINES

Les ressources humaines **(105 M€)** progressent de 4,9 % (+ 4,9 M€). Ce taux d'évolution intègre l'évolution mécanique de la masse salariale liée au GVT (Glissement Vieillesse Technicité), la revalorisation de la valeur du point d'indice de 1,5 % au 1er juillet 2023 et l'application d'une prime pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents publics.

Hors rémunérations et charges, 4,3 M€ ont été réalisés pour la politique sociale du Département (2,5 M€), l'accès à l'emploi et l'insertion (0,92 M€), la formation (0,52 M€) et la prévention santé et sécurité au travail (0,34 M€).

BÂTIMENTS ET MOYENS GÉNÉRAUX

Les dépenses des bâtiments et moyens généraux **(6,6 M€)** sont en hausse de 13 % (+ 0,76 M€)

L'exploitation et la maintenance des bâtiments (5,2 M€, soit + 14,6 %) évoluent principalement en raison du coût de l'énergie et des loyers. La gestion patrimoniale s'élève à 0,43 M€ et les moyens logistiques (prestations, sécurité, maintenance, fournitures, affranchissement…) s'établissent à 0,96 M€.

o MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Les crédits alloués à la modernisation de l'action publique sont en baisse de – 0,6 M€ avec **2,6 M€**. Ils correspondent aux dépenses d'assistance et de maintenance informatique (2,2 M€), aux actions de pilotage, de contrôle et d'évaluation (0,3 M€) et à l'expertise juridique (0,1 M€).

o RELATIONS PUBLIQUES

Les frais de communication et relations publiques restent stables avec **0,95 M€**, dont 0,79 M€ au titre de la communication (interne, numérique et Vu du Doubs), 0,1 M€ de subventions et participations diverses et 0,1 M€ au titre des relations publiques de l'institution départementale et du fonctionnement de l'Assemblée.

o GESTION ET OPTIMISATION FINANCIÈRE

Les dépenses liées à la gestion financière représentent **15,6 M€**.

- Après plusieurs années de baisse liées à des niveaux de taux très bas, la charge financière du remboursement des **intérêts d'emprunts** 2023 s'établit à **6,2 M€** et subit en année pleine la forte hausse des taux d'intérêts constatée depuis l'été 2022.

Toutefois l'impact a été limité en raison d'un encours de dette sécurisé avec 70 % de l'encours en taux fixe et un recours accru à des taux fixes particulièrement attractifs ces dernières années. Le taux moyen de l'encours à taux fixe se situe à 2,37 % contre 4,53 % pour l'encours à taux variable.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion active de la dette, le Département dispose de prêts revolving permettant des remboursements temporaires en cas de trésorerie suffisante afin de générer des économies d'intérêts. Suite à la hausse des taux, les conditions de remboursement temporaires sont redevenues attractives et les remboursements temporaires de l'ordre de 13 M€ tout au long de l'année 2023 ont permis une économie d'intérêts de plus de 380 000 €.

- La perte de la taxe foncière sur les propriétés bâties du Département est compensée par une fraction de la TVA nationale. Le montant définitif de TVA revenant au Département du Doubs au titre de 2022 n'a été connu qu'en avril 2023. Il en est résulté un trop perçu de **1,2 M€** ayant fait l'objet d'une **reprise de fraction de TVA** sur les avances de fiscalité et comptabilisé en dépense.

- La participation du Département au **fonds de péréquation globalisé des DMTO** s'élève à **6,3 M€** en 2023 avec un prélèvement égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO n-1, comme le prévoit la règlementation.

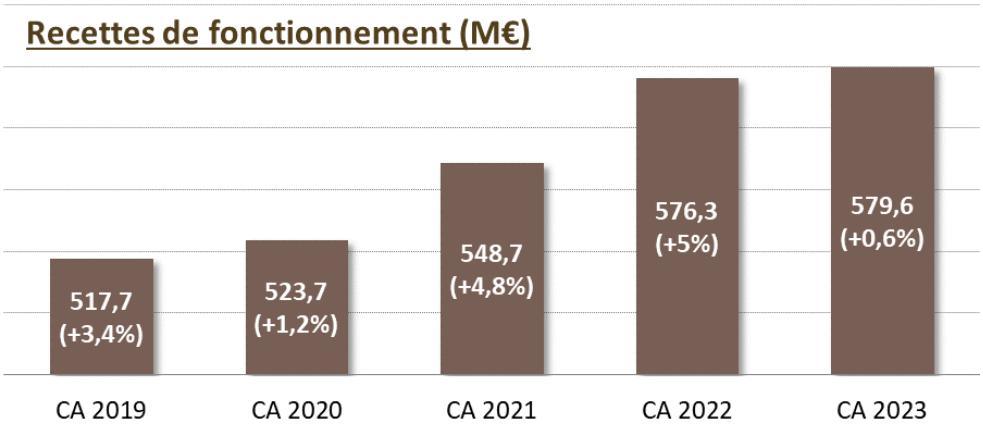
- Enfin, un ajustement des provisions a été réalisé pour ce premier exercice budgétaire en M57 et pour sécuriser au mieux les risques de non recouvrement de certaines créances. Ces ajustements ont donné lieu à une **dotation aux provisions de 1,6 M€**, entièrement financée par une reprise de provisions devenues obsolètes.

I – 2. Des recettes de fonctionnement fortement ralenties

Les **recettes de fonctionnement** atteignent **579,6 M€,** soit un niveau d'évolution quasi stable de + 0,6 % comparativement à 2022.

Ce ralentissement résulte du recul inédit des produits de la fiscalité, et plus particulièrement des droits de mutation qui chutent de 16,4 M€ en conséquence de la crise du secteur immobilier. Les compensations de l'Etat consacrées aux solidarités humaines sont quant à elles en augmentation, mais ne permettent toujours pas de couvrir les hausses de dépenses subies par la collectivité.

(en M€)	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2023/2022
Solidarités humaines	39,930	44,106	46,195	55,030	59,737	8,6%
Développement Humain	2,758	1,884	2,278	2,270	1,573	-30,7%
Dynamique Territoriale	1,183	1,635	2,006	1,818	1,217	-33,1%
Efficience / ress. internes	473,807	476,121	498,264	517,153	517,103	0,0%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**517,678**	**523,747**	**548,742**	**576,271**	**579,630**	**0,6%**



SOLIDARITES HUMAINES : 59,7 M€

Les recettes encaissées au titre des personnes âgées s'élèvent à **34,9 M€,** bénéficiant d'une progression annuelle de + 15,6 %. Celles-ci comprennent les participations de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au titre :

- de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) (23,8 M€) ;
- du financement des services de soin à domicile (SAAD) (3,1 M€) ;
- du financement des revalorisations du personnel soignant (2 M€) ;
- des actions de prévention (1,2 M€) ;
- de la mise en œuvre du tarif plancher (1,4 M€) ;
- du forfait autonomie (0,3 M€).

Les autres recettes portent essentiellement sur les recouvrements et récupérations opérés sur les bénéficiaires de l'aide sociale (2,5 M€).

Au titre des personnes handicapées, les recettes s'élèvent à **15,9 M€** avec le concours de la CNSA pour le financement de la PCH (7,6 M€), en hausse de + 11,9 %, ainsi que les recouvrements (0,9 M€) et reversements sur ressources déductibles (7,2 M€). Des participations pour 0,1 M€ sont également versées par la Région et PMA pour les élèves SEGPA.

Les recettes perçues sur la politique **enfance famille** atteignent **4,7 M€**, enregistrant une nette augmentation liée à la hausse de la prise en charge par l'Etat des mineurs non accompagnés avec 1,8 M€ versés en 2023. L'Etat finance également les actions réalisées dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance à hauteur de 1,5 M€, et compense une partie des mesures de revalorisation salariale pour 0,3 M€.

La politique de **l'insertion** a généré **4,2 M€** de recettes avec la mobilisation du Fonds social européen (FSE) en soutien des projets initiés par le Département (1,9 M€), ainsi que le financement par l'Etat de la stratégie pauvreté (1 M€) et du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) pour 0,2 M€. Les indus reversés dans le cadre de la gestion du RSA sont en nette augmentation et atteignent 0,9 M€.

DEVELOPPEMENT HUMAIN : 1,6 M€

La politique des **collèges** enregistre **1,2 M€** de recettes composées des produits de la restauration et de l'hébergement scolaire (1 M€) et d'autres participations aux charges de fonctionnement des collèges (0,2 M€).

Les recettes relatives à **l'action culturelle (0,3 M€)** correspondent essentiellement à la billetterie du Musée Courbet et de la Ferme de Flagey.

DYNAMIQUE TERRITORIALE : 1,2 M€

Les recettes liées à la **maintenance routière** s'élèvent à **0,92 M€**. Il s'agit des redevances d'occupation du domaine public (électricité, gaz, télécom), des produits des cessions suite à des ventes de véhicules et de matériels, de reversements et d'indemnités d'assurance suite à des sinistres.

Les recettes relatives à la **gestion et à la préservation du patrimoine naturel (0,24 M€)** sont principalement des participations versées pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 517,1 M€

L'efficience et les ressources internes sont principalement constituées des recettes fiscales, des dotations de l'Etat et des fonds de péréquations pour 513 M€ :

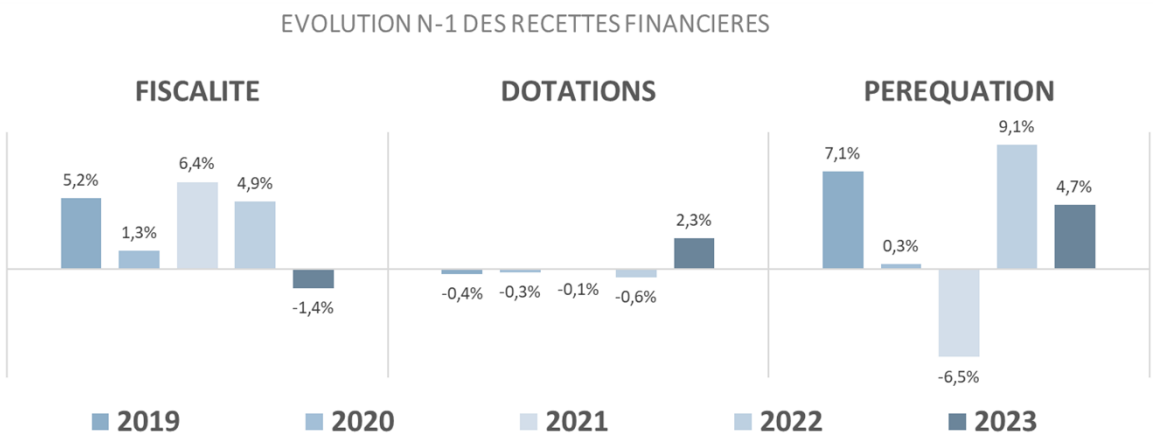
	CA 2023	Evolution n-1 en %	Evolution n-1 en €
Compensation Région CVAE	5 100 000 €	0,0%	- €
IFER	1 593 977 €	8,0%	117 500 €
Rôles supplémentaires	11 482 €	645,6%	9 942 €
DMTO	74 754 915 €	-18,0%	- 16 429 167 €
TDCFE	6 468 953 €	-14,3%	- 1 080 983 €
Taxe d'aménagement	1 860 001 €	-12,3%	- 260 991 €
TRM	60 956 €	-27,0%	- 22 557 €
Fraction TVA TFPB	135 371 124 €	2,7%	3 597 411 €
Fraction TVA CVAE	32 868 650 €	8,4%	2 551 984 €
TSCA	95 735 433 €	6,7%	6 026 262 €
TICPE	36 283 205 €	-0,3%	- 107 430 €
TOTAL FISCALITE	**390 108 696 €**	**-1,4%**	**- 5 598 029 €**
DGF	57 907 199 €	0,2%	89 047 €
DGD	2 570 196 €	0,0%	- €
Allocations compensatrices	2 893 240 €	-4,9%	- 150 430 €
DCRTP	15 772 805 €	-0,3%	- 39 786 €
FMDI	4 967 711 €	65,6%	1 968 533 €
FCTVA entretien	187 989 €	-4,9%	- 9 602 €
TOTAL DOTATIONS	**84 299 140 €**	**2,3%**	**1 857 762 €**
Fonds des DMTO	13 238 570 €	13,6%	1 584 763 €
DCP	8 351 994 €	0,1%	9 025 €
FNGIR	13 729 031 €	0,0%	- €
Fonds compensation TVA	3 244 396 €	4,5%	139 239 €
Fonds de stabilisation	- €		- €
TOTAL PEREQUATION	**38 563 991 €**	**4,7%**	**1 733 027 €**
AUTRES RECETTES	**6 846 €**	**-12,2%**	**- 949 €**
AXE Fiscalité, Dotation, péréquation	**512 978 673 €**	**-0,4%**	**- 2 008 188 €**

Les **produits de la fiscalité**, qui représentent à eux seuls 67,3 % des recettes de fonctionnement avec 390,1 M€, subissent **un recul inattendu de 1,4 %** sur un an après deux années particulièrement dynamiques.

Cette baisse de la fiscalité provient principalement de **l'effondrement du produit des Droits de mutation**, dont les rendements ont **chuté de 16,4 M€** sur l'exercice en conséquence de la crise du secteur de l'immobilier. La diminution des volumes de ventes et la baisse des prix des transactions enregistrées dans le département ont ainsi engendré un recul de – 18 % des DMTO, qui s'établissent à hauteur de 74,8 M€ en 2023.

La **fraction de TVA**, perçue par le Département en remplacement de la TFPB et de la CVAE, représente la recette la plus importante de la collectivité avec **168,2 M€ perçus en 2023**. Néanmoins l'évolution de la TVA a nettement ralenti par rapport aux deux années précédentes, et a été inférieure aux prévisions en raison de la dégradation du contexte économique survenue en cours d'année.
Le montant des acomptes versés par l'Etat a été supérieur aux encaissements définitifs ce qui a généré des trop-perçus que le Département doit rembourser en 2024 à hauteur de 1,2 M€.

La **Taxe sur les assurances a poursuivi une dynamique de + 6,7 %** pour atteindre 95,7 M€ de recettes, tout comme l'impôt des IFER qui bénéficie également d'une hausse de 8 % à 1,6 M€. D'autres taxes et impôts ont à l'inverse vu leur rendement diminuer. C'est le cas de la taxe d'aménagement, qui recule de 12,3 % à 1,9 M€, de la taxe d'électricité avec - 14,3 % pour 6,5 M€, ou encore la taxe sur les produits pétroliers, en baisse de 0,3 % à 36,3 M€.



Les dotations d'Etat s'élèvent à **84,3 M€** en 2023 et connaissent une légère progression de 2,3 % sous l'effet de la hausse de la dotation du FMDI, en hausse de 2 M€ grâce au versement d'une régularisation de la dotation 2022 pour 0,8 M€ ainsi qu'à des indicateurs de répartition plus favorables.

La Dotation globale de fonctionnement (57,9 M€), la Dotation générale de décentralisation (2,6 M€) ainsi que la DCRTP (15,8 M€) restent quasi stables malgré la forte inflation enregistrée, générant une perte de recettes en valeur pour la collectivité.

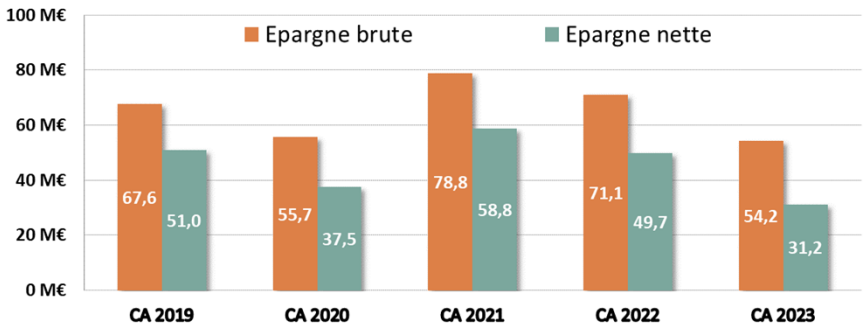
De leur côté, les recettes de la **péréquation (38,6 M€)** augmentent globalement de 4,7 %, grâce notamment à une nette hausse du produit du Fonds des DMTO (13,2 M€) qui bénéficie d'une enveloppe nationale plus élevée que les années précédentes.

Par ailleurs, les autres recettes de l'efficience et des ressources internes concernent les produits encaissés au titre des **bâtiments et moyens généraux (0,7 M€)**, principalement liés aux cessions, ventes de véhicules et à des loyers, ainsi qu'aux **ressources humaines (1,5 M€)** avec les compensations reçues au titre des mises à disposition de personnels, aux remboursements sur rémunérations et charges, au FIPHFP et au versement du CNASEA pour les emplois aidés.

I – 3. L'épargne en net recul

L'épargne brute du Département s'établit à **54,2 M€**, ce qui correspond à une baisse de **-23,8 %** par rapport à 2022, soit une diminution de **– 16,9 M€** en un an.

Le niveau d'épargne est impacté à la fois par la forte hausse des dépenses de fonctionnement (+ 4 %), dans un contexte toujours inflationniste et subissant le coût des mesures réglementaires prises par le Gouvernement, ainsi que par la stagnation des recettes de fonctionnement engendrée par la baisse des rendements des produits de la fiscalité, notamment des impôts liés aux secteurs en crise de l'immobilier et de la construction.



Le **taux d'épargne brute**, qui est le rapport entre l'épargne et les recettes de fonctionnement et représente la part des recettes qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser la dette, est en net recul avec un **ratio de 9,3 %** en 2023. **L'indicateur bascule ainsi sous le seuil de vigilance de 10 %, pour la première fois depuis 2017**.

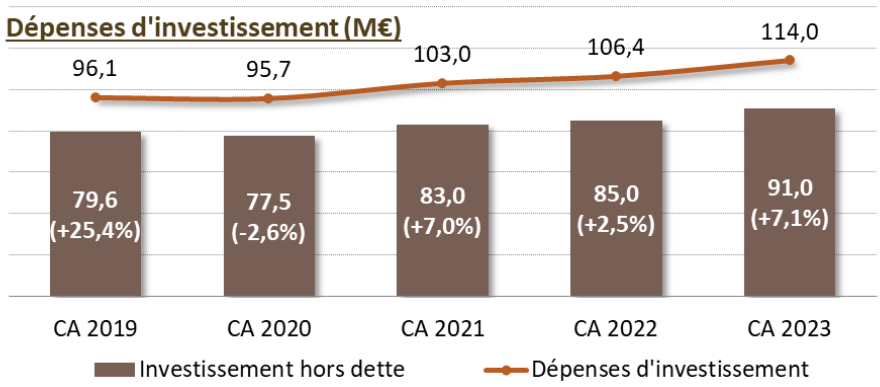
I – 4. Des dépenses d'investissement (hors dette) au plus haut depuis 2012

Les dépenses d'investissement s'élèvent à **114 M€**, soit 209 € par habitant. Elles progressent de + **7,2 %** comparativement au CA 2022.

Le Département du Doubs maintient la dynamique de l'investissement avec un niveau record **hors dette de 91 M€**. La trajectoire de l'investissement reste orientée à la hausse avec 6 M€ de dépenses supplémentaires réalisées en 2023, traduisant l'engagement de la collectivité à soutenir le développement du territoire départemental.

Cette dynamique se retrouve plus particulièrement sur le secteur des collèges (+ 10 M€) avec la poursuite du plan de modernisation de collèges et des travaux d'amélioration.

(en M€)	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022/2023
Solidarités humaines	2,794	2,685	3,272	5,426	4,808	-11,4%
Dév. Humain	18,092	15,430	26,866	22,981	32,958	43,4%
Dév. Territorial	52,611	50,528	46,417	51,032	47,976	-6,0%
Efficience / ress. internes	6,090	8,874	6,412	5,572	5,262	-5,6%
s/T	*79,587*	*77,516*	*82,966*	*85,011*	*91,005*	*7,1%*
Remb. dette en capital	16,530	18,137	20,014	21,341	22,968	7,6%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**96,117**	**95,654**	**102,979**	**106,352**	**113,973**	**7,2%**



SOLIDARITES HUMAINES : 4,8 M€

o AUTONOMIE DES PA ET PH

Sur le champ de l'autonomie**, 1,4 M€** ont été réalisés avec la poursuite du programme d'accompagnement des projets d'investissement dans les EHPAD visant à l'amélioration des conditions d'accueil des résidents (EHPAD de Morteau, Doubs, Saint Vit) et au financement des projets d'innovation numérique (EHPAD de Bart, Grand Charmont, Maiche, La Retraite à Besançon, Montferrand le Château).

Le Doubs a été l'un des premiers Départements à s'engager dans l'habitat inclusif pour les personnes âgées et handicapées. Retenu en décembre 2022 dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la CNSA, l'investissement 2023 porté par le Département s'élève à **0,9 M€**.

o HABITAT ET LOGEMENT

Sur le secteur de l'habitat et du logement**,** le montant atteint **1,6 M€** réparti entre les aides FSL (0,19 M€) et le développement et l'amélioration de l'offre en logements à vocation sociale (1,4 M€) avec le soutien aux bailleurs sociaux dans la cadre de l'aide à la pierre, le soutien à l'habitat individuel et l'accueil et l'habitat des gens du voyage.

o ENFANCE ET FAMILLE

Sur l'enfance, les travaux de modernisation des locaux du CDEF aux Hauts de Saint-Claude à Besançon et dépenses logistiques s'élèvent à **0,81 M€**.

o INCLUSION NUMÉRIQUE

Enfin, **76 703 €** ont été versés pour soutenir l'inclusion numérique dans les territoires.

DEVELOPPEMENT HUMAIN : 33 M€

o COLLÈGES

L'investissement dans les collèges progresse fortement (+ 56,6 %) et s'établit à **27,6 M€** contre 17,6 M€ en 2022.

- Les travaux de modernisation des collèges représentent **18,4 M€** (contre 9,8 M€ en 2022). Il s'agit principalement de la poursuite des travaux de construction du nouveau collège de Bethoncourt pour la rentrée 2024 (11 M€) et des travaux de modernisation des collèges de Villers le Lac (3,5 M€), et de Frasne (3 M€), ainsi que du démarrage du gymnase de Blamont (0,51 M€).

- A cela s'ajoutent les travaux de gros entretien programmés dans les autres collèges publics **(5,4 M€),** l'acquisition et le renouvellement des équipements numériques éducatifs (**2 M€** dont 0,37 M€ dans le cadre du dispositif TNE) et du mobilier et matériel des collèges **(1,5 M€),** et les subventions destinées à l'investissement des collèges privés **(0,36 M€)**.

ARCHIVES ET PATRIMOINE CULTUREL

Le patrimoine culturel s'élève à **4,7 M€** avec les travaux à la Saline d'Arc-et-Senans et l'achèvement de la salle multimodale (4,5 M€), les travaux sur le pôle Courbet (0,14 M€) et les frais de restaurations lourdes des Archives Départementales (0,08 M€).

- Les **ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES** atteignent **0,45 M€,** dont 0,35 M€ au projet d'aménagement structurant des Maisons Comtoises.

- Au titre de la **LECTURE PUBLIQUE**, **0,25 M€** concernent des acquisitions de livres ou autres supports par la Médiathèque Départementale et des subventions à l'équipement des bibliothèques communales.

DYNAMIQUE TERRITORIALE : 48 M€

MOBILITÉS ET INFRASTRUCTURES

Le budget consacré aux infrastructures routières et à la mobilité s'élève à **29,6 M€** (contre 31,8 M€ en 2022) et intègre un renforcement des opérations de sécurisation et de soutien des projets locaux (OPSA : + 1,3 M€). Les crédits réalisés financent les travaux de maintenance et d'amélioration du réseau (22,5 M€), les opérations d'aménagements cyclables (1,4 M€), la sécurité routière (3,9 M€), et l'acquisition et la gestion de la flotte de véhicules, matériels et équipements (1,7 M€).

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITÉ ET AFFAIRES TRANSFRONTALIÈRES

La politique de développement territorial **(10,1 M€)** se maintient à un niveau quasi équivalent à l'année précédente. Elle porte sur le partenariat avec les communes et structures intercommunales par l'accompagnement de leurs projets (9,2 M€), la reconduction de la contribution financière au SDIS en investissement (0,55 M€), les participations statutaires à plusieurs syndicats mixtes (0,12 M€) et 0,1 M€ au titre de la coopération internationale.

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET TRANSITION CLIMATIQUE

Les actions liées à l'environnement **(6,2 M€)** progresse de 33,4 %, tant pour l'accompagnement des opérations relatives à la gestion de l'eau (5,2 M€ soit + 31 %) que pour les actions et participations à la préservation des sites des espaces naturels sensibles (0,96 M€ soit + 48,6 %).

ESPACE RURAL ET PÉRIURBAIN

Les actions en faveur de l'espace rural et périurbain par le biais de subventions et partenariats s'établissent à **0,64 M€**.

TOURISME

Les subventions et participations dans le secteur du tourisme (**1,5 M€)** concernent le projet de transition climatique du Mont d'Or (0,9 M€), le financement de projets touristiques majeurs (0,5 M€) et le soutien à la politique VTT (0,1 M€).

EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 28,2 M€

○ BÂTIMENTS ET MOYENS GÉNÉRAUX

Les dépenses des bâtiments et moyens généraux **(3,5 M€),** en baisse de 20 %, financent les opérations en cours sur le patrimoine départemental (2,6 M€) et besoins logistiques (0,85 M€).

○ MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Les crédits alloués à la modernisation de l'action publique avec **1,7 M€** correspondent aux crédits inscrits au titre du développement des usages numériques internes (0,3 M€) et au maintien en conditions opérationnelles des infrastructures et logiciels en termes d'équipements et de licences (1,4 M€).

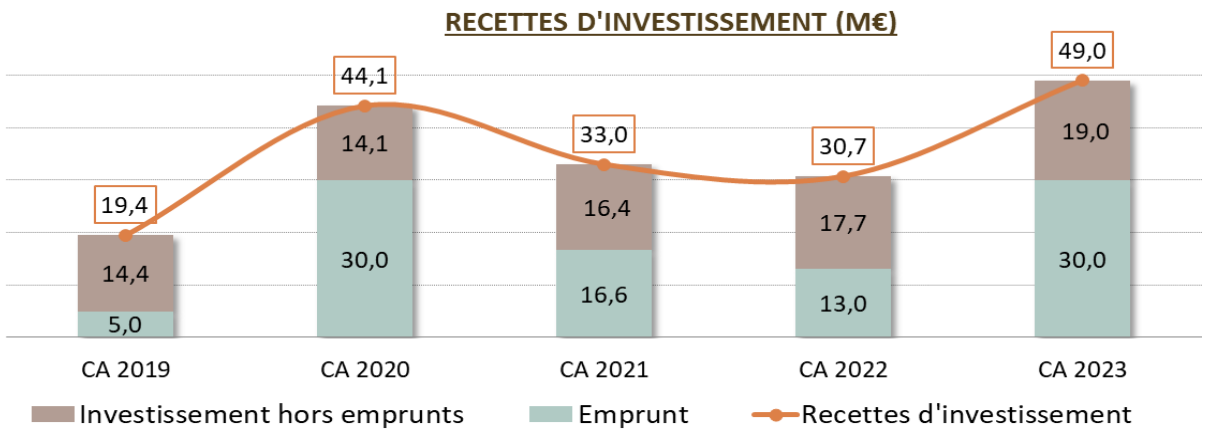
○ GESTION FINANCIÈRE

La charge financière du remboursement du capital des emprunts s'établit à **23 M€** en 2023 contre 21,3 M€ en 2022.

I – 5. Le besoin d'emprunt repart à la hausse

Les recettes d'investissement s'élèvent à **49 M€,** avec un **recours à l'emprunt de 30 M€** en augmentation comparativement à l'exercice précédent (13 M€). Hors emprunts, les recettes s'élèvent à **19 M€, en progression de 7,1 %** (+ 1,3 M€).

(en M€)	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2023/2022
Solidarités humaines	0,321	0,281	1,150	0,550	1,543	180,4%
Développement Humain	0,184	0,341	0,029	0,161	0,259	60,8%
Dynamique Territoriale	4,615	3,280	2,858	4,657	1,832	-60,7%
Efficience / ress. internes	14,320	40,201	28,952	25,344	45,334	78,9%
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**19,440**	**44,103**	**32,989**	**30,713**	**48,969**	**59,4%**



SOLIDARITES HUMAINES : 1,5 M€

L'**autonomie** comprend une nouvelle participation via le CNSA en soutien des actions liées à l'habitat inclusif à hauteur de **1 M€**.

Sur la politique **insertion, 0,5 M€** ont été perçus au titre des remboursements de prêts FSL et cautions (0,3 M€), ainsi qu'au reversement de l'Etat pour le plan de relance en faveur du logement (0,2 M€).

DEVELOPPEMENT HUMAIN : 0,3 M€

La politique des **Archives et patrimoine culturel** intègre cette année le versement d'une subvention de la DRAC de 0,3 M€ pour les travaux de restauration de l'atelier Courbet à Ornans.

DYNAMIQUE TERRITORIALE : 1,8 M€

Les recettes d'investissement liées aux **mobilités et infrastructures** s'élèvent à **1,1 M€** avec notamment la redevance des radars automatiques pour 0,6 M€, ainsi que les aides de la Région, du Feder et de l'Etat pour la structuration des voies cyclables à hauteur de 0,3 M€.

La politique **Gestion de l'eau et des milieux aquatiques (0,4 M€)** comprend une participation de l'Agence de l'eau pour le financement de travaux de canalisation et de restauration en zones humides.

Enfin, sur **l'économie,** les recettes portent sur le remboursement d'une avance versée à la SEM Micropolis pour 0,2 M€, ainsi que sur des remboursements de prêts d'honneur accordés antérieurement.

EFFICIENCE et RESSOURCES INTERNES : 45,3 M€

Les recettes d'investissement de la **Gestion financière** comprennent :

- Le versement du FCTVA (fonds de compensation de la TVA) en compensation des dépenses d'investissement éligibles enregistrées en 2021. Le produit atteint **8,3 M€,** soit une hausse de 19 % en lien avec la croissance des investissements réalisés sur l'année de référence.

- La Dotation de soutien à l'investissement des Départements (DSID) est versée par l'Etat sous la forme de subvention à hauteur de **4 M€** pour soutenir la mise en œuvre de projets structurants pour la collectivité, tels que la construction du collège de Bethoncourt et du gymnase de Blamont, la rénovation du pôle Gay Lussac à Besançon ou encore la modernisation des collèges de Frasne et de Villers le Lac.

- Le Fonds vert, instauré par l'Etat en 2023, correspond à un nouveau dispositif d'aide à l'investissement des collectivités consacré à la transition écologique des territoires. Pour la première année de mise en œuvre du Fonds, le Département du Doubs a bénéficié de financements dédiés aux projets de restructuration des collèges de Seloncourt et Hérimoncourt, pour lesquels une avance de 30 % a été versée à hauteur de **0,5 M€.**

- Le montant de la Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) reste figé depuis plusieurs années à **2,5 M€**.

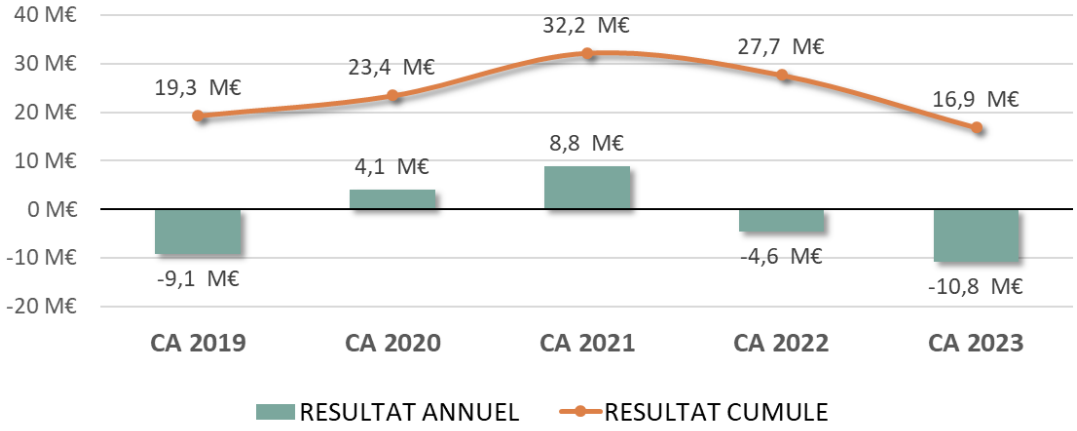
En 2023, un **montant d'emprunt de 30 M€** a été mobilisé grâce à 4 contrats souscrits, dont 10 M€ en taux fixes (1,35 %), 10 M€ à taux variable Euribor 3 mois et 10 M€ sur Livret A, permettant ainsi de diversifier l'encours de dette dans un contexte de taux plus élevés.

I – 6. Un résultat de clôture négatif et une capacité de désendettement qui reste à un niveau satisfaisant

○ LE RÉSULTAT DE CLÔTURE

Le Compte administratif dégage un **résultat de clôture négatif** de – 10 825 186,22 €. Cumulé aux résultats antérieurs de 27 684 420,69 €, l'excédent brut s'élève à **16 859 234,47 €**.

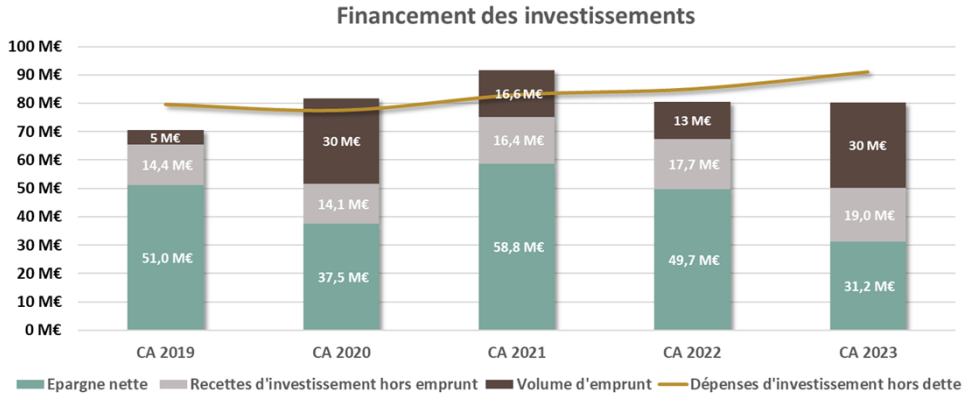
Aucun report de crédits n'a été inscrit sur la gestion 2024. Sans restes à réaliser, l'excédent cumulé sera repris dans le cadre de la décision modificative n° 1 de 2024. Cet excédent cumulé se situe désormais en dessous des 20 M€, niveau le plus bas des cinq dernières années.



○ LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

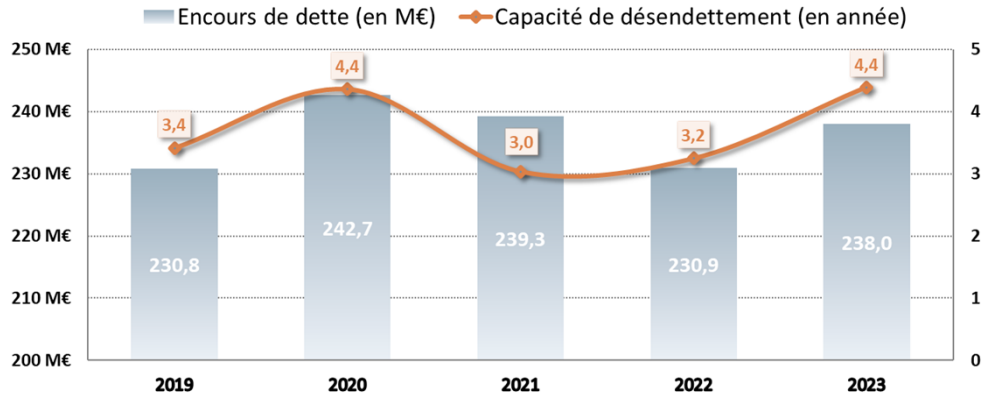
L'épargne brute est en forte baisse et atteint désormais un niveau de **54,2 M€.**
Après remboursement du capital de la dette, les dépenses d'investissement de **91 M€** sont ainsi financées à 34,3 % par l'épargne nette (**31,2 M€)** et à 33 % par l'emprunt (**30 M€**).

Les recettes directes d'investissement de **19 M€** (FCTVA, DSID, subventions reçues) permettent le financement de 20,8 % de l'investissement réalisé.
Le solde est financé par un prélèvement sur les résultats antérieurs à hauteur de **10,8 M€**.

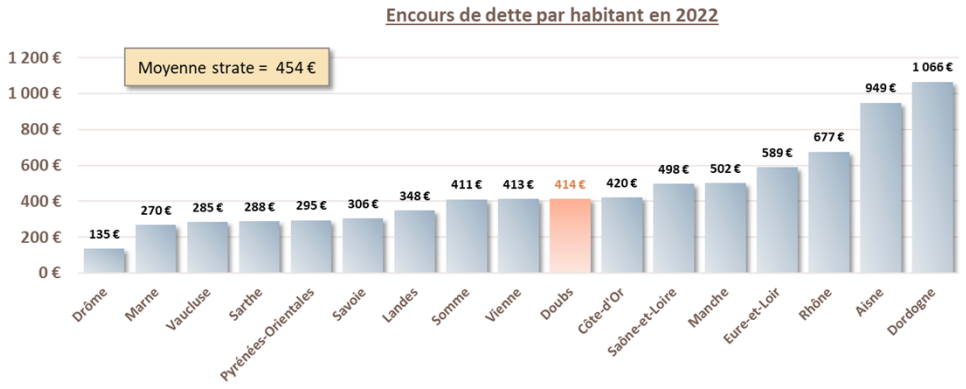


○ LES INDICATEURS FINANCIERS

Avec un remboursement en capital de la dette de 23 M€ en 2023 et la réalisation de **30 M€ d'emprunt**, l'**encours de dette au 31 décembre 2023 atteint 238 M€**.

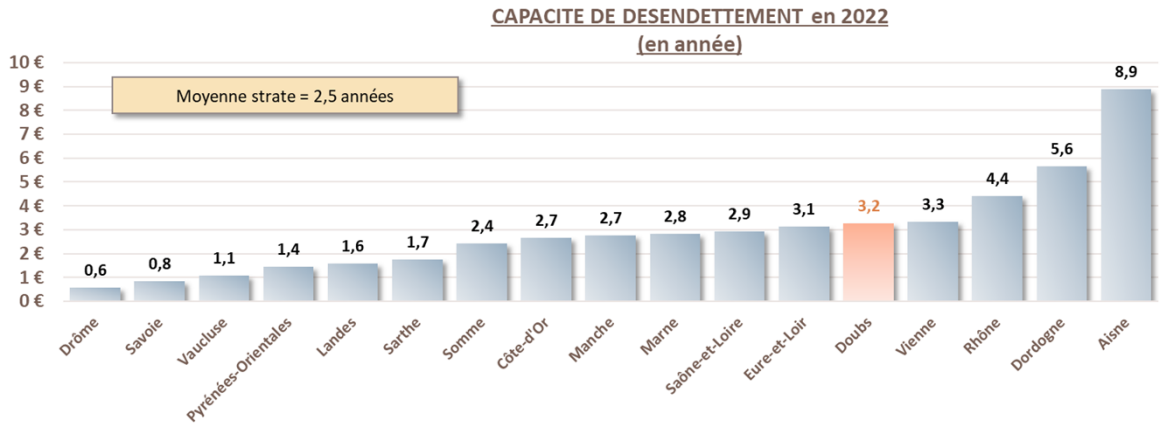


A titre de comparaison avec les Départements de la même strate démographique au CA 2022 (17 Départements de 400 000 € à 600 000 habitants), l'encours de dette par habitant du Doubs avec 414 € se situait en dessous de la moyenne de la strate qui s'établissait à 454 €.



En 2022, la capacité de désendettement du Doubs de 3,2 années se situait au-dessus de la moyenne des Départements de la même strate démographique, qui correspondait à 2,5 années.

Au Compte administratif 2023, **la capacité de désendettement** augmente compte tenu du niveau d'endettement de la collectivité et de la baisse de l'épargne brute, pour s'établir à **4,4 années**.



II – LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

La synthèse des engagements pluriannuels au 31 décembre 2023, en autorisations de programme (AP) et en autorisations d'engagement (AE) est présentée ci-après :

AUTORISATIONS DE PROGRAMME (en M€)					
Politiques	**AP résiduelles au 31/12/2022**	**BP 2023**	**AP votées en 2023**	**CPI réalisés 2023**	**AP résiduelles au 31/12/2023**
SOLIDARITES HUMAINES	18,662	24,866	24,197	4,611	38,249
DEVELOPPEMENT HUMAIN	54,814	58,540	52,882	32,957	74,738
DYNAMIQUE TERRITORIALE	236,068	41,730	36,932	47,964	225,036
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	21,292	17,037	15,224	5,245	31,271
TOTAL	**330,836**	**142,173**	**129,235**	**90,776**	**369,295**

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (en M€)					
Politiques	**AE résiduelles au 31/12/2022**	**BP 2023**	**AE votées en 2023**	**CPF réalisés 2023**	**AE résiduelles au 31/12/2023**
SOLIDARITES HUMAINES	36,767	12,188	11,514	12,437	35,843
DEVELOPPEMENT HUMAIN	7,278	9,192	8,122	6,277	9,124
DYNAMIQUE TERRITORIALE	8,351	13,377	12,496	13,460	7,387
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	0,334	1,150	0,966	0,074	1,226
TOTAL	**52,730**	**35,907**	**33,098**	**32,248**	**53,580**

o INVESTISSEMENT

Les autorisations de programme restant à financer au 31 décembre 2023 s'élèvent à **369,3 M€.** Elles sont en hausse par rapport à fin 2022 (+ 38,5 M€), compte tenu du fort volume d'AP à nouveau ouvert au BP 2023, à hauteur de 142,2 M€ (dont 55,4 M€ pour la seule politique Collèges).
Le montant des crédits de paiement d'investissement réalisés en 2023 atteint un niveau élevé avec 90,8 M€ (+ 6 M€ par rapport à 2022).

Ces engagements pluriannuels **concernent majoritairement la Dynamique territoriale**, avec 225 M€ d'AP résiduelles au 31 décembre 2023 dont :

- 111 M€ consacrés à la politique Développement territorial compte tenu du renouvellement des contrats P@C en 2022.

  Ces AP résiduelles concernent ainsi principalement les contrats territoriaux P@C à hauteur de 95,3 M€ avec 6,4 M€ relatifs à la période 2018-2021 et 76,5 M€ pour les nouveaux contrats 2022-2028.

- 9,7 M€ d'AP résiduelles correspondent au soutien aux équipements sportifs utilisés par les collégiens et 3,7 M€ d'AP sont consacrés au Territoire Numérique Educatif du Doubs.

- 80,7 M€ relatifs aux Mobilités et infrastructures.

  Ces AP résiduelles recouvrent pour 33,4 M€ la maintenance des routes départementales, 21,5 M€ pour l'amélioration des réseaux, 20,1 M€ la structuration des voies cyclables, 5,7 M€ pour la sécurité routière.

- 16,9 M€ concernant la politique Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique (dont 9 M€ consacrés à la politique de l'eau et 6 M€ au Fonds Additionnel Transition Climatique et Energie).

- 13,5 M€ relatifs au Tourisme (dont 6 M€ d'AP votés en 2023 au titre du soutien aux projets touristiques 2023-2028 et 5 M€ d'AP liés au projet de transition touristique du Mont d'Or).

Le **Développement humain** compte 74,7 M€ d'AP résiduelles, principalement au titre de la politique Collèges avec 69,7 M€ d'AP ; 61,2 M€ concernent la modernisation de la gestion patrimoniale des collèges dont 35 M€ dans le cadre de la phase d'études du Schéma d'Aménagement des collèges, 10,8 M€ pour le Plan de modernisation du collège de Bethoncourt et 7,3 M€ pour les travaux de modernisation des collèges de Villers le Lac, Blamont, Pierrefontaine et Hérimoncourt.

38,2 M€ d'AP sont consacrés aux **Solidarités humaines**. Ces AP doivent permettre de financer l'offre en logements à vocation sociale pour 15,4 M€, les investissements dans les EHPAD à hauteur de 10,7 M€ avec notamment un nouveau programme de modernisation des EHPAD et le financement de deux villages d'enfants pour 6 M€.

Les AP résiduelles relatives à **l'Efficience et ressources internes** s'élèvent à 31,3 M€ avec 23,1 M€ consacrés à la politique Bâtiments et moyens généraux (dont 17,1 M€ relatifs à la modernisation du patrimoine départemental) et 7,1 M€ qui concernent l'efficience numérique interne (dont 5,4 M€ pour le programme d'efficience numérique interne – maintien en conditions opérationnelles).

o FONCTIONNEMENT

Les autorisations d'engagement restant à financer au 31 décembre 2023 représentent **53,6 M€**, en relative stabilité par rapport à fin 2022 (+ 0,9 M€).

35,8 M€ d'AE résiduelles relèvent des **Solidarités humaines** avec 20,6 M€ liés à la politique Retour à l'emploi, insertion (dont 11,3 M€ relatifs à la subvention globale FSE 2021-2027 et 4,3 M€ au titre de la subvention service insertion activité économique).
10,9 M€ d'AE résiduelles concernent la politique Enfance famille avec le programme d'extension de l'offre d'accueil des enfants confiés alors que 2,6 M€ d'AE correspondent au financement des transports scolaires individualisés.

Le **Développement humain** compte 9,1 M€ d'AE résiduelles dont 3,5 M€ portent sur l'Action culturelle (dont 2,8 M€ au titre des expositions Courbet), 3,2 M€ concernent les Collèges et 2,4 M€ sur la politique Sport et éducation populaire.

Les AE résiduelles relatives à la **Dynamique territoriale** s'élèvent à 7,4 M€ dont 5,5 M€ consacrés à la maintenance des routes départementales (3,7 M€ pour la viabilité hivernale).

Enfin, les AE résiduelles concernant l'**Efficience et les Ressources internes** s'élèvent à 1,2 M€ (dont 1 M€ d'AE liés aux dépenses imprévues).

III – BUDGETS ANNEXES

III – 1. Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF)

Le Compte administratif 2023 du Centre départemental de l'enfance et de la famille voté à hauteur de 10 286 600 € a été réalisé en dépenses et en recettes réelles à hauteur de 10 137 700,54 €, en progression de 20,4 % par rapport à 2022.

	Voté 2023	Réalisé 2023
Dépenses		
- Total Investissement	**0,00 €**	**0,00 €**
Dépenses d'exploitation	3 083 088,00 €	3 024 101,69 €
Dépenses de personnel	6 607 532,00 €	6 593 635,92 €
Dépenses de structures	595 980,00 €	519 962,93 €
Total Fonctionnement	**10 286 600,00 €**	**10 137 700,54 €**
TOTAL	**10 286 600,00 €**	**10 137 700,54 €**
Recettes		
- Total Investissement	**0,00 €**	**0,00 €**
Subvention d'équilibre	9 910 000,00 €	9 605 908,52 €
Autres produits	376 600,00 €	531 792,02 €
Total Fonctionnement	**10 286 600,00 €**	**10 137 700,54 €**
	10 286 600,00 €	**10 137 700,54 €**

Les frais d'exploitation ont particulièrement évolué, passant de 1,8 M€ en 2022 à 3 M€ (+ 66,4 %), avec une accélération des frais d'hébergement et de restauration, en lien avec l'accueil croissant de Mineurs Non Accompagnés (MNA).

Dans le même temps les dépenses de personnel progressaient de 6,4 % pour atteindre 6,6 M€.

La section de fonctionnement du budget annexe du CDEF est équilibrée par une dotation globale de 9 605 908,52 €, également en augmentation de 20,4 % et financée par le budget principal du Département.

III – 2. Laboratoire vétérinaire départemental (LVD)

Les crédits votés de l'année 2023 du Laboratoire vétérinaire départemental s'équilibrent en dépenses et en recettes, à hauteur de 1 584 593,74 €.

Au Compte administratif, les dépenses réelles s'élèvent à 30 842,60 € en investissement et 1 018 976,35 € en fonctionnement.

La section d'investissement de 67 860,65 € en dépenses réelles est constituée du remboursement en capital d'emprunts pour 27 604,22 € et d'immobilisations pour 40 256,43 €.

Le solde d'exécution de la section d'investissement s'élève à 148 569,73 €. Il est constitué des résultats antérieurs pour 156 531,56 € et du solde d'investissement 2023 légèrement déficitaire (- 7 961,83 €).

(mouvements réels et ordre)	**Voté 2023**	**Réalisé 2023**
Dépenses		
- Investissement	**224 071,56 €**	**68 888,65 €**
Résultats antérieurs	0,00 €	
Remboursement emprunts	27 610,00 €	27 604,22 €
Immobilisations	195 433,56 €	40 256,43 €
Total mouvements réels	***223 043,56 €***	***67 860,65 €***
mouvements d'ordre	*1 028,00 €*	*1 028,00 €*
- Fonctionnement	**1 360 522,18 €**	**1 154 189,22 €**
Résultats antérieurs		
Charges à caractère général	*547 882,18 €*	*352 416,98 €*
Charges de personnel	*739 200,00 €*	*738 996,99 €*
Charges financières	*2 480,00 €*	*1 507,49 €*
Autres charges de gestions	*3 420,00 €*	*340,94 €*
Total mouvements réels	***1 292 982,18 €***	***1 093 262,40 €***
mouvements d'ordre	*67 540,00 €*	*60 926,82 €*
	1 584 593,74 €	**1 223 077,87 €**
Recettes		
- Investissement	**224 071,56 €**	**60 926,82 €**
Résultat antérieur	*156 531,56 €*	*0,00 €*
Total mouvements réels	***156 531,56 €***	***0,00 €***
mouvements d'ordre	*67 540,00 €*	*60 926,82 €*
- Fonctionnement	**1 360 522,18 €**	**1 029 976,25 €**
Résultat antérieur	*109 484,18 €*	
Produits et ventes	*1 250 000,00 €*	*1 028 342,95 €*
Autres produits	*10,00 €*	*605,30 €*
Total mouvements réels	***1 359 494,18 €***	***1 028 948,25 €***
mouvements d'ordre	*1 028,00 €*	*1 028,00 €*
	1 584 593,74 €	**1 090 903,07 €**

La section de fonctionnement de 1 093 262,40 € en dépenses réelles est principalement financée par les prestations d'analyses s'élevant 1 028 948,25 €.

La section de fonctionnement 2023 génère un déficit de – 124 212,97 €. Après reprise du résultat antérieur de 109 484,18 €, le solde d'exécution de la section de fonctionnement devient déficitaire et s'élève à – 14 728,79 €.

Les résultats seront repris dans le cadre de la DM1 2024.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3312-5 et L.3313-1 ;

Vu le rapport **n° 402** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve le Compte Administratif 2023 du Département du Doubs pour le budget principal et les budgets annexes du Centre Départemental de l'enfance et de la famille et du Laboratoire vétérinaire Départemental.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

TABLE DES ANNEXES

1 - Présentation synthétique
2 - Tableaux
3 - Annexe financière dédiée au suivi de la mise en œuvre de PLANE.T.E Doubs
4 - Maquette CA 2023
5 - Maquette CA 2023 - CDEF
6 - Maquette CA 2023 - LVD

ANNEXE 1 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Les dépenses du compte administratif 2023 s'élèvent à **639,4 M€, dont 525,5 M€ en fonctionnement et 114 M€ en investissement.** Les dépenses sont en **augmentation de + 4,6 %** par rapport à 2022 (611,6 M€).

Le compte administratif dégage un résultat de clôture négatif de – 10,8 M€. Cumulé aux résultats antérieurs de 27,7 M€, l'excédent brut s'élève à **16,9 M€**.

En dépenses, le budget a été exécuté à des taux élevés de 97,5 % en fonctionnement et 93,4 % en investissement et sont en amélioration pour la troisième année consécutive.

	(en M€)	Voté	Réalisé	Taux de réalisation	Evolution 2023/2022
DEPENSES	Investissement	122,038	113,973	*93,4%*	*7,2%*
	(invt hors dette)	*98,793*	*91,005*	*92,1%*	*7,1%*
	Fonctionnement	538,834	525,451	*97,5%*	*4,0%*
	(Fonct hors dette)	*532,384*	*519,278*	*97,5%*	*4,0%*
	Total Dépenses	**660,872**	**639,424**	***96,8%***	***4,6%***
RECETTES	Investissement	53,267	48,969	*91,9%*	*59,4%*
	(invt hors emprunts)	*21,767*	*18,969*	*87,1%*	*7,1%*
	Fonctionnement	579,921	579,630	*99,9%*	*0,6%*
	Total Recettes	**633,188**	**628,599**	***99,3%***	***3,6%***
RESULTAT DE CLOTURE		**27,684**	**-10,825**		
EXCEDENT CUMULE		**16,859**			
EPARGNE BRUTE			**54,179**		

○ UNE HAUSSE SOUTENUE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT A + 4 %

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 525,5 M€ et sont en augmentation de + 4 % comparativement à 2022 (+ 20,3 M€).

Cette évolution concerne particulièrement le ***développement humain*** (27,6 M€ soit + 12,6 %), notamment sur les collèges (17,7 M€) avec une hausse des dotations versées aux collèges publics et des forfaits versés aux collèges privés, et par un soutien exceptionnel au sport avec 2,1 M€ d'aide au FCSM.

Toutefois en volume, la progression des dépenses de fonctionnement relève plus particulièrement des ***solidarités humaines*** (322 M€ soit + 4,5 %) avec notamment le budget enfance famille qui progresse de 10,9 % et atteint 75,7 M€.

Les dépenses d'autonomie (154,4 M€) se répartissent entre les personnes âgées (63,9 M€) et les personnes handicapées (89,9 M€). Les dépenses d'insertion s'élèvent quant à elles à 87,4 M€ dont 79,6 M€ d'allocations RSA.

On assiste également à une hausse des dépenses de la politique ***ressources humaines*** (105 M€ soit + 4,9 %) due essentiellement à la revalorisation de la valeur du point d'indice de 1,5 % au 01/07/2023 et à l'application d'une prime pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents publics.

Concernant la politique ***efficience et ressources internes*** (124,4 M€ soit + 0,4 %), la hausse a été limitée par la baisse des charges de gestion financière qui intégraient 7 M€ de réserves DMTO inscrits au CA 2022.

Les autres dépenses de fonctionnement concernent principalement le ***développement territorial*** (30 M€) dont la participation au SDIS (28,5 M€), les ***mobilités et infrastructures*** (10,3 M€) et les dépenses liées à la ***gestion financière*** (15,6 M€).

A noter également les ***bâtiments et moyens généraux*** (6,6 M€) en hausse de + 13 % notamment en raison du coût de l'énergie et des loyers, l***'action culturelle*** (5,3 M€) avec les participations au musée des Maisons comtoises et à la Saline, le ***tourisme*** (3,2 M€).

o DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT FORTEMENT RALENTIES

Les **recettes de fonctionnement** atteignent 579,6 M€, soit un niveau d'évolution quasi stable de + 0,6 % comparativement à 2022 qui bénéficiait d'une croissance élevée des recettes (+ 5 %).

Les produits de la *fiscalité* subissent un recul de 1,4 % lié à l'effondrement du produit des DMTO (- 16,4 M€) suite à la crise du secteur de l'immobilier.
La fraction de TVA représente 168,2 M€ perçus en 2023 mais son évolution a été inférieure aux prévisions en raison de la dégradation du contexte économique. La taxe sur les assurances a poursuivi une dynamique de + 6,7 % mais d'autres produits ont vu leur rendement diminuer comme la taxe d'aménagement (- 12,3 %) et la taxe d'électricité (- 14,3 %).

Les dotations d'Etat s'élèvent à 84,3 M€ en 2023 et connaissent une légère progression de + 2,3 % sous l'effet de la hausse de la dotation du FMDI. Les recettes de la péréquation (38,6 M€) augmentent globalement de + 4,7 % grâce à une nette hausse du produit du fonds des DMTO (13,2 M€).

Pour les ***solidarités humaines***, les recettes encaissées au titre des personnes âgées s'élèvent à 34,9 M€ (+ 15,6 %) et à 15,9 M€ pour les personnes handicapées, principalement composées des concours de la CNSA. Enfin, les recettes perçues sur la politique enfance famille (4,7 M€) enregistrent une nette augmentation (+ 40,5 %) liée à la hausse de la prise en charge par l'Etat des mineurs non accompagnés avec 1,8 M€ versés en 2023.

o UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT TOUJOURS PLUS ELEVE DE 114 M€

Les **dépenses d'investissement** s'élèvent à **114 M€** et progressent de + 7,2 %. Le Département maintient la dynamique de l'investissement avec un niveau record hors dette de 91 M€ (85 M€ en 2022) traduisant ainsi son engagement à soutenir le développement du territoire.

Cette dynamique se retrouve au niveau du ***développement humain*** sur le secteur des collèges (27,6 M€ soit + 56,6 %) avec la poursuite des travaux de construction du collège de Bethoncourt (11 M€), les travaux d'amélioration des collèges de Villers le Lac et Frasne (6,5 M€) et les travaux de gros entretien dans les autres collèges publics pour 5,4 M€ mais également sur le patrimoine culturel avec 4,5 M€ pour les travaux d'achèvement de la salle multimodale de la Saline.

Le budget consacré à la ***dynamique territoriale*** s'élève à 48 M€ dont 29,6 M€ pour les dépenses liées aux infrastructures routières et à la mobilité, 10,1 M€ pour le développement territorial et 6,2 M€ pour les actions liées à l'environnement.

Les dépenses de ***solidarités humaines*** concernent l'autonomie des PA et PH (1,4 M€) avec la poursuite du programme d'accompagnement des projets d'investissement dans les EHPAD et la politique en faveur de l'habitat inclusif et l'habitat et logement (1,6 M€).

○ UNE EPARGNE EN NET RECUL

L'année 2023 est marquée par de nouvelles tensions sur l'épargne brute. Etablie à 54,2 M€, elle est en baisse de – 23,8 % par rapport à 2022, soit une diminution de – 16,9 M€ en un an. Le niveau d'épargne est impacté par la forte hausse des dépenses de fonctionnement conjuguée à une stagnation des recettes de fonctionnement.

Le taux d'épargne brute, en net recul avec un ratio de 9,3 % en 2023, bascule ainsi sous le seuil de vigilance de 10 % pour la première fois depuis 2017.

○ UN BESOIN D'EMPRUNT QUI REPART A LA HAUSSE

Les recettes d'investissement s'élèvent à 49 M€ avec un recours à l'emprunt de 30 M€ (13 M€ en 2022) mobilisé grâce à 4 contrats souscrits.
Hors emprunts, les recettes s'élèvent à 19 M€, en progression de 7,1 % (+ 1,3 M€) avec 8,3 M€ au titre du FCTVA, 4 M€ pour la DSID et 2,5 M € pour la DDEC.

Avec un remboursement en capital de la dette de 23 M€ en 2023 et la réalisation de 30 M€ d'emprunt, l'encours de dette au 31 décembre 2023 atteint 238 M€.
La capacité de désendettement augmente en raison du niveau d'endettement de la collectivité et de la baisse de l'épargne brute et s'établit à 4,4 années (3,2 en 2022).

○ LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

Les AP résiduelles au 31/12/2023 s'élèvent à 369,3 M€ (+ 38,5 M€ par rapport à 2022) et les AE résiduelles à 53,6 M€ en relative stabilité par rapport à 2022 (+ 0,9 M€).

ANNEXE 2 : TABLEAUX

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Politiques	CA 2022	Voté 2023	CA 2023	Taux de réalisation	Evolution CA 2022/2023
INVESTISSEMENT					
SOLIDARITES HUMAINES	**550 292,22 €**	**1 634 000,00 €**	**1 543 103,67 €**	**94,4%**	**180,4%**
Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, transports adaptés	0,00 €	990 000,00 €	989 250,00 €	99,92%	
Habitat et logement	542 343,54 €	640 000,00 €	547 636,12 €	85,57%	1,0%
Action sociale	7 948,68 €	4 000,00 €	6 217,55 €	155,44%	-21,8%
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**161 343,40 €**	**597 000,00 €**	**259 407,64 €**	**43,45%**	**60,8%**
Collèges	145 448,40 €	338 500,00 €	10 482,68 €	3,10%	-92,8%
Action culturelle	0,00 €	6 000,00 €	0,00 €		
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	15 895,00 €	252 500,00 €	248 924,96 €	98,58%	1466,1%
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**4 656 959,87 €**	**3 589 200,00 €**	**1 832 416,48 €**	**51,1%**	**-60,7%**
Mobilités et infrastructures	1 629 509,14 €	2 385 000,00 €	1 135 685,48 €	47,62%	-30,3%
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	1 405 600,00 €	1 124 200,00 €	34 995,00 €	3,11%	-97,5%
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1 474 767,34 €	61 000,00 €	443 111,00 €	726,41%	-70,0%
Développement économique	147 083,39 €	19 000,00 €	218 625,00 €	1150,66%	48,6%
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**25 344 096,87 €**	**47 446 727,00 €**	**45 334 019,38 €**	**95,55%**	**78,9%**
Modernisation de l'action publique	145 513,60 €	0,00 €	6 668,11 €		-95,4%
Ressources humaines	13 830,00 €	13 000,00 €	8 960,00 €	68,92%	-35,2%
Bâtiments et moyens généraux	0,00 €	545 000,00 €	16 473,00 €	3,02%	
Gestion et optimisation financière	25 184 753,27 €	46 888 727,00 €	45 301 918,27 €	96,62%	79,9%
TOTAL INVESTISSEMENT	**30 712 692,36 €**	**53 266 927,00 €**	**48 968 947,17 €**	**91,9%**	**59,4%**

Hors revolving et résultats

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Politiques	CA 2022	Voté 2023	CA 2023	Taux de réalisation	Evolution CA 2022/2023
FONCTIONNEMENT					
SOLIDARITES HUMAINES	**55 030 093,83 €**	**57 416 898,00 €**	**59 737 075,92 €**	**104,0%**	**8,6%**
Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, transports adaptés	45 802 747,47 €	50 126 398,00 €	50 809 006,75 €	101,4%	10,9%
Enfance et famille	3 314 401,85 €	3 610 000,00 €	4 655 420,99 €	129,0%	40,5%
Retour à l'emploi, insertion	5 555 382,15 €	3 448 000,00 €	4 212 044,81 €	122,2%	-24,2%
Habitat et logement	351 530,55 €	212 500,00 €	49 732,59 €	23,4%	-85,9%
Action sociale	6 031,81 €	0,00 €	10 870,78 €		80,2%
Inclusion numérique	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €		
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**2 270 458,28 €**	**1 286 000,00 €**	**1 572 995,25 €**	**122,3%**	**-30,7%**
Collèges	1 879 478,74 €	899 000,00 €	1 170 943,14 €	130,2%	-37,7%
Action culturelle	358 260,50 €	337 000,00 €	319 893,03 €	94,9%	-10,7%
Lecture	23 778,84 €	10 000,00 €	43 685,00 €	436,9%	83,7%
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	8 940,20 €	12 000,00 €	9 228,50 €	76,9%	3,2%
Sport et éducation populaire	0,00 €	28 000,00 €	29 245,58 €	104,4%	
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**1 817 607,02 €**	**1 431 500,00 €**	**1 216 618,63 €**	**85,0%**	**-33,1%**
Mobilités et infrastructures	1 157 758,76 €	930 000,00 €	922 595,83 €	99,20%	-20,3%
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	63 000,00 €	0,00 €	0,00 €		
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	514 040,26 €	201 500,00 €	243 832,20 €	121,01%	-52,6%
Espace rural et périurbain	0,00 €	0,00 €	21 190,60 €		
Tourisme	2 000,00 €	0,00 €	29 000,00 €		1350,0%
Développement économique	80 808,00 €	300 000,00 €	0,00 €		
S/total dépenses d'intervention	**59 118 159,13 €**	**60 134 398,00 €**	**62 526 689,80 €**	**104,0%**	**5,8%**
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**517 153 014,03 €**	**519 786 583,00 €**	**517 103 014,29 €**	**99,5%**	**0,0%**
Relations publiques	10 558,73 €	0,00 €	0,00 €		
Modernisation de l'action publique	13 298,71 €	0,00 €	4 817,93 €		-63,8%
Ressources humaines	1 295 676,70 €	1 320 000,00 €	1 479 130,90 €	112,1%	14,2%
Bâtiments et moyens généraux	834 700,73 €	336 817,00 €	744 918,13 €	221,2%	-10,8%
Gestion et optimisation financière	514 998 779,16 €	518 129 766 €	514 874 147,33 €	99,4%	0,0%
TOTAL FONCTIONNEMENT	**576 271 173,16 €**	**579 920 981,00 €**	**579 629 704,09 €**	**99,9%**	**0,6%**

Hors revolving et résultats

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Politiques	CA 2022	VOTE 2023	CA 2023	Taux de réalisation	Evolution CA 2022/2023
INVESTISSEMENT					
SOLIDARITES HUMAINES	**5 425 833,00 €**	**5 797 491,10 €**	**4 808 394,51 €**	**82,9%**	**-11,4%**
Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, transports adaptés	2 871 233,75 €	2 770 000,00 €	2 304 435,36 €	83,2%	-19,7%
Enfance et famille	157 921,57 €	896 788,10 €	814 566,89 €	90,8%	415,8%
Retour à l'emploi, insertion	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	100,0%	0,0%
Habitat et logement	2 359 607,00 €	2 037 000,00 €	1 601 162,71 €	78,6%	-32,1%
Action sociale	7 998,68 €	12 000,00 €	6 526,55 €	54,4%	-18,4%
Inclusion numérique	24 072,00 €	76 703,00 €	76 703,00 €	100,0%	218,6%
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**22 980 988,40 €**	**34 695 695,00 €**	**32 958 417,12 €**	**95,0%**	**43,4%**
Collèges	17 590 528,09 €	29 050 950,00 €	27 552 301,06 €	94,8%	56,6%
Action culturelle	616 222,53 €	423 145,00 €	404 100,53 €	95,5%	-34,4%
Lecture	250 984,53 €	306 576,00 €	245 481,42 €	80,1%	-2,2%
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	4 481 187,25 €	4 791 600,00 €	4 706 386,95 €	98,2%	5,0%
Sport et éducation populaire	42 066,00 €	123 424,00 €	50 147,16 €	40,6%	19,2%
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**51 031 726,62 €**	**51 974 397,00 €**	**47 976 454,35 €**	**92,3%**	**-6,0%**
Mobilités et infrastructures	31 798 942,20 €	32 850 000,00 €	29 578 151,26 €	90,0%	-7,0%
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	9 715 553,82 €	10 192 783,00 €	10 107 541,88 €	99,2%	4,0%
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	4 637 174,78 €	6 801 400,00 €	6 187 657,19 €	91,0%	33,4%
Espace rural et périurbain	1 214 143,82 €	662 267,00 €	635 530,02 €	96,0%	-47,7%
Tourisme	3 665 912,00 €	1 459 822,00 €	1 459 449,00 €	100,0%	-60,2%
Développement économique	0,00 €	8 125,00 €	8 125,00 €	100,0%	
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**26 913 449,10 €**	**29 570 511,90 €**	**28 229 733,92 €**	**95,5%**	**4,9%**
Relations publiques	4 167,00 €	8 000,00 €	7 948,58 €	99,4%	90,8%
Modernisation de l'action publique	1 104 601,80 €	2 042 000,00 €	1 710 311,80 €	83,8%	54,8%
Ressources humaines	12 880,00 €	13 000,00 €	8 960,00 €	68,9%	-30,4%
Bâtiments et moyens généraux	4 417 970,92 €	4 262 511,90 €	3 534 714,53 €	82,9%	-20,0%
Gestion et optimisation financière	21 373 829,38 €	23 245 000,00 €	22 967 799,01 €	98,8%	7,5%
TOTAL INVESTISSEMENT	**106 351 997,12 €**	**122 038 095,00 €**	**113 972 999,90 €**	**93,4%**	**7,2%**

Hors revolving et résultats

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Politiques	CA 2022	VOTE 2023	CA 2023	Taux de réalisation	Evolution CA 2022/2023
FONCTIONNEMENT					
SOLIDARITES HUMAINES	**308 112 827,07 €**	**330 584 833,79 €**	**321 989 471,90 €**	**97,4%**	**4,5%**
Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, transports adaptés	150 643 065,46 €	160 892 869,79 €	154 359 254,50 €	95,9%	2,5%
Enfance et famille	68 275 264,77 €	76 889 645,00 €	75 700 677,91 €	98,5%	10,9%
Retour à l'emploi, insertion	84 570 566,53 €	87 892 801,00 €	87 435 952,31 €	99,5%	3,4%
Habitat et logement	3 242 434,97 €	3 026 003,00 €	2 818 417,38 €	93,1%	-13,1%
Action sociale	1 377 349,34 €	1 661 550,00 €	1 525 569,80 €	91,8%	10,8%
Inclusion numérique	4 146,00 €	221 965,00 €	149 600,00 €	67,4%	3508,3%
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**24 538 748,97 €**	**29 010 045,00 €**	**27 623 660,98 €**	**95,2%**	**12,6%**
Collèges	16 133 602,19 €	18 538 285,00 €	17 663 519,55 €	95,3%	9,5%
Action culturelle	5 294 355,63 €	5 615 532,00 €	5 332 283,18 €	95,0%	0,7%
Lecture	194 370,69 €	317 500,00 €	267 960,26 €	84,4%	37,9%
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	304 683,55 €	500 500,00 €	433 571,43 €	86,6%	42,3%
Sport et éducation populaire	2 611 736,91 €	4 038 228,00 €	3 926 326,56 €	97,2%	50,3%
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**42 884 766,18 €**	**45 533 616,21 €**	**45 210 887,88 €**	**99,3%**	**5,4%**
Mobilités et infrastructures	9 979 728,71 €	10 299 241,21 €	10 273 584,89 €	99,8%	2,9%
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	28 785 553,06 €	30 073 090,00 €	30 035 881,38 €	99,9%	4,3%
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1 420 186,19 €	1 491 823,00 €	1 343 174,77 €	90,0%	-5,4%
Espace rural et périurbain	285 833,97 €	365 172,00 €	299 120,74 €	81,9%	4,6%
Tourisme	2 232 656,53 €	3 238 390,00 €	3 210 348,33 €	99,1%	43,8%
Développement économique	180 807,72 €	65 900,00 €	48 777,77 €	74,0%	-73,0%
S/total dépenses d'intervention	**375 536 342,22 €**	**405 128 495,00 €**	**394 824 020,76 €**	**97,5%**	**5,1%**
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**129 656 410,67 €**	**133 705 738,69 €**	**130 626 816,82 €**	**97,7%**	**0,7%**
Relations publiques	916 236,28 €	1 033 750,00 €	945 840,89 €	91,5%	3,2%
Modernisation de l'action publique	3 194 758,65 €	3 140 812,00 €	2 591 671,29 €	82,5%	-18,9%
Ressources humaines	100 079 004,69 €	105 724 971,00 €	104 956 506,69 €	99,3%	4,9%
Bâtiments et moyens généraux	5 810 931,56 €	7 682 735,00 €	6 567 832,18 €	85,5%	13,0%
Gestion et optimisation financière	19 655 479,49 €	16 123 470,69 €	15 564 965,77 €	96,5%	-20,8%
TOTAL FONCTIONNEMENT	**505 192 752,89 €**	**538 834 233,69 €**	**525 450 837,58 €**	**97,5%**	**4,0%**

Hors revolving et résultats

ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

AUTORISATIONS DE PROGRAMME					
Politiques	**AP résiduelles au 31/12/2022**	**BP 2023**	**AP votées en 2023**	**CPI réalisés 2023**	**AP résiduelles au 31/12/2023**
SOLIDARITES HUMAINES	**18 662 338,73 €**	**24 866 300,00 €**	**24 197 175,60 €**	**4 610 784,78 €**	**38 248 729,55 €**
Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	8 212 371,52 €	7 990 000,00 €	7 990 000,00 €	2 304 435,36 €	13 897 936,16 €
Enfance et famille	2 505 069,89 €	6 136 300,00 €	6 533 270,99 €	814 566,89 €	8 223 773,99 €
Retour à l'emploi, insertion	6 254,76 €	0,00 €	0,00 €	5 000,00 €	1 254,76 €
Habitat et logement	6 656 413,92 €	10 740 000,00 €	10 166 865,25 €	1 410 079,53 €	15 413 199,64 €
Inclusion numérique	1 282 228,64 €	0,00 €	-492 960,64 €	76 703,00 €	712 565,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**54 813 543,85 €**	**58 540 000,00 €**	**52 881 602,72 €**	**32 956 845,12 €**	**74 738 301,45 €**
Collèges	47 406 324,66 €	55 420 000,00 €	49 826 777,71 €	27 550 729,06 €	69 682 373,31 €
Action culturelle	1 923 756,95 €	60 000,00 €	51 220,27 €	404 100,53 €	1 570 876,69 €
Lecture	32 413,95 €	760 000,00 €	727 586,05 €	245 481,42 €	514 518,58 €
Archives départementales et Patrimoines culturels départementaux	5 407 474,99 €	2 050 000,00 €	2 026 018,69 €	4 706 386,95 €	2 727 106,73 €
Sport et éducation populaire	43 573,30 €	250 000,00 €	250 000,00 €	50 147,16 €	243 426,14 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**236 067 723,43 €**	**41 730 000,00 €**	**36 932 029,47 €**	**47 963 615,61 €**	**225 036 137,29 €**
Mobilités et infrastructures	95 127 054,04 €	16 800 000,00 €	15 196 149,34 €	29 578 151,26 €	80 745 052,12 €
Développement territorial, attractivité européennes et transfrontalières	121 056 445,18 €	5 300 000,00 €	96 044,50 €	10 107 541,88 €	111 044 947,80 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	10 791 432,43 €	12 110 000,00 €	12 262 721,32 €	6 187 657,19 €	16 866 496,56 €
Espace rural et périurbain	2 112 554,78 €	1 520 000,00 €	1 084 770,31 €	622 691,28 €	2 574 633,81 €
Tourisme	6 980 237,00 €	6 000 000,00 €	7 982 344,00 €	1 459 449,00 €	13 503 132,00 €
Economie	0,00 €	0,00 €	310 000,00 €	8 125,00 €	301 875,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**21 292 252,98 €**	**17 036 500,00 €**	**15 224 173,11 €**	**5 245 026,33 €**	**31 271 399,76 €**
Modernisation de l'action publique	3 144 935,86 €	5 700 000,00 €	5 700 000,00 €	1 710 311,80 €	7 134 624,06 €
Bâtiments et moyens généraux	18 147 317,12 €	10 336 500,00 €	8 524 173,11 €	3 534 714,53 €	23 136 775,70 €
Gestion et optimisation financière	0,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
TOTAL	**330 835 858,99 €**	**142 172 800,00 €**	**129 234 980,90 €**	**90 776 271,84 €**	**369 294 568,05 €**

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT					
Politiques	**AE résiduelles au 31/12/2022**	**BP 2023**	**AE votées en 2023**	**CPF réalisés 2023**	**AE résiduelles au 31/12/2023**
SOLIDARITES HUMAINES	**36 766 887,94 €**	**12 187 528,00 €**	**11 513 758,31 €**	**12 437 425,27 €**	**35 843 220,98 €**
Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	3 051 700,53 €	4 000 000,00 €	3 920 440,31 €	3 745 758,79 €	3 226 382,05 €
Enfance et famille	12 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 117 194,50 €	10 882 805,50 €
Retour à l'emploi, insertion	18 619 775,83 €	7 275 000,00 €	7 279 340,00 €	5 325 948,93 €	20 573 166,90 €
Habitat et logement	927 246,58 €	601 528,00 €	601 528,00 €	1 243 833,05 €	284 941,53 €
Action sociale	1 958 165,00 €	51 000,00 €	-287 550,00 €	996 490,00 €	674 125,00 €
Inclusion numérique	210 000,00 €	260 000,00 €	0,00 €	8 200,00 €	201 800,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**7 278 414,04 €**	**9 191 500,00 €**	**8 121 998,99 €**	**6 276 708,33 €**	**9 123 704,70 €**
Collèges	1 782 020,43 €	1 473 000,00 €	1 973 000,00 €	565 476,57 €	3 189 543,86 €
Action culturelle	2 125 615,39 €	4 974 500,00 €	4 179 344,21 €	2 814 905,20 €	3 490 054,40 €
Sport et éducation populaire	3 370 778,22 €	2 744 000,00 €	1 969 654,78 €	2 896 326,56 €	2 444 106,44 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**8 351 159,89 €**	**13 377 472,00 €**	**12 496 022,73 €**	**13 459 704,66 €**	**7 387 477,96 €**
Mobilités et infrastructures	4 008 070,37 €	12 849 000,00 €	11 803 080,07 €	10 269 296,27 €	5 541 854,17 €
Développement territorial, attractivité européennes et transfrontalières	1 129 348,54 €	0,00 €	-400,00 €	586 123,20 €	542 825,34 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1 197 543,98 €	528 472,00 €	760 842,66 €	1 094 337,13 €	864 049,51 €
Espace rural et périurbain	236 197,00 €	0,00 €	0,00 €	96 414,00 €	139 783,00 €
Tourisme	1 780 000,00 €	0,00 €	-67 500,00 €	1 413 534,06 €	298 965,94 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**333 647,24 €**	**1 150 000,00 €**	**966 187,00 €**	**73 860,00 €**	**1 225 974,24 €**
Modernisation de l'action publique	245 693,00 €	150 000,00 €	-33 813,00 €	59 287,20 €	152 592,80 €
Gestion et optimisation financière	87 954,24 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	14 572,80 €	1 073 381,44 €
TOTAL	**52 730 109,11 €**	**35 906 500,00 €**	**33 097 967,03 €**	**32 247 698,26 €**	**53 580 377,88 €**

ANNEXE FINANCIERE n° 3 - PLANE.T.E DOUBS

Engagements	Intitulé de l'action	Réalisé 2023
Bâtiments	Modernisation globale	1 203 144 €
	Gros entretien programmé	443 116 €
	Entretien courant	61 133 €
	Amélioration installations génie climatique	74 037 €
	Audits énergétiques	50 000 €
	Entretien P2	74 037 €
	Sous-total engagement	**1 905 467 €**
Collèges	Modernisation globale	3 613 350 €
	Gros entretien programmé	983 300 €
	Entretien courant	132 101 €
	Amélioration installations génie climatique	484 161 €
	Audits énergétiques	50 245 €
	Energo®	21 853 €
	Manger mieux dans les collèges avec davantage de produits locaux	0 €
		86 348 €
		13 452 €
		50 000 €
		456 450 €
		7 920 €
	Mutualiser les équipements	300 000 €
		728 865 €
	Sous-total engagement	**6 928 045 €**
Habitat	Soutenir la rénovation thermique des logements existants (parc privé)	290 000 €
		257 144 €
		- €
		89 165 €
		1 082 892 €
	Conserver un parc social attractif, économe en foncier et en énergie	37 700 €
		282 600 €
		1 386 293 €
		910 094 €
	Sous-total engagement	**4 335 888 €**
Travaux routiers	Déployer une stratégie d'optimisation des pratiques de maintenance du patrimoine de chaussées	- €
	Réduire de 15% les EGES liées aux travaux routiers du Département en 2025, grâce à des choix de techniques et matériaux économes pour l'entretien des chaussées	9 140 000 €
	Sous-total engagement	**9 140 000 €**

Flotte de véhicules	Achats de véhicules électriques	65 500 €
	Réduire les émissions liées aux véhicules d'exploitation routière	- €
	Sous-total engagement	**65 500 €**
Mobilités	Achat de VAEs de fonction et de service	43 178 €
	Indemnité télétravail	51 589 €
	Forfait mobilité	29 691 €
	Participation abonnement au TC	17 637 €
	Frais de déplacements SNCF	29 175 €
	Déployer une politique cyclabe ambitieuse	1 677 332 €
	Sous-total engagement	**1 848 602 €**
Numérique		
Production d'EnR	Produire de l'électricité d'origine photovoltaïque	- €
		- €
	Poursuivre le déploiement des réseaux de chaleur	- €
	Assurer une veille active en matière d'hydrogène	- €
	Sous-total engagement	**0 €**
Séquestration CO2	Restaurer les tourbières (milieu le plus efficace pour stocker le carbone) et les autres milieux humides et aquatiques	96 237 €
		248 618 €
	Consolider le réseau des ENS et favoriser les projets de restauration écologique sur les propriétés départementales	4 648 €
		103 164 €
		17 269 €
		55 882 €
	Agriculture et forêts : deux atouts pour la transition vers un territoire bas-carbone	15 000 €
		5 000 €
		500 000 €
		25 000 €
		14 742 €
	Sous-total engagement	**1 085 560 €**
Foncier	Réduire la consommation du foncier	
		50 000 €
		20 000 €
		200 509 €
	Sous-total engagement	**270 509 €**
Politique de l'eau	Economiser l'eau et sécuriser l'alimentation en eau potable des territoires	2 775 425 €
		p.m.
		209 927 €
	Favoriser l'adaptation des territoires aux impacts du changement climatique sur la ressource en eau	26 028 €
		127 616 €
		215 407 €
	Faire connaître les actions conduites	16 000 €
	Sous-total engagement	**3 370 403 €**
		250 000 €

Accmpgt des partenaires	Accompagner la transition du secteur touristique (dont la station de Métabief Mont d'Or)	50 000 €
		120 772 €
		19 495 €
		944 000 €
		23 300 €
	Donner au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) les moyens de lutter contre les effets du réchauffement climatique	550 000 €
		80 536 €
	Agir pour des projets locaux éco-responsables : des exigences environnementales réaffirmées dans la nouvelle génération de contrats P@C	100 000 €
		401 019 €
		2 274 760 €
		97 189 €
	Sensibiliser les partenaires pour susciter des projets plus vertueux	59 927 €
		10 000 €
		11 600 €
		- €
	Sous-total engagement	**4 992 598 €**
Sensibilisation	Amplifier la sensibilisation des collégiens	140 900 €
		- €
		- €
	Conseil départemental des Jeunes	
	Sous-total engagement	**140 900 €**
Formation	Formations liées aux enjeux climatiques	8 570 €
	Former les agents à une utilisation écoresponsable des véhicules Poste de formateur	0
	Former les agents à la gestion durable du patrimoine routier	10000
	Sous-total engagement	**18 570 €**
Connaissance		
TOTAL		**34 102 042 €**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Gestion et optimisation financière - Compte administratif 2023

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3312-5 et L.3313-1 ;

Vu le rapport **n° 402** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Olivier BILLOT** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve le Compte Administratif 2023 du Département du Doubs pour le budget principal et les budgets annexes du Centre Départemental de l'enfance et de la famille et du Laboratoire vétérinaire Départemental.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.
Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Marie-Laure DALPHIN, Annick JACQUEMET, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Conseillers départementaux.

Se sont abstenus, les Conseillers départementaux suivants :

Monique CHOUX, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Albert MATOCQ-GRABOT, Georges UBBIALI, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

N'ont pas pris part au vote pour l'ensemble du rapport, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 12 abstentions.

Le 1er Vice-président du Département,

Ludovic FAGAUT

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247087H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport budgétaire n° 403
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DFA

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES

GESTION ET OPTIMISATION FINANCIÈRE - OPÉRATIONS FINANCIÈRES DIVERSES - RÉSULTAT ANTÉRIEUR

Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2023 à 2024

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – BUDGET PRINCIPAL....2

I – 1. BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT....2

I – 2. EVALUATION DU RÉSULTAT CUMULÉ DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT....4

I – 3. AFFECTATION DU RÉSULTAT....4

II – BUDGETS ANNEXES....5

II – 1. LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE DÉPARTEMENTAL....5

II – 2. CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE....6

PROJET DE DELIBERATION....7

INTRODUCTION

L'arrêté des comptes pour 2023 se traduit, comme pour chaque exercice budgétaire, par l'approbation par l'Assemblée délibérante du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité, et du compte administratif présenté par la Présidente du Département.

Au vu du compte administratif 2023 et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (articles L 3312-6, R 3312-9 et R 3312-10), le présent rapport, tout en abordant les différentes étapes de son évaluation, propose l'affectation du résultat de la section de fonctionnement pour le budget principal et les budgets annexes.

L'ensemble des résultats par section budgétaire et l'affectation du résultat tels que proposés dans le corps du rapport sont intégrés au projet de décision modificative n° 1 de 2024.

I – BUDGET PRINCIPAL

La présentation comptable de l'exercice 2023 est la suivante :

Solde d'exécution de la section d'investissement	
- reprise des résultats antérieurs	-56 754 662,61 €
- solde d'investissement 2023	12 214 750,34 €
SOLDE	**-44 539 912,27 €**
- restes à réaliser en investissement	
BESOIN DE FINANCEMENT	**-44 539 912,27 €**
Affectation du résultat de fonctionnement	
- reprise des résultats antérieurs	27 684 420,69 €
- résultat de fonctionnement 2023	33 714 726,05 €
SOLDE	**61 399 146,74 €**
- montant affecté au besoin de financement	-44 539 912,27 €
- restes à réaliser en fonctionnement	
SOLDE disponible pour le financement de la DM1 de 2024	**16 859 234,47 €**

I – 1. Besoin de financement de la section d'investissement

Le besoin de financement de la section d'investissement est constitué du solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

- Le solde d'exécution de la section d'investissement

Il correspond à la différence entre le montant des titres de recettes et le montant des mandats de dépenses émis au cours de l'exercice. Le résultat excédentaire de la section d'investissement au titre de l'exercice 2023 (opérations réelles et opérations d'ordre) s'élève à 12 214 750,34 €.

INVESTISSEMENT	
Recettes réelles	118 100 698,48
Recettes d'ordre	66 291 169,25
Total recettes d'investissement	184 391 867,73
Dépenses réelles	126 350 088,60
Dépenses d'ordre	45 827 028,79
Total dépenses d'investissement	172 177 117,39
Solde investissement 2023	**12 214 750,34**

- La reprise des résultats antérieurs

Le résultat d'investissement des exercices antérieurs s'élève à – 56 754 662,61 €. En déduction du résultat excédentaire d'investissement 2023 de 12 214 750,34 €, le solde d'exécution de la section d'investissement est donc de **– 44 539 912,27 €**. Ce montant **est inscrit au budget supplémentaire de 2024** en dépenses d'investissement au chapitre 001.

Résultats antérieurs	-56 754 662,61
Solde d'investissement 2023	12 214 750,34
Résultat d'investissement cumulé	**-44 539 912,27**

- L'évaluation du besoin de financement

Le solde d'exécution de la section d'investissement 2023 (12,21 M€) auquel s'ajoute la reprise des résultats antérieurs (- 56,75 M€) détermine le besoin de financement.

Solde d'investissement 2023	12 214 750,34
Résultats reportés antérieurs	-56 754 662,61
RAR investissement	0,00
Besoin de financement	**-44 539 912,27**

Le besoin de financement de 44 539 912,27 € doit être couvert par l'affectation du résultat de fonctionnement.

L'affectation est inscrite en recettes d'investissement au compte 1068 dans le cadre du budget supplémentaire de 2024.

I – 2. Evaluation du résultat cumulé de la section de fonctionnement

Le résultat de la section de fonctionnement est constitué du résultat de l'exercice 2023 et du résultat reporté des exercices antérieurs.

- **Le résultat de l'exercice** au compte administratif 2023, correspondant au montant des titres émis sur l'exercice déduction faite des mandats émis, s'élève à **33 714 726,05 €.**

FONCTIONNEMENT	
Recettes réelles	579 629 704,09
Recettes d'ordre	32 925 947,34
Total recettes fonctionnement	612 555 651,43
Dépenses réelles	525 450 837,58
Dépenses d'ordre	53 390 087,80
Total dépenses fonctionnement	578 840 925,38
Solde fonctionnement 2023	**33 714 726,05**

- La reprise des résultats antérieurs

Le résultat de fonctionnement des années antérieures est de **27 684 420,69 €**.

Cumulé au résultat de fonctionnement 2023 de 33 714 726,05 €, **le solde de la section de fonctionnement** s'élève ainsi **à 61 399 146,74 €**.

I – 3. Affectation du résultat

Afin d'assurer la continuité des exercices budgétaires, le référentiel comptable M57 a mis en place des mécanismes d'affectation des résultats au budget de l'exercice suivant.

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement de 61 399 146,74 € est affecté prioritairement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 44 539 912,27 €.

Le solde de 16 859 234,47 € est inscrit en recettes de fonctionnement (au chapitre 002) dans le cadre du budget supplémentaire de 2024 (contre 27,7 M€ en 2022).
Il permet le financement ou les ajustements des dépenses et des recettes en budget supplémentaire de 2024.

Solde section de fonctionnement	61 399 146,74
Besoin de financement	44 539 912,27
TOTAL	**16 859 234,47**
Reports de fonctionnement	0,00
Disponible BS 2024	**16 859 234,47**

II – BUDGETS ANNEXES

II – 1. Laboratoire vétérinaire départemental

Les résultats du budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental sont les suivants :

Solde d'exécution de la section d'investissement	
- reprise des résultats	156 531,56
- solde d'investissement 2023	-7 961,83
SOLDE	**148 569,73**
- restes à réaliser en investissement	0,00
SOLDE INVESTISSEMENT	**148 569,73**
Affectation du résultat de fonctionnement	
- reprise des résultats antérieurs	109 484,18
- résultat de fonctionnement 2023	-124 212,97
SOLDE	**-14 728,79**
- montant affecté au besoin de financement	0,00
- restes à réaliser en fonctionnement	0,00
SOLDE FONCTIONNEMENT	**-14 728,79**

- Le résultat d'investissement

Le résultat d'investissement 2023 s'élève à – 7 961,83 € et s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT	
Recettes réelles	0,00
Recettes d'ordre	60 926,82
Total recettes d'investissement	60 926,82
Dépenses réelles	67 860,65
Dépenses d'ordre	1 028,00
Total dépenses d'investissement	68 888,65
Solde d'investissement 2023	**-7 961,83**

Après reprise du résultat d'investissement antérieur de 156 531,56 €, **le résultat cumulé de la section d'investissement reste excédentaire à 148 569,73 €.** Il est inscrit au budget supplémentaire de 2024 en recettes d'investissement au chapitre 001.

- Le résultat de fonctionnement

Le résultat 2023 de la section de fonctionnement est déficitaire de – 124 212,97 €. Il correspond au montant des titres émis sur l'exercice déduction faite des mandats émis.

FONCTIONNEMENT	
Recettes réelles	1 028 948,25
Recettes d'ordre	1 028,00
Total recettes fonctionnement	1 029 976,25
Dépenses réelles	1 093 262,40
Dépenses d'ordre	60 926,82
Total dépenses fonctionnement	1 154 189,22
Solde fonctionnement 2023	**-124 212,97**

Après reprise du résultat antérieur excédentaire de 109 484,18 €, **le solde de fonctionnement s'élève à – 14 728,79 €**. Il sera inscrit au budget supplémentaire de 2024 en dépenses de fonctionnement au chapitre 002.

Ce résultat déficitaire est compensé par une subvention d'équilibre versée par le budget principal dans le cadre de la DM1 2024.

II – 2. Centre départemental de l'enfance et de la famille

Le compte administratif du budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille est équilibré en 2023 en réalisation de dépenses et de recettes à hauteur de 10 137 700,54 €.

Le résultat étant égal à zéro, le budget ne fait l'objet d'aucune affectation.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 403** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide, pour le budget principal, sur un résultat de fonctionnement 2023 s'élevant à 61 399 146,74 € :

- d'affecter ce résultat en section d'investissement à hauteur de 44 539 912,27 €, inscrit en recettes d'investissement (compte 1068), destiné à la couverture du besoin de financement ;
- de reporter le solde de 16 859 234,47 € en recettes de fonctionnement (chapitre 002) permettant le financement des ajustements de la décision modificative n° 1 de 2024.

Décide, pour le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental, de la reprise des résultats cumulés 2023 sur chacune des sections comme suit :

- en recettes d'investissement (chapitre 001) : 148 569,73 €,
- en dépenses de fonctionnement (chapitre 002) :14 728,79 €.

Ne procède à aucune affectation de résultat sur le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille, le budget annexe étant équilibré et ne dégageant aucun résultat.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Gestion et optimisation financière - Opérations financières diverses - Résultat antérieur - Affectation du résultat de l'exercice 2023 à 2024

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 403** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Olivier BILLOT** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide, pour le budget principal, sur un résultat de fonctionnement 2023 s'élevant à 61 399 146,74 € :

- d'affecter ce résultat en section d'investissement à hauteur de 44 539 912,27 €, inscrit en recettes d'investissement (compte 1068), destiné à la couverture du besoin de financement ;
- de reporter le solde de 16 859 234,47 € en recettes de fonctionnement (chapitre 002) permettant le financement des ajustements de la décision modificative n° 1 de 2024.

Décide, pour le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental, de la reprise des résultats cumulés 2023 sur chacune des sections comme suit :

- en recettes d'investissement (chapitre 001) : 148 569,73 €,
- en dépenses de fonctionnement (chapitre 002) :14 728,79 €.

Ne procède à aucune affectation de résultat sur le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille, le budget annexe étant équilibré et ne dégageant aucun résultat.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL246995H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport budgétaire n° 404
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DFA

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIÈRE

Objet : Décision modificative n° 1 de 2024

SOMMAIRE

INTRODUCTION....5

I – RECETTES....8

II – DEPENSES....12

III – ANNULATION DES AP / AE....22

IV – EQUILIBRE DE LA DM1 DE 2024....23

V – BUDGETS ANNEXES....23

V – 1. LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF) 23

V – 2. LE LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE DÉPARTEMENTAL (LVD) 23

PROJET DE DELIBERATION....25

TABLE DES ANNEXES 27

RECETTES

INVESTISSEMENT			
Politiques	**BP 2024**	**DM1 2024**	**Total BP + DM1 2024**
SOLIDARITES HUMAINES	**1 554 000,00 €**	**- €**	**1 554 000,00 €**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	- €	- €	0,00 €
Habitat et logement	1 550 000,00 €	- €	1 550 000,00 €
Action sociale	4 000,00 €	- €	4 000,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**1 406 500,00 €**	**10 000,00 €**	**1 416 500,00 €**
Collèges	1 346 500,00 €	- €	1 346 500,00 €
Action culturelle	40 000,00 €	- €	40 000,00 €
Lecture	- €	10 000,00 €	10 000,00 €
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	20 000,00 €	- €	20 000,00 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**2 886 700,00 €**	**0,00 €**	**2 886 700,00 €**
Mobilités et infrastructures	1 546 000,00 €	- €	1 546 000,00 €
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	1 124 200,00 €	- €	1 124 200,00 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	165 000,00 €	- €	165 000,00 €
Espace rural et périurbain	- €	- €	0,00 €
Tourisme	- €	- €	0,00 €
Développement économique	51 500,00 €	0,00 €	51 500,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**20 211 727,00 €**	**- €**	**20 211 727,00 €**
Ressources humaines	15 000,00 €	- €	15 000,00 €
Bâtiments et moyens généraux	2 935 000,00 €	- €	2 935 000,00 €
Gestion et optimisation financière	17 261 727,00 €	- €	17 261 727,00 €
TOTAL INVESTISSEMENT hors emprunt et hors revolving	**26 058 927,00 €**	**10 000,00 €**	**26 068 927,00 €**
Emprunt	57 750 000,00 €	- 4 200 000,00 €	53 550 000,00 €
Revolving	17 000 000,00 €		17 000 000,00 €
Résultats R1068		44 539 912,27 €	44 539 912,27 €
TOTAL INVESTISSEMENT	**100 808 927,00 €**	**40 349 912,27 €**	**141 158 839,27 €**

FONCTIONNEMENT			
Politiques	**BP 2024**	**DM1 2024**	**Total BP + DM1 2024**
SOLIDARITES HUMAINES	**61 638 000,00 €**	**1 670 000,00 €**	**63 308 000,00 €**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	51 930 000,00 €	1 150 000,00 €	53 080 000,00 €
Enfance et famille	3 610 000,00 €	- €	3 610 000,00 €
Retour à l'emploi, insertion	5 928 000,00 €	520 000,00 €	6 448 000,00 €
Habitat et logement	70 000,00 €	- €	70 000,00 €
Action sociale	0,00 €	- €	0,00 €
Inclusion numérique	100 000,00 €	- €	100 000,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**982 000,00 €**	**46 500,00 €**	**1 028 500,00 €**
Collèges	546 000,00 €	- €	546 000,00 €
Action culturelle	339 000,00 €	40 000,00 €	379 000,00 €
Lecture	83 500,00 €	6 500,00 €	90 000,00 €
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	13 500,00 €	- €	13 500,00 €
Sport et éducation populaire	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**1 071 500,00 €**	**50 000,00 €**	**1 121 500,00 €**
Mobilités et infrastructures	870 000,00 €	50 000,00 €	920 000,00 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	201 500,00 €	- €	201 500,00 €
Développement économique	0,00 €	- €	0,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**521 663 402,00 €**	**-3 733 864,47 €**	**517 929 537,53 €**
Ressources humaines	1 250 000,00 €	0,00 €	1 250 000,00 €
Bâtiments et moyens généraux	793 817,00 €	0,00 €	793 817,00 €
Gestion et optimisation financière	519 619 585,00 €	-3 733 864,47 €	515 885 720,53 €
TOTAL FONCTIONNEMENT hors résultat	**585 354 902,00 €**	**-1 967 364,47 €**	**583 387 537,53 €**
Résultat de fonctionnement cumulé (R002)		16 859 234,47 €	16 859 234,47 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	**585 354 902,00 €**	**14 891 870,00 €**	**600 246 772,00 €**

TOTAL RECETTES	**686 163 829,00 €**	**55 241 782,27 €**	**741 405 611,27 €**

DEPENSES

INVESTISSEMENT			
Politiques	**BP 2024**	**DM1 2024**	**Total BP + DM1 2024**
SOLIDARITES HUMAINES	**9 385 495,00 €**	**1 600 000,00 €**	**10 985 495,00 €**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	3 514 555,00 €	- €	3 514 555,00 €
Enfance et famille	3 259 000,00 €	1 600 000,00 €	4 859 000,00 €
Retour à l'emploi, insertion	5 000,00 €	- €	5 000,00 €
Habitat et logement	2 544 940,00 €	- €	2 544 940,00 €
Action sociale	12 000,00 €	- €	12 000,00 €
Inclusion numérique	50 000,00 €	- €	50 000,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**32 593 400,00 €**	**710 000,00 €**	**33 303 400,00 €**
Collèges	30 149 000,00 €	- €	30 149 000,00 €
Action culturelle	201 000,00 €	- €	201 000,00 €
Lecture	300 000,00 €	10 000,00 €	310 000,00 €
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	1 503 400,00 €	- €	1 503 400,00 €
Sport et éducation populaire	440 000,00 €	700 000,00 €	1 140 000,00 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**54 091 000,00 €**	**840 000,00 €**	**54 931 000,00 €**
Mobilités et infrastructures	32 500 000,00 €	840 000,00 €	33 340 000,00 €
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	11 356 000,00 €	- €	11 356 000,00 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	6 945 000,00 €	- €	6 945 000,00 €
Espace rural et périurbain	890 000,00 €	- €	890 000,00 €
Tourisme	1 900 000,00 €	- €	1 900 000,00 €
Développement économique	500 000,00 €	- €	500 000,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**7 248 000,00 €**	**- €**	**7 248 000,00 €**
Relations publiques	39 000,00 €	- €	39 000,00 €
Modernisation de l'action publique	1 570 000,00 €	- €	1 570 000,00 €
Ressources humaines	15 000,00 €	- €	15 000,00 €
Bâtiments et moyens généraux	5 624 000,00 €	- €	5 624 000,00 €
Gestion et optimisation financière	- €	- €	- €
TOTAL INVESTISSEMENT hors dette et hors revolving	**103 317 895,00 €**	**3 150 000,00 €**	**106 467 895,00 €**
Dette	24 500 000,00 €	- €	24 500 000,00 €
Revolving	17 000 000,00 €		17 000 000,00 €
Résultat (D001)		44 539 912,27 €	44 539 912,27 €
TOTAL INVESTISSEMENT	**144 817 895,00 €**	**47 689 912,27 €**	**192 507 807,27 €**

FONCTIONNEMENT			
Politiques	**BP 2024**	**DM1 2024**	**Total BP + DM1 2024**
SOLIDARITES HUMAINES	**335 387 962,00 €**	**4 076 000,00 €**	**339 463 962,00 €**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	163 463 001,00 €	- €	163 463 001,00 €
Enfance et famille	78 805 904,00 €	2 050 000,00 €	80 855 904,00 €
Retour à l'emploi, insertion	88 204 500,00 €	2 026 000,00 €	90 230 500,00 €
Habitat et logement	2 972 452,00 €	- €	2 972 452,00 €
Action sociale	1 593 105,00 €	- €	1 593 105,00 €
Inclusion numérique	349 000,00 €	- €	349 000,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**26 280 775,00 €**	**- €**	**26 280 775,00 €**
Collèges	16 734 600,00 €	- €	16 734 600,00 €
Action culturelle	5 668 975,00 €	- €	5 668 975,00 €
Lecture	358 000,00 €	- €	358 000,00 €
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	385 200,00 €	- €	385 200,00 €
Sport et éducation populaire	3 134 000,00 €	- €	3 134 000,00 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**45 982 607,00 €**	**2 010 000,00 €**	**47 992 607,00 €**
Mobilités et infrastructures	10 130 000,00 €	50 000,00 €	10 180 000,00 €
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	31 558 257,00 €	- €	31 558 257,00 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1 222 000,00 €	- €	1 222 000,00 €
Espace rural et périurbain	417 600,00 €	- €	417 600,00 €
Tourisme	2 444 750,00 €	1 960 000,00 €	4 404 750,00 €
Développement économique	210 000,00 €	- €	210 000,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**126 494 590,00 €**	**1 465 870,00 €**	**127 960 460,00 €**
Relations publiques	1 101 850,00 €	- €	1 101 850,00 €
Modernisation de l'action publique	3 753 300,00 €	- €	3 753 300,00 €
Ressources humaines	108 205 140,00 €	- €	108 205 140,00 €
Bâtiments et moyens généraux	7 881 300,00 €	- €	7 881 300,00 €
Gestion et optimisation financière	5 553 000,00 €	1 465 870,00 €	7 018 870,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT hors dette	**534 145 934,00 €**	**7 551 870,00 €**	**541 697 804,00 €**
Dette	7 200 000,00 €	- €	7 200 000,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	**541 345 934,00 €**	**7 551 870,00 €**	**548 897 804,00 €**

TOTAL DEPENSES	**686 163 829,00 €**	**55 241 782,27 €**	**741 405 611,27 €**

Autorisations pluriannuelles et crédits de paiement dédiés

INVESTISSEMENT						
Politiques	**AP BP 2024**	**AP DM1 2024**	**Total AP BP + DM1 2024**	**CPI BP 2024**	**CPI DM1 2024**	**Total CPI BP + DM1 2024**
SOLIDARITES HUMAINES	**13 083 000,00 €**	**- 6 999 732,12 €**	**6 083 267,88 €**	**9 148 495,00 €**	**1 600 000,00 €**	**10 748 495,00 €**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	- €	- €	- €	3 514 555 €	- €	3 514 555,00 €
Enfance et famille	348 000,00 €	299 683,64 €	647 683,64 €	3 259 000 €	1 600 000,00 €	4 859 000,00 €
Retour à l'emploi, insertion	15 000,00 €	- 1 254,76 €	13 745,24 €	5 000 €	- €	5 000,00 €
Habitat et logement	12 720 000,00 €	- 7 298 161,00 €	5 421 839,00 €	2 319 940 €	- €	2 319 940,00 €
Inclusion numérique	- €	- €	- €	50 000 €	- €	50 000,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**7 250 900,00 €**	**1 226 404,04 €**	**8 477 304,04 €**	**32 289 400,00 €**	**10 000,00 €**	**32 299 400,00 €**
Collèges	4 820 000,00 €	1 076 772,92 €	5 896 772,92 €	30 145 000 €	- €	30 145 000,00 €
Action culturelle	76 000,00 €	- 8 378,67 €	67 621,33 €	201 000 €	- €	201 000,00 €
Lecture	100 000,00 €	- 41 053,00 €	58 947,00 €	300 000 €	10 000,00 €	310 000,00 €
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	2 254 900,00 €	- 937,21 €	2 253 962,79 €	1 503 400 €	- €	1 503 400,00 €
Sport et éducation populaire	- €	200 000,00 €	200 000,00 €	140 000 €	- €	140 000,00 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**105 585 000,00 €**	**35 580 148,74 €**	**141 165 148,74 €**	**53 691 000,00 €**	**840 000,00 €**	**54 531 000,00 €**
Mobilités et infrastructures	91 000 000,00 €	36 977 404,65 €	127 977 404,65 €	32 500 000 €	840 000,00 €	33 340 000,00 €
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	1 700 000,00 €	- 430 315,80 €	1 269 684,20 €	10 956 000 €	- €	10 956 000,00 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	7 995 000,00 €	- 364 166,80 €	7 630 833,20 €	6 945 000 €	- €	6 945 000,00 €
Espace rural et périurbain	1 500 000,00 €	- 566 195,31 €	933 804,69 €	890 000 €	- €	890 000,00 €
Tourisme	- €	- 36 578,00 €	- 36 578,00 €	1 900 000 €	- €	1 900 000,00 €
Développement économique	3 390 000,00 €		3 390 000,00 €	500 000 €	- €	500 000,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**15 721 000,00 €**	**- 5 408 839,99 €**	**10 312 160,01 €**	**7 194 000,00 €**	**- €**	**7 194 000,00 €**
Modernisation de l'action publique	- €	- €	- €	1 570 000,00 €	- €	1 570 000,00 €
Bâtiments et moyens généraux	9 721 000,00 €	- 908 839,99 €	8 812 160,01 €	5 624 000 €	- €	5 624 000,00 €
Gestion et optimisation financière	6 000 000,00 €	- 4 500 000,00 €	1 500 000,00 €	- €	- €	- €
TOTAL INVESTISSEMENT	**141 639 900,00 €**	**24 397 980,67 €**	**166 037 880,67 €**	**102 322 895,00 €**	**2 450 000,00 €**	**104 772 895,00 €**

FONCTIONNEMENT						
Politiques	**AE BP 2024**	**AE DM1 2024**	**Total AE BP + DM1 2024**	**CPF BP 2024**	**CPF DM1 2024**	**Total CPF BP + DM1 2024**
SOLIDARITES HUMAINES	**13 131 322,00 €**	**- 1 568 105,39 €**	**11 563 216,61 €**	**13 720 027,00 €**	**226 000,00 €**	**13 946 027,00 €**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	4 100 000,00 €	250 000,00 €	4 350 000,00 €	4 000 000,00 €	- €	4 000 000,00 €
Enfance et famille	- €	- €	- €	- €	200 000,00 €	200 000,00 €
Retour à l'emploi, insertion	4 830 000,00 €	- 1 678 945,39 €	3 151 054,61 €	7 266 000,00 €	26 000,00 €	7 292 000,00 €
Habitat et logement	2 259 322,00 €	- 81 880,00 €	2 177 442,00 €	1 240 922 €	- €	1 240 922,00 €
Action sociale	1 742 000,00 €	- 57 280,00 €	1 684 720,00 €	1 013 105 €	- €	1 013 105,00 €
Inclusion numérique	200 000,00 €	- €	200 000,00 €	200 000 €	- €	200 000,00 €
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**3 130 500,00 €**	**- 1 683 599,16 €**	**1 446 900,84 €**	**3 458 250,00 €**	**- €**	**3 458 250,00 €**
Collèges	350 000,00 €	- 274 127,07 €	75 872,93 €	430 000 €	- €	430 000,00 €
Action culturelle	956 500,00 €	- 1 139 198,58 €	- 182 698,58 €	1 416 250 €	- €	1 416 250,00 €
Lecture	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Archives départementales et patrimoines culturels dé	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Sport et éducation populaire	1 824 000,00 €	- 270 273,51 €	1 553 726,49 €	1 612 000 €	- €	1 612 000,00 €
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**17 959 000,00 €**	**- 2 236 130,79 €**	**15 722 869,21 €**	**12 906 450,00 €**	**50 000,00 €**	**12 956 450,00 €**
Mobilités et infrastructures	12 849 000,00 €	- 2 005 717,79 €	10 843 282,21 €	10 130 000 €	50 000,00 €	10 180 000,00 €
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	20 000,00 €	- €	20 000,00 €	550 000 €	- €	550 000,00 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	700 000,00 €	- 101 030,00 €	598 970,00 €	648 950 €	- €	648 950,00 €
Espace rural et périurbain	490 000,00 €	- 129 383,00 €	360 617,00 €	160 000 €	- €	160 000,00 €
Tourisme	3 900 000,00 €		3 900 000,00 €	1 417 500 €	- €	1 417 500,00 €
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**3 200 000,00 €**	**- 1 073 381,44 €**	**2 126 618,56 €**	**150 000,00 €**	**- €**	**150 000,00 €**
Modernisation de l'action publique	200 000,00 €	- €	200 000,00 €	150 000,00 €	- €	150 000,00 €
Gestion et optimisation financière	3 000 000,00 €	- 1 073 381,44 €	1 926 618,56 €	- €	- €	- €
TOTAL FONCTIONNEMENT	**37 420 822,00 €**	**- 6 561 216,78 €**	**30 859 605,22 €**	**30 234 727,00 €**	**276 000,00 €**	**30 510 727,00 €**

INTRODUCTION

La première décision modificative de l'exercice 2024 s'inscrit dans un contexte économique en forte tension.

Les Départements font face à une dégradation marquée de leur situation financière générée par un coup de frein sur leurs recettes fiscales alors que leurs dépenses notamment sociales explosent avec une large part non maitrisable du fait de décisions nationales.

Le Département du Doubs, comme l'ensemble des Départements, subit de plein fouet la crise immobilière avec une dégradation marquée des encaissements de DMTO et enregistre une moindre dynamique des recettes de TVA.

Le Département du Doubs doit également prendre en compte la mesure nationale de revalorisation de l'allocation RSA à 4,6 % à compter du 1er avril 2024.

Le Département du Doubs, malgré cette situation financière fortement impactante et subie, répond à ses engagements en adéquation avec son projet de mandat.
Sur le volet de l'enfance conformément au plan enfance présenté lors de l'Assemblée départementale du 18 mars 2024, des dépenses nouvelles à hauteur de 3,6 M€ sont inscrites dès cette décision modificative.
Sur le volet territorial, cette décision modificative traduit également financièrement les engagements affirmés pour la mise en œuvre du plan pluriannuel des ouvrages d'art et le portage des opérations RN57.
Par ailleurs, notre collectivité fait face au déficit enregistré par le SMMO suite à une saison hivernale particulièrement difficile tout en travaillant sur une évolution du modèle économique de cette structure liée à la transition climatique.

Les propositions de cette décision modificative s'élèvent à **– 2 M€ en recettes et à + 10,7 M€ en dépenses** *(+ 7,55 M€ en fonctionnement et + 3,15 M€ en investissement*), **hors emprunt**.

A ces propositions, s'ajoute **la reprise du résultat de + 16 859 234,47 €**.

Pour équilibrer cette décision modificative, il est proposé **de diminuer le volume d'emprunt prévisionnel de – 4,2 M€**, portant la prévision budgétaire pour 2024 à 53,55 M€ (pour rappel, 57,75 M€ prévus au BP 2024).

Cette décision budgétaire traduit très concrètement dans le prolongement du BP 2024, la situation budgétaire hyper contrainte dans laquelle se trouve notre collectivité qui devra faire face pour les années 2025 – 2026.

		DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	Résultats	44 539 912,27 €	44 539 912,27 €
	Crédits nouveaux	3 150 000,00 €	10 000,00 €
	Emprunts		-4 200 000,00 €
	TOTAL	**47 689 912,27 €**	**40 349 912,27 €**
FONCTIONNEMENT	Résultats		16 859 234,47 €
	Crédits nouveaux	7 551 870,00 €	-1 967 364,47 €
	TOTAL	**7 551 870,00 €**	**14 891 870,00 €**
TOTAL GENERAL	Résultats	44 539 912,27 €	61 399 146,74 €
	Crédits nouveaux	10 701 870,00 €	-6 157 364,47 €
	TOTAL	**55 241 782,27 €**	**55 241 782,27 €**

En recettes, les ajustements en fonctionnement présentés dans le cadre de cette décision modificative concernent essentiellement :

- les recettes de **DMTO attendues en baisse de – 8 M€**, et la reprise de la réserve provisionnée en 2022 à hauteur de **+ 7 M€** ;
- la diminution de **– 4,5 M€ des fractions de TVA** versées en compensation des pertes de la TFPB et de la CVAE ;
- la révision pour **+ 1,7 M€** du produit du fonds DMTO ;
- les crédits supplémentaires de **+ 1,15 M€** sur les concours CNSA votés en Loi de Financement de la Sécurité sociale (LFSS) 2024 ;
- le soutien de l'Etat en faveur de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, à hauteur de **+ 0,5 M€**, via le Contrat local des solidarités.

En dépenses, les principales inscriptions budgétaires nouvelles concernent pour la **section de fonctionnement** :

- **le retour à l'emploi et insertion pour + 2 M€** afin d'intégrer la revalorisation de l'allocation forfaitaire du RSA à + 4,6 % à compter du 1er avril 2024 ;
- **l'enfance famille pour + 2 M€** afin de prendre en compte les évolutions des mesures de placement (nouvelle Maison d'Enfants à Caractère Social, projet d'accueil de jeunes en situation complexe, création de 50 mandats PEAD, prestations de soins spécialisés, frais périscolaires dans le cadre du soutien aux assistants familiaux) et d'ajuster la subvention d'équilibre du CDEF ;
- **la politique tourisme pour + 2 M€** dans le cadre de la contribution statutaire du Département au Syndicat Mixte du Mont d'Or (SMMO) ;
- **la gestion financière pour + 1,5 M€** au titre du remboursement de trop-perçu de TVA sur l'année 2023.

En investissement, les propositions portent essentiellement sur :

- **l'enfance famille pour + 1,6 M€** afin de permettre le versement de la subvention d'investissement à destination de l'association SOS Villages d'enfants et d'une subvention à l'ASEA Nord Franche-Comté dans la cadre de la création d'une nouvelle MECS ;
- **les mobilités et infrastructures pour + 0,8 M€** au titre des fonds de concours 2024 pour les deux opérations d'aménagement de la RN 57 : aménagement sud de Pontarlier et contournement de Besançon ;
- **le sport et l'éducation populaire pour + 0,7 M€** afin d'honorer l'engagement financier du Département du Doubs dans le cadre de l'adhésion à la filiale constituée en SCIC FCSM.

En **autorisations de programme**, les ouvertures à hauteur de **+ 45,4 M€**, concernent principalement :

- **les mobilités et infrastructures pour + 41,9 M€** au titre du plan pluriannuel d'ouvrages d'art et des deux opérations d'aménagement de la RN 57 : aménagement sud de Pontarlier et contournement de Besançon ;
- **la politique habitat et logement pour + 1,3 M€** au titre des aides de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) dans le cadre des projets d'amélioration de l'habitat privé ;
- **les collèges pour + 1,1 M€** suite à la révision du coût final de l'opération de construction du collège de Bethoncourt (révisions de prix, aléas de chantier…).

En **autorisations d'engagement**, les ouvertures s'élèvent à **+ 0,3 M€** principalement pour les transports adaptés.

Cette décision modificative est également l'occasion de procéder à un toilettage des autorisations de programme et des autorisations d'engagement devenues sans objet, en application du règlement financier.

I – RECETTES

Les ajustements en recettes représentent un montant global de – **1 957 364,47 €** (avant diminution du recours à l'emprunt).

Solidarités humaines

Investissement		Fonctionnement	+ 1 670 000 €

Autonomie des PA et des PH, transports adaptés

Investissement		Fonctionnement	+ 1 150 000 €

- Personnes âgées

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2024 a autorisé le versement par la CNSA d'un complément au concours APA de 150 M€ dans le but d'améliorer le taux de couverture des Départements.

La simulation réalisée par l'ADF sur la base des données enregistrées en 2022 estime le gain pour le Département du Doubs à **+ 1 150 000 €**, qu'il est proposé d'inscrire en section de fonctionnement.

Retour à l'emploi, insertion

Investissement		Fonctionnement	+ 520 000 €

- Prévention et lutte contre l'exclusion

L'Etat soutient le Département dans son action en faveur de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté à travers la signature d'un Contrat local des solidarités, qui succède à la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE).

Pour 2024, les actions valorisées et soutenues financièrement par ce nouveau programme donnent lieu à un appui de l'Etat de 1 020 000 €, permettant l'inscription d'une recette complémentaire de **+ 520 000 €** en fonctionnement.

Développement humain

Investissement	+ 10 000 €	Fonctionnement	+ 46 500 €

Action culturelle

Investissement		Fonctionnement	+ 40 000 €

- Coopération territoriale et attractivité du territoire

Le Département a sollicité l'appui de la DRAC pour une programmation artistique et culturelle d'une plus grande envergure dans le cadre des Olympiades culturelles ; cette dernière s'est engagée à hauteur de **+ 40 000 €** pour la concrétisation de ces actions.

Lecture

Investissement	+ 10 000 €	Fonctionnement	+ 6 500 €

- Développement des collections

Dans le cadre du projet de Bibliothèque Numérique de Référence (BNR), une recette complémentaire de **+ 10 000 €** est attendue sous la forme d'une subvention d'investissement versée par le Ministère de la Culture et la DRAC pour l'acquisition de nouveaux outils consacrés à la médiathèque numérique.

- Accompagnement des territoires

La mise en œuvre du programme de formation au numérique réalisé dans le cadre du projet BNR permet de solliciter une recette nouvelle de **+ 6 500 €**.

Dynamique territoriale

Investissement		Fonctionnement	+ 50 000 €

Mobilités et infrastructures

Investissement		Fonctionnement	+ 50 000 €

- Maintenance des routes départementales

Le Département du Doubs est compensé des travaux de réparation des dommages au domaine public causés par des tiers. A ce titre, une recette complémentaire de **+ 50 000 €** est sollicitée compte tenu des dégâts importants survenus et du produit attendu.

Efficience et ressources internes

Investissement		Fonctionnement	- 3 733 864,47 €

Gestion et optimisation financière

Investissement		Fonctionnement	- 3 733 864,47 €

- Fiscalité et dotations

a) ***Au titre de la fiscalité : - 12 460 000 €***

* *Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) : - 8 000 000 €*

Les DMTO poursuivent un cycle de baisse plus long et plus fort que prévu, nécessitant de réviser négativement les prévisions de recettes attendues pour 2024.

En effet, les indicateurs constatés sur le premier trimestre se dégradent nettement, avec notamment une chute de – 20 % des bases enregistrées dans le département, un volume de ventes immobilières en recul de – 16 % au 31 mars, ainsi qu'une baisse inédite des prix.

Alors que le budget primitif anticipait un produit des DMTO de 71 M€ en 2024, correspondant à une baisse de – 5 % comparativement au CA 2023, les nouvelles projections requièrent une diminution de l'inscription budgétaire dès la décision modificative de juin. Ces prévisions pourront faire l'objet d'un second ajustement budgétaire en fonction du contexte économique et de l'évolution des encaissements.

Ainsi une baisse des crédits des DMTO est sollicitée à hauteur de **– 8 000 000 €**.

* *Fraction de TVA : - 4 460 000 €*

Le ralentissement de l'activité économique et de l'inflation des prix impacte les montants de TVA perçus par l'Etat à l'échelle nationale ainsi que les reversements transférés aux Départements en compensation des pertes de TFPB et de CVAE.

Sur l'année 2023, le produit définitif constaté par l'Etat correspond finalement à une évolution de + 2,8 %, soit un rythme en deçà des acomptes déjà versés et basés sur une trajectoire de + 3,7 %, obligeant le Département à rembourser le trop-perçu en dépenses de fonctionnement.

Pour 2024, la dégradation des indicateurs macro-économiques oblige à réviser à la baisse les perspectives de croissance de la TVA, initialement calculées selon l'hypothèse affichée au PLF 2024 de + 4,5 %.

En ajustant la prévision de croissance de TVA sur une trajectoire plus réaliste de + 2,8 %, le produit de la compensation des pertes de TFPB et CVAE pourrait ainsi atteindre 171,4 M€, nécessitant une baisse de l'inscription budgétaire de **– 4 460 000 €** en décision modificative.

b) Au titre de la péréquation : + 1 697 000 €

* *Fonds globalisé des DMTO : + 1 697 000 €*

La prise en compte des données définitives constatées en 2023 fait état de prévisions de recettes du fonds DMTO meilleures que prévu au budget primitif selon le cabinet conseil RCF.

Les reversements du fonds DMTO, répartis en trois parts en fonction de plusieurs critères d'éligibilité, devraient en effet être plus favorables pour le Département du Doubs en raison d'une augmentation du reste à charge des Allocations Individuelles de Solidarité (APA, PCH, RSA) en 2022 comparativement aux autres Départements éligibles.

Sur la base de la prévision actualisée par RCF à hauteur de 14,1 M€, l'inscription d'une recette complémentaire de **+ 1 697 000 €** est sollicitée en décision modificative.

c) Reprise de la mise en réserve des DMTO : + 7 000 000 €

Le Département du Doubs a saisi l'opportunité en 2022 d'affecter en réserve une partie du produit des DMTO pour 7 M€, dans un contexte de forte croissance des recettes des droits de mutation générée par la dynamique du secteur immobilier.

Depuis, la situation économique s'est retournée avec une baisse significative des produits de la fiscalité, notamment des DMTO qui ont enregistré une perte de – 16 M€ sur la seule année 2023, et dont les projections attendues pour 2024 restent fortement dégradées.

La reprise de la réserve des DMTO est autorisée par décret du 18 juillet 2022 lorsque *« le Département enregistre une dégradation caractérisée de sa situation financière consécutive (…) à une augmentation de ses charges ou à une diminution de ses produits constatées au regard de la moyenne des données des trois exercices précédents ».*

Alors que le budget primitif 2024 affiche une hausse des dépenses de fonctionnement de + 8 % comparativement à la moyenne constatée entre 2021 et 2023, et qu'une diminution des recettes fiscales est attendue en 2024, il est proposé de reprendre la totalité de la provision de DMTO à l'occasion de la décision modificative pour un montant de **+ 7 000 000 €**.

- Opérations financières diverses

En fonctionnement, une recette de produits divers est sollicitée à hauteur de + **29 135,53 €** afin d'équilibrer le budget de la décision modificative en dépenses et en recettes.

II – DEPENSES

Les ajustements en dépenses représentent un montant global de **+ 10 701 870 €**.

Solidarités humaines

AP	+ 1 650 000 €	Crédits investissement	+ 1 600 000 €
AE	+ 250 000 €	Crédits fonctionnement	+ 4 076 000 €

Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, transports adaptés

AP		Crédits investissement	
AE	+ 250 000 €	Crédits fonctionnement	

- Personnes handicapées

Une ouverture de **+ 250 000 € en autorisations d'engagement** est sollicitée au titre des transports scolaires adaptés.

Le budget de 4 M€ voté pour couvrir l'année scolaire 2023-2024 n'est pas suffisant compte-tenu de l'évolution du coût du transport scolaire des élèves et des étudiants en situation de handicap chaque année et de la couverture d'une partie des dépenses pour boucler l'année scolaire 2022-2023 réalisée à hauteur de 3,8 M€.

Enfance et famille

AP	+ 400 000 €	Crédits investissement	+ 1 600 000 €
AE		Crédits fonctionnement	+ 2 050 000 €

- Protection de l'enfant

Investissement :

Village d'enfants – site des Haras :
Dans le cadre du programme d'extension de l'offre de placement voté en 2021, les projets de villages d'enfants sur les territoires de Besançon et L'Isle-sur-le-Doubs se précisent, pour une ouverture progressive de 100 places qui débutera en fin d'année 2025.

La Commission permanente du 29 avril 2024 a décidé d'attribuer une subvention de 4 M€ à l'association SOS Villages d'Enfants dans le cadre de la création du village d'enfants sur le site des Haras à Besançon.

Pour honorer les versements 2024 d'un montant de 2,4 M€, il convient d'inscrire **+ 1 200 000 € en crédits de paiement** en complément des 1,2 M€ votés au BP 2024.

ASEA Nord Franche-Comté – Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) :
Face à la saturation croissante du dispositif d'accueil, l'Assemblée départementale a voté, le 18 mars 2024, un plan d'action pluriannuel 2024-2027 en matière de protection de l'enfance. L'une des mesures est d'étendre la capacité d'accueil en MECS sur le secteur Nord Franche-Comté dès le mois de juin 2024.
A ce titre, l'ASEA a acquis un bien immobilier pour la création d'une nouvelle MECS.

Il est donc proposé d'ouvrir **+ 400 000 € en autorisations de programme et en crédits de paiement** pour attribuer une subvention d'investissement destinée à couvrir les travaux de rénovation, notamment énergétique, et de mise aux normes du bâtiment. Cette subvention permettra de diminuer le prix de journée.

Fonctionnement :

Comme au niveau national, le Département du Doubs fait face à une augmentation significative des mesures de placement et les dispositifs sont saturés. Le plan d'action pluriannuel 2024-2027 en matière de protection de l'enfance voté lors de l'Assemblée départementale du 18 mars 2024 prévoit plusieurs projets.

Structure expérimentale pour accueils d'adolescents en situation complexe :
Le programme pluriannuel 2022-2025 de 12 M€ voté en 2021, destiné à remédier au déficit de places dans le Doubs, prévoyait la création d'une MECS pour adolescents en situation complexe pour lesquels un hébergement en structure classique n'est pas adapté.

Les deux commissions d'appel à projets ayant été déclarées infructueuses, il convient de réaffecter les crédits sur un projet d'accueil de 6 jeunes en situation complexe.

Un appel à projets doit être lancé prochainement afin de permettre l'ouverture de cette structure à l'automne.
A ce titre, **+ 200 000 €** en crédits de paiement sont demandés pour couvrir une période de quatre mois.

ASEA Nord Franche-Comté – Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) :
En parallèle de la somme sollicitée en investissement, un montant supplémentaire de **+ 530 000 €** est demandé pour couvrir les frais de fonctionnement de cette nouvelle structure estimés à 910 000 € sur une année complète.

Extension mandats PEAD (placement éducatif à domicile) :
Le plan d'action prévoit le lancement d'un appel à projets pour la création de 50 mandats PEAD supplémentaires qui viendront s'ajouter aux 165 mandats déjà en place. Compte tenu du planning de déploiement envisagé en septembre 2024, une inscription complémentaire de **+ 430 000 €** est donc demandée.

Prestations de soins spécialisés :
Depuis la fin de l'année 2023, la situation très complexe de deux enfants confiés à l'ASE et placés en Institut Médico-Educatif (IME) nécessite le renforcement de leur prise en charge au quotidien. Le surcoût lié à cet encadrement supplémentaire, supporté pour moitié par l'ARS et pour l'autre moitié par le Département, représente un coût mensuel de 16 000 € par enfant. Une inscription nouvelle de **+ 240 000 €** représente 15 mois de prise en charge (3 mois en 2023 et 12 mois en 2024).

Frais périscolaires :

Le dispositif de placement du Doubs repose sur le placement familial, très largement développé et soutenu par le Département. Cependant, malgré une politique de recrutement dynamique, le nombre de nouveaux agréments d'assistants familiaux ne permet pas de combler les départs et l'accompagnement des assistants familiaux doit être renforcé.

Pour ce faire, l'inscription des enfants au périscolaire est encouragée et permet à la fois la sociabilisation des enfants et le répit des assistants familiaux.
Une inscription supplémentaire de **+ 250 000 €** est nécessaire pour abonder le budget déjà voté de 160 000 €.

Subvention d'équilibre du CDEF :

Le CDEF sollicite des crédits supplémentaires au titre des dépenses de personnels comprenant des besoins nouveaux pour les recrutements en cours, le paiement des heures supplémentaires et des astreintes qu'il convient de financer par une augmentation de la subvention d'équilibre à hauteur de **+ 400 000 €**.

Retour à l'emploi, insertion

AP		Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	+ 2 026 000 €

- Gestion du revenu de solidarité active (RSA)

Le montant de 78,2 M€ inscrit au BP 2024, basé sur une allocation revalorisée de 1,6 % et une baisse prévisionnelle du nombre d'allocataires de 400 à fin 2024, est à redimensionner compte tenu de la revalorisation de l'allocation de 4,6 % à compter du 1er avril 2024, chiffre non connu au moment de la préparation budgétaire 2024.

Le Département du Doubs maintient son objectif cible de baisse du nombre d'allocataires même si l'évolution conjoncturelle est moins favorable qu'initialement prévu.

L'un des dispositifs phares « les coachs filières », visant à renforcer l'accompagnement vers et dans l'emploi des bénéficiaires du RSA, est entré en application en janvier 2024 et produira pleinement ses effets à partir du second semestre 2024.
En parallèle, la généralisation des équipes mobiles emplois sur l'ensemble du territoire va contribuer également à l'objectif de réduction du nombre d'allocataires.

Compte tenu des efforts entrepris par le Département du Doubs pour réduire le nombre d'allocataires, il est proposé de porter la dépense RSA à 80 200 000 €, soit une inscription de **+ 2 000 000 €** prenant en compte uniquement l'augmentation forfaitaire de + 4,6 % applicable au 1er avril 2024.

Ces prévisions pourront faire l'objet d'un second ajustement budgétaire en fonction du contexte économique et de l'évolution conjoncturelle par rapport à la dynamique de maîtrise du nombre de bénéficiaires du RSA.

- Emploi et insertion professionnelle

Une inscription de **+ 26 000 € en crédits de paiement de fonctionnement** est demandée au titre de l'externalisation des contrôles de service fait FSE pour la programmation 2022-2027 lancée en 2023.

Habitat et logement

AP	+ 1 250 000 €	Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	

- Développement et amélioration de l'offre en logements à vocation sociale

Soutien à l'habitat privé :
Le Département assure, en tant que délégataire des aides à la pierre, la gestion des aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) destinées à accompagner financièrement les projets d'amélioration de l'habitat privé (performance énergétique, prévention de la perte d'autonomie, résorption de l'habitat dégradé).

Compte tenu des récentes évolutions des aides de l'Anah, le Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) a validé l'attribution, au Département du Doubs, d'une enveloppe financière d'un montant de 4 980 562 € pour 2024.

Cette dotation s'inscrit dans le cadre du programme « habitat privé », lequel comprend également les aides accordées sur fonds propres du Département.

A ce titre, une ouverture complémentaire de **+ 1 250 000 € en autorisations de programme** est sollicitée pour porter le budget pluriannuel 2023-2029 à 6,08 M€ au titre du soutien au parc privé.

Développement humain

AP	+ 1 330 000 €	Crédits investissement	+ 710 000 €
AE		Crédits fonctionnement	

Collèges

AP	+ 1 100 000 €	Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	

- Modernisation et gestion patrimoniale des collèges publics

En autorisations de programme, il est proposé une ouverture complémentaire de **+ 1 100 000 €** concernant l'opération de construction du nouveau collège de Bethoncourt, portant ainsi le coût prévisionnel de l'opération à 31,1 M€.
Cette augmentation s'explique par l'impact des révisions de prix, les aléas liés au déroulement du chantier, l'augmentation des honoraires de maîtrise d'œuvre due à l'allongement de la durée du chantier, la prise en compte du coût du projet retenu au titre du 1 % artistique et le provisionnement en vue d'éventuels mémoires en réclamation.

Action culturelle

AP	+ 10 000 €	Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	

- Coopération territoriale et attractivité du territoire

Une ouverture complémentaire de **+ 10 000 € en autorisations de programme** financera les travaux de réaménagement de la banque d'accueil du Musée Courbet, dans le cadre de la labellisation « Tourisme handicap » du pôle Courbet.
Les crédits de paiement nécessaires sont redéployés à budget constant.

Lecture

AP	+ 20 000 €	Crédits investissement	+ 10 000 €
AE		Crédits fonctionnement	

- Développement des collections

Des ouvertures de **+ 20 000 € en autorisations de programme et de + 10 000 € en crédits de paiement** permettront l'acquisition de nouveaux outils pour la médiathèque numérique dans le cadre du projet Bibliothèque Numérique de référence (BNR).
Une recette de 10 000 € (subvention Ministère de la Culture/DRAC) est inscrite dans la présente décision modificative.

Sport et éducation populaire

AP	+ 200 000 €	Crédits investissement	+ 700 000 €
AE		Crédits fonctionnement	

- Vitalité et attractivité des territoires

Investissement :

Pack logistique manifestations :
En autorisations de programme, une ouverture complémentaire à hauteur de **+ 200 000 €** est sollicitée au titre du programme « pack logistique manifestations » pour permettre l'achat de nouveaux matériels comme un car podium, des arches, des tentes, des groupes électrogènes…
Ce kit événementiel doté d'équipements pour 400 000 € permettra de faciliter les organisations de manifestations ou d'événements sportifs, d'éducation populaire, culturels ou autres sur tout le territoire doubien par le prêt gratuit.

Participation SCIC FCSM :
L'Assemblée départementale du 18 mars 2024 a approuvé le principe de l'adhésion du Département du Doubs à la filiale constituée en SCIC FCSM pour le centre de formation et les équipes féminines avec un engagement financier du Département du Doubs, partenaire public clé du FCSM, à hauteur de 1 M€.

Un montant de **+ 700 000 € en crédits d'investissement** complètera le budget déjà voté à hauteur de 300 000 €.

Dynamique territoriale

AP	+ 42 408 000 €	Crédits investissement	+ 840 000 €
AE	+ 30 000 €	Crédits fonctionnement	+ 2 010 000 €

Mobilités et infrastructures

AP	+ 41 890 000 €	Crédits investissement	+ 840 000 €
AE		Crédits fonctionnement	+ 50 000 €

- Maintenance des routes départementales

En fonctionnement, un montant de **+ 50 000 € en crédits de paiement** permettra de financer des réparations causées par des tiers sur le domaine public qui, lorsqu'ils sont identifiés, remboursent les coûts de réparation.
Une recette d'un montant équivalent est également inscrite dans cette décision modificative.

- Amélioration des réseaux

Plan pluriannuel des ouvrages d'art (PPOA) :
L'Assemblée départementale du 18 mars 2024 a approuvé la stratégie de gestion pluriannuelle des ouvrages d'art avec un axe portant sur la création d'un plan de reconstruction sur dix ans des ouvrages d'art les plus dégradés pour lesquels soit une telle reconstruction s'impose, soit elle représente la solution la plus économique à moyen terme par rapport à des interventions de conservation successives.

Pour ce faire, une ouverture de **+ 25 000 000 € en autorisations de programme** est sollicitée sur une période de dix années pour permettre la réalisation d'une quinzaine d'opérations d'envergure.

RN 57 - Achèvement du contournement de Besançon - Aménagement de la section entre les boulevards et Beure :
La Commission permanente du 29 avril 2024 a approuvé la convention à intervenir avec l'Etat, la Région Bourgogne Franche-Comté et Grand Besançon Métropole concernant le financement des études détaillées, des acquisitions foncières, des fouilles archéologiques et des travaux préparatoires de l'achèvement du contournement de Besançon, RN 57 - section entre les boulevards et Beure.

La participation du Département est arrêtée à un montant maximal de 2,75 M€ avec un versement échelonné sur deux années (2024 et 2025).

Pour ce faire, une ouverture de **+ 2 750 000 € en autorisations de programme** est sollicitée avec l'inscription de **+ 500 000 € en crédits de paiement** pour honorer le premier versement attendu par l'Etat sur l'exercice 2024.

RN 57 – Aménagement sud de Pontarlier – 2ème phase :
La Commission permanente du 29 avril 2024 a approuvé les conventions à intervenir avec l'Etat, la Région Bourgogne Franche-Comté et la Communauté de communes du Grand Pontarlier concernant le financement des études de projet, des acquisitions foncières et des travaux préparatoires à cette opération encore réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, et le financement des travaux avec un transfert de la maîtrise d'ouvrage au Département du Doubs.

Au titre du financement de la phase préparatoire estimée à 2,4 M€, **un montant de + 340 000 € en autorisations de programme et en crédits de paiement** est nécessaire pour honorer la participation départementale à verser à l'Etat sur l'exercice 2024.

Au titre du financement des travaux estimés à 13,8 M€ réalisés sous maîtrise d'ouvrage départementale, il convient d'ouvrir **+ 13 800 000 € en autorisations de programme**.
Les crédits de paiement ainsi que les recettes attendues au titre des participations des autres co-financeurs seront proposés sur les exercices ultérieurs.

Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières

AP	+ 18 000 €	Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	

- Accompagnement des projets locaux

Syndicat mixte de l'aérodrome du Pays de Montbéliard :
Le Département du Doubs, membre du syndicat mixte en charge de la gestion de l'aérodrome du Pays de Montbéliard, devra verser sur 2024 en investissement un montant de contribution statutaire à hauteur de 78 000 €, montant identique à 2023.

Une ouverture complémentaire de **+ 18 000 € en autorisations de programme** complètera les 60 000 € ouverts dans le cadre du BP 2024.
Les crédits de paiements nécessaires sont redéployés à budget constant.

Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique

AP		Crédits investissement	
AE	+ 30 000 €	Crédits fonctionnement	

- Gestion de l'eau et milieux aquatiques

Etude complémentaire sur la gestion des boues d'épuration :
Entre 2021 et 2023, le Département a porté la maîtrise d'ouvrage d'une étude stratégique visant à préfigurer la gestion des boues d'épuration domestiques, de manière à anticiper les futures évolutions du contexte réglementaire et local plus contraignantes pour la valorisation agricole de ces boues, cette filière prépondérante dans le Doubs.

Cette étude a fait l'objet d'un cofinancement, à hauteur de 80 %, de la part de l'Agence de l'eau, de l'Agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que de la Banque des Territoires.

Une étude complémentaire comprenant un « volet agricole » et l'analyse d'un scénario alternatif à l'épandage agricole des boues faisant consensus, est à financer à hauteur de **+ 30 000 € en autorisations d'engagement**.

Espace rural et périurbain

AP	+ 500 000 €	Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	

- Soutien aux activités agricoles et forestières

Soutien au stockage des eaux pluviales dans les exploitations agricoles :
La Commission permanente du 29 avril 2024 a adopté un nouveau dispositif financier spécifique en faveur de projets liés à la récupération, au stockage et au traitement des eaux pluviales pour l'abreuvement du bétail dans les exploitations agricoles, de manière à répondre aux besoins et attentes des territoires.

A ce titre, une ouverture de **+ 500 000 € en autorisations de programme** est sollicitée sachant que les autorisations de programme du millésime 2023 sont annulées dans la présente décision modificative.

Subvention d'équilibre du Laboratoire vétérinaire départemental (LVD) :
Le budget annexe du LVD nécessite l'inscription d'un montant supplémentaire de **+ 91 000 €** sur le chapitre 012 afin de couvrir les besoins en rémunérations du personnel et en cotisations sociales.

Le financement de cette subvention d'équilibre complémentaire est opéré par redéploiement à budget constant au sein du même chapitre à hauteur de 90 000 € :
- 60 000 € non dépensés suite à l'annulation de la manifestation Slow-up ;
- 30 000 € non dépensés au titre des partenariats de la politique VTT.

Et 1 000 € sont redéployés au sein du budget annexe depuis l'enveloppe dédiée à l'achat des réactifs et consommables.

Tourisme

AP		Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	+ 1 960 000 €

- Développement de l'offre et de l'attractivité touristique

Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO) :
Avec un chiffre d'affaires de 1,9 M€ (de 51 % inférieur à la moyenne des quatre saisons hivernales précédentes), la saison hivernale 2023-2024 aura été particulièrement difficile pour la station de Métabief.

Le domaine skiable est resté ouvert dans des proportions identiques aux saisons précédentes mais les températures très douces et le manque d'enneigement sur l'ensemble du domaine n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés en termes de fréquentation.

Face à des dépenses de structure incompressibles, la contribution statutaire sollicitée auprès du Département du Doubs pour 2024 est de 2,76 M€, la contribution statutaire de la Communauté de communes des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs (CCLMHD) étant plafonnée à 512 000 €.

Une inscription complémentaire de **+ 1 960 000 € en crédits de fonctionnement** est nécessaire sachant que 0,8 M€ ont été votés au BP 2024.

Dans le cadre du plan de contrôle interne de ses structures partenaires, le Département du Doubs a engagé fin 2023 un audit du SMMO dont les conclusions seront connues à la fin du 1er semestre 2024. Cet audit permettra entre autres de définir une vision stratégique à moyen et long termes de son évolution, au regard des enjeux de développement touristique à l'échelle du Haut-Doubs, et conduira à la nécessaire prise de premières décisions concrètes sur le fonctionnement de la station pour le prochain hiver 2024-2025 avec un objectif clair de maitrise de la contribution départementale malgré les aléas climatiques.

Efficience et ressources internes

AP		Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	+ 1 465 870 €

Ressources humaines

AP		Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	

- Gestion des emplois et des compétences

Un abondement à hauteur de **+ 10 000 € en crédits de fonctionnement** permettra de financer de nouvelles actions de formation et portera le budget voté à 570 000 €.

- Prévention santé sécurité au travail

Un montant à hauteur de **- 10 000 € en crédits de fonctionnement** ne sera pas consommé sur l'exercice 2024 sur l'enveloppe dédiée à l'achat de chèques emploi services.

Gestion et optimisation financière

AP		Crédits investissement	
AE		Crédits fonctionnement	+ 1 465 870 €

- Fiscalité et dotations

Remboursement trop perçu de TVA :
La fraction de TVA attribuée par l'Etat en compensation des pertes de TFPB et CVAE est versée par acomptes mensuels calculés par l'Etat selon des hypothèses de croissance de l'année en cours fixées en Loi de finances.
Ce mode de versement oblige l'Etat à réaliser une régularisation des acomptes l'année suivante sur la base du produit de TVA réellement perçu sur le territoire national.

En 2023, les acomptes versés aux Départements ont été estimés selon une évolution de + 3,7 %, alors que le produit perçu par l'Etat n'a finalement augmenté que de + 2,8 %.

La différence correspond à un trop perçu de **+ 1 465 870 €**, qu'il est demandé de rembourser en 2024 par l'émission d'un mandat en dépenses de fonctionnement, et nécessitant une inscription de crédits en décision modificative.

- Dette, programme d'emprunts, trésorerie et garanties d'emprunts

Soucieux d'accompagner le développement du logement social, le Département accompagne les bailleurs en accordant sa garantie pour des emprunts destinés au financement d'opérations d'amélioration ou de développement du parc de logements sociaux. A ce titre, l'Assemblée départementale, lors de sa réunion budgétaire de décembre 2023, a voté une enveloppe de 38 M€ pour l'année 2024.

Compte tenu des garanties déjà accordées (32,4 M€ - CP du 28/06/2024 comprise) ou en cours d'instruction (8,4 M€), ce montant de 38 M€ s'avère insuffisant. En conséquence, il est proposé une augmentation du montant de l'enveloppe « garanties pour le logement social » de 12 M€ portant ainsi le montant 2024 à 50 M€.

III – ANNULATION DES AP / AE

AP	- 20 990 019,33 €	AE	- 6 841 216,78 €

Cette décision modificative permet de procéder à un toilettage des autorisations de programme et des autorisations d'engagement devenues sans objet, en application du règlement financier.

Au titre des engagements pluriannuels, il est ainsi proposé des annulations à hauteur de :

- **- 21 M€ en autorisations de programme** et plus particulièrement :

- 8,5 M€ d'annulations d'autorisations de programme de 2023 non affectées relatives au développement et à l'amélioration de l'offre en logements à vocation sociale dont - 7,3 M€ au titre du programme d'aide au logement locatif suite à la refonte de la politique habitat et logement au BP 2024 et à l'ouverture conséquente d'AP sur les nouveaux programmes ;

- 4,9 M€ d'annulations correspondant à des autorisations de programme de 2018 à 2022 affectées et réalisées à un niveau inférieur concernant les mobilités et infrastructures (dont - 3,7 M€ au titre de la maintenance des routes départementales correspondant à des fins de programmation) ;

- 4,5 M€ d'annulations d'autorisations de programme 2023 et 2024 relatives aux dépenses imprévues conformément à la réglementation prévoyant d'annuler l'AP à défaut d'engagement constaté à la fin de l'exercice.

- **- 6,8 M€ en autorisations d'engagement** et plus particulièrement :

- 2 M€ d'annulations d'autorisations d'engagement 2022 et 2023 relatives à la maintenance des routes départementales dont – 1,1 M€ concernant la maintenance courante et matériel et - 0,6 M€ les véhicules, matériels et équipements ;

- 1,7 M€ d'annulations au titre de l'emploi et l'insertion professionnelle dont – 1 M€ relatifs au programme FSE subvention globale 2018-2021 correspondant à des moindres réalisations d'opérations sur cette programmation ;

- 1,1 M€ d'annulations liées à l'action culturelle dont - 0,8 M€ afin de solder l'autorisation d'engagement Expositions Musée Courbet 2019-2023 ;

- 1 M€ d'annulations d'autorisations d'engagement 2023 relatives aux dépenses imprévues conformément à la réglementation prévoyant d'annuler l'AE à défaut d'engagement constaté à la fin de l'exercice.

IV – EQUILIBRE DE LA DM1 DE 2024

Afin d'équilibrer le projet de décision modificative, il est proposé de **diminuer le volume d'emprunt prévisionnel de – 4,2 M€**, portant la prévision budgétaire pour 2024 à 53,55 M€ (pour rappel, 57,75 M€ prévus au BP 2024).

V – BUDGETS ANNEXES

V – 1. Le Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF)

Sur le budget du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, des inscriptions nouvelles sont sollicitées pour un montant global de **+ 400 000 €** en dépenses et en recettes.

- **+ 400 000 € de dépenses** afférents à la rémunération des titulaires et stagiaires (heures supplémentaires, régularisation de primes, avancements de grades, recrutements) ;

- **+ 400 000 € de recettes** au titre de la subvention versée par le budget principal du Département pour équilibrer le budget annexe du CDEF.

A l'issue de la DM1, le budget annexe du CDEF s'élève à 10 543 143 € en dépenses et recettes pour 2024, avec une subvention d'équilibre de 10 185 993 €.

V – 2. Le Laboratoire vétérinaire départemental (LVD)

Le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental présente au compte administratif 2023 un excédent cumulé de la **section d'investissement** de 148 569,73 €. Ce résultat est repris en recettes d'investissement en décision modificative n° 1 de 2024 (chapitre 001).

En dépenses d'investissement, une inscription de crédits du même montant, soit **+ 148 569,73 €**, est sollicitée pour l'achat de matériel.

La **section de fonctionnement** du compte administratif 2023 présente un déficit cumulé de **- 14 728,79 €** qu'il convient d'inscrire en dépenses de fonctionnement en décision modificative n° 1 de 2024 (chapitre 002).

D'autres inscriptions en dépenses de fonctionnement sont demandées à hauteur de **+ 90 000 €** dont 91 000 € pour les rémunérations et cotisations sociales financées pour partie par un dégagement de 15 728,79 € sur l'achat des réactifs.

Pour équilibrer la section de fonctionnement, une recette de **+ 90 000 €** versée par le budget principal du Département est nécessaire.

Budget annexe LVD	**Propositions budgétaires DM 1**	
FONCTIONNEMENT	**Dépenses**	**Recettes**
Résultat cumulé de fonctionnement (002)	14 728,79	
Fournitures et consommables	-15 728,79	
Dépenses de personnel	91 000,00	
Subvention d'équilibre		90 000,00
Total Fonctionnement	**90 000,00**	**90 000,00**
INVESTISSEMENT	**Dépenses**	**Recettes**
Résultat cumulé d'investissement (001)		148 569,73
Matériel, mobilier, outillage	148 569,73	
Total investissement	**148 569,73**	**148 569,73**
Total DM1	**238 569,73**	**238 569,73**

Après une inscription en DM1 de + 238 569,73 € en dépenses et en recettes, **le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental s'équilibre à 1 423 601,73 €**.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 404** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve l'affectation comptable du résultat par l'inscription d'une recette d'investissement au compte 1068 de 44 539 912,27 €, d'une recette de fonctionnement au compte 002 de 16 859 234,47 € et d'une dépense d'investissement au compte 001 de 44 539 912,27 €.

Arrête le volume global de la décision modificative n° 1 de 2024 du Département à 55 241 782,27 € en mouvements réels, soit :

- 40 349 912,27 € de recettes d'investissement et 14 891 870,00 € de recettes de fonctionnement ;
- 47 689 912,27 € de dépenses d'investissement et 7 551 870 € de dépenses de fonctionnement.

Autorise la reprise de la totalité du produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux affecté en réserves pour un montant de 7 000 000 €, afin d'atténuer la baisse du produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux anticipée sur l'exercice 2024.

Approuve, au niveau du chapitre, pour chacune des sections, les inscriptions de dépenses et de recettes telles qu'elles figurent dans le document budgétaire et en annexe n° 1 du rapport.

Approuve les ouvertures et les annulations d'autorisations de programme pour un montant global de 24 397 980,67 €, présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2, 3 et 4 du rapport, selon la répartition suivante :

- des ouvertures d'autorisations de programme pour un montant de 45 388 000 €
- des annulations d'autorisations de programme pour un montant de - 20 990 019,33 €.

Approuve les ouvertures et annulations d'autorisations d'engagement pour un montant global de – 6 561 216,78 €, présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2, 3 et 4 du rapport, selon la répartition suivante :

- des ouvertures d'autorisations d'engagement pour un montant de 280 000 €
- des annulations d'autorisations d'engagement pour un montant de – 6 841 216,78 €.

Approuve la programmation pluriannuelle des autorisations de programme et d'engagement ainsi que la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants figurant en annexe n° 4 du rapport.

Pour le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) :

- Approuve les inscriptions en dépenses et en recettes, correspondant aux inscriptions de dépenses et de recettes détaillées en annexe n° 1 du rapport. Le montant disponible pour la subvention d'équilibre est de 10 185 993 €.

Pour le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental :

- Approuve l'inscription d'une recette d'investissement au compte 001 de 148 569,73 € et d'une dépense de fonctionnement au compte 002 de 14 728,79 € ;

- Approuve les inscriptions, en dépenses et en recettes, à hauteur de 238 569,73 €, détaillées en annexe n° 1 du rapport. Le montant disponible pour la subvention d'équilibre est de 90 000 €.

Concernant les garanties d'emprunts, approuve l'inscription sur l'enveloppe dédiée au logement social, d'un crédit de + 12 M€, portant ainsi son montant à 50 M€.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

TABLE DES ANNEXES

1 - DM1 de 2024 par imputations
2 - Mouvements en AP et en AE
3 - Synthèse des annulations AP/AE
4 - Programmation pluriannuelle

Propositions DM1 2024 par imputations budgétaires

BUDGET PRINCIPAL

RECETTES	55 241 782,27

INVESTISSEMENT — 40 349 912,27

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
LECTURE			
DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS			
13	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	10 000,00
			10 000,00
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE			
DETTE, PROGRAMME D'EMPRUNTS, TRESORERIE ET GARANTIES D'EMPRUNTS			
16	1641	EMPRUNTS EN EUROS	-4 200 000,00
			-4 200 000,00
OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES			
10	1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	44 539 912,27
			44 539 912,27

FONCTIONNEMENT — 14 891 870,00

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
AUTONOMIE DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES / TRANSPORTS ADAPTES			
PERSONNES AGEES			
016	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	1 150 000,00
			1 150 000,00
RETOUR A L'EMPLOI, INSERTION			
PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION			
74	74718	AUTRES	520 000,00
			520 000,00

ACTION CULTURELLE

COOPERATION TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

74	74718	AUTRES	40 000,00
			40 000,00

LECTURE

ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES

74	74718	AUTRES	6 500,00
			6 500,00

MOBILITES ET INFRASTRUCTURES

MAINTENANCE DES ROUTES DEPARTEMENTALES

74	74888	AUTRES	50 000,00
			50 000,00

GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

FISCALITE ET DOTATIONS

73	732251	ATTRIBUTION AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES DMTO PERCUS PAR DEPARTEMENT	1 697 000,00
73	7351	FRACTION COMPENSATOIRE DE LA TFPB ET DE LA TAXE D'HABITATION SUR RESIDENCES PRINCIPALES	-3 600 000,00
73	7352	FRACTION COMPENSATOIRE DE LA CVAE	-860 000,00
731	73121	TAXE DEPARTEMENTALE DE PUBLICITE FONCIERE ET DROIT DEPARTEMENTAL D'ENREGISTREMENT	-8 000 000,00
			-10 763 000,00

OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES

002	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	16 859 234,47
75	75882	REPRISE RESERVE - SURPLUS DE DMTO	7 000 000,00
75	75888	AUTRES	29 135,53
			23 888 370,00

DEPENSES 55 241 782,27

INVESTISSEMENT 47 689 912,27

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024

ENFANCE ET FAMILLE

PROTECTION DE L'ENFANT

204	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 600 000,00
			1 600 000,00

COLLEGES

NUMERIQUE EDUCATIF

204	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	150 000,00
204	20431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	50 000,00
21	21831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	-200 000,00
			0,00

ACTION CULTURELLE

COOPERATION TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

21	2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-10 000,00
23	2316	RESTAURATION DES BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS	10 000,00
			0,00

LECTURE

DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS

21	2188	AUTRES	10 000,00
			10 000,00

SPORT ET EDUCATION POPULAIRE

VITALITE ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES

26	261	TITRES DE PARTICIPATION	700 000,00
			700 000,00

MOBILITES ET INFRASTRUCTURES

AMELIORATION DES RESEAUX

204	204114	VOIRIES	840 000,00
			840 000,00

GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES

001	001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	44 539 912,27
			44 539 912,27

FONCTIONNEMENT — 7 551 870,00

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024

ENFANCE ET FAMILLE

PROTECTION DE L'ENFANT

011	6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	240 000,00
65	65212	FRAIS PERISCOLAIRES	250 000,00
65	652412	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL	1 160 000,00
65	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	400 000,00
			2 050 000,00

RETOUR A L'EMPLOI, INSERTION

GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

017	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	2 000 000,00
			2 000 000,00

EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE

011	6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	26 000,00
			26 000,00

ACTION CULTURELLE

COOPERATION TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

011	6238	DIVERS	-3 000,00
65	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	3 000,00
			0,00

SPORT ET EDUCATION POPULAIRE

VITALITE ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES

011	6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	-40 000,00
011	6288	AUTRES	39 000,00
65	65748	AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	1 000,00
			0,00

MOBILITES ET INFRASTRUCTURES

MAINTENANCE DES ROUTES DEPARTEMENTALES

011	615231	VOIRIES	50 000,00
			50 000,00

SECURITE ROUTIERE

011	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	-1 100,01
65	65748	AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	1 100,01
			0,00

GESTION ET PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL, TRANSITION CLIMATIQUE

BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

011	615231	VOIRIES	14 000,00
65	65748	AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	-14 000,00
			0,00

ESPACE RURAL ET PERIURBAIN

SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES ET FORESTIERES

011	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	5 000,00
65	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	-5 000,00
65	65731	ETAT	-90 000,00
65	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	90 000,00
			0,00

TOURISME

DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE

65	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT	1 960 000,00
			1 960 000,00

RESSOURCES HUMAINES

POLITIQUE SALARIALE ET GESTION DES CARRIERES

011	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	70 000,00
012	64118	AUTRES INDEMNITES	-70 000,00
			0,00

GESTION DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES

011	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	10 000,00
			10 000,00

PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL

65	65134	AIDES	-10 000,00
			-10 000,00

GESTION ET OPTIMISATION FINANCIERE

FISCALITE ET DOTATIONS

014	7398	REVERSEMENTS, RESTITUTIONS ET PRELEVEMENTS DIVERS	1 465 870,00
			1 465 870,00

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF)

RECETTES 400 000,00

FONCTIONNEMENT 400 000,00

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
019	7712	SUBVENTION D'EQUILIBRE	400 000,00
			400 000,00

DEPENSES 400 000,00

FONCTIONNEMENT 400 000,00

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
012	64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	400 000,00
			400 000,00

LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL (LVD)

RECETTES 238 569,73

FONCTIONNEMENT 90 000,00

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
74	7473	DEPARTEMENTS	90 000,00
			90 000,00

INVESTISSEMENT 148 569,73

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
001	001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	148 569,73
			148 569,73

DEPENSES 238 569,73

FONCTIONNEMENT 90 000,00

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
002	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	14 728,79
011	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-15 728,79
012	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	62 000,00
012	64118	AUTRES INDEMNITES	16 500,00
012	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	6 000,00
012	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	6 500,00
			90 000,00

INVESTISSEMENT 148 569,73

Chapitre	Nature	Libellé	DM1 2024
21	2188	AUTRES	148 569,73
			148 569,73

Mouvements en AP/AE - Etape budgétaire DM1 2024

INVESTISSEMENT 24 397 980,67

12 Enfance et famille 299 683,64

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
LOGCDEF	22/MOYENS LOGISTIQUES CDEF	2022	1	-100 316,36	122
SUBVMECS	24/SUBVENTION INVESTISSEMENT MECS	2024	1	400 000,00	
			Montant/axe	**299 683,64**	**122**

13 Retour à l'emploi, insertion -1 254,76

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
VELOGARDES	21-23/PTI ACTIONS VELOGARDES	2021	1	-1 254,76	132
			Montant/axe	**-1 254,76**	**132**

14 Habitat et logement -7 298 161,00

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
DELEGLOGT	22/DELEGATION AIDE A LA PIERRE	2022	1	-174 000,00	143
DELEGLOGT	23/DELEGATION AIDE A LA PIERRE	2023	1	-177 906,00	
GENSVOYAGE	22/GENS DU VOYAGE	2022	1	-583,00	
GENSVOYAGE	23/GENS DU VOYAGE	2023	1	-84 050,00	
HABITINDIV	23/AIDE HABITAT INDIVIDUEL PRIVE	2023	1	-549 742,00	
HABPRIVE	HABITAT PRIVE 24-29	2024	1	1 250 000,00	
LOCPRIVE	23/DEVELOPPEMENT LOCATIF BAILLEURS PRIVES	2023	1	-39 483,00	
LOGLOCATIF	AIDE LOGEMENT LOCATIF 23	2023	1	-7 290 397,00	
RESTRUCLOG	23/PLAN ETAT RESTRUCTURATIONS LOURDES LOGEMENTS	2023	1	-232 000,00	
			Montant/axe	**-7 298 161,00**	**143**

21 Collèges 1 076 772,92

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
ACQCOL	22/ACQUISITION TERRAINS COLL PUB.	2022	1	-13 227,08	211
ACQCOL	23/ACQUISITION TERRAINS COLL PUB.	2023	1	-10 000,00	
PMCOLLEGES	CONSTRUCTION COLLEGE BETHONCOURT	2017	3	1 100 000,00	
			Montant/axe	**1 076 772,92**	**211**

22 Action culturelle -8 378,67

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
MATCOURB	23/MATERIEL COURBET	2023	1	-7 844,61	221
NANCRAY	NANCRAY MAISONS COMTOISES 2019-2023	2019	1	-1 855,00	
TRAVCOURB	23/TRAVAUX COURBET	2023	1	-8 679,06	
TRAVCOURB	24/ TRAVAUX COURBET	2024	1	10 000,00	
			Montant/axe	**-8 378,67**	**221**

23 Lecture — -41 053,00

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
EQUIPBIBLI	23/ EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUES	2023	1	-61 053,00	231
			Montant/axe	**-61 053,00**	**231**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
ACQMDOUV	ACQUISITION MD OUVRAGES 23-25	2023	1	20 000,00	232
			Montant/axe	**20 000,00**	**232**

24 Archives départementales et patrimoines culturels — -937,21

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
MATARCHI	23/ AUTRES MATERIEL ARCHIVES	2023	1	-2,88	241
REST. EXT.	RESTAURATION EXTERIEURE 2018-2023	2018	1	-934,33	
			Montant/axe	**-937,21**	**241**

25 Sport et éducation populaire — 200 000,00

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
LOGMANIF	24/PACK LOGISTIQUE MANIF	2024	1	200 000,00	252
			Montant/axe	**200 000,00**	**252**

31 Mobilités et infrastructures — 36 977 404,65

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
ACTIPROGR	ACTIONS DE PROGRES 2021-2024	2021	1	-792 192,80	311
ACTIPROGR	MAINTENANCE DES RD - ACTIONS DE PROGRES 2018-2020	2018	1	-14 024,10	
MAINTCOUR	MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL 2022-2027	2022	1	-220 000,00	
MAINTCOUR	MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL 2020-2021	2019	1	-344 428,59	
MAINTDESS	19/MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU DESSERTE	2018	2	-97 815,87	
MAINTDESS	MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU DE DESSERTE 2019-2021	2019	1	-609 967,15	
MAINTDESS	MAINTENANCE RESEAU DESSERTE 2022-2028	2021	1	-375 204,11	
MAINTSTRU	MAINTENANCE DES RD-MAINTENANCE DU RESEAU STRUCTURANT 2022-2028	2021	1	-259 722,98	
MAINTSTRU	MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU STRUCTURANT 2019-2021	2019	1	-1 023 671,74	
			Montant/axe	**-3 737 027,34**	**311**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
SECURROUT	SECURITE ROUTIERE - SECURISATION 2018-2020	2018	1	-344 399,80	312
SECURROUT	SECURITE ROUTIERE-SECURISATION 2021-2027	2021	1	-181 860,84	
			Montant/axe	**-526 260,64**	**312**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
AMENAGEMT	AMELIORATION DES RESEAUX - OPERATIONS D'AMENAGEMENT ROUTIER 2018-2021	2018	1	-301 203,39	313
AMENAGEMT	AMENAGEMENT ROUTIER 2022-2027	2022	1	-6 888,69	
PLANOA	PLAN PLURIANNUEL OUVRAGES D'ART 2024-2034	2024	1	25 000 000,00	
RN57BES	RN 57 BESANCON 2024-2025	2024	1	2 750 000,00	
RN57PONT	RN57 AMENAGEMENT SUD PONTARLIER 2024-2027	2024	1	14 140 000,00	
			Montant/axe	**41 581 907,92**	**313**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
MAINTCYCL	MAINTENANCE DES VOIES CYCLABLES - MAINTENANCE DU PATRIMOINE CYCLABLE DEPARTEMENT	2019	1	-24 775,11	314
MAINTCYCL	MAINTENANCE DU PATRIMOINE CYCLABLE DEPARTEMENTAL 2022-2027	2022	1	-316 440,18	
			Montant/axe	**-341 215,29**	**314**

33 Développement territorial attractivité et affaires européennes — -430 315,80

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
AEROLAVEZE	23/PARTICIPATION INVEST AERODROME LA VEZE	2023	1	-25 000,00	331
AEROMONTBE	24/PARTICIPATION INVEST AERODROME MONTBELIARD	2024	1	18 000,00	
AMOCOMMUN	18/AMO COMMUNES EPCI	2018	1	-8 400,00	
CONTERRI	CONTRATS TERRITORIAUX 18-21	2018	1	-182 618,00	
CTBONUS	BONIFICATIONS SUPRA EPCI 18-21	2018	1	-12 889,00	
INTEMPERIE	23/ SOUTIEN INTEMPERIES	2023	1	-119 464,00	
PROJETERRI	17/PROJETS TERRITORIAUX	2017	1	-10 865,00	
SMIXMICROP	22/PARTICIPATION SMIX MICROPOLIS	2022	1	-60 950,68	
SMIXMICROP	23/PARTICIPATION SMIX MICROPOLIS	2023	1	-5 560,19	
SMIXPNHJ	21/SUBVENTION SMIX PARC HAUT JURA	2021	1	-2 568,93	
SMIXPNHJ	23/SUBVENTION SMIX PARC NATUREL DU HAUT JURA	2023	1	-20 000,00	
			Montant/axe	**-430 315,80**	**331**

34 Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique — -364 166,80

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
ESPNATUREL	20/MILIEUX AQUATIQUES	2020	1	-618,00	341
ESPNATUREL	21/MILIEUX AQUATIQUES	2021	1	-981,00	
ESPNATUREL	22/MILIEUX AQUATIQUES	2022	1	-1 783,00	
ESPNATUREL	23/MILIEUX AQUATIQUES	2023	1	-18 912,00	
GESTEAU	17/GESTION DE L EAU	2017	1	-7 777,00	
GESTEAU	18/GESTION DE L EAU	2018	1	-1 473,00	
GESTEAU	19/GESTION DE L'EAU	2019	1	-42 218,00	
GESTEAU	20/GESTION DE L'EAU	2020	1	-53 056,80	
GESTEAU	21/GESTION DE L'EAU	2021	1	-113 209,00	
GESTEAU	22/GESTION DE L'EAU	2022	1	-82 283,00	
GESTEAU	23/GESTION DE L'EAU	2023	1	-1 856,00	
MATERIEAU	22/MATERIEL SUIVI QUALITE COURS D'EAU	2022	1	-15 000,00	
MATERIEAU	23/MATERIEL SUIVI QUALITE COURS D'EAU	2023	1	-10 000,00	
			Montant/axe	**-349 166,80**	**341**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
TAINVTENS	TA INVESTISSEMENT ENS	2019	1	-15 000,00	342
			Montant/axe	**-15 000,00**	**342**

35 Espace rural et périurbain — -566 195,31

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
AMGTFONC	20/AMENAGEMENTS FONCIERS	2020	1	-4 956,80	351
AMGTFONC	21/AMENAGEMENTS FONCIERS	2021	1	-4 038,40	
AMGTFONC	23/AMENAGEMENTS FONCIERS	2023	1	-100 000,00	
			Montant/axe	**-108 995,20**	**351**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
DESSERTFOR	22/DESSERTES FORESTIERES ETAT/ASP	2022	1	-0,76	352
EAUXPLUV	20/RECUP TRAIT.EAUX PLUVIALES	2020	1	-20 076,74	
EAUXPLUV	21/RECUPERATION TRAITEMENT EAUX PLUVIALES	2021	1	-140 000,00	
EAUXPLUV	22/RECUPERATION TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	2022	1	-290 073,00	
EAUXPLUV	23/RECUPERATION TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	2023	1	-500 000,00	
EEFCNASEA	22/EEF ENTREPRISES EXPLOITATIONS FORESTIERES	2022	1	-3 940,87	
ENERGIEAGR	21/AUTONOMIE ET SOBRIETE ENERGETIQUE	2021	1	-3 108,74	
PROJHORPSN	24/SOUTIEN PROJETS AGRICOLES HORS PSN	2024	1	500 000,00	
			Montant/axe	**-457 200,11**	**352**

36 Tourisme — -36 578,00

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
PROJETMAJE	PROJETS TOURISTIQUES MAJEURS 19-21	2019	1	-36 578,00	362
			Montant/axe	**-36 578,00**	**362**

44 Batiments et moyens généraux — -908 839,99

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
ACQPAT	23/ACQUISITION TERRAINS BATIS OU NON	2023	1	-369 017,09	441
			Montant/axe	**-369 017,09**	**441**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
MOYENSLOG	22/MOYENS LOGISTIQUES	2022	1	-539 822,90	443
			Montant/axe	**-539 822,90**	**443**

45 Gestion et optimisation financière — -4 500 000,00

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions DM1 AP 2024	Axe
DEPIMPREVU	23/AP DEPENSES IMPREVUES	2023	1	-1 000 000,00	453
DEPIMPREVU	24/AP DEPENSES IMPREVUES	2024	1	-3 500 000,00	
			Montant/axe	**-4 500 000,00**	**453**

FONCTIONNEMENT

-6 561 216,78

11 Autonomie PA PH transport adaptés — 250 000,00

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
TRANSPIND	23-24/TRANSPORT SCOLAIRE INDIVIDUALISE	2023	1	250 000,00	112
			Montant/axe	**250 000,00**	**112**

13 Retour à l'emploi, insertion — -1 678 945,39

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
ACCTNS	ACCOMPAGNEMENT TRAVAIL. NON SALARIES 20-22	2020	1	-29 975,00	132
FSESG18-21	FSE SUBVENTION GLOBALE 18-21	2018	1	-1 009 228,39	
SUBSIAE	SUBVENTION SIAE 20-22	2020	1	-624 197,00	
			Montant/axe	**-1 663 400,39**	**132**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
PARCRENF	SUBV.PARCOURS RENFORCES 20-23	2020	1	-15 545,00	133
			Montant/axe	**-15 545,00**	**133**

14 Habitat et logement — -81 880,00

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
ANIMOPAH	SUIVI ANIMATION OPAH 22-24	2022	1	-80 940,00	141
REVISPDH	REVISION PLAN DEPARTEMENTAL HABITAT 19-22	2019	1	-940,00	
			Montant/axe	**-81 880,00**	**141**

15 Action sociale — -57 280,00

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
DSDISPOSUP	DEVELOPPEMENT SOCIAL DISPOSITIF SUPPORT 21-23	2021	1	-57 280,00	152
			Montant/axe	**-57 280,00**	**152**

21 Collèges — -274 127,07

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
AECPPMC	FONCTIONNEMENT PLAN MODERNISATION COLLEGES	2017	1	-274 127,07	211
			Montant/axe	**-274 127,07**	**211**

22 Action culturelle — -1 139 198,58

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
ARTVI	23/ ARTS VIVANTS	2023	1	-500,00	221
ETHNOPOLE	23/ETHNOPOLE	2023	1	-16 487,20	
EXPOCOURB	EXPOSITIONS MUSEE COURBET 19-23	2019	1	-824 709,61	
PROGCULT	23/ PROGRAMMATION CULTURELLE	2023	1	-4 372,75	
			Montant/axe	**-846 069,56**	**221**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
INCLUSCU	23/ INCLUSION CULTURELLE	2023	1	-3 532,00	222
			Montant/axe	**-3 532,00**	**222**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
COLLEGECIN	COLLEGE CINE SENSIBILISATION COLLEGIENS 2020/2023	2020	1	-104 603,81	223
DOUBSPASCU	23/ DOUBS PASS CULTURE	2023	1	-46 515,00	
ECOLEMUS	23/ ECOLES DE MUSIQUE	2023	1	-244,00	
SDEA	23/ SCHEMA DEPARTEMENTAL ENSEIGNEMENT DES ARTS	2023	1	-82 500,00	
SENSICOL	22/ SENSIBILISATION COLLEGIENS	2022	1	-55 734,21	
			Montant/axe	**-289 597,02**	**223**

25 Sport et éducation populaire — -270 273,51

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
INCLUS	23/ INCLUSION SOCIALE	2023	1	-22 000,00	251
			Montant/axe	**-22 000,00**	**251**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
SPORTATT	22/23 SPORT ATTRACTIVITE	2022	1	-25 000,00	252
SPORTATT	23/ SPORT ATTRACTIVITE	2023	1	-34 100,00	
			Montant/axe	**-59 100,00**	**252**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
ASSJEU	23/ ASSOCIATIONS JEUNESSE	2023	1	-8 000,00	253
CDJ	23/ CONSEIL DEPARTEMENTAL DES JEUNES	2023	1	-17 710,51	
DOUBSPASPO	23/ DOUBS PASS SPORTS	2023	1	-116 972,00	
REUSSEDUC	23/ REUSSITE EDUCATIVE	2023	1	-46 491,00	
			Montant/axe	**-189 173,51**	**253**

31 Mobilités et infrastructures — -2 005 717,79

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
FMAINTCOUR	22/MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL	2022	1	-434 231,57	311
FMAINTCOUR	23/MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL	2023	1	-704 799,91	
FVEHMATEQU	22/VEHICULE MATERIEL EQUIPEMT - MATERIEL TRANSP	2022	1	-491 544,18	
FVEHMATEQU	23/VEHICULE MATERIEL EQUIPMT - MATERIEL TRANSPORT	2023	1	-132 591,29	
VIABHIVER	MAINTENANCE DES RD-VIABILITE HIVERNALE 2021-2024	2021	1	-206 616,12	
			Montant/axe	**-1 969 783,07**	**311**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
FSECURROUT	23/SECURITE ROUTIERE - SECURISATION	2023	1	-2 800,00	312
			Montant/axe	**-2 800,00**	**312**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
FETUDESACQ	23/ETUDES ET ACQUISITIONS FONCIERES	2023	1	-9 300,00	313
			Montant/axe	**-9 300,00**	**313**

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
FMAINTCYCL	23/MAINTENANCE DE PATRIMOINE CYCLABLE	2023	1	-21 834,72	314
FSOUTICYCL	23/SOUTIEN AUX PROJETS CYCLABLES DES TERRITOIRES	2023	1	-2 000,00	
			Montant/axe	**-23 834,72**	**314**

34 Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique — -101 030,00

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
ETUDEBOUES	20/ETUDES GESTION DES BOUES	2020	1	-31 030,00	341
ETUDEBOUES	24/ETUDES GESTION DES BOUES	2024	1	30 000,00	
			Montant/axe	**-1 030,00**	**341**

Numero de Programme	Libellé de l'AP	AP	numéro d'AP	Propositions BS AP 2024	Axe
TAFCTENS	TA FONCTIONNEMENT ENS	2019	1	-100 000,00	342
			Montant/axe	**-100 000,00**	**342**

35 Espace rural et périurbain — -129 383,00

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
CHAMBRAGRI	21-23/PARTENARIAT CHAMBRE AGRICULTURE	2021	1	-129 383,00	352
			Montant/axe	**-129 383,00**	**352**

45 Gestion et optimisation financière — -1 073 381,44

Numero de Programme	Libellé de l'AE	AE	numéro d'AE	Propositions DM1 AE 2024	Axe
CERTIFCPT	21/PASSAGE M57	2021	1	-73 381,44	453
DEPIMPREVU	23/AE DEPENSES IMPREVUES	2023	2	-1 000 000,00	
			Montant/axe	**-1 073 381,44**	**453**

SYNTHESE ANNULATIONS AP/AE - DM1 2024

INVESTISSEMENT

Politiques / axes	Montant annulation AP	Commentaires
SOLIDARITES HUMAINES	**-8 649 732,12 €**	
Enfance et famille	**-100 316,36 €**	
Protection de l'enfant	-100 316,36 €	annulation AP millésimée 2022 affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant les moyens logistiques du CDEF (solde de l'AP)
Retour à l'emploi, insertion	**-1 254,76 €**	
Emploi et insertion professionnelle	-1 254,76 €	annulation de l'AP millésimée 2021-2023 affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant l'action vélogardes (solde de l'AP)
Habitat et logement	**-8 548 161,00 €**	
Développement et amélioration de l'offre en logements à vocation sociale	-8 548 161,00 €	annulations AP non affectées de 2023 dont - 7 290 397 € relatifs au programme aide au logement locatif suite à la refonte de la politique Habitat logement au BP24 et - 549 742 € au titre de l'amélioration de l'habitat privé
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**-103 595,96 €**	
Collèges	**-23 227,08 €**	
Modernisation et gestion patrimoniale des collèges publics	-23 227,08 €	annulations AP millésimées 2022 et 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur concernant l'acquisition de terrains (solde des AP)
Action culturelle	**-18 378,67 €**	
Coopération territoriale et attractivité du territoire	-18 378,67 €	annulations AP millésimées 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur
Lecture	**-61 053,00 €**	
Développement des collections	-61 053,00 €	annulation AP millésimée 2023 affectée et réalisée à un niveau inférieur relative à l'équipement des bibliothèques (changement de segmentation à compter de 2024)
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	**-937,21 €**	
Archives départementales	-937,21 €	annulations AP 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur (solde des AP)
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**-6 827 851,26 €**	
Mobilités et infrastructures	**-4 912 595,35 €**	
Maintenance des routes départementales	-3 737 027,34 €	annulations d'AP affectées et réalisées à un niveau inférieur dont : - 1 283 394,72 € d'annulations d'AP 2019 et 2021 au titre de la maintenance du réseau structurant ; - 1 082 987,13 € d'annulations d'AP 2018 et 2019 concernant la maintenance du réseau de desserte ; - 806 216,90 € d'AP 2018 et 2021 relatives aux actions de progrès (solde des 2 AP) ; - 564 428,59 € d'AP 2019 et 2022 relatives à la maintenance courante et matériel (solde de l'AP 2019)
Sécurité routière	-526 260,64 €	annulations d'AP 2018 et 2021 affectées et réalisées à un niveau inférieur sur le programme sécurité routière
Amélioration des réseaux	-308 092,08 €	annulations d'AP 2018 et 2022 affectées et réalisées à un niveau inférieur concernant le programme aménagements routiers
Structuration des voies cyclables	-341 215,29 €	annulations d'AP 2019 et 2022 affectées et réalisées à un niveau inférieur au titre de la maintenance du patrimoine cyclable (solde AP 2019)
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	**-448 315,80 €**	
Accompagnement des projets locaux	-448 315,80 €	annulations AP millésimées 2023 non affectées devenues sans objet pour - 139 464 € (intempéries et SMIX Parc naturel Haut Jura) ; annulations AP millésimées 2022 et 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur pour - 113 344,80 € (SMIX Micropolis, aérodrome La Vèze, AMO communes) ; annulations AP affectées et réalisées à niveau inférieur concernant les contrats territoriaux 2018-2021 pour - 195 507 €
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	**-364 166,80 €**	
Gestion de l'eau et milieux aquatiques	-349 166,80 €	annulations AP millésimées de 2017 à 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur au titre du programme Politique de l'eau (- 301 872,80 €) et Matériel suivi qualité cours d'eau (- 25 000 €) ; Annulation AP non affectée au titre du programme Milieux aquatiques (- 18 912 €)
Biodiversité et milieux naturels	-15 000,00 €	annulation AP affectée devenue sans objet ou réalisée à un niveau inférieur concernant la TA sur les espaces naturels sensibles

Espace rural et périurbain	**-1 066 195,31 €**	
Aménagement et mise en valeur de l'espace rural et périurbain	-108 995,20 €	annulation AP millésimée 2023 non affectée et AP millésimées 2020 et 2021 affectées et réalisées à un niveau inférieur relatives aux aménagements fonciers
Soutien aux activités agricoles et forestières	-957 200,11 €	dont annulations AP millésimées 2020 à 2023 affectées non engagées ou réalisées à un niveau inférieur concernant le programme de récupération traitement des eaux pluviales pour - 950 149,74 € (dont - 500 000 € pour l'AP 2023 suite au retrait de la Région du dispositif)
Tourisme	**-36 578,00 €**	
Développement de l'offre et de l'attractivité touristique	-36 578,00 €	annulation AP affectée et réalisée à un niveau inférieur relative aux projets touristiques majeurs 2019-2021

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**-5 408 839,99 €**	
Bâtiments et moyens généraux	**-908 839,99 €**	
Gestion patrimoniale	-369 017,09 €	annulation AP millésimée 2023 affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant le programme acquisition de terrains (solde de l'AP)
Moyens logistiques	-539 822,90 €	annulation AP millésimée 2022 affectée et réalisée à un niveau inférieur ou devenue sans objet
Gestion et optimisation financière	**-4 500 000,00 €**	
Opérations financières diverses	-4 500 000,00 €	annulations AP millésimées 2023 et 2024 relatives aux dépenses imprévues
TOTAL annulations AP	**-20 990 019,33 €**	

FONCTIONNEMENT

Politiques / axes	Montant annulation AE	Commentaires
SOLIDARITES HUMAINES	**-1 818 105,39 €**	
Retour à l'emploi, insertion	**-1 678 945,39 €**	
Emploi et insertion professionnelle	-1 663 400,39 €	annulations AE non affectées ou affectées réalisées à un niveau inférieur concernant le programme FSE Subvention globale 2018-2021 (- 1 009 228,39 €), la subvention SIAE 2020-2022 (- 624 197 €) et l'accompagnement des travailleurs non salariés 2020-2022 (- 29 975 €)
Prévention et lutte contre l'exclusion	-15 545,00 €	annulation AE non affectée correspondant à une moindre réalisation des subventions relatives à l'accompagnement socio-professionnel CMS pour la période 2020-2023 (solde de l'AE)
Habitat et logement	**-81 880,00 €**	
Stratégie et gouvernance	-81 880,00 €	annulations AE affectées dont - 80 940 € concernant le suivi animation OPAH 2022-2024 (passage en investissement)
Action sociale	**-57 280,00 €**	
Accompagnement des personnes	-57 280,00 €	annulation AE non affectée ou affectée réalisée à un niveau inférieur concernant le programme développement social dispositif support 2021-2023
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**-1 683 599,16 €**	
Collèges	**-274 127,07 €**	
Modernisation et gestion patrimoniale des collèges publics	-274 127,07 €	annulation AE affectée sur le programme dédié au plan de modernisation des collèges et réalisée à un niveau inférieur sur l'opération de restructuration du collège de Quingey
Action culturelle	**-1 139 198,58 €**	
Coopération territoriale et attractivité du territoire	-846 069,56 €	annulations AE millésimées 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur (- 21 359,95 €) et annulation de l'AE Expositions Musée Courbet 2019-2023 pour - 824 709,61 € (solde des AE)
Inclusion sociale	-3 532,00 €	annulation AE millésimée 2023 affectée et réalisée à un niveau inférieur relative à l'inclusion culturelle (solde de l'AE)
Réussite éducative	-289 597,02 €	annulations AE millésimées 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur dont - 82 500 € au titre du SDEA et - 46 515 € au titre du Doubs Pass culture suite à l'arrêt du dispositif (solde des AE) ; annulation de l'AE Collège au cinéma 2020-2023 pour - 104 603,81 € (solde de l'AE)
Sport et éducation populaire	**-270 273,51 €**	
Inclusion sociale	-22 000,00 €	annulation AE millésimée 2023 non affectée au titre de l'inclusion sociale par le sport (solde de l'AE)
Vitalité et attractivité des territoires	-59 100,00 €	annulations AE millésimée 2022 affectée et réalisée à un niveau inférieur (- 25 000 €) et AE millésimée 2023 non affectée (- 34 100 €) concernant le programme Sport attractivité
Réussite éducative	-189 173,51 €	annulations AE millésimées 2023 non affectées au titre de la réussite éducative et des associations jeunesse pour - 54 491 € (solde des AE) ; annulations AE millésimées 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur pour - 134 682,51 € dont - 116 972 € suite à l'arrêt du dispositif Doubs Pass sport (solde des AE)
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**-2 266 130,79 €**	
Mobilités et infrastructures	**-2 005 717,79 €**	
Maintenance des routes départementales	-1 969 783,07 €	dont - 1 139 031,48 € d'annulations d'AE millésimées 2022 et 2023 concernant la maintenance courante et matériel (solde des 2 AE) ; dont - 624 135,47 € d'annulations d'AE millésimées 2022 et 2023 concernant les véhicules, matériels et équipements (solde des 2 AE) dont - 206 616,12 € d'annulation d'AE 2021 relative à la viabilité hivernale 2022/2023
Sécurité routière	-2 800,00 €	annulation AE millésimée 2023 affectée et réalisée à un niveau inférieur (solde de l'AE)
Amélioration des réseaux	-9 300,00 €	annulation AE millésimée 2023 affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant les études et acquisitions foncières (solde de l'AE)
Structuration des voies cyclables	-23 834,72 €	annulations AE millésimées 2023 affectées et réalisées à un niveau inférieur relatives au programme maintenance du patrimoine cyclable et soutien aux projets cyclables (solde des 2 AE)
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	**-131 030,00 €**	
Gestion de l'eau et milieux aquatiques	-31 030,00 €	annulation AE millésimée 2020 affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant le programme Etudes gestion des boues
Biodiversité et milieux naturels	-100 000,00 €	annulation AE affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant la TA sur les espaces naturels sensibles

Espace rural et périurbain	**-129 383,00 €**	
Soutien aux activités agricoles et forestières	-129 383,00 €	annulation AE millésimée 2021 affectée et réalisée à un niveau inférieur concernant le partenariat avec la Chambre d'agriculture

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**-1 073 381,44 €**	
Gestion et optimisation financière	**-1 073 381,44 €**	
Opérations financières diverses	-1 073 381,44 €	solde de l'AE millésimée 2021 relative à la certification des comptes (- 73 381,44 €) et annulation de l'AE millésimée 2023 relative aux dépenses imprévues (- 1 000 000 €)
TOTAL annulations AE	**-6 841 216,78 €**	

Programmation pluriannuelle

Décision modificative n°1 2024

INVESTISSEMENT

Politiques	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			
	AP résiduelles au 31/12/2023	BP 2024	DM1 2024	TOTAL AP
SOLIDARITES HUMAINES	**38 248 729,55**	**13 083 000,00**	**-6 999 732,12**	**44 331 997,43**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	13 897 936,16	0,00	0,00	13 897 936,16
Enfance et famille	8 223 773,99	348 000,00	299 683,64	8 871 457,63
Retour à l'emploi, insertion	1 254,76	15 000,00	-1 254,76	15 000,00
Habitat et logement	15 413 199,64	12 720 000,00	-7 298 161,00	20 835 038,64
Inclusion numérique	712 565,00	0,00	0,00	712 565,00
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**74 738 301,45**	**7 250 900,00**	**1 226 404,04**	**83 215 605,49**
Collèges	69 682 373,31	4 820 000,00	1 076 772,92	75 579 146,23
Action culturelle	1 570 876,69	76 000,00	-8 378,67	1 638 498,02
Lecture	514 518,58	100 000,00	-41 053,00	573 465,58
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	2 727 106,73	2 254 900,00	-937,21	4 981 069,52
Sport et éducation populaire	243 426,14	0,00	200 000,00	443 426,14
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**225 036 137,29**	**105 585 000,00**	**35 580 148,74**	**366 201 286,03**
Mobilités et infrastructures	80 745 052,12	91 000 000,00	36 977 404,65	208 722 456,77
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	111 044 947,80	1 700 000,00	-430 315,80	112 314 632,00
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	16 866 496,56	7 995 000,00	-364 166,80	24 497 329,76
Espace rural et péri-urbain	2 574 633,81	1 500 000,00	-566 195,31	3 508 438,50
Tourisme	13 503 132,00	0,00	-36 578,00	13 466 554,00
Economie	301 875,00 €	3 390 000,00	0,00	3 691 875,00
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**31 271 399,76**	**15 721 000,00**	**-5 408 839,99**	**41 583 559,77**
Modernisation de l'action publique	7 134 624,06	0,00	0,00	7 134 624,06
Batiments et moyens généraux	23 136 775,70	9 721 000,00	-908 839,99	31 948 935,71
Gestion et optimisation financière *	1 000 000,00	6 000 000,00	-4 500 000,00	2 500 000,00
TOTAL	**369 294 568,05**	**141 639 900,00**	**24 397 980,67**	**535 332 448,72**

(*) dépenses imprévues

Politiques	CREDITS DE PAIEMENT D'INVESTISSEMENT				
	2024 *	2025	2026	2027	Exercices suivants
SOLIDARITES HUMAINES	**10 748 495,00**	**11 241 244,60**	**7 644 572,16**	**6 125 978,42**	**8 571 707,25**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	3 514 555,00	2 710 000,00	1 576 642,16	1 060 000,00	5 036 739,00
Enfance et famille	4 859 000,00	1 810 000,00	0,00	2 000 000,00	202 457,63
Retour à l'emploi, insertion	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
Habitat et logement	2 319 940,00	6 596 244,60	5 942 930,00	2 945 978,42	3 029 945,62
Inclusion numérique	50 000,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00	302 565,00
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**32 309 400,00**	**32 192 678,31**	**10 280 957,14**	**1 575 074,60**	**6 857 495,44**
Collèges	30 092 000,00	30 084 678,31	8 574 287,62	1 430 074,60	5 398 105,70
Action culturelle	201 000,00	95 000,00	95 000,00	95 000,00	1 152 498,02
Lecture	310 000,00	260 000,00	0,00	0,00	3 465,58
Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	1 566 400,00	1 753 000,00	1 611 669,52	50 000,00	0,00
Sport et éducation populaire	140 000,00	0,00	0,00	0,00	303 426,14
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**54 531 000,00**	**55 041 800,00**	**66 723 000,00**	**57 657 131,00**	**132 248 355,03**
Mobilités et infrastructures	33 340 000,00	30 505 000,00	38 690 000,00	34 560 000,00	71 627 456,77
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	10 956 000,00	13 885 000,00	15 865 000,00	15 669 131,00	55 939 501,00
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	6 945 000,00	5 982 000,00	7 023 000,00	3 000 000,00	1 547 329,76
Espace rural et péri-urbain	890 000,00	1 324 800,00	800 000,00	474 000,00	19 638,50
Tourisme	1 900 000,00	2 445 000,00	3 345 000,00	2 700 000,00	3 076 554,00
Economie	500 000,00	900 000,00	1 000 000,00	1 254 000,00	37 875,00
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**7 184 000,00**	**11 603 534,57**	**19 390 000,00**	**906 025,20**	**0,00**
Modernisation de l'action publique	1 570 000,00	2 630 000,00	2 640 000,00	294 624,06	0,00
Batiments et moyens généraux	5 614 000,00	8 973 534,57	16 750 000,00	611 401,14	0,00
Gestion et optimisation financière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**104 772 895,00**	**110 079 257,48**	**104 038 529,30**	**66 264 209,22**	**147 677 557,72**

(*) crédits votés 2024 (BP+DM1+déplacements)

FONCTIONNEMENT

Politiques	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT			
	AE résiduelles au 31/12/2023	BP 2024	DM1 2024	TOTAL AE
SOLIDARITES HUMAINES	**35 843 220,98**	**13 131 322,00**	**-1 568 105,39**	**47 406 437,59**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	3 226 382,05	4 100 000,00	250 000,00	7 576 382,05
Enfance et famille	10 882 805,50	0,00	0,00	10 882 805,50
Retour à l'emploi, insertion	20 573 166,90	4 830 000,00	-1 678 945,39	23 724 221,51
Habitat et logement	284 941,53	2 259 322,00	-81 880,00	2 462 383,53
Action sociale	674 125,00	1 742 000,00	-57 280,00	2 358 845,00
Inclusion numérique	201 800,00	200 000,00	0,00	401 800,00
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**9 123 704,70**	**3 130 500,00**	**-1 683 599,16**	**10 570 605,54**
Collèges	3 189 543,86	350 000,00	-274 127,07	3 265 416,79
Action culturelle	3 490 054,40	956 500,00	-1 139 198,58	3 307 355,82
Sport et éducation populaire	2 444 106,44	1 824 000,00	-270 273,51	3 997 832,93
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**7 387 477,96**	**17 959 000,00**	**-2 236 130,79**	**23 110 347,17**
Mobilités et infrastructures	5 541 854,17	12 849 000,00	-2 005 717,79	16 385 136,38
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	542 825,34	20 000,00	0,00	562 825,34
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	864 049,51	700 000,00	-101 030,00	1 463 019,51
Espace rural et périurbain	139 783,00	490 000,00	-129 383,00	500 400,00
Tourisme	298 965,94	3 900 000,00	0,00	4 198 965,94
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**1 225 974,24**	**3 200 000,00**	**-1 073 381,44**	**3 352 592,80**
Modernisation de l'action publique	152 592,80	200 000,00	0,00	352 592,80
Gestion et optimisation financière *	1 073 381,44	3 000 000,00	-1 073 381,44	3 000 000,00
TOTAL	**53 580 377,88**	**37 420 822,00**	**-6 561 216,78**	**84 439 983,10**

(*) dont dépenses imprévues

Politiques	CREDITS DE PAIEMENT DE FONCTIONNEMENT				
	2024 *	2025	2026	2027	Exercices suivants
SOLIDARITES HUMAINES	**13 943 027,00**	**14 065 192,00**	**14 737 404,00**	**3 002 180,50**	**1 658 634,09**
Autonomie des PA et des PH, transports adaptés	3 997 000,00	2 705 000,00	180 000,00	0,00	694 382,05
Enfance et famille	200 000,00	2 322 300,00	7 270 194,00	1 090 311,50	0,00
Retour à l'emploi, insertion	7 292 000,00	7 609 502,00	6 265 560,00	1 639 669,00	917 490,51
Habitat et logement	1 240 922,00	576 000,00	411 000,00	189 500,00	44 961,53
Action sociale	1 013 105,00	702 390,00	560 650,00	82 700,00	0,00
Inclusion numérique	200 000,00	150 000,00	50 000,00	0,00	1 800,00
DEVELOPPEMENT HUMAIN	**3 469 550,00**	**2 765 154,80**	**957 000,00**	**453 000,00**	**2 925 900,74**
Collèges	445 000,00	978 654,80	50 000,00	50 000,00	1 741 761,99
Action culturelle	1 412 550,00	1 198 500,00	319 000,00	0,00	377 305,82
Sport et éducation populaire	1 612 000,00	588 000,00	588 000,00	403 000,00	806 832,93
DYNAMIQUE TERRITORIALE	**12 948 609,99**	**5 850 000,00**	**2 260 000,00**	**271 009,51**	**1 780 727,67**
Mobilités et infrastructures	10 179 099,99	4 000 000,00	500 000,00	0,00	1 706 036,39
Développement territorial, attractivité et affaires européennes et transfrontalières	550 000,00	10 000,00	0,00	0,00	2 825,34
Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	642 010,00	380 000,00	300 000,00	141 009,51	0,00
Espace rural et périurbain	160 000,00	160 000,00	160 000,00	0,00	20 400,00
Tourisme	1 417 500,00	1 300 000,00	1 300 000,00	130 000,00	51 465,94
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	**150 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 592,80**
Modernisation de l'action publique	150 000,00	200 000,00	0,00	0,00	2 592,80
Gestion et optimisation financière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**30 511 186,99**	**22 880 346,80**	**17 954 404,00**	**3 726 190,01**	**6 367 855,30**

** crédits votés 2024 (BP+DM1+déplacements)*

Projet de décision modificative n° 1 – 2024

Budget principal
Conseil départemental du Doubs



www.doubs.fr

Doubs
le Département

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT : DEPARTEMENT DU DOUBS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22250001900013

POSTE COMPTABLE : PAIERIE DEPART. DU DOUBS

M. 57

Budget supplémentaire (projet de budget) (3)
Voté par nature

BUDGET : Département du Doubs (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 14
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 17
D1 - Balance générale - Dépenses 19
D2 - Balance générale - Recettes 21

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 23
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 27
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 31
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 32
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 33
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 34
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 37
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 40
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 47

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 50
A1.01 - Opérations non ventilables 52
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 53
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 56
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 57
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 58
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 61
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 64
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 67
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 68
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 71
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 73
A1.908 - Fonction 8 - Transports 76
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 80
A2.01 - Opérations non ventilables 82
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 83
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 89
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 90
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 91
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 95
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 99
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 103
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 104
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 105
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 108
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 110
A2.938 - Fonction 8 - Transports 113

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 117
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 118
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 128
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 130

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	131
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	133
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	134
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	135
B3.1 - Etat des provisions constituées	137
B3.2 - Etalement des provisions	139
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	140
B6 - Prêts	141
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	142
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	143
B7.3 - Etat des emprunts garantis	144
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	300
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	301
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	304
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	310
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	312
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	313
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	314
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	315
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	316
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	319
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	320
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	321

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	547096

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	635.592897

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1003
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1097
3	Dépenses d'équipement brut / population	133
4	Encours de dette / population (2) (3)	435
5	DGF / population	106
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	19.65 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	95.45 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	12,10 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	39.65 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	8.55 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement%
- Investissement : dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section d'investissement %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	751 018 042,77	796 947 519,16	-29 070 241,92	A1	16 859 234,47
Investissement	172 177 117,39	184 391 867,73	(3) -56 754 662,61	A2	-44 539 912,27
Fonctionnement	578 840 925,38	612 555 651,43	(4) 27 684 420,69	A3	61 399 146,74

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	16 859 234,47
Investissement	**A2 + B2**	-44 539 912,27
Fonctionnement	**A3 + B3**	61 399 146,74

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	13 771 600,00	58 311 512,27
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 44 539 912,27	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	58 311 512,27	58 311 512,27

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	14 891 870,00	-1 967 364,47
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 16 859 234,47
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	14 891 870,00	14 891 870,00

TOTAL DU BUDGET (5)	73 203 382,27	73 203 382,27

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D GESTEAU 2017/1	17/GESTION DE L EAU	204	-7 777,00
D PROJETERRI 2017/1	17/PROJETS TERRITORIAUX	204	-10 865,00
D AMOCOMMUN 2018/1	18/AMO COMMUNES EPCI	204	-8 400,00
D GESTEAU 2018/1	18/GESTION DE L EAU	204	-1 473,00
D GESTEAU 2019/1	19/GESTION DE L EAU	204	-42 218,00
D MAINTDESS 2018/2	19/MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU DESSERTE	23	-97 815,87
D AMGTFONC 2020/1	20/AMENAGEMENTS FONCIERS	45441003	-4 956,80
D GESTEAU 2020/1	20/GESTION DE L EAU	204	-53 056,80
D ESPNATUREL 2020/1	20/MILIEUX AQUATIQUES	204	-618,00
D EAUXPLUV 2020/1	20/RECUP TRAIT.EAUX PLUVIALES	204	-20 076,74
D ACQCOL 2022/1	2022/ACQUIS. TERR.COLL PUB.	21	-13 227,08
D ACQCOL 2023/1	2023/ACQUIS. TERR.COLL PUB.	21	-10 000,00
D VELOGARDES 2021/1	21-23/PTI ACTIONS VELOGARDES	018	-1 254,76
D AMGTFONC 2021/1	21/AMENAGEMENTS FONCIERS	45441003	-4 038,40
D ENERGIEAGR 2021/1	21/AUTONOMIE ET SOBRIETE ENERGETIQUE	204	-3 108,74
D GESTEAU 2021/1	21/GESTION DE L EAU	204	-113 209,00
D ESPNATUREL 2021/1	21/MILIEUX AQUATIQUES	204	-981,00
D EAUXPLUV 2021/1	21/RECUPERATION TRAITEMENT EAUX PLUVIALES	204	-140 000,00
D SMIXPNHJ 2021/1	21/SUBVENTION SMIX PARC HAUT JURA	204	-2 568,93
D DELEGLOGT 2022/1	22/DELEGATION AIDE A LA PIERRE	204	-174 000,00
D DESSERTFOR 2022/1	22/DESSERTES FORESTIERES ETAT/ASP	204	-0,76
D EEFCNASEA 2022/1	22/EEF ENTREPRISES EXPLOITATIONS FORESTIERES	204	-3 940,87
D GENSVOYAGE 2022/1	22/GENS DU VOYAGE	204	-583,00
D GESTEAU 2022/1	22/GESTION DE L EAU	204	-82 283,00
D MATERIEAU 2022/1	22/MATERIEL SUIVI QUALITE COURS D EAU	21	-15 000,00
D ESPNATUREL 2022/1	22/MILIEUX AQUATIQUES	204	-1 783,00
D MOYENSLOG 2022/1	22/MOYENS LOGISTIQUES	21	-539 822,90
D LOGCDEF 2022/1	22/MOYENS LOGISTIQUES CDEF	21	-100 316,36
D SMIXMICROP 2022/1	22/PARTICIPATION SMIX MICROPOLIS	204	-60 950,68
D EAUXPLUV 2022/1	22/RECUPERATION TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	204	-290 073,00
D MATARCHI 2023/1	23/ AUTRES MATERIEL ARCHIVES	21	-2,88
D EQUIPBIBLI 2023/1	23/ EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUES	204	-61 053,00
D INTEMPERIE 2023/1	23/ SOUTIEN INTEMPERIES	204	-119 464,00
D ACQPAT 2023/1	23/ACQ.TERRAINS BATIS OU NON	21	-369 017,09
D HABITINDIV 2023/1	23/AIDE HABITAT INDIVIDUEL PRIVE	204	-549 742,00
D AMGTFONC 2023/1	23/AMENAGEMENTS FONCIERS	45441003	-100 000,00
D DELEGLOGT 2023/1	23/DELEGATION AIDE A LA PIERRE	204	-177 906,00
D LOCPRIVE 2023/1	23/DEVELOPPEMENT LOCATIF BAILLEURS PRIVES	204	-39 483,00
D GENSVOYAGE 2023/1	23/GENS DU VOYAGE	204	-84 050,00
D GESTEAU 2023/1	23/GESTION DE L EAU	204	-1 856,00
D MATCOURB 2023/1	23/MATERIEL COURBET	21	-7 844,61
D MATERIEAU 2023/1	23/MATERIEL SUIVI QUALITE COURS D EAU	21	-10 000,00
D ESPNATUREL 2023/1	23/MILIEUX AQUATIQUES	204	-18 912,00
D AEROLAVEZE 2023/1	23/PARTICIPATION INVEST AERO LA VEZE	204	-25 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D SMIXMICROP 2023/1	23/PARTICIPATION SMIX MICROPOLIS	204	-5 560,19
D RESTRUCLOG 2023/1	23/PLAN ETAT RESTRUCTURATIONS LOURDES LOGEMENTS	204	-232 000,00
D EAUXPLUV 2023/1	23/RECUPERATION TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	204	-500 000,00
D SMIXPNHJ 2023/1	23/SUBVENTION SMIX PARC NATUREL DU HAUT JURA	204	-20 000,00
D TRAVCOURB 2023/1	23/TRAVAUX COURBET	23	-8 679,06
D TRAVCOURB 2024/1	24/ TRAVAUX COURBET	23	10 000,00
D LOGMANIF 2024/1	24/PACK LOGISTIQUE MANIF	21	200 000,00
D AEROMONTBE 2024/1	24/PARTICIPATION INVEST AERODROME MONTBELIARD	204	18 000,00
D PROJHORPSN 2024/1	24/SOUTIEN PROJETS AGRICOLES HORS PSN	204	500 000,00
D SUBVMECS 2024/1	24/SUBVENTION INVESTISSEMENT MECS	204	400 000,00
D ACQMDOUV 2023/1	ACQUISITION MD OUVRAGES 23-25	21	20 000,00
D ACTIPROGR 2021/1	ACTIONS DE PROGRES 2021-2024	20	-792 192,80
D LOGLOCATIF 2023/1	AIDE LOGEMENT LOCATIF 23	204	-7 290 397,00
D AMENAGEMT 2018/1	AMELIORATION DES RESEAUX - OPERATIONS D AMENAGEMENT ROUTIER 2018-2021	23	-301 203,39
D AMENAGEMT 2022/1	AMENAGEMENT ROUTIER 2022-2027	23	-6 888,69
D CTBONUS 2018/1	BONIFICATIONS SUPRA EPCI 18-21	204	-12 889,00
D PMCOLLEGES 2017/3	CONSTRUCTION COLLEGE BETHONCOURT	23	1 100 000,00
D CONTERRI 2018/1	CONTRATS TERRITORIAUX 18-21	204	-182 618,00
D HABPRIVE 2024/1	HABITAT PRIVE 24-29	204	1 250 000,00
D MAINTCOUR 2022/1	MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL 2022-2027	20	-220 000,00
D ACTIPROGR 2018/1	MAINTENANCE DES RD - ACTIONS DE PROGRES 2018-2020	20	-14 024,10
D MAINTCOUR 2019/1	MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL 2020-2021	20	-344 428,59
D MAINTDESS 2019/1	MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU DE DESSERTE 2019-2021	23	-609 967,15
D MAINTSTRU 2019/1	MAINTENANCE DES RD - MAINTENANCE DU RESEAU STRUCUTRANT 2019-2021	23	-1 023 671,74
D MAINTSTRU 2021/1	MAINTENANCE DES RD-MAINTENANCE DU RESEAU STRUCTURANT 2022-2028	21	-259 722,98
D MAINTCYCL 2019/1	MAINTENANCE DES VOIES CYCLABLES - MAINTENANCE DU PATRIMOINE CYCLABLE DEPARTEMENT	23	-24 775,11
D MAINTCYCL 2022/1	MAINTENANCE DU PATRIMOINE CYCLABLE DEPARTEMENTAL 2022-2027	20	-316 440,18
D MAINTDESS 2021/1	MAINTENANCE RESEAU DESSERTE 2022-2028	21	-375 204,11
D NANCRAY 2019/1	NANCRAY MAISONS COMTOISES 2019-2023	204	-1 855,00
D PLANOA 2024/1	PLAN PLURIANNUEL OUVRAGES D ART 2024-2034	23	25 000 000,00
D PROJETMAJE 2019/1	PROJETS TOURISTIQUES MAJEURS 19-21	204	-36 578,00
D REST. EXT. 2018/1	RESTAURATION EXTERIEURE 2018-2023	23	-934,33
D RN57BES 2024/1	RN 57 BESANCON 2024-2027	204	2 750 000,00
D RN57PONT 2024/1	RN57 AMENAGEMENT SUD PONTARLIER 2024-2027	204	14 140 000,00
D SECURROUT 2018/1	SECURITE ROUTIERE - SECURISATION 2018-2020	20	-344 399,80
D SECURROUT 2021/1	SECURITE ROUTIERE-SECURISATION 2021-2027	20	-181 860,84
D TAINVTENS 2019/1	TA INVESTISSEMENT ENS	204	-15 000,00
TOTAL			**28 897 980,67**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	-4 500 000,00

TOTAL GENERAL	**24 397 980,67**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D ETUDEBOUES 2020/1	20/ETUDES GESTION DES BOUES	011	-31 030,00
D CHAMBRAGRI 2021/1	21-23/PARTENARIAT CHAMBRE AGRICULTURE	65	-129 383,00
D CERTIFCPT 2021/1	21/PASSAGE M57	011	-73 381,44
D SENSICOL 2022/1	22/ SENSIBILISATION COLLEGIENS	011	-55 734,21
D SPORTATT 2022/1	22/23 SPORT ATTRACTIVITE	65	-25 000,00
D FMAINTCOUR 2022/1	22/MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL	011	-434 231,57
D FVEHMATEQU 2022/1	22/VEHICULE MATERIEL EQUIPEMT - MATERIEL TRANSP	011	-491 544,18
D TRANSPIND 2023/1	23-24/TRANSPORT SCOLAIRE INDIVIDUALISE	011	250 000,00
D ARTVI 2023/1	23/ ARTS VIVANTS	65	-500,00
D ASSJEU 2023/1	23/ ASSOCIATIONS JEUNESSE	65	-8 000,00
D CDJ 2023/1	23/ CONSEIL DEPARTEMENTAL DES JEUNES	65	-17 710,51
D DOUBSPASCU 2023/1	23/ DOUBS PASS CULTURE	65	-46 515,00
D DOUBSPASPO 2023/1	23/ DOUBS PASS SPORTS	65	-116 972,00
D ECOLEMUS 2023/1	23/ ECOLES DE MUSIQUE	65	-244,00
D INCLUSCU 2023/1	23/ INCLUSION CULTURELLE	65	-3 532,00
D INCLUS 2023/1	23/ INCLUSION SOCIALE	65	-22 000,00
D PROGCULT 2023/1	23/ PROGRAMMATION CULTURELLE	65	-4 372,75
D REUSSEDUC 2023/1	23/ REUSSITE EDUCATIVE	65	-46 491,00
D SDEA 2023/1	23/ SCHEMA DEPARTEMENTAL ENSEIGNEMENT DES ARTS	65	-82 500,00
D SPORTATT 2023/1	23/ SPORT ATTRACTIVITE	65	-34 100,00
D ETHNOPOLE 2023/1	23/ETHNOPOLE	011	-16 487,20
D FETUDESACQ 2023/1	23/ETUDES ET ACQUISITIONS FONCIERES	011	-9 300,00
D FMAINTCOUR 2023/1	23/MAINTENANCE COURANTE ET MATERIEL	011	-704 799,91
D FMAINTCYCL 2023/1	23/MAINTENANCE DE PATRIMOINE CYCLABLE	011	-21 834,72
D FSECURROUT 2023/1	23/SECURITE ROUTIERE - SECURISATION	011	-2 800,00
D FSOUTICYCL 2023/1	23/SOUTIEN AUX PROJETS CYCLABLES DES TERRITOIRES	011	-2 000,00
D FVEHMATEQU 2023/1	23/VEHICULE MATERIEL EQUIPMT - MATERIEL TRANSPORT	011	-132 591,29
D ETUDEBOUES 2024/1	24/ETUDES GESTION DES BOUES	011	30 000,00
D ACCTNS 2020/1	ACCOMPAGNEMENT TRAVAIL. NON SALARIES 20-22	65	-29 975,00
D COLLEGECIN 2020/1	COLLEGE CINE SENSIBILISATION COLLEGIENS 2020/2023	011	-104 603,81
D DSDISPOSUP 2021/1	DEVELOPPEMENT SOCIAL DISPOSITIF SUPPORT 21-23	65	-57 280,00
D EXPOCOURB 2019/1	EXPOSITIONS MUSEE COURBET 19-23	011	-824 709,61
D AECPPMC 2017/1	FONCTIONNEMENT PLAN MODERNISATION COLLEGES	011	-274 127,07
D FSESG18-21 2018/1	FSE SUBVENTION GLOBALE 18-21	017	-1 009 228,39
D VIABHIVER 2021/1	MAINTENANCE DES RD-VIABILITE HIVERNALE 2021-2024	011	-206 616,12
D REVISPDH 2019/1	REVISION PLAN DEPARTEMENTAL HABITAT 19-22	011	-940,00
D PARCRENF 2020/1	SUBV.PARCOURS RENFORCES 20-23	65	-15 545,00
D SUBSIAE 2020/1	SUBVENTION SIAE 20-22	017	-624 197,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D ANIMOPAH 2022/1	SUIVI ANIMATION OPAH 22-24	65	-80 940,00
D TAFCTENS 2019/1	TA FONCTIONNEMENT ENS	65	-100 000,00
TOTAL			**-5 561 216,78**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	-1 000 000,00

TOTAL GENERAL	**-6 561 216,78**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	9 587 400,00	0,00	0,00	0,00	9 587 400,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	29 559 995,00	0,00	2 640 000,00	0,00	32 199 995,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	10 135 000,00	0,00	-200 000,00	0,00	9 935 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	52 984 500,00	0,00	10 000,00	0,00	52 994 500,00
Total des dépenses d'équipement		**102 271 895,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**0,00**	**104 721 895,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	41 504 000,00	0,00	0,00	0,00	41 504 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	1 400 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	252 000,00	0,00	0,00	0,00	252 000,00
Total des dépenses financières		**42 456 000,00**	**0,00**	**700 000,00**	**0,00**	**43 156 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**144 817 895,00**	**0,00**	**3 150 000,00**	**0,00**	**147 967 895,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*31 324 100,00*		*0,00*	*0,00*	*31 324 100,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*10 621 600,00*	*0,00*	*10 621 600,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***31 324 100,00***		***10 621 600,00***	***0,00***	***41 945 700,00***
TOTAL		**176 141 995,00**	**0,00**	**13 771 600,00**	**0,00**	**189 913 595,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**44 539 912,27**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**234 453 507,27**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	14 266 927,00	0,00	10 000,00	0,00	14 276 927,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	57 750 000,00	0,00	-4 200 000,00	0,00	53 550 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**72 016 927,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**	**0,00**	**67 826 927,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 540 000,00	0,00	0,00	0,00	8 540 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	44 539 912,27	0,00	44 539 912,27
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 002 500,00	0,00	0,00	0,00	17 002 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	210 500,00	0,00	0,00	0,00	210 500,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 039 000,00	0,00	0,00	0,00	3 039 000,00
Total des recettes financières		**28 792 000,00**	**0,00**	**44 539 912,27**	**0,00**	**73 331 912,27**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**100 808 927,00**	**0,00**	**40 349 912,27**	**0,00**	**141 158 839,27**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*22 065 168,00*		*7 340 000,00*	*0,00*	*29 405 168,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*53 267 900,00*		*0,00*	*0,00*	*53 267 900,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*10 621 600,00*	*0,00*	*10 621 600,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***75 333 068,00***		***17 961 600,00***	***0,00***	***93 294 668,00***

TOTAL	**176 141 995,00**	**0,00**	**58 311 512,27**	**0,00**	**234 453 507,27**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**234 453 507,27**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**51 348 968,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	37 369 780,00	0,00	409 899,99	0,00	37 779 679,99
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	118 008 236,00	0,00	-70 000,00	0,00	117 938 236,00
014	Atténuations de produits	5 400 000,00	0,00	1 465 870,00	0,00	6 865 870,00
016	APA	59 555 000,00	0,00	0,00	0,00	59 555 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	87 262 605,00	0,00	2 000 000,00	0,00	89 262 605,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	226 061 113,00	0,00	3 746 100,01	0,00	229 807 213,01
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	388 200,00	0,00	0,00	0,00	388 200,00
Total des dépenses de gestion courante		**534 044 934,00**	**0,00**	**7 551 870,00**	**0,00**	**541 596 804,00**
66	Charges financières	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	7 200 000,00
67	Charges spécifiques (4)	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**541 345 934,00**	**0,00**	**7 551 870,00**	**0,00**	**548 897 804,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*22 065 168,00*		*7 340 000,00*	*0,00*	*29 405 168,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*53 267 900,00*		*0,00*	*0,00*	*53 267 900,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***75 333 068,00***		***7 340 000,00***	***0,00***	***82 673 068,00***
TOTAL		**616 679 002,00**	**0,00**	**14 891 870,00**	**0,00**	**631 570 872,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**631 570 872,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	1 150 000,00
016	APA	26 095 000,00	0,00	1 150 000,00	0,00	27 245 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	8 368 000,00	0,00	0,00	0,00	8 368 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 101 317,00	0,00	0,00	0,00	1 101 317,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	219 309 031,00	0,00	-2 763 000,00	0,00	216 546 031,00
731	Fiscalité locale	217 292 496,00	0,00	-8 000 000,00	0,00	209 292 496,00
74	Dotations et participations (4)	101 022 758,00	0,00	616 500,00	0,00	101 639 258,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	11 006 300,00	0,00	7 029 135,53	0,00	18 035 435,53
Total des recettes de gestion courante		**585 344 902,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**583 377 537,53**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**585 354 902,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**583 387 537,53**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*31 324 100,00*		*0,00*	*0,00*	*31 324 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***31 324 100,00***		***0,00***	***0,00***	***31 324 100,00***
TOTAL		**616 679 002,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**614 711 637,53**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**16 859 234,47**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**631 570 872,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**51 348 968,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	2 640 000,00	*0,00*	*2 640 000,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	-200 000,00	*241 300,00*	41 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	10 000,00	*10 380 300,00*	*10 390 300,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	700 000,00	*0,00*	700 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**3 150 000,00**	***10 621 600,00***	**13 771 600,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**44 539 912,27**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**58 311 512,27**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	409 899,99		409 899,99
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-70 000,00		-70 000,00
014	Atténuations de produits	1 465 870,00		1 465 870,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	2 000 000,00		2 000 000,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	3 746 100,01	*0,00*	3 746 100,01
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*7 340 000,00*	7 340 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**7 551 870,00**	***7 340 000,00***	**14 891 870,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 891 870,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	10 000,00	*0,00*	10 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-4 200 000,00	*0,00*	-4 200 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*10 621 600,00*	*10 621 600,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*7 340 000,00*	7 340 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**-4 190 000,00**	***17 961 600,00***	**13 771 600,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**44 539 912,27**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**58 311 512,27**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	1 150 000,00		1 150 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	-2 763 000,00		-2 763 000,00
731	Fiscalité locale	-8 000 000,00		-8 000 000,00
74	Dotations et participations (8)	616 500,00		616 500,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	7 029 135,53	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**-1 967 364,47**	***0,00***	**-1 967 364,47**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**16 859 234,47**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 891 870,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**176 141 995,00**	**0,00**	**24 397 980,67**	**13 771 600,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**11 321 600,00**	**13 771 600,00**
018	RSA	5 000,00	0,00	-1 254,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 587 400,00	0,00	-2 213 346,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	29 559 995,00	0,00	8 665 670,29	2 640 000,00	0,00	2 640 000,00	0,00	2 640 000,00
21	Immobilisations corporelles	10 135 000,00	0,00	-1 480 158,01	-200 000,00	0,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	52 984 500,00	0,00	24 036 064,66	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**102 271 895,00**	**0,00**	**29 006 975,87**	**2 450 000,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**0,00**	**2 450 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	41 504 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00	700 000,00
27	Autres immobilisations financières	252 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			-4 500 000,00					
Total des dépenses financières		**42 456 000,00**	**0,00**	**-4 500 000,00**	**700 000,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	90 000,00	0,00	-108 995,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**144 817 895,00**	**0,00**	**24 397 980,67**	**3 150 000,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**700 000,00**	**3 150 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*31 324 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*10 621 600,00*	*0,00*		*10 621 600,00*	*10 621 600,00*
Total des dépenses d'ordre		**31 324 100,00**			**10 621 600,00**	**0,00**		**10 621 600,00**	**10 621 600,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**44 539 912,27**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**58 311 512,27**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**176 141 995,00**	**0,00**	**13 771 600,00**	**0,00**	**13 771 600,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	14 266 927,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	57 750 000,00	0,00	-4 200 000,00	0,00	-4 200 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**72 016 927,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 540 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	17 002 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	210 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 039 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**28 792 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**100 808 927,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 065 168,00*		*7 340 000,00*	*0,00*	*7 340 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*53 267 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*10 621 600,00*	*0,00*	*10 621 600,00*
Total des recettes d'ordre		***75 333 068,00***		***17 961 600,00***	***0,00***	***17 961 600,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**44 539 912,27**

Total des recettes d'investissement cumulées	**58 311 512,27**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**176 141 995,00**	**0,00**	**24 397 980,67**	**13 771 600,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**11 321 600,00**	**13 771 600,00**
018	RSA	5 000,00	0,00	-1 254,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 587 400,00	0,00	-2 213 346,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	8 312 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	1 270 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	29 559 995,00	0,00	8 665 670,29	2 640 000,00	0,00	2 640 000,00	0,00	2 640 000,00
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204114	Voirie	0,00	0,00		840 000,00	0,00	840 000,00	0,00	840 000,00
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	2 185 000,00	0,00		-344 798,00	0,00	-344 798,00	0,00	-344 798,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	10 749 500,00	0,00		-3 706 587,00	0,00	-3 706 587,00	0,00	-3 706 587,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	1 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 664 000,00	0,00		125 703,00	0,00	125 703,00	0,00	125 703,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	5 571 000,00	0,00		3 397 186,00	0,00	3 397 186,00	0,00	3 397 186,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	1 900 000,00	0,00		-43 068,00	0,00	-43 068,00	0,00	-43 068,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	387 000,00	0,00		13 496,00	0,00	13 496,00	0,00	13 496,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	5 463 495,00	0,00		2 308 068,00	0,00	2 308 068,00	0,00	2 308 068,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
20432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	230 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 135 000,00	0,00	-1 480 158,01	-200 000,00	0,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00
2111	Terrains nus	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21572	Matériel technique scolaire	450 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
215731	Matériel roulant	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	910 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	25 000,00	0,00		-10 000,00	0,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00
21621	Biens sous-jacents	110 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	1 675 000,00	0,00		-44 000,00	0,00	-44 000,00	0,00	-44 000,00
21831	Matériel informatique scolaire	3 165 000,00	0,00		-200 000,00	0,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00
21838	Autre matériel informatique	450 000,00	0,00		-67 020,00	0,00	-67 020,00	0,00	-67 020,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	1 225 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	378 000,00	0,00		24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00		67 020,00	0,00	67 020,00	0,00	67 020,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 142 000,00	0,00		30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	52 984 500,00	0,00	24 036 064,66	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	228 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	6 500 000,00	0,00		3 343 855,00	0,00	3 343 855,00	0,00	3 343 855,00
2315	Install., matériel et outill. technique	27 368 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	1 453 500,00	0,00		73 000,00	0,00	73 000,00	0,00	73 000,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	15 265 000,00	0,00		-3 417 200,00	0,00	-3 417 200,00	0,00	-3 417 200,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	170 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	2 000 000,00	0,00		10 345,00	0,00	10 345,00	0,00	10 345,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**102 271 895,00**	**0,00**	**29 006 975,87**	**2 450 000,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**0,00**	**2 450 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	41 504 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
1641	Emprunts en euros	22 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	1 900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	17 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00	700 000,00
261	Titres de participation	700 000,00	0,00		700 000,00	0,00	0,00	700 000,00	700 000,00
27	Autres immobilisations financières	252 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	174 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	63 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			-4 500 000,00					
Total des dépenses financières		**42 456 000,00**	**0,00**	**-4 500 000,00**	**700 000,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	90 000,00	0,00	-108 995,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45441003	AMENAGEMENTS FONCIERS 2	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**144 817 895,00**	**0,00**	**24 397 980,67**	**3 150 000,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**700 000,00**	**3 150 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*31 324 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*31 324 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*1 532 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*279 800,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*102 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*12 900,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*28 900,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*300,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*51 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*20 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*1 704 300,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139311	*DGE*	*617 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
1393121	*Dotation départementale équip. collèges*	*2 511 800,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139313	*Dot. soutien à l'invest des départements*	*48 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
16878	*Dettes - Autres organismes, particuliers*	*26 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
198	*Neutralisation des amortissements*	*24 389 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*10 621 600,00*	*0,00*		*10 621 600,00*	*10 621 600,00*
2041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*119 000,00*	*0,00*		*119 000,00*	*119 000,00*
21831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*			*122 300,00*	*0,00*		*122 300,00*	*122 300,00*
2313	*Constructions*	*0,00*			*1 902 900,00*	*0,00*		*1 902 900,00*	*1 902 900,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*			*562 100,00*	*0,00*		*562 100,00*	*562 100,00*
2316	*Restaur. des biens histo. et culturels*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*0,00*			*7 866 100,00*	*0,00*		*7 866 100,00*	*7 866 100,00*
2328	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*			*49 200,00*	*0,00*		*49 200,00*	*49 200,00*
Total des dépenses d'ordre		**31 324 100,00**			**10 621 600,00**	**0,00**		**10 621 600,00**	**10 621 600,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**176 141 995,00**	**0,00**	**13 771 600,00**	**0,00**	**13 771 600,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	14 266 927,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	2 614 200,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
1312	Subv. transf. Régions	104 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	267 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	2 511 727,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13313	Dot. soutien à l'invest des départements	5 640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1338	Autres fonds équip. transférables	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13413	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	57 750 000,00	0,00	-4 200 000,00	0,00	-4 200 000,00
1641	Emprunts en euros	57 750 000,00	0,00	-4 200 000,00	0,00	-4 200 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**72 016 927,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 540 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	8 540 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	17 002 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	17 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	210 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2744	Prêts d'honneur	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2748	Autres prêts	154 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 039 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**28 792 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**100 808 927,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**	**0,00**	**-4 190 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 065 168,00*		*7 340 000,00*	*0,00*	*7 340 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*53 267 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2117	*Bois et forêts*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
215738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*62 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*2 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*449 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*1 083 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*66 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*141 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*984 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*13 574 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041483	*Subv.Autres cnes:Projet infrastructure*	*885 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	*29 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	*2 249 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*10 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*406 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*509 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*4 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*1 999 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*68 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*166 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 662 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*39 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*55 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804421	*Sub nat privé - Biens mob, mat, études*	*4 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*875 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*1 640 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*6 547 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*98 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*121 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*196 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*31 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*2 700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*1 009 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*214 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*170 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*418 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*520 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*43 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2816	*Biens histo. et cult. - dépenses amorti.*	*902 200,00*		*-902 200,00*	*0,00*	*-902 200,00*
28161	*Biens historiques et culturels immo.*	*0,00*		*902 200,00*	*0,00*	*902 200,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*19 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*7 126 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*1 049 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*312 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 259 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*2 073 400,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*1 022 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*456 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*330 300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*142 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 196 900,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*10 621 600,00*	*0,00*	*10 621 600,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
237	*Avances commandes immo incorporelles*	*0,00*		*49 200,00*	*0,00*	*49 200,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0,00*		*10 572 400,00*	*0,00*	*10 572 400,00*
45442003	*AMENAGEMENTS FONCIERS 2*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***75 333 068,00***		***17 961 600,00***	***0,00***	***17 961 600,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**616 679 002,00**	**0,00**	**-6 561 216,78**	**14 891 870,00**	**0,00**	**276 459,99**	**14 615 410,01**	**14 891 870,00**
011	Charges à caractère général (4)	37 369 780,00	0,00	-3 106 731,13	409 899,99	0,00	80 259,99	329 640,00	409 899,99
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	118 008 236,00	0,00		-70 000,00	0,00		-70 000,00	-70 000,00
014	Atténuations de produits	5 400 000,00	0,00		1 465 870,00	0,00		1 465 870,00	1 465 870,00
016	APA	59 555 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	87 262 605,00	0,00	-1 633 425,39	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	226 061 113,00	0,00	-821 060,26	3 746 100,01	0,00	196 200,00	3 549 900,01	3 746 100,01
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	388 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**534 044 934,00**	**0,00**	**-5 561 216,78**	**7 551 870,00**	**0,00**	**276 459,99**	**7 275 410,01**	**7 551 870,00**
66	Charges financières	7 200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	101 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			-1 000 000,00					
Total des dépenses financières		**7 301 000,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**541 345 934,00**	**0,00**	**-6 561 216,78**	**7 551 870,00**	**0,00**	**276 459,99**	**7 275 410,01**	**7 551 870,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 065 168,00*			*7 340 000,00*	*0,00*		*7 340 000,00*	*7 340 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*53 267 900,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**75 333 068,00**			**7 340 000,00**	**0,00**		**7 340 000,00**	**7 340 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**14 891 870,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**616 679 002,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**-1 967 364,47**
013	Atténuations de charges (3)	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	26 095 000,00	0,00	1 150 000,00	0,00	1 150 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	8 368 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 101 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	219 309 031,00	0,00	-2 763 000,00	0,00	-2 763 000,00
731	Fiscalité locale	217 292 496,00	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00
74	Dotations et participations (3)	101 022 758,00	0,00	616 500,00	0,00	616 500,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	11 006 300,00	0,00	7 029 135,53	0,00	7 029 135,53
Total des recettes de gestion des services		**585 344 902,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**-1 967 364,47**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**585 354 902,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**-1 967 364,47**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*31 324 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**31 324 100,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**16 859 234,47**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**14 891 870,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**616 679 002,00**	**0,00**	**-6 561 216,78**	**14 891 870,00**	**0,00**	**276 459,99**	**14 615 410,01**	**14 891 870,00**
011	Charges à caractère général (5)	37 369 780,00	0,00	-3 106 731,13	409 899,99	0,00	80 259,99	329 640,00	409 899,99
6041	Achats d'études	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	4 536 800,00	0,00		284 602,00	0,00	-22 026,00	306 628,00	284 602,00
60611	Eau et assainissement	51 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 686 100,00	0,00		-16 000,00	0,00	0,00	-16 000,00	-16 000,00
60613	Chauffage urbain	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	315 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 283 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	6 000,00	0,00		-260,00	0,00	0,00	-260,00	-260,00
60628	Autres fournitures non stockées	164 600,00	0,00		-30 000,00	0,00	-30 000,00	0,00	-30 000,00
60631	Fournitures d'entretien	78 000,00	0,00		-1 100,01	0,00	-1 100,01	0,00	-1 100,01
60632	Fournitures de petit équipement	1 152 500,00	0,00		-1 910,00	0,00	0,00	-1 910,00	-1 910,00
60633	Fournitures de voirie	2 014 000,00	0,00		-159 000,00	0,00	-159 000,00	0,00	-159 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	172 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	175 500,00	0,00		-40,00	0,00	0,00	-40,00	-40,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	74 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	6 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	172 200,00	0,00		-11 035,81	0,00	-12 046,00	1 010,19	-11 035,81
61228	Autres	1 130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	2 595 400,00	0,00		-5 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
61351	Matériel roulant	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	657 300,00	0,00		-53 989,00	0,00	-35 628,00	-18 361,00	-53 989,00
614	Charges locatives et de copropriété	307 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	210 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	790 000,00	0,00		-25 000,00	0,00	0,00	-25 000,00	-25 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	4 590 000,00	0,00		240 000,00	0,00	240 000,00	0,00	240 000,00
61551	Entretien matériel roulant	315 000,00	0,00		-2 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	59 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 796 000,00	0,00		53 000,00	0,00	32 000,00	21 000,00	53 000,00
6161	Multirisques	567 900,00	0,00		40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	32 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6168	Autres primes d'assurance	117 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	184 700,00	0,00		14 195,00	0,00	19 000,00	-4 805,00	14 195,00
6182	Documentation générale et technique	701 200,00	0,00		-140 180,19	0,00	0,00	-140 180,19	-140 180,19
6183	Frais de formation (personnel extérieur	172 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	457 050,00	0,00		25 300,00	0,00	0,00	25 300,00	25 300,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	65 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	158 000,00	0,00		4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	74 700,00	0,00		51 500,00	0,00	15 000,00	36 500,00	51 500,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	123 300,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6228	Divers	124 900,00	0,00		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6231	Annonces et insertions	106 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	99 000,00	0,00		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6233	Foires et expositions	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	84 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	288 400,00	0,00		-2 940,00	0,00	-2 940,00	0,00	-2 940,00
6238	Divers	502 200,00	0,00		-13 605,00	0,00	0,00	-13 605,00	-13 605,00
6241	Transports de biens	338 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	3 967 500,00	0,00		15 000,00	0,00	-3 000,00	18 000,00	15 000,00
6248	Divers	139 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	1 355 800,00	0,00		1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	1 400,00
6255	Frais de déménagement	170 000,00	0,00		-6 000,00	0,00	0,00	-6 000,00	-6 000,00
6261	Frais d'affranchissement	230 500,00	0,00		-50,00	0,00	0,00	-50,00	-50,00
6262	Frais de télécommunications	540 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	44 550,00	0,00		-300,00	0,00	0,00	-300,00	-300,00
6281	Concours divers (cotisations)	219 630,00	0,00		21 763,00	0,00	0,00	21 763,00	21 763,00
6282	Frais de gardiennage	282 000,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 227 000,00	0,00		-15 000,00	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
6288	Autres services extérieurs	407 000,00	0,00		2 260,00	0,00	0,00	2 260,00	2 260,00
63512	Taxes foncières	70 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	33 000,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	15 750,00	0,00		790,00	0,00	0,00	790,00	790,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	118 008 236,00	0,00		-70 000,00	0,00		-70 000,00	-70 000,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	773 117,00	0,00		81 000,00	0,00		81 000,00	81 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	350 566,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	598 890,00	0,00		65 800,00	0,00		65 800,00	65 800,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	652 670,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	46 268 283,00	0,00		-83 000,00	0,00		-83 000,00	-83 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	606 589,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	565 464,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	14 398 648,00	0,00		-70 000,00	0,00		-70 000,00	-70 000,00
64121	Rémunération principale	8 867 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64123	Indemnités d'attente	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64128	Autres indemnités	3 440 000,00	0,00		-81 000,00	0,00		-81 000,00	-81 000,00
64131	Rémunérations	8 698 140,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	2 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	2 564 170,00	0,00		2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	10 050,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	7 000,00	0,00		11 000,00	0,00		11 000,00	11 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	690 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 143 026,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	15 478 592,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	838 650,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	195 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	10 281,00	0,00		70 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	155 000,00	0,00		-65 800,00	0,00		-65 800,00	-65 800,00
6488	Autres	593 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	5 400 000,00	0,00		1 465 870,00	0,00		1 465 870,00	1 465 870,00
7392251	Prélèv. fonds national péréquat° DMTO	5 370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	30 000,00	0,00		1 465 870,00	0,00		1 465 870,00	1 465 870,00
016	APA	59 555 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511411	APA	25 600 000,00	0,00		-15 000,00	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
651142	APA versée au bénéficiaire	12 600 000,00	0,00		-5 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
651143	APA versée bénef. en étab.	695 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651144	APA versée à l'étab.	20 630 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6577	Remises gracieuses	15 000,00	0,00		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00		4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	87 262 605,00	0,00	-1 633 425,39	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	67 305 000,00	0,00		2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	10 900 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	69 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	14 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65671	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1 800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	84 200,00	0,00		-1 600,00	0,00	-1 600,00	0,00	-1 600,00
657362	Subv. Fonct. BA/régies	415 500,00	0,00		-415 500,00	0,00	-415 500,00	0,00	-415 500,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00		417 100,00	0,00	417 100,00	0,00	417 100,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	666 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	160 000,00	0,00		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	5 800 405,00	0,00		-1 500,00	0,00	0,00	-1 500,00	-1 500,00
6577	Remises gracieuses	17 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	226 061 113,00	0,00	-821 060,26	3 746 100,01	0,00	196 200,00	3 549 900,01	3 746 100,01
65111	Famille et enfance	597 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	21 500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	1 400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651122	Allocation compensatrice tierce personne	2 150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651128	Autres	333 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65113	Personnes âgées	104 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	305 000,00	0,00		-57 052,00	0,00	0,00	-57 052,00	-57 052,00
65133	Secours d'urgence	1 110 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	1 179 000,00	0,00		-10 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
65138	Autres secours	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	1 124 000,00	0,00		15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
65211	Frais de scolarité	145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65212	Frais périscolaires	160 000,00	0,00		340 000,00	0,00	0,00	340 000,00	340 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6522	Accueil familial	8 661 000,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6523	Frais d'hospitalisation	15 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	202 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652412	Mais. enf. caract. social	19 108 143,00	0,00		1 180 000,00	0,00	200 000,00	980 000,00	1 180 000,00
652413	Lieux de vie et d'accueil	9 170 918,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652414	Foyers de jeunes travailleurs	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652415	Etablissements scolaires	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	4 661 870,00	0,00		-80 000,00	0,00	0,00	-80 000,00	-80 000,00
652418	Autres	2 211 980,00	0,00		-50 000,00	0,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	58 634 734,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	8 100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6526	Prévention spécialisée	2 688 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	1 209 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	37 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	95 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655111	Dotation fonctionnement collèges publics	9 975 000,00	0,00		57 052,00	0,00	0,00	57 052,00	57 052,00
655112	Dotation fonctionnement collèges privés	3 722 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	29 973 857,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	594 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	154 400,00	0,00		2 626,00	0,00	0,00	2 626,00	2 626,00
6561	Organismes de regroupement	2 005 000,00	0,00		1 930 000,00	0,00	0,00	1 930 000,00	1 930 000,00
6568	Autres participations	8 643 860,00	0,00		133 000,00	0,00	135 000,00	-2 000,00	133 000,00
65733	Subv. fonct. départements	60 000,00	0,00		-60 000,00	0,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00
657348	Subv. fonct. autres communes	612 700,00	0,00		-29 826,00	0,00	21 000,00	-50 826,00	-29 826,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	735 000,00	0,00		-91 650,00	0,00	-137 000,00	45 350,00	-91 650,00
657362	Subv. Fonct. BA/régies	213 710,00	0,00		-213 710,00	0,00	-2 000,00	-211 710,00	-213 710,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00		293 990,00	0,00	72 000,00	221 990,00	293 990,00
6573644	Subv. fonct. syndicat exploitant un SPIC	979 140,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65737	Subv. fonct. SNCF	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	745 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	159 400,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00		2 455,00	0,00	2 455,00	0,00	2 455,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	15 000,00	0,00		27 145,00	0,00	27 145,00	0,00	27 145,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	11 938 004,00	0,00		-155 830,00	0,00	-137 400,00	-18 430,00	-155 830,00
6577	Remises gracieuses	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	9 785 993,00	0,00		490 000,00	0,00	0,00	490 000,00	490 000,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	27 100,00	0,00		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6584	Amendes fiscales et pénales	514,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	115 050,00	0,00		-599,99	0,00	0,00	-599,99	-599,99
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	388 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
65861	Frais de personnel	388 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**534 044 934,00**	**0,00**	**-5 561 216,78**	**7 551 870,00**	**0,00**	**276 459,99**	**7 275 410,01**	**7 551 870,00**
66	Charges financières	7 200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 200 000,00	0,00		-100 000,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00		100 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00
67	Charges spécifiques (5)	101 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	101 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			-1 000 000,00					
Total des charges financières et spécifiques		**7 301 000,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**541 345 934,00**	**0,00**	**-6 561 216,78**	**7 551 870,00**	**0,00**	**276 459,99**	**7 275 410,01**	**7 551 870,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 065 168,00*			*7 340 000,00*	*0,00*		*7 340 000,00*	*7 340 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*53 267 900,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*53 267 900,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**75 333 068,00**			**7 340 000,00**	**0,00**		**7 340 000,00**	**7 340 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	1 007 303,59
Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 007 303,59
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**616 679 002,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**-1 967 364,47**
013	Atténuations de charges (4)	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
619	RRR obtenus sur services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	26 095 000,00	0,00	1 150 000,00	0,00	1 150 000,00
747811	Dotation versée au titre de l'APA	25 630 000,00	0,00	1 150 000,00	0,00	1 150 000,00
7533	APA	465 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	8 368 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74783	Fonds mobilisation départ. insertion	3 690 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7531	RMI	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75342	Allocations forfaitaires	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75343	Allocations forfaitaires majorées	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7538	Autres	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 101 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	490 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7034	Péage, droits passage, pesage, mesurage	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	153 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	219 309 031,00	0,00	-2 763 000,00	0,00	-2 763 000,00
73214	Attrib. compensation CVAE-Départ.-Région	5 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	13 729 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	12 450 000,00	0,00	1 697 000,00	0,00	1 697 000,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	9 070 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	144 610 000,00	0,00	-3 600 000,00	0,00	-3 600 000,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	34 350 000,00	0,00	-860 000,00	0,00	-860 000,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	217 292 496,00	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	1 630 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	70 510 000,00	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73122	Taxe dpt. additionnelle à droits d'enreg	490 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	6 480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731421	TICPE - LRL	36 405 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	99 691 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73175	Taxe sur les remontées mécaniques	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	101 022 758,00	0,00	616 500,00	0,00	616 500,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	37 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	12 141 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741223	Dotation compensation départements	8 486 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74621	DGD des départements	2 570 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	3 511 500,00	0,00	566 500,00	0,00	566 500,00
7472	Participation régions	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	93 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	28 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	315 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	7 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478141	Part autonomie	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478142	Part prévention	1 222 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	15 620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74881	Particip. familles restau, hébergt	347 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	342 200,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	11 006 300,00	0,00	7 029 135,53	0,00	7 029 135,53
7511	Recouvrements sur département, autres CL	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	9 668 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75882	Reprise de réserve - Surplus de DMTO	0,00	0,00	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00
75888	Autres	598 800,00	0,00	29 135,53	0,00	29 135,53

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes de gestion des services		**585 344 902,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**-1 967 364,47**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**585 354 902,00**	**0,00**	**-1 967 364,47**	**0,00**	**-1 967 364,47**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*31 324 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
752	*Revenus des immeubles*	*26 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
77681	*Neutralisation des amortissements*	*24 389 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*6 908 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**31 324 100,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**41 900 000,00**	**9 621 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**29 866 000,00**	**3 217 400,00**	**6 555 555,00**	**5 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	41 500 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	2 236 000,00	0,00	0,00	5 319 000,00	446 400,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	98 000,00	0,00	1 000 000,00	790 000,00	230 500,00	6 314 555,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 862 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00	550 000,00	4 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	5 410 000,00	0,00	0,00	18 753 000,00	990 500,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 000,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**129 839 912,27**	**3 020 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 858 227,00**	**70 000,00**	**194 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 725 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	53 079 912,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 210 000,00	280 000,00	0,00	0,00	3 855 727,00	70 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	70 550 000,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 000,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**11 787 940,00**	**3 285 000,00**	**7 305 000,00**	**33 425 000,00**		**147 967 895,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		41 504 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	149 000,00	1 437 000,00		9 587 400,00
204	Subventions d'équipement versées	11 787 940,00	3 195 000,00	6 584 000,00	2 200 000,00		32 204 995,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	99 000,00	2 420 000,00		9 935 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	473 000,00	27 368 000,00		52 994 500,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 400 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		252 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	90 000,00	0,00	0,00		90 000,00
RECETTES		**2 414 200,00**	**51 500,00**	**165 000,00**	**1 546 000,00**		**141 158 839,27**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	314 000,00		3 039 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		53 079 912,27
13	Subventions d'investissement	2 414 200,00	50 000,00	165 000,00	1 232 000,00		14 276 927,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		70 552 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 500,00	0,00	0,00		210 500,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**41 900 000,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	41 500 000,00
261	Titres de participation	400 000,00
RECETTES		**129 839 912,27**
102	Dotations et fonds d'investissement	8 540 000,00
106	Réserves	44 539 912,27
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	6 210 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	70 550 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**9 469 000,00**	**15 000,00**	**0,00**	**39 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	1 116 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	1 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 823 000,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	5 010 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 935 000,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 725 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 000,00**	**9 621 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 116 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00	98 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 862 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 010 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**3 020 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 725 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	280 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 862 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	5 169 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	790 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 540 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	17 198 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 554 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 855 727,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 511 727,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**	**0,00**	**29 866 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 169 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 540 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 198 800,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 554 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500,00**	**0,00**	**3 858 227,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 511 727,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 486 400,00**	**310 000,00**	**201 000,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	446 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	139 500,00	60 000,00	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	250 000,00	5 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	900 500,00	0,00	40 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**40 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	10 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 140 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 217 400,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	446 400,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990 500,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 314 555,00**	**0,00**	**204 000,00**	**237 000,00**	**6 555 555,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	3 314 555,00	0,00	200 000,00	0,00	6 314 555,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 000,00	174 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	63 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 000,00**	**194 000,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00	154 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**9 418 000,00**	**0,00**	**394 940,00**	**0,00**	**90 000,00**	**1 835 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	9 418 000,00	0,00	394 940,00	0,00	90 000,00	1 835 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 054 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 360 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	1 054 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 360 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 787 940,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	11 787 940,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 414 200,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 414 200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**500 000,00**	**245 000,00**	**0,00**	**890 000,00**	**0,00**	**1 650 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	500 000,00	245 000,00	0,00	800 000,00	0,00	1 650 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**51 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 285 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 195 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 500,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**2 632 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	149 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 914 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	416 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	56 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**4 503 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170 000,00**	**0,00**	**0,00**	**7 305 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	0,00	6 584 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 855,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 145,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**0,00**	**0,00**	**165 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	155 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**29 870 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 000,00**	**3 000 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	1 287 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	865 000,00	0,00	0,00	0,00	445 000,00	50 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	965 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	24 568 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 546 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	314 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	612 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 425 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	2 200 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 360 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 368 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 546 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	612 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**14 774 325,00**	**120 511 835,00**	**3 484 000,00**	**29 973 857,00**	**16 860 900,00**	**9 474 175,00**	**184 227 105,00**	**59 555 000,00**
011	Charges à caractère général	191 455,00	14 388 695,00	34 000,00	0,00	2 074 700,00	2 724 350,00	2 722 800,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	101 938 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	6 865 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	85 100,00	4 184 904,00	3 450 000,00	29 973 857,00	14 778 900,00	6 749 825,00	165 454 305,00	59 541 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	388 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	43 700,00	0,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	50 000,00	14 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**472 829 971,53**	**2 043 817,00**	**4 550 000,00**	**12 390 000,00**	**546 000,00**	**482 500,00**	**28 255 000,00**	**29 415 000,00**
013	Atténuations de charges	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	118 317,00	0,00	0,00	0,00	293 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	216 546 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	166 236 747,00	0,00	0,00	12 390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	82 998 058,00	101 000,00	4 550 000,00	0,00	530 200,00	186 500,00	17 982 000,00	28 950 000,00
75	Autres produits de gestion courante	7 049 135,53	674 500,00	0,00	0,00	15 800,00	3 000,00	10 263 000,00	465 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**86 863 905,00**	**2 476 184,00**	**5 123 458,00**	**1 391 560,00**	**14 181 500,00**		**548 897 804,00**
011	Charges à caractère général	925 000,00	257 262,00	124 958,00	352 560,00	13 983 899,99		37 779 679,99
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		117 938 236,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 865 870,00
65	Autres charges de gestion courante	85 928 905,00	2 218 922,00	4 998 500,00	1 039 000,00	197 600,01		378 600 818,01
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		388 200,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 200 000,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		125 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**31 543 749,00**	**120 000,00**	**0,00**	**201 500,00**	**1 010 000,00**		**583 387 537,53**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 150 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	690 000,00		1 101 317,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		216 546 031,00
731	Fiscalité locale	30 665 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00		209 292 496,00
74	Dotations et participations	0,00	120 000,00	0,00	201 500,00	290 000,00		135 909 258,00
75	Autres produits de gestion courante	878 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00		19 378 435,53
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**14 774 325,00**
604	Achats d'études, prestations de services	29 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	69 000,00
627	Services bancaires et assimilés	42 700,00
628	Divers	50 055,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	29 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	413 800,00
661	Charges d'intérêts	7 200 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	43 700,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	6 865 870,00
RECETTES		**472 829 971,53**
731	Fiscalité locale	166 236 747,00
732	Fiscalité reversée	42 046 031,00
735	Fraction de TVA	174 500 000,00
741	D.G.F.	58 037 862,00
744	FCTVA	190 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	2 570 196,00
747	Participations	3 690 000,00
748	Autres attributions et participations	18 510 000,00
758	Produits divers de gestion courante	7 049 135,53

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**14 311 859,00**	**103 280 636,00**	**0,00**	**887 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	686 800,00	0,00	0,00	220 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 307 500,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	3 001 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	307 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 831 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	141 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	90 895,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	444 800,00	457 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	291 300,00	40 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	295 000,00	0,00	0,00	607 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	4 500,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	49 000,00	676 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	623 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 062 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 251 043,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	87 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	73 670 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	25 276 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	169 481,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	570 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	128 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 073 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 514,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**793 817,00**	**1 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	118 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	1 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
752	Revenus des immeubles	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	502 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 956 940,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	305 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 511 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**2 000,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**52 500,00**	**120 511 835,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	943 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 367 500,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 001 400,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 831 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 895,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	901 850,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 800,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	902 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	725 800,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	1 076 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 251 043,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 670 644,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 276 768,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 481,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 300,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	433 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 511 940,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 000,00	0,00	20 000,00	0,00	2 500,00	2 238 400,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 564,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 043 817,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	502 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**3 484 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 484 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	3 450 000,00	0,00	0,00	0,00	3 450 000,00
RECETTES		**4 550 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 550 000,00**
747	Participations	4 550 000,00	0,00	0,00	0,00	4 550 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**29 973 857,00**	**0,00**	**0,00**	**29 973 857,00**
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	29 973 857,00	0,00	0,00	29 973 857,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**12 390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 390 000,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	12 390 000,00	0,00	0,00	12 390 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 649 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	129 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	875 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	59 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	199 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	12 377 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 068 752,00**	**895 000,00**	**0,00**	**100 000,00**	**147 948,00**	**0,00**	**16 860 900,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	875 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 700,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	321 000,00	0,00	0,00	100 000,00	147 948,00	0,00	568 948,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	737 452,00	780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 894 952,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	7 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**438 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**546 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	438 000,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	438 200,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**2 353 250,00**	**1 723 100,00**	**452 000,00**	**1 863 125,00**	**74 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	198 210,00	0,00	72 700,00	646 119,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	9 500,00	213 500,00	8 050,00	25 134,19	34 500,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	2 000,00	0,00	0,00	6 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	57 000,00	0,00	93 000,00	2 819,81	1 500,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 900,00	20 000,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	5 000,00	38 895,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	326 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	7 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	78 000,00	0,00	400,00	278 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	3 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	13 000,00	611 585,00	0,00	430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	1 918 000,00	816 015,00	245 400,00	85 125,00	10 700,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	74 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**90 000,00**	**339 000,00**	**13 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
747	Participations	0,00	40 000,00	0,00	90 000,00	46 000,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 765 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 331 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**243 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 474 175,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	1 190 029,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	293 684,19
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 532,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 319,81
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 895,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	351 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 450,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536 400,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 540,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 054 585,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	5 606 240,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**482 500,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**3 000,00**	**1 800 000,00**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**42 700,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	542 000,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	116 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	163 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	504 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 000,00	421 000,00	10 000,00	0,00	0,00	42 700,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**288 000,00**	**15 000,00**	**1 100 000,00**	**30 124 850,00**	**47 816 054,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	220 000,00	0,00	0,00	313 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	661 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	271 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	12 326 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	3 380 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	1 100 000,00	691 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	15 000,00	0,00	10 860 150,00	37 630 061,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 000,00	0,00	0,00	1 228 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	41 000,00	10 185 993,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 450 000,00**	**1 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	1 910 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	530 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**268 000,00**	**1 222 000,00**	**8 886 392,00**	**712 000,00**	**89 674 609,00**	**2 260 500,00**	**184 227 105,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	4 300,00	55 000,00	0,00	10 000,00	1 148 900,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	5 700,00	30 000,00	172 700,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
618	Divers	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	174 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	56 000,00	0,00	1 000,00	0,00	215 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	25 000,00	175 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	662 400,00
628	Divers	0,00	0,00	4 500,00	0,00	17 000,00	60 000,00	97 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 326 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 380 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	104 000,00	280 000,00	25 383 000,00	1 210 000,00	28 768 000,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	8 105 000,00	0,00	58 789 734,00	0,00	115 399 945,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	45 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	594 500,00	608 500,00
656	Participations	268 000,00	1 222 000,00	204 300,00	0,00	5 357 375,00	0,00	7 577 675,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	401 792,00	363 000,00	120 000,00	236 000,00	2 826 692,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	10 227 993,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**250 000,00**	**1 222 000,00**	**5 790 000,00**	**0,00**	**16 313 000,00**	**1 070 000,00**	**28 255 000,00**
747	Participations	250 000,00	1 222 000,00	3 340 000,00	0,00	9 190 000,00	1 020 000,00	17 982 000,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	2 450 000,00	0,00	7 123 000,00	0,00	10 213 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**50 000,00**	**38 180 000,00**	**695 000,00**	**20 630 000,00**	**59 555 000,00**
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	38 180 000,00	695 000,00	20 630 000,00	59 505 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
RECETTES		**28 950 000,00**	**410 000,00**	**20 000,00**	**35 000,00**	**29 415 000,00**
747	Participations	28 950 000,00	0,00	0,00	0,00	28 950 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	410 000,00	20 000,00	35 000,00	465 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**651 105,00**	**434 800,00**	**0,00**	**5 365 500,00**	**0,00**	**0,00**	**80 205 000,00**	**207 500,00**	**86 863 905,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	195 000,00	0,00	730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	925 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 205 000,00	0,00	80 205 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	84 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	651 105,00	239 800,00	0,00	2 831 500,00	0,00	0,00	0,00	117 500,00	3 839 905,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**31 430 749,00**	**103 000,00**	**31 543 749,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 665 749,00	0,00	30 665 749,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	765 000,00	102 000,00	877 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**832 998,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	4 479,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	75 519,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**150 000,00**	**0,00**	**75 233,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 217 952,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	52 303,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	17 930,47	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	150 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	744 322,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 476 184,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 303,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 479,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 480,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 849 322,00
RECETTES		**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**
747	Participations	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**210 000,00**	**45 000,00**	**90 000,00**	**432 334,00**	**0,00**	**4 346 124,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 670,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 740,00	0,00	830,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	35 968,00	0,00	2 750,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 626,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	45 000,00	0,00	10 000,00	0,00	2 760 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	381 000,00	0,00	1 559 874,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 123 458,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 670,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 570,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 718,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 626,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 815 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940 874,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**989 010,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	17 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	3 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	478 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**207 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		**171 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	171 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 000,00**	**0,00**	**10 050,00**	**1 391 560,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 060,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	4 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00	535 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	10 000,00	504 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**201 500,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**3 812 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	3 807 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 133 400,01**	**0,00**	**0,00**	**4 005 000,00**	**32 000,00**	**9 099,99**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 886 000,00	0,00	0,00	470 000,00	25 000,00	1 899,99
613	Locations	0,00	0,00	59 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 628 000,00	0,00	0,00	3 530 000,00	7 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	82 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	400,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**490 000,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**190 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 181 500,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 382 899,99
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 165 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 889 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,01
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 010 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
1132/XU00276323	15/12/2006	6 738 534,10	6 738 534,10	184 900,36	7 035 418,36	6 738 534,10
0131/XU002763330	22/12/2006	2 700 000,00	2 700 000,00	70 167,35	3 375 000,00	2 700 000,00
1307/XU00296443	18/12/2008	2 813 720,53	2 813 720,53	59 752,46	3 304 785,85	2 813 720,53
12053/XU00297553	18/12/2008	0,00	0,00	189,60	0,00	1 500 000,00
90016/MIN545882EUR	24/10/2023	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**16 252 254,63**	**12 252 254,63**	**315 009,77**	**13 715 204,21**	**17 752 254,63**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**452 843 925,96**									
1641 Emprunts en euros (total)					413 543 925,96									
0100	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	01/08/2016	4 131 535,04	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
0101	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	01/08/2016	4 132 230,92	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
0216	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	01/08/2016	5 970 197,90	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
0217	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	30/08/2016	5 108 212,10	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
0218	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	01/08/2016	6 144 833,53	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
0219	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	30/08/2016	5 832 233,68	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
0220	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/04/2016	01/03/2016	30/08/2016	4 519 497,85	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	2,600	2,600	EUR	T	P	O	A-1
1120	SOCIETE GENERALE	22/12/2005	01/10/2006	01/10/2007	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,403	EUR	A	C	O	A-1
1123	SOCIETE GENERALE	22/12/2005	31/12/2007	31/03/2008	12 000 000,00	C	Taux fixe 4.44% à barrière 5.75% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,440	4,581	EUR	T	C	O	A-1
1124	BANQUE POSTALE	12/09/2006	01/12/2006	01/12/2007	5 575 161,00	F	Taux fixe à 4.06 %	4,060	4,060	EUR	T	P	O	A-1
1126	SFIL CAFFIL	23/12/2005	31/12/2007	01/01/2009	20 000 000,00	C	Euribor 12M	2,815	2,856	EUR	A	P	O	A-1
1128	SaarLB	22/12/2006	28/12/2006	25/04/2007	15 000 000,00	F	Taux fixe à 3.84 %	3,840	3,896	EUR	T	P	O	A-1
1129	CREDIT FONCIER DE FRANCE	22/12/2006	27/12/2006	27/03/2007	15 000 000,00	F	Taux fixe à 3.97 %	3,970	4,089	EUR	T	P	O	A-1
1130	SFIL CAFFIL	22/12/2006	28/12/2007	01/04/2008	13 500 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.005)-Floor -0.005 sur TAG 3M(Postfixé)	4,051	4,174	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1200	SFIL CAFFIL	21/12/2007	28/12/2007	01/04/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	4,707	EUR	T	P	O	A-1
1202	CREDIT FONCIER DE FRANCE	22/12/2007	28/12/2007	28/03/2008	15 000 000,00	C	Taux fixe à 4.18 %	4,180	4,309	EUR	T	P	O	C-1
1203	CREDIT FONCIER DE FRANCE	21/12/2007	31/12/2008	31/03/2009	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,854	EUR	T	P	O	A-1
1204	SOCIETE GENERALE	21/12/2007	31/12/2007	31/12/2008	5 000 000,00	C	Taux fixe à 3.98 %	3,980	4,038	EUR	A	P	O	B-1
1294	SFIL CAFFIL	21/12/2007	30/11/2009	01/03/2010	7 500 000,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.03-Floor -0.03 sur TAG 3M(Postfixé)	0,386	0,392	EUR	T	P	O	A-1
1300	CREDIT FONCIER DE FRANCE	25/11/2008	30/12/2008	30/03/2009	7 999 999,99	F	Taux fixe à 5 %	5,000	5,170	EUR	T	P	O	A-1
1301	SOCIETE GENERALE	20/11/2008	30/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.97 %	4,970	5,139	EUR	T	P	O	A-1
1302	SOCIETE GENERALE	20/11/2008	30/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.57 %	4,570	4,718	EUR	T	P	O	A-1
1303	CREDIT MUTUEL	19/12/2008	31/12/2008	31/03/2009	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.95	3,923	4,040	EUR	T	P	O	A-1
1400	SOCIETE GENERALE	30/07/2009	31/12/2009	31/01/2010	5 000 000,00	V	(Euribor 1M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 1M	1,023	1,043	EUR	M	X	O	A-1
1401	SFIL CAFFIL	15/07/2009	30/11/2009	01/03/2010	7 600 000,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,330	3,422	EUR	T	P	O	A-1
1402	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	28/07/2009	01/06/2010	01/09/2010	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.99 %	3,990	4,110	EUR	T	X	O	A-1
1404	SOCIETE GENERALE	29/10/2008	31/12/2009	31/01/2010	8 000 000,00	F	Taux fixe à 2.89 %	2,890	2,972	EUR	M	P	O	A-1
1405	SOCIETE GENERALE	29/10/2008	31/12/2009	31/03/2010	8 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.45	1,157	1,179	EUR	T	P	O	A-1
1500	SOCIETE GENERALE	23/12/2009	31/12/2010	31/01/2011	5 000 000,00	V	(Euribor 1M + 0.47)-Floor -0.47 sur Euribor 1M	1,273	1,299	EUR	M	P	O	A-1
1501	CREDIT COOPERATIF	24/09/2010	25/12/2010	25/03/2011	5 000 000,00	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	3,058	EUR	T	P	O	A-1
1505	SFIL CAFFIL	18/11/2010	31/12/2010	01/04/2011	750 000,00	F	Taux fixe à 1.82 %	1,820	1,832	EUR	T	P	O	A-1
1507	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/08/2011	04/01/2013	30/03/2013	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	3,943	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1510	CAISSE D'EPARGNE	16/09/2010	05/09/2012	05/10/2012	5 000 000,00	V	(Euribor 1M + 0.7)-Floor -0.7 sur Euribor 1M	0,822	0,837	EUR	M	P	O	A-1
1511	CAISSE D'EPARGNE	16/09/2010	05/09/2012	05/10/2012	5 000 000,00	V	(Euribor 1M + 0.7)-Floor -0.7 sur Euribor 1M	0,822	0,837	EUR	M	P	O	A-1
1562	Aviva Life	21/12/2009	25/11/2012	25/02/2013	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.61 %	3,610	3,659	EUR	T	P	O	A-1
1564	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2009	05/12/2012	05/03/2013	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 3M	0,690	0,702	EUR	T	P	O	A-1
1565	Aviva Life	21/12/2009	05/01/2013	05/04/2013	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.02 %	3,020	3,054	EUR	T	P	O	A-1
1566	CREDIT FONCIER DE FRANCE	27/12/2013	03/02/2014	03/05/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	3,349	EUR	T	P	O	A-1
1567	CREDIT MUTUEL	26/12/2013	28/02/2014	31/03/2014	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.4	1,711	1,747	EUR	T	P	O	A-1
1568	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/06/2022	01/07/2022	01/10/2022	2 160 000,00	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	2,200	EUR	T	C	O	A-1
1570	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/06/2022	01/07/2022	01/10/2022	2 211 656,95	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	2,100	EUR	T	P	O	A-1
1572	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/06/2022	01/07/2022	01/10/2022	2 280 000,00	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	2,200	EUR	T	C	O	A-1
1573	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/10/2016	27/10/2016	01/12/2017	2 128 367,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1574	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/06/2022	01/07/2022	01/10/2022	2 400 000,00	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	2,200	EUR	T	C	O	A-1
1575	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/12/2016	01/01/2018	01/04/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.69 %	1,690	1,690	EUR	T	P	O	A-1
1576	SFIL CAFFIL	18/12/2015	29/12/2015	01/04/2016	8 000 000,00	F	Taux fixe à 1.46 %	1,460	1,468	EUR	T	P	O	A-1
1577	CREDIT COOPERATIF	20/12/2018	27/12/2018	30/03/2020	10 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,450	0,451	EUR	T	P	O	A-1
90005	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/12/2019	10/12/2020	01/04/2021	4 300 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	P	O	A-1
90006	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/12/2019	10/12/2020	01/04/2021	2 800 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	P	O	A-1
90007	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/12/2019	10/12/2020	01/04/2021	2 900 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	P	O	A-1
90008	SFIL CAFFIL	06/07/2002	10/12/2020	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,702	EUR	T	P	O	A-1
90009	CREDIT FONCIER DE FRANCE	02/07/2020	09/07/2020	25/10/2020	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	0,712	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
90010	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21/07/2020	10/06/2021	01/11/2021	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	P	O	A-1
90011	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21/07/2020	10/06/2021	01/11/2021	4 100 000,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	0,560	EUR	T	P	O	A-1
90012	CAISSE D'EPARGNE	12/10/2021	05/10/2022	25/01/2023	13 000 000,00	F	Taux fixe à 0.83 %	0,830	0,833	EUR	T	P	O	A-1
90013	SFIL CAFFIL	12/10/2021	24/11/2021	01/03/2022	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,682	EUR	T	P	O	A-1
90014	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/03/2022	13/03/2023	01/07/2023	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	1,350	EUR	T	P	O	A-1
90015	BANQUE POPULAIRE	12/10/2023	30/10/2023	30/01/2024	6 000 000,00	C	(Euribor 3M + 0.47)-Floor 2 sur Euribor 3M	4,458	4,600	EUR	T	P	O	B-1
90016	BANQUE POSTALE	24/10/2023	27/11/2024	01/03/2025	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.96 %	3,960	4,019	EUR	T	P	O	A-1
90017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/10/2023	15/12/2023	01/02/2025	5 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	X	C	O	A-1
90018	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/10/2023	15/12/2023	01/02/2025	5 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	3,400	EUR	X	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					39 300 000,00									
0131	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	22/12/2006	01/11/2007	01/02/2008	13 500 000,00	F	Taux fixe à 4.85 %	4,850	5,012	EUR	X	X	O	A-1
1132	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	22/12/2006	01/12/2009	01/12/2010	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.53 %	4,530	4,676	EUR	X	X	O	A-1
12053	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	7 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.03)-Floor -0.03 sur Euribor 3M	4,795	4,954	EUR	X	X	O	A-1
1307	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	11/12/2008	31/12/2008	31/03/2009	8 300 000,00	F	Taux fixe à 4.41 %	4,410	4,550	EUR	X	X	O	A-1
90016-ESTR	BANQUE POSTALE	24/10/2023	27/11/2023	15/12/2023	0,00	V	(€STR(Postfixé) + 0.91)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	4,731	4,903	EUR	X	X	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**452 843 925,96**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**237 980 818,14**					**24 048 188,74**	**6 702 556,68**	**0,00**	**902 449,57**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		220 228 563,51					22 175 890,15	5 978 785,06	0,00	861 808,42
0100	N	0,00	A-1	2 939 632,02	13,33	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	179 831,05	136 857,08	0,00	21 548,54
0101	N	0,00	A-1	3 153 522,69	16,58	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	147 664,81	147 618,41	0,00	23 469,75
0216	N	0,00	A-1	4 352 785,03	14,33	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	244 030,81	203 042,69	0,00	32 081,17
0217	N	0,00	A-1	3 425 697,50	11,41	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	253 853,18	158 699,93	0,00	12 592,77
0218	N	0,00	A-1	4 578 399,01	15,33	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	236 339,34	213 927,98	0,00	33 902,82
0219	N	0,00	A-1	3 771 572,24	10,41	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	310 906,93	174 165,09	0,00	13 739,44
0220	N	0,00	A-1	3 128 034,18	12,41	V	Livret A(Préfixé) + 1.85	4,850	209 940,21	145 298,35	0,00	11 585,33
1120	N	0,00	A-1	1 200 000,00	2,75	F	Taux fixe à 4.16 %	4,303	400 000,00	47 932,46	0,00	2 773,34
1123	N	0,00	A-1	2 400 000,00	4,00	F	Taux fixe à 4.44 %	4,581	600 000,00	98 142,50	0,00	0,00
1124	N	0,00	A-1	858 173,06	2,00	F	Taux fixe à 4.63 %	4,711	370 460,18	33 362,98	0,00	5 582,55
1126	N	0,00	A-1	6 948 168,06	4,00	F	Taux fixe à 4.54 %	4,606	1 257 443,36	319 828,04	0,00	261 947,22
1128	N	0,00	A-1	3 278 732,82	3,07	F	Taux fixe à 3.84 %	3,896	965 823,91	112 106,21	0,00	16 036,17
1129	N	0,00	A-1	3 081 821,78	2,99	F	Taux fixe à 3.97 %	4,089	986 188,23	109 585,45	0,00	924,41

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1130	N	0,00	A-1	3 843 775,92	4,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.005)-Floor -0.005 sur TAG 3M(Postfixé)	4,155	845 912,47	139 370,39	0,00	25 245,70
1200	N	0,00	A-1	1 469 919,35	4,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,707	320 826,61	62 620,46	0,00	13 245,21
1202	N	0,00	C-1	4 156 954,52	3,99	C	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 28/12/2012)	4,309	970 556,26	162 188,09	0,00	369,98
1203	N	0,00	A-1	3 492 852,51	5,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,854	630 925,73	155 670,84	0,00	0,00
1204	N	0,00	B-1	1 422 681,13	4,00	C	Taux fixe 4.44% à barrière 5.5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,505	330 078,87	64 219,83	0,00	0,00
1294	N	0,00	A-1	3 069 895,27	5,92	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.03-Floor -0.03 sur TAG 3M(Postfixé)	4,077	450 255,86	112 241,40	0,00	6 921,96
1300	N	0,00	A-1	2 794 282,04	5,00	F	Taux fixe à 5 %	5,170	504 740,59	132 520,87	0,00	317,99
1301	N	0,00	A-1	1 746 426,25	5,00	F	Taux fixe à 4.87 %	5,054	315 462,86	80 672,07	0,00	193,58
1302	N	0,00	A-1	1 746 426,64	5,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,726	315 462,82	75 536,91	0,00	181,26
1303	N	0,00	A-1	1 693 063,41	5,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,560	309 126,37	70 900,95	0,00	0,00
1400	N	0,00	A-1	1 911 031,32	6,00	F	Taux fixe à 1.38 %	1,409	307 417,05	24 834,63	0,00	0,00
1401	N	0,00	A-1	3 110 827,72	5,92	V	(Euribor 3M + 0.85)-Floor -0.85 sur Euribor 3M	4,982	456 259,13	136 682,78	0,00	8 754,10
1402	N	0,00	A-1	3 621 924,52	16,42	F	Taux fixe à 3.99 %	4,110	143 964,92	145 157,73	0,00	11 178,74
1404	N	0,00	A-1	3 278 348,66	6,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,390	480 562,83	102 336,16	0,00	0,00
1405	N	0,00	A-1	3 274 555,06	6,00	F	Taux fixe à 4.01 %	4,131	480 272,90	126 205,11	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1500	N	0,00	A-1	2 178 231,52	7,00	F	Taux fixe à 1.37 %	1,399	298 302,10	28 434,41	0,00	0,00
1501	N	0,00	A-1	802 048,39	1,98	F	Taux fixe à 2.98 %	3,058	395 071,54	19 838,72	0,00	202,13
1505	N	0,00	A-1	125 926,05	2,00	F	Taux fixe à 1.82 %	1,832	55 332,49	1 915,63	0,00	317,63
1507	N	0,00	A-1	5 363 823,61	9,00	F	Taux fixe à 3.83 %	3,943	516 343,48	201 373,62	0,00	515,72
1510	N	0,00	A-1	2 801 625,73	8,68	V	(Euribor 1M + 0.7)-Floor -0.7 sur Euribor 1M	4,757	261 838,57	117 800,37	0,00	6 994,81
1511	N	0,00	A-1	2 801 625,73	8,68	V	(Euribor 1M + 0.7)-Floor -0.7 sur Euribor 1M	4,757	261 838,57	117 800,37	0,00	6 994,81
1562	N	0,00	A-1	5 725 179,86	8,90	F	Taux fixe à 3.61 %	3,659	517 199,06	199 749,89	0,00	18 278,57
1564	N	0,00	A-1	2 862 589,93	8,93	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 3M	4,613	258 599,54	118 379,17	0,00	6 765,02
1565	N	0,00	A-1	5 850 513,68	9,01	F	Taux fixe à 3.02 %	3,054	510 813,89	170 960,43	0,00	38 075,02
1566	N	0,00	A-1	2 032 453,55	5,09	F	Taux fixe à 3.26 %	3,349	360 903,37	62 898,85	0,00	8 779,35
1567	N	0,00	A-1	1 775 497,28	5,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,105	347 341,15	18 100,97	0,00	0,00
1568	N	0,00	A-1	2 010 000,00	16,50	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	120 000,00	42 877,86	0,00	10 195,77
1570	N	0,00	A-1	2 041 905,68	12,00	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	140 389,95	41 456,20	0,00	9 795,23
1572	N	0,00	A-1	2 130 000,00	17,50	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	120 000,00	45 496,36	0,00	10 843,12
1573	N	0,00	A-1	1 383 438,55	12,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	106 418,35	0,00	0,00	0,00
1574	N	0,00	A-1	2 250 000,00	18,50	F	Taux fixe à 2.2 %	2,200	120 000,00	48 114,86	0,00	11 490,46
1575	N	0,00	A-1	4 028 056,62	19,00	F	Taux fixe à 1.69 %	1,690	178 802,77	66 524,83	0,00	15 981,46
1576	N	0,00	A-1	4 085 072,88	7,00	F	Taux fixe à 1.46 %	1,468	538 127,35	56 704,77	0,00	12 802,50
1577	N	0,00	A-1	7 510 778,60	11,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,236	641 647,73	89 430,55	0,00	0,00
90005	N	0,00	A-1	3 538 390,28	12,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	279 861,68	19 187,72	0,00	4 501,81
90006	N	0,00	A-1	2 304 068,10	12,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	182 235,52	12 494,32	0,00	2 931,41

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
90007	N	0,00	A-1	2 386 356,25	12,00	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	188 743,92	12 940,56	0,00	3 036,11
90008	N	0,00	A-1	8 706 525,80	17,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,702	476 556,50	59 696,54	0,00	14 242,42
90009	N	0,00	A-1	8 469 978,74	16,57	F	Taux fixe à 0.71 %	0,712	477 916,49	58 866,27	0,00	10 245,38
90010	N	0,00	A-1	2 232 486,67	17,58	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	119 978,02	12 224,62	0,00	1 934,75
90011	N	0,00	A-1	3 661 278,04	17,58	F	Taux fixe à 0.56 %	0,560	196 763,98	20 048,38	0,00	3 173,00
90012	N	0,00	A-1	12 530 088,13	23,82	F	Taux fixe à 0.83 %	0,833	473 824,30	102 527,50	0,00	18 067,65
90013	N	0,00	A-1	9 060 032,16	17,92	F	Taux fixe à 0.68 %	0,682	474 795,45	60 399,19	0,00	4 702,80
90014	N	0,00	A-1	9 831 088,97	24,25	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	341 238,69	130 339,03	0,00	31 513,29
90015	N	0,00	B-1	6 000 000,00	19,83	C	(Euribor 3M + 0.47)-Floor 2 sur Euribor 3M	4,579	190 698,41	254 369,06	0,00	36 593,95
90016	N	0,00	A-1	0,00	20,01	F	Taux fixe à 3.96 %	0,000	0,00	0,00	0,00	14 520,00
90017	N	0,00	A-1	5 000 000,00	20,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	0,00	148 054,31	0,00	27 861,11
90018	N	0,00	A-1	5 000 000,00	20,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.4)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,400	0,00	148 054,31	0,00	27 861,11
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		17 752 254,63					1 872 298,59	723 771,62	0,00	40 641,15
0131	N	0,00	A-1	2 700 000,00	4,00	F	Taux fixe à 4.85 %	5,012	675 000,00	120 628,60	0,00	16 368,75
1132	N	0,00	A-1	6 738 534,10	15,92	F	Taux fixe à 4.53 %	4,676	308 759,63	310 343,18	0,00	24 272,40

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
12053	N	0,00	A-1	1 500 000,00	4,00	F	Taux fixe à 0.01 %	0,010	375 000,00	153,33	0,00	0,00
1307	N	0,00	A-1	2 813 720,53	5,00	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	5,018	513 538,96	121 615,77	0,00	0,00
90016-ESTR	N	0,00	A-1	4 000 000,00	0,90	V	(€STR(Postfixé) + 0.91)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	4,903	0,00	171 030,74	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**237 980 818,14**					**24 048 188,74**	**6 702 556,68**	**0,00**	**902 449,57**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
1204	SOCIETE GENERALE	5 000 000,00	1 422 681,13	1	20,00		Taux fixe à 3.98 %	Taux fixe 4.44% à barrière 5.5% sur Euribor 12M(Postfixé)	39 525,79	Taux fixe 4.44% à barrière 5.5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,505	64 219,83	0,00	0,60
90015	BANQUE POPULAIRE	6 000 000,00	6 000 000,00	1	20,00		(Euribor 3M + 0.47)-Floor 2 sur Euribor 3M	(Euribor 3M + 0.47)-Floor 2 sur Euribor 3M	238 124,57	(Euribor 3M + 0.47)-Floor 2 sur Euribor 3M	4,579	254 369,06	0,00	2,52
TOTAL (B)		**11 000 000,00**	**7 422 681,13**						**277 650,36**			**318 588,89**	**0,00**	**3,12**
Option d'échange (C)														
1202	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15 000 000,00	4 156 954,52	1	20,00		Taux fixe à 4.18 %	Taux fixe à 4.18 %	0,00	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 28/12/2012)	4,309	162 188,09	0,00	1,75
TOTAL (C)		**15 000 000,00**	**4 156 954,52**						**0,00**			**162 188,09**	**0,00**	**1,75**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Nominal (2)**	**Capital restant dû au 01/01/N (3)**	**Type d'indices (4)**	**Durée du contrat**	**Dates des périodes bonifiées**	**Taux minimal (5)**	**Taux maximal (6)**	**Coût de sortie (7)**	**Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)**	**Niveau du taux à la date de vote du budget (9)**	**Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)**	**Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)**	**% par type de taux selon le capital restant dû**
TOTAL GENERAL		**26 000 000,00**	**11 579 635,65**						**277 650,36**			**480 776,98**	**0,00**	**4,87**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	63	0	0	0	0	
	% de l'encours	95,15	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	226 401 182,49	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	3,12	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	7 422 681,13	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	1,75	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	4 156 954,52	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500. €		11 décembre 2003
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études (non suivis de réalisation) - 2031	5	11/12/2003
L	Frais de recherche et de développement en cas de réussite du projet - 2032	5	11/12/2003
L	Frais de recherche et de développement en cas d'échec du projet - 2032	1	11/12/2003
L	Frais d'insertion (si échec du projet) - 2033	5	11/12/2003
L	Subventions équipement versées en financement de biens mobiliers, matériels et études - 204....1	5	11/12/2003
L	Concession et droits similaires, brevet, licence, marques, procédés, logiciels ? - 2051	5	11/12/2003
L	Autres immobilisation incorporelles - 208	5	11/12/2003
L	Plantations d'arbres et arbustes (sauf regénération des forêts) - 2121	15	11/12/2003
L	Autres agencement et aménagement de terrains - 2128	15	11/12/2003
L	Batiments administratifs (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21311	25	11/12/2003
L	Batiments scolaires (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21312	25	11/12/2003
L	Batiments sociaux et médico-sociaux (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21313	25	11/12/2003
L	Batiments culturels et sportifs (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21314	25	11/12/2003
L	Batiments autres publics (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21318	25	11/12/2003
L	Batiments privés (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21321, 21328	25	11/12/2003
L	Batiments légers, abris, réhabilitations légères et restructurations intérieures - 213.... et suiv.	10	11/12/2003
L	Installations générales, agencemt, aménagemts constructions, grosses réparations - 2135 ... et suiv.	15	11/12/2003
L	Installations , agencement et aménagements divers (bâtiments CD25 non proporiétaire) - 2181	15	11/12/2003
L	Matériel de bureau et mobilier (scolaire et autre) - 21841 et 21848	10	11/12/2003
L	Subventions équipement versées en financement de bâtiments et installations - 204....2	30	23/03/2016
L	Subventions équipemt versées en financement de projets d'infrastructure d'intérêt nat - 204...3	40	23/03/2016
L	Réseaux divers - 21533 et 21538	15	14/12/2020
L	Matériel et outillage technique scolaire - 21572	5	16/01/2023
L	Matériel et outillage technique scolaire - 21572	10	16/01/2023
L	Matériel technique roulant de voirie - 215731	7	16/01/2023
L	Autre matériel et outillage technique de voirie - 215738	10	16/01/2023
L	Autre matériel technique - 21578	10	16/01/2023
L	Autre installation matériel et outillages techniques - 2158	10	16/01/2023
L	Biens historiques et culturels immobiliers (dépenses ultérieures immobilisées) - 21612	10	16/01/2023
L	Biens historiques et culturels immobiliers (dépenses ultérieures immobilisées) - 21612	15	16/01/2023
L	Biens historiques et culturels immobiliers (dépenses ulttérieures immobilisées) - 21612	25	16/01/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Biens historiques et culturels mobiliers (dépenses ultérieures immobilisées) - 21622	10	16/01/2023
L	Matériel de transport (véhicules, fourgons, fourgonnettes) - 21828	5	16/01/2023
L	Matériel de transport (véhicules, fourgons, fourgonnettes) - 21828	10	16/01/2023
L	Matériel informatique (scolaire ou autre) - 21831 et 21838	5	16/01/2023
L	Matériel de téléphonie - 2185	4	16/01/2023
L	Autre matériel - 2188	5	16/01/2023
L	Autre matériel - 2188	10	16/01/2023

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**315 590,73**	**315 590,73**	**0,00**	**315 590,73**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**315 590,73**	**315 590,73**	**0,00**	**315 590,73**
Rachat années d'études	0,00	12/12/2006	315 590,73	315 590,73	0,00	315 590,73
Dépréciations (3)	**0,00**		**3 897 306,93**	**3 897 306,93**	**0,00**	**3 897 306,93**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**3 897 306,93**	**3 897 306,93**	**0,00**	**3 897 306,93**
Provision au titre des créances sociales (RMI/RSA)	0,00	10/12/2012	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
Provision au titre des créances du secteur social (ex-FSL)	0,00	27/12/2016	6 507,13	6 507,13	0,00	6 507,13
Provision au titre des créances du secteur social (ex-FSL)	0,00	18/12/2018	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Provision au titre des créances du secteur social (ex-FSL)	0,00	21/12/2020	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Provision au titre des prêts et avances économiques	0,00	21/12/2020	63 693,80	63 693,80	0,00	63 693,80
Provision au titre des créances sociales (ex-indus RMI)	0,00	27/09/2021	1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00
Provision au titre des prêts et avances économiques	0,00	27/09/2021	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00
Provision au titre des créances sociales (RMI/RSA)	0,00	13/12/2021	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00
Provision au titre des prêts et avances économiques	0,00	13/12/2021	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Provision au titre des créances sociales (RMI/RSA)	0,00	26/06/2023	1 622 950,00	1 622 950,00	0,00	1 622 950,00
Provision au titre des prêts et avances économiques	0,00	26/06/2023	84 156,00	84 156,00	0,00	84 156,00
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**4 212 897,66**	**4 212 897,66**	**0,00**	**4 212 897,66**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**4 212 897,66**	**4 212 897,66**	**0,00**	**4 212 897,66**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 003 — **Intitulé de l'opération : AMENAGEMENTS FONCIERS 2** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**371 875,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45441003 (5)	371 875,43	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**371 875,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**368 587,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	368 587,79	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**368 587,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**1 500,00**	**1 500,00**		
LUTZ Martin	14/12/2015	500,00	500,00		
LUTZ Stéphane	14/12/2015	500,00	500,00		
LUTZ Thomas	14/12/2015	500,00	500,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	705 614 185,10	557 877 176,50	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		4 246 042,94	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**36 382 890,35**	**29 886 770,58**											**735 560,94**	**1 141 147,35**
EHPAD ALEXIS MARQUISET	2020	P	EHPAD - construction chaufferie bois	CDC	150 000,00	127 500,00	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 590,00	7 500,00
EHPAD RESIDENCE DU PARC	2010	P	EHPAD RESIDENCE PARC	CDC	1 177 146,05	716 097,20	18,17	T	F	Taux fixe à 3.43 %	0,847	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	A-1	EUR	23 754,04	39 238,20
EHPAD SAINT JOSEPH	2017	P	EHPAD Saint-Joseph - travaux d'extension	CDC	1 812 000,00	1 630 800,00	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	58 708,80	45 300,00
EHPAD SAINT JOSEPH	2017	P	EHPAD Saint-Joseph - travaux d'extension	CDC	444 400,00	399 960,00	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 398,56	11 110,00
EHPAD SAINT JOSEPH	2017	P	EHPAD Saint Joseph - travaux d'extension	CDC	1 813 000,00	1 631 700,00	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	67 062,87	45 325,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	Foyer de vie pour l'ADAPEI de Morteau	CDC	2 298 802,05	1 669 751,51	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	60 111,05	34 828,35
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	Foyer de vie pour l'ADAPEI de Morteau	CDC	177 674,65	122 434,09	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	3 305,72	2 958,50
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	Foyer de vie pour l'ADAPEI de Montbéliard	CDC	3 857 538,00	2 801 950,68	25,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	100 870,22	58 444,22
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	ADAPEI DE BAUMES LES DAMES	CDC	1 724 836,40	1 326 477,53	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	47 753,19	12 459,43

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	ADAPEI DE BAUMES LES DAMES	CDC	132 909,70	97 007,95	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	2 619,21	1 288,96
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Résidence sociale CDE Hauts de St Claude	CDC	102 272,00	60 246,73	5,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 168,88	9 087,40
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition de l'unité de vie de gilley	CDC	485 047,91	442 965,49	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 667,44	5 261,29
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie d'Auxon-Dessous	CDC	719 732,31	657 288,80	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 247,94	7 806,91
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie Saint Vit	CDC	745 115,00	680 469,30	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 067,82	8 082,22
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie Vercel	CDC	622 293,45	568 303,66	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 100,58	6 749,99
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition de l'unité de vie de Sancey le Grand	CDC	564 977,23	515 960,18	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 249,23	6 128,27
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie de Frasne	CDC	655 046,56	598 215,14	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 158,53	7 105,27
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie de Sochaux	CDC	677 154,32	618 404,85	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 872,64	7 345,07
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie d'Etupes	CDC	712 362,78	650 558,64	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 009,89	7 726,98

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie de Seloncourt	CDC	712 362,78	650 558,64	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 009,89	7 726,98
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition unité de vie de Bavans	CDC	713 999,36	652 053,23	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 062,77	7 744,71
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Restructuration foyer Denise Viennet	CDC	84 219,80	68 066,96	17,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 450,41	1 929,60
SYNDICAT MIXTE DOUBS TRES HAUT DEBIT	2020	C	Travaux déploiement fibre optique	SFIL	6 000 000,00	4 950 000,00	16,42	T	F	Taux fixe à 0.66 %	0,662	F	Taux fixe à 0.66 %	0,662	A-1	EUR	31 927,50	300 000,00
SYNDICAT MIXTE DOUBS TRES HAUT DEBIT	2020	C	Phase 2 fibrage optique intégral	SFIL	10 000 000,00	8 250 000,00	16,25	T	F	Taux fixe à 1.27 %	1,276	F	Taux fixe à 1.27 %	1,276	A-1	EUR	102 393,76	500 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**62 164 190,55**	**46 872 942,30**											**1 513 509,31**	**1 984 835,07**
ADDSEA	2015	P	Rénovation du CHRS Le Roseau	CDC	500 000,00	366 388,82	17,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 258,89	12 113,19
ADDSEA	2023	P	Réhabilitation et construction de l'ITEP Les Erables	BANQUE POSTALE	3 740 000,00	3 678 150,53	29,25	M	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	A-1	EUR	96 450,78	84 399,40
ARIAL	2016	C	Restructuration bâtiment 3 de la résidence sociale	Carsat	800 000,00	639 984,00	23,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	26 666,00
ASSOCIATION CAMSP DU DOUBS ET DE L'AIRE URBAINE BE	2022	P	Réhabilitation locaux chemin de Palente	CDC	3 214 941,00	3 214 941,00	19,92	T	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	55 328,03	135 508,01

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION D HYGIENE SOCIALE DE FRANCHE COMTE	2009	P	AHSD FAM ROUGEMONT CUBRIAL	CDC	500 000,00	143 750,00	5,50	T	F	Taux fixe à 3.32 %	0,820	F	Taux fixe à 3.32 %	3,320	A-1	EUR	4 406,76	25 000,00
ASSOCIATION D HYGIENE SOCIALE DE FRANCHE COMTE	2009	P	AHSD FAM ROUGEMENT CUBRIAL-PLS-	CDC	1 000 000,00	349 802,18	5,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	14 446,83	50 650,63
ASSOCIATION D HYGIENE SOCIALE DE FRANCHE COMTE	2018	P	Restructuration du foyer Le Manoir	CDC	770 892,83	629 663,45	14,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.38	0,529	V	Livret A(Préfixé) + 1.38	4,453	A-1	EUR	26 627,22	31 842,16
ASSOCIATION D HYGIENE SOCIALE DE FRANCHE COMTE	2002	P	Extension foyer occupationnel "Rousset"	SFIL	579 306,27	279 211,52	8,75	T	V	(TAM(Postfixé) + 0.45)-Floor -0.45 sur TAM(Postfixé)	3,920	V	(TAM(Postfixé) + 0.45)-Floor -0.45 sur TAM(Postfixé)	4,483	A-1	EUR	12 107,27	24 688,66
ASSOCIATION LES MAISONNEES ADMR DU DOUBS	2015	P	Construction d'un FAM adultes autistes FRASNE	CDC	1 148 703,00	927 167,46	28,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,462	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	37 034,73	32 820,08
ASSOCIATION LES MAISONNEES ADMR DU DOUBS	2016	P	Construction d'un FAM adultes autistes AMAGNEY	CDC	1 043 587,50	894 503,58	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	27 819,06	29 816,78
ASSOCIATION LES MAISONNEES ADMR DU DOUBS	2018	P	Construction foyer d'accueil médicalisé AMAGNEY	CREDIT AGRICOLE	470 900,00	343 532,15	14,05	M	F	Taux fixe à 1.24 %	1,247	F	Taux fixe à 1.24 %	1,247	A-1	EUR	4 132,44	22 464,82
ASSOCIATION LES MAISONNEES ADMR DU DOUBS	2016	P	Const FAM adultes autistes Frasne	CREDIT AGRICOLE	915 000,00	633 302,56	12,01	M	F	Taux fixe à 1.9 %	1,917	F	Taux fixe à 1.9 %	1,917	A-1	EUR	11 624,21	47 074,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CONGREGATION DES SŒURS DE LA CHARITE	2004	C	Mise aux normes Maison de retraite St-Ferjeux	CRAM	581 446,00	29 072,30	0,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	29 072,30
EMMAUS BESANCON	2014	P	Extension du site de la Bergerie (hangar de marchandises et magasin)	CREDIT MUTUEL	50 000,00	18 426,85	4,75	M	F	Taux fixe à 3.1 %	3,144	F	Taux fixe à 2.6 %	2,631	A-1	EUR	434,78	3 737,65
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2010	P	MAISON RELAIS Pouilley les Vignes	CDC	217 000,00	156 755,50	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 389,15	2 424,63
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2010	P	MAISON RELAIS Pouilley les Vignes	CDC	70 000,00	55 398,48	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 551,16	294,90
FONDATION ARC EN CIEL	2003	C	Maison "La Retraite" 132 rue de Belfort	SFIL	1 105 255,09	510 856,09	9,25	T	V	(TAM(Postfixé) + 0.45)-Floor -0.45 sur TAM(Postfixé)	3,261	V	(TAM(Postfixé) + 0.45)-Floor -0.45 sur TAM(Postfixé)	4,483	A-1	EUR	21 749,40	68 600,00
FONDATION ARC EN CIEL	2004	C	Maison "La Retraite", 132 rue de Belfort	SFIL	267 000,00	91 225,00	10,00	T	V	(TAM(Postfixé) + 0.5)-Floor -0.5 sur TAM(Postfixé)	2,582	V	(TAM(Postfixé) + 0.5)-Floor -0.5 sur TAM(Postfixé)	4,533	A-1	EUR	3 984,12	8 900,00
FONDATION PLURIEL	2013	P	Foyer en milieu ouvert à Grand-Charmont	CDC	459 200,00	375 303,54	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	2,820	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	4,070	A-1	EUR	15 274,85	3 657,44
FONDATION PLURIEL	2013	P	Foyer en milieu ouvert à Grand-Charmont	CDC	81 583,60	44 739,02	9,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	2,820	V	Livret A(Préfixé) + 1.07	4,070	A-1	EUR	1 820,88	3 439,02
FONDATION PLURIEL	2013	P	Foyer en milieu ouvert à Grand-Charmont	CDC	113 304,88	68 604,21	10,67	T	F	Taux fixe à 2.81 %	0,695	F	Taux fixe à 2.81 %	2,810	A-1	EUR	1 850,19	5 554,94
FONDATION PLURIEL	2013	P	Foyer en milieu ouvert à Grand-Charmont	CDC	174 578,17	75 084,52	5,67	T	F	Taux fixe à 2.64 %	0,654	F	Taux fixe à 2.64 %	2,640	A-1	EUR	1 843,33	12 263,46
FONDATION PLURIEL	2013	P	Foyer en milieu ouvert à Grand-Charmont	CDC	18 639,22	1 557,58	0,67	T	F	Taux fixe à 2.42 %	0,600	F	Taux fixe à 2.42 %	2,420	A-1	EUR	18,71	1 557,58
FONDATION PLURIEL	2014	P	Centre multi services "4 saisons" à Montbéliard	CDC	600 000,00	496 896,36	25,33	T	F	Taux fixe à 3.26 %	0,805	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	A-1	EUR	15 850,97	12 794,79
FONDATION PLURIEL	2014	P	Centre multi services "4 Saisons" à Montbéliard	CDC	200 000,00	141 342,47	15,33	T	F	Taux fixe à 3.12 %	0,771	F	Taux fixe à 3.12 %	3,120	A-1	EUR	4 276,12	7 229,82
FONDATION PLURIEL	2016	P	Foyer en milieu ouvert de Mandeure	CE	170 100,00	52 874,65	4,01	M	F	Taux fixe à 3.45 %	3,505	F	Taux fixe à 2.15 %	2,171	A-1	EUR	1 013,87	12 523,33
FONDATION PLURIEL	2016	P	Foyer en milieu ouvert de Mandeure	CE	124 320,00	64 730,75	9,01	M	F	Taux fixe à 3.55 %	3,608	F	Taux fixe à 2.32 %	2,345	A-1	EUR	1 433,17	6 477,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONDATION PLURIEL	2015	P	Foyer en milieu ouvert de Mandeure	Crédit Foncier	459 200,00	345 366,78	29,66	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	2,070	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,070	A-1	EUR	13 662,45	12 248,73
FONDATION PLURIEL	2015	P	Foyer en milieu ouvert de Mandeure	Crédit Foncier	81 583,60	38 993,81	9,16	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	2,070	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,070	A-1	EUR	1 501,25	4 126,94
FONDATION PLURIEL	2021	P	RESTRUCTURATION DU FOYER D'HEBERGEMENT	CDC	388 000,00	374 279,20	23,50	A	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	A-1	EUR	3 780,22	13 859,38
FONDATION PLURIEL	2021	P	RESTRUCTURATION DU FOYER D'HEBERGEMENT	CDC	1 032 000,00	1 002 777,23	28,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	11 030,55	29 544,22
FONDATION PLURIEL	2009	P	Foyer La Maison du Parc à Besançon	CDC	3 094 156,40	2 068 809,58	16,33	T	F	Taux fixe à 3.37 %	0,832	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	A-1	EUR	67 667,50	95 785,60
LBA LES BRUYERES ASSOCIATION	2016	P	Construction d'un EHPA rue Andrey à Besancon	CDC	200 151,53	189 687,43	45,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	5 899,28	1 908,50
LBA LES BRUYERES ASSOCIATION	2016	P	Construction d'un EHPA rue Andrey à Besancon	CDC	2 703 861,50	2 509 211,32	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	78 036,47	38 789,09
LES AMIS DES VIEILLARDS	2012	P	EXTENSION AILE MALADIE ALZHEIMER	CREDIT AGRICOLE	4 900 000,00	2 979 716,76	13,27	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.16)-Floor -1.16 sur Livret A(Préfixé)	3,410	V	(Livret A(Préfixé) + 1.16)-Floor -1.16 sur Livret A(Préfixé)	4,160	A-1	EUR	119 494,57	168 957,78
LOGE.GBM	2006	P	Foyer de vie ADAPEI "Les Tilleroyes"	CDC	410 083,63	276 507,95	19,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	8 295,24	10 290,44
LOGE.GBM	2005	P	Espace associatif au foyer ADAPEI	CE	95 000,00	7 385,75	1,04	T	V	(Euribor 3M + 0.3)-Floor -0.3 sur Euribor 3M	2,499	V	(Euribor 3M + 0.3)-Floor -0.3 sur Euribor 3M	4,393	A-1	EUR	222,26	5 890,51
MFR LA ROCHE DU TRESOR	2007	P	2ème phase trvx centre de vacances	CREDIT COOPERATIF	205 000,00	36 556,11	2,14	T	F	Taux fixe à 4.6 %	4,680	F	Taux fixe à 4.6 %	4,680	A-1	EUR	1 411,91	15 783,71
MFR LA ROCHE DU TRESOR	2006	P	1ère tr trvx Centre de Vacances - Orchamps Vennes	CREDIT AGRICOLE	200 025,00	1 375,61	0,13	M	V	((Euribor 3M + 0.74)-Floor 1.77 sur Euribor 3M) + Cap 3.77 sur Euribor 3M	4,391	V	((Euribor 3M + 0.74)-Floor 1.77 sur Euribor 3M) + Cap 3.77 sur Euribor 3M	4,673	A-1	EUR	6,80	1 375,61
MFR LA ROCHE DU TRESOR	2007	P	2ème phase trvx centre de vacances	CREDIT AGRICOLE	205 000,00	31 541,54	2,01	M	F	Taux fixe à 4.6 %	4,698	F	Taux fixe à 3.5 %	3,557	A-1	EUR	858,75	15 384,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
MFR de PONTARLIER	2016	P	Réaménagement emprunt pour 1 bâtiment	CREDIT AGRICOLE	571 685,00	172 729,51	11,67	M	F	Taux fixe à 3.3 %	3,350	F	Taux fixe à 3.3 %	3,350	A-1	EUR	5 516,08	12 238,04
MFR de PONTARLIER	2003	P	Renégociation emprunt pour 1 bâtiment	BANQUE POPULAIRE	53 689,93	16 994,61	11,92	M	F	Taux fixe à 3.6 %	3,660	F	Taux fixe à 3.6 %	3,660	A-1	EUR	592,90	1 153,26
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2011	P	EHPAD LA RETRAITE	CDC	2 248 399,00	1 638 412,58	19,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	0,720	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	4,160	A-1	EUR	66 426,86	45 718,26
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2013	P	EHPAD La Retraite - 132 rue de Belfort	CDC	1 911 389,19	1 493 060,61	21,42	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	0,523	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	59 937,25	33 704,80
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2013	P	EHPAD La Retraite - 132 rue de Belfort - Besançon	CDC	364 182,45	234 483,33	11,42	T	F	Taux fixe à 2.92 %	0,722	F	Taux fixe à 2.92 %	2,920	A-1	EUR	6 585,29	17 451,19
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2008	P	MUTUALITE FRANCAISE DOUBS Gd CHARMONT	CREDIT AGRICOLE	420 000,00	339 598,50	34,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	5,130	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	13 703,23	7 239,44
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2008	P	MUTUALITE FRANCAIS EHPAD Gd CHARMONT	CREDIT AGRICOLE	1 190 000,00	1 975 189,05	15,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	5,130	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	78 692,98	109 435,93
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2009	C	M.F.D. EXTENSION EHPAD MAICHE	Crédit Foncier	245 000,00	176 400,00	35,41	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	7 285,32	4 900,00
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2009	C	EHPAD MAICHE EXTENSION	Crédit Foncier	771 750,00	411 600,00	15,41	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	16 999,08	25 725,00
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2004	P	Construction d'un EHPAD	CRAM	351 957,90	35 195,79	1,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	17 597,89
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2003	P	Const hébergement pers âgées dépendantes	CE	2 240 000,00	1 183 660,83	11,25	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.68	3,930	V	Livret A(Préfixé) + 1.68	4,680	A-1	EUR	53 021,90	83 390,44
MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE	2012	P	EHPAD DE BART	CREDIT AGRICOLE	2 000 000,00	2 083 768,95	18,70	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,350	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,100	A-1	EUR	82 709,33	95 547,93
NEOLIA	2013	P	SESAME AUTISME FRANCHE COMTE	CDC	4 121 242,00	3 486 146,62	26,17	T	F	Taux fixe à 3.35 %	0,827	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	A-1	EUR	114 300,15	84 939,73
NEOLIA	2013	P	SESAME AUTISME FRANCHE COMTE	CDC	630 777,00	554 319,57	31,17	T	F	Taux fixe à 3.39 %	0,837	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	A-1	EUR	18 429,45	10 244,15
NEOLIA	2018	P	Foyer de vie ADAPEI 36 rue Paupin	CDC	2 367 923,52	2 059 971,22	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	81 368,86	30 140,15

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Foyer Sésame Autisme, rue des Acacias	CDC	130 332,99	94 550,97	14,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	3 734,76	4 867,92
NEOLIA	2018	P	40 chambres ADAPEI	CDC	1 353 790,66	1 192 547,86	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	47 105,64	20 319,90
NEOLIA	2018	P	Foyer Sésame Autisme, rue des Acacias	CDC	305 524,85	221 275,07	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	8 740,37	9 575,19
NEOLIA	2018	P	17 logts handicapés ou âgés Champs Essart	CDC	200 279,51	173 139,98	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 233,04	2 361,05
SEM DE MICROPOLIS	2019	C	Réfection du Palais des congrès	CREDIT MUTUEL	400 000,00	221 808,58	5,42	T	F	Taux fixe à 0.994 %	0,998	F	Taux fixe à 0.994 %	0,998	A-1	EUR	1 838,90	40 000,00
SOCIETE ANONYME D'HLM AXENTIA	2009	P	EHPAD résidence Pierre Hauger	CDC	1 107 331,20	880 261,88	26,00	T	F	Taux fixe à 3.48 %	0,859	F	Taux fixe à 3.48 %	3,480	A-1	EUR	29 971,91	21 059,45
SOCIETE ANONYME D'HLM AXENTIA	2013	P	Construction centre mutli service pour l'A.P.F.	Crédit Foncier	2 963 314,00	2 179 079,10	28,91	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	2,320	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,070	A-1	EUR	88 688,52	29 992,04
SOCIETE ANONYME D'HLM AXENTIA	2012	P	Centre multiservices APF (achat terrain) à AVANNE	Crédit Foncier	132 402,50	103 887,85	38,91	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	3,320	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,070	A-1	EUR	4 228,24	560,65
SOCIETE ANONYME D'HLM AXENTIA	2019	P	EHPAD résidence Pierre Hauger	CE	1 609 262,36	1 322 290,30	15,58	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.38 %	1,380	A-1	EUR	18 247,61	74 421,47
SOLIHA DOUBS ET TERRITOIRE	2007	P	Aménagement de locaux 28 et 30 r Caporal Peugeot	CREDIT AGRICOLE	350 000,00	84 142,51	3,80	M	V	Taux fixe à 3.9 %	3,970	F	((Euribor 3M + 2.68)-Floor -0.78 sur Euribor 3M) + Cap 1.22 sur Euribor 3M	4,029	A-1	EUR	2 953,45	21 162,91
SOLIHA DOUBS ET TERRITOIRE	2016	P	Aménagement locaux rue Peugeot	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	256 394,98	4,16	M	F	Taux fixe à 1.9 %	1,917	F	Taux fixe à 1.9 %	1,917	A-1	EUR	3 747,26	59 681,14
ŒUVRE COMTOISE DE PROTECTION DE LA JEUNE FILLE	2001	P	Réhabilitation foyer jeunes filles "La Cassotte"	CDC	94 137,27	32 079,61	9,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	1 186,95	2 709,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ŒUVRE COMTOISE DE PROTECTION DE LA JEUNE FILLE	2015	P	Rénovation de studios FJT LA Cassotte	CDC	140 000,00	104 478,80	17,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 669,81	3 180,92
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**607 067 104,20**	**481 117 463,62**											**14 054 389,52**	**14 389 383,90**
ADOMA	2017	P	Réamgt 53 logts résidence Clémenceau	CDC	834 528,74	335 642,62	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 083,13	62 710,94
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	2021	P	Acquisition en VEFA d'une résidence étudiante éco-quartier Vauban	CDC	525 000,00	525 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	2021	P	Résidence étudiante 105 logements quartier Vauban	CDC	858 858,00	858 858,00	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	A-1	EUR	0,00	0,00
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2009	P	SAINTE SUZANNE 21 LOGT AQUI.AMELIO.	CDC	163 000,00	114 945,79	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 218,48	1 944,32
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2010	P	Acquisition-amélioration	CDC	55 000,00	37 010,29	21,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 036,29	889,33
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2011	P	ACQUSITION AMELIORATION 56 RUE DE DOLE	CDC	16 500,00	11 811,83	23,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	212,61	397,83
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	15 logts 18 rue du Professeur Haag	CDC	208 916,00	169 851,19	23,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 755,83	2 987,56
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	15 logts 18 rue du Professeur Haag	CDC	98 008,00	81 448,11	23,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 932,13	1 152,32
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2018	P	2 logts 18 rue du Professeur Haag	CDC	81 584,00	74 397,20	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	2 975,41	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2018	P	2 logts 18 rue du Professeur Haag	CDC	6 002,50	5 623,16	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	189,66	0,00
ICF NORD EST SA D'HLM	2015	P	53 logts 37-46-48 rue Romain Roussel	CDC	335 324,47	181 595,78	9,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	4,500	A-1	EUR	6 355,85	16 464,45
ICF NORD EST SA D'HLM	2021	P	53 logts 37-46-48 rue Romain Roussel	CDC	279 990,76	228 245,30	14,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	8 901,57	11 855,26
ICF NORD EST SA D'HLM	2013	P	18 logts 2 et 4 rue Comtesse Henriette	CDC	605 216,40	464 980,08	24,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 739,28	7 061,92
ICF NORD EST SA D'HLM	2013	P	18 logts 2 et 4 rue Comtesse Henriette	CDC	294 358,80	218 266,08	24,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 111,45	4 033,36
ICF NORD EST SA D'HLM	2014	P	80 logts rue Romain Roussel	CDC	2 059 410,50	1 631 827,68	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	58 745,80	22 252,71
ICF NORD EST SA D'HLM	2014	P	80 logts rue Romain Roussel	CDC	970 034,50	744 363,76	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	20 842,19	12 590,95
IDEHA	2000	P	Construction 2 logements rue du Magny	CDC	121 974,46	24 532,54	2,00	A	F	Taux fixe à 5.5 %	5,500	F	Taux fixe à 5.5 %	5,500	A-1	EUR	1 349,29	7 743,83
IDEHA	2002	P	Construction de 6 logements rue Toulombief	CDC	287 077,20	136 924,48	13,83	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	4 107,73	7 652,73
IDEHA	2008	P	17 logts ZAC des Terrasses rue Bois St Georges	CDC	1 538 104,75	1 089 045,85	24,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	37 572,08	24 830,11
IDEHA	2008	P	17 logts ZAC des Terrasses rue Bois St Georges	CDC	273 416,95	215 931,95	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	7 449,65	2 554,78
IDEHA	2008	P	Amén. ferme Parrot rues du Doubs et Pasteur	CDC	265 320,00	194 154,68	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 048,02	5 318,81
IDEHA	2008	P	Amén. ferme Parrot rues du Doubs et Pasteur	CDC	97 428,60	78 619,66	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 044,11	1 345,30
IDEHA	2008	P	40 logts bât. Alsace, 2 à 8 rue Pergaud	CDC	481 734,40	160 634,34	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 614,27	25 305,52
IDEHA	2009	P	32 logts "Balcons du Val" rue Descourvières	CDC	478 800,00	163 585,46	5,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 316,53	23 535,17
IDEHA	2010	P	7 logts "Les Symphoriales" rue Berlioz	CDC	153 600,00	118 125,38	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 252,51	1 109,54
IDEHA	2010	P	16 logts "Minima Domus" rue des Acacias	CDC	879 874,80	676 663,69	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 359,89	6 355,81

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2010	P	16 logts "Minima Domus" rue des Acacias	CDC	146 336,40	123 153,65	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 340,26	0,00
IDEHA	2010	P	16 logts "Minima Domus" rue des Acacias	CDC	108 560,20	79 235,79	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	2 139,37	1 052,82
IDEHA	2010	P	8 logts "Les Ecureuils" Coteau Piégot	CDC	519 400,00	399 442,20	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 379,92	3 751,91
IDEHA	2010	P	8 logts "Les Ecureuils" coteau Piégot	CDC	63 700,00	53 608,58	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 890,74	0,00
IDEHA	2010	P	40 logts 1 à 5 rue de Verdun	CDC	294 000,00	44 157,34	1,67	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	838,99	21 870,87
IDEHA	2010	P	30 logts "Pierre de Calx" ZAC des Combottes	CDC	2 072 700,00	1 612 734,96	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 931,11	32 850,09
IDEHA	2010	P	48 logts rue Cuvier	CDC	453 600,00	101 242,82	2,00	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	1 923,61	33 114,47
IDEHA	2011	P	11 logts "Les Aristides" rue Duvernoy	CDC	596 139,00	462 919,22	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 665,09	5 666,09
IDEHA	2011	P	48 logts "Les Symphoriales" rue Berlioz	CDC	2 767 680,00	2 224 215,01	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	80 071,74	21 953,82
IDEHA	2011	P	48 logts "Les Symphoriales" rue Berlioz	CDC	60 000,00	49 752,84	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	3,350	A-1	EUR	1 666,72	192,13
IDEHA	2012	P	194 lgts rues Franche-Comté-Provence-Montanot	CDC	1 222 200,00	446 283,45	4,25	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	8 479,39	85 928,77
IDEHA	2012	P	31 logts 22 rue Renaud de Bourgogne	CDC	316 200,00	93 228,72	3,17	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	1 771,35	22 653,35
IDEHA	2012	P	38 logts "Les Prés du Chêne" rue Comberut	CDC	1 892 744,75	1 553 590,99	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	55 929,28	15 960,44
IDEHA	2012	P	38 logts "Les Prés du Chêne" rue Comberut	CDC	360 000,00	304 247,50	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 952,91	1 171,27
IDEHA	2012	P	38 logts "Les Prés du Chêne" rue Comberut	CDC	312 000,00	236 596,17	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 624,69	3 681,67
IDEHA	2012	P	18 logts bât. D "Les Symphoriales" rue Berlioz	CDC	1 020 000,00	803 110,55	28,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	28 911,98	10 008,83
IDEHA	2012	P	18 logts bât. D "Les Symphoriales" rue Berlioz	CDC	22 800,00	19 269,01	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	693,68	74,18
IDEHA	2012	P	Réhabilitation 48 logts rue de l'Union	CDC	336 000,00	89 600,00	3,58	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	1 702,40	22 400,00
IDEHA	2012	P	26 logts lot. Le Grand Cerisier, rue Pergaud	CDC	1 613 802,40	1 297 001,00	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	46 692,04	14 694,99

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2012	P	26 logts lot. Le Grand Cerisier, rue Pergaud	CDC	182 000,00	154 071,52	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 546,57	593,13
IDEHA	2012	P	26 logts lot. Le Grand Cerisier, rue Pergaud	CDC	260 400,00	197 751,51	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 537,04	3 077,21
IDEHA	2012	P	26 logts lot. Le Grand Cerisier, rue Pergaud	CDC	30 100,00	24 576,10	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	688,13	165,58
IDEHA	2013	P	25 logts "Hauts du Comté" Seigneurerie Blamont	CDC	1 429 706,40	1 147 177,54	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 298,39	12 997,50
IDEHA	2013	P	25 logts "Hauts du Comté" Seigneurerie Blamont	CDC	482 193,60	373 782,78	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 465,92	5 385,49
IDEHA	2013	P	5 logts 9 route du Jura	CDC	53 125,00	18 668,35	4,58	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	560,05	3 381,29
IDEHA	2018	P	1 logt passage de la Fleur	CDC	22 546,10	12 902,18	7,92	A	V	LEP(Préfixé) + 0.9	2,150	V	LEP(Préfixé) + 0.9	6,900	A-1	EUR	890,25	1 120,18
IDEHA	2018	P	194 logts rues Franche Comté, Provence	CDC	1 253 267,03	929 352,70	14,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 456,70	41 799,17
IDEHA	2018	P	63 logts 24-26 rue Renaud de Bourgogne	CDC	237 679,40	159 716,27	10,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 749,79	11 118,25
IDEHA	2018	P	8 logts rue des Finances	CDC	54 287,53	37 111,39	10,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,385	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	1 353,40	2 673,86
IDEHA	2018	P	32 logts "Balcons du Val" rue Descourvières	CDC	111 906,14	81 328,60	11,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 826,53	4 768,29
IDEHA	2018	P	10 logts "Neufs Moulins" faubourg Besançon	CDC	346 070,92	303 876,45	26,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 756,56	2 961,37
IDEHA	2018	P	40 logts 1 à 5 rue de Verdun	CDC	176 598,63	131 521,24	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 582,81	6 809,61
IDEHA	2018	P	48 logts rue Cuvier	CDC	403 932,80	299 819,45	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 436,98	16 263,37
IDEHA	2018	P	48 logts rue de l'Union	CDC	353 652,86	267 448,92	13,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 321,46	13 624,63
IDEHA	2018	P	5 logts 9 route du Jura	CDC	78 091,83	61 357,80	15,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 148,25	2 392,48
IDEHA	2018	P	27 logts rue Sauron	CDC	353 682,22	181 485,38	5,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 062,00	29 109,21
IDEHA	2018	P	11 logts rues Franche-Comté et de la Somme	CDC	139 994,60	77 255,14	6,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 607,14	10 375,86
IDEHA	2018	P	Immeuble 34 Grande rue	CDC	142 799,01	78 802,76	6,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 659,37	10 583,73

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2018	P	40l logts rue des Finances	CDC	134 900,64	88 707,70	10,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 058,87	6 981,83
IDEHA	2018	P	14 logts "Les Cerisiers", rue Anne Franck	CDC	187 117,42	119 108,96	9,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 092,09	10 516,58
IDEHA	2018	P	9 logts impasse du Ruisseau	CDC	141 696,11	95 836,01	11,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 314,84	6 775,46
IDEHA	2018	P	12 logts 18 rue Sous les Chênes	CDC	254 198,15	170 604,81	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 903,30	11 849,25
IDEHA	2018	P	6 logts 2 rue de l'Ecole	CDC	142 869,49	95 886,69	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 317,89	6 659,76
IDEHA	2018	P	11 logts impasse du Ruisseau	CDC	196 444,01	138 105,48	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 793,92	8 489,13
IDEHA	2018	P	3 logts rue du Stade	CDC	81 397,99	57 945,92	13,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 014,64	3 315,63
IDEHA	2018	P	4 logts rue du Magny	CDC	90 198,86	64 108,34	14,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 230,00	3 576,61
IDEHA	2018	P	9 logts "Les Tynthières"	CDC	385 963,38	313 571,77	18,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 980,66	11 998,08
IDEHA	2018	P	1 logt rue de Dampierre	CDC	10 210,44	7 793,93	18,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	272,89	301,79
IDEHA	2018	P	3 logts 4 rue de la Mairie	CDC	128 299,31	106 661,33	20,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 747,61	3 141,49
IDEHA	2018	P	33 logts résidence Lamarck, rue Jussieu	CDC	294 008,79	225 511,99	19,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 900,30	8 368,40
IDEHA	2018	P	38 logts 5 rue des Charmes	CDC	162 343,40	126 669,58	15,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 418,92	6 116,96
IDEHA	2018	P	38 logts 1-2-3 rue des Charmes	CDC	219 118,08	170 968,44	15,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 964,30	8 256,18
IDEHA	2018	P	18 logts "Les Charrières", 9 rue des Charriières	CDC	135 472,98	106 806,13	15,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 743,16	3 892,78
IDEHA	2018	P	56 logts rue du Stade	CDC	630 422,54	537 012,96	22,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 951,78	9 572,95
IDEHA	2018	P	Réhabilitation d'une ferme 42 Grande rue	CDC	72 928,04	51 350,92	10,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 777,44	3 554,08
IDEHA	2019	P	11 logts Les Symphoriales rue Berlioz	CDC	186 935,30	167 527,63	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 030,99	2 243,15
IDEHA	2019	P	26 logts rue Thévenot	CDC	1 099 819,47	945 525,75	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 583,67	34 414,98
IDEHA	2019	P	7 logts Les Symphoriales rue Berlioz	CDC	166 411,40	144 266,09	21,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 193,58	3 671,59
IDEHA	2019	P	11 logts Les Symphoriales rue Berlioz	CDC	283 894,27	247 758,39	22,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 919,30	5 862,50

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2019	P	10 logts résidence "L'Aquarelle" 1 rue Neuve	CDC	58 774,93	53 787,36	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 398,47	1 003,66
IDEHA	2019	P	8 logts lotissement "Les Tourniers"	CDC	48 823,05	44 894,26	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 616,19	587,59
IDEHA	2019	P	6 logts Les Jardins du Mont	CDC	64 255,41	57 923,80	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 085,26	629,95
IDEHA	2019	P	33 logts résidence Lamarck, rue Jussieu	CDC	37 013,31	31 859,12	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 146,93	523,65
IDEHA	2019	P	10 logts L'Orée du Bois, rue de la Place	CDC	103 710,70	95 289,68	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 430,43	1 401,21
IDEHA	2019	P	33 logts résidence Lamarck, rue Jussieu	CDC	134 130,29	123 239,26	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 436,61	1 812,20
IDEHA	2019	P	7 logts "Les Symphoriales", rue Berlioz	CDC	28 888,15	26 687,53	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	960,75	62,26
IDEHA	2019	P	26 logts lot. Le Grand Cerisier, rue Pergaud	CDC	29 543,43	27 137,90	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	976,96	169,33
IDEHA	2019	P	26 logts lot. Le Griffon d'Or, route de Glay	CDC	75 658,44	70 398,56	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 534,35	439,26
IDEHA	2019	P	10 logts L'Orée du Bois, rue de la Place	CDC	544 249,19	480 617,10	24,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 302,22	12 176,13
IDEHA	2019	P	33 logts résidence Lamarck, rue Jussieu	CDC	1 144 847,10	1 010 994,76	24,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	36 395,81	25 612,91
IDEHA	2019	P	26 logts "Le Griffon d'Or", route de Glay	CDC	106 304,01	96 057,42	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 458,07	1 357,50
IDEHA	2019	P	26 logts "Le Griffon d'Or", route de Glay	CDC	214 155,39	193 513,05	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 966,47	2 653,10
IDEHA	2019	P	3 logts passage de la Fleur	CDC	95 150,71	77 127,05	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 776,57	2 770,43
IDEHA	2019	P	6 logts rue Thévenot	CDC	212 024,28	177 315,31	20,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 383,35	4 964,62
IDEHA	2019	P	6 logts rue Frédéric Bataille	CDC	143 632,42	124 380,67	21,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 233,90	4 261,28
IDEHA	2019	P	17 logts Le Clos des Sapins	CDC	682 478,03	594 952,46	22,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 468,76	19 224,58
IDEHA	2019	P	116 logts 3 à 34 rue Donzelot	CDC	673 000,93	489 748,92	9,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 878,92	39 347,24
IDEHA	2019	P	116 logts 3 à 34 rue Donzelot	CDC	202 042,24	147 194,98	9,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 075,48	11 645,83
IDEHA	2014	P	63 logts 24-26 rue Renaud de Bourgogne	CDC	623 700,00	255 092,64	5,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	5 739,58	38 276,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2013	P	38 logts 5 rue des Charmes	CDC	289 000,00	118 200,70	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	1 477,51	19 093,41
IDEHA	2013	P	38 logts 1-2-3 rue des Charmes	CDC	275 400,00	112 638,33	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	1 407,98	18 194,90
IDEHA	2013	P	18 logts "Les Charrières" 9 rue des Charrières	CDC	157 500,00	53 555,58	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	0,00	9 747,12
IDEHA	2014	P	21 logts rue des Epinettes	CDC	733 800,00	606 173,03	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 822,23	4 491,87
IDEHA	2014	P	21 logts rue des Epinettes	CDC	60 000,00	52 368,26	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 865,08	0,00
IDEHA	2014	P	21 logts rue des Epinettes	CDC	334 800,00	267 989,85	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 503,72	2 845,34
IDEHA	2014	P	21 logts rue des Epinettes	CDC	23 400,00	19 812,44	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	554,75	52,78
IDEHA	2014	P	27 logts "Arbora Domus" Le Crépon	CDC	1 400 000,00	1 161 839,13	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 826,21	5 269,36
IDEHA	2014	P	27 logts "Arbora Domus" Le Crépon	CDC	189 840,00	166 489,81	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 425,80	0,00
IDEHA	2014	P	27 logts "Arbora Domus" Le Crépon	CDC	392 000,00	315 077,20	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 822,16	2 504,05
IDEHA	2014	P	27 logts "Arbora Domus" Le Crépon	CDC	54 390,00	46 246,65	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 290,59	0,00
IDEHA	2014	P	21 logts "Le Griffon d'Or", route de Glay	CDC	252 000,00	223 281,69	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 956,41	0,00
IDEHA	2014	P	21 logts "Le Griffon d'Or", route de Glay	CDC	1 320 200,00	1 106 527,95	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	39 835,01	3 497,97
IDEHA	2014	P	21 logts "Le Griffon d'Or", route de Glay	CDC	21 011,90	18 031,96	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	479,59	0,00
IDEHA	2014	P	21 logts "Le Griffon d'Or", route de Glay	CDC	121 100,00	98 228,75	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 750,40	654,72
IDEHA	2015	P	30 logts "Jean Messagier" rue Aristide Briand	CDC	1 305 600,00	1 097 201,75	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	39 499,26	5 447,09

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2015	P	30 logts "Jean Messagier" rue Aristide Briand	CDC	216 600,00	190 898,95	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 400,68	0,00
IDEHA	2015	P	30 logts "Jean Messagier" rue Aristide Briand	CDC	459 600,00	375 532,29	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 514,90	3 098,10
IDEHA	2015	P	30 logts "Jean Messagier" rue Aristide Briand	CDC	66 600,00	57 126,17	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 599,53	39,16
IDEHA	2015	P	27 logts rue Lamarck - Batteries du parc	CDC	1 021 980,00	858 852,85	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 918,70	4 263,80
IDEHA	2015	P	27 logts rue Lamarck - Batteries du parc	CDC	250 800,00	221 040,88	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 411,32	0,00
IDEHA	2015	P	27 logts rue Lamarck - Batteries du parc	CDC	364 200,00	297 582,37	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 332,31	2 455,02
IDEHA	2015	P	27 logts rue Lamarck - Batteries du parc	CDC	66 000,00	56 611,52	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 585,12	38,80
IDEHA	2015	P	56 logts rue du Stade	CDC	761 600,00	532 723,81	16,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	14 649,90	19 509,05
IDEHA	2016	P	20 logts rue de Dampierre	CDC	282 100,00	257 606,73	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 367,00	0,00
IDEHA	2016	P	20 logts rue de Dampierre	CDC	777 700,00	681 554,05	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 404,70	0,00
IDEHA	2016	P	20 logts rue de Dampierre	CDC	105 700,00	94 060,04	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 272,26	0,00
IDEHA	2016	P	20 logts rue de Dampierre	CDC	427 000,00	364 513,97	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 206,39	1 239,37
IDEHA	2016	P	10 logts 8 rue Bassenne	CDC	262 003,00	225 754,29	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 127,15	585,04
IDEHA	2016	P	10 logts 8 rue Bassenne	CDC	78 792,00	70 705,03	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 226,61	0,00
IDEHA	2016	P	10 logts 8 rue Bassenne	CDC	102 900,00	86 492,67	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 421,79	515,71
IDEHA	2016	P	10 logts 8 rue Bassenne	CDC	28 175,00	24 683,79	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	660,62	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2016	P	108 logts tours Jura-Vosges-Pyrénées rue Cuvier	CDC	418 786,20	237 355,95	8,00	T	F	Taux fixe à 0.91 %	0,227	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	A-1	EUR	2 058,12	27 834,59
IDEHA	2016	P	12 logts "Les Prés du Chêne 2"	CDC	398 160,00	343 073,66	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 350,65	889,07
IDEHA	2016	P	12 logts "Les Prés du Chêne 2"	CDC	162 900,00	136 925,72	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 833,92	816,43
IDEHA	2016	P	"Les Harmoniales", rue de Pontarlier	CDC	1 304 660,00	1 124 157,37	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	40 469,67	2 913,22
IDEHA	2016	P	"Les Harmoniales", rue de Pontarlier	CDC	57 680,00	50 532,76	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 352,43	0,00
IDEHA	2016	P	"Les Harmoniales", rue de Pontarlier	CDC	133 350,00	119 663,38	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 768,38	0,00
IDEHA	2016	P	"Les Harmoniales", rue de Pontarlier	CDC	754 880,00	634 514,99	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	17 766,42	3 783,33
IDEHA	2016	P	108 logts tours Jura-Vosges-Pyrénées rue Cuvier	CDC	982 800,00	525 470,40	7,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	11 823,08	55 338,60
IDEHA	2016	P	108 logts tours Jura-Vosges-Pyrénées rue Cuvier	CDC	81 805,50	43 738,67	7,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	984,12	4 606,22
IDEHA	2016	P	32 logts 6 rue des Graviers	CDC	324 800,00	214 909,92	12,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	5 480,20	11 779,26
IDEHA	2016	P	32 logts 6 rue des Graviers	CDC	472 500,00	329 624,08	13,42	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	3 358,08	22 854,70
IDEHA	2017	P	9 logts lot. "La Piscine", rue des Cantons	CDC	236 220,00	212 614,94	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 654,14	178,60
IDEHA	2017	P	9 logts lot. "La Piscine", rue des Cantons	CDC	126 720,00	117 229,42	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 570,59	0,00
IDEHA	2017	P	9 logts lot. "La Piscine", rue des Cantons	CDC	153 960,00	136 170,58	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 812,78	570,89
IDEHA	2017	P	9 logts lot. "La Piscine", rue des Cantons	CDC	54 240,00	49 337,28	44,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 268,41	0,00
IDEHA	2016	P	Acqu. 20 logts ZAC des Blancheries	CDC	568 500,00	507 463,34	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 194,05	4 342,48
IDEHA	2016	P	Acqu. 20 logts ZAC des Blancheries	CDC	291 480,00	269 273,53	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 001,11	481,41

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2016	P	Acqu. 20 logts ZAC des Blancheries	CDC	305 820,00	266 910,05	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 804,38	3 252,98
IDEHA	2016	P	Acqu. 20 logts ZAC des Blancheries	CDC	101 880,00	92 055,82	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 657,00	495,69
IDEHA	2017	P	Réh. 6 logts 47 rue Villedieu	CDC	91 200,00	66 594,52	13,92	T	F	Taux fixe à 1.48 %	0,368	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	956,42	4 315,94
IDEHA	2017	P	Réh. 6 logts 47 rue Villedieu	CDC	57 600,00	40 579,22	13,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 034,77	1 995,88
IDEHA	2017	P	Réh. 56 logements 7 à 19 rue de la Novie	CDC	226 200,00	165 171,80	13,92	T	F	Taux fixe à 1.48 %	0,368	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	2 372,19	10 704,69
IDEHA	2017	P	Réh. 56 logements 7 à 19 rue de la Novie	CDC	537 600,00	379 694,56	13,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	9 682,21	18 675,19
IDEHA	2017	P	16 logts rue Schweitzer	CDC	1 066 380,00	947 418,29	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	34 107,06	1 600,71
IDEHA	2017	P	16 logts rue Schweitzer	CDC	165 774,00	152 344,09	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 716,99	0,00
IDEHA	2017	P	116 logts rue Donzelot	CDC	523 800,00	383 928,19	13,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 821,41	17 131,52
IDEHA	2017	P	35 logts 4 à 12 rue Thévenot	CDC	854 000,00	625 953,92	13,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 534,34	27 931,11
IDEHA	2020	P	Réh. 64 logts 2 et 4 rue des Graviers	CDC	739 200,00	656 169,39	21,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	18 044,66	13 411,57
IDEHA	2020	P	Réh. 64 logts 2 et 4 rue des Graviers	CDC	771 680,00	688 227,25	21,33	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	A-1	EUR	6 400,51	28 336,59
IDEHA	2018	P	20 logts "Jardins du Moulin", rue de Dampierre	CDC	849 100,00	771 773,02	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	27 783,83	648,31
IDEHA	2018	P	20 logts "Jardins du Moulin", rue de Dampierre	CDC	172 200,00	160 871,16	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 899,84	0,00
IDEHA	2018	P	20 logts "Jardins du Moulin", rue de Dampierre	CDC	347 200,00	310 128,99	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 683,61	1 300,20
IDEHA	2018	P	20 logts "Jardins du Moulin", rue de Dampierre	CDC	70 700,00	64 947,46	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 669,73	0,00
IDEHA	2018	P	20 logts "Jardins du Moulin", rue de Dampierre	CDC	98 000,00	98 000,00	44,83	A	F	Taux fixe à 2.07 %	2,070	F	Taux fixe à 2.07 %	2,070	A-1	EUR	2 028,60	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2018	P	20 logts 5 et 7 rue du Moulin	CDC	498 050,00	416 080,17	19,83	A	F	Taux fixe à 1.88 %	1,880	F	Taux fixe à 1.88 %	1,880	A-1	EUR	7 822,31	17 330,07
IDEHA	2018	P	20 logts 5 et 7 rue du Moulin	CDC	203 000,00	154 522,79	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 940,33	6 846,83
IDEHA	2019	P	Réh. 40 logts 11-15 rue G. Faure - Pézole	CDC	369 600,00	299 680,90	15,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	7 641,86	11 280,17
IDEHA	2019	P	Réh. 40 logts 11-15 rue G. Faure - Pézole	CDC	662 400,00	542 052,49	15,50	A	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	A-1	EUR	6 396,22	30 979,64
IDEHA	2019	P	55 logts 2 à 12 place du 8 Mai	CDC	539 000,00	437 034,65	15,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	11 144,38	16 450,26
IDEHA	2019	P	55 logts 2 à 12 place du 8 Mai	CDC	741 672,40	606 922,35	15,50	A	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	A-1	EUR	7 161,68	34 687,12
IDEHA	2020	P	64 logts rue V. Hugo et rue de la Plage	CDC	683 200,00	588 391,04	16,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	15 003,97	19 229,90
IDEHA	2020	P	Réh. 64 logts rue V. Hugo et rue de la Plage	CDC	218 033,90	175 926,97	11,33	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	1 020,38	14 198,77
IDEHA	2020	P	Réh. 68 logts 28-42 rue Renaud de Bourgogne	CDC	596 400,00	529 409,39	21,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	14 558,76	10 820,69
IDEHA	2020	P	Réh. 68 logts 28-42 rue Renaud de Bourgogne	CDC	1 118 640,00	1 000 394,39	21,42	A	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	A-1	EUR	11 304,46	40 309,33
IDEHA	2020	P	Réh. 48 logts 21 à 28 quartier Pézole	CDC	388 800,00	335 685,94	16,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	8 559,99	11 770,85
IDEHA	2021	P	Réhab. 48 logts 21 à 28 quartier Pézole	CDC	1 233 762,00	1 059 489,88	16,75	A	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	A-1	EUR	7 416,43	58 905,86
IDEHA	2011	P	8 logts "Prés du Chêne" rue des Barres	CREDIT AGRICOLE	600 000,00	470 576,26	27,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.16)-Floor -1.16 sur Livret A(Préfixé)	3,160	V	(Livret A(Préfixé) + 1.16)-Floor -1.16 sur Livret A(Préfixé)	4,160	A-1	EUR	19 575,97	13 338,65
IDEHA	2021	P	Construction 11 logements 26 avenue Aristide Briand	CDC	99 000,00	91 535,03	22,17	A	F	Taux fixe à 0.51 %	0,510	F	Taux fixe à 0.51 %	0,510	A-1	EUR	466,83	3 761,06
IDEHA	2021	P	Construction 11 logements 26 avenue Aristide Briand	CDC	314 880,00	303 686,55	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 064,16	0,00
IDEHA	2021	P	Construction 11 logements 26 avenue Aristide Briand	CDC	84 099,00	81 947,05	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 261,14	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2021	P	Construction 11 logements 26 avenue Aristide Briand	CDC	115 729,80	110 816,39	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 102,86	64,13
IDEHA	2021	P	Construction 11 logements 26 avenue Aristide Briand	CDC	30 391,20	29 406,80	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	675,15	0,00
IDEHA	2021	P	RESIDENCE SENIORS ILOT ST PIERRE - RUE DES ABATTOIRS	CDC	270 000,00	258 673,76	37,25	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	2 328,06	5 739,68
IDEHA	2021	P	RESIDENCE SENIORS ILOT ST PIERRE - RUE DES ABATTOIRS	CDC	278 322,00	266 505,61	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 462,16	154,22
IDEHA	2021	P	RESIDENCE SENIORS ILOT ST PIERRE - RUE DES ABATTOIRS	CDC	61 692,60	59 694,32	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 370,51	0,00
IDEHA	2021	P	RESIDENCE SENIORS ILOT ST PIERRE - RUE DES ABATTOIRS	CDC	390 829,20	376 935,88	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 491,64	0,00
IDEHA	2021	P	RESIDENCE SENIORS ILOT ST PIERRE - RUE DES ABATTOIRS	CDC	74 843,40	72 928,28	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 012,29	0,00
IDEHA	2021	P	Réhabilitation de 20 logements Tour Pézole	CDC	144 000,00	130 312,69	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 322,97	4 132,82
IDEHA	2021	P	Réhabilitation de 20 logements Tour Pézole	CDC	321 934,80	298 390,42	22,33	A	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	A-1	EUR	2 297,61	11 908,34
IDEHA	2021	P	Construction de 13 logements Champ de Foire, rue du Troulot	CDC	425 002,55	409 894,43	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 583,88	0,00
IDEHA	2021	P	Construction de 13 logements Champ de Foire, rue du Troulot	CDC	110 823,85	107 988,05	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 979,68	0,00
IDEHA	2021	P	Construction de 13 logements Champ de Foire, rue du Troulot	CDC	66 319,55	64 171,40	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 473,30	0,00
IDEHA	2021	P	Construction de 13 logements Champ de Foire, rue du Troulot	CDC	286 313,15	274 157,48	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 676,41	158,65
IDEHA	2021	P	Construction de 13 logements Champ de Foire, rue du Troulot	CDC	165 750,00	158 796,94	37,33	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	1 429,17	3 523,53
IDEHA	2021	P	Construction 36 logements 19 rue Gabriel Faure	CDC	1 052 748,00	1 052 748,00	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 580,23	5 787,58
IDEHA	2021	P	Construction 36 logements 19 rue Gabriel Faure	CDC	324 000,00	324 000,00	19,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	2 235,60	15 163,64
IDEHA	2021	P	Construction de 36 logements rue Gabriel Faure	CDC	380 391,60	380 391,60	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 141,17	3 410,11

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2021	P	Construction de 36 logements rue Gabriel Faure	CDC	245 883,60	245 883,60	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 704,72	121,98
IDEHA	2021	P	Construction de 36 logements rue Gabriel Faure	CDC	102 574,80	102 574,80	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	307,72	399,01
IDEHA	2022	P	Réhabilitation de 56 logements rues Jules Ferry et Jean Jaurès	CDC	518 000,00	498 334,59	18,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	12 707,53	15 537,74
IDEHA	2022	P	Réhabilitation de 56 logements rues Jules Ferry et Jean Jaurès	CDC	144 510,80	138 910,33	18,67	A	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	A-1	EUR	3 611,67	5 746,08
IDEHA	2022	P	Acquisition de 8 logements Clos Champêtre, rue des Pruniers	CDC	153 715,10	151 645,87	48,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	4 508,15	0,00
IDEHA	2022	P	Acquisition de 8 logements Clos Champêtre, rue des Pruniers	CDC	357 509,60	350 963,44	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	12 252,75	0,00
IDEHA	2022	P	Construction de 7 logements rue des Chênes	CDC	387 004,10	380 527,22	38,67	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	7 420,28	6 603,18
IDEHA	2022	P	Construction de 7 logements rue des Chênes	CDC	94 315,90	93 185,08	48,67	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	1 817,11	1 152,87
IDEHA	2022	P	Construction de 7 logements rue des Chênes	CDC	73 500,00	72 470,99	38,67	A	F	Taux fixe à 2.76 %	2,760	F	Taux fixe à 2.76 %	2,760	A-1	EUR	2 000,20	1 057,41
IDEHA	2022	P	Construction de 15 logements ZAC Combe Saint Laurent	CDC	628 099,85	617 588,00	38,67	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	12 042,97	10 716,83
IDEHA	2022	P	Construction de 15 logements ZAC Combe Saint Laurent	CDC	277 036,25	272 247,47	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 622,93	2 248,53
IDEHA	2023	P	26 logements "Le Grand Cerisier", rue Pergaud	CDC	113 601,40	112 113,62	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 036,09	1 584,42
IDEHA	2023	P	26 logements "Le Grand Cerisier", rue Pergaud	CDC	37 774,04	37 295,41	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 342,63	511,33
IDEHA	2023	P	1 pavillon très social "Les Gentianes"	CDC	17 269,94	16 769,96	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	582,11	1 030,82
IDEHA	2023	P	3 pavillons "Les Chailles"	CDC	44 064,04	42 786,41	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 485,16	2 633,60
IDEHA	2023	P	1 logement rue du Stade	CDC	1 970,18	1 919,48	13,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	66,81	104,81
IDEHA	2023	P	Acquisition-amélioration ancienne ferme	CDC	2 937,67	2 863,54	14,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	99,71	152,07
IDEHA	2023	P	2 logements rue du Magny	CDC	11 602,42	11 309,66	14,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	393,82	600,57

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2023	P	2 logements rue du Magny	CDC	8 598,54	8 381,58	14,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	291,86	445,08
IDEHA	2023	P	3 logements lotissement "Les Tynthières"	CDC	13 794,72	13 558,89	18,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	475,24	487,27
IDEHA	2023	P	3 logements rue Thévenot	CDC	13 353,88	13 125,59	18,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	460,05	471,71
IDEHA	2023	P	2 logements rue des Chênes et rue des Graviers	CDC	35 330,26	34 770,62	19,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 219,93	1 156,65
IDEHA	2023	P	2 logements rue Toulombief	CDC	19 244,38	18 939,54	19,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	664,49	630,03
IDEHA	2023	P	6 logements ZAC Montadry	CDC	2 987,61	2 940,29	19,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	103,15	97,81
IDEHA	2023	P	6 logements Les Jardins du Mont	CDC	283 568,36	280 672,46	24,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 891,16	6 031,01
IDEHA	2023	P	6 logements ZAC Montadry	CDC	171 268,45	168 348,96	19,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 901,13	5 996,20
IDEHA	2023	P	6 logements 1 rue de la Chaiserie	CDC	239 400,25	236 559,22	22,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 325,64	5 909,51
IDEHA	2023	P	10 logements "L'Aquarelle", 1 rue Neuve	CDC	377 977,27	374 694,98	28,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 220,98	6 794,94
IDEHA	2023	P	8 logements lotissement "Les Tourniers"	CDC	358 289,08	355 367,60	29,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 544,25	6 050,10
IDEHA	2023	P	Résidence séniors, îlot Saint Pierre, rue des Abattoirs	CDC	218 009,20	218 009,20	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 803,24	0,00
IDEHA	2023	P	Résidence séniors, îlot Saint Pierre, rue des Abattoirs	CDC	45 359,29	45 359,29	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 384,44	0,00
IDEHA	2023	P	Résidence séniors, îlot Saint Pierre, rue des Abattoirs	CDC	10 203,65	10 203,65	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	365,22	0,00
IDEHA	2022	P	8 logements Clos Champêtre rue des Pruniers	CDC	85 911,00	84 506,80	48,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 132,98	0,00
IDEHA	2022	P	8 logements Clos Champêtre rue des Pruniers	CDC	176 568,00	172 804,98	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 838,54	439,71
IDEHA	2022	P	8 logements Clos Champêtre rue des Pruniers	CDC	84 000,00	82 535,49	38,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	1 452,62	1 490,29
IDEHA	2022	P	15 logements rue des Abattoirs	CDC	386 185,80	379 722,61	38,67	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	7 404,59	6 589,22
IDEHA	2022	P	15 logements rue des Abattoirs	CDC	207 916,80	204 322,80	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 721,04	1 687,53

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDEHA	2022	P	15 logements rue des Abattoirs	CDC	104 488,80	103 236,02	48,67	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	2 013,10	1 277,21
IDEHA	2022	P	15 logements rue des Abattoirs	CDC	56 589,60	55 882,23	48,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 564,70	178,24
IDEHA	2022	P	15 logements rue des Abattoirs	CDC	135 000,00	133 109,99	38,67	A	F	Taux fixe à 2.76 %	2,760	F	Taux fixe à 2.76 %	2,760	A-1	EUR	3 673,84	1 942,17
IDEHA	2022	P	15 logements ZAC Combe Saint Laurent	CDC	196 730,80	194 372,07	48,67	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	3 790,26	2 404,73
IDEHA	2022	P	15 logements ZAC Combe Saint Laurent	CDC	98 022,85	96 797,56	48,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 710,33	308,74
IDEHA	2022	P	15 logements ZAC Combe Saint Laurent	CDC	191 250,00	188 572,49	38,67	A	F	Taux fixe à 2.76 %	2,760	F	Taux fixe à 2.76 %	2,760	A-1	EUR	5 204,60	2 751,41
LOGE.GBM	1994	P	Acq-amélioration 6 logements "Les Papeteries"	CDC	102 998,11	14 306,76	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,300	A-1	EUR	615,19	4 544,27
LOGE.GBM	1997	P	3 logements 10 rue Perreciot	CDC	71 061,29	20 940,26	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,300	A-1	EUR	900,43	3 083,86
LOGE.GBM	2003	P	Const 27 logts 8 à 16 rue Pesty	CDC	671 250,50	354 777,26	14,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	11 530,26	16 400,74
LOGE.GBM	2006	P	11 logts 4 rue de Pontarlier*	CDC	47 682,50	29 585,47	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	1 035,49	1 004,46
LOGE.GBM	2006	P	1 pavillon 20 chemin des Mottes	CDC	31 547,50	19 249,10	17,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	673,72	705,02
LOGE.GBM	2006	P	1 pavillon 20 chemin des Mottes	CDC	6 555,50	5 093,03	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	178,26	59,83
LOGE.GBM	2007	P	1 logt 58G rue de Chalezeule*	CDC	5 402,00	3 280,03	18,33	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	98,40	117,04
LOGE.GBM	2007	P	1 logt 58G rue de Chalezeule*	CDC	24 977,50	18 922,59	33,33	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	567,68	239,19
LOGE.GBM	2007	P	Construction 25 logements site Mirabeau*	CDC	818 061,00	567 480,47	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	19 578,08	13 863,53
LOGE.GBM	2007	P	Construction 25 logements site Mirabeau	CDC	137 932,00	107 938,57	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	3 723,88	1 362,25
LOGE.GBM	2007	P	Construction de 25 logements site Mirabeau	CDC	76 671,50	50 946,31	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 426,50	1 369,85

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2007	P	Construction 25 logements site Mirabeau	CDC	12 762,50	9 588,98	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	268,49	142,46
LOGE.GBM	2008	P	Réhab. 103 logts 102-104-108 rue Chalezeule	CDC	309 435,50	138 816,79	9,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	4 511,55	11 970,32
LOGE.GBM	2008	P	24 logts quartier Mouillère allée aux Moineaux	CDC	276 952,64	225 405,94	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 114,61	3 004,38
LOGE.GBM	2008	P	24 logts quartlier Mouillère allée aux Moineaux	CDC	113 962,40	79 031,09	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	1 817,71	2 144,18
LOGE.GBM	2008	P	24 logts quartier Mouillère allée aux Moineaux	CDC	40 116,50	30 124,10	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	391,61	661,52
LOGE.GBM	2008	P	Réhab. foyer personnes âgées 7 rue des Lilas	CDC	357 361,50	119 162,22	5,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 681,15	18 772,22
LOGE.GBM	2009	P	12 maisons rue de Gravelle	CDC	281 975,60	230 550,94	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 299,83	667,97
LOGE.GBM	2009	P	12 logements rue de Gravelle	CDC	108 975,95	76 372,26	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	2 062,05	1 322,70
LOGE.GBM	2009	P	12 maisons rue de Gravelle	CDC	101 157,65	71 347,68	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 997,74	1 204,88
LOGE.GBM	2009	P	12 logements rue de Gravelle	CDC	26 667,90	20 819,63	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	582,95	126,02
LOGE.GBM	2010	P	20 logts quartier Vallon du Jour	CDC	150 660,00	126 792,30	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 468,50	0,00
LOGE.GBM	2010	P	20 logts quartier Vallon du Jour	CDC	100 212,00	73 591,10	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 060,55	944,67
LOGE.GBM	2010	P	20 logts quartier Vallon du Jour	CDC	25 539,50	20 555,17	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	575,54	53,44
LOGE.GBM	2010	P	20 logts quartier Vallon du Jour	CDC	87 921,50	64 172,04	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	1 732,65	852,67
LOGE.GBM	2010	P	14 logts Vert Speranza 12 ch. de l'Espérance	CDC	113 281,50	95 335,34	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 359,87	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2010	P	14 logts Vert Speranza 12 ch. de l'Espérance	CDC	138 566,50	101 756,87	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 849,19	1 306,22
LOGE.GBM	2010	P	14 logts Vert Speranza 12 ch. de l'Espérance	CDC	45 955,50	36 986,73	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 035,63	96,16
LOGE.GBM	2010	P	14 logts Vert Speranza 12 ch. de l'Espérance	CDC	64 649,50	47 186,30	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	1 274,03	626,98
LOGE.GBM	2010	P	60 logts rue Bried ZAC Hauts de Chazal	CDC	383 588,00	322 819,60	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 377,03	0,00
LOGE.GBM	2010	P	60 logts rue Bried ZAC Hauts de Chazal	CDC	235 766,50	173 136,09	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 847,81	2 222,49
LOGE.GBM	2010	P	60 logts rue Bried ZAC Hauts de Chazal	CDC	52 132,00	41 957,84	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 174,82	109,08
LOGE.GBM	2010	P	60 logts rue Bried ZAC Hauts de Chazal	CDC	227 251,00	165 865,66	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	4 478,37	2 203,89
LOGE.GBM	2010	P	45 logts rue Chalezeule site FPA place sud	CDC	1 336 128,00	1 007 600,15	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	32 747,00	10 947,18
LOGE.GBM	2010	P	45 logts rue Chalezeule site FPA place sud	CDC	222 725,00	183 954,12	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 978,51	122,11
LOGE.GBM	2010	P	45 logts rue Chalezeule site FPA place sud	CDC	220 269,00	161 755,43	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 529,15	2 076,41
LOGE.GBM	2010	P	45 logts rue Chalezeule site FPA place sud	CDC	30 845,50	24 825,64	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	695,12	64,54
LOGE.GBM	2010	P	45 logts rue Chalezeule site FPA place sud	CDC	210 505,50	153 643,49	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	4 148,37	2 041,49
LOGE.GBM	2010	P	7 logts "Clos des Vallières" rue Blaise Pascal	CDC	52 256,66	38 954,82	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 090,73	550,20
LOGE.GBM	2010	P	4 logts rue Herbe Avril - Vallon du jour	CDC	54 681,47	40 762,38	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 141,35	575,73

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2010	P	4 logts rue Herbe Avril - Vallon du Jour	CDC	24 961,00	18 081,83	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	1,450	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	488,21	287,42
LOGE.GBM	2010	P	8 logts "Hauts de Battant" 85 rue Battant	CDC	46 814,55	39 395,00	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 418,22	59,38
LOGE.GBM	2010	P	8 logts "Hauts de Battant" 85 rue Battant	CDC	41 225,84	30 731,85	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	860,49	434,06
LOGE.GBM	2010	P	8 logts "Hauts de Battant" 85 rue Battant	CDC	8 087,62	6 541,89	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	183,17	30,13
LOGE.GBM	2010	P	8 logts "Hauts de Battant" 85 rue Battant	CDC	42 231,75	31 309,78	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	1,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	845,36	455,59
LOGE.GBM	2010	P	35 logts ZAC "Les hauts de Chazal"	CDC	252 715,50	210 652,57	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 583,49	453,83
LOGE.GBM	2010	P	35 logts ZAC "Les hauts de Chazal"	CDC	204 998,50	149 406,34	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 183,38	2 306,80
LOGE.GBM	2010	P	35 logts ZAC "Les hauts de Chazal"	CDC	41 179,50	32 881,38	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	920,68	174,09
LOGE.GBM	2011	P	47 logts site Banane rue Chalezeule place Nord	CDC	1 831 540,50	1 405 662,13	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	47 792,51	16 323,83
LOGE.GBM	2011	P	47 logts site Banane rue Chalezeule place Nord	CDC	142 040,00	118 082,36	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 250,96	539,62
LOGE.GBM	2011	P	47 logts site Banane rue Chalezeule place Nord	CDC	223 168,50	164 147,38	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,350	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	4 267,83	2 455,71
LOGE.GBM	2011	P	47 logts site Banane rue Chalezeule place Nord	CDC	16 788,00	13 547,73	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	379,34	62,00
LOGE.GBM	2011	P	10 logts lotissement "A la Cry"	CDC	64 328,85	54 014,15	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 944,51	78,43
LOGE.GBM	2011	P	10 logts lotissement "A la Cry"	CDC	168 924,75	125 630,67	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 517,66	1 770,92
LOGE.GBM	2011	P	10 logts lotissement "A la Cry"	CDC	18 313,25	14 778,58	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	413,80	67,63
LOGE.GBM	2011	P	17 logts rue des Journaux, Velotte	CDC	103 435,00	86 849,87	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 126,60	126,11

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2011	P	17 logts rue des Journaux, Velotte	CDC	80 606,50	59 947,70	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 678,54	845,04
LOGE.GBM	2011	P	17 logts rue des Journaux, Velotte	CDC	14 531,00	11 726,34	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	328,34	53,66
LOGE.GBM	2011	P	1 logt 9 chemin de Valentin	CDC	25 248,50	18 743,65	27,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	524,82	289,33
LOGE.GBM	2011	P	1 logt 9 chemin de Valentin	CDC	47 102,00	37 936,91	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 062,23	226,70
LOGE.GBM	2011	P	5 logts "Le Murano", 72 rue de Belfort	CDC	63 750,00	53 081,41	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 910,93	326,12
LOGE.GBM	2011	P	3 logts "Parc d'Aromance" 58 rue de Vesoul	CDC	22 955,00	19 113,49	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	688,09	117,43
LOGE.GBM	2011	P	10 logts "Les RosAndrés" 6-8 rue Paul Bert	CDC	230 125,34	183 133,23	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	6 226,53	2 491,21
LOGE.GBM	2011	P	10 logts "Les RosAndrés" 6-8 rue Paul Bert	CDC	106 641,13	91 098,62	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 279,55	446,83
LOGE.GBM	2011	P	17 maisons "Jardins de Colette" Montboucons	CDC	466 129,10	370 944,50	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	12 612,11	5 046,06
LOGE.GBM	2011	P	17 maisons "Jardins de Colette" Montboucons	CDC	194 455,05	166 114,01	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 980,10	814,77
LOGE.GBM	2011	P	17 maisons "Jardins de Colette" Montboucons	CDC	345 139,93	265 068,41	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	6 891,78	4 412,73
LOGE.GBM	2011	P	17 maisons "Jardins de Colette" Montboucons	CDC	139 242,80	115 066,33	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 221,86	878,23
LOGE.GBM	2011	P	3 logts Villa Montjoux 10-12-14 rue des Brosses	CDC	44 446,00	34 174,68	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	1 161,94	444,69
LOGE.GBM	2011	P	3 logts Villa Montjoux 10-12-14 rue des Brosses	CDC	16 948,50	14 254,19	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	513,15	42,20
LOGE.GBM	2011	P	3 logts Villa Montjoux 10-12-14 rue des Brosses	CDC	47 733,00	35 182,74	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	914,75	572,78
LOGE.GBM	2011	P	3 logts Villa Montjoux 10-12-14 rue des Brosses	CDC	10 736,50	8 680,90	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	243,07	51,88
LOGE.GBM	2011	P	3 logts "Jardin Suspendu" 20 rue Larmet	CDC	98 189,50	75 498,25	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	2 566,94	982,41

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2011	P	3 logts "Jardin Suspendu" 20 rue Larmet	CDC	34 254,00	28 808,60	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 037,11	85,28
LOGE.GBM	2011	P	17 logts en VEFA 30 rue des Justices	CDC	107 721,50	90 596,85	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 261,49	268,18
LOGE.GBM	2011	P	17 logts en VEFA 30 rue des Justices	CDC	56 606,50	45 768,71	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 281,52	273,49
LOGE.GBM	2011	P	17 logts en VEFA 30 rue des Justices	CDC	359 188,00	276 180,88	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	9 390,15	3 593,75
LOGE.GBM	2011	P	17 logts en VEFA 30 rue des Justices	CDC	235 560,50	173 625,40	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	4 514,26	2 826,62
LOGE.GBM	2011	P	23 logts "L'Orée du Parc" route d'Avanne	CDC	193 643,17	154 100,82	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	5 239,43	2 096,27
LOGE.GBM	2011	P	23 logts "L'Orée du Parc" route d'Avanne	CDC	28 301,90	24 177,01	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	870,37	118,59
LOGE.GBM	2011	P	23 logts "L'Orée du Parc" route d'Avanne	CDC	812 549,83	646 625,35	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	21 985,26	8 796,22
LOGE.GBM	2011	P	23 logts "L'Orée du Parc" route d'Avanne	CDC	108 371,82	92 577,06	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 332,77	454,08
LOGE.GBM	2011	P	23 logts "L'Orée du Parc" route d'Avanne	CDC	71 477,05	54 894,56	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	1 427,26	913,86
LOGE.GBM	2011	P	23 logts "L'Orée du Parc" route d'Avanne	CDC	10 118,33	8 361,51	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	234,12	63,82
LOGE.GBM	2011	P	24 logts 6 rue de la Madeleine	CDC	708 069,01	563 479,73	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	19 158,31	7 665,16
LOGE.GBM	2011	P	24 logts 6 rue de la Madeleine	CDC	224 999,94	192 207,10	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 919,46	942,75
LOGE.GBM	2011	P	24 logts 6 rue de la Madeleine	CDC	341 482,35	262 259,39	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	6 818,74	4 365,97
LOGE.GBM	2011	P	24 logts 6 rue de la Madeleine	CDC	101 858,98	84 173,39	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 356,85	642,44
LOGE.GBM	2011	P	86 logts, bât 514, 11-13 av. de Bourgogne	CDC	703 361,84	357 080,89	8,75	T	F	Taux fixe à 2.35 %	0,582	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	A-1	EUR	8 004,69	36 090,43
LOGE.GBM	2011	P	9 logts "Villas des Tilleroyes" 28 ch. Tilleroyes	CDC	70 256,50	59 087,73	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 127,16	174,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2011	P	9 logts "Villas des Tilleroyes" 28 ch. Tilleroyes	CDC	116 027,00	86 466,01	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 421,05	1 334,69
LOGE.GBM	2011	P	9 logts "Villas des Tilleroyes" 28 ch. Tilleroyes	CDC	36 800,50	29 754,74	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	833,13	177,80
LOGE.GBM	2011	P	14 logts "Clos Port Joint" 4 chemin des Ragots	CDC	138 146,50	116 185,15	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 182,67	343,92
LOGE.GBM	2011	P	14 logts "Clos Port Joint" 4 chemin des Ragots	CDC	134 411,00	100 166,17	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 804,65	1 546,17
LOGE.GBM	2011	P	14 logts "Clos Port Joint" 4 chemin des Ragots	CDC	53 619,50	43 353,57	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 213,90	259,06
LOGE.GBM	2011	P	37 logts Chalezeule ex PSR du Bas Clairs Soleils	CDC	179 836,96	153 626,45	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 530,55	753,52
LOGE.GBM	2011	P	37 logts Chalezeule ex PSR du Bas Clairs Soleils	CDC	452 120,16	350 458,20	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	9 812,83	5 557,59
LOGE.GBM	2011	P	37 logts Chalezeule ex PSR du Bas Clairs Soleils	CDC	67 984,88	56 180,79	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 573,06	428,80
LOGE.GBM	2011	P	Compactage 12 prêts	CDC	4 177 725,97	1 861 531,56	7,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,791	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	73 923,48	199 496,28
LOGE.GBM	2011	P	Réaménagement de prêt	CDC	231 063,40	135 133,25	12,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,791	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	5 473,04	7 524,94
LOGE.GBM	2011	P	19 logts "Le Trident" bât. 1 - 29 rue Montrapon	CDC	178 307,00	151 276,73	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 933,19	2 036,95
LOGE.GBM	2011	P	19 logts "Le Trident" bât. 1 - 29 rue Montrapon	CDC	197 496,50	150 328,21	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 705,91	3 778,83
LOGE.GBM	2011	P	19 logts "Le Trident" bât. 1 - 29 rue Montrapon	CDC	54 945,50	44 965,70	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	809,38	737,41
LOGE.GBM	2012	P	58 logts 27 à 31 rue du Piémont	CDC	373 769,00	195 566,40	8,08	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	A-1	EUR	4 595,81	19 301,29
LOGE.GBM	2011	P	198 logts 28 à 32 rue de Savoie	CDC	1 184 025,50	619 515,26	8,00	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	A-1	EUR	14 558,61	61 142,62
LOGE.GBM	2012	P	20 logts "Le Trident" bât. 2 - 29 rue Montrapon	CDC	221 255,00	186 989,69	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 731,63	719,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2012	P	20 logts "Le Trident" bât. 2 - 29 rue Montrapon	CDC	87 372,00	66 256,03	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 855,17	1 031,01
LOGE.GBM	2012	P	20 logts "Le Trident" bât. 2 - 29 rue Montrapon	CDC	27 390,50	22 331,06	38,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	625,27	150,45
LOGE.GBM	2012	P	17 logts "Wood Park" 30 ch. des Tilleroyes	CDC	142 528,50	120 455,39	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 336,39	463,72
LOGE.GBM	2012	P	17 logts "Wood Park" 30 ch. des Tilleroyes	CDC	52 018,00	43 962,07	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 582,63	169,24
LOGE.GBM	2012	P	17 logts "Wood Park" 30 ch. des Tilleroyes	CDC	57 037,00	43 252,36	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 211,07	673,05
LOGE.GBM	2012	P	17 logts "Wood Park" 30 ch. des Tilleroyes	CDC	23 713,50	19 333,26	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	541,33	130,26
LOGE.GBM	2012	P	12 studios 1 rue Charles Viancin	CDC	367 205,00	275 350,92	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	7 021,45	4 567,93
LOGE.GBM	2012	P	12 studios 1 rue Charles Viancin	CDC	74 088,50	59 747,17	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 523,55	461,20
LOGE.GBM	2012	P	6 logts "Le Millésime" avenue Louise Michel	CDC	45 714,19	39 051,52	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 405,85	254,91
LOGE.GBM	2013	P	Amélioration 1 logement 12 rue d'Emagny	CDC	91 225,40	71 063,51	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 989,78	1 023,88
LOGE.GBM	2013	P	Amélioration 1 logement 12 rue d'Emagny	CDC	39 608,30	32 894,87	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	921,06	200,75
LOGE.GBM	2013	P	Espace social 117 logts rue de l'Epitaphe	CDC	3 013 860,50	2 346 203,84	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	65 693,71	27 402,66
LOGE.GBM	2013	P	Espace social 117 logts rue de l'Epitaphe	CDC	327 670,50	271 986,61	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 615,63	883,61
LOGE.GBM	2017	P	Construction 13 logements	CDC	273 241,68	72 823,01	1,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 876,51	35 611,95
LOGE.GBM	2017	P	8 logts lotissement "Les Rives de la Loue"	CDC	168 260,25	66 240,06	3,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 616,48	15 478,73

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2017	P	Acqui. amél. 5 logts rue de la Machotte	CDC	77 085,29	32 866,63	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 298,23	7 680,15
LOGE.GBM	2017	P	16 pavillons individuels	CDC	406 328,75	165 784,47	4,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	6 548,49	30 519,47
LOGE.GBM	2017	P	Construction 17 logts "A Chaux"	CDC	309 467,47	163 511,92	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	6 458,72	20 594,03
LOGE.GBM	2017	P	17 logts lieudit "A Chaux"	CDC	212 674,17	112 369,69	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	4 438,60	14 152,76
LOGE.GBM	2017	P	15 logts lieudit "Le Pré Béjolin"	CDC	515 855,23	329 414,07	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	9 717,71	31 694,43
LOGE.GBM	2017	P	20 logts "Les Ecots"	CDC	704 403,95	406 538,27	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	16 058,26	42 897,80
LOGE.GBM	2017	P	10 logts "Les Pépinières"	CDC	394 362,80	252 130,33	8,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	9 959,15	23 245,04
LOGE.GBM	2017	P	Construction 10 logts rue de Chouaire	CDC	470 229,47	301 645,55	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	8 898,54	24 139,48
LOGE.GBM	2017	P	Construction de 17 logts	CDC	596 184,88	455 145,69	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	17 978,25	15 258,54
LOGE.GBM	2017	P	24 logts Allée aux Moineaux, quartier Mouillère	CDC	666 352,05	580 041,61	26,50	S	V	Inflation Livret A + 1.25	0,934	V	Inflation Livret A + 1.25	5,732	A-1	EUR	37 769,87	0,00
LOGE.GBM	2017	P	48 logts à ossature bois à Planoise	CDC	562 138,42	333 354,70	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	A-1	EUR	11 734,09	41 759,13
LOGE.GBM	2017	P	5 logts rue des Tamaris	CDC	51 627,41	29 165,63	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 152,04	3 605,31
LOGE.GBM	2017	P	8 logts rue du Muguet	CDC	84 891,34	47 957,27	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 894,31	5 928,23
LOGE.GBM	2017	P	Construction de 8 logements	CDC	39 758,78	21 050,07	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	831,48	3 113,02

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. amél. 5 logts 21 rue de Vignier	CDC	10 522,69	5 206,95	5,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	205,67	770,04
LOGE.GBM	2017	P	28 logts Clos de Bregille	CDC	329 884,94	197 716,56	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	5 832,64	22 273,97
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 150 rue de Vesoul	CDC	10 689,03	6 038,50	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	238,52	746,45
LOGE.GBM	2017	P	1 pavillon 122 rue de Vesoul	CDC	11 013,52	6 221,82	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	245,76	769,11
LOGE.GBM	2017	P	54 logts résidence Vauthier, rue Boulloche	CDC	820 626,96	532 438,79	10,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	21 031,33	37 705,14
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 1D rue des Andelys	CDC	6 253,77	3 307,27	6,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	130,64	408,83
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 67 chemin Fontaine Ecu	CDC	6 155,13	3 255,10	6,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	128,58	402,38
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 53 chemin de Fontaine Ecu	CDC	5 762,64	3 061,54	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	120,93	378,45
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 20 rue Métin	CDC	5 858,69	3 112,58	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	122,95	384,76
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 130 D rue de Belfort	CDC	5 436,09	2 888,06	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	114,08	357,01
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 26 F rue de Chalezeule	CDC	5 820,26	3 092,16	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	122,14	382,24
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 29D rue de la Vaite	CDC	8 355,82	4 439,24	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	175,35	548,76
LOGE.GBM	2017	P	1 pavillon 7 rue de l'Espérance	CDC	9 325,00	4 954,14	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	195,69	612,41
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 3 chemin des Monts de Bregille	CDC	10 288,93	5 466,25	6,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	215,92	675,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2017	P	6 logts 13 rue Claude Pouillet	CDC	55 425,26	34 880,03	8,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 377,76	3 184,91
LOGE.GBM	2017	P	Construction 2 logts 74-76 rue des Granges	CDC	32 036,76	19 140,25	8,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	756,04	1 747,71
LOGE.GBM	2017	P	Acquisition 16 logts 74-76 rue des Granges	CDC	168 782,61	100 838,60	8,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	3 983,12	9 207,61
LOGE.GBM	2017	P	4 logts 10 place Marulaz	CDC	38 279,75	24 090,08	8,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	951,56	2 199,67
LOGE.GBM	2017	P	37 logts résidence Claudel	CDC	649 700,74	440 306,19	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	12 989,03	34 466,45
LOGE.GBM	2017	P	74 logts résidence "Claudel", rue L. de Vinci	CDC	1 112 859,77	754 191,90	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	22 248,66	59 036,90
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 48b rue de Belfort	CDC	3 000,21	2 027,27	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	77,04	144,74
LOGE.GBM	2017	P	2 logts 76 rue des Granges	CDC	7 000,81	4 730,52	10,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	179,76	337,75
LOGE.GBM	2017	P	8 logts 47 Grande rue	CDC	32 850,82	22 197,61	10,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	843,51	1 584,85
LOGE.GBM	2017	P	34 logts rue des Cras	CDC	452 161,92	316 040,69	11,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	12 483,61	19 958,62
LOGE.GBM	2017	P	2 logements	CDC	40 370,57	27 278,76	10,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	1 036,59	1 947,63
LOGE.GBM	2017	P	5 logts 37 avenue de Montjoux	CDC	23 075,57	14 901,05	10,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	566,24	1 063,89
LOGE.GBM	2017	P	42 logts Château Galland - Les Tilleroyes	CDC	757 019,56	522 217,64	12,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	20 627,60	29 599,51
LOGE.GBM	2017	P	6 logts 2 rue des Sapins	CDC	32 393,45	21 615,03	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	821,37	1 377,55
LOGE.GBM	2017	P	4 logts résidence Claudel, rue Russel	CDC	12 568,36	1 885,27	0,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	74,47	1 885,27
LOGE.GBM	2017	P	26 logts "Château Galland 2"	CDC	500 370,14	367 122,85	13,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	14 501,35	18 776,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2017	P	6 logts "Château Galland 2"	CDC	105 444,08	77 052,92	13,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	2 928,01	3 984,98
LOGE.GBM	2017	P	Construction foyer-logement rue Dornier	CDC	83 422,45	64 135,67	18,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	2 373,02	2 133,17
LOGE.GBM	2017	P	1 logt 20 chemin des Mottes	CDC	4 541,34	3 440,47	17,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	127,30	124,46
LOGE.GBM	2017	P	Construction 1 logt rue du Tunnel	CDC	14 792,12	11 698,21	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	432,83	389,09
LOGE.GBM	2017	P	Construction 6 logts rue Berthoud	CDC	134 605,29	105 671,35	19,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	4 174,02	3 142,46
LOGE.GBM	2017	P	Construction 1 logement rue Berthoud	CDC	12 381,19	9 518,72	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	352,19	316,60
LOGE.GBM	2017	P	Réh. 330 logts 8 à 26 rue de Savoie	CDC	515 737,42	245 080,34	5,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,422	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	8 930,51	42 197,85
LOGE.GBM	2017	P	Réh. 1 pavillon 2 rue Anne Franck	CDC	3 236,65	2 521,93	19,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	93,31	77,28
LOGE.GBM	2017	P	3 logts 8 à 16 rue Pesty	CDC	59 099,92	46 049,42	19,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	1 703,83	1 411,15
LOGE.GBM	2017	P	Acqui. amél. 27 rue de Chalezeule	CDC	3 609,41	2 920,66	20,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	108,06	82,61
LOGE.GBM	2017	P	2 logts chemin des Quatrouillots	CDC	52 578,14	42 545,15	20,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	1 574,17	1 203,35
LOGE.GBM	2017	P	Acquisition 1 pavillon rue Combe Lézards	CDC	5 250,10	4 141,27	20,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	153,23	117,13
LOGE.GBM	2017	P	60 logts 6A et 6B rue Pesty	CDC	23 728,75	6 220,39	1,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	183,50	3 064,99
LOGE.GBM	2017	P	2 logts 25 rue Pouillet et 10-12 Grande rue	CDC	10 296,97	8 416,29	21,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	311,40	220,04
LOGE.GBM	2017	P	42 logts 73 rue de Chalezeule	CDC	91 610,99	63 420,97	11,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 283,15	4 091,25
LOGE.GBM	2017	P	Traitement façades 1 à 5 rue de Dijon	CDC	77 047,62	55 931,69	13,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 454,22	3 363,18
LOGE.GBM	2017	P	132 logts 2-4-6 rue de Franche-Comté	CDC	688 096,19	554 706,66	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 422,37	20 190,06
LOGE.GBM	2017	P	88 logts 2 et 4 rue de Bourgogne	CDC	504 136,09	406 407,79	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 566,60	14 792,32
LOGE.GBM	2013	P	6 maisons en VEFA lot. "Combe à la Fauvette"	CDC	258 860,00	208 645,70	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 511,25	1 770,51

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2013	P	6 maisons en VEFA lot. "Combe à la Fauvette"	CDC	104 860,00	90 001,69	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 240,06	19,14
LOGE.GBM	2013	P	6 maisons en VEFA lot. "Combe à la Fauvette"	CDC	119 910,00	93 341,08	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 613,55	1 092,81
LOGE.GBM	2013	P	6 maisons en VEFA lot. "Combe à la Fauvette"	CDC	49 140,00	40 786,77	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 142,03	133,70
LOGE.GBM	2013	P	20 logts 2A-2B rue Jenny d'Héricourt	CDC	435 054,00	353 332,91	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 719,98	1 988,13
LOGE.GBM	2013	P	20 logts 2A-2B rue Jenny d'Héricourt	CDC	148 488,50	128 460,22	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 265,12	0,00
LOGE.GBM	2013	P	20 logts 2A-2B rue Jenny d'Héricourt	CDC	304 400,00	238 589,84	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 680,52	2 158,59
LOGE.GBM	2013	P	20 logts 2A-2B rue Jenny d'Héricourt	CDC	73 128,50	61 126,60	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 711,54	32,36
LOGE.GBM	2014	P	24 logts + 1 local d'activité 6 rue de Dole	CDC	679 539,07	584 685,67	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 048,68	3 192,24
LOGE.GBM	2014	P	24 logts + 1 local d'activité 6 rue de Dole	CDC	312 803,70	280 280,62	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 671,34	0,00
LOGE.GBM	2014	P	24 logts + 1 local d'activité 6 rue de Dole	CDC	267 311,13	224 388,88	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 282,89	1 937,94
LOGE.GBM	2014	P	24 logts + 1 local d'activité 6 rue de Dole	CDC	125 048,96	109 404,72	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 063,33	166,51
LOGE.GBM	2014	P	8 logts "Sur Les Roches"	CDC	95 654,75	80 934,71	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 258,84	0,00
LOGE.GBM	2014	P	8 logts "Sur Les Roches"	CDC	274 548,30	219 592,08	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 148,58	1 745,19
LOGE.GBM	2014	P	8 logts "Sur Les Roches"	CDC	156 581,05	136 654,14	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 468,66	0,00
LOGE.GBM	2014	P	8 logts "Sur Les Roches"	CDC	333 930,15	275 776,48	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 927,95	1 250,74
LOGE.GBM	2014	P	4 logts - Sur Pissot - Balcons du Doubs	CDC	103 419,40	85 409,00	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 074,72	387,37
LOGE.GBM	2014	P	4 logts - Sur Pissot - Balcons du Doubs	CDC	49 821,10	43 480,74	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 417,01	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2014	P	4 logts - Sur Pissot - Balcons du Doubs	CDC	51 925,30	43 934,68	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 226,07	0,00
LOGE.GBM	2014	P	4 logts - Sur Pissot - Balcons du Doubs	CDC	150 196,20	120 131,48	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 363,68	954,74
LOGE.GBM	2014	P	19 logts rues Fontaine Argent et Beauregard	CDC	223 378,50	184 477,31	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 641,18	836,67
LOGE.GBM	2014	P	19 logts rues Fontaine Argent et Beauregard	CDC	277 175,50	241 901,43	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 910,30	0,00
LOGE.GBM	2014	P	19 logts rues Fontaine Argent et Beauregard	CDC	219 887,50	175 872,71	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 924,44	1 397,74
LOGE.GBM	2014	P	19 logts rues Fontaine Argent et Beauregard	CDC	146 480,50	123 939,03	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 459,06	0,00
LOGE.GBM	2014	P	6 logements 7 rue de Grandfontaine	CDC	168 558,60	134 818,28	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 774,91	1 071,46
LOGE.GBM	2014	P	6 logements 7 rue de Grandfontaine	CDC	33 986,40	28 494,39	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	797,84	33,73
LOGE.GBM	2014	P	6 logements 7 rue de Grandfontaine	CDC	58 865,80	50 916,89	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 723,36	0,00
LOGE.GBM	2014	P	6 logements 7 rue de Grandfontaine	CDC	192 153,50	158 690,12	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 712,84	719,71
LOGE.GBM	2014	P	4 logts route de Lavogne (ex Tallenay)	CDC	80 457,50	66 445,89	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 392,05	301,36
LOGE.GBM	2014	P	4 logts route de Lavogne (ex Tallenay)	CDC	44 648,00	38 965,98	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 274,21	0,00
LOGE.GBM	2014	P	4 logts route de Lavogne (ex Tallenay)	CDC	125 238,00	100 169,17	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 804,74	796,09
LOGE.GBM	2014	P	4 logts route de Lavogne (ex Tallenay)	CDC	44 695,50	37 817,44	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 055,46	0,00
LOGE.GBM	2014	P	3 logts - Coteaux des Tilleroyes - 14 rue Fresnel	CDC	22 397,50	19 547,13	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	639,20	0,00
LOGE.GBM	2014	P	3 logts - Coteaux des Tilleroyes - 14 rue Fresnel	CDC	43 565,50	35 978,61	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 295,23	163,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2014	P	3 logts - Coteaux des Tilleroyes - 14 rue Fresnel	CDC	14 048,50	11 886,62	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	331,75	0,00
LOGE.GBM	2014	P	3 logts - Coteaux des Tilleroyes - 14 rue Fresnel	CDC	40 344,00	32 268,36	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	903,51	256,45
LOGE.GBM	2015	P	26 logts rues Montrapon et Weiss	CDC	577 922,50	506 557,36	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 236,06	591,16
LOGE.GBM	2015	P	26 logts rues Montrapon et Weiss	CDC	248 958,50	227 317,73	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 821,02	0,00
LOGE.GBM	2015	P	26 logts rues Montrapon et Weiss	CDC	356 407,50	304 555,15	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 527,54	1 419,22
LOGE.GBM	2015	P	26 logts rues Montrapon et Weiss	CDC	130 484,50	116 225,14	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 956,05	0,00
LOGE.GBM	2014	P	11 logts 4 chemin des Champs Nardin	CDC	176 770,00	148 160,09	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 333,76	468,37
LOGE.GBM	2014	P	11 logts 4 chemin des Champs Nardin	CDC	92 142,00	81 641,36	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 543,56	0,00
LOGE.GBM	2014	P	11 logts 4 chemin des Champs Nardin	CDC	201 455,50	163 408,09	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 575,43	1 089,16
LOGE.GBM	2014	P	11 logts 4 chemin des Champs Nardin	CDC	70 717,50	60 688,25	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 614,11	0,00
LOGE.GBM	2015	P	113 logts 2-2b-4 rue de Cologne	CDC	665 301,50	419 133,84	11,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	10 687,91	24 739,44
LOGE.GBM	2015	P	8 maisons rue Louise Blazer	CDC	222 554,50	189 220,66	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 811,94	403,54
LOGE.GBM	2015	P	8 maisons rue Louise Blazer	CDC	73 670,00	65 716,22	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 008,75	0,00
LOGE.GBM	2015	P	8 maisons rue Louise Blazer	CDC	196 404,00	162 188,88	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 541,29	913,33
LOGE.GBM	2015	P	8 maisons rue Louise Blazer	CDC	47 436,50	41 128,89	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 069,41	0,00
LOGE.GBM	2015	P	17 logts rue du Centre	CDC	572 905,20	487 096,43	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 535,47	1 038,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2015	P	17 logts rue du Centre	CDC	126 788,20	113 099,50	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 457,12	0,00
LOGE.GBM	2015	P	17 logts rue du Centre	CDC	388 207,40	320 578,63	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 976,20	1 805,25
LOGE.GBM	2015	P	17 logts rue du Centre	CDC	62 265,00	53 985,66	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 403,70	0,00
LOGE.GBM	2015	P	Maison relais 25 studios chemin de l'Espérance	CDC	779 744,50	663 987,92	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	11 951,78	8 694,67
LOGE.GBM	2015	P	Maison relais 25 studios chemin de l'Espérance	CDC	217 487,50	193 057,21	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 475,03	1 143,39
LOGE.GBM	2016	P	51 logts 7-9 avenue Ile de France	CDC	368 959,00	242 333,81	12,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	6 179,51	13 282,37
LOGE.GBM	2016	P	87 logts 1 place Jean Moulin	CDC	696 000,00	513 561,54	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	14 122,94	16 452,17
LOGE.GBM	2016	P	87 logts 1 place Jean Moulin	CDC	587 000,00	441 123,23	17,92	T	F	Taux fixe à 1.29 %	0,321	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	A-1	EUR	5 557,87	21 928,65
LOGE.GBM	2016	P	4 logts "L'Orée du Chazal", rue Bichat	CDC	44 027,00	37 584,21	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 052,36	127,79
LOGE.GBM	2016	P	4 logts "L'Orée du Chazal", rue Bichat	CDC	143 023,00	125 341,27	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 488,15	0,00
LOGE.GBM	2016	P	4 logts "L'Orée du Chazal", rue Bichat	CDC	54 088,00	49 391,82	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 412,50	0,00
LOGE.GBM	2016	P	4 logts "L'Orée du Chazal", rue Bichat	CDC	17 794,50	15 834,93	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	382,53	0,00
LOGE.GBM	2016	P	15 logts 14 rue Pierre Vernier	CDC	220 802,50	188 490,86	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 277,74	640,88
LOGE.GBM	2016	P	15 logts 14 rue Pierre Vernier	CDC	319 474,00	279 977,87	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 025,29	0,00
LOGE.GBM	2016	P	15 logts 14 rue Pierre Vernier	CDC	77 138,00	68 643,36	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 658,25	0,00
LOGE.GBM	2016	P	15 logts 14 rue Pierre Vernier	CDC	162 088,00	148 014,75	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 232,90	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2016	P	1 pavillon 108 rue des Cras	CDC	11 882,00	10 678,42	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	257,96	0,00
LOGE.GBM	2016	P	1 pavillon 108 rue des Cras	CDC	80 533,50	69 430,47	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 944,05	236,07
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	114 037,50	99 939,20	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 578,57	0,00
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	45 110,50	41 193,80	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 178,05	0,00
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	86 719,00	74 028,77	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 072,81	251,71
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	29 927,50	26 631,81	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	643,36	0,00
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	108 218,00	94 839,17	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 395,95	0,00
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	52 056,00	47 536,24	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 359,43	0,00
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	57 081,50	48 728,35	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 364,39	165,68
LOGE.GBM	2016	P	"Horizon nature" - rue du Coudray le Boursier	CDC	19 353,50	17 222,24	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	416,05	0,00
LOGE.GBM	2017	P	5 logts, 4 place de l'Eglise	CDC	227 631,70	203 693,36	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 107,68	0,00
LOGE.GBM	2017	P	5 logts, 4 place de l'Eglise	CDC	43 050,80	39 869,06	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 118,67	0,00
LOGE.GBM	2017	P	5 logts, 4 place de l'Eglise	CDC	172 060,40	150 542,28	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 215,18	373,96
LOGE.GBM	2017	P	5 logts, 4 place de l'Eglise	CDC	28 612,70	25 917,89	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	612,03	0,00
LOGE.GBM	2016	P	3 logts "Balcons du Doubs", rue de la Cascade	CDC	92 941,80	82 253,23	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 945,28	0,00
LOGE.GBM	2016	P	3 logts "Balcons du Doubs", rue de la Cascade	CDC	53 151,00	49 013,90	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 401,69	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2016	P	3 logts "Balcons du Doubs", rue de la Cascade	CDC	66 438,40	57 278,66	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 603,80	194,75
LOGE.GBM	2016	P	3 logts "Balcons du Doubs", rue de la Cascade	CDC	26 575,50	23 883,55	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	576,97	0,00
LOGE.GBM	2016	P	11 logts "Oxygène 2", Les Tilleroyes	CDC	168 840,00	150 712,60	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 918,53	1 289,68
LOGE.GBM	2016	P	11 logts "Oxygène 2", Les Tilleroyes	CDC	97 709,50	90 265,48	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 346,90	161,38
LOGE.GBM	2016	P	11 logts "Oxygène 2", Les Tilleroyes	CDC	162 975,50	142 239,88	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 560,32	1 733,56
LOGE.GBM	2016	P	11 logts "Oxygène 2", Les Tilleroyes	CDC	61 543,50	55 608,92	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 000,96	299,44
LOGE.GBM	2017	P	8 logts éco-quartier Pasteur, rue du Centre	CDC	185 355,80	165 863,31	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 787,64	0,00
LOGE.GBM	2017	P	8 logts éco-quartier Pasteur, rue du Centre	CDC	90 162,10	83 498,53	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 342,86	0,00
LOGE.GBM	2017	P	8 logts éco-quartier Pasteur, rue du Centre	CDC	172 174,80	150 642,37	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 217,99	374,21
LOGE.GBM	2017	P	8 logts éco-quartier Pasteur, rue du Centre	CDC	57 570,10	52 148,03	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 231,44	0,00
LOGE.GBM	2017	P	1 logt éco-quartier Pasteur, rue du Centre	CDC	68 199,60	59 670,44	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 670,77	148,23
LOGE.GBM	2017	P	1 logt éco-quartier Pasteur, rue du Centre	CDC	28 105,70	25 458,64	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	601,19	0,00
LOGE.GBM	2017	P	Remplacement composants diverses adresses	CDC	500 000,00	208 090,11	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 491,24	47 492,97
LOGE.GBM	2017	P	4 logts rue Marguerite Marchand	CDC	98 746,50	88 362,07	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 083,31	0,00
LOGE.GBM	2017	P	4 logts rue Marguerite Marchand	CDC	38 241,00	35 414,75	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	993,69	0,00
LOGE.GBM	2017	P	4 logts rue Marguerite Marchand	CDC	125 061,50	109 421,13	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 063,79	271,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2017	P	4 logts rue Marguerite Marchand	CDC	38 241,00	34 639,38	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	817,99	0,00
LOGE.GBM	2017	P	6 logts "Square Notre Dame", rue des Justices	CDC	98 127,50	88 672,41	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 094,14	0,00
LOGE.GBM	2017	P	6 logts "Square Notre Dame", rue des Justices	CDC	53 814,00	50 327,32	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 412,12	0,00
LOGE.GBM	2017	P	6 logts "Square Notre Dame", rue des Justices	CDC	107 306,00	94 817,56	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 654,89	235,54
LOGE.GBM	2017	P	6 logts "Square Notre Dame", rue des Justices	CDC	36 981,00	33 830,36	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	798,88	0,00
LOGE.GBM	2017	P	23 logts lot. "La Caborde", rue de Bougeille	CDC	723 796,25	654 054,80	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 822,61	0,00
LOGE.GBM	2017	P	23 logts lot. "La Caborde", rue de Bougeille	CDC	404 437,65	378 233,57	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 612,72	0,00
LOGE.GBM	2017	P	23 logts lot. "La Caborde", rue de Bougeille	CDC	502 283,70	443 827,14	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	12 427,16	1 102,51
LOGE.GBM	2017	P	23 logts lot. "La Caborde", rue de Bougeille	CDC	188 945,65	172 848,20	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 081,70	0,00
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. 2 logts "Côté Flore" 13 rue de la Rotonde	CDC	15 819,00	14 155,43	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	493,94	0,00
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. 2 logts "Côté Flore" 13 rue de la Rotonde	CDC	16 176,00	14 980,49	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	420,33	0,00
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. 2 logts "Côté Flore" 13 rue de la Rotonde	CDC	45 685,50	39 972,01	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 119,22	99,30
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. 2 logts "Côté Flore" 13 rue de la Rotonde	CDC	18 288,00	16 565,59	43,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	391,19	0,00
LOGE.GBM	2017	P	Remplacement de composants	CDC	500 000,00	210 138,24	3,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 564,98	47 960,42
LOGE.GBM	2017	P	6 logts rue de l'Avenir	CDC	117 684,00	96 627,69	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 705,58	1 699,61
LOGE.GBM	2017	P	6 logts rue de l'Avenir	CDC	185 709,00	155 849,72	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 610,59	2 204,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2017	P	11 logts 24 rue Charles Nodier	CDC	22 361,00	20 191,48	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	529,51	0,00
LOGE.GBM	2017	P	11 logts 24 rue Charles Nodier	CDC	109 843,00	97 865,71	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 523,17	165,35
LOGE.GBM	2017	P	11 logts 24 rue Charles Nodier	CDC	42 231,50	38 923,91	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 205,19	0,00
LOGE.GBM	2017	P	11 logts 24 rue Charles Nodier	CDC	140 678,00	122 712,65	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 435,95	619,87
LOGE.GBM	2017	P	Acq. 3 logts VEFA Oxygène 2 - Les Tilleroyes	CDC	92 390,50	84 932,86	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 528,79	413,68
LOGE.GBM	2017	P	Acq. 3 logts VEFA Oxygène 2 - Les Tilleroyes	CDC	431 107,00	388 168,70	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 092,39	4 069,73
LOGE.GBM	2017	P	Acq. 3 logts VEFA Oxygène 2 - Les Tilleroyes	CDC	205 947,50	192 850,30	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 014,11	246,42
LOGE.GBM	2017	P	Acq. 3 logts VEFA Oxygène 2 - Les Tilleroyes	CDC	257 288,00	229 950,29	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 139,11	2 605,87
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. VEFA 5 logts "Clos du Tunnel"	CDC	32 698,50	30 059,13	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	541,06	146,41
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. VEFA 5 logts "Clos du Tunnel"	CDC	81 030,00	73 790,88	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 918,56	568,53
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. VEFA 5 logts "Clos du Tunnel"	CDC	40 534,00	37 956,25	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	986,86	48,50
LOGE.GBM	2017	P	Acqu. VEFA 5 logts "Clos du Tunnel"	CDC	95 486,00	85 340,30	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 536,13	967,11
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 70 boulevard Léon Blum	CDC	18 060,00	16 953,19	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	466,95	0,00
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 70 boulevard Léon Blum	CDC	97 241,00	87 124,90	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 439,50	141,19
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 70 boulevard Léon Blum	CDC	90 264,50	82 403,15	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 804,44	0,00
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 70 boulevard Léon Blum	CDC	13 593,00	12 526,86	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	289,31	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2018	P	4 logts "Jardins des Lys" rue Montessori	CDC	75 730,67	68 711,48	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 923,92	232,34
LOGE.GBM	2018	P	4 logts "Jardins des Lys" rue Montessori	CDC	227 691,81	209 496,73	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 541,88	8,08
LOGE.GBM	2018	P	26 logts Pré St Martin résidence intergénéra.	CDC	102 278,80	94 206,61	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 421,96	0,00
LOGE.GBM	2018	P	26 logts Pré St Martin résidence intergénéra.	CDC	773 433,70	704 995,61	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	25 379,84	592,21
LOGE.GBM	2018	P	26 logts Pré St Martin résidence intergénéra.	CDC	223 967,35	209 847,95	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 391,58	0,00
LOGE.GBM	2018	P	26 logts Pré St Martin résidence intergénéra.	CDC	679 779,85	608 791,50	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	17 046,16	2 552,34
LOGE.GBM	2019	P	69 logts 50A et 50B rue Mirabeau	CDC	552 000,00	448 656,61	15,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	11 440,74	17 965,89
LOGE.GBM	2019	P	69 logts 50A et 50B rue Mirabeau	CDC	537 269,00	436 635,93	15,58	A	F	Taux fixe à 0.81 %	0,810	F	Taux fixe à 0.81 %	0,810	A-1	EUR	3 536,75	25 669,78
LOGE.GBM	2018	P	2 logts 5 et 7 rue Mermoz	CDC	114 372,50	103 490,81	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 897,74	167,70
LOGE.GBM	2018	P	2 logts 5 et 7 rue Mermoz	CDC	47 003,00	43 746,14	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 010,33	0,00
LOGE.GBM	2018	P	2 logts 12 et 14 chemin de Palente	CDC	102 035,00	92 327,12	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 585,16	149,61
LOGE.GBM	2018	P	2 logts 12 et 14 chemin de Palente	CDC	45 955,50	42 771,23	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	987,81	0,00
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 8 rue de l'Avenir	CDC	85 412,00	77 285,68	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 164,00	125,24
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 8 rue de l'Avenir	CDC	20 682,00	19 248,93	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	444,56	0,00
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 8 rue de l'Avenir	CDC	59 617,00	54 960,49	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 870,48	0,00
LOGE.GBM	2018	P	3 logts 8 rue de l'Avenir	CDC	9 840,00	9 327,87	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	256,92	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2019	P	10 logts "Moulin à Vent", rue des Alizées	CDC	276 890,60	255 490,57	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 197,66	9,84
LOGE.GBM	2019	P	10 logts "Moulin à Vent", rue des Alizées	CDC	200 176,20	188 716,88	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 657,01	0,00
LOGE.GBM	2019	P	10 logts "Moulin à Vent", rue des Alizées	CDC	270 522,70	246 093,60	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 890,62	832,14
LOGE.GBM	2019	P	10 logts "Moulin à Vent", rue des Alizées	CDC	94 185,00	87 578,08	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 208,39	0,00
LOGE.GBM	2019	P	7 logts 35 rue du Polygone	CDC	30 832,00	28 669,19	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	722,93	0,00
LOGE.GBM	2019	P	7 logts 35 rue du Polygone	CDC	196 502,00	178 757,23	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 005,20	604,45
LOGE.GBM	2019	P	7 logts 35 rue du Polygone	CDC	97 155,50	89 646,65	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 227,28	3,46
LOGE.GBM	2019	P	7 logts 35 rue du Polygone	CDC	18 684,50	17 614,89	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	528,03	0,00
LOGE.GBM	2019	P	2 logts "Carrés Castelionne", chemin Roncevaux	CDC	63 630,70	59 988,09	45,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 798,21	0,00
LOGE.GBM	2019	P	2 logts "Carrés Castelionne", chemin Roncevaux	CDC	141 827,00	130 865,64	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 711,16	5,05
LOGE.GBM	2019	P	2 logts "Carrés Castelionne", chemin Roncevaux	CDC	7 000,00	7 000,00	35,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2019	P	8 logts "Carrés Salins", Champs sous les Plantes	CDC	148 916,60	140 391,68	45,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 208,40	0,00
LOGE.GBM	2019	P	8 logts "Carrés Salins", Champs sous les Plantes	CDC	292 257,70	269 669,99	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 708,12	10,40
LOGE.GBM	2019	P	8 logts "Carrés Salins", Champs sous les Plantes	CDC	238 121,10	216 617,97	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 065,30	732,47
LOGE.GBM	2019	P	8 logts "Carrés Salins", Champs sous les Plantes	CDC	91 910,70	85 463,33	45,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 155,07	0,00
LOGE.GBM	2019	P	8 logts "Carrés Salins", Champs sous les Plantes	CDC	28 000,00	28 000,00	35,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2019	P	Acqu. VEFA 5 logts 31b, rue de Trey	CDC	28 163,50	25 766,23	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	721,45	78,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2019	P	Acqu. VEFA 5 logts 31b, rue de Trey	CDC	44 648,00	39 991,03	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 119,75	359,64
LOGE.GBM	2019	P	Acqu. VEFA 5 logts 31b, rue de Trey	CDC	41 519,00	38 404,78	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 382,57	14,98
LOGE.GBM	2019	P	Acqu. VEFA 5 logts 31b, rue de Trey	CDC	82 074,00	74 397,14	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 678,30	455,66
LOGE.GBM	2019	P	Acqu. VEFA 5 logts 31b, rue de Trey	CDC	12 500,00	12 500,00	35,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2019	P	Réh. 90 logts 3 et 5 rue des Aubépines	CDC	550 000,00	471 204,03	20,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	12 958,11	11 265,24
LOGE.GBM	2019	P	Réh. 90 logts 3 et 5 rue des Aubépines	CDC	1 294 824,50	1 046 491,66	15,83	A	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	A-1	EUR	5 441,76	62 892,39
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 18 logts Vauban 23 avenue 60ème RI	CDC	111 489,00	105 231,13	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 563,40	0,00
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 18 logts Vauban 23 avenue 60ème RI	CDC	125 749,00	120 579,76	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 380,97	0,00
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 18 logts Vauban 23 avenue 60ème RI	CDC	121 726,50	113 658,10	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 182,43	148,67
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 18 logts Vauban 23 avenue 60ème RI	CDC	123 603,00	117 279,11	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 745,86	0,00
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 18 logts Vauban 23 avenue 60ème RI	CDC	135 000,00	120 166,86	21,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	A-1	EUR	949,32	5 022,71
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 24 logts rue des Jardins de Cythère	CDC	319 084,00	301 173,84	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 198,53	0,00
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 24 logts rue des Jardins de Cythère	CDC	157 038,00	150 582,54	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 222,23	0,00
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 24 logts rue des Jardins de Cythère	CDC	318 520,00	297 407,52	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 327,41	389,01
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 24 logts rue des Jardins de Cythère	CDC	211 844,00	201 005,43	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 706,15	0,00
LOGE.GBM	2020	P	VEFA 24 logts rue des Jardins de Cythère	CDC	180 000,00	160 222,48	21,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	A-1	EUR	1 265,76	6 696,94
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts lot. "Le Clos de Champsol"	CDC	108 500,80	101 561,35	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 656,21	390,69
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts lot. "Le Clos de Champsol"	CDC	50 647,25	48 125,87	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 651,37	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts lot. "Le Clos de Champsol"	CDC	88 950,80	82 496,24	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 309,89	560,92
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts lot. "Le Clos de Champsol"	CDC	50 647,25	47 713,85	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 335,99	51,00
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts lot. "Le Clos de Champsol"	CDC	17 000,00	17 000,00	36,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts rue des Andiers	CDC	14 000,00	14 000,00	36,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts rue des Andiers	CDC	125 875,40	119 979,42	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 062,81	0,00
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts rue des Andiers	CDC	51 688,70	50 051,74	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 403,42	0,00
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts rue des Andiers	CDC	105 086,80	99 094,74	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 774,65	129,61
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts rue des Andiers	CDC	51 688,70	49 530,70	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 159,67	0,00
LOGE.GBM	2021	P	VEFA 4 logts rue des Andiers	CDC	42 000,00	37 426,88	21,58	A	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	325,61	1 550,98
LOGE.GBM	2022	P	Construction 9 logements "Côteau des Epenottes" rue de la Rivière	CDC	405 541,80	388 324,18	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 873,08	224,72
LOGE.GBM	2022	P	Construction 9 logements "Côteau des Epenottes" rue de la Rivière	CDC	71 939,75	69 609,55	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 606,21	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Construction 9 logements "Côteau des Epenottes" rue de la Rivière	CDC	139 683,90	134 718,37	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 477,33	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Construction 9 logements "Côteau des Epenottes" rue de la Rivière	CDC	62 619,50	61 017,17	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 697,78	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration de 5 logements impasse des Déserts	CDC	63 750,00	59 153,42	22,50	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	526,47	2 329,02
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration de 5 logements impasse des Déserts	CDC	228 777,50	221 869,07	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 776,57	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration de 5 logements impasse des Déserts	CDC	40 827,20	40 008,75	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 000,95	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration de 5 logements impasse des Déserts	CDC	274 515,15	264 183,27	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 899,93	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration de 5 logements impasse des Déserts	CDC	58 749,45	57 133,07	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 176,03	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Construction 9 logements "Côteau des Epenottes" rue de la Rivière	CDC	38 250,00	38 250,00	37,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition en VEFA de 10 logements rue Bréguet	CDC	136 345,00	131 928,66	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 028,93	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition en VEFA de 10 logements rue Bréguet	CDC	353 733,00	338 714,97	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	9 484,02	196,02
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition en VEFA de 10 logements rue Bréguet	CDC	92 790,50	90 416,15	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 494,83	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition en VEFA de 10 logements rue Bréguet	CDC	93 508,50	90 184,44	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 988,71	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition en VEFA de 10 logements rue Bréguet	CDC	25 000,00	25 000,00	37,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	480 000,00	445 390,45	22,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	3 963,98	17 536,14
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	632 326,00	616 145,84	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 001,14	0,00
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	616 026,50	594 127,80	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 689,37	0,00
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	396 471,00	383 628,96	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 807,68	0,00
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	251 861,00	241 168,03	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 752,70	139,57
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	150 000,00	150 000,00	37,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition de 64 logements en VEFA 49-51 rue de Dole	CDC	10 000,00	10 000,00	37,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGE.GBM	2021	P	Réhabilitation de 85 logements 11 rue des Causses	CDC	329 366,00	298 059,53	17,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	7 600,52	9 452,84
LOGE.GBM	2022	P	48 logements et parking enterré avenue Clémenceau	CDC	104 805,77	69 322,08	1,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 802,37	34 418,89
LOGE.GBM	2022	P	Immeuble étudiant rue Canot	CDC	101 829,03	51 857,89	1,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 866,88	25 403,51
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements "La Cure"	CDC	20 930,52	10 710,81	1,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	385,59	5 246,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2022	P	77 logements résidence universitaire Canot	CDC	262 175,86	160 990,16	2,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 795,65	51 496,88
LOGE.GBM	2022	P	88 logements étudiants de l'ENSMM	CDC	244 623,74	145 143,84	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 225,18	46 766,84
LOGE.GBM	2022	P	90 logements PLA étudiants 19 chemin de l'Epitaphe	CDC	222 669,38	176 696,83	3,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 594,12	43 278,91
LOGE.GBM	2022	P	96 logements rue Charles Fourier université La Bouloie	CDC	439 420,24	319 674,94	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 508,30	58 812,70
LOGE.GBM	2022	P	88 logements étudiants de l'ENSMM	CDC	307 855,60	219 494,10	4,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 901,79	41 009,93
LOGE.GBM	2022	P	5 logements "Parisiana" rue Mégevand	CDC	13 438,74	11 107,23	4,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	288,79	2 162,44
LOGE.GBM	2022	P	1 logement Bregille	CDC	1 282,02	979,27	5,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35,25	146,93
LOGE.GBM	2022	P	Acquision-amélioration d'un logement	CDC	13 035,00	9 956,88	5,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	358,45	1 493,94
LOGE.GBM	2022	P	3 logements	CDC	46 930,51	36 353,68	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 454,15	4 563,39
LOGE.GBM	2022	P	1 logement PLA rue de la Machotte	CDC	12 220,25	9 378,78	5,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	337,64	1 407,20
LOGE.GBM	2022	P	2 logements PLA 24 rue des Tertres	CDC	29 244,14	22 444,26	5,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	807,99	3 367,56
LOGE.GBM	2022	P	96 logements rue de l'Epitaphe	CDC	2 537,06	2 009,70	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	72,35	252,87
LOGE.GBM	2022	P	27 logements rue de l'Europe	CDC	8 172,89	6 474,06	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	233,07	814,59
LOGE.GBM	2022	P	77 logements étudiants	CDC	8 721,94	6 908,98	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	248,72	869,31
LOGE.GBM	2022	P	2 logements "Le Pré Béjolin"	CDC	28 573,82	22 075,37	6,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	794,71	2 795,84
LOGE.GBM	2022	P	1 logement "Les Pépinières"	CDC	7 339,73	5 980,12	7,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	215,28	643,93
LOGE.GBM	2022	P	3 logements 32 rue d'Arènes	CDC	3 174,97	2 522,12	7,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	90,80	273,92
LOGE.GBM	2022	P	Construction 10 logements rue de la Source	CDC	304 205,06	286 712,20	14,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 454,52	15 872,90
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition amélioration 1 logement 21 rue Grignard	CDC	1 295,16	1 119,34	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	40,30	69,62
LOGE.GBM	2022	P	Réalisation d'un logement 24 rue de l'école	CDC	9 688,91	8 305,92	10,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	299,01	611,50
LOGE.GBM	2022	P	Construction d'un logement	CDC	30 348,77	26 370,50	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	949,34	1 424,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition de 2 logements 55 rue de Dole	CDC	1 204,69	1 057,08	13,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	38,05	57,09
LOGE.GBM	2022	P	Construction 12 logements Combe Bourgogne	CDC	300 468,51	272 670,50	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	10 906,82	11 673,74
LOGE.GBM	2022	P	Création d'une unité de vie	CDC	73 338,67	51 954,13	4,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 870,35	9 636,90
LOGE.GBM	2022	P	Création d'une unité de vie	CDC	621 181,79	554 319,45	16,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	22 172,78	21 701,45
LOGE.GBM	2022	P	Acquisition-amélioration 1 logt rue de Chalezeule	CDC	708,08	637,57	15,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22,95	26,20
LOGE.GBM	2022	P	Construction de 4 logements rue de l'église	CDC	142 401,99	128 778,93	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 636,04	5 631,41
LOGE.GBM	2022	P	Construction de 2 logements	CDC	69 731,64	63 898,94	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 300,36	2 177,88
LOGE.GBM	2022	P	Foyer de vie ADAPEI (38 logements)	CDC	2 088 431,04	1 910 634,29	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	76 425,37	68 068,27
LOGE.GBM	2022	P	29 logts handicapés foyer ADAPEI Les Tilleroyes	CDC	357 652,52	341 567,14	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 880,75	14 129,05
LOGE.GBM	2022	P	11 logements 4 rue de Pontarlier	CDC	76 353,87	69 903,51	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 516,53	2 495,22
LOGE.GBM	2022	P	11 logements 4 rue de Pontarlier	CDC	149 416,40	143 171,06	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 154,16	1 545,17
LOGE.GBM	2022	P	15 logements 27 rue Claude Pouillet	CDC	285 823,45	268 009,39	24,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 648,34	6 202,66
LOGE.GBM	2022	P	15 logements 27 et 29 rue Claude Pouillet	CDC	145 557,88	139 599,57	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 025,58	1 617,12
LOGE.GBM	2022	P	12 logements rue de Gravelle	CDC	406 368,83	389 773,65	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 031,85	2 867,60
LOGE.GBM	2022	P	Foyer handicapés chemin de la Chaille - Tilleroyes	CDC	1 404 126,57	1 362 757,62	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35 431,70	27 828,60
LOGE.GBM	2022	P	20 logements quartier Vallon du Jour	CDC	470 613,72	447 320,03	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 103,52	2 421,30
LOGE.GBM	2022	P	14 logements Vert Spéranza 12 chemin de l'Espérance	CDC	220 691,70	209 768,26	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 551,66	1 135,46
LOGE.GBM	2022	P	60 logements rue Bried ZAC Hauts de Chazal	CDC	1 374 287,69	1 306 265,38	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	47 025,55	7 070,67
LOGE.GBM	2022	P	7 logements "Clos des Vallières" rue Blaise Pascal	CDC	240 041,24	228 722,07	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 233,99	926,24
LOGE.GBM	2022	P	4 logements rue Herbe d'Avril - Vallon du jour	CDC	125 875,17	122 316,20	28,00	A	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	A-1	EUR	1 357,71	3 598,47
LOGE.GBM	2022	P	8 logts "Hauts de Battant" 85 rue Battant	CDC	220 287,31	214 058,96	28,00	A	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	A-1	EUR	2 376,05	6 297,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2022	P	Foyer de vie personnes âgées "Hortensias"	CDC	119 474,10	104 635,77	11,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 766,89	6 200,19
LOGE.GBM	2022	P	35 logements ZAC "Les hauts de Chazal"	CDC	878 701,53	843 429,51	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 363,46	4 565,40
LOGE.GBM	2022	P	10 logements lotissement "A la Cry"	CDC	400 367,65	389 047,75	28,00	A	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	A-1	EUR	4 318,43	11 445,55
LOGE.GBM	2022	P	17 logements rue des Journaux, Velotte	CDC	455 250,98	442 379,32	28,00	A	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	F	Taux fixe à 1.11 %	1,110	A-1	EUR	4 910,41	13 014,54
LOGE.GBM	2022	P	5 logements "Le Murano", 72 rue de Belfort	CDC	118 824,52	114 335,72	27,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 116,09	463,02
LOGE.GBM	2022	P	3 logements "Parc d'Aromance" 58 rue de Vesoul	CDC	53 913,57	51 876,90	27,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 867,57	210,08
LOGE.GBM	2022	P	86 logements bât 514, 11-13 avenue de Bourgogne	CDC	256 587,07	240 098,78	18,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 428,02	7 688,44
LOGE.GBM	2022	P	9 logements "Villas des Tilleroyes" 28 chemin des Tilleroyes	CDC	126 499,07	121 720,35	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 381,93	492,92
LOGE.GBM	2022	P	14 logements "Clos Port Joint" 4 chemin des Ragots	CDC	178 811,83	172 056,91	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 194,05	696,77
LOGE.GBM	2022	P	37 logements Chalezeule ex PSR du Bas Clairs Soleils	CDC	978 005,22	945 249,41	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	34 028,98	1 508,99
LOGE.GBM	2022	P	Compactage de 4 prêts	CDC	416 932,68	370 917,52	13,23	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	14 836,70	20 277,68
LOGE.GBM	2022	P	19 logements "Le Trident" bât. 1 - 29 rue Montrapon	CDC	406 184,39	395 749,87	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 289,50	4 909,79
LOGE.GBM	2022	P	20 logements "Le Trident" bât. 2 - 29 rue Montrapon	CDC	562 887,65	537 577,27	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 352,78	1 494,80
LOGE.GBM	2022	P	17 logements "Wood Park" 30 chemin des Tilleroyes	CDC	245 839,31	234 785,09	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 452,26	652,85
LOGE.GBM	2022	P	17 logements "Wood Park" 30 chemin des Tilleroyes	CDC	89 722,37	85 687,98	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 084,77	238,27
LOGE.GBM	2022	P	6 logements "Le Millésime" avenue Louise Michel	CDC	70 502,44	68 141,14	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 453,08	108,78
LOGE.GBM	2022	P	Réhabilitation foyer Le Marulaz - 21 rue de Vignier	CDC	228 995,49	206 473,45	15,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 433,04	7 315,36
LOGE.GBM	2022	P	Gros entretien sur composants 1 131 logements	CDC	207 826,75	185 732,41	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 829,04	20 123,98
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition-amélioration de 5 logements rue de la Madeleine	CDC	224 000,00	217 611,01	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	8 475,88	0,00
LOGE.GBM	2022	P	Compactage de deux prêts	CDC	120 586,40	90 243,72	2,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	3 251,03	31 349,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2021	P	Construction de 13 logements "Les Vergers Mourey", rue Combe Bourgogne	CDC	239 189,15	234 396,49	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 094,31	1 439,57
LOGE.GBM	2021	P	Construction de 13 logements "Les Vergers Mourey", rue Combe Bourgogne	CDC	264 752,05	258 512,52	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 653,23	2 485,75
LOGE.GBM	2021	P	Construction de 13 logements "Les Vergers Mourey", rue Combe Bourgogne	CDC	147 449,50	144 711,74	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 604,81	622,85
LOGE.GBM	2021	P	Construction de 13 logements "Les Vergers Mourey", rue Combe Bourgogne	CDC	165 750,00	159 764,10	23,00	A	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	A-1	EUR	1 342,02	6 036,18
LOGE.GBM	2021	P	Construction de 13 logements "Les Vergers Mourey", rue Combe Bourgogne	CDC	100 334,85	98 818,92	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 569,29	89,19
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition en VEFA de 4 logements Grande rue	CDC	138 664,75	135 886,31	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 533,04	834,56
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition en VEFA de 4 logements Grande rue	CDC	60 948,40	60 027,54	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 560,72	54,18
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition en VEFA de 4 logements Grande rue	CDC	119 114,75	116 307,51	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 093,54	1 118,36
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition en VEFA de 4 logements Grande rue	CDC	60 948,40	59 816,74	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 076,70	257,46
LOGE.GBM	2021	P	Acquisition en VEFA de 4 logements Grande rue	CDC	51 000,00	49 158,19	23,00	A	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	A-1	EUR	412,93	1 857,28
LOGE.GBM	2022	P	11 logements ZAC Epenottes, rues de Coulonges et des Lavaux	CDC	211 833,60	207 954,83	38,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	7 262,89	0,00
LOGE.GBM	2022	P	11 logements ZAC Epenottes, rues de Coulonges et des Lavaux	CDC	59 555,25	58 753,55	48,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	1 756,37	0,00
LOGE.GBM	2022	P	11 logements ZAC Epenottes, rues de Coulonges et des Lavaux	CDC	459 439,45	449 647,88	38,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	12 590,14	1 144,15
LOGE.GBM	2022	P	11 logements ZAC Epenottes, rues de Coulonges et des Lavaux	CDC	152 437,30	149 945,74	48,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 795,13	0,00
LOGE.GBM	2022	P	11 logements ZAC Epenottes, rues de Coulonges et des Lavaux	CDC	140 250,00	135 735,54	23,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	2 388,95	4 593,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGE.GBM	2022	P	14 logements en VEFA "Pôle Génius" rue de la Viotte	Action Logement	30 750,00	30 750,00	39,17	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	276,76	0,00
LOGE.GBM	2022	P	14 logements en VEFA "Pôle Génius" rue de la Viotte	Action Logement	44 100,00	44 100,00	49,17	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	396,92	0,00
LOGE.GBM	2022	P	7 logements en VEFA rue Auriol et boulevard Diderot	Action Logement	18 450,00	18 450,00	39,20	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	166,04	0,00
LOGE.GBM	2022	P	7 logements en VEFA rue Auriol et boulevard Diderot	Action Logement	19 600,00	19 600,00	49,20	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	176,40	0,00
LOGE.GBM	2022	P	4 logements en VEFA "Les Carrés d'Odile" chemin de la Thère	Action Logement	11 390,00	11 390,00	39,20	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	102,52	0,00
LOGE.GBM	2022	P	4 logements en VEFA "Les Carrés d'Odile" chemin de la Thère	Action Logement	13 430,00	13 430,00	49,20	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	120,88	0,00
LOGE.GBM	2022	P	4 logements lotissement "La Vigne au Gaucher" rue de la Corvée	Action Logement	11 390,00	11 390,00	39,00	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	102,52	0,00
LOGE.GBM	2022	P	4 logements lotissement "La Vigne au Gaucher" rue de la Corvée	Action Logement	13 430,00	13 430,00	49,00	T	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-2.1))-Floor 2.35 sur Livret A(Préfixé)	0,903	A-1	EUR	120,88	0,00
NEOLIA	1979	P	24 logements	CDC	39 514,79	1 178,39	0,82	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	A-1	EUR	14,14	1 178,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	1981	P	24 logements	CDC	26 221,23	2 318,18	2,07	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	A-1	EUR	27,82	763,49
NEOLIA	1997	P	10 logements rue Pariot	CDC	485 542,50	137 757,98	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	5 785,84	16 997,88
NEOLIA	1997	P	21 logements "Le Champs Creux"	CDC	1 060 540,79	200 607,45	6,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	8 425,51	24 752,82
NEOLIA	2001	P	Construction 14 logements rue des prés	CDC	485 126,04	27 279,51	0,67	A	F	Taux fixe à 5.5 %	5,500	F	Taux fixe à 5.5 %	5,500	A-1	EUR	1 500,37	27 279,51
NEOLIA	2003	P	Construction 9 logts rue des Fluttes Agasses	CDC	250 306,50	143 208,62	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 222,19	7 008,69
NEOLIA	2003	P	Réhabilitation 86 logements Ile de France	CDC	408 500,00	15 927,28	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	A-1	EUR	358,36	15 927,28
NEOLIA	2004	P	Changement usage logements rue Luxembourg	CDC	350 000,00	41 800,32	1,17	A	V	LEP(Préfixé) + (-0.05)	3,200	V	LEP(Préfixé) + (-0.05)	6,050	A-1	EUR	2 528,92	20 091,58
NEOLIA	2004	P	Changement d'usage rue Debussy	CDC	342 000,00	103 578,24	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 366,29	15 575,93
NEOLIA	2004	P	Travaux 6 rue Debussy	CDC	228 000,00	69 052,15	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 244,19	10 383,95
NEOLIA	2004	P	Trav chang usage Luxembourg et Ile France	CDC	42 500,00	7 759,62	2,00	A	V	LEP(Préfixé) + 0.2	3,200	V	LEP(Préfixé) + 0.2	6,200	A-1	EUR	372,46	2 430,67
NEOLIA	2004	P	Trav chang usage Luxembourg et Ile France	CDC	42 500,00	7 474,09	2,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	168,17	2 436,14
NEOLIA	2004	P	Construction 8 maisons rue Touraine	CDC	392 506,10	235 166,41	17,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 291,24	10 741,74
NEOLIA	2004	P	50 logements ilôt Pergaud	CDC	2 208 951,50	1 323 472,91	17,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	29 778,14	60 452,53
NEOLIA	2006	P	Foyer APAT 1 logt 7 rue du Lycée	CDC	18 112,80	11 491,20	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	402,19	372,45
NEOLIA	2006	P	14 logts rue des Saints	CDC	182 700,00	95 287,22	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.4	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 1.4	4,400	A-1	EUR	4 192,64	4 811,97
NEOLIA	2006	P	1 logt "Sur le Doubs"	CDC	63 858,80	40 814,88	23,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	1 428,52	934,18
NEOLIA	2006	P	1 logt "Sur le Doubs"	CDC	31 294,45	22 458,00	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	786,03	246,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2006	P	8 logts ilôt Est rue des Frères Lumière	CDC	24 871,00	17 848,33	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	624,69	196,01
NEOLIA	2007	P	Construction 2 logements rue du Languedoc	CDC	103 292,00	65 015,22	19,25	A	V	Livret A(Préfixé)	3,500	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 950,46	2 329,59
NEOLIA	2007	P	2 logements Combe Dasle	CDC	35 670,60	19 726,36	19,42	A	V	Livret A(Préfixé)	3,500	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	591,79	706,82
NEOLIA	2007	P	2 logements Combe Dasle	CDC	6 358,20	4 250,90	34,42	A	V	Livret A(Préfixé)	3,500	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	127,53	63,61
NEOLIA	2007	P	24 logts rue Savary	CDC	29 062,50	22 264,38	34,33	A	V	Livret A(Préfixé)	3,500	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	667,93	333,20
NEOLIA	2007	P	7 logts quartier "En Foule"	CDC	93 403,95	56 041,22	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.28	5,380	V	Livret A(Préfixé) + 1.28	4,280	A-1	EUR	2 398,56	2 512,93
NEOLIA	2008	P	30 logements 1 à 5 allée des Myosotis	CDC	200 000,00	56 604,46	4,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	1 952,85	10 566,23
NEOLIA	2008	P	40 logts "Les Hauts de Chazal"	CDC	1 323 136,00	933 498,23	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	32 205,69	24 126,49
NEOLIA	2008	P	40 logts "Les Hauts de Chazal"	CDC	342 456,00	269 431,88	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	9 295,40	4 081,07
NEOLIA	2008	P	40 logts "Les Hauts de Chazal"	CDC	173 349,00	117 475,60	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 289,32	3 307,61
NEOLIA	2008	P	40 logts "Les Hauts de Chazal"	CDC	26 428,50	20 015,57	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	560,44	344,08
NEOLIA	2008	P	38 logts rues Vinci, Gütemberg, Louise Michel	CDC	2 092 065,50	1 503 244,43	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	51 861,93	36 640,63
NEOLIA	2008	P	38 logts rues Vinci, Gütemberg, Louise Michel	CDC	309 768,20	245 765,76	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	8 478,92	3 546,53
NEOLIA	2008	P	Acquisition-amélioration 1 logt 35 rue d'Odessa	CDC	30 135,00	5 407,83	19,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	151,42	205,39
NEOLIA	2008	P	63 logements 6 à 12 rue du Ruisseau	CDC	560 000,00	156 825,79	4,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 096,84	29 391,60
NEOLIA	2008	P	15 logts 15 boulevard Léon Blum	CDC	14 068,00	10 886,69	35,50	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	326,60	172,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2008	P	1 logement "Aux Craies"	CDC	72 635,05	49 126,21	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	638,64	1 600,24
NEOLIA	2008	P	1 logement "Aux Craies"	CDC	5 841,20	4 370,29	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	56,81	95,97
NEOLIA	2008	P	16 logts lotissement Les Rondeys	CDC	874 570,90	637 113,53	24,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 936,09	16 140,87
NEOLIA	2008	P	16 logts lotissement Les Rondeys	CDC	137 446,40	110 575,03	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 980,70	1 625,97
NEOLIA	2008	P	174 logts rues Van Gogh et Picasso	CDC	1 009 991,50	258 916,17	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	8 414,78	48 524,93
NEOLIA	2008	P	32 logts rue Roger Martin du Gard	CDC	21 408,50	15 919,10	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	366,14	288,90
NEOLIA	2008	P	6 logts "Les Ages du Four"	CDC	466 683,70	349 548,79	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 088,27	9 575,80
NEOLIA	2008	P	6 logts "Les Ages du Four"	CDC	96 908,00	79 319,35	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 062,30	1 357,27
NEOLIA	2008	P	11 logts lieu-dit "Le Meix"	CDC	402 962,70	292 273,69	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 521,85	6 976,66
NEOLIA	2008	P	11 logts lieu-dit "Le Meix"	CDC	58 051,00	46 459,08	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 672,53	650,20
NEOLIA	2008	P	13 logts individuels lotissement Les Coteaux	CDC	757 101,10	536 823,34	24,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 325,64	13 600,08
NEOLIA	2008	P	13 logts individuels lotissement Les Coteaux	CDC	127 427,30	100 662,12	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 623,84	1 480,21
NEOLIA	2008	P	11 logts lotissement "La Dame Blanche"	CDC	399 303,80	290 887,63	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 471,95	7 369,45
NEOLIA	2008	P	11 logts lotissement "La Dame Blanche"	CDC	47 810,00	38 462,94	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 384,67	565,59
NEOLIA	2008	P	11 logts lotissement "La Dame Blanche"	CDC	207 123,70	140 461,97	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	3 230,63	4 219,76
NEOLIA	2008	P	11 logts lotissement "La Dame Blanche"	CDC	21 108,50	15 855,32	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	364,67	299,80
NEOLIA	2009	P	40 logts ZAC Les Hauts de Bavans - lots 5 et 6	CDC	2 584 814,40	1 945 710,21	25,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	70 045,57	32 046,57
NEOLIA	2009	P	40 logts ZAC Les Hauts de Bavans lots 5 et 6	CDC	363 133,40	298 803,51	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 756,93	1 786,31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2009	P	6 logts ZAC Les Hauts de Bavans	CDC	447 313,30	324 909,27	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 696,73	6 777,08
NEOLIA	2009	P	6 logts ZAC Les Hauts de Bavans	CDC	96 516,00	77 343,20	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 784,36	828,75
NEOLIA	2008	P	5 pavillons rue des Boulets Montants	CDC	234 899,70	167 949,45	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 778,86	4 823,74
NEOLIA	2008	P	5 pavillons rue des Boulets Montants	CDC	37 534,00	29 622,40	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	666,50	542,84
NEOLIA	2009	P	7 maisons lot. "Sous le Rond Buisson"	CDC	478 195,20	348 158,48	25,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 533,71	5 734,30
NEOLIA	2009	P	7 maisons lot. "Sous le rond Buisson"	CDC	163 079,00	131 064,50	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 718,32	783,53
NEOLIA	2009	P	19 logts 5 et 7 rue des Chalets	CDC	40 765,00	28 581,29	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	657,37	735,63
NEOLIA	2009	P	19 logts 5 et 7 rue des Chalets	CDC	38 950,00	29 920,81	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	688,18	453,91
NEOLIA	2009	P	21 logts rues Victor Hugo et Auguste Bartholdi	CDC	957 949,80	682 220,30	25,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,750	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	22 172,16	15 080,89
NEOLIA	2009	P	21 logts rues Victor Hugo et Auguste Bartholdi	CDC	408 336,00	321 219,28	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,750	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	10 439,63	3 798,73
NEOLIA	2009	P	14 logts "La Bouloie", chemin de l'Epitaphe	CDC	84 686,50	58 356,75	25,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	1 575,63	1 410,14
NEOLIA	2009	P	Réh. 59 logts 3 à 13 rue du Petit Chênois	CDC	480 000,00	158 838,27	5,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 162,24	23 542,00
NEOLIA	2009	P	40 logts ZAC Les Hauts de Bavans lots 5 et 6	CDC	248 500,00	171 513,86	25,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	1,450	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	4 630,87	3 432,53
NEOLIA	2009	P	31 logts 42 à 52 rue du Petit Chênois	CDC	1 139 977,20	813 534,98	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	26 439,89	14 487,67
NEOLIA	2009	P	31 logts 42 à 52 rue du Petit Chênois	CDC	76 110,00	60 026,35	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	1 950,86	433,01

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2009	P	Acquisition 1 logt 22 rue de la Novie	CDC	115 439,40	81 406,57	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 279,38	1 377,00
NEOLIA	2009	P	Acquisition 1 logt 57 rue Armand Peugeot	CDC	10 935,60	7 711,65	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	215,93	130,44
NEOLIA	2009	P	Acquisition 1 logt 57 rue Armand Peugeot	CDC	64 183,80	50 099,29	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 402,78	304,69
NEOLIA	2009	P	1 logt 11 impasse de la Combe	CDC	73 139,95	51 577,48	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 444,17	872,44
NEOLIA	2009	P	22 logts bât. A et B, 1 à 4 rue Louis Pergaud	CDC	437 419,35	32 666,54	0,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	1 061,66	32 666,54
NEOLIA	2009	P	2 logts 35 rue de Montbéliard	CDC	64 905,40	45 770,56	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 281,58	774,21
NEOLIA	2009	P	2 logts 35 rue de Montbéliard	CDC	92 147,30	71 926,49	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 013,94	437,44
NEOLIA	2009	P	10 logts "Gavroche" 18-26 rue Léonard de Vinci	CDC	917 403,20	678 817,81	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 437,44	9 256,82
NEOLIA	2009	P	10 logts "Gavroche" 18-26 rue Léonard de Vinci	CDC	229 200,30	187 335,81	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 744,09	553,01
NEOLIA	2009	P	8 logts "Le Champ du Fourneau"	CDC	603 164,10	456 218,66	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 861,69	9 917,04
NEOLIA	2009	P	8 logts "Le Champ du Fourneau"	CDC	93 916,90	77 682,35	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 019,74	919,81
NEOLIA	2009	P	1 logt 22 rue Georges Becker	CDC	116 687,20	82 286,51	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 304,02	1 391,88
NEOLIA	2009	P	1 logement "Les Coteaux"	CDC	75 235,30	55 669,14	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 004,09	759,14
NEOLIA	2009	P	21 logts rue du Bois Carré	CDC	1 259 762,00	932 140,71	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 557,07	12 711,30
NEOLIA	2009	P	21 logts rue du Bois Carré	CDC	235 200,00	192 239,61	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 920,63	567,48
NEOLIA	2009	P	21 logts rue du Bois Carré	CDC	151 900,00	107 118,19	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 999,31	1 811,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2009	P	21 logts rue du Bois Carré	CDC	31 220,00	24 369,07	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	682,33	148,21
NEOLIA	2009	P	3 logts "Bouloie" chemin de l'Epitaphe	CDC	18 147,00	13 048,19	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	221,82	332,44
NEOLIA	2009	P	56 villas "Les Vignes" "Aux Champs Montants"	CDC	2 401 254,00	1 782 123,19	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	40 097,77	41 256,35
NEOLIA	2009	P	56 villas "Les Vignes" "Aux Champs Montants"	CDC	640 743,60	520 529,35	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	11 711,91	6 858,52
NEOLIA	2009	P	12 logts rue Léonard de Vinci	CDC	817 094,60	618 030,49	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 068,79	13 434,42
NEOLIA	2009	P	12 logts rue Léonard de Vinci	CDC	201 175,80	166 400,36	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 326,41	1 970,28
NEOLIA	2009	P	19 logements "Le Meix"	CDC	1 248 188,20	923 576,86	25,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 248,77	12 594,52
NEOLIA	2009	P	19 logements "Le Meix"	CDC	371 695,80	303 803,84	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 936,94	896,82
NEOLIA	2009	P	19 logements "Le Meix"	CDC	164 710,00	116 151,63	25,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 252,25	1 964,71
NEOLIA	2009	P	19 logements "Le Meix"	CDC	50 120,00	39 121,64	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 095,41	237,93
NEOLIA	2009	P	Construction de 18 logts rue du Verger	CDC	914 198,60	691 477,60	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 978,42	15 030,97
NEOLIA	2009	P	Construction de 18 logts rue du Verger	CDC	143 500,00	118 694,46	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 086,06	1 405,41
NEOLIA	2009	P	Construction de 18 logts rue du Verger	CDC	109 480,00	78 719,11	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	1 338,22	2 005,59
NEOLIA	2009	P	8 logts "Le Champ du Fourneau"	CDC	237 225,80	171 586,31	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 088,55	4 297,33
NEOLIA	2009	P	8 logts "Le Champ du Fourneau"	CDC	29 896,30	23 691,19	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	426,44	355,35
NEOLIA	2010	P	16 logts en VEFA "Hauts de Ste Suzanne"	CDC	1 179 588,35	891 002,57	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	32 076,09	10 872,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2010	P	16 logts en VEFA "Hauts de Ste Suzanne"	CDC	204 676,60	169 056,60	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 086,04	373,52
NEOLIA	2010	P	16 logts en VEFA "Hauts Ste Suzanne"	CDC	241 037,05	174 119,26	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 875,34	2 693,20
NEOLIA	2010	P	16 logts en VEFA "Hauts de Ste Suzanne"	CDC	41 823,40	33 099,31	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	926,78	176,20
NEOLIA	2010	P	40 logts 9 à 12 rue Scaremberg	CDC	350 000,00	52 568,18	1,25	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	998,80	26 036,76
NEOLIA	2010	P	15 logts 26 allée du Bosquet	CDC	212 500,00	114 586,24	11,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 125,10	6 795,02
NEOLIA	2010	P	8 logts îlot Est rue des Frères Lumière	CDC	100 153,20	72 348,24	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 025,75	1 119,05
NEOLIA	2010	P	5 maisons lot. "Les Champs Fleuris"	CDC	438 506,50	331 226,08	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 924,14	4 041,87
NEOLIA	2010	P	5 maisons lot. "Les Champs Fleuris"	CDC	92 849,75	76 691,04	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 760,88	169,44
NEOLIA	2010	P	5 maisons lot. "Les Champs Fleuris"	CDC	46 750,00	33 571,68	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	906,44	533,64
NEOLIA	2010	P	24 logts lotissement "Les Jonchets"	CDC	1 131 942,70	855 013,42	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 780,48	10 433,51
NEOLIA	2010	P	24 logts lotissement "Les Jonchets"	CDC	331 129,40	273 502,73	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 846,10	604,28
NEOLIA	2010	P	40 logts îlot du Stade	CDC	1 541 491,00	1 164 365,90	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 917,17	14 208,46
NEOLIA	2010	P	40 logts îlot du Stade	CDC	452 753,00	373 960,10	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 462,56	826,22
NEOLIA	2010	P	40 logts îlot du Stade	CDC	523 482,40	378 150,89	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 588,22	5 849,07
NEOLIA	2010	P	40 logts îlot du Stade	CDC	153 765,50	121 691,07	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 407,35	647,79
NEOLIA	2010	P	50 logts ilot Pergaud	CDC	520 685,20	393 299,79	26,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 158,79	4 799,34
NEOLIA	2010	P	17 logts 15 rue Emile Beley	CDC	820 578,50	622 247,33	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 400,90	7 593,13
NEOLIA	2010	P	17 logts 15 rue Emile Beley	CDC	266 783,30	221 228,84	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 964,24	488,78

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2010	P	Acquisition 1 logt individuel 31 Grande rue	CDC	91 741,35	66 523,75	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 862,67	1 028,96
NEOLIA	2010	P	10 logts "Clos des Aubépines" rue du Stade	CDC	718 128,45	547 232,46	26,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 700,37	6 677,74
NEOLIA	2010	P	10 logts "Clos des Aubépines" rue du Stade	CDC	99 099,80	82 581,50	36,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 972,93	182,45
NEOLIA	2010	P	10 logts "Clos des Aubépines" rue du Stade	CDC	196 979,85	143 541,35	26,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 019,16	2 220,23
NEOLIA	2010	P	27 logts "Balcons de Lizaine" avenue des Alliés	CDC	1 577 604,60	1 187 630,02	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	42 754,68	17 881,88
NEOLIA	2010	P	27 logts "Balcons de Lizaine" avenue des Alliés	CDC	302 614,20	248 965,24	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 962,75	1 308,02
NEOLIA	2010	P	5 logts "Domaine du Fort" rue du Fort Benoit	CDC	194 460,00	146 390,64	26,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 270,06	2 204,17
NEOLIA	2010	P	5 logts "Domaine du Fort" rue du Fort Benoit	CDC	94 190,00	77 491,52	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 789,69	407,13
NEOLIA	2011	P	18 logts "La Belle Etoile"	CDC	983 444,90	755 102,80	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	27 183,70	10 380,64
NEOLIA	2011	P	18 logts "La Belle Etoile"	CDC	342 182,80	284 467,40	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 240,83	1 299,96
NEOLIA	2011	P	18 logts "La Belle Etoile"	CDC	363 732,00	268 157,12	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 508,40	4 515,81
NEOLIA	2011	P	18 logts "La Belle Etoile"	CDC	85 323,00	68 234,40	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 910,56	508,41
NEOLIA	2011	P	9 logts lotissement "Le Finage"	CDC	696 975,35	541 567,20	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 496,42	5 860,37
NEOLIA	2011	P	9 logts lotissement "Le Finage"	CDC	137 570,80	115 794,38	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 168,60	168,15
NEOLIA	2011	P	6 maisons 43 à 53 rue de la Gare	CDC	318 549,60	247 520,96	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 910,75	2 678,45
NEOLIA	2011	P	6 maisons 43 à 53 rue de la Gare	CDC	106 182,00	89 374,18	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 217,47	129,78
NEOLIA	2011	P	22 logts chemin des Montarmots	CDC	725 663,50	561 264,30	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 205,51	6 869,83
NEOLIA	2011	P	22 logts chemin des Montarmots	CDC	157 449,00	131 886,76	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 747,92	390,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2011	P	22 logts chemin des Montarmots	CDC	288 288,50	214 015,78	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 992,44	3 303,56
NEOLIA	2011	P	22 logts chemin des Montarmots	CDC	60 292,50	48 560,81	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 359,70	290,18
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 83	CDC	173 635,98	125 389,99	27,07	T	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,447	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 442,32	3 128,27
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 129	CDC	4 902 191,77	3 723 338,42	27,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,644	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	131 476,28	60 240,56
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 85	CDC	884 981,55	652 315,16	27,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.03	0,504	V	Livret A(Préfixé) + 0.03	3,030	A-1	EUR	19 411,79	11 945,28
NEOLIA	2011	P	2 logts 37 chemin des Essarts l'Amour	CDC	100 587,00	74 776,12	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 093,73	1 154,25
NEOLIA	2011	P	2 logts 37 chemin des Essarts l'Amour	CDC	23 487,00	18 943,68	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	530,42	113,20
NEOLIA	2011	P	19 logts 37 chemin des Essarts l'Amour	CDC	848 950,50	657 632,29	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 674,76	8 049,37
NEOLIA	2011	P	19 logts 37 chemin des Essarts l'Amour	CDC	262 709,00	220 408,72	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 934,71	652,43
NEOLIA	2011	P	19 logts 37 chemin des Essarts l'Amour	CDC	225 872,00	167 912,66	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 701,55	2 591,91
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 124	CDC	163 632,00	124 282,64	27,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,644	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 388,59	2 010,78
NEOLIA	2011	P	30 logts, bât. 2, 1-2-3 rue Frères Lumière	CDC	162 000,00	36 158,15	2,67	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	687,00	11 826,59
NEOLIA	2011	P	40 logts 7-9 rue Lavoisier - 54-56 rue L. de Vinci	CDC	308 000,00	68 745,17	2,67	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	1 306,16	22 485,13
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 13	CDC	1 092 383,93	637 817,14	12,17	T	F	Taux fixe à 3.08 %	0,761	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	A-1	EUR	18 926,59	43 649,04
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 33	CDC	1 488 440,35	646 041,94	7,17	T	F	Taux fixe à 3.08 %	0,761	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	A-1	EUR	18 754,47	80 889,93
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 35	CDC	2 216 524,66	400 031,89	2,17	T	F	Taux fixe à 3.08 %	0,761	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	A-1	EUR	10 202,00	174 425,75
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 81	CDC	204 875,44	57 704,40	7,17	T	F	Taux fixe à 3.08 %	0,761	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	A-1	EUR	1 675,15	7 225,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2011	P	Prêt compacté n° 91	CDC	78 248,22	33 962,59	7,17	T	F	Taux fixe à 3.08 %	0,761	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	A-1	EUR	985,92	4 252,46
NEOLIA	2011	P	Acquisition-amélioration 1 logt 3 rue Berlioz	CDC	16 230,50	12 095,35	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	338,67	186,71
NEOLIA	2011	P	19 logts 37 chemin des Essarts l'Amour	CDC	66 965,00	54 011,31	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 512,32	322,75
NEOLIA	2011	P	6 logts 4 et 6 quartier de la Chapotte	CDC	212 762,20	160 959,41	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 897,27	4 275,85
NEOLIA	2011	P	6 logts 4 et 6 quartier de la Chapotte	CDC	70 920,50	57 668,81	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 038,04	1 032,64
NEOLIA	2011	P	7 logts 16 et 18 rue des Halles	CDC	172 076,40	136 003,53	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 536,09	2 991,37
NEOLIA	2011	P	7 logts 16 et 18 rue des Halles	CDC	75 582,00	64 124,23	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 667,23	863,44
NEOLIA	2011	P	7 logts 16 et 18 rue des Halles	CDC	13 006,20	10 279,66	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	267,27	226,10
NEOLIA	2011	P	7 logts 16 et 18 rue des Halles	CDC	25 886,40	19 703,93	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	354,67	495,30
NEOLIA	2011	P	7 logts 16 et 18 rue des Halles	CDC	15 244,80	12 475,86	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	224,57	204,59
NEOLIA	2012	P	70 logts rue de Chaillot	CDC	2 346 854,50	1 847 827,02	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	66 521,77	23 028,68
NEOLIA	2012	P	70 logts rue de Chaillot	CDC	995 068,00	840 963,79	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 274,70	3 237,47
NEOLIA	2012	P	70 logts rue de Chaillot	CDC	386 610,50	293 174,88	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 208,90	4 562,09
NEOLIA	2012	P	70 logts rue de Chaillot	CDC	140 100,50	114 221,76	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 198,21	769,55
NEOLIA	2012	P	5 logts 11 rue René Payot	CDC	253 002,40	199 204,80	28,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 171,37	2 482,61
NEOLIA	2012	P	5 logts 11 rue René Payot	CDC	63 250,60	53 455,12	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 924,38	205,79

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2012	P	43 logts rue du Pater	CDC	362 228,00	274 685,13	28,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 691,18	4 274,37
NEOLIA	2012	P	43 logts rue du Pater	CDC	73 926,50	60 271,12	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 687,59	406,07
NEOLIA	2012	P	21 logts ilôt Scaremberg	CDC	897 330,00	706 524,68	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	25 434,89	8 805,12
NEOLIA	2012	P	21 logts ilôt Scaremberg	CDC	52 319,50	44 216,89	38,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 591,81	170,22
NEOLIA	2012	P	4 logts en VEFA "Les Jardins de Courbet"	CDC	184 458,40	145 471,35	28,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 236,97	1 812,95
NEOLIA	2012	P	4 logts en VEFA "Les Jardins de Courbet"	CDC	67 505,90	57 146,89	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 057,29	220,00
NEOLIA	2012	P	4 logts en VEFA "Les Jardins de Courbet"	CDC	88 701,90	67 361,51	28,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 886,12	1 048,21
NEOLIA	2012	P	4 logts "Jardins de Courbet" rue des Vergers	CDC	22 175,30	18 105,72	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	506,96	121,98
NEOLIA	2012	P	43 logts rue du Pater (prêt complémentaire)	CDC	1 211 102,50	955 124,37	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	34 384,48	11 903,31
NEOLIA	2013	P	8 logts "Néoquatro" rue des Vergers ZAC	CDC	330 381,10	265 073,82	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 542,66	3 021,61
NEOLIA	2013	P	8 logts "Néoquatro" rue des Vergers ZAC	CDC	118 702,50	101 394,81	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 650,21	335,70
NEOLIA	2013	P	8 logts "Néoquatro" rue des Vergers ZAC	CDC	59 068,10	45 785,84	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 282,00	661,66
NEOLIA	2013	P	8 logts "Néoquatro" rue des Vergers ZAC	CDC	21 065,10	17 408,12	39,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	487,43	107,03
NEOLIA	2013	P	Réhab. 1 pavillon 5 rue Jacques Foillet	CDC	18 955,20	12 201,77	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	439,26	547,29
NEOLIA	2013	P	7 maisons lot. "Prairie du Mont" rue du Mont	CDC	415 575,20	334 997,48	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 059,91	2 825,02
NEOLIA	2013	P	7 maisons lot. "Prairie du Mont" rue du Mont	CDC	124 022,65	106 461,28	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 832,61	16,69
NEOLIA	2013	P	7 maisons lot. "Prairie du Mont" rue du Mont	CDC	220 999,15	172 041,47	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 817,16	2 009,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2013	P	7 maisons lot. "Prairie du Mont" rue du Mont	CDC	47 699,45	39 593,45	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 108,62	128,63
NEOLIA	2013	P	Construction 13 logts rue Edgar faure	CDC	332 367,00	267 922,91	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 645,22	2 259,38
NEOLIA	2013	P	Construction 13 logts rue Edgar faure	CDC	217 466,55	186 673,69	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 720,25	29,27
NEOLIA	2013	P	Construction 13 logts rue Edgar faure	CDC	136 814,30	106 505,99	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 982,17	1 243,95
NEOLIA	2013	P	Construction 13 logts rue Edgar faure	CDC	59 500,85	49 389,37	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 382,90	160,45
NEOLIA	2013	P	9 maisons rue Parrot quartier Les Buis	CDC	599 104,20	482 888,47	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 383,98	4 097,66
NEOLIA	2013	P	9 maisons rue Parrot quartier Les Buis	CDC	135 597,60	116 383,90	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 189,82	24,75
NEOLIA	2013	P	12 log. "Balcons de la Lizaine" 45 av. des Alliés	CDC	316 144,20	254 845,63	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 174,44	2 149,10
NEOLIA	2013	P	12 log. "Balcons de la Lizaine" 45 av. des Alliés	CDC	149 597,40	128 414,66	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 622,93	20,14
NEOLIA	2013	P	12 log. "Balcons de la Lizaine" 45 av. des Alliés	CDC	220 651,80	171 771,10	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 809,59	2 006,21
NEOLIA	2013	P	12 log. "Balcons de la Lizaine" 45 av. des Alliés	CDC	73 550,40	61 051,36	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 709,44	198,34
NEOLIA	2014	P	Pavillon Savary	CDC	22 403,23	6 807,08	2,92	A	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	A-1	EUR	326,74	2 139,54
NEOLIA	2014	P	30 logements chemin des Montarmots	CDC	559 474,51	254 640,35	9,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	2,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	4,650	A-1	EUR	11 840,78	20 705,90
NEOLIA	2014	P	15 logements rue Linné	CDC	427 258,82	212 141,92	9,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	2,900	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	4,650	A-1	EUR	9 864,60	17 250,16
NEOLIA	2014	P	15 logements rue des Prés	CDC	667 981,52	167 750,57	10,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	2,750	V	Livret A(Préfixé) + 1.5	4,500	A-1	EUR	7 548,78	11 563,88
NEOLIA	2014	P	12 logements Chenevières	CDC	662 462,23	260 330,56	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.47	2,720	V	Livret A(Préfixé) + 1.47	4,470	A-1	EUR	9 033,47	18 324,51
NEOLIA	2015	P	43 logts rue du Pater	CDC	434 335,93	361 401,48	28,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 010,45	2 468,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2015	P	43 logts rue du Pater	CDC	366 318,22	322 345,76	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 922,79	0,00
NEOLIA	2017	P	1 pavillon 19 rue de Vandoncourt	CDC	15 749,33	5 678,96	3,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	204,44	1 327,78
NEOLIA	2017	P	1 pavillon 6 rue de l'Eglantine	CDC	15 954,10	5 752,79	3,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	207,10	1 345,04
NEOLIA	2017	P	10 logts et 10 garages ilôt des serres	CDC	10 932,61	3 234,57	5,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	127,77	485,81
NEOLIA	2017	P	1 logt cité du Parc	CDC	16 300,12	6 731,72	4,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	242,34	1 230,43
NEOLIA	2017	P	1 logt rue d'Héricourt	CDC	20 847,90	8 544,82	4,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	307,61	1 578,51
NEOLIA	2017	P	Pavillon 2 rue du Colonel Fabien	CDC	5 662,90	2 321,02	4,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	83,56	428,76
NEOLIA	2017	P	Amélioration 1 logt 2 rue du Colonel Fabien	CDC	13 741,22	5 632,05	4,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	202,75	1 040,42
NEOLIA	2017	P	2 logts rue Racine	CDC	11 881,70	4 869,89	4,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	175,32	899,63
NEOLIA	2017	P	2 logts 2 et 4 rue Racine	CDC	4 119,85	1 688,58	4,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	60,79	311,94
NEOLIA	2017	P	Pavillon 23 rue de Seloncourt	CDC	13 597,73	5 573,24	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	200,64	1 029,56
NEOLIA	2017	P	1 logt rue Saint Jean	CDC	11 270,18	5 063,79	5,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	182,30	763,80
NEOLIA	2017	P	2 logts route de Seloncourt	CDC	7 965,91	3 614,38	5,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	130,12	545,18
NEOLIA	2017	P	3 logts ZAC de Velotte	CDC	14 821,98	5 105,67	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	183,80	646,63
NEOLIA	2017	P	1 pavillon 32 rue du Général Leclerc	CDC	27 535,51	13 780,21	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	496,09	1 714,44
NEOLIA	2017	P	2 logements très sociaux	CDC	29 872,45	14 665,78	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	527,97	1 858,49
NEOLIA	2017	P	2 logts rue de Grand-Charmont	CDC	23 147,51	11 364,19	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	409,11	1 440,11
NEOLIA	2017	P	8 logts Grande rue	CDC	76 828,69	37 718,80	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 357,88	4 779,85
NEOLIA	2017	P	1 pavillon rue L. Contejean	CDC	17 778,31	9 304,46	7,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	334,96	1 010,53
NEOLIA	2017	P	2 logts lotissement "Les Vergers"	CDC	65 829,64	37 924,29	9,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 365,27	3 115,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	4 logts rue du Mont Bart	CDC	72 757,80	41 271,90	9,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 485,79	3 522,13
NEOLIA	2017	P	20 logts rue du Mont Bart	CDC	455 168,92	259 324,42	9,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	10 243,31	21 970,68
NEOLIA	2017	P	6 logts rues Piquet et Damas	CDC	76 002,35	54 379,13	14,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 957,65	2 797,46
NEOLIA	2017	P	1 logt rue des Pins	CDC	17 475,51	12 503,60	14,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	450,13	643,23
NEOLIA	2017	P	1 logt rue des Pins	CDC	29 246,90	15 733,53	15,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	566,41	744,30
NEOLIA	2017	P	15 logts rue des Ecoles	CDC	485 087,32	237 545,98	15,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	9 383,07	10 928,01
NEOLIA	2017	P	11 logts lotissement "Chenevières"	CDC	391 783,30	205 738,55	16,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	8 126,67	8 149,65
NEOLIA	2017	P	1 logt ZAC de la Bouloie	CDC	29 671,24	21 954,46	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	790,36	880,92
NEOLIA	2017	P	1 maison rue de Touraine	CDC	33 387,44	24 810,81	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	893,19	995,53
NEOLIA	2017	P	13 logts vallon des Jonchets (lots 12 et 21)	CDC	74 018,16	65 766,52	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 597,78	543,13
NEOLIA	2017	P	16 logts 24 rue de Saint-Hippolyte	CDC	671 229,26	514 464,04	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 520,71	19 330,62
NEOLIA	2017	P	16 logts 24 rue de Saint-Hippolyte	CDC	44 620,30	38 731,66	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 394,34	598,85
NEOLIA	2017	P	24 logts 10 à 16 rue des Vergers	CDC	74 947,37	20 491,70	2,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	809,42	6 519,21
NEOLIA	2017	P	14 logts rue des Saints	CDC	559 605,93	433 488,15	18,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	17 122,78	14 024,16
NEOLIA	2017	P	14 logts rue des Saints	CDC	66 116,42	57 948,60	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 288,97	571,27
NEOLIA	2017	P	12 logts rue Boulets Montants	CDC	100 378,95	38 179,34	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 374,46	9 037,28
NEOLIA	2017	P	7 logts quartier "En Foule"	CDC	14 306,54	12 614,93	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	504,60	171,28

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	7 logts quartier "En Foule"	CDC	394 394,56	322 906,79	24,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 624,64	8 083,39
NEOLIA	2017	P	7 logts quartier "En Foule"	CDC	67 816,63	59 147,50	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 129,31	850,26
NEOLIA	2017	P	11 logts lieudit "Le Meix"	CDC	11 266,29	10 103,44	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	404,14	130,20
NEOLIA	2017	P	6 logts rue des Jonquilles	CDC	95 500,60	83 915,17	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	3 356,61	1 139,34
NEOLIA	2017	P	7 logts quartier "En Foule"	CDC	86 567,49	70 590,45	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 541,26	1 788,37
NEOLIA	2017	P	10 logts îlot Scaremberg	CDC	221 940,02	180 978,45	24,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 515,22	4 584,98
NEOLIA	2017	P	10 logts îlot Scaremberg	CDC	35 222,27	30 605,79	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 101,81	450,05
NEOLIA	2017	P	16 logts avenue du Général Leclerc	CDC	399 584,99	350 252,80	24,58	S	V	Inflation Livret A + 1.5	1,060	V	Inflation Livret A + 1.5	5,986	A-1	EUR	22 881,88	0,00
NEOLIA	2017	P	Prêt compacté n° 59	CDC	6 625 955,70	5 603 630,27	27,15	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	197 836,55	93 301,24
NEOLIA	2017	P	Prêt compacté n° 61	CDC	4 717 375,65	3 990 608,62	27,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	140 907,67	65 033,90
NEOLIA	2017	P	13 logts rue Edgar Faure	CDC	203 646,01	183 984,44	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	7 258,47	0,00
NEOLIA	2018	P	38 logts rue de la Paix	CDC	223 290,37	162 890,05	15,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	6 841,38	6 862,44
NEOLIA	2018	P	8 logts "Blancheries III"	CDC	89 170,22	45 777,52	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	1 922,66	1 761,28
NEOLIA	2018	P	5 logts rue de la Vieille Vie	CDC	140 306,57	107 581,76	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 518,43	3 351,27
NEOLIA	2018	P	Travaux extérieurs 2 à 8 rue Jules Verne	CDC	85 709,52	48 355,27	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 740,79	5 815,29
NEOLIA	2018	P	95 logts quartier des Arbues et rue du Crépon	CDC	258 165,49	198 130,12	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 132,68	7 313,59
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 44	CDC	4 979 143,55	4 215 513,93	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	172 903,47	93 282,50
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 57	CDC	981 324,42	756 574,50	17,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	30 881,35	26 537,01
NEOLIA	2018	P	17 logements	CDC	217 977,73	149 811,88	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	6 292,10	8 484,99
NEOLIA	2018	P	20 garages immeuble "Le Cadran"	CDC	291 389,31	200 266,23	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	8 411,18	11 342,60
NEOLIA	2018	P	Prêt réaménagé n° 107	CDC	3 730 300,04	2 028 359,15	7,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	68 901,76	239 205,73

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 53	CDC	402 921,82	297 637,26	12,15	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	12 057,91	16 404,01
NEOLIA	2018	P	4 logts rue de la Mélenne	CDC	53 508,55	39 696,16	19,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 429,06	1 412,04
NEOLIA	2018	P	12 logts rue de la Mélenne	CDC	311 570,83	231 619,61	19,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	9 148,97	8 155,57
NEOLIA	2018	P	16 logts rue des Pins	CDC	274 249,24	232 373,69	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	9 178,76	5 617,43
NEOLIA	2018	P	13 logts rue des Pins	CDC	322 187,65	200 894,68	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	7 935,34	4 565,73
NEOLIA	2018	P	13 logts rue des Pins	CDC	146 407,78	91 680,92	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 704,59	2 268,27
NEOLIA	2018	P	173 logts rue des Charmilles	CDC	99 655,55	61 004,65	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 586,12	7 070,63
NEOLIA	2018	P	104 logts rues St Hipplyte et Général Herr	CDC	48 248,06	29 578,39	7,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 064,82	3 125,25
NEOLIA	2018	P	181 logts quartiers Palente et Montrapon	CDC	46 012,12	28 138,25	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	731,59	3 215,99
NEOLIA	2018	P	8 logts rue du Cuchot	CDC	433 524,58	386 566,33	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	15 269,37	5 073,34
NEOLIA	2018	P	10 logts 26 à 44 rue des Prés	CDC	127 958,67	92 178,63	12,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	3 641,06	5 225,33
NEOLIA	2018	P	95 logts quartier des Arbues	CDC	706 319,63	543 501,01	14,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 566,04	27 959,70
NEOLIA	2018	P	14 logts "Clos Bicheney"	CDC	117 587,69	81 439,82	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 931,83	2 850,33
NEOLIA	2018	P	16 logts avenue du Général Leclerc	CDC	330 160,80	279 748,06	24,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	11 050,05	6 762,66
NEOLIA	2018	P	10 logts lotissement "Les Merisiers"	CDC	83 440,11	70 699,52	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 792,63	1 709,10
NEOLIA	2018	P	1 logt 37 chemin des Essarts L'Amour	CDC	99 062,49	84 840,25	25,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	3 351,19	1 130,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 101	CDC	138 233,00	100 917,28	12,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,422	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	3 840,10	6 123,11
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 58	CDC	3 866 910,72	3 360 275,99	32,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,422	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	130 288,44	36 210,45
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 62	CDC	666 732,31	595 141,89	32,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,336	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 039,65	7 760,87
NEOLIA	2018	P	63 logts 6 à 12 rue du Ruisseau	CDC	208 862,92	174 145,70	22,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 269,25	3 265,62
NEOLIA	2018	P	39 logts 2 à 8 rue Ravel	CDC	179 661,45	149 798,10	22,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 392,73	2 809,05
NEOLIA	2018	P	6 logts rue du Nord	CDC	129 900,39	100 216,21	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 209,08	3 673,19
NEOLIA	2018	P	10 logts rue du Nord	CDC	166 345,74	88 313,99	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	3 709,19	3 236,94
NEOLIA	2018	P	20 pavillons rue de Gascogne	CDC	40 595,88	23 219,55	6,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	835,90	2 986,27
NEOLIA	2018	P	40 logts 2 à 8 rue de Picardie	CDC	492 069,79	392 173,17	16,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 118,23	13 444,81
NEOLIA	2018	P	22 maisons et garages	CDC	337 865,85	245 903,46	13,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	10 327,95	12 900,36
NEOLIA	2018	P	12 logts et 12 garages rue d'Artois	CDC	212 552,67	152 309,68	14,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	6 397,01	7 061,15
NEOLIA	2018	P	1 pavillon 20 rue du Docteur Quelet	CDC	46 637,02	40 061,71	24,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 442,22	721,13
NEOLIA	2018	P	50 logts rue des Pâquerettes	CDC	91 581,50	57 666,31	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 701,16	6 064,53
NEOLIA	2018	P	16 logts ZAC de la Bouloie	CDC	508 657,25	445 623,09	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	17 602,11	8 153,63
NEOLIA	2018	P	181 logts rues des Pâquerettes et des Auges	CDC	34 637,92	21 064,15	7,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	758,31	2 259,89
NEOLIA	2018	P	181 logts rues des Pâquerettes et des Auges	CDC	43 135,61	26 200,75	7,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	943,23	2 768,36
NEOLIA	2018	P	12 logts route de Glay	CDC	439 033,35	370 943,51	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	14 652,27	3 656,84
NEOLIA	2018	P	7 logts rue de Picardie	CDC	151 473,18	134 626,56	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	3 971,48	2 852,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	20 logts Vallon des Jonchets (lot 1)	CDC	572 036,49	506 494,36	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	20 006,53	6 632,72
NEOLIA	2018	P	13 logts Vallon des Jonchets (lots 12 et 21)	CDC	594 731,18	526 588,76	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	20 800,26	6 895,86
NEOLIA	2018	P	4 maisons Vallon des Jonchets	CDC	173 173,02	144 314,80	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	5 700,43	2 409,44
NEOLIA	2018	P	50 logts rues des Prés et des Rochers	CDC	137 457,59	104 486,52	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 761,51	5 843,15
NEOLIA	2018	P	1 logt 12 rue de la Libération	CDC	45 969,58	38 037,43	22,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 369,35	814,24
NEOLIA	2018	P	2 logts rue de la Novie	CDC	68 228,80	53 020,80	18,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 908,75	1 829,08
NEOLIA	2018	P	14 logts lotissement "Sous Roches"	CDC	434 769,32	382 986,26	27,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	15 127,96	6 407,40
NEOLIA	2018	P	100 logts rues Rameau et Ravel	CDC	54 064,42	33 095,81	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	860,49	3 835,91
NEOLIA	2018	P	Chaufferie gaz 274 logts, quartier "Les Buis"	CDC	355 535,73	299 056,33	27,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 766,03	3 267,47
NEOLIA	2018	P	19 logts, quartier La Chiffogne (tranche 3)	CDC	147 736,12	117 743,75	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 238,77	4 036,60
NEOLIA	2018	P	114 logts 2-10 rue Ravel et 10-16 Massenet	CDC	559 176,02	451 322,99	17,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 247,63	15 169,93
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 45	CDC	905 438,91	346 701,80	22,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	14 220,32	7 671,96
NEOLIA	2018	P	30 logts quartier "La Chiffogne"	CDC	343 284,20	294 884,78	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 615,85	5 308,10
NEOLIA	2018	P	24 logts 17 rue du Petit Chênois	CDC	81 581,35	46 502,79	7,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 674,10	4 967,48
NEOLIA	2018	P	54 logts 20C1-20C2-20C3 rue Debussy	CDC	155 010,95	126 996,81	21,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 301,92	4 008,68
NEOLIA	2018	P	213 logts rues Racine et Diderot	CDC	210 313,51	181 482,39	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 718,54	3 493,42
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 48	CDC	827 573,08	688 554,73	22,15	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	28 241,75	15 236,61
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 56	CDC	772 328,03	455 926,29	17,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,484	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	18 609,70	15 991,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Prêt compacté n° 69	CDC	970 392,81	873 769,18	32,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,422	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	33 883,63	9 084,78
NEOLIA	2018	P	21 logts tranche 1 quartier "Jenny"	CDC	207 419,35	84 622,79	16,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	3 554,16	3 373,96
NEOLIA	2018	P	19 logts tranche 2 quartier "Jenny"	CDC	185 758,94	75 785,79	16,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	3 183,00	3 021,62
NEOLIA	2018	P	10 logts 29 Grande rue	CDC	90 400,21	65 794,52	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	2 763,37	3 451,65
NEOLIA	2018	P	12 logts Grande rue	CDC	162 034,19	113 304,71	15,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 758,80	4 782,11
NEOLIA	2018	P	Trvx abords extérieurs rues Coteau et Seloncourt	CDC	133 090,61	86 925,75	8,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 129,33	8 037,77
NEOLIA	2018	P	17 logts rue du Clair Vallon	CDC	329 708,49	287 156,69	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	11 342,69	6 526,21
NEOLIA	2018	P	2 logts avenue du 8 Mai	CDC	48 171,61	42 158,27	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 243,67	1 043,03
NEOLIA	2018	P	4 pavillons avenue du 8 Mai	CDC	139 776,28	120 114,77	26,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	4 744,53	1 978,40
NEOLIA	2018	P	105 logts rues de Seloncourt et du Coteau	CDC	37 679,39	22 212,84	7,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	799,66	2 383,13
NEOLIA	2018	P	Réhabilitation 314 logts Champs Montants	CDC	73 713,14	49 170,68	10,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 770,14	3 296,83
NEOLIA	2018	P	1 pavillon 32 rue des Arbues	CDC	40 282,33	34 227,98	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 232,21	468,24
NEOLIA	2018	P	145 logts Champs de l'Essart et rue du 8 Mai	CDC	39 941,17	28 333,67	10,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 020,01	1 899,74
NEOLIA	2018	P	16 logts 1 à 16 place Minazzi	CDC	205 805,38	66 690,94	10,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.201449	1,952	V	Livret A(Préfixé) + 1.201449	4,201	A-1	EUR	2 801,99	4 716,24
NEOLIA	2018	P	1 pavillon 27bis route de Montbéliard	CDC	43 828,81	37 116,80	22,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 336,20	849,28
NEOLIA	2018	P	Travaux extérieurs 43 à 49 rue Champvallon	CDC	16 825,17	4 989,23	7,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	179,61	526,00
NEOLIA	2018	P	15 logts rue de Champvallon	CDC	214 245,49	147 246,78	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	6 184,36	8 339,70
NEOLIA	2018	P	23 logts bât. 20A, rue de Champvallon	CDC	374 508,00	257 392,11	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	10 810,47	14 578,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	10 logts et 10 garages îlot des Serres	CDC	207 695,81	102 043,08	15,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 285,81	4 306,81
NEOLIA	2018	P	Travaux 30 logts bât. 44 rue Gutenberg	CDC	58 110,98	39 976,71	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 439,16	3 148,54
NEOLIA	2018	P	25 logts rue Pasteur	CDC	812 107,15	654 607,14	26,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	25 856,98	14 005,72
NEOLIA	2019	P	20 logts 1 et 2 rue Jouffroy d'Abbans	CDC	174 969,43	150 385,95	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 819,67	6 332,90
NEOLIA	2019	P	30 logts 1 à 3 rue des Frères Lumière	CDC	295 436,74	253 927,43	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	3 072,52	10 693,13
NEOLIA	2019	P	40 logts 3 à 6 rue Emile Zingg	CDC	215 225,30	184 985,81	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	2 238,33	7 789,93
NEOLIA	2019	P	4 logts rue du 8 Mai	CDC	61 335,12	52 717,43	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	637,88	2 219,99
NEOLIA	2019	P	6 logts rue de la Novie	CDC	102 157,64	87 804,35	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 062,43	3 697,52
NEOLIA	2019	P	40 logts, bât. 9, rue Emile Zingg, Les Buis	CDC	32 342,83	26 368,85	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	258,41	1 530,26
NEOLIA	2019	P	30 logts, bât. 6, 1-2-3 rue Charles Nodier	CDC	209 024,27	179 656,04	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	2 173,84	7 565,49
NEOLIA	2019	P	30 logts, bât. 6, 1-2-3 rue Charles Nodier	CDC	14 145,49	12 158,02	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	147,11	511,99
NEOLIA	2019	P	30 logts, bât. 26, 2-6 rue Auguste Doriot	CDC	429 251,48	349 965,17	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	3 429,66	20 309,57
NEOLIA	2019	P	12 logts 5 et 7 rue des Acacias	CDC	3 690,36	3 171,87	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	38,38	133,57
NEOLIA	2019	P	12 logts, 5 et 7 rue des Acacias	CDC	100 725,12	86 573,08	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 047,53	3 645,68
NEOLIA	2019	P	23 logements rue du Bourg	CDC	432 257,46	197 569,29	7,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 112,49	21 806,72
NEOLIA	2019	P	21 logements rue des Buis	CDC	474 415,30	314 810,17	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 333,17	34 020,47
NEOLIA	2019	P	4 logements rue des Tronchots	CDC	67 775,18	45 470,72	8,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 636,95	4 440,09
NEOLIA	2019	P	3 logements rue des Tronchots	CDC	47 360,39	33 117,16	9,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 192,22	2 785,57
NEOLIA	2019	P	8 pavillons lotissement des Vergers	CDC	211 084,66	146 791,80	9,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 284,50	12 527,39
NEOLIA	2019	P	Construction-démolition 20 lgts "Les Bleuets"	CDC	325 549,33	265 417,68	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	2 601,09	15 403,02

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2019	P	Const 42 logts rue Martin du Gard	CDC	652 163,74	560 533,73	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	6 782,46	23 604,62
NEOLIA	2019	P	Const 15 logements Champvallon	CDC	592 021,32	508 841,41	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	6 156,98	21 427,81
NEOLIA	2019	P	24 logements rue Scaremberg	CDC	476 456,70	409 513,80	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	4 955,12	17 245,03
NEOLIA	2019	P	12 logements rue Scaremberg	CDC	167 912,91	144 320,89	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 746,28	6 077,49
NEOLIA	2019	P	26 logts ZAC des Epinettes	CDC	211 675,62	160 714,81	13,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 178,59	10 326,74
NEOLIA	2019	P	8 logts ilôt Est rue des Frères Lumière	CDC	180 741,52	155 347,05	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 879,70	6 541,82
NEOLIA	2019	P	24 logts rue Savary	CDC	81 331,83	69 904,59	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	845,85	2 943,75
NEOLIA	2019	P	11 logts lieu-dit "Le Meix"*	CDC	63 819,33	52 326,20	15,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 883,74	2 455,52
NEOLIA	2019	P	15 logts 15 boulevard Léon Blum	CDC	57 314,93	49 262,10	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	596,07	2 074,48
NEOLIA	2019	P	32 logts rue Roger Martin du Gard	CDC	127 505,98	109 591,19	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 326,05	4 614,99
NEOLIA	2019	P	1 logt 30 chemin des Quatrouillots	CDC	17 693,82	14 425,63	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	141,37	837,17
NEOLIA	2019	P	1ère tranche 10 logements sur 20	CDC	224 417,98	94 897,29	2,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 416,30	30 544,86
NEOLIA	2019	P	30 logements et 26 garages	CDC	528 744,34	249 080,46	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 966,90	38 013,87
NEOLIA	2019	P	4 logements et 2 garages	CDC	22 876,28	7 147,60	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	257,31	2 306,65
NEOLIA	2019	P	5 logements 6 à 28 rue Daudey	CDC	114 124,39	82 775,17	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 152,15	6 485,79
NEOLIA	2019	P	11 logements rue Rolland	CDC	218 621,52	161 709,18	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 204,44	11 621,60
NEOLIA	2019	P	Acquisition 1 logements rue des Grands Bois	CDC	45 935,51	33 339,40	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	866,82	2 607,33
NEOLIA	2019	P	1 logements rue Simone Signoret	CDC	46 409,95	33 683,72	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	875,78	2 634,26
NEOLIA	2019	P	1 logement avenue du 8 Mai	CDC	45 685,64	33 158,04	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	862,11	2 593,15
NEOLIA	2019	P	2 logements route de Glay	CDC	105 864,72	80 720,84	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 905,95	4 599,25
NEOLIA	2019	P	1 logement 362 cité Joëssel	CDC	42 976,64	31 918,70	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 149,07	1 993,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2019	P	1 pavillon 32 rue des Arbues	CDC	10 079,27	4 211,93	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	151,63	1 357,13
NEOLIA	2019	P	1 pavillon 5 rue de Dasle	CDC	8 100,68	3 385,12	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	121,86	1 090,72
NEOLIA	2019	P	1 logt pédagogique avenue du 8 Mai	CDC	9 970,34	3 659,54	2,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	131,74	1 179,14
NEOLIA	2019	P	1 pavillon 12 rue de la Libération	CDC	10 176,20	4 958,90	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	178,52	1 178,11
NEOLIA	2019	P	1 pavillon 88 rue de Vernois	CDC	9 507,58	4 633,09	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	166,79	1 100,70
NEOLIA	2019	P	1 pavillon 27bis route de Montbéliard	CDC	9 297,62	4 530,77	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	163,11	1 076,39
NEOLIA	2019	P	1 pavillon 55 rue de la Pale	CDC	13 354,54	6 507,73	3,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	234,28	1 546,07
NEOLIA	2019	P	14 logts lotissement "Les Bouleaux"	CDC	305 382,85	215 506,50	10,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 758,23	16 964,51
NEOLIA	2019	P	10 logts rue Damas	CDC	272 741,12	220 693,48	14,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 944,97	11 353,29
NEOLIA	2019	P	9 logts rue du Moulin	CDC	191 675,10	157 156,64	15,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 657,64	7 434,61
NEOLIA	2019	P	7 logts rue Daudey	CDC	249 604,78	197 287,21	16,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 102,34	8 452,83
NEOLIA	2019	P	4 pavillons avenue du 8 Mai	CDC	25 353,42	22 678,10	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	816,41	323,65
NEOLIA	2019	P	14 logts "La Combe Huot"	CDC	486 225,30	394 123,46	17,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 188,44	14 959,01
NEOLIA	2019	P	6 logts rue des Jonquilles	CDC	301 756,39	244 171,72	14,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 790,18	12 561,09
NEOLIA	2019	P	16 logts avenue du Général Leclerc	CDC	175 585,41	155 684,31	24,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 604,64	3 944,16
NEOLIA	2019	P	13 logts lotissement "Les Coteaux"	CDC	87 484,89	67 979,83	14,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 447,27	3 497,14
NEOLIA	2019	P	4 logts lieudit "Le Meix"	CDC	234 089,19	184 991,32	15,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 659,69	7 545,75
NEOLIA	2019	P	13 logts rue Edgar Faure	CDC	149 254,70	132 542,69	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 771,54	1 509,51
NEOLIA	2019	P	40 logts 9 à 12 rue Scaremberg	CDC	64 491,39	55 430,24	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	670,71	2 334,23
NEOLIA	2019	P	40 logts 2 à 8 rue des Roses	CDC	189 863,74	146 091,95	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 767,71	6 152,07
NEOLIA	2019	P	40 logts 1 à 7 rue de Fribourg	CDC	24 343,16	19 846,77	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	194,50	1 151,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2019	P	198 logts 2 à 6 rue de Savoie	CDC	288 638,84	235 324,85	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	2 306,18	13 656,64
NEOLIA	2019	P	Prêt réaménagé n° 50	CDC	4 174 531,59	3 555 179,44	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	43 017,67	149 712,07
NEOLIA	2019	P	Prêt réaménagé n° 51	CDC	1 133 859,35	924 426,12	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	9 059,38	53 647,34
NEOLIA	2019	P	28 logts 28bis rue de Champvallon	CDC	78 757,05	67 691,56	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	819,07	2 850,55
NEOLIA	2019	P	40 logts 7-9 rue Lavoisier - 54-56 rue de Vinci	CDC	181 227,28	147 753,08	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	1 447,98	8 574,58
NEOLIA	2019	P	Travaux résidentialisation Champvallon	CDC	228 621,90	186 393,54	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	1 826,66	10 817,00
NEOLIA	2019	P	90 logts rues Pasteur, De Vinci et Berthelot	CDC	957 261,34	822 764,65	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	9 955,45	34 647,42
NEOLIA	2019	P	6 logts rue Léonard de Vinci	CDC	52 298,50	44 950,47	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	543,90	1 892,91
NEOLIA	2019	P	10 logts rue Léonard de Vinci	CDC	87 164,15	74 917,43	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	906,50	3 154,85
NEOLIA	2019	P	Travaux 40 logts bât. 23-24 Lavoisier et Vinci	CDC	55 775,00	45 472,89	15,67	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	445,63	2 638,94
NEOLIA	2019	P	Réh. 60 logts 27 à 32 rue Berlioz	CDC	236 256,05	203 061,71	20,67	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	2 457,05	8 551,13
NEOLIA	2014	P	24 logts "Les Merisiers" (prêt complémentaire)	CDC	95 840,90	78 667,53	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 832,03	582,95
NEOLIA	2013	P	10 pavillons "Parisiennes" rue des Aubépines	CDC	397 131,00	322 533,40	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 611,20	1 814,83
NEOLIA	2013	P	10 pavillons "Parisiennes" rue des Aubépines	CDC	132 416,90	114 556,37	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 803,48	0,00
NEOLIA	2013	P	10 pavillons "Parisiennes" rue des Aubépines	CDC	238 177,10	186 684,08	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 227,15	1 688,98
NEOLIA	2013	P	10 pavillons "Parisiennes" rue des Aubépines	CDC	57 270,50	47 871,22	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 340,39	25,34
NEOLIA	2014	P	Réh. 90 logts bât. 5-6-7 rue Pasteur	CDC	877 554,30	358 918,77	5,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	8 075,67	53 855,26
NEOLIA	2014	P	20 maisons îlot Boudard Bois Habité Ouest	CDC	993 409,20	778 470,83	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	28 024,95	8 106,43
NEOLIA	2014	P	20 maisons îlot Boudard Bois Habité Ouest	CDC	324 090,90	267 667,36	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 636,02	750,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2014	P	20 maisons îlot Boudard Bois Habité Ouest	CDC	328 503,00	263 360,87	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 374,10	2 093,05
NEOLIA	2014	P	20 maisons îlot Boudard Bois Habité Ouest	CDC	89 257,70	75 695,99	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 112,43	0,00
NEOLIA	2015	P	21 logts Desazars Montgaillard - foyer Bossière	CDC	1 019 298,00	872 781,08	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	31 420,12	5 339,62
NEOLIA	2015	P	21 logts Desazars Montgaillard - foyer Bossière	CDC	229 041,60	202 614,53	43,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 218,19	0,00
NEOLIA	2014	P	7 logts "Maison Fallot", 7 rue Pierre Peugeot	CDC	288 584,10	236 873,83	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 527,46	1 755,29
NEOLIA	2014	P	7 logts "Maison Fallot", 7 rue Pierre Peugeot	CDC	115 787,70	100 410,83	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 576,10	0,00
NEOLIA	2015	P	43 logts avenue de Montjoux	CDC	1 035 295,50	886 479,05	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	31 913,25	5 423,42
NEOLIA	2015	P	43 logts avenue de Montjoux	CDC	579 810,00	512 910,88	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 272,56	0,00
NEOLIA	2015	P	43 logts avenue de Montjoux	CDC	367 676,00	319 255,26	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 939,15	1 195,89
NEOLIA	2015	P	43 logts avenue de Montjoux	CDC	139 794,50	125 662,97	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 128,01	0,00
NEOLIA	2015	P	6 logts rue Goudimel	CDC	187 811,75	160 815,12	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 789,34	983,86
NEOLIA	2015	P	6 logts rue Goudimel	CDC	158 154,40	139 906,35	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 984,19	0,00
NEOLIA	2015	P	6 logts rue Goudimel	CDC	201 797,65	175 222,10	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 906,22	656,36
NEOLIA	2015	P	6 logts rue Goudimel	CDC	90 048,15	80 945,38	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 014,90	0,00
NEOLIA	2015	P	12 maisons rue Renaud Bourgogne/Zamenhof	CDC	747 024,00	639 644,53	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 027,20	3 913,30
NEOLIA	2015	P	12 maisons rue Renaud Bourgogne/Zamenhof	CDC	233 594,40	206 642,01	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 361,67	0,00
NEOLIA	2015	P	1 pavillon 20 rue Victor Hugo	CDC	35 118,30	24 305,32	16,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	874,99	866,44
NEOLIA	2014	P	8 logts 50-50bis rue du Général de Gaulle	CDC	432 824,25	357 886,91	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 883,93	2 652,02

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2014	P	8 logts 50-50bis rue du Général de Gaulle	CDC	154 655,80	135 104,47	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 811,70	0,00
NEOLIA	2014	P	22 logts site des Tâles résidence accueil	CDC	746 016,60	597 147,25	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 720,12	6 340,13
NEOLIA	2014	P	22 logements site des Tâles résidence accueil	CDC	129 968,40	110 042,41	40,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 081,19	293,12
NEOLIA	2015	P	20 logts chemin des Journaux	CDC	356 233,00	308 029,24	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 089,05	1 884,51
NEOLIA	2015	P	20 logts chemin des Journaux	CDC	253 583,50	226 532,67	43,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 070,27	0,00
NEOLIA	2015	P	20 logts chemin des Journaux	CDC	237 094,00	197 732,73	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 536,52	1 113,49
NEOLIA	2015	P	20 logts chemin des Journaux	CDC	98 857,00	86 562,35	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 250,74	0,00
NEOLIA	2015	P	8 logts, lot. du Château, quartier du Bourg	CDC	409 111,80	350 304,86	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 610,98	2 143,14
NEOLIA	2015	P	8 logts, lot. le Château, quartier du Bourg	CDC	60 875,30	53 851,43	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 918,47	0,00
NEOLIA	2015	P	8 logts lot. Le Château, quartier du Bourg	CDC	155 222,75	128 181,72	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 589,09	721,82
NEOLIA	2015	P	8 logts lot. Le Château, quartier du Bourg	CDC	17 731,00	15 373,30	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	399,73	0,00
NEOLIA	2015	P	7 logts rue du 17 Novembre	CDC	518 039,90	447 941,21	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 125,88	2 740,47
NEOLIA	2015	P	7 logts rue du 17 Novembre	CDC	142 583,70	127 373,69	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 537,71	0,00
NEOLIA	2015	P	12 logts Seigneurerie de Blamont, Mont-Chevis	CDC	166 880,40	144 298,94	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 194,76	882,81
NEOLIA	2015	P	12 logts Seigneurerie de Blamont, Mont-Chevis	CDC	66 976,80	59 832,10	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 131,53	0,00
NEOLIA	2015	P	12 logts Seigneurerie de Blamont, Mont-Chevis	CDC	411 475,20	355 796,33	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 808,67	2 176,74
NEOLIA	2015	P	12 logts Seigneurerie de Blamont, Mont-Chevis	CDC	118 670,40	106 011,33	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 776,68	0,00
NEOLIA	2015	P	8 logements rue des Combes	CDC	328 198,80	290 290,05	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 547,54	3 892,61

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2015	P	8 logements rue des Combes	CDC	130 773,00	118 809,74	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 089,05	859,54
NEOLIA	2016	P	40 logts bât. 9 - 1-3-5-7 place Cuvier	CDC	336 000,00	225 928,54	12,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	5 761,18	11 848,87
NEOLIA	2016	P	1 pavillon 11 rue Simone Signoret	CDC	42 385,20	36 182,66	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 013,11	123,02
NEOLIA	2016	P	1 pavillon 11 rue Simone Signoret	CDC	14 128,20	12 572,37	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	303,72	0,00
NEOLIA	2016	P	17 logts rue Victor Hugo	CDC	623 771,40	553 083,34	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 911,00	2 098,12
NEOLIA	2016	P	17 logts rue Victor Hugo	CDC	105 467,40	96 055,49	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 231,35	0,00
NEOLIA	2016	P	17 logts rue Victor Hugo	CDC	127 138,80	108 533,66	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 038,94	369,02
NEOLIA	2016	P	17 logts rue Victor Hugo	CDC	18 409,80	16 382,46	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	397,28	0,00
NEOLIA	2015	P	30 logts, bât. 19, 1-2-3 rue Victor Hugo	CDC	252 000,00	169 194,47	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 622,51	10 436,78
NEOLIA	2015	P	30 logts, bât. M1, 43-47 rue de la Combe Mirey	CDC	218 416,20	115 226,09	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 786,00	7 107,74
NEOLIA	2015	P	45 logts, bât. B, 50 à 58 avenue du 8 Mai	CDC	316 903,20	210 760,97	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 266,80	13 000,82
NEOLIA	2015	P	30 logts, bât. M2, 65 à 69 avenue du 8 Mai	CDC	229 964,40	133 906,74	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 075,55	8 260,06
NEOLIA	2015	P	30 logts, bât. H, 76 à 80 avenue du 8 Mai	CDC	247 172,40	159 459,11	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 471,62	9 836,26
NEOLIA	2015	P	80 logts, bât. 29, rue Gérome, quartier des Buis	CDC	506 082,00	336 577,03	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	5 216,94	20 761,80
NEOLIA	2015	P	23 maisons - Chauffour - rue de Picardie	CDC	1 742 570,20	1 423 187,84	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	51 234,76	11 285,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2015	P	23 maisons - Chauffour - rue de Picardie	CDC	440 141,10	376 387,75	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 549,96	249,61
NEOLIA	2016	P	27 logts "Oxygène" chemin Tremblots - Tilleroyes	CDC	531 153,00	451 337,43	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 248,15	2 488,71
NEOLIA	2016	P	27 logts "Oxygène" chemin Tremblots - Tilleroyes	CDC	259 309,50	229 250,12	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 923,64	0,00
NEOLIA	2016	P	27 logts "Oxygène" chemin Tremblots - Tilleroyes	CDC	352 400,50	303 815,61	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 506,84	1 033,00
NEOLIA	2016	P	27 logts "Oxygène" chemin Tremblots - Tilleroyes	CDC	119 902,00	107 756,59	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 603,13	0,00
NEOLIA	2015	P	14 logts "Les Giboulons" rue des Pâquerettes	CDC	355 551,00	314 482,92	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 176,56	4 217,03
NEOLIA	2015	P	14 logts "Les Giboulons" rue des Pâquerettes	CDC	134 884,40	122 545,02	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 186,17	886,56
NEOLIA	2015	P	14 logts "Les Giboulons", rue des Pâquerettes	CDC	274 010,10	233 332,06	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 199,98	3 055,40
NEOLIA	2015	P	14 logts "Les Giboulons" rue des Pâquerettes	CDC	89 762,40	79 679,42	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 434,23	471,91
NEOLIA	2016	P	40 logts 23 à 26 rue Berlioz	CDC	32 316,00	22 155,00	13,08	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	225,59	1 567,21
NEOLIA	2016	P	40 logts 23 à 26 rue Berlioz	CDC	220 000,00	148 137,59	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 777,51	7 769,11
NEOLIA	2016	P	38 logts 33 à 36 rue Berlioz	CDC	16 937,50	11 611,86	13,08	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	118,23	821,42
NEOLIA	2016	P	38 logts 33 à 36 rue Berlioz	CDC	256 500,00	172 714,96	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	4 404,23	9 058,08
NEOLIA	2016	P	20 logts - bât. 43 - 7-7bis rue Léonard de Vinci	CDC	80 969,00	55 510,05	13,08	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	565,20	3 926,68
NEOLIA	2016	P	20 logts - bât. 43 - 7-7bis rue Léonard de Vinci	CDC	182 000,00	122 550,18	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 125,03	6 427,17
NEOLIA	2016	P	20 logts - bât. 43 - 7-7bis rue Léonard de Vinci	CDC	2 712,50	1 826,47	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	46,57	95,79
NEOLIA	2016	P	24 logts 42 à 46 rue de Picardie	CDC	52 494,40	35 988,65	13,08	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	366,43	2 545,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2016	P	24 logts 42 à 46 rue de Picardie	CDC	210 000,00	141 404,04	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 605,80	7 415,96
NEOLIA	2016	P	24 logts 42 à 46 rue de Picardie	CDC	4 683,00	3 153,31	12,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	80,41	165,38
NEOLIA	2015	P	7 logts rue de la Douet	CDC	143 404,10	122 115,10	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 198,07	1 599,05
NEOLIA	2015	P	7 logts rue de la Douet	CDC	41 615,00	36 940,39	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	664,93	218,78
NEOLIA	2015	P	7 logts rue de la Douet	CDC	112 158,90	101 898,47	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 649,36	737,19
NEOLIA	2015	P	7 logts rue de la Douet	CDC	297 026,80	262 718,58	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 830,68	3 522,90
NEOLIA	2016	P	80 logts 5-7-9 rue Pergaud	CDC	531 662,40	182 818,91	13,00	T	F	Taux fixe à 1.15 %	0,286	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	2 038,35	12 852,16
NEOLIA	2016	P	80 logts 5-7-9 rue Pergaud	CDC	12 240,00	4 080,34	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	104,05	214,00
NEOLIA	2016	P	80 logts 5-7-9 rue Pergaud	CDC	288 000,00	96 007,95	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 448,20	5 035,16
NEOLIA	2016	P	80 logts 5-7-9 rue Pergaud	CDC	300 000,00	100 008,29	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 550,21	5 244,96
NEOLIA	2016	P	Réhabilitation 33 logts 1 à 4 rue Berlioz	CDC	63 888,00	44 569,34	13,42	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	454,05	3 090,25
NEOLIA	2016	P	Réhabilitation 33 logts 1 à 4 rue Berlioz	CDC	206 250,00	113 037,59	7,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 543,35	11 653,33
NEOLIA	2016	P	36 logts 1 à 7 rue Gaffiot	CDC	81 889,00	57 127,13	13,42	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	581,98	3 960,96
NEOLIA	2016	P	36 logts 1 à 7 rue Gaffiot	CDC	252 000,00	169 684,87	12,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	4 326,96	8 899,16
NEOLIA	2016	P	14 logts 4 rue Trémolière	CDC	142 100,00	94 741,18	12,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 415,90	4 968,72
NEOLIA	2016	P	14 logts 4 rue Trémolière	CDC	62 049,40	45 699,90	17,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 645,20	1 416,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2016	P	Réhabilitation 213 logts rues Racine et Diderot	CDC	1 281 690,00	998 687,46	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	36 005,32
NEOLIA	2016	P	24 logts 7 rue Massenet	CDC	127 184,40	69 704,82	7,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	1 568,36	7 186,04
NEOLIA	2016	P	2 logts adaptés 3 rue Chopin	CDC	59 234,50	51 067,95	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 429,90	173,64
NEOLIA	2016	P	20 logts ZAC des Blancheries	CDC	188 874,00	166 979,55	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 771,36	0,00
NEOLIA	2016	P	20 logts ZAC des Blancheries	CDC	606 912,60	515 712,74	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 565,66	2 843,68
NEOLIA	2016	P	20 logts ZAC des Blancheries	CDC	67 984,20	61 097,79	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 475,97	0,00
NEOLIA	2016	P	20 logts ZAC des Blancheries	CDC	265 524,00	228 916,61	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 409,67	778,33
NEOLIA	2016	P	30 logts 13 et 15 rue Chopin	CDC	210 000,00	140 011,59	12,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 570,30	7 342,94
NEOLIA	2016	P	30 logts 13 et 15 rue Chopin	CDC	95 024,00	64 206,84	12,92	T	F	Taux fixe à 1.15 %	0,286	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	715,48	4 607,29
NEOLIA	2016	P	24 logts 4 et 6 rue des Prémices	CDC	90 084,40	51 931,64	12,83	T	F	Taux fixe à 1.29 %	0,321	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	A-1	EUR	648,98	3 694,79
NEOLIA	2016	P	24 logts 4 et 6 rue des Prémices	CDC	210 000,00	118 914,82	12,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 032,33	6 236,51
NEOLIA	2016	P	20 logts - site AMAT - rue des Mines	CDC	482 797,20	410 247,97	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 768,93	2 262,14
NEOLIA	2016	P	20 logts - site AMAT - rue des Mines	CDC	177 456,60	156 885,68	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 422,49	0,00
NEOLIA	2016	P	20 logts - site AMAT - rue des Mines	CDC	255 794,40	220 528,43	32,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 174,80	749,81
NEOLIA	2016	P	20 logts - site AMAT - rue des Mines	CDC	69 286,20	62 267,90	42,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 504,24	0,00
NEOLIA	2017	P	31 logts rue Combe Mirey, Champs Montants	CDC	1 188 201,00	1 080 187,19	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	38 886,74	3 248,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	31 logts, rue Combe Mirey, Champs Montants	CDC	277 863,00	257 934,21	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 560,04	0,00
NEOLIA	2017	P	Construction 31 logts rue de la Combe MIrey	CDC	205 971,00	180 211,96	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 045,93	447,67
NEOLIA	2017	P	Construction 31 logts rue de la Combe MIrey	CDC	40 614,60	36 789,43	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	872,57	0,00
NEOLIA	2017	P	Réh. 40 logts 12 à 14 rue Eugène Savoye	CDC	220 995,00	174 340,15	18,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	4 633,78
NEOLIA	2016	P	20 logts - bât. 26 - 1 et 3 rue Léonard de Vinci	CDC	168 000,00	110 065,65	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 806,67	6 032,72
NEOLIA	2016	P	20 logts - bât. 26 - 1 et 3 rue Léonard de Vinci	CDC	31 500,00	23 978,21	18,00	T	F	Taux fixe à 1.31 %	0,326	F	Taux fixe à 1.31 %	1,310	A-1	EUR	306,88	1 171,61
NEOLIA	2016	P	118 logts rues R. de Bourgogne, Fontaine, Racine	CDC	835 765,20	507 686,18	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	6 346,08	49 635,82
NEOLIA	2016	P	10 logts "Les Jardins du Château"	CDC	418 849,40	355 909,52	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 812,74	1 962,51
NEOLIA	2016	P	10 logts "Les Jardins du Château"	CDC	84 967,70	75 118,16	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 596,33	0,00
NEOLIA	2016	P	10 logts "Les Jardins du Château"	CDC	26 397,60	23 723,67	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	573,11	0,00
NEOLIA	2016	P	10 logts "Les Jardins du Château"	CDC	180 729,55	155 812,66	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 362,75	529,77
NEOLIA	2016	P	9 logts "Prés sous Champlie"	CDC	216 106,55	186 312,28	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 216,74	633,47
NEOLIA	2016	P	9 logts "Prés sous Champlie"	CDC	39 402,60	35 411,34	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	855,45	0,00
NEOLIA	2016	P	9 logts "Prés sous Champlie"	CDC	292 626,10	248 653,62	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 951,53	1 371,09
NEOLIA	2016	P	9 logts "Prés sous Champlie"	CDC	96 414,65	85 238,17	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 946,11	0,00
NEOLIA	2016	P	48 logts - bât. H - 30 à 40 rue de Picardie	CDC	470 400,00	257 807,93	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	5 800,68	26 578,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2016	P	48 logts - bât. H - 30 à 40 rue de Picardie	CDC	105 420,00	59 401,42	8,17	T	F	Taux fixe à 0.73 %	0,182	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	A-1	EUR	413,33	7 011,75
NEOLIA	2016	P	Réhab. 32 logts 5 à 8 rue Berlioz	CDC	200 000,00	121 490,14	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	1 518,63	11 877,94
NEOLIA	2016	P	Réhab. 32 logts 5 à 8 rue Berlioz	CDC	141 770,50	85 638,75	8,50	T	F	Taux fixe à 1.15 %	0,286	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	940,54	9 359,24
NEOLIA	2017	P	Réh. 40 logts 19 à 22 rue Berlioz	CDC	270 000,00	164 422,24	8,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	3 699,50	14 610,20
NEOLIA	2017	P	Réh. 40 logts 19 à 22 rue Berlioz	CDC	32 548,50	19 632,47	8,67	T	F	Taux fixe à 1.1 %	0,274	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	206,26	2 149,78
NEOLIA	2016	P	Réhab. 40 logts 1 à 9 rue Courbet	CDC	201 541,20	121 708,27	8,50	T	F	Taux fixe à 1.14 %	0,284	F	Taux fixe à 1.14 %	1,140	A-1	EUR	1 325,08	13 306,36
NEOLIA	2016	P	Réhab. 40 logts 1 à 9 rue Courbet	CDC	264 000,00	160 366,99	8,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 004,59	15 678,87
NEOLIA	2017	P	Réh. 55 logts rues Beuse aux Loups et Chopin	CDC	176 490,60	115 442,56	9,42	T	F	Taux fixe à 1.21 %	0,301	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	1 338,57	11 540,07
NEOLIA	2017	P	Réh. 55 logts rues Beuse aux Loups et Chopin	CDC	274 500,00	168 830,07	8,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	3 798,68	15 001,87
NEOLIA	2016	P	Réh. 30 logts 2 et 2ter rue Jules Verne	CDC	72 044,40	51 583,43	13,50	T	F	Taux fixe à 1.36 %	0,338	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	A-1	EUR	680,59	3 437,06
NEOLIA	2016	P	Réh. 30 logts 2 et 2ter rue Jules Verne	CDC	252 000,00	177 092,68	13,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 744,94	10 352,22
NEOLIA	2017	P	Réhab. 48 logts 3a et 3b rue Gustave Courbet	CDC	388 800,00	278 050,77	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	7 090,29	13 014,26
NEOLIA	2017	P	Réhab. 48 logts 3a et 3b rue Gustave Courbet	CDC	5 148,00	3 681,60	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	93,88	172,32
NEOLIA	2017	P	Réhab. 48 logts 3a et 3b rue Gustave Courbet	CDC	110 283,60	79 052,36	13,58	T	F	Taux fixe à 1.4 %	0,348	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	A-1	EUR	1 073,61	5 253,68
NEOLIA	2017	P	20 logts rue du Général de Gaulle	CDC	539 161,00	500 931,56	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 024,22	5 958,88
NEOLIA	2017	P	20 logts rue du Général de Gaulle	CDC	195 738,20	184 656,56	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 801,07	1 168,64
NEOLIA	2017	P	20 logts rue du Général de Gaulle	CDC	394 156,70	368 527,19	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 633,49	3 597,03

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	20 logts rue du Général de Gaulle	CDC	80 902,50	76 868,50	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 383,63	300,43
NEOLIA	2017	P	20 logts éco-quartier du Crépon	CDC	928 403,00	862 574,21	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 426,93	10 260,84
NEOLIA	2017	P	20 logts éco-quartier du Crépon	CDC	145 926,20	137 664,65	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 579,28	871,24
NEOLIA	2017	P	20 logts éco-quartier du Crépon	CDC	156 722,30	146 531,64	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 637,57	1 430,23
NEOLIA	2017	P	20 logts éco-quartier du Crépon	CDC	20 226,50	19 217,95	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	345,92	75,10
NEOLIA	2017	P	Réh. 213 logts rues Bourgogne-Fontaine-Lamartine	CDC	160 843,80	97 016,89	8,67	T	F	Taux fixe à 1.1 %	0,274	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 019,27	10 623,42
NEOLIA	2017	P	Réh. 213 logts rues Bourgogne-Fontaine-Lamartine	CDC	1 704 900,00	1 038 235,10	8,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	23 360,29	92 255,26
NEOLIA	2017	P	Réh. 213 logts rues Bourgogne-Fontaine-Lamartine	CDC	42 735,00	26 024,39	8,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	585,55	2 312,47
NEOLIA	2017	P	Réh. 30 logts 20 à 22 rue Chopin	CDC	81 083,00	58 055,07	13,67	T	F	Taux fixe à 1.36 %	0,338	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	A-1	EUR	765,98	3 868,26
NEOLIA	2017	P	Réh. 30 logts 20 à 22 rue Chopin	CDC	210 000,00	125 997,77	8,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 834,95	11 479,80
NEOLIA	2017	P	14 logts îlot du Stade	CDC	376 294,80	349 613,45	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 089,95	4 158,86
NEOLIA	2017	P	14 logts îlot du Stade	CDC	80 185,70	75 646,02	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 966,80	478,74
NEOLIA	2017	P	14 logts îlot du Stade	CDC	250 961,90	234 643,43	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 223,58	2 290,25
NEOLIA	2017	P	14 logts îlot du Stade	CDC	53 160,80	50 510,07	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	909,18	197,41
NEOLIA	2017	P	16 logts rue des Mirabelles	CDC	584 294,90	542 865,22	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 114,50	6 457,70
NEOLIA	2017	P	16 logts rue des Mirabelles	CDC	250 450,20	236 271,06	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 143,05	1 495,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	16 logts rue des Mirabelles	CDC	232 531,60	207 824,34	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 740,84	2 355,14
NEOLIA	2017	P	16 logts rue des Mirabelles	CDC	80 546,90	74 045,27	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 332,81	360,65
NEOLIA	2017	P	Réh. 32 logts, 1-8 et 5-19 rue Beethoven	CDC	266 130,00	166 285,95	8,83	T	F	Taux fixe à 1.4 %	0,348	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	A-1	EUR	2 224,93	17 465,52
NEOLIA	2017	P	Réh. 32 logts, 1-8 et 5-19 rue Beethoven	CDC	218 400,00	132 999,32	8,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 992,48	11 818,03
NEOLIA	2017	P	Réh. 32 logts, 1-8 et 5-19 rue Beethoven	CDC	56 940,00	34 674,83	8,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	780,18	3 081,13
NEOLIA	2017	P	15 logts rue des Carrières	CDC	481 359,60	447 228,60	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 627,94	5 320,05
NEOLIA	2017	P	15 logts rue des Carrières	CDC	125 118,60	118 035,07	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 068,91	747,02
NEOLIA	2017	P	15 logts rue des Carrières	CDC	171 256,20	153 059,66	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 755,07	1 734,52
NEOLIA	2017	P	15 logts rue des Carrières	CDC	49 511,40	45 514,90	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	819,27	221,69
NEOLIA	2017	P	4 logts ZAC des Hauts de Bavans	CDC	105 877,80	97 200,31	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 499,21	292,31
NEOLIA	2017	P	Constr. 4 maisons individ. ZAC Hauts de Bavans	CDC	41 610,10	39 005,93	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 290,73	0,00
NEOLIA	2017	P	Constr. 4 maisons individ. ZAC Hauts de Bavans	CDC	156 181,20	138 004,59	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 864,13	342,82
NEOLIA	2017	P	Constr. 4 maisons individ. ZAC Hauts de Bavans	CDC	41 610,10	38 065,09	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	898,88	0,00
NEOLIA	2017	P	35 logts 33 rue de Chaillot	CDC	446 357,00	414 707,87	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 782,40	4 933,20
NEOLIA	2017	P	35 logts 33 rue de Chaillot	CDC	398 262,00	375 714,57	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 768,58	2 377,80
NEOLIA	2017	P	35 logts 33 rue de Chaillot	CDC	438 444,00	391 857,86	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 053,44	4 440,66

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	35 logts 33 rue de Chaillot	CDC	182 351,00	167 631,86	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 017,37	816,48
NEOLIA	2017	P	Réhab. 20 logements rue des Peupliers	CDC	12 600,00	9 939,99	18,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	264,19
NEOLIA	2017	P	Réhab. 20 logements rue des Peupliers	CDC	154 000,00	121 488,65	18,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	3 229,04
NEOLIA	2017	P	Réhab. 20 logements rue des Peupliers	CDC	164 785,60	136 180,91	19,50	T	F	Taux fixe à 1.86 %	0,462	F	Taux fixe à 1.86 %	1,860	A-1	EUR	2 475,68	5 769,34
NEOLIA	2017	P	VillaGénération ancien site de la Piscine	CDC	305 706,60	288 399,15	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 498,38	1 825,20
NEOLIA	2017	P	VillaGénération ancien site de la Piscine	CDC	418 825,20	389 128,22	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 117,33	4 628,92
NEOLIA	2017	P	30 logts 4-4ter rue Jules Verne	CDC	252 000,00	198 799,59	18,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	5 283,88
NEOLIA	2017	P	30 logts 4-4ter rue Jules Verne	CDC	39 420,00	32 497,16	19,58	T	F	Taux fixe à 1.75 %	0,435	F	Taux fixe à 1.75 %	1,750	A-1	EUR	555,96	1 391,64
NEOLIA	2017	P	30 logts 6-6ter rue Jules Verne	CDC	252 000,00	182 010,40	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	4 641,27	8 519,06
NEOLIA	2017	P	30 logts 6-6ter rue Jules Verne	CDC	28 522,80	21 873,26	14,58	T	F	Taux fixe à 1.57 %	0,390	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	333,65	1 329,40
NEOLIA	2017	P	30 logts 8-8ter rue Jules Verne	CDC	252 000,00	198 799,59	18,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	5 283,88
NEOLIA	2017	P	30 logts 8-8ter rue Jules Verne	CDC	35 544,60	27 258,06	14,58	T	F	Taux fixe à 1.57 %	0,390	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	415,78	1 656,68
NEOLIA	2017	P	40 logts 11 à 14 rue Debussy	CDC	280 000,00	172 212,82	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	3 874,79	15 302,45
NEOLIA	2017	P	40 logts 11 à 14 rue Debussy	CDC	53 007,50	35 602,17	9,58	T	F	Taux fixe à 1.29 %	0,321	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	A-1	EUR	440,50	3 450,17
NEOLIA	2017	P	Réhab. 32 logts 18 à 20 rue de Lattre de Tassigny	CDC	313 600,00	192 878,36	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	4 339,76	17 138,74
NEOLIA	2017	P	Réhab. 32 logts 18 à 20 rue de Lattre de Tassigny	CDC	264 134,50	202 556,55	14,58	T	F	Taux fixe à 1.57 %	0,390	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	3 089,77	12 310,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	Réhab. 16 logts 29 à 31 rue Jules Haag	CDC	108 000,00	66 424,94	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	1 494,56	5 902,38
NEOLIA	2017	P	Réhab. 16 logts 29 à 31 rue Jules Haag	CDC	44 311,00	29 761,29	9,58	T	F	Taux fixe à 1.29 %	0,321	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	A-1	EUR	368,24	2 884,12
NEOLIA	2017	P	40 logts 23 à 26 rue Chopin	CDC	280 000,00	172 212,82	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	3 874,79	15 302,45
NEOLIA	2017	P	40 logts 23 à 26 rue Chopin	CDC	209 107,00	140 445,54	9,58	T	F	Taux fixe à 1.29 %	0,321	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	A-1	EUR	1 737,69	13 610,39
NEOLIA	2017	P	Réhab. 16 logts 20 à 22 rue Jules Haag	CDC	5 390,00	3 315,10	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	74,59	294,57
NEOLIA	2017	P	Réhab. 16 logts 20 à 22 rue Jules Haag	CDC	80 000,00	57 781,08	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 473,42	2 704,46
NEOLIA	2017	P	Réhab. 16 logts 20 à 22 rue Jules Haag	CDC	67 211,50	51 542,38	14,58	T	F	Taux fixe à 1.57 %	0,390	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	786,22	3 132,64
NEOLIA	2017	P	30 logts 83 à 87 boulevard Blum	CDC	164 081,00	110 204,15	9,58	T	F	Taux fixe à 1.29 %	0,321	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	A-1	EUR	1 363,53	10 679,72
NEOLIA	2017	P	30 logts 83 à 87 boulevard Blum	CDC	210 000,00	129 159,62	8,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 906,09	11 476,84
NEOLIA	2018	P	Réh. 16 logts 4 Chemin Grange la Dame	CDC	170 100,00	138 658,36	11,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 991,70	8 228,88
NEOLIA	2017	P	6 logts 3 place Godard	CDC	56 700,00	40 952,34	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 044,28	1 916,78
NEOLIA	2017	P	6 logts 3 place Godard	CDC	63 000,00	48 290,03	14,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	0,385	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	727,26	2 939,10
NEOLIA	2017	P	22 logts 18 et 19 Cités immobilières	CDC	252 450,00	182 335,44	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	4 649,55	8 534,27
NEOLIA	2017	P	22 logts cités immobilières	CDC	171 790,10	131 678,55	14,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	0,385	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	1 983,10	8 014,41
NEOLIA	2017	P	17 logts 28 et 30 rue des Campenottes	CDC	129 500,00	93 533,13	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 385,09	4 377,85
NEOLIA	2017	P	17 logts 28 et 30 rue des Campenottes	CDC	22 642,20	16 353,62	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	417,02	765,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P	17 logts 28-30 rue des Campenottes	CDC	147 000,00	112 676,74	14,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	0,385	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	1 696,93	6 857,89
NEOLIA	2017	P	Réh. 20 logts 49-51 rue de Grand-Charmont	CDC	23 100,00	15 552,76	9,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	194,41	1 345,20
NEOLIA	2017	P	20 logts bât. 38, 49 et 51 rue de Grand-Charmont	CDC	263 900,00	212 499,31	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 524,98	14 540,50
NEOLIA	2017	P	Réh. 12 logts 3-5 rue des Boulets Montants	CDC	113 400,00	92 548,62	19,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	3 088,81
NEOLIA	2017	P	12 logts 3 et 5 rue des Boulets Montants	CDC	100 835,70	89 239,84	21,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 320,24	2 695,43
NEOLIA	2017	P	12 logts, bât. 2, 5 et 7 rue des Acacias	CDC	95 349,00	84 384,10	21,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 193,99	2 548,76
NEOLIA	2018	P	Construction 20 logts rue Léonard de Vinci	CDC	146 050,80	136 893,56	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 833,02	4,56
NEOLIA	2018	P	Construction 20 logts rue Léonard de Vinci	CDC	20 345,50	19 379,09	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	428,73	0,00
NEOLIA	2018	P	Construction 20 logts rue Léonard de Vinci	CDC	167 687,80	158 584,44	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 176,80	0,00
NEOLIA	2018	P	Construction 20 logts rue Léonard de Vinci	CDC	861 172,20	802 084,07	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	28 875,03	1 816,68
NEOLIA	2021	P	Construction 17 logts lot. Vallon Saint Michel	CDC	44 888,90	43 546,65	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	943,57	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 17 logts lot. Vallon Saint Michel	CDC	516 929,70	494 139,30	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 789,01	772,44
NEOLIA	2021	P	Construction 17 logts lot. Vallon Saint Michel	CDC	123 134,20	118 879,37	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 829,91	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 17 logts lot. Vallon Saint Michel	CDC	309 108,80	296 742,49	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 101,75	0,00
NEOLIA	2018	P	Réh. 20 logts 14-16 rue Léonard de Vinci	CDC	55 007,40	44 402,68	11,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 598,50	2 635,14
NEOLIA	2018	P	Réh. 20 logts 14-16 rue Léonard de Vinci	CDC	196 000,00	157 970,11	11,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	3 554,33	9 539,88
NEOLIA	2018	P	Const. 24 logts place Godard, Les Buis	CDC	547 002,00	509 470,21	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 340,93	1 153,93

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Const. 24 logts place Godard, Les Buis	CDC	102 676,20	97 102,16	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 169,79	0,00
NEOLIA	2018	P	Const. 24 logts place Godard, Les Buis	CDC	390 956,40	366 443,82	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 260,43	12,19
NEOLIA	2018	P	Const. 24 logts place Godard, Les Buis	CDC	66 980,40	63 798,82	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 411,45	0,00
NEOLIA	2018	P	32 logts 1 à 7 rue Renaud de Bourgogne	CDC	23 437,20	19 359,69	15,83	A	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	A-1	EUR	329,11	1 063,07
NEOLIA	2018	P	Réh. 32 logts 1 à 7 rue Renaud de Bourgogne	CDC	240 000,00	207 985,95	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	5 303,64	7 043,86
NEOLIA	2018	P	14 logts lotissement Champ Prouvet	CDC	269 935,40	253 888,70	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 139,99	575,05
NEOLIA	2018	P	14 logts lotissement Champ Prouvet	CDC	65 583,00	62 633,12	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 044,59	0,00
NEOLIA	2018	P	14 logts lotissement Champ Prouvet	CDC	270 685,80	256 231,07	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 174,47	8,53
NEOLIA	2018	P	14 logts lotissement Champ Prouvet	CDC	36 419,60	35 033,80	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	775,07	0,00
NEOLIA	2018	P	60 logts 1 à 15 et 4 à 6 rue des Prés	CDC	633 605,00	523 372,84	15,83	A	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	A-1	EUR	8 897,34	28 739,13
NEOLIA	2018	P	Réh. 60 logts 1 à 15 et 4 à 6 rue des Prés	CDC	667 800,00	578 720,92	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	14 757,38	19 599,53
NEOLIA	2021	P	Constr. 20 logts 19 rue du Général Leclerc	CDC	113 904,70	110 498,77	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 409,44	0,00
NEOLIA	2021	P	Constr. 20 logts 19 rue du Général Leclerc	CDC	471 948,40	451 141,13	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 241,08	705,23
NEOLIA	2021	P	Constr. 20 logts 19 rue du Général Leclerc	CDC	201 392,10	194 433,10	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 287,71	0,00
NEOLIA	2021	P	Constr. 20 logts 19 rue du Général Leclerc	CDC	266 925,40	256 246,69	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 001,01	0,00
NEOLIA	2019	P	Const. 20 logts 19 rue du Général Leclerc	CDC	98 000,00	98 000,00	45,50	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	1 538,60	0,00
NEOLIA	2018	P	16 logts 4 chemin de Grange la Dame	CDC	57 600,00	43 402,69	10,75	A	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	A-1	EUR	611,98	3 675,32

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Construction 14 logts rue de la Gare	CDC	171 511,80	164 650,24	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 495,33	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 14 logts rue de la Gare	CDC	143 662,80	138 698,60	47,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 468,42	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 14 logts rue de la Gare	CDC	347 208,60	331 900,87	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 948,43	518,83
NEOLIA	2021	P	Construction 14 logts rue de la Gare	CDC	72 511,80	70 343,59	47,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 524,20	0,00
NEOLIA	2019	P	14 logts rue de la Gare	CDC	58 800,00	58 800,00	45,08	A	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	F	Taux fixe à 1.95 %	1,950	A-1	EUR	1 146,60	0,00
NEOLIA	2018	P	16 logts 1 à 3 rue Armand Peugeot	CDC	195 382,80	180 130,87	22,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 683,40	5 083,96
NEOLIA	2018	P	16 logts 1 à 3 rue Armand Peugeot	CDC	57 600,00	51 998,64	21,00	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	961,97	1 936,63
NEOLIA	2018	P	Réh. 29 logts 24 à 28 rue Jules Haag	CDC	168 523,50	137 373,26	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 945,44	8 152,62
NEOLIA	2018	P	29 logts 24 à 28 rue Jules Haag	CDC	87 000,00	65 641,08	10,83	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	971,49	5 538,75
NEOLIA	2018	P	Réh. 26 logts 29-31 rue de la Cité immobilière	CDC	236 600,00	192 594,66	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	4 333,38	11 630,88
NEOLIA	2018	P	26 logts 29 et 31 rue de la Cité immobilière	CDC	216 396,60	163 179,72	10,83	A	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	A-1	EUR	2 366,11	13 789,97
NEOLIA	2018	P	Réh. 26 logts 1 à 5 rue des Prés Verts	CDC	169 274,70	146 547,79	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 275,72	5 031,19
NEOLIA	2018	P	26 logts 1 à 5 rue des Prés Verts	CDC	109 200,00	90 265,53	15,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	A-1	EUR	1 570,62	4 941,31
NEOLIA	2018	P	Réh. 32 logts 4 et 6 rue Emile Zingg	CDC	103 175,80	84 104,56	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 027,76	4 991,30
NEOLIA	2018	P	32 logts 4 et 6 rue Emile Zingg	CDC	134 400,00	101 404,13	10,83	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	1 500,78	8 556,42
NEOLIA	2018	P	Réh. 39 logts 1-2-2A rue du Grand Chênois	CDC	327 600,00	266 669,54	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	6 000,06	16 104,29
NEOLIA	2018	P	39 logts 1-2-2A rue du Grand Chênois	CDC	174 000,00	131 209,42	10,83	A	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	A-1	EUR	1 902,54	11 088,23
NEOLIA	2018	P	Réh. 30 logts 1 à 5 rue Lavoisier	CDC	273 000,00	245 667,95	21,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	4 717,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	30 logts 1 à 5 rue Lavoisier	CDC	303 926,00	264 285,60	20,83	A	F	Taux fixe à 1.88 %	1,880	F	Taux fixe à 1.88 %	1,880	A-1	EUR	4 968,57	10 380,21
NEOLIA	2018	P	Réh. 18 logts 4 à 6 place Godard	CDC	207 900,00	179 987,25	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 479,54	6 179,20
NEOLIA	2018	P	18 logts 4-5-6 place Godard	CDC	75 600,00	62 491,51	15,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	A-1	EUR	1 087,35	3 420,91
NEOLIA	2018	P	Réh. 32 logts 1 à 7 rue du Vieux Moulin	CDC	313 600,00	282 203,19	21,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	5 419,59
NEOLIA	2018	P	32 logts 1 à 7 rue du Vieux Moulin	CDC	322 000,00	280 002,23	20,83	A	F	Taux fixe à 1.88 %	1,880	F	Taux fixe à 1.88 %	1,880	A-1	EUR	5 264,04	10 997,51
NEOLIA	2018	P	Réh. 16 logts 5 rue des Bleuets	CDC	156 800,00	127 636,70	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 871,83	7 708,04
NEOLIA	2018	P	16 logts 5 rue des Bleuets	CDC	105 000,00	79 178,11	10,83	A	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	A-1	EUR	1 148,08	6 691,17
NEOLIA	2018	P	32 logts 1 et 2 place de la Mairie	CDC	72 274,30	44 657,68	10,83	A	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	A-1	EUR	647,54	3 773,93
NEOLIA	2018	P	32 logts 1 et 2 place de la Mairie	CDC	313 600,00	209 171,40	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	4 706,36	12 631,95
NEOLIA	2018	P	32 logts 1-3 rue du Colonel Boyer	CDC	313 600,00	283 082,11	17,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	4 387,77	11 313,79
NEOLIA	2018	P	32 logts 1-3 rue du Colonel Boyer	CDC	336 126,00	291 938,88	16,00	A	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	A-1	EUR	4 437,47	15 179,06
NEOLIA	2018	P	Réh. 16 logts 1 et 3 rue des Pâquerettes	CDC	5 140,80	4 450,59	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	160,22	152,80
NEOLIA	2021	P	Réhab. 90 logts 2 à 18 allée des Pervenches	CDC	596 074,50	552 261,69	22,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 881,42	10 356,13
NEOLIA	2019	P	Réh. 90 logts 2 à 18 allée des Pervenches	CDC	270 000,00	242 966,05	21,33	A	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	A-1	EUR	3 887,46	9 301,21
NEOLIA	2018	P	16 logts bât. A, 1 et 3 rue des Pâquerettes	CDC	67 200,00	55 508,80	15,92	A	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	A-1	EUR	943,65	3 048,07
NEOLIA	2019	P	Const. 22 logts rue Jean de Bry	CDC	77 000,00	70 101,57	26,83	A	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	A-1	EUR	560,81	2 336,37
NEOLIA	2019	P	Réh. 41 logts 7 à 13 rue Dalloz	CDC	151 563,50	131 122,58	16,33	A	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	A-1	EUR	1 612,81	6 981,94
NEOLIA	2021	P	Réhab. 41 logts 7 à 13 rue Dalloz	CDC	287 000,00	260 365,39	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	6 639,32	7 944,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Réhab. 32 logts 1 à 5 rue Mathiez	CDC	216 000,00	200 710,93	22,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	5 519,55	3 447,00
NEOLIA	2019	P	Réhabilitation 32 logts 1 à 5 rue Mathiez	CDC	106 993,50	96 268,25	21,17	A	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	A-1	EUR	1 530,67	3 689,37
NEOLIA	2021	P	Réhab. 40 logts 1 à 9 impasse Baverey	CDC	606 273,50	549 654,13	17,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 787,55	17 042,36
NEOLIA	2019	P	Réhab. 40 logts	CDC	168 000,00	146 129,13	16,17	A	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	A-1	EUR	2 381,90	7 529,23
NEOLIA	2018	P	Réh. 17 logts 32 et 34 rue des Campenottes	CDC	92 689,10	80 244,61	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 888,81	2 754,91
NEOLIA	2018	P	17 logts bât. D, 32 et 34 rue des Campenottes	CDC	71 400,00	58 978,11	15,92	A	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	A-1	EUR	1 002,63	3 238,56
NEOLIA	2018	P	48 logts 2 à 16 rue des Raincères	CDC	470 400,00	408 688,22	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	5 108,60	25 778,12
NEOLIA	2018	P	48 logts 2 à 16 rue des Raincères	CDC	98 000,00	79 833,02	11,00	A	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	A-1	EUR	997,91	6 207,68
NEOLIA	2021	P	Réhab. 12 logts 7 et 8 place Godard	CDC	113 400,00	102 876,08	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 623,34	3 139,02
NEOLIA	2019	P	Réh. 12 logts 7 et 8 place Godard	CDC	143 511,90	124 156,87	16,33	A	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	A-1	EUR	1 527,13	6 611,04
NEOLIA	2021	P	Réhab. 26 logts 17A et 17B rue de la Papèterie	CDC	291 200,00	264 175,61	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	6 736,48	8 060,71
NEOLIA	2019	P	Réh. 26 logts 17A et 17B rue de la Papèterie	CDC	185 769,50	160 715,32	16,33	A	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	A-1	EUR	1 976,80	8 557,68
NEOLIA	2021	P	Réh. 12 logts 9 et 9A rue Keller	CDC	132 600,00	123 214,21	22,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 388,39	2 116,08
NEOLIA	2019	P	Réh. 12 logts 9 et 9A rue Keller	CDC	100 330,60	90 013,70	21,50	A	F	Taux fixe à 1.37 %	1,370	F	Taux fixe à 1.37 %	1,370	A-1	EUR	1 233,19	3 533,62
NEOLIA	2021	P	Réhab. 26 logts 14 à 22 rue Gustave Courbet	CDC	187 200,00	169 827,18	17,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	4 330,60	5 181,88
NEOLIA	2019	P	Réh. 26 logts 14 à 22 rue Gustave Courbet	CDC	225 447,60	195 042,14	16,33	A	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	A-1	EUR	2 399,02	10 385,50
NEOLIA	2021	P	Réhab. 30 logts 5 cour de l'Orangerie	CDC	4 411,80	3 995,51	17,17	A	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	A-1	EUR	25,57	210,14
NEOLIA	2021	P	Construction 10 logts "Maison Tissot", rue Curie	CDC	105 000,00	98 699,29	27,25	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	730,37	3 185,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Construction 22 logts rue des Glaces	CDC	198 000,00	186 118,66	27,25	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	1 377,28	6 006,70
NEOLIA	2021	P	Construction 7 logts rue Charles Trénet	CDC	63 000,00	59 219,57	27,25	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	438,22	1 911,22
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logts rue du Puits	CDC	189 000,00	177 658,71	27,25	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	1 314,67	5 733,67
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logts rue du Puits	CDC	63 000,00	63 000,00	36,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhab. 45 logts 57 à 63 rue de la Combe Mirey	CDC	209 319,60	194 334,04	22,08	A	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	A-1	EUR	1 846,18	7 599,72
NEOLIA	2019	P	Const. 28 logts rue Joseph Briot	CDC	60 000,00	60 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	P	28 logts rue Joseph Briot	CDC	180 000,00	164 342,35	26,92	A	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	A-1	EUR	1 659,86	5 325,00
NEOLIA	2019	P	28 logts rue Joseph Briot	CDC	30 000,00	27 390,40	26,92	A	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	A-1	EUR	276,64	887,50
NEOLIA	2019	P	Const. 28 logts rue Joseph Briot	CDC	10 000,00	10 000,00	35,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	P	VEFA 4 logts "Nalanda" 19 rue des Saulniers	CDC	22 500,00	21 197,97	27,00	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	209,86	660,70
NEOLIA	2019	P	VEFA 4 logts "Nalanda" 19 rue des Saulniers	CDC	7 500,00	7 500,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	P	VEFA 4 logts "Nalanda" 19 rue des Saulniers	CDC	7 500,00	7 065,99	27,00	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	69,95	220,23
NEOLIA	2019	P	VEFA 4 logts "Nalanda" 19 rue des Saulniers	CDC	2 500,00	2 500,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	P	9 logts "Vergers de Cologne" place de la Nation	CDC	67 500,00	63 593,90	27,00	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	629,58	1 982,10
NEOLIA	2021	P	Réhab. 36 logts 9 rue Kuentzmann	CDC	108 584,40	98 487,97	17,08	A	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	A-1	EUR	787,90	5 108,87
NEOLIA	2020	P	Réh. 36 logts 9 rue Kuentzmann	CDC	108 000,00	108 000,00	26,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	F	8 logts 16 rue de Belfort	BANQUE POSTALE	354 000,00	134 714,24	2,54	X	V	(EONIA(Postfixé) + 0.54)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,549	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,566	A-1	EUR	5 942,58	0,00
NEOLIA	2010	P	changement d'usage de 41 logements	SFIL	600 000,00	420 791,37	16,33	T	F	Taux fixe à 4.33 %	4,401	F	Taux fixe à 4.33 %	4,401	A-1	EUR	17 932,41	17 888,01
NEOLIA	2015	C	10 logements 5 rue Stéphane Mallarmé	CREDIT AGRICOLE	308 149,50	184 889,66	12,00	T	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 3M	0,368	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor -0.5 sur Euribor 3M	4,587	A-1	EUR	7 668,22	15 407,48
NEOLIA	2015	P	35 logts "Patio Clotilde" 9 rue St Martin	Crédit Foncier	1 072 105,98	719 436,13	12,58	A	F	Taux fixe à 2.17 %	2,170	F	Taux fixe à 2.17 %	2,170	A-1	EUR	15 611,77	48 496,28
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 40 LOGEMENTS RUES DES BOUVREUILS ET DES PINSONS	CDC	141 621,90	138 750,15	47,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 006,43	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 40 LOGEMENTS RUES DES BOUVREUILS ET DES PINSONS	CDC	1 019 554,20	984 196,64	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35 431,08	1 538,50
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 40 LOGEMENTS RUES DES BOUVREUILS ET DES PINSONS	CDC	368 041,80	358 821,60	47,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 560,07	0,00
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 40 LOGEMENTS RUES DES BOUVREUILS ET DES PINSONS	CDC	536 344,90	519 995,71	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	14 197,08	0,00
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS PLACE GODARD	CDC	105 821,40	103 170,36	47,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 323,82	0,00
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS PLACE GODARD	CDC	534 384,00	515 851,87	37,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 570,67	806,39
NEOLIA	2021	P	REHABILITATION FOYER APAT RUE DU LYCEE	CDC	926 304,60	848 697,70	17,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	21 641,79	25 896,04
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 8 LOGEMENTS RUE DES JONCHETS	CDC	102 000,00	96 106,07	27,58	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	961,06	2 991,24
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 15 LOGEMENTS LOTISSEMENT LE PLANE	CDC	157 500,00	148 399,06	27,58	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	1 483,99	4 618,84
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 16 LOGEMENTS RUE DES VERGERS	CDC	168 000,00	158 235,53	27,75	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	1 519,06	4 952,65
NEOLIA	2021	P	CONSTRUCTION 16 LOGEMENTS RUE DES VERGERS	CDC	56 000,00	56 000,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 6 logements 2 rue des Prés	CDC	42 000,00	42 000,00	26,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	P	CONSTRUCTION 22 LOGEMENTS RUE JEAN DE BRY	CDC	449 899,50	434 297,24	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 634,70	678,90
NEOLIA	2019	P	CONSTRUCTION 22 LOGEMENTS RUE JEAN DE BRY	CDC	299 844,00	292 332,30	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 418,00	0,00
NEOLIA	2019	P	CONSTRUCTION 22 LOGEMENTS RUE JEAN DE BRY	CDC	132 304,50	128 271,52	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 502,11	0,00
NEOLIA	2019	P	CONSTRUCTION 22 LOGEMENTS RUE JEAN DE BRY	CDC	89 692,00	87 873,26	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 904,03	0,00
NEOLIA	2020	P	ACQUISITION VEFA 28 LOGEMENTS LE CLOS RONDOT	CDC	49 000,00	49 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	ACQUISITION VEFA 28 LOGEMENTS LE CLOS RONDOT	CDC	49 000,00	49 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2020	P	ACQUISITION VEFA 25 LOGEMENTS VILLA GENERATION RUE DES FLUTTES AGASSES	CDC	52 500,00	52 500,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2020	P	ACQUISITION VEFA 25 LOGEMENTS VILLA GENERATION RUE DES FLUTTES AGASSES	CDC	10 000,00	10 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	P	Réhabilitation de 20 logements rue des Peupliers	CDC	141 266,30	132 569,98	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	2 276,74
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	98 651,00	96 650,60	47,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 094,22	0,00
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	162 157,50	157 214,52	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 292,32	0,00
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	214 838,50	209 456,36	47,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 748,01	0,00
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	331 348,50	319 857,53	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 514,87	500,01
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	69 603,50	64 984,13	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	2 605,86	1 166,78
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	47 795,50	44 953,43	47,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	1 802,63	628,31
NEOLIA	2019	P	Construction de 28 logements rue Joseph Briot	CDC	8 960,50	8 365,82	37,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	335,47	150,21
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 6 logements rue des Grands Prés	CDC	56 316,40	50 850,27	17,92	A	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	A-1	EUR	167,81	2 746,60
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 30 logements avenue Clémenceau	CDC	75 000,00	75 000,00	37,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Réhabilitation de 45 logements La Combe Mirey	CDC	423 000,00	409 125,60	23,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	0,00	6 264,74
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	23 130,00	22 613,76	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	407,05	188,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	16 351,00	16 068,04	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	289,22	48,60
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	55 023,00	53 680,78	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 395,70	565,94
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	38 718,00	37 956,85	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	986,88	208,81
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	19 695,00	18 895,85	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	568,77	507,95
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	5 669,00	5 438,97	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	163,71	146,21
NEOLIA	2019	P	Acquisition en VEFA de 4 logements résidence "Nalanda" rue des Saulniers	CDC	17 366,00	16 720,94	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	503,30	387,58
NEOLIA	2019	P	Construction de 9 logements "Les Vergers de Cologne" place des Nations	CDC	238 317,00	228 646,98	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	6 882,27	6 146,38
NEOLIA	2019	P	Construction de 9 logements "Les Vergers de Cologne" place des Nations	CDC	89 352,00	86 033,03	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,760	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	2 589,59	1 994,17
NEOLIA	2022	P	Réhabilitation de 36 logements rue Kuentzmann	CDC	356 400,00	340 779,25	18,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	8 689,87	9 375,35
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 14 logements rue Robinson	CDC	90 548,50	86 165,58	18,00	A	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340	A-1	EUR	292,96	4 397,83
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 20 logements rue du Fort	CDC	40 409,60	38 880,67	23,00	A	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	A-1	EUR	178,85	1 535,97
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 19 logements rue Lamarck	CDC	227 787,60	212 876,23	13,00	A	F	Taux fixe à 0.26 %	0,260	F	Taux fixe à 0.26 %	0,260	A-1	EUR	553,48	14 950,15
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements "Le Clos Rondot"	CDC	147 000,00	143 724,23	38,00	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	833,60	3 294,77
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements "Le Clos Rondot"	CDC	147 000,00	143 724,23	38,00	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	833,60	3 294,77
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements VillaGénération rue des Fluttes Agasses	CDC	157 500,00	152 671,18	28,00	A	F	Taux fixe à 0.57 %	0,570	F	Taux fixe à 0.57 %	0,570	A-1	EUR	870,23	4 856,35

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements VillaGénération rue des Fluttes Agasses	CDC	30 000,00	29 080,23	28,00	A	F	Taux fixe à 0.57 %	0,570	F	Taux fixe à 0.57 %	0,570	A-1	EUR	165,76	925,02
NEOLIA	2020	P	Construction de 6 logements "Le Ranchot" rue de l'Espérance	CDC	63 000,00	61 596,10	38,00	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	357,26	1 412,04
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 40 logements rue Chopin	CDC	225 174,00	216 654,34	23,00	A	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	F	Taux fixe à 0.46 %	0,460	A-1	EUR	996,61	8 558,85
NEOLIA	2022	P	Acquisition en VEFA de 30 logements avenue Clémenceau	CDC	225 000,00	218 111,92	28,08	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	1 265,05	6 928,04
NEOLIA	2021	F	Construction de 15 logements L'Orée du Bois chemin des Montarmots	BANQUE POSTALE	682 500,00	218 599,57	4,62	X	F	(€STR(Postfixé) + 0.57)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	0,580	V	Taux fixe à 0.52 %	0,521	A-1	EUR	1 136,72	0,00
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 30 logements Cour de l'Orangerie	CDC	243 000,00	232 633,49	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	5 932,15	6 123,27
NEOLIA	2020	P	Construction de 10 logements rue Pierre Curie	CDC	198 608,90	195 016,60	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 902,76	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 10 logements rue Pierre Curie	CDC	128 625,70	126 920,65	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 836,84	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 10 logements rue Pierre Curie	CDC	73 367,00	72 176,00	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 831,36	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 10 logements rue Pierre Curie	CDC	46 805,50	46 281,66	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	925,27	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 22 logements rue des Glaces	CDC	524 162,40	514 681,72	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 217,56	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 22 logements rue des Glaces	CDC	187 319,40	184 836,30	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 587,64	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 22 logements rue des Glaces	CDC	244 900,80	240 925,21	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 113,14	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 22 logements rue des Glaces	CDC	92 985,00	91 944,33	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 838,17	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 7 logements rue Charles Trénet	CDC	150 850,80	148 122,32	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 242,90	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 7 logements rue Charles Trénet	CDC	88 198,80	87 029,65	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 630,92	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	Construction de 7 logements rue Charles Trénet	CDC	80 449,80	79 143,82	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 008,16	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 7 logements rue Charles Trénet	CDC	40 852,20	40 394,99	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	807,59	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 18 logements rue du Puits	CDC	429 961,70	422 184,85	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 943,56	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 18 logements rue du Puits	CDC	207 287,50	204 539,71	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 183,28	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 18 logements rue du Puits	CDC	181 862,80	178 910,54	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 539,60	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 18 logements rue du Puits	CDC	96 417,30	95 338,22	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 906,03	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 30 logements rue de la Charbonnière	CDC	99 530,40	94 836,13	18,33	A	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	A-1	EUR	578,50	4 722,90
NEOLIA	2021	P	Construction de 33 logements rues Weiss et Demangel	CDC	82 500,00	82 500,00	37,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition de 10 logements en VEFA "Le Moulin à Vent"	CDC	35 000,00	35 000,00	37,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 32 logements rue Kuentzmann	CDC	268 800,00	260 304,03	23,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	7 158,36	3 669,62
NEOLIA	2021	P	Construction de 33 logements rues Weiss et Demangel	CDC	247 500,00	240 449,06	28,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	A-1	EUR	2 548,76	7 125,68
NEOLIA	2021	P	Construction de 16 logements route de Dung	CDC	204 000,00	204 000,00	37,67	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	1 836,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction de 16 logements route de Dung	CDC	68 000,00	68 000,00	37,67	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 40 logements rue Georges Boillot	CDC	240 000,00	240 000,00	27,67	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition-amélioration de 5 logements rue de Belfort	CDC	15 000,00	15 000,00	37,67	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 10 logements "Le Moulin à Vent"	CDC	105 000,00	101 990,55	28,42	A	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	A-1	EUR	1 040,30	3 040,14
NEOLIA	2021	P	Construction 12 logements route de Dung	CDC	126 000,00	118 536,96	27,67	A	F	Taux fixe à 0.83 %	0,830	F	Taux fixe à 0.83 %	0,830	A-1	EUR	983,86	3 778,04
NEOLIA	2021	P	Construction 12 logements route de Dung	CDC	42 000,00	42 000,00	37,67	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	Construction de 8 logements rue des Jonchets	CDC	255 334,05	253 183,42	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 961,62	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 8 logements rue des Jonchets	CDC	121 178,55	120 749,10	48,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 650,27	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 8 logements rue des Jonchets	CDC	148 970,15	148 005,73	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 755,44	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 8 logements rue des Jonchets	CDC	72 706,45	72 605,96	48,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 451,56	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 15 logements lotissement "Le Plane"	CDC	107 732,10	107 034,65	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 715,85	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 15 logements lotissement "Le Plane"	CDC	59 686,90	59 604,40	48,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 191,63	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 15 logements lotissement "Le Plane"	CDC	343 939,40	341 042,46	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 071,46	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 15 logements lotissement "Le Plane"	CDC	154 025,90	153 480,05	48,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 639,73	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 16 logements rue des Vergers	CDC	184 536,10	183 882,13	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 558,80	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 16 logements rue des Vergers	CDC	421 210,30	417 662,52	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 783,49	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 16 logements rue des Vergers	CDC	69 800,50	69 704,03	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 393,54	0,00
NEOLIA	2020	P	Construction de 16 logements rue des Vergers	CDC	127 086,40	126 263,66	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 203,76	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 40 logements 1 à 5 et 2 à 4 rue Georges Boillot	CDC	126 663,60	120 649,19	18,67	A	F	Taux fixe à 0.54 %	0,540	F	Taux fixe à 0.54 %	0,540	A-1	EUR	651,51	6 046,89
NEOLIA	2021	P	Construction de 10 logements rue de la Liberté	CDC	105 000,00	101 917,16	28,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	876,49	3 109,35
NEOLIA	2021	P	Construction de 38 logements rue François Arago	CDC	285 000,00	276 632,30	28,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	2 379,04	8 439,67
NEOLIA	2021	P	Construction de 38 logements rue François Arago	CDC	95 000,00	95 000,00	37,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition de 24 logements en VEFA éco-quartier Vauban	CDC	60 000,00	60 000,00	37,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition de 24 logements en VEFA éco-quartier Vauban	CDC	180 000,00	174 715,14	28,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	1 502,55	5 330,32

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 31 logements rue de Champvallon	CDC	52 066,00	49 603,24	18,75	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	287,70	2 477,04
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 15 logements 1 rue des Airelles	CDC	336 440,30	324 139,56	23,75	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	2 398,63	12 391,76
NEOLIA	2021	P	Construction de 16 logements rue des Jardins	CDC	56 000,00	56 000,00	37,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction de 20 logements rue Pergaud	CDC	60 000,00	60 000,00	37,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	F	Construction de 12 logements "Les Jardins de Colette" rue François Arago	BANQUE POSTALE	545 000,00	545 000,00	5,46	X	V	(€STR(Postfixé) + 0.99)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	1,009	V	(€STR(Postfixé) + 0.99)-Floor 0 sur €STR(Postfixé) Taux fixe à 0.82 %	5,095	A-1	EUR	15 671,85	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 7 logements rue Lalance	CDC	21 000,00	21 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 6 logements rue des Prés	CDC	56 700,00	54 820,99	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 397,94	1 442,97
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 41 logements éco-quartier Vauban	CDC	307 500,00	298 739,74	28,83	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	A-1	EUR	3 166,64	8 853,12
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 60 logements rue des Déportés	CDC	538 788,00	513 766,34	18,83	A	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	A-1	EUR	3 956,00	25 214,33
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 30 logements rue Gutenberg	CDC	243 847,10	235 138,12	23,83	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	A-1	EUR	2 186,78	8 789,97
NEOLIA	2021	P	Construction de 16 logements rue des Jardins de Roide	CDC	168 000,00	164 591,71	38,92	A	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	A-1	EUR	1 711,75	3 443,73
NEOLIA	2021	P	Construction de 20 logements rue Pergaud	CDC	180 000,00	176 348,26	38,92	A	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	A-1	EUR	1 834,02	3 689,72
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 40 logements avenue Clémenceau	CDC	200 000,00	200 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Construction de 15 logements rue des Jardins	CDC	52 500,00	52 500,00	38,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Construction de 21 logements rue Neuve	CDC	73 500,00	73 500,00	38,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 14 logements rue Robinson	CDC	171 500,00	171 500,00	19,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	85,75	5 683,43
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 20 logements rue du Fort	CDC	217 000,00	217 000,00	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	542,50	4 772,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 19 logements rue Lamarck	CDC	102 600,00	102 600,00	14,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	-0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	-256,50	5 285,78
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements Le Clos Rondot	CDC	453 666,50	453 666,50	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	7 077,20	11 085,58
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements Le Clos Rondot	CDC	282 312,80	282 312,80	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	4 404,08	5 885,48
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements Le Clos Rondot	CDC	85 616,30	85 616,30	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	256,85	118,34
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements Le Clos Rondot	CDC	193 934,30	193 934,30	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	581,80	1 255,51
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements Le Clos Rondot	CDC	191 697,80	191 697,80	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 108,68	679,36
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 28 logements Le Clos Rondot	CDC	484 197,00	484 197,00	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 326,17	4 078,30
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	342 121,00	342 121,00	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 763,33	2 881,62
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	305 534,50	305 534,50	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 360,88	1 082,79
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	59 244,50	59 244,50	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	177,73	81,89
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	41 977,00	41 977,00	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	125,93	271,76
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	80 748,00	80 748,00	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	1 259,67	1 973,12
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	71 143,50	71 143,50	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	1 109,84	1 483,16
NEOLIA	2020	P	Acquisition en VEFA de 25 logements rue des Fluttes Agasses	CDC	18 757,50	18 757,50	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	292,62	458,35
NEOLIA	2020	P	Construction de 6 logements Le Ranchot, rue de l'Espérance	CDC	92 181,60	92 181,60	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 014,00	776,43
NEOLIA	2020	P	Construction de 6 logements Le Ranchot, rue de l'Espérance	CDC	101 469,20	101 469,20	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 116,16	359,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2020	P	Construction de 6 logements Le Ranchot, rue de l'Espérance	CDC	46 057,90	46 057,90	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	138,17	298,17
NEOLIA	2020	P	Construction de 6 logements Le Ranchot, rue de l'Espérance	CDC	55 139,00	55 139,00	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	165,42	76,21
NEOLIA	2020	P	Réhabilitation de 40 logements rue Chopin	CDC	240 000,00	240 000,00	19,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	120,00	7 953,49
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 30 logements avenue Clémenceau	CDC	141 143,00	141 143,00	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	888,58	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 30 logements avenue Clémenceau	CDC	144 819,50	144 819,50	49,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	1 658,57	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 30 logements avenue Clémenceau	CDC	437 994,00	437 994,00	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	5 367,77	0,00
NEOLIA	2021	P	Acquisition en VEFA de 30 logements avenue Clémenceau	CDC	363 994,50	363 994,50	49,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	6 273,81	0,00
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 36 logements rue des Auges	CDC	66 033,10	66 033,10	19,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	455,63	3 090,44
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 65 logements rue des Chênes	CDC	58 076,90	58 076,90	24,00	A	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	F	Taux fixe à 0.84 %	0,840	A-1	EUR	487,85	2 097,40
NEOLIA	2021	P	Réhabilitation de 20 logements impasse Fleming	CDC	170 426,20	170 426,20	19,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	1 175,94	7 976,17
NEOLIA	2022	P	Acquisition-amélioration de 8 logements 5 rue de Normandie	CDC	28 000,00	28 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Construction de 9 logements Les Rives de la Lanterne rue de Chaney	CDC	38 250,00	38 250,00	38,17	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Acquisition-amélioration de 10 logements rue Ernest Renan	CDC	25 000,00	25 000,00	38,17	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Construction de 16 logements rue Jules Verne	CDC	144 000,00	144 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	2 160,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Construction de 16 logements rue Jules Verne	CDC	48 000,00	48 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	18 logements et garages	CDC	147 453,38	36 099,00	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 299,56	36 099,00
NEOLIA	2021	P	1 pavillon	CDC	6 186,47	2 427,89	1,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	87,40	1 193,56
NEOLIA	2021	P	1 pavillon adapté "Au Village"	CDC	4 083,89	2 691,74	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	96,90	639,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Transformation foyer AMAT	CDC	3 431,85	1 129,83	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	29,38	1 129,83
NEOLIA	2021	P	10 logements 1 à 19 rue des Vergers	CDC	50 569,06	16 730,60	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	602,30	16 730,60
NEOLIA	2021	P	13 logements rue Ducret	CDC	535 766,25	463 733,47	16,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 694,40	19 868,80
NEOLIA	2021	P	12 logements route de Glay	CDC	77 336,28	70 406,82	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 534,65	928,81
NEOLIA	2021	P	7 logements rue de Picardie	CDC	186 268,33	178 010,43	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 628,27	3 179,63
NEOLIA	2021	P	20 logements vallon des Jonchets (lot 1)	CDC	80 213,43	76 697,20	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 761,10	889,50
NEOLIA	2021	P	Foyer de vie ADAPEI, 36 rue Paupin	CDC	337 255,44	316 546,76	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 395,68	4 175,89
NEOLIA	2021	P	8 logements rue du Cuchot	CDC	85 912,67	80 637,32	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 902,94	1 246,77
NEOLIA	2021	P	4 maisons Vallon des Jonchets	CDC	27 512,60	25 563,64	34,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	920,29	401,31
NEOLIA	2021	P	16 logements avenue du Général Leclerc	CDC	117 693,81	110 715,46	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 985,76	1 628,04
NEOLIA	2021	P	16 logements avenue du Général Leclerc	CDC	38 201,99	35 936,90	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 293,73	528,44
NEOLIA	2021	P	13 logements lotissement "Les Coteaux"	CDC	16 846,95	15 848,06	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	570,53	233,04
NEOLIA	2021	P	10 logements lotissement "Les Merisiers"	CDC	24 432,35	22 983,69	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	827,41	337,97
NEOLIA	2022	P	4 logements lieudit "Le Meix"	CDC	74 029,19	71 359,76	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 568,95	439,81
NEOLIA	2021	P	VillaGénération ancien site de la Piscine	CDC	62 343,32	56 750,96	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 475,52	1 846,96
NEOLIA	2021	P	VillaGénération ancien site de la Piscine	CDC	52 683,79	48 330,32	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 256,59	1 373,63
NEOLIA	2021	P	30 logements rue Debussy	CDC	218 597,00	218 597,00	19,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	A-1	EUR	109,30	5 162,93
NEOLIA	2021	P	30 logements rue de la Charbonnière	CDC	252 000,00	252 000,00	19,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	A-1	EUR	126,00	5 951,86
NEOLIA	2021	P	30 logements rue Debussy	CDC	210 000,00	210 000,00	19,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	A-1	EUR	105,00	4 959,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	40 logements rue Chopin	CDC	260 000,00	260 000,00	19,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	A-1	EUR	130,00	6 140,81
NEOLIA	2021	P	10 logements VEFA Le Moulin à Vent	CDC	117 092,50	117 092,50	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	737,17	0,00
NEOLIA	2021	P	10 logements VEFA Le Moulin à Vent	CDC	118 167,00	118 167,00	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	1 353,33	0,00
NEOLIA	2021	P	10 logements VEFA Le Moulin à Vent	CDC	101 819,90	101 819,90	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 247,84	0,00
NEOLIA	2021	P	10 logements VEFA Le Moulin à Vent	CDC	80 027,50	80 027,50	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 379,35	0,00
NEOLIA	2022	P	15 logements rue des Artisans	CDC	52 500,00	52 500,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	22 logements rue de la Grotte	CDC	112 200,00	112 200,00	20,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	22 logements rue de la Grotte	CDC	228 225,85	228 225,85	20,08	A	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	22 logements rue de la Grotte	CDC	56 100,00	56 100,00	20,08	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	8 logements rue de l'Egalité	CDC	28 000,00	28 000,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	13 logements 4 rue des Saulniers	CDC	32 500,00	32 500,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	33 logements rues Weiss et Demangel	CDC	175 268,50	175 268,50	49,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 020,93	0,00
NEOLIA	2021	P	33 logements rues Weiss et Demangel	CDC	179 467,00	179 467,00	39,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 199,43	0,00
NEOLIA	2021	P	33 logements rues Weiss et Demangel	CDC	327 892,50	327 892,50	49,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	3 755,26	0,00
NEOLIA	2021	P	33 logements rues Weiss et Demangel	CDC	254 494,00	254 494,00	39,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	1 602,18	0,00
NEOLIA	2022	P	15 logements rue des Artisans	CDC	157 500,00	157 500,00	39,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	2 772,00	2 745,97
NEOLIA	2022	P	10 logements rue Victor Hugo	CDC	30 000,00	30 000,00	38,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 080,00	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2002	P	Création résidence soc. 16 logts rue J. d'Arc (1)	CDC	375 069,00	198 718,65	14,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	5 365,40	10 921,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2002	P	Création résidence soc. 16 logts rue J. d'Arc (2)	CDC	146 449,68	107 089,31	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	2 891,41	2 362,48
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2003	P	Démol. reconst.15 pavillons "sous les vignes"	CDC	580 148,10	294 900,21	14,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	9 584,26	15 567,36
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2003	P	Démol. reconst. 15 pavillons "sous les vignes"	CDC	218 778,00	154 170,12	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 010,53	3 111,42
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2005	P	144 logts 11 à 15 rue du Piémont	CDC	683 641,50	87 336,67	1,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 838,44	42 805,75
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2005	P	Démo. + const. 10 à 16 rue des Flandres	CDC	505 847,30	286 939,53	16,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	9 325,53	11 753,44
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2005	P	Const. + démol. 10 à 16 rue des Flandres	CDC	252 252,70	187 225,02	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	6 084,81	2 546,86
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2005	P	8 logements 9 à 23 rue Arago	CDC	160 328,40	122 548,27	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	4 534,29	1 478,96
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2006	P	Réhabilitation 8 logts rue Arago	CDC	13 012,20	8 734,54	22,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	2,750	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	305,71	215,54
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	3 logts 31 rue Pesty	CDC	47 281,20	31 565,85	23,17	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	946,98	871,49
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	6 logts rue du Vieux réservoir	CDC	55 718,60	37 198,84	23,25	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 115,97	1 027,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	6 logts rue du Vieux réservoir	CDC	9 053,10	6 827,82	33,25	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	204,83	107,60
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	Construction 6 logts rue du Bois Carré	CDC	57 250,90	38 117,72	23,33	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 143,53	1 052,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	Construction 6 logts rue du Bois Carré	CDC	9 215,50	6 933,00	33,33	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	207,99	109,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	Acquisition 6 logts 1 rue des Bosquets	CDC	40 997,60	30 446,19	33,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	852,49	500,56
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	1 pavillon 2 chemin Echenoz St Paul	CDC	20 737,00	13 887,26	23,58	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	416,62	383,41
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	1 pavillon 2 chemin Echenoz St Paul	CDC	5 280,50	3 995,30	33,58	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	119,86	62,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	3 logements 48 Grande rue	CDC	93 664,90	71 041,03	33,67	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	2 131,23	1 119,59
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	17 logts rues Vieille Monnaie et Lecourbe	CDC	23 571,50	18 310,58	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	631,72	291,33
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	17 logts rues Vieille Monnaie et Lecourbe	CDC	80 813,50	53 347,16	23,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 493,72	1 588,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	3 logts 48 Grande rue	CDC	96 440,40	64 529,16	23,92	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 935,87	1 874,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	30 logts rue des Flandres	CDC	747 600,00	536 865,34	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,650	A-1	EUR	14 226,93	15 414,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	30 logts rue des Flandres	CDC	312 011,70	215 497,83	24,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	4 309,96	6 727,94
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	7 logts ancienne maison des oeuvres	CDC	92 565,85	64 361,12	24,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 287,22	2 009,38
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	15 logts "Les Meix Brenets"	CDC	79 291,10	55 131,20	24,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 102,62	1 721,22
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	15 logts "Les Meix Brenets"	CDC	8 756,30	6 801,16	34,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	136,02	136,04
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2007	P	31 logts rue Courbet	CDC	74 439,60	50 765,39	24,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	913,78	1 625,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	15 logts "Les Meix Brenets"	CDC	111 182,40	75 107,75	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	3,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	2 027,91	1 924,72
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	31 logts rue Courbet	CDC	143 564,40	96 066,71	24,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	3,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	2 593,80	2 740,33
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	16 logts 5 et 5bis route de Maîche	CDC	203 095,20	153 748,85	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	3,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 304,97	2 643,02
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	Acquis.amél. 9 logts 1 rue de Morteau	CDC	154 146,65	116 693,38	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	3,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 267,41	2 006,02

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	57 logts 2-4-6 place Bonneille	CDC	901 089,00	273 426,85	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	8 886,37	51 244,45
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	24 logts 8-10-12 avenue de la Gare	CDC	321 365,80	97 515,39	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 169,25	18 275,91
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	13 logts rue des Voironnes	CDC	66 263,40	43 506,04	24,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	1 000,64	1 307,01
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	13 logts rue des Voironnes	CDC	36 352,40	26 698,15	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	614,06	504,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	6 logts 52 rue de Besançon	CDC	43 082,20	29 819,10	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	3,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	506,92	921,61
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	6 logts 52 rue de Besançon	CDC	45 252,20	30 606,00	25,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	397,88	996,96
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2008	P	6 logts 52 rue de Besançon	CDC	27 335,00	20 451,65	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	265,87	449,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	112 logts 1 à 13 rue de la Rochette	CDC	523 932,50	193 221,99	5,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 955,99	28 373,95
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	Réh. 107 logts 13 A et B rue de Trey	CDC	1 839 568,00	905 127,69	10,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	29 416,65	62 006,51
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	21 logts rue du Parc	CDC	139 897,20	99 766,93	25,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	2 693,71	1 471,09

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	26 logts chemin de la Dinde - Carboussot Est	CDC	211 408,60	150 764,87	25,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	4 070,65	2 223,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	59 logts 52 rue de la Beuse aux Loups	CDC	180 000,00	75 743,06	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	1 704,22	9 859,93
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	27 logts rues du Creux du Loup et du Frêne	CDC	167 875,40	122 528,68	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	3 308,27	1 628,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	27 logts rue des Erables	CDC	261 969,15	191 205,69	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	5 162,55	2 540,59
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	33 logts 36 à 40 rue du Petit Chênois	CDC	183 351,00	131 666,41	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	3 554,99	2 092,90
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	16 logts 119 et 121 rue de Dole	CDC	11 841,00	9 371,04	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	262,39	49,89
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	28 logts 8 rue des Epinettes	CDC	67 927,80	57 256,63	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 488,67	635,01
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	28 logts 8 rue des Epinettes	CDC	940 975,80	724 916,59	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	2,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	3,400	A-1	EUR	17 398,00	15 347,78
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2010	P	28 logts 8 rue des Epinettes	CDC	465 921,00	343 980,50	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	1,350	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	5 503,69	8 448,55
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	28 logts 8 rue des Epinettes	CDC	33 634,20	27 089,67	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	758,51	161,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	19 logts "Allées Lagrange" 9 av. Léo Lagrange	CDC	150 218,00	125 829,75	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 529,87	372,47
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	19 logts "Allées Lagrange" 9 av. Léo Lagrange	CDC	183 489,00	136 216,13	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 814,05	2 102,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	19 logts "Allées Lagrange" 9 av. Léo Lagrange	CDC	62 772,50	50 558,25	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 415,63	302,12
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	18 logts 2 rue Jalat Thaler	CDC	304 223,50	184 586,04	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 645,10	10 435,31
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	12 logts lotissement "Les Changières"	CDC	581 882,00	451 848,25	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 266,54	5 530,58
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	12 logts lotissement "Les Changières"	CDC	65 567,60	55 144,21	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 985,19	163,23
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	12 logts lotissement "Les Changières"	CDC	130 141,20	96 984,22	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 715,56	1 497,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	12 logts lotissement "Les Changières"	CDC	14 664,30	11 856,69	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	331,99	70,85
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	12 logts 2 place Risler	CDC	90 000,00	30 072,05	3,00	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	571,37	7 307,10
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2011	P	12 logts 2 place Risler	CDC	174 000,00	112 327,90	13,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 920,53	6 754,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	24 logts 39 à 45 rue des Salines	CDC	256 041,25	165 481,64	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 957,34	8 648,50
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	8 logts "Carrés St Michel", 21 ch. des Vareilles	CDC	106 303,00	80 611,80	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 257,13	1 254,40
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	8 logts "Carrés St Michel", 21 ch. des Vareilles	CDC	36 913,50	30 095,00	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	842,66	202,76
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Réhab. 32 logts rues Burney et de Lattre	CDC	805 000,00	520 278,33	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 730,02	27 191,10
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	15 logts 5 rue du Jura	CDC	447 906,90	352 665,45	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 695,96	4 395,12
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	15 logts 5 rue du Jura	CDC	117 803,70	99 559,68	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 584,15	383,28
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	15 logts 5 rue du Jura	CDC	222 209,40	168 506,05	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 718,17	2 622,12
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	15 logts 5 rue du Jura	CDC	58 443,00	47 647,66	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 334,13	321,01
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	38 logts 67 Chalezeule ex PSR Bas Clairs Soleils	CDC	1 260 602,50	992 552,11	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35 731,88	12 369,76
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	38 logts 67 Chalezeule ex PSR Bas Clairs Soleils	CDC	154 016,00	130 163,86	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 685,90	501,09

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	38 logts 67 Chalezeule ex PSR Bas Clairs Soleils	CDC	382 683,00	290 196,57	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 125,50	4 515,74
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	38 logts 67 Chalezeule ex PSR Bas Clairs Soleils	CDC	46 755,00	38 118,63	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 067,32	256,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	9 logts allée Abbé Pierre	CDC	116 422,80	88 012,56	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 464,35	1 621,48
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	9 logts allée Abbé Pierre	CDC	16 478,10	13 390,31	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	374,93	130,78
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Prêt compacté n° 86	CDC	92 614,27	78 489,30	33,12	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	2 904,10	927,47
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Prêt compacté n° 87	CDC	596 371,97	363 810,91	13,01	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.49	0,922	V	Livret A(Préfixé) + 1.49	4,490	A-1	EUR	15 752,19	19 240,72
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Prêt compacté n° 97	CDC	192 393,02	153 427,74	32,76	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.18)	2,070	V	Livret A(Préfixé) + (-0.18)	2,820	A-1	EUR	4 326,66	2 400,72
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Prêt compacté n° 98	CDC	638 477,44	519 908,55	33,07	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.14)	2,110	V	Livret A(Préfixé) + (-0.14)	1,860	A-1	EUR	9 670,30	9 605,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Prêt compacté n° 100	CDC	682 816,06	555 154,52	33,07	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.17)	2,080	V	Livret A(Préfixé) + (-0.17)	1,830	A-1	EUR	10 159,33	10 324,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	7 logts 4 rue des Hussards	CDC	120 742,50	95 222,42	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 428,01	1 186,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	7 logts 4 rue des Hussards	CDC	53 727,65	40 801,56	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 142,44	634,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Prêt n° 446161 réaménagé	CDC	348 748,82	105 851,41	4,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,852	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 025,10	22 954,68
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2012	P	Réhab. 188 logts 1 à 9 rue des Causses	CDC	728 000,00	492 834,96	14,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	11 088,79	27 987,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 pavillons 12 à 32 rue Lecuyer	CDC	112 000,00	75 909,67	14,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 467,06	3 513,04
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 pavillons 12 à 32 rue Lecuyer	CDC	199 057,60	136 653,70	14,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 919,53	6 129,40
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logements 1 place Risler	CDC	64 000,00	43 376,95	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	1 409,75	2 007,45
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logements 1 place Risler	CDC	193 925,50	133 130,52	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 792,70	5 971,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	13 logts "Les Ages du Four"	CDC	542 352,30	436 545,39	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 715,63	3 681,36
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	13 logts "Les Ages du Four"	CDC	98 219,80	84 182,32	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 030,56	13,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	13 logts "Les Ages du Four"	CDC	262 322,20	203 934,66	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 710,17	2 381,87

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	13 logts "Les Ages du Four"	CDC	47 506,90	39 379,33	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 102,62	127,93
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	23 logts VEFA 1 rue Charles Viancin, Le Trident	CDC	197 453,50	169 233,69	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 092,41	26,53
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	23 logts VEFA 1 rue Charles Viancin, Le Trident	CDC	298 554,00	232 101,98	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 498,86	2 710,85
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	23 logts VEFA 1 rue Charles Viancin, Le Trident	CDC	112 744,00	93 455,54	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 616,76	303,61
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	1 pavillon 4 rue Fresnel	CDC	22 150,00	17 169,27	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	480,74	248,12
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	11 logts 3 place Risler	CDC	82 500,00	55 915,62	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	1 817,26	2 587,73
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts "Ilots Montboucons", chemin Escale	CDC	68 921,00	53 580,60	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 500,26	625,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts "Ilots Montboucons", chemin Escale	CDC	30 723,00	25 466,85	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	713,07	82,74
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	59 logts 1 à 8 place Jaurès et 31 rue Pesty	CDC	495 600,00	335 900,30	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	10 916,76	15 545,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	59 logts 1 à 8 place Jaurès et 31 rue Pesty	CDC	814 800,00	559 362,94	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 137,07	25 089,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts rue du général de Gaulle	CDC	158 780,30	127 804,03	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 600,94	1 077,76
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts rue du général de Gaulle	CDC	68 474,70	58 688,38	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 112,78	9,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts rue du général de Gaulle	CDC	55 829,90	43 403,31	29,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 215,29	506,93
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts rue du général de Gaulle	CDC	24 077,20	19 958,04	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	558,83	64,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	Réhabilitation 11 logts 4 place Risler	CDC	82 500,00	55 915,62	14,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	1 817,26	2 587,73
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Ste Colette" 10B rue de la Cassotte	CDC	66 875,50	54 173,36	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 950,24	456,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Ste Colette" 10B rue de la Cassotte	CDC	28 400,50	24 498,70	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	881,95	3,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Ste Colette" 10B rue de la Cassotte	CDC	72 895,50	57 027,84	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 596,78	666,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Ste Colette" 10B rue de la Cassotte	CDC	30 957,00	25 823,37	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	723,05	83,89
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logts "La Verdolle", 1-3 impasse Victor Hugo	CDC	481 481,65	387 549,91	29,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 951,80	3 268,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logts "La Verdolle", 1-3 impasse Victor Hugo	CDC	50 164,45	42 995,01	39,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 547,82	6,74
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logts "La Verdolle", 1-3 impasse Victor Hugo	CDC	83 370,55	64 813,98	29,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 814,79	757,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logts "La Verdolle", 1-3 impasse Victor Hugo	CDC	8 686,15	7 200,10	39,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	201,60	23,39
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Le Patio Mallarmé", 12 rue Mallarmé	CDC	74 614,50	60 442,45	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 175,93	509,71
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Le Patio Mallarmé", 12 rue Mallarmé	CDC	32 669,50	28 181,23	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 014,52	4,42
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Le Patio Mallarmé", 12 rue Mallarmé	CDC	29 018,00	22 701,44	29,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	635,64	265,15
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	4 logts "Le Patio Mallarmé", 12 rue Mallarmé	CDC	12 705,00	10 598,10	39,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	296,75	34,43
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	16 logts avenue du Maréchal Leclerc	CDC	406 407,40	327 607,31	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 793,86	2 762,70
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	16 logts avenue du Maréchal Leclerc	CDC	35 561,40	30 526,01	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 098,94	4,79
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	16 logts avenue du Maréchal Leclerc	CDC	395 093,30	307 568,79	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 611,93	3 592,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	16 logts avenue du Maréchal Leclerc	CDC	34 571,60	28 696,54	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	803,50	93,23
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts Balcons Chaprais rues Garilbadi et Balcon	CDC	158 494,00	127 762,90	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 599,46	1 077,42
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts Balcons Chaprais rues Garilbadi et Balcon	CDC	75 962,00	65 205,91	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 347,41	10,22
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts Balcons Chaprais rues Garilbadi et Balcon	CDC	42 082,00	32 759,62	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	917,27	382,62
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts Balcons Chaprais rues Garilbadi et Balcon	CDC	20 169,00	16 741,51	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	468,76	54,39
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	1 logt 33 boulevard Diderot	CDC	51 597,50	42 829,10	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 199,21	139,14
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	1 logt 18 rue Métin	CDC	11 962,50	10 268,65	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	369,67	1,61
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logts 12 rue de l'Ecole	CDC	151 092,60	117 621,24	29,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 293,39	1 373,77
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	8 logts 12 rue de l'Ecole	CDC	34 275,40	28 450,68	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	796,62	92,43
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	12 logements PLA Champ Banet	CDC	69 901,48	13 772,44	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	537,13	13 772,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	22 logts rue du Chapitre	CDC	42 305,13	18 020,00	2,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	702,78	5 770,86
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	5 logements rue de la Chapelle	CDC	90 042,86	38 354,02	2,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 495,81	12 282,79
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	24 logements rue du Chapître	CDC	128 574,29	72 677,27	3,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 834,41	17 105,76
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	2 logements rue Neuve	CDC	13 864,84	6 739,73	3,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	242,63	1 601,18
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	22 logements rue du Chapître	CDC	30 447,35	18 725,23	4,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	543,03	3 601,48
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	24 logements "Compassion"	CDC	15 292,76	9 321,87	4,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	242,37	1 814,85
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	42 logements ZAC des Portes du Jura	CDC	517 941,23	279 619,59	4,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 066,31	52 243,68
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	99 logements à la Bouloie	CDC	461 715,29	288 744,72	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	11 261,04	36 488,27
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	22 logements rue du Chapître	CDC	12 324,49	7 260,15	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	261,37	1 095,10
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	1 logement rue des Arbues	CDC	16 072,38	9 561,16	5,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	344,20	1 442,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	3 logement rue de Villedieu	CDC	25 560,71	15 964,48	6,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	574,72	2 021,90
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	5 logements très sociaux rue de la Tannerie	CDC	66 567,94	41 576,41	6,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 496,75	5 265,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Pôle sportif Montboucons (32 logements)	CDC	201 343,70	172 979,43	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 016,40	8 649,58
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Réhabilitation foyer Denise Viennet	CDC	58 214,00	34 497,53	5,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 241,91	5 230,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logements 9 à 23 rue Arago	CDC	302 869,92	281 804,00	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 144,94	4 557,46
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Réhab. 36 logts 12 et 13 rue des Charrières	CDC	177 644,20	88 152,46	2,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 173,49	28 172,62
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	45 logts 10-12-14 rue de la Fontaine	CDC	99 930,26	43 872,31	2,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 579,40	14 006,29
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	38 logts 26 à 34 route de Laire	CDC	93 274,40	40 950,19	2,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 474,21	13 073,40
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	102 logts 17 à 21 rue du Piémont	CDC	212 281,90	93 644,37	2,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 371,20	29 896,08
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Changement usage 7 logements 3 à 13 rue Bizet	CDC	73 337,07	50 302,99	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 810,91	5 373,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	84 logts 2 à 6 rue Bainier	CDC	219 246,22	96 716,56	2,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 481,80	31 040,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 22	CDC	377 040,84	93 080,78	1,09	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 326,79	74 120,14
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 25	CDC	152 816,29	37 727,45	1,09	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	943,11	30 041,96
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 27	CDC	142 303,22	35 131,96	1,09	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	878,22	27 975,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 55	CDC	520 055,87	483 803,46	33,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	18 868,33	5 416,10
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 56	CDC	937 725,90	795 855,14	18,09	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	27 865,60	30 750,76
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt n° 1225719 réaménagé	CDC	90 854,04	63 384,26	8,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 163,22	6 690,19
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	17 logts rues Vieille Monnaie et Lecourbe	CDC	307 120,07	280 854,04	26,08	A	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	A-1	EUR	3 173,65	8 953,96
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Menuiseries 280 logts rue Boissy d'Anglas	CDC	242 428,83	142 167,58	3,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	4 265,03	33 024,67
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	70 logts 25 à 37 rue Boissy d'Anglas	CDC	158 912,30	93 190,97	3,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 795,73	21 647,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	82 logts rues de Provence et Sous les Vignes	CDC	398 391,90	207 209,37	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	8 288,37	46 589,05
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	19 logts "Allées Lagrange" 9 av. Léo Lagrange	CDC	378 965,73	347 908,19	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 304,89	4 148,75
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	24 logts 39 à 45 rue des Salines	CDC	219 664,02	137 086,55	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	5 483,46	19 018,51
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Carrés St Michel", 21 ch. des Vareilles	CDC	240 837,04	221 562,74	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 835,48	2 696,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Carrés St Michel", 21 ch. des Vareilles	CDC	94 634,80	89 581,58	39,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 178,02	330,86
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 91	CDC	4 609 166,29	2 784 743,43	5,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	103 135,08	454 841,14
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 2	CDC	348 258,74	266 591,15	10,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	10 246,38	17 958,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 3	CDC	278 198,93	234 487,06	15,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	9 125,27	8 058,33
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 24	CDC	839 619,62	642 726,65	10,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	24 703,10	43 295,33
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Restruct. foyer Marceau rue Colonel Maurin	CDC	984 631,11	807 807,12	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	28 153,13	41 197,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	9 logts allée Abbé Pierre	CDC	349 421,45	320 453,45	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 319,58	4 878,68
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	9 logts allée Abbé Pierre	CDC	51 468,11	48 558,30	39,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 720,55	338,36
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 68	CDC	508 903,14	471 831,88	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.83	0,331	V	Livret A(Préfixé) + 0.83	3,830	A-1	EUR	17 712,35	7 493,52
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 21	CDC	27 069,26	19 054,33	8,09	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	722,53	1 945,38
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 37	CDC	2 975 549,22	2 546 734,84	18,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	99 066,84	89 518,23
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 43	CDC	1 803 103,73	1 338 335,68	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	51 009,37	118 836,31
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 89	CDC	3 326 569,40	2 969 268,16	21,08	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	29 395,75	121 466,35
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 90	CDC	98 071,30	53 089,97	8,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 013,13	5 420,28
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 93	CDC	5 264 020,24	4 505 408,23	18,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	175 258,35	158 365,98
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 94	CDC	8 135 391,73	6 269 679,94	11,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	240 749,16	434 715,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 107	CDC	15 069 352,04	13 986 712,77	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,348	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	534 561,40	218 916,28
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 108	CDC	616 967,68	567 723,97	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 034,50	10 112,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 110	CDC	3 310 882,81	3 100 948,47	33,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.62	0,279	V	Livret A(Préfixé) + 0.62	3,620	A-1	EUR	110 240,73	39 353,91
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt n° 479600 réaménagé	CDC	173 202,49	143 248,81	15,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	5 549,79	6 572,73
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Réhab. 188 logts 1 à 9 rue des Causses	CDC	182 237,57	149 510,63	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 210,64	7 624,91
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Réhab. 188 logts 1 à 9 rue des Causses	CDC	636 380,43	547 961,82	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	4 876,86	29 999,04
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	23 logts VEFA 1 rue Charles Viancin, Le Trident	CDC	465 759,41	431 651,62	30,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 288,30	3 521,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	11 logts 3 place Risler	CDC	215 316,13	185 400,14	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	1 650,06	10 150,03
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	6 logts "Ilots Montboucons", chemin Escale	CDC	105 509,74	97 783,22	30,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 463,29	797,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	6 logts "Ilots Montboucons", chemin Escale	CDC	48 635,53	46 296,32	40,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 645,20	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Réhabilitation 11 logts 4 place Risler	CDC	169 282,47	145 762,38	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	1 297,29	7 980,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	1 logt 18 rue Métin	CDC	32 332,62	29 964,87	30,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 061,31	244,44
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts 12 rue de l'Ecole	CDC	206 534,58	191 409,94	30,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 779,39	1 561,38
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts 12 rue de l'Ecole	CDC	48 454,94	46 124,43	40,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 639,09	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	150 logts 1 à 9 rue du Piémont	CDC	1 407 059,52	1 211 562,86	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	10 782,91	66 328,93
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	6 logements quartier Rosemont	CDC	134 801,19	116 071,94	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	1 033,04	6 354,54
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	1 logement rue Boileau	CDC	28 814,18	24 810,74	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	220,82	1 358,31
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	9 logts "Le Bouillet" route de Novillars	CDC	300 458,00	280 628,40	31,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 953,85	1 199,28
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	9 logts "Le Bouillet" route de Novillars	CDC	143 255,38	136 889,38	41,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 390,77	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Chaufferie gaz 29-31-33 chemin des Grands Bas	CDC	177 278,11	152 647,12	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	1 358,56	8 356,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Carrés du Petit Saône" rue de la Gare	CDC	267 518,98	249 863,28	31,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 862,61	1 067,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Carrés du Petit Saône" rue de la Gare	CDC	123 332,14	117 851,50	41,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 780,12	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	124 logts 15 à 21 rue Schlumberger	CDC	933 243,59	803 578,84	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	7 151,85	43 993,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Petit Champsol" route de Besançon	CDC	372 303,25	349 747,68	32,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 416,59	659,49
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Petit Champsol" route de Besançon	CDC	147 324,14	141 203,56	42,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 251,79	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Travaux parkings rues Rembrandt et Renoir	CDC	213 619,68	190 675,16	21,08	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	1 887,68	7 800,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	9 logts rue Girardot	CDC	139 923,43	124 894,49	21,08	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	1 236,46	5 109,17
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	5 logts rue Saint-Hilaire	CDC	154 883,11	145 499,70	32,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 165,46	274,35
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	5 logts rue Saint-Hilaire	CDC	68 746,89	65 890,80	42,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 984,04	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	40 logts 11 et 13 rue Georges Monneur	CDC	956 428,56	898 484,36	32,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	31 897,59	1 694,16

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	15 logts avenue Ile de France	CDC	85 554,93	82 347,43	42,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 366,68	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	1 logt 33 boulevard Diderot	CDC	26 543,65	25 057,81	32,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	892,50	7,44
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	1 logt 33 boulevard Diderot	CDC	13 802,88	13 285,41	42,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	381,82	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	38 logts 31 à 33 rue de Fontaine Ecu	CDC	341 849,32	329 033,21	42,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 456,49	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	38 logts 31 à 33 rue de Fontaine Ecu	CDC	1 062 992,40	1 003 488,93	32,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35 742,07	297,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts "Le Coteau des Epenottes"	CDC	222 966,24	214 607,11	42,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 167,86	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts "Le Coteau des Epenottes"	CDC	475 904,74	449 264,87	32,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 001,83	133,41
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	66 logts 34-36 avenue Ile de France	CDC	541 645,64	483 468,39	21,08	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	4 786,34	19 777,65
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Les Carrés de la Banne" route de Besançon	CDC	154 887,39	149 299,26	43,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 201,54	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	8 logts "Les Carrés de la Banne" route de Besançon	CDC	373 079,27	353 054,41	33,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 400,36	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	23 logts "Domaine St Vincent" av. Fontaine Argent	CDC	496 466,27	469 818,64	33,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,274	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 501,49	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 99	CDC	116 213,24	88 960,95	10,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	3 419,19	5 992,58
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 45	CDC	1 216 940,45	887 816,26	9,12	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	33 838,25	78 832,85
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt n° 469242 réaménagé	CDC	222 705,49	184 190,75	15,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	7 135,99	8 451,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 26	CDC	1 091 754,40	659 610,80	5,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	24 429,18	107 736,35
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 44	CDC	490 043,38	362 457,10	9,01	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	13 814,70	32 184,07
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt compacté n° 58	CDC	2 925 355,66	2 675 168,64	26,08	A	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	A-1	EUR	30 229,41	85 287,47
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt n° 479601 réaménagé	CDC	509 546,57	421 425,42	15,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	16 327,04	19 336,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Prêt n° 1103632 réaménagé	CDC	190 771,42	169 644,55	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	6 626,65	4 080,34
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	84 logts étudiants Portes du Jura 23 rue Ravel	CDC	598 143,77	523 362,73	16,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	20 411,15	14 569,31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	84 logts étudiants Portes du Jura 23 rue Ravel	CDC	131 910,03	125 521,54	36,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 294,14	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	174 logts rue Walter, Mont Chevis	CDC	1 615 804,76	1 391 305,06	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	12 382,62	76 169,20
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	15 logts 2 et 4 rue Loerrach, Mont Chevis	CDC	139 320,46	119 963,30	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	1 067,67	6 567,58
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	16 logts 1 et 3 rue Greensboro, Mont Chevis	CDC	148 530,15	127 893,39	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	1 138,25	7 001,72
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	6 logts 36 route de Laire, Mont Chevis	CDC	55 845,43	48 086,26	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	427,97	2 632,56
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	24 logts 50 rue de la Beuse aux Loups	CDC	290 193,19	249 873,79	16,08	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	2 223,88	13 679,74
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	12 logts 4 et 6 rue des Usines	CDC	66 938,45	34 815,65	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 392,63	7 827,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	12 logements 19 rue de la Croze	CDC	551 415,40	447 836,84	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 122,13	2 519,88
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	12 logements 19 rue de la Croze	CDC	78 298,60	67 737,63	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 249,01	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	12 logements 19 rue de la Croze	CDC	268 417,25	210 386,42	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 890,82	1 903,41

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	12 logements 19 rue de la Croze	CDC	38 114,00	31 858,72	39,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	892,04	16,86
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	306 724,60	252 683,03	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 569,76	3 573,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	111 732,60	97 272,36	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 529,08	610,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	118 624,10	94 643,51	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 703,58	1 665,51
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	43 211,70	36 471,17	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	656,48	351,41
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	20 logts "La Lanne" route de Glay	CDC	848 774,50	689 339,64	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 816,23	3 878,78
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	20 logts "La Lanne" route de Glay	CDC	141 693,30	122 581,56	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 069,93	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	20 logts "la Lanne" route de Gray	CDC	405 454,00	317 796,33	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 898,30	2 875,19
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	20 logts "La Lanne" route de Glay	CDC	67 685,80	56 577,15	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 584,16	29,95
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	3 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	98 804,30	81 396,06	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 116,30	1 151,28

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	3 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	38 154,90	33 216,95	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	863,64	208,43
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	3 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	57 537,90	45 906,27	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	826,31	807,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	3 logts 109 rue du général Leclerc	CDC	22 219,40	18 753,43	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	337,56	180,70
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	174 logts rue Walter, Mont Chevis	CDC	1 461 600,00	1 034 377,42	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	18 101,60	52 700,63
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	15 logts 2 et 4 rue Loerrach, Mont Chevis	CDC	121 500,00	85 985,79	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 504,75	4 380,90
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	16 logts 1 et 3 rue Greensboro, Mont Chevis	CDC	124 800,00	88 321,22	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 545,62	4 499,89
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logts 36 route de Laire, Mont Chevis	CDC	46 800,00	33 120,47	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	579,61	1 687,46
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts "Clinique Lucine" impasse de la Mairie	CDC	192 147,60	158 293,27	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 115,62	2 238,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts "Clinique Lucine" impasse de la Mairie	CDC	72 119,40	62 785,82	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 632,43	393,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts "Clinique Lucine" impasse de la Mairie	CDC	126 016,20	100 541,26	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 809,74	1 769,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	10 logts "Clinique Lucine" impasse de la Mairie	CDC	47 298,00	39 920,04	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	718,56	384,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	80 logts 34 à 40 rue Danton	CDC	330 023,50	239 570,95	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 228,84	11 335,01
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	80 logts 34 à 40 rue Danton	CDC	560 000,00	396 313,19	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	6 935,48	20 191,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	6 logements quartier Rosemont	CDC	45 000,00	31 846,60	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	557,32	1 622,56
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2013	P	1 logement 1 rue Boileau	CDC	7 500,00	5 307,77	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	92,89	270,43
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	9 logts "Le Bouillet" route de Novillars	CDC	170 794,40	136 606,55	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 824,98	1 085,67
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	9 logts "Le Bouillet" route de Novillars	CDC	79 228,80	67 036,51	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 870,77	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	24 logts 50 rue de la Beuse aux Loups	CDC	158 400,00	112 234,57	15,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 086,45	4 671,41
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	3 pavillons 4-9-13 rue du Maréchal Leclerc	CDC	95 795,00	69 619,11	15,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 506,29	2 647,50
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	Réhab. 30 pavillons 1 à 35 rue de l'Espérance	CDC	1 156 000,00	840 124,11	15,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 244,47	31 948,53

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	Réhab. 30 pavillons 1 à 35 rue de l'Espérance	CDC	380 800,00	269 816,48	15,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	7 419,95	11 230,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	9 logts 6 Place Mercier	CDC	200 000,00	145 350,20	15,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 232,61	5 527,43
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	9 logts 6 Place Mercier	CDC	67 500,00	47 827,24	15,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 315,25	1 990,66
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	8 logts "Carrés du Petit Saône" rue de la Gare	CDC	73 700,20	62 358,68	40,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 740,39	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	8 logts "Carrés du Petit Saône" rue de la Gare	CDC	164 309,60	131 419,81	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 679,75	1 044,45
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	8 logts - Liberty - rue de la Bruyère - Oupans	CDC	380 630,85	315 879,86	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 371,68	1 432,63
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	8 logts - Liberty - rue de la Bruyère - Oupans	CDC	125 018,85	109 641,61	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 573,15	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	8 logts - Liberty - rue de la Bruyère - Oupans	CDC	217 289,75	174 650,61	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 890,22	1 388,02
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	8 logts - Liberty - rue de la Bruyère - Oupans	CDC	71 369,40	60 683,88	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 693,49	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	42 logts 2 à 8 rue des Sorbiers	CDC	1 010 484,30	741 598,49	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	26 697,55	27 247,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	42 logts 2 à 8 rue des Sorbiers	CDC	411 600,00	294 534,54	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	8 099,70	11 893,32
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	17 logts 1 à 33 rue de la Nésillière	CDC	325 121,60	249 151,67	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 477,94	10 543,63
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	17 logts 1 à 33 rue de la Nésillière	CDC	202 300,00	151 742,45	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 655,49	6 979,74
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	2 logts 6 rue Neuve	CDC	115 368,00	88 410,40	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 298,67	3 741,36
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2014	P	124 logts 15 à 21 rue Schlumberger	CDC	992 000,00	744 085,65	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	13 021,50	34 225,91
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	8 logts "Le Petit Champsol" route de Besançon	CDC	241 044,70	199 052,83	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 573,48	1 120,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	8 logts "Petit Champsol" route de Besançon	CDC	93 347,00	80 934,67	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 104,42	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	8 logts "Carrés Haendel" ZAC des Hauts Bois	CDC	255 789,80	214 960,94	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 738,59	1 067,19
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	8 logts "Carrés Haendel" ZAC des Hauts Bois	CDC	98 926,10	87 187,85	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 923,34	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	8 logts "Carrés Haendel" ZAC des Hauts Bois	CDC	255 789,80	209 002,02	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 852,06	1 724,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	8 logts "Carrés Haendel" ZAC des Hauts Bois	CDC	98 926,10	84 853,88	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 375,91	58,16
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	48 logements rue des Jeannettes	CDC	771 286,60	591 735,30	16,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 302,47	19 517,78
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	13 logts rue de la Craie	CDC	563 772,30	473 783,65	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 056,21	2 352,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	13 logts rue de la Craie	CDC	181 676,60	160 119,43	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 368,67	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	13 logts rue de la Craie	CDC	252 680,40	206 461,39	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 780,92	1 703,28
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	13 logts rue de la Craie	CDC	81 426,80	69 843,86	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 955,63	47,87
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	Collectes ordures ménagères diverses rues	CDC	200 000,00	153 441,11	16,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 523,88	5 061,10
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	9 logts rue Girardot	CDC	67 500,00	51 399,91	16,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 413,50	1 755,30
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	5 logts rue Saint-Hilaire	CDC	94 959,20	78 998,09	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 211,95	444,86
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	5 logts rue Saint-Hilaire	CDC	41 248,90	36 029,27	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	936,81	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	40 logts 11 et 13 rue Georges Monneur	CDC	209 757,50	188 487,70	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 761,51	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	40 logts 11 et 13 rue Georges Monneur	CDC	472 034,50	392 693,11	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 995,41	2 211,36
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	40 logts 11 et 13 rue Georges Monneur	CDC	96 044,00	83 890,62	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 181,28	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	75 logts rue du Clos Saint Michel	CDC	1 489 240,90	1 153 799,38	16,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 536,78	38 056,89
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	15 logts avenue Ile de France	CDC	574 005,00	497 055,81	31,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 894,01	386,86
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	15 logts avenue Ile de France	CDC	156 597,00	131 603,32	31,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 684,89	575,54
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	15 logts avenue Ile de France	CDC	24 481,50	21 602,81	41,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	534,16	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	159 logts, rues Danton et Boissy d'Anglas	CDC	2 286 800,00	1 774 083,70	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	63 867,01	56 231,67
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	38 logts 31 à 33 rue de Fontaine Ecu	CDC	105 352,00	93 517,85	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 683,32	553,87
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	38 logts 31 à 33 rue de Fontaine Ecu	CDC	334 798,00	285 095,74	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 131,72	3 733,22

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	10 logts "Le Coteau des Epenottes"	CDC	100 227,75	88 969,21	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 601,45	526,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	10 logts "Le Coteau des Epenottes"	CDC	218 630,20	186 173,56	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 351,12	2 437,87
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	"Les Jardins de Courbet", rue Saint-Louis	CDC	20 801,20	18 464,61	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	332,36	109,36
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	"Les Jardins de Courbet", rue Saint-Louis	CDC	66 003,70	56 205,16	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 011,69	735,98
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	"Les Jardins de Courbet", rue Saint-Louis	CDC	104 007,40	94 743,28	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 463,33	219,98
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2015	P	"Les Jardins de Courbet", rue Saint-Louis	CDC	330 019,20	288 507,73	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 501,20	2 729,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	8 logts "Les Carrés de la Banne" route de Besançon	CDC	98 261,70	87 440,87	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 112,36	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	8 logts "Les Carrés de la Banne" route de Besançon	CDC	240 479,45	205 288,34	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 748,07	697,99
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	23 logts "Domaine St Vincent" av. Fontaine Argent	CDC	222 829,00	203 481,92	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 819,15	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	23 logts "Domaine St Vincent" av. Fontaine Argent	CDC	203 026,00	173 315,73	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 852,84	589,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	23 logts "Domaine St Vincent" av. Fontaine Argent	CDC	86 589,00	77 053,60	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 861,43	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	5 logts 55 Grande rue	CDC	48 481,80	42 488,06	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 521,39	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	5 logts 55 Grande rue	CDC	72 757,20	62 110,10	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 739,08	211,18
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	5 logts 55 Grande rue	CDC	28 399,80	25 933,99	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	741,66	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	5 logts 55 Grande rue	CDC	42 619,80	37 926,40	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	916,21	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	559 298,60	490 153,29	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 551,13	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	85 104,60	75 732,66	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 829,51	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	208 487,30	177 977,84	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 983,38	605,14
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	228 306,40	208 483,74	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 962,19	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	86 332,40	76 825,26	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 855,91	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	564 428,20	494 648,73	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 712,10	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	210 399,70	179 610,37	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 029,09	610,69
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	15 logts ZAC "A la Ville"	CDC	231 600,60	211 491,92	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 048,21	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	4 logts 6bis rue Principale	CDC	263 500,00	220 267,49	27,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 929,63	1 780,56
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	8 logts 4 et 6 rue des Tilles	CDC	449 980,65	398 231,57	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 259,65	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	8 logts 4 et 6 rue des Tilles	CDC	147 164,75	135 709,91	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 881,01	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	8 logts 4 et 6 rue des Tilles	CDC	155 452,25	134 020,30	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 752,57	455,68
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	8 logts 4 et 6 rue des Tilles	CDC	50 840,20	45 690,36	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 103,77	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	29 logts chemin des Justices	CDC	694 455,00	614 590,67	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 006,92	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	29 logts chemin des Justices	CDC	304 354,00	280 664,05	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 026,39	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	29 logts chemin des Justices	CDC	358 292,00	308 894,85	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 649,06	1 050,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	29 logts chemin des Justices	CDC	157 026,00	141 120,15	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 409,12	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réhabilitation 64 logts 1 à 10 rue Marguet	CDC	1 068 000,00	837 035,89	18,50	T	F	Taux fixe à 1.5 %	0,373	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	12 268,10	38 989,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réhabilitation 64 logts 1 à 10 rue Marguet	CDC	556 800,00	428 388,20	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	7 496,79	16 488,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acqui. 4 logts "Carrés St Andrews" Les Etraches	CDC	329 035,20	298 301,20	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	11 303,67	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acqui. 4 logts "Carrés St Andrews" Les Etraches	CDC	107 016,00	100 355,00	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	3 124,49	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Acqu. 4 logts Carré St Aubin Au Breuil rue Emagny	CDC	223 714,05	199 695,12	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 192,07	1 708,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Acqu. 4 logts Carré St Aubin Au Breuil rue Emagny	CDC	95 897,85	88 591,85	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 303,39	158,38
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Acqu. 4 logts Carré St Aubin Au Breuil rue Emagny	CDC	70 632,45	61 645,78	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 109,62	751,31
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Acqu. 4 logts Carré St Aubin Au Breuil rue Emagny	CDC	30 277,00	27 357,42	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	492,43	147,31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réh. 12 logts 1 route d'Auxon	CDC	122 400,00	94 171,53	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 648,00	3 624,70
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réh. 12 logts 1 route d'Auxon	CDC	272 637,50	164 690,98	8,50	T	F	Taux fixe à 1.15 %	0,286	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	A-1	EUR	1 808,73	17 998,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réhab. 27 logts rue des Hauts de St Claude	CDC	189 000,00	145 411,94	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 544,71	5 596,96
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réhab. 27 logts rue des Hauts de St Claude	CDC	362 709,50	284 660,19	18,50	T	F	Taux fixe à 1.55 %	0,385	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	4 310,78	13 199,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réh. 12 logts 1 route d'Auxon	CDC	26 477,50	20 860,19	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	542,36	725,15
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2016	P	Réhab. 27 logts rue des Hauts de St Claude	CDC	27 304,00	21 511,36	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	559,30	747,79
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acqui. 4 logts "Carrés Hyppolite" rue de Noirotte	CDC	196 281,40	169 612,42	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 106,05	784,91
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acqui. 4 logts "Carrés Hyppolite" rue de Noirotte	CDC	61 548,90	54 972,72	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 875,41	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acqui. 4 logts "Carrés Hyppolite" rue de Noirotte	CDC	69 020,00	60 388,27	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 690,87	150,01
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acqui. 4 logts "Carrés Hyppolite" rue de Noirotte	CDC	21 642,60	19 604,25	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	464,97	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Réh. 30 logts 32 rue de la Chapelle	CDC	408 000,00	314 686,97	18,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	8 653,89	9 138,72
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Réh. 30 logts 32 rue de la Chapelle	CDC	565 976,75	351 757,49	8,92	T	F	Taux fixe à 1.21 %	0,301	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	4 069,33	37 230,39
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	12 logts 8 rue Charles Nodier	CDC	270 958,00	239 660,88	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 231,18	3 213,71
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	12 logts 8 rue Charles Nodier	CDC	155 639,50	141 401,43	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 676,44	1 022,98
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	12 logts 8 rue Charles Nodier	CDC	118 441,50	105 856,69	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 905,42	1 199,61
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	12 logts 8 rue Charles Nodier	CDC	68 033,00	62 541,48	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 125,75	304,62
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	26 logts "Jardins des Tilleroyes", rue L. Blazer	CDC	669 689,00	592 336,28	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 400,74	7 942,87
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	26 logts "Jardins des Tilleroyes", rue L. Blazer	CDC	148 073,00	134 527,12	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 497,71	973,25
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	26 logts "Jardins des Tilleroyes", rue L. Blazer	CDC	364 326,00	325 615,14	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 861,07	3 689,98
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	26 logts "Jardins des Tilleroyes", rue L. Blazer	CDC	80 555,00	74 052,70	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 332,95	360,69

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	10 logts "La Piscine", rue René Girardot	CDC	48 624,60	44 699,69	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	804,59	217,72
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	10 logts "La Piscine", rue René Girardot	CDC	309 198,60	273 484,47	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 110,60	3 667,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	10 logts "La Piscine", rue René Girardot	CDC	129 042,60	117 237,65	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 048,18	848,17
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	10 logts "La Piscine", rue René Girardot	CDC	116 509,20	104 129,71	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 874,33	1 180,03
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acquisition 1 logt 35 boulevard Diderot	CDC	45 727,50	40 405,67	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 131,36	100,37
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	Acquisition 1 logt 35 boulevard Diderot	CDC	20 301,00	18 571,43	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	438,55	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	12 logts 9 à 19 rue du Bois Muré	CDC	113 400,00	91 607,82	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 519,22	2 413,46
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	12 logts 9 à 19 rue du Bois Muré	CDC	105 000,00	86 503,24	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 114,12	1 960,34
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	8 logts rue du Stade (ou rue des Merisiers)	CDC	95 913,15	87 741,72	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 071,96	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	8 logts rue du Stade (ou rue des Merisiers)	CDC	425 255,85	371 092,72	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 359,34	1 717,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	8 logts rue du Stade (ou rue des Merisiers)	CDC	163 109,90	147 116,35	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 009,14	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2017	P	8 logts rue du Stade (ou rue des Merisiers)	CDC	250 061,50	220 958,94	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 186,85	548,88
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	9 logts résidence "Riviera Canot" quai Bugnet	CDC	36 840,50	33 951,00	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	784,11	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	9 logts résidence "Riviera Canot" quai Bugnet	CDC	201 998,00	184 405,51	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 275,91	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	9 logts résidence "Riviera Canot" quai Bugnet	CDC	87 170,00	81 827,78	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 253,84	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	9 logts résidence "Riviera Canot"' quai Bugnet	CDC	85 370,00	76 488,86	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 141,69	123,95
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts rue Rosa Luxemburg ZAC Champvans	CDC	40 640,60	37 453,04	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	864,99	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts rue Rosa Luxemburg ZAC Chamvans	CDC	408 410,80	372 841,33	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 688,98	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts rue Rosa Luxemburg ZAC Champvans	CDC	128 968,70	121 064,85	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 334,57	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts rue Rosa Luxemburg ZAC Chamvans	CDC	128 699,20	115 310,47	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 228,69	186,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	12 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	101 812,50	93 827,04	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 166,96	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	12 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	175 852,00	160 536,63	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 463,57	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	12 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	239 393,00	224 721,79	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 189,66	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	12 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	74 788,50	67 008,16	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 876,23	108,59
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	6 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	31 077,00	28 639,54	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	661,44	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	6 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	149 887,00	136 832,98	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 656,86	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	6 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	62 186,00	58 374,93	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 607,86	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	6 logts 20 avenue de Montjoux	CDC	74 905,00	67 112,54	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 879,15	108,76
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts lotissement "Carrés Roche des Alpes"	CDC	509 670,20	469 861,33	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 990,87	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts lotissement "Carrés Roche des Alpes"	CDC	160 661,90	152 300,14	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 194,90	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts lotissement "Carrés Roche des Alpes"	CDC	169 890,35	153 726,54	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 304,34	249,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	8 logts lotissement "Carrés Roche des Alpes"	CDC	53 554,25	49 843,46	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 151,15	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	Réh. 33 logts 4 à 12 rue du Petit Chênois	CDC	709 477,80	586 070,76	19,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 098,55	13 281,61
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	16 logts "Les Eglantiers", rue des Sapins	CDC	151 200,00	122 143,77	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 358,95	3 217,94
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2018	P	16 logts "Les Eglantiers", rue des Sapins	CDC	233 100,00	192 037,21	19,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 913,34	4 351,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA, 19 rue des Hôtes	CDC	215 237,40	200 561,49	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 220,21	2 129,08
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA, 19 rue des Hôtes	CDC	91 900,90	87 518,80	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 150,68	453,42
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA, 19 rue des Hôtes	CDC	149 336,60	137 069,28	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 837,94	1 820,18
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA, 19 rue des Hôtes	CDC	63 763,00	59 824,87	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 675,10	452,09
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA 11 rue des Saint Martin	CDC	69 152,00	63 755,34	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 785,15	846,62

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA 11 rue des Saint Martin	CDC	34 320,50	32 340,66	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	905,54	244,39
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts en VEFA 11 rue des Saint Martin	CDC	62 758,00	59 988,40	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 159,58	310,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	8 logts 11 rue des Saint Martin	CDC	126 451,00	118 297,45	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 258,71	1 255,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	59 logts 2 rue Lulli	CDC	960 069,00	826 300,00	20,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	29 746,80	27 002,70
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	59 logts 2 rue Lulli	CDC	212 400,00	174 980,11	15,25	A	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	2 712,19	9 720,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	12 logts 2 et 4 place Bellevue	CDC	337 450,00	290 865,44	20,50	A	F	Taux fixe à 1.37 %	1,370	F	Taux fixe à 1.37 %	1,370	A-1	EUR	3 984,86	12 047,73
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	12 logts 2 et 4 place Bellevue	CDC	153 000,00	129 623,82	20,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 564,66	4 643,05
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Réh. 18 logts 1-5 résidence "Le Président"	CDC	244 800,00	207 398,11	20,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	5 703,45	7 428,88
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Réh. 18 logts 1-5 résidence "Le Président"	CDC	510 000,00	439 595,15	20,50	A	F	Taux fixe à 1.37 %	1,370	F	Taux fixe à 1.37 %	1,370	A-1	EUR	6 022,45	18 208,16
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Const. 6 logts rue Sorel - Les Montarmots	CDC	45 000,00	45 000,00	45,83	A	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	A-1	EUR	360,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Const. 6 logts rue Sorel - Les Montarmots	CDC	175 100,50	163 810,04	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 897,16	1 738,94
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Const. 6 logts rue Sorel - Les Montarmots	CDC	48 626,50	46 480,55	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 673,30	240,81
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Const. 6 logts rue Sorel - Les Montarmots	CDC	85 410,00	78 744,56	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 204,85	1 045,67
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Const. 6 logts rue Sorel - Les Montarmots	CDC	24 093,50	22 703,63	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	635,70	171,57
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2019	P	Acqui. amél. 2 logts 6 place Mercier	CDC	56 500,00	52 856,88	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 902,85	561,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition 4 logts rue des Renouées	CDC	236 361,20	224 338,97	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 076,20	2 226,19
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition VEFA 4 logts rue des Renouées	CDC	79 930,60	77 083,20	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 775,00	368,47
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition 4 logts rue des Renouées	CDC	74 465,10	69 879,78	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 956,63	877,56
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquisition 4 logts rue des Renouées	CDC	25 182,10	24 014,34	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	672,40	171,16
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquis. en VEFA de 5 logts 17 rue de Vesoul	CDC	89 151,00	84 616,44	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 046,19	839,69

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquis. en VEFA de 5 logts 17 rue de Vesoul	CDC	43 005,50	41 473,50	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 493,05	198,25
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquis. en VEFA de 5 logts 17 rue de Vesoul	CDC	60 332,50	56 617,42	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 585,29	711,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acquis. en VEFA de 5 logts 17 rue de Vesoul	CDC	29 103,50	27 753,90	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	777,11	197,82
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Const. 11 logts rue des Capucines	CDC	329 246,40	312 499,67	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 249,99	3 101,06
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Const. 11 logts rue des Capucines	CDC	164 614,80	158 750,66	46,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 715,02	758,85
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Const. 11 logts rue des Capucines	CDC	127 234,80	119 400,10	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 343,20	1 499,44
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Const. 11 logts rue des Capucines	CDC	63 613,90	60 663,97	46,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 698,59	432,39
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Const. 11 logts rue des Capucines	CDC	115 500,00	115 500,00	46,50	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	1 374,45	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	2 logts 5B route de Maîche	CDC	51 990,40	49 967,65	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 798,83	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	2 logts 5B route de Maîche	CDC	6 109,60	5 957,67	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	214,47	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Réhab. 55 logts 43-45 chemin du Sanatorium	CDC	481 250,00	431 433,75	21,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	11 864,43	8 818,16
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Réhab. 55 logts 43-45 chemin du Sanatorium	CDC	650 000,00	576 952,38	21,83	A	F	Taux fixe à 0.59 %	0,590	F	Taux fixe à 0.59 %	0,590	A-1	EUR	3 404,02	24 637,09
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts rue du Plane	CDC	314 353,20	299 542,83	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 783,54	2 972,48
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts rue du Plane	CDC	138 377,40	133 942,31	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 821,92	640,26
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts rue du Plane	CDC	141 268,40	133 160,73	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 728,50	1 672,24
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts rue du Plane	CDC	61 640,60	59 036,73	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 653,03	420,80
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	10 logts rue du Plane	CDC	105 000,00	105 000,00	46,75	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 12 logts 5B rue Lecourbe	CDC	241 988,00	232 573,18	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 233,90	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 12 logts 5B rue Lecourbe	CDC	71 735,50	69 951,51	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 765,03	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 12 logts 5B rue Lecourbe	CDC	80 306,00	76 299,29	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 044,76	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 12 logts 5B rue Lecourbe	CDC	23 806,00	22 984,80	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	480,04	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 12 logts 5B rue Lecourbe	CDC	90 000,00	90 000,00	46,75	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	846,00	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acqu-amél. 13 logts 7 rue Barbier	CDC	344 349,60	330 952,28	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 293,86	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acqu-amél. 13 logts 7 rue Barbier	CDC	119 980,70	116 996,89	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 952,09	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acqu-amél. 13 logts 7 rue Barbier	CDC	215 392,10	204 645,53	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 484,32	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2020	P	Acqu-amél. 13 logts 7 rue Barbier	CDC	73 220,70	70 694,91	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 476,48	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Réhabilitation 67 logts 2 rue du Lycée	CDC	663 300,00	594 638,98	21,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	16 352,57	12 153,94
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Réhabilitation 67 logts 2 rue du Lycée	CDC	1 462 200,00	1 297 876,59	21,83	A	F	Taux fixe à 0.59 %	0,590	F	Taux fixe à 0.59 %	0,590	A-1	EUR	7 657,47	55 422,08
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 28 logts rue Guy Mocquet	CDC	1 128 427,70	1 084 524,89	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 732,81	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 28 logts rue Guy Mocquet	CDC	218 029,25	212 607,09	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 364,54	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 28 logts rue Guy Mocquet	CDC	475 610,70	451 881,02	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	12 110,02	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 28 logts rue Guy Mocquet	CDC	100 254,95	96 796,60	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 021,62	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 28 logts rue Guy Mocquet	CDC	357 000,00	357 000,00	46,83	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	A-1	EUR	2 606,10	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 9 logts 11 place Hôtel de Ville	CDC	264 748,40	256 053,20	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 217,92	2 373,94
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 9 logts 11 place Hôtel de Ville	CDC	85 022,00	83 084,62	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 991,05	365,47
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 9 logts 11 place Hôtel de Ville	CDC	118 333,60	113 595,31	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 180,67	1 349,17
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 9 logts 11 place Hôtel de Ville	CDC	42 092,40	40 831,85	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 143,29	274,32
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 4 logts 6 route de Besançon	CDC	91 559,45	89 724,01	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 219,74	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 4 logts 6 route de Besançon	CDC	215 090,80	208 595,67	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 335,50	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 4 logts 6 route de Besançon	CDC	33 955,80	33 021,57	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	674,61	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acqu. amél. 4 logts 6 route de Besançon	CDC	78 605,45	75 647,00	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 971,94	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2009	P	84 logts étudiants Portes du Jura 23 rue Ravel	SFIL	875 040,00	634 097,89	25,17	T	V	(Euribor 3M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 3M	2,132	V	(Euribor 3M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 3M	4,366	A-1	EUR	25 927,55	19 212,65
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	REHABILITATION 20 LOGEMENTS RUES DES SAPINS, DES EPICEAS ET DES TILLEULS	CDC	419 860,00	389 153,94	22,33	A	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	A-1	EUR	2 996,49	15 530,59
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	REHABILITATION 20 LOGEMENTS RUES DES SAPINS, DES EPICEAS ET DES TILLEULS	CDC	206 500,00	190 906,02	22,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	5 249,92	6 060,14
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	REHABILITATION 14 LOGEMENTS RUE DES CERISIERS	CDC	175 100,00	161 877,20	22,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	4 451,62	5 138,65
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	REHABILITATION 14 LOGEMENTS RUE DES CERISIERS	CDC	506 600,00	469 550,29	22,33	A	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	A-1	EUR	3 615,54	18 739,09
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS RUE CHARLES NODIER	CDC	28 560,50	27 622,48	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	994,41	256,10
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS RUE CHARLES NODIER	CDC	19 521,50	19 076,67	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	686,76	83,92
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS RUE CHARLES NODIER	CDC	5 281,00	5 069,55	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	141,95	60,22
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS RUE CHARLES NODIER	CDC	24 609,00	23 872,03	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	668,42	160,38

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 16 logements rue de Bellevue	CDC	432 954,90	424 013,58	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 878,21	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 16 logements rue de Bellevue	CDC	289 307,20	285 746,26	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 082,90	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 16 logements rue de Bellevue	CDC	178 002,30	173 002,29	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 509,75	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 16 logements rue de Bellevue	CDC	140 161,70	137 657,65	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 812,27	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction 16 logements rue de Bellevue	CDC	168 000,00	168 000,00	47,83	A	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	A-1	EUR	1 898,40	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Réhabilitation de 50 logements rues de l'Helvétie et du Tennis	CDC	630 000,00	589 728,30	22,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	16 217,53	10 857,85
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Réhabilitation de 50 logements rues de l'Helvétie et du Tennis	CDC	998 900,00	927 216,98	22,83	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	A-1	EUR	8 623,12	36 342,27
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 12 logements Le Clos Champêtre	CDC	42 000,00	42 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 12 logements Le Clos Champêtre	CDC	661 833,20	650 371,01	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 909,65	2 205,90
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 12 logements Le Clos Champêtre	CDC	229 225,50	226 404,07	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 449,29	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 12 logements Le Clos Champêtre	CDC	114 613,10	112 768,22	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 029,83	202,73
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 12 logements Le Clos Champêtre	CDC	306 911,50	300 431,59	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 407,77	2 141,11
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction de 16 logements rue des Aubépines	CDC	168 000,00	168 000,00	48,00	A	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	A-1	EUR	1 713,60	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction de 16 logements rue des Aubépines	CDC	238 137,20	235 206,08	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 661,15	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction de 16 logements rue des Aubépines	CDC	124 357,10	122 355,37	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 202,40	219,97
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction de 16 logements rue des Aubépines	CDC	259 281,40	254 790,94	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 624,56	864,19
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Construction de 16 logements rue des Aubépines	CDC	135 400,30	132 541,56	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 385,75	944,59
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 8 logements La Belle Etoile	CDC	200 911,90	197 432,34	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 133,24	669,64
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 8 logements La Belle Etoile	CDC	84 035,70	83 001,35	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 997,75	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 8 logements La Belle Etoile	CDC	342 355,30	335 127,07	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 032,29	2 388,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2021	P	Acquisition en VEFA de 8 logements La Belle Etoile	CDC	143 196,90	140 891,92	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 536,05	253,29
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	1 logement 18 rue des Sablières	CDC	18 072,55	15 701,92	5,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	628,08	2 178,38
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	1 logement rue des Chênes	CDC	19 583,65	17 014,80	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	680,59	2 360,53
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	1 logement rue Jacquemet	CDC	11 127,63	9 023,69	3,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	360,95	2 028,89
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	Réhabilitation de 12 logements 24 rue Cart Broumet	CDC	61 200,00	59 182,15	23,25	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	929,16	2 049,53
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	Réhabilitation de 12 logements 24 rue Cart Broumet	CDC	304 300,00	294 216,08	23,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	10 385,83	4 644,23
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	Réhabilitation de 12 logements 24 rue Cart Broumet	CDC	102 000,00	102 000,00	28,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	Réhabilitation de 11 logements rue des Noisetiers	CDC	178 500,00	171 981,81	23,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	4 729,50	3 283,41
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	Réhabilitation de 11 logements rue des Noisetiers	CDC	506 810,80	490 497,23	23,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	8 632,75	16 600,69
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	4 logements rue de Bellevue	CDC	37 086,70	36 524,46	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 184,27	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	4 logements rue de Bellevue	CDC	45 252,90	44 791,03	48,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 215,30	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	4 logements rue de Bellevue	CDC	37 037,70	36 345,38	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 013,28	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	4 logements rue de Bellevue	CDC	45 213,00	44 595,06	48,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 004,07	0,00
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	4 logements rue de Bellevue	CDC	42 000,00	41 453,01	38,58	A	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	F	Taux fixe à 3.08 %	3,080	A-1	EUR	1 276,75	563,84
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	24 logements rue du Polygone	CDC	240 000,00	231 236,04	23,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	6 358,99	4 414,68
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS	2022	P	24 logements rue du Polygone	CDC	453 785,50	438 880,07	23,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 799,68	6 802,67
OPERATEUR NATIONAL DE VENTE	2020	P	Vente 16 logts 1 à 22 rue du Chemin Noir	CDC	367 539,88	131 038,69	18,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	5 503,63	4 253,52
TOTAL GENERAL					**705 614 185,10**	**557 877 176,50**											**16 303 459,77**	**17 515 366,32**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	5 375 052,67
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	30 750 745,42
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**36 125 798,09**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**600 246 772,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**6,02**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Autres recettes sur opérations financées par taxe d'aménagement Taxe aménagement	1 807 458,96	2 165 000,00	2 495 332,00	1 477 126,96
Taxes sur les remontées mécaniques	156 979,49	85 000,00	100 000,00	141 979,49
Redevance Radars	2 281 604,49	620 000,00	401 899,99	2 499 704,50
Total	**4 246 042,94**	**2 870 000,00**	**2 997 231,99**	**4 118 810,95**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe aménagement Autres recettes sur opérations financées par taxe d'aménagement

Reste à employer au 01/01/N	**1 807 458,96**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
1311	Autres recettes sur opérations financées par taxe d'aménagement - participation Etat	165 000,00
7327	Taxe d'aménagement	2 000 000,00
	Total	**2 165 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
2031	Frais d'études sur site du Département	45 000,00
2031	Frais d'études sur site touristique	50 000,00
2031	Frais d'études restauration franchissement piscicole	54 000,00
2041481	Subventions d'équipement à communes - études espaces naturels sensibles	45 000,00
2041482	Subventions d'équipement à communes - travaux espaces naturels sensibles	105 767,00
2041581	Participation autres groupements - études restauration cours d'eau	16 380,00
2041582	Participation autres groupements - travaux restauration cours d'eau	70 000,00
2041582	Participation autres groupements - SMIX - travaux espaces naturels sensibles	55 000,00
2041582	Participation autres groupements - travaux PDIPR	50 000,00
20421	Subventions d'équipement à établissements privés - mobiliers mobiliers et matériels	23 853,00
20422	Subventions d'équipement à établissements privés - bâtiments et installations	208 000,00
2111	Acquisitions foncières espaces naturels sensibles	20 000,00
2128	Autres aménagements sur espaces naturels sensibles	15 000,00
215738	Autre - signalétique pour aménagements	40 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles - Achats matériel divers	6 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles - Aménagement PDIPR	15 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains - ENS	188 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains - randonnée	40 000,00
2313	Construction - travaux en cours bâtiments sur espaces naturels sensibles	188 855,00
238	Avances sur marchés travaux sites ENS	56 145,00
6041	Achats d'études pour espaces naturels sensibles	15 000,00
6042	Achats prestations de services espaces naturels sensibles	30 000,00
60628	Achats fournitures espaces naturels sensibles	5 000,00
61521	Entretien terrains espaces naturels sensibles	10 000,00
615231	Entretien des sentiers PDIPR	60 000,00
6236	Frais de comunication espaces naturels sensibles	17 060,00
6281	Concours divers	1 950,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe aménagement Autres recettes sur opérations financées par taxe d'aménagement		
6568	Participation association foncière pastoral	25 000,00
657348	Subventions de fonctionnement aux communes pour entretien espaces naturels sensibles	30 000,00
657358	Subventions de fonctionnement aux EPCI pour entretien espaces naturels sensibles	26 000,00
65741	Subventions de fonctionnement aux ENS particuliers	2 455,00
65742	Subventions de fonctionnement aux ENS entreprises	27 145,00
65748	Participation maison départementale de l'Habitat CAUE	561 322,00
65748	Participation de fonctionnement aux associations pour entretien espaces naturels sensibles	64 544,00
65748	Participation de fonctionnement aux associations pour actions de sensibilisation	93 056,00
65748	Participation de fonctionnement entretien des PDIPR	17 000,00
65748	Participation de fonctionnement partenariat biodiversité	157 800,00
65748	Participation de fonctionnement soutien associations PDIPR	4 000,00
65748	Participation de fonctionnement partenariat politique VTT	56 000,00
	Total	**2 495 332,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**1 477 126,96**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxes sur les remontées mécaniques		
	Reste à employer au 01/01/N	**156 979,49**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
73175	Taxes sur les remontées mécaniques	85 000,00
	Total	**85 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2041582	Participations Taxe remontée mécanique investissement	50 000,00
657358	Participations taxe remontée mécanique fonctionnement	50 000,00
	Total	**100 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**141 979,49**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Redevance Radars		
	Reste à employer au 01/01/N	**2 281 604,49**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	620 000,00
	Total	**620 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2031	Etudes sécurisation	50 000,00
21578	Signalisation de sécurisation	50 000,00
2315	Travaux sécurisation produits radars	300 000,00
60631	Entretien des radars pédagogiques	1 899,99
	Total	**401 899,99**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**2 499 704,50**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**3,25**	**0,00**	**3,25**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	2,25	0,00	2,25
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**553,00**	**0,00**	**553,00**	**366,34**	**75,55**	**441,89**
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	63,00	0,00	63,00	44,88	1,00	45,88
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	69,00	0,00	69,00	55,76	0,00	55,76
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	36,00	0,00	36,00	21,48	28,78	50,26
ADMINISTRATEUR	A	3,00	0,00	3,00	2,28	0,00	2,28
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	1,67	0,00	1,67
ATTACHE HORS CLASSE	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	59,00	0,00	59,00	40,22	4,87	45,09
ATTACHE TERRITORIAL	A	94,00	0,00	94,00	39,49	25,50	64,99
DIR.GEN.DEPT.-900,000 HABTS	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
REDACTEUR	B	69,00	0,00	69,00	39,31	9,80	49,11
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	100,00	0,00	100,00	79,13	1,00	80,13
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	51,00	0,00	51,00	35,12	3,60	38,72
FILIERE TECHNIQUE (c)		**876,00**	**0,00**	**876,00**	**642,63**	**37,42**	**680,05**
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	140,00	0,00	140,00	115,83	0,00	115,83
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	232,00	0,00	232,00	167,42	3,96	171,38
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	175,00	0,00	175,00	127,79	10,81	138,60
AGENT DE MAITRISE	C	93,00	0,00	93,00	70,38	2,70	73,08
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	63,00	0,00	63,00	45,47	0,00	45,47
INGENIEUR	A	47,00	0,00	47,00	25,53	7,81	33,34
INGENIEUR EN CHEF	A	2,00	0,00	2,00	1,55	0,00	1,55
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	1,67	0,00	1,67
INGENIEUR HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	1,67	0,00	1,67
INGENIEUR PRINCIPAL	A	31,00	0,00	31,00	25,33	1,00	26,33
TECHNICIEN	B	22,00	0,00	22,00	13,42	4,00	17,42
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	32,00	0,00	32,00	25,42	0,00	25,42

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	35,00	0,00	35,00	21,15	7,14	28,29
FILIERE SOCIALE (d)		**292,00**	**0,00**	**292,00**	**192,34**	**69,63**	**261,97**
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	149,00	0,00	149,00	113,90	0,00	113,90
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	129,00	0,00	129,00	71,27	54,48	125,75
CONSEILLER HORS CLASSE SOC-ED	A	5,00	0,00	5,00	4,17	0,00	4,17
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	6,00	0,00	6,00	2,17	2,60	4,77
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	3,00	0,00	3,00	0,83	1,00	1,83
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	0,00	0,00	0,00	0,00	4,75	4,75
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,90	0,90
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,80	0,80
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
PUERICULTRICE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	3,30	3,30
SAGE-FEMME TERR.CLASSE NORMALE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,80	0,80
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**116,00**	**0,00**	**116,00**	**72,08**	**0,00**	**72,08**
CADRE DE SANTE	A	3,00	0,00	3,00	1,89	0,00	1,89
INFIRMIER DE CLASSE SUPERIEURE	B	5,00	0,00	5,00	3,67	0,00	3,67
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	16,00	0,00	16,00	10,17	0,00	10,17
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	24,00	0,00	24,00	17,65	0,00	17,65
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	5,00	0,00	5,00	2,25	0,00	2,25
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	5,00	0,00	5,00	1,60	0,00	1,60
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	6,00	0,00	6,00	2,89	0,00	2,89
PEDI, ERGO, ORTHO, MANIP	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PEDI, ERGO, ORTHO, MANIP HORS CL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	7,00	0,00	7,00	2,07	0,00	2,07
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	8,00	0,00	8,00	5,36	0,00	5,36
PUERICULTRICE	A	9,00	0,00	9,00	5,43	0,00	5,43
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	16,00	0,00	16,00	11,27	0,00	11,27
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	5,00	0,00	5,00	3,58	0,00	3,58
SAGE-FEMME TERR.CLASSE NORMALE	A	4,00	0,00	4,00	1,25	0,00	1,25
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
PED ERGO PSY ORTHO MAN PRE DI	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,83**	**0,00**	**0,83**
CONSEILLER TERRITORIAL APS	A	1,00	0,00	1,00	0,83	0,00	0,83
FILIERE CULTURELLE (h)		**53,00**	**0,00**	**53,00**	**39,08**	**3,98**	**43,06**
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	8,00	0,00	8,00	6,67	0,00	6,67
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	8,00	0,00	8,00	6,65	0,00	6,65
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	9,00	0,00	9,00	6,83	1,98	8,81
ASSISTANT CONS PPL 1ERE CL	B	6,00	0,00	6,00	5,15	0,00	5,15
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	8,00	0,00	8,00	4,25	1,00	5,25
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	6,00	0,00	6,00	4,83	0,00	4,83
ATTACHE CONSERV.PAT	A	4,00	0,00	4,00	2,20	0,00	2,20
BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL	A	2,00	0,00	2,00	1,67	0,00	1,67
CONSERVATEUR BIB EN CHEF	A	1,00	0,00	1,00	0,83	0,00	0,83
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 893,00**	**0,00**	**1 893,00**	**1 314,30**	**186,58**	**1 500,88**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	386 - 486	0,00	332-13	CDD CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	387 - 486	0,00	326_352	CDD CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	388 - 486	0,00	332-13	CDD CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	389 - 486	0,00	332-14	CDD CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368 - 486	0,00	332-13	CDD CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368 - 486	0,00	332-8-2°	CDD CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368 - 486	0,00	332-14	CDD CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367 - 432	0,00	332-14	CDD CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367 - 432	0,00	332-13	CDD CDD
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	CULT	367 - 432	0,00	332-13	CDD CDD
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	372 - 562	0,00	332-8-2°	CDD CDD
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	373 - 562	0,00	332-13	CDD CDD
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	CULT	401 - 638	0,00	332-8-2°	CDD CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444 - 714	0,00	332-14	CDD CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444 - 714	0,00	332-13	CDD CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444 - 714	0,00	332-8-2°	CDD CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444 - 714	0,00	332-10	CDD CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	593 - 1015	0,00	332-10	CDI CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	593 - 1015	0,00	332-8-2°	CDD CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444 - 821	0,00	332-10	CDD CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	445 - 821	0,00	332-8-2°	CDD CDD
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	509 - 801	0,00	332-8-2°	CDD CDD
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	525 - 912	0,00	332-8-2°	CDD CDD
DIR.GEN.DEPT.-900,000 HABTS	A	ADM	897 - HEC 3	0,00	343-1_343-3	CDD CDD
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	S	444 - 714	0,00	332-13	CDD CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	S	444 - 821	0,00	332-8-2°	CDD CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	S	444 - 821	0,00	332-13	CDD CDD
INGENIEUR	A	TECH	444 - 821	0,00	332-8-2°	CDD CDD
INGENIEUR	A	TECH	445 - 821	0,00	332-10	CDD CDD
INGENIEUR PRINCIPAL	A	TECH	619 - 1015	0,00	332-8-2°	CDD CDD
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	S	813-HEA3	0,00	332-8-2°	CDD CDD
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	S	542 - 977	0,00	332-14	CDD CDD
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	S	444 - 821	0,00	332-8-2°	CDD CDD
PUERICULTRICE	A	S	489 - 886	0,00	332-13	CDD CDD
REDACTEUR	B	ADM	389 - 597	0,00	332-13	CDD CDD
REDACTEUR	B	ADM	389 - 597	0,00	332-8-2°	CDD CDD
REDACTEUR	B	ADM	389 - 597	0,00	332-10	CDI CDI
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	ADM	446 - 707	0,00	332-8-2°	CDD CDD
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	ADM	401 - 638	0,00	332-8-2°	CDD CDD
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	ADM	401 - 638	0,00	332-10	CDI CDI
SAGE-FEMME TERR.CLASSE NORMALE	A	S	541 - 880	0,00	332-13	CDD CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIEN	B	TECH	389 - 597	0,00	332-8-2°	CDD CDD
TECHNICIEN	B	TECH	389 - 597	0,00	332-13	CDD CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	401 - 638	0,00	332-8-2°	CDD CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	401 - 638	0,00	332-13	CDD CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	401 - 638	0,00	332-14	CDD CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367 - 432	0,00	332-23-1°	CDD CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	444 - 821	0,00	332-23-1°	CDD CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367 - 432	0,00	332-23-1°	CDD CDD
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	CULT	368 - 432	0,00	332-23-1°	CDD CDD
AGENT DE MAÏTRISE	C	TECH	372 - 562	0,00	332-23-1°	CDD CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444 - 714	0,00	332-23-1°	CDD CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444 - 714	0,00	332-23-1°	CDD CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444 - 821	0,00	332-24	CDD CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444 - 821	0,00	332-23-1°	CDD CDD
CONTRATS EMPLOIS AIDES				0,00	A	CDD CDD
Cabinet	A			0,00	A	CDD CDD
Cabinet	A			0,00	A	CDD CDD
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	S	444 - 714	0,00	332-23-1°	CDD CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	S	444 - 821	0,00	332-24	CDD CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	S	444 - 821	0,00	332-23-1°	CDD CDD
INGENIEUR	A	TECH	444 - 821	0,00	332-24	CDD CDD
MONITEUR-EDUC ET INT FAMILIAL	B	S	389 - 597	0,00	332-23-1°	CDD CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	402 - 638	0,00	332-23-1°	CDD CDD
contrat d'apprentissage entreprises non artisanales de plus de 10 salaries (loi de 1987)				0,00	A	CDD CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).

333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
01/01/2004 - Détention parts de capital	CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE	CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE COMTE	SA	8 256,94
01/01/2004 - Détention parts de capital	CAISSE D'EPARGNE FRANCHE COMTE	CAISSE D'EPARGNE FRANCHE COMTE	SA	30 476,00
01/01/2004 - Détention parts de capital	SEM MICROPOLIS	SEM MICROPOLIS	SEM	22 867,35
01/01/2004 - Détention parts de capital	SEDD	SEDD	SEM	159 177,79
01/01/2004 - Détention parts de capital	NEOLIA	NEOLIA	SA	22 867,35
01/01/2004 - Détention parts de capital	SAFER	SAFER	SAFER	58 738,61
01/01/2004 - Détention parts de capital	SEM NUMERICA	SEM NUMERICA	SEM	100 000,00
01/01/2004 - Détention parts de capital	SEDD	SEDD	SEM	201 423,50
05/05/2010 - Détention parts de capital	SEDD	SEDD	SEM	111 446,00
16/03/2011 - Détention parts de capital	IDEHA	IDEHA	SEM	31 000,00
23/09/2011 - Détention parts de capital	SPL TERRITOIRE 25	SPL TERRITOIRE 25	SPL	4 000,00
01/06/2014 - Détention parts de capital	SPL TERRITOIRE 25	SPL TERRITOIRE 25	SPL	84 000,00
06/12/2017 - Détention parts de capital	SPL TERRITOIRE 25	SPL TERRITOIRE 25	SPL	144 000,00
01/01/2019 - Détention parts de capital	SEDIA	SEDIA	SEM	134 960,00
25/03/2020 - Détention parts de capital	SEDIA	SEDIA	SEM	134 624,00
14/12/2020 - Détention parts de capital	SEDIA	SEDIA	SEM	134 512,00
13/12/2021 - Détention parts de capital	MYCELIANDRE	MYCELIANDRE	SCIC	50,00
18/12/2023 - Détention parts de capital	FC SOCHAUX MONTBELIARD	FC SOCHAUX MONTBELIARD	SA	300 000,00
18/12/2023 - Détention parts de capital	SPL TERRITOIRE 25	SPL TERRITOIRE 25	SPL	400 000,00
28/06/2024 - Détention parts de capital	FOOTBALL CLUB SOCHAUX MONTBELIARD	FOOTBALL CLUB SOCHAUX MONTBELIARD	SA	700 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	ASSOCIATION LES MAISONNEES ADMR DU DOUBS		Association	2 798 505,75
-	SYNDICAT MIXTE DOUBS TRES HAUT DEBIT		Syndicat	13 200 000,00
-	ŒUVRE COMTOISE DE PROTECTION DE LA JEUNE FILLE		Association	136 558,41
-	ADDSEA		Association	4 044 539,35
-	SEM DE MICROPOLIS		Autres	221 808,58
-	ASSOCIATION D HYGIENE SOCIALE DE FRANCHE COMTE		Association	1 402 427,15
-	EMMAUS BESANCON		Association	18 426,85
-	FONDATION ARC EN CIEL		Association	602 081,09
-	ADOMA		SA HLM	335 642,62

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
-	LBA LES BRUYERES ASSOCIATION		Association	2 698 898,75
-	ARIAL		Association	639 984,00
-	MFR LA ROCHE DU TRESOR		Association	69 473,25
-	ASSOCIATION CAMSP DU DOUBS ET DE L'AIRE URBAINE BE		Association	3 214 941,00
-	EHPAD RESIDENCE DU PARC		Maison de retraite (publique)	716 097,20
-	NEOLIA		SA HLM	201 553 567,02
-	IDEHA		SA HLM	64 427 112,99
-	OPERATEUR NATIONAL DE VENTE		SA HLM	131 038,69
-	FONDATION PLURIEL		Association	5 151 359,70
-	EHPAD SAINT JOSEPH		Maison de retraite (publique)	3 662 460,00
-	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DU DOUBS		OPH	150 628 501,40
-	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A		SA HLM	1 383 858,00
-	ICF NORD EST SA D'HLM		SA HLM	3 469 278,67
-	LOGE.GBM		SA HLM	78 939 933,47
-	EHPAD ALEXIS MARQUISET		Maison de retraite (publique)	127 500,00
-	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Association	707 241,53
-	CONGREGATION DES SŒURS DE LA CHARITE		Association	29 072,30
-	MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE		Mutuelle	9 571 369,63
-	MFR de PONTARLIER		Association	189 724,12
-	SOLIHA DOUBS ET TERRITOIRE		Association	340 537,48
-	LES AMIS DES VIEILLARDS		Association	2 979 716,76
-	SOCIETE ANONYME D'HLM AXENTIA		SA HLM	4 485 519,13
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte Parc du Haut Jura	10/02/1986	Fonctionnement 5 % de la partie Bourgogne Franche-Comté	45 000,00
Syndicat mixte Parc du Haut Jura	11/02/1986	Investissement	10 000,00
Syndicat mixte de Micropolis	30/06/1997	Fonctionnement Taux statutaire : 27,90%	45 000,00
Syndicat mixte de Micropolis	30/06/1997	Investissement Taux statutaire : 27,90%	245 000,00
Syndicat mixte du musée de plein air de Nancray	02/03/2004	Fonctionnement	430 000,00
Syndicat mixte du musée de plein air de Nancray	03/03/2004	Investissement	31 000,00
Syndicat mixte de l'aérodrome du Pays de Montbéliard	24/09/2018	Fonctionnement : 28 %	90 000,00
Syndicat mixte de l'aérodrome du Pays de Montbéliard	24/09/2018	Investissement : au cas par cas	60 000,00
Syndicat mixte de l'aérodrome de Besançon/La Vèze	24/09/2018	Fonctionnement : 28 %	100 000,00
Syndicat mixte de l'aérodrome de Besançon/La Vèze	24/09/2018	Investissement : 33,33 %	25 000,00
Syndicat mixte du Mont d'Or	18/12/2018	Fonctionnement : 50 % du déficit éventuel	2 760 000,00
Syndicat mixte du Marais de Saône et du bassin versant de la sour d'Arcier	21/10/2019	Fonctionnement : 40 % du reste à charge	345 000,00
Syndicat mixte du Marais de Saône et du bassin versant de la sour d'Arcier	21/10/2019	Investissement : 60 % du reste à charge	490 000,00
Syndicat mixte du Parc Naturel Régional Doubs Horloger	04/09/2021	Fonctionnement	120 000,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
Maison Départementale des Personnes Handicapées	01/01/2006	Participation au fonctionnement	750 000,00
Etablissement Public de Coopération Culturelle Saline d'Arc-et-Senans	29/04/2009	contribution statutaire de fonctionnement	611 585,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Service social et médico social	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	01/01/1993	14/12/1992	22250001900245	Etablissement médico social	non
Service analyses vétérinaires	LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL	01/01/1997	13/12/1993	22250001900054	SPA	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-44 539 912,27**	**0,00**	**-44 539 912,27**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 539 912,27**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**44 539 912,27**	**0,00**	**44 539 912,27**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 539 912,27**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**44 539 912,27**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**31 408 800,00**	**0,00**	**0,00**	**31 408 800,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**87 122 568,00**	**7 340 000,00**	**0,00**	**94 462 568,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**55 713 768,00**	**7 340 000,00**	**0,00**	**63 053 768,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 31 408 800,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**24 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	22 600 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	1 900 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**6 908 800,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*6 908 800,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 87 122 568,00**	**7 340 000,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**8 750 500,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	8 540 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	15 000,00	0,00	0,00
2744	Prêts d'honneur	1 500,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	154 000,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	40 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**78 372 068,00**	**7 340 000,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*62 200,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*2 800,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*449 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*1 083 400,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*66 400,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*141 400,00*	*0,00*	*0,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*984 200,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*13 574 100,00*	*0,00*	*0,00*
28041483	*Subv.Autres cnes:Projet infrastructure*	*885 100,00*	*0,00*	*0,00*
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	*29 900,00*	*0,00*	*0,00*
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	*2 249 400,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*10 300,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*406 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*509 700,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*4 100,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*1 999 200,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*68 600,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*166 300,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 662 800,00*	*0,00*	*0,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*39 100,00*	*0,00*	*0,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*55 600,00*	*0,00*	*0,00*
2804421	*Sub nat privé - Biens mob, mat, études*	*4 600,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*875 500,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*1 640 000,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*6 547 900,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*98 800,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*121 300,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*196 500,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*31 700,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*2 700,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*1 009 500,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*214 100,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*418 800,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*520 200,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*43 900,00*	*0,00*	*0,00*
2816	*Biens histo. et cult. - dépenses amorti.*	*902 200,00*	*-902 200,00*	*0,00*
28161	*Biens historiques et culturels immo.*	*0,00*	*902 200,00*	*0,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*19 800,00*	*0,00*	*0,00*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*7 126 100,00*	*0,00*	*0,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 600,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*1 049 600,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*312 600,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 259 300,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*2 073 400,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*1 022 800,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*456 500,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*330 300,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*142 200,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 196 900,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 039 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 065 168,00*	*7 340 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Service culturel	Librairie boutique Pôle muséal	19/12/2017	19/12/2017	SPIC

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	1,00 %	0,00	2 000 000,00	-11,10
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	4,50 %	0,00	63 000 000,00	-24,90
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	4,25 %	0,00	6 480 000,00	1,40
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	2,00 %	0,00	85 000,00	112,50
Total (2)		0,00	0,00	0,00 %	0,00	71 565 000,00	-22,70
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**71 565 000,00**	**-22,70**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents :
Nombre de suffrages exprimés :
VOTES :
Pour :
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 13/06/2024

Présenté par la présidente (1),
A Besançon, le 28/06/2024

Délibéré par l'assemblée la présidente (2), réunie en session Conseil départemental du Doubs
A Besançon, le 28/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante la présidente (2),(3).

.

ALPY Philippe	
BARBIER Frédéric	
BEAUDREY Bruno	
BILLOT Olivier	
BORGERHOFF Priscilla	
BOUQUIN Christine	
BRAND Marie Paule	
CHARLET David	
CHOUX Monique	
COREN - GASPERONI Christine	
CUENOT - STALDER Jacqueline	
DALAVALLE CLaude	
DALPHIN Marie Laure	
DURAI Marie-Christine	
DUVERNOIS Magali	
FAGAUT Ludovic	
GUYEN Chantal	
GUYON Jean Luc	
HENRY Jeanne	
JACQUEMET Annick	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

KRUCIEN Raphaël	
LEROUX Denis	
LEROY Géraldine	
LIME VIEILLE Patricia	
LOIZON Béatrix	
MAILLARD Valérie	
MAIRE DU POSET Thierry	
MATOCQ-GRABOT Albert	
METHOT Christian	
ROGEBOZ Florence	
RUTOWSKI Serge	
TISSOT TRULLARD Géraldine	
UBBIALI Georges	
VERNIER Thierry	
VIENET MIchel	
VIVOT Romuald	
VOIDEY Martine	
YUGO Aly	

Certifié exécutoire par la présidente (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Besançon, le 01/06/2024

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Projet de décision modificative n° 1 – 2024

Budget annexe
Centre départemental de l'enfance et de la famille



www.doubs.fr

Doubs
le Département

REPUBLIQUE FRANCAISE

ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

POSTE COMPTABLE DE LA COLLECTIVITE 25DPT

BUDGET : 02 CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE

M22

BUDGET SUPPLEMENTAIRE
voté par nature

ANNEE 2024

EXPLOITATION : DEPENSES

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE

				Budget prévisionnel proposé				
		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Reconduction	Mesures nouvelles	Total	Dépenses autorisées	Budget exécutoire
ACHATS		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	11 500,00	12 523,00		12 500,00	12 500,00		12 500,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	38 600,00	44 931,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00
60613	CHAUFFAGE	59 730,34	78 694,00		78 694,00	78 694,00		78 694,00
60621	COMBUSTIBLES ET ET CARBURANTS	139,19	1 000,00		500,00	500,00		500,00
60622	PRODUITS D'ENTRETIEN	11 654,28	18 399,00		18 399,00	18 399,00		18 399,00
60623	FOURNITURES D'ATELIER	9 841,90	22 500,00		18 000,00	18 000,00		18 000,00
60624	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	6 955,00	9 430,00		9 430,00	9 430,00		9 430,00
60625	FOURNITURES SCOLAIRES, EDUCATIVES ET DE LOISIRS	14 432,98	19 842,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00
606268	AUTRES FOURNITURES HOTELIERES	28 806,79	35 104,00		35 104,00	35 104,00		35 104,00
6063	ALIMENTATION	190 077,46	210 352,00		210 352,00	210 352,00		210 352,00
6066	FOURNITURES MEDICALES	8 015,68	12 500,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00
6068	AUTRES ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES	80 324,70	97 644,00		97 644,00	97 644,00		97 644,00
SERVICES EXTERIEURS								
61118	AUTRES		200,00		200,00	200,00		200,00
61128	AUTRES PRESTATIONS A CARACTERE MEDICO-SOCIAL	15 607,90	39 650,00		39 650,00	39 650,00		39 650,00
AUTRES SERVICES EXTERIEURS								
62428	AUTRES TRANSPORTS D'USAGERS	42 134,70	42 460,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00
6248	TRANSPORTS DIVERS		250,00		250,00	250,00		250,00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	10 348,62	60 000,00		23 000,00	23 000,00		23 000,00
6256	MISSIONS		300,00		300,00	300,00		300,00
6257	RECEPTIONS	377,50	1 200,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENTS	2 395,38	3 900,00		3 900,00	3 900,00		3 900,00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	24 307,71	30 000,00		30 000,00	30 000,00		30 000,00
6281	PRESTATIONS DE BLANCHISSAGE A L'EXTERIEUR	5 048,71	9 000,00		7 000,00	7 000,00		7 000,00
6282	PRESTATIONS D'ALIMENTATION A L'EXTERIEUR	427 354,09	416 086,00		600 000,00	600 000,00		600 000,00
6288	AUTRES	830 222,78	804 623,00		1 222 596,00	1 222 596,00		1 222 596,00
	TOTAL GROUPE I	**1 817 875,71**	**1 970 588,00**		**2 540 519,00**	**2 540 519,00**		**2 540 519,00**

EXPLOITATION : DEPENSES
GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconduction	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)
6226	HONORAIRES	1 801,80	4 000,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	63 570,59	59 612,00		69 000,00	69 000,00		69 000,00
6336	COTISATION AU FONDS POUR L'EMPLOI HOSPITALIER	28 671,00	28 056,00		30 456,00	30 456,00		30 456,00
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS	10 594,99	10 951,00		11 515,00	11 515,00		11 515,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	3 068 711,74	3 240 108,00		3 687 504,00	3 687 504,00		3 687 504,00
641184	INDEMNITES INFLATION - PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE	7 900,00						
641188	AUTRES - AUTRES INDEMNITES - PERSONNEL NON MEDICAL TITULAIRE ET STAGIAIRE							
641388	AUTRES INDEMNITES	205 646,97	159 360,00		280 000,00	280 000,00		280 000,00
64151	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON MEDICAL DE REMPLACEMENT	937 408,36	662 182,00		662 182,00	662 182,00		662 182,00
641584	INDEMNITES INFLATION - PERSONNEL NON MEDICAL DE REMPLACEMENT	3 400,00						
641588	AUTRES - AUTRES INDEMNITES - PERSONNEL NON MEDICAL DE REMPLACEMENT							
6417	APPRENTIS				69 427,00	69 427,00		69 427,00
64174	INDEMNITES INFLATION	300,00						
64178	AUTRES INDEMNITES	56 321,85	71 427,00					
6428	AUTRES REMUNERATIONS DU PERSONNEL MEDICAL				82 000,00	82 000,00		82 000,00
64288	AUTRES INDEMNITES	36 946,20	92 435,00					
	COTISATIONS A L'URSSAF	681 728,17	652 598,00		732 535,00	732 535,00		732 535,00
64513	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	54 216,12	52 693,00		55 219,00	55 219,00		55 219,00
64514	COTISATIONS A L'ASSEDIC	43 532,85	40 576,00		50 148,00	50 148,00		50 148,00
64515	COTISATIONS A LA CNRACL	786 738,80	915 447,00		982 681,00	982 681,00		982 681,00
64521	COTISATIONS A L'URSSAF	8 965,91	24 565,00		20 142,00	20 142,00		20 142,00
64523	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	3 262,79	7 265,00		7 131,00	7 131,00		7 131,00
64524	COTISATIONS A L'ASSEDIC	1 496,38	4 013,00		3 298,00	3 298,00		3 298,00
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL	17 659,00	18 548,00		18 500,00	18 500,00		18 500,00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL	8 611,20	10 342,00		10 342,00	10 342,00		10 342,00
64784	OEUVRES SOCIALES	53 643,16	56 483,00		57 283,00	57 283,00		57 283,00
64788	AUTRES	112 250,43	125 021,00		115 021,00	115 021,00		115 021,00
6488	AUTRES CHARGES DIVERSES DE PERSONNEL	2 580,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00
	TOTAL GROUPE II	**6 195 958,31**	**6 237 682,00**		**6 950 384,00**	**6 950 384,00**		**6 950 384,00**

EXPLOITATION : DEPENSES
GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconduction	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	213 008,67	307 758,00		257 220,00	257 220,00		257 220,00
61352	LOCATIONS MOBILIERES EQUIPEMENTS	9 000,21	12 000,00		9 000,00	9 000,00		9 000,00
61353	LOCATION MOBILIERE MATERIEL DE TRANSPORT		15 000,00					
614	CHARGES LOCATIVES ET DE CO-PROPRIETE	33 541,53	47 897,00		60 120,00	60 120,00		60 120,00
61521	ENTRETIENS ET REPAR. SUR BIENS IMMOBILIERS BATIMENTS PUBLICS	26 713,48	65 000,00		40 000,00	40 000,00		40 000,00
61558	AUTRES MATERIELS ET OUTILLAGES		2 300,00		1 500,00	1 500,00		1 500,00
61568	MAINTENANCE AUTRES	28 381,24	33 402,00		33 402,00	33 402,00		33 402,00
6161	PRIMES D'ASSURANCES MULTIRISQUES	10 691,61	36 000,00		27 000,00	27 000,00		27 000,00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 611,93	3 000,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00
6184	CONCOURS DIVERS	14 366,67	52 323,00		53 298,00	53 298,00		53 298,00
6185	FRAIS DE COLLOQUES, SEMINAIRES, CONFERENCES		2 000,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	46 859,34	71 000,00		75 000,00	75 000,00		75 000,00
637	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)		500,00		500,00	500,00		500,00
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE								
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR		600,00		600,00	600,00		600,00
	PECULE	23 640,00	56 400,00		46 400,00	46 400,00		46 400,00
6588	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	0,89	200,00		200,00	200,00		200,00
CHARGES FINANCIERES								
CHARGES EXCEPTIONNELLES								
6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	407,98	1 000,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00
673	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS		500,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
	TOTAL GROUPE III	**408 223,55**	**706 880,00**		**610 240,00**	**610 240,00**		**610 240,00**
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**8 422 057,57**	**8 915 150,00**		**10 101 143,00**	**10 101 143,00**		**10 101 143,00**

		Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n				
002	**DEFICIT DE LA SECTION D'EXPLOITATION REPORTE**							
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**8 422 057,57**	**8 915 150,00**		**10 101 143,00**	**10 101 143,00**		**10 101 143,00**

EXPLOITATION : RECETTES
GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconduction	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)
73331	**DOTATION GLOBALE**	**7 973 527,50**	**8 600 000,00**					
	TOTAL GROUPE I	**7 973 527,50**	**8 600 000,00**					

EXPLOITATION : RECETTES

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

				Budget prévisionnel proposé				
		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Reconduction	Mesures nouvelles	Total	Recettes autorisées	Budget exécutoire
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON MEDICAL		2 800,00		2 800,00	2 800,00		2 800,00
6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE	37,44						
7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	3 839,82	2 300,00		2 300,00	2 300,00		2 300,00
7085	PRESTATIONS DELIVREES AUX USAGERS, ACCOMPAGNANTS ET AUTRES TIERS	6 177,00	9 500,00		9 500,00	9 500,00		9 500,00
7481	FONDS POUR L'EMPLOI HOSPITALIER	9 072,57	15 000,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00
7488	AUTRES	2 820,49	1 000,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00
7541	REMBOURSEMENT DE FRAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE	29 058,89	5 000,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00
7542	REMBOURSEMENT SS FRAIS MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	2 617,31	3 000,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00
7548	AUTRES REMBOURSEMENTS DE FRAIS	392 472,44	275 000,00		275 000,00	275 000,00		275 000,00
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2 432,19	1 550,00		1 550,00	1 550,00		1 550,00
	TOTAL GROUPE II	448 528,15	315 150,00		315 150,00	315 150,00		315 150,00

EXPLOITATION : RECETTES
GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconduction	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)
PRODUITS FINANCIERS								
PRODUITS EXCEPTIONNELS								
7712	**SUBVENTION D'EQUILIBRE**				**9 785 993,00**	**9 785 993,00**		**9 785 993,00**
7718	**AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**1,92**						
AUTRES PRODUITS								
	TOTAL GROUPE III	**1,92**			**9 785 993,00**	**9 785 993,00**		**9 785 993,00**
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**8 422 057,57**	**8 915 150,00**		**10 101 143,00**	**10 101 143,00**		**10 101 143,00**

		Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n
002	**EXCEDENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION REPORTE**			
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**8 422 057,57**	**8 915 150,00**	**10 101 143,00**		**10 101 143,00**		**10 101 143,00**

IV - ANNEXE	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2024	D1.1

D1.1 - ETAT DU PERSONNEL - BUDGET CDEF - AU 01/01/2024

CADRE D'EMPLOIS	CATEGORIE	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE HOSPITALIERE ADMINISTRATIVE							
Directeur	A	1	0	1	0	0	0
Adjoint des cadres	B	3	0	3	1	2	3
Assistante médico administrative	B	0	0	0	0	0	0
Adjoint administratif	C	6	0	6	4,5	0,5	5
		10	**0**	**10**	**5,5**	**2,5**	**8**
FILIERE OUVRIERS HOSPITALIERS							
Ouvrier principal de deuxième classe	C	2	0	2	1	1	2
		2	**0**	**2**	**1**	**1**	**2**
FILIERE HOSPITALIERE SOCIO-EDUCATIVE							
Cadre socio-éducatif Cl excep	A	1	0	1	1	0	1
Cadre supérieur socio-éducatif	A	1	0	1	1	0	1
Cadre socio éducatif	A	5	0	5	3	0	3
Assistant socio-éducatif (éducateur spécialisé)	A	33	0	33	25,1	6,9	32
Assistant du service social	A	1	0	1	0	1	1
Conseillère en économie sociale et familiale	A	2	0	2	1,6	0,4	2
Educateur de jeunes enfants	A	5	0	5	4	1	5
Moniteur éducateur	B	22	0	22	11,9	9,6	21,5
Animateur sportif	B	5	0	5	2	2	4
Apprenti Moniteur éducateur		2	0	2	0	2	2
Apprenti Educateur de jeunes enfants		1	0	1	0	1	1
Apprenti Educateur spécialisé		1	0	1	0	1	1
		79	**0**	**79**	**49,6**	**24,9**	**74,5**
FILIERE HOSPITALIERE SERVICES DE SOIN							
Psychologue	A	4	0	4	1	2,3	3,3
Praticien hospitalier	A	1	0	1	0	0,4	0,4
Infirmière ISGS	A	2	0	2	1	0	1
Infirmière classe supérieure	B	1	0	1	1	0	1
Aide-soignante - auxiliaire puériculture	B	6	0	6	5,6	0,4	6
Accompagnant éducatif et social	C	11	0	11	8,8	2,2	11
Agent des services hospitaliers	C	21	0	21	15,8	4,7	20,5
		46	**0**	**46**	**33,2**	**10**	**43,2**
TOTAL GENERAL		**137**	**0**	**137**	**89,3**	**38,4**	**127,7**

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents :
Nombre de suffrages exprimés :
VOTES :
Pour :
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 13 juin 2024

Présenté par (1),
A , le 28 juin 2024

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 28 juin 2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALPY Philippe	
BARBIER Frédéric	
BEAUDREY Bruno	
BILLOT Olivier	
BORGERHOFF Priscilla	
BOUQUIN Christine	
BRAND Marie Paule	
CHARLET David	
CHOUX Monique	
COREN - GASPERONI Christine	
CUENOT - STALDER Jacqueline	
DALAVALLE CLaude	
DALPHIN Marie Laure	
DURAI Marie-Christine	
DUVERNOIS Magali	
FAGAUT Ludovic	
GUYEN Chantal	
GUYON Jean Luc	
HENRY Jeanne	
JACQUEMET Annick	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

KRUCIEN Raphaël	
LEROUX Denis	
LEROY Géraldine	
LIME VIEILLE Patricia	
LOIZON Béatrix	
MAILLARD Valérie	
MAIRE DU POSET Thierry	
MATOCQ-GRABOT Albert	
METHOT Christian	
ROGEBOZ Florence	
RUTOWSKI Serge	
TISSOT TRULLARD Géraldine	
UBBIALI Georges	
VERNIER Thierry	
VIENET MIchel	
VIVOT Romuald	
VOIDEY Martine	
YUGO Aly	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Projet de décision modificative n° 1 – 2024

Budget annexe Laboratoire vétérinaire départemental



www.doubs.fr

Doubs
le Département

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT : DEPARTEMENT DU DOUBS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22250001900054

POSTE COMPTABLE : PAIERIE DEPART. DU DOUBS

M. 57

Budget supplémentaire (projet de budget) (3)
Voté par nature

BUDGET : LABORATOIRE VETERINAIRE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 40
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 41
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 45
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 46
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 47

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	49
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	50
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	51
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	53
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	56
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	57
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	58
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	59

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : Dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement %
- Investissement : Dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section d'investissement%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	1 223 077,87	1 090 903,07	266 015,74	A1	133 840,94
Investissement	68 888,65	60 926,82	(3) 156 531,56	A2	148 569,73
Fonctionnement	1 154 189,22	1 029 976,25	(4) 109 484,18	A3	-14 728,79

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	133 840,94
Investissement	**A2 + B2**	148 569,73
Fonctionnement	**A3 + B3**	-14 728,79

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	148 569,73	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 148 569,73
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	148 569,73	148 569,73

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	75 271,21	90 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 14 728,79	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	90 000,00	90 000,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	238 569,73	238 569,73

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	26 292,00	0,00	148 569,73	0,00	174 861,73
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**31 292,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**179 861,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	19 860,00	0,00	0,00	0,00	19 860,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**19 860,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 860,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**51 152,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**199 721,73**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*1 028,00*		*0,00*	*0,00*	*1 028,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 028,00***		***0,00***	***0,00***	***1 028,00***
TOTAL		**52 180,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**200 749,73**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**200 749,73**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*52 180,00*		*0,00*	*0,00*	*52 180,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***52 180,00***		***0,00***	***0,00***	***52 180,00***

TOTAL	**52 180,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 180,00**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**148 569,73**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**200 749,73**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**51 152,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	421 640,00	0,00	-15 728,79	0,00	405 911,21
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	709 000,00	0,00	91 000,00	0,00	800 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 320,00	0,00	0,00	0,00	1 320,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 131 960,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**1 207 231,21**
66	Charges financières	1 420,00	0,00	0,00	0,00	1 420,00
67	Charges spécifiques (4)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**1 133 880,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**1 209 151,21**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*52 180,00*		*0,00*	*0,00*	*52 180,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***52 180,00***		***0,00***	***0,00***	***52 180,00***

TOTAL	**1 186 060,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**1 261 331,21**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**14 728,79**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 276 060,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	1 185 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	32,00	0,00	0,00	0,00	32,00
Total des recettes de gestion courante		**1 185 032,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**1 275 032,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 185 032,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**1 275 032,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 028,00*		*0,00*	*0,00*	*1 028,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 028,00***		***0,00***	***0,00***	***1 028,00***
TOTAL		**1 186 060,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**1 276 060,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 276 060,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**51 152,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	148 569,73	*0,00*	148 569,73
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**148 569,73**	***0,00***	**148 569,73**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**148 569,73**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-15 728,79		-15 728,79
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	91 000,00		91 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**75 271,21**	***0,00***	**75 271,21**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**14 728,79**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**90 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**148 569,73**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**148 569,73**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	90 000,00		90 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**90 000,00**	***0,00***	**90 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**90 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 180,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**148 569,73**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	26 292,00	0,00	0,00	148 569,73	0,00	0,00	148 569,73	148 569,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**31 292,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**148 569,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	19 860,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**19 860,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**51 152,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**148 569,73**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 028,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 028,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**148 569,73**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 180,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*52 180,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***52 180,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**148 569,73**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**148 569,73**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 180,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**148 569,73**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	26 292,00	0,00	0,00	148 569,73	0,00	0,00	148 569,73	148 569,73
2188	Autres immobilisations corporelles	26 292,00	0,00		148 569,73	0,00	0,00	148 569,73	148 569,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**31 292,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**148 569,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	19 860,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	19 860,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**19 860,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**51 152,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**	**148 569,73**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 028,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Reprise sur autofinancement antérieur	*1 028,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*1 028,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 028,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 180,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*52 180,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 264,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*18 536,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*32 380,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***52 180,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**1 186 060,00**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**75 271,21**
011	Charges à caractère général (4)	421 640,00	0,00	0,00	-15 728,79	0,00	0,00	-15 728,79	-15 728,79
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	709 000,00	0,00		91 000,00	0,00		91 000,00	91 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 131 960,00**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**75 271,21**
66	Charges financières	1 420,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 920,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 133 880,00**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**75 271,21**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*52 180,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**52 180,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**14 728,79**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**90 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 186 060,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**90 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	32,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 185 032,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**90 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 185 032,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**90 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 028,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 028,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**90 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 186 060,00**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**75 271,21**
011	Charges à caractère général (5)	421 640,00	0,00	0,00	-15 728,79	0,00	0,00	-15 728,79	-15 728,79
6042	Achats de prestations de services	37 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	224 120,00	0,00		-15 728,79	0,00	0,00	-15 728,79	-15 728,79
611	Contrats de prestations de services	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	1 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	8 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	20,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	709 000,00	0,00		91 000,00	0,00		91 000,00	91 000,00
6331	Versement mobilité	7 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	320 000,00	0,00		62 000,00	0,00		62 000,00	62 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64118	Autres indemnités	100 000,00	0,00		16 500,00	0,00		16 500,00	16 500,00
64131	Rémunérations	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	13 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	71 000,00	0,00		6 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	120 000,00	0,00		6 500,00	0,00		6 500,00	6 500,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	1 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	20,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 131 960,00**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**75 271,21**
66	Charges financières	1 420,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 420,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**1 920,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 133 880,00**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**0,00**	**0,00**	**75 271,21**	**75 271,21**

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*52 180,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*52 180,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**52 180,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	1 295,52
Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 295,52
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 186 060,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**90 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70641	Taxes d'analyse	1 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	32,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	32,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 185 032,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**90 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 185 032,00**	**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**90 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 028,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*1 028,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 028,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**410 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					410 000,00									
1122	SFIL CAFFIL	23/12/2005	30/12/2005	01/02/2006	410 000,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,570	EUR	A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**410 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**39 708,53**					**19 854,22**	**1 417,59**	**0,00**	**647,76**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		39 708,53					19 854,22	1 417,59	0,00	647,76
1122	N	0,00	A-1	39 708,53	1,08	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	19 854,22	1 417,59	0,00	647,76
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**39 708,53**					**19 854,22**	**1 417,59**	**0,00**	**647,76**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	39 708,53	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 € €		11 décembre 2003
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études (non suivis de réalisation) - 2031	5	11/12/2003
L	Frais de recherche et de développement en cas de réussite du projet - 2032	5	11/12/2003
L	Frais de recherche et de développement en cas d'échec du projet - 2032	1	11/12/2003
L	Frais d'insertion (si échec du projet) - 2033	5	11/12/2003
L	Subventions équipement versées en financement de biens mobiliers, matériels et études - 204....1	5	11/12/2003
L	Concession et droits similaires, brevet, licence, marques, procédés, logiciels ? - 2051	5	11/12/2003
L	Autres immobilisation incorporelles - 208	5	11/12/2003
L	Plantations d'arbres et arbustes (sauf regénération des forêts) - 2121	15	11/12/2003
L	Autres agencement et aménagement de terrains - 2128	15	11/12/2003
L	Batiments administratifs (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21311	25	11/12/2003
L	Batiments scolaires (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21312	25	11/12/2003
L	Batiments sociaux et médico-sociaux (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21313	25	11/12/2003
L	Batiments culturels et sportifs (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21314	25	11/12/2003
L	Batiments autres publics (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21318	25	11/12/2003
L	Batiments privés (constructions neuves et réhabilitations lourdes) - 21321, 21328	25	11/12/2003
L	Batiments légers, abris, réhabilitations légères et restructurations intérieures - 213.... et suiv.	10	11/12/2003
L	Installations générales, agencemt, aménagemts constructions, grosses réparations - 2135 ... et suiv.	15	11/12/2003
L	Installations , agencement et aménagements divers (bâtiments CD25 non proporiétaire) - 2181	15	11/12/2003
L	Matériel de bureau et mobilier (scolaire et autre) - 21841 et 21848	10	11/12/2003
L	Subventions équipement versées en financement de bâtiments et installations - 204....2	30	23/03/2016
L	Subventions équipemt versées en financement de projets d'infrastructure d'intérêt nat - 204...3	40	23/03/2016
L	Réseaux divers - 21533 et 21538	15	14/12/2020
L	Matériel et outillage technique scolaire - 21572	5	16/01/2023
L	Matériel et outillage technique scolaire - 21572	10	16/01/2023
L	Matériel technique roulant de voirie - 215731	7	16/01/2023
L	Autre matériel et outillage technique de voirie - 215738	10	16/01/2023
L	Autre matériel technique - 21578	10	16/01/2023
L	Autre installation matériel et outillages techniques - 2158	10	16/01/2023
L	Biens historiques et culturels immobiliers (dépenses ulttérieures immobilisées) - 21612	10	16/01/2023
L	Biens historiques et culturels immobiliers (dépenses ulttérieures immobilisées) - 21612	15	16/01/2023
L	Biens historiques et culturels immobiliers (dépenses ulttérieures immobilisées) - 21612	25	16/01/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Biens historiques et culturels mobiliers (dépenses ulttérieures immobilisées) - 21622	10	16/01/2023
L	Matériel de transport (véhicules, fourgons, fourgonnettes) - 21828	5	16/01/2023
L	Matériel de transport (véhicules, fourgons, fourgonnettes) - 21828	10	16/01/2023
L	Matériel informatique (scolaire ou autre) - 21831 et 21838	5	16/01/2023
L	Matériel de téléphonie - 2185	4	16/01/2023
L	Autre matériel - 2188	5	16/01/2023
L	Autre matériel - 2188	10	16/01/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,66**	**0,00**	**1,66**
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	1,00	0,00	1,00	0,83	0,00	0,83
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	1,00	0,00	1,00	0,83	0,00	0,83
FILIERE TECHNIQUE (c)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,83**	**1,00**	**2,83**
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	1,00	0,00	1,00	0,83	0,00	0,83
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**4,82**	**0,00**	**4,82**
PED ERGO PSY ORTHO MAN PRE DI	A	3,00	0,00	3,00	2,17	0,00	2,17
PED ERGO PSY ORTHO MANIP HC	A	4,00	0,00	4,00	2,65	0,00	2,65
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,67**	**0,00**	**1,67**
BIOL.VET.PHARM.CL.EXCEPTION.	A	2,00	0,00	2,00	1,67	0,00	1,67
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**13,00**	**0,00**	**13,00**	**9,98**	**1,00**	**10,98**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	371-534	0,00	332-8-2°	CDD CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368-486	0,00	A	CDD CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**148 569,73**	**0,00**	**148 569,73**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 569,73**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**20 888,00**	**0,00**	**0,00**	**20 888,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**52 180,00**	**0,00**	**0,00**	**52 180,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**31 292,00**	**0,00**	**0,00**	**31 292,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 20 888,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**19 860,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	19 860,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 028,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 028,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 52 180,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**52 180,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 264,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*18 536,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*32 380,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents :
Nombre de suffrages exprimés :
VOTES
Pour :
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 13/06/2024

Présenté par la présidente (1),
A Besançon, le 28/06/2024

Délibéré par l'assemblée la présidente (2), réunie en session conseil départemental
A Besançon, le 28/06/2024
Les membres de l'assemblée délibérante la présidente (2),(3).

.

ALPY Philippe	
BARBIER Frédéric	
BEAUDREY Bruno	
BILLOT Olivier	
BORGERHOFF Priscilla	
BOUQUIN Christine	
BRAND Marie Paule	
CHARLET David	
CHOUX Monique	
COREN - GASPERONI Christine	
CUENOT - STALDER Jacqueline	
DALAVALLE CLaude	
DALPHIN Marie Laure	
DURAI Marie-Christine	
DUVERNOIS Magali	
FAGAUT Ludovic	
GUYEN Chantal	
GUYON Jean Luc	
HENRY Jeanne	
JACQUEMET Annick	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

KRUCIEN Raphaël	
LEROUX Denis	
LEROY Géraldine	
LIME VIEILLE Patricia	
LOIZON Béatrix	
MAILLARD Valérie	
MAIRE DU POSET Thierry	
MATOCQ-GRABOT Albert	
METHOT Christian	
ROGEBOZ Florence	
RUTOWSKI Serge	
TISSOT TRULLARD Géraldine	
UBBIALI Georges	
VERNIER Thierry	
VIENET MIchel	
VIVOT Romuald	
VOIDEY Martine	
YUGO Aly	

Certifié exécutoire par la présidente (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Besançon, le 05/06/2024

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Gestion et optimisation financière - Décision modificative n° 1 de 2024

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 404** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Olivier BILLOT** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Approuve l'affectation comptable du résultat par l'inscription d'une recette d'investissement au compte 1068 de 44 539 912,27 €, d'une recette de fonctionnement au compte 002 de 16 859 234,47 € et d'une dépense d'investissement au compte 001 de 44 539 912,27 €.

Arrête le volume global de la décision modificative n° 1 de 2024 du Département à 55 241 782,27 € en mouvements réels, soit :

- 40 349 912,27 € de recettes d'investissement et 14 891 870,00 € de recettes de fonctionnement ;
- 47 689 912,27 € de dépenses d'investissement et 7 551 870 € de dépenses de fonctionnement.

Autorise la reprise de la totalité du produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux affecté en réserves pour un montant de 7 000 000 €, afin d'atténuer la baisse du produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux anticipée sur l'exercice 2024.

Approuve, au niveau du chapitre, pour chacune des sections, les inscriptions de dépenses et de recettes telles qu'elles figurent dans le document budgétaire et en annexe n° 1 du rapport.

Approuve les ouvertures et les annulations d'autorisations de programme pour un montant global de 24 397 980,67 €, présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2, 3 et 4 du rapport, selon la répartition suivante :

- des ouvertures d'autorisations de programme pour un montant de 45 388 000 €
- des annulations d'autorisations de programme pour un montant de - 20 990 019,33 €.

Approuve les ouvertures et annulations d'autorisations d'engagement pour un montant global de – 6 561 216,78 €, présentées en annexe du document comptable et en annexes n° 2, 3 et 4 du rapport, selon la répartition suivante :

- des ouvertures d'autorisations d'engagement pour un montant de 280 000 €
- des annulations d'autorisations d'engagement pour un montant de – 6 841 216,78 €.

Approuve la programmation pluriannuelle des autorisations de programme et d'engagement ainsi que la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants figurant en annexe n° 4 du rapport.

Pour le budget annexe du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) :

- Approuve les inscriptions en dépenses et en recettes, correspondant aux inscriptions de dépenses et de recettes détaillées en annexe n° 1 du rapport. Le montant disponible pour la subvention d'équilibre est de 10 185 993 €.

Pour le budget annexe du Laboratoire vétérinaire départemental :

- Approuve l'inscription d'une recette d'investissement au compte 001 de 148 569,73 € et d'une dépense de fonctionnement au compte 002 de 14 728,79 € ;
- Approuve les inscriptions, en dépenses et en recettes, à hauteur de 238 569,73 €, détaillées en annexe n° 1 du rapport. Le montant disponible pour la subvention d'équilibre est de 90 000 €.

Concernant les garanties d'emprunts, approuve l'inscription sur l'enveloppe dédiée au logement social, d'un crédit de + 12 M€, portant ainsi son montant à 50 M€.

*
* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Marie-Laure DALPHIN, Annick JACQUEMET, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Conseillers départementaux.

Ont voté contre, les Conseillers départementaux suivants :

Monique CHOUX, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Albert MATOCQ-GRABOT, Georges UBBIALI, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

N'ont pas pris part au vote, les Conseillers départementaux suivants :

Mme VOIDEY, M. GUYON, représentants du Département au Comité syndical de l'Aérodrome du Pays de Montbéliard, au titre de l'ouverture complémentaire en autorisations de programme nécessaire pour répondre aux obligations statutaires de l'organisme.

M. ALPY, Président du Syndicat mixte du Mont d'Or,
Mmes ROGEBOZ, TISSOT-TRULLARD, MM. MAIRE DU POSET, VIVOT, DALLAVALLE, KRUCIEN, représentants du Département au Comité syndical du Syndicat mixte du Mont d'Or, au titre de l'inscription complémentaire de crédits de fonctionnement en faveur du SMIX.

Adopté à la majorité des suffrages exprimés avec 12 voix contre.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral

le 02/07/2024

Acte Exécutoire sous référence :

025-222500019-20240628-lmc1DL246996H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 101
	Commission[s] : 1
	Timbre : DGS / DA

SOLIDARITÉS HUMAINES

AUTONOMIE DES PA ET DES PH, ET TRANSPORTS ADAPTÉS - PERSONNES HANDICAPÉES - HÉBERGEMENT DES PH

Objet : Mise en œuvre de l'enveloppe dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – LES ETABLISSEMENTS ET LES SITUATIONS INDIVIDUELLES CONCERNEES....2

I – 1. LES ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS....2

I – 2. LES SITUATIONS INDIVIDUELLES CONCERNÉES....2

II – LES REGLES DE FONCTIONNEMENT DE CETTE NOUVELLE ENVELOPPE....3

II – 1. DÉCISION D'ATTRIBUTION DE L'AIDE EXCEPTIONNELLE À L'ORGANISME GESTIONNAIRE....3

II – 2. MODALITÉS DE PAIEMENT....4

PROJET DE DELIBERATION....5

INTRODUCTION

Dans le cadre du budget primitif 2024, le Département a souhaité se doter d'une nouvelle dotation d'un montant de 100 000 € dédiée à l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

En effet, il a été constaté depuis plusieurs années la nécessité de renforcer l'accompagnement en établissement de quelques personnes dont la situation est très complexe, et qui nécessite ainsi des moyens RH supplémentaires au sein de l'établissement concerné.
Il s'agit souvent de personnes souffrant de comorbidité ou dont le handicap génère des troubles du comportement nécessitant un accompagnement très renforcé, et pour lesquelles le plateau technique de l'établissement n'est pas suffisant pour assurer un accompagnement adapté et sécurisé, pour la personne et pour les autres résidents de l'établissement.

Dans les établissements de compétence conjointe (Foyers d'accueil médicalisés - FAM), l'ARS peut financer ponctuellement des moyens supplémentaires sur le volet du soin. En revanche, dans ces établissements ou ceux de compétence propre, le Département ne disposait pas jusqu'ici d'un outil financier adapté lui permettant d'intervenir sur le volet éducatif. Avec la généralisation de la contractualisation (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens – CPOM), il n'est par ailleurs plus possible de compenser un déficit lié à ce type de situation exceptionnelle.

Il est donc proposé de mettre en œuvre ce nouveau dispositif, qui devrait concerner quelques situations individuelles chaque année (estimation de 2 à 5 situations par an).

I – LES ETABLISSEMENTS ET LES SITUATIONS INDIVIDUELLES CONCERNEES

I – 1. Les établissements concernés

Cette nouvelle dotation visera à soutenir les établissements qui s'engagent dans des prises en charge très complexes, nécessitant du personnel supplémentaire, et relevant de la compétence du Département :

- Les Foyers d'accueil médicalisés (FAM), de compétence conjointe ARS/Département. Pour ce type d'établissement, le Département n'interviendra que pour financer des moyens éducatifs supplémentaires. En effet, si les besoins de moyens supplémentaires relèvent du soin, cela dépendra de la compétence de l'ARS, qui intervient déjà via des crédits non reconductibles (CNR).

- Les Foyers de vie et les Foyers d'hébergement, qui relèvent de la tutelle exclusive du Département.

I – 2. Les situations individuelles concernées

L'appréciation de la complexité d'une situation individuelle ne peut relever de la seule appréciation de l'organisme gestionnaire. Par ailleurs, la prise en charge de ce type de situation ne nécessite pas toujours des moyens RH supplémentaires en interne de l'établissement, mais parfois plutôt des doubles prises en charge, avec deux lieux d'accueil qui se relaient, ou encore une adaptation des locaux, un partenariat renforcé avec la psychiatrie (intervention de l'équipe mobile…), etc.

C'est pourquoi chaque situation individuelle complexe fait l'objet d'une saisine de la Communauté 360 (C360) de la MDPH, qui porte également le dispositif « Réponse accompagnée pour tous » (RAPT). La C360 a pour mission de réunir l'ensemble des acteurs concernés, à la fois sur le volet médico-social mais aussi sanitaire, dans le cadre d'une synthèse (encore appelée « Groupe Opérationnel de Synthèse »). Lorsque des moyens dérogatoires sont sollicités, la ou les tutelles concernées sont invitées. L'objectif de ce temps de travail est de rédiger un plan d'accompagnement global (PAG) individualisé, qui doit permettre de trouver une solution adaptée à chaque personne en situation de handicap dont la situation est complexe.

Dans ce PAG sont indiqués les modalités d'accompagnement de la personne, et les ajustements de prise en charge nécessaires, notamment en termes de moyens RH si le besoin est avéré, et validés par les tutelles (ARS et/ou Département).

Le Département est associé à ces temps de travail individuels lorsque la situation individuelle relève de sa compétence propre ou conjointe avec l'ARS.

II – LES REGLES DE FONCTIONNEMENT DE CETTE NOUVELLE ENVELOPPE

II – 1. Décision d'attribution de l'aide exceptionnelle à l'organisme gestionnaire

La décision d'attribution de cette enveloppe fera l'objet d'un arrêté de Mme la Présidente, indiquant le montant de l'aide attribuée à l'organisme gestionnaire.

Cette décision sera prise sur la base des documents suivants qui devront être transmis par l'organisme gestionnaire concerné :

- Le Plan d'Accompagnement Global, signé par l'organisme, le tuteur de la personne, le représentant du Département (éventuellement l'ARS), indiquant précisément les besoins d'accompagnement supplémentaires.

- Une fiche de saisine remplie par l'organisme gestionnaire indiquant une estimation des moyens nécessaires, validée et signée par le représentant du Département.

- La notification de la décision de la CDAPH, indiquant comme orientation cible un établissement de compétence départementale. Il s'agit de ne pas financer des moyens supplémentaires pour l'accompagnement d'une personne dans un établissement de compétence départementale, alors que son orientation cible relève de la compétence exclusive de l'ARS. Ainsi, dans ce cas de figure, la demande de financement de moyens supplémentaires sera orientée vers l'ARS.

L'attribution de l'aide sera possible pour une durée maximum de 6 mois, renouvelable selon l'évolution du PAG. Un montant financier maximum sera indiqué sur cet arrêté.

Le dispositif sera rétroactif à compter du 1er janvier 2023, ceci afin d'assurer la prise en charge d'une situation complexe en 2023 par un organisme gestionnaire.

II – 2. Modalités de paiement

Le versement de la dotation sera réalisé par le Département, a posteriori, sur la base des justificatifs suivants :

- L'arrêté signé par Mme la Présidente ;
- Le CV ou le diplôme de la personne recrutée en sureffectif ;
- Les justificatifs de dépense suivants : soit une facture d'intérim, soit tout justificatif attestant du recrutement d'un professionnel en CDD (contrat de travail, fiches de paie).

Chaque année, Mme la Présidente rendra compte des aides versées au cours de l'année N, dans le cadre d'un rapport qui sera soumis en Commission permanente au début de l'année N+1.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2024 ;

Vu le rapport **n° 101** présenté sous le timbre **: DGS / DA** ;

Vu l'avis de la commission n° **1** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Valide les critères d'attribution de la nouvelle dotation dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement, ainsi que ses modalités de paiement, tels que présentés dans le rapport.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Solidarités humaines - Autonomie des PA et des PH, et transports adaptés - Personnes handicapées - Hébergement des PH - Mise en œuvre de l'enveloppe dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement

Vu le code général des collectivités locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2024 ;

Vu le rapport **n° 101** présenté sous le timbre **: DGS / DA** ;

Vu l'avis de la commission n° **1** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Denis LEROUX** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Valide les critères d'attribution de la nouvelle dotation dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement, ainsi que ses modalités de paiement, tels que présentés dans le rapport.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral

le 02/07/2024

Acte Exécutoire sous référence :

025-222500019-20240628-lmc1DL247031H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 102
	Commission[s] : 1
	Timbre : DGS / DEF

SOLIDARITÉS HUMAINES
ENFANCE ET FAMILLE - GOUVERNANCE ET STRATÉGIE - COORDINATION ET ANIMATION

Objet : Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – LES AXES DE CONTROLE....2

I – 1. LA STRATÉGIE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT....2

I – 2. LA RÉGULATION DE L'OFFRE....3

I – 3. LE SOUTIEN DU DÉPARTEMENT À L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT....3

II – SPECIFICITES DU DEPARTEMENT DU DOUBS EN MATIERE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT....3

II – 1. L'EXTERNALISATION DE L'AGRÉMENT D'ASSISTANT MATERNEL....3

II – 2. LES RÉFÉRENTS EAJE....4

II – 3. LE SOUTIEN AUX RELAIS PETITE ENFANCE....4

III - LES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LA CRC....4

III – 1. SÉCURISATION DES DONNÉES ET OPTIMISATION DES OUTILS NUMÉRIQUES....4

III – 2. DIFFUSION ET MISE À JOUR DES PROCÉDURES....4

III – 3. VALORISATION DES DISPOSITIFS....5

IV CONCLUSION....5

PROJET DE DELIBERATION....6

INTRODUCTION

Dans le cadre du contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs sur les exercices 2018 et suivants autour de la politique d'accueil du jeune enfant (0-3 ans), la Chambre Régionale des Comptes (CRC) a mené un contrôle qui s'est déroulé entre septembre et novembre 2023. Il s'agit d'une série de contrôles nationaux qui s'inscrivent dans la feuille de route de la Cour des Comptes, qui porte sur une enquête globale et nationale relative à la thématique de la Petite Enfance.

Le 30 janvier 2024, un rapport d'observations provisoires a été transmis au Département. En réponse, Mme la Présidente du Département a rédigé un courrier visant à communiquer divers points et informations complémentaires à inclure, préciser ou modifier dans le rapport. La Chambre régionale des Comptes a favorablement accueilli cette réponse, rendant ainsi inutile l'ajout d'un droit de réponse au rapport public.

Le rapport d'observation définitif a été transmis au Département le 22 avril 2024 et il convient de le présenter en Assemblée départementale dans un délai de deux mois.

Ce contrôle intervient dans un contexte national particulier suite à des faits tragiques de maltraitances en crèche (ou Etablissement d'accueil du Jeune Enfant – EAJE) ayant sensibilisé l'opinion publique, et à la publication de deux ouvrages en septembre 2023, dénonçant des dysfonctionnements en EAJE.

Une mission flash portant sur les perspectives d'évolution de la prise en charge des enfants dans les crèches, menée par les députées M. PEYRON et I. SANTIAGO a présenté ses conclusions à l'Assemblée Nationale en novembre 2023. D'autres enquêtes parlementaires sont en cours sur le sujet, auxquelles le Département du Doubs, au travers du service de Protection maternelle et infantile (PMI), répond volontiers.

Le Département du Doubs a fait preuve d'un accueil serein et proactif vis-à-vis des magistrats de la Chambre régionale des Comptes. Cet examen, par leurs soins, a constitué une opportunité privilégiée pour le Département de mettre en lumière les actions novatrices et avant-gardistes déployées par son service de PMI.

I – LES AXES DE CONTROLE

I – 1. La stratégie d'accueil du jeune enfant

Bien qu'il n'ait pas encore adopté de stratégie spécifiquement dédiée à la politique d'accueil du jeune enfant (non obligatoire), la CRC souligne que le Département mène déjà de nombreuses actions, souvent innovantes et ambitieuses, dans ce domaine.
Ces initiatives, intégrées à des stratégies plus globales telles que C@P25, le Plan Pauvreté ou encore la Stratégie Nationale de Prévention et de Protection de l'Enfance (SNPPE), témoignent de l'engagement fort du Département en faveur de la petite enfance.

Si la CRC juge limitée l'implication antérieure du Département dans le schéma départemental des services aux familles, notamment par manque de moyens (absence de médecin départemental de PMI depuis 2017), le Département a rappelé son rôle de pilotage et de contributeur actif aux fiches actions, sur la thématique de l'accueil du jeune enfant.

Il a également été rappelé que ce schéma étant piloté de manière règlementaire par la CAF, le Département ne peut que contribuer activement, à l'image de son intervention actuelle. - 627 -

I – 2. La régulation de l'offre

Si la régulation de l'offre d'accueil n'est pas une mission départementale en tant que telle, la CRC conclut que le Département satisfait à ses obligations règlementaires, fixées par le Code de la Santé Publique et le Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le rapport souligne le respect des procédures d'agrément, d'accompagnement, de contrôle, de surveillance, et de traitement des signalements, en EAJE et chez les assistants maternels.

La CRC met en avant le travail qualitatif, mené par le Département, sur les missions de contrôle.

La CRC note que le taux de natalité départemental est en baisse mais l'offre d'accueil individuel des jeunes enfants diminue davantage. Malgré les projets d'ouverture d'EAJE, la CRC signale dans son rapport un risque d'appauvrissement de l'offre d'accueil global des moins de 3 ans dans le Doubs dans les années à venir.

I – 3. Le soutien du Département à l'accueil du jeune enfant

Depuis 2018, le Département a mis en place des contrats de territoire C@P25 avec chaque EPCI pour accompagner financièrement, voire techniquement les projets d'investissement de collectivités, dont la création d'EAJE.

Le Département a également participé à d'autres projets : le financement de Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP), l'expérimentation « Solution assistants maternels relais », le soutien des classes passerelles ainsi que des crèches AVIP (A Vocation d'Insertion Professionnelle).

La CRC souligne la plus-value de l'expertise départementale dans l'accompagnement de ces projets.

II – SPECIFICITES DU DEPARTEMENT DU DOUBS EN MATIERE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

II – 1. L'externalisation de l'agrément d'assistant maternel

Par délégation de service public, le cabinet REFERENCE, en charge également de la formation obligatoire des assistants maternels, est mandaté pour assurer les visites à domicile d'évaluation d'agrément des assistants maternels.
Dès lors, les puéricultrices disposent de davantage de temps de travail pour accompagner les professionnels dans leur pratique et pour assurer les missions de santé et d'accompagnement à la parentalité de la PMI. Nos professionnels ont pu se recentrer sur le cœur de leur métier.

Cette organisation, innovante et ambitieuse, a pu être réalisée dans le contexte du Plan pauvreté dès 2020, puis par un relais dans le cadre de la SNPPE. La CRC mentionne l'apport en termes d'harmonisation des pratiques sur le territoire induit par ce dispositif, ainsi que l'accompagnement des assistants maternels par les puéricultrices de PMI : ce dernier est plus orienté sur la montée en compétence des assistants maternels et moins sur le contrôle et la sécurité, assurés par le prestataire.

II – 2. Les référents EAJE

La CRC reconnait l'apport des référents EAJE en termes de connaissances techniques et juridiques approfondies pour le soutien, l'accompagnement et le contrôle des EAJE.
Ce dispositif a été créé par une initiative du service PMI pour répondre aux objectifs de la SNPPE pour dégager du temps médical tout en renforçant la mission EAJE. La mission de contrôle et d'accompagnement des crèches était portée jusqu'en 2022 par les médecins PMI de secteur. Outre le gain de temps médical réorienté sur la consultation pédiatrique, la centralisation de cette mission sur deux personnels dédiés est une réussite tant sur le plan quantitatif que qualitatif.
Il est depuis reconnu comme bonne pratique sur le plan national par le rapport de l'IGAS d'avril 2023.
La pérennisation de deux postes d'Educatrices de Jeunes enfants début 2024 est une vraie avancée pour cette mission.

II – 3. Le soutien aux Relais Petite Enfance

Au travers de C@P25, le Département subventionne à son initiative les Relais Petite Enfance par la prise en charge d'une partie des salaires des animateurs de ces dispositifs.

L'ensemble du territoire bénéficie ainsi d'animateurs RPE, ayant pour mission d'informer et de promouvoir le métier d'assistant maternel, d'accompagner professionnels et parents, et d'organiser des animations et des formations pour les assistants maternels.
Au plus près de l'usager, cet échelon est devenu primordial pour accompagner tant les professionnels assistants maternels que les parents employeurs.

III - LES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LA CRC

III – 1. Sécurisation des données et optimisation des outils numériques

Cette préconisation de la CRC rejoint les constats du service de PMI, qui l'avaient amené à numériser les dossiers dès 2020, et solliciter l'acquisition du module IODAS agrément. Le logiciel sera opérationnel au second semestre 2024, et regroupera les agréments des assistants maternels comme ceux des EAJE.

De même, la CRC invite le Département à créer un fichier unique des décisions de retrait d'agrément d'assistants maternels. La création du répertoire national prévu par la Loi 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants permettra d'y répondre. Le Département s'inscrit bien volontairement dans cette démarche avec la mise en place d'une liste départementale et contribuera à la liste nationale dès sa création.

III – 2. Diffusion et mise à jour des procédures

La mise à jour des fiches relatives à la petite enfance lors de l'actualisation du Règlement Départemental de l'Action Sociale (RDAS) permettra de tenir compte de l'évolution de la réglementation et des procédures tout comme de la nouvelle organisation des missions et des services. En effet, cette partie du RDAS n'a pas été mise à jour depuis 2017.

Il conviendra aussi d'actualiser les fiches techniques à destination des assistants maternels disponible sur le site Doubs.fr sous forme d'un référentiel.

III – 3. Valorisation des dispositifs

La CRC invite le Département à communiquer davantage sur le dispositif de remboursement des surcoûts de frais de garde occasionnés aux familles par la formation obligatoire des assistants maternels. Il appartient au Département de consulter chaque année la Commission Consultative Paritaire Départementale (CCPD) sur le programme de formation des assistants maternels ainsi que sur le bilan de fonctionnement de l'agrément.

IV CONCLUSION

Le contrôle de la CRC a mis en évidence les bonnes pratiques du Département du Doubs en matière de politique d'accueil du jeune enfant, qui satisfait aux obligations règlementaires, malgré des moyens humains limités (manque de médecins), ayant nécessité de repenser l'organisation des services, pour libérer du temps médical et paramédical.

La majorité des préconisations de la CRC a été anticipée par le service de PMI (la numérisation des dossiers par exemple). Le Département s'engage à se donner les moyens pour réaliser les autres dans l'année.

Enfin, il est rappelé que ce rapport n'est centré que sur une partie de l'activité du service de PMI, et doit être intégré dans une observation complète de l'ensemble de ses missions, comportant, entre autre, la santé des femmes enceintes et des enfants de moins de 6 ans, l'accompagnement à la parentalité, les centres de santé sexuelle ou encore l'analyse épidémiologique.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 102** présenté sous le timbre **: DGS / DEF** ;

Vu l'avis de la commission n° **1** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

- prend acte des conclusions du rapport d'observations définitives rendu par la Chambre régionale des comptes (CRC), portant sur le contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant ;

- prend acte qu'un bilan des actions mises en œuvre par le Département doit être réalisé, conformément aux préconisations formulées par le présent rapport sur l'année suivant les observations précitées de la CRC.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

TABLE DES ANNEXES

1 - Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant
2 - Courrier de réponse au rapport provisoire CRC_CD25

Chambre régionale
des comptes
Bourgogne-Franche-Comté

Le président

Dijon, le 22 avril 2024

Réf. : 24 ROD2 CB 04

Objet : notification des observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion du département du Doubs (accueil du jeune enfant)

P.J : 1 rapport d'observations définitives

Envoi dématérialisé avec accusé de réception
(article R. 241-9 du code des juridictions financières)

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport d'observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion du département du Doubs pour les exercices 2018 et suivants, dans le cadre de travaux communs des juridictions financières portant sur une enquête relative à l'accueil du jeune enfant, pour lequel la chambre n'a reçu aucune réponse écrite destinée à y être jointe.

Je vous rappelle que ce document revêt, encore à ce stade, un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger jusqu'à sa communication à votre conseil départemental. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de sa plus proche réunion, au cours de laquelle il donnera lieu à débat. Dans cette perspective, le rapport sera joint à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Dès la tenue de cette réunion et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, ce document pourra être publié et communiqué aux tiers en faisant la demande, dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

En application de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre conseil départemental et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Par ailleurs je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations est transmis au préfet ainsi qu'à la directrice départementale des finances publiques.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Emmanuel ROUX

Mme Christine BOUQUIN
Présidente du Conseil départemental du Doubs
7 avenue de la Gare d'Eau
25031 BESANÇON cedex

cabinet@doubs.fr

Chambre régionale
des comptes
Bourgogne-Franche-Comté

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

DEPARTEMENT DU DOUBS

Exercices 2018 et suivants

Enquête accueil du jeune enfant

28-30, rue Pasteur - CS 71199 - 21011 DIJON Cedex – Téléphone : 03 80 67 41 50
bourgognefranchecomte@crtc.ccomptes.fr - Site Internet : http://www.ccomptes.fr/fr/crc-bourgogne-franche-comte

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE 5

INTRODUCTION 7

1 LA PRÉSENTATION DE L'ETAT DE L'OFFRE DANS LE DEPARTEMENT DU DOUBS 9

1.1 Une offre d'accueil en recomposition mais en recul 9
1.2 Un maintien à ce stade du taux de couverture 10

2 LA STRATÉGIE DE LA PETITE ENFANCE AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL 11

2.1 Une stratégie multi-partenariale : le schéma départemental de services aux familles 11

2.1.1 Une contribution limitée du département à la mise en œuvre du SDSF 2016-2019 12

2.1.1.1 Un diagnostic territorial relativement complet 12
2.1.1.2 Les orientations et le plan d'action 12
2.1.1.3 Un suivi et une mise en œuvre du schéma limités 13

2.1.2 Le recentrage du rôle du département dans le cadre du SDSF 2020-2023 14

2.1.2.1 Un périmètre du diagnostic territorial globalement reconduit 14
2.1.2.2 Une limitation des missions attribuées au département par le schéma 15
2.1.2.3 Un suivi plus régulier malgré l'absence de bilan formalisé 17

2.2 L'absence d'une stratégie spécifique à l'accueil du jeune enfant et propre au département 18

3 LA RÉGULATION DE L'OFFRE D'ACCUEIL PAR LE DÉPARTEMENT 19

3.1 La régulation, le suivi et le contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant EAJE 20

3.1.1 Une organisation lisible et une procédure conforme à la règlementation 20
3.1.2 Le renforcement du suivi et du contrôle des EAJE 22

3.1.2.1 Un suivi et un contrôle sur pièces satisfaisants 22
3.1.2.2 Un contrôle sur place à mieux retracer 23
3.1.2.3 Un traitement satisfaisant des signalements 23

3.2 L'agrément, le suivi et le contrôle des assistants maternels 24

3.2.1 La procédure d'agrément initial des assistants maternels 25

3.2.1.1 Une procédure d'agrément conforme à la réglementation 25
3.2.1.2 L'agrément des assistants maternels exerçant en dehors de leur domicile 26
3.2.1.3 Les procédures de modification ou renouvellement d'agrément 27

3.2.2 Le suivi et le contrôle 27

3.2.2.1 Un suivi limité des assistants maternels, en voie de renforcement 27

3.2.2.2 Un rôle de la commission consultative paritaire départementale limité aux décisions relatives aux agréments 28
3.3 Un règlement départemental d'aide sociale à actualiser 30
4 LES MOYENS CONSACRÉS PAR LE DÉPARTEMENT À LA POLITIQUE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT 30
4.1 L'organisation de la PMI et les moyens humains consacrés à l'accueil du jeune enfant 32
4.2 Les leviers financiers 34
4.2.1 Les subventions aux relais petite enfance 34
4.2.2 La formation des assistants maternels 34
4.2.3 L'externalisation des agréments des assistants maternels 36
4.2.4 Le financement de projets d'EAJE portés par les collectivités 37
4.3 D'autres leviers d'action plus limités 38
4.3.1 La promotion du métier d'assistant maternel 38
4.3.2 Le soutien aux LAEP 38
4.3.3 L'expérimentation « Solution assistants maternels relais ». 38
ANNEXES 39
Annexe n° 1. Comparaison des effectifs de PMI 40
Annexe n° 2. Cartographie des secteurs PMI du département du Doubs 41
Annexe n° 3. Glossaire 42

SYNTHÈSE

La chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté a contrôlé le département du Doubs sur les exercices 2018 et suivants, dans le cadre d'une enquête nationale commune aux juridictions financières sur la politique d'accueil du jeune enfant.

L'offre d'accueil du jeune enfant en recul

Alors que la population du Doubs est en croissance depuis 1968, les enfants de moins de trois ans et le nombre de naissances dans le département ont diminué sur la période (respectivement - 4 % et - 10 %), ce qui contribue à réduire les besoins de garde. Pour autant, l'offre d'accueil des enfants de moins de trois ans en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) et chez les assistants maternels a davantage diminué (- 10 % depuis 2018). En effet, l'accueil individuel, prépondérant dans le département (74 % de l'offre en 2022), a reculé sur la période de 18 % alors que l'offre d'accueil collectif augmentait (+ 20 % depuis 2018), notamment sous l'influence du secteur privé lucratif (80 % des places créées en 2022).

Si plus de quatre-vingt projets d'EAJE sont accompagnés par les services du département pour une ouverture prévue d'ici 2025, il n'est pas garanti qu'ils permettent de compenser les cessations d'activités des assistants maternels, ce qui pourrait conduire à terme, malgré le recul du nombre d'enfants de moins de trois ans, à une diminution du taux de couverture (66,5 % en 2021).

Une stratégie multi-partenariale

Le schéma départemental de services aux familles (SDSF) constitue le principal document stratégique de pilotage de la politique en faveur de l'accueil du jeune enfant à l'échelon du département. Le département du Doubs n'a pas établi ou adopté par délibération d'autre stratégie formalisée spécifiquement ciblée sur la politique d'accueil du jeune enfant.

Compte tenu des difficultés exprimées par le département pour s'engager pleinement dans la démarche multi-partenariale du SDSF en début de période contrôlée, les missions directement pilotées par le département du Doubs au titre du SDSF 2020-2023 ont été recentrées en matière d'accueil du jeune enfant. Sur des actions parfois en lien avec son champ de compétences, cette situation a conduit à transférer la responsabilité du pilotage à d'autres acteurs. La chambre a également constaté que le département n'a pas évalué les actions dont il était pilote, ce qui constitue un enjeu important pour la mise en œuvre de la troisième version du schéma adoptée au cours de son contrôle.

Une organisation stabilisée avec davantage de moyens

Dans le Doubs, la procédure d'agrément des EAJE est entièrement centralisée au niveau du service départemental de la PMI alors que la procédure d'agrément des assistants maternels est assurée par les services territoriaux de la PMI, le service départemental exerçant un rôle de soutien technique, juridique et administratif des dossiers présentant un risque de contentieux. Les moyens humains mis en œuvre ont été renforcés après contractualisation avec l'Etat au titre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfant.

En ce qui concerne la période antérieure à 2021, les statistiques relatives au contrôle des EAJE ont été produites de manière *ad hoc* par le département en l'absence d'un archivage centralisé. L'acquisition d'un nouvel outil informatique permettant le suivi de l'agrément des EAJE et des assistants maternels est en cours. Son déploiement devrait avoir lieu en juin 2024. S'agissant de l'organisation en vigueur, les procédures relatives à l'agrément des assistants maternels, l'autorisation d'activité des EAJE de droit privé et d'avis concernant les EAJE de droit public ainsi que leur application sont conformes à la règlementation.

Les modalités d'organisation retenues permettent de proposer un accompagnement technique et juridique aux porteurs d'un projet de création d'EAJE et favorisent sa conformité aux exigences réglementaires. L'agrément, le suivi et le contrôle des assistants maternels s'appuient sur les trois pôles territoriaux de la PMI ainsi que sur un prestataire chargé des formations obligatoires des assistants maternels et, depuis juin 2021, de la totalité de l'évaluation des demandes d'agréments (hors déménagement), ce qui devrait permettre de renforcer les actions de suivi.

Par ailleurs, la chambre estime que les modalités de traitement des signalements sont satisfaisantes et constate que les cas de refus ou de retraits d'agrément ou d'autorisation d'activité sont marginaux. Elle invite le département du Doubs à renseigner un fichier unique des décisions de retrait d'agrément et à consulter chaque année la commission consultative paritaire départementale sur le programme de formation des assistants maternels ainsi que sur le bilan de fonctionnement de l'agrément.

Au-delà des ressources humaines mobilisées et des coûts des externalisations (formation et évaluation de l'agrément des assistants maternels), des subventions sont versées aux relais petite enfance et à des projets d'EAJE portés par d'autres collectivités territoriales. La chambre invite le département à communiquer davantage sur le dispositif de remboursement des frais de garde occasionnés pendant la formation obligatoire des assistants maternels.

INTRODUCTION

Présentation du département du Doubs

Le département du Doubs, frontalier avec la Suisse et limitrophe du territoire de Belfort, de la Haute-Saône et du Jura, couvre une superficie de 5 232 km² et compte 545 209 habitants au 1er janvier 2023[1]. Il est composé de quinze établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Le taux de chômage au deuxième trimestre 2023, de 6,5 %, est inférieur à la moyenne nationale (6,9 % en France métropolitaine) et proche de la moyenne régionale (6,3 % en Bourgogne-Franche-Comté).

Le Doubs est marqué par des disparités économiques entre des bassins d'emploi (notamment de Besançon, de Montbéliard et de Pontarlier) et une zone frontalière à la Suisse (où le revenu fiscal de référence moyen est significativement plus élevé par rapport au reste du département) particulièrement dynamiques, face à des espaces ruraux qui le sont moins. Le département est un des plus industrialisés de France avec l'implantation historique d'une usine Stellantis (Peugeot) à Sochaux et des usines dans le secteur des microtechniques.

Alors que la population du Doubs est en croissance depuis 1968, le nombre d'enfants de moins de trois ans a diminué sur la période contrôlée. En effet, il est de 17 915 en 2021 contre 18 649 en 2018 (- 734 enfants, soit - 4 %). Cette évolution est cohérente avec la trajectoire des exercices précédents (- 2 000 enfants entre 2013 et 2019, soit - 10 %). Elle est notamment liée à un recul des naissances. Ainsi, le nombre de naissances dans le département était de 5 394 en 2022, contre 5 992 en 2018 (- 10 %), soit une diminution deux fois plus marquée que les données nationales[2].

En outre, la population du Doubs comptait 83 256 familles avec enfants en 2020, ce qui est relativement similaire aux données constatées lors des recensements de 2009 et 2014. En revanche, la part des familles monoparentales s'est accrue : elles représentent désormais 15 % des familles avec enfant (contre 13,0 % en 2009 et 13,9 % en 2014).

La procédure

La chambre a procédé au contrôle des comptes et de la gestion du département du Doubs pour les exercices 2018 et suivants. Ce contrôle s'intègre dans des travaux communs à la Cour des Comptes et aux chambres régionales des comptes, relatifs à la politique d'accueil du jeune enfant.

L'ordonnateur en fonctions depuis avril 2015, Madame Christine Bouquin, a été informée, par lettre d'ouverture de contrôle notifiée le 28 août 2023, réceptionnée le 30 août 2023, de l'engagement de la procédure de contrôle des comptes et de la gestion en application des dispositions des articles L. 211-3, L. 211-4 et R. 243-1 du code des juridictions financières.

---

[1] Source : Décidata - Données INSEE 2020, Recensement de la Population, populations municipales.

[2] Sur la même période, les naissances ont diminué de 4,7 % au niveau national (données Insee).

Lors de sa séance du 21 décembre 2023, la chambre a arrêté des observations provisoires transmises à Madame Christine Bouquin, ordonnateur en fonctions. Des extraits les concernant ont été adressés à des tiers.

Au vu de l'ensemble des réponses reçues, la chambre, au cours de sa séance du 20 février 2024 a arrêté les observations définitives présentées ci-après.

Les axes de contrôle

Le contrôle des comptes et de la gestion du département du Doubs a été conduit selon trois axes :

- La stratégie d'accueil du jeune enfant ;
- La régulation de l'offre ;
- L'évaluation du soutien du département à l'accueil du jeune enfant.

1 LA PRÉSENTATION DE L'ETAT DE L'OFFRE DANS LE DEPARTEMENT DU DOUBS

1.1 Une offre d'accueil en recomposition mais en recul

L'offre globale d'accueil d'enfants de moins de trois ans chez les assistants maternels et en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) était de 13 128 places en 2022, soit un recul d'environ 1 500 places depuis 2018. Elle est composée à 74 % de places d'accueil chez les assistants maternels (9 722) et à 26 % de places d'accueil collectif (3 406).

L'accueil individuel est prépondérant dans le département mais le nombre de places disponibles chez les assistants maternels a reculé de 18 % entre 2018 et 2022. Il est estimé qu'un assistant maternel sur deux partira à la retraite d'ici 2030[3]. Si la plupart des assistants maternels travaillent à leur domicile, certains exercent également dans les trente-neuf maisons d'assistantes maternelles (MAM)[4] et dans quelques crèches familiales.

A l'inverse, l'offre d'accueil collectif a augmenté sur la période récente (+ 20 % depuis 2018). Au début des années 2010, le département comptait soixante-dix EAJE contre cent soixante-dix-huit en 2022. Cette dynamique devrait perdurer au moins jusque 2025. En effet, les services du département accompagnent plus de quatre-vingt projets dont l'ouverture est prévue d'ici à 2025.

Tableau n° 1 : Evolution des places d'accueil individuel et collectif EAJE dans le Doubs

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/2018
Nombre de places agréées des assistants maternels sur le territoire pour accueil de - 3 ans	**11 801**	**10 953**	**10 053**	**9 887**	**9 722**	**- 18 %**
Places d'accueil collectif	**2 839**	**2 955**	**3 026**	**3 191**	**3 406**	**20 %**
Dont secteur Besançon	50 %	N.C.	50 %	51 %	52 %	
Dont secteur Montbéliard	25 %	N.C.	23 %	23 %	21 %	
Dont secteur Pontarlier	25 %	N.C.	27 %	26 %	27 %	
Total	**14 640**	**13 908**	**13 079**	**13 078**	**13 128**	**- 10 %**
Nombre d'EAJE	136	145	152	163	178	

Source : CRC, à partir de données du département

[3] En 2018, sur les 5 160 assistants maternels dans le Doubs, 27,4 % avaient plus de 55 ans.
[4] Chaque MAM compte entre deux et quatre assistants maternels.

Les EAJE sont gérés à 55 % par des gestionnaires publics ou privés par voie de délégation de service public (collectivités territoriales, associations, établissements publics et centres communaux d'action sociale) et 45 % par des gestionnaires privés à but lucratif.

Le secteur privé lucratif représente actuellement de l'ordre de 30 % des places d'accueil collectif et 80 % de celles créées en 2022.

En 2021, le département comptait trente-trois EAJE labellisés « crèche à vocation d'insertion professionnelle » (AVIP)[5]. Ce dispositif partenarial entre la CAF, le conseil départemental et Pôle emploi, ou la mission locale, permet aux parents en recherche d'emploi de bénéficier d'un accompagnement professionnel complet.

L'offre d'accueil du département comporte également un volet pré-scolarisation des deux-trois ans. Si le taux de scolarisation des enfants de deux ans a augmenté dans le Doubs (4,1 % à la rentrée 2020 et 4,9 % en 2022), il est relativement faible par rapport aux autres départements (9,9 % en France en 2022)[6]. Par ailleurs, en 2020, environ 1 150 enfants sont gardés par leurs parents (environ 8 % des moins de trois ans du département).

Le maillage du territoire est complété par vingt-six relais petite enfance[7] (RPE, anciennement relais assistantes maternelles, RAM), lieux de référence pour l'information des familles et des professionnels sur les modes d'accueil. Parmi les quinze EPCI du département, les communautés d'agglomération de Montbéliard et de Besançon comptent respectivement sept et six RPE, huit EPCI comptent au moins un RPE et cinq EPCI au sud du département[8] ont un RPE itinérant commun.

1.2 Un maintien à ce stade du taux de couverture

Le taux de couverture représente la capacité théorique d'accueil des enfants de moins de trois ans par les modes d'accueil « formels » pour cent enfants de moins de trois ans d'un territoire. Il totalise les places en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE), les places chez les assistants maternels ainsi qu'une estimation des gardes au domicile des parents et des enfants de moins de trois ans scolarisés[9]. Le taux de couverture du département était de 66,5 % en 2021, chiffre le plus récent disponible au cours du contrôle de la chambre, ce qui est supérieur au taux de couverture national et légèrement inférieur au chiffre régional.

---

[5] En 2021, le nombre de crèches AVIP sur le territoire national était de 262.

[6] La scolarisation des enfants de moins de trois ans peut constituer un mode d'accueil à la condition d'être adaptée au développement et aux rythmes de l'enfant.

[7] Leur rôle a été renforcé par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique en décembre 2020 et leurs missions précisées par le décret du 25 aout 2021 relatif aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant.

[8] Communauté de communes (CC) du Grand Pontarlier, CC de Montbenoit, CC Altitude 800, CC du plateau de Frasne et Val Drugeon, CC des Lacs et Montagnes du Haut Doubs.

[9] Selon la DREES, le taux de couverture est de 86,04 % pour la même année. Néanmoins, contrairement au taux de l'Observatoire national de la petite enfance (ONAPE), il ne comprend notamment pas les gardes à domicile et ne retranche pas du nombre total de places disponibles une estimation des places occupées par des enfants de 3 ans ou plus. Le taux de l'ONAPE est donc le plus pertinent à retenir pour le présent contrôle. Selon une méthode similaire de calcul, le taux de couverture estimé en 2022 serait de 74 %.

Tableau n° 2 : L'évolution du taux de couverture

	2018	2019	2020	2021
Département du Doubs	65,1	65,6	63,2	66,5
Région Bourgogne-Franche-Comté	65,9	67,4	66,6	67,7
France entière	59,3	59,8	58,8	59,4

Source : CRC, à partir des données de la CAF.

Commentaire : Le taux de couverture régional n'étant pas disponible dans les données CAF sur les exercices 2018 et 2019, il s'agit d'une moyenne des taux de couverture départementaux, méthode avec laquelle les chiffres obtenus en 2020 et 2021 (65,8 et 67,0) auraient été légèrement inférieurs au taux de couverture régional.

En décembre 2022, il était estimé, dans le cadre d'un travail conduit en lien avec le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP), que la situation s'était dégradée au niveau départemental depuis 2018, compte tenu de la baisse du nombre de places malgré la diminution du nombre des enfants de moins de trois ans. D'après ce document, l'évolution du taux de couverture est hétérogène sur le territoire départemental. En particulier, les petits pôles de proximité ont enregistré une hausse du taux de couverture en raison de la création de micro-crèches, alors que le taux de couverture des pôles urbains de Besançon, Montbéliard et Pontarlier a diminué sur la même période.

La CAF a indiqué que l'augmentation du taux entre 2020 et 2021 résulte d'une diminution plus marquée des enfants de moins de trois ans que celle, sur la même période, des places d'accueil. En effet, d'après les données communiquées par le département, le nombre de places en accueil formel est resté stable entre 2020 et 2021.

Néanmoins, la chambre observe que, d'après les données communiquées par le département et la CAF sur la période 2018 à 2021, le nombre de places en accueil formel individuel ou en EAJE (- 1 562) a deux fois plus reculé que le nombre d'enfants de moins de trois ans (- 734), ce qui pourrait conduire à terme à une diminution du taux de couverture.

2 LA STRATÉGIE DE LA PETITE ENFANCE AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

2.1 Une stratégie multi-partenariale : le schéma départemental de services aux familles

Les schémas départementaux des services aux familles (SDSF) sont précisés aux articles L. 214-5 et D. 214-2 du code de l'action sociale et des familles (CASF). Ils définissent le pilotage des services aux familles à l'échelle départementale et couvrent notamment l'accueil du jeune enfant et les services de soutien à la parentalité. Ils peuvent également être étendus aux structures en faveur de la jeunesse et à l'animation de la vie sociale. Aux termes de ces dispositions, le SDSF doit comporter un diagnostic de l'offre et des besoins d'accueil, un plan d'actions départemental et une synthèse d'indicateurs communs à tous les départements.

La généralisation de schémas départementaux des services aux familles a été engagée en 2015[10]. Le Doubs bénéficiait préalablement d'un comité départemental d'accueil du jeune enfant (CDAJE) dont les orientations avaient été transcrites dans un schéma départemental de l'accueil des jeunes enfants pour la période 2014-2017.

Le Doubs a adopté deux SDSF durant la période sous contrôle : le premier le 16 décembre 2016 pour la période 2016-2019 puis, le deuxième, pour la période 2020-2023 le 20 décembre 2019.

Les signataires du SDSF 2016-2019 sont l'Etat, le Conseil Départemental, l'Inspection d'Académie, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Caisse de Mutualité Sociale Agricole. Le SDSF 2020-2023 a été signé par ces mêmes acteurs, ainsi que la Caisse primaire d'assurance maladie, Pôle emploi et l'Agence Régionale de Santé.

2.1.1 Une contribution limitée du département à la mise en œuvre du SDSF 2016-2019

2.1.1.1 Un diagnostic territorial relativement complet

Le diagnostic territorial du SDSF 2016-2019 a été établi sur la base de données CAF et INSEE à l'échelle du département. Il comporte un état de la situation des familles et des enfants (évolution du nombre de familles, de naissances et d'enfants, analyse des revenus des allocataires, situation des familles monoparentales, taux d'activité des mères) ainsi qu'un état détaillé et territorialisé de l'offre d'accueil à l'échelle des EPCI (nombre et type d'EAJE, scolarisation à deux ans, nombre de RAM et de MAM).

Il intègre également une présentation des autres actions portées par les acteurs en charge de la petite enfance. Il précise notamment les actions portées dans le cadre du schéma départemental d'organisation sociale et médicosociale (SDOSMS) 2013-2017 dans les domaines de la parentalité, son rôle en matière d'agrément des EAJE et des assistants maternels, et les projets financés dont les EAJE et les RAM.

La chambre estime que ce diagnostic permet d'apprécier de manière précise les caractéristiques du territoire ainsi que l'offre et les actions menées en matière de petite enfance.

2.1.1.2 Les orientations et le plan d'action

Trois orientations prioritaires avaient été retenues dans le cadre du SDSF 2016-2019, dont la première était spécifique à la petite enfance :

- développer une couverture territoriale cohérente en matière de petite enfance ;
- développer l'offre de service parentalité et améliorer la complémentarité des dispositifs petite enfance et soutien à la parentalité ;
- améliorer la communication auprès des famille et des partenaires.

[10] Circulaire n° DGCS/SD2C/2015/8 du 22 janvier 2015.

Ces orientations étaient déclinées en douze fiches-actions, dont cinq au titre du développement d'une offre territoriale en matière de petite enfance (orientation 1) avec un copilotage associant notamment le conseil départemental et la CAF. En effet, un à deux pilotes sont définis par action, qui sont chargés d'animer sa mise en œuvre, en lien avec les partenaires mobilisés.

Tableau n° 3 : Déclinaison de l'orientation « Petite enfance » du SDSF 2016-2019

Développer une couverture territoriale cohérente en matière de petite enfance		Pilote	Coût estimatif
Fiche action 1	Poursuivre le développement équilibré de l'offre d'accueil petite enfance sur l'ensemble du territoire	Conseil départemental /CAF	Non renseigné
Fiche action 2	Valoriser le métier d'assistant(e) maternel(le)	Conseil départemental /CAF	Non renseigné
Fiche action 3	Former et professionnaliser les personnels de la petite enfance	Conseil départemental	Non renseigné
Fiche action 4	Faciliter l'accès des modes d'accueils aux enfants porteurs de handicap	Conseil départemental /CAF	Non renseigné
Fiche action 5	Favoriser la scolarisation des enfants de moins de 3 ans	Education nationale/ Conseil départemental	Non renseigné

Source : SDSF 2016-2019

La chambre estime que ces fiches-actions étaient relativement bien structurées, en précisant les pilotes, les objectifs, les modalités de mise en œuvre, les actions déjà réalisées ou encore les critères d'évaluation de l'action. En revanche, le coût estimatif n'a, dans la plupart des cas, pas été quantifié.

2.1.1.3 Un suivi et une mise en œuvre du schéma limités

La gouvernance du SDSF est portée par :

- le comité départemental de services aux familles : cette instance stratégique est en charge de la définition des priorités et des déclinaisons locales ainsi que de la communication auprès des partenaires et des familles. La périodicité de ses réunions est annuelle ;
- le comité technique en charge de la maitrise d'œuvre et du suivi du schéma ;

- le groupe observatoire : ce comité d'expert est notamment en charge de la démarche d'amélioration continue des dispositifs et des actions d'information à destination des familles et des professionnels.

Il était prévu que le comité technique et le groupe observatoire se réunissent au minimum chaque trimestre. Des comités de financeurs ont également été mis en place par le schéma pour statuer sur les projets présentés dans le cadre du fond parentalité de la CAF.

D'après le SDSF, le comité départemental des services aux familles devait procéder à une évaluation annuelle des actions engagées. Aucun bilan final des actions ou document de suivi des indicateurs sur l'ensemble de la période n'a pu être transmis à la chambre par le conseil départemental. En particulier, le SDSF 2020-2023 ne comprend pas de partie consacrée au bilan du schéma qui l'a précédé.

Un bilan intermédiaire a néanmoins été communiqué pour la période 2016-2018, ainsi que le compte rendu de la réunion du 1er mars 2019 du comité de pilotage, dans lequel ce document a été présenté. D'après ces documents, il est difficile de mesurer l'impact du SDSF sur le nombre d'ouvertures de places en crèches mais le schéma a contribué à initier des collaborations entre les parties prenantes.

Le département du Doubs a également fait part de ses difficultés à trouver sa place dans ce schéma et à s'engager pleinement dans la démarche, compte tenu d'équipes non stabilisées et d'autres missions prioritaires à mener (notamment relatives à la protection de l'enfance). Ces interrogations ont conduit la CAF à proposer un engagement à la carte dans le schéma, en fonction des préoccupations susceptibles d'être mises en commun.

Ce constat ressort également du degré de mise en œuvre limitée des actions en lien avec l'accueil du jeune enfant, d'après les éléments produits à la chambre par le département sur les actions dont il était pilote ou co-pilote. A titre d'exemples, certaines actions n'ont pu être mises en œuvre par manque de moyens (notamment par absence de médecin) ou encore de consensus entre les acteurs (livrets produits à destination des professionnels de la petite enfance et de valorisation du métier d'assistant maternel). Certaines actions ont néanmoins été reconduites dans le SDSF 2020-2023, tel que le développement des crèches AVIP.

2.1.2 Le recentrage du rôle du département dans le cadre du SDSF 2020-2023

2.1.2.1 Un périmètre du diagnostic territorial globalement reconduit

Le périmètre du diagnostic réalisé pour le SDSF 2016-2019 a globalement été reconduit. Après une présentation des caractéristiques du département, chaque orientation stratégique comprend des éléments complémentaires de diagnostic.

La démarche du groupe technique a été d'identifier les thématiques communes et prioritaires à étoffer et prolonger, et de s'appuyer sur les diagnostics réalisés pour les conventions territoriales globales (CTG) avec les EPCI. En particulier, des précisions concernant le taux de couverture à l'échelle des intercommunalités permettent de distinguer les territoires les mieux dotés avec des taux de couverture supérieurs à la moyenne du département de plus de treize points, et des EPCI dont le taux de couverture est inférieur à la moyenne départementale.

Pour autant, la chambre constate qu'aucun ciblage des territoires prioritaires n'a ensuite été retenu par le plan d'action. Elle remarque également que la donnée relative au taux d'activité des mères n'est plus fournie. Or, cette donnée est l'un des principaux facteurs sur le besoin en matière de garde d'enfant.

2.1.2.2 Une limitation des missions attribuées au département par le schéma

Le SDSF 2020-2023 du Doubs, désormais fusionné avec le schéma directeur de l'animation de la vie sociale (SDAVS)[11], comporte quatre orientations stratégiques, dont la première est dédiée à l'accueil du jeune enfant :

- développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales ;
- impulser une dynamique départementale sur la thématique de l'enfance à la jeunesse ;
- valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- contribuer à l'accompagnement des habitants sur les territoires et au développement de l'animation de la vie sociale.

Chacune des actions est déclinée en axes et fiches actions, précisant notamment le pilote de l'action, le public et les objectifs visés, les financements mobilisables ainsi que les indicateurs d'évaluation assortis d'objectifs. La chambre relève que ces fiches sont très bien structurées et particulièrement opérationnelles.

[11] L'ambition était notamment d'ouvrir le SDSF à l'ensemble des champs d'intervention des signataires du SDSF afin de couvrir la notion de famille dans toutes ses composantes.

Tableau n° 4 : Déclinaison de l'orientation stratégique « Petite enfance » du SDSF 2020-2023

Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales		Pilote	Coût estimatif
Axe 1 : Développer l'offre et l'accès aux modes d'accueil petite enfance			
Fiche action 1.1	Définir les priorités, établir un suivi et accompagner les implantations des modes d'accueil en fonction des besoins	CAF	Non renseigné
Fiche action 1.2	Valoriser le métier d'assistant(e) maternel(le) et accompagner les professionnel(les) dans la formation continue	CAF	Non renseigné
Fiche action 1.3	Développer les procédures d'accueil sur la base de critères de vulnérabilité sur le repérage et sollicitation PMI	Conseil départemental	Temps de travail agents
Axe 2 : Faciliter l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les EAJE ou modes de garde individuel			
Fiche action 1.4	Créer un pôle départemental d'appui et de ressource handicap	CAF	103 000 €
Fiche action 1.5	Mettre en adéquation l'offre d'accueil des assistant(e)s maternel(le)s pouvant accueillir des enfants en situation de handicap	Conseil départemental	Temps de travail agents
Axe 3 : Développer l'offre et l'accès aux modes d'accueil petite enfance dans le cadre de besoins spécifiques, accueil d'urgence, insertion et horaires atypiques			
Fiche action 1.6	Étendre la labellisation des crèches AVIP et le partenariat avec le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire	CAF	10 000 €

Source : SDSF 2020-2023

La première des actions pilotées par le département visait à développer les procédures d'accueil sur la base de critères de vulnérabilité, sur repérage de la PMI. Il s'agissait, d'une part, de maintenir ou développer le protocole entre le département et la ville de Besançon pour l'accueil d'enfants en situation de vulnérabilité dans les EAJE municipaux sur demande de la PMI[12] et, d'autre part, de l'étendre à d'autres communes (notamment Montbéliard et Pontarlier), ce qui a rapidement été initié sur la période, notamment pendant la crise sanitaire.

[12] Sur l'année scolaire 2017/2018, 45 enfants avaient été accueillis par ce moyen sur 64 demandes formulées par les services de PMI.

La seconde action consistait à mettre en adéquation l'offre d'accueil des assistants maternels pouvant accueillir des enfants en situation de handicap, bien que la création d'un pôle départemental d'appui et de ressource handicap ait été confiée à la CAF. L'objectif était de recenser les professionnels pouvant accueillir des enfants en situation de handicap et inciter les assistants maternels à mettre à jour leurs caractéristiques d'accueil sur monenfant.fr[13]. La chambre n'a pas été en mesure d'apprécier la mise en œuvre de cette action.

Par ailleurs, la PMI du département intervient toujours à titre partenarial sur des actions comme celle relative aux crèches AVIP, en lien avec la CAF et Pôle emploi, ou sur le dispositif des classes passerelles d'Ornans et Arc-et-Senans. Ces classes passerelles (respectivement ouvertes en 2018 et 2019) permettent d'accueillir une dizaine d'enfants de deux à trois ans. Elles ont pour objectif de « rendre l'école plus accessible aux familles qui en sont éloignées et d'offrir aux enfants un espace de socialisation et d'éveil ». Des ateliers d'aides à la parentalité concernant les parents d'enfants scolarisés en toute petite section et petite section issus de neuf écoles du quartier de Planoise à Besançon (réseau d'éducation prioritaire) sont également proposés afin que les parents nouent une relation de confiance avec les enseignants.

Cependant, la chambre constate qu'en lien avec les difficultés relevées par le département au terme du SDSF 2016-2019 (cf. § 2.1.1.3), le nombre d'actions dont il est pilote ou co-pilote dans le schéma 2020-2023 a été réduit à deux. La CAF est devenue pilote de certaines thématiques auparavant pilotées ou co-pilotées par le département, comme l'appui au développement de l'offre d'accueil ou la valorisation du métier d'assistant maternel, et l'accompagnement des professionnels en formation continue. Le département reste toutefois engagé dans ces actions en finançant les RPE, chargés de la promotion et de la valorisation du métier d'assistant maternel, et en renforçant son organisation interne (cf. infra).

2.1.2.3 Un suivi plus régulier malgré l'absence de bilan formalisé

Les modalités de gouvernance du SDSF s'organisent autour du comité annuel de services aux familles et d'une instance spécifique chargée du pilotage stratégique. Il était également prévu l'installation d'un comité technique et d'un comité des financeurs (compétents pour le financement des dispositifs REAAP et CLAS). Enfin, un comité de coordination spécifique aux enjeux de médiation familiale et des espaces rencontres est instauré.

La chambre observe que le comité de pilotage stratégique s'est réuni deux à trois fois par an ; ses comptes rendus permettent de constater que le suivi du SDSF a été formalisé. La CAF a également élaboré des plaquettes synthétiques annuelles présentant son déploiement progressif avec un rappel des orientations, des modalités de gouvernance et les principales avancées constatées. En revanche, le SDSF 2020-2023 n'a pas fait l'objet d'un bilan formalisé.

Suite à la publication du décret du 14 décembre 2021 relatif à la gouvernance des services aux familles et au métier d'assistant maternel, le comité annuel de services aux familles a été renommé en comité départemental des services aux familles. Sa composition est portée à trente-sept membres ; il comprend, en plus des partenaires historiques, les représentants des collectivités locales (maires et présidents des EPCI), des professionnels de la petite enfance,

[13] L'enjeu sous-jacent à l'accueil des enfants en situation de handicap est l'activité des parents. Selon une enquête de la DREES parue le 6/11/2020, les mères d'enfant handicapé déclarent 2,5 fois plus souvent que les autres mères être inactives pour s'occuper d'un enfant ou d'une personne dépendante.

des employeurs privés et publics, les représentants des magistrats, le responsable de la formation du conseil régional, l'union départementale des associations familiales, ainsi que des personnes qualifiées dans les domaines de l'accueil du jeune enfant et de la parentalité.

Par ailleurs, le troisième SDSF, sur une période de deux années, a été signé en décembre 2023.

2.2 L'absence d'une stratégie spécifique à l'accueil du jeune enfant et propre au département

En 2016, le conseil départemental du Doubs s'est doté d'un projet de territoire pour la période 2016-2021 (projet C@p 25). Dans ce cadre, la protection maternelle et infantile comprenait des orientations relatives à l'accueil de la petite enfance. Le département n'a pas adopté de nouvelle version de son projet de territoire sur la période sous revue.

Les principales mesures du projet C@p 25 relatives à l'accueil du jeune enfant (2016-2021)

- Les modes d'accueil individuel et collectifs
  - Actualiser la procédure EAJE, micro-crèche et MAM ;
  - Améliorer la communication avec les partenaires lors de la création d'EAJE, notamment par la création d'un référentiel à destination des porteurs de projet ;
  - Accompagner et former les professionnel(le)s travaillant dans les huit MAM du département ;
  - Mettre en place un groupe de travail autour de l'accueil à l'école des enfants de deux ans en ZEP ;
  - Mobiliser les partenaires autour de l'élaboration des projets d'établissement pour le EAJE.
- Accompagner la parentalité dans les EAJE
  - Travailler pour optimiser le taux d'occupation des EAJE avec information des plages horaires disponibles ;
  - Revoir les conventions ville de Besançon/département (notamment relatives à l'accueil prioritaire en crèche des enfants repérés par la PMI) et les étendre à d'autres territoires ;
- Accompagner la parentalité chez les assistants maternels
  - Repérer les assistants maternels susceptibles de pouvoir accueillir des enfants porteurs de handicap ou maladie chronique ou ceux en capacité de soutenir la parentalité ;
  - Travailler avec les communes ayant des crèches familiales pour mettre en place des accueils spécifiques ;
  - Mieux prendre en compte les situations d'urgence, par exemple en étudiant l'opportunité de mettre en place un « service d'urgence » des assistante maternels.

Une note de septembre 2019 effectue un point d'étape, en matière de politique enfance-famille, sur les mesures prises depuis 2016 et dans le cadre du projet C@p 25. Concernant l'accueil du jeune enfant, les éléments mentionnés sont la rédaction d'un guide des bonnes pratiques d'agrément et des suivis des assistants maternels ainsi que l'amélioration de la communication avec les partenaires lors de la création d'un EAJE ou d'une MAM.

En dehors de sa contribution au schéma départemental de services aux familles (cf. 2.1), le département du Doubs n'a pas établi ou adopté par délibération de stratégie formalisée spécifiquement ciblée sur la politique d'accueil du jeune enfant.

Sur la période, l'assemblée délibérante ou la commission permanente ont été consultées, en matière de politique d'accueil du jeune enfant, dans le cadre du débat d'orientation budgétaire et de l'adoption du budget, lors d'attributions de subventions (par exemple à des relais petite enfance ou d'EPCI porteurs de projets d'EAJE), ainsi que lors de la présentation de documents avec des incidences sur l'organisation des missions et les moyens de la PMI, telles que la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi et la convention relative à la prévention et la lutte contre la pauvreté.

3 LA RÉGULATION DE L'OFFRE D'ACCUEIL PAR LE DÉPARTEMENT

Les départements sont chargés de délivrer les agréments des assistants maternels[14] et les autorisations d'activité des établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE)[15] gérés par des personnes physiques ou morales de droit privé. En ce qui concerne les établissements et les services publics, ces décisions sont prises par la collectivité publique intéressée, après avis du président du conseil départemental. Le rôle du département en matière de régulation se limite aux aspects réglementaires et il ne lui appartient pas de réguler l'implantation de l'offre sur le territoire.

Dans le Doubs, la procédure d'agrément des EAJE est entièrement centralisée au niveau du service départemental de la PMI (SDPMI) alors que la procédure d'agrément des assistants maternels est assurée par les services territoriaux de la PMI, le service départemental exerçant un rôle de soutien technique, juridique et administratif, et des dossiers présentant un risque de contentieux.

Les moyens associés ont été renforcés suite à l'intégration du département du Doubs dans la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfant (SNPPE). Ce contrat local tripartite (Etat, ARS, conseil départemental) sur la période 2020-2023 constitue le cadre de la mise en œuvre d'actions concrètes pour renforcer l'accès à la prévention en santé de tous les enfants et notamment la prévention précoce (protection maternelle et infantile).

Le premier engagement du département pris dans le cadre de la SNPPE a été de réorienter le travail du personnel de la PMI vers des missions médicales et de prévention précoce en faveur de la santé maternelle et infantile. En contrepartie, le département a obtenu des moyens financiers lui permettant de recruter six agents venus renforcer les services de PMI, dont deux en qualité de référentes EAJE.

Lors du contrôle, le département a pu fournir des éléments permettant de constater la mise en œuvre effective de l'organisation actuelle. Concernant l'accueil individuel, le département ne dispose pas à ce jour d'outils de suivi assez fin pour permettre de distinguer le

[14] Articles L. 421-1 et suivants et articles R. 421-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles.
[15] Articles L. 2324-1 et suivants du Code de la santé publique.

suivi régulier du suivi pour cause de signalement. En ce qui concerne la période antérieure à 2021, les statistiques relatives au contrôle des EAJE ont été produites de manière ad hoc par le département, en l'absence d'un archivage centralisé.

3.1 La régulation, le suivi et le contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant EAJE

La délivrance d'avis ou d'autorisation relatif à la création, l'extension ou la transformation des EAJE[16] ainsi que sur le suivi et le contrôle de ceux-ci relèvent de la compétence du département[17]. Afin de constater la mise en œuvre de ces obligations et d'illustrer son analyse, la chambre a constitué un échantillon de dix-neuf dossiers d'EAJE présentant des caractéristiques diverses en termes de statuts, d'implantation, de taille de la structure, d'ancienneté de fonctionnement.

3.1.1 Une organisation lisible et une procédure conforme à la règlementation

Au sein du service départemental de la PMI, le traitement des demandes de création, d'extension ou de transformation des EAJE est confié à une équipe de quatre agents du service départemental de la PMI. Parmi eux, deux gestionnaires d'agréments ont la charge de vérifier les pièces et d'établir les actes relatifs au fonctionnement des structures, et deux référentes EAJE ont pour missions l'accompagnement des porteurs de projets, les visites d'ouverture et de contrôle ainsi que l'accompagnement des structures et le travail partenarial.

Les référentes EAJE sont des personnels du cadre d'emploi d'éducateur de jeunes enfants, ayant une expérience en matière de direction d'EAJE. La création des postes de référentes dans le cadre de la SNPPE a permis au département de bénéficier d'un financement à part égale avec l'Etat sur plusieurs années.

Un accompagnement partenarial des porteurs de projets est mis en œuvre dès l'émergence d'un projet de création, extension ou transformation d'EAJE par la PMI, la CAF, le RPE ou encore d'élus de la collectivité concernée. En sus d'échanges et de transmissions de documentation, un avis technique d'opportunité concernant les locaux peut également être rendu en amont du dépôt de la demande. Cet avis n'engage pas la décision rendue après examen de la demande formelle.

A la suite de la phase préalable du projet, la demande d'autorisation ou d'avis est transmise à la PMI par le porteur de projet. L'article R. 2324-18 du code de la santé publique (CSP) précise que, pour une création d'établissement, le dossier est limitativement composé des pièces réglementaires : identification du porteur de projet (nom, raison sociale, coordonnées, statuts, adresse, etc.), étude de besoin tenant compte des perspectives de développement des EAJE notamment dans le cadre des orientations prévues par le SDSF, catégorie d'établissement visée, plan des locaux ainsi que projets d'établissement et règlement de fonctionnement.

---

[16] Article L. 2324-1 du CSP.
[17] Article L. 2324-2 du CSP.

La demande est réputée complète dès réception. Le département dispose d'un délai de trente jours pour réclamer les pièces ou informations manquantes. A compter de la date de complétude du dossier, la décision doit être rendue sous trois mois. L'absence de décision vaut autorisation (article R. 2324-19 du CSP). L'avis du représentant de la commune d'implantation est sollicité et celui-ci dispose d'un délai de trente jours pour le transmettre. A défaut, son avis est réputé avoir été donné.

Au sein du service de la PMI, la gestionnaire d'agrément formalise l'avis ou l'autorisation en lien avec la référente EAJE sur la base des pièces transmises et du compte rendu de visite sur place (article R. 2324-23 du CSP), dont la trame a été formalisée par une grille d'inspection.

Le contrôle de l'organigramme de la structure constitue un élément important du dossier des EAJE ; en effet, bien que le recrutement du personnel ne relève pas de la compétence de la PMI (article L .2324-2 et R. 2324-25 du CSP), les diplômes et qualifications des postulants comme le taux d'encadrement prévisionnel sont contrôlés par la PMI. Le casier judiciaire du personnel non fonctionnaire est également contrôlé.

Les dossiers examinés ont permis de constater que ces points de contrôle sont systématiquement vérifiés durant le processus décisionnel.

La décision est signée par la présidente du conseil départemental et transmise soit au futur gestionnaire pour un EAJE privé, soit au représentant de la collectivité pour un EAJE public. Le maire de la commune d'implantation est informé de la décision rendue. Avec l'accompagnement précoce des porteurs de projets, les décisions rendues sont majoritairement positives car les projets non viables sont abandonnés avant de dépôt de demande. Durant la période sous contrôle, soixante et un projets ont été abandonnés.

En 2022, vingt projets ont été accompagnés et seize avis techniques d'opportunité rendus. Le département dénombre quatre-vingt projets en cours sur le territoire pour des ouvertures d'ici 2025.

Conformément à la règlementation, lorsque la décision du département est défavorable, le refus est motivé et un délai de recours de deux mois est accordé au porteur de projet, ce qui peut lui permettre d'affiner sa demande ou de finaliser des travaux sans avoir à déposer un nouveau dossier.

Enfin, le département a engagé la rédaction d'un guide à destination des porteurs de projet et des gestionnaires de structures existantes afin de présenter les différentes étapes de création et de vie d'un projet, ainsi que les incidences des évolutions réglementaires récentes.

Tout projet de modification (changement de gestionnaire, de catégorie d'établissement, extension des locaux) doit être porté à la connaissance du président du conseil départemental sans délai (article R. 2324-24 du CSP). La décision doit être rendue dans un délai d'un mois, l'absence de réponse dans ce délai valant autorisation ou avis favorable. La chambre constate que, comme pour l'autorisation ou avis initial de création, le département motive correctement les cas de refus, conformément au cadre réglementaire.

La chambre relève que la procédure du département et son application sont conformes à la règlementation. En sus, le travail d'accompagnement des porteurs d'un projet en vue de la création d'un EAJE favorise la conformité du projet aux exigences de la réglementation. L'équipe EAJE apporte une solution en termes de connaissances techniques et juridiques approfondies face à la forte croissance du secteur.

3.1.2 Le renforcement du suivi et du contrôle des EAJE

3.1.2.1 Un suivi et un contrôle sur pièces satisfaisants

Le service départemental de PMI est chargé de recueillir chaque année les informations relatives aux enfants accueillis ainsi que les caractéristiques de l'accueil des structures auprès des gestionnaires[18].

Au sein du SDPMI du Doubs, le suivi de la transmission et le contrôle des pièces sont organisés au sein de l'équipe dédiée. Lors de chaque contact avec la structure (demande de modification de sa capacité, transmission de l'organigramme, projet de recrutement, etc.), un contrôle du respect de ses obligations de transmission est opéré, et la pratique au sein du service est de ne plus établir aucun acte en cas de non-respect des obligations. Selon les gestionnaires d'agréments, le taux de retour des pièces demandées aux gestionnaires s'est amélioré depuis la mise en place de cette organisation.

De plus, la revue des pièces du dossier est systématique avant toute visite sur place, ce qui permet de repérer les points de vigilance, d'orienter les visites et de lister les pièces complémentaires à réclamer lors de la visite.

Sur ce point, la chambre n'a pu constater la matérialité de ce travail préparatoire que dans deux dossiers d'EAJE de son échantillon. Sans remettre en cause la réalité du travail de suivi et de convergence des informations, la chambre relève que les informations relatives aux EAJE sont éclatées en une multiplicité de supports, ce qui peut nuire à la parfaite connaissance des membres de l'équipe EAJE et à la conservation de l'information dans le temps. Le département a indiqué que l'acquisition d'un nouvel outil informatique permettant le suivi de l'agrément des EAJE et des assistants maternels était en cours, avec un objectif de mise en service en juin 2024.

Concernant les évolutions réglementaires récentes, la chambre a vérifié l'application de deux dispositions, l'une relative au « référent santé et accueil inclusif » (RSAI) et l'autre concernant le recrutement dérogatoire d'agents d'encadrement sans qualification.

Le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 a introduit l'obligation de faire intervenir un RSAI dans tous les EAJE selon une quotité de temps proportionnelle à la capacité de la structure (disposition codifiée à l'article R. 2324-39 du CSP). Les dossiers d'EAJE consultés ont permis de constater que les EAJE ont transcrit cette obligation dans leur règlement intérieur et que ce point est contrôlé lors des visites faisant systématiquement, le cas échéant, l'objet d'une recommandation de mise en œuvre.

L'arrêté du 29 juillet 2022 a précisé l'encadrement de l'emploi de personnel sans qualifications en EAJE (le précédent arrêté du 26 décembre 2000 en son article 5 ouvrait déjà cette possibilité).

La dérogation est soumise à conditions ; ainsi, elle n'est pas ouverte pour faire face aux cas d'urgence car l'EAJE doit justifier de trois semaines de recherches infructueuses au minimum. De plus, le nouvel arrêté précise les conditions de mise en œuvre d'un parcours d'intégration du personnel pendant les cent vingt premières heures d'exercice professionnel. La

[18] Article R. 2324-25 du CSP.

décision de dérogation doit être rendue dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande par le président du conseil départemental, réduit à trois semaines en cas de vacances simultanées de plusieurs postes.

Le département a fourni à la chambre la procédure interne mise en œuvre, celle-ci répondant aux exigences de la réglementation. Selon le fichier de suivi des dérogations accordées, onze l'ont été depuis la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté à compter du 1er septembre 2022, et moins de cinq refus ont été formulés entre janvier et août 2023. Les motifs des refus sont l'absence de justification de la situation de pénurie de personnel, une dérogation déjà obtenue par l'établissement, le manque de garantie du profil proposé par l'établissement et l'absence de moyens pour la mise en œuvre du parcours d'intégration. Selon le département, les risques sur la qualité de l'accueil des enfants et l'augmentation de la probabilité d'accidents constituent des freins au déploiement de cette disposition dérogatoire. Il a néanmoins fait part de pressions de la part de gestionnaires d'EAJE pour obtenir une dérogation sans avoir à justifier des conditions définies.

3.1.2.2 Un contrôle sur place à mieux retracer

La périodicité des contrôles des EAJE n'est pas déterminée par la réglementation. Néanmoins, la PMI est chargée de veiller au maintien des conditions d'accueil (article L. 2324-2 du CSP). L'objectif du service de la PMI du Doubs est de réaliser des visites de suivi bisannuelles. Les visites se déroulent selon la même trame d'inspection que les visites initiales. Elles donnent lieu à la rédaction d'un rapport et/ou d'un compte-rendu.

D'un point de vue quantitatif, la chambre constate que le bilan de la première année de fonctionnement de l'équipe EAJE est positif. En 2022, quatre-vingt-huit structures ont été visitées (soit la moitié) dont une dizaine suite à un signalement[19]. Fin septembre 2023, près de 77 % des EAJE avaient été contrôlés.

Le département n'a pu communiquer d'éléments relatifs à une programmation des contrôles avant 2021. A compter de 2022-2023, il a indiqué avoir défini ses contrôles sur la base de l'ancienneté des derniers comptes rendus de visite et des derniers actes administratifs, afin de prioriser les établissements à contrôler. Une deuxième phase de visite des établissements est prévue en 2024 par le département afin de contrôler la mise en œuvre des recommandations.

3.1.2.3 Un traitement satisfaisant des signalements

L'article L. 2324-3 du CSP prévoit que « *Lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées (...) le président du conseil départemental peut adresser des injonctions aux établissements (...). Dans le cas où il n'a pas été satisfait aux injonctions, le représentant de l'Etat dans le département peut prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive des établissements (...)* ».

[19] Entre 2018 et 2021, le nombre de visites d'ouverture et de contrôle/suivi des EAJE était en moyenne de 25 par an.

Les signalements peuvent émaner de parents, de membres du personnel de l'établissement, d'agents de la PMI ou de personnels des communes d'implantation. En ce qui concerne le traitement des signalements, celui-ci peut donner lieu à des échanges par mail ou téléphonique avec les structures, des visites programmées ou inopinées, la saisie d'un médecin de la PMI du secteur, ou le prononcé d'injonctions.

D'après les fichiers d'enregistrement et de suivi des signalements du service départemental de la PMI du Doubs, trente signalements lui ont été transmis entre janvier 2022 et septembre 2023.

Concernant l'enregistrement de ces signalements, la chambre observe que les informations ne sont pas recensées de manière systématique et exhaustive dans les différents fichiers pour ce qui concerne l'année 2022. En outre, les fiches individuelles des EAJE ne mentionnent pas systématiquement le signalement ou ses suites, ce qui permettrait de garder la mémoire des antécédents de la structure pour préparer la visite et suivre les mesures prises.

A travers l'examen d'un échantillon de dossiers d'EAJE ayant fait l'objet d'un ou plusieurs signalements en 2022, la chambre a pu constater que le délai de prise en charge des signalements et l'accompagnement ont été satisfaisants au regard des enjeux.

3.2 L'agrément, le suivi et le contrôle des assistants maternels

L'assistant maternel est une personne qui, moyennant rémunération, accueille habituellement de façon non permanente des mineurs à son domicile ou dans un lieu distinct appelé « maison d'assistants maternels »[20]. L'agrément nécessaire pour exercer la profession d'assistant maternel est délivré par le président du département où le demandeur réside[21] .

Les directions territoriales des solidarité humaines (DTSH) du Doubs sont chargées de la mise en œuvre de la procédure d'agrément et du suivi des assistants maternels de leur secteur[22]:

- DTSH du Haut Doubs pour les centres médico-sociaux Haut Doubs forestier (secteur de Pontarlier) et Haut Doubs horloger (secteur de Maiche, Morteau, Valdahon) ;
- DTSH du pôle Bisontin pour les centres médico-sociaux Est (secteur de Baume-les-Dames, Devecey, Novillars, Saône), Ouest (secteur de Quingey, Ornans, Serre-les-Sapins, Saint-Vit) et Besançon (secteur de Bacchus, Planoise, Montrapon, Saint-Claude, Saint-Ferjeux, Tristan-Bernard) ;
- DTSH du pôle de Montbéliard pour les centres médico-sociaux Nord (secteur de Bethoncourt, Grand-Charmont, l'Isle-Sur-le-Doubs, Montbéliard) et Sud (secteur d'Audincourt, Etupes, Beaulieu Mandeure, Pont-de-Roide, Seloncourt, Valentigney).

Afin d'apprécier la mise en œuvre de la procédure d'agrément et le suivi des assistants maternels du département, la chambre a consulté une vingtaine de dossiers individuels des assistants maternels du secteur Haut Doubs forestier.

---

[20] Article L421-1 CASF.
[21] Articles R.421-3 à R421-6 du CASF.
[22] Voir annexe 4.

3.2.1 La procédure d'agrément initial des assistants maternels

3.2.1.1 Une procédure d'agrément conforme à la réglementation

Conformément à l'article R.421-1 du CASF, les candidats à l'activité d'assistant maternel sont conviés à des réunions d'informations organisées par le département. A l'issue de ces réunions, les candidats intéressés se voient remettre un dossier de demande d'agrément. Toutefois, selon les responsables de pôles PMI, près de huit à neuf candidats sur dix ne poursuivent pas leur démarche au-delà de cette étape.

Le dossier remis comprend le formulaire CERFA et la liste des pièces nécessaires au dépôt de la demande d'agrément, la liste des RPE, le protocole d'agrément, le guide de référence et la grille des conditions d'hygiène et sécurité, ainsi qu'un document d'information sur le métier d'assistant maternel.

Le protocole d'agrément a été établi en août 2020 et n'est pas à jour des évolutions de la procédure. En effet, comme l'y autorise l'article D. 421-7 du CSF, le département a externalisé progressivement le volet évaluation des demandes d'agrément à compter du 1er janvier 2020, aussi la chambre invite le département à mettre à jour le protocole. Un premier marché a été conclu avec un prestataire en 2020 pour une période de trois ans puis renouvelé pour la période 2023-2025 (cf. 4.2.3).

Les demandes d'agrément sont adressées à l'antenne de la PMI de secteur, la vérification de la complétude du dossier est de la compétence des secrétariats des pôles PMI en charge des assistants maternels. Les dossiers complets sont transmis par les secrétariats des pôles en charge des assistants maternels avec un bon de commande au prestataire.

L'agrément des candidats est soumis à l'examen de leur capacité à accueillir des enfants dans un cadre adapté et sécurisant. La chambre a constaté que les comptes-rendus de visite et d'entretien transmis par le prestataire étaient de nature à apprécier le respect des conditions d'agrément. Le cas échéant, l'évaluateur peut assortir son avis de réserves ou émettre un avis défavorable. De même, le dossier d'un candidat qui ne se rendrait pas disponible pour la réalisation des évaluations recevra un avis défavorable. L'avis de l'évaluateur n'emporte pas la décision finale.

Réglementairement, le délai de traitement des demandes d'agrément est de trois mois, aussi le rapport d'évaluation établi par le prestataire doit être retourné au responsable du pôle PMI au plus tard quatre semaines avant la date limite de réponse. Toutefois, lors de son contrôle, la chambre a constaté que ce délai de quatre semaines n'était pas respecté et que les retards de transmission des rapports d'évaluation pouvaient entrainer des difficultés pour les équipes de la PMI chargées de l'analyse des demandes contraintes par le délai réglementaire de trois mois.

Lorsque l'agrément est accordé, la décision est prise par la responsable du pôle PMI sur délégation de la présidente du département. L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans[23] et précise le nombre d'enfants pour lequel l'agrément est accordé. L'agrément initial est accordé par défaut pour deux enfants sauf si les conditions d'accueil ne le permettent pas, et le nombre maximum d'enfants accueillis est de quatre.

---

[23] Article R. 421-12 du CASF.

En cas de refus d'agrément, la procédure du département prévoit de centraliser la rédaction des décisions au service départemental de la PMI, afin de limiter le risque de contentieux. Conformément à la réglementation, toute décision défavorable est donc motivée. Les motivations de refus les plus fréquemment observées sont liées à la sécurité et l'hygiène, à la non prise en compte des besoins des enfants et au niveau de compétence insuffisant du candidat.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la présidente du conseil départemental ou d'un recours juridictionnel auprès du tribunal administratif de ressort.

Sur la période 2019 à 2022, les demandes d'agrément (initiale et renouvellement) ont diminué de 24 % et près de 99 % d'entre elles ont été accordées ; les refus sont donc relativement exceptionnels.

L'assistant maternel agréé peut débuter son activité après avoir satisfait à l'obligation de suivre un premier volet de formation de quatre-vingt heures avant l'accueil du premier enfant (articles L. 421-14 et D. 421-44 du CASF)[24]. La mise en œuvre de cette formation est de la compétence du service de la PMI. Le département du Doubs a externalisé cette mission au même prestataire que celui en charge des entretiens et visites préalables à l'agrément. Il est destinataire chaque mois de la liste des nouveaux agréments pour lui permettre d'organiser les sessions de formation.

Le département informe les maires du département des décisions d'agréments et de toutes les décisions modificatives du contenu de l'agrément des assistants maternels agréés résidant sur leur territoire. A cette fin, il tient à jour des listes sectorisées selon les RPE qu'il adresse chaque trimestre aux maires.

3.2.1.2 L'agrément des assistants maternels exerçant en dehors de leur domicile

L'assistant maternel peut réaliser tout ou partie de son activité en dehors de son domicile : en Maison d'assistants maternels (MAM)[25] ou bien en crèche familiale.

Dans le premier cas, l'assistant maternel exerce exclusivement en dehors de son domicile dans un local dédié. La MAM est une personne morale et l'assistant maternel est salarié des parents employeurs. Une délégation d'accueil peut être accordée par les parents employeurs à un ou plusieurs assistants maternels exerçant dans la MAM.

Le nombre maximum d'assistants maternels pouvant exercer dans une même MAM est d'un à six, dont au maximum quatre simultanément. Si l'assistant maternel disposait déjà d'un agrément pour l'accueil d'enfants à son domicile, il doit adresser une demande de modification de son agrément pour exercer en MAM. Les conditions d'agrément sont les mêmes que pour un exercice à domicile.

La procédure départementale d'agrément des assistants maternels exerçant en MAM est globalement identique à la procédure d'agrément des assistants maternels exerçant à domicile. Elle est mise en œuvre par les directions territoriales de PMI depuis 2019. Des réunions

[24] Des dérogations peuvent être accordées dans le cas où l'assistant maternel justifie d'une formation antérieure équivalente.

[25] Articles L424-1 à L 424-7 du CASF.

spécifiques d'informations des porteurs de projets sont sectorisées. En ce qui concerne le volet évaluatif des agréments, l'évaluation des candidats est réalisée par le prestataire et la visite des locaux est assurée conjointement par le prestataire et le cadre infirmier de la PMI. La décision d'agrément est prise par le pôle PMI du secteur ou, en cas de refus, par le service de la PMI.

Les assistants maternels ont également la possibilité d'exercer en crèche familiale (ou « service d'accueil familial »). La crèche familiale est un mode d'accueil hybride : l'assistant maternel exerce à son domicile et partage des temps d'accueil en crèche collective (en général une demi-journée ou une journée par semaine). L'assistant maternel est salarié de la crèche. La procédure d'agrément des assistants maternels est identique à celle des assistants maternels employés par des parents employeurs.

Au regard du nombre de MAM (trente-neuf en 2021 dans le département du Doubs) et des crèches familiales (moins d'une dizaine), les agréments correspondants sont minoritaires par rapport à la garde à domicile. Aucune difficulté n'a été relevée concernant les agréments des assistants maternels exerçant dans ces conditions.

3.2.1.3 Les procédures de modification ou renouvellement d'agrément

L'assistant maternel a la possibilité de solliciter une modification ou une extension de son agrément durant la période de validité de celui-ci. La procédure de traitement des demandes de modification est similaire à celle de la demande d'agrément initial. Seules les demandes liées au déménagement de l'assistant maternel sont intégralement traitées par le pôle PMI ou la MAPE (mission accueil petite enfance), en raison des délais d'instruction raccourcis (un mois), ne permettant pas de transmission au prestataire.

Aux termes de l'article L. 421-4 du CASF, le nombre maximum d'enfants pouvant être accueillis par un assistant maternel est, depuis 2021, de six enfants de moins de onze ans, dont quatre au maximum de moins de trois ans. La décision est temporaire et prise pour une période définie. Cette dérogation avait été mise en œuvre par le département pendant la période de crise sanitaire afin de pallier la fermeture de certains EAJE, et des écoles.

Le renouvellement de l'agrément de l'assistant maternel est conditionné par l'accueil effectif d'au moins un enfant durant la première période d'agrément, le suivi de la seconde tranche de formation obligatoire et le passage des épreuves du CAP Petite enfance. La procédure est menée conjointement par les pôles PMI et le prestataire en charge de l'évaluation des candidats.

L'agrément des assistants maternels ayant réussi deux épreuves du CAP Petite enfance est renouvelé pour dix ans. Dans le cas contraire, il est renouvelé pour une période de cinq ans.

3.2.2 Le suivi et le contrôle

3.2.2.1 Un suivi limité des assistants maternels, en voie de renforcement

Réglementairement, la PMI est chargée du suivi et du contrôle des assistants maternels quelles que soient les modalités d'exercice (domicile, MAM ou crèche familiale). La PMI doit

notamment s'assurer que toutes les conditions réunies lors de l'obtention de l'agrément restent satisfaites dans le temps. La chambre a observé que le contrôle de la réalisation de la seconde tranche de formation dans les trois années suivant l'accueil du premier enfant n'était assuré que lors des demandes de renouvellement, soit cinq ans après l'agrément.

La PMI doit également contrôler que les assistants maternels respectent les obligations auxquelles ils sont tenus, comme la transmission à la PMI de tout changement concernant leur situation (déménagement, composition des personnes vivant à leur domicile, etc.), l'accueil et le départ définitif des enfants accueillis et l'inscription sur le site *monenfant.fr*.

D'après le département, le nombre de visites de suivi des assistants maternels effectuées entre 2018 et 2023, tous motifs confondus, était en moyenne de 261 par an.

La contractualisation du SNPPE entre le département du Doubs et l'Etat en 2021 a conduit à dégager du temps de travail des personnels de PMI (infirmiers, puériculteurs, éducateurs de jeunes enfants). Le département estime que l'externalisation permet en moyenne de gagner, en termes de temps de travail, 10 % d'ETP par professionnel concerné (soit six ETP). La chambre relève que jusqu'alors, sa mission de suivi des assistants maternels était limitée à celui des demandes de renouvellement d'agrément, faute de temps disponible.

Depuis l'externalisation de la mission d'évaluation des agréments et le gain de temps de travail correspondant, l'objectif des services de PMI est d'assurer le suivi des nouveaux assistants maternels agréés dans les six mois suivants l'accueil d'un premier enfant puis, chaque année.

La collectivité dresse un bilan positif de cette externalisation, qui constitue un levier de sa politique de prévention, malgré une augmentation prévisionnelle des coûts. Si le retour des personnels infirmiers des directions territoriales de PMI est favorable, le personnel administratif a constaté en revanche une charge de travail supplémentaire due notamment aux circuits de validation mis en place avec le prestataire dans des délais contraints : création, suivi des bons de commande et contrôle du service fait.

Compte-tenu de la définition récente de cet objectif, le département n'a pas été en mesure de fournir de bilan des nouvelles modalités de suivi bien qu'à ce stade, les dossiers consultés aient permis de constater de premières visites de suivi hors renouvellement ou modification d'agrément. La chambre invite le département à effectuer à moyen terme un bilan des incidences de l'externalisation sur le renforcement du suivi des assistants maternels, qui doit être davantage développé afin de sécuriser leurs pratiques professionnelles et de maintenir la qualité de l'offre.

3.2.2.2 Un rôle de la commission consultative paritaire départementale limité aux décisions relatives aux agréments

L'article L. 421-6 du CASF prévoit que « *lorsque les conditions d'agrément cessent d'être remplies, le président du conseil départemental peut, après avis d'une commission consultative paritaire départementale, modifier le contenu de l'agrément ou procéder à son retrait* ».

La survenance d'un évènement particulier porté à la connaissance de la PMI entraine l'ouverture d'une enquête administrative. En cas d'urgence, parallèlement à cette enquête, l'agrément peut être suspendu pour quatre mois maximum.

Le service départemental de la PMI suit un fichier des signalements. Sur la période 2018 à 2022, treize signalements par an ont, en moyenne, été transmis à la PMI.

Selon les conclusions de l'enquête administrative, la présidente du conseil départemental peut soumettre une décision de restriction ou de retrait de l'agrément à la CCPD. Un accompagnement renforcé peut être mis en place.

La CCPD du Doubs est constituée de quatre représentants de la profession élus pour six ans et de quatre représentants du département nommés par la présidente, dont la vice-présidente du département en charge de l'enfance. Sur la période, elle s'est réunie de six à huit fois par an. L'assistant maternel a la possibilité de consulter son dossier et de présenter ses observations devant la CCPD. La commission délibère en dehors de sa présence. Toute décision est susceptible de recours et doit être motivée. Entre 2018 et 2022, cinq recours ont été formulés contre une décision de retrait d'agrément.

Les procès-verbaux de la CCPD font état d'une présentation complète et exhaustive des conclusions des enquêtes administratives.

Tableau n° 5 : Décisions de la commission consultative paritaire départementale (CCPD) relatives aux agréments des assistants maternels

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombres de dossiers examinés	11	3	5	11	9
Décisions de retrait d'agrément	9	3	4	10	9
Décisions de restriction d'agrément	1		1	1	
Décision de maintien d'agrément	1				

Source : CRC d'après les procès-verbaux des CCPD 2018 à 2022

En cas de retrait d'agrément, le maire de la commune de résidence de l'assistant maternel est informé par voie postale.

En cas de décision de retrait motivée notamment par des faits de violences à l'encontre des mineurs accueillis, il ne peut plus être délivré d'agrément à la personne à qui l'agrément a été retiré quel que soit le département où la nouvelle demande est présentée.

La chambre a constaté que cette information n'est portée que dans le dossier individuel de l'assistant maternel et qu'aucun fichier spécifique de recensement des retraits d'agrément n'existe au sein du département afin de prévenir une nouvelle demande d'agrément dans le département du Doubs ou dans un autre département. Les services de la PMI ont indiqué qu'à ce jour, la transmission d'informations à d'autres départements était faite au cas par cas lorsqu'ils disposaient de la nouvelle adresse de l'assistant maternel en cas de déménagement en dehors du département.

La chambre invite le département du Doubs à renseigner un fichier unique des décisions de retrait d'agrément, dans l'attente de la publication du décret d'application de l'article L. 421-7-1 du CASF[26].

Par ailleurs, elle invite également le département à consulter chaque année la commission sur le programme de formation des assistants maternels ainsi que sur le bilan de fonctionnement de l'agrément, conformément à l'article L. 421-6 du CASF.

3.3 Un règlement départemental d'aide sociale à actualiser

Le règlement départemental d'aide sociale (RDAS) constitue un guide d'informations pratiques en direction des usagers en matière de prestations sociales et une base juridique relative aux décisions individuelles prises par délégation de la présidente du conseil départemental. Le RDAS en vigueur a été adopté par l'assemblée départementale le 18 décembre 2018, il succède à celui adopté le 12 juillet 2005.

En matière d'accueil du jeune enfant, les fiches relatives aux EAJE, aux assistants maternels et aux maisons d'assistants maternels n'ont pas été mises à jour depuis leur adoption alors que la réglementation a évolué.

Les services ont la possibilité de se référer à des schémas ou des notes de procédure mis à jour régulièrement (carte mentale EAJE et schéma des assistants maternels). Le référentiel technique de l'agrément des assistants maternels, récemment mis à jour, est également consultable sur le site internet.

Les services du département ont indiqué procéder ponctuellement à la mise à jour du RDAS au fil des évolutions. Aussi, la chambre invite le département à mettre à jour les fiches relatives à la petite enfance lors de la prochaine actualisation du RDAS, afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation et des procédures internes ainsi que de le mettre en cohérence avec le référentiel technique de l'agrément des assistants maternels.

4 LES MOYENS CONSACRÉS PAR LE DÉPARTEMENT À LA POLITIQUE D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

Les services de protection maternelle et infantile (PMI) sont des services départementaux chargés d'assurer la protection sanitaire de la mère et de l'enfant. Au-delà de leurs compétences en matière d'agrément, contrôle et suivi des structures d'accueil des enfants de moins de six ans ainsi que des assistants maternels et familiaux, ils organisent notamment des consultations et des actions médico-sociales de prévention et de suivi en faveur des femmes enceintes, des parents et des enfants de moins de six ans, ainsi que des activités de planification familiale et d'éducation familiale.

---

[26] Depuis février 2022, l'article L. 421-7-1 du CASF prévoit la création d'une base nationale recensant les suspensions et retraits d'agréments des assistants maternels.

Tableau n° 6 : La structure des coûts du service de protection maternelle et infantile (PMI)

Structure des coûts	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	225 159	205 961	464 663	505 465	535 178
+Charges de personnel	4 381 209	4 243 580	4 090 197	5 016 523	5 338 442
+Autres charges de gestion	593 100	634 237	723 702	730 368	758 283
= Charges courantes	**5 199 468**	**5 083 778**	**5 278 562**	**6 252 356**	**6 631 903**
Charges personnel/Charges courantes	84 %	83 %	77 %	80 %	80 %

Source : CRC, à partir de données transmises par le département du Doubs

Le département du Doubs a communiqué des éléments relatifs à l'évolution du budget et des effectifs de son service de PMI sur la période 2018 à 2022. Il n'a pas été en mesure d'estimer le temps de travail consacré par ses personnels à cette thématique. En effet, en dehors de deux référentes sur les EAJE et de deux gestionnaires administratives, le département a indiqué qu'il n'existe pas de fiche de poste exclusivement centrée sur l'accueil du jeune enfant.

Tableau n° 7 : Les effectifs du service de la protection maternelle et infantile (PMI)

Structure effectifs (en ETP)	2018	2019	2020	2021	2022
Direction					
Médecin	9,7	12,2	9,5	9,9	8,8
Puéricultrice/infirmière	44,3	44,3	53,8	44,5	51,3
Sage-femme	4,9	5,8	6,1	7,3	8,3
Autres personnels médico-sociaux (psychologues, conseillers conjugaux, etc.)	10,8	6	6,2	7,5	12,5
Autres professionnels (administratif)	10,2	6,5	7,7	5,6	8,7
TOTAL	**79,9**	**74,8**	**83,3**	**74,8**	**89,6**

Source : département du Doubs

Dans le cadre de son enquête sociale, la DREES[27] recense la composition des PMI des départements de France métropolitaine et DROM (hors Mayotte). A ce jour, les données sont disponibles jusqu'en 2021. La chambre a effectué une comparaison avec les six départements dont la population légale 2020, en vigueur au 1er janvier 2023, se rapproche le plus de celle du Doubs. Au sein de cet échantillon, le département du Doubs occupe une place médiane en nombre d'effectifs de PMI.

[27] La Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques, Ministère de la santé et de la prévention.

Tableau n° 8 : Les effectifs moyens de la protection maternelle et infantile (PMI) dans un échantillon de départements sur la période 2018-2021 (en ETP)

	Drôme	Aisne	Côte-d'Or	Doubs	Saône-et-Loire	Vaucluse	Marne
Population légale en 2020	*517 709*	*529 374*	*535 078*	***545 209***	*551 063*	*561 941*	*566 659*
Médecins	11,1	4	16,9	**10,3**	9,6	23,2	5,7
Médecins (heures de vacations)	*7 302*	*1 987*	*0*	***0***	*346*	*0*	*763*
Sages-femmes	8,9	6,5	8,6	**6**	6,6	6,9	7,3
Infirmiers/infirmières (dont puériculteurs/puéricultrices)	62,5	39,6	39,9	**46,7**	35	41,1	40,7
Auxiliaires de puéricultrice	0	8,3	2	**0**	0	0	0,1
Conseillers/conseillères conjugaux/conjugales	1,6	0	4	**0,7**	4,7	12,4	0
Psychologues	3,5	0	1,7	**3,8**	0	1,9	3,3
Educateurs/éducatrices de jeunes enfants	0	0,5	2	**1,3**	0	0	0
Personnels administratifs	10,8	3,9	16,3	**7,5**	16,3	28,9	0
Total	**98,4**	**62,8**	**91,4**	**76,3**	**72,2**	**114,4**	**57,1**

Source : CRC, à partir de données de la DREES (enquête sociale – volet PMI)

Commentaire : le nombre d'heures de vacations de médecins et celui de puériculteurs/puéricultrices concernant le département de la Drôme en 2021 ainsi que le nombre de psychologues du département du Vaucluse en 2020 n'étant pas disponibles dans la base de la DREES, ces éléments ne sont donc pas inclus dans les moyennes.

Les développements ci-après visent à caractériser, dans la mesure du possible, les moyens spécifiquement consacrés à la politique publique d'accueil du jeune enfant.

4.1 L'organisation de la PMI et les moyens humains consacrés à l'accueil du jeune enfant

Les services de PMI assurent l'accompagnement préventif et le contrôle des modes de garde individuels et collectifs, la gestion des agréments d'assistants maternels, en lien avec le prestataire du département, et le contrôle des EAJE. Ils sont répartis entre quatre directions :

La direction enfance-famille (DEF) : il s'agit d'une direction thématique, à laquelle est notamment rattaché le service départemental de la PMI[28]. Ce dernier rassemble des gestionnaires administratifs, et l'ensemble des médecins, sages-femmes, psychologues,

[28] Les autres services de la direction enfance-famille sont le service de prévention et protection de l'enfance, le service évaluation et accompagnement des mineurs non-accompagnés, le service budgétaire et pilotage ainsi que le centre départemental de l'enfance et de la famille.

éducateurs de jeunes enfants et orthoptistes du département. Ces derniers sont répartis entre Besançon, Montbéliard et Pontarlier.

Les trois directions territoriales des solidarités humaines (Besançon, Montbéliard et Haut-Doubs) : elles comprennent un service enfance famille, divisé en pôles dont un pôle PMI. Sous la responsabilité du chef de service enfance famille, le responsable de pôle PMI encadre l'ensemble des puériculteurs et infirmiers de sa direction. Si des pôles territoriaux de la PMI ont existé sur l'ensemble de la période, ils étaient rattachés à la direction enfance-famille et au service départemental de PMI jusqu'en août 2019.

Tableau n° 9 : Les caractéristiques des services de la protection maternelle et infantile (PMI) par territoire des directions territoriales des solidarités humaines (DTSH), en octobre 2023

Rattachement administratif	Nombre	DTSH de Besançon	DTSH de Montbéliard	DTSH du Haut-Doubs
	Centres médico-sociaux	13	12	4
DTSH	Infirmières puéricultrices	28	20	14
DEF	Médecins	5	3	1
	Sages-femmes	3	2	2
	Psychologues	3	2	1

Source : CRC, à partir d'éléments communiqués par le département

Les dépenses de personnel constituent le principal levier financier mobilisé pour le fonctionnement du service de PMI (en moyenne 80 % des charges courantes sur la période). Ce constat est valable également pour les missions relatives à la politique d'accueil du jeune enfant, même si le recours à un prestataire pour les missions d'agrément (hors déménagement) et de formation limite en pratique légèrement cette proportion.

Le conseil départemental a fait part de ses difficultés pour pourvoir les postes de médecins sur l'ensemble de la PMI, dont l'accueil du jeune enfant. Ils correspondent la plupart à des postes vacants.

En particulier, le poste de chef du service départemental de PMI, qui doit être exercé par un médecin (article L. 2112-1 du CSP), est vacant en raison d'absence de candidature. En dehors d'un intérim de quelques mois en 2019, le chef de service adjoint de PMI a encadré sur l'ensemble de la période les gestionnaires administratifs, et l'ensemble des médecins, sages-femmes, psychologues, éducateurs de jeunes enfants, orthoptistes du service départemental.

Par ailleurs, la PMI du Doubs a recruté dès janvier 2022, deux éducatrices de jeunes enfants en charge de l'accompagnement des porteurs de projets, des visites d'ouverture et de contrôle ainsi que de l'accompagnement des structures, ce que l'IGAS avait estimé être une bonne pratique dans son rapport d'avril 2023[29].

[29] Inspection générale des affaires sociales et de la santé, *Qualité de l'accueil et prévention de la maltraitance dans les crèches*, mars 2023.

4.2 Les leviers financiers

En sus des dépenses de personnel, le département mobilise différents leviers financiers, notamment en faveur du développement de l'offre d'accueil des assistants maternels et des EAJE, ainsi que de l'information sur les modes de garde.

Tableau n° 10 : Les dépenses de la PMI en faveur de l'accueil du jeune enfant (hors personnel)

	2018	2019	2020	2021	2022
Subventions aux relais petite enfance	229 250 €	241 597 €	248 471 €	252 961 €	272 603 €
Subventions pour le développement de modes de garde	12 420 €	3 680 €	2 300 €	0 €	0 €
Externalisation des agréments des assistants maternels	0 €	0 €	178 410 €	190 641 €	268 278 €
Frais de formation des assistants maternels	142 412 €	106 426 €	181 000 €	171 534 €	142 901 €
Frais annexes à la formation des assistants maternels	1 328 €	2 692 €	160 €	0 €	704 €
Catalogues, imprimés, publications	685 €	16 463 €	12 771 €	23 266 €	19 334 €
Total	**386 095 €**	**370 858 €**	**623 113 €**	**638 402 €**	**703 820 €**

Source : CRC, à partir de données communiquées par le département du Doubs

4.2.1 Les subventions aux relais petite enfance

Le département du Doubs compte vingt-six relais petite enfance. Ils ont notamment pour mission d'accompagner les professionnels et d'informer les parents sur les différents modes d'accueil du jeune enfant. Ils constituent un lieu d'échanges ouvert aux parents, aux professionnels de la petite enfance et aux enfants.

Conformément aux orientations du projet C@p 25, le département participe à leur financement dans le cadre d'une convention annuelle. Les subventions sont attribuées à hauteur de 8 418 € par équivalent temps plein d'animateur agréé par la CAF du Doubs. Sur la période, le montant versé chaque année par le département représente environ 0,25 M€.

4.2.2 La formation des assistants maternels

La formation des assistants maternels est obligatoire. L'assistant maternel agrée doit en effet accomplir cent vingt heures de formation dont quatre-vingt avant l'accueil du premier enfant (décret n°2018-903 du 23 octobre 2018). Des dispenses sont accordées en fonction des qualifications de l'assistant maternel.

L'organisation de la formation initiale obligatoire dispensée aux assistants maternels est confiée à un prestataire extérieur, le même que celui en charge de l'évaluation des demandes

d'agrément. Pour ce faire, le département a signé un marché à bons de commandes puis un accord-cadre à partir de 2019. Cet accord-cadre est conclu pour une durée d'un an, renouvelable tacitement dans la limite de quatre ans.

Le prestataire est chargé de l'organisation de la formation, de l'envoi des convocations à l'évaluation des acquis, et de l'établissement des attestations de formation.

Le prix des formations est fixé sous forme de forfait journalier comprenant les frais de déplacements, les frais de personnel, d'organisation et de coordination, de location de salle et d'évaluation. En 2022, le forfait pour la formation des première et deuxième phase s'élève à 525 € HT. Le forfait relatif à l'initiation aux gestes de secourisme s'établit à 430 € H.T. Les prix sont révisés périodiquement.

Tableau n° 11 : Nombre de jours de formation obligatoire (initiale et complémentaire) suivis par les assistants maternels et coûts associés

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de jours de formation suivis	234	246	317	280	284
Coûts de formation (en €)	142 412	106 426	181 000	171 534	142 901

Source : département du Doubs

Le département propose, conformément à l'article L. 421-14 du CASF un dispositif de soutien aux parents employeurs visant à rembourser les frais de garde occasionnés pendant la formation obligatoire de leur assistant maternel. Le forfait journalier s'élève à 16 €. Cet instrument est insuffisamment mis en œuvre au regard du nombre de jours de formation obligatoire suivis par les assistants maternels sur la période.

Tableau n° 12 : Remboursement des frais de garde d'enfant pendant le temps de formation obligatoire des assistants maternels

Année	Nombre de jours remboursés	TOTAL (16 € / jours)
2018	83	1 328 €
2019	67	1 072 €
2020	10	160 €
2021	6	96 €
2022	38	608 €

Source : département du Doubs

La chambre invite le département à communiquer davantage sur ce dispositif auprès des familles.

4.2.3 L'externalisation des agréments des assistants maternels

Comme indiqué, le département du Doubs a confié la mission d'évaluation des demandes d'agrément des assistants maternels, sous forme d'accord-cadre, au prestataire extérieur qui assure également la formation initiale des assistants maternels. Les documents contractuels précisent que ce prestataire ne peut pas affecter les mêmes évaluateurs sur une même direction territoriale, à la fois pour la formation et pour l'agrément des assistants maternels.

L'objectif de cette externalisation est de dégager du temps pour le personnel infirmier et les puéricultrices afin de réaliser les missions de prévention de la PMI, en lien avec les objectifs déclinés par le plan pauvreté, puis avec la stratégie nationale de prévention et protection de l'enfant. À titre d'exemple, il s'agit des visites à domicile post natales, des visites de suivi des assistantes maternelles, des bilans de santé en école maternelles ou encore des suivis de situation de vulnérabilité.

Un premier marché a été conclu dès le 1er janvier 2020 pour une période de trois ans puis renouvelé pour la période 2023-2025. Il a pour objet l'évaluation des demandes d'agrément initial, des renouvellements d'agrément et, depuis 2023, des demandes de modification d'agrément des assistants maternels (changement de nombre d'enfants, d'âge des enfants et demandes de dérogation). En raison du délai de traitement particulier, les demandes relatives à un déménagement sont exclues du marché.

Des réunions de suivi doivent être organisées trois fois par an, afin de réaliser un bilan des évaluations et un ajustement des pratiques. Le prestataire s'engage à établir un rapport annuel comprenant notamment le nombre de dossiers évalués par type de procédure et le temps passé. Le temps consacré aux évaluations est défini depuis 2023 selon les modalités suivantes : six heures pour une demande initiale, quatre heures pour une demande de renouvellement d'agrément, trois heures pour une demande de modification d'agrément. Le rapport d'évaluation est transmis au plus tard quatre semaines avant l'échéance du délai de trois mois fixé par la règlementation.

Le prestataire s'engage également à mettre à disposition une équipe qualifiée et expérimentée, composée de professionnels de la petite enfance (puériculteur, infirmier, éducateur de jeunes enfants, éducateur spécialisé, assistant social) disposant d'une connaissance du métier d'assistant maternel.

L'externalisation s'est déroulée progressivement, tout d'abord sur le territoire de la direction territoriale des solidarités humaines du Haut-Doubs et sur une partie du territoire de la direction territoriale des solidarités humaines de Besançon. Depuis juin 2021, elle est étendue à l'ensemble du département.

Les prestations sont fixées à l'acte, soit 425,04 € pour une demande initiale, 303,60 € pour une demande de renouvellement et 215 € pour une demande de modification d'agrément.

Le montant du marché 2020-2022 portait sur un total estimé dans l'appel d'offre à 978 000 € HT sur trois ans. La consommation des crédits annuels n'a pas atteint ces estimations, en particulier en 2020. En effet, les demandes de renouvellements ont fortement baissé en 2020 et 2021, dans un contexte de crise sanitaire. Plus globalement, le taux de départ en retraite des assistants maternels ne cesse d'augmenter.

Au terme de ce marché, le département a produit une note sur le bilan financier et des agréments, qui a fondé la définition des perspectives pour le renouvellement du marché sur la période 2023-2025.

Le nouveau marché inclut les prévisions de renouvellement issues des extractions du logiciel métier, ainsi qu'un ajustement du taux d'abandon de la profession. Selon ses estimations, le département envisage un doublement du nombre de renouvellements pour les années 2023 et 2024 par rapport aux années 2020 et 2021. Le montant total de ce nouveau marché a ainsi été estimé à 1 396 200 €.

4.2.4 Le financement de projets d'EAJE portés par les collectivités

Depuis 2018, le conseil départemental a mis en place des contrats de territoire avec chaque EPCI du département (contrats pour porter une action concertée, dits contrats P@C). Les documents cadres de la première (2018-2021) et de la deuxième génération (2022-2028) ont fait l'objet d'une présentation en assemblée départementale. Au sein de ces contrats, le département accompagne financièrement, voire techniquement, les projets d'investissement de collectivités du ressort.

Les projets d'EAJE portés par les collectivités figurent parmi ceux susceptibles d'être accompagnés. L'aide prend en compte l'intervention des autres cofinanceurs, notamment la CAF. Le département a indiqué qu'en conséquence, il intervient moins ou n'intervient pas sur certains projets qui auraient pu bénéficier d'une aide financière, car les collectivités locales ont réussi à obtenir 80 % de financement. S'il est demandé aux collectivités de maintenir le service, dans le bâtiment financé, pendant une durée minimale de cinq ans, le recul n'est pas encore suffisant pour apprécier le respect de cette condition.

Le département a aussi indiqué que les collectivités peuvent également faire appel à ses services pour un accompagnement en phase amont du projet[30]. Il peut aussi financer ces études réalisées par des tiers au travers d'un dispositif d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Entre 2018 et 2022, douze subventions ont été notifiées concernant des projets d'EAJE pour un total de 0,58 M€ (sur un coût prévisionnel de 4,80 M€ HT et 3,35 M€ HT de dépenses éligibles). D'après le département, neuf autres subventions restaient à notifier pour 1,42 M€ (sur un coût prévisionnel de 9,93 M€ HT et 8,65 M€ HT de dépenses éligibles).

[30] Il s'agit notamment de formaliser les besoins, associer les services compétents et les cofinanceurs à mobiliser ou encore consulter des bureaux d'études pour la réalisation d'études de faisabilité.

4.3 D'autres leviers d'action plus limités

4.3.1 La promotion du métier d'assistant maternel

Dans un contexte de tension des métiers de la petite enfance et bien que l'action soit pilotée par la CAF dans le SDSF 2020-2023, le département met en œuvre une démarche de promotion du métier d'assistant maternel via différents supports de communication.

Le site internet du département met à disposition des informations sur les conditions d'exercice, la formation sous forme de fiches pratiques, des formulaires, permettant par exemple d'effectuer une demande d'agrément, ou encore le guide ministériel de création d'une maison d'assistants maternels.

Une plaquette d'information à destination du grand public synthétise ces éléments et mentionne les coordonnées des pôles territoriaux de la PMI ainsi que des relais petite enfance.

4.3.2 Le soutien aux LAEP

Le département a également participé sur la période au financement d'un lieu d'accueil enfants parents (LAEP) par la mise à disposition des travailleurs sociaux pour un coût de l'ordre de 15 000 € par an. Cette structure, portée par la commune de l'Isle-sur-le-Doubs, vient compléter l'offre de service en matière de petite enfance et d'appui à la parentalité. Elle associe les communes de Onans, Arcey, Montenois, la CAF et le département.

4.3.3 L'expérimentation « Solution assistants maternels relais ».

Dès 2018, le conseil départemental a initié un groupe de travail afin de développer un partenariat conventionné avec le fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT) pour diversifier son offre d'accueil et permettre aux parents intérimaires, pour lesquels l'absence de solution de garde d'enfant peut constituer un frein à l'emploi, de trouver un mode de garde souple dans des délais contraints. Il s'agit également pour le FASTT de mettre en place un fonds de garantie afin de prendre en charge les frais de garde en cas de non-paiement par l'intérimaire.

Une convention de partenariat a été conclue avec le FASTT pour une durée de dix-huit mois au titre de l'année 2018-2019 dans le cadre d'une expérimentation « Solution assistants maternels relais ».

Le pilote de ce dispositif est la CAF. Le département s'engage à promouvoir le dispositif auprès des parents intérimaires et des assistants maternels. Il est ainsi chargé d'appuyer la préparation du dossier de dérogation et de transmettre mensuellement aux RAM la liste des assistants maternels volontaires.

Le SDSF 2020-2023 indique une cible de quatorze EAJE labellisés et de vingt familles bénéficiaires pour un coût indicatif de 10 000 € financés par la CAF sous forme d'un forfait de 1 000 € par structure.

ANNEXES

Annexe n° 1. Comparaison des effectifs de PMI 40
Annexe n° 2. Cartographie des secteurs PMI du département du Doubs 41
Annexe n° 3. Glossaire 42

Annexe n° 1. Comparaison des effectifs de PMI

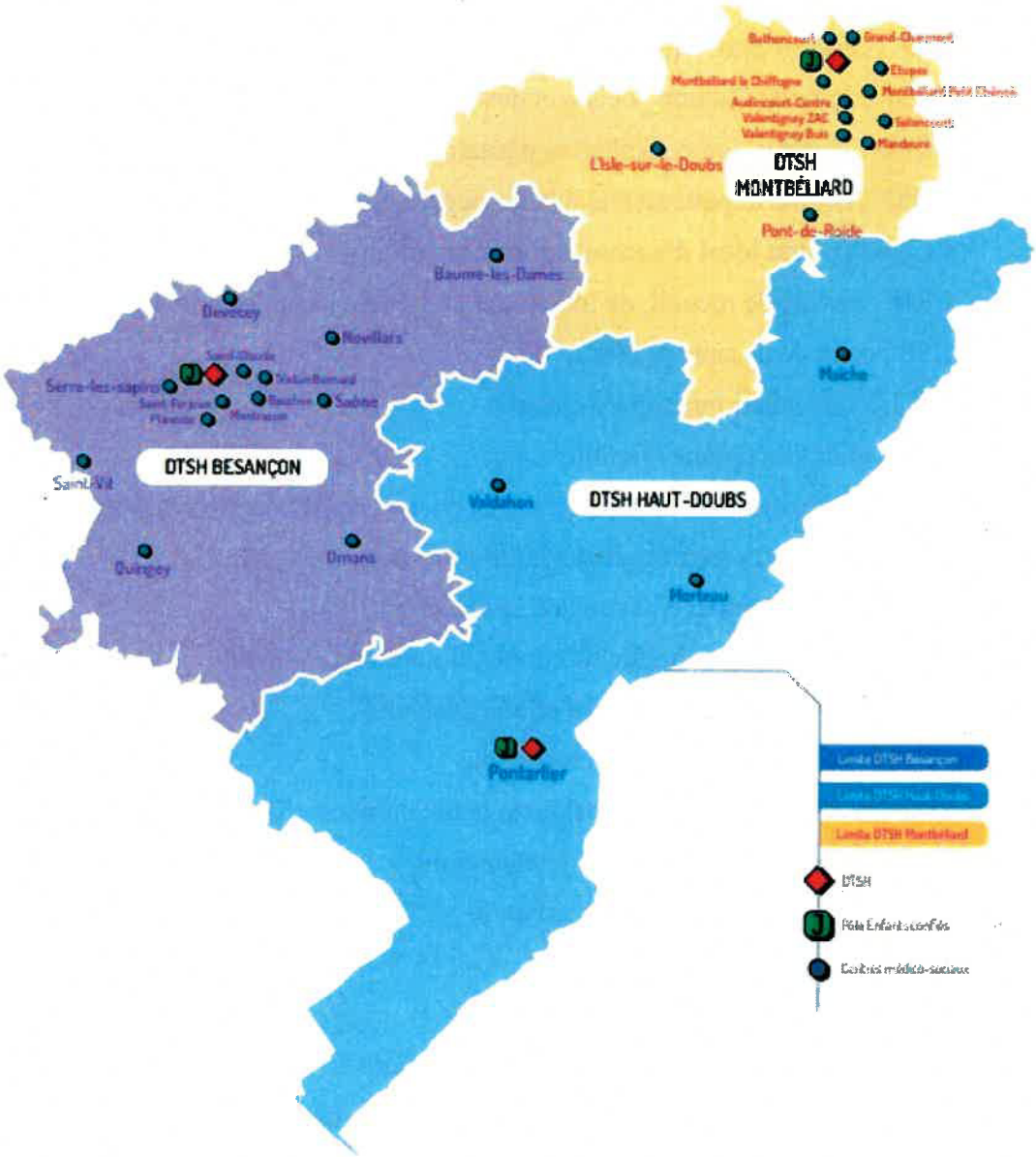
Tableau n° 13 : Les effectifs moyens de la PMI dans un échantillon de départements sur la période 2018-2021 (en ETP)

	Drôme	Aisne	Côte-d'Or	Doubs	Saône-et-Loire	Vaucluse	Marne
Population légale en 2020	*517 709*	*529 374*	*535 078*	*545 209*	*551 063*	*561 941*	*566 659*
Médecins	11,1	4	16,9	**10,3**	9,6	23,2	5,7
Médecins (heures de vacations)	*7 302*	*1 987*	*0*	***0***	*346*	*0*	*763*
Sages-femmes	8,9	6,5	8,6	**6**	6,6	6,9	7,3
Infirmiers/infirmières (dont puériculteurs/puéricultrices)	62,5	39,6	39,9	**46,7**	35	41,1	40,7
Auxiliaires de puéricultrice	0	8,3	2	**0**	0	0	0,1
Conseillers/conseillères conjugaux/conjugales	1,6	0	4	**0,7**	4,7	12,4	0
Psychologues	3,5	0	1,7	**3,8**	0	1,9	3,3
Educateur/éducatrice de jeunes enfants	0	0,5	2	**1,3**	0	0	0
Personnels administratifs	10,8	3,9	16,3	**7,5**	16,3	28,9	0
Total	**98,4**	**62,8**	**91,4**	**76,3**	**72,2**	**114,4**	**57,1**

Source : CRC, à partir de données de la DREES (enquête sociale – volet PMI)

Commentaire : le nombre d'heures de vacations de médecins et celui de puériculteurs/puéricultrices concernant le département de la Drôme en 2021 ainsi que le nombre de psychologues du département du Vaucluse en 2020 n'étant pas disponibles dans la base de la DREES, ces éléments ne sont donc pas inclus dans les moyennes.

Annexe n° 2. Cartographie des secteurs PMI du département du Doubs



Source : Observatoire départemental de la protection de l'enfance, 2021

Annexe n° 3. Glossaire

ARS : agence régionale de santé

ASE : aide sociale à l'enfance

AVIP : (crèches) à vocation d'insertion professionnelle

CAF : caisse d'allocations familiales

CASF : code de l'action sociale et des familles

CCPD : commission consultative paritaire départementale

CDSF : comité départemental des services aux familles

CLAS : contrat local d'accompagnement scolaire

CRIP : cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes

CSP : code de la santé publique

CTG : convention territoriale globale

DEF : direction enfance famille

DREES : direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

DTSH : direction territoriale des solidarités humaines

EAJE : établissement d'accueil du jeune enfant

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

IGAS : inspection générale des affaires sociales

MAM : maison des assistants maternels

ONAPE : observatoire national de la petite enfance

PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

PMI : protection maternelle et infantile

PSU : prestation de service unique

RAM : relais assistants maternels

RDAS : règlement départemental d'aide sociale

REAAP : réseau d'écoute d'appui et d'accompagnement à la parentalité

RPE : relais petite enfance

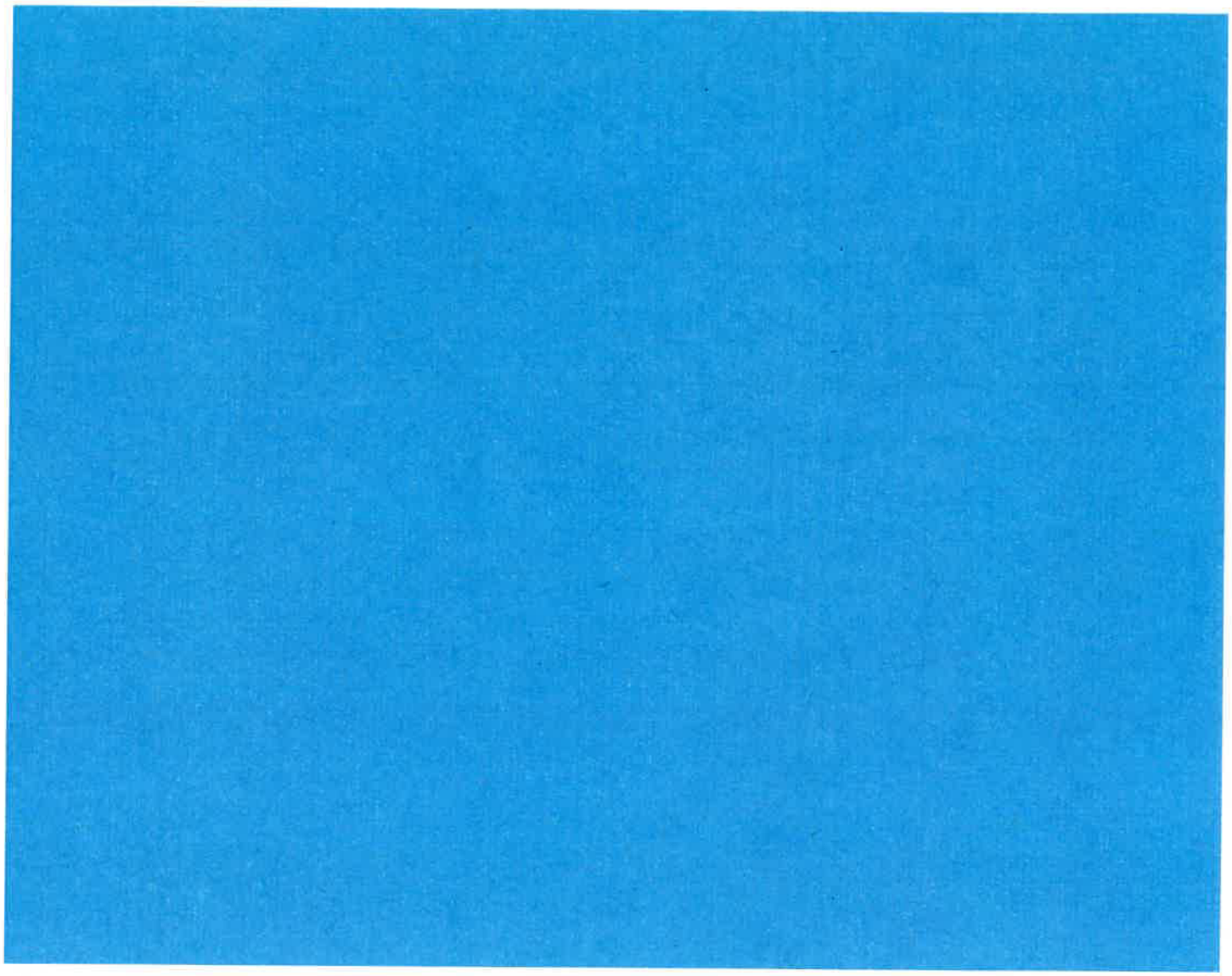
SDAVS : schéma directeur de l'animation de la vie sociale

SDAASP : schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

SDOSMS : schéma départemental d'organisation sociale et médicosocial

SDSF : schéma départemental de services aux familles

SNPPE : stratégie nationale prévention et protection de l'enfance



Chambre régionale des comptes Bourgogne-Franche-Comté

28-30 rue Pasteur – CS 71199 – 21011 DIJON Cedex

bourgognefranchecomte@crtc.ccomptes.fr

Site Internet : http://www.ccomptes.fr/fr/crc-bourgogne-franche-comte

Doubs
le Département

Besançon, le 1 FEV. 2024

Le Cabinet de la Présidente

Affaire suivie par le Service Départemental de PMI
Ligne directe : 03 81 25 86 73

M. Emmanuel ROUX
Président
Chambre Régionale des Comptes de Bourgogne-Franche-Comté
28-30 rue Pasteur
CS 71199
21011 DIJON Cedex

Monsieur le Président,

Je fais suite à votre courrier en date du 4 janvier suite au contrôle de la Chambre Régionale des Comptes que vous avez diligenté concernant la politique Petite Enfance du Département du Doubs en matière de modes d'accueil du jeune enfant sur la période 2017-2023.
Le Département a pris connaissance du rapport provisoire et remercie la Chambre Régionale des Comptes pour le travail accompli en collaboration étroite avec les services départementaux. Comme le prévoit la procédure, le département du DOUBS souhaite apporter quelques précisions et commentaires au rapport provisoire de la CRC.

1. Le champ de compétences du Département

Sur plusieurs points, le rapport de la Cour des Comptes indique que le Département ne s'engage pas sur certaines missions qui seraient de son champs de compétence directe (5). Aucune collectivité territoriale n'a de compétence explicite dans le domaine de la petite enfance : le Département et le bloc communal contribuent de façon significative à l'application de la politique définie par l'État, particulièrement en matière de mode de garde. Le Département, au-delà de ces obligations réglementaires, et en dehors du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF), a décidé de développer des projets innovants et ambitieux financièrement en matière d'accueil du jeune enfant.

Le Doubs s'investit pleinement dans le développement de l'offre d'accueil, puisqu'il a organisé les services de manière à augmenter le temps de travail des puéricultrices de terrain pour accompagner les assistants maternels. (57)
Concernant les accueils collectifs, afin de contribuer également à développer l'offre et améliorer la qualité de l'accueil, le Doubs s'est doté de deux postes d'expertise pour l'accompagnement des porteurs de projets, des gestionnaires, des structures et des parents.

Il est également écrit que le Doubs a désinvesti partiellement la valorisation du métier d'assistant maternel. (57) Le Département subventionne l'ensemble des Relais Petite Enfance, pour que tous les territoires bénéficient de la présence d'animateurs RPE. Ces derniers remplissent une mission d'information et de promotion du métier d'assistant maternel, accompagnant professionnels et parents et organisant des temps de regroupement et de formation.

Le droit à la formation continue pour les assistants maternels est du ressort du parent employeur, qui est le garant de la professionnalisation de son assistant maternel agréé. Il ne s'agit pas de missions dévolues aux départements. C'est un choix politique que le Département a fait de financer les RPE, amenés à élaborer des formations sur site au regard des besoins identifiés des professionnels, contribuant ainsi à la déclinaison de la fiche action 1.2 du SDSF 2020-2023, intitulée « *Valoriser le métier d'assistant(e) maternel(le) et accompagner les professionnels dans la formation continue* », pilotée par la CAF du Doubs.

2. Le pilotage du SDSF

a) Rôle du Conseil Départemental

Sur l'ensemble de la partie portant sur le SDSF, il est à rappeler que son pilotage et son organisation incombent à la Caisse d'Allocations Familiales du Doubs sous le contrôle du Préfet du Doubs. Tout comme la Chambre Régionale des Comptes, le Département constate l'absence de certains documents, tels que les bilans annuels des SDSF ou certains critères du diagnostic territorial, comme le taux d'activité des mères. (45) (51)

b) Pilotage des actions

Le champ de compétence de la Petite Enfance est partagé par de nombreux acteurs et collectivités. C'est précisément le rôle du SDSF d'y inscrire les différents partenaires dans des actions spécifiques à leurs compétences.

Le rapport estime que des actions du SDSF 2020-2023 auraient dû être pilotées par le Conseil départemental du fait du rapport direct avec son champ de compétences (5-57). Mais il est admis plus loin que le rôle du Département en matière de régulation se limite aux aspects règlementaires, et non à l'implantation de l'offre sur le territoire (67).

Enfin, les équipes du Département ont participé au SDSF à plusieurs niveaux : par le pilotage mais également par la communication des actions auprès des usagers, l'orientation sur les dispositifs, la participation aux instances de pilotages. (56)

3. Rectificatif des réponses du CD à la CRC

Il est écrit dans le rapport que le Département n'a pas été en mesure de fournir d'éléments attestant des modalités de suivi et de contrôle en raison des départs de personnels et de l'absence d'un archivage informatique adapté. (7)

Précisément, seules les données des signalements et de contrôle en EAJE n'ont pu être pleinement consolidées sur l'ensemble de la période de contrôle, la mission reposant jusqu'à 2021 sur l'activité des médecins de PMI, et la centralisation des données n'avait pas encore été mise en place.

Après analyse des statistiques individuelles de chaque médecin PMI sur la période, le Département est en mesure de fournir ce récapitulatif des visites par an en EAJE :

	2018	2019	2020	2021
Visites d'ouverture EAJE	11	12	16	16
Contrôle/suivi en EAJE	6	14	9	17

Les données de l'accueil individuel ont bien été remontées dans le questionnaire initial (69 signalements de 2018 à 2023).
Concernant les contrôles chez les assistants maternels, il n'est pas possible de distinguer dans les statistiques **les visites de contrôle après signalement des visites de suivis** hors demande de l'assistant maternel.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DTSHB	50	81	66	75	61	213
DTSHM	90	237	129	83	41	54
DTSHHD	67	70	69	61	50	68
TOTAL	**207**	**388**	**264**	**219**	**152**	**335**

Concernant les différents documents mis à disposition des services et des usagers, il est indiqué que seul le Règlement Départemental d'Aide Sociale est disponible en ligne (146). Le référentiel technique de l'agrément Assistant Maternel est également disponible sur le site public du Doubs. Il reprend la procédure, les trames ainsi qu'un guide des points de sécurité pour l'exercice de la profession à destination directe des assistants maternels du Département.

3. Évolutions recommandées par le rapport

Concernant le logiciel « métier » de traitement des agréments (89), il a été pris bonne note des remarques de la CRC. L'analyse du manque de cet outil est partagée, puisque son acquisition avait été anticipée : le paramétrage est prévu pour le 1er trimestre 2024 avec une mise en service en juin 2024. Le logiciel regroupera les agréments des assistants maternels comme ceux des EAJE.

Il est mentionné le manque de suivi des recommandations après les visites en EAJE (97). La première phase du plan de contrôle de 2022/2023 avait pour but de visiter l'ensemble des EAJE du Doubs, en priorisant les contrôles selon deux critères : l'ancienneté des derniers comptes rendu de visite et des derniers actes administratifs.
La seconde phase, qui débute en 2024, a pour objectif de s'assurer du suivi des recommandations préconisées lors des visites 2022/2023. Ce plan est, quant à lui, hiérarchisé selon la quantité et l'importance des recommandations précédemment établies. Les visites sont prévues lors de réunions mensuelles de coordination EAJE, auxquelles participent les référents EAJE, les gestionnaires EAJE et le chef du service départemental PMI adjoint.

Pour ce qui est du contrôle de la réalisation de la seconde phase de formation dans les trois années suivant l'agrément de l'assistant maternel (128), le dialogue de gestion annuel prévu au cahier des charges avec le prestataire de formation « Référence » le permet. L'application de cette disposition réglementaire s'effectue par des courriers de convocation et de rappel à l'assistant maternel.

En ce qui concerne les retraits d'agrément motivés par des faits de violences, la chambre souligne que le Département ne dispose pas de fichier listant ces informations (141) (142). En effet, le Département compte sur la création du répertoire national prévu par la Loi 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants.

Le Département s'engage à appliquer les recommandations de la CRC au regard de l'article L. 421-6 du CASF (143). Dès cette année, la Commission Consultative Paritaire Départementale du Doubs sera consultée sur le programme de formation des assistants maternels ainsi que sur le bilan de fonctionnement de l'agrément.

La Chambre Régionale des Comptes a pu collaborer étroitement avec les services départementaux de PMI, et a su reconnaître l'implication du Doubs dans la politique d'accueil du jeune enfant. Conscient des évolutions à mettre en œuvre, notamment en terme de procédures informatiques et d'archivage, le Département s'engage à suivre les recommandations de la Cour des Comptes proposées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La Présidente du Conseil Départemental,

Christine BOUQUIN

Pièce jointe : Schéma départemental de service aux Familles du DOUBS 2024-2026

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Solidarités humaines - Enfance et Famille - Gouvernance et stratégie - Coordination et animation - Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 102** présenté sous le timbre **: DGS / DEF** ;

Vu l'avis de la commission n° **1** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Patricia LIME VIEILLE** ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

- prend acte des conclusions du rapport d'observations définitives rendu par la Chambre régionale des comptes (CRC), portant sur le contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant ;

- prend acte qu'un bilan des actions mises en œuvre par le Département doit être réalisé, conformément aux préconisations formulées par le présent rapport sur l'année suivant les observations précitées de la CRC.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont pris acte du rapport, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Communication non soumise à vote.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL246972H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 301
	Commission[s] : 3
	Timbre : DGS / DDET

DYNAMIQUE TERRITORIALE

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, ATTRACTIVITÉ, AFFAIRES EUROPÉENNES ET TRANSFRONTALIÈRES - SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES

Objet : Avis sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) 2024-2029 du SDIS du Doubs

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – RAPPEL....2

II – LES DISPOSITIONS DU SDACR III (2017-2024)....3

III – LE PROJET DE SDACR IV (2024-2029)....4

IV – PROPOSITION....5

PROJET DE DELIBERATION....6

ANNEXE AU RAPPORT....7

INTRODUCTION

Le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) a engagé, durant ces derniers mois, l'élaboration du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) qui s'appliquera pour la période 2024-2029.

Il s'agira du SDACR n°IV, sachant que le SDACR actuel (n°III) aura couvert la période 2017-2024 afin que le futur SDACR 2024-2029 puisse intégrer les dispositions du guide méthodologique ayant été publié à cet effet, en 2020, par la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGR).

Sur la base des différents types de risques identifiés sur le territoire départemental, ainsi que des objectifs fixés pour couvrir ces risques, le SDACR constitue le document permettant au SDIS de dimensionner et d'organiser les moyens de secours pour répondre aux besoins de protection des biens et des personnes.

Le Conseil départemental doit formuler un avis sur le projet de SDACR, préalablement à l'avis du Conseil d'administration du SDIS puis à la validation de ce document par un arrêté préfectoral.

Aussi, il vous est proposé, dans le présent rapport, de vous prononcer sur le projet de SDACR 2024-2029.

I – RAPPEL

Le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) est un établissement public administratif géré par un Conseil d'administration (CA) où siègent des représentants du Département et du bloc communal. Il est présidé de droit par le Président du Département ou son représentant.
Le Préfet dispose de la compétence opérationnelle en matière de sécurité civile.

Le SDIS du Doubs compte 3 015 sapeurs-pompiers, dont 2 600 volontaires répartis dans 70 casernes, et 110 personnels administratifs et techniques. Il s'appuie sur 614 véhicules, 29 embarcations et 15 cellules amovibles.

L'article L. 1424-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT) stipule que :

« Un schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels doivent faire face les services d'incendie et de secours dans le département, et détermine les objectifs de couverture de ces risques par ceux-ci.

Il comprend une partie relative au risque d'incendie de forêt, de surfaces agricoles et de végétation et détermine les objectifs de couverture de ce risque.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques est élaboré, sous l'autorité du préfet, par le service départemental ou territorial d'incendie et de secours.

Après avis du Conseil départemental, le représentant de l'Etat dans le département arrête le schéma départemental sur avis conforme du conseil d'administration du service d'incendie et de secours.

La révision du schéma intervient tous les cinq ans. Elle est précédée d'une évaluation des objectifs du précédent schéma. »

Le SDACR a donc vocation à mettre en adéquation la demande et l'offre en matière de distribution des secours. Pour cela, il inventorie et mesure les risques de sécurité civile, et fixe une stratégie de réponse opérationnelle à apporter sur le territoire. Le choix arrêté, quant au modèle retenu, repose sur un SDACR dit « de moyens » qui, à partir d'une stratégie et d'orientations de couverture opérationnelle, définit l'implantation des centres d'incendie et de secours, ainsi que leur dimensionnement en effectifs, moyens et missions.

Le schéma distingue les risques courants et les risques particuliers.

Les risques courants représentent une forte probabilité d'occurrence, mais des conséquences limitées, sur les personnes, les biens et l'environnement (accidents de circulation, incendies de maison, destructions d'insectes, ...).

Les risques particuliers n'ont pas forcément de valeur statistique significative, mais occasionnent des conséquences très importantes (inondations, accident industriel, accident de transport de matières dangereuses, ...).

II – LES DISPOSITIONS DU SDACR III (2017-2024)

Par arrêté du 11 juillet 2016, pris sur l'avis conforme rendu par le CA du SDIS, le Préfet du Doubs avait approuvé l'actuel SDACR, dit « SDACR III », pour la période 2017-2024.

Les orientations retenues par ce schéma, entré en vigueur le 1er janvier 2017, sont les suivantes :

- classer le territoire départemental en subdivisions territoriales présentant des caractéristiques opérationnelles homogènes. Le zonage du précédent SDACR (zones urbaine, semi-urbaine et rurale) impose au SDIS des délais qui, parfois, s'avèrent difficiles à respecter sur certains secteurs ;
- mettre en adéquation les objectifs des délais de couverture au regard des nouvelles subdivisions territoriales et des contraintes opérationnelles ;
- maintenir, sans évolution, le format des moyens humains et matériels.

S'agissant de la couverture des risques particuliers, une étude basée sur des scénarii d'évènements avait mis en évidence la nécessité et/ou la possibilité de :

- compléter de manière marginale l'armement des centres (+ 1 véhicule) ;
- supprimer des moyens non indispensables à la couverture des risques ;
- procéder à des mouvements d'engins d'un centre à un autre ;
- ajuster les délais de couverture au regard des capacités du SDIS (allongement des délais).

En synthèse, il était proposé de maintenir le niveau de couverture existant, car il répondait à une nécessité opérationnelle, et d'ajuster les délais d'intervention pour sécuriser le service sur le plan juridique. - 684 -

III – LE PROJET DE SDACR IV (2024-2029)

Fin 2021, le Préfet et la Présidente du Conseil d'administration du SDIS ont décidé, conjointement, de procéder à l'évaluation du SDACR entré en vigueur en 2017, et d'engager l'élaboration d'un nouveau SDACR destiné à s'appliquer à compter de cette fin d'année 2024.

Le SDIS a donc mis en place une démarche projet pour réviser le SDACR, conformément au guide méthodologique publié en 2020 par la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGR).

Les études engagées par le SDIS visant à vérifier l'adéquation risque / couverture et à mesurer le niveau de performance du SDIS, au regard des objectifs qui avaient été fixés en juillet 2016, ont permis d'élaborer le projet de SDCR IV qui couvrira la période 2024-2029.

Vous trouverez, en annexe au présent rapport, le projet de SDACR IV.

Les points à retenir au sujet de ce document sont synthétisés ci-après.

III – 1. Eléments de contexte

Des éléments exogènes (notamment démographiques et climatiques) expliquent la hausse de la sollicitation du SDIS.

En parallèle, des éléments endogènes (diminution du nombre et de la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires) se traduisent par une baisse des capacités humaines.

III – 2. Diagnostic

Le SDIS doit faire face à la poursuite de l'effet « ciseaux » constaté ces dernières années, marqué par le renforcement de la « pression opérationnelle » due à une forte progression des interventions (34 500 en 2023, contre 30 600 en 2023), alors que la ressource humaine diminue en nombre et en disponibilité.

En effet, les 2 600 sapeurs-pompiers volontaires (SPV) représentent 80 % des effectifs du SDIS, sachant que leur durée d'engagement est en baisse continue (actuellement, la durée moyenne est de 11,74 ans).

III – 3. Principaux axes stratégiques

Les maîtres mots du SDACR IV sont l'adaptation et la souplesse des moyens et des effectifs, dans le cadre temporel et des objectifs du SDACR, pour une meilleure réactivité, l'aide à la victime étant la priorité au cœur du dispositif de réponse opérationnel.

Par ailleurs, la réorganisation territoriale du SDIS en est également la traduction, avec la constitution de 12 compagnies dont certaines verront leurs moyens accrus.

Enfin, le SDACR vise à garantir l'assise juridique de la réponse opérationnelle du SDIS.

III – 4. 8 axes de travail :

Le SDACR 2024-2029 est construit autour des 8 axes de travail suivants :
- Assouplir les délais de couverture du SDACR III ;
- Organiser une réponse opérationnelle temporelle et spatiale ;
- Mettre en place un mangement de proximité ;
- Modifier l'approche de la couverture du secours routier ;
- Doter certains Centres d'incendie et de secours de moyens complémentaires ;
- Encourager l'engagement citoyen ;
- Recentrer le SDIS sur ses missions ;
- Sensibiliser les élus et la population aux difficultés rencontrées par le SDIS.

III – 5. 20 objectifs :

Ce document fixe 20 objectifs :
- 6 concernent des indicateurs de pilotage ;
- 7 relèvent du risque courant ;
- 3 sont relatifs au risque complexe ;
- 2 concernent l'utilisation de l'intelligence artificielle ;
- 2 portent sur des sujets divers.

IV – PROPOSITION

Le SDACR IV :
- coïncide avec le moment où le SDIS se trouve en limite capacitaire ;
- confirme la couverture territoriale actuelle, tout en l'adaptant ;
- doit permettre au SDIS de préserver sa réponse capacitaire ;
- ne modifiera pas l'infrastructure opérationnelle globale actuelle (74 Centres d'incendie et de secours -CIS- dont 4 Centres principaux d'intervention -CPI- communaux) : les changements auront lieu au niveau de l'organisation des ressources opérationnelles humaines et matérielles.

En application des dispositions de l'article R. 1424-38 du CGCT précité, le projet de SDACR a été présenté au collège des chefs de service de l'Etat.

La Commission administrative et technique, le Comité technique du SDIS et le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ont été invités à émettre un avis sur ce document dans le courant de ce mois de juin.

Le document a également été présenté aux Conseillers départementaux à l'issue de la Commission permanente le 29 avril dernier. A cette occasion, le Département a été saisi officiellement pour donner un avis sur celui-ci.

Par ailleurs, l'article L. 1424-7 du CGCT dispose que : *« Après avis du conseil départemental, le représentant de l'Etat dans le département arrête le schéma départemental sur avis conforme du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours… ».*

Aussi, en application de ces dispositions, il vous est proposé d'émettre un avis favorable sur le projet de SDACR IV, étant précisé que la délibération prise par l'Assemblée départementale est un avis simple.

Le Conseil d'administration du SDIS est invité, pour sa part, à émettre sur ce document un avis conforme avant le 12 septembre 2024.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1424-7 ;

Vu la présentation aux Conseillers départementaux et la saisine officielle par le SDIS, le 29 avril 2024, du projet de Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) IV pour la période 2024-2029 ;

Vu le rapport **n° 301** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide de formuler un avis favorable sur le projet de Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) IV pour la période 2024-2029, tel qu'il figure en annexe au rapport.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

ANNEXE AU RAPPORT

1 - Projet de Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) IV pour la période 2024-2029

PRÉFET
DU DOUBS
Liberté
Égalité
Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SDIS 25
DOUBS
CORPS DEPARTEMENTAL DE SAPEURS-POMPIERS

Service Départemental
d'Incendie et de Secours
Établissement public
Corps départemental de sapeurs-pompiers

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'ANALYSE ET DE COUVERTURE DES RISQUES

Version IV

2024 - 2029



Table des matières

A. Cadre et enjeux du SDACR 8
1. Cadre réglementaire 8
2. Objectifs et enjeux 8
3. Les principes de l'élaboration du SDACR IV 11
3.1. Méthode d'élaboration 11
3.2. État d'esprit rédactionnel 11
B. Présentation du département du Doubs 13
1. Géographie 13
1.1. Généralités 14
1.2. Topographie 14
1.3. Géologie 15
1.4. Climat 15
1.5. Hydrographie 16
2. Démographie 16
2.1. Population du département 16
2.2. Répartition géographique de la population 17
2.3. Répartition démographique par secteurs socio-économiques 19
2.4. Répartition par âge et par sexe 21
3. Moyens de communication et de transport 23
3.1. Réseaux autoroutier et routier 23
3.2. Réseaux ferroviaires 24
3.3. Réseau aérien et fluvial 25
3.4. Réseaux de transport d'énergies 26
4. Données économiques 27
4.1. Secteur primaire 27
4.2. Secteur secondaire 28
4.3. Secteur tertiaire 28
C. Description du SDIS du Doubs 30
1. Organisation du SDIS 25 30
1.1. Compétences et missions 30
1.2. Attributions des autorités 31
1.3. Le service d'incendie et de secours 32
2. Définitions générales 34
2.1. Nature de la réponse opérationnelle 34
2.2. Niveaux de réponse opérationnelle 35
2.3. Plan de déploiement 35
2.4. Différents délais 36
3. Chaine opérationnelle de l'alerte, de la réponse territoriale et du commandement 36
3.1. Traitement de l'alerte et coordination opérationnelle 36

3.2. Réponse opérationnelle territoriale 38
4. Activité opérationnelle du SDIS du Doubs 39
4.1. Le SDIS 25 : comparaison nationale 39
4.2. L'activité opérationnelle générale du SDIS 39
4.3. Étude et suivi de l'activité opérationnelle 40
5. Ressources humaines et compétences spécialisées 40
5.1. Sapeurs-pompiers 40
5.2. Personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATS) 41
5.3. Personnels des groupes d'intervention spécialisés 42
6. Ressources matérielles 45
6.1. Immobilier 45
6.2. Véhicules et matériels 45
6.3. Petits matériels, habillement 45
6.4. Logiciels et matériels informatiques 45
D. Risque courant 47
1. Les missions du risque courant 47
1.1. Risque courant 47
1.2. Les soins et secours d'urgence aux personnes (SSUAP) 47
1.3. L'incendie (INC) 48
1.4. Le secours routier (accident de la circulation routière - AVP) 49
1.5. Les opérations diverses (OD) 49
1.6. Les risques technologiques et naturels (RTN) 49
2. Analyse de l'activité opérationnelle générée par les risques courants 49
2.1. Évolution de l'activité opérationnelle départementale de 2016 à 2022 49
2.2. Charge opérationnelle en 2022 51
2.3. Répartition temporelle des interventions en 2022 51
2.4. Répartition territoriale de l'activité opérationnelle 54
2.5. Analyse prédictive de l'activité en risque courant 55
3. Couverture du risque courant 57
3.1. Zonage 57
3.2. Délai de couverture 58
3.3. Caractère d'urgence des interventions 60
3.4. Limites d'actions du SDIS 25 61
4. Indicateurs de pilotage de l'activité opérationnelle 62
4.1. Indicateurs généraux 62
4.2. Les retards 62
4.3. Temps d'indisponibilité des CIS 63
4.4. Cumul de sollicitation d'un CIS 63
4.5. Suivi des zones non couvertes 63
4.6. Ruptures 63

4.7. Indicateurs hérités des travaux CPIO 64
4.8. Suivi des indicateurs du SDACR 64
E. Risque complexe 67
1. Frontière entre risque courant et risque complexe 67
2. Traitement des victimes dans le risque complexe 68
3. Définitions et éléments de méthode 69
3.1. Définitions 69
3.2. Inventaire des risques 70
3.3. Méthode d'analyse et de couverture des risques complexes 71
4. Analyse et couverture des risques complexes 72
4.1. Risques naturels 73
4.2. Risques technologiques 82
4.3. Risques liés aux moyens de transport (hors TMD) 87
4.4. Risques liés aux structures ou lieux spécifiques 89
4.5. Risques sanitaires 93
4.6. Risques sociétaux 95
4.7. Menace 97

GLOSSAIRE

AMU	Aide médicale urgente
APRR	Autoroute Paris Rhin Rhône
ARS	Agence régionale santé
CASDIS	Conseil d'administration du SDIS
CCDSA	Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
CCDSP	Chef du corps départemental des sapeurs-pompiers
CDSP	Corps départemental de sapeurs-pompiers
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CIS	Centre d'incendie et de secours
CODIS	Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COS	Commandant des opérations de secours
CPIO	Comité de partage des indicateurs opérationnels
CRRA	Centre de réception et de régulation des appels
CRSS	Compte-rendu de sortie et de secours
CSP	Centre de secours principal
CSR	Centre de secours renforcé
CTA	Centre de traitement des alertes
DDA	Directeur départemental adjoint
DDSIS	Directeur départemental des services d'incendie et de secours
DECI	Défense extérieure contre l'incendie
DOS	Directeur des opérations de secours
DSM	Directeur des secours médicaux
EJO	Effectif journalier opérationnel
EMO	Effectif minimum opérationnel
EPCI	Établissement public communal ou intercommunal
EPI	Équipement de protection individuel
ERP	Établissement recevant du public
ETARE	Établissement répertorié
GNR	Guide national de référence
NRBC	Nucléaire, radiologique, biologique ou chimique
OAD	Officier d'astreinte départementale
OAG	Officier d'astreinte groupement
ORSEC	Organisation de la réponse de la sécurité civile
PISU	Protocoles infirmiers de soins d'urgence

RO	Règlement opérationnel
SAMU	Service d'aide médicale urgente
SDACR	Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SIC	Service d'information et de communication (de la police nationale)
SIG	Système d'information géographique
SIS	Service d'incendie et de secours
MOO	Service mise en œuvre opérationnelle
SPP	Sapeur-pompier professionnel
SPV	Sapeur-pompier volontaire
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SDS	Sous-direction santé
SSO	Soutien sanitaire aux opérations
SSSM	Service de santé et de secours médical
SSUAP	Secours et soins d'urgence aux personnes
SYNERGI	Système numérique d'échange, de remontée et de gestion de l'information

RÉSUMÉ

Quatrième version du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) du SDIS du Doubs, le présent document place, avant toute chose, la victime au cœur du dispositif opérationnel de l'établissement.

Pris en tenaille entre une inexorable progression du nombre de ses interventions et des tendances exogènes de fragilisation du modèle d'engagement citoyen sur lequel il repose en grande partie, le SDIS se dote, à travers les objectifs fixés par ce SDACR, d'outils de pilotage et d'action sur sa couverture opérationnelle à la fois dans le temps et sur son territoire. Dans un souci d'équité de traitement, chaque centre d'incendie et de secours (CIS), chaque compagnie pourra adapter son organisation afin de satisfaire aux exigences départementales en termes de couverture opérationnelle.

Les enjeux opérationnels, à la fois concernant le risque courant et le risque complexe, sont présentés dans ce SDACR et pris en compte afin de positionner l'établissement dans des dispositions idéales pour affronter les futurs potentiels écueils qui pourraient se présenter ces prochaines années.

En totale synergie avec la réorganisation actuelle du SDIS du Doubs, le SDACR IV se présente comme un outil qui permettra la souplesse et l'adaptabilité nécessaires à notre établissement sur le plan opérationnel, tout en garantissant, à travers son comité de suivi, le comité de partage des indicateurs opérationnels (CPIO), un dialogue régulier et éclairé entre cadres de l'établissement, représentants du personnel et élus du conseil d'administration du SDIS (CASDIS).

A. CADRE ET ENJEUX DU SDACR

1. Cadre réglementaire

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) est un document défini dans le code général des collectivités territoriales (CGCT) par son article L. 1424-7 et le code de la sécurité intérieure (CSI) par son article L. 731-2.

L. 1424-7 (CGCT) : *« Un schéma départemental d'analyse et de couverture des risques dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels doivent faire face les services d'incendie et de secours dans le département, et détermine les objectifs de couverture de ces risques par ceux-ci. Il comprend une partie relative au risque d'incendie de forêt, de surfaces agricoles et de végétation et détermine les objectifs de couverture de ce risque.*

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques est élaboré, sous l'autorité du préfet, par le service départemental ou territorial d'incendie et de secours.

Après avis du conseil départemental, le représentant de l'État dans le département arrête le schéma départemental sur avis conforme du conseil d'administration du service d'incendie et de secours.

La révision du schéma intervient tous les cinq ans. Elle est précédée d'une évaluation des objectifs du précédent schéma. »

L. 731-2 (CSI) : *« Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques est élaboré selon les modalités prévues à l'article L. 1424-7 du code général des collectivités territoriales. »*

Le SDACR trouve son fondement législatif dans la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs. La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 dite de modernisation de la sécurité civile ainsi que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRé) complètent ces dispositions. Des décrets, dont le n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours (SIS), et des circulaires, élaborées entre 1993 et 2007, précisent les attendus et modalités d'élaboration des SDACR. Les dispositions réglementaires afférentes au SDACR font l'objet d'une codification au sein du CGCT par l'article R. 1424-38.

Finalement, la note relative à la modernisation des SDACR du 22 mars 2017, référencée DGSCGC/DSP/SDSIAS/BOMSIS n° 18, adressée aux préfets et à l'ensemble des SIS par le ministre de l'Intérieur a officiellement levé la suspension de la révision des SDACR, actée par la circulaire du 26 mai 2015 afférente à l'expérimentation du contrat territorial de réponse aux risques et aux effets potentiels des menaces (CoTRRiM). Ce dernier a réaffirmé la place du SDACR comme un document destiné à « qualifier et quantifier les besoins, orientations et programmes du SIS ». Ces nouveaux éléments invitent à proposer aux autorités de gouvernance et équipes de direction des SIS un modèle de SDACR rénové, à la fois adapté au contexte national mais aussi aux contingences locales : c'est l'objet du guide méthodologique de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) paru en janvier 2020.

2. Objectifs et enjeux

L'environnement législatif et réglementaire applicable aux SIS s'est densifié. Des recommandations afférentes à la gestion des SIS ont été exprimées par différentes instances de contrôle (commissions parlementaires, Cour des comptes, etc.). Les contraintes financières pesant sur les collectivités locales et leurs établissements publics invitent à une rationalisation des coûts et à une mutualisation des moyens humains et matériels. L'interaction avec d'autres documents de planification, tels que le CoTRRiM, doit être garantie pour une action efficace des différents services publics sur le terrain. Enfin, l'émergence de nouveaux risques (énergies alternatives, changement climatique, etc.), de nouvelles menaces (tueries de masse dans le cadre du terrorisme, risque NRBCe, etc.) et de nouvelles vulnérabilités (maintien des effectifs du volontariat, temps de travail des fonctionnaires, etc.) doivent être pris en considération.

Outil opérationnel d'orientation stratégique, le SDACR a vocation à représenter une ambition locale partagée de couverture opérationnelle s'inscrivant dans une démarche politique, tout en restant en cohérence avec les réalités socio-économiques du territoire. Il doit être un document vivant de pilotage et d'évaluation qui s'attache à donner une lisibilité politique au SIS. Pour ce faire, l'impact budgétaire éventuel de la stratégie opérationnelle retenue doit être dimensionné et intégré au sein de la convention financière pluriannuelle liant le SIS au conseil départemental et des plans d'investissements, établis en dehors du SDACR dans une logique de souplesse de mise en œuvre.

Fruit d'une concertation tripartite entre le préfet de département, le président du conseil d'administration du SIS et le président du conseil départemental, puis d'une stratégie arrêtée par ces autorités de gouvernance à partir d'indicateurs nationaux d'appréciation, cet outil préparé par le directeur départemental des services d'incendie et de secours est la clef de voûte de l'organisation et du fonctionnement opérationnel du SIS. Il demeure la référence sur laquelle s'appuient les autres documents structurants de l'établissement public d'incendie et de secours (figure 1).

Cette quatrième version du SDACR succède et complète 3 documents antérieurs, qui ont façonné l'organisation actuelle du SDIS du Doubs :

- **Le SDACR I, arrêté le 5 janvier 2000.** Le Doubs compte alors 499 162 habitants, 22 000 interventions sont réalisées par 5 centres de secours principaux (CSP), 22 centres de secours (CS) et 27 centres de première intervention (CPI). Il existait également 85 CPI communaux (soit un total de 139 centres de secours).
  Le Corps départemental de sapeurs-pompiers (CDSP) a été créé le 1er janvier 1996 avec 18 centres d'intervention et de secours. Au 1er janvier 2000, les CSP de Besançon et Montbéliard sont intégrés au Corps et les autres centres de secours le 5 mai 2001.
  Ce SDACR posait les principes forts de l'organisation du SDIS, tant fonctionnels qu'opérationnels, voulus pour répondre aux risques courants et particuliers à travers 5 axes déclinés en différentes actions, dont la création d'un CTA-CODIS unique, l'optimisation de la couverture opérationnelle et des délais d'intervention ou la rationalisation du parc matériel.
- **Le SDACR II, arrêté le 7 décembre 2007.** Le Doubs compte alors 516 157 habitants, 28 409 interventions sont réalisées par 3 CSP, 28 CS, 39 CPI intégrés et 26 CPI communaux (soit un total de 96 centres de secours).
  Ce SDACR renforce l'organisation pyramidale fonctionnelle et territoriale du SDIS, ainsi que la remise à niveau et la modernisation du parc matériel et des infrastructures.
  Il conforte l'organisation mise en place par le SDACR précédent, adaptée à l'activité opérationnelle. Le SDIS est résilient avec une ressource humaine (notamment en sapeurs-pompiers volontaires) et matérielle permettant de faire face à tous les risques courants et particuliers, y compris majorants.
- **Le SDACR III, arrêté le 11 juillet 2016.** Le Doubs compte alors 542 509 habitants, 30 627 interventions sont réalisées par 4 CSP, 10 CSR, 22 CS, 36 CPI intégrés et 6 CPI communaux (soit un total de 78 centres de secours).
  Ce SDACR, bâti sur les données jusqu'à 2014, a permis de consolider et de fiabiliser l'organisation et la gestion des ressources humaines du SDACR II, permettant au SDIS, dans le contexte de 2014, de faire face aux enjeux auxquels il serait confronté avec une évolution similaire de l'activité à celle vécue entre les SDACR II et III. Ce document a renforcé la réponse du SDIS face au risque particulier.

Toutefois, une pression opérationnelle croissante, liée à des changements politico-socio-économiques impactant directement le secours à personnes (création du centre hospitalier Nord Franche-Comté, politique du maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées, soins ambulatoires, désertification médicale, fragilisation du modèle ambulancier privé, vieillissement de la population, consumérisme et individualisme, multiplication des détresses sociales, etc.), s'exerce à partir de la fin de l'année 2015, aboutissant à un total annuel de plus de 40 500 interventions en 2018, dépassant par moments l'organisation capacitaire du SDIS.

À partir de 2018, la gouvernance de l'établissement a créé le comité de partage des indicateurs opérationnels (CPIO), organe favorisant la bonne gouvernance opérationnelle de l'établissement. Composé d'élus du CASDIS, de représentants des organisations syndicales, de l'union départementale des sapeurs-pompiers du Doubs, ainsi que de cadres du SDIS, cette instance informelle se réunit au minimum deux fois par an. De part sa pertinence pratique, ce comité est devenu au fil du temps l'outil du suivi, du pilotage et de l'évaluation du SDACR III.

Malgré les travaux entrepris par ce comité, dont un plan d'actions et les effets attendus de la réforme des transports sanitaires urgents (TSU), le SDIS réalise tout de même près de 39 000 interventions en 2022 au profit de 555 000 habitants en s'appuyant sur 70 centres d'incendie et de secours (CIS) et 4 CPI communaux (soit un total de 74 centres d'incendie et de secours).

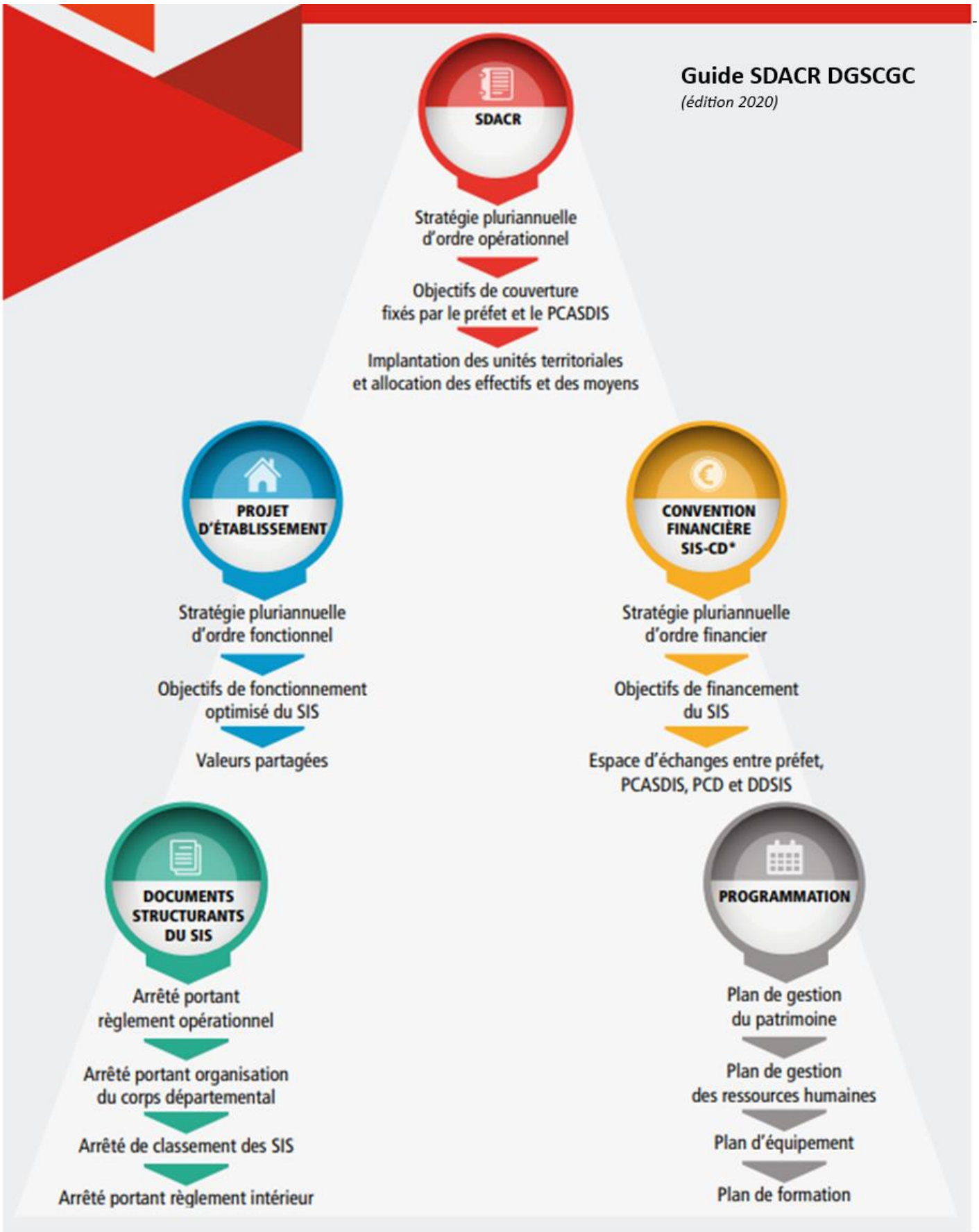


Figure 1 : Positionnement du SDACR parmi les outils de pilotage du SDIS du Doubs (guide DGSCGC 2020)

3. Les principes de l'élaboration du SDACR IV

3.1. Méthode d'élaboration

Des travaux de préfiguration ont conduit, à travers l'analyse du SDACR III, l'examen des rapports d'activité et d'études spécifiques, partagées en CPIO depuis 2018, à l'établissement de 8 mesures :

1. Adapter les délais de couverture à la réalité : relever tous les délais du SDACR III ;
2. Organiser une réponse opérationnelle temporelle et spatiale :
    - Temporelle :
        - Différencier les effectifs journaliers opérationnels en 2 périodes (jours ouvrés sur 10 à 12h) pour mieux s'adapter à la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires.
        - Mettre en place des effectifs opérationnels de garde casernés (SPV) selon la sollicitation opérationnelle, encadrés par des sapeurs-pompiers professionnels.
    - Spatiale :
        - Selon les CSR, adapter l'effectif de garde en casernement à 3, 6 ou 9 agents (SPV)
3. Mettre en place un management de proximité :
    - Créer des bassins opérationnels ;
    - Assouplir les délais de rassemblement ;
    - Adapter le SDIS aux changements sociétaux par une organisation flexible et réactive.
4. Modifier l'approche de la couverture du secours routier
5. Doter certains CIS de moyens supplémentaires ;
    - Renforcer le CIS du Mont d'Or ;
    - Adapter la réponse opérationnelle à l'évolution des enjeux climatiques ;
6. Renforcer l'encouragement de l'engagement citoyen ;
7. Recentrer le SDIS sur ses missions :
    - Poursuivre la mise en œuvre de la réforme TSU ;
    - Transférer l'activité opérationnelle non urgente aux acteurs concernés ;
    - Clarifier les interventions hors cadre de mission.
8. Sensibiliser les élus et la population aux difficultés rencontrées par le SDIS :
    - Valoriser l'action du SDIS (« valeur du sauvé » et surconsommation des secours) ;
    - Sensibiliser sur la rareté et la fragilité de l'écosystème du secours ;
    - S'appuyer sur le préfet, les maires et présidents d'EPCI pour aider au recrutement de SPV.

La mise en œuvre de ces mesures sera un axe de travail constant dans la description des objectifs de couverture des risques parties D et E. Ces derniers sont également à la base de la réorganisation du SDIS, mise en œuvre au 1er janvier 2024 et dont les dispositions sont décrites partie C.

Le SDACR IV est ainsi le fruit de ces travaux, décrits dans un document préparatoire présentant, de façon brute, la méthode et les analyses effectuées. Les objectifs développés dans le présent document font l'objet de déclinaisons à destination des services métiers « recensées » dans un document d'accompagnement. Pour autant, le SDACR IV se suffit à lui-même dans les approches et principes opérationnels qu'il présente comme nécessaire pour le maintien de la qualité dans la réponse du SDIS aux risques courants et complexes.

3.2. État d'esprit rédactionnel

Ce document, de fondement réglementaire, a été élaboré en respectant plusieurs principes essentiels dont :

- ❖ Positionner la victime, le sinistré au cœur du dispositif de réponse opérationnelle ;
- ❖ Objectiver les définitions, les outils d'analyse et les indicateurs opérationnels, portés par des systèmes d'information et de communication performants et innovants ;
- ❖ Rendre flexible et adaptable la réponse opérationnelle sur le territoire et dans le temps.

La raison d'être de l'établissement public SDIS est en effet de construire une organisation permettant d'intervenir sur le territoire, en tous lieux et en tout temps, lorsque l'urgence et la nature de la mission le justifient.

Une égalité de traitement n'étant pas envisageable dans tous les cas, par exemple dans les zones faiblement accessibles ou dans les cas d'incendies isolés, c'est vers une équité que se tournent les différentes mesures et objectifs détaillés dans ce SDACR. Basé sur des analyses précises et des fondements scientifiques, la volonté est de placer la population au cœur de la réponse opérationnelle, permettant le dimensionnement de la

couverture du risque courant. Pour autant, il s'agit également de considérer les aléas exceptionnels, à la manière des tempêtes, orages ou inondations qui ont frappé et frapperont encore notre territoire. - 699 -

Le SDACR IV a été volontairement allégé de données opérationnelles non essentielles, renvoyant à des documents techniques et des outils informatisés qui sont actualisés en temps réel.

Ce document a été élaboré dans l'objectif de maintenir, sur le territoire du Doubs, le modèle actuel de sécurité civile essentiellement basé sur l'engagement citoyen encadré par des professionnels. Cette volonté s'inscrit néanmoins dans un contexte de fragilisation croissante de ce modèle.

Destiné d'abord aux sapeurs-pompiers du Doubs comme **contrat d'objectifs opérationnels**, ce document a été rédigé dans le souci de rester synthétique et compréhensible par les services concourants, les organes de gouvernance de l'établissement et même de la population du Doubs dans son ensemble.

Cadre et enjeux du SDACR : l'essentiel

Répondant à une commande précise de l'État, le SDACR est le document de pilotage opérationnel du SDIS. Fondé sur des critères objectifs et des données validées, ce document a fait l'objet de présentations et d'échanges avec la gouvernance, tout en respectant des principes forts, telle la place centrale qu'occupent les victimes dans notre mécanisme de réponse, répondre à la nécessité d'adapter celui-ci dans le temps et l'espace ou recentrer l'activité opérationnelle sur les missions réglementaires assignées aux sapeurs-pompiers.

B. Présentation du département du Doubs

1. Géographie

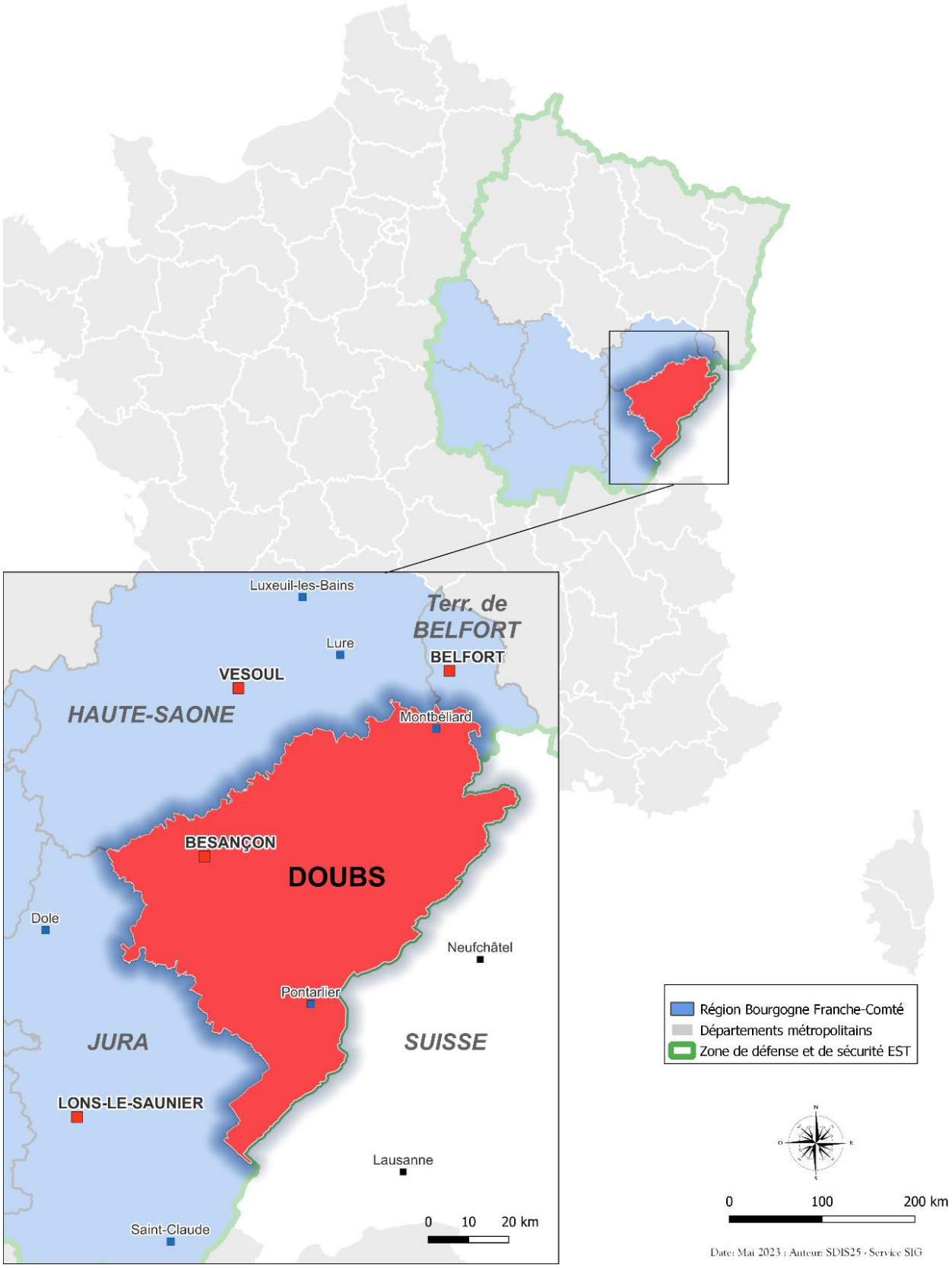


Figure 2 : Situation géographique du département du Doubs (SDIS 25)

1.1. Généralités

Le Doubs (25) est l'un des huit départements de la région Bourgogne-Franche-Comté (BFC). Son chef-lieu est la ville de Besançon. Il comporte trois arrondissements : Besançon, Montbéliard et Pontarlier. En 2023, le département compte 571 communes réparties en 18 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et est découpé en 19 cantons.

Situé à l'Est de la France, sur l'axe Rhin-Rhône, le Doubs est bordé par les départements du Territoire de Belfort, de la Haute-Saône et du Jura. Il est également frontalier avec la Suisse sur environ 170 km.

Irrigué sur 300 km par la rivière du « Doubs », qui lui a donné son nom, le département occupe une superficie de 5 234 km².

1.2. Topographie

Entre la frontière Suisse au Sud-Est et la Vallée de l'Ognon au Nord-Ouest, le département du Doubs, de relief étagé, comprend trois grands ensembles :

- la « montagne jurassienne » (Jura plissé du Haut-Doubs) dont les chaînons allongés Sud-Ouest Nord-Est dépassent 1 000 m d'altitude et culminent au sommet du Mont-d'Or (1 463 m) ;
- les « plateaux centraux » (Jura tabulaire) qui se succèdent en marches d'escaliers entre 400 m et 1 100 m, entaillés de profondes vallées (Doubs, Loue, Dessoubre) et limités au Nord par un bourrelet plissé qui s'allonge du « faisceau bisontin » jusqu'au Lomont ;
- le Bas-Pays (200 – 600 m) qui regroupe un ensemble de bas plateaux et de collines situés entre les vallées parallèles du Doubs et de l'Ognon.

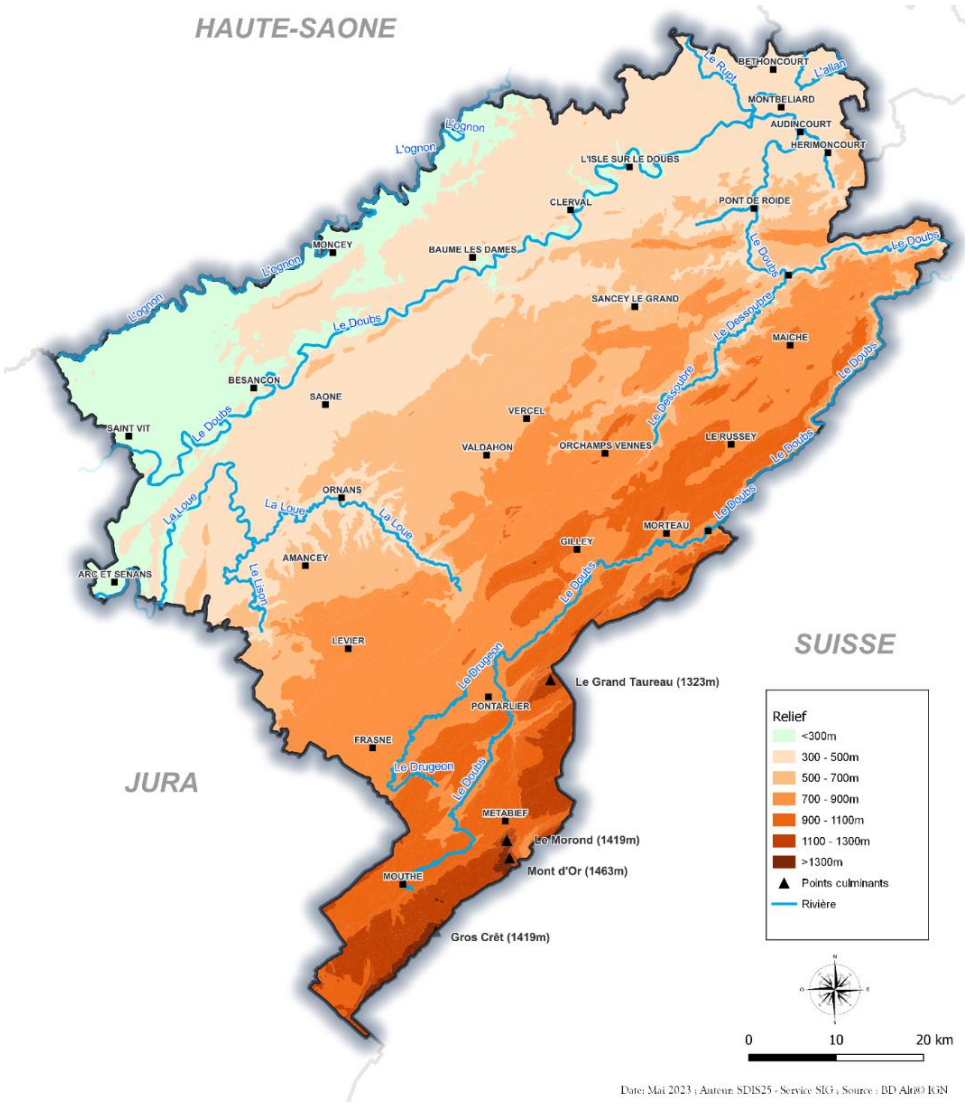


Figure 3 : Topographie du département du Doubs (SDIS 25)

Les sols sont occupés de la manière suivante :

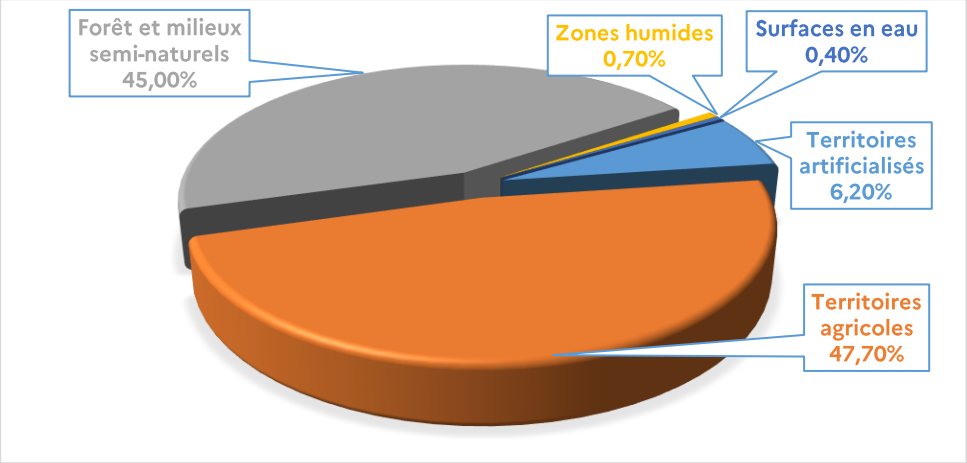


Figure 4 : Occupation des sols dans le département (Observatoire des territoires)

1.3. Géologie

Composé pour l'essentiel de roches calcaires, alternant avec des couches marneuses, le département du Doubs est caractérisé par l'abondance des systèmes karstiques avec dolines, gouffres (Poudrey), grottes (Osselle), sources, pertes (Pontarlier) et résurgences (Loue, Lison).

1.4. Climat

Le département du Doubs, éloigné des effets régulateurs de l'océan, est principalement soumis à l'emprise de conditions continentales. Ainsi, on y relève des températures minimales très basses l'hiver, avec neige et fortes gelées, et des températures maximales élevées pendant l'été pouvant provoquer la sécheresse. Cette forte amplitude thermique, encore accentuée par le relief, atteint 70°C annuellement dans certaines localités. La température décroît avec l'altitude à raison de 0,6°C pour 100 mètres, sous certaines conditions météorologiques.

Sur l'ensemble du département, le record de chaleur a été enregistré à Besançon (307 mètres) le 28 juillet 1921 avec 40,3°C sous abri. La température la plus froide relevée est à ce jour de -36,7°C, à Mouthe (935 mètres) le 13 janvier 1968.

D'autre part, le passage de perturbations atlantiques apporte une pluviosité importante en quantité comme en fréquence. Le département du Doubs est un des plus arrosés de France. La hauteur moyenne annuelle des précipitations (pluie et neige) varie d'environ 1 000 millimètres en plaine à plus de 1 700 millimètres en montagne (1 millimètre correspond à 1 litre d'eau par m^2).

Au printemps et en automne, les précipitations tombent sous forme de pluie ou d'averses. En hiver elles se font souvent sous forme de neige dès les premières hauteurs. L'été, elles sont plutôt d'origine orageuse, en particulier en montagne où la foudre est fréquente. Le caractère dominant de l'enneigement du département est sa grande irrégularité.

D'une manière générale, à l'instar des précipitations pluvieuses, les chutes de neige sont plus abondantes sur le sud du massif jurassien que sur le Nord. C'est en dessous de 1 000 mètres d'altitude que la variabilité est la plus grande d'une année à l'autre. Au-dessus, l'enneigement est plus constant dans le temps, notamment dans le massif du Risoux.

Du fait de l'orientation Sud-Ouest / Nord-Est du relief, le département du Doubs est balayé par deux courants dominants. Le vent de Sud-Ouest amène de l'air doux et humide, on l'associe souvent à la pluie. La « bise » soufflant du Nord-Est, souvent synonyme de « beau temps », amène quant à elle de l'air froid et sec.

Plaines et plateaux bénéficient d'un ensoleillement de 1 800 heures par an environ. Les régions montagneuses, un peu moins ensoleillées pendant la saison estivale du fait d'une nébulosité plus forte qu'en plaine, compensent leur déficit en hiver. En effet, pendant cette période, les phénomènes de brouillard y sont quasiment absents, contrairement aux vallées où les grisailles matinales sont fréquentes.

Toutefois les données susmentionnées sont susceptibles de progressivement changer dans l'avenir, compte-tenu du réchauffement climatique.

1.5. Hydrographie

Avec 718 hectares de lacs et 1 645 kilomètres de rivières (dont 130km navigables) appartenant au bassin-versant de la Saône, l'eau est omniprésente dans le département, ses cours d'eau suivant un régime pluvial à pluvio-nival (tendance minimalisée par l'anthropisation des cours d'eau).

Les principaux cours d'eau sont :

- le Doubs : 453 km, dont 430 km en France ;
- l'Ognon : 214 km ;
- la Loue : 122 km ;
- l'Allan : 65 km ;
- le Dessoubre : 33 km ;
- le Lison : 25 km.

Les principaux plans d'eau sont :

- le lac de Saint-Point : 398 ha ;
- le lac de Remoray : 95 ha ;
- le lac de Chaillexon : 80 ha ;

2. Démographie

2.1. Population du département

La population du Doubs représente 543 974 personnes en 2019 pour une densité moyenne de 104 habitants par km^2. Elle croît à un rythme annuel de 0,33 % par an du fait d'un solde naturel de 0,36 % et d'un solde migratoire de -0,03 %. La population du Doubs classe le département au 49ème rang national. L'évolution de la population depuis 1968 est présentée dans le tableau suivant :

1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
426 458	471 082	477 163	484 770	499 062	522 685	533 320	543 974

Tableau 1 : Évolution de la population dans le Doubs de 1968 à 2019 (INSEE)

L'INSEE, en 2019, prévoyait, à l'horizon 2070, une population comprise entre 416 000 et 580 000 habitants. Le scénario central estime la population à 496 000 habitants. Ces 3 scénarios sont représentés dans la figure suivante :

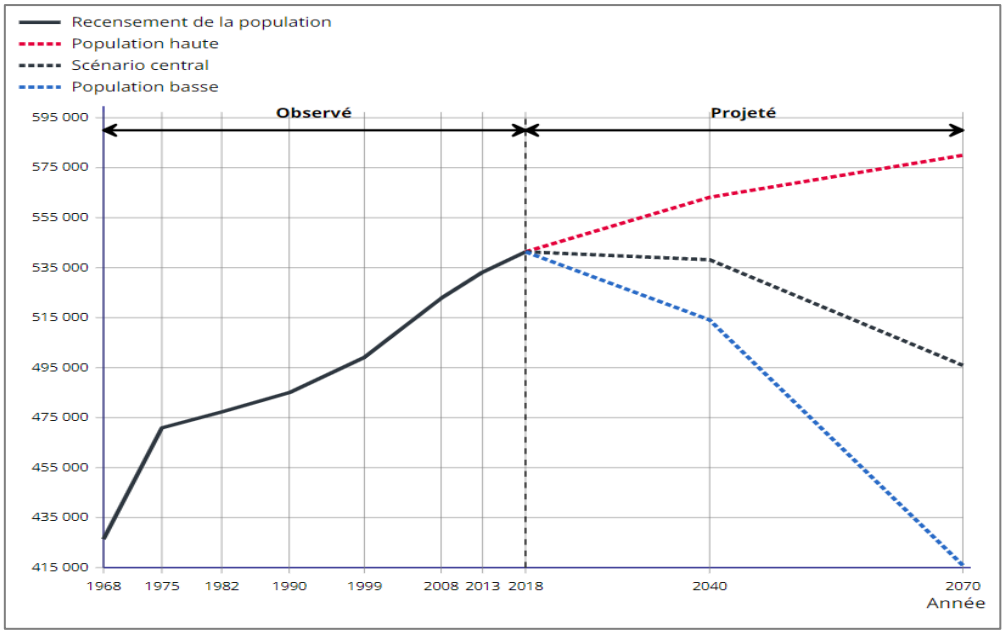


Figure 5 : Évolutions possibles de la population dans le Doubs à l'horizon 2070 (INSEE)

En 2023, la population s'élève à environ 550 112 habitants, portant sur un scénario situé entre la population haute et le scénario central du graphique ci-dessus.

2.2. Répartition géographique de la population

Trois grandes villes polarisent la population du département : Besançon, Montbéliard et Pontarlier. L'ensemble de cette population urbaine représente 44 % de la population du Doubs :

- L'agglomération de Besançon rassemble 195 745 personnes sur 68 communes, soit 36 % de la population du département. Elle connaît une augmentation annuelle de 0,3 %.
- L'agglomération de Pontarlier regroupe 27 732 personnes sur 10 communes, soit 5 % de la population du département. Elle connaît une augmentation annuelle de 0,8 %.
- L'agglomération de Montbéliard accueille 139 970 personnes sur 73 communes, soit 26 % de la population du département. Elle connaît une diminution annuelle de 0,1 %.

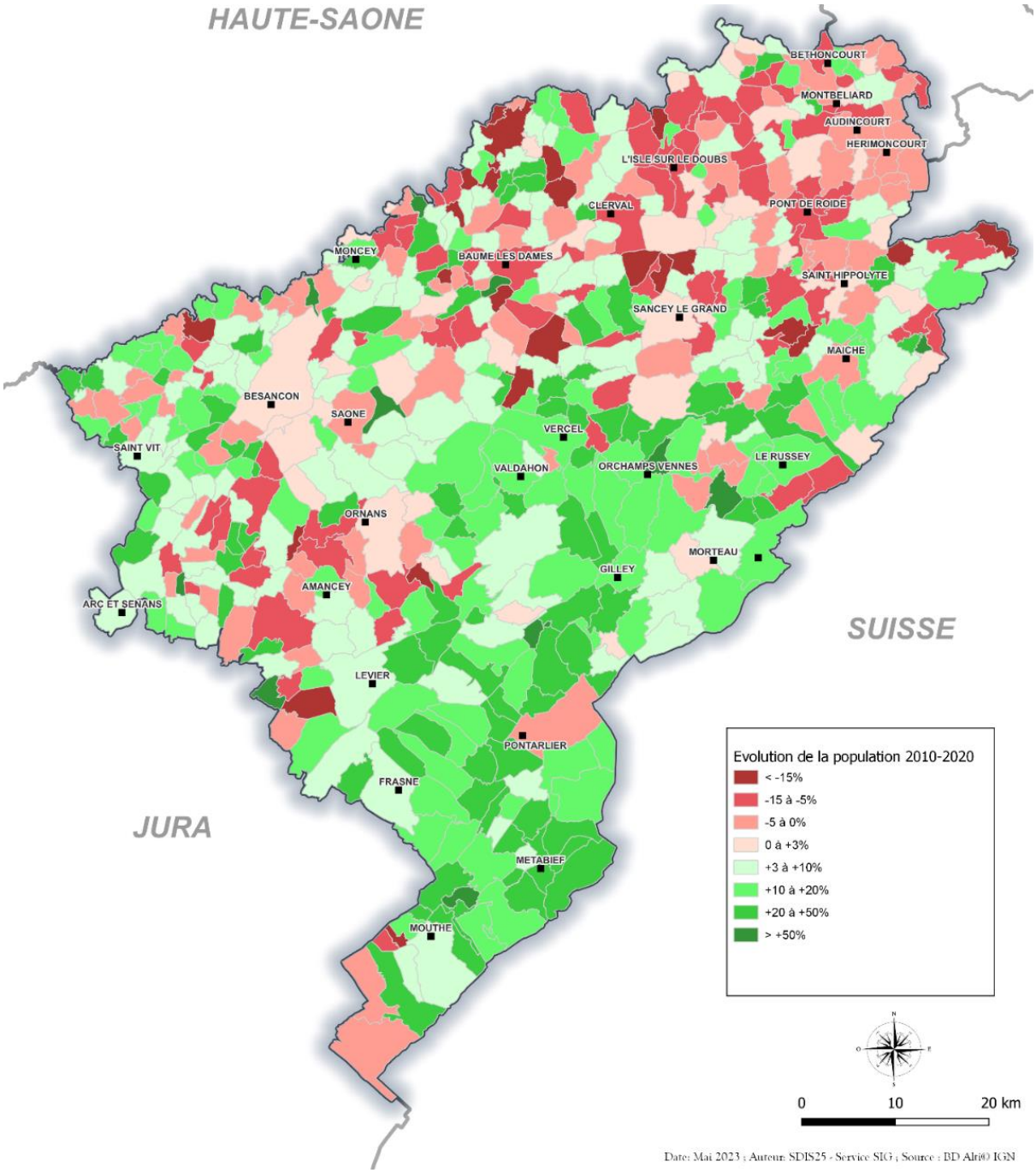


Figure 6 : Carte de l'évolution de la population entre 2010 et 2020 sur le département du Doubs (SDIS 25)

La carte ci-dessus montre la tendance démographique et d'évolution de la population globale observée en France avec une industrie moins attractive et une zone frontalière en plein essor. La rurbanisation est encore active dans le département, avec des villes de taille moyenne en expansion.

Le tableau suivant indique la répartition de densité de population dans le département. Cette grille classe les communes en fonction de leur situation par rapport aux ensembles urbains : - 705 -

Appartenance de la commune	Nombre	Part (%)
Grands centres urbains	10	1,8
Centres urbains intermédiaires	2	0,4
Petites villes	15	2,6
Ceintures urbaines	30	5,3
Bourg ruraux	69	12,1
Rural à habitat dispersé	394	69,0
Rural à habitat très dispersé	51	8,9
Total	571	100,0

Tableau 2 : Grille communale de densité du département (Observatoire des territoires)

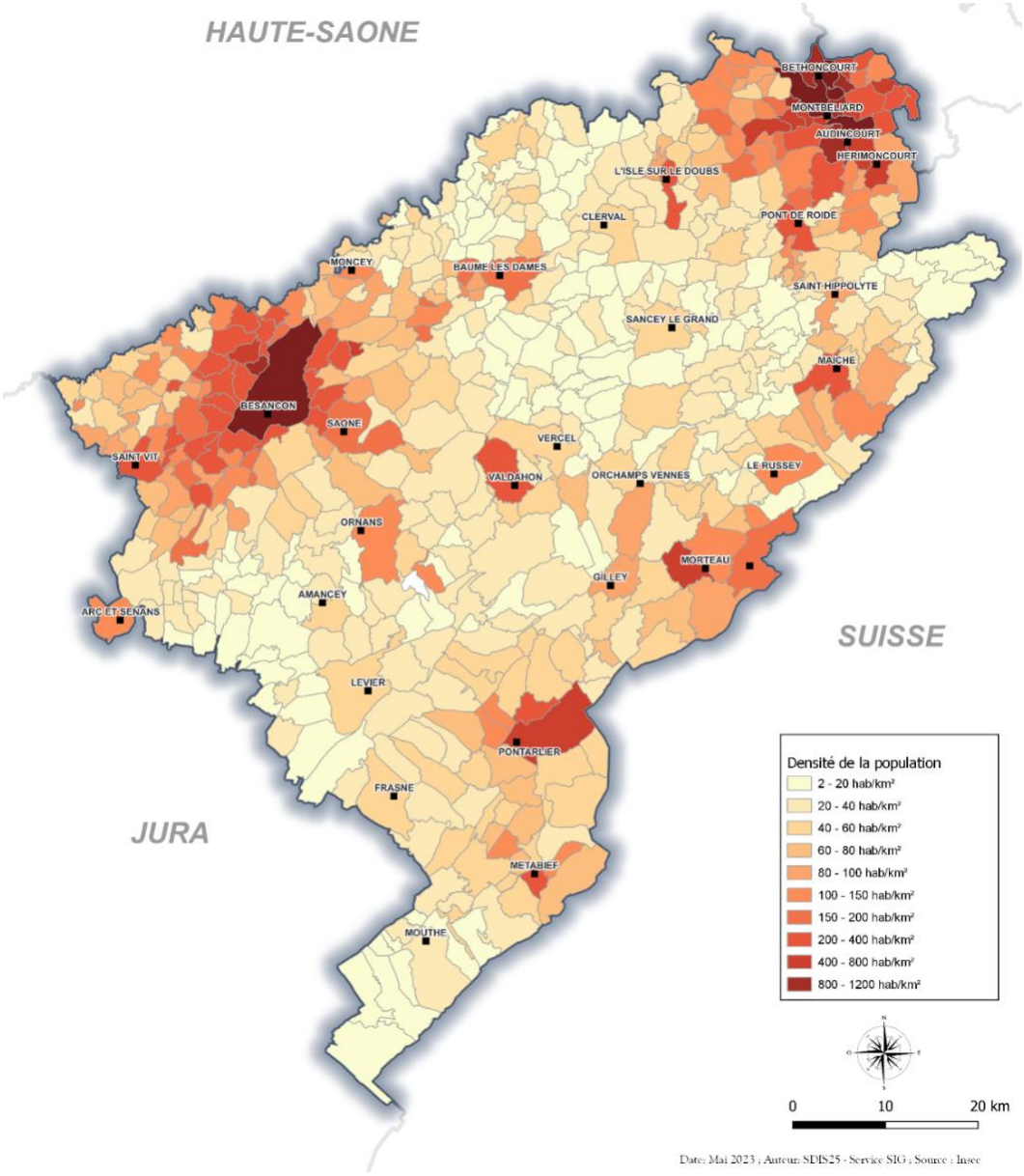


Figure 7 : Carte de la densité de la population sur le département du Doubs (SDIS 25)

Globalement, la population se concentre dans les 3 centres urbains et sur les villes secondaires.

2.3. Répartition démographique par secteurs socio-économiques

2.3.1. Composition des ménages

La population du département se répartit dans différentes compositions de ménages, détaillées dans le tableau suivant :

Composition du ménage	Part des ménages (%)
Une seule personne	38,4
Couple sans enfant	26,3
Famille monoparentale	8,7
Couple avec enfant(s)	24,7

Tableau 3 : Composition des ménages dans le département (Observatoire des territoires)

2.3.2. Secteur du travail

L'accès au marché du travail concerne la population en âge de travailler, soit les 15-64 ans. La répartition entre personnes ayant un emploi, au chômage et inactifs est la suivante :

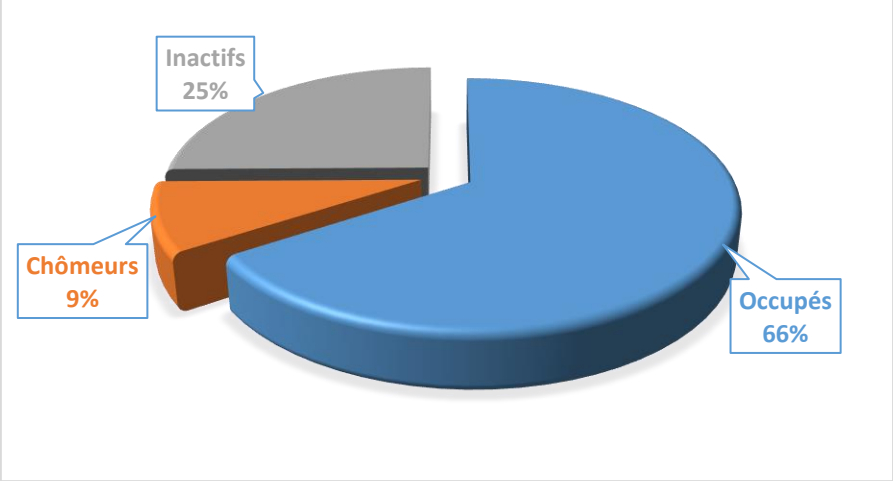


Figure 8 : Répartition de la population en âge de travailler (15-64 ans) (Observatoire des territoires)

Le terme « Inactifs » concerne les personnes qui n'ont pas déclaré leur situation, n'occupent pas un emploi ni ne sont au chômage. Il peut s'agir d'étudiants ou de personnes « au foyer ».

L'ensemble de la population active est quant à elle répartie dans les professions et catégories socioprofessionnelles suivantes :

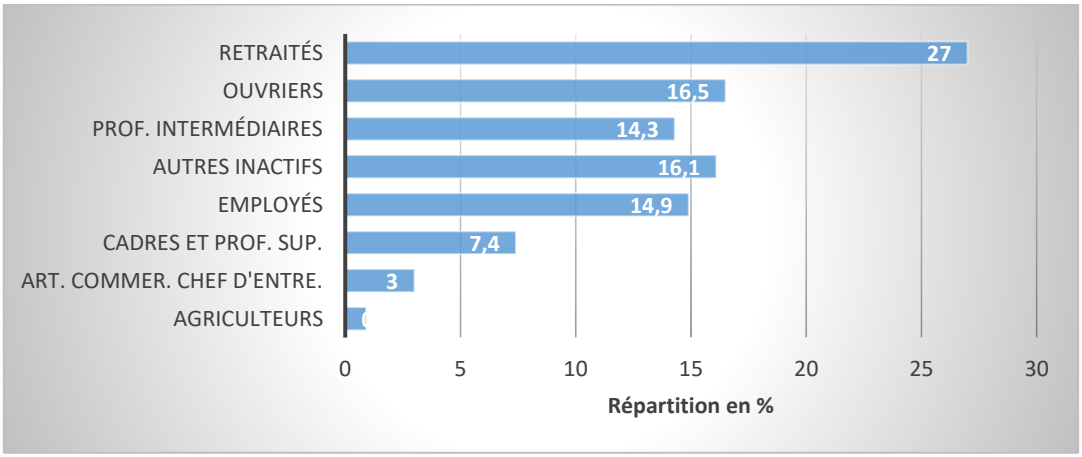


Figure 9 : Répartition en professions et catégories socio-professionnelles (Observatoire des territoires)

2.3.3. Secteur des études

Le secteur des études se décrit par les effectifs retrouvés dans chaque type d'établissements. Ces effectifs sont renseignés dans les tableaux suivants :

Type d'établissement	Effectifs scolaires
Écoles maternelles	9 706
Écoles élémentaires	42 322
Collèges	27 417
Lycées	17 285

Tableau 4 : Effectifs scolaires par type d'établissement (Observatoire des territoires)

Type d'établissement d'enseignement supérieur	Effectifs des étudiants en établissement d'enseignement supérieur
Sections de techniciens supérieurs et assimilés	2 137
Classes préparatoires aux grandes écoles	732
Universités	21 170
Universités de technologie	297
Autres formations d'ingénieurs	792
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	266
Écoles paramédicales et sociales	1 980
Écoles supérieures art et culture	216
Autres écoles de spécialités diverses	235
Total des formations d'enseignement supérieur	27 825

Tableau 5 : Effectifs étudiants par type d'établissement supérieur (Observatoire des territoires)

2.3.4. Dynamique frontalière Suisse

Bien que situés à l'extrémité Est de la région et malgré un relief montagneux, les territoires frontaliers sont très attractifs pour les jeunes actifs qui trouvent sur le marché du travail Suisse des opportunités d'emploi et des salaires plus élevés. Ainsi, de 30 à 50 % des travailleurs de ces territoires, principalement des ouvriers qualifiés, vont travailler en Suisse. Ces territoires gagnent donc des habitants grâce aux excédents migratoires. Ils sont ainsi devenus très résidentiels et davantage artificialisés. Cette croissance démographique s'accompagne d'un développement d'équipements et de commerces, notamment dans les intercommunalités du Plateau de Maîche, de Pontarlier, Morteau ou de Montbenoît. La population bénéficie de revenus globalement très élevés : sur l'ensemble des sept intercommunalités de la bande frontalière, le niveau de vie médian annuel de la population atteint 27 600 € en 2016, contre 20 520€ sur la France en moyenne. Cependant, ce niveau de vie à la frontière cache de fortes disparités dans le département (figure 9).

Le nombre de travailleurs frontaliers du département était de 31 323 en décembre 2022. Ce chiffre a triplé par rapport aux années 2000 et devrait encore doubler dans les deux prochaines décennies.

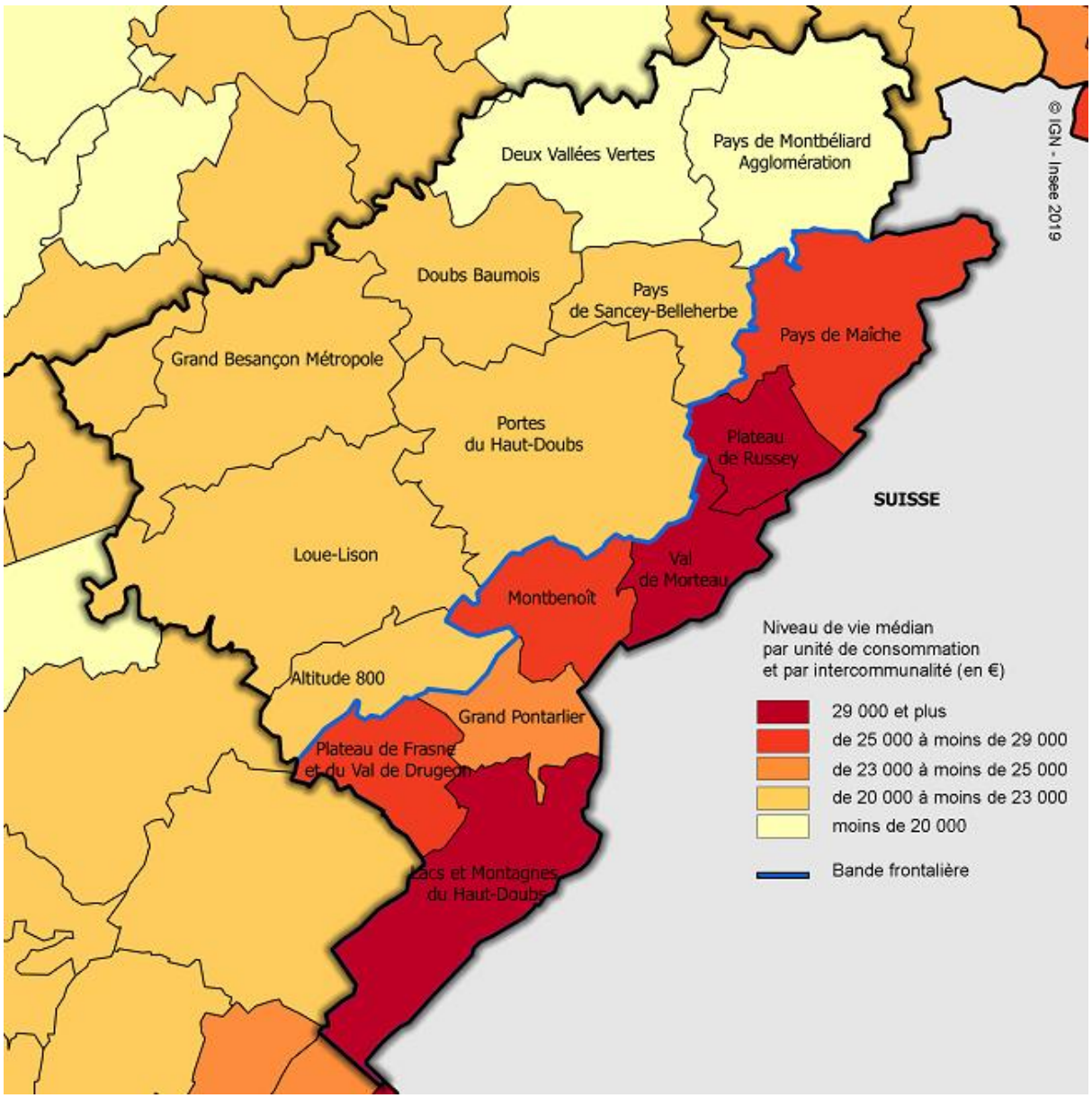


Figure 10 : Niveau de vie médian par intercommunalité en 2016 en euros (INSEE)

2.4. Répartition par âge et par sexe

La répartition de la population, par âge et par sexe, est décrite dans le tableau suivant :

	Ensemble	%	Homme	%	Femme	%
Ensemble	543 974	100	266 096	100	277 878	100
0 à 14 ans	99 681	18,3	50 934	19,1	48 748	17,5
15 à 29 ans	100 450	18,5	51 445	19,3	49 004	17,6
30 à 44 ans	101 068	18,6	50 283	18,9	50 785	18,3
45 à 59 ans	104 429	19,2	51 825	19,5	52 604	18,9
60 à 74 ans	88 183	16,2	41 760	15,7	46 423	16,7
75 ans ou plus	50 163	9,2	19 849	7,4	30 314	10,9

Tableau 6 : Tableau de la répartition de la population par âge et par sexe (INSEE)

La pyramide des âges actuelle, ainsi que sa projection pour 2070, est proposée sur la figure suivante :

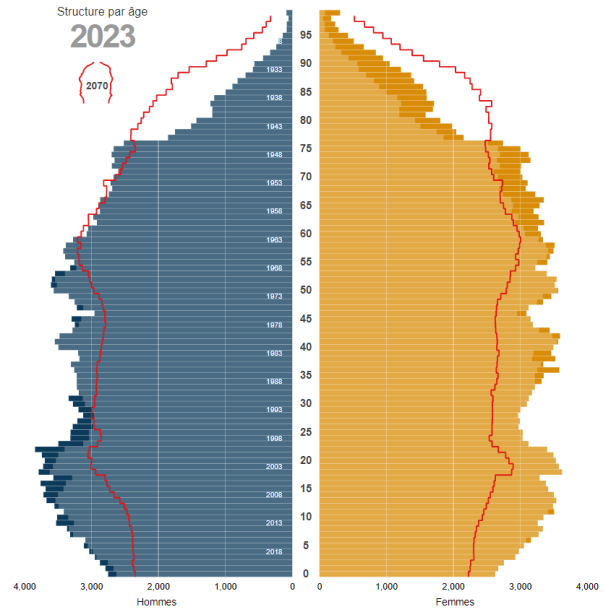


Figure 11 : Pyramide des âges de la population du Doubs en 2023 et 2070 (INSEE)

2.4.1. Vieillissement de la population

Dans le Doubs, à l'image de la tendance nationale, le vieillissement de la population semble inéluctable du fait de l'arrivée progressive aux grands âges de la génération du baby-boom. L'allongement de la durée de vie, la hausse du taux de natalité et l'amélioration de la qualité de vie sont parmi les causes multiples de cette tendance.

La population de 75 ans et plus représente actuellement 9,3% des habitants du département. La part de cette population vivant dans des structures d'hébergement dédiées est de 7,4% (contre 9,2% en France). Dans le département, 4 262 personnes peuvent être accueillies dans un hébergement pour personnes âgées.

La part de cette population vivant seule à domicile est de 41,9%, soient 19 682 personnes. On estime que 19 668 des plus de 75 ans sont concernés par des mesures de maintien à domicile. Un habitant sur quatre aura plus de 65 ans en 2040[1].

Le vieillissement de la population dans le Doubs serait moins prononcé que dans le reste de la région et qu'en France métropolitaine. Selon le scénario central, la part des habitants âgés de 65 ans ou plus passerait de 19 % en 2018 à 25 % en 2040. Sur cette période, le Doubs gagnerait ainsi 32 000 seniors. Il y aurait alors plus de seniors que de jeunes de moins de 20 ans puisque le département compterait 118 seniors pour 100 jeunes en 2040, contre 77 pour 100 en 2018. Ce vieillissement devrait s'accentuer encore d'ici 2070.

La population âgée de 75 ans ou plus, particulièrement concernée par la perte d'autonomie, augmenterait de 56 % d'ici 2040. Elle représenterait alors 14 % de la population totale contre 9 % en 2018. Le nombre des personnes de 75 ans ou plus s'élèverait à 78 000 en 2040 et même 86 000 en 20701[2].

2.4.2. Une baisse contenue de la population en âge de travailler

Avec le vieillissement de la population, les personnes de 20 à 64 ans, essentiellement des actifs, pourraient être 286 000 en 2040, soit 15 300 de moins qu'en 2018. Elles compteraient ainsi de moins en moins dans la population, et en particulier moins face aux seniors, en majorité retraités. En 2018, le Doubs compte 35 seniors pour 100 habitants de 20 à 64 ans. Ce ratio atteindrait 48 sur 100 en 2040 et même 54 sur 100 en 2070. Le Doubs resterait néanmoins le département le plus jeune de la région[3]

[1] *Observatoire des territoires*

2 Chiffres INSEE 2018

[3] *Chiffres INSEE 2018*

3. Moyens de communication et de transport

3.1. Réseaux autoroutier et routier

Le réseau routier du département du Doubs se répartit de la manière suivante :

- 101 km d'autoroutes ;
- 127 km de routes nationales ;
- 3727 km de routes départementales ;
- 5566 km de voies communales.

Le Doubs est traversé par l'A36, de l'Ouest vers le Nord. Cet axe, reliant Beaune (Côte-d'Or) à Mulhouse (Haut-Rhin) via Besançon et Montbéliard, est fréquenté en moyenne par 60 000 véhicules chaque jour.

La règlementation française impose une attention particulière aux tunnels routiers de plus de 300 m, depuis l'année 2000. Dans le département, trois tunnels sont concernés :

- Le tunnel de Champlive, avec 372 m de long ;
- Le tunnel de la Citadelle, avec 381 m de long ;
- Le tunnel du Bois de Peu, avec 576 m de long.

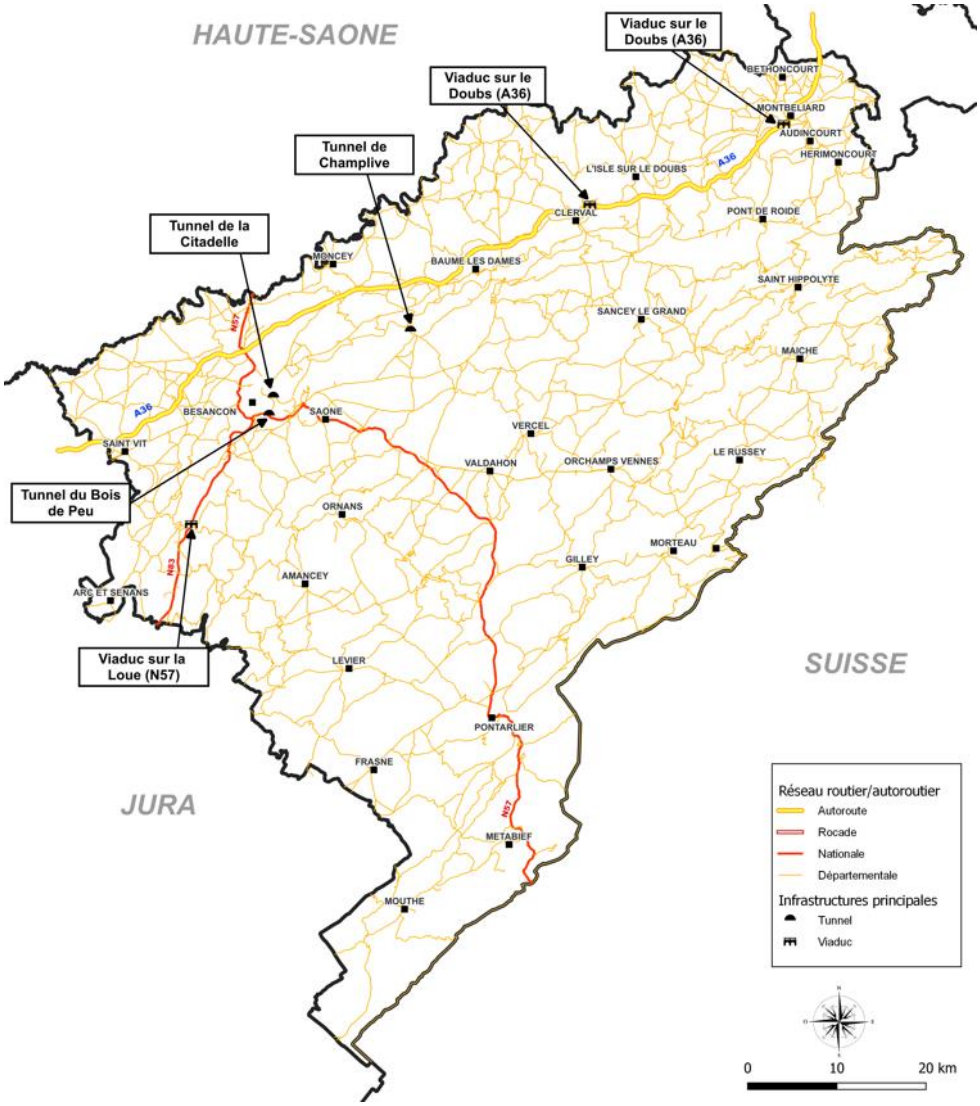


Figure 12 : Réseau routier et autoroutier dans le département du Doubs

Le département du Doubs comporte également 3 ponts de longueur supérieure à 100 m :

- Viaduc sur le Doubs (208m) sur l'A36 au Pays-de-Clerval ;
- Viaduc sur le Doubs (130m) sur l'A36 entre Voujeaucourt et Arbouans ;
- Viaduc de la Loue (326m) sur la RN83 à Chouzelot.

3.2. Réseaux ferroviaires

3.2.1. Lignes SNCF

Le réseau ferroviaire du département est long de 226 km. Il est principalement destiné au transport de voyageurs. Aucun transport de matières dangereuses n'est affrété sur les lignes départementales.

La LGV Rhin-Rhône dessert le département du Doubs par deux gares situées au niveau des agglomérations suivantes :

- au Nord de Besançon sur la commune des Auxons ;
- entre Belfort et Montbéliard, sur la commune de Méroux (90).

Le département contient 49 tunnels ferroviaires, dont 38 tunnels en service et 11 tunnels abandonnés[4]. Sur l'ensemble des tunnels, deux retiennent particulièrement l'attention. Le premier est le tunnel franco-suisse du Mont d'Or : avec 6 097 m de long, il fait partie des tunnels remarquables de France et possède un plan bilatéral de défense spécifique et une disposition spécifique ORSEC qui acte notamment qu'en cas d'incendie les secours ne peuvent pas procéder au sauvetage des potentielles victimes. Le second est le tunnel de Chavanne, avec 1 970m de long, il relie le département avec la Haute-Saône (70).

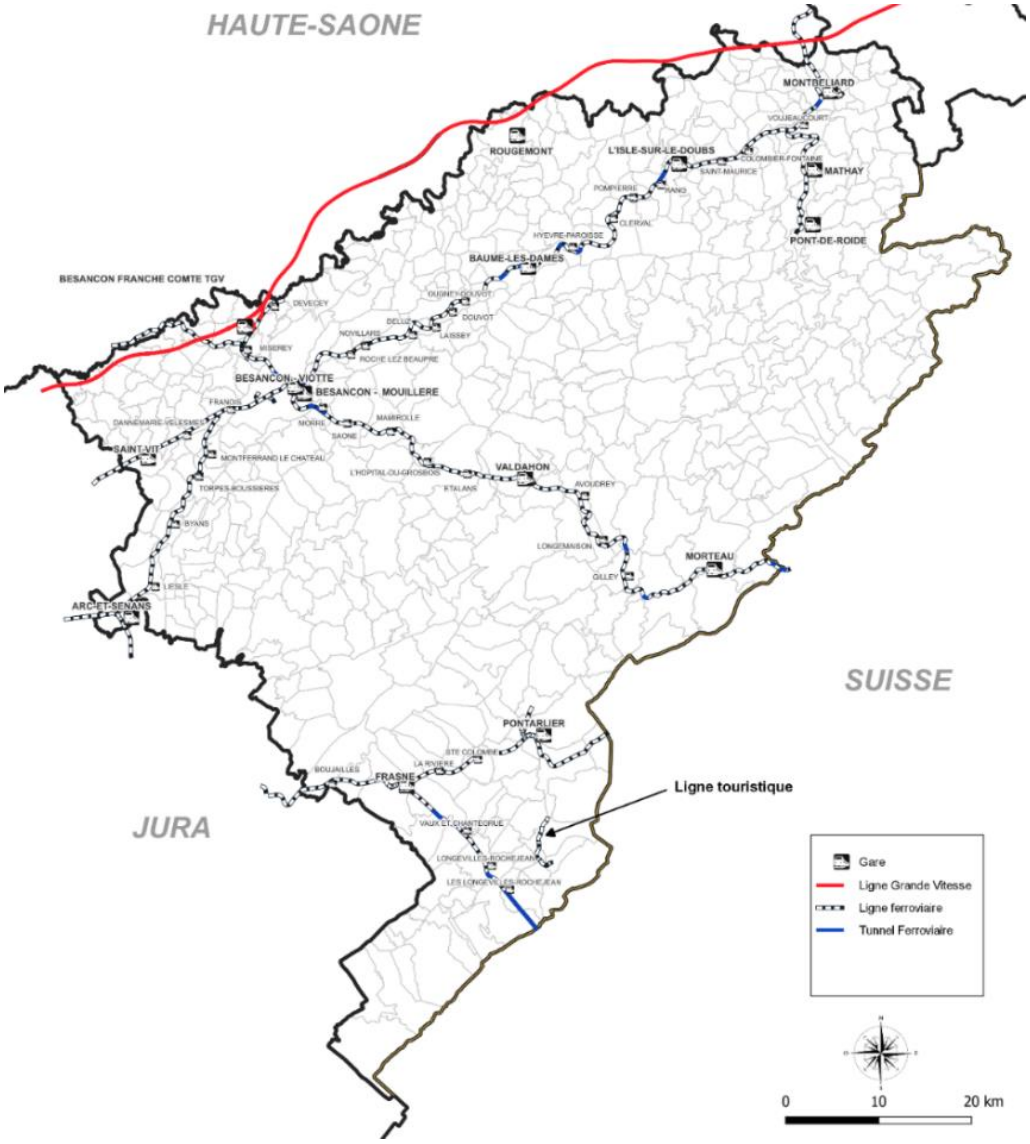


Figure 13 : Réseau ferroviaire dans le département du Doubs

[4] *ITFF : inventaire des tunnels ferroviaires de France*

On retrouve également une ligne de chemin de fer long d'environ 8 km, en partie basée sur l'ancienne ligne Pontarlier-Vallorbe, gérée par l'association « Coni'fer ». D'intérêt touristique, on retrouve notamment des locomotives à vapeur sur cette ligne. - 712 -

3.2.2. Tramway de Besançon

Le tramway de Besançon est un réseau ferré qui traverse l'agglomération d'Ouest en Est. La mise en service commerciale a eu lieu le 1er septembre 2014. Le réseau est constitué de deux lignes pour une longueur totale de 14,5 km et 31 stations. Le trafic enregistré est de l'ordre de 40 000 voyageurs journaliers.

3.3. Réseau aérien et fluvial

Le département possède quatre aérodromes : Courcelles-les-Montbéliard (Montbéliard), La Vèze (Besançon), Thise (Besançon) et Pontarlier. Néanmoins, le transport de passagers y reste très marginal. Le site de La Vèze abrite également la **base aérienne de la sécurité civile avec l'hélicoptère Dragon 25**.

Concernant le transport fluvial, le département est traversé par le canal du Rhône au Rhin selon la direction Ouest Nord-Est. Il dispose de 130 kilomètres de voies navigables. Le Conseil départemental du Doubs a conforté la vocation touristique de cette voie de communication recensant notamment deux tunnels :

- le tunnel de Tarragnoz : de 388 m de long sous la citadelle, il permet de relier la boucle de Besançon ;
- le tunnel de Thoraise : de 185 m de long, il permet d'éviter la boucle de Thoraise en passant sous une colline.

Le département accueille également le grand barrage du Châtelot (1953). Il se situe sur la frontière franco-suisse et forme le lac du Moron. Ce barrage fait l'objet d'un plan particulier d'intervention (PPI).

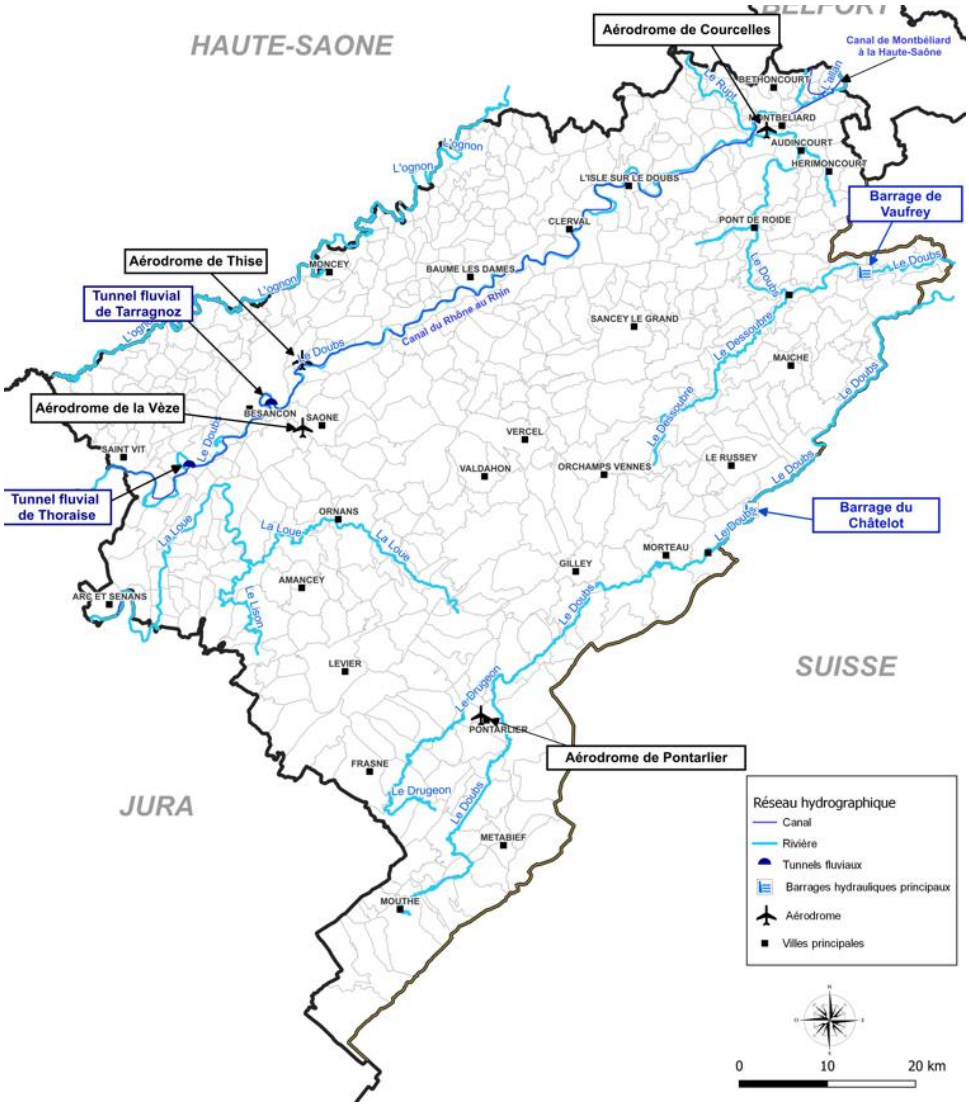


Figure 14 : Transport aérien et fluvial dans le département du Doubs

3.4. Réseaux de transport d'énergies

3.4.1. Gaz

Le réseau de transport alimentant le département est administré par la région Est de GRT gaz. D'une longueur de 250 km, il achemine le gaz par 4 points d'entrée :

- Ouest : du Jura en direction de l'agglomération bisontine ;
- Nord : de la Haute-Saône en direction de Baume-les-Dames ;
- Nord-Est : du Territoire de Belfort en direction de l'agglomération montbéliardaise ;
- Est : de la Suisse en direction de Pontarlier.

On retrouve également le dépôt BUTAGAZ sur la commune de Deluz, classé SEVESO seuil haut. Le site comprend 2 réservoirs sous talus de 600m^3 de propane et du stockage aérien avec 2,4m^3 de propane et 4m^3 de méthanol.

Enfin, certaines localités sont desservies par des réseaux locaux de distribution de gaz propane gérés par des sociétés privées (Antargaz, etc.).

3.4.2. Électricité

Le transport d'électricité du Doubs comprend principalement 4 lignes de 400 kV, 9 lignes de 225 kV et un réseau maillé de lignes 63 kV.

En 2022, la production d'électricité sur le département était de 0,85 TWh. Elle provient de différentes filaires détaillées ci-dessous :

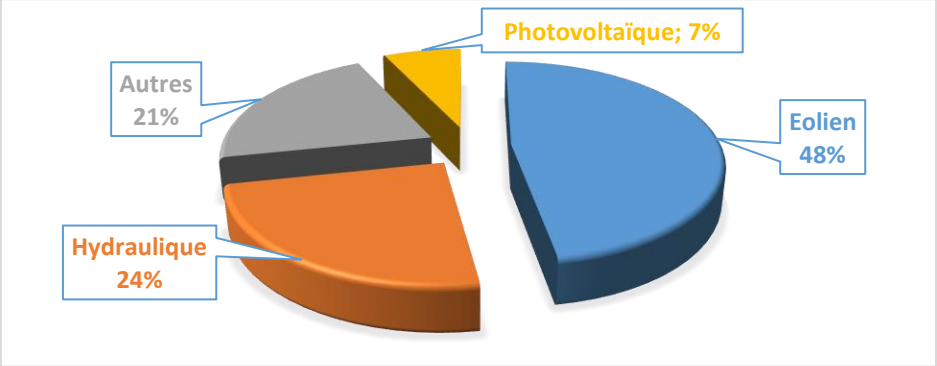


Figure 15 : Part de chaque filière dans la production d'électricité (Observatoire ENEDIS)

3.4.3. Hydrocarbures

Le Doubs est traversé par le Pipeline Sud Européen, reliant Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) à Karlsruhe (Allemagne). Cependant, seule la portion partant de Fos-sur-Mer à Besançon est active. D'un diamètre de 40", cette canalisation est gérée par la Société du Pipeline Sud Européen (SPSE).

Un plus petit pipeline de 16", exploité par la Société Française du Pipeline du Jura (SFPLJ), alimente un dépôt situé à Gennes (25660). Ce site permet d'alimenter à son tour la raffinerie de Cressier, près de Neuchâtel (Suisse).

Le dépôt de Gennes, classé SEVESO seuil haut avec une capacité de 4 réservoirs de 26 750 m^3 soit 107 000 m^3, voit transiter environ 3 millions de tonnes de pétrole par an.

Différents postes de surpression, relevage ou de maintenance du pipeline sont répartis le long de celui-ci.

Le Doubs dénombre 15 installations de méthanisation (fabrication de biogaz à partir de déchets organiques)[5] qui utilisent le gaz produit soit localement, soit par injection dans le réseau GRDF.

La figure 16 met en évidence les communes concernées par les thématiques électricité et gaz ou hydrocarbures.

[5] https://www.sinoe.org/

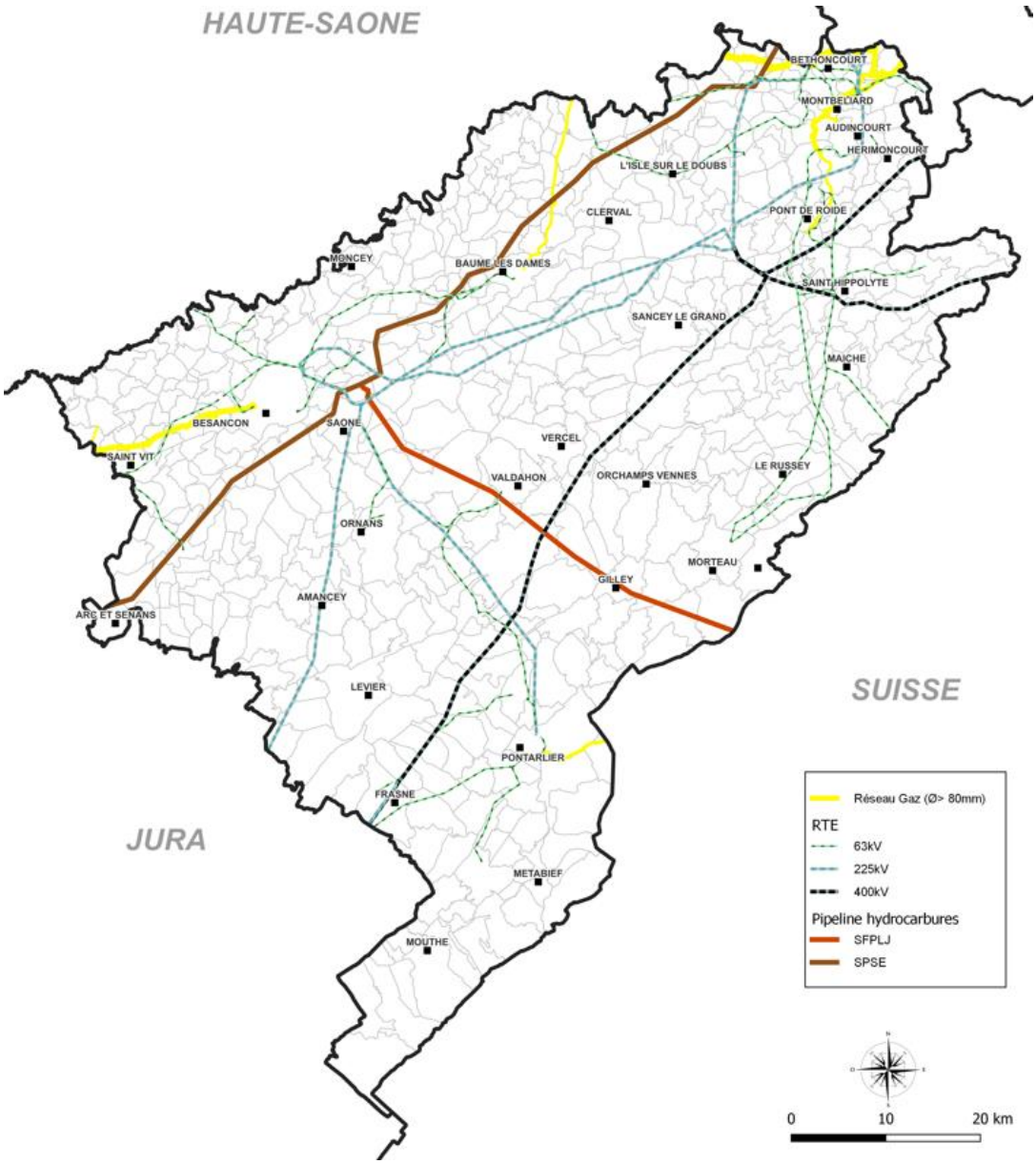


Figure 16 : Carte du département du Doubs avec les communes traversées par les réseaux de transport d'énergie

4. Données économiques

À vocation agricole et industrielle, le Doubs est un département jeune dont la population et les emplois se concentrent dans deux grands pôles économiques : le Grand Besançon Métropole à l'économie tertiarisée et le Pays de Montbéliard où l'ancrage industriel reste important malgré de fortes réductions d'emplois. Les conditions de vie plutôt favorables de la population à la frontière avec la Suisse, où le chômage et la pauvreté monétaire sont contenus, contrastent avec celles du Nord-Est du département.

4.1. Secteur primaire

Dans le département du Doubs, l'agriculture est très présente. Elle est traditionnellement tournée vers l'élevage bovin avec la vache Montbéliarde, motivé par une production fromagère de renom sous label (Comté, Morbier, Mont d'Or, Cancoillotte, etc.). On retrouve 248 851 bovins sur le territoire en 2021, dont 100 486 vaches laitières. La tradition du fumage de la viande de bœuf ou de porc se perpétue également aujourd'hui dans les fermes du Haut-Doubs (saucisse de Morteau, de Montbéliard, etc.).

La filière du bois est également prospère. Avec 43 % de sa superficie recouverte de forêt, le Doubs est un des départements les plus boisés de France. Il bénéficie de la présence d'activités liées à l'exploitation forestière et à la transformation du bois telle que la construction bois.

4.2. Secteur secondaire

L'automobile, les microtechniques, le biomédical, la construction mécanique, la métallurgie et l'agroalimentaire constituent les principales filières industrielles de l'économie du Doubs. Son industrie est réputée pour son savoir-faire en microtechniques de précision issu de l'horlogerie. En outre, elle est forte d'un réseau d'entreprises de sous-traitance particulièrement dense.

La Franche-Comté est aujourd'hui la région la plus industrielle de France. Elle se caractérise par un tissu de PME aux côtés de grands établissements industriels.

Des entreprises de grande renommée sont implantées dans le Doubs : Alcatel, Dupont de Nemours, GEC Alsthom, Forvia, Nestlé, Stellantis, Seiko...

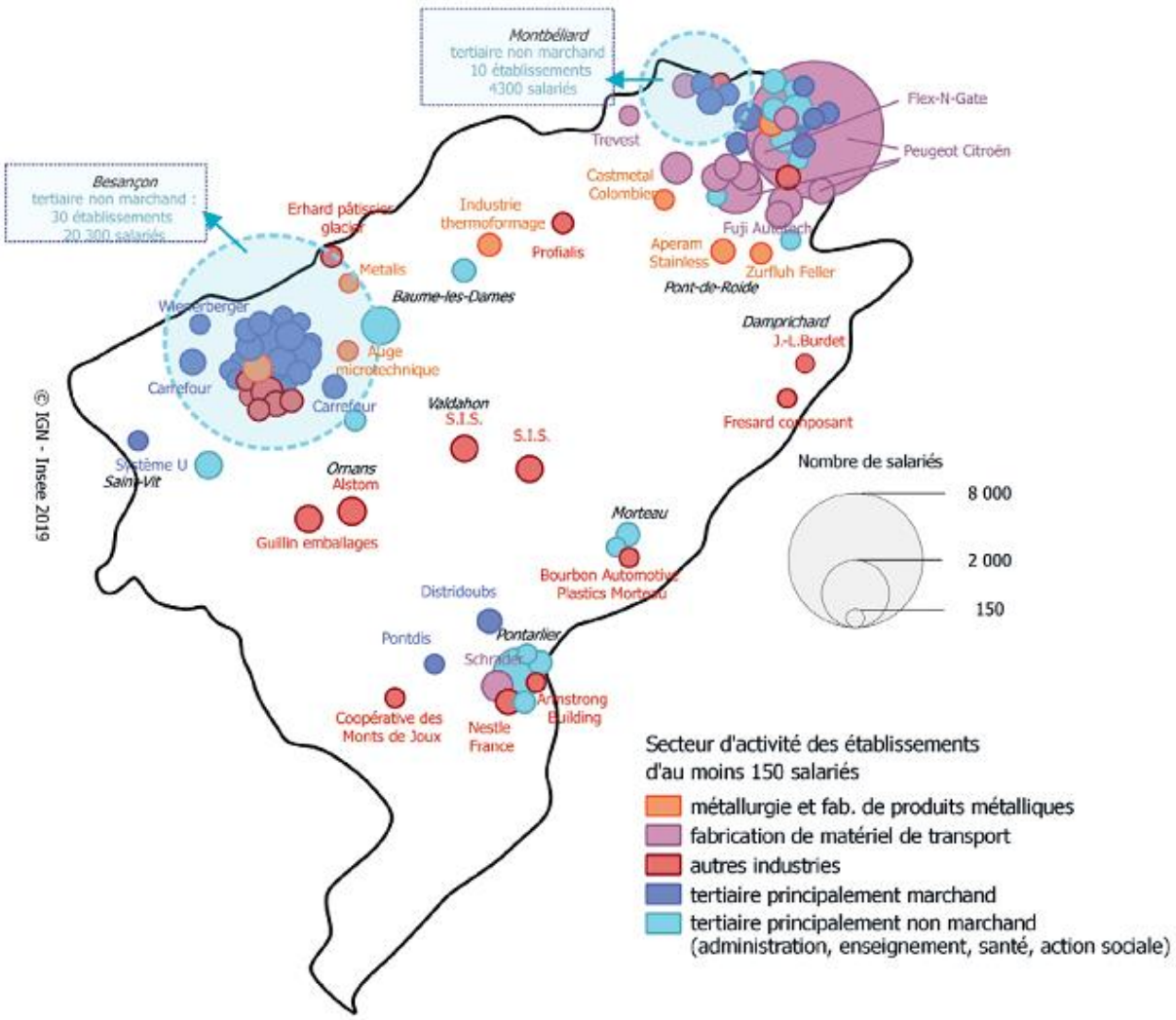


Figure 17 : Implantation des établissements d'au moins 150 salariés et effectifs salariés (INSEE)

4.3. Secteur tertiaire

À l'inverse de Montbéliard, principalement tournée vers l'industrie, les secteurs de Besançon et Pontarlier ont une économie portée vers le secteur tertiaire. Le Grand Besançon Métropole abrite notamment le centre hospitalier universitaire, l'université ou des sièges d'entreprises et d'établissements publics. Le Grand Pontarlier compte plusieurs établissements de plus de 200 salariés dont le centre hospitalier et de grandes enseignes commerciales qui attirent les consommateurs suisses par leurs prix plus faibles.

Dans le secteur tertiaire, on retrouve également le tourisme. Le département du Doubs accueille plusieurs millions de touristes chaque année, dont 10 % proviennent de l'étranger. On peut identifier plusieurs types de tourismes présents dans le département :

- Le tourisme blanc : L'enneigement du Hauts-Doubs permet de pratiquer un grand nombre de sports d'hiver ;
- Le tourisme vert : La composition du département favorise la randonnée, le VTT, l'escalade, la spéléologie, etc. ;

- 716 -

- Le tourisme bleu : Les multiples cours d'eau et le lac Saint-Point font du département un terrain de jeu pour les passionnés de sports d'eau ;
- Le tourisme patrimonial : Le département est une destination d'architecture et d'histoire, deux sites sont inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO et on retrouve une multitude lieux emblématiques qui abritent de nombreux musées et offrent souvent leur décor à de multiples animations artistiques, sportives et culturelles.

Description du département : l'essentiel

Le département du Doubs comporte des milieux très différents, en termes de reliefs, climats ou nature des sols. Sujet à tempêtes, inondations ou transport et stockage de matières dangereuses, le territoire est soumis à de nombreux risques complexes.

D'une population moyenne en France, le département est polarisé autour de 2 grands centres urbains : Besançon et Montbéliard-Belfort. La zone frontalière, comptant la ville de Pontarlier, est en pleine expansion, permettant à la population de continuer à croître ces dernières années.

L'activité économique est plurielle : agricole avec les élevages bovins et la sylviculture en espace rural, industrielle dans l'espace urbain de Belfort-Montbéliard et tertiaire sur les bassins de Besançon et Pontarlier, associée à une activité touristique variée et répartie sur le territoire.

Cette dynamique territoriale explique le développement historique du SDIS pour s'adapter à cette répartition et ces enjeux.

C. Description du SDIS du Doubs

1. Organisation du SDIS 25

1.1. Compétences et missions

1.1.1. Cadre réglementaire

Les compétences et missions des SIS sont codifiées dans le CGCT à l'article L. 1424-2. Ce texte est issu de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative au SIS. Pour la participation du SIS sur toute autre intervention, l'article L. 1424-42 du CGCT énonce les conditions.

L. 1424-2 (CGCT) : *« Les services d'incendie et de secours sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.*

Ils concourent, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours et aux soins d'urgence.

Dans le cadre de leurs compétences, les services d'incendie et de secours exercent les missions suivantes :

1. *La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;*
2. *La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;*
3. *La protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement ;*
4. *Les secours et les soins d'urgence aux personnes ainsi que leur évacuation, lorsqu'elles :*
    a) *Sont victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ;*
    b) *Présentent des signes de détresse vitale ;*
    c) *Présentent des signes de détresse fonctionnelle justifiant l'urgence à agir.*

Les actes de soins d'urgence qui peuvent être réalisés par les sapeurs-pompiers n'étant pas par ailleurs professionnels de santé, ainsi que leurs modalités de mise en œuvre, sont définis par décret en Conseil d'État[6].

Un arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité civile et de la santé[7] fixe les compétences nécessaires à la réalisation de ces actes et leurs modalités d'évaluation.

Afin de réaliser leurs missions de secours et de soins d'urgence, les sapeurs-pompiers peuvent participer à la réalisation d'actes de télémédecine, dans le cadre de leurs compétences. »

L. 1424-42 (CGCT) : *« Les services d'incendie et de secours ne sont tenus de procéder qu'aux seules opérations de secours qui se rattachent directement à leurs missions de service public définies à l'article L. 1424-2.*

S'ils ont été sollicités pour des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de leurs missions, ils peuvent différer ou refuser leur engagement afin de préserver une disponibilité opérationnelle pour les missions relevant du même article L. 1424-2.

S'ils ont procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de leurs missions, ils peuvent demander aux personnes physiques ou morales bénéficiaires ou demandeuses une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du conseil d'administration. »

1.1.2. Rayonnement institutionnel et socio-économique du SDIS

Par le cadre de ces missions et leur portée à l'échelle de la société, le SDIS ne consiste pas seulement en un centre de coût. Ses actions le placent comme un acteur indispensable de la résilience du territoire à travers, notamment :

---

[6] *Décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers* https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045640582

[7] *Arrêté du 19 août 2022 relatif à la formation des sapeurs-pompiers aux actes de soins d'urgence relevant de leur compétence et modifiant l'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires* https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046316875

- 718 -

- l'apport de soins et de secours aux victimes ;
- l'étude et le suivi des établissements recevant du public ;
- les études d'urbanisme à travers la défense extérieure contre l'incendie et l'accessibilité des projets ;
- le recensement, l'étude prévisionnelle et la protection des sites sensibles (industries, patrimoine, etc.) et des manifestation culturelles et sportives ;
- le partenariat avec les différents services concourants ;
- la participation à l'activité économique locale ;
- la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement ainsi que la sauvegarde de l'économie, au quotidien.

La portée de ces actions n'est pas actuellement évaluable. Cependant, le suivi d'indicateurs permettant leur valorisation, telle la valeur du sauvé, mériterait d'être développé afin d'encourager l'engagement citoyen et de sensibiliser les élus et la population (Objectif **1.**; mesures 5 et 8).

1.2. Attributions des autorités

1.2.1. Président du conseil d'administration du SDIS

Le président du conseil d'administration du SDIS (PCASDIS), par le CGCT à l'article L. 1424-30, est garant de la bonne administration du SDIS.

L. 1424-30 (CGCT) : *« Le président du conseil d'administration est chargé de l'administration du service d'incendie et de secours. À ce titre, il prépare et exécute les délibérations du conseil d'administration. Il passe les marchés au nom de l'établissement, reçoit en son nom les dons, legs et subventions. Il représente l'établissement en justice et en est l'ordonnateur. Il nomme les personnels du service d'incendie et de secours. »*

De plus, par arrêté conjoint du préfet, il nomme le DDSIS (L. 1424-32 et L. 1424-9 du CGCT), les officiers et chefs de centre (R. 1424-21 du CGCT) et fixe l'organisation du service départemental de sapeurs-pompiers (L. 1424-6 du CGCT).

1.2.2. Préfet

Les prérogatives du préfet sont multiples (articles du CGCT) :

- Par ses pouvoirs de police, il met en œuvre les moyens du SDIS (L. 1424-3, L. 1424-4 et R. 1424-43) ;
- Après avis du conseil d'administration, il arrête le règlement opérationnel (L. 1424-4 et R. 1424-42) ;
- Par arrêté conjoint du PCASDIS, il nomme le DDSIS (L. 1424-32 et L. 1424-9), les officiers et chefs de centre (R. 1424-21) et fixe l'organisation du SIS ;
- Il assiste de plein droit aux séances du conseil d'administration. Il peut demander une nouvelle délibération si cette dernière est de nature à affecter la capacité opérationnelle du SDIS (L. 1424-25) ;
- Il arrête le SDACR qui est élaboré sous son autorité (L. 1424-7 et R. 1424-38) ;
- Lors de sinistres pour lesquels la portée excède le territoire de la commune ou lorsque les dispositions l'exigent, le préfet assure les fonctions de directeur des opérations de secours (DOS) circulaire 8 juin 2015 relative aux responsabilités du préfet + CGCT L2215-1 et L1424-4
- Par arrêté conjoint du maire, il nomme les chefs de centre et officiers des corps communaux (R. 1424-35). De plus, en cas de mauvais fonctionnement d'un corps communal, il peut, après avis, dissoudre ce dernier (R. 1424-37).

1.2.3. Maire

Le maire, par son pouvoir de police, a autorité sur le SIS et peut disposer de ces moyens (L. 1424-3, L. 1424-4 et R. 1424-43 du CGCT).

Lors d'un sinistre, n'excédant pas les limites du territoire de sa commune, le maire assure les fonctions de directeur des opérations de secours (DOS) (L. 742-1 et L. 742-2 du CSI).

De plus, par arrêté conjoint du préfet, le maire nomme les chefs de centre et officiers des corps communaux (R. 1424-35 du CGCT).

1.2.4. DDSIS et DDA

L'autorité du directeur départemental du SIS (DDSIS) et du directeur départemental adjoint (DDA) est codifiée dans le CGCT à l'article L. 1424-33 précisé par les articles R. 1424-19-1 et R. 1424-20.

L. 1424-33 (CGCT) : *« Le directeur départemental des services d'incendie et de secours est placé sous l'autorité du représentant de l'État dans le département pour :*

- *la direction opérationnelle du service d'incendie et de secours et de son corps départemental de sapeurs-pompiers ;*
- *la direction des actions de prévention relevant du service d'incendie et de secours ;*
- *le contrôle et la coordination de l'ensemble des corps communaux et intercommunaux ;*
- *la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.*

Il est placé sous l'autorité du président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours pour la gestion administrative et financière de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur départemental, le directeur départemental adjoint le remplace dans l'ensemble de ses fonctions.

Pour l'exercice de ses missions, le directeur départemental peut être assisté d'un ou de plusieurs sous-directeurs.

Il bénéficie également de l'expertise du médecin-chef, en sa qualité de conseiller médical.

Le représentant de l'État dans le département et le président du conseil d'administration peuvent accorder une délégation de signature au directeur départemental, au directeur départemental adjoint et, dans la limite de leurs attributions respectives, aux sous-directeurs, aux chefs de groupement, aux chefs de service et aux chefs des centres d'incendie et de secours. »

Outre les missions énoncées à l'article précédent, le DDSIS assiste également au conseil d'administration avec voix consultative (L. 1424-24-5 du CGCT) et préside la commission administrative et technique du SIS (CATSIS) (L. 1424-31 et R. 1424-18 du CGCT).

Décret n°2016-2003 du 16 décembre 2016 – article 4 : *« …(Le DDSIS) exerce les fonctions opérationnelles de commandement des opérations de secours de missions départementales et de chef du corps départemental de sapeurs-pompiers. À ce titre, il exerce les fonctions de conseiller technique du préfet en matière de sécurité civile et de gestion des crises ».*

1.3. Le service d'incendie et de secours

Le SDIS décrit dans cette partie est celui au 1er janvier 2024.

Le SDIS du Doubs est classé en catégorie B (arrêté du 21 janvier 2017). Il appartient à la zone de défense et de sécurité Est.

1.3.1. Direction départementale – État-Major

La direction du SDIS se situe au 10 Chemin de la Clairière, 25000 Besançon. On retrouve également le CODIS dans ces locaux. Elle concentre les différentes entités de gestion de l'établissement public et de l'état-major du corps départemental de sapeurs-pompiers.

1.3.2. Organisation territoriale

L'organisation territoriale du SDIS 25 est fixée par son règlement intérieur et celui de son corps départemental de sapeurs-pompiers.

1.3.3. Centres d'incendie et de secours (CIS)

Les CIS sont placés sous l'autorité d'un chef de centre (R. 1424-40 du CGCT). Ces unités territoriales sont chargées des missions de secours. Leur création et classement sont définis par l'article R. 1424-39 du CGCT. Un CIS peut être composé de plusieurs casernes.

R. 1424-39 (CGCT) : *« Les centres d'incendie et de secours sont créés et classés par arrêté du préfet en fonction du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et du règlement opérationnel ainsi que du nombre et type de départ en intervention assurés selon les critères suivants :*

- 720 -

- *Les centres d'incendie et de secours assurant simultanément au moins un départ en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie, deux départs en intervention pour une mission de secours et soins d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention ;*
- *Les centres d'incendie et de secours assurant simultanément au moins un départ en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie ou un départ en intervention pour une mission de secours et soins d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention ;*
- *Les centres d'incendie et de secours assurant au moins un départ en intervention.*

Chaque centre d'incendie et de secours dispose, selon la catégorie à laquelle il appartient, d'un effectif lui permettant au minimum d'assurer la garde et les départs en intervention dans les conditions ci-dessus définies. Cet effectif est fixé dans le respect des dispositions du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et du règlement opérationnel.

Les personnels de garde sont susceptibles de partir immédiatement en intervention ; les personnels d'astreinte sont susceptibles de partir en intervention dans un délai fixé par le règlement opérationnel. »

Les CIS sont ainsi classés en fonction de leur réponse face au risque courant. Cependant, des moyens permettant de répondre au risque complexe sont à prendre en compte afin d'établir le dimensionnement requis en agents (potentiel opérationnel) et en engins, éventuellement spécialisés.

Un arrêté de classement des centres, prenant en compte les dispositions du règlement opérationnel, définit le type de chaque CIS.

Au 1er janvier 2024, le SDIS du Doubs est composé de 70 CIS. Leur classement et répartition sont représentés sur la figure suivante :

Organisation territoriale du SDIS du Doubs

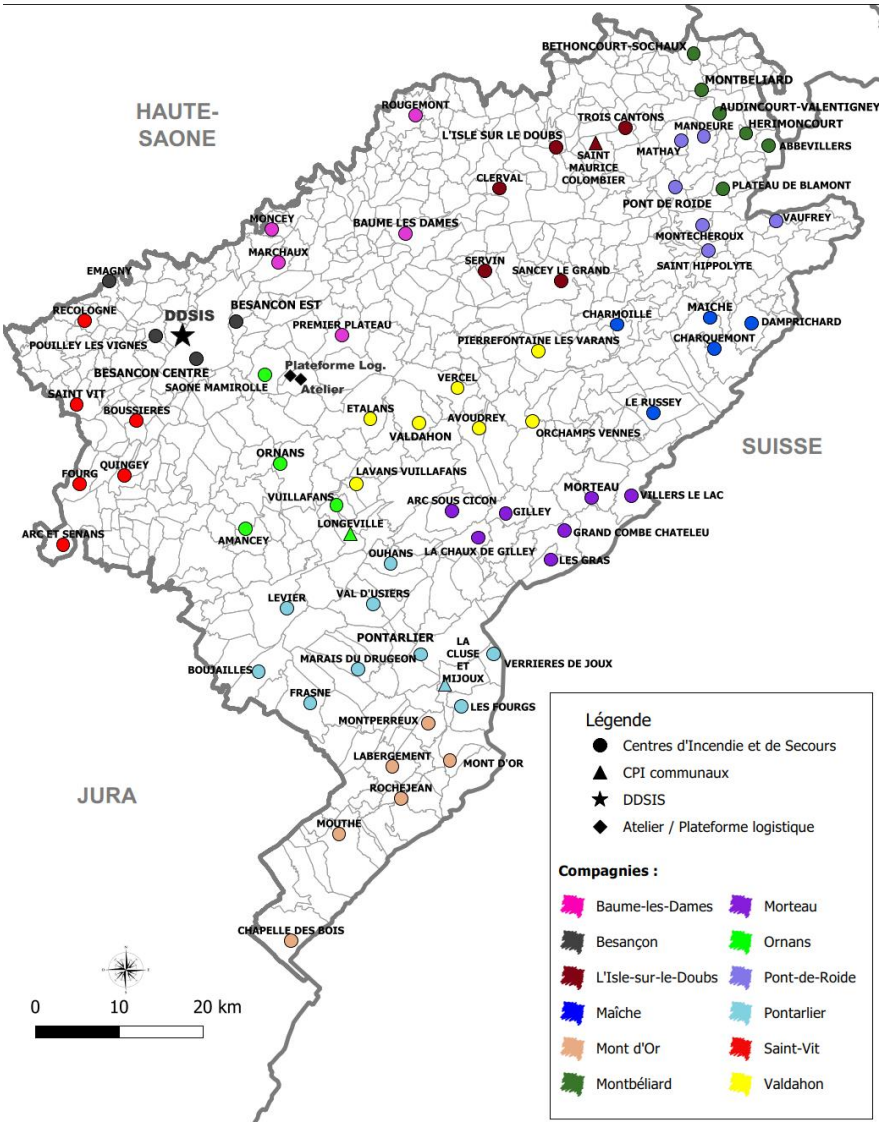


Figure 18 : Carte de l'organisation territoriale du SDIS du Doubs

2. Définitions générales

Le SDIS, dans le cadre de son bon fonctionnement, utilise des termes communs et partagés. Il est important de bien les définir afin de les comprendre et les utiliser correctement.

2.1. Nature de la réponse opérationnelle

La nature de la réponse opérationnelle relève d'abord de cinq domaines d'activité :

- Soins et secours d'urgence aux personnes (SSUAP) ;
- Incendies (INC) ;
- Accidents de la voie publique (AVP) ;
- Opérations diverses (OD) ;
- Risques technologiques et naturels (RTN).

Ces domaines sont les motifs de départ principaux. Ils sont également divisés en motifs de départ plus précis destinés à caractériser au mieux le départ pour les équipes intervenantes, le CODIS et l'analyse statistique.

Les interventions répondant aux missions précisées par l'article L1424-2 du CGCT doivent répondre à l'armement prévu par ce même code en son article R1424-42. La précision des armements conformes à chaque motif de départ est consignée dans le règlement opérationnel.

De retour d'intervention, les chefs d'agrès et officiers de la chaine de commandement renseignent un compte-rendu de sortie de secours (sortie d'engin) en précisant la raison pour laquelle ils sont réellement intervenus, la raison de sortie. Cette donnée est analysée en termes statistiques pour analyser l'activité opérationnelle réellement effectuée, sans le biais apporté par la prise d'appel et teinté de l'expertise sapeur-pompier des intervenants. - 722 -

Les moyens humains opérationnels sont étudiés sous l'angle du **potentiel opérationnel** (ou effectif opérationnel) : nombre d'agents disponibles susceptibles d'intervenir pour un CIS ou un territoire sur une période donnée (éventuellement moyennée), de garde ou d'astreinte. Cette donnée est souvent indiquée pour une journée (potentiel opérationnel journalier POJ ou effectif journalier opérationnel EJO).

2.2. Niveaux de réponse opérationnelle

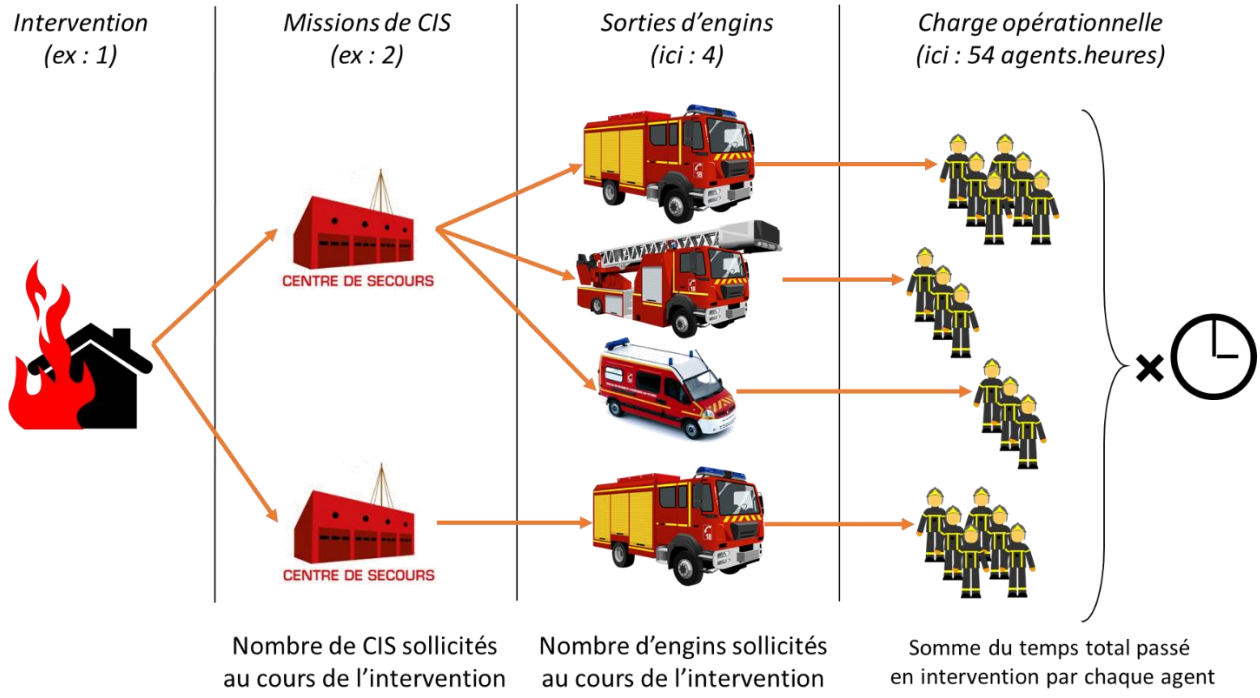


Figure 19 : Termes composant une intervention

Intervention : événement mobilisant des moyens de secours du SDIS visant à répondre à un motif de départ (mission de secours définie par le CGCT). Débutant à l'appel d'un requérant, elle prend fin à sa clôture par le CODIS lorsque tous les engins sont rentrés dans leurs CIS respectifs et que la mission, au niveau sapeur-pompier, est terminée. Une intervention fait l'objet d'un CRSS (compte rendu de sortie de secours).

Missions de CIS (mission de secours) : implication d'un CIS dans une intervention par l'engagement d'un ou plusieurs engins. Cet événement débute à l'alerte du premier engin et fini à la mise en état disponible du dernier moyen engagé par le CIS.

Sortie d'engin (sortie de secours) : implication d'un engin dans une intervention débutant à la publication d'un ordre de départ et prenant fin au retour en CIS de l'engin. Le chef d'agrès de l'engin complète la partie du CRSS correspondant à son engin.

Charge opérationnelle (agents.heures) : somme du temps total d'engagement en intervention pour l'ensemble des agents engagés.
Ex : un FPT à 6 engagé pendant 4h donne une charge opérationnelle de 24 agents.heures.

2.3. Plan de déploiement

Le territoire départemental est partagé en Subdivisions Territoriales (ST) pouvant être des communes, quartiers, lieux-dits. Elles sont intégrées aux données du système de gestion de l'alerte pour localiser finement les interventions et adapter la réponse opérationnelle du SDIS sur le territoire. En effet, pour couvrir le territoire départemental le plus efficacement possible, le SDIS 25 défini, pour chaque ST, un ordre d'engagement successif de 20 CIS : le plan de déploiement (PDD).

Cette liste est réajustée régulièrement en analysant les données théoriques fournies par le système d'informations géographiques et les retours d'expériences. Le plan de déploiement est une annexe du règlement opérationnel, pour ce qui concerne les 3 premiers CIS engagés. - 723 -

À terme, il est envisagé de requérir à des outils permettant de proposer un plan de déploiement, éventuellement rendu dynamique, pour prendre en compte des modifications transitoires (travaux, coupures de voies, etc.) ou pérennes (modification d'un centre en ce qui concerne son armement, sa ressource, etc.).

Le CODIS gère également des listes de défense spécifiques, adaptées à des territoires ne correspondant pas exactement au PDD : cas des secteurs chefs de groupe, secteurs secours médical, etc.

2.4. Différents délais

Le délai de réponse opérationnelle est le temps mesuré entre le décroché de l'appel par l'opérateur du CTA-CODIS et l'arrivée sur les lieux du premier engin. Ce délai est schématisé sur la figure suivante :

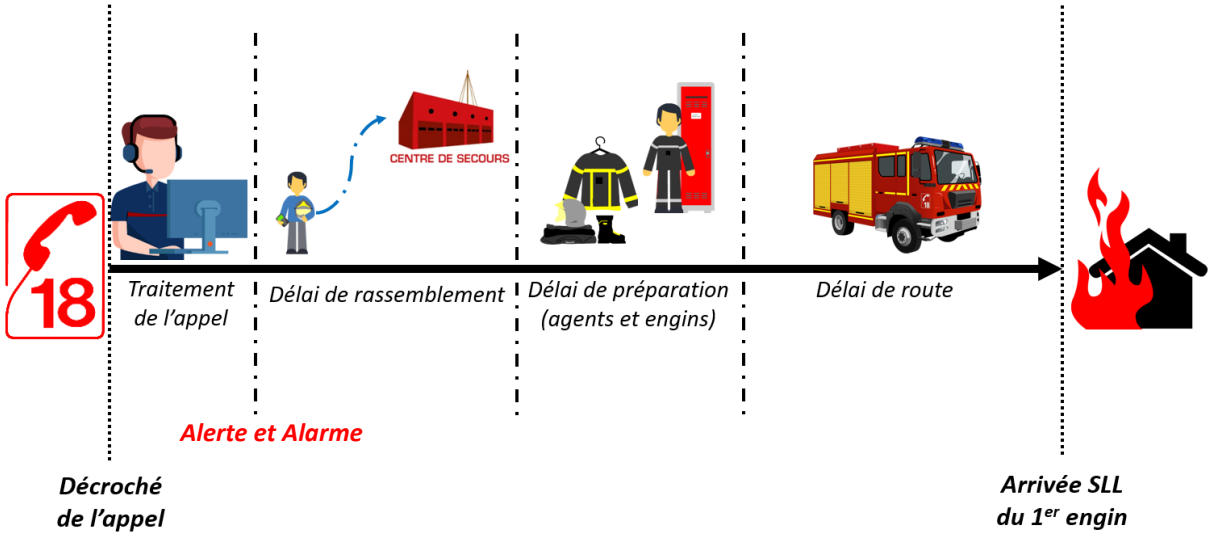


Figure 20 : Schéma du délai de réponse opérationnelle

Traitement de l'appel : Temps entre le décroché d'appel, la diffusion de l'alerte et l'alarme des personnels.

Délai de rassemblement : Temps nécessaire au personnel en astreinte pour rejoindre son CIS.

Délai de préparation : Temps entre l'arrivée au CIS des agents et le départ de l'engin (équipement des personnels, préparation de la mission, etc.).

Délai de route : Temps entre le départ du CIS et l'arrivée sur les lieux d'un engin.

Délai d'arrivée sur les lieux : somme des délais de rassemblement, de préparation et de route d'un engin. Il comprend les délais de rassemblement, de préparation et de route.

3. Chaine opérationnelle de l'alerte, de la réponse territoriale et du commandement

La couverture opérationnelle est le résultat d'un ensemble d'actions et de procédures mises en œuvre de façon ordonnée et structurée à travers un cadre global : « La chaîne opérationnelle de l'alerte et de la réponse territoriale ».

3.1. Traitement de l'alerte et coordination opérationnelle

Afin d'assurer le traitement des appels, la diffusion de l'alerte et de l'alarme ainsi que la coordination et le suivi opérationnel de toutes les interventions, le SDIS du Doubs dispose d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et de systèmes d'information et de communication (SIC) adaptés. Le CODIS est situé dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Il est placé sous l'autorité du DDSIS, qui en définit les modalités d'organisation et de fonctionnement (R. 1424-45 du CGCT).

Chaque jour et pour chaque intervention le nécessitant, le CODIS renseigne les autorités préfectorales, la chaine de commandement et les cadres du SDIS sur l'activité opérationnelle. Il diffuse les informations des dernières 24 heures au moyen d'un bulletin de renseignement quotidien (BRQ). - 724 -

3.1.1. Le fonctionnement du CODIS

Le centre de traitement des appels (CTA) du CODIS assure la réception et le traitement des sollicitations reçues de la part des services concourants ou sur les numéros d'appels d'urgence 18 et 112 et transmet l'alerte aux CIS du Doubs, le cas échéant.

Plus particulièrement, il est chargé :

- de réceptionner, d'analyser et d'enregistrer les demandes de secours, en les orientant si nécessaire vers le service compétent (SAMU, gendarmerie, police,…) ;
- de définir un motif de départ précis destiné à caractériser au mieux le départ pour les équipes intervenantes ;
- de l'envoi des secours et du contrôle des délais, notamment de rassemblement, d'arrivée sur les lieux de l'intervention, de retour de feu et en caserne ;
- de surveiller le potentiel opérationnel des spécialités, compagnies et CIS ;
- de la coordination et du suivi de l'ensemble des interventions ;
- de l'alerte des services publics concernés par les interventions (GN, PN, ENEDIS, SAMU, ...) ;
- de la prise en compte des demandes de renforts sollicitées par les COS ;
- du recouvrement opérationnel en lien avec le potentiel opérationnel et les interventions en cours sur un secteur ;
- de veiller et de diriger les réseaux radioélectriques du SDIS ;
- de l'information de la chaîne de commandement et des autorités pour les interventions qui le nécessitent.

Cette permanence est susceptible d'être adaptée avec la mise en œuvre de l'interopérabilité totale des systèmes de gestion opérationnelle via le projet national « NexSIS 18-112 ».

Le CODIS est garant de la qualité des données opérationnelles conservées :

- fichiers audio correspondant aux appels et liaisons radio ;
- comptes rendus de sorties de secours (sorties d'engins) : données renseignées automatiquement par les statuts et complétion par les chefs d'agrès. Ils précisent la raison pour laquelle ils sont réellement intervenus, la raison de sortie. Cette donnée statistique permet d'analyser l'activité opérationnelle réellement effectuée, sans le biais apporté par la prise d'appel et teinté de l'expertise sapeur-pompier des intervenants.

3.1.2. La montée en puissance du CODIS

Le CODIS est également chargé du suivi et de la coordination opérationnelle dans le cadre d'interventions complexes et de la gestion de crise, découlant d'un ou de plusieurs événements, localisés ou étendus à un territoire important, survenus de façon ponctuelle ou simultanément.

Différents niveaux de montée en puissance sont définis dans la doctrine départementale afin d'adapter le potentiel humain à une montée en puissance selon l'importance des interventions, jusqu'à la situation de crise départementale.

3.1.3. Les moyens du CODIS

Pour répondre aux missions évoquées précédemment, le CODIS dispose d'un système de gestion de l'alerte et d'un système de gestion opérationnelle informatisés, accompagnés de modules de réception d'appels, de consultation opérationnelle en ligne et d'outils informatiques mobiles. Des solutions de supervision opérationnelle et de gestion des interventions à caractère multiple assistent le CODIS dans ses missions de gestion opérationnelle.

En termes d'infrastructures, le CODIS s'appuie, pour sa continuité, sur des moyens de télécommunication redondés, basés sur des technologies de radio-transmission, de flux IP, téléphoniques ou satellites.

3.2. Réponse opérationnelle territoriale

La réponse opérationnelle repose sur 3 leviers :

- le CODIS, traitant les appels, engageant les secours et informant la chaîne de commandement ainsi que les autorités ;
- les CIS, supports des ressources humaines et matérielles locales permettant une réponse du SDIS aux risques courants et complexes ;
- la chaine de commandement assurant la gestion opérationnelle des interventions à la fois sur le terrain, dans les postes de commandement et au CODIS.

3.2.1. CIS

Les centres d'incendie et de secours constituent l'échelon final du système d'alerte en termes d'infrastructures. Leur rôle est, de façon principale, d'assurer les missions de secours, et, à ce titre :

- d'organiser la permanence opérationnelle des effectifs et de s'assurer de leur disponibilité ;
- de s'assurer, en lien avec les services fonctionnels compétents, du maintien et du perfectionnement de la capacité opérationnelle de son potentiel humain (formation, exercices) ;
- de s'assurer, en lien avec les services fonctionnels compétents, de la vérification et du maintien en condition opérationnelle du casernement et des moyens matériels ;
- d'engager les moyens sollicités dans le respect de l'ordre de départ indiqué par le CODIS ;
- de rédiger les comptes rendus de sorties de secours (CRSS) afin d'assurer une traçabilité juridique des actions du SDIS ainsi que de faciliter le retour d'expérience (RETEX) opérationnel ;

Chaque centre d'incendie et de secours est équipé de moyens collectifs et individuels de transmission ainsi que d'alarme et l'alerte des personnels opérationnels.

3.2.2. Chaine de commandement

Le règlement opérationnel (RO) précise les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la chaîne de commandement.

Celle-ci a pour vocation d'assurer, de manière continue et sur l'intégralité du territoire départemental, tous les échelons de commandement nécessaires à la conduite des opérations de secours et à leur montée en puissance. À cet effet, le territoire départemental fait l'objet d'un découpage sectoriel, en cohérence avec les différents échelons de commandement :

- l'échelon chef d'agrès est assuré au niveau de chaque CIS par un sous-officier en garde casernée ou en astreinte ;
- l'échelon chef de groupe est assuré au niveau d'un secteur couvrant un ou plusieurs CIS par un officier en astreinte ou en garde casernée ;
- l'échelon chef de colonne est assuré par des officiers détenant un niveau 3 de spécialité opérationnelle de préférence compétents en risque chimique ou, à défaut, risque radiologique ou unité de sauvetage, d'appui et de recherche, en astreinte sur les secteurs de chef de colonne ;
- l'échelon officier CODIS est assuré au niveau départemental par un officier en astreinte ;
- l'échelon chef de site est assuré au niveau départemental par un officier supérieur en astreinte, auquel s'adjoint un second chef de site de la permanence de direction (DDSIS ou DDASIS, ou à titre exceptionnel et par défaut, un chef de site désigné par le DDSIS).

La chaîne de commandement est coordonnée par l'officier CODIS et le chef de salle opérationnelle. Les fonctions d'officier sécurité en intervention, officier SINUS, fonctions en poste de commandement ou représentant du DDSIS en centre opérationnel départemental (COD) préfectoral, sont assurées par tout officier habilité.

Les différents niveaux de commandement sont tenus par des officiers et des sous-officiers qui répondent aux conditions de formation et de grade réglementairement exigées pour l'emploi et à jour de leur formation de maintien et de perfectionnement des acquis. Une liste opérationnelle par fonction, à partir du niveau de chef de groupe, signée par le DDSIS, est établie et tenue à jour.

Le commandement des opérations de secours, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, relève du directeur départemental des services d'incendie et de secours ou

en son absence, d'un sapeur-pompier, officier ou sous-officier, dans les conditions fixées par le règlement opérationnel conformément à l'article R.1424-42 du CGCT. - 726 -

4. Activité opérationnelle du SDIS du Doubs

Les statistiques de l'activité opérationnelle servent à étudier les interventions, les sollicitations de CIS ou les sorties d'engins en fonction de la nature du départ, du territoire et de la temporalité. Elles sont également utilisées pour étudier la charge opérationnelle à laquelle le SDIS est confronté.

Le SDIS devra ainsi, en tout temps, disposer des données opérationnelles nécessaires au suivi, à l'analyse et au traitement de l'activité opérationnelle. Cela inclut les données de statuts, de potentiels opérationnels, de qualification des agents, de contenus audio des appels et messages, etc.

4.1. Le SDIS 25 : comparaison nationale

Le SDIS du Doubs, classé en catégorie B a réalisé 39 097 interventions en 2022, ce qui représente un ratio de 7 029 interventions pour 100 000 habitants (Int/100 000 hab).

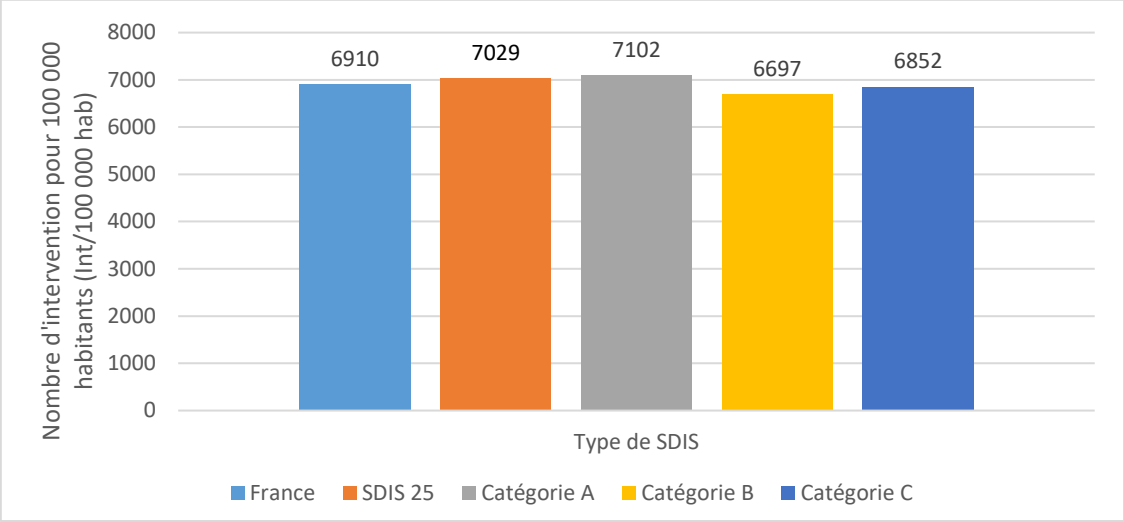


Figure 21 : Comparaison du nombre d'intervention pour 100 000 habitants des SDIS en 2022

La moyenne nationale, toutes catégories confondues est de 6 910 Int/100 000 hab, et, concernant les SDIS de catégorie B, de 6 697 Int/100 000 hab[8].

Le ratio d'activité opérationnelle par habitant du SDIS du Doubs se situe donc à la fois au-dessus de la moyenne nationale toutes catégories et de la moyenne des SDIS même catégorie.

En 2014, ce ratio s'élevait à 5 630 pour le SDIS 25 et à 5 610 pour les SDIS de catégorie B. Concernant le SDIS du Doubs, le ratio est à la hausse, similairement à la tendance nationale, mais de façon plus marquée, montrant une activité supérieure à celle des SDIS similaires.

4.2. L'activité opérationnelle générale du SDIS

Pour l'année 2022, l'activité opérationnelle du SDIS 25 se traduit de la manière suivante :

- 199 243 appels reçus par le CTA-CODIS, dont 50,6% ont été rattachés à une intervention ;
- 546 appels/jour et un ratio de 35 820 appels pour 100 000 habitants ;
- 38 289 interventions réalisées ;
- 47 946 missions de CIS soit 134 missions de CIS par jour (une toutes les 11 minutes) ;
- 57 047 sorties d'engins ;
- Charge opérationnelle totale : 235 867 agents.heure et 173 208 sorties d'agents.

[8] Chiffres du Ministère de l'Intérieur et des outre-mer : « Les statistiques des services d'incendie et de secours » Edition 2023

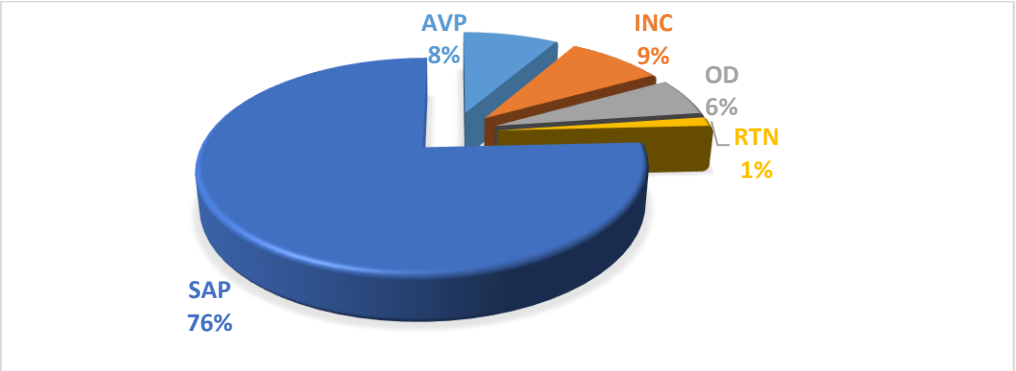


Figure 22 : Répartition des 47 946 sollicitations de CIS de 2022, par nature d'intervention

4.3. Étude et suivi de l'activité opérationnelle

4.3.1. Mise en place et suivi d'indicateurs opérationnels

Le comité de partage des indicateurs opérationnels (CPIO) est chargé d'évaluer la mise en œuvre du SDACR à travers la mise en place et l'étude d'indicateurs et décisions permettant de résoudre les difficultés opérationnelles à tous les échelons du territoire. L'élaboration des doctrines départementales s'appuiera notamment sur ses travaux.

Différents indicateurs seront définis pour suivre les risques courants et complexes.

4.3.2. Mise à disposition des indicateurs opérationnels

Les indicateurs opérationnels présentés au CPIO seront mis à disposition de l'encadrement local (chefs de centre, chefs de compagnie) sous forme de tableaux de bord.

Des éléments relatifs à la valorisation de l'action du SDIS, tels que l'estimation de la valeur du sauvé, pourront judicieusement être communiqués aux élus et à la population.

4.3.3. Innovation

Dans le rapport du Sénat « L'innovation à l'épreuve des peurs et des risques », l'innovation est définie comme « l'art d'intégrer le meilleur état des connaissances à un moment donné dans un produit ou un service, et ce afin de répondre à un besoin exprimé par les citoyens ou la société ».

À ce titre, le SDIS a engagé le développement d'outils d'intelligence artificielle afin de garantir la fiabilité et l'accessibilité des indicateurs opérationnels, avec, pour objectifs :

- Le recensement des disponibilités actuelles et à venir, des agents en fonction de leurs emplois, en particulier des spécialistes ;
- La prédiction en temps réel de l'activité opérationnelle et des contraintes liées : sollicitation à venir, difficultés prévisibles, etc. ;
- L'actualisation du plan de déploiement, éventuellement en dynamique, pour prendre en compte des modifications transitoires (travaux, coupures de voies, etc.) ou pérennes (modification d'un centre en ce qui concerne son armement, sa ressource, etc.).

5. Ressources humaines et compétences spécialisées

5.1. Sapeurs-pompiers

5.1.1. Généralités

Le SDIS du Doubs et son corps départemental disposent d'une ressource humaine essentiellement composée de sapeurs-pompiers.

Ils sont plus de 3 000 au 01.09.2024 et 80% d'entre eux sont des sapeurs-pompiers volontaires.

Le modèle actuel de sécurité civile français est basé sur cette ressource humaine. Fragilisé par de nombreuses évolutions sociétales défavorables, il conditionne la réponse opérationnelle du SDIS. Parmi plusieurs facteurs,

l'usure opérationnelle, la proximité avec la Suisse, les contraintes réglementaires, normatives et techniques croissantes abiment ce modèle en difficulté. - 728 -

Ainsi, l'avis de la cour de justice de l'union européenne, ou jurisprudence Matzak, pourrait amener à considérer l'activité des SPV comme du temps de travail. Si aucune mesure ne concerne jusqu'à maintenant le modèle de sécurité civile français, la directive européenne sur le temps de travail (DETT) laisse planer une menace réelle sur la structure même du volontariat et de l'engagement citoyen.

5.1.2. La sous-direction santé

Au sein de la sous-direction santé, des personnels aux compétences diverses sont répartis sur les fonctions suivantes : médecins, pharmaciens, vétérinaires, infirmiers, experts psychologues, experts diététiciens, expert masseur-kinésithérapeute, expert en activité physique adaptée et santé.

La sous-direction de santé (SDS) regroupe les missions du service de santé et de secours médical (SSSM), de la pharmacie à usage intérieure, du service de suivi médical et du service vétérinaire.

La SDS propose et coordonne, par son service de santé et de secours médical, la réponse opérationnelle des professionnels de santé, des vétérinaires et experts psychologues (SSUAP et le SSO) visant à :

- médicaliser ou paramédicaliser la prise en charge de victimes lors d'opérations de secours et concourir aux interventions sollicitées par le service d'aide médicale urgente, au titre de l'aide médicale urgente, selon les modalités définies par le règlement opérationnel ;
- assurer une réponse aux interventions impliquant des animaux, selon les modalités définies par le règlement opérationnel ;
- assurer une réponse adaptée qu'elle soit médicale, paramédicale, pharmaceutique, psychologique pour les sapeurs-pompiers (SSO) ou, le cas échéant, vétérinaire pour leurs animaux, lors de leurs interventions ;
- assurer une réponse des professionnels de santé, des vétérinaires et experts psychologues aux besoins opérationnels liés à la mise en œuvre de plans de secours, d'interventions d'ampleur et lors de gestion de crises ;
- assurer la coordination des équipes de soins ;
- contribuer à l'élaboration de la doctrine opérationnelle départementale et des plans de secours comportant une composante santé ;
- contribuer aux missions de prévision, de prévention et aux interventions des services d'incendie et de secours, dans les domaines des risques naturels et technologiques, notamment lorsque la présence de certaines matières peut présenter des risques pour les personnes, les biens ou l'environnement. Le SDIS 25 étant doté depuis 2004 d'une Unité Mobile de Décontamination et d'un lot PRV depuis 2021, le SSSM, au travers des personnels de santé formés, est en capacité d'intervenir lors d'interventions à caractère NRBC-E.
- contribuer à la surveillance de la chaîne alimentaire ainsi qu'aux risques d'exposition aux infections et maladies des sapeurs-pompiers.

Avec une périodicité trimestrielle, les listes d'aptitude opérationnelle infirmier et médecin sont mises à jour, elles prennent en compte l'aptitude opérationnelle à intervenir en SSUAP, SSO et NRBC-E.

Une astreinte santé départementale est assurée en permanence par un officier professionnel de la SDS. Celui-ci assure l'interface avec les « métiers » de la SDS pour leur alerte ou le conseil technique en matière de santé quel qu'en soit l'objet.

5.2. Personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATS)

Agents territoriaux des filières technique et administrative, les PATS assurent différentes missions suivant leur domaine de compétence.

Ils assurent également des missions de soutien opérationnel, notamment sous forme d'astreintes : mécanique, logistique et informatique/électrique/transmissions.

Le SDIS accueille par ailleurs régulièrement des apprentis, doctorants ou stagiaires provenant de lycées, universités ou grandes écoles.

5.3. Personnels des groupes d'intervention spécialisés

Les personnels des différents groupes spécialisés disposent, lorsqu'ils sont sapeurs-pompiers, d'une affectation principale en CIS ou dans l'une des unités du SDIS (compagnie, état-major, etc.).

5.3.1. Les unités spécialisées opérationnelles

Les SDIS du Doubs compte sur plusieurs équipes de spécialités opérationnelles[9] pour assurer des missions nécessitant une technicité particulière relevant des risques et du milieu. Des outils cartographiques de supervision seront mis à disposition des spécialistes afin de localiser au mieux les enjeux spécifiques pour chacune d'elles.

5.3.1.1. *Unité de secours en milieu périlleux et montagne (SMPM)*

L'unité départementale de secours en milieu périlleux et montagne (SMPM) intervient quand le milieu d'une intervention, naturel ou artificiel, se caractérise par un accès difficile (hauteur, profondeur, …) et/ou une évacuation délicate de la victime.

En raison de l'appui de la base de l'hélicoptère de la sécurité civile (DRAGON 25), certains SMPM sont formés sauveteurs spécialisés héliportés (SSH) de jour, et de nuit pour certains.

Les missions du SMPM sont les suivantes :

- Reconnaissance, sauvetages, secours et soins d'urgence aux personnes (SSUAP), opérations d'appui, sécurité des personnels engagés dans les milieux naturels et artificiels, souvent hostiles où les moyens traditionnels sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux. Ces milieux se caractérisent notamment par un accès difficile (hauteur, profondeur, cheminement…) et/ou une évacuation délicate de la victime.
- Les « situations périlleuses » pour toutes les interventions qui, bien que n'étant pas situées dans un milieu spécifiquement périlleux, nécessite l'emploi de techniques et de matériels liés aux opérations en milieu périlleux et montagne (exemples : évacuation de victime par une façade de bâtiment, manège, attraction foraine, ouvrage d'art, etc).
- Le « milieu enneigé » pour les missions SSUAP, la recherche de victime égarée ou victime d'avalanche, la mise en place de technique de secours.
- Soutien au spéléo secours français (SSF), lors d'une intervention placée sous le commandement du DDSIS ou de son représentant.

5.3.1.2. *Unités d'intervention pour le risque nautique*

Le risque nautique est couvert par deux unités départementales :

- Secours subaquatique : l'unité départementale de secours subaquatique est constituée de scaphandriers autonomes légers (SAL), dont certains disposent d'une sensibilisation à la « surface non-libre » (SNL) ;
  En raison de l'appui opérationnel offert par les hélicoptères de la sécurité civile (DRAGON), certains SAL sont formés sauveteurs spécialisés héliportés (SSH).
- Sauvetage aquatique : l'unité départementale de sauvetage aquatique est constituée de nageurs sauveteurs aquatiques (SAV) qui disposent également d'une qualification complémentaire « inondation-eaux vives » (IEV).

Les missions de l'unité d'intervention pour le risque nautique sont :

- la reconnaissance, le sauvetage et l'assistance de victimes en milieu aquatique;
- le prompt secours en surface ou en milieu hyperbare ;
- le sauvetage d'animaux en milieu aquatique ;
- la sécurité des interventions en site aquatique ou lors d'inondations ;
- la tenue de dispositifs prévisionnels de secours aquatique ou subaquatique et hyperbare ;
- les travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence ;
- l'assistance pour la lutte contre les pollutions et la protection de l'environnement ;

[9] Ces spécialités sont définies par l'arrêté du 22 août 2019 relatif à la formation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

- les recherches diverses en milieu aquatique.

- 730 -

Les missions de l'unité départementale SAV sont les sauvetages de personnes en difficulté en surface et en eaux intérieures. Lorsque ces sauvetages doivent être réalisés avec du courant important, l'engagement SAV-IEV est privilégié. Ils peuvent par ailleurs sécuriser les sapeurs-pompiers engagés sur opérations, de type inondations notamment.

5.3.1.3. *Unité de sauvetage d'appui et de recherche (USAR)*

Le risque d'effondrement, de ruine de bâtiments ou de site naturel est couvert par l'unité de sauvetage et de recherche (USAR).

Les missions de l'USAR sont la reconnaissance, le sauvetage et la sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou en ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.

Le SDIS 25 dispose d'agents formés à l'évaluation des risques bâtimentaires en situation opérationnelle.

5.3.1.4. *Unités d'intervention pour le risque technologique*

Le risque technologique est couvert par deux unités départementales :

- Risques chimiques et biologiques ;
- Risque radiologique.

A celles-ci s'ajoute la mission NRBCe, dédiée à organiser la réponse suite à une action de type menace terroriste portant sur un risque technologique (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique ou explosive).

La gestion spécifique des événements ou des accidents à caractère chimique et/ou biologique est assurée par les membres de l'unité départementale risques chimiques et biologiques (RCH).

La gestion spécifique des événements ou des accidents à caractère radiologique ou nucléaire est assurée par les membres de la spécialité risque radiologique (RAD).

Les missions de l'unité départementale RAD sont de :

- s'intégrer dans le dispositif opérationnel : conseiller le COS, suivre et rendre compte de la dosimétrie des intervenants ;
- prendre des mesures conservatoires : périmètre de sécurité et zonage de l'intervention, protection des intervenants et des populations impliquées, contrôle de contamination des personnes et des matériels ;
- qualifier le risque : déterminer la nature du risque, mesurer l'irradiation, détecter la contamination ;
- conduire des actions de soutien aux acteurs de la crise : participer aux prélèvements d'échantillon, participer aux contrôles de contamination sur les populations exposées ;
- résoudre l'incident : repérer la source et juguler ou, a minima, limiter ses effets, agir sur les flux et protéger les enjeux (cibles).

5.3.1.5. *Unité cynotechnique*

Le SDIS peut être doté d'une unité cynotechnique et/ou faire appel à celles d'autres SDIS.

La spécialité cynotechnique, lors des missions de secours et de recherche de victimes potentielles permet :

- d'augmenter la probabilité de localiser rapidement des personnes incapables de répondre aux appels des sauveteurs ;
- de lever le doute sur une éventuelle présence de victime ;
- de suivre, en l'absence d'indice visible, l'itinéraire emprunté par une victime afin de la localiser dans un milieu naturel.
- Dans le cadre des opérations de secours, les moyens cynotechniques peuvent, en fonction de leurs qualifications, réaliser les missions de recherche de :
- victimes potentielles (prompt secours, détresse vitale, péril imminent, etc.) ;
- victimes ensevelies suite à des explosions (maison, immeuble, usine, etc.), effondrement de structures, de tranchée, des glissements de terrains ou de catastrophe naturelle (inondation, cyclone, tremblement de terre, coulée de neige) en complément de l'USAR ;
- victimes immergées en complément du nautique.

Les équipes cynotechniques du SDIS du Doubs sont formées au travail sous manteau neigeux. - 731 -

La recherche de personnes disparues est une mission des services d'incendie et de secours dès lors que la notion de péril (victime) existe ou est supposée. En l'absence de notion de péril (victime), le concours des sapeurs-pompiers aux opérations de recherche peut être engagé à la demande du commandant des opérations de recherche, de l'autorité de police administrative ou de l'autorité judiciaire.

5.3.2. Personnels spécialisés complémentaires spécialement formés

Afin de répondre au mieux à des missions particulières, le SDIS a formé des personnels à des compétences complémentaires à celles des équipes spécialisées.

5.3.2.1. *Lutte contre les feux de forêts et d'espaces naturels*

Le risque feux d'espaces naturels est couvert par des moyens d'intervention feux de forêts et d'espaces naturels.

Les missions du FDFEN sont de :

- lutter contre les feux d'espaces naturels (forêts, friches, récolte sur pied, tourbière, prés) ;
- participer aux colonnes mobiles de secours (CMS).

Tous les personnels formés à la lutte contre l'incendie peuvent servir ces moyens au même titre qu'ils servent les autres engins de lutte contre l'incendie, hormis dans des cas particuliers en situation de niveau de risque spécifique.

En cas d'engagement d'une colonne mobile FDF, seuls les personnels qualifiés FDFEN et inscrits sur LAO pourront armer les engins concernés.

5.3.2.2. *Réponse face à la menace nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosion (NRBCe)*

Afin de répondre aux effets de la menace terroriste dans les domaines NRBCe[10], des moyens de réponse opérationnelle sont mis en place en commun avec les spécialités RCH et RAD et le SSSM.

L'objectif est de répondre par la mise en place d'un chantier NRBCe complet pour assurer les 2 premières heures d'une intervention, y compris hors contexte de menace. Pour cela, les personnels formés bénéficient de moyens nationaux (lot PRV, UMD), d'entraînements interservices zonaux, d'une structure de formation nationale (CNCMFE) et des moyens des 2 spécialités et du SSSM.

Une doctrine départementale NRBCe précisera l'ensemble des moyens et ressources humaines disponibles ainsi que leur organisation dans le cadre d'un événement NRBC. De par le niveau atteint, le SDIS sera en mesure de tenir un rôle de premier plan au moins au niveau zonal.

5.3.2.3. *Reconnaissances aériennes pour appareils sans pilote*

Des personnels spécialement formés au pilotage d'appareils télépilotés de lutte, d'appui et de secours (ATLAS) peuvent être engagés sur des opérations des secours pour effectuer des survols de zone d'intervention permettant la captation d'images (photographies, imagerie thermique, vidéos, etc.) destinées à faciliter l'information et la prise de décision de la chaîne de commandement (poste de commandement, salles opérationnelles).

Leur engagement se fait en fonction des éléments de contexte de l'intervention et pour :

- La prévention des risques naturels ou technologiques : c'est assurer la sécurité des personnes et des biens en tenant compte des phénomènes (naturel, industriel, technologique, climatique, malveillant, etc.), en les anticipant et en déterminant autant que possible les conséquences prévisibles et les dommages potentiels ;
- Les secours et soins d'urgence aux personnes : couvrent un champ assez large, puisqu'il peut aller de la recherche d'une victime à un conseil à une victime, jusqu'à participer à son évacuation, après sa prise en charge par les secouristes et/ou une équipe médicale ;
- Les opérations de lutte contre l'incendie de toute origine et de toute nature : le drone permet de collecter et d'organiser l'ensemble des données collectées en vue de caractériser une situation opérationnelle et une zone d'intervention.

[10] *Circulaires SGDSN 007, 700, 750 et 800 précisant le dispositif interministériel d'intervention face à la menace ou à l'exécution d'actes de terrorisme nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (NRBC) et ses déclinaisons respectives en risque chimique, plis et colis suspects et radiologiques.*

5.3.2.4. *Réponse aux besoins de sauvetage animalier*

Les sauveteurs animaliers (SAN) sont des sapeurs-pompiers ayant une connaissance approfondie des animaux domestiques, de ferme ou sauvages. Les vétérinaires de sapeurs-pompiers (VSP) peuvent également être sollicités pour toute question relative aux animaux, et intervenir le cas échéant avec ou sans les SAN.

Dans le cadre des interventions en présence d'animaux, les missions des SAN sont :

- d'assurer la sécurité des intervenants et des animaux ;
- de conseiller le CODIS et le COS sur les risques et les techniques relatifs aux animaux ;
- de réaliser la destruction spécifiques d'hyménoptères ;
- extraire l'animal d'une situation de danger de laquelle il ne peut pas se soustraire de lui-même ou lorsque l'animal entrave l'action des secours.

5.3.3. Fonctionnement des groupes d'intervention spécialisés

Les unités et les personnels spécialisés complémentaires spécialement formés sont gérés par un référent départemental et un ou plusieurs adjoints selon les dispositions de l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif à la désignation et aux missions des référents de spécialités mentionnés à l'article R. 722-1 du code de la sécurité intérieure, du RO et du règlement de chaque unité spécialisée.

6. Ressources matérielles

6.1. Immobilier

Le parc immobilier du SDIS est constitué au 01.01.2024 de plus de 73 000m^2 de surface hors œuvre. Il dispose de :

- 70 CIS ;
- 1 direction des services (état-major), à laquelle sont intégrés les locaux du CODIS ;
- 1 plateforme logistique départementale ;
- 1 atelier automobile départemental.

6.2. Véhicules et matériels

En date du 01/01/2024, la flotte opérationnelle du SDIS se compose des éléments suivants :

- 614 engins ;
- 29 embarcations ;
- 15 cellules.

6.3. Petits matériels, habillement

Le SDIS met à disposition l'ensemble des moyens matériels et EPI utiles à l'accomplissement des missions des sapeurs-pompiers.

La gestion des EPI et des matériels est une mission partagée du service et de l'agent. Les EPI et matériels réformés sont retournés à la plateforme départementale pour la gestion de leur fin de vie.

6.4. Logiciels et matériels informatiques

Le SDIS administre et maintient ses logiciels et progiciels métier. Il assure le liaisonnement des données entre entrepôt et logiciels métiers ou entre logiciels métier.

Description du SDIS du Doubs : l'essentiel

Le SDIS est une entité bicéphale, cadrée par un ensemble de textes structurants dont le SDACR est le fondement local. Une réorganisation territoriale et fonctionnelle est en cours pour prendre en compte les enjeux récents et à venir apparaissant dans les travaux de préfiguration du présent SDACR : accompagner les territoires, gagner en flexibilité, rendre le système agile, etc.

Les moyens actuels, qu'ils soient humains ou matériels, conduisent à un potentiel de réponse opérationnelle étendu et de haut niveau en termes de spécialités, d'expertise médicale ou de moyens spécifiques. Ces moyens sont appuyés par des outils informatiques et techniques modernes et innovants afin d'adapter au mieux l'organisation de l'établissement aux enjeux locaux et aux sollicitations futures. - 733 -

Liste des objectifs de la partie C :

Le suivi d'indicateurs permettant la valorisation institutionnelle et socio-économique du SDIS, telle la valeur du sauvé, mériterait d'être développé afin d'encourager l'engagement citoyen et de sensibiliser les élus et la population (**Objectif 1. ; mesures 5 et 8**).

D. RISQUE COURANT

Cette partie traite de l'analyse et de la couverture des risques courants dans le département du Doubs. Principal axe de travail des études, le risque courant est à la source de la sollicitation régulière du SDIS, facteur d'usure pour les uns, de motivation pour les autres, la charge apportée par les interventions en lien avec ce risque constitue la contribution la plus forte à la sollicitation du SDIS. Les orientations du SDACR III réinterrogées par les moyens informatiques et les données actuelles invitent à actualiser un certain nombre de définitions et à mettre en œuvre le suivi d'indicateurs pertinents pour le suivi opérationnel, de l'échelle locale à l'échelle départementale.

1. Les missions du risque courant

L'engagement du SDIS du Doubs pour des missions autres que celles prévues par la règlementation (article R1424-2 du CGCT) se traduit par une diminution de ses capacités opérationnelles. Dans ces cas, le service se réserve le droit de refuser de les effectuer, de les différer ou de les temporiser.

1.1. Risque courant

Le risque courant concerne les missions principales des sapeurs-pompiers et se caractérise par une forte probabilité d'occurrence associée à une gravité faible en termes d'effets globaux. C'est le risque de la « vie quotidienne ». Le niveau de la réponse opérationnelle correspondant relève principalement des moyens locaux et des compétences des domaines d'activité principaux détenus par les sapeurs-pompiers dès leur engagement :

- Soins et secours d'urgence aux personnes (SSUAP) ;
- Incendies (INC) ;
- Accidents de la voie publique (AVP) ;
- Opérations diverses (OD) ;
- Risques technologiques et naturels (RTN).

Ces domaines sont également divisés en motifs de départ plus précis destinés à caractériser au mieux le départ pour les équipes intervenantes, le CODIS et l'analyse statistique. Les missions du risque courant concernent les interventions pouvant être menées par un faible nombre d'engins et d'agents, dans la plupart des cas jusqu'à l'échelle d'un groupe. Au-delà, la portée de l'intervention tant au niveau du commandement que du nombre d'agents mobilisés, éventuellement spécialisés, le risque est dit complexe et fera l'objet de la partie suivante.

Le règlement opérationnel définit l'ensemble des éléments de mise en œuvre nécessaires pour la couverture du risque courant.

1.2. Les soins et secours d'urgence aux personnes (SSUAP)

Mission des services d'incendie et de secours, partagée notamment avec les services d'urgences hospitalières, les associations agréées de sécurité civile et les transporteurs sanitaires privés, les secours et soins d'urgence aux personnes sont des opérations de secours qui consistent à porter secours à une victime, la mettre en sécurité et prendre en charge ses éventuelles détresses vitales ou fonctionnelles.

L'article L. 1424-2 du CGCT précise que les missions des sapeurs-pompiers concernant le SSUAP se limitent aux victimes :

- d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ;
- présentant des signes de détresse vitale ;
- présentant des signes de détresse fonctionnelle justifiant l'urgence à agir.

Le SSUAP peut nécessiter une médicalisation, compétence partagée par le service de santé et de secours médical du SDIS avec d'autres partenaires dans le cadre de l'aide médicale urgente (AMU).

Les interventions SSUAP sont réalisées par des véhicules de secours et d'assistance aux victimes (VSAV). Un véhicule avec un équipage de prompt secours peut être engagé sur une telle mission pour une action plus rapide des secours, un recomplètement étant réalisé pour atteindre le nombre requis d'intervenants en application de l'article R1424-42 du CGCT.

Les départs réflexes cités par le référentiel commun d'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008 permettent d'engager les moyens sapeurs-pompiers en première intention avant régulation. Dans tous les cas, cette dernière est une obligation réglementaire à laquelle répond le SDIS pour toute intervention SSUAP. - 735 -

Des moyens médicaux SSSM peuvent être engagés en complément d'un VSAV :

- par le SDIS avec un médecin et/ou infirmier protocolé aux soins urgents au sens du référentiel du 25 juin 2008 cité ci-dessus ;
- par le SAMU avec une équipe médicale SMUR, un médecin correspondant SAMU ou tout autre moyen médical.

Les dispositions interservices relatives au SSUAP et à l'AMU doivent être précisées dans une ou plusieurs conventions tripartites concernant les transporteurs sanitaires privés, l'ARS et le SDIS. La définition claire des missions de chacun est en effet une condition *sine qua non* de la performance du système de prise en charge de la population sur notre territoire.

Les motifs de départ pour les interventions de risque courant dans le domaine du SSUAP concernent également les unités spécialisées, dans les cas, à titre non exhaustif :

- de victime égarée (Cynotechniques, ATLAS),
- de noyade (équipe nautique),
- d'intervention SSUAP en milieu difficilement accessible,
- d'intervention SSUAP en présence de produits dangereux.

Certaines missions, en particulier celles qui relèvent de la recherche de personnes, sont partagées et des conventions avec les forces de l'ordre devront préciser les champs d'action de chaque service.

1.3. L'incendie (INC)

L'incendie est une mission exclusive des services d'incendie de secours selon l'article L1424-2 du CGCT. Le SDIS intervient sur divers motifs de départs dans ce domaine, par exemple :

- Feux de structures ;
- Feux de forêts et d'espaces naturels ;
- Feux de véhicules ;
- Feux sur voie publique.

Le moyen courant adapté pour répondre à ces incendies est un engin-pompe. Cet engin dispose de réserve d'eau voire d'émulseur, et d'une pompe à eau ainsi que des équipements nécessaires au traitement des feux courants.

Un moyen de prompt secours peut être engagé en première intention sur un incendie. Ce dernier a pour mission d'arriver rapidement afin d'effectuer au plus tôt les sauvetages et les manœuvres de protection (lutte contre les propagations). Il pourra également dresser un premier bilan pour adapter les secours nécessaires en renfort.

En fonction de la typologie du risque, des moyens élévateurs aériens (MEA) peuvent être adjoints aux engins-pompe dans le but d'effectuer différentes missions dont (à titre non exhaustif) :

- Sauvetage en hauteur ;
- Reconnaissance en hauteur ;
- Attaque dominante du foyer ;
- Création d'exutoires en parties hautes.

Enfin, des engins assurant la pérennité de l'alimentation en eau peuvent être ajoutés au départ dans les territoires où la ressource ou les moyens de défense extérieure contre l'incendie sont insuffisants, que tels des porteurs d'eau ou des engins d'alimentation sur des grandes distances.

Les interventions pour incendie peuvent, enfin, présenter de nombreuses spécificités nécessitant une expertise souvent apportées par les spécialités, dont l'engagement en milieu vicié (reconnaissance longue distance en milieu enfumé par exemple), la prise en compte des fumées d'incendie, les actions de déblai, les pollutions dues aux eaux d'extinction…

1.4. Le secours routier (accident de la circulation routière - AVP)

Les interventions pour accidents sur la voie publique (AVP) sont des missions partagées avec d'autres services, notamment le SAMU les forces de sécurité intérieures et les services en charge des voiries. Elles ont pour objectif la prise en charge de victimes et d'un ou plusieurs véhicules endommagés. Les moyens de secours routier assurent la protection incendie, la protection contre le suraccident et la prise en compte d'un véhicule (calage, sécurisation, désincarcération).

Les moyens standards actuels d'intervention pour AVP sont les véhicules de secours routier (VSR) ou des engins mixtes SR-incendie (CCRSR, FPTSR). Ces engins spécialisés nécessitant un degré d'expertise de plus en plus élevé, des véhicules d'abordage et de protection seront déployés dans les secteurs ruraux. Armés par des agents formés à ces pratiques, ils sécuriseront l'intervention et dresseront un premier bilan. En cas de besoin, évalué à l'appel ou par l'équipe d'abordage, des équipes plus qualifiées pourront effectuer des manœuvres techniques de désincarcération et de manœuvres de force visant à libérer une victime piégée dans l'habitacle, tout en prenant en compte les nouvelles technologies de véhicules (structures, passages de câbles électriques, énergies alternatives, etc.).

1.5. Les opérations diverses (OD)

Les opérations diverses (OD) concernent les actions de protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement. Le SDIS a défini différents motifs d'engagement pour des raisons OD :

- Épuisements, assèchements,
- Tronçonnage,
- Sécurisation d'une toiture,
- Interventions en présence d'animaux,
- Etc.

Chaque CIS dispose de plusieurs lots, chacun dédié à un usage (éclairage, épuisement, destruction d'hyménoptères, …).

1.6. Les risques technologiques et naturels (RTN)

Le SDIS intervient pour des motifs de départ en lien avec les risques technologiques et naturels dans le cadre du risque courant avec des moyens spécialisés notamment en recherche de composés chimiques ou radiologiques, évaluation de risques bâtimentaires ou traitement de pollutions. Le passage en niveau de risque complexe est traité dans la partie suivante, principalement en lien avec le dimensionnement de la réponse opérationnelle adaptée.

2. Analyse de l'activité opérationnelle générée par les risques courants

L'analyse de l'activité opérationnelle liée aux risques courants consiste à étudier les interventions, les sollicitations de CIS ou les sorties d'engins en fonction du territoire et de la temporalité. Elle consiste également à étudier la charge opérationnelle à laquelle le SDIS est confronté au quotidien.

Le SDIS disposera donc, en tout temps, des données opérationnelles nécessaires au suivi, à l'analyse et au traitement de l'activité opérationnelle. Cela inclut les données de statuts, de potentiels opérationnels, de qualification des agents, de contenus audio des appels et messages, des relevés d'interventions en continu, etc. (**Objectif 2. ; mesure 2**).

De plus, chaque premier semestre, il est élaboré pour le CPIO un rapport, ainsi qu'un rapport d'activité opérationnelle concentrant, pour l'année précédente, l'ensemble des données opérationnelles et indicateurs du SDIS (**Objectif 3. ; mesures 2, 7 et 8**).

2.1. Évolution de l'activité opérationnelle départementale de 2016 à 2022

La faible contribution statistique du risque complexe permet d'étudier le risque courant à travers l'étude globale de l'activité opérationnelle.

La courbe montre une augmentation progressive du nombre d'interventions annuelles au fil du temps. Des mesures prises en 2012 et en 2019 pour limiter leur nombre et la survenue de la pandémie de COVID19 infléchissent transitoirement cette tendance.

La baisse importante du nombre d'opérations diverses en 2012 est consécutive à la décision prise par le CASDIS de ne plus réaliser certaines missions ne présentant pas un caractère d'urgence et ne relevant pas des missions du SDIS au sens de l'article L1424-2 du CGCT (destruction d'hyménoptères non menaçants). Pour autant, cette activité opérationnelle peut enregistrer de fortes variations en fonction, notamment, des aléas climatiques (cas des étés 2022 et 2023).

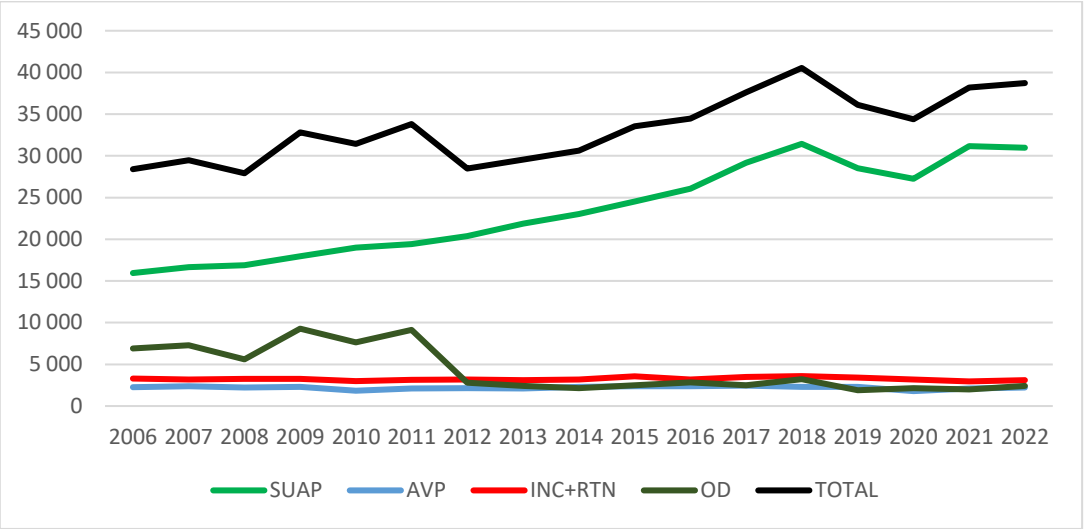


Figure 23 : Évolution du nombre d'interventions annuelles par nature de 2006 à 2022

En 16 ans, le nombre d'interventions a augmenté de 36,5 % et le SAP, en particulier a progressé de 94,3 %.

Les histogrammes ci-après démontrent que l'engagement réalisé par le CODIS reste stable au cours des années.

D'abord, le nombre d'agents*heures par intervention reste stable dans le temps, montrant que les interventions

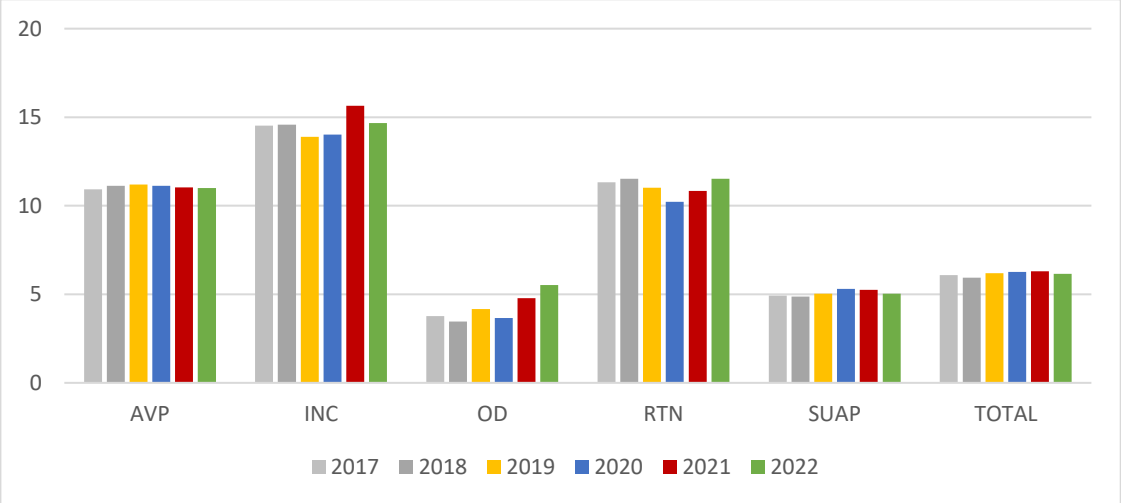


*Figure 24: Évolution du ratio agents*heures par intervention classé par type d'intervention*

durent un temps sensiblement constant, avec un engagement d'un nombre d'agents également peu variable, à l'exception de l'OD, impacté par l'orage de grêle survenu dans le secteur du Russey en juillet 2022 (figure 24).

La figure suivante montre que le nombre d'engins engagés sur chaque motif de départ reste également constant au cours des années :

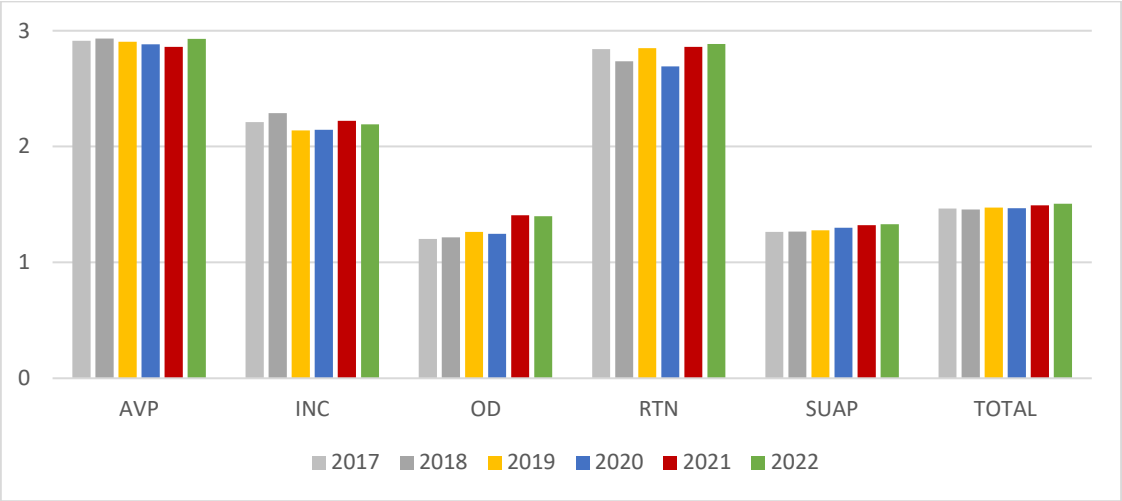


Figure 25: Évolution du ratio des sorties d'engins par intervention classé par motif de départ

2.2. Charge opérationnelle en 2022

En 2022, 235 867 A.h (agents.heures) ont été nécessaires pour répondre à la sollicitation opérationnelle, soit une moyenne de 4,9 A.h par sollicitation de CIS et 6,2 A.h par intervention.

La comparaison entre la répartition de l'activité opérationnelle (nombre d'interventions) et la répartition de la charge opérationnelle (nombre d'A.h) met en évidence que si le SAP concerne environ 76% des interventions, la charge correspondante est de seulement 66%, montrant que ces missions occupent moins d'agents et pour un temps plus court. L'activité incendie concentre davantage de moyens sur des périodes plus longues et constitue environ le sixième du temps d'activité des agents du SDIS du Doubs en 2022.

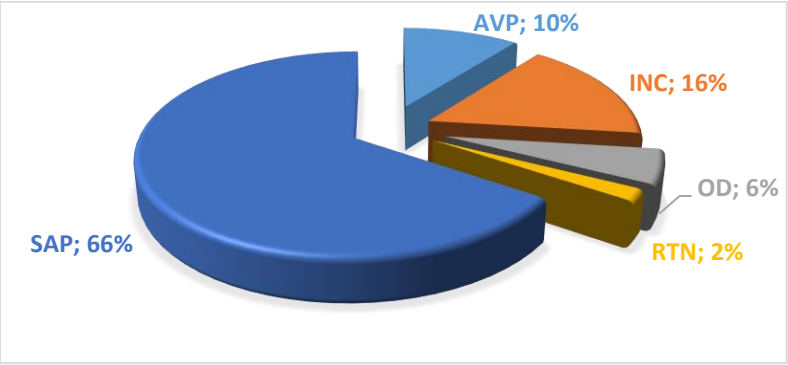


Figure 26 : Répartition de la charge opérationnelle en Agents.heures par nature d'intervention pour l'année 2022

En conséquence, le nombre d'intervention par nature ne doit pas être le seul critère d'évaluation de l'activité du SDIS et de ses CIS, et de son impact. Le calcul de la charge opérationnelle en constitue également un paramètre essentiel qui participe objectivement au dimensionnement des besoins en personnels et en moyens.

2.3. Répartition temporelle des interventions en 2022

Les rapports d'activité et CPIO analyse la répartition temporelle des interventions. L'analyse est ici menée sur l'année 2022 à titre d'illustration des tendances générales observées ces dernières années.

2.3.1. Mensuelle

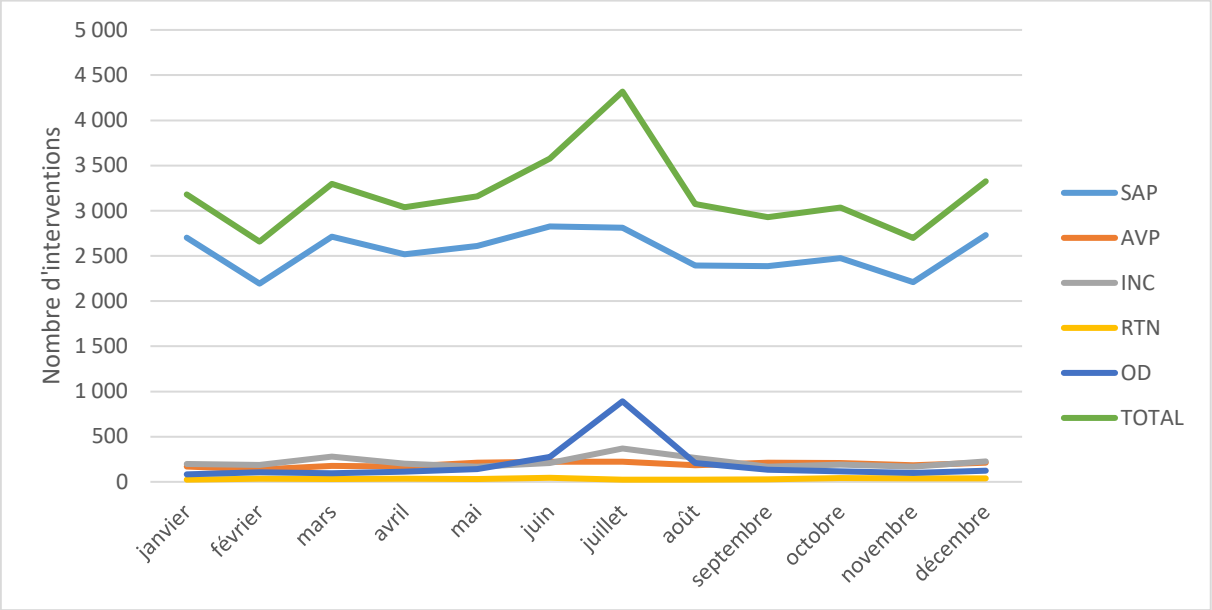


Figure 27 : Ventilation mensuelle des interventions par nature d'intervention pour l'année 2022

On observe sur le graphique ci-dessus que l'activité opérationnelle augmente légèrement juillet. Cette évolution est justifiée par un important orage grêleux en juillet occasionnant environ 900 interventions pour des motifs OD. De tels évènements (événements météo, inondations, épidémies, etc.) peuvent perturber les appréciations opérationnelles et un recul systématique et régulier doit être pris afin de distinguer les tendances générales des épisodes transitoires.

2.3.2. Hebdomadaire

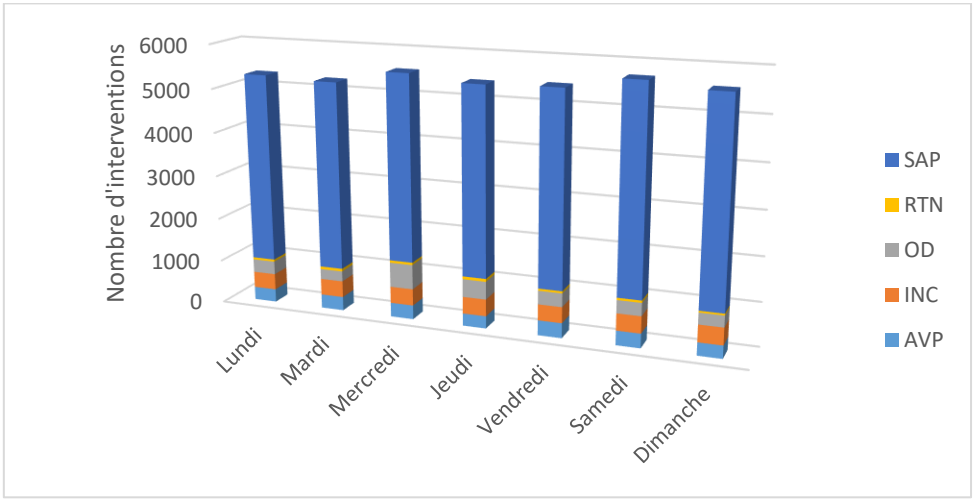


Figure 28 : répartition hebdomadaire des interventions par nature d'intervention pour l'année 2022

L'activité opérationnelle est globalement stable selon les jours de la semaine. Elle est un peu plus soutenue en SSUAP en fin de semaine, principalement les week-ends.

2.3.3. Horaire

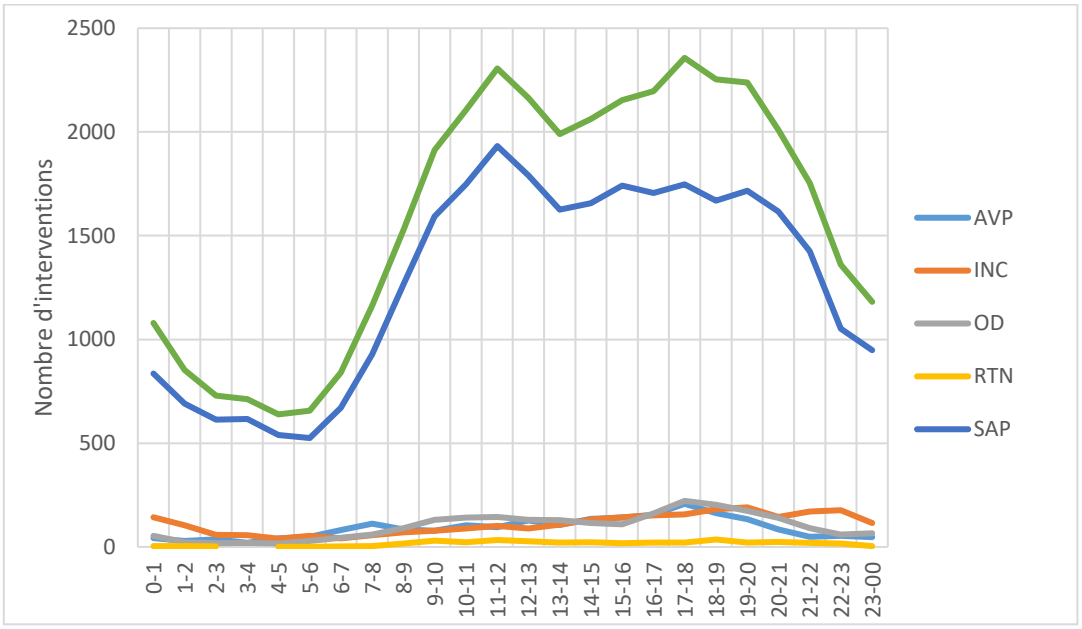


Figure 29 : répartition horaire des interventions par nature d'intervention pour l'année 2022

La figure ci-dessus met en évidence une grande irrégularité dans la répartition journalière des interventions.

L'analyse de la répartition horaire de l'activité opérationnelle permet de constater que les pics d'activité sont liés aux périodes d'activité humaine. Il existe un facteur de 1 à 4 entre les périodes de plus faible activité (3h à 6h) et de plus forte activité (11h à 15h).

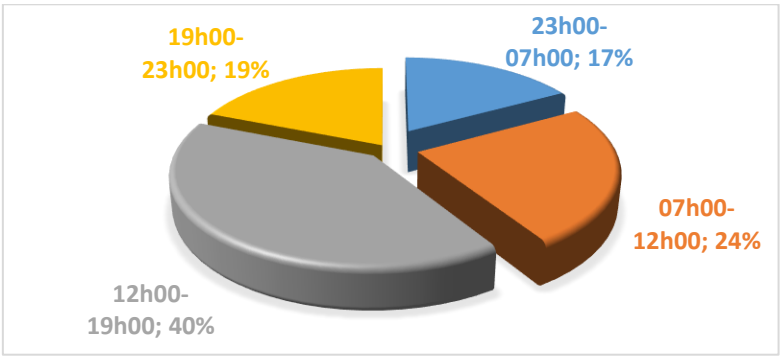


Figure 30: répartition des interventions par tranche horaire en 2022

La tranche horaire de jour (07h00-19h00) représente 61 % des interventions moyennes quotidiennes. Cette période correspond au temps pendant lequel les sapeurs-pompiers volontaires exercent majoritairement leur activité professionnelle et sont le moins disponibles.

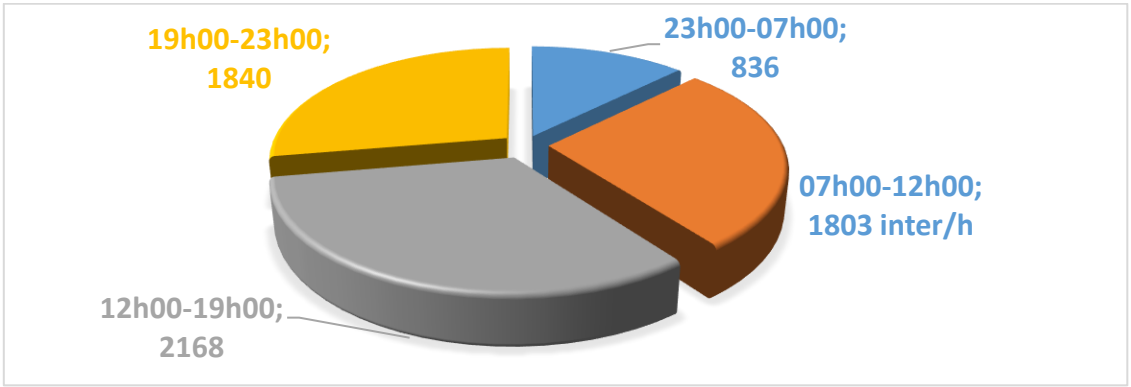


Figure 31 : Répartition du nombre d'interventions par heure pour chaque tranche horaire en 2022

La figure ci-dessus montre que le nombre d'interventions ramené à une heure[11] varie grandement en fonction de la période de la journée. Se distinguent une tranche horaire après-midi (12h-19h) avec forte sollicitation, deux tranches matin (7h-12h) et soirée (19h-23h) et, enfin, une période nuit (23h-7h), nettement plus calme. - 741 -

2.4. Répartition territoriale de l'activité opérationnelle

La répartition de l'activité opérationnelle par commune et le ratio d'activité opérationnelle pour mille habitants sur ces mêmes communes sont recensées dans les rapports annuels. Les cartes recensant ces données pour 2022 sont fournies ci-dessous.

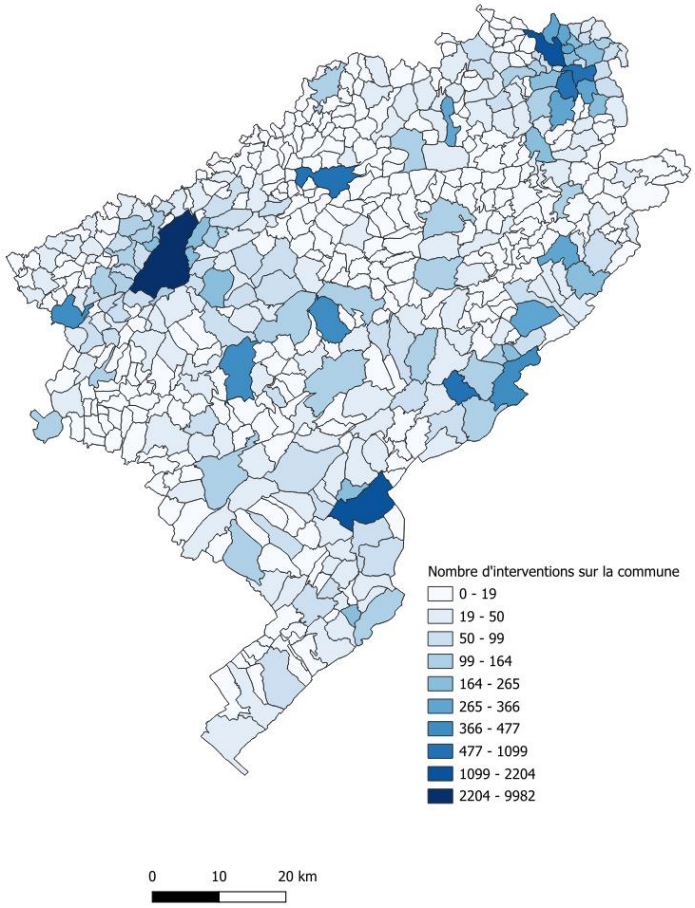


Figure 32: Carte du nombre d'interventions par commune en 2022

Bien que les communes les plus peuplées concentrent l'essentiel des interventions, l'étude du ratio opérationnel montre qu'il existe des disparités fortes entre le nombre d'habitants et le nombre d'interventions (figure ci-dessous).

[11] *Il s'agit de prendre le nombre d'interventions annuelles ayant eu lieu sur la période, et diviser par le nombre d'heures de cette période, afin de comparer des temps égaux. La donnée, par jour, revient à encore diviser ce nombre par 365.*

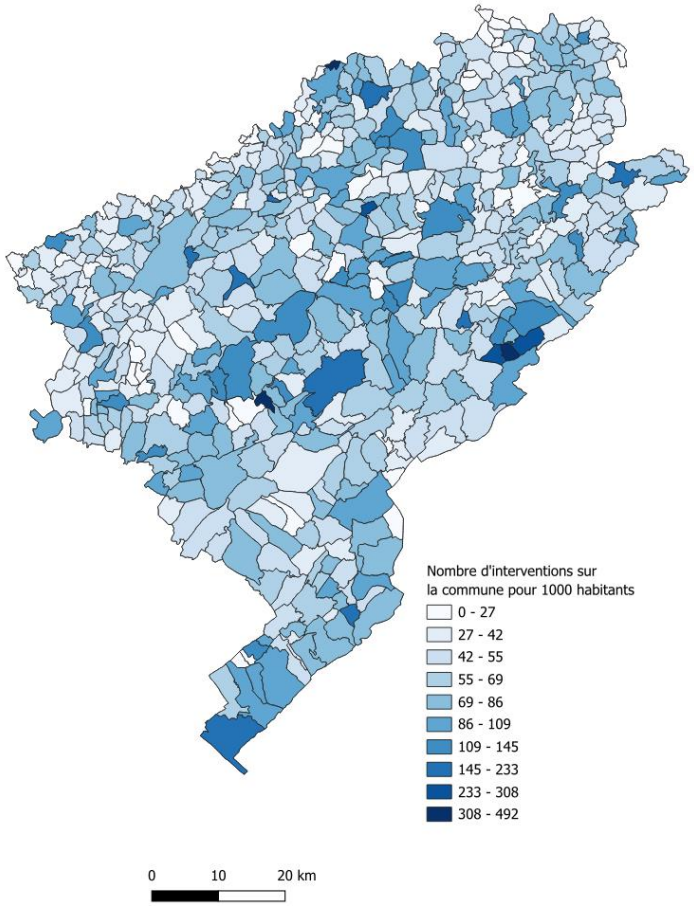


Figure 33: carte du ratio d'interventions par commune pour 1000 habitants en 2022

Il apparaît que le risque est généré non seulement par la population résidant en permanence sur un secteur, mais également par l'ensemble de l'activité humaine implantée sur ce secteur : activités industrielle, commerciale, touristique, universitaire, présence de moyens de transport, etc.

C'est pourquoi l'anticipation à l'échelle communale de l'évolution de l'activité opérationnelle sur les années à venir est particulièrement aléatoire. Elle ne peut pas uniquement se référer à une évolution prévisible de la population, calculée sur la base d'une anticipation statistique, car les facteurs d'influence qui agissent sur le risque courant sont nombreux, diversifiés, et pour certains non prévisibles. Ainsi, le SDIS a développé, en partenariat avec l'université de Franche-Comté, un outil consistant à prédire l'activité opérationnelle à venir dans les domaines du SSUAP et de l'incendie : Predictops. Des développements devraient permettre, à terme, de dimensionner ces prédictions afin de mesurer des difficultés à venir dans le domaine du risque courant.

2.5. Analyse prédictive de l'activité en risque courant

Un suivi périodique et régulier de l'évolution de l'activité opérationnelle avec Predictops, outil de prédiction opérationnel basé sur l'intelligence artificielle, permettra d'évaluer et d'anticiper les besoins d'adaptation de l'organisation du SDIS.

Des développements nécessaires devront être pilotés par le SDIS comme précisé dans la convention d'adoption de l'outil avec le prestataire (**Objectif 4. ; mesure 2**).

Un second logiciel, Optimops, jumeau numérique du SDIS, permet de tester les différentes situations possibles et d'optimiser les moyens de réponse à l'échelle départementale. Cet outil a été développé avec le SDIS et installé sur un serveur du SDIS 25. Il permet de :

- Réaliser des calculs d'indicateurs opérationnels sur la réalité ou des simulations ;
- Effectuer des simulations ou optimisations sur l'activité opérationnelle (surcharge opérationnelle, modification d'armement en engins et/ou en personnels, etc.).

Optimops ne prend à ce jour en compte que les interventions dans les domaines du SSUAP et de l'incendie (presque 90% des interventions) et calcule les ruptures sur la base des définitions du SDACR III. Des développements sont envisagés pour fournir d'autres indicateurs opérationnels, explorer les interventions

opérations diverses et secours routier voire les risques complexes. Il devrait enrichir, à terme, les fonctionnalités de Predictops d'une part et constituer un véritable jumeau numérique du SDIS 25 d'autre part.

La figure ci-dessous représente la simulation d'une hausse d'activité telle que la tendance le présage pour l'horizon 2030 en modifiant les potentiels opérationnels globaux des CIS sièges de compagnie :

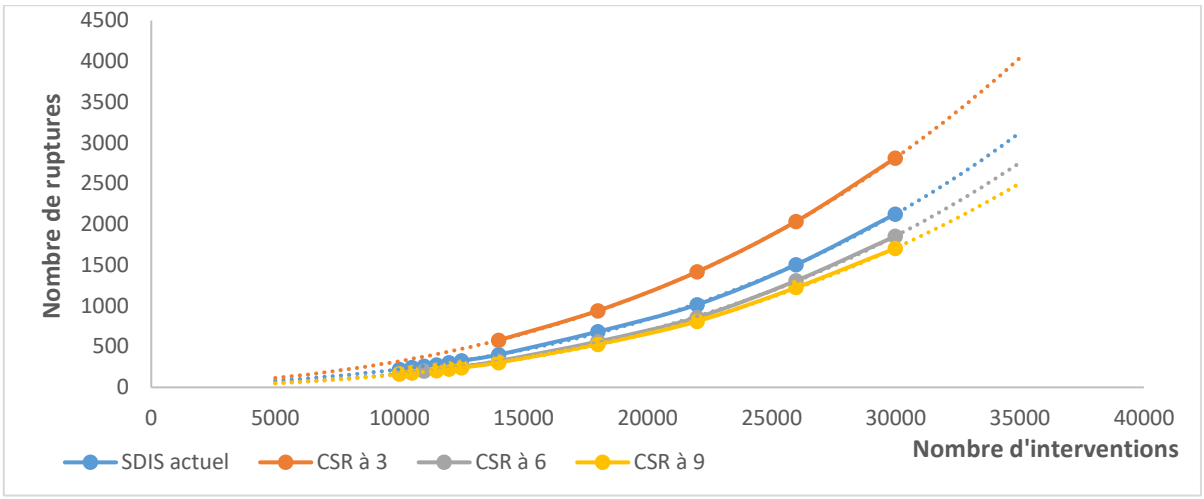


Figure 34: simulation d'une augmentation d'activité annuelle et effets en fonction du potentiel opérationnels des CIS sièges de compagnies rurales avec le logiciel Optimops (étude menée en 2023)

Constat : la présence de 6 personnels dans ces CIS (courbe grise) permettrait d'améliorer la performance opérationnelle actuelle du SDIS (courbe bleue). Le passage à 9 agents offre, en revanche, une faible plus-value en tout temps. La même étude menée en journée ouvrable donne les résultats suivants (sur une période de 4 mois) :

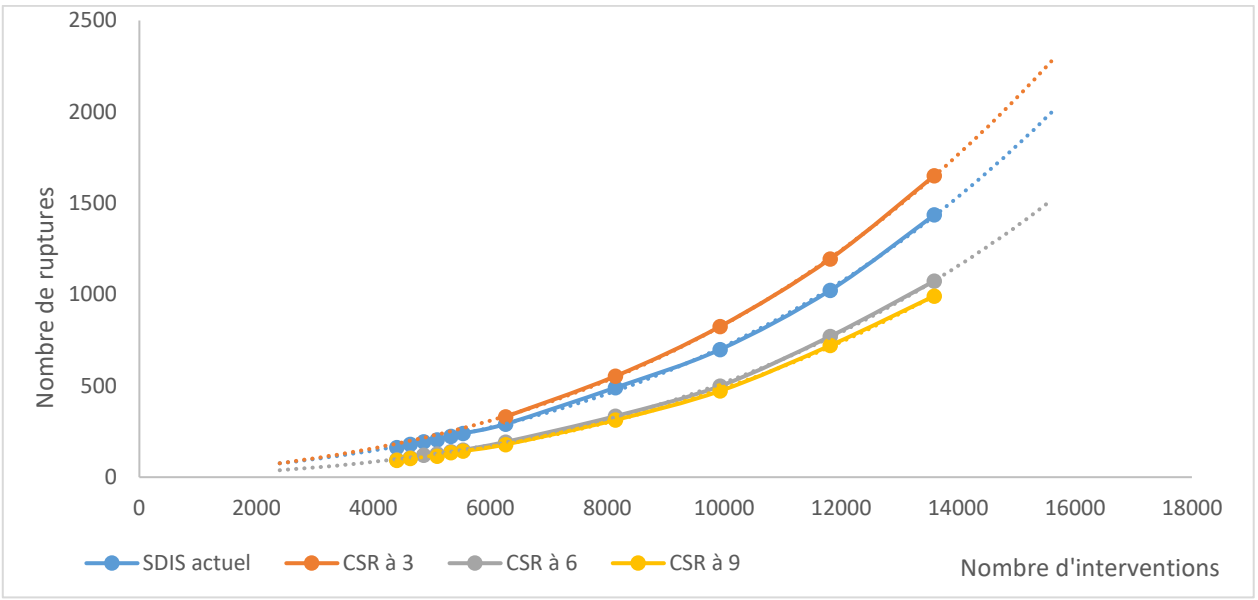


Figure 35: simulation d'une augmentation d'activité sur 4 mois en journée ouvrable et effets en fonction du potentiel opérationnels des CIS sièges de compagnies rurales avec le logiciel Optimops (étude menée en 2023)

La plus-value du respect d'un potentiel opérationnel de 6 agents sur ces CIS sièges de compagnie, en journée ouvrable, est ainsi un objectif à atteindre afin de faire face à l'activité opérationnelle prévisible en 2030 (environ 10 000 interventions sur 4 mois en SAP et incendie). La chaine de commandement de ces CIS, officiers de sapeurs-pompiers professionnels, sera appuyée par des sous-officiers professionnels chargés d'encadrer et gérer la garde. Ces officiers seront également en charge de la gestion des compagnies (**Objectif 5. ; mesures 2, 3, 5 et 6**).

Optimops se présente ainsi comme un outil prépondérant pour le suivi, en salle opérationnelle, et le pilotage de l'activité opérationnelle du SDIS du Doubs. Le développement et l'adaptation de cet outil sont ainsi des axes de travail à mener à l'horizon de fin de ce SDACR (**Objectif 6. ; mesure 2**).

En pratique, les avancées concernant ce jumeau numérique devront porter sur :

- La modélisation de l'évolution du nombre d'interventions et de la charge opérationnelle ;
- La simulation de l'activité opérationnelle avec des modules de sur-sollicitation, de modification des potentiels opérationnels, etc.

3. Couverture du risque courant

Une étude avec le service SIG a montré la nécessité de modifier les vitesses utilisées pour réaliser des cartographies (isochrones, point central d'une commune défendue, etc.).

La couverture du risque courant est basée sur le dimensionnement de la ressource humaine et matériel dans les CIS du département. Pour caractériser au mieux la couverture départementale de ces moyens, on retrouve 3 paramètres de dimensionnement :

- Le zonage ;
- Les délais de couverture ;
- La caractérisation de l'urgence.

3.1. Zonage

Le département du Doubs est très hétérogène dans la répartition de sa population (cf partie B). On trouve des zones urbanisées denses (centres-villes anciens), d'autres très peu peuplées à non peuplées (bois, plaines agricoles, zone montagneuse, etc.). Une même commune peut être concernée par ces différents types de zones (exemple de Besançon avec le quartier historique de la Boucle, les immeubles plus récents de Planoise, les zones pavillonnaires comme la combe Saragosse et la forêt de Chailluz ou les pentes de Bregille).

Le SDACR III proposait un zonage particulier à des territoires précédemment définis : généralement, les territoires communaux furent pris en référence. Parfois, des hameaux ont été mis en évidence afin d'assurer une défense adaptée de bassins de vie ou s'adapter à des caractéristiques d'accessibilité ou de défense extérieure contre l'incendie particulières.

Le présent SDACR a pour objectif de délimiter des zones en fonction de critères précis. Il se fonde sur les données concernant les zones construites puis caractérise, par commune, l'importance de la population (ou de la densité) à défendre afin d'adapter la répartition des moyens en SSUAP (équité de traitement sur le territoire) et la celle des engins incendie (**Objectif 7. ; mesures 1 et 2**).

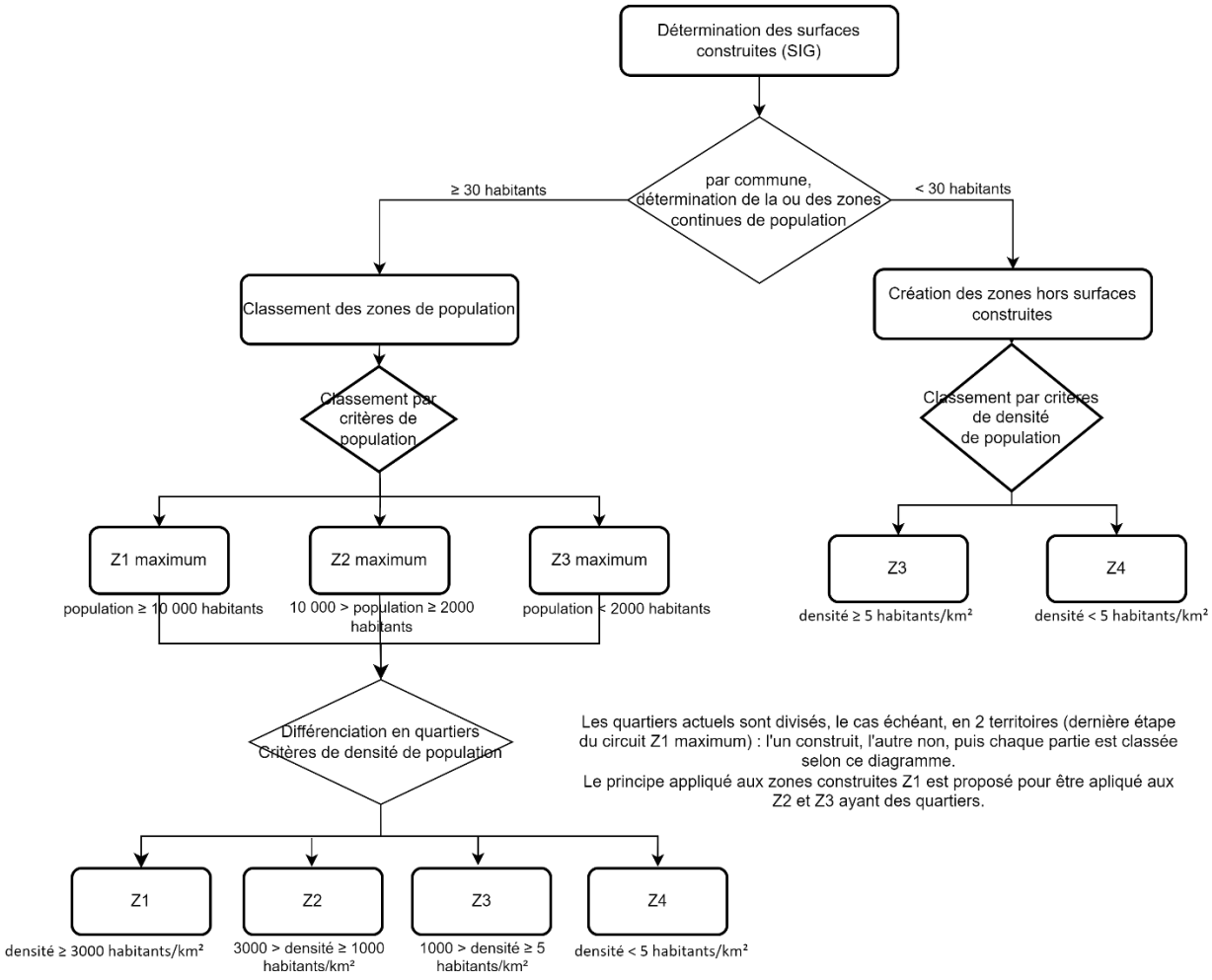


Figure 36 : logigramme de détermination et d'attribution des zones opérationnelles

Le zonage sera analysé à intervalles de temps réguliers afin de prendre en compte les évolutions démographiques et de l'habitat.

Le classement de ces zones ou leur délimitation (création des quartiers, regroupement de communes, etc.), seront adaptés par des analyses spécifiques, motivées, à titre d'exemple, par : la présence d'un enjeu particulier tels un réseau routier structurant (exemples : infrastructure routière ou transport de matières dangereuses), une forte fréquentation de la zone hors habitation (zone industrielle, ERP commercial de grande envergure), etc…

Ces zones ont le double objectif de répondre rapidement à des incendies ayant de fortes possibilités de propagation et des accidents de la voie publique impactant des axes forts et denses de circulation. En termes de secours à personnes, il s'agit de couvrir les zones contenant une population suffisante : les zones exemptes de population régulière (forêts, espaces cultivés, etc.) ne sont pas destinées à être couvertes par les moyens du SDIS en termes de délais (caractère d'urgence).

3.2. Délai de couverture

Les délais de couverture sont destinés à répartir et dimensionner les ressources humaines et matérielles des CIS du SDIS pour couvrir le risque courant, dans l'intérêt de la victime. Ils permettent de vérifier le bon emplacement des CIS ainsi que leur armement. Ces délais sont entendus comme étant des moyennes annuelles et ne sont en aucun cas un indicateur de qualité des interventions prises individuellement.

3.2.1. Objectifs de délai de couverture du SDACR IV

Pour définir les objectifs de délais de couverture, plusieurs éléments sont pris en compte :

- le zonage auquel appartient l'intervention (Z1; Z2 ; Z3 ; Z4) ;
- la nature de l'intervention (SAP, INC, AVP, OD, MEA) ;

- 746 -

❖ le caractère d'urgence de l'intervention (non précisé ici : voir partie 3.3.)

Les nouvelles directives de la DGSCGC nous imposent de prendre en compte le temps de traitement de l'appel et, de fait, de reconsidérer les délais de couverture du SDACR III. De plus, l'étude des ruptures au contrat de rapidité montre que les prescriptions de ce dernier ne sont pas en cohérence avec la réalité constatée et les modélisations théoriques.

Il ne s'agit pas de dégrader la couverture du risque courant, mais de la remettre en adéquation avec la réalité constatée sur le territoire. Dans tous les cas, le SDIS continuera à fournir au quotidien la meilleure réponse opérationnelle possible en termes de délais, laquelle sera mesurable et pourra donner lieu à communication.

En se basant sur les délais moyens et l'écart-type calculés sur l'activité opérationnelle annuelle, le tableau suivant donne les objectifs de délais de couverture pour les moyens adaptés 90% du temps pour 90% de la population sur 90% du territoire (**Objectif 8. ; mesure 1**) :

<table>
<tr><th>Délais moyens de couverture – moyens adaptés</th><th>SSUAP</th><th>Incendie</th><th>Moyen élévateur aérien</th><th>SR</th><th>Opérations diverses</th></tr>
<tr><td>Z1 : Zone urbaine</td><td rowspan="3">20 min</td><td>20 min</td><td>20 min</td><td>Axes à grande circulation
20 min</td><td rowspan="3">40 min</td></tr>
<tr><td>Z2 : Zone semi-urbaine</td><td>25 min</td><td>30 min</td><td>Axes principaux
30 min</td></tr>
<tr><td>Z3 : Zone rurale</td><td>30 min</td><td>40 min</td><td>40 min</td></tr>
<tr><td>Z4 : Zone isolée</td><td colspan="5">Intervention au plus rapide (compensation par des mesures spécifiques sur ces zones)</td></tr>
</table>

Tableau 7 : délais de couverture des moyens adaptés en fonction du motif de départ et du zonage opérationnel

Les actions de prompt secours modifient les délais de couverture ci-dessus, en ce sens qu'elles permettent de garantir la bonne prise en charge des victimes, assurer des sauvetages ou sécuriser une zone d'intervention. Les délais de réponse opérationnelle, pris individuellement par intervention, seront étudiés spécifiquement pour qualifier les retards et confiés au CPIO pour analyse.

L'article R1424-42 du CGCT précise l'armement requis pour répondre aux missions des SIS :

« Le règlement opérationnel mentionné à l'article L. 1424-4 est arrêté par le préfet, après avis du comité social territorial départemental, de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours et du conseil d'administration.

Le règlement opérationnel prend en considération le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et les dispositions des guides nationaux de référence mentionnés à l'article R. 1424-52.

Ce règlement fixe les consignes opérationnelles relatives aux différentes missions des services d'incendie et de secours et détermine obligatoirement l'effectif minimum et les matériels nécessaires, dans le respect des prescriptions suivantes :

a) Les missions de lutte contre l'incendie nécessitent au moins un engin pompe-tonne et six à huit sapeurs-pompiers ;
b) Les missions de secours d'urgence aux personnes nécessitent au moins un véhicule de secours aux asphyxiés et blessés et trois ou quatre sapeurs-pompiers ;
c) Pour les autres missions prévues par l'article L. 1424-2, les moyens doivent être mis en œuvre par au moins deux sapeurs-pompiers.

Le règlement opérationnel détermine ceux des véhicules pour lesquels ces armements peuvent être différents de ceux définis ci-dessus. »

Les interventions du domaine du secours routier prendront en compte les conclusions du groupe de travail dédié en mettant en place les objectifs décrits dans le paragraphe 1.1.4 à savoir la création d'engins d'abordage et la formation d'agents aguerris à la désincarcération (**Objectif 9. ; mesure 4**).

Concernant les habitants des zones isolées (Z4), une sensibilisation et la mise en place de mesures préventives et d'accompagnement pourront être mises en œuvre (**Objectif 10. ; mesure 8**). - 747 -

3.2.2. Couverture du risque courant par les équipes spécialisées

Les équipes spécialisées peuvent intervenir dans le cas du risque courant. À titre d'exemple, les SAV sont engagés en cas de noyade, des membres de l'équipe SMPM en cas de brancardage en milieu difficilement accessible ou des équipes RCH ou RAD dans le cas de découverte de plis et colis suspects.

Ainsi, une couverture par ces moyens doit être maintenue à l'échelon du territoire, imposant un effectif cible et des engins spécifiques dans certains CIS.

À ce titre, le SDIS tient les objectifs de couverture suivants :

- 60 min sur les zones Z1 à Z3 90% du temps pour un binôme SMPM ;
- 60 min 90% du temps pour une équipe de reconnaissance RCH ou RAD et 90 min 90% du temps pour une CMIC.

3.2.3. Couverture du risque courant par la sous-direction santé

Actuellement, 11 VLSM armés par des médecins SP et/ou infirmiers SP sont présents dans le département et couvrent 8 secteurs SSUAP et 3 secteurs SSO. Les SDACR II et III préconisaient, en lien avec SROS de l'époque, de couvrir toutes les zones rurales du département à plus de 20 min d'un SMUR. Tous les secteurs prévus ne sont donc à ce jour pas encore créés.

Les premières minutes étant déterminantes pour les victimes lors de la prise en charge de détresses graves, les missions SSUAP pourraient judicieusement, à terme, être optimisées par le renforcement de la couverture territoriale en secteurs de secours médicalisés/paramédicalisés complémentaires du SMUR (13 secteurs à terme), sous réserve de disposer des ressources humaines nécessaires au sein du SSSM afin d'assurer les permanences (sapeurs-pompiers volontaires en particulier). Dans les cas où, en sus de la médicalisation/paramédicalisation des interventions des sapeurs-pompiers, qui constitue une mission réglementaire du SSSM, les autorités de santé (ARS notamment) souhaiteraient intégrer ces dispositifs par carence ou complémentarité aux moyens de santé, une contrepartie financière pourrait être exigée par le SDIS (**Objectif 11. ; mesure 5**).

En dehors de ces secteurs secours médical, les personnels de santé peuvent intervenir avec un véhicule non dédié spécifiquement et une dotation différente en médicaments et matériels.

Le SSSM veillera notamment :

- au potentiel développement de ressources humaines et matérielles afin de couvrir si possible à terme 13 secteurs secours médical en lien avec l'ARS Bourgogne Franche Comté ;
- à une coordination SAMU/SDIS dans le déclenchement des moyens médicaux pour optimiser la réponse ;
- à une coordination des SSSM des SDIS 25 au niveau régional ou à défaut (au moins ancienne région Franche-Comté) ;
- au développement et à la valorisation de tous les métiers du SSSM (psychologues, vétérinaires, pharmaciens, experts).

3.2.4. Atteinte des objectifs de délai de couverture du SDACR IV

L'atteinte des délais de couverture, en tant que moyenne des délais de réponse opérationnelle sur 90% du territoire (zones Z1 à Z3) sera évaluée par le CPIO de façon annuelle et communiquée en séance du CASDIS. Les délais de réponse opérationnelle fixés par le règlement opérationnel doivent être vérifiés et plusieurs indicateurs sont à prendre en compte (**Objectif 12., mesures 1 et 2)**.

3.3. Caractère d'urgence des interventions

3.3.1. L'enjeu de la définition des urgences

Le fondement même du SDIS suppose que l'ensemble de ses interventions comprend une notion d'urgence. Pour autant, un certain nombre de missions ne relèvent pas de cette notion : l'urgence ne doit donc pas s'appliquer à tout motif de départ. L'objectif de couverture privilégie le fait que chaque CIS soit autonome en réponse à ces interventions urgentes. De plus, selon des enjeux humains, sociaux et matériels, le SDIS peut

parallèlement lutter très utilement contre l'accidentologie en service, en admettant le caractère non urgent de certaines interventions. - 748 -

Au niveau des accidents de la route, de ses propres moyens le SDIS a déjà mis en place plusieurs actions de prévention et des règles de conduites. Pour aller plus loin, le SDACR peut adopter une réponse adaptée au niveau de l'urgence. Cela est actuellement réalisé en partie avec les appréciations de l'urgence et l'adaptation de la conduite, mais cette notion peut être développée davantage en établissant des niveaux de réponse clairement définis avec des règles qui sont propres à chacun d'eux.

3.3.2. Les trois niveaux d'urgence

Afin d'adapter la réponse à la sollicitation, trois niveaux d'urgence pourront être définis à terme afin de prévenir l'accidentologie routière et de préserver le potentiel opérationnel nécessaire à une réponse efficace sur le territoire :

- Niveau 1 – Urgent ;
- Niveau 2 - Urgence relative ;
- Niveau 3 - Non urgent.

Les interventions seront réparties dans les niveaux d'urgence dans le RO (**Objectif 13. ; mesures 1, 2 et 7**). Ce peut être le cas de certaines opérations diverses, par exemple, de SSUAP non urgent, d'intervention pour pollution, de levées de doute, etc. Le SDIS effectuera l'intervention sans répondre à un quelconque délai de couverture. Ces interventions peuvent être temporisées au CODIS.

Ce niveau peut également correspondre à des rondes, relèves en incendie, certaines carences ambulancières. Une catégorisation fine des motifs de départs (MDD) devra être menée.

Les renforts ou soutiens peuvent appartenir à n'importe lequel des niveaux d'urgence, ce dernier devra être motivé par l'agent l'ayant déclenché.

3.3.3. Conséquences des niveaux d'urgence

La définition de ces niveaux (lien avec le MDD, notion de temporisation, facturation et comportement routier associé) sera une base de départ.

La finalité, en lien avec les délais de couverture, est de suivre réellement les délais de réponse opérationnelle ou d'arrivée sur les lieux uniquement pour les situations relevant d'un degré d'urgence réelle.

L'armement des engins en mission urgente est défini dans le R.1424-42 du CGCT.

Pour les missions non urgentes, ce même article définit l'armement minimum à deux SP. Il est éventuellement possible de définir l'engagement d'un VSAV ou autre engin (VLU, VTU, etc.) à 2 SP pour une mission SSUAP non urgente.

Le temps d'arrivée sur les lieux n'étant pas contraint pour les missions non urgentes, la ressource en moyens humains et véhicules pourrait être cherchée plus loin pour armer les engins, afin notamment de préserver la couverture des secteurs.

Les engins pour les missions non-urgentes pourraient également être armés par un CIS non essentiel à la couverture opérationnelle afin de préserver la ressource dans les CIS « essentiels » en cas de forte sollicitation de ces derniers, qu'elle soit en cours ou à venir.

3.4. Limites d'actions du SDIS 25

3.4.1. Simultanéité des interventions

De nombreuses interventions peuvent avoir lieu simultanément, principalement sur les grandes agglomérations. Deux indicateurs seront proposés pour le suivi de ces concomitances dans le chapitre suivant, en lien avec les travaux du CPIO : le taux d'engagement des CIS d'agglomération et le cumul des besoins par CIS.

À eux deux, ils permettront de quantifier le besoin réel en moyens dans les CIS, sans faire appel aux outils probabilistes adoptés dans le précédent SDACR, utilisés à défaut des données opérationnelles aujourd'hui disponibles et des outils d'analyse actuels.

3.4.2. Perturbation de l'activité opérationnelle

Des aléas climatiques, sociétaux, etc., sans être en lien direct avec la couverture du risque complexe, peuvent générer indirectement des dysfonctionnements dans la réponse opérationnelle du SDIS sur le risque courant.

Ces événements imprévisibles peuvent perturber la capacité opérationnelle du SDIS au point que le service ne soit plus en mesure de garantir sa couverture opérationnelle prévue par le présent document, pendant le temps lié à cette gestion de crise et une réadaptation de la couverture nécessaires au retour à la normale. Dans ce cadre et en cas de besoin, le SDIS pourra faire appel aux moyens extra-départementaux prévus par les conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM) et/ou fournis par l'état-major interministériel de zone (EMIZ). - 749 -

Le présent SDACR s'appuie, pour le dimensionnement de la réponse et les critères de couverture, sur une évolution tangible de la sollicitation opérationnelle. En effet, le SDIS du Doubs n'a à ce jour jamais connu d'aléas impactant simultanés permettant l'étude et le dimensionnement des besoins nécessaires à assurer une réponse dans ces cas précis. Le service n'a en effet jamais cumulé simultanément des événements non prévus (fermeture d'un hôpital, grèves avec fort impact, conditions météorologiques défavorables, épidémie, etc.) ayant lieu sur notre territoire et une forte activité courante (SSUAP, OD, SR, RTN, INC).

4. Indicateurs de pilotage de l'activité opérationnelle

Les indicateurs proposés dans le précédent SDACR ont montré leurs limites dès lors qu'ils ont pu être effectivement visualisés par l'outil informatique Optimops. Afin de caractériser et d'anticiper au mieux les difficultés que peut rencontrer le SDIS sur le plan opérationnel, un certain nombre d'indicateurs complémentaires sera fourni par de nouvelles versions de ce logiciel et étudié par le comité de partage des indicateurs opérationnels (CPIO) afin d'accompagner au mieux, en mode dynamique, l'établissement pour faire face aux évolutions.

Ces indicateurs eux-mêmes devront être discutés, précisés et ajustés dans le cadre du CPIO (**Objectif 14. ; mesures 1, 2, 8**).

4.1. Indicateurs généraux

Le service désigné suivra les données opérationnelles existantes de manière à continuer à informer les décideurs de l'établissement, les services partenaires et l'autorité préfectorale. De manière non exhaustive, le nombre d'interventions, la charge opérationnelle, les motifs de départs et raisons de sortie, bandes audios d'appels et de messages, potentiel opérationnel seront collectés, suivis et interprétés régulièrement et, autant que faire se peut, seront mis à disposition à la demande.

Une interconnexion avec les données des entités fonctionnelles du SDIS (financières, de ressources humaines, de formation, de logistique, etc.) sera réalisée afin de corréler l'ensemble de l'activité du service avec la réponse opérationnelle.

4.2. Les retards

Le SDACR fixe des délais de couvertures qui conditionnent l'implantation géographique des moyens, relative à un objectif moyen sur une partie du territoire. Par conséquent, il n'est pas possible de considérer des moyens comme en « retard » au regard de ces délais.

Concernant la réponse opérationnelle, seul le premier engin sur les lieux compte (adapté en incendie ou SR, tout engin en SSUAP). En effet, du point de vue de la victime, la distinction entre les engins ne se fait pas. D'un point de vue opérationnel, les premiers intervenants contribuent à la stabilisation des situations en traitant les urgences vitales, pratiquant l'abordage de la victime ou transmettant un bilan secouriste, effectuant les sauvetages ou assurant la protection en incendie.

Ainsi, lors d'une mission de secours urgente, un engin doit arriver rapidement sur les lieux de l'intervention. Un temps excessif d'arrivée sur les lieux peut mettre en évidence des problématiques, pouvant être :

- Exogènes (indépendantes du SDIS) : circulation difficile, condition météorologique fortement dégradée, etc. Dans ce cas, le SDIS n'a pas d'emprise sur le problème ;
- Endogènes (relatives au SDIS) : engin du CIS de premier appel non disponible par manque de sapeurs-pompiers, délai de rassemblement trop important, mauvaise localisation du sinistre, etc. Dans ce cas, le problème vient de l'organisation du SDIS.

En consignant et analysant ces interventions, le SDIS peut corriger d'éventuels problèmes organisationnels et améliorer sa qualité de réponse.

Afin de pouvoir relever les interventions, le règlement opérationnel fixe des références de délais pour les interventions urgentes. Ces délais prennent en compte divers paramètres comme la catégorie du motif de départ (SSUAP, INC, AVP), le type d'engin visé ou encore la localisation du sinistre. - 750 -

Ces délais doivent être à la fois tolérants et précis. Ils doivent permettre de vraiment mettre en avant les interventions ayant présenté un problème.

Les sorties d'engins avec un délai d'arrivée sur les lieux dépassant les délais de références du RO seront considérées en « retards ».

Ces délais du RO seront un des indicateurs du suivi de l'activité opérationnelle (**Objectif 15. ; mesures 1, 2 et 8**).

4.3. Temps d'indisponibilité des CIS

4.3.1. Définition

Les interventions ne sont pas seules à pouvoir mettre en valeur les fragilités de la réponse opérationnelle. Ainsi, même si aucune intervention ne se produit à un instant « T », un CIS peut néanmoins être à cet instant dans l'incapacité de répondre à un motif de départ général (SSUAP, incendie principalement et dans un premier temps), du fait de son potentiel opérationnel trop faible à ce moment, quelle qu'en soit la cause.

Le temps d'indisponibilité d'un CIS relatif à un motif de départ général est donc la somme des périodes pendant lesquelles ce CIS n'est pas en mesure d'armer un engin adapté la réponse à ce motif (véhicule prompt secours, VSAV, FPT, etc.). Le motif de ces temps d'indisponibilité sera également suivi : manque de personnels, d'engins ou les deux à la fois.

4.3.2. Calcul des temps d'indisponibilité

Optimops sera chargé, en temps réel, de calculer le temps d'indisponibilité de chaque CIS en utilisant les données opérationnelles de disponibilité des agents, des engins et des départs en intervention.

4.4. Cumul de sollicitation d'un CIS

Lorsqu'un CIS est sollicité sur son secteur de premier appel (notion de rupture de CIS), quelle qu'en soit la raison, il est possible de déterminer le besoin en agents et engins cumulé dont il devrait disposer pour répondre pleinement à ses missions de secours. En réalisant une moyenne de cette donnée sur une période, on obtient le cumul de sollicitation du CIS. Cela correspond à ce dont il aurait eu besoin en termes d'engins et d'agents pour répondre parfaitement aux sollicitations auxquelles il a été soumis. Cet indicateur permet d'ajuster les moyens nécessaires pour assurer la simultanéité des départs sur les agglomérations.

Cet indicateur permettra d'ajuster les plans de déploiement et éclairera la chaîne de commandement, ainsi que le CPIO, sur les potentiels opérationnels et les engins nécessaires au maintien de la couverture opérationnelle de chaque CIS sur son secteur de premier appel, pour chaque motif de départ général. Il permettra d'assurer un suivi précis de la simultanéité des interventions sur les territoires.

4.5. Suivi des zones non couvertes

Des cartes seront produites pour suivre les zones Z1 à Z3 non couvertes dans les délais de couverture théoriques. Le temps pendant lequel une zone construite n'est pas défendu, ainsi que sa population (ramenée à l'habitation) constitueront un indicateur de la limite de réponse et permettront d'ajuster la couverture en termes d'effectifs, d'engins et de construction de CIS.

Ces éléments pourront être transmis en tant que de besoin aux autorités municipales afin de rendre compte de la réalité du maillage territorial du SDIS. En dynamique, cet indicateur sera en mesure de donner au CODIS des indications tangibles sur l'état de la réponse opérationnelle sur l'ensemble du territoire et justifier le refus d'effectuer une mission hors périmètre de l'article L1424-2 du CGCT ou de différer une intervention non urgente pour des raisons de maintien des moyens du secteur concerné.

4.6. Ruptures

4.6.1. Principe de rupture

Lorsqu'une intervention survient et que les effectifs et/ou le nombre d'engins d'un centre ne lui permettent pas d'intervenir, un autre centre est sollicité : on parle alors de rupture au niveau de ce CIS.

Parfois, en cascade, un bassin opérationnel dans son ensemble n'est à un instant donné pas en mesure de répondre à une sollicitation pour ces raisons. L'indicateur de rupture de service public doit permettre de mettre en exergue ces interventions ayant mis en difficulté le SDIS sur un territoire, de manière à pouvoir les analyser et remédier, lorsque cela est possible, aux ruptures relevées à répétition.

4.6.2. Qualification de la rupture

Le SDACR III définissait la rupture comme un retard en intervention causé par l'indisponibilité d'engins ou d'agents au niveau du centre de premier appel.

Le SDACR IV s'affranchit de la notion de retard au profit de la rupture caractérisée par une impossibilité d'intervenir au niveau d'un secteur. Il s'agira de caractériser la rupture par l'analyse croisée de l'ensemble des indicateurs recensés ci-avant.

Ces ruptures feront l'objet d'un suivi et d'une étude spécifiques en CPIO afin de déterminer les mesures correctives nécessaires.

4.7. Indicateurs hérités des travaux CPIO

Les indicateurs mis en place par le CPIO continueront d'être analysés en fonction de la nature des centres :

	Indicateurs	CPI	CPIR	CS	CSR sans garde	CSR avec Garde	CSP Montbéliard	CSP Besançon Centre	CSP Besançon Est	CSP Pontarlier
1	Présentation de l'activité opérationnelle (nombre d'interventions)	✓	✓	!	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	La charge opérationnelle en Hommes.heures	!	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
3	La ventilation par domaine d'activité des missions	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
4	La répartition des missions par jour de semaine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
5	La répartition des missions par créneau horaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
6	Le suivi des délais d'intervention	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
7	Le suivi des EJO des CIS et des EGO des CSP	✗	!	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓
8	Le suivi du taux de sollicitation des effectifs de garde						✓	!	!	✓
9	Le détail des niveaux de sollicitation des effectifs						✓	!	!	✓
10	Le détail des missions de secours simultanées						✓	✓	✓	✓
		✓	!	✗						

Tableau 8 : table de répartition des analyses à approfondir en CPIO (exemple du premier CPIO de 2023)

En particulier, en lien avec le paragraphe 3.3 de cette partie, le niveau de sollicitation des CIS permet de corriger, au besoin, les ressources des CIS pour répondre aux besoins opérationnels constatés. Le tableau ci-dessous représente cette analyse :

Niveau de sollicitation de l'effectif disponible (%)	Occurrences / heure 2020	Occurrences / heure 2021	Occurrences / heure 2022	Synthèse 2020	Synthèse 2021	Synthèse 2022	
90 - 100	2	7	7	48	105	115	Pic d'activité
80 - 89	16	20	26				
70 - 79	30	78	82	*0,5%*	*1,2%*	*1,3%*	
60 - 69	104	156	164	686	981	955	Activité soutenue
50 - 59	202	296	303				
40 - 49	380	529	488	*7,8%*	*11,2%*	*10,9%*	
30 - 39	696	837	817	8050	7674	7690	Activité courante
20 - 29	1124	1258	1293				
10 - 19	2034	1895	1915				
00 - 09	4196	3684	3665	*91,6%*	*87,6%*	*87,8%*	
TOTAL	8784	8760	8760				

Tableau 9 : évaluation du taux de sollicitation (exemple du CIS Besançon Centre lors du premier CPIO de 2023)

4.8. Suivi des indicateurs du SDACR

4.8.1. Critères et modalités du suivi des indicateurs

Les indicateurs seront corrélés entre eux, chacun séparément ne permettant pas de caractériser

Les moyens techniques nécessaires seront mis en place afin d'assurer un suivi des indicateurs en salle opérationnelle en temps réel, voire en mesures d'anticipation par prédiction opérationnelle.

De même, les indicateurs seront proposés au CPIO et à la chaîne de commandement, en fonction du niveau de précision requis. - 752 -

4.8.2. Attribution du suivi au CPIO

Le CPIO doit pouvoir être chargé de :

- Analyser et proposer d'améliorer la qualité des indicateurs opérationnels ;
- Proposer à la gouvernance des mesures correctives sur l'activité opérationnelle : armement des CIS en agents et engins, etc. (Objectif **16.** ; mesures 2, 5) ;
- Proposer de sensibiliser la population aux difficultés opérationnelles rencontrées par le SDIS (Objectif **17.** ; mesure 8).

Le RO consignera certaines orientations proposées par le CPIO afin de garantir l'évolution du suivi opérationnel dans une démarche qualité.

Risque courant : l'essentiel

L'activité courante est celle qui impacte le plus le SDIS : source de l'ultra-majorité des interventions, elle constitue la raison d'être du système. Pour cette raison, une analyse fine et continue doit être menée pour réajuster le champ de missions du SDIS. Ceci doit être mené en concertation avec les services concourants dans tous les domaines, hors incendie qui est une mission non partagée.

Le SDACR, dans sa nouvelle version, propose une réadaptation des délais de couverture afin de maintenir un niveau de réponse satisfaisant tout en pérennisant l'action de l'établissement sur le long terme. Ainsi, par exemple, les CIS sièges de compagnie devront renforcer leur potentiel opérationnel en journées ouvrables. Les zonages sont également adaptés à la réalité démographique, de même que le motif d'urgence de certaines interventions. Des outils techniques et délibératifs sont mis en place afin d'assurer un suivi des mesures adoptées et de les adapter pour garantir l'efficacité de notre système de secours, c'est-à-dire d'organiser une réponse opérationnelle temporelle et spatiale.

Ces mesures ont pour objectif de maintenir l'activité opérationnelle à un niveau performant, permettant de réguler la réponse en fonction du contexte et de concentrer les efforts là où le SDIS apporte sa force organisationnelle et humaine à l'ensemble de la population du Doubs.

Liste des objectifs de la partie D :

Le SDIS devra donc, en tout temps, disposer des données opérationnelles nécessaires au suivi, à l'analyse et au traitement de l'activité opérationnelle. Cela inclut les données de statuts, de potentiels opérationnels, de qualification des agents, de contenus audio des appels et messages, des relevés d'interventions en continu, etc. (**Objectif 2 ; mesure 2**).

Chaque premier semestre, le SDIS produira un rapport pour le CPIO et un rapport d'activité opérationnelle concentrant, pour l'année précédente, l'ensemble des données opérationnelles et indicateurs. (**Objectif 3 ; mesures 2, 7 et 8**).

Des développements nécessaires devront être pilotés par le SDIS comme précisé dans la convention d'adoption de l'outil avec le prestataire (**Objectif 4 ; mesure 2**).

La plus-value du respect d'un potentiel opérationnel de 6 agents sur ces CIS, sièges de compagnie, en journée ouvrable est ainsi un objectif à atteindre afin de faire face à l'activité opérationnelle prévisible en 2030 (environ 10 000 interventions sur 4 mois en SSUAP et incendie) (**Objectif 5 ; mesures 2, 3, 5 et 6**).

Optimops se présente ainsi comme un outil prépondérant pour le suivi, et le pilotage de l'activité opérationnelle du SDIS du Doubs. Le développement et l'adaptation de cet outil sont ainsi des axes de travail à mener à l'horizon de fin d'application de ce SDACR (**Objectif 6 ; mesure 2**).

Le présent SDACR a pour objectif de délimiter des zones en fonction de critères précis. Il se fonde sur les données concernant les zones construites de l'IGN puis de caractériser, par commune, l'importance de la population (ou de la densité) à défendre afin d'adapter le nombre de moyens à déployer en SSUAP (égalité de traitement sur le territoire) et la répartition des engins incendie (un centre-ville dense ou ancien sera davantage

propice à la propagation d'un incendie qu'un hameau ou une maison isolée des tiers) (**Objectif 7 ; mesures 1 et 2**).

En se basant sur les délais moyens et l'écart-type calculés sur l'activité opérationnelle annuelle, le tableau suivant donne les objectifs de délais de couverture pour les moyens adaptés sur 90% du territoire (**Objectif 8 ; mesure 1**).

Les interventions du domaine du secours routier prendront en compte les conclusions du groupe de travail dédié en mettant en place les objectifs décrits dans le paragraphe 1.1.4, à savoir l'adaptation d'engins et la formation d'agents aguerris à la désincarcération (**Objectif 9 ; mesure 4**).

Concernant les habitants des zones isolées (Z4), une sensibilisation et la mise en place de mesures préventives et d'accompagnement pourront être mises en œuvre (**Objectif 10 ; mesure 8**).

Les premières minutes étant déterminantes pour les victimes lors de la prise en charge de détresses graves, les missions SSUAP pourraient judicieusement, à terme, être optimisées par le renforcement de la couverture territoriale en secteurs de secours médicalisés/paramédicalisés complémentaires du SMUR (13 secteurs à terme), sous réserve de disposer des ressources humaines nécessaires au sein du SSSM afin d'assurer les permanences (sapeurs-pompiers volontaires en particulier). Dans les cas où, en sus de la médicalisation/paramédicalisation des interventions des sapeurs-pompiers, qui constitue une mission réglementaire du SSSM, les autorités de santé (ARS notamment) souhaiteraient intégrer ces dispositifs par carence ou complémentarité aux moyens de santé, une contrepartie financière pourrait être exigée par le SDIS (**Objectif 11.; mesure 5**).

L'atteinte des délais de couverture, en tant que moyenne des délais de réponse opérationnelle sur 90% du territoire (zones Z1 à Z3) sera évaluée par le CPIO de façon annuelle et communiquée en séance du CASDIS. Les délais de réponse opérationnelle fixés par le règlement opérationnel doivent être vérifiés et plusieurs indicateurs sont à prendre en compte (**Objectif 12., mesures 1 et 2)**.

Les interventions seront réparties dans les niveaux d'urgence dans le RO (**Objectif 13 ; mesures 1, 2 et 7**).

Les indicateurs opérationnels devront être analysés en CPIO (**Objectif 14 ; mesures 1, 2, 8**).

Les délais du RO (délais de réponse opérationnelle et d'arrivée sur les lieux) seront un des indicateurs du suivi de l'activité opérationnelle (**Objectif 15. ; mesures 1, 2 et 8**).

Proposer des mesures correctives sur l'activité opérationnelle : armement des CIS en agents et engins, à la gouvernance, etc. (**Objectif 16. ; mesures 2, 5**) ;

Communiquer et sensibiliser les élus et la population aux difficultés opérationnelles rencontrées par le SDIS (**Objectif 17. ; mesure 8**).

E. RISQUE COMPLEXE

Cette partie traite de l'analyse et de la couverture des risques complexes présents dans le département du Doubs.

1. Frontière entre risque courant et risque complexe

Le SDACR III distinguait le risque particulier du risque courant sur la base, principalement, de l'intervention des équipes spécialisées. Le guide élaboré par la DGSCGC du ministère de l'intérieur, distingue les risques selon les critères suivants :

Graduation des risques	Types de risques	Dimensionnement de la réponse	Emprise géographique de l'événement
Risques courants de la vie quotidienne	- secours d'urgence aux personnes - accidents de circulation - lutte contre les incendies - opérations diverses	Quelques engins du SIS concerné (incluant les moyens mobilisés au titre d'une CIAM).	Communale
Risques complexes de niveau 1	- secours d'urgence aux personnes - accidents de circulation - lutte contre les incendies - opérations diverses - risques technologiques - risques naturels (glissement de terrain, avalanches, inondations, intempéries…) - feux de forêts - transports	Nombreux engins du SIS concerné (incluant les moyens mobilisés au titre d'une CIAM)	Communale à départementale
Risques complexes de niveau 2		Nombreux engins du SIS concerné (incluant les moyens mobilisés au titre d'une CIAM), avec une nécessité de coordination des moyens des autres acteurs concourant aux réponses de sécurité civile	Communale à départementale
Risques complexes de niveau 3	- risques sociétaux (grands événements et grands rassemblements de personnes, les violences urbaines et les agressions, les mouvements sociaux…) - tuerie de masse et effets potentiels de la menace	Nombreux engins des SIS concernés et SIS limitrophes, avec une nécessité de coordination des moyens des autres acteurs concourant aux réponses de sécurité civile	Extra-départementale

Tableau 10 : répartition des niveaux de risque selon le guide DGSCGC (2020)

Pour le SDIS 25, l'échelle doit correspondre à la fois aux usages et à la notion de « nombreux » engins précisée dans le tableau ci-dessus. Le principe de prise en compte d'équipes spécialisées n'est pas évoqué dans le guide : pour autant, l'analyse du risque complexe concourt à la quantification du besoin de couverture en moyens et potentiels RH des équipes spécialisées.

Dans la plupart des cas, la limite entre risques courants et risques complexes sera basée sur un nombre d'engins, jusqu'à l'échelle du groupe, quel que soit le motif de départ.

À titre d'exemple, la grêle sur le territoire du Russey ayant détruit en juillet 2022 environ 1000 toitures sur 9 communes dépassait les capacités opérationnelles du SDIS du Doubs et a nécessité des renforts extra-départementaux. Cette opération s'inscrit dans le risque complexe de niveau 3.
Les vents violents sur la commune de Montlebon en juillet 2023 ont détruit une maison et endommagé des toitures à l'échelle d'un quartier (de 10 à 20 habitations environ) et ont pu être gérés par le SDIS, portant cet événement au niveau complexe 2.

Dès lors, les critères suivants semblent permettre un alignement entre les pratiques départementales, le guide de référence et les échelons de commandement (CDT) sapeurs-pompiers voire les niveaux de direction des opérations de secours (DOS) : - 755 -

Risque	CDT	DOS	SSUAP	INC	OD	RTN
Courant	Chef de groupe	Maire	≤1 groupe			Levée de doute Prise en charge 1 victime dans un milieu contraint
Complexe 1	Chef de colonne	Maire	1< besoin ≤ 4			Plusieurs spécialités engagées ; plusieurs victimes
Complexe 2	Chef de site	Préfet	Échelon 2 SNV	Feu industriel de moyenne ampleur	Tempête niveau quartier (jusqu'à 4 groupes)	Nombreux moyens spécialisés engagés ; haute technicité
Complexe 3	Chef de site	Préfet ou national	SNV au-delà de l'échelon 2	Feu industriel de grande ampleur	Tempête niveau communal (plus de 4 groupes)	Très nombreux moyens spécialisés, chantier de grande envergure

Le SDIS du Doubs s'engage à couvrir les risques jusqu'au niveau de risque complexe 2. Pour le niveau 3, des renforts interservices et extra-départementaux sont requis *a priori*.

2. Traitement des victimes dans le risque complexe

La présente partie précise les modalités de prise en compte générales des victimes pour l'ensemble des risques complexes et ne sera pas abordée dans la suite du document pour la couverture et les conséquences potentielles des scénarios dimensionnants retenus.

En effet, Une victime d'un risque complexe peut présenter des caractéristiques d'évacuations et traitement particulier à la situation (ensevelissement, contaminations, milieu difficile d'accès, …). Une fois cette partie effectuée, la victime peut être prise en charge de façon similaire au SSUAP du risque courant.

D'autre part, le risque complexe peut induire un grand nombre de victimes de façon simultanée. Dans ce cas, les victimes suivront un processus de traitement SSUAP lié aux situations à nombreuses victimes (SNV).

Une SNV se caractérise par plusieurs facteurs dont, notamment :

- Le nombre de victimes ;
- L'état des victimes (graves, légers, impliqués) ;
- La distance entre la zone de traitement de victimes et l'hôpital le plus proche ;
- La capacité d'accueil des hôpitaux

L'ensemble de ces facteurs vont impacter le dimensionnement des moyens à mettre dans la réponse opérationnelle, à savoir, de façon non exhaustive :

- Le dimensionnement d'un ou plusieurs points de regroupement des victimes (PRV) ;
- Le nombre de postes médicaux avancés (PMA) ;
- Le besoin en VSAV et véhicules de transport en commun nécessaires, en particulier pour les norias d'évacuation ;

- Le nombre de VTU pour le centre d'accueil des impliqués (CADI) et cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP).

Aujourd'hui, les déclinaisons des dispositions générales ORSEC NOVI (nombreuses victimes) au sein du SDIS méritent d'être revues. De plus, l'activation du NOVI dépend du Préfet.

Le présent SDACR fixe l'objectif de reprendre la déclinaison des dispositions « NOVI » au niveau du SDIS 25 en proposant un « Plan rouge » permettant au SDIS de pouvoir activer des dispositions sur une SNV ce plan interne, lui permettant de pouvoir activer ses propres dispositions sur ces interventions (**Objectif 18. ; mesures 2, 5)**.

Scénario dimensionnant : situation à nombreuses victimes « Plan rouge »

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- d'un 1er échelon plan rouge à 90 min sur 90% des Z1 à Z3 en capacité de traiter sur site 20 victimes par heure ;
- d'un 2ème échelon plan rouge en capacité de porter, en complément du 1er échelon, la capacité de traitement à 40 victimes par heure.

Limite d'action du SDIS du Doubs

Au-delà des échelons 1 et 2 des situations à nombreuses victimes, le SDIS du Doubs fera appel à des moyens extra-départementaux.

3. Définitions et éléments de méthode

3.1. Définitions

3.1.1. Définition du risque

On appelle risque le produit d'un aléa (événement susceptible de porter atteinte aux personnes, aux animaux, aux biens et/ou à l'environnement) et d'un enjeu (personnes, animaux, biens ou environnement) susceptible de subir des dommages et des préjudices.

Un événement grave observé en un lieu désert n'est donc pas un risque important. Mais un événement moyennement grave survenant dans une zone à forte présence humaine représente un risque non négligeable.

Un risque est considéré comme majeur lorsque aléas et enjeux sont forts, lorsqu'il est susceptible de dépasser les moyens de réaction des services de secours et/ou que ses conséquences sur le tissu socio-économique sont de nature à affecter durablement la zone touchée. Le risque majeur est caractérisé par des conséquences très importantes même si sa probabilité est faible[12].

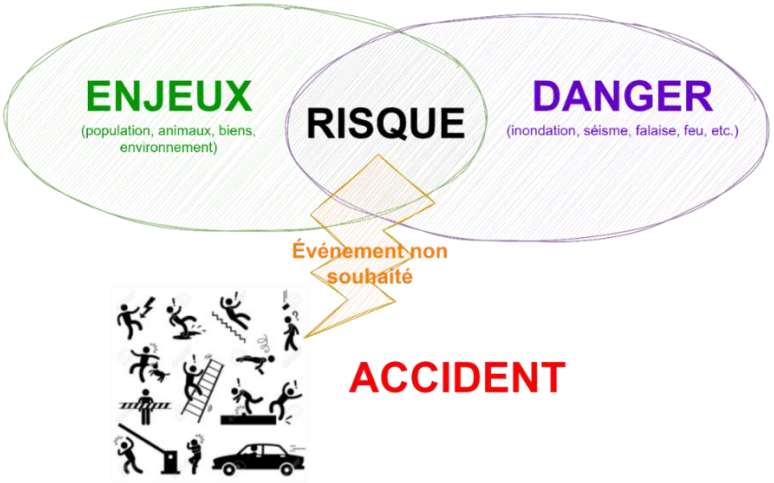


Figure 37 : Schéma du mécanisme d'accident

[12] *Préfecture du Val-D'Oise*

3.1.2. Caractérisation du risque complexe

Les risques complexes se caractérisent par une faible voire très faible probabilité d'occurrence associée à une gravité forte en termes d'effets sur les personnes, les animaux, les biens et l'environnement. Les risques dits complexes sont apparentés aux « risques particuliers » de l'ancien guide méthodologique SDACR mais requalifiés comme tels dans une logique de cohérence avec les contrats territoriaux de réponse aux risques et aux menaces (CoTRRiM).

Ils sont classés par type, selon qu'ils ont une origine anthropique (technologique ou sociale) ou naturelle, et sont couverts en fonction de leur emprise territoriale (locale, départementale ou extra-départementale). Le niveau de risque correspond au nombre de moyens requis pour assurer leur gestion et préparer le retour à la normale (ce dernier est hors champ de mission du SDIS).

La menace est, de manière générale, l'exploitation intentionnelle à des fins malveillantes d'une ou plusieurs vulnérabilités se concrétisant par des conséquences sur la vie des populations, les infrastructures, les installations, l'environnement et/ou les systèmes indispensables au fonctionnement de la collectivité et des institutions. On distingue :

- le terrorisme : ensemble d'actes de violence (attentats, prises d'otages, etc.) commis par une organisation ou un individu pour créer un climat d'insécurité, pour exercer un chantage sur un gouvernement, pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système (définition Larousse) ;
- les actes de malveillance coordonnés et organisés : formes de violence extrême contre les personnes, les animaux, les biens et/ou l'environnement (ex : mouvements extrémistes de contestation) qui ne peuvent pas être qualifiés d'actes terroristes mais qui désorganisent fortement le fonctionnement de la vie économique et sociale et ont des effets potentiels, par exemple, sur la santé des personnes ou l'environnement. Ils peuvent se caractériser par des intrusions dans des infrastructures critiques, des dégradations de systèmes vitaux, des violences communautaires...

Les risques complexes et les menaces identifiés au sein du SDACR s'inscrivent en cohérence avec ceux recensés dans les CoTRRiM départemental et zonal.

3.2. Inventaire des risques

L'inventaire des risques présents sur le département du Doubs est bâti à partir de nombreuses sources. Parmi celles-ci, on retrouve le CoTRRiM, le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) du Doubs, ainsi que des données des communes et intercommunalités (document d'information communal sur les risques majeurs -DICRIM-, plan communal ou intercommunal de sauvegarde -PCS, PICS) et les données propres du SDIS 25 (base de données et inventaire du SDACR III). L'étude des SDACR d'autres SIS permet également un éclairage original pris en compte dans la présentation des risques complexes.

Une sélection de certains risques a été effectuée en amont, de manière à ne pas traiter des risques ne concernant pas le territoire, tels, par exemple, dans le cas du Doubs, volcanique, centrales électriques nucléaires ou submersion marine.

3.2.1. Risques naturels

- Aléas climatiques ;
- Inondations ;
- Mouvements de terrains ;
- Feux de forêts et d'espaces naturels ;
- Grands barrages ;
- Sismiques ;
- Avalanches.

3.2.2. Risques technologiques

3.2.2.1. *Industriels*

- Carrières
- Dépôts de gaz naturel
- Dépôt d'hydrocarbures liquides
- Industries

- Entrepôts
- Silos de céréales, matières organiques
- Exploitations agricoles importantes
- Transport d'énergie électrique

3.2.2.2. *Transport*

- TMD route
- TMD fluvial
- TMD pipeline
- Transports collectifs routiers
- Transports collectifs ferroviaires
- Transports collectifs fluviaux
- Transports collectifs téléguidés
- Transports collectifs aériens

3.2.2.3. *Bâtiments et constructions*

- Ouvrages d'art
- Bâtiments collectifs
- Bâtiments administratifs ou techniques sensibles
- Patrimoines historiques ou culturels

3.2.3. Risques sociétaux

- Violences urbaines ;
- Grands rassemblement et mouvements sociaux ;
- Épidémiologie ;
- Épizootie ;
- Menace terroriste conventionnelle et non conventionnelle.

3.3. Méthode d'analyse et de couverture des risques complexes

Chaque risque sera analysé dans la suite du document selon les différentes parties décrites ci-dessous.

3.3.1. Définition du risque

Chaque risque est décrit en prenant en compte l'organisation du SDIS, les descriptions du DDRM et du CoTRRiM ou des informations provenant, de façon non-exhaustive, de météo-France et différents sites officiels de données publiques.

Cette partie a pour objectif de définir les terminologies et les mécanismes source, flux, cible caractérisant un risque.

3.3.2. Conséquences potentielles du risque

Les conséquences du risque sont évaluées sur la base des documents de référence (CoTTRiM, DDRM, SDACR III, etc.). On liste les effets directs et indirects pouvant survenir.

Toutefois, le nombre et la qualité des victimes ne pouvant pas être déterminés à l'avance, leur prise en compte, notamment en ce qui concerne les situations à nombreuses victimes, est traitée partie 2.

3.3.3. Localisation du risque

Chaque risque est caractérisé en fonction de la localisation du danger afférent, à savoir diffus ou localisé (auquel on peut attribuer un zonage).

La gestion des données concernant les bassins de risque est recensée par les outils de cartographie mis à disposition par le service d'information géographique (SIG). Les données utilisées proviennent de différentes sources, de façon non-exhaustive : le DDRM, le site géo-risque, différents sites officiels de données publiques et données internes du SDIS (opérationnelles).

3.3.4. Caractérisation départementale du risque

Cette partie identifie les facteurs locaux caractéristiques du risque (installations classées, zones soumises à PPRI, …) et relève l'historique des événements et accidents survenus sur le département.

3.3.5. Les objectifs de couverture du SDIS du Doubs

Scénario dimensionnant retenu pour couvrir le risque

Un scénario dimensionnant (ou réaliste) est un scénario opérationnel basé sur le retour d'expérience local, national voire international. Ce scénario tient compte également des limites d'actions du SDIS pour y répondre. Il sert à dimensionner la réponse du SDIS face à un risque majorant.

Certains scénarios, de par leur nature diffuse et fortement aléatoire, ne permettent pas un dimensionnement précis des ressources nécessaires à leur résolution. Dans ce cas, les objectifs décriront les ressources disponibles pour y répondre et il appartiendra à la chaine de commandement d'évaluer un besoin dépassant les capacités opérationnelles du SDIS.

Ensuite, cette partie décrit la réponse opérationnelle que le SDIS se donne comme objectifs pour couvrir le risque décrit. Les objectifs sont déclinés en grands axes qui décrivent la réponse aux travers :

- De la marche générale des opérations à appliquer ;
- De l'action des équipes spécialisées ;
- De l'action des moyens d'appui ;
- Du dimensionnent de certains groupes d'interventions.

Ces objectifs sont rédigés au regard des éléments de la méthode d'analyse et sur les constatations des spécialistes, du SDIS.

3.3.6. Limite d'action du SDIS du Doubs

Le SDIS 25 ne se fixe pas pour objectif de couvrir simultanément deux scénarios de risques complexe. En effet, quand un évènement de risque complexe se réalise, on considère qu'il est suffisamment improbable qu'un autre risque se produise simultanément, au moins pendant la période de crise.

D'autre part, des moyens traditionnels concourant à la couverture de ces risques, la survenue d'un scénario de cette nature affecte la couverture des risques courants. Afin de pallier à ce problème, les secteurs concernés font l'objet d'une recouverture opérationnelle dans les meilleurs délais.

L'engagement du SDIS pour des missions autres que celle que la réglementation lui attribue et pour lesquelles il n'est pas dimensionné, notamment des missions d'assistance aux populations, se traduit par une diminution de ses capacités opérationnelles. Si cet engagement est imposé par réquisition de l'autorité de police administrative dans la phase aigüe de la crise, un désengagement progressif devra être opéré au plus vite, afin de récupérer le potentiel opérationnel nécessaire à la réponse face au risque courant ou un autre événement lié au risque complexe.

Certains scénarios, de portée extra-départementale, requièrent des moyens supérieurs aux capacités spatiales et temporelles du SDIS. Ils ne pourront pas être pris en référence pour une couverture opérationnelle dans le cadre du SDACR et devront faire l'objet d'études extra-départementales à zonales, voir nationales (ordres zonaux et nationaux d'opération, CoTTRiM, etc.).

4. Analyse et couverture des risques complexes

De façon générale, pour la couverture du risque complexe, le SDIS dispose :

- des moyens alloués au risque courant ;
- des personnels et outils de la chaîne de commandement ;
- des moyens transversaux logistiques ;
- des astreintes logistiques et informatiques ;
- des groupes d'intervention spécialisés dont les drones, servant à l'appui tactique de la chaine de commandement ;
- de techniques opérationnelles et de moyens évolutifs prenant en compte de nouvelles problématiques liées au changement climatique (sécheresse, canicules, tempêtes, etc.) ;

❖ de tout autre outil technique ou logiciel issu de l'innovation et de l'évolution des techniques opérationnelles. - 760 -

Des moyens et compétences spécifiques sont nécessaires en réponse aux différents aléas. Dans chaque cas, ces éléments sont précisés.

4.1. Risques naturels

4.1.1. Aléas climatiques

4.1.1.1. *Définition des risques*

Vent violent

Un vent est estimé violent donc dangereux lorsque sa vitesse atteint 80 km/h en vent moyen et 100 km/h en rafale à l'intérieur des terres.

Toutefois, ce seuil varie selon les régions, il est par exemple plus élevé pour les régions littorales ou la région sud-est.

L'appellation tempête est réservée aux vents atteignant 89 km/h (force 10 Beaufort).

La mesure du vent est toujours une moyenne sur une période précise. En météorologie, on utilise :

- ❖ le vent moyen sur 10 minutes mesuré à 10 mètres de hauteur,
- ❖ la rafale mesurée sur environ 0,5 seconde.

Neige et verglas

La neige est une précipitation solide qui tombe d'un nuage et atteint le sol lorsque la température de l'air est négative ou voisine de 0°C. En plaine, des épisodes de neige se produisent fréquemment dès novembre et parfois jusqu'en mai.

On distingue 3 types de neige selon la quantité d'eau liquide qu'elle contient : sèche, humide ou mouillée. Les neiges humides et mouillées sont les plus dangereuses. Elles se compactent et adhèrent à la chaussée, aux câbles électriques, voire aux caténaires de la SNCF.

Le verglas est lié à une précipitation : c'est un dépôt de glace compacte provenant d'une pluie ou d'une bruine qui se congèle en entrant en contact avec le sol. Cette eau a la particularité d'être liquide malgré sa température négative : il s'agit d'eau "surfondue". La température du sol est généralement voisine de 0 °C, mais elle peut être légèrement positive.

Orages

Un orage est un phénomène atmosphérique caractérisé par une série d'éclairs et de coups de tonnerre. Il est toujours lié à la présence d'un nuage de type cumulonimbus et est souvent accompagné par un ensemble de phénomènes violents : rafales de vent, pluies intenses, parfois grêle, trombe et tornade.

Le cumulonimbus est un nuage d'un diamètre de 5 à 10 km, très développé verticalement, pouvant s'élever jusqu'à 16 km d'altitude. Se nourrissant d'air chaud et humide, son énergie est considérable ; chaque seconde, un gros cumulonimbus peut aspirer 700 000 tonnes d'air et absorber ainsi 8 800 tonnes de vapeur d'eau. Le même nuage peut renvoyer à la surface terrestre 4 000 tonnes d'eau sous forme d'eau liquide, de neige ou de grêle.

L'orage génère éclairs, foudre et tonnerre ; la France reçoit en moyenne un million d'impacts de foudre par an.

Canicule

Le mot « canicule » désigne un épisode de fortes chaleurs, de jour comme de nuit, sur une période prolongée. L'intensité de la chaleur ne dépend pas seulement des températures « brutes », mais également de la vitesse du vent et de l'hygrométrie. À titre indicatif, dans le département du Doubs, une canicule se caractérise par des indices bio météo supérieurs à 33 le jour et 19 la nuit.

La canicule, comme le grand froid, constitue un danger pour la santé de tous. Une forte chaleur devient dangereuse pour la santé dès qu'elle dure plus de trois jours. En France, la période des fortes chaleurs pouvant donner lieu à des canicules s'étend généralement du 15 juillet au 15 août, parfois depuis la fin juin. Des jours de fortes chaleurs peuvent survenir en dehors de cette période.

Grand froid

C'est un épisode de temps froid caractérisé par sa persistance, son intensité et son étendue géographique. L'épisode dure au moins deux jours.

Les températures atteignent des valeurs nettement inférieures aux normales saisonnières de la région concernée. - 761 -

En France métropolitaine, les températures les plus basses de l'hiver surviennent habituellement en janvier sur l'ensemble du pays. Mais des épisodes précoces (en décembre) ou tardifs (en mars ou en avril) sont également possibles.

Depuis 2002, Météo-France participe au Plan Grand Froid destiné à secourir les personnes sans-abri et depuis 2004, la carte de vigilance de Météo-France intègre le risque de grand froid.

4.1.1.2. *Conséquences potentielles des risques*

Effets directs	Effets indirects
❖ Accidents routiers ; ❖ Affluence autour des points d'eau ; ❖ Baisse du niveau des rivières et des nappes phréatiques ; ❖ Chutes d'arbres ; ❖ Dégâts matériels (voitures, toitures) ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux, édifice ; ❖ Destruction totale ou partielle de l'outil de production ; ❖ Dommage sur les parcs animaliers ; ❖ Dommages sur les milieux agricoles (bétail et cultures) ; ❖ Habitations isolées par la neige ; ❖ Mise en danger des populations les plus fragiles ; ❖ Restriction d'eau ; ❖ Usagers de la route isolés ; ❖ Voies de communication obstruées.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Baisse de l'activité économique agricole ; ❖ Chômage technique ; ❖ Confinement de personnes ; ❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Hébergement d'urgence ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation ; ❖ Ralentissement dans la distribution des secours ; ❖ Rupture d'alimentation en énergie ; ❖ Rupture des approvisionnements.

4.1.1.3. *Localisation des risques*

Les risques climatiques tels que les vents violents, les orages, la neige, le verglas, les fortes précipitations, le grand froid ou la canicule peuvent survenir de façon diffuse sur l'ensemble du département (avec toutefois des chutes de neige plus fréquentes et plus abondantes sur le massif du Jura).

4.1.1.4. *Caractéristiques départementales des risques*

Le département rencontre peu d'aléas climatiques de grande ampleur. Cependant des épisodes d'envergure plus modérés sont réguliers. Les hivers sont moins rudes mais toujours marqués par des périodes de grands froids, de neige et de verglas. Les étés présentent régulièrement des phases caniculaires et de sécheresse. Des épisodes de vents violents, tempêtes et orages surviennent plusieurs fois par an.

Toutefois, on relève quelques événements particulièrement violents ces dernières années.

On citera l'orage de grêle de juillet 2022 sur le secteur du Russey. Plus de 800 interventions d'opérations diverses ont été menées à cette occasion pendant plus d'une semaine avec le soutien de plusieurs SDIS de la région EST venus en renfort.

On relève également l'apparition de deux tornades sur les dernières années. Une à Levier en juillet 2023 et une aux Verrières-de-Joux le 22 juin 2021 classé au niveau 1 de l'échelle de Fujita.

4.1.1.5. *Objectifs de couverture du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Tempêtes, tornades impactant des habitations et voies de communication.

Afin de répondre à ce type de risque diffus, mais susceptible d'impacter des surfaces conséquentes, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer : - 762 -

- de lots génériques (assèchement, épuisement) en capacité d'effectuer des opérations de protection de biens en simultané ;
- de moyens spécifiques (soutien, transport, pompage, etc.) en capacité de concourir à la protection de biens ;
- d'un lot de bâchage permettant le traitement d'environ 200 habitations individuelles ;
- d'une unité de prompt secours constituée de 2 sauveteurs SMPM à 60 min 90% du temps en zones Z1 à Z3 en capacité de débuter un sauvetage de vie humaine en milieu inaccessible ou périlleux ;
- d'une unité SMPM;
- de moyens dotés de capacités de franchissement spécifiques ou d'évolution en milieux particuliers ou difficiles d'accès (motoneiges, engins tous terrains et tous chemins légers et lourd).

4.1.1.6. *Limites d'action du SDIS du Doubs*

L'assistance à la population (par exemple la sécurisation pérenne d'une toiture relève d'un « Homme de l'art » et non des sapeurs-pompiers), les nettoyages de bâtiments et voies de circulation, la remise en état des axes de circulation ne rentrent pas dans les attributions légales du SDIS.

4.1.2. Inondations

4.1.2.1. *Définition du risque*

Les pluies intenses apportent sur une courte durée (d'une heure à une journée) une quantité d'eau très importante. Cette quantité peut égaler celle reçue habituellement en un mois (normale mensuelle) ou en plusieurs mois.

Les fortes précipitations peuvent résulter de plusieurs phénomènes météorologiques :

- des orages violents et stationnaires ;
- une succession d'orages localisés ;
- une perturbation associée à des pluies étendues.

Les pluies en ruisselant et se concentrant dans les cours d'eau peuvent causer des inondations. L'inondation peut être due à une montée lente des eaux en région de plaine, à la formation rapide de crues torrentielles ou au ruissellement pluvial.

L'importance de l'inondation dépend de trois paramètres : la hauteur d'eau, la vitesse du courant et la durée de la crue.

Ces paramètres sont conditionnés par les précipitations, mais également par l'état du bassin versant et les caractéristiques du cours d'eau.

4.1.2.2. *Le niveau de vigilance du phénomène « pluie-inondation » qualifie le risque de fortes précipitations, éventuellement accompagnées d'inondations pouvant résulter ou non du débordement de cours surveillés par L'État.Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux ; ❖ Destruction totale ou partielle de l'outil de production ; ❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Dommage sur les parcs animaliers ; ❖ Dommages sur les milieux agricoles (bétail et cultures) ; ❖ Isolement et mise en danger personnes ; ❖ Menace aux biens ;	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Chômage technique ; ❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation ; ❖ Ralentissements dans la distribution des secours ;

❖ Pollution eau potable ; ❖ Usagers de la route isolés ; ❖ Voies de communication obstruées.	❖ Rupture d'alimentation en énergie ; ❖ Rupture des approvisionnements.

4.1.2.3. *Localisation du risque*

Le risque d'inondation se situe essentiellement dans les vallées du Doubs, de la Loue et de l'Ognon et concerne principalement le Doubs, la Loue, l'Allan, la Savoureuse, le Lison et l'Ognon.

Ce risque est localisé aux zones des cours d'eau et sur des surfaces de plaines, à l'exception de la rupture du barrage du Châtelot.

4.1.2.1. *Caractéristiques départementales du risque*

Le Doubs comporte plusieurs cours d'eau et donc des plans de préventions du risque inondation (PPRI) sont mise en place.

Les PPRI constituent un outil essentiel de la politique de prévention contre les inondations. Ils visent par ailleurs à mieux connaître et surveiller les phénomènes naturels, ainsi qu'à sensibiliser et informer les populations. 8 PPRI sont en vigueur dans le département, pour plus de 200 communes concernées.

Le département rencontre régulièrement des épisodes d'inondations mineurs. Cependant, des événements importants surviennent tous les 5 à 10 ans. Le dernier épisode en dates est celui de janvier 2018, une inondation sur tout le département par l'Allan, le Doubs, La Loue et l'Ognon.

4.1.2.2. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Inondations liées aux crues torrentielles ou Inondations liées à la montée progressive des eaux avec ou sans rupture de digue ou inondation par ruissellement

Afin de répondre à ce type de risque localisé mais susceptible d'impacter des surfaces conséquentes, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- ❖ de sauveteurs aquatiques en capacité d'identifier les risques liés aux courants, de sécuriser les intervenants, d'effectuer des mises en sécurité et des sauvetages en eaux vives ;
- ❖ d'embarcations en capacité d'effectuer des reconnaissances, des mises en sécurité ou des sauvetages au niveau des zones inondées ;
- ❖ d'une unité subaquatique en capacité de sécuriser les intervenants, d'effectuer des reconnaissances et sauvetages en milieu subaquatique ;
- ❖ de lots génériques (assèchement, épuisement) en capacité d'effectuer des opérations de protection de biens de lots (assèchement, épuisement) en capacité d'effectuer des opérations de protection de biens en simultané ;
- ❖ de moyens spécifiques (soutien, transport, pompage) en capacité de concourir à la protection de biens ;
- ❖ de moyens dotés d'une capacité de franchissement spécifique (motoneiges, engins tous terrains et tous chemins légers et lourds).

Le SDIS du Doubs devra optimiser la distribution des embarcations et personnels formés pour répondre au mieux à ce risque. En effet, le maintien en état des matériels et en compétences des agents doit être en phase avec une réponse optimale à cet aléa **(Objectif 19. ; mesures 2 et 5)**.

4.1.2.3. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

L'assistance à la population (retour à la normale déblaiement et nettoyage de bâtiments et circulations, prise en charge de matériels, etc.), les nettoyages de chaussées, la remise en état des axes de circulation ne rentrent pas dans les attributions du SDIS.

4.1.3. Mouvements de terrains

4.1.3.1. *Définition du risque*

Les affaissements et les effondrements

Ces phénomènes sont liés à la présence de cavités souterraines d'origine naturelle (phénomènes de dissolution ou de suffusion favorisés par la circulation souterraine d'eau, notamment dans les matériaux solubles tels le

calcaire ou le gypse) ou anthropique (exploitation souterraine dans les marnières, carrières ou mines laissées à l'abandon, creusement de sapes de guerre durant la Première Guerre Mondiale). - 764 -

- Les affaissements : Ce sont des dépressions topographiques en forme de cuvette dues au fléchissement lent et progressif des terrains de couverture. Certains sols compressibles peuvent se tasser sous l'effet de surcharges (constructions, remblais) ou en cas d'assèchement (drainage, pompage). Ce phénomène est à l'origine du tassement de sept mètres de la ville de Mexico et du basculement de la tour de Pise.
- Les effondrements : Ils résultent de la rupture des appuis ou du toit d'une cavité souterraine, rupture qui se propage jusqu'en surface de manière plus ou moins brutale, et qui détermine l'ouverture d'une excavation grossièrement cylindrique. Les dimensions de cette excavation dépendent des conditions géologiques, de la taille et de la profondeur de la cavité ainsi que du mode de rupture. Ce phénomène peut être ponctuel ou généralisé et dans ce cas concerner des superficies de plusieurs hectares. S'il est ponctuel, il se traduit par la création de dolines plus ou moins importantes dont le diamètre est généralement inférieur à cinquante mètres.

Les éboulements et les chutes de pierres et de blocs

L'évolution naturelle des falaises et des versants rocheux engendre des chutes de pierres et de blocs ou des éboulements en masse.

Les blocs isolés rebondissent ou roulent sur le versant, tandis que dans le cas des éboulements en masse, les matériaux « s'écroulent » à grande vitesse sur une très grande distance.

La forte interaction entre les éléments rend la prévision de leurs trajectoires et rebonds complexe, et donc leur modélisation difficile.

Ces phénomènes sont la résultante de paramètres :

- naturels : le pendage des couches géologiques, leur état de fracturation, d'altération, leur perméabilité ; les circulations et la rétention d'eau au sein des formations ; l'alternance du gel et du dégel de l'eau présente dans les terrains ; les séismes…
- anthropiques : le développement des activités humaines (habitations, parkings, voiries, etc.) entraîne une imperméabilisation du sol qui peut conduire à une concentration des écoulements d'eau dans des zones sensibles.

Les rejets d'eau, le rabattement des nappes par pompage, ainsi que les canalisations souterraines cassées sont également des facteurs aggravants. Les opérations de tracé des routes en montagne peuvent entraîner un raidissement de la pente conduisant à l'apparition de chutes de pierre. Dans le cas d'utilisation d'explosifs pour les travaux, les vibrations occasionnées peuvent déstabiliser des ensembles de blocs.

Les glissements de terrain

Il s'agit du déplacement lent d'une masse de terrain cohérente le long d'une surface de rupture. Cette surface a une profondeur qui varie de l'ordre du mètre à quelques dizaines voire quelques centaines de mètres dans des cas exceptionnels.

Les volumes de terrain mis en jeu sont alors considérables. Les vitesses d'avancement du terrain peuvent varier jusqu'à atteindre quelques décimètres par an. Lorsqu'il y a rupture, ces vitesses peuvent atteindre quelques mètres par jour durant la période la plus active.

Les paramètres influençant l'aléa sont naturels et anthropiques.

Retrait-gonflement des sols argileux

Le phénomène retrait-gonflement se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface : on parle de retrait. À l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement. Des tassements peuvent également être observés dans d'autres types de sols (tourbe, vase, lœss, sables liquéfiables, etc.) lors des variations de leur teneur en eau.

La lenteur et la faible amplitude du phénomène retrait-gonflement le rendent sans danger pour l'Homme, mais des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles sont susceptibles d'apparaître.

4.1.3.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects

❖ Destruction de zones boisés, réorganisation cours d'eau ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux, édifice ; ❖ Destruction totale ou partielle de l'outil de production ; ❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Dommage sur les parcs animaliers ; ❖ Dommages sur les milieux agricoles (bétail et cultures) ; ❖ Glissements et remodelage des terrains ; ❖ Pollution eau potable.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Chômage technique ; ❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation ; ❖ Rupture d'alimentation en énergie ; ❖ Ruptures des approvisionnements.

4.1.3.3. *Localisation du risque*

Les communes dans lesquelles des zones urbanisées sont exposées à un risque de mouvements de terrain sont celles qui présentent l'aléa sur plus de 2 hectares. Les aléas retenus pour cette classification sont les 3 types de mouvements de terrains qui sont fortement présents dans le Doubs, à savoir :

- ❖ Les glissements de terrain ;
- ❖ Les chutes de pierres, de blocs et éboulements ;
- ❖ Les effondrements.

Les communes subissant ce risque sont identifiées, mais par leur présence sur l'ensemble du territoire et la superficie concernée, on peut considérer ce risque comme diffus.

4.1.3.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Dans le département, ce sont presque 300 mouvements de terrains qui ont été recensés depuis 2000. Cependant, ce ne sont qu'une dizaine d'événements qui ont été impactants pour des zones d'habitation ou de circulation. On ne recense aucune victime.

Les sécheresses survenant plusieurs fois par années engendrent des retraits-gonflements des sols argileux. Ces derniers impacts les structures et donnent lieu à des reconnaissances de catastrophe naturelle sur plusieurs communes régulièrement.

4.1.3.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Glissement de terrain, chutes de pierres et de blocs, éboulement, effondrement.

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- ❖ d'une unité SMPM;
- ❖ d'une unité de sauvetage appui et recherche (USAR) en capacité de sécuriser les structures, localiser et dégager des victimes ensevelies, effectuer des manœuvres de force ;
- ❖ d'une unité cynotechnique pour la recherche de personnes ensevelies ou disparues ;
- ❖ de moyens dotés de capacités de franchissement spécifique (motoneiges, engins tous terrains et tous chemins légers et lourds).

4.1.3.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Le SDIS est exclusivement compétent pour les missions de mise en sécurité, de recherche, de sauvetage, et de prise en charge des victimes. Les autres missions, notamment celles qui concernent le retour à la vie normale, ne relèvent pas de ses compétences.

4.1.4. Feux de forêts et d'espaces naturels

4.1.4.1. *Définition du risque*

Les feux d'espaces naturels sont des sinistres qui se déclarent dans une formation naturelle ou agricole de type forestière (forêt de feuillus, de conifères ou mixtes), subforestière (maquis, garrigues ou landes), cultures sur pied ou herbacée (prairies, pelouses, …).

L'emploi du terme « feux de forêts » désigne usuellement des feux de forêts, de landes, de maquis ou de garrigues ayant menacé un massif forestier d'au moins un hectare d'un seul tenant.

4.1.4.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction de zones boisées ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux, édifice ; ❖ Destruction totale ou partielle de l'outil de production ; ❖ Difficultés d'intervention des secours ; ❖ Dommage sur les parcs animaliers ; ❖ Dommages sur les milieux agricoles (bétail et cultures) ; ❖ Personnes blessées ou décédées (brûlures, intoxications, lésions, …).	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Chômage technique ; ❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation ; ❖ Rupture d'alimentation en énergie ; ❖ Ruptures des approvisionnements.

4.1.4.3. *Localisation du risque*

Dans l'état actuel des connaissances du SDIS, la localisation du risque repose principalement sur la carte de sensibilité brute de la végétation élaborée par l'ONF. Cette carte montre un danger globalement modéré et diffus dans le Doubs.

L'analyse du risque repose sur ces seules données. Toutefois, des travaux interservices conduits par la DREAL Bourgogne Franche-Comté visant à définir une cartographie régionale du risque sont actuellement en cours et viendront utilement préciser les données afin de mieux cerner le risque et fixer ses objectifs de couverture.

Ainsi, avec 43% de surface boisé sur le département, le risque feux de forêt et d'espace naturel peut survenir sur l'ensemble du territoire. On retrouve également des zones sensibles formées de tourbières, pelouses sèches, étendues d'herbes et de friches, parfois proches des habitations.

Jusqu'à présent, les feux sur lesquels le SDIS intervient ne dépassent que rarement 1 hectare. On peut tout de même citer un incendie sur la commune de Vuillafans en avril 2007 qui avait consumé environ 35 hectares. Par ailleurs, le département voisin du Jura a enregistré l'été 2022 un incendie de 1 000 hectares.

Même si ce risque reste modéré sur le département aujourd'hui, les sécheresses sont de plus en plus nombreuses et importantes chaque année, une évolution défavorable de ce risque au fils du temps est très vraisemblable.

Les travaux de la sous-commission feux de forêt et d'espace naturel relancée suite aux événements de l'été 2022 (notamment dans le département du Jura) ont conduit à l'élaboration d'un arrêté préfectoral de définissant forêts des niveaux de risque et les mesures de prévention correspondante. Cet arrêté a été décliné au sein du SDIS en une doctrine départementale prévoyant des engagements adaptés au niveau de risque.

4.1.4.4. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Feu d'espace naturel d'une surface de 50 hectares, mobilisant au plus une colonne

Afin de répondre à ce risque, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

❖ du 1er mars au 30 septembre (période de vigilance modérée de l'arrêté préfectoral, risque portant règlement départemental de protection contre les risques d'incendie de forêt et d'espaces naturels) :

- un premier groupe feux de forêt (1 VLHR – 4 CCFM) à 45 min sur 80 % du territoire ;
- un deuxième groupe feux de forêt à 90 min sur 80 % du territoire.

Chaque groupe est en capacité de défendre 1 point sensible ou réaliser 1 ligne d'appui de 100 m de long ou réaliser une attaque dans le massif forestier à 500 m

- d'une chaîne de commandement formée au risque FDFEN en mesure de répondre spécifiquement à ce risque à cinétique et enjeux particuliers ;
- de CCR permettant la protection de points sensibles et la gestion des feux d'interface ;
- de porteurs d'eau à 45 min sur 80 % du territoire, en capacité d'effectuer l'alimentation des engins d'attaque tout en préservant la ressource en eau potable ;
- de citernes souples en capacité d'effectuer l'alimentation des engins d'attaque tout en préservant la ressource en eau potable ;
- de claies de portage avec motopompes relais portatives pour réaliser des établissements de longue distance en espace naturel.

Le SDIS du Doubs se fixe pour objectif de disposer, au terme du risque présent SDACR, d'un parc d'engins feux de forêts permettant l'action d'une colonne complète FDFEN constituée de 2 groupes complets de CCF et de deux groupes « mixtes » constitués d'au moins la moitié de CCF complétés par des CCR (**Objectif 20. ; mesures 2, 5)**.

4.1.4.5. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Un feu de forêt pourra nécessiter le renfort par des moyens extra-départementaux dès lors que sa portée atteindra ou excèdera une colonne sur une période nécessitant des relèves. Les moyens nationaux (aéronefs, intervention des UIISC) pourraient également être nécessaires.

Par ailleurs, eu égard aux retours d'expériences opérationnelles relatifs aux différents feux de forêt survenus sur le territoire national au cours de l'été 2022, le SDIS du Doubs a engagé une réflexion avec la chambre interdépartementale d'agriculture dans le but d'évaluer l'appui que les agriculteurs pourraient amener aux sapeurs-pompiers lors d'un important feu de forêt ou d'espace naturel (appui eau notamment) et d'anticiper sa mise en œuvre.

4.1.5. Sismiques

4.1.5.1. *Définition du risque*

Un séisme est une vibration du sol transmise aux bâtiments, causée par un mouvement de la croûte terrestre pouvant créer des fractures ou par une fracture brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol et parfois en surface.

4.1.5.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Accidents routiers ; ❖ Destruction totale ou partielle de l'outil de production ; ❖ Destructions totales ou partielles de dépôts, de bâtiments ou d'édifices ; ❖ Dommage sur les parcs animaliers ; ❖ Ensevelissement de personnes ; ❖ Glissements et remodelage des terrains ; ❖ Incendie ou explosions ; ❖ Pollution aquatique, terrestre et aérienne.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Chômage technique ; ❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Médiatisation ; ❖ Mouvements de panique ; ❖ Perturbation trafic ; ❖ Rupture d'alimentation en énergie.

4.1.5.3. *Localisation du risque*

L'ensemble du département présent un risque sismique, ce risque est diffus. On retrouve des communes :

- en zone 2 à l'ouest, c'est à dire en sismicité faible (environ 51) ;
- en zone 3, c'est à dire en sismicité modérée (environ 519) ;

❖ en zone 4 à l'est, c'est à dire en sismicité moyenne (environ 3).

4.1.5.4. *Caractéristiques départementales du risque*

La base de données SisFrance (www.sisfrance.net) des intensités observées en France lors des séismes historiques répertorie presque 75 séismes ressentis dans le département du Doubs. Dix-neuf séismes sont recensés si on ne considère que les séismes ressentis avec une intensité supérieure ou égale à V sur l'échelle MSK, (secousse forte largement ressentie qui réveille les dormeurs). Le dernier de cette catégorie date du 23 février 2004 avec un épicentre sur le secteur de Baume les Dames.

L'analyse de ces événements historiques ne fait pas apparaître de conséquences majeures sur notre département, mais des atteintes aux infrastructures, des pannes électriques importantes générant des blocages d'ascenseurs et des perturbations des réseaux téléphoniques. Les dégâts ont été globalement similaires à ceux recensés lors d'événements météorologiques paroxysmiques.

4.1.5.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Scénario dimensionnant : séisme avec un épicentre départemental d'intensité VI sur l'échelle de Richter.

Selon l'intensité du séisme, les objectifs à atteindre sont en tous points similaires à ceux fixés pour le risque mouvement de terrain, le risque d'aléas climatiques et les risques liés aux structures et lieux spécifiques.

4.1.5.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

En complément des moyens engagés par le SDIS, un renfort extérieur pourra être sollicité en fonction de la gravité des dégâts occasionnés.

Hors sauvetage de victime, le déblai ne relève pas des missions des sapeurs-pompiers.

4.1.6. Avalanches

4.1.6.1. *Définition du risque*

Une avalanche est un écoulement par gravité d'une masse de neige. Elle peut avoir des causes naturelles (chutes de neige, accumulation par le vent, pluie ou réchauffement important) ou accidentelles (passage de skieurs, chute de corniche ou de sérac).

4.1.6.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Dégradation du domaine skiable ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux, édifices ; ❖ Ensevelissement des infrastructures, des personnes, animaux.	❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Médiatisation.

4.1.6.3. *Localisation du risque*

Le risque d'avalanche dans le département est situé sur les communes de Jougne et des Longevilles Mont-dOr. Il provient principalement de ruptures de corniches sur les falaises rocheuses du Mont d'Or qui dominent, notamment, l'arrivée des remontées mécaniques de Piquemiette du domaine skiable de la station de Métabief. Ces couloirs d'avalanches sont situés en zone isolée non habitée.

4.1.6.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le département du Doubs, classé en moyenne et basse montagne, ne fait pas l'objet de vigilance « avalanche » matérialisée. Il existe néanmoins une procédure spécifique de mise en garde contre les coulées de neige.

En février 1999, une coulée de neige s'est produite au niveau du débouché du télésiège de Piquemiette. Une personne est décédée.

4.1.6.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Scénario dimensionnant : Avalanche en zone isolée.

À noter la très faible occurrence de ce risque, la sécurisation des zones concernées et la présence sur ces zones de pisteurs secouristes pendant les horaires d'ouverture de la station de Métabief. Néanmoins, le SDIS du Doubs se fixe comme objectif de disposer :

- ❖ d'une unité de prompt secours constituée de 2 sauveteurs SMPM à 60 min 90% du temps en zones Z1 à Z3 en capacité de débuter un sauvetage de vie humaine en milieu inaccessible ou périlleux ;
- ❖ d'une unité SMPM à 90 min 90% du temps sur 90 % des zones Z1 à Z3 ;
- ❖ d'une unité cynotechnique pour la recherche de personnes disparues ;
- ❖ de moyens dotés de capacités de franchissement spécifique (motoneiges, engins tous terrains et tous chemins légers et lourds).

4.1.6.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

En complément des recherches entamées par les équipes du SDIS, un renfort extérieur en équipes cynotechniques des services d'incendie et de secours et personnels spécialisés en avalanche pourrait s'avérer nécessaire.

4.2. Risques technologiques

4.2.1. Risque industriel

4.2.1.1. *Définition du risque*

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement.

4.2.1.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Contamination ; ❖ Destruction totale ou partielle de l'outil de production ; ❖ Destructions totales ou partielles de dépôts, de bâtiments ou d'édifices voisins par rayonnement thermique ou effets mécaniques ; ❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Dispersion de produits dangereux ; ❖ Incendies ou explosions ; ❖ Personnes blessées (brûlures, intoxications, lésions, …) ; ❖ Pollution aquatique, terrestre et aérienne ; ❖ Productions d'atmosphères sensibles qui peuvent conduire à explosions ou des inflammations spontanées ; ❖ Rejet de nuage toxique.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Atteinte à l'environnement ; ❖ Chômage technique ; ❖ Confinement de personnes ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Hébergement d'urgence ; ❖ Interruption du trafic, mise en place de déviations routières et aériennes ; ❖ Médiatisation ; ❖ Mouvements de panique ; ❖ Pollution eau potable.

4.2.1.3. *Localisation du risque*

Le risque industriel peut être considéré comme diffus par le grand nombre d'ICPE réparti sur l'ensemble du département. On notera une concentration plus importante sur Besançon et Montbéliard.

Le SDIS maintient la connaissance de la localisation précise de chacun des ICPE à partir du niveau d'autorisation et notamment, les emplacements des sites SEVESO seuil bas et haut.

4.2.1.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le département du Doubs comporte 1419 ICPE, pour le classement suivant :

- ❖ 314 sous autorisation, dont 2 SEVESO seuil haut et 4 SEVESO seuil bas ;

- 305 sous enregistrement ;
- 800 sous autre régime.

Les deux sites SEVESO seuil haut sont :

- Butagaz, dépôt de gaz, commune de Deluz ;
- SFPLJ, dépôt de pétrole brut, commune de Gennes.

Les quatre sites SEVESO seuil bas sont :

- ARDEA, dépôt de liquides inflammables et de produits dangereux, commune de Roche-Lez-Beaupré ;
- COMPO FRANCE, fabrication de composte et stockage de produits agropharmaceutiques, commune de Roche-Lez-Beaupré ;
- SOTREFI, plateforme de tri et de traitement de déchets dangereux, commune d'Etupes ;
- SPSE, dépôt occasionnel de pétrole brut, commune de Quingey.

Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) sont des documents de planification visant à prévenir les risques associés à certaines installations classées présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement.

Pour prévenir des risques liés aux deux sites SEVESO seuil haut, deux PPRT sont rédigés dans le Doubs et concernent 4 communes.

4.2.1.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Plusieurs scénarios sont envisageables dans le cas des risques industriels. L'ensemble de ceux-ci est traité ci-dessous.

<u>Scénario dimensionnant</u> : Feu de bâtiment industriel inférieur à 3000 m² non recoupé, ou 6000 m² non recoupé doté d'une extinction automatique à eau

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- de moyens conventionnels de lutte contre l'incendie (FPTGP, MEA, CCR) ;
- de porteurs d'eau (équipés de citernes semi-rigide en capacité d'effectuer l'alimentation des engins d'attaque tout en préservant la ressource en eau potable ;
- de camions dévidoirs automobiles permettant des établissements de tuyaux de longue distance ;
- d'une unité de reconnaissance risque chimique à 60 min constituée d'1 VIRT ;
- d'une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC) constituée de 1 RCH 3, 2 VIRT (dont le VIRT de reconnaissance) et 1 CERT ;
- de moyens de ventilation haut débit et d'assistance respiratoire ;
- de moyens d'extinction des feux spéciaux ;
- de moyens permettant d'acheminer de l'émulseur et en mesure de le projeter sous forme de mousse d'extinction ;
- de pompes de grande puissance (sur fourgons ou motopompes).

<u>Scénario dimensionnant</u> : Feu d'hydrocarbures d'une surface de 2400 m² de produits non miscibles

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- de moyens conventionnels de lutte contre l'incendie (FPTGP, MEA, CCR) ;
- de moyens spécifiques de lutte contre les feux d'hydrocarbures permettant de traiter une surface de 2400 m² de produits non miscibles (cellules émulseur, lances canon, etc.) ;
- de moyens de ventilation haut débit et d'assistance respiratoire ;
- de porteurs d'eau (équipés de citernes semi-rigide en capacité d'effectuer l'alimentation des engins d'attaque tout en préservant la ressource en eau potable ;
- de camions dévidoirs automobiles permettant des établissements de tuyaux de longue distance.

<u>Scénario dimensionnant</u> : Fuite liquide ou gazeuse ou explosion menaçant les personnes et/ou l'environnement

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer : - 771 -

- de moyens conventionnels de lutte contre l'incendie (FPTGP, MEA, CCR) ;
- d'une unité de reconnaissance risque chimique à 60 min ;
- d'une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC) ;
- de moyens de ventilation haut débit et d'assistance respiratoire (CSO) ;
- de moyens d'extinction des feux spéciaux ;
- d'une unité de sauvetage appui et recherche (USAR) en capacité de sécuriser les structures, localiser et dégager des victimes ensevelies, effectuer des manœuvres de force.

4.2.1.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Au-delà de 3000m^2 non recoupés, ou 6000m^2 non recoupés avec extinction automatique, le SDIS du Doubs ne sera pas en mesure de lutter avec efficacité contre le développement et la propagation d'un grand feu industriel. Il est de la responsabilité de l'exploitant de prendre des mesures de prévention et de prévision permettant de contenir l'incendie dans les dimensions visées.

En cas de feu d'hydrocarbures d'une superficie supérieure à 2400 m^2 des moyens extra départementaux seront sollicités. Toutefois, ainsi que la réglementation l'autorise, le SDIS ne participe pas à la stratégie de lutte contre l'incendie dans les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 1432 des ICPE. Cela signifie que l'exploitant doit se doter des moyens nécessaires pour atteindre le régime d'autonomie en matière de lutte contre l'incendie, conformément aux dispositions prévues par cette même règlementation.

Le traitement des eaux d'extinction, la dépollution du site suite à l'incendie, ainsi que l'analyse de la qualité de l'eau et de l'atmosphère suite à des rejets, ne relèvent pas du champ de responsabilité du SDIS.

4.2.2. Transport de matières dangereuses (TMD)

4.2.2.1. *Définition du risque*

Le risque de transport de matières dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

On peut observer trois types d'effets, qui peuvent être associés.

- Une explosion peut être provoquée par un choc avec production d'étincelles (notamment pour les citernes de gaz inflammables), par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions. L'explosion peut avoir des effets à la fois thermiques et mécaniques (effet de surpression dû à l'onde de choc) ;
- Un incendie peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc contre un obstacle (avec production d'étincelles), l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat du véhicule, voire un sabotage. 60 % des accidents de TMD concernent des liquides inflammables ;
- Un dégagement de nuage toxique peut provenir d'une fuite de produit toxique ou résulter d'une combustion (même d'un produit non toxique). En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte, par la consommation de produits contaminés, par contact.

4.2.2.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Contamination radioactive ; ❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Dispersion de produits dangereux et/ou radioactif ; ❖ Incendie ou explosions ; ❖ Personnes blessées (brûlures, intoxications, lésions, …) ;	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Atteinte à l'environnement ; ❖ Confinement de personnes ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Hébergement d'urgence ;

❖ Pollution aquatique, terrestre et aérienne ; ❖ Pollutions suite à une fuite ou un déversement accidentel ; ❖ Ralentissement dans la distribution des secours.	❖ Interruption du trafic, mise en place de déviations routières et aériennes ; ❖ Médiatisation.

4.2.2.3. *Localisation du risque*

Compte tenu de la diversité des produits, des moyens de transport et des destinations, le risque d'accident de TMD est considéré comme diffus. Il peut survenir à n'importe quel endroit dans le département.

Certains axes routiers présentent une potentialité plus forte en raison de l'importance du trafic :

- A 36 ;
- RN 57 et RN 83 ;
- RD 437, RD 461, RD 673, RD 683.

Le département du Doubs est également traversé par différents types de canalisations :

- Le Pipeline Sud Européen qui part de Fos-sur Mer en direction de Strasbourg et Karlsruhe et qui traverse le Doubs ;
- Le Pipeline du Jura qui part du dépôt SFPLJ de Gennes et qui rejoint la raffinerie de Cressier en Suisse.
- Le réseau de transport de gaz exploité par GRTgaz qui alimente les réseaux locaux de distribution (environ 250 km dans le Doubs).

Le réseau ferroviaire sera concerné par plusieurs liaisons :

- Dole-Belfort
- Dole-Lausanne ;
- Dole-Neuchâtel ;
- Besançon-Le Locle ;
- Besançon-Lyon.

On pourra également retrouver le risque de TMD sur le réseau fluvial avec le canal Rhin-Rhône et des risques de pollution par des bateaux de tourisme entre Villers-le-Lac et le Saut du Doubs ou dans le secteur de la boucle de Besançon.

4.2.2.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Les modes de transport de marchandises dangereuses les plus sûrs sont les voies ferroviaires et les canalisations. Ceci s'explique par leur faible exposition aux facteurs extérieure.

Malgré l'existence de réglementations nationales et européennes strictes, des accidents routiers impliquant des TMD surviennent de façon irrégulière mais assez fréquente dans le département, même si aucune gravité n'a été constatée pour l'instant.

4.2.2.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Incendie, fuite ou explosion sur un transport de matières dangereuses

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- de moyens conventionnels de lutte contre l'incendie (FPTGP, MEA, CCR) ;
- de moyens spécifiques de lutte contre les feux d'hydrocarbures permettant de traiter une surface de 2400 m^2 de produits non miscibles ;
- de porteurs d'eau équipés de citernes semi-rigide en capacité d'effectuer l'alimentation des engins d'attaque tout en préservant la ressource en eau potable ;
- d'une unité de reconnaissance risque chimique à 45 min constituée d'1 VIRT ;
- d'une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC) ;
- de moyens d'extinction des feux spéciaux.

<u>Scénario dimensionnant</u> : Perte de confinement d'une source ou accident TMR

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer : - 773 -

- ❖ d'une unité de reconnaissance risque radiologique à 90 min constituée d'1 VIRT
- ❖ d'une cellule mobile d'intervention radiologique (CMIR)

4.2.2.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Les opérations de traitement des produits et de dépollution du site ne relèvent pas du champ de compétence légale du SDIS.

Par ailleurs, pour ce qui concerne le tunnel ferroviaire du Mont d'Or, ainsi que mentionné dans la partie de présentation du département dans le présent document (cf. paragraphe B -3.2.1.), en cas d'incendie sous le tunnel, les services d'incendie et de secours ne procèderont pas au sauvetage de potentielles victimes.

4.2.3. Rupture de barrage

4.2.3.1. *Définition du risque*

Une rupture de barrage correspond à la destruction partielle ou totale de l'ouvrage, à la suite :

- ❖ d'un risque naturel : par exemple un séisme, une crue exceptionnelle ou un glissement de terrain ;
- ❖ d'un problème technique : par exemple un défaut de fonctionnement ;
- ❖ d'une erreur humaine ou d'un acte de malveillance.

Selon les caractéristiques propres à chaque barrage, la rupture peut être :

- ❖ progressive : les barrages construits en remblais, par exemple, peuvent subir une érosion après une crue exceptionnelle ou l'apparition d'une fuite, pouvant créer des brèches puis la rupture de l'ouvrage ;
- ❖ ou brutale : la rupture soudaine d'une partie d'un barrage peut déclencher une vague similaire à celle d'un tsunami.

4.2.3.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction faune et flore ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux, édifice ; ❖ Dommages sur les milieux agricoles (bétail et cultures) ❖ Glissements et remodelage des terrains ; ❖ Isolement et mise en danger personnes ; ❖ Menace aux biens ; ❖ Nombreuses victimes ; ❖ Pollution eau potable.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Atteinte à l'environnement ; ❖ Chômage technique ; ❖ Coupures réseaux de communication ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation ; ❖ Relogement des personnes évacuées ; ❖ Rupture d'alimentation en énergie ; ❖ Rupture des approvisionnements.

4.2.3.3. *Localisation du risque*

Le département comporte un grand barrage, celui du Châtelot (74m de haut pour 20 000 000m^3 d'eau retenu). Les zones à risque sont localisées, on en rencontre trois types :

- ❖ La zone de proximité immédiate ;
- ❖ La zone d'inondation spécifique ;
- ❖ La zone d'inondation.

4.2.3.4. *Caractéristiques départementales du risque*

La probabilité de réalisation du risque de rupture de barrage est faible. Cependant, elle n'est pas à négliger car sa survenue peut avoir un lourd bilan. Pour prévenir ce risque, le barrage du Châtelot fait l'objet d'un plan particulier d'intervention (PPI).

Le PPI est un plan d'urgence spécifique qui précise les mesures destinées à donner l'alerte aux autorités et aux populations, l'organisation des secours et la mise en place de plans d'évacuation. Ce plan s'appuie sur la carte du risque et sur des dispositifs techniques de surveillance et d'alerte. Les plans communaux de sauvegarde (PCS) doivent s'articuler avec les dispositions du PPI. - 774 -

Ce sont une cinquantaine de communes qui sont concernés par le PPI du barrage du Châtelot.

4.2.3.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : rupture du barrage du Châtelot.

En réponse à ce risque, le SDIS dispose notamment de moyens de sauvetage et de moyens dédiés au risque inondation.

4.2.3.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Les missions de nettoyage de la voie publique et de bâtiments ainsi que de leur emprise, de retour à la vie normale et de dépollution des sites ne relèvent pas du champ de compétence légale du SDIS.

4.3. <u>Risques liés aux moyens de transport (hors TMD)</u>

4.3.1. Ferroviaire

4.3.1.1. *Définition du risque*

En ferroviaire, le risque principal est relatif à la circulation, on peut rencontrer 5 cas de figure :

- Le nez à nez : la collision frontale de deux trains circulant en sens inverse sur la même voie ;
- Le rattrapage : la collision de deux trains circulant dans le même sens et sur la même voie ;
- La prise en écharpe : la collision latérale entre deux trains. Ce cas de figure survient sur les aiguillages ;
- Le déraillement : sortie de voie du train, peut survenir à n'importe quelle vitesse ;
- Le heurt d'obstacle : la collision d'un train avec un élément extérieur.

4.3.1.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction d'infrastructures ; ❖ Incendie ou explosions ; ❖ Nombreuses victimes.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Evacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation.

4.3.1.3. *Localisation du risque*

Le département est traversé par la LGV Rhin-Rhône avec une gare sur la commune des Auxons.

Le réseau ferroviaire est long de 226 km et constitué de plusieurs axes, avec principalement Dole-Belfort, Dole-Lausanne, Dole-Neuchâtel, Besançon-Le Locle et Besançon-Lyon.

On retrouve également une ligne touristique de 8 km en exploitation par l'association « Coni'fer » dans le Haut-Doubs.

4.3.1.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Les accidents ferroviaires sont peu fréquents mais sont potentiellement très graves, notamment en ce qui concerne les trains à grande vitesse. À ce jour, le département n'a pas rencontré d'accident ferroviaire grave.

4.3.2. Fluvial

4.3.2.1. *Définition du risque*

Les cours d'eau et plans d'eau abritent de nombreuses embarcations, qu'elles soient à but commerciales ou de plaisances. Les embarcations peuvent se retrouver en difficultés pour différentes raisons :

- Collision avec une autre embarcation ;

- Collision avec un élément extérieur ou une berge ;
- Défaillance interne provoquant incendie, voie d'eau, …

4.3.2.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction d'infrastructures ; ❖ Incendie ou explosions ; ❖ Nombreuses victimes.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation.

4.3.2.3. *Localisation du risque*

Le transport par voie fluviale est identifié sur le Doubs via le canal du Rhône au Rhin.

On retrouve également des transports de plaisance sur le Doubs ou encore le lac Saint Point.

4.3.2.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Les accidents fluviaux sont peu fréquents mais sont potentiellement graves. À ce jour, le département n'a pas rencontré d'accident fluvial grave.

4.3.3. Aérien

4.3.3.1. *Définition du risque*

Le principal risque du transport aérien est le crash d'aéronef. Le crash peut impacter des zones plus ou moins sensible en termes d'enjeux.

4.3.3.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Blessures graves ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, équipements, infrastructures, réseaux, édifice ; ❖ Incendie ou explosions ; ❖ Nombreuses victimes ; ❖ Recherche aéronef.	❖ Cellule identification des victimes ; ❖ Cellule psychologique ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation.

4.3.3.3. *Localisation du risque*

Le risque est diffus sur l'ensemble du territoire. Cependant, les crashs surviennent plus généralement au décollage et à l'atterrissage. Ce qui concentre le risque autour les aérodromes et aires de décollages.

4.3.3.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le département n'a pas d'aéroport. Cependant, on compte 4 aérodromes :

- 2 à Besançon ;
- 1 à Montbéliard ;
- 1 à Pontarlier.

On peut également retrouver plusieurs lieux de décollage dans le département pour les parapentes et petits engins tels que les ULM.

4.3.3.5. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Les missions de dégagement et de nettoyage de la voie publique ou de voies de circulation ferroviaires et leurs abords, de retour à la vie normale et de dépollution des sites ne relèvent pas du champ de compétence légale du SDIS.

4.3.4. Scénario commun à ces risques

<u>Scénario dimensionnant</u> : Accident de bus, train, tramway, télésiège, bateau, avion

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- de moyens conventionnels de lutte contre l'incendie (FPTGP, MEA, CCR) ;
- de moyens spécifiques de lutte contre les feux d'hydrocarburesd'une cellule lourde de désincarcération ;
- d'une unité de sauvetage appui et recherche (USAR) en capacité de sécuriser les structures, localiser et dégager des victimes ensevelies, effectuer des manœuvres de force ;
- d'une unité cynotechnique et de drones pour la recherche de personnes disparues ;
- de sauveteurs aquatiques en capacité d'identifier les risques liés aux courants et d'intervenir notamment dans des cours d'eau à fort courant (sauvetage en eaux vives) ;
- d'embarcations en capacité d'effectuer des reconnaissances et des mises en sécurité au niveau des zones inondées ;
- d'une unité subaquatique en capacité d'effectuer des reconnaissances et sauvetage en milieu hyperbare ;
- d'une unité de prompt secours constituée de 2 sauveteurs SMPM à 60 min 90% du temps en zones Z1 à Z3 en capacité de débuter un sauvetage de vie humaine en milieu inaccessible ou périlleux ;
- d'une unité SMPM à 90 min 90% du temps sur 90 % des zones Z1 à Z3 ;
- de moyens dotés de capacités de franchissement spécifique et de progression en milieu particulier (motoneiges, VLS, VLHR, CCR, CCF, etc.).

<u>Limite d'action du SDIS du Doubs</u>

Le SDIS ne dispose pas de moyen d'action directe sur la circulation de trains, tramway, interrompre la navigation fluviale ou le trafic aérien : un lien étroit avec les acteurs en charge de des dispositions doit être maintenu et des exercices effectués afin de garantir la sécurité des intervenants et des victimes dans ces situations.

Les missions de dégagement et de nettoyage de la voie publique, de retour à la vie normale et de dépollution des sites ne relèvent pas du champ de compétence légale du SDIS.

4.4. <u>Risques liés aux structures ou lieux spécifiques</u>

4.4.1. Tunnels

4.4.1.1. *Définition du risque*

Dans les tunnels, l'incendie constitue l'événement le plus redouté et focalise toute l'attention des concepteurs et exploitants.

Les véhicules et leur chargement, le comportement des usagers, ainsi que les caractéristiques de l'infrastructure constituent les facteurs de risques essentiels.

Le degré de vigilance, qui influe également sur le niveau de risque, est extrêmement variable selon les ouvrages. Il varie d'une absence de surveillance à une supervision très sophistiquée où l'exploitant, est en mesure d'agir très rapidement : alerte et information de l'usager, alerte rapide des services de secours, mise en sécurité du tunnel (fermeture, mise en fonctionnement du désenfumage, etc.), déclenchement de l'intervention sur site des équipes de premiers secours.

L'instabilité de l'ouvrage constitue un facteur de risque supplémentaire dans les tunnels.

4.4.1.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Accidents routiers, ferroviaire, fluvial ; ❖ Destruction d'infrastructures ; ❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Incendie ou explosions ; ❖ Nombreuses victimes ;	❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Interruption trafic et mise en place de déviations ; ❖ Médiatisation ; ❖ Pollution ; ❖ Risque de suraccident.

❖ Ralentissement dans la distribution des secours.	

4.4.1.3. *Localisation du risque*

On retrouve un certain nombre de tunnels dans le département. Ces tunnels vont être de différentes natures : routier, ferroviaire et fluviale. Tous ne retiennent pas l'attention du SDIS, seul ceux qui présente un risque spécifique par rapport à leur configuration sont prisent en compte. Ce risque est considéré comme localisé.

4.4.1.4. *Caractéristiques départementales du risque*

La règlementation française impose une attention particulière aux tunnels routiers de plus de 300 m depuis 2000. Dans le département, trois tunnels sont concernés :

- ❖ Le tunnel de Champlive, avec 372 m de long ;
- ❖ Le tunnel de la Citadelle, avec 381 m de long ;
- ❖ Le tunnel du Bois de Peu, avec 576 m de long.

Au niveau ferroviaire, on retrouve 38 tunnels encore en service. Sur l'ensemble des tunnels, deux retiennent particulièrement l'attention du SDIS.

Le premier est le tunnel franco-suisse du Mont d'Or, avec 6 097 m de long, il fait partie des tunnels remarquables de France.

Le second est le tunnel de Chavanne, avec 1 970m de long, il relie le département avec la Haute-Saône (70).

Au niveau du fluvial, deux tunnels du canal du Rhône au Rhin et situés sur le Doubs sont identifiés. Il y d'abord le tunnel de Tarragnoz, avec 388 m de long, il permet d'éviter la boucle de Besançon en passant sous la citadelle. Il y a également le tunnel de Thoraise, avec 185 m de long, il permet d'éviter la boucle de Thoraise en passant sous une colline.

4.4.1.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Feu de véhicule (VL, PL, train, bateau) sous un tunnel

La grille d'objectifs du SDIS traite la notion de feu sous un tunnel. En fonction de la nature du tunnel (ferroviaire ou fluvial) des moyens complémentaires pourront être engagé en s'inspirant des scénarios des risques transports.

Le tunnel du Mont d'Or fait l'objet d'un plan bilatéral pour la coordination des secours entre la France et la Suisse.

4.4.1.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Par ailleurs, ainsi que mentionné aux paragraphes B-3.2.1 et E-4.2.2.6 du présent document, la disposition spécifique tunnel du Mont d'Or prévoit qu'en cas de feu les sapeurs-pompiers ne pénétreront pas dans le tunnel pour tenter d'effectuer des sauvetages (équipage et/ou passagers d'un train).

La mise en œuvre des Trains d'Extinction et de Sauvetage (moyens d'intervention suisses) ne relèvent pas du SDIS. Leur armement en personnels dans le cas d'une intervention sur le sol français est cependant prévu par des personnels formés.

4.4.2. Bâtiments collectifs, administratifs, techniques et patrimoniaux

4.4.2.1. *Définition du risque*

Une concentration de surfaces et de volumes combustibles, à enjeux humains et matériels sensibles, constituent les risques essentiels qui caractérisent les bâtiments collectifs, administratifs, techniques et patrimoniaux.

La forte fréquentation, la complexité des accès et des cheminements intérieurs, ainsi que la nature de leur activité, nécessitent une couverture spécifique relevant du risque particulier.

4.4.2.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction du patrimoine culturel ; ❖ Incendie ; ❖ Nombreuses victimes.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Impact économique ;

	❖ Médiatisation.

4.4.2.3. *Localisation du risque*

Des bâtiments de cette catégorie se retrouvent dans l'ensemble du département. Cependant, on retrouve une plus forte concentration de ces bâtiments dans les 3 agglomérations.

4.4.2.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le département du Doubs est concerné par des incendies de cette nature de façon irrégulière mais assez fréquente.

4.4.2.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : feu d'îlot urbain ou feu de bâtiment patrimonial

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- ❖ de moyens conventionnels de lutte contre l'incendie (engins pompe, moyens élévateurs aériens) ;
- ❖ de moyens spécifiques (soutien, transport, pompage) en capacité de concourir à la protection de biens ;
- ❖ d'une unité de sauvetage appui et recherche (USAR) en capacité de sécuriser les structures, localiser et dégager des victimes ensevelies, effectuer des manœuvres de force ;
- ❖ Moyens élévateurs adaptés aux centres villes historiques.

4.4.2.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Le SDIS est exclusivement compétent pour les missions de mise en sécurité, de recherche, de sauvetage, et de prise en charge des victimes. Les autres missions, notamment celles qui concernent l'assistance et le retour à la vie normale, ne relèvent pas de ses compétences.

4.4.3. Milieux périlleux et montagnes

4.4.3.1. *Définition du risque*

Les milieux périlleux et de montagnes sont attractifs car ils sont propices à la pratique de diverses activités telles l'escalade et la via ferrata, le parapente et le vol libre, le ski alpin et nordique, les randonnées (pédestre, raquette, cheval, VTT, …), le VTT, le canyoning et la spéléologie ou le bûcheronnage.

Le risque réside dans la conjoncture de cette attractivité et des conditions d'accès et d'intervention particulières que présentent ces sites.

4.4.3.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Isolement et mise en danger ; ❖ Nécessité de techniques et équipement spécialisés.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Médiatisation.

4.4.3.3. *Localisation du risque*

Le Doubs comporte 3 via ferrata (Ornans, Nans-Sous-Saint-Anne et Charquemont) et l'escalade est pratiquée sur une quinzaine de sites réparties sur l'ensemble du département.

Le ski alpin se pratique essentiellement sur le secteur de Métabief. Le ski nordique peut se pratiquer sur l'ensemble du massif montagneux du département, cependant, il est particulièrement développé sur le sud-est du Haut-Doubs, de Gilley à Chapelle des Bois.

La randonnée, avec 3 400 kilomètres de sentiers balisés, se pratique sur l'intégralité du département.

Le VTT de descente est de plus en plus développé, notamment sur la station de Métabief en été.

Le canyoning se pratique sur une dizaine de sites et la spéléologie dans plusieurs grottes et gouffres. Tous sont répartis sur l'ensemble du département.

Le débardage et bûcheronnage sont pratiqués par des professionnels et des particuliers sur l'ensemble du département.

4.4.3.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Même si ces activités sportives sont de plus en plus réglementées par des textes spécifiques, et encadrées par des personnels formés et compétents, les risques d'accidents ne sont pas négligeables.

4.4.3.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Scénario dimensionnant : accident de spéléologie

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- d'une unité de prompt secours constituée de 2 sauveteurs SMPM à 60 min 90% du temps en zones Z1 à Z3 en capacité de débuter un sauvetage de vie humaine en milieu inaccessible ou périlleux ;
- d'une unité SMPM à 90 min 90% du temps sur 90 % des zones Z1 à Z3 ;
- d'éléments de commandement et de soutien logistique et organisationnel à l'association du spéléo secours français (SSF).

4.4.3.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Le secours en milieu souterrain est assuré par le Spéléo Secours Français, dans le cadre d'une opération de secours dont le commandement est assuré par le DDSIS ou son représentant.

La mise en œuvre ou non du sauvetage d'un animal en milieu souterrain ou en excavation relève de la décision du DDSIS ou de son représentant. Dans le cadre de sa prise de décision, il évalue notamment les impacts économiques, sur le bien-être animal et médiatiques.

4.4.4. Milieux aquatiques

4.4.4.1. *Définition du risque*

Les milieux aquatiques sont attractifs car ils sont propices à la pratique de diverses activités telles la navigation, le nautisme (canoë-kayak, pédalo, voile, …), la pêche, la natation, la plongée ou l'utilisation des plans d'eaux gelés (patinage, promenade, …).

Le risque réside dans la conjoncture de cette attractivité et des conditions d'accès et d'intervention particulières que présentent ces sites.

4.4.4.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Difficultés d'intervention et des secours ; ❖ Isolement et mise en danger ; ❖ Nécessité de techniques et équipement spécialisés.	❖ Arrêts des activités économiques ; ❖ Évacuation et mise en sécurité des personnes ; ❖ Médiatisation.

4.4.4.3. *Localisation du risque*

Sur le canal du Rhône au Rhin, l'essentiel du trafic est constitué par la navigation touristique.

Par son attractivité touristique, le département accueille de nombreux pratiquants de canoë-kayak sur les rivières ainsi que des régatiers et véliplanchistes sur les plans d'eau. L'attrait pour de nouvelles formes de pratiques sportives se concrétise par l'apparition de multiples sports qui ne sont pas forcément encadrés par des fédérations sportives (kite-surf, nage en eau vive, canyoning…).

Les surfaces non libres se caractérisent par la présence d'un obstacle à la surface de l'eau, empêchant les plongeurs de rejoindre l'air libre de la surface en cas d'incident.

Ce risque est présent de façon diffuse sur le département de la manière suivante :

- ❖ par des cavités karstiques noyées explorées par des spéléologues (source du Doubs, Source de la Loue, Source bleue de Montperreux, Sources bleue de Cusance, réseau du Verneau, etc.) ;
- ❖ en hiver les étendues d'eau gelées attirent des pratiquants de promenade, de patinage et de chars à glace (Lac Saint Point, Lac de Chaillexon, etc.) ;
- ❖ la présence de réservoirs d'eau de volumes divers et les ballasts des écluses

Les différents lacs, rivières et étangs (Rougemont, Osselle, Pont de Roide, Lacs Saint Point et Rémoray, Brognard, Lonot, etc.) offrent la possibilité de pratiquer la baignade dans et en dehors de zones sécurisées. Ces sites sont plus particulièrement fréquentés lors de fortes chaleurs. La pêche est également pratiquée sur de nombreux plans d'eau. - 780 -

4.4.4.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le département du Doubs possède un réseau hydrographique étendu comprenant un total de 1645 km de cours d'eau dont les principaux sont : le Doubs, la Loue, l'Allan, l'Ognon, le Dessoubre, le Lison.

Une partie de ce réseau est propice à la circulation fluviale de plaisance notamment entre l'écluse de Saint Vit et celle d'Allenjoie, où le Doubs constitue une partie du Canal du Rhône au Rhin.

La particularité du massif jurassien a donné naissance à de nombreux plans d'eau naturels parmi lesquels les lacs de St-Point (42 m de profondeur), Chaillexon (60 m de profondeur), Remoray et bien d'autres encore pour une superficie totale de 720 hectares.

4.4.4.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Le risque en milieu aquatique sera couvert avec les mêmes moyens que le risque lié au transport fluvial et le risque inondation.

4.4.4.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Le secours en surface non libre au-delà de 60 m du point d'immersion dans les cavités karstiques noyées est assuré par le spéléosecours français. Le commandement de l'opération de secours et la logistique relèvent du SDIS.

Le dégagement des épaves de véhicules et de bateaux en milieu aquatique ne relève pas du champ de compétence légal du SDIS.

4.5. Risques sanitaires

4.5.1. Épidémiologique

4.5.1.1. *Définition du risque*

L'épidémiologie est la science qui étudie la relation entre des agents pathogènes (virus ou bactérie) et les populations qu'ils infectent, dans le contexte de leur environnement.

Les relations entre un agent pathogène et la population qu'il infecte peuvent se définir par la durée et l'étendue géographique de l'infection :

- une infection qui reste localisée géographiquement mais qui est présente de façon permanente est appelée endémie. On parle alors de maladie endémique, comme le paludisme dans certaines régions du monde par exemple ;
- une infection qui reste localisée géographiquement et sur une courte période de temps est définie comme une épidémie. C'est le cas par exemple de l'épidémie de grippe saisonnière en France métropolitaine qui apparaît uniquement pendant la période hivernale ;
- une infection qui part d'une zone localisée puis s'étend au monde entier est définie comme une pandémie. Il peut y avoir des pandémies limitées dans le temps, ou des pandémies qui durent très longtemps (pandémie liée au VIH depuis plus de 30 ans par exemple).

Pour une maladie donnée, le passage d'un état endémique à épidémique, ou même pandémique, est possible s'il y a une rupture d'équilibre ou une importante modification dans l'environnement. Cela arrive par exemple quand la déforestation ou d'autres perturbations environnementales ou climatiques mettent l'homme au contact de virus ou de bactéries qui existent à l'état endémique chez certains animaux du milieu. Le passage de l'espèce animale à l'espèce humaine peut alors transformer une endémie en épidémie (VIH, grippe aviaire, salmonellose, virus Ébola, etc.).

4.5.1.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Afflux de personnes pour la vaccination ; ❖ Confinement ;	❖ Confinement de personnes ; ❖ Médiatisation ;

❖ Contamination ; ❖ Isolement ; ❖ Mesure barrière ; ❖ Personnes sensibles ; ❖ Protection des services de secours.	❖ Mouvement de panique ; ❖ Surcharge des hôpitaux.

4.5.1.3. *Localisation du risque*

Même si les zones urbanisées présentent la plus grande probabilité d'occurrence, tout le département peut être touché.

4.5.1.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le département connaît des épidémies régulièrement, avec notamment la grippe saisonnière. Plus récemment, c'est le COVID-19 est apparu et a été la cause d'une pandémie mondiale.

4.5.1.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Dans le cadre de l'apparition d'une pandémie, le SDIS :

- ❖ mettra en œuvre un plan de continuité du service ;
- ❖ mettra à disposition de son personnel des moyens de protection collectifs et individuels adaptés ;
- ❖ participera au transport d'urgence de victimes dans le cadre des protocoles prévus par l'aide médicale d'urgence.

4.5.1.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

La mise en place de dispositifs prévisionnels de secours, d'unités de dépistage ou de vaccination, ainsi que la logistique liée aux opérations de distribution de médicaments ou de vaccination ne relèvent pas du champ de compétence du SDIS.

Le SDIS pourra toutefois s'engager dans ce champ de prestations sur réquisition municipale ou préfectorale formelle, ou encore par décision de son conseil d'administration qui fixera les conditions financières de cet engagement.

4.5.2. Épizootie

4.5.2.1. *Définition du risque*

L'épizootie décrit une maladie qui frappe simultanément un grand nombre d'animaux de même espèce ou d'espèces différentes en un court laps de temps, dans une région donnée. C'est l'équivalent d'une épidémie chez l'être humain. La plupart des épizooties sont des maladies très contagieuses qui se transmettent directement d'un animal à un autre ou via un vecteur (généralement un insecte qui se nourrit de sang).

Elles se caractérisent par une propagation rapide, ce qui explique leur caractère épizootique. Cette propagation peut se faire à l'occasion de mouvements, commerciaux ou non, d'animaux ou de leurs produits, de flux migratoires d'oiseaux sauvages, de déplacements de personnes, etc.

4.5.2.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Abattage des troupeaux ; ❖ Contamination ; ❖ Contrôle des flux de transport des animaux ; ❖ Dommage sur les parcs animaliers ; ❖ Dommages sur les milieux agricoles (bétail et cultures).	❖ Baisse de l'activité économique agricole ; ❖ Difficultés d'approvisionnement ; ❖ Médiatisation ; ❖ Mouvements sociaux agricoles.

4.5.2.3. *Localisation du risque*

Le risque est diffus puisque le département du Doubs accueille de nombreuses activités d'élevage (poulets, vaches laitières, chevaux…), réparties sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, le département est également un site de passage de la migration saisonnière de certains oiseaux sauvages. Les communes situées au bord du Lac de Saint Point sont ainsi classées zone à risque particulier complémentaire. - 782 -

4.5.2.4. *Caractéristiques départementales du risque*

De nombreuses épizooties se sont produites par le passé, on citera plus particulièrement :

- 1993 : peste porcine, 4000 porcs abattus en France ;
- 1997 : grippe aviaire, 1,3 millions de poulets abattus à Hong Kong ;
- 1980 à 1995 : encéphalopathie spongiforme bovine ;
- 2003 à 2006 : la grippe aviaire due au H5N1 s'étend dans plus de 50 pays, avec plus de 100 cas humains.

Aujourd'hui, la France connaît chaque année des cas de grippe aviaire dans des élevages. La gestion de ces cas est relativement bonne et permet généralement de retrouver un statut « indemne » au cours de l'année.

4.5.2.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Scénario dimensionnant : grippe aviaire touchant de nombreux élevages

Les sapeurs-pompiers concourent avec les autres services et professionnels concernés aux opérations de lutte contre les maladies touchant le règne animal. Dans le cadre de leurs compétences ils participent, notamment, aux missions de soutien sanitaire initial aux opérations, de conseil et sécurisation de la mise en œuvre des bûchers et d'apport initial en eau des rotoluves.

Pour cela, le SDIS du Doubs dispose :

- d'une unité de reconnaissance risque chimique à 45 min ;
- d'une cellule mobile d'intervention chimique (CMIC) ;
- d'une équipe de sauveteurs animaliers en capacité de participer à la prise en charge des animaux et de l'évaluation de l'état sanitaire (vétérinaires sapeurs-pompiers).

4.5.2.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Les opérations de mise en place des bûchers, de rotoluves et pédiluves, le ramassage des oiseaux morts ainsi que la détermination et la réalisation des périmètres de sécurité ne relève pas du champ de compétence du SDIS.

Le SDIS pourra toutefois s'engager dans ce champ de prestations sur réquisition municipale ou préfectorale formelle, ou encore par décision de son conseil d'administration qui fixera les conditions financières de cet engagement.

4.6. Risques sociétaux

4.6.1. Violences urbaines

4.6.1.1. *Définition du risque*

Il s'agit de manifestations prévues ou spontanées, importantes et incontrôlées qui peuvent devenir violentes telles que :

- violences urbaines suite à des faits divers ;
- mouvement de grève qui dégénère ;
- dérapage de supporters sportifs.

Ces risques présentent la particularité de déclencher de nombreuses opérations simultanées principalement pour des feux de poubelles ou de véhicules, allumés volontairement, sur des zones très concentrées. Les services de secours deviennent souvent la cible de bandes délinquantes ce qui nécessite une adaptation de la réponse en liaison avec les forces de l'ordre.

4.6.1.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Blessés, décès ;	❖ Arrêts des activités économiques ;

❖ Destruction et dégradation de biens ; ❖ Émeutes ; ❖ Prise d'otages ; ❖ Recherche de l'affrontement ; ❖ Violences.	❖ Incidence sur le moral ; ❖ Installation dans la durée ; ❖ Médiatisation.

4.6.1.3. *Localisation du risque*

Le retour d'expérience permet de localiser ces risques principalement dans les zones urbaines sensibles identifiées des agglomérations de Montbéliard et Besançon.

4.6.1.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Les risques sociaux, et notamment les violences urbaines, peuvent survenir à tout moment au grès des faits de société au niveau local ou national.

De plus dans le cadre d'intervention relevant du risque courant, les équipages subissent régulièrement des agressions plus ou moins importantes.

4.6.1.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : Multiples feux (VL, poubelle, …) en ambiance de violences urbaines

La couverture des risques sociaux basée essentiellement sur l'incendie et le secours à personnes est incluse dans la couverture du risque bâtimentaire (feux d'ilots d'habitat urbain).

En complément, le SDIS prendra en compte la spécificité et l'évolution de ces risques, notamment au travers :

- ❖ l'adaptation de l'engagement, de la gestion et du commandement de ses moyens ;
- ❖ une formation spécifique ou à défaut une sensibilisation des personnels intervenants ;
- ❖ la conception et la mise en œuvre de procédures opérationnelles conjointes SDIS, gendarmerie et police nationale.

4.6.1.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Les missions de maintien de l'ordre, de dégagement ou de nettoyage de la voie publique ne relèvent pas du champ de compétence du SDIS.

4.6.2. Grands rassemblement et mouvements sociaux (culturel, politique, religieux, événementiel…)

4.6.2.1. *Définition du risque*

Figurent dans cette catégorie les événements susceptibles de réunir simultanément un grand nombre de personnes dans un lieu identifié. Au-delà de 5 000 personnes, la manifestation est définie comme un grand rassemblement et répond à des dispositions réglementaires spécifiques. A cela s'ajoutent enfin les rassemblements illicites de type Rav Party pouvant occasionner la réquisition non anticipée d'engins et personnels.

Les manifestations concernées peuvent être :

- ❖ carnavals, fêtes dans les villes ;
- ❖ braderies ;
- ❖ feux d'artifices ;
- ❖ spectacles, concerts ;
- ❖ manifestations sportives ou culturelles.

Elles peuvent comporter des risques :

- ❖ inhérents à la nature de la manifestation : incendies suite à feux d'artifices, animaux se ruant dans la foule, bagarres, accident d'engins de sport mécanique, etc ;
- ❖ extérieurs à la manifestation mais impactant la zone considérée : orage de grêle, vents violents, chute d'arbre, de grues ou d'autres matériaux, acte de malveillance etc.

4.6.2.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Blessés/décès ; ❖ Destructions et dégradations de biens ; ❖ Mouvements de foule ; ❖ Nuisances sonores ; ❖ Perturbation du trafic.	❖ Conséquences économiques ; ❖ Installation dans la durée ; ❖ Rupture des approvisionnements.

4.6.2.3. *Localisation du risque*

Ces événements peuvent se rencontrer sur l'ensemble du territoire départemental y compris dans des communes rurales éloignées des grands centres urbains. La localisation précise sera connue à l'avance.

4.6.2.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Des grandes manifestations sont organisées chaque année dans le département. On peut citer la Foire Comtoise, Le Festival de la Paille, la Transjurassienne, le marché de Noël de Montbéliard, …

Même si le risque ne peut être totalement écarté, le département du Doubs n'a jamais été confronté à un sinistre de dimension importante suite à un rassemblement de foule.

Parmi tous les risques menaçant potentiellement les rassemblements de foule, le plus difficile à appréhender en matière de prévision des risques est constitué par les aléas climatiques dont l'intensité et la localisation sont parfois imprévisibles à l'avance.

4.6.2.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Les objectifs de couverture sont définis, sur la base d'une analyse de risque, pour chaque rassemblement de foule, lorsque l'avis du SDIS est sollicité par une autorité de police. Ils portent sur :

- ❖ la couverture de risques particuliers, en dehors du secours à personne prévu par le dispositif prévisionnel de secours assuré par les associations agréées de sécurité civile ;
- ❖ l'adaptation de la couverture opérationnelle du secteur concerné afin de compenser la perturbation locale du SDACR.

4.6.2.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

La mise en œuvre des dispositifs prévisionnels de secours définis par l'arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours ne relève pas du champ de compétence du SDIS.

Les missions de maintien de l'ordre, de dégagement ou de nettoyage de la voie publique ne relèvent pas du champ de compétence du SDIS.

4.7. Menace

4.7.1. Attentat conventionnel

4.7.1.1. *Définition du risque*

Le risque d'attentat concerne des actions visant à tuer ou à blesser un maximum de personnes au moyen d'armes conventionnelles (fusils d'assaut, véhicules bélier, explosifs etc.).

Les modes d'action peuvent prendre des formes très diverses, pouvant toucher des manifestations publiques, des transports collectifs, des ERP ou autres.

4.7.1.2. *Conséquences potentielles du risque*

Effets directs	Effets indirects
❖ Blessés, décès ; ❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, infrastructures ;	❖ Désorganisation de la société ; ❖ Enquête judiciaire transférée à la SDAT/parquet antiterroriste ;

❖ Évacuation ; ❖ Intervention d'unités spéciales ; ❖ Mise en place du plan Vigipirate.	❖ Incidence sur le moral des populations ; ❖ Interruption du trafic ; ❖ Panique ; ❖ Recherche de personnes.

4.7.1.3. *Localisation du risque*

L'attentat peut survenir dans tout le département. Le risque est plus fort sur les agglomérations ainsi que les événements et rassemblement publique.

4.7.1.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le niveau de risque varie en fonction de l'actualité nationale et internationale, même si le département ne constitue pas une cible privilégiée, il peut néanmoins être confronté à ce type d'événements.

4.7.1.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

<u>Scénario dimensionnant</u> : tuerie de masse

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer d'agents formés et équipés pour former un groupe d'extraction de victimes dans le cadre de la doctrine nationale tuerie de masse (GREX).

4.7.1.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Le SDIS est exclusivement compétent pour les missions de mise en sécurité, de recherche, de sauvetage, et de prise en charge des victimes ainsi que de lutte contre un sinistre. Les autres missions, notamment celles qui concernent le retour à la vie normale, ne relèvent pas de ses compétences.

4.7.2. Attentat NRBC

4.7.2.1. *Définition du risque*

Le risque d'attentat NRBC concerne des actions visant à tuer ou à blesser un maximum de personnes au moyen de substances nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC).

Les agents employés peuvent être connus ou inconnus et les modes d'action peuvent prendre des formes très diverses, pouvant toucher des manifestations publiques, des transports collectifs, des ERP ou autres.

Lorsque des substances chimiques ou radioactives sont employées, ce type de risque s'apparente à du risque technologique avec la notion de personnes contaminées en masse.

4.7.2.2. *Conséquences potentielles*

Effets directs	Effets indirects
❖ Destruction totale ou partielle de bâtiments, habitations, infrastructures ; ❖ Équipements NRBC nécessaires pour la protection du personnel ; ❖ Évacuation ; ❖ Mise en place du plan Vigipirate ; ❖ Nombreuses victimes ; ❖ Périmètre élargi de sécurité ; ❖ Pollution ; ❖ Primo intervenants exposés ; ❖ Prise d'otages ; ❖ Recherche de l'affrontement ; ❖ Violences.	❖ Audits de sûreté ; ❖ Déviations ; ❖ Enquête judiciaire transférée à la SDAT/parquet anti-terroriste ; ❖ Incidence sur le moral des populations ; ❖ Interruption du trafic ; ❖ Panique.

4.7.2.3. *Localisation du risque*

L'attentat peut survenir dans tout le département. Le risque est plus fort sur les agglomérations ainsi que les événements et rassemblement publique.

4.7.2.4. *Caractéristiques départementales du risque*

Le niveau de risque varie en fonction de l'actualité nationale et internationale, même si le département ne constitue pas une cible privilégiée, il peut néanmoins être confronté à ce type d'événements.

4.7.2.5. *Objectifs du SDIS du Doubs*

Scénario dimensionnant : attentat NRBCe

Afin de répondre à ce type de risque diffus, le SDIS 25 se fixe comme objectif de disposer :

- D'une unité de réponse NRBCe composée d'une cellule PRV (point de regroupement des victimes) dédiée, un lot d'antidotes PRV et d'une unité mobile de décontamination (UMD) ;
- De moyens humains et matériels pour assurer les fonctions clefs du dispositif NRBCe
- D'un groupe d'extraction composés de spécialistes RCH et RAD ;
- D'une chaîne de commandement formée à la doctrine NRBCe.

4.7.2.6. *Limite d'action du SDIS du Doubs*

Les missions de récupération et d'analyse des éventuelles matières toxiques employées ne relèvent pas du champ de compétence du SDIS, celui-ci pourra toutefois y participer en qualité de service concourant sous réserve de l'adéquation de ses moyens. Une intervention d'envergure concernant plus de 50 victimes contaminées pourra être prise en charge dans les deux premières heures, des renforts extérieurs étant ensuite indispensables.

Le SDIS est exclusivement compétent pour les missions de mise en sécurité, de recherche, de sauvetage, et de prise en charge des victimes ainsi que de lutte contre un sinistre. Les autres missions, notamment celles qui concernent le retour à la vie normale, ne relèvent pas de ses compétences.

Risque complexe : l'essentiel

L'étude du risque complexe porte sur les aléas pouvant mobiliser des ressources spécifiques et en grand nombre, qu'il s'agisse de compétences, d'engins spécialisés ou de potentiel élevé en ressources humaines et matérielles. Peu prévisibles, ces évènements doivent être planifiés en lien avec les services concourants.

Une refonte de la doctrine concernant les situations à nombreuses victimes (SNV) doit permettre d'aboutir à un schéma global de prise en compte de ces interventions.

La pluralité des risques, en lien avec les richesses géographique, économique et démographique du territoire, induit une politique ambitieuse en termes de spécialités opérationnelles. En particulier, les risques en lien avec la menace et les pandémies prennent une position plus importante dans l'étude des aléas potentiels.

Liste des objectifs de la partie E :

Le présent SDACR fixe l'objectif de reprendre la déclinaison des dispositions « NOVI » au niveau du SDIS 25 en proposant un « Plan rouge » permettant au SDIS de pouvoir activer des dispositions sur une SNV ce plan interne, lui permettant de pouvoir activer ses propres dispositions sur ces interventions (**Objectif 21. ; mesures 2, 5)**.

Le SDIS du Doubs devra optimiser la distribution des embarcations et personnels formés pour répondre au mieux à ce risque. En effet, le maintien en état des matériels et en compétences des agents doit être en phase avec une réponse optimale à cet aléa **(Objectif 19. ; mesures 2 et 5).**

Le SDIS du Doubs se fixe pour objectif de disposer, au terme du SDACR actuel, d'un parc d'engins feux de forêts permettant l'action d'une colonne complète FDFEN constituée de 2 groupes complets de CCF et de deux groupes « mixtes » constitués d'au moins la moitié de CCF complétés par des CCR (**Objectif 20. ; mesures 2, 5**).

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Dynamique territoriale - Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières - Sécurité des biens et des personnes - Avis sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) 2024-2029 du SDIS du Doubs

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1424-7 ;

Vu la présentation aux Conseillers départementaux et la saisine officielle par le SDIS, le 29 avril 2024, du projet de Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) IV pour la période 2024-2029 ;

Vu le rapport **n° 301** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Thierry MAIRE DU POSET** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide de formuler un avis favorable sur le projet de Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) IV pour la période 2024-2029, tel qu'il figure en annexe au rapport.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247116H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 302
	Commission[s] : 3
	Timbre : DGS / DDET

DYNAMIQUE TERRITORIALE

TOURISME - DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE ET DE L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE - AIDE À L'ÉMERGENCE DE PROJETS

Objet : Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2023

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – RAPPEL....2

II – CONTEXTE....2

III – LE RAPPORT FINANCIER 2023....3

III – 1. COMPTE DE RÉSULTAT....3

III – 2. BILAN....5

IV – ANALYSE....5

V – PROPOSITION....6

PROJET DE DELIBERATION....7

TABLE DES ANNEXES....8

INTRODUCTION

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre appréciation le rapport financier 2023 du Comité départemental du tourisme (CDT), ceci conformément aux dispositions de l'article L 132-6 du Code du tourisme prévoyant que le CDT soumet annuellement son rapport financier au Conseil départemental siégeant en séance plénière.

I – RAPPEL

Créé en 2006 à l'initiative du Département sous forme d'une structure associative de type loi 1901, le Comité départemental du tourisme (CDT) du Doubs a pour objet, selon les dispositions de l'article L132-2 du Code du tourisme, de préparer et mettre en œuvre la politique touristique du Département.

En termes d'activité, les actions que le CDT se propose de mettre en œuvre chaque année ont donc vocation à être la traduction opérationnelle des axes stratégiques et des objectifs exprimés par le Département dans son projet de mandat.

Cette action d'ensemble, conduite en cohérence avec le Comité régional du tourisme (CRT) et les Offices de tourisme et syndicats d'initiative (OTSI), se traduit par une convention-cadre de partenariat Département-CDT sur une durée de 3 ans, déclinée en conventions annuelles de partenariat.

A ce titre, la Commission permanente, lors de sa réunion du 29 avril 2024, a approuvé la convention-cadre de partenariat avec le CDT portant sur la période 2024-2026, d'une part, et la convention de partenariat à intervenir avec le CDT pour la mise en œuvre de son programme d'actions en 2024, d'autre part.

Par ailleurs, du point de vue financier et dans le prolongement des années précédentes, le Département a décidé d'attribuer au CDT, pour l'année 2024, une subvention d'un montant de 1,3 M€ dans le cadre d'une autorisation d'engagement (AE) d'un montant de 3,9 M€ ayant été votée pour la période 2024-2026 lors de la session budgétaire de décembre 2023.

II – CONTEXTE

Le présent rapport portant sur les comptes du CDT au titre de l'année 2023 s'inscrit dans le cadre du précédent conventionnement Département-CDT, à savoir la convention-cadre 2021-2023 et la convention de partenariat pour la mise en œuvre du programme d'actions 2023.

Dans le cadre de ce partenariat, le Département avait demandé au CDT de mobiliser ses compétences et son savoir-faire sur les axes suivants :

- intégration de la dimension « transition climatique » dans ses actions d'appui aux domaines privilégiés d'intervention du Département pour la mise en tourisme des territoires :
  - appui au développement de projets sous maîtrise d'ouvrage publique ;

  - développement maîtrisé des activités de pleine nature (randonnée pédestre, politique cyclable et VTT, filières identitaires du Doubs (ski alpin, nordique, pêche, escalade, canoé kayak, …) et à la filière « fluvestre » (économie touristique liée aux cours d'eau navigables) ;
  - appui en ingénierie aux porteurs de projets, en particulier en matière de création, et classement d'hébergement touristique (hôtellerie, camping, meublés de tourisme), mais également en vue du classement des meublés de tourisme, de l'obtention de la marque « Qualité tourisme », de labels nationaux, tels que Tourisme & Handicap, « Accueil Vélo », ou de labels identitaires du Doubs (Made In chez nous, Motards Bienvenue) ;

- poursuite du déploiement du réseau de points-nœuds sur l'ensemble du territoire du Doubs, dans le cadre du schéma cyclable départemental ;

- contribution à l'instauration par le Département, en 2024, d'une taxe de séjour additionnelle départementale, dans le prolongement de la mise en place depuis 2019, sous l'initiative du Département, d'une plateforme mutualisée entre les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre afin de sécuriser et d'optimiser la perception de la taxe de séjour par le bloc communal (EPCI et communes) ;

- poursuite du déploiement de l'outil Déclaloc (déclaration dématérialisée des activités de meublés de tourisme et chambres d'hôtes), en lien avec les EPCI du Doubs et parallèlement à la démarche de sécurisation et d'optimisation de la perception de la taxe de séjour par le bloc communal ;

- participation à l'actualisation du schéma de signalisation touristique et déclinaison opérationnelle, via les programmes gérés par la Direction des routes et infrastructures (DRIT) du Département ;

- mise en réseau des sites identitaires du Doubs ;

- participation active à des évènements nationaux ou internationaux, en lien avec les points forts et produits à fort potentiel de marques, comme le Salon Roc d'Azur sur la thématique de la promotion du VTT, ainsi qu'à l'animation touristique des territoires et des marques (slowUp Vallée de l'Ognon, …).

C'est dans ce contexte que s'inscrit le rapport financier 2023 présenté ce jour au Conseil départemental.

III – LE RAPPORT FINANCIER 2023

L'exercice 2023 du CDT couvre la période du 1er janvier au 31 décembre. Les principaux éléments d'analyse des comptes vous sont présentés ci-après.

III – 1. Compte de résultat

Depuis l'exercice 2021, les produits totaux de l'association se réduisent. Pour mémoire, ils avaient diminué de 16 % entre 2021 et 2022.

Leur composition reste similaire avec essentiellement des produits d'exploitation (1,58 M€ en 2023) qui représentent 98,9 % des produits.

Cette réduction entre 2022 et 2023 s'explique par des baisses sur plusieurs postes :

- utilisations des fonds dédiés : -79 k€ (266 k€ en 2022 contre 187 k€ en 2023) ;
- subventions d'exploitation : - 54 k€ (1,3 M€ en 2022 contre 1,25 M€ en 2023) ;
- chiffre d'affaires : -16 k€ (97 k€ en 2022 contre 81 k€ en 2023) avec notamment aucune vente de produits en 2023 (contre 15 k€ en 2022).

Le chiffre d'affaires comprend 80 k€ de prestations de services (en baisse de 20 % par rapport à 2022) et 1 190 € de ventes de biens (en hausse de 42 % par rapport à 2022). Son poids demeure faible, à savoir 5 %, dans les produits totaux de la structure, tandis que les subventions d'exploitation représentent 78 % des produits totaux en 2023.
Le CDT est ainsi fortement dépendant financièrement du Département.

Le Département a accordé en 2023 une subvention de 1,3 M€ au CDT à titre de participation à la mise en œuvre de son programme d'actions. Comme les années précédentes, cette subvention a donné lieu au versement de 2 acomptes, représentant 90 % de l'aide départementale, le versement du solde (soit 10 %) étant prévu au cours du 1er semestre 2024 après transmission par le CDT de son rapport d'activité et de ses comptes pour l'année 2023.

En 2023, la baisse des charges est presque insignifiante. Les postes qui connaissent une diminution sont notamment le report en fonds dédiés, soit -55 k€ entre 2022 (187 k€) et 2023 (132 k€), et les dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation, soit -19 k€ entre 2022 (37 k€) et 2023 (18 k€).

Le poste de dépenses le plus important demeure les charges de personnel (soit 58% des charges totales). Il est en hausse depuis 2021 et augmente de 5 % entre 2022 (919 k€) et 2023 (969 k€).

Le second poste de dépenses, à savoir les autres charges externes, augmente de 1 % passant de 491 k€ en 2022 à 494 k€ en 2023.

Quant aux impôts et taxes, ils sont en hausse de 28 % entre 2022 (38 k€) et 2023 (49 k€).

Les charges d'exploitation se décomposent comme suit :

- les salaires et traitements : 667 415 € (633 045 € en 2022) ;
- les achats et charges externes : 494 039 € (491 236 € en 2022) ;
- les charges sociales : 301 702 € (286 277 € en 2022) ;
- les impôts, taxes et versements assimilés : 49 229 € (38 469 € en 2022) ;
- les dotations aux amortissements : 17 922 € (19 350 € € en 2022) ;
- les dotations aux provisions : 0 € (17 706 € en 2022) ;
- les autres charges : 6 880 € (10 015 € en 2022).

L'effectif salarié moyen du CDT en 2023 s'élève à 17 salariés.

En sus des ventes de marchandises, production vendue de biens et services, les produits d'exploitation sont les suivants :

- subvention d'exploitation : 1 248 718 € (1 302 796 € en 2022) ;
- reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges : 58 207 € (33 503 € en 2022) ;
- autres produits : 1 334 € (6 580 € en 2022).

Concernant le résultat d'exploitation, il est davantage en insuffisance puisqu'il s'établit à -93k€ fin 2023, contre 21 k€ fin 2022. Cette baisse du résultat d'exploitation s'explique par l'importante réduction des produits d'exploitation.

S'agissant du résultat financier, il est de 17 k€ et vient donc atténuer les pertes du résultat net.

Le CDT ne dispose pas de résultat exceptionnel.

Au final, le CDT constate pour l'exercice 2023 une perte à hauteur de 76 k€.

Pour mémoire, au cours des exercices précédents, les résultats ont été les suivants :
- en 2022 : excédent de 25 066 € (subvention du Département : 1 342 484 €) ;
- en 2021 : excédent de 21 079 € (subvention du Département : 1,32 M€) ;
- en 2020 : excédent de 43 772 € (subvention du Département : 2,86 M€ en intégrant le volet « tourisme » du plan départemental destiné à faire face à la crise économique et sociale, à savoir un montant de 1,55 M€) ;
- en 2019 : excédent de 622 € (subvention du Département : 1,3 M€) ;
- en 2018 : excédent de 80 116 € (subvention du Département : 1,3 M€).

III – 2. Bilan

Après intégration du résultat de l'exercice 2023 (qui est affecté sur le compte « autres réserves »), le bilan du CDT s'élève, au 31 décembre 2023, à 1 640 644 € (1 770 009 € en 2022), soit une baisse de 7 %.

L'actif se compose de deux parties.

En premier lieu l'actif circulant, d'un montant de 1 605 827 €, soit 98 % de l'actif et réparti comme suit :
- 166 229 € en créances (165 603 € en 2022) ;
- 16 749 € en valeurs mobilières de placement (16 422 € en 2022) ;
- 1 411 020 € en disponibilités (1 533 845 € en 2022) ;
- 11 829 € en charges constatées d'avance (11 279 € en 2022).

En second lieu, l'actif immobilisé net qui s'élève à 35 k€, soit 2 % de l'actif global de la structure. Toutefois, il se réduit de 19 % par rapport à 2022 (43 k€), en raison d'une hausse des amortissements des immobilisations (91 k€ en 2023, soit + 11 % par rapport à 2022).

Quant au passif, il se décompose comme suit :
- 763 125 € en capitaux propres (839 531 € en 2022) ;
- 299 517 € en provisions pour charges (328 215 € en 2022) ;
- 354 578 € en dettes (323 925 € en 2022). Il s'agit de dettes à moins d'un an, sachant que le CDT n'a pas de dettes financières à long terme ;
- 91 412 € en produits constatés d'avance (91 575 € en 2022).

IV – ANALYSE

La situation financière du CDT tend à se dégrader sur plusieurs points entre les exercices 2022 et 2023.
- la capacité d'autofinancement (CAF) devient négative à hauteur de 87 k€ en 2023, alors qu'elle s'élevait à 62 k€ en 2022. ;
- le CDT réalise des pertes de 76 k€ en 2023, alors que les résultats étaient excédentaires sur les exercices 2021 et 2022. Ce résultat négatif impacte les fonds propres qui se réduisent de 76 k€ entre 2022 et 2023 ;

- le chiffre d'affaires se réduit de 16 k€ entre 2022 et 2023, tandis que les charges de personnel augmentent de 50 k€ sur cette même période.

Toutefois, d'autres points viennent contrebalancer ce constat :
- le CDT dispose d'un niveau de trésorerie élevé (1,4 M€ en 2022) qui permet de couvrir plus de 10 mois de charges fin 2023 ;
- l'association n'est pas endettée ;
- les fonds propres représentent presque la moitié du bilan en 2023 (soit 47 %), témoignant ainsi d'une certaine solvabilité et d'une capacité de financement interne ;
- le fonds de roulement demeure positif et s'élève à 1,2 M€. Cela signifie que l'association est en bonne santé financière, sachant que cet indicateur financier symbolise la capacité de la structure à régler ses dépenses courantes sans recourir à l'emprunt. Le CDT est donc en mesure de couvrir ses cycles d'exploitation.

V – PROPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L 132-6 du Code du tourisme, je vous invite à prendre connaissance du rapport financier 2023 du Comité départemental du tourisme (CDT).

Dans cette perspective, vous trouverez, en annexes 1 et 2 du présent rapport, les éléments composant ce dernier, à savoir :
- le rapport de gestion 2023 de Mme la Présidente du CDT (annexe 1) ;
- les comptes annuels 2023 du CDT (annexe 2).

Par ailleurs, vous trouverez, en annexe 3 du rapport, le rapport d'activités du CDT pour l'année 2023.

Ces comptes 2023 et le rapport d'activités ont été validés par le Conseil d'administration (CA) du CDT réuni le 26 mars dernier, puis approuvés par l'Assemblée générale (AG) ordinaire du CDT lors de sa réunion du 4 juin 2024.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme, et notamment ses articles L. 132-1 à l'article L. 132-6 ;

Vu le rapport **n° 302** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

Prend acte du rapport financier 2023 du Comité départemental du tourisme (CDT), ceci conformément aux dispositions de l'article L. 132-6 du Code du tourisme.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

TABLE DES ANNEXES

1 - Rapport de gestion 2023 de la Présidente du Comité départemental du tourisme (CDT)
2 - Comptes annuels 2023 du CDT
3 - Rapport d'activités 2023 du CDT

DOUBS TOURISME
83 rue de Dole
25000 BESANCON

Projet de Rapport de gestion de la Présidente à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 2024

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Association durant l'exercice clos le 31 décembre 2023 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.
Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Vous prendrez ensuite connaissance des rapports du Commissaire aux Comptes.

ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Avec un retour des clientèles étrangères, mais également des groupes et dans une moindre mesure du tourisme d'affaires, la crise pandémique des années 2020 et 2021 semble désormais derrière nous. Dans la lignée de 2022, que certains considéraient comme une année de rattrapage, l'année 2023 se termine d'une manière globale pour les professionnels par un taux de satisfaction positif. Ainsi, et malgré une météo capricieuse pour notre territoire, la saison est jugée comme satisfaisante à très satisfaisante, bien meilleure que les années précédentes.

Ce retour en nombre et en diversité des clientèles s'accompagne cependant d'une exigence accrue tant en termes de service que de tarif. Les attentes des touristes sont particulièrement importantes et nécessitent plus que jamais une agilité et une réactivité de tous les instants de la part des professionnels tout comme de la part des offices de tourisme et du CDT.

Aussi, au regard de ces éléments il est proposé de poursuivre une stratégie et un programme d'actions ayant pour objectif de développer, promouvoir et commercialiser une offre et une destination en adéquation avec ce contexte changeant.

En matière d'ingénierie, l'appui aux porteurs de projets sera au cœur de notre action avec notamment le déploiement de la qualification Chambre d'hôtes référence en lien et en partenariat avec les offices de tourisme, la poursuite des classements et des labellisations ainsi que l'appui au développement des activités de pleine nature comme le cyclotourisme avec le réseau points-nœuds ou les activités de VTT et de gravel, parties intégrantes du schéma cyclable départemental.

En matière de communication, et au-delà des rééditions de nos documentations et de leurs évolutions, 2024 sera l'année du développement des outils numériques au service du réseau points-nœuds. En lien avec nos sites internet, la mise en place du calculateur numérique mais aussi le développement d'une application pour smartphone seront des priorités. La priorité sera également donnée à la mise en œuvre d'un outil d'Intelligence Artificielle au service des clientèles.

De la même façon, les actions de commercialisation seront également orientées vers le numérique avec notamment la finalisation de la plateforme départementale d'organisation de congrès ainsi que la mise en ligne d'un nouveau site spécifique destiné à la clientèle groupes. Au regard des résultats enregistrés ces dernières années (plus de la moitié des dossiers concrétisés à la suite de démarchages), une attention toute particulière sera donnée aux relations professionnelles (BtoB) avec les autocaristes et agences de voyages françaises et belges.

L'ensemble de ces éléments intègrent par ailleurs les composantes fortes de la politique Départementale ainsi que celles du nouveau schéma régional de développement du tourisme et des loisirs qui couvrira la période 2024 à 2028.

RESULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les **produits d'exploitation** se sont élevés à **1 389 151 €**, contre 1 439 567 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -3,5 %.

Le montant des **achats de marchandises et variations de stocks** est **nul en 2023** (2 059 € en 2022).

Le montant des **autres achats et charges externes** s'élève à **494 039 € en 2023**, contre 491 236 € en 2022, soit une variation de 0,57 %.

Le montant des **impôts, taxes et versements assimilés** s'élève à **49 229 € en 2023**, contre 38 469 € en 2022, soit une variation de 27,97 %.

Le montant des **salaires et traitements** s'élève à **667 415 € en 2023**, contre 633 045 € en 2022, soit une variation de 5,43 %.

Le montant des **charges sociales** s'élève à **301 702 € en 2023**, contre 286 277 € en 2022, soit une variation de 5,39 %.

L'effectif salarié moyen est stable et s'élève à 17 personnes.

Le montant des **dotations aux amortissements et dépréciations** s'élève à **17 922 € en 2023**, contre 37 056 € en 2022, soit une variation de -51,63 %.

Le montant des **autres charges de gestion courante** s'élève à **6 880 € en 2023**, contre 10 015 € en 2022, soit une variation de -31,30 %.

Le total des **charges d'exploitation** de l'exercice s'élève à **1 537 188 € en 2023**, contre 1 498 156 € en 2022, soit une variation de 2,61 %.

Le **résultat d'exploitation** est de **-148 036 € en 2023** (-58 589 € en 2022) soit une variation de 152,67 %.

Tenant compte du **résultat financier** de **16 879 € en 2023** (4 331 € en 2022), le **résultat courant avant impôts** est de **–131 158 € en 2023** contre –54 259 € en 2022.
Après la prise en compte de l'utilisation et du report des fonds dédiés qui s'élève à un montant net de **-54 752 € en 2023** (-79 325 € en 2022),
Le **résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023** se solde par une **perte de 76 406 euros** (bénéfice de 25 066 € en 2022).

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une **perte de 76 406 euros.**

Nous vous proposons de bien vouloir affecter **la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2023** s'élevant à **76 406 euros** en **"Report à nouveau".**

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous allons vous présenter le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L 612-5 et suivants du Code de commerce.

Nous vous invitons à adopter le texte des résolutions qui sont soumises à votre vote.
La Présidente

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

83 rue de Dole

25000 BESANCON

SIRET : 48766452600042

EXPERTISE COMPTABLE ET CRÉATIVITÉ !
La Comptabilité

SOMMAIRE

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPTES ANNUELS	**4**
Attestation	**5**
Bilan Actif	**6**
Bilan Passif	**7**
Compte de Résultat	**8**
DETAILS DES COMPTES	**10**
Bilan Actif détaillé	**11**
Bilan Passif détaillé	**13**
Compte de Résultat détaillé	**15**
ANNEXE COMPTABLE	**20**
Annexe	**21**
IMPRIMES FISCAUX	**37**
Réel simplifié BIC (2021)	**38**

COMPTES ANNUELS

ATTESTATION

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels qui nous a été confiée par Béatrix Loizon, Présidente pour l'entité :

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Pour l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil National de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu, ils sont paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, ils se caractérisent par les données suivantes :

Total ressources	**1 575 914,11 €**
Résultat net comptable	**-76 406,02 €**
Total du bilan	**1 640 644,18 €**

Fait à Baume-les-Dames,
Le 11/03/2024.

Pierre-Luc SOEUR,
Expert-comptable.

Signé via CertEurope par : Pierre-Luc SOEUR - 23-03-2024 à 10:03

BILAN ACTIF

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	8 450,57	7 035,01	1 415,56	1 530,04
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	4 503,96	2 826,98	1 676,98	2 472,31
Autres	101 301,98	80 800,05	20 501,93	27 635,76
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15,00		15,00	15,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	11 207,54		11 207,54	11 207,54
TOTAL (I)	**125 479,05**	**90 662,04**	**34 817,01**	**42 860,65**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	5 677,65		5 677,65	9 450,43
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	160 551,30		160 551,30	156 152,62
Valeurs mobilières de placement	16 748,88		16 748,88	16 422,08
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 411 020,42		1 411 020,42	1 533 844,59
Charges constatées d'avance	11 828,92		11 828,92	11 279,00
TOTAL (II)	**1 605 827,17**		**1 605 827,17**	**1 727 148,72**
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	**1 731 306,22**	**90 662,04**	**1 640 644,18**	**1 770 009,37**

BILAN PASSIF

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	807 372,55	807 372,55
Fonds propres complémentaires	42 306,65	42 306,65
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-10 148,42	-35 214,66
Excédent ou déficit de l'exercice	-76 406,02	25 066,24
Situation nette (sous total)	*763 124,76*	*839 530,78*
Fonds propres consomptibles		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	**763 124,76**	**839 530,78**
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	132 011,37	186 763,00
TOTAL (II)	**132 011,37**	**186 763,00**
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	299 517,55	328 215,48
TOTAL (III)	**299 517,55**	**328 215,48**
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 711,83	38 232,74
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	222 407,05	230 018,53
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	78 459,21	55 673,85
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	91 412,41	91 574,99
TOTAL (IV)	**445 990,50**	**415 500,11**
Ecarts de conversion passif **(V)**		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	**1 640 644,18**	**1 770 009,37**

COMPTE DE RÉSULTAT

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 190,00	692,00
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	79 702,59	95 995,66
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 248 717,51	1 302 795,81
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	58 207,38	33 503,21
Utilisations des fonds dédiés	186 763,00	266 088,00
Autres produits	1 333,63	6 580,41
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	**1 575 914,11**	**1 705 655,09**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		2 058,60
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	494 038,93	491 235,78
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	49 229,33	38 469,42
Salaires et traitements	667 415,45	633 045,24
Charges sociales	301 701,55	286 277,00
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 922,46	19 349,75
Dotations aux provisions		17 705,91
Reports en fonds dédiés	132 011,37	186 763,00
Autres charges	6 879,81	10 014,77
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	**1 669 198,90**	**1 684 919,47**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**-93 284,79**	**20 735,62**
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	16 880,25	4 330,62
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	**16 880,25**	**4 330,62**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1,48	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	**1,48**	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	**16 878,77**	**4 330,62**

COMPTE DE RÉSULTAT

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	**-76 406,02**	**25 066,24**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats **(VII)**		
Impôts sur les bénéfices **(VIII)**		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	**1 592 794,36**	**1 709 985,71**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	**1 669 200,38**	**1 684 919,47**
EXCÉDENT OU DÉFICIT	**-76 406,02**	**25 066,24**

DETAILS DES COMPTES

BILAN ACTIF DÉTAILLÉ

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF Exercice du	01/01/23 au 31/12/23 Valeur nette	01/01/22 au 31/12/22 Valeur nette	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	1 415,56	1 530,04	-114,48	-7,48
20500000 brevets, licences, marques	*8 450,57*	*8 450,57*		
28050000 amort. concessions, brevets, l	*-7 035,01*	*-6 920,53*	*-114,48*	*-1,65*
Immobilisations corporelles				
Installations techn., matériel et outil. ind.	1 676,98	2 472,31	-795,33	-32,17
21510000 installations techniques	*4 503,96*	*4 503,96*		
28151000 amort. inst tech materiel et o	*-2 826,98*	*-2 031,65*	*-795,33*	*-39,15*
Autres	20 501,93	27 635,76	-7 133,83	-25,81
21800000 autres immobilisations corpore	*5 140,80*	*5 140,80*		
21820000 matériel de transport	*32 915,62*	*32 915,62*		
21830000 matériel de bureau et informat	*34 898,04*	*33 954,05*	*943,99*	*2,78*
21840000 mobilier	*28 347,52*	*28 347,52*		
28180000 amort. install générales, agen	*-2 321,24*	*-1 586,62*	*-734,62*	*-46,30*
28182000 amort transport	*-25 624,16*	*-19 914,41*	*-5 709,75*	*-28,67*
28183000 amort. matériel de bureau	*-26 127,57*	*-25 189,18*	*-938,39*	*-3,73*
28184000 amort mobilier bureau	*-26 727,08*	*-26 032,02*	*-695,06*	*-2,67*
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15,00	15,00		
26100000 immobilisation financière	*15,00*	*15,00*		
Autres	11 207,54	11 207,54		
27510000 dépots et cautionnements versé	*10 500,00*	*10 500,00*		
27550000 cautionnements	*707,54*	*707,54*		
TOTAL (I)	**34 817,01**	**42 860,65**	**-8 043,64**	**-18,77**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	5 677,65	9 450,43	-3 772,78	-39,92
Autres	160 551,30	156 152,62	4 398,68	2,82
401dindiv collectif fournisseurs		*168,07*	*-168,07*	*-100,00*
401drg2355 collectif fournisseurs	*471,24*		*471,24*	
401ganxx02 gan assurance annulation		*1 695,93*	*-1 695,93*	*-100,00*
401mailjet mailjet		*18,36*	*-18,36*	*-100,00*
42500000 avances et acomptes	*320,00*		*320,00*	
43870000 orga. soc - pdts à recevoir (i		*-555,38*	*555,38*	*100,00*
44170010 subvention à recevoir cg	*130 000,00*	*130 000,00*		
44582000 tva a regulariser		*1 222,64*	*-1 222,64*	*-100,00*
44700000 autres impôts et taxes	*21 169,00*	*20 930,00*	*239,00*	*1,14*
46710000 tickets restaurant	*8 271,00*	*2 673,00*	*5 598,00*	*209,43*
46870000 divers- produits à recevoir	*320,06*		*320,06*	
Valeurs mobilières de placement	16 748,88	16 422,08	326,80	1,99
50610000 obligations/titres/parts socia	*16 748,88*	*16 422,08*	*326,80*	*1,99*
Disponibilités	1 411 020,42	1 533 844,59	-122 824,17	-8,01
51200300 banque paypal	*2 432,06*	*1 398,24*	*1 033,82*	*73,94*
51201100 banque cm cpte 001	*126 427,81*	*69 798,12*	*56 629,69*	*81,13*
51201300 banque cm livret bleu ac	*209 468,45*	*87 096,06*	*122 372,39*	*140,50*
51201600 banque cm cpte a terme		*108 786,58*	*-108 786,58*	*-100,00*
51202100 banque ca cpte courant	*65 092,76*	*41 144,83*	*23 947,93*	*58,20*
51221200 ca livret societaire (fct)	*52 901,11*	*51 910,51*	*990,60*	*1,91*
51221500 banque ca livret fct	*954 694,17*	*1 172 745,66*	*-218 051,49*	*-18,59*
51870000 intérêts courus à recevoir		*964,42*	*-964,42*	*-100,00*
53110000 caisse	*4,06*	*0,17*	*3,89*	
Charges constatées d'avance	11 828,92	11 279,00	549,92	4,88

BILAN ACTIF DÉTAILLÉ

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice du	01/01/23 au 31/12/23 Valeur nette	01/01/22 au 31/12/22 Valeur nette	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
48600000 charges constatées d'avance		*11 828,92*	*11 279,00*	*549,92*	*4,88*
TOTAL (II)		**1 605 827,17**	**1 727 148,72**	**-121 321,55**	**-7,02**
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		**1 640 644,18**	**1 770 009,37**	**-129 365,19**	**-7,31**

BILAN PASSIF DÉTAILLÉ

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Exercice du 01/01/23 au 31/12/23	Exercice du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires	807 372,55	807 372,55		
10110000 apport aded au 010106	*751 570,97*	*751 570,97*		
10120000 apport sla au 01/01/06	*55 801,58*	*55 801,58*		
Fonds propres complémentaires	42 306,65	42 306,65		
10250000 apport udotsi au 01/01/16	*42 306,65*	*42 306,65*		
Réserves				
Report à nouveau	-10 148,42	-35 214,66	25 066,24	71,18
11900000 report a nouveau debiteur	*-10 148,42*	*-35 214,66*	*25 066,24*	*71,18*
Excédent ou déficit de l'exercice	-76 406,02	25 066,24	-101 472,26	-404,82
Situation nette (sous total)	*763 124,76*	*839 530,78*	*-76 406,02*	*-9,10*
TOTAL (I)	**763 124,76**	**839 530,78**	**-76 406,02**	**-9,10**
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS				
Fonds dédiés	132 011,37	186 763,00	-54 751,63	-29,32
19410000 fonds dédiés	*132 011,37*	*186 763,00*	*-54 751,63*	*-29,32*
TOTAL (II)	**132 011,37**	**186 763,00**	**-54 751,63**	**-29,32**
PROVISIONS				
Provisions pour charges	299 517,55	328 215,48	-28 697,93	-8,74
15300000 provisions pour pensions et ob	*299 517,55*	*328 215,48*	*-28 697,93*	*-8,74*
TOTAL (III)	**299 517,55**	**328 215,48**	**-28 697,93**	**-8,74**
DETTES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 711,83	38 232,74	15 479,09	40,49
Dettes fiscales et sociales	222 407,05	230 018,53	-7 611,48	-3,31
42100000 net à payer	*1 872,96*	*1 362,33*	*510,63*	*37,48*
42860000 personnel - autres charges à p	*58 758,75*	*64 171,04*	*-5 412,29*	*-8,43*
43110000 caisse urssaf	*38 029,87*	*33 141,46*	*4 888,41*	*14,75*
43730000 caisse retraite-mutuelle ta c	*26 897,45*	*25 837,11*	*1 060,34*	*4,10*
43861000 orga. soc - charges sur congés	*30 364,55*	*33 044,79*	*-2 680,24*	*-8,11*
44210000 prelevement a la source	*3 106,97*	*3 367,40*	*-260,43*	*-7,73*
44551000 tva à décaisser	*43 460,00*	*48 990,00*	*-5 530,00*	*-11,29*
44566200 tva déd sur achats fr déb (%ré		*0,86*	*-0,86*	*-100,00*
44582000 tva a regulariser	*163,99*		*163,99*	
44587000 taxes sur ca sur fae		*223,30*	*-223,30*	*-100,00*
44860000 etat -charges a payer	*19 752,51*	*19 880,24*	*-127,73*	*-0,64*
Autres dettes	78 459,21	55 673,85	22 785,36	40,93
41100000 clients	*848,38*		*848,38*	*1,52*
411classem clients classement meuble	*125,50*	*1 296,50*	*-1 171,00*	*-2,10*
411di2118 collectif clients		*345,55*	*-345,55*	*-0,62*
411di21cag collectif clients	*31 485,00*	*31 685,00*	*-200,00*	*-0,36*
411di2247 collectif clients		*214,00*	*-214,00*	*-0,38*
411di2254 collectif clients		*224,00*	*-224,00*	*-0,40*
411di2301 collectif clients		*707,80*	*-707,80*	*-1,27*
411di2343 bellanger	*222,00*		*222,00*	*0,40*
411di2345 vouillot julien	*222,00*		*222,00*	*0,40*
411di2346 geraldes	*229,63*		*229,63*	*0,41*
411di2347 vouillot julien	*218,00*		*218,00*	*0,39*
411di2348 pascal pointurier	*345,55*		*345,55*	*0,62*
411drg2108 collectif clients	*600,00*	*600,00*		
411drg2210 collectif clients		*2 304,00*	*-2 304,00*	*-4,14*
411drg2211 collectif clients		*3 554,00*	*-3 554,00*	*-6,38*
411drg2266 collectif clients		*4 821,00*	*-4 821,00*	*-8,66*
411drg2311 collectif clients	*30,75*		*30,75*	*0,06*
411drg2313 collectif clients	*285,00*		*285,00*	*0,51*
411drg2320 collectif clients		*2 179,00*	*-2 179,00*	*-3,91*
411drg2355 collectif clients		*6 965,00*	*-6 965,00*	*-12,51*

BILAN PASSIF DÉTAILLÉ

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Exercice du 01/01/23 au 31/12/23	Exercice du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
411drg2421 ufq	*1 080,00*		*1 080,00*	*1,94*
411drg2422 mennecy accueil	*1 287,50*		*1 287,50*	*2,31*
411drg2430 one touch travel	*35 521,45*		*35 521,45*	*63,80*
411drg2442 faure tourisme	*397,50*		*397,50*	*0,71*
411drg2446 blue knights france	*987,50*		*987,50*	*1,77*
411drg6244 amicale retraites groupe	*4 063,45*		*4 063,45*	*7,30*
411ski journees ski	*510,00*	*778,00*	*-268,00*	*-0,48*
Produits constatés d'avance	91 412,41	91 574,99	-162,58	-0,18
48710000 produits constatés d'avance	*91 412,41*	*91 574,99*	*-162,58*	*-0,18*
TOTAL (IV)	**445 990,50**	**415 500,11**	**30 490,39**	**7,34**
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	**1 640 644,18**	**1 770 009,37**	**-129 365,19**	**-7,31**

COMPTE DE RÉSULTAT DÉTAILLÉ

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	1 190,00	692,00	498,00	71,97
70714100 vente guides / affiches - l-	*1 190,00*	*692,00*	*498,00*	*71,97*
Dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	79 702,59	95 995,66	-16 293,07	-16,97
70420100 vente de produits -l-		*15 000,00*	*-15 000,00*	*-100,00*
70820001 commissions gîtes (l)	*3,33*	*86,49*	*-83,16*	*-96,15*
70820011 commissions individuels (l)	*1 459,37*	*3 238,41*	*-1 779,04*	*-54,94*
70820012 cotisations accueil vélo (nl)	*1 471,20*	*1 528,58*	*-57,38*	*-3,75*
70820032 cotisations relais st pierre (	*1 014,17*	*219,81*	*794,36*	*361,38*
70820042 cotisations motards bienvenue	*2 353,86*	*2 702,35*	*-348,49*	*-12,90*
70820052 cotisations made in chez nous	*1 529,35*	*1 715,38*	*-186,03*	*-10,84*
70820062 cotisations chambres d'h?tes (	*600,00*		*600,00*	
70820200 cotisations cdt - nl	*9 700,00*	*9 350,00*	*350,00*	*3,74*
70820220 droits de classements -nl-	*16 920,00*	*18 840,00*	*-1 920,00*	*-10,19*
70825100 frais dossiers - l	*111,65*	*224,96*	*-113,31*	*-50,37*
70830100 commissions forfaits - l	*44 539,66*	*43 089,68*	*1 449,98*	*3,37*
Dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 248 717,51	1 302 795,81	-54 078,30	-4,15
74001100 subvention exploit. cg - l	*245 412,47*	*262 690,95*	*-17 278,48*	*-6,58*
74001200 subvention exploit. cg - nl	*1 003 305,04*	*984 020,86*	*19 284,18*	*1,96*
74002200 subvention exploit.excep cg-nl		*56 084,00*	*-56 084,00*	*-100,00*
Versements des fondateurs ou cons. dotation consomptible				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amorts, dépr., prov. et transf. charges	58 207,38	33 503,21	24 704,17	73,74
78150100 reprise prov r et chges -l-	*2 339,11*		*2 339,11*	
78150200 rep prov risques et charges nl	*26 358,82*		*26 358,82*	
79100011 transfert de charges eductour	*1 128,44*	*1 890,00*	*-761,56*	*-40,29*
79100032 versement aide apprenti (nl)	*2 000,00*		*2 000,00*	
79100100 transf. charges -l-	*7 416,50*	*11 508,28*	*-4 091,78*	*-35,56*
79102200 transferts de charges - nl	*18 964,51*	*20 104,93*	*-1 140,42*	*-5,67*
Utilisations des fonds dédiés	186 763,00	266 088,00	-79 325,00	-29,81
78940100 report subv non utilisee ex an		*33 951,00*	*-33 951,00*	*-100,00*
78940200 report subv non utilisee ex an	*186 763,00*	*232 137,00*	*-45 374,00*	*-19,55*
Autres produits	1 333,63	6 580,41	-5 246,78	-79,73
75800011 produits sur assurance annul (	*751,37*	*359,75*	*391,62*	*108,86*
75800100 prod.div.gestion - l	*435,99*	*0,89*	*435,10*	
75800200 prod.div.gestion - nl	*146,27*	*6 219,77*	*-6 073,50*	*-97,65*
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	**1 575 914,11**	**1 705 655,09**	**-129 740,98**	**-7,61**
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises		2 058,60	-2 058,60	-100,00
60700002 achat marchandises (nl)		*2 058,60*	*-2 058,60*	*-100,00*
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	494 038,93	491 235,78	2 803,15	0,57
60420001 achat produits (l)		*21 811,86*	*-21 811,86*	*-100,00*
60430001 plan de relance (l) groupe		*15 000,00*	*-15 000,00*	*-100,00*
60500300 achats materiel mixte 20 %	*1 908,33*	*2 315,70*	*-407,37*	*-17,59*
60613100 fourn.non stockable - l	*514,24*	*351,93*	*162,31*	*46,12*

		Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
60613300	fourn.non stockable mixte	2 187,87	1 413,86	774,01	54,74
60614100	carburant - l	939,42	828,33	111,09	13,41
60614300	carburant mixte 20 %	3 996,84	3 327,76	669,08	20,11
60640100	fournitures administ. - l	1 240,29	1 424,23	-183,94	-12,92
60640200	fournitures administ. - nl	1 143,53	1 022,93	120,60	11,79
60640300	fourn administ. mixte 20 %	5 276,87	5 721,69	-444,82	-7,77
60641100	fture machine affranchir -l-	75,46	67,73	7,73	11,41
60641300	fourn.mach.affr mixte 20 %	321,05	272,12	48,93	17,98
60680100	autres matieres et ftures - l	448,54	576,42	-127,88	-22,19
61301100	loc.immobilieres - l	10 579,90	10 448,83	131,07	1,25
61301300	locations immob. mixte 0%	45 012,66	41 977,04	3 035,62	7,23
61351100	location mobiliere - l	719,01	796,99	-77,98	-9,78
61351200	loc.mobiliers - nl	3 818,95	620,01	3 198,94	515,95
61351300	locations mob. mixte 20 %	486,00	791,84	-305,84	-38,62
61352100	loc machine a affranchir -l-	138,56	135,62	2,94	2,17
61352300	loc mach affr mixte 20 %	589,50	544,87	44,63	8,19
61400100	charges locatives -l-	1 459,77	1 490,40	-30,63	-2,06
61400300	charges locatives -m-	5 175,56	4 989,60	185,96	3,73
61520100	entretien locaux - l	2 193,40	1 573,49	619,91	39,40
61520300	entretien locaux mixte 20 %	9 331,92	6 321,31	3 010,61	47,63
61551100	entretien reparations -l-	804,52	566,57	237,95	42,00
61551200	entretiens et reparations nl	709,80		709,80	
61551300	entretien rep. mixte 20 %	3 422,89	2 276,12	1 146,77	50,38
61552100	service copie - l	398,47	367,21	31,26	8,51
61552300	service copies mixte 20 %	1 695,32	1 475,24	220,08	14,92
61561100	maintenance logiciels - l	1 570,89	853,61	717,28	84,03
61561200	maintenance logiciels - nl	3 280,26	3 207,60	72,66	2,27
61561300	maintenance log mixte 20 %	5 151,81	3 429,30	1 722,51	50,23
61562100	maintenance tpe - l	408,00	408,00		
61563100	maintenance rom collector-l-	726,00	713,00	13,00	1,82
61563300	maint rom coll. mixte 20 %	3 088,80	2 864,40	224,40	7,83
61564100	maintenance copieur canon -l		50,87	-50,87	-100,00
61564300	maintenance copieur canon 20 %		204,37	-204,37	-100,00
61603100	agf assurance -l	2 422,42	2 203,31	219,11	9,94
61603200	assurance rc classement-nl-	1 168,79	1 083,72	85,07	7,85
61603300	ligier - ass dirigeants -m-	446,45	420,29	26,16	6,22
61611100	axa assurances vehicule -l-	336,70	335,69	1,01	0,30
61611300	assurances vehicules -m-	1 193,77	1 123,83	69,94	6,22
61612100	gan assurance/locaux -l-	208,84	210,07	-1,23	-0,59
61612300	assurances locaux	740,43	703,26	37,17	5,29
61613100	gan assurance salon -l-	70,45	66,67	3,78	5,67
61613300	assurances salons	249,76	223,19	26,57	11,90
61614100	ass garantie financière (l)	1 160,00	550,00	610,00	110,91
61811100	doc general	162,70	219,41	-56,71	-25,85
61811300	doc gene 2.1 5.5 et 7%	588,97	749,99	-161,02	-21,47
61830200	documentation technique - nl	2 614,64	5 746,42	-3 131,78	-54,50
61850100	frais colloques seminaires -l-	4 288,83	9 812,88	-5 524,05	-56,29
61850200	frais colloques semin. - nl	7 432,78	1 154,50	6 278,28	543,81
61850300	frais colloques semin -m-		2 345,49	-2 345,49	-100,00
62260100	honoraires comptables- l	5 121,27	5 053,33	67,94	1,34
62260300	hono comptable mixte 20 %	21 788,66	20 301,20	1 487,46	7,33
62310200	annonces et insertions - nl	38 186,20	15 989,86	22 196,34	138,82
62330001	foires et expositions (l)	2 074,86	2 324,46	-249,60	-10,74
62330002	foires et expositions (nl)	5 590,15	3 913,20	1 676,95	42,85
62330003	foires et expositions (m)		285,52	-285,52	-100,00
62340001	chèques cadeaux (l)		863,64	-863,64	-100,00
62341100	cadeaux - l	1 718,74	1 591,32	127,42	8,01
62341200	cadeaux - nl	4 109,54	8 194,88	-4 085,34	-49,85
62360100	catalogues imprimes - l	3 096,91	6 723,85	-3 626,94	-53,94
62361200	catalogues imprimes - nl	77 414,89	72 686,76	4 728,13	6,50
62361300	catalogues imprimes mixte 20 %	5 382,94	1 724,80	3 658,14	212,09
62362100	communication web-numerique l	19 548,88	20 252,97	-704,09	-3,48
62362300	communication web-numerique m	60 446,02	18 722,95	41 723,07	222,84
62370200	publications - nl	1 658,85	64 593,55	-62 934,70	-97,43
62380200	pourboires dons courants -nl	205,00	290,00	-85,00	-29,31

		Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
62400100	transports de biens - l	547,14	523,37	23,77	4,54
62400200	transport de biens nl		72,00	-72,00	-100,00
62400300	transports de biens mixte 20 %	2 327,83	2 102,56	225,27	10,71
62511100	frais de deplacements - l -	1 109,53	1 518,26	-408,73	-26,92
62511200	frais deplacements - nl	12 256,73	8 238,72	4 018,01	48,77
62511300	frais de deplacements -m-		42,50	-42,50	-100,00
62512100	frais de voyages - l -	9,61	32,20	-22,59	-70,16
62512200	frais voyages - nl	524,75	593,01	-68,26	-11,51
62512300	frais de voyages m	40,87	129,36	-88,49	-68,41
62513100	frais deplacements peages -l-	179,17	163,30	15,87	9,72
62513300	frais depl peages mixte 20 %	762,29	656,04	106,25	16,20
62560100	missions deplacements - l -	1 054,44		1 054,44	
62560200	missions deplacements- nl	4 435,88	4 624,49	-188,61	-4,08
62561100	frais hotels - l -	1 454,45	298,26	1 156,19	387,65
62561200	frais hotel - nl	2 117,48	3 001,99	-884,51	-29,46
62570100	receptions -l-	581,07	443,86	137,21	30,91
62570200	receptions - nl	10 648,24	1 648,60	8 999,64	545,90
62570300	receptions mixte 5.5 e 7%	1 922,78	828,84	1 093,94	131,98
62571100	recpetions deplacement - l -	279,00		279,00	
62571200	receptions deplacement -nl-	914,66	159,40	755,26	473,81
62572200	reception accueil presse -nl-	1 423,10	1 897,45	-474,35	-25,00
62601100	frais postaux - l	4 873,86	4 473,00	400,86	8,96
62601300	frais postaux mixte 20 %	8 027,89	6 965,58	1 062,31	15,25
62602100	frais telephone - l	798,39	786,77	11,62	1,48
62602300	frais telephone mixte 20 %	3 396,80	3 160,75	236,05	7,47
62603100	frais internet - l	414,53	431,24	-16,71	-3,87
62603200	frais internet - nl	5 510,92	7 556,11	-2 045,19	-27,07
62603300	frais internet mixte 20 %	1 763,63	1 732,46	31,17	1,80
62604200	frais internet/flux vision- nl	25 240,48	14 651,20	10 589,28	72,28
62710100	frais de gestion - l	97,82		97,82	
62710300	frais de gestion -m-	416,18		416,18	
62750100	frais bancaires - l	1 349,10	756,51	592,59	78,33
62750200	frais bancaires - nl	133,45	135,53	-2,08	-1,53
62750300	frais bancaires mixte 20 %	63,16	13,44	49,72	369,94
62810100	cotisations - l	1 252,83	3 176,42	-1 923,59	-60,56
62810200	cotisations - nl	9 205,00	9 020,00	185,00	2,05
62810300	cotisations (m)	663,00	700,70	-37,70	-5,38
Aides financières					
Impôts, taxes et versements assimilés		49 229,33	38 469,42	10 759,91	27,97
63110200	taxe sur salaires - nl	26 558,02	22 382,00	4 176,02	18,66
63300100	formation profession. - l	2 308,82	1 581,23	727,59	46,01
63300200	formation profession. - nl		200,00	-200,00	-100,00
63300300	formation prof mixte 20 %	9 822,98	6 352,44	3 470,54	54,63
63350200	taxe apprentissage - nl	3 839,51	1 253,75	2 585,76	206,24
63511100	cfe - l	6 700,00	6 700,00		
Salaires et traitements		667 415,45	633 045,24	34 370,21	5,43
64110100	salaires bruts - l	174 259,56	163 962,82	10 296,74	6,28
64110200	salaires bruts - nl	499 481,68	460 323,01	39 158,67	8,51
64120100	conges payes - l -	-526,39	2 648,22	-3 174,61	-119,88
64120200	conges payes - nl	-5 799,40	6 111,19	-11 910,59	-194,90
Charges sociales		301 701,55	286 277,00	15 424,55	5,39
64510100	cotisations urssaf - l	51 952,00	48 796,00	3 156,00	6,47
64510200	cotisations urssaf - nl	147 366,45	134 410,39	12 956,06	9,64
64520100	cotisations prev.mutuelle -l	6 460,00	6 016,00	444,00	7,38
64520200	cotisations prev.mutuelle-nl	18 324,12	16 571,73	1 752,39	10,57
64530100	cotis.retraite ta c & nc -l	16 397,00	15 114,00	1 283,00	8,49
64530200	cotis.retraite ta c & nc -nl	46 511,16	41 630,97	4 880,19	11,72
64591100	charges sociales/conges - l -	-136,97	1 156,79	-1 293,76	-111,84
64591200	chges sociales / cp - nl	-2 543,27	3 086,25	-5 629,52	-182,41
64710100	tickets restaurant - l	2 679,00	2 875,00	-196,00	-6,82
64710200	tickets restaurant -nl-	8 129,12	8 225,12	-96,00	-1,17
64750100	medecine du travail - l	344,08	423,20	-79,12	-18,70

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
64750300 medecine du travail mixte 20 %	*1 463,90*	*1 700,16*	*-236,26*	*-13,90*
64760200 agessa - secu auteurs - nl	*928,00*	*968,00*	*-40,00*	*-4,13*
64800100 autres charges de personnel (l	*841,93*	*1 189,79*	*-347,86*	*-29,24*
64800200 autres charges personnels (nl)		*130,41*	*-130,41*	*-100,00*
64800300 autres charges de personne (m)	*2 985,03*	*3 983,19*	*-998,16*	*-25,06*
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 922,46	19 349,75	-1 427,29	-7,38
68111000 dot amort immob incorporelles	*3 556,08*	*3 307,21*	*248,87*	*7,53*
68112000 dot amort immob corporelles	*14 366,38*	*16 042,54*	*-1 676,16*	*-10,45*
Dotations aux provisions		17 705,91	-17 705,91	-100,00
68150100 dot.prov risques charges - l -		*7 612,36*	*-7 612,36*	*-100,00*
68150200 dot.prov.risques & chges -nl		*10 093,55*	*-10 093,55*	*-100,00*
Reports en fonds dédiés	132 011,37	186 763,00	-54 751,63	-29,32
68940200 engagt a realiser sur subv (nl	*132 011,37*	*186 763,00*	*-54 751,63*	*-29,32*
Autres charges	6 879,81	10 014,77	-3 134,96	-31,30
65160100 droits auteurs et repro.-l		*80,50*	*-80,50*	*-100,00*
65160200 droits auteurs et repro.-nl	*6 750,00*	*7 899,15*	*-1 149,15*	*-14,55*
65160300 droits d'auteurs mixtes -m-		*269,50*	*-269,50*	*-100,00*
65800100 charges diverses gestion -l	*129,81*	*1 695,93*	*-1 566,12*	*-92,35*
65800200 charges diverses gestion -nl		*69,69*	*-69,69*	*-100,00*
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	**1 669 198,90**	**1 684 919,47**	**-15 720,57**	**-0,93**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**-93 284,79**	**20 735,62**	**-114 020,41**	**-549,88**
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	16 880,25	4 330,62	12 549,63	289,79
76400100 produits financiers - l	*2 569,11*	*1 465,53*	*1 103,58*	*75,30*
76400200 produits financiers - nl	*14 311,14*	*2 865,09*	*11 446,05*	*399,50*
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	**16 880,25**	**4 330,62**	**12 549,63**	**289,79**
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées	1,48		1,48	
66160002 intérêts bancaires (nl)	*1,48*		*1,48*	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	**1,48**		**1,48**	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	**16 878,77**	**4 330,62**	**12 548,15**	**289,75**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	**-76 406,02**	**25 066,24**	**-101 472,26**	**-404,82**
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				

COMPTE DE RÉSULTAT DÉTAILLÉ

COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22	Variation N / N-1 en valeur	Variation N / N-1 en %
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats **(VII)**				
Impôts sur les bénéfices **(VIII)**				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	**1 592 794,36**	**1 709 985,71**	**-117 191,35**	**-6,85**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	**1 669 200,38**	**1 684 919,47**	**-15 719,09**	**-0,93**
EXCÉDENT OU DÉFICIT	**-76 406,02**	**25 066,24**	**-101 472,26**	**-404,82**

ANNEXE COMPTABLE

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Information		
	Produite	Non significative	Non applicable
PRÉSENTATION			
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	O		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			NA
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			NA
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			NA
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION			
Variations de la réserve spéciale de réévaluation			NA
Variations de la provision spéciale de réévaluation			NA
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES STOCKS			NA
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DES FONDS PROPRES			NA
TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	O		
Var. des fonds propres avec la part liée à la générosité du public			NA
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS	O		
TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES ÉTRANGERS			NA
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			NA
TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			NA
COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)			NA
TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES CR ET CROD			NA
COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)			NA
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
LES ENGAGEMENTS	O		
ANNEXE COVID-19			NA
DETTES LIÉES À LA COVID-19			NA
COMMENTAIRE	O		

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 1 640 644,18 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -76 406,02 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Ces comptes annuels ont été établis le 11/03/2024.

L'association COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME a pour mission de mettre en o uvre et de développer la dynamique touristique départementale.

Association de type loi 1901, le CDT est présidé par Mme Béatrix Loizon, Conseillère départementale du Canton d'Ornans et dirigé par Philippe Lebugle.
Les membres issus des secteurs des collectivités et du tourisme départemental composent son Assemblée générale : élus, prestataires d'activités de loisirs, hébergeurs, gestionnaires de sites touristiques… Ils déterminent les orientations stratégiques du CDT.

L'association du comité départementale du tourisme fonctionne avec un secteur lucratif et un secteur non lucratif
Le secteur lucratif regroupe :
- Centrale de réservation
- Cartes IGN
- Ventes de produits touristiques
- Location de GPS

Le secteur non lucratif regroupe quant à lui l'ensemble des autres missions dévolues au CDT :
Filière hébergement,promotion et communication ainsi que les services supports (ressources et logistiques) qui permettent leur fonctionnement.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Installations techniques	5 ans
- Matériel de transport	L 3-5 ans ans
- Matériel de bureau	L 3-8 ans ans

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

DETTES

Les dettes sont portées au passif du bilan à leur valeur nominale.

CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
			suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR	Frais d'établissement et de développement **TOTAL**			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles **TOTAL**	8 450,57		3 441,60
CORPORELLES	Terrains			
	Constructions — Sur sol propre			
	Constructions — Sur sol d'autrui			
	Constructions — Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels	4 503,96		
	Autres immos corporelles — Inst. générales, agencts & aménagts divers			
	Autres immos corporelles — Matériel de transport	32 915,62		
	Autres immos corporelles — Matériel de bureau & mobilier informatique	62 301,57		6 437,22
	Autres immos corporelles — Emballages récupérables & divers	5 140,80		
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL	104 861,95		6 437,22
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations	15,00		
	Autres titres immobilisés			
	Prêts et autres immobilisations financières	11 207,54		
	TOTAL	11 222,54		
	TOTAL GENERAL	124 535,06		9 878,82

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
		par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop. **TOTAL**				
	Autres postes d'immob. incorporelles **TOTAL**		3 441,60	8 450,57	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions — Sur sol propre				
	Constructions — Sur sol d'autrui				
	Constructions — Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			4 503,96	
	Autres immos corporelles — Inst. gal. agen. amé. divers				
	Autres immos corporelles — Matériel de transport			32 915,62	
	Autres immos corporelles — Mat. bureau, inform., mobilier		5 493,23	63 245,56	
	Autres immos corporelles — Emb. récupérables & divers			5 140,80	
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL		5 493,23	105 805,94	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			15,00	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts & autres immob. financières			11 207,54	
	TOTAL			11 222,54	
	TOTAL GENERAL		8 934,83	125 479,05	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		6 920,53	3 556,08	3 441,60	7 035,01
TOTAL		6 920,53	3 556,08	3 441,60	7 035,01
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		2 031,65	795,33		2 826,98
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.				
	Matériel de transport	19 914,41	5 709,75		25 624,16
	Mat. bureau et informatiq., mob.	51 221,20	7 126,68	5 493,23	52 854,65
	Emballages récupérables divers	1 586,62	734,62		2 321,24
TOTAL		74 753,88	14 366,38	5 493,23	83 627,03
TOTAL GENERAL		**81 674,41**	**17 922,46**	**8 934,83**	**90 662,04**

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
Fonds commercial								
Autres immobs incorporelles								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C — Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

TABLEAU DES PROVISIONS

	Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	328 215,48		28 697,93	299 517,55
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	186 763,00	132 011,37	186 763,00	132 011,37
	TOTAL	**514 978,48**	**132 011,37**	**215 460,93**	**431 528,92**
Provisions pour depreciation	Sur immobilisations - incorporelles				
	Sur immobilisations - corporelles				
	Sur immobilisations - Titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations - titres de participation				
	Sur immobilisations - autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
	TOTAL				
	TOTAL GÉNÉRAL	**514 978,48**	**132 011,37**	**215 460,93**	**431 528,92**
	Dont provisions pour pertes à terminaison				
	Dont dotations & reprises - d'exploitation		132 011,37	215 460,93	
	Dont dotations & reprises - financières				
	Dont dotations & reprises - exceptionnelles				

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)				
	Autres immobilisations financières		11 207,54		11 207,54
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients		5 677,65	5 677,65	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.				
	Personnel et comptes rattachés		320,00	320,00	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Etat & autres coll. publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée			
		Autres impôts, taxes & versements assimilés	21 169,00	21 169,00	
		Divers	130 000,00	130 000,00	
	Groupe et associés (2)				
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	(3)	9 062,30	9 062,30	
	Charges constatées d'avance		11 828,92	11 828,92	
	TOTAUX		**189 265,41**	**178 057,87**	**11 207,54**

Renvois
(1) Montant des
- Créances représentatives de titres prêtés
- Prêts accordés en cours d'exercice
- Remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)

(3) Créances reçues par legs ou donations

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	11 828,92
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	**11 828,92**

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	130 320,06
Disponibilités	
TOTAL	**130 320,06**

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	807 372,55				807 372,55
Fonds propres complémentaires	42 306,65				42 306,65
Report à nouveau	-35 214,66		25 066,24		-10 148,42
Excédent ou déficit de l'exercice	25 066,24			25 066,24	
TOTAUX	**839 530,78**		**25 066,24**	**25 066,24**	**839 530,78**

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURISME

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

L'association a perçu du département du Doubs, en 2020, une subvention exceptionnelle de 1 550 000 €. Cette subvention a eu pour but, la mise en place d'un dispositif de soutien aux acteurs touristiques du Doubs impactés par la crise sanitaire liée au COVID-19. Il subsiste un report concernant cette subvention pour un montant de 132 011 € en date du 31 décembre 2023.

Engagements	Exercice N	Exercice N-1
Sur apports		
Sur subventions de fonctionnement	132 011,37	186 763,00
Sur dons manuels		
Sur legs et donations		
TOTAL	**132 011,37**	**186 763,00**

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les dettes sont portées au passif du bilan à leur valeur nominale.

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes etbs de crédit (1) — à 1 an max. à l'origine				
Emprunts & dettes etbs de crédit (1) — à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	53 711,83	53 711,83		
Personnel & comptes rattachés	60 631,71	60 631,71		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	95 291,87	95 291,87		
Etat & autres collectiv. publiques — Impôts sur les bénéfices				
Etat & autres collectiv. publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	43 623,99	43 623,99		
Etat & autres collectiv. publiques — Obligations cautionnées				
Etat & autres collectiv. publiques — Autres impôts, tax & assimilés	22 859,48	22 859,48		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	78 459,21	78 459,21		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	91 412,41	91 412,41		
TOTAUX	**445 990,50**	**445 990,50**		

Renvois
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

AF0312 - COMITE DEPARTEMENTAL DOUBS TOURIS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	91 412,41
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**91 412,41**

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 243,20
Dettes fiscales et sociales	108 875,81
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	**131 119,01**

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 299 518,00 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation	3,20 %
Table de mortalité	Décroissance moyenne
Départ volontaire à	64 ans

Turn over : faible

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ACTIS-AUDIT CONSEIL EXPERTISE COMPTABLE

8 RUE MADELEINE BRES

25000 BESANCON

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes inscrit en compte de résultat sur l'exercice clos le 31/12/2023 s'élève à 8 355 €.
Ces honoraires sont relatifs au contrôle légal des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2023.

LES EFFECTIFS

	31/12/2023	31/12/2022
Personnel salarié :	**16,00**	**16,00**
Ingénieurs et cadres	11,00	11,00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	5,00	5,00
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

La loi du 23 mai 2006 a introduit pour les associations dont le budget est supérieur à 150K€ et qui reçoivent une ou plusieurs subventions de l'état ou d'une collectivité territoriale supérieure à 50K€ l'obligation de publier dans ses comptes financiers les rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Pour l'exercice 2023, les sommes versées au titre de cet article s'élèvent globalement à 207 357 €.

L'association du comité départemental du tourisme fonctionne avec un secteur lucratif et un secteur non lucratif.

Le secteur lucratif regroupe :
- centrale de réservation
- cartes IGN
- ventes de produits touristiques
- location de GPS

Le secteur non lucratif regroupe quand à lui l'ensemble des autres missions dévolues au CDT :
filière hébergement, promotion et communication ainsi que les services supports (ressources et logistiques) qui permettent leur fonctionnement.
Il est noté que nous pratiquons un prorata de TVA.

Résultat comptable :
- dont part du résultat sur activité lucrative : (34 036 €)
- dont part du résultat sur activité non lucrative : (42 370 €)

Les cotisations auprès des membres sont retenues selon le fait générateur de l'appel de cotisations.

IMPRIMES FISCAUX

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Formulaire à déposer en double exemplaire

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

N° 2065 - SD
2023
cerfa
N° 11084* 24
Formulaire obligatoire
(art.223 du Code général des impôts)

Exercice ouvert le	01/01/23	et clos le	31/12/23	Régime simplifié d'imposition	X
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime réel normal	
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre					
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209- 0 B (entreprise de transport maritime), cocher la case					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Désignation de la société :	Adresse du siège social :
COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME 83 Rue de Dole 25000 BESANCON	83 RUE DE DOLE 25000 BESANCON
SIRET 4 8 7 6 6 4 5 2 6 0 0 0 4 2	Mél : manuela.dasilva@doubs.com
Adresse du principal établissement :	**Ancienne adresse en cas de changement :**

REGIME FISCAL DES GROUPES

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère :

SIRET

B ACTIVITE

Activités exercées : Autres services de réservation et activités connexe — Si vous avez changé d'activité, cochez la case

C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)

1 Résultat fiscal — Bénéfice imposable au taux normal — Déficit : 34 036

Bénéfice imposable à 15 % — Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10 %

2 Plus-values

PV à long terme imposables à 15 % — PV à long terme imposables à 19 % — PV exonérées (art. 238 *quindecies*)
Autres PV imposables à 19 % — PV à long terme imposables à 0 %

3 Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches

Entreprise nouvelle, art. 44 *sexies* — Jeunes entreprises innovantes, art. 44 *sexies-0* A
Entreprise nouvelle, art. 44 *septies* — Zone franche d'activité nouvelle génération, art. 44 *quaterdecies* — Zone de restructuration de la défense, art. 44 *terdecies*
Bassins urbains à dynamiser (BUD), art.44 *sexdecies* — Zone franche urbaine - Territoire entrepreneur, art . 44 *octies* A
Zone de développement prioritaire, art.44 *septdecies* — Autres dispositifs

Société d'investissement immobilier cotée — Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) — Plus-values exonérées relevant du taux de 15 %

4. Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif, art. 244 *quater W du CGI (cocher la case)*

D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)

1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédits d'impôts

2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité teritoriale d'Outre-mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, territoire ou collectivité.

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,5 %

F CONTRIBUTION TEMPORAIRE DE SOLIDARITE (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)

Assiette de la contribution temporaire de solidarité au taux de 33 %

G ENTREPRISES SOUMISES OU DESIGNEES AU DÉPOT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4 (cf. notice du formulairee n°2065-SD)

1- Si vous êtes la société tête de groupe soumise au dépôt de la déclaration n° 2258-SD (art. 223 quinquies C-I-1 du CGI), cocher la case ci-contre

2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée — Nom / Adresse 0 — N°

3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-I-2 du CGI), cocher la case ci-contre

Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe — Nom / Adresse — N°

H COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI X NON — Si oui, indication du logiciel utilisé : ISACOMPTA CONNECT

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr.
S'agissant des notices des liasses fiscales, elles sont accessibles uniquement sur le site www.impots.gouv.fr.

Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable :	Nom et adresse du conseil :
LA COMPTABILITE BESANCON 9 RUE JACQUARD TOUR MATY 25000 BESANCON ***Tél :*** 0381607607	***Tél :***
OGA/OMGA ☐ Viseur conventionné ☐ (Cocher la case correspondante)	Identité du déclarant :
Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur ou certificateur conventionné :	Date : 11/03/24 Lieu : BESANCON
N° d'agrément du CGA/OMGA ou viseur ou certificateur conventionné	Qualité et nom du signataire : PRESIDENTE BEATRIX LOIZON
	Signature

Examen de conformité fiscale (ECF) ☐ ***prestataire :***

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

N° 2065 bis - SD
2023

ANNEXE AU FORMULAIRE N° 2065 - SD

Copyright Groupe ISA 2023 ISACOMPTA

I RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS

Montant global brut des distributions (1)	payées par la société elle-même	a		payées par un établissement chargé du service des titres	b	
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) (2)					c	
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées					d	
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus (3)					e	
					f	
					g	
					h	
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)					i	
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI					j	
Montant des revenus répartis (5)					Total (a à h)	

J REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES *(si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)*

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : * SARL, tous les associés ; * SCA, associés gérants; * SNC ou SCS, associés en nom ou commandités * SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants	Pour les SARL	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col.1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
	Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit.	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Montant des sommes versées :				
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6	
				Indemnités forfaitaires	Rembour-sements	Indemnités forfaitaires	Rembour-sements
1	2	3	4	5	6	7	8

K DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

L CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS		MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 0 %, 15 % ou 19%			
			0%	15%	19%
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a)		MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice			
		MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice			
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)		MVLT réalisée au cours de l'exercice			
		MVLT restant à reporter			

M CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE DONS (article 222 bis du CGI)

Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice	
Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice	

① **BILAN - SIMPLIFIÉ**

DGFiP N° 2033 A-SD 2023

Formulaire obligatoire (article 302 septies A du code général des impôts)

cerfa

N°15948*05

Désignation de l'entreprise	COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME	Néant ☐ *
Adresse de l'entreprise	83 Rue de Dole 25000 BESANCON	
SIRET	48766452600042	
Durée de l'exercice en nombre de mois *	12	Durée de l'exercice précédent * 12

Exercice N clos le 31/12/2023

ACTIF

			Brut 1		Amortissements-Provisions 2	Net 3
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	Fonds commercial *	010		012	
		Autres *	014	8 451	016 7 035	1 416
	Immobilisations corporelles *		028	105 806	030 83 627	22 179
	Immobilisations financières * (1)		040	11 223	042	11 223
	Total I (5)		044	125 479	048 90 662	34 817
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050		052	
		Marchandises *	060		062	
	Avances et acomptes versés sur commandes		064		066	
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés *	068	5 678	070	5 678
		Autres * (3)	072	202 921	074	202 921
	Valeurs mobilières de placement		080	16 749	082	16 749
	Disponibilités		084	1 411 020	086	1 411 020
	Charges constatées d'avance *		092	11 829	094	11 829
	Total II		096	1 648 197	098	1 648 197
	Total général (I + II)		110	1 773 676	112 90 662	1 683 014

PASSIF

			Exercice N NET 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *	120	849 679
	Ecarts de réévaluation	124	
	Réserve légale	126	
	Réserves réglementées *	130	
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants * 131)	132	
	Report à nouveau	134	-10 148
	Résultat de l'exercice	136	-34 036
	Subventions d'investissement	137	
	Provisions réglementées	140	
	Total I	142	805 495
Provisions pour risques et charges	**Total II**	154	299 518
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156	132 011
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164	
	Fournisseurs et comptes rattachés *	166	53 712
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N : ... 169)	172	300 866
	Produits constatés d'avance	174	91 412
	Total III	176	578 002
	Total général (I + II + III)	180	1 683 014

RENVOIS							
	(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193	(4)	Dont dettes à plus d'un an	195	
	(2)	Dont créances à plus d'un an	197	(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	
	(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184	

*Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

② COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE DE L'EXERCICE (en liste)

DGFiP N° 2033-B-SD 2023

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME — Néant ☐ *

Exercice N clos le : 31/12/2023

A- RÉSULTAT COMPTABLE

Formulaire déposé au titre de l'IR 018 ☐

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ventes de marchandises *					210	1 190
Production vendue	biens		dont export et livraisons intracommunautaires	209	214	
	services *			215	218	46 114
				217		
Production stockée*	(Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)				222	
Production immobilisée*					224	
Subventions d'exploitation reçues					226	245 412
Autres produits					230	12 071
Total des produits d'exploitation hors TVA (I)					232	304 788

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises* (y compris droits de douane)				234	
Variation de stocks (marchandises)*				236	
Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)				238	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *				240	
Autres charges externes* : (dont crédit-bail : - mobilier : ..... - immobilier :.....)				242	76 428
Impôts, taxes et versements assimilés (dont CFE et CVAE *	243	6 700	)	244	9 009
Rémunérations du personnel*				250	173 733
Charges sociales (cf. renvoi 380)				252	78 537
Dotations aux amortissements*				254	3 556
Dotations aux provisions				256	
Autres charges { dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger *	259		}	262	130
Autres charges { dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles	260	1 253	}		
Total des charges d'exploitation (II)				264	341 393
1- RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				270	-36 605
Produits financiers (III)	280	2 569	**Charges financières (V)**	294	
Produits exceptionnels (IV)				290	
Charges exceptionnelles (VI) { dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	347		}	300	
Charges exceptionnelles (VI) { dont amortissements exceptionnels de 25 % des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	348		}		
Impôt sur les bénéfices* (VII)				306	
2- BÉNÉFICES OU PERTES : **Produits (I + III + IV) --- Charges (II + V + VI + VII)**				310	-34 036
B- RÉSULTAT FISCAL Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col.2			312	314	34 036

Réintégrations

Rémunérations et avantages personnels non déductibles*					316		
Amortissements excédentaires(art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles					318		
Provisions non déductibles*					322		
Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice n°2033-NOT-SD)					324		
Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247		Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC*	248	330		
Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option (			Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)	249	) 251		
Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					998		
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					999		

Déductions

Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					997		
Entreprises nouvelles *(44 sexies)*	986		ZFU -TE *(44. octies A)*	987	342		
Reprise d'entreprises en difficulté *(44 septies)*	981		JEI *(44. sexies A)*	989			
ZRD *(44 terdecies)*	127		ZRR *(44. quindecies)*	138			
Bassins d'emploi à redynamiser *(44 duodecies)*	991		Investissements outre-mer	344			
ZFANG *(44 quaterdecies)*	345						
BUD (44 sexdecies)	992		Zone de développement prioritaire (44 septdecies)	993			
Dont divers — Créance due au titre du report en arrière du déficit				346	350		
Dont divers — Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies)				655			
Dont divers — Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies A)				643			
Dont divers — Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies B)				645			
Dont divers — Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies C)				647			
Dont divers — Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies D)				648			
Dont divers — Déduction exceptionnelle simulateur de conduite (Art. 39 decies E)				641			
Dont divers — Déductions exceptionnelles (Art. 39 decies F)				990			
Dont divers — Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies G)				649			
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2					352		354 34 036

Déficits

Déficit de l'exercice reporté en arrière *	356		
Déficits antérieurs reportables : * ..... dont imputés sur le résultat :			360
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS Bénéfice col.1 Déficit col.2	370		372 34 036

*Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

③ IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS - PLUS VALUES - MOINS VALUES

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts) — Désignation de l'entreprise : COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME — Néant ☐ *

I IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISÉ

		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale * : Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400	402	404	406	
	Autres	410 : 8 451	412 : 3 442	414	416 : 11 892	11 892
Immobilisations corporelles	Terrains	420	422	424	426	
	Constructions	430	432	434	436	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440 : 4 504	442	444	446 : 4 504	4 504
	Installations générales agencements., aménagements divers	450	452	454	456	
	Matériel de transport	460 : 32 916	462	464	466 : 32 916	32 916
	Autres immobilisations corporelles	470 : 67 442	472 : 10 409	474 : 9 465	476 : 68 386	68 386
Immobilisations financières		480 : 11 223	482	484	486 : 11 223	11 223
TOTAL		490 : 124 535	492 : 13 851	494 : 9 465	496 : 128 921	128 921

II AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Fonds commercial		495	497	498	499
Autres immobilisations incorporelles		500 : 6 921	502 : 3 556	504 : 3 442	506 : 7 035
Immobilisations corporelles	Terrains	510	512	514	516
	Constructions	520	522	524	526
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530 : 2 032	532 : 795	534	536 : 2 827
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540	542	544	546
	Matériel de transport	550 : 19 914	552 : 5 710	554	556 : 25 624
	Autres immobilisations corporelles	560 : 52 808	562 : 7 861	564 : 5 493	566 : 55 176
TOTAL		570 : 81 674	572 : 17 922	574 : 8 935	576 : 90 662

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES à 19 %, 15 % et 0 % pour les entreprises à l'IS et 12,8 % pour les entreprises à l'IR

(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé : 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10

Immobilisation	Valeur d'actif * ①	Amortissements * ②	Valeur résiduelle ③	Prix de cession * ④	Plus ou moins-values : Court terme * ⑤	Long terme : 19 % ⑥	15 % ou 12,8 % ⑦	0 % ⑧
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
TOTAL	578	580	582	584	586	581	587	589
Plus-values taxables à 19 % (1)		579	Régularisations		590	583	594	595
			TOTAL		596	585	597	599

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n°2033 - NOT-SD.

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

4 **RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS**

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME

Néant ☐*

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées *	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620	328 215	622		624	28 698	626	299 518
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	sur comptes clients	650		652		654		656	
	Autres provisions pour depréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680	328 215	682		684	28 698	686	299 518

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Fonds commercial	681		683	
Autres Immob. incorp	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales agence-ments amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT
(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau N° 2033-B-SD	780	

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)				982	2 335 879
Déficits transférés de plein droit (article 209-II-2 du CGI)	982 bis		Nombre d'opérations sur l'exercice (2)	982 ter	
Déficits imputés				983	
Déficits reportables				984	2 335 879
Déficits de l'exercice				860	34 036
Total des déficits restant à reporter				870	2 369 915

III DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives	dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'article 154 bis du CGI dont cotisations facultatives Madelin (I de l'art. 154 bis du CGI)	325		381	
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	327			
Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant *	dont montant déductible des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS	326		380	
N° du centre de gestion agréé				388	
Montant de la TVA collectée				374	59 361
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)				378	8 294
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant				399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice				398	
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI				397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau n° 2033-D-SD déposé au titre de l'exercice précédent.
* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033 - NOT-SD.
(2) Indiquer, sur un feuillet séparé, l'identification, opération par opération, du nom de la société (et son n° siren) dont proviennent les déficits et le montant du transfert.

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

5

DÉTERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE

DGFiP N° 2033-E-SD 2023

- 842 -

Désignation de l'entreprise : COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME — Néant [X] *

Exercice ouvert le : 01/01/2023 et clos le : 31/12/2023 — Durée en nombre de mois : 12

DÉCLARATION DES EFFECTIFS

Effectif moyen du personnel * :	376	
Dont apprentis	657	
Dont handicapés	651	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTÉE

I- Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante	119	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges	105	
TOTAL 1	106	

II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)	115	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	
Subventions d'exploitation reçues	113	
Variation positive des stocks	111	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	
TOTAL 2	144	

III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)

Achats	121	
Variation négative des stocks	145	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances	125	
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	310	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133	
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)	148	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante	150	
TOTAL 3	152	

IV - Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée **(Total 1 + Total 2 - Total 3)**	137	

V - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le formulaires n° 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires nos 1329-AC et 1329-DEF). Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des fomrulaires nos 1329-AC et 1329-DEF	117	

Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD

Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractère agricole n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre.

Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case ci-contre	020				
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106, le cas échéant ajusté à 12 mois)	022		Effectifs au sens de la CVAE *	023	
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détention fixées à l'article 223 A du CGI)				026	
Période de référence	024	/ /	016	/ /	
Date de cessation				/ /	

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférentes à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

** Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD , au § "déclaration des effectifs" et dans la notice n ° 1330-CVAE-SD, au § "Répartition des salariés" .*

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

DGFiP N° 2033-F-SD 2023

(6) **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

1 / (1)

Néant * [X]

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023 SIREN 487664526

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME

ADRESSE (voie) 83 Rue de Dole

CODE POSTAL 25000 VILLE BESANCON

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** | Nom patronymique | Prénom(s)

Nom marital | % de détention | Nb de parts ou actions

Naissance : Date | N° Département | Commune | Pays

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

Titre **(2)** | Nom patronymique | Prénom(s)

Nom marital | % de détention | Nb de parts ou actions

Naissance : Date | N° Département | Commune | Pays

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes du formulaire, veuillez utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Veuillez indiquer : "M" pour Monsieur, "MME" pour Madame

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD

DGFiP N° 2033-G-SD 2023

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au CGI)

7 **FILIALES ET PARTICIPATIONS**

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1/1 (1)

X Néant *

N° de dépôt

- 844 -

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023 SIREN 487664526

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME

ADRESSE (voie) 83 Rue de Dole

CODE POSTAL 25000 VILLE BESANCON

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE 905

Forme juridique | Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) | % de détention

Adresse : N° | Voie

Code Postal | Commune | Pays

(répété pour chaque filiale)

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes du formulaire, veuillez utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n°2033-NOT-SD.

Copyright Groupe ISA (2023) ISACOMPTA

Doubs Tourisme
Comité départemental

Rapport d'activités de l'année 2023

Préambule

Avec un retour des clientèles étrangères, mais également des groupes et dans une moindre mesure du tourisme d'affaires, la crise pandémique des années 2020 et 2021 semble désormais, on l'espère, derrière nous.

Dans la lignée de 2022, que certains considéraient comme une année de rattrapage, l'année 2023 se termine d'une manière globale pour les professionnels par un taux de satisfaction positif. Ainsi et malgré une météo capricieuse pour notre territoire, la saison est jugée comme satisfaisante à très satisfaisante, bien meilleure que les années précédentes. Ce sentiment est également partagé par les organisateurs de manifestations locales qui ont enregistré de belles fréquentations sur l'ensemble du Doubs.

Ce retour en nombre et en diversité des clientèles s'accompagne cependant d'une exigence accrue tant en termes de service que de tarif. Les attentes des touristes sont particulièrement importantes et nécessitent plus que jamais une agilité et une réactivité de tous les instants de la part des professionnels tout comme de la part des offices de tourisme et du CDT.

Les missions menées par le CDT ont été réalisées au regard de cette évolution de la demande et s'inscrivent dans le cadre de la convention qui lie le CDT au Département et qui prévoit notamment un travail portant sur les 5 axes majeurs suivants :

- Développement des activités de pleine nature
- Soutien aux projets du bloc communal
- Développement qualitatif des projets
- Déploiement d'une politique de promotion et communication
- Commercialisation

Aux actions mentionnées dans les 5 axes, s'ajoutent diverses actions notamment partenariales menées dans le cadre de nos relations avec le CRT, le Conseil Régional pour particulièrement la mise en œuvre du nouveau SRDTL avec une participation active des services du CDT à la coréflexion et la corédaction du nouveau schéma ainsi qu'avec nos nombreux partenaires comme le CAUE, la GTJ, ENJ, Montagnes du Jura, Vallée de l'Ognon...
L'ensemble de ces éléments a été abordé tout au long de l'année avec les services de la DDET dans le cadre de réunions internes régulières.

Par ailleurs, l'année 2023 a également été caractérisée par la réalisation d'un audit du CDT mené par la Direction de la modernisation de l'action publique du Conseil départemental. Cet audit, lancé en mai 2023, a fait l'objet de plusieurs réunions et de nombreux échanges de documents et d'éléments de procédures. Les conclusions de cet audit seront connues à la fin du 1er trimestre 2024.
Dans le même temps, le projet « Gay-Lussac 2 », a permis au CDT de participer à de nombreuses réunions techniques et comités de pilotage dont l'objet vise a regrouper plusieurs services du Département et des associations périphériques et ainsi gagner en efficacité.

Axe 1 - Développement des activités de pleine nature

Schéma cyclable départemental

D'une manière générale, Doubs Tourisme a participé à de nombreuses réunions en interne, avec les services de la DRIT et/ou de la DDET et/ou de la direction de la communication et de celle des usages numériques. Notre action est venue en soutien de celle de la DDET concernant l'offre VTT et Gravel et en chef de file du déploiement du réseau points-noeuds en lien étroit avec la DRIT.
Participation aux réunions de concertation et 'petits-déjeuners' cyclables les 11 janvier, 24 janvier, 25 avril, 25 octobre et réunion sur le schéma de signalétique routière et touristique le 22 septembre.

Déploiement du Réseau Points Nœuds :
A la suite du déploiement en 2022 des 2 zones tests sur les secteurs de Baume-les-Dames/ Rougemont et Frasne Val de Drugeon, les retours exprimés tant par les usagers que les élus et les prestataires ont été largement positifs.

Ces éléments, mais aussi les diverses remarques formulées ont permis de réajuster un certain nombre de process et d'actions mais aussi de pouvoir proposer aux élus départementaux un phasage de la couverture complète du département.

Pour ce faire, le CDT participe conjointement avec la DRIT et les STA concernés à des réunions d'information des élus en marge de conseils communautaires organisés par les EPCI concernés.

- Intervention en conseil communautaire de la communauté de communes des deux vallées vertes (11 mai), pour une finalisation du déploiement en juin/juillet 2023.
- Intervention en conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe (22 juin), pour un déploiement sur cette zone au printemps 2024.
- Intervention en commission tourisme de PMA le 5 décembre pour un déploiement en 2024.

Déploiement numérique du réseau points nœuds : Afin d'effectuer une communication qualitative du RPN de manière numérique, le CDT a engagé le travail avec Cirkwi, plateforme de promotion d'itinéraires et de circuits afin de proposer aux utilisateurs un planificateur d'itinéraires fonctionnant avec les points nœuds. La société est en lien avec la Belgique sur le même type de projet. Pour le territoire du Doubs la difficulté supplémentaire à prendre en compte est le dénivelé.

De nombreux échanges ont été nécessaires entre CDT, Cirkwi, DRIT, et DUN pour définir le projet, la méthodologie et un calendrier de mise en œuvre.

Réunions organisées, en plus d'échanges individuels, au cours des semaines :

- Réunions CDT/Cirkwi : 11/01 ; 09/02 ; 03/04 ; 06/07 ; 20/11
- Réunion CDT/DRIT/DUN le 28/03

Suite à de nombreux échanges techniques entre CDT, Cirkwi, DRIT, et DUN au cours du 1er semestre, une première phase de test a eu lieu en juillet.

Un travail de recettage a eu lieu entre CDT et Cirkwi durant plusieurs semaines pour aboutir à la livraison d'une Version 2 en novembre.

Développement d'une offre incentive et séminaire autour de la découverte du réseau cyclable Points Nœuds au départ du domaine de Bournel à Cubry, création d'un jeu de piste en VAE en partenariat avec l'agence Happy Expérience.

Communication
Il a été procédé début 2023 à une répartition des tâches entre Doubs Tourisme et la Direction de la Communication du Département : la collectivité se charge de la communication en direction des habitants et le CDT assure celle à destination des acteurs touristiques, des visiteurs et de la presse. Un plan de communication a été établi avec différentes actions.

Création de supports de communication :

- Réalisation d'un nouveau fond de carte intégrant la totalité de la CC des 2 vallées vertes, adaptation du format de la carte papier, traduction des contenus dans 3 langues complémentaires au français (GB, D, NL) et édition de cette carte à 6000 exemplaires.
- Réalisation d'un dépliant de présentation des points-nœuds avec intégration de l'étiquette de guidon éditée à 7 000 exemplaires (5 000 en F/GB et 2 000 en D/NL).

- Edition d'une affiche à destination des offices de tourisme et hébergeurs.
- Réalisation en juillet d'une vidéo illustrant l'utilisation facile du RPN sur une balade de 35 km sur le secteur Frasne-Drugeon.
- Réalisation en août d'une vidéo « RPN produit touristique » avec prestataire Happy's Expérience et OT Baume-les-Dames.
- 21/09/23 - Réunion sur méthodologie de travail et production des données (pour usages papier et numérique) avec CDT/DRIT/DUN et nos prestataires cartographie (Actual) et communication (Staccato) pour planifier et organiser le travail jusqu'au déploiement total en 2027.

Achat d'espace publicitaire

- Réalisation d'annonces presse déclinables selon les formats souhaités.
- Achats média en presse régionale (Numéro 39, Le Progrès été…), national (HelloNewPlace, Vélo Santé 2023…) et Suisse (guide Loisirs.CH).
- Dispositif digital (MaCommune.info et réseaux sociaux).

Relations presse

- En lien avec BFC Tourisme et Montagnes du Jura, les points-nœuds sont valorisés comme nouveauté « activités de pleine nature » dans les dossiers de presse (France et Bénélux) du CRT.
- Projets de reportages avec la presse nationale et presse cyclo courant 2023.
- Article paru dans les titres du groupe Publipresse (*C'est-à-dire, La Presse pontissalienne, La Presse bisontine*).

Appropriation partenaires

Un travail est engagé avec les offices de tourisme concernés par la zone couverte à ce jour afin de favoriser l'appropriation par le personnel des OT et par les hébergeurs. Sensibilisation sur la façon dont ils peuvent s'approprier/personnaliser le réseau pour favoriser son usage par la clientèle.

Voie cyclable Courbet Ornans - L'Hôpital-du-Grosbois :

- Participation aux réunions de mise en œuvre avec les partenaires concernés.
- Mise en place d'un produit packagé par le service commercial du CDT.
- Participation à l'inauguration de la voie le 2 juin.
- Communication :
    - Fourniture au CD25 du fond de carte au 1/50 000 e pour réalisation des panneaux RIS de la voie verte L'Hôpital du Grosbois – Ornans.
    - Captation de tout l'itinéraire de la voie verte ainsi que de l'ensemble des 135km de l'EV6 dans le Doubs en images à 360° et intégration de ces contenus sur les plateformes cartographiques de Google.

Participation à l'étude menée par TTK surt la liaison Emagny-Rougemont (06/09)

Etude VTT et Gravel

Le Département a fait appel à un nouveau cabinet d'études pour concevoir et déployer une offre de circuits Gravel attractive. Une trentaine de circuits seront créés, de différents niveaux, répartis sur l'ensemble du Doubs. Participation de Doubs Tourisme à la réunion de lancement avec le bureau d'étude le 22/03, et participation au 1er Comité de Suivi le 10/05.

Dans le cadre de l'étude mise en place par les services de la DDET du Département, participation au 3ème COPIL VTT du 20/01.

Communication

Conception en cours d'un nouveau document de promotion de la filière VTT/Gravel. À la suite d'une consultation d'agences et graphistes, c'est le concept autour d'un format carte qui a été retenu avec au recto une carte touristique du Doubs affichant les tracés sélectionnés (20 VTT et 5 Gravel + GTJ) et au verso les informations détaillées relatives à ces tracés. Réalisation d'un nouveau fond de carte dédié à cette thématique et production des contenus textes et photos pour une édition à la mi-septembre, en amont de la présence du Doubs sur le salon du Roc d'Azur.

Création et mise en ligne de la page www.doubs.travel/gravel pour présentation de cette nouvelle offre départementale.

Préparation et participation au salon Roc d'Azur

39ème édition – Du 5 au 8 octobre 2023

4 réunions préparatoires avec les services du Département (Communication, DDET) et la station de Métabief pour redéfinir les conditions de notre présence au salon Rock d'Azur :

- 02/03 à Métabief
- 23/06, 18/07 et 5/09 à Besançon

Seconde participation consécutive pour le département déjà présent en 2022
Espace de promotion du Doubs de 40^{m2} animé conjointement par les services du Département, Doubs Tourisme, la station de Métabief et l'OT du Pays du Haut-Doubs, en plein centre du chapiteau
95 000 visiteurs dont 40 000 sur le village exposants et 19 000 participants sur l'ensemble des courses
Rayonnement national, forte présence de visiteurs suisses, allemands, italiens et belges
Nouvelle décoration plus qualitative, valorisation visuelle et **mise en avant de toutes les pratiques du Doubs à vélo** (VTT, Gravel, cyclo, point nœuds, ...).
Animations multiples autour de voyages immersifs en VTT, dégustation de produits régionaux, tombola avec 2 séjours en dotation - 511 nouveaux bulletins collectés (500 en 2022)
Diffusion des éditions touristiques **dont 1000 nouvelles cartes VTT**
Valorisation de **4 séjours VTT** et du nouveau **séjour cyclo Le Grand Tour du Doubs à vélo**
En amont du salon, **1 courrier d'invitation** contenant carte VTT et offres de séjour avait été adressé par Doubs Tourisme à **220 clubs cyclo/VTT** de la région PACA/Hérault

Bilan très positif

- Forte affluence en continu sur l'espace de promotion du Doubs durant 4 jours.
- Très bonne coordination entre services du département, Doubs Tourisme, l'équipe de la station de Métabief et de l'office de tourisme Destination Haut-Doubs.
- Un vif intérêt pour la nouvelle carte VTT, nos éditions touristiques et nos séjours.
- Public intéressé par la destination touristique et les diverses pratiques à vélo, y compris par la randonnée pédestre.
- Echanges plus qualitatifs par rapport à l'an dernier, rencontre avec certains médias et professionnels de la filière.
- Collecte de nouvelles adresses pour alimenter nos actions de prospection futures et préparer au mieux la 40ème édition (selon les arbitrages 2024).

<u>SlowUp Vallée de l'Ognon, édition 2023</u>

Cet événement fait partie des manifestations d'animation du schéma cyclable. La 3^{e} édition a eu lieu le dimanche 10 septembre 2023. Le parcours retenu pour l'événement 2023 a traversé les communes suivantes : Sauvagney, Moncley, Emagny, Chevigney-sur-l'Ognon, Ruffey-le-Château pour le Doubs ; Marnay, Brussey, Pin, Vregille, et Chambornay-les-Pin en Haute-Saône. Comme pour les années précédentes, Doubs Tourisme a été fortement engagé auprès du Département dans l'organisation de l'événement en étant présent dans le groupe animation.

- Doubs Tourisme a participé au repérage du parcours le 09/02.
- 15/02 : réunion d'organisation en interne du Département.
- Participation aux COPIL des 20/04 et 30/08.
- Le groupe projet s'est réuni deux fois lors de ce premier semestre les 05/05 et 20/05.

Dans le cadre de l'implication de Doubs Tourisme au sein d'un groupe animation, participation à plusieurs réunions qui avaient lieu dans chacune des communes :

- 15/05 à Emagny
- 16/05 à Chevigney-sur-L'Ognon
- 17/05 à Sauvagney
- 17/05 à Ruffey-le-Château

Deux rencontres en interne pour le groupe animation du Doubs les 24/05 et 13/06.

Participation à une réunion des groupes animation et logistique en général le 31/05.

Le dimanche 10 septembre 2023 Doubs Tourisme était présent avec un stand de promotion situé sur le village animation d'Emagny. Un appel a été lancé aux entreprises labellisées Made In Chez Nous pour une participation de leur part aux côtés du CDT. 2 entreprises ont répondu présentes, les savons Ty Bulles d'Ecole-Valentin, et la Spiruline du Doubs de Villers-Saint-Martin.

En partenariat avec Destination 70, le CDT a mis en place un jeu concours permettant aux participants de gagner une valeur de 100 € à valoir au sein de structures marquées Qualité Tourisme sur le territoire de la Vallée de l'Ognon.

Avant cela, le CDT a participé à 2 réunions du groupe Projet les 20/06 et 30/08.

Pour terminer, le 18/09, participation à une réunion de bilan de l'édition 2023 avec les équipes du Doubs.

Déploiement de la qualification Accueil Vélo
2 renouvellements : OT Montbéliard + Chambres d'hôtes Bered Vuillemin à Baume-les-Dames.

13 nouveaux labellisés au cours de l'année 2023 pour un total de 47 structures labellisées :

- Le Vert Logis à La Tour de Scay
- Kyriad à Montbéliard
- OT de Besançon
- Saline Royale à Arc-et-Senans
- La Combe Saint Pierre à Charquemont
- Hébergement La Tourelle à Baume-les-Dames
- La Bonne Auberge à Pays-de-Clerval
- Auberge de Jeunesse Hi Pontarlier
- Camping La Roche d'Ully à Ornans
- Chambres d'hôtes Au Doubs Murmure à Les Fins
- Hébergement insolite La Caravane Green à Avanne-Aveney
- Meublé de tourisme Le P'tit Saint Pierre à Pontarlier
- Meublé de tourisme La Villa du Papetier à Boussières

Participation à une réunion regroupant les référents Accueil Vélo de la Région BFC le 19/06.

Participation à une journée Eductour à destination des référents Accueil Vélo de la région le 26/09. Une partie de la journée s'est déroulée dans le Doubs, avec une visite du camping à Chalezeule, une balade à vélo sur l'EV6 avec Happy's Expérience, un déjeuner à La Bonne Auberge à Pays-de-Clerval, un arrêt à la halte vélo de L'Isle-sur-le-Doubs, pour terminer au camping à Belfort.

Cyclotourisme

Dispositif Vélogardes : géré par Profession Sport et Loisir via le Département, une rencontre a eu lieu avec le CDT le 29/11. Un bilan de la saison 2023 a été effectué.

Cette année les vélogardes ont effectué un recensement des équipements manquants et nécessaires aux usagers le long de l'EuroVelo 6. Les résultats ont été transmis au CDT.

Rencontre avec le Groupe Virage le 12/12 pour nous présenter leurs nouveaux projets à la suite du rachat du groupe.

Commercialisation
Référencement et promotion commerciale de nos 6 offres de séjours cyclo/VTT sur www.doubs.travel/sejourner/sejours-individuels :

- Les trois vallées à vélo
- Aventure cyclo entre vallées, lacs et canyons
- Le Grand Tour VTT du Grand Besançon
- VTT à Métabief
- Le Doubs à vélo
- VTT à Chapelle-des-Bois

Conception de 2 nouvelles offres cyclo

« Le Grand Tour du Doubs à Vélo »
Nouveau séjour cyclo itinérant de 384 km empruntant les itinéraires de l'Eurovélo6, de la GTJ et de la petite GTJ.
Durée : 6 j/5 n - Formule demi-pension - Tarif : 485€/personne.
Promotion de l'offre sur la nouvelle édition de la vallée du Doubs - EV6 et sur notre site web.
Relais de l'offre sur le site national https://www.francevelotourisme.com/boucles-velo

Action de relation presse auprès de l'Est Républicain.

Week-end slow Up
A l'occasion de cette édition 2023, conception d'une nouvelle offre week-end 2 J/1 valable les 9 et 10 septembre, réservable en ligne, en hôtel ou en chambre d'hôte - Formule pension complète - Tarif : 95€/personne
Promotion de l'offre via nos actions de communication (réseaux sociaux, e-news, ...) et sur notre site web
https://doubs-congres.com/evenement/week-end-slow-up/inscription

Stratégie d'itinérance et de randonnée

Randonnée pédestre :

Géotrek : aux côtés du service de la DDET du Département, Doubs Tourisme participe à la mise en place de la plateforme numérique de gestion et de valorisation des itinéraires et des sites d'activités de pleine nature, Explore Doubs.

Participation à une réunion CDT/DDET/DUN le 04/05 en prévision du lancement du projet. Présence de Doubs Tourisme à la réunion de lancement en présence des techniciens des EPCI le 23/05.

Doubs Tourisme aura le rôle de modération sur les itinéraires de randonnée pédestre mis en ligne.

A la suite du lancement en mai 2023, et afin de préparer les formations sur l'outil, Doubs Tourisme a travaillé en étroite collaboration avec le Département. Plusieurs rencontres ont eu lieu, le 24/07 pour définir la charte de saisie des itinéraires, les 26/09, 03/10, et 07/11 pour travailler sur le contenu de ces formations.

Doubs Tourisme a participé à la formation gestion à destination des techniciens des EPCI qui a eu lieu le 17/10, ainsi qu'aux deux formations valorisation qui se sont déroulées les 14 et 16 novembre à destination des techniciens des EPCI et des offices de tourisme.

Stage en appui au développement de l'itinérance touristique : dans le cadre de la promotion de l'offre des activités de pleine nature, Doubs Tourisme a fait appel à une stagiaire en Master 1 Gestion des territoires et développement local pour une durée de 3 mois. Sa principale mission était la mise des jours des sentiers de randonnée pédestre mis en ligne sur le site doubs.travel via la plateforme Cirkwi. 53 boucles de randonnée pédestre de niveau 2 ont été revues au niveau des descriptifs et des photos.

Participation à la soutenance le 15/09.

Compagnon de Route : demande du CDRP de rencontrer Doubs Tourisme pour présentation du dispositif « Compagnon de Route » lancé par le CDRP. Présentation ayant eu lieu le 12/04.
Compagnon de Route est un dispositif à destination des prestataires accueillant des randonneurs à proximité des itinéraires GR et/ou GRP. Moyennant une cotisation, les adhérents bénéficient d'une communication avec parution de leur structure sur le site internet, et les différentes publications. Conseils apportés sur la sélection des hébergements à prospecter.

Référencement et promotion commerciale de nos 4 offres de séjours rando :
sur www.doubs.travel/sejourner/sejours-individuels :

- Circuit des Sources
- Trek sur les crêtes du Jura
- Itinérance sur la Via Francigena
- Week-end Rando, Bien être et Gastronomie

Reconduite du partenariat commercial avec l'agence « la Pélerine ».

Itinérance :

Démarche d'accompagnement des Régions traversées par l'EV6 par Vélo et Territoires dans l'objectif de positionner cet itinéraire emblématique comme un itinéraire d'excellence dans le périmètre français et européen. L'ambition de cette initiative portée par les Régions, est d'engager un partenariat plus structuré sur l'EuroVelo 6 à l'échelle nationale voire européenne. Participation de Doubs Tourisme à une réunion de présentation des conclusions de Vélo et Territoires le 02/06.

Réunion du collectif le 29/06 pour un bilan des actions menées et celles à venir sur l'année 2023.

Participation de Doubs Tourisme à un groupe de travail qui s'est réuni une première fois le 21/11 pour la mise en place d'une boîte à outils sur la thématique de l'itinérance destinée aux collectivités et socio-professionnels.

Suivi des GTJ et participation aux conseils d'administration et assemblée générale de l'association (3 CA et 2 AG).

Gravel :

À la suite du travail effectué par le cabinet d'étude missionné par le Département pour concevoir et déployer une offre de circuits Gravel attractive au niveau départemental. 15 circuits ont été livrés au cours du 2e semestre.

Les 15 circuits ont été mis en ligne sur la page doubs.travel via la plateforme Cirkwi.

Doubs Tourisme était présent lors du second comité de suivi le 21/09 ainsi qu'au COPIL du 13/12 qui présentait les éléments à livrer en cette fin d'année, à savoir, 15 autres circuits et 1 circuit grande distance ; 1 affiche Gravel ; une vidéo ; photos ; benchmark ; …

Ascensions remarquables :

Participation à une réunion le 13/12 pour définir le calendrier de déploiement des ascensions retenues.

OUTIL SURICATE

Le Département du Doubs a fait le choix de déployer la version 2 de l'outil Suricate, plateforme numérique donnant la possibilité aux pratiquants des activités de pleine nature d'effectuer des signalements sur les problématiques rencontrées sur le terrain en termes de balisage, signalétique, sécurité, …

A cet effet, participation à deux réunions de concertation avec les services du Département pour la communication les 18/01 et 27/02 et participation à la réunion d'information et de déploiement de l'outil le 02/02 en présence des techniciens des Communautés de Communes en charge des sentiers de randonnée pédestre.

Pour le compte du Département, réalisation par Doubs Tourisme des outils de communication et visuels de sensibilisation à l'usage de l'outil Suricate par les pratiquants d'activités de pleine nature permettant de signaler tout problème constaté sur un itinéraire.

Réalisation et mise en ligne sur notre site de la page dédiée pour tout le dispositif départemental (https://www.doubs.travel/pratiquer/suricate/) avec production d'un QR Code de redirection sur cette page).

Filière neige

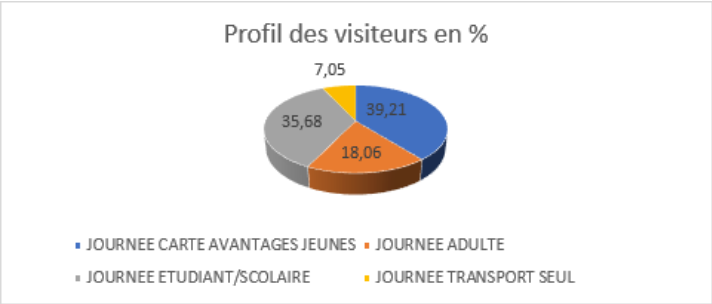
Reconduite de l'opération « Samedi au ski » sur 5 sorties réservables en ligne : les samedis 14, 21, 28 janvier, 4, 11 et 18 février.

Un bilan très satisfaisant pour cette 11ème édition : 4 sorties sur 6 ont eu lieu, auxquelles ont participé 235 personnes au total.

2 sorties ont été annulées par manque de neige, la première sortie à Métabief du 14 janvier et celle sur le site nordique du Gardot du 18 février. Partenariat reconduit avec le CRIJ pour les détenteurs de la Carte Jeune (plus de 39 % des participants).

Un questionnaire de satisfaction envoyé à tous les participants : 38 répondants – note moyenne 4.72/5

- 1ère expérience pour 87% d'entre eux
- 94,7 % ont opté pour la réservation en ligne
- 47 % Battant et 44,7 % Décathlon ont été les parkings plus prisés
- 78,9 % ont loué du matériel



Communication

La communication de Doubs Tourisme sur la filière neige, compte tenu du dérèglement climatique et de ses conséquences, se veut réactive et adaptable aux conditions réelles de pratique. Ainsi, durant cette dernière saison hivernale compliquée, nous avons mis en œuvre un plan d'action digital à minima.

Les Sommets du Doubs (46 sites de pratique de Maîche à Chapelle-des-Bois) ont de nouveau bénéficié d'une visibilité intéressante sous la forme d'un affichage sur la façade de l'hôtel du Département.

Axe 2 - Soutien aux projets du bloc communal (communes et groupements de communes)

Taxe de séjour et TADS

- ➔ Participation à 2 webinaires proposés par Nouveaux Territoires, principalement sur les sujets d'actualité liés à la nouvelle loi de finance, aux évolutions réglementaires et à la taxe de séjour additionnelle.
- ➔ Participation à 1 webinaire organisé par 3D Ouest sur la taxe additionnelle de séjour départementale et régionale.
- ➔ Travail de mise en œuvre de la taxe de séjour additionnelle.

    - Réunion avec le service tourisme du Département pour évoquer les modalités de mise en œuvre (délais, réglementation, délibération, prise de contact avec le prestataire).
    - Préparation de la rencontre du 24/05 avec les services du Département.
    - Participation et aide à l'organisation de la rencontre du 24/05 à destination des élus des communautés de communes pour l'annonce de la mise en place de la TADS.
    - Accompagnement de la Communauté de communes de Montbenoit pour la mise en œuvre de l'outil départemental d'optimisation de la perception de taxe de séjour – présentation le 26 septembre.
    - Participation à la réunion de mise en œuvre de la TADS le 3 octobre.

Déclaloc'

Signature d'une nouvelle convention de partenariat CDT/EPCI pour la mise en œuvre de Déclaloc avec 1 territoire du département.

Présentation de l'outil Déclaloc' en Conseil communautaire de la CC du Pays de Maîche, le 19 octobre pour une ouverture de l'outil aux communes en 2024.

CC des 2 Vallées Vertes – mai 2023

Entretiens téléphoniques avec 6 responsables de l'outil Déclaloc' au sein des EPCI pour un **accompagnement à l'ouverture du téléservice aux communes** :

- CC2VV
- CC du Pays de Maîche
- CC Grand Pontarlier
- CC Frasne-Val de Drugeon
- CC Pays de Sancey-Belleherbe
- CC Val de Morteau

Ouverture du téléservice aux communes :

- **139 communes ont activé le téléservice de déclaration** des Cerfa de meublés de tourisme et chambres d'hôtes à ce jour.
- **87 communes** depuis le 1er janvier 2023
- **72 meublés de tourisme se sont déclarés** via la plateforme depuis le 1er janvier 2023
    - **15 ont fait une demande de classement**
    - **12 ont été classés**
        - Taux de concrétisation : **16.7 %**
- **6 chambres d'hôtes se sont déclarées** via la plateforme depuis le 1er janvier 2023
    - dont **4 accompagnées** par nos services au préalable

Label Villes et Villages Fleuris

54 communes se sont inscrites au label Villes et Villages Fleuris en 2023 (58 communes en 2022), **dont 47 communes labellisées.**

Nous notons l'inscription de 2 nouvelles communes : Maîche et Orchamps-Vennes.

A contrario, 3 communes labellisées se sont désengagées et perdent ainsi leur label :

- Epenouse (1 fleur)
- Placey (1 fleur)
- Etupes (3 fleurs)

4 communes non labellisées n'ont pas souhaité se réinscrire cette année :

- Berthelange
- Mouthe
- Nans-sous-Sainte Anne
- Touillon-et-Loutelet.

Actions menées tout au long de l'année 2023, pour l'animation du label :

- Janvier 2023 : Préparation de la cérémonie de remise des prix 2022.
- 02/02 : Cérémonie de remise des prix du Doubs à Montbéliard.
- 04/04 : Formation en visio sur la grille de labellisation organisée par le niveau régional (1/2 journée).
- 07/04 : présentation des missions de Doubs Tourisme, dont notamment le label VVF, à Johanna Couraudon Astredhor, et lui proposer de participer au jury VVF.
- 18/04 : participation en visio à une réunion régionale (organisation du jury régional en 2024).
- 23/05 : Réunion en visio avec Valentin Girard (Mascot) qui reprend la mission VVF au niveau régional, afin de lui présenter notre fonctionnement départemental.
- Juin : Organisation des visites du jury départemental : 10 journées de visites.
- 09/06 : Organisation des visites du jury départemental : 10 journées de visites.
- 15/06 : envoi des courriers aux communes pour les visites du jury.
- 16/06 : présentation des critères du label VVF à la commune d'Orchamps-Vennes, nouvellement inscrite dans la démarche.
- 19/06 : réunion avec le CAUE pour préparer un futur atelier qui se déroulera à l'automne à destination des communes.
- Juin : organisation de l'éductour en Côte d'Or, en lien avec notre homologue au sein du CDT 21.
- 20/06 : participation en visio à l'Assemblée générale du CNVVF.
- 26/06 : présentation des critères du label VVF à la commune de Maîche, nouvellement inscrite dans la démarche.
- Du 17 au 21 juillet : le jury départemental a visité 37 communes au total (2 jurys).
- 25/07 : Participation à une ½ journée de visite du jury conjoint (départemental/régional).
- 28/07 : Réunion de bilan du jury régional à Authume.
- 07/09 : Visite des jardins de la Saline royale animée par M. Denis DUQUET, responsable du Festival des jardins, avec la visite du nouveau Cercle Immense. Participation de 19 personnes représentant 8 communes.
- 05/10 : Eductour au sein de la ville de Quétigny, ville labellisée 4 fleurs et ayant obtenu le prix national de la biodiversité végétale par le CNVVF en 2022.
- Participation de 23 personnes représentant 12 communes différentes + 2 partenaires.
- 10/11 : Organisation et animation de la réunion de bilan avec les membres du jury départemental, à Dampjoux.
- 16/11 : Participation à la cérémonie régionale de remise des prix du label VVF organisée par Bourgogne-Franche-Comté Tourisme à Dijon.
- 23/11 : Animation d'un atelier au sein du CAUE du Doubs , sur le thème : « adaptation au changement climatique ». Cet atelier a été animé par M. Jean KESSEDJIAN, Responsable du Service Etudes, Environnement et Paysage à la Ville de Besançon (Direction Biodiversité et Espaces Verts).
  → Participation de 15 personnes à cet atelier, représentant 11 communes.
- 24/11 : Participation à une journée de travail avec l'ensemble des animateurs départementaux de BFC ainsi que l'animateur régional.
- Nov – Déc : Organisation de la cérémonie départementale de remise des prix qui se tiendra le 08/02/2024 à Sancey.
- 28/11 : Rencontre avec les élus de la Mairie de Sancey pour visiter les salles et échanger sur l'organisation de la cérémonie de remise des prix.

Relais Territorial

Lien et rencontres avec les Offices de Tourisme

- 1er atelier du Relais des OT du Doubs le 24/01 à Baume-les-Dames. Thématique : commercial (10 participants).
- 2ème atelier du Relais des OT du DOUBS le 03/04 à Vercel. Thématique : Chambre d'hôtes référence et hébergement (13 participants).
- 3ème atelier du Relais des OT du Doubs le 06/06 à Montbenoît. Thématique : Communication (19 participants).
- Participation à la Rencontre Annuelle Partenaires de l'OT Destination Loue Lison le 28/03 à Arc-et-Senans.
- Participation à l'Assemblée Générale de l'OT de Grand Besançon Métropole le 04/04
- Participation à la rencontre « Lancement de saison » de l'OT Pays de Montbéliard le 28/04.
- Participation à l'Assemblée Générale de l'OT du Doubs Baumois le 11/05.
- Participation à l'Assemblée Générale de l'OT du Pays de Montbéliard le 12/06.
- Participation à l'Assemblée Générale de l'OT du Pays du Haut-Doubs le 14/06.
- Participation à l'Assemblée Générale de l'OT du Pays Horloger le 16/06.
- Rencontre avec la Communauté de Communes des Portes du Haut-Doubs pour présentation des projets de l'EPCI le 23/01 à Besançon.
- Rencontre avec les élus de la commission tourisme de l'EPCI et accompagnement/conseil à la création d'un Office de Tourisme pour la Communauté de Communes du Pays de Sancey-Belleherbe le 08/02.
- Participation à la réunion MASCOT « Commission de formations » le 05/01 en Visio.
- Organisation avec la MASCOT d'une réunion de présentation aux OT du Doubs du dispositif « Les confidences » le 14/02 à Nancray.
- Présence à la réunion annuelle de la MASCOT à destination des animateurs des relais territoriaux départementaux le 02/03 à Dijon.
- Présence à la réunion annuelle MASCOT « Melting Pot » le 23/03 à Dijon.
- Participation aux réunions/visio mensuelles ADN « Animateurs du réseau des OT » les 24/01, 28/02, 28/03, 25/04, 22/05/27/06.
- Appui tout au long de l'année sur la mise en œuvre, le déploiement et le fonctionnement de la base de données régionale DécibellesData. Dans ce cadre Doubs tourisme en tant que coordonnateur départemental reste le référent unique pour les OT de notre territoire.
- Rencontre annuelle des OT du Doubs le 05 septembre et organisation d'un atelier spécifique RH le 19 octobre.

Rencontres et point d'échange spécifique avec l'OT GBM

- Réunions Eco-tourisme les 16/01 et 30/03
- Point Tourisme d'affaires le 6/02
- Participation aux CA de l'OT du GBM le 24/02, 29/09 et 01/12
- Participation à l'AG de l'OT le 4 avril.
- Rencontre avec l'OT du GBM et le CLA – préparation du stage Langue & découverte 2025.
- Rencontre avec le directeur de l'attractivité du Grand Besançon et l'OT sur l'organisation du tourisme d'affaires le 27 juin, et réunions de concertation pour améliorer le dispositif d'accueil le 17/10, le 21/11 et le 15/12.

Appui à divers projets portés par les collectivités

- Analyse et remise d'un rapport d'étude à la Ville de Montbéliard portant sur la fréquentation et les flux de visiteurs du marché de Noël 2022 – Présentation aux élus de la ville et aux services le 15/06.
- PNR du Doubs Horloger : participation aux réunions Schéma et comité de pilotage Etude Marketing des 5 et 26 janvier et 17 ocotbre, ainsi qu'à deux rencontres spécifiques avec le directeur du PNR portant sur l'état et le développement potentiel des campings les 14 avril et 22 juin.
- Musée du Tacot à Cléron : Participation à une réunion sur le devenir et le développement du musée du tacot en présence des élus et des financeurs potentiels.
- Signalétique cyclable Ornans : participation à une réunion avec la Maire et les services de la ville d'Ornans sur la signalétique cyclable intramuros.
- Portes du Haut-Doubs : Rencontre et échange avec le service tourisme de l'EPCI le 23 janvier.
- Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe. Rencontre avec les élus de la commission tourisme sur l'opportunité de création d'un office de tourisme communautaire.
- Ville de Montbéliard. Rencontre le 21 février avec les services techniques et culture de la ville sur le projet de réaménagement du château.
- Comité de projet Avenir Montagnes – Bivouac et Convivialité – 31 mai à Morteau.

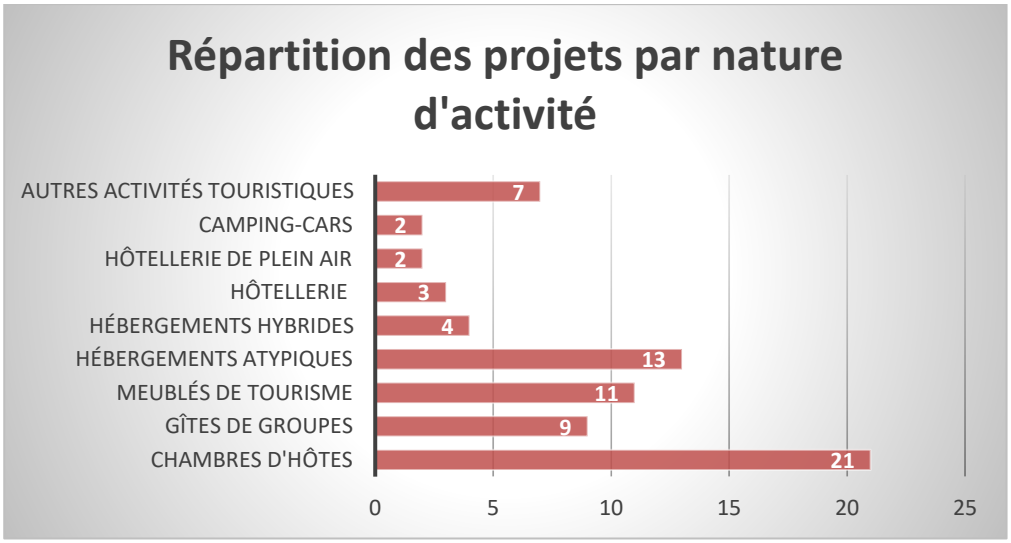
- Master Plan Haut-Doubs, 06/04 à la Cluse-et-Mijoux. Comité de projet Avenir Montagnes / Master Plan Haut-Doubs, le 28/11/23 à la CCGP.
- Plusieurs échanges et rencontres avec la ville de Baume-les-Dames pour la délégation des équipements touristiques.
- Participation à l'Audit mené par la Communauté de communes des Portes du Haut-Doubs sur la stratégie touristique dont notamment le devenir de la ferme du Montagnon (09/11).
- Vallée de l'Ognon, participation aux conseils de destinations et rencontres du tourisme ainsi qu'à divers échanges avec nos collègues de destination 70.

Axe 3 – Développement qualitatif des projets

Accompagnement des porteurs de projets

92 rendez-vous ont été assurés depuis le début de l'année pour **72 projets** :

- 21 projets chambres d'hôtes
- 9 projets gîtes de groupes
- 11 projets meublés de tourisme
- 3 projets hôtellerie
- 13 projets Hébergements atypiques
- 4 projets hybrides
- 2 projets Hôtellerie de plein air
- 2 projets aires de camping-cars
- 7 projets autres (activités pleine nature ou de loisirs – autres activités en lien avec le tourisme …)



Formation « savoir lire et interpréter un business plan » par ADN Tourisme sur 2 jours à Paris les 22 et 23 juin pour une chargée de mission accompagnement de projets.

- Obtenir des clefs d'accompagnement de porteurs de projets touristiques publics et privés,
- Se repérer dans les champs économiques et financiers des projets,
- Faire le lien entre théorie du projet et phase opérationnelle du projet,
- Avoir un socle partagé de connaissances et de compétences avec le porteur de projet.

Instruction des dossiers de demande de subvention Région

L'instruction des dossiers déposés avant fin 2022 a été réalisée **pour 2 projets** sur ce premier semestre 2023 (1 projet Chambres d'hôtes et 1 projet de création de meublés de tourisme modulables).

Qualité Tourisme

Accompagnement de **8 structures** (2 campings – 2 structures Chambres d'hôtes et 8 structures hôtelières) à l'obtention de la marque Qualité Tourisme (audits à blanc).
Participation aux **Commissions Régionales de Gestion de la marque Qualité Tourisme** les 25/04 et 09/11,
3 hôtels restaurant et 1 structure chambres d'hôtes ont obtenu la marque Qualité Tourisme pour une durée de 5 ans.

Chambre d'hôtes Référence

Mise en œuvre de cette qualification Nationale dans notre département au cours de l'année 2023 :

- Cadrage avec le niveau national
- Participation à 1 journée de classement de MT en guise en formation
- Test en situation réelle dans une structure CH située à Rang
- Organisation de la journée « Hébergement » du 3 avril principalement sur le thème de Chambre d'hôtes Référence
- Organisation d'une formation à destination des OT du Doubs le 20 juin dans une structure CH de Montenois
- Réalisation d'une fiche technique pour les OT et hébergeurs

➔ **Participation à 2 rencontres nationales** organisées en visio (mai et novembre).

➔ **Lancement des visites de qualification fin août avec l'envoi d'une newsletter** à l'ensemble des chambres d'hôtes du département

➔ Visites de qualification de **5** chambres d'hôtes, accompagnées des OT de secteur :

➔ **Animation de la 1ère commission départementale** pour la qualification le 21 novembre, qui a validé les 5 l'attribution de la qualification pour les 5 structures.

➔ Réalisation d'un communiqué de presse en relation avec le service communication pour valoriser les 5 premières structures à intégrer la démarche (rédaction CP + visite et prises de vues sur site)

Tourisme & Handicap

Doubs Tourisme accompagne et sensibilise les acteurs du tourisme dans leurs démarches d'accessibilité, en particulier à travers le déploiement de la marque « Tourisme et Handicap ».

Durant l'année 2023, Doubs Tourisme a réalisé les actions suivantes :

- 31/01 : Réunion en visio avec les services de Communauté de communes Frasne-Drugeon et la Région, afin qu'ils prennent en compte les critères de la marque Tourisme & Handicap dans leur nouvelle charte graphique et l'installation de la future signalétique sur le sentier des tourbières.
- **10 visites d'audit et d'accompagnement à la labellisation,** ainsi que **5 rendez-vous conseils** à des porteurs de projets de meublés de tourisme pour leur présenter la marque TH et les accompagner sur leur projet.
- Participation aux commissions régionales Tourisme & Handicap les 25 avril et 9 novembre.
  → Présentation de 5 dossiers lors de la commission territoriale Tourisme & Handicap de Bourgogne-Franche-Comté qui s'est tenue le 9 novembre à Besançon.
- Mars : Sélection des candidatures pour les Trophées nationaux du tourisme accessible 2023.
- Avril : Promotion du mois du handicap auprès des prestataires départementaux.
- Décembre : travail sur la brochure « Tourisme accessible dans le Doubs » qui sera rééditée durant le 1er trimestre 2024.
- 12/12 : participation à la Commission Intercommunale d'Accessibilité du Grand Besançon (1/2 journée).

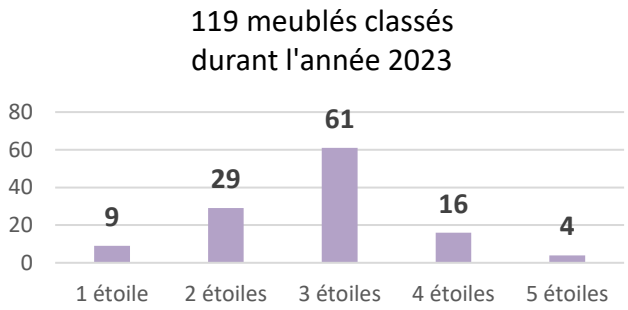
Classement des hébergements

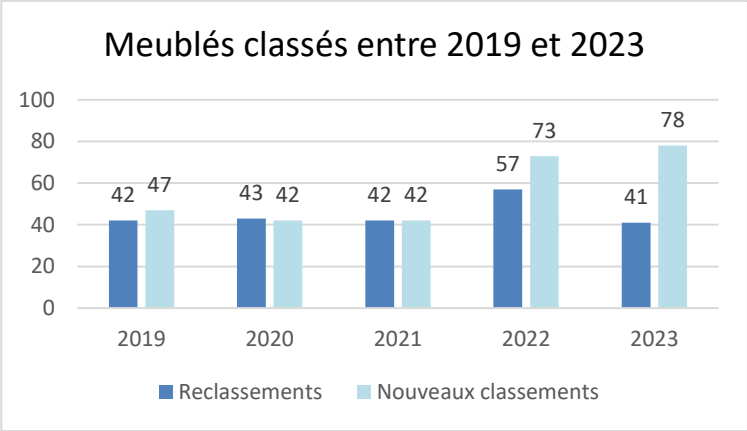
Classement des meublés de tourisme

119 meublés de tourisme ont été classés en 2023 par le service Ingénierie Développement de Doubs Tourisme durant l'année 2023, contre 130 meublés classés en 2022 et 84 en 2021.

- **9** meublés classés **1 étoile**
- **29** meublés classés **2 étoiles**
- **61** meublés classés **3 étoiles**
- **16** meublés classés **4 étoiles**
- **4** meublés classés **5 étoiles**

4 meublés n'ont pas pu être classés car il leur reste des aménagements à faire → *dossiers passés en pré-audit.*





En début d'année, Doubs Tourisme a adressé un courrier aux propriétaires de meublés dont le classement arrivera à échéance durant le 1er semestre 2023 (x 56 meublés).

10/02 : nous avons rencontré le responsable de l'agence HOME RENT, M. SCHOOLMEESTERS, afin de lui présenter les missions de Doubs Tourisme, dont tout particulièrement la démarche de classement, et que nous puissions sensibiliser les propriétaires de meublés qui font appel à ses services.

Dans le même temps, nous avons envoyé **150 dossiers** de demandes de classement.
Les nouveaux meublés enregistrés en Mairies ou via Déclaloc sont également systématiquement sensibilisés au classement par nos services (x 44 propriétaires de meublés).

30/05 : Formation au nouveau classement des meublés de tourisme.
31/05 : participation à une réunion du COPIL Glam (réunion en visio).
05/06 : Doubs Tourisme a envoyé un courrier aux propriétaires de meublés dont le classement arrivera à échéance entre septembre et décembre 2023 (x 35 meublés).
Nov/Déc : prises de contact pour le renouvellement de notre agrément pour le classement des meublés de tourisme qui arrivera à échéance le 31/03/2024.
+ envoi de la convention à ADN Tourisme.

<u>Accompagnement au classement des autres types d'hébergements</u>

13 établissements accompagnés en audit à blanc

- **7 hôtels ou hôtels-restaurants** (conseils, audits à blanc) pour l'obtention ou le renouvellement de leur classement
- **5 campings** accompagnés en audit à blanc classement
- **1 Auberge Collective**

Le classement des Auberges Collectives est désormais possible : nécessité de former notre équipe à cette nouvelle grille - Participation au webinaire le 24 janvier 2023.

Implication dans le Club Ingénierie d'ADN Tourisme :

Participation à des webinaires organisés dans le cadre de notre adhésion au Club Ingénierie :

- Présentation de l'étude nationale sur les nouvelles aspirations touristiques des Français Volet 3
- Participation à l'atelier sur l'optimisation de son offre de services : 08/04.

Doubs Tourisme est le seul CDT au niveau national à animer depuis janvier 2021, aux côtés d'ADN Tourisme, la veille règlementaire quotidienne pour l'ensemble des adhérents au Club Ingénierie – échanges réguliers avec SVP Information décisionnelle et ADN (4 réunions en visio).

Participation au **séminaire annuel du club ingénierie** qui s'est déroulé les 30 novembre et 1er décembre à Beaune, sur la thématique **« Comment faire évoluer nos missions d'ingénierie touristique face aux mutations de l'environnement ».**

Participation à l'obtention de qualifications gérées par des partenaires

- Marque Valeur Parc : accompagnement technique du Parc Naturel Régional du Doubs Horloger sur les visites aux prestataires
  3 visites sur site
- Bienvenue à la Ferme : accompagnement de la Chambre d'agriculture Doubs-Territoire de Belfort lors des journées de visites des prestataires.

Les labels départementaux

Motards Bienvenue

- 8 Nouvelles labellisations
- 11 visites de structures labellisées – « visite de suivi de labellisation - maintien du relationnel du réseau ».
- Réunion préparatoire du salon du 2 roues le 07/02 à la Boucotte – Vellerot-les-Vercel.
- Présence Doubs Tourisme - « Motards Bienvenue ! » au Salon du 2 roues à Lyon les 23/24/25/26 février 2023 accompagné de 5 hébergeurs ainsi qu'un prestataire de visite.
- Réunion bilan du salon du 2 roues le 30/03 à la ferme Ravière – Orchamps-Vennes.
- Diffusion de la brochure Motards Bienvenue lors du 15ème rassemblement de l'association Royal Association qui réunissait 100 motards venus de France, d'Angleterre et de Belgique du 18 au 21/05.
- Rendez-vous Renouvellement labellisation pour 5 adhérents qui arrivent à échéance : RDV La tuffière et La Boucotte le 15/06. Les muses, La grange du hérisson, Domaine de l'authentique : rdv à définir.
- Conception d'un séjour « Motards » pour individuels et groupes.
- **Réunion plénière Motards Bienvenue le 12/09** au camping de la Roche d'Ully – Ornans : 19 personnes présentes.
- **Réalisation de 600 lingettes-visières à l'attention des hébergeurs touristiques** comme cadeau de bienvenue à leurs clients motards.
  ==) Actuellement **61 hébergeurs et prestataires sont labellisés.**

Pêche (Qualification nationale hébergement Pêche)

- Présence Doubs Tourisme - « Relais Saint Pierre » au Salon Festivitas à Mulhouse les 03/04/05 février 2023. Présence en lien avec la Fédération départementale de pêche et de protection des milieux aquatiques.
- Rencontre avec les présidents et directeurs de la Fédération départementale de pêche et de Doubs Tourisme le 17 mars.
- Courrier à la Fédération départementale de pêche du Doubs pour informer de la décision en CA du 06/12 de l'arrêt progressif du label compte tenu de la labellisation nationale Hébergement pêche assurée par la Fédération départementale + courrier adressé aux hébergeurs labellisés en jusqu'en 2027.
- Partenariat tissé avec la Fédération départementale de pêche – Intégration de stages de pêche dans les Offres+
- Commercialisation de l'offre individuelle « Pêche dans les rivières du Doubs ».
- **1** visite de labellisation **Hébergement Pêche** avec la Fédération Départementale de Pêche.

Made in chez Nous

- 5 nouvelles labellisations « Atelier Sauvage » à Landresse, « L'Orlogeur » aux Ecorces et « Globe Sauter » le 28/06.
- 16 visites de structures labellisées - « visite de suivi de labellisation - maintien du relationnel du réseau.
- Rencontre de l'OT Pays de Montbéliard le 26/01 concernant la Route des savoir-faire PMA et le réseau Made in chez Nous.
- 4 Visites de pré-labellisation : accompagnement des entreprises vers une ouverture au public

- Accompagnement/audit pour une entreprise adhérente : révision du parcours de visite, préconisations, adresses de cabinets/agences spécialisées.
- Edition et envoi du catalogue pro « Produits Made in chez Nous » à 960 hébergeurs touristiques du Doubs.
- Renouvellement de l'adhésion annuelle de Doubs Tourisme à « Entreprise et Découverte », association nationale de la visite d'entreprise.
- Envoi Enquête de fréquentation aux entreprises du réseau pour l'enquête nationale lancée par « Entreprise et Découverte ».
- Atelier « Techniques de guidage » le 09/05 à Velleminfroy. (11 participants).
- Présence à la Foire Comtoise le 16/05 pour promouvoir le réseau des entreprises qui se visitent. (145 personnes renseignées – 90 coupons réponses en retour du jeu).
- Interview Made in chez Nous dans le blog et la newsletter « Entreprise et Découverte » du mois de juin.
- Organisation de la présence de 5 entreprises du réseau lors de la manifestation départementale Doubs Day du 01/07 et Slow-up du 10/09.
- Présence aux 5ème rencontres nationales de la Visite d'entreprise à Paris le 10/10/2024.
- Réunion avec la Région Bourgogne-Franche-Comté / Guylaine CHOUISSA pour expliciter le règlement d'intervention concernant les aides de la Région à l'ouverture à la visite des entreprises le 10/11.
- Participation à l'atelier collectif Entreprise et Découverte : « Construction du plan d'action Tourisme de savoir-faire en Bourgogne-Franche-Comté » en visio le 21/11.
- Organisation de la présence de 9 entreprises du réseau dans un chalet « Made in chez Nous » dans le cadre des Lumières de Noël de Montbéliard du 11 au 24/12.
- Valorisation des partenaires labellisés.
- Communication :
    - Evolution du logo et de la charte graphique à l'occasion des 10 ans du label,
    - réalisation de vidéos et reportages photos (Obertino, L'Orlogeur, Technicafé),
    - partenariats dans le cadre du Calendrier de l'Avent,
    - large mise en avant du label via une thématique TDE dans le guide régional Franche-Comté Terroir (éditions MCC),

➔ Actuellement **45 entreprises** sont labellisées dans ce label exclusif et innovant du Doubs.

Les Rencontres Pro

- Organisation de **5 Rendez-vous Pro – mini rencontre de l'offre touristique :** 04/05 à l'entreprise Spiruline du Doubs à Villers-Saint-Martin (6 participants), 23/05 à l'entreprise Technicafé à Devecey (6 participants), 01/06 à l'entreprise Backporte à Bart (annulé), 13/06 à l'entreprise Chopard à Maîche (14 participants inscrits), 27/06 à l'entreprise Aromacomtois à Amancey (14 inscrits).
- Organisation d'un **éductour « Découverte de la Vallée de l'Ognon Doubs/Haute-Saône »** avec Destination 70 à l'attention des hébergeurs touristiques le 30/05 (30 participants).
- Intervention lors de la réunion des propriétaires de meublés de tourisme organisée par la Communauté de Communes des Portes du Doubs le 24 avril.
- 10 février : Jury de soutenance BTS TOURISME - épreuve orale - à la **MFR de Pontarlier** le 23/01.

Le partenariat avec le Crédit Agricole

Avec une participation active au groupe de travail dédié au tourisme du Crédit Agricole (banque du tourisme), Doubs Tourisme a réaffirmé l'intérêt de l'appui au développement de projets touristiques publics et privés. Ce rapprochement s'est également concrétisé par la participation à un séminaire de la Caisse Régionale portant sur son positionnement sur le secteur du développement touristique.

A la demande de Doubs Tourisme, 3 rencontres avec les Conseillers professionnels du CRCA ont été organisées sur 3 sites : Besançon le 2 mars, Montbéliard le 6 avril et Pontarlier le 27 avril avec une dizaine de participants pour chacune des rencontres. Objectif : Présentation de nos missions mais surtout de l'accompagnement des porteurs de projets.

BGE : Participation à l'opération Créaffaires et au speed meeting de Besançon (15 juin – 3 rendez-vous).

OMGA : Rencontre le 14 février de l'Organisme mixte de Gestion Agréé pour une collaboration au profit des Loueurs en Meublés non professionnels.

FIBOIS : Rencontre le 19 juin pour une valorisation du réseau Made in Chez Nous et de l'habitat bois au sein des hébergements touristiques.

Participation à la rencontre de la Communauté Airbnb Doubs le 16 juin : présentation des missions et plus particulièrement du classement des meublés.

Autres rencontres et réunions de travail

- Séminaire de réflexion sur l'impact du changement climatique sur le tourisme et sur son incidence sur la ressource en eau (Epage du Haut-Doubs – 3 mars).
- Avec le Conseil départemental réflexion sur le devenir du bâti du Fort Griffon (participation à l'audit et rendu de l'étude le 31 janvier), mise en œuvre d'un dispositif pack matériel (réflexion et réunion le 19 janvier), réflexion avec le SMMO sur les perspectives de développement de la station de Métabief (22 février).
- Echange avec la chargée de portefeuille 'Tourisme' de l'Agence économique régionale (AER) le 9 janvier.
- Participation en tant que membre aux conseils d'administration et aux assemblées générales du CAUE, des GTJ et du CRT, ainsi que comme membre de la commission nationale mixte paritaire au Conseil de gestion des fonds de formation AFDAS de la branche Tourisme.
- Participation au webinaire Fairguest organisé par le CRT – 26 avril.
- Participation à la Réunion Projet hôtelier de la Saline d'Arc-et-Senans - 28 février.

Axe 4 – Déploiement d'une politique de promotion et communication

Mise en œuvre de la saison 2 du dispositif Doubs & (re)Doubs

La finalité du dispositif initié en 2022 et faisant suite aux 2 années de « Billets Doubs » vise à installer des panneaux signalétiques dans les sites touristiques du Doubs.

Au-delà des habitants du Doubs, premiers consommateurs de l'offre départementale, la clientèle de proximité est la principale cible visée (isochrone de 2h de route). Le constat est fréquemment fait que ces clients méconnaissent globalement le territoire départemental et ses richesses. Lorsqu'on les interroge ils s'avouent largement satisfaits et étonnés qu'il y ait ici autant de sites à découvrir. Il s'agit principalement d'une clientèle d'excursionnistes qui viennent à la journée dans le département, potentiellement également sensibles à des offres de courts séjours et week-ends.

Doubs Tourisme a initié un concept de communication visant à valoriser cette importante offre touristique. L'idée est de mettre en avant la densité de sites, leur répartition sur tout le territoire départemental et surtout la variété de cette offre, allant de deux sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco au petit musée rural plus confidentiel. Chacun concourt à son niveau à proposer une offre de visites et d'excursions attractive à l'échelle du département

Le premier semestre a permis de rencontrer les 62 sites concernés, de leur présenter le dispositif et d'étudier avec chacun d'entre eux le parcours type d'un visiteur. Après avoir identifié ainsi l'emplacement idéal du panneau, son format et les contraintes techniques particulières, nous avons formalisé un document afin de recueillir l'engagement des gestionnaires de sites.

Les 62 signalétiques ont toutes été installées au 14 juillet à la sortie des sites touristiques concernés par le dispositif.

Parallèlement un ambitieux plan de communication a été déployé, combinant des achats d'espace dans la presse régionale et suisse (printemps/été) avec un dispositif digital qui permettra une prise de parole sur la valorisation de cette offre jusqu'aux vacances de la Toussaint.

Le traditionnel set de table de Doubs Tourisme (350 000 exemplaires cette année) est également thématisé « Doubs & (re)Doubs ».

Sur les différents supports de communication (panneau, annonces presse, set de table…), des QR Codes renvoient directement sur la carte interactive : 3766 scans ont été comptabilisés sur la période du 1er juillet au 1er octobre.

Création d'une landing page pour avoir une visibilité sur les statistiques issus d'une campagne sponsorisées sur les réseaux sociaux (Facebook + Instagram) du 21 juillet au 24 août

- *22 058 vues de page du 27 juillet au 21 septembre*
- *81 conversions (contact avec le site)*

Campagnes sponsorisées :
Facebook : 1 publication générique + 6 publications géolocalisées autour des sites de visite par pays touristiques (1 339 549 impressions – 15 130 clics)
Instagram : 1 publication générique + 6 publications Instagram sous forme de réels traitées par les 6 catégories du dispositif (sites nature, culture, découverte, histoire, tradition, activités) (251 809 impressions – 2766 clics)

- *Total 1 591 377 impressions + 17 896 clics*

Montagnes du Jura

01/02 – Comité opérationnel à Besançon
20/03 – Comité opérationnel à Besançon
22/03 – Instants Montagnons, concertation MDJ/OT, en visio
10/05 – Comité opérationnel à Besançon et en visio
14/06 – Comité stratégique et 20e anniversaire de la marque MDJ à Poligny
04/10 – Comité opérationnel à Besançon
16/11 – Bilan annuel MDJ dans le cadre des Rencontres partenariales du CRT à Dijon
04/12 – Groupe de travail thématique Magazine de destination à Besançon

Rencontre de l'offre

La 20e Rencontre de l'offre a été organisée par Doubs Tourisme le 27 avril à Labergement Ste Marie.

- 59 exposants présents (Offices de tourisme, sites, prestataires d'activités) ils ont reçu la visite d'une cinquantaine d'hébergeurs.
- 45000 exemplaires de documentation ont été échangés entre partenaires, ainsi que 4500 exemplaires du Carte&Mag, 5000 brochures thématiques et 60 000 sets de table du CDT.
- Une visite de la fonderie de cloches Obertino a également été proposée à l'ensemble des participants pour découvrir cette entreprise ouverte au public et labellisée Made In Chez Nous.

Participation à la bourse d'échange de documentation du département de la Haute Saône le 25 avril (diffusion d'environ 1500 exemplaires de notre doc).

Opération restaurants d'entreprises

En mars, l'équipe de Doubs Tourisme s'est rendue 4 jours à Dijon pour l'opération restaurants d'entreprises. Cette manifestation a pour but de sensibiliser les salariés à l'offre touristique du Doubs, au cœur d'entreprises sélectionnées dans des régions de proximité, avec des menus à base de produits régionaux, des dégustations, de la documentation touristique, un jeu concours...
Ce printemps, 4 sites de restauration gérés par le groupe Elior ont été investis (Essilor, Schneider, Epirey, La Poste) pour un total de 551 couverts et 225 fiches contacts enregistrées qui servent à alimenter les bases de données du CDT pour l'envoi de newsletters mensuelles.

Animation des réseaux sociaux

Du 1er janvier au 1er décembre.

Facebook

93 publications annuelles dont 7 vidéos direct
1349 nouveaux followers

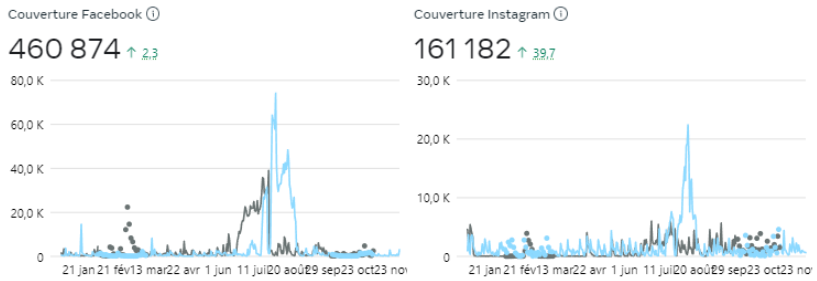
Instagram

1693 nouveaux followers
56 publications annuelles dont 17 réels

- 7 réels sponsorisés (Doubs&(re)Doubs) = 223 440 vues cumulées
- 10 réels organiques = 81 000 vues cumulées

= 304 440 vues totales.

Couverture en hausse

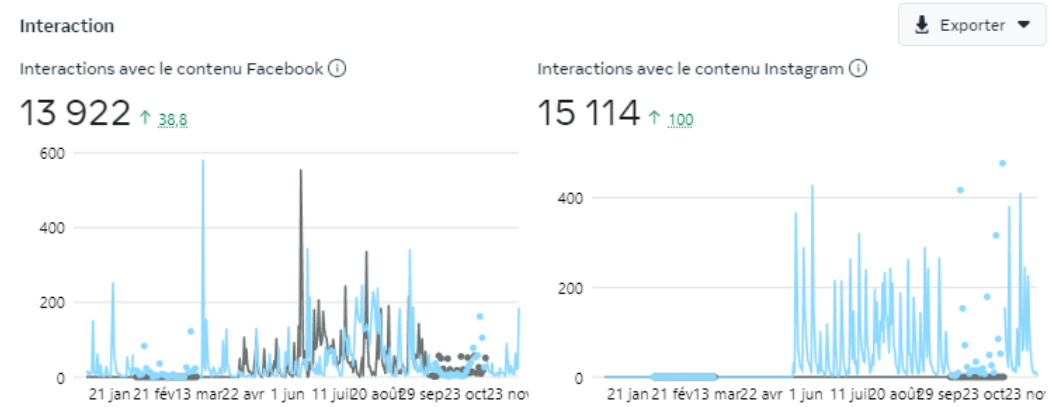


Couverture : La couverture correspond au nombre de personnes qui ont vu du contenu. Elle est à différenciée des impressions qui comptabilise le nombre de fois où une publication a été vue, parfois par un seul et même utilisateur.

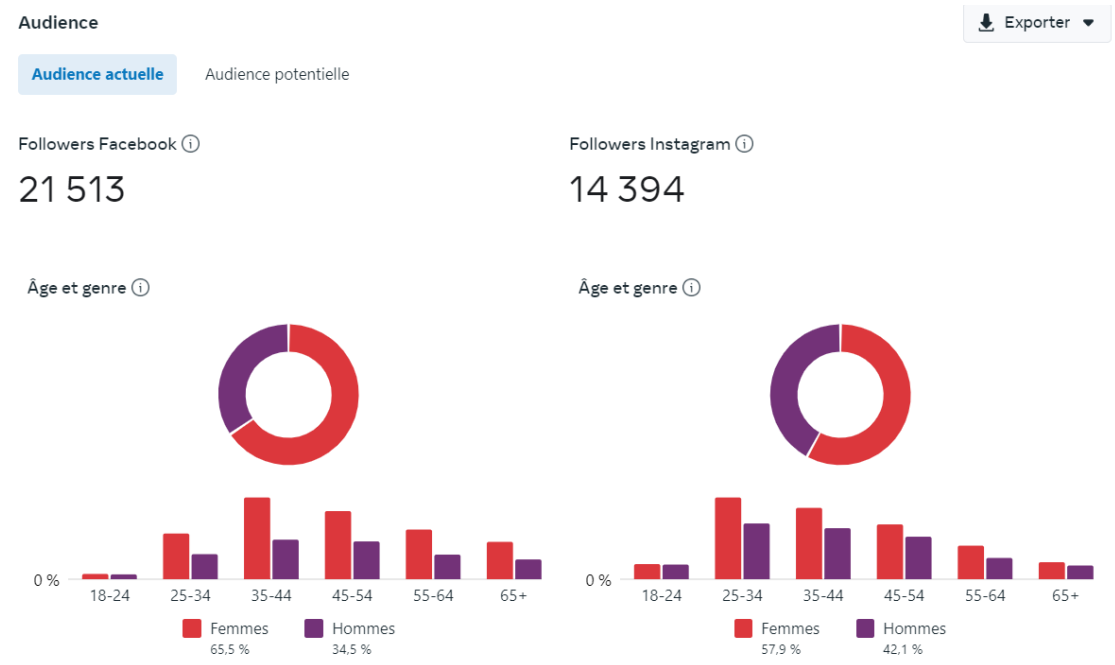
Les couvertures augmentent par rapport à l'année 2022 dû à une campagne sponsorisée menée cet été autour de l'opération Doubs&(re)Doubs, générant ainsi de nombreuses impressions sur les deux réseaux sociaux.

La communauté Facebook & Instagram est en constante évolution (+ 1349 followers sur Facebook / + 1693 followers sur instagram) et génère ainsi plus d'interactions (j'aime, like, partage) contribuant au rayonnement des pages :

Interactions en hausse



Audience



Doubs Tourisme sur le réseau social Tik-Tok : ouverture d'un compte le 10 octobre 2023

Du 10/10 au 01/12 : 10 publications cumulant 53 322 vues / 1 263 j'aimes / 202 abonnés. - 864 -

Ce nouveau réseau nous permet d'assurer une présence sur une plateforme qui vise une cible plus jeune. Tik Tok est désormais utilisé pour aider au choix des prochaines visites / séjours des utilisateurs.

A la fin d'année 2023, Doubs Tourisme organise sur ces trois réseaux sociaux un jeu concours « Calendrier de l'Avent » permettant aux participants de remporter 24 lots issus soit des entreprises Made in chez Nous (objets artisanaux), des sites touristiques (billets d'entrées) et également des partenaires (ENJ…). Cette opération permet de booster la communauté des réseaux sociaux et assurer une redirection sur notre site internet. Les inscriptions à ce jeu permettent d'enrichir la base de données Décibelles Data avec un minimum de 1000 participants par jour.

Relations presse

Compte tenu de difficultés en matière de ressources humaines, l'activité Relations presse au premier semestre est peu significative. Les actions réalisées ont été faites en étroite relation avec les offices de tourisme, le Département, le CRT et Montagnes du Jura.

Réalisation en interne du dossier de presse 2023 (https://www.calameo.com/doubs-tourisme/read/0006158206c96088b0d09)

Participation au workshop national « Partir en France » les 16 et 17 janvier au Parc des Princes, aux côtés du CRT BFC, de la marque Montagnes du Jura et de l'OT du Haut-Doubs.

Quelques opérations de relation presse en 2023 :

- Mise à jour du *Guide du Routard*, en lien avec les OT via le relais territorial.
- Accueil de l'émission TV « 100 lieux qu'il faut voir » sur la thématique Vauban avec mise en avant de la Citadelle et du Château de Joux avec Vallée de la Loue/Courbet et Absinthe en sujets secondaires.
- *Le Monde du Camping-car* : Dossier de 6 pages sur le Doubs dans le « Spécial Nouveautés 2024 » (novembre) et 4 pages sur « 2 jours en ville à Montbéliard » (octobre).
- Magazine VMF (Vieilles maisons françaises) : 64 pages sur le Doubs dans l'édition de novembre/décembre.

Autres actions

Editions

Brochure EuroVelo 6

Confrontés à une rupture de stock de la brochure EuroVelo 6 pourtant éditée pour 2 ans et à une demande forte des OT, nous avons proposé aux autres départements concernés et au CRT une réédition à l'identique. Faute de réponses positives, nous avons édité un tiré à part 100% Doubs de cette brochure dont nous assurons depuis de nombreuses années la maîtrise d'œuvre. Intégration à la fin du document de premiers éléments de valorisation du concept de « Grand tour du Doubs à Vélo ». Tirage : 10 000 exemplaires.

Le Grand Tour du Doubs à vélo

Réalisation et édition à 1 000 exemplaires d'une affiche illustrée originale pour la valorisation du Grand Tour du Doubs à Vélo et actions de relation presse.

Chiffres-clés

Le document Chiffres clés du tourisme dans le Doubs a été réédité au printemps (dernière édition en 2019). Il propose des repères indispensables pour appréhender au mieux l'économie touristique départementale : données structurelles, fréquentation des sites et des destinations, zooms sur les territoires, origine des visiteurs… Ces éléments sont également détaillés et réactualisés sur notre site pro www.doubs-tourisme-pro.com (rubrique Chiffres Clés).

Le blog pro

www.doubstourismeleblogpro.com est utilisé de façon régulière pour informer les partenaires de Doubs Tourisme en fonction de l'actualité.

Publications du premier semestre :

- 27/01/2023 : L'animation du Relais Territorial des offices de tourisme se poursuit
- 21/02/2023 : Catalogue produits Made in chez Nous
- 10/03/2023 : Vigilance piratage
- 19/04/2023 : Développement, hébergement, qualification : objet de la dernière rencontre du relais territorial
- 27/04/2023 : De nouveaux rendez-vous professionnels pour les hébergeurs
- 28/04/2023 : Retour du la 20e rencontre de l'offre touristique
- 15/05/2023 : Retour sur l'atelier de guidage Made in chez Nous
- 07/06/2023 : La communication au cœur de la dernière rencontre du Relais territorial.
- 02/08/2023 : En immersion totale avec le projet Doubs 360°
- 10/08/2023 : Doubs&(re)Doubs, la seconde phase est en place !
- 24/08/2023 : La qualification Chambre d'hôtes référence® déployée dans le Doubs
- 22/09/2023 : Du renfort à la com' chez Doubs Tourisme
- 26/09/2023 : VTT et Gravel dans le Doubs : une nouvelle édition est sortie !
- 03/10/2023 : Séjours et excursions groupes : Doubs Tourisme publie sa brochure 2024
- 31/10/2023 : Le Doubs arrive sur TikTok !
- 03/11/2023 : soirées redevances nordiques avec l'OT du Pays du Haut-Doubs
- 10/11/2023 : les rencontres du tourisme de la Vallée de l'Ognon

= 17 articles publiés cette année.

Newsletter professionnelle

A partir du mois de septembre, nous avons mis en place une e-news professionnelle semestrielle afin de garder un lien avec les socio-professionnels. Elle se compose des derniers articles publiés sur le blog pro, des actualités des labels départementaux (Motards Bienvenue & Made in chez Nous), les actions extérieures à venir pour Doubs Tourisme (salons, opérations extérieures).

Newsletters grand public

Dans le cadre de la Gestion de la relation clients (GRC), nous disposons d'un fichier de clients et prospects qui s'enrichit régulièrement et s'élève à début décembre à environ 23 650 contacts (contre 18 800 en 2022 - soit une augmentation de 25.8 % en un an). Chaque mois, une e-news est adressée à ce fichier proposant des invitations à découvrir la destination Doubs au fil des saisons avec des suggestions de visites et d'activités adaptées ainsi que des idées de séjours commercialisés par le CDT.

En 2023, 18 e-news ont été envoyées :

- Bonne année 2023
- Les Samedis au Ski
- Le retour de la neige, ça se fête !
- Le plein d'activité en février
- Surprenez votre moitié
- En avant mars !
- Vive le printemps !
- Les vacances s'annoncent intenses
- De grands week-end de découvertes
- Echappées estivales à la découverte du Doubs
- L'été sera beau, l'été sera chaud
- De bonnes idées pour un bel été
- Profitez des dernières belles journées
- Un automne pas monotone
- Les vacances d'Halloween
- Les expositions à ne pas manquer
- Les fêtes arrivent : faites plaisir à vos proches
- Place à la magie de Noël

A compter du mois d'octobre, la fréquence d'e-news est revue au nombre de 2 par mois : une e-news générale envoyée en début de mois ainsi qu'une e-news thématisée en milieu de mois (exemple : événements pendant les vacances, spécial gastronomie – randonnées – vtt…).

L'outil Décibelles Data nous permet de « tracer » les taux d'ouverture des newsletters, globalement et par bloc. La moyenne d'ouverture s'établit à **30.84**% (résultat satisfaisant supérieur de 8 points par rapport à la moyenne de 22% observée au niveau européen en matière de BtoC).

Nous pouvons également mesurer d'autres statistiques :

Taux de clic (nombre de personnes qui cliquent sur un lien présent dans l'email / nombre de destinataires) = 5.74%

- *Si l'on se réfère à la moyenne des taux de clics tous secteurs confondus, un bon taux de clic unique dépasse 3% (Sources multiples : Mailchimp, Sarbacane, Smart Insights, CheetahDigital, NP6)*

Taux de réactivité (nombre de cliqueurs / nombre d'ouvreurs) = 11.44 %.

- *Taux de réactivité moyen : entre 10 % et 20 %*
- Cet indicateur est important puisqu'il permet de voir si les personnes sont intéressées par les sujets mis en avant.

Sets de table
Diffusion de 350 000 sets de table, présentant une carte touristique du Doubs agrémentée d'une présentation du dispositif Doubs&(re)Doubs et d'un QR Code invitant à accéder à la carte dynamique pour découvrir l'étendue de l'offre touristique autour de soi, auprès de 250 restaurants du département.
La carte touristique du Doubs a également fait l'objet d'un nouveau tirage à 1 000 exemplaires au format poster pour une diffusion auprès des offices de tourisme, hébergeurs, site et partenaires de Doubs Tourisme.

Posters touristiques
Edition fin 2023 d'une nouvelle série de posters visant à promouvoir le département sous différentes facettes. Le choix a été fait pour cette nouvelle série de mettre en avant une sélection d'images « coups de cœur » : la tourbière et l'étang des Seignes à Noël-Cerneux ; la haute vallée de la Loue ; une citerne d'alpage sous la neige ; des cyclotouristes sur l'EuroVelo 6 à Deluz ; du canoë face à Port-Titi sur le lac de Saint-Point ; une vue originale de vache montbéliarde.
Editées en tirage limité (1 000 exemplaires de chaque), ces affiches sont adressées à l'ensemble de nos partenaires institutionnels et touristiques (OTSI, sites, musées, hébergeurs, prestataires d'activités, mairies…) et diffusées de manière restreinte auprès du grand public.

Affichage
Doubs Tourisme a pu bénéficier à deux reprises de l'emplacement privilégié sur la **façade du Département** avenue de la Gare d'eau pour afficher des bâches (10 x 4 m) vantant les atouts de la destination :

- Du 4 décembre 2022 au 18 janvier 2023 : « De Chapelle-des-Bois à Maîche, 46 sites pour profiter de la neige et des grands espaces ! RV sur www.lessommetsdudoubs.fr »
- Du 27 mars à la mi-juin : « Pourquoi chercher plus loin ? Vos prochaines vacances sont sur www.doubs.travel »

Dans le cadre d'un partenariat avec le Centre des Monuments nationaux et le pétrolier Total Energies, installation d'une signalétique d'information touristique sur **l'autoroute A36**, aire de Marchaux. Ce visuel grand format idéalement situé dans la galerie-boutique de la station-service valorise les six pays touristiques du Doubs à travers leurs principaux sites de visite.

Projet Doubs 360°
Constatant l'absence des grands sites naturels et de quelques sites de visite sur les outils de cartographie en ligne, Doubs Tourisme a décidé d'y remédier. Après une première campagne de captations d'images hivernales inédites fin 2021, ce sont les principaux sites du département du Doubs qui ont été captés à 360° durant 4 jours fin mai.

Sites naturels : belvédère de la Roche du Prêtre à Consolation, belvédère des Taillards à Villers-le-Lac, Source de la Loue, Source du Doubs, Source du Lison.

Sites de visite : Musée des maisons comtoises, Château de Joux, Cercle immense de la Saline royale, la ligne ferroviaire touristique du Coni'fer, le Dino-Zoo.

Activités : les bassins et le Saut du Doubs en bateau, la boucle de Besançon en bateau, Métabief Aventures, la Luge des Cimes à Métabief. Véloroutes : les 135 km de l'EuroVelo 6 de Saint-Vit à Allenjoie, la voie verte de l'Hôpital-du-Grosbois à Ornans.

Les images ainsi produites sont la propriété de Doubs Tourisme, les professionnels touristiques seront invités à utiliser et à relayer ces vues sur leur propre page web grâce au concept de i-frame, facilitant ainsi le référencement naturel grâce au renouvellement et à la qualité des images 11K.

Il est envisagé d'exploiter également ces images sur les opérations extérieures que nous menons via des casques de réalité virtuelle pour une immersion du public dans les principaux sites du Doubs.

Carte pass pro

La carte PASS PRO permet aux professionnels du tourisme du Doubs porteurs d'accéder gratuitement ou à prix réduits aux sites/structures touristiques du département.

Les sites/structures partenaires de l'opération signent une convention avec Doubs Tourisme, valable deux ans avec tacite reconduction. Ils deviennent de fait eux-mêmes bénéficiaires de la carte PASS PRO. L'offre minimale de la carte se compose d'une entrée gratuite ou réduction pour le porteur. Cette offre peut être néanmoins élargie à l'accompagnateur du porteur de la carte. Partant du principe que l'on vend mieux ce que l'on connait, l'objectif de la carte PASS PRO est de donner aux professionnels du tourisme la possibilité de découvrir l'ensemble de l'offre touristique du département pour mieux mutualiser la promotion de notre territoire.

La carte Pass Pro compte à ce jour **57 partenaires** répartis sur les 6 pays touristiques. Elle a été diffusée en avril 2023 à 637 destinataires : élus du Doubs, partenaires institutionnels, membres de l'AG Doubs Tourisme et professionnels du tourisme du Doubs.

Photos Vidéos

Reportage photo et vidéo – van aménagé dans le Doubs

Production de contenus photos et vidéos sur deux jours début octobre afin d'illustrer l'axe de travail « Le van aménagé dans le Doubs » pour l'année 2024. Une vidéo immersive de 15 min est disponible et présente en détail deux jours complets sur les routes du Doubs et ses activités, notamment la visite d'entreprise.

Production de contenus

Vidéo Lancement du mont d'or le 10 septembre
Reportages photos et vidéos sur thématique cyclable (EV6, GTJ cyclo-gravel, P'tite GTJ).

Signalisation touristique départementale

22/09/23 – Réunion **CDT/DRIT** pour actualisation des éléments touristiques à valoriser dans le cadre du Schéma départemental de signalisation touristique.
Mise à jour des recensements de la DRIT sur la base des éléments de 2013/2014.

Axe 5 - Commercialisation

Développement du tourisme d'affaires

Un outil de réservation en ligne en constante progression
pour répondre aux besoins des organisateurs de congrès et des grands événements

Pour bénéficier d'une nouvelle version plus performante, intuitive et plus ergonomique, Doubs Tourisme et l'agence AKYOS, société conceptrice du site basée à Dijon, travaillent ensemble à l'amélioration du front office et du process de réservation dont la mise en fonction devrait intervenir en début d'année 2024 pour ne pas venir perturber la gestion des événements en cours.
Plusieurs réunions et échanges ont eu lieu les 19/01, 24/03, 29/03.
23 juin : Rencontre avec Stéphane Hotton, responsable du groupement hôteliers / congres et groupes du Grand Besançon
3/08 : Visio de présentation de la préproduction du nouveau site Congrès avec AKYOS.
Aout -> novembre : Travaux sur la nouvelle version de la plateforme de réservation AKYOS

11 octobre : Visio point comptable AKYOS
12 décembre : réunion à Dijon -> Recettage futur site Plateforme de réservation pour les Congrès avec AKYOS

En 2023, suivi de 8 manifestations et **mise en ligne de 5 congrès nationaux** et internationaux via le site de réservation :

- Séminaire SYNDEX – Vallée du Cusancin et Pays de Bournel – 20 et 21 mars.
- Resolution Days – Besançon du 26 au 29 avril.
- Congrès des Clubs Rotary Unesco – Besançon du 26 au 28 mai.
- Congrès FNEHAD – Besançon du 7 au 10 juin.
- Journées Nationales sur les Composites 2023 AMAC - Besançon du 3 au 5 juillet.
- Livres dans la Boucle - Besançon du 16 au 18 septembre.
- Congrès « Poursuivre 2023 » - Besançon du 1er au 6 octobre.
- Assises nationales des pollinisateurs – du 15 au 17 novembre.

Autres manifestations suivies :

- Séminaire KEA Conseil et Stratégies – Métabief 26 au 28 janvier 2024.
  Préparation de l'événement et voyages de repérage les 18 et 19/07, les 17 et 18/10, le 25/10, les 7 et 8/11, le 11/12
- Colloque Sport et Santé avec le CROS – Juin 2024 – Réunion préparatoire le 29/11.
- Congrès FIPF en collaboration avec le CLA – Besançon Juillet 2025 – Réunion préparatoire le 20/12.

Développement du marché du groupes

Opérations dans le cadre du club national Destination Groupes ADN Tourisme :

- Du 01 au 03/02 : Séminaire Destination Groupes à Troyes
- 09/03 : Visio-conférence atelier GRC – Destination Groupes
- 05/04 : Workshop Panthéon Paris Destination Groupes
- 06/04 : Séminaire Paris Destination Groupes
- 29/06 – 8/09 : Visio-conférence atelier salon - préparation de l'IFTM Paris – Destination Groupes
- 12 septembre : Visio présentation/travail sur le futur site Groupes par le CRT
- 19 septembre : Visio Destination Groupes Atelier Enews
- 28 septembre : Visio préparatoire Salon Epoqu'auto 2023
- 6 au 8 décembre : Séminaire Destination Groupes au Mans

Salons professionnels et opérations diverses :

- 04/01 : Rencontre avec l'équipe commerciale Hôtel le Lac Malbuisson
- Du 14 au 15 janvier : Salon des Vacances – Voyages Léonard à Liège (Belgique)
- 30 et 31/01 : Workshop – Voyages Girardot – Buxy (Saône et Loire)
- 23 juin : Rencontre avec Stéphane Hotton, responsable du groupement hôteliers du Grand Besançon
- 5 juillet : Rencontre partenaires du Pays de Montbéliard
- Préparation de l'éductour Léonard prévu en octobre, reporté en avril 2024 (vingtaine de responsables attendus).
- 3 au 5 octobre : IFTM Top Résa sur le stand Destination Groupes Porte de Versailles Paris
- 16 au 18 octobre : Démarchage autocaristes Moselle + opération restaurants d'entreprise
- 10 au 12 novembre : Troisième participation au salon Epoqu'Auto de Lyon (rencontre des clubs de voitures).

Juillet – septembre 2023 : **Réalisation de la brochure Groupes 2024**
Informations tarifaires 2024, mise en page de la brochure et impression en septembre.
Mise en ligne de la brochure Groupes avec sortie papier
Novembre : Mailing à 1532 adresses de la brochure Groupes 2024 et tarification Brochure Clubs de voitures 2024

Conception du nouveau site groupes de Doubs Tourisme

Créé en partenariat avec la Fabrique à Sites du CRT, ce nouveau site web vise à offrir à Doubs Tourisme une nouvelle vitrine plus directe et séduisante, indispensable pour mener à bien les démarches de prospection du service réceptif groupes.
10 août et 12 septembre : Visio de présentation CRT et séances de travail pour la définition du cahier des charges
11 décembre : Formation Wordpress dans le cadre du site www.doubs-groupes.com
A partir du 12 décembre : Travail du contenu/paramétrage du site www.doubs-groupes.com

Séjours packagés pour individuels

Offres+

Les 2200 exemplaires ont été épuisés au bout d'un an – Réédition du document à 500 ex. pour répondre aux besoins de l'été et de l'automne à venir, un partenariat gagnant-gagnant avec les offices de tourisme et les hébergeurs qui participent à la promotion de 60 atouts (grands sites, musées, activités de loisirs, gastronomie, ...) répartis du territoire. - 869 -
Interviews France Bleu Besançon le 30/05 et en novembre - chronique « Les bons plans » pour promouvoir les OFFRES+.

Août – Mise en place d'une convention de partenariat commercial avec les OT dans le cas des premiers travaux menés dans le cadre du relais territorial en janvier 2023

Septembre : Production, mise à jour et mise en ligne de la collection de séjours 2024
22 séjours au total positionnés sur 6 thématiques différentes :
Neige, Randonnée pédestre, Cyclo/VTT, Patrimoine et gastronomie, Moto et Pêche.
Affichage sur la page dédiée du site www.doubs.travel/sejourner/sejours-individuels
Communication via les réseaux sociaux et envoi de newsletters aux abonnés du Doubs
Refonte de nos roadbook pour mieux accompagner nos randonneurs/cyclistes en séjour itinérant
Promotion de nos **bons cadeaux** Séjours individuels dans les newsletters de juin, novembre et sur nos opérations extérieures
Un nouvel axe de promotion commerciale de nos séjours à découvrir sur https://www.doubs.travel/nos-idees-cadeaux/
Promotion de nos offres sur salons
Présence du 13 au 16/03 – Action de promotion Restaurants d'entreprise à Dijon.
Présence à la Foire Comtoise le 16/05 en partenariat avec MaCommune.info.
Présence aux actions de promotion Restaurants d'entreprise du 16 au 18/10 en Lorraine et les 30/11 à Belfort et 07/12 à Besançon.

Préparation de l'opération Doubs Moments – 2ème édition
Dans le cadre de nos escapades de proximité et de valorisation de nos événements culturels, programmation de 2 nouvelles sorties en autocar durant l'été, à réserver en ligne sur www.doubs.travel/escapades , le 30/07 au Château de Joux (annulé faute de participants suffisants) et le 25/08 à la Saline Royale d'Arc-et-Senans (20 participants).

Développement de 2 nouveaux partenariats :

1. Conception d'un week-end d'exception pour le compte du service marketing de **l'entreprise MATY de Besançon** dans le cadre de son nouveau programme de fidélité. Week-end offert à 5 de leurs meilleurs clients (statut diamant) à l'occasion des 24 H du Temps du 16 au 18 juin 2023.
   Offre insolite comprenant 2 nuits à l'hôtel de Paris, 2 dîners Brasserie du Commerce et 1802, croisière en bateau sur la boucle du Doubs, entrées grands sites et musées avec le Pass Tourisme de l'Office de Tourisme et visite du siège Maty.
2. Partenariat BtoB avec ADEKUA
   Rencontrée lors du dernier Rock d'Azur, l'agence ADEKUA commercialise sur son site le produit conçu par Doubs Tourisme « Le Grand Tour VTT du Grand Besançon »
   https://cyclo.voyages-adekua.fr/Doubs-cyclo/sejour-velo-jura-grand-tour-vtt-besancon-hebergement

A partir de 17 novembre, **reconduction du Passeport Offres+ 2024-2026.**
Relance des annonceurs, recensement des nouveaux partenaires.

Bilan commercial 2023

L'année 2023, malgré un contexte économique encore très compliqué, se place au 1er rang des saisons commerciales. Pour la seconde année consécutive, le volume d'affaires de l'activité commerciale du CDT dépasse la barre des 600 000 € et dépasse la saison record de 2019 avec un total de 664 664 €, toutes activités confondues.

Principal vecteur de ventes, le service réceptif groupes a émis 157 devis et concrétisés 83 dossiers, soit un nombre de contrats en hausse de +40% par rapport à 2022, générant un volume d'affaires de 401 308 €.
Ces bons résultats proviennent des retombées positives acquises lors des opérations de terrain (salons professionnels, démarchages, éductour, ...), par la fidélité de certains clients (autocaristes et agences), par un lissage de l'activité sur l'ensemble des mois de l'année et par une plus forte concentration de groupes sur l'été, période habituellement plus calme. La confiance est également revenue sur les voyages de fin de saison avec notamment une très belle édition réalisée sur le plan commercial lors des Lumières de Noël (11 groupes accueillis), élu en 2023 5ème plus beau marché de Noël européen.

Autre effet marquant : le nombre de dossiers annulés est en hausse significative de 88% par rapport à la saison précédente, 157 devis adressés, 74 dossiers annulés soit un taux de transformation de plus de 53%.
A titre de comparaison :

- 2022 : 95 devis, 42 annulations, soit un taux de 56 %
- 2019 : 85 devis, 34 annulations, soit un taux de 60 %
- 2018 : 83 devis, 31 annulations, soit un taux de 63 %

Ces indicateurs témoignent d'une demande de plus en plus croissante au profit de notre destination du Doubs mais démontre également toute la complexité et la fragilité qui règnent sur ce marché.
L'optimisme reste mesuré sur le pôle séminaires et congrès (MICE), les voyages d'affaires ne sont pas encore revenus à leur niveau d'avant crise. Toutefois, les chiffres témoignent d'une reprise sur ce segment économique avec la gestion de 8 événements dont 7 congrès nationaux et 1 séminaire totalisant un volume de 233 365 €. A noter que les 7 congrès nationaux recensés sur Besançon font suite à une candidature portée par une représentation locale (université, entreprise, collectivité ou fédération).
Enfin, les séjours packagés pour individuels sont en léger recul avec un total de 50 contrats et un volume d'affaires de 29 991 €. La demande se fait plus rare sur le forfait packagé individuel par rapport aux saisons précédentes et s'oriente davantage sur les produits itinérants de pleine nature rando ou cyclo, un service sur lequel Doubs Tourisme apporte une plus forte valeur ajoutée (sélection des hébergeurs, mise en avant de nos labels, construction des itinéraires et road book, ...). A noter les 6 séjours vendus en décembre dans le cadre de la promotion de nos bons cadeaux avant la période des fêtes.

Bilan commercial - indicateurs de résultats
COMPARATIF 2023/2022

Données chiffrées	Séjours individuels		Séjours & Excursions Groupes		Congrès& Séminaires	
	2023	2022	**2023**	2022	**2023**	2022
Nombre de **contrats**	**50**	77	**83**	53	**8**	6
Nombre de **clients**	**128**	170	**2944**	1902	**774**	1033
Journées tourisme	**437**	561	**5345**	4096	**2847**	2915
Nuitées	**306**	421	**2394**	2194	**2056**	1909
Volume d'affaires	**29 991 €**	**41 384 €**	**401 308**	**320 934 €**	**233 365**	**240 233 €**

Total 2023 : 664 664 € **soit une hausse de +10,3 % de l'activité commerciale** à comparer de l'année 2022 (602 551€)

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Dynamique territoriale - Tourisme - Développement de l'offre et de l'attractivité touristique - Aide à l'émergence de projets - Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme, et notamment ses articles L. 132-1 à l'article L. 132-6 ;

Vu le rapport **n° 302** présenté sous le timbre **: DGS / DDET** ;

Vu l'avis de la commission n° **3** ;

Vu l'exposé des rapporteurs **Ludovic FAGAUT et Olivier BILLOT** ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

Prend acte du rapport financier 2023 du Comité départemental du tourisme (CDT), ceci conformément aux dispositions de l'article L. 132-6 du Code du tourisme.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont pris acte du rapport, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Communication non soumise à vote.

La Présidente du Département,
Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247050H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 405
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DMAP

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES

MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE - EXPERTISE JURIDIQUE - SÉCURISATION JURIDIQUE

Objet : Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental

DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE A LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS, DE FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT ET D'ACTIONS DU DEPARTEMENT EN JUSTICE

Conformément aux dispositions issues des articles L. 3221-10-1 et L. 3221-11 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil départemental peut consentir certaines délégations à son Président.

En application de ces dispositions, par délibération en date du 1er juillet 2021, le Conseil départemental a consenti à la Présidente du Département une délégation de compétence pour :

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, dans la limite des crédits inscrits au budget et des autorisations de programme et d'engagement en cours ;
- prendre toute décision relative au Fonds de solidarité pour le logement (FSL), notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances ;
- pour intenter au nom du Département les actions en justice ou pour défendre le Département dans les actions intentées contre lui, dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et en cassation, devant les juridictions de toute nature (dont les juridictions européennes et communautaires, le tribunal des conflits, les juridictions administratives de droit commun et spécialisées, les juridictions judiciaires y compris d'exception et spécialisées, les juridictions financières) et pour toute action, quelle que puisse être sa nature.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'utilisation de ces délégations depuis la séance du Conseil départemental du 18 mars 2024, ainsi vous trouverez en annexes au rapport :

- l'état des marchés qui ont fait l'objet d'un contrat écrit et avenants réalisés (annexe 1) ;
- l'ensemble des décisions relatives au Fonds de solidarité pour le logement (FSL), notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances (annexe 2) ;
- l'ensemble des affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée (annexe 3).

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 405** présenté sous le timbre **: DGS / DMAP** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

Prend acte des informations, ci-annexées, relatives :

- aux marchés et avenants réalisés depuis le rendu compte présenté en session du 18 mars 2024 (annexe 1) ;
- à l'ensemble des décisions relatives au Fonds de solidarité pour le logement (FSL), notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances depuis la séance du 18 mars 2024 (annexe 2) ;
- à l'ensemble des affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la séance du Conseil départemental du 18 mars 2024 (annexe 3) ;

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

TABLE DES ANNEXES

1 - Etat des marchés qui ont fait l'objet d'un contrat écrit et avenants réalisés depuis la session du 18 mars 2024
2 - Décisions relatives au Fonds de solidarité pour le logement (FSL) depuis la session du 18 mars 2024
3 - Ensemble des affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la session du 18 mars 2024

ANNEXE 1

MARCHES REALISES DEPUIS LA SEANCE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 18 MARS 2024

Fournitures

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301843	FOURNITURE D'ARCEAUX POUR LE STATIONNEMENT VELO 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**08/02/2024**	SERI SAS	86100 CHATELLERAULT	60 000,00 €
2024301894	FOURNITURE DE CARNETS DE SANTE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**26/02/2024**	SOCIETE EXACOMPTA	75000 PARIS	102 000,00 €
2024301913	FOURNITURE ET LIVRAISON DE PAPIER - LOT 2 : PAPIER AVEC IMPRESSION 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**14/03/2024**	PARAGON TRANSACTION	58200 COSNE COURS SUR LOIRE	240 000,00 €
2024301929	FABRICATION DE TEESHIRTS DANS LE CADRE DU RELAIS DE LA FLAMME 3 mois	Marché à bons de commande avec maxi	**19/03/2024**	L ATELIER TEXTILE JURASSIEN	39000 LONS-LE-SAUNIER	120 000,00 €
2024301912	FOURNITURE ET POSE D'UN LAVE BATTERIE AU COLLEGE D'HERIMONCOURT	Marché ordinaire	**22/03/2024**	INSTALL NORD	25460 ETUPES	34 052,24 €
2024301947	LOCATION D'UN ATELIER TYPE MICROCENTRALE D'APPLICATION D'ENROBES A EMULSION	Marché ordinaire	**19/04/2024**	PIRLOT JACQUES	99999 6060GILLY	110 040,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301860	ACQUISITION DE MATERIELS DE DEMI PENSION DANS LES BATIMENTS ET COLLEGES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**14/02/2024**	BERSOT SAS	25052 BESANCON	2 400 000,00 €
				DEHM	21000 DIJON	
				EMANN FRERES SARL	70001 VESOUL CEDEX	
				HORIS THIRODE	39800 POLIGNY	
				INSTALL NORD	25460 ETUPES	

Prestations intellectuelles

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301838	FINALISATION D'UNE ETUDE D'OPPORTUNITE ET DE FAISABILITE SUR LES ITINERAIRES CYCLABLES LIAISON 4 ENTRE PAYS MONTBELIARD ET DOUBS HORLOGER 2 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**09/02/2024**	TRANSPORT TECHN CONSULT KAR	69000 LYON	107 880,00 €
2024301842	FINALISATION D'UNE ETUDE D'OPPORTUNITE ET DE FAISABILITE SUR LES ITINERAIRES CYCLABLES LIAISON 2 ENTRE PONTARLIER ET LA SUISSE 2 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**09/02/2024**	TRANSPORT TECHN CONSULT KAR	69000 LYON	60 000,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301932	MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA RESTRUCTURATION ET L'EXTENSION DU COLLEGE OLYMPE DE GOUGES A SAINT HIPPOLYTE	Marché ordinaire	**02/04/2024**	CEI GILLOT JEANBOURQUIN SARL	25000 BESANCON	1 027 308,00 €
				CLIC	39100 DOLE	
				POIRRIER FREDERIC	25000 BESANCON	
				SCP MILANI ET BEAUDOIN	25000 BESANCON	
				SOLARES BAUEN	67200 STRASBOURG	
				STEBA	25300 PONTARLIER	
2024301893	MISSION DE COORDINATION SPS POUR LA RESTRUCTURATION, LA REHABILITATION ET L'EXTENSION DU COLLEGE PHILIPPE GRENIER A PONTARLIER	Marché ordinaire	**15/02/2024**	SOCOTEC CONSTRUCTION BESANCON	25000 BESANCON	42 636,00 €
2024301914	MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE POUR LA REFECTION DES TOITURES TERRASSES DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT	Marché ordinaire	**07/03/2024**	SOCOTEC CONSTRUCTION BESANCON	25000 BESANCON	2 700,00 €

Services

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301931	LOCATION ET MAINTENANCE DE FONTAINES A EAU 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**03/04/2024**	CHATEAU D EAU	93350 LE BOURGET	168 000,00 €
2024301837	COEDITION DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION COLOSSES	Marché ordinaire	**02/02/2024**	SNOECK EDITIONS	9000 GENT	22 155,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301956	COLLECTE DE DECHETS TOUT VENANT - LOT 2 : PAPIERS ET CARTONS 2 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**30/04/2024**	COLLECTES VALORISATION ENERGIE D	75008 PARIS	72 000,00 €
2024301961	MAINTENANCE ET EVOLUTION DU LOGICIEL OXYACTES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**26/04/2024**	OXYAD SOFTWARE	69130 ECULLY	120 000,00 €
2024301937	REALISATION DE L'AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'EPURATION - LOT 3 : TERRITOIRE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES LOUE LISON ET DU VAL MARNAYSIEN 1 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**11/04/2024**	LABORATOIRE DEP DU JURA	39802 POLIGNY CEDEX	16 200,00 €
2024301943	FORMATION - LOT 1 : FORMATION SAUVETAGE SECOURISTE DU TRAVAIL (SST) 2 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**11/04/2024**	SOFIS	56550 BELZ	30 000,00 €
2024301968	ABONNEMENT AU LOGICIEL ATELIER SALARIAL 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**16/05/2024**	ADELYCE	31670 LABEGE	288 000,00 €
2024301900	REALISATION D'ETUDES D'IMPLANTATION DEPLOIEMENT DU SYSTÈME DE JALONNEMENT "POINTS NŒUDS" 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**13/03/2024**	DEFRAIN DOMINIQUE SARL	25480 PIREY	264 000,00 €
2024301897	CONTROLES TECHNIQUES REGLEMENTAIRES POIDS LOURDS REMORQUES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**04/03/2024**	BONNEFOY CT	25300 PONTARLIER	47 998,80 €
				CONTROLE TECH POIDS LOURDS TECHN	25460 ETUPES	
2024301924	GROUPE D'ANALYSE DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE AU SEIN DU POLE DES SOLIDARITES : GROUPE SANTE 3 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**28/03/2024**	IRTS	25051 BESANCON CEDEX	16 800,00 €
2024301934	ANALYSES PHYSICO CHIMIQUES DES EAUX 1 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**10/04/2024**	UNIVERSITE DE FRANCHE COMTE	25000 BESANCON CEDEX	60 000,00 €
2024301922	CONTROLE DES DISPOSITIFS D'AUTOSURVEILLANCE ET DE SUIVI REGULIER DES REJETS DES STATIONS D'EPURATION 1 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**29/03/2024**	SCIENCES ENVIRONNEMENT SARL	25000 BESANCON	30 000,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301936	REALISATION DE L'AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'EPURATION - LOT 2 : TERRITOIRE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES DU PAYS DE MAICHE, DES PORTES DU HAUT DOUBS, DU PAYS DE SANCEY BELLEHERBE ET PLATEAU DU RUSSEY 1 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**12/04/2024**	SCIENCES ENVIRONNEMENT SARL	25000 BESANCON	15 120,00 €
2024301902	RELEVE PATRIMONIAL SUR RD DU RESEAU DE DESSERTE 1 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**18/03/2024**	NEXTROAD ENGINEERING SAS	21121 FONTAINES LES DIJON	107 520,00 €
2024301935	REALISATION DE L'AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS D'EPURATION - LOT 1 : TERRITOIRE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES DES DEUX VALLEES VERTES ET DU DOUBS BAUMOIS 1 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**15/04/2024**	AMP ENVIRONNEMENT SARL	21000 DIJON	16 200,00 €
2024301963	REALISATION DIAGNOSTICS AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) SUR LES CHAUSSEES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**07/05/2024**	AC ENVIRONNEMENT	42153 RIORGES	3 708 000,00 €
				ATEMAC	18000 BOURGES	
2024301895	TRANSPORT D'ŒUVRES POUR L'EXPOSITION COLOSSES	Marché ordinaire	**20/02/2024**	BOVIS TRANSPORTS SA	91712 FLEURY MEROGIS	233 922,84 €
2024301901	MISE A DISPOSITION D'ESPACES, DE MATERIEL ET DE PERSONNEL DANS LE CADRE DU SALON DES RECRUTEURS 2024	Marché ordinaire	**29/02/2024**	SEM MICROPOLIS	25000 BESANCON	45 917,24 €

Travaux

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301923	TRAVAUX DE CREATION D'UN ABRI EXTERIEUR AU COLLEGE RENE CASSIN DE BAUME LES DAMES - LOT 03 : MENUISERIE METALLIQUE	Marché ordinaire	**27/03/2024**	OPM	70170 PORT-SUR-SAONE	27 864,00 €
2024301903	RD47 LES GRAS - TRAITEMENT D'UN GLISSEMENT AVAL PAR PAROI CLOUEE	Marché ordinaire	**25/03/2024**	DROMARD SARL	25500 NOEL CERNEUX	236 466,00 €
				TETRA	25580 ETALANS	
2024301946	RD 34A - TRAVAUX DE REPARATION DU PONT DE LA CHARMOTTE - COMMUNES DE VOUJEAUCOURT / AUDINCOURT	Marché ordinaire	**17/04/2024**	COLAS FRANCE	25460 ETUPES	472 413,24 €
				FREYSSINET FRANCE	69630 CHAPONOST	
2024301919	TRAVAUX DE CREATION D'UN ABRI EXTERIEUR AU COLLEGE RENE CASSIN DE BAUME LES DAMES - LOT 01 : TERRASSEMENT, MACONNERIE	Marché ordinaire	**26/03/2024**	SNCB SARL	25000 BESANCON	55 227,12 €
2024301920	TRAVAUX DE CREATION D'UN ABRI EXTERIEUR AU COLLEGE RENE CASSIN DE BAUME LES DAMES - LOT 02 : CHARPENTE BOIS, COUVERTURE	Marché ordinaire	**26/03/2024**	SYSCOBOIS	25110 BAUME LES DAMES	35 281,15 €
2024301954	D571 COTE DE MORRE - TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INSTABILITES ROCHEUSES, TALUS E ET F - LOT1 : TALUS E PR 1+385 A 1+756 3 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**07/05/2024**	RTS	46230 FONTANES	564 000,00 €
2024301955	D571 COTE DE MORRE - TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INSTABILITES ROCHEUSES, TALUS E ET F - LOT2 : TALUS F PR 1+756 A 2+035 3 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**07/05/2024**	ROC AMENAGEMENT SARL	25210 LE RUSSEY	516 000,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301921	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'EXPOSITION "COLOSSES"	Marché ordinaire	**22/03/2024**	MENUISERIE VUILLEMIN	25220 CHALEZEULE	69 696,00 €
2024301891	RD461 - FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE D'ENROBES - AVOUDREY / EPENOY	Marché ordinaire	**06/03/2024**	VERMOT	25650 GILLEY	446 062,80 €
2024301892	RD437 - FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE D'ENROBES - MALBUISSON / LABERGEMENT SAINTE MARIE	Marché ordinaire	**29/02/2024**	COLAS CENTRE OUEST SAS	25410 DANNEMARIE SUR CRETE	287 964,00 €
2024301944	D67 - FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE D'ENROBES - MAZEROLLES, VAUX ET CHEMAUDIN, CHAMPAGNEY	Marché ordinaire	**19/04/2024**	ENT ROGER MARTIN SAS	25410 DANNEMARIE SUR CRETE	352 711,20 €
2024301904	RD 437 ET RD 613 - FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE D'ENROBES - SOCHAUX	Marché ordinaire	**11/03/2024**	NGE ROUTES	21000 DIJON	970 891,20 €
2024301898	TRAVAUX DE SECURISATION DU VERSANT SURPLOMBANT LE CONI'FER - COMMUNE DE MONTPERREUX	Marché ordinaire	**05/03/2024**	ROC AMENAGEMENT SARL	25210 LE RUSSEY	132 004,32 €
2024301948	TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE RENOVATION ET DE RESTAURATION POUR LE PATRIMOINE CLASSE OU INSCRIT - LOT 1 : MACONNERIE, PIERRE DE TAILLE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**22/04/2024**	PATEU ET ROBERT SAS	25000 BESANCON	720 000,00 €
2024301949	TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE RENOVATION ET DE RESTAURATION POUR LE PATRIMOINE CLASSE OU INSCRIT - LOT 2 : CHARPENTE BOIS, COUVERTURETUILES, ZINGUERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**22/04/2024**	PATEU ET ROBERT SAS	25000 BESANCON	960 000,00 €
2024301950	TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE RENOVATION ET DE RESTAURATION POUR LE PATRIMOINE CLASSE OU INSCRIT - LOT 3 : MENUISERIES BOIS ET OUVRAGES DE DEFENSE ET D'OCCULTATION DIVERS 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**16/04/2024**	ADECO SAS	25870 CHATILLON LE DUC	720 000,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301835	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 1A : BES MACONNERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	PARIETTI SAS	25200 MONTBELIARD	960 000,00 €
				PATEU ET ROBERT SAS	25000 BESANCON	
				SNCB SARL	25000 BESANCON	
				SN SMBTP SAS	25320 CHEMAUDIN ET VAUX	
2024301845	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 1B : MONTBELIARD - MACONNERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	PARIETTI SAS	25200 MONTBELIARD	720 000,00 €
				PATEU ET ROBERT SAS	25000 BESANCON	
				SARL EGBTP	25400 EXINCOURT	
				SURLEAU BTP	70400 SAULNOT	
2024301846	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 1C : PONTARLIER - MACONNERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	PARIETTI SAS	25200 MONTBELIARD	1 152 000,00 €
				PATEU ET ROBERT SAS	25000 BESANCON	
				SNCB SARL	25000 BESANCON	
				SN SMBTP SAS	25320 CHEMAUDIN ET VAUX	
2024301847	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 2A : BESANCON - ETANCHEITE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	CAFRACO SAS	25000 BESANCON	1 008 000,00 €
				SMAC SA	25320 CHEMAUDIN	

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301848	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 2B : MONTBELIARD - ETANCHEITE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	CAFRACO SAS	25000 BESANCON	768 000,00 €
				MS COUVERTURE SARL	25260 COLOMBIER FONTAINE	
				SMAC SA	25320 CHEMAUDIN	
2024301849	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 2C : PONTARLIER - ETANCHEITE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	CAFRACO SAS	25000 BESANCON	768 000,00 €
				SMAC SA	25320 CHEMAUDIN	
2024301850	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 3A : BESANCON - COUVERTURE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	JD'S COUVERTURES ZINGUERIE	25000 BESANCON	480 000,00 €
				PATEU ET ROBERT SAS	25000 BESANCON	
2024301851	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 3B : MONTBELIARD - COUVERTURE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	JD'S COUVERTURES ZINGUERIE	25000 BESANCON	384 000,00 €
				MS COUVERTURE SARL	25260 COLOMBIER FONTAINE	
2024301852	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 3C : PONTARLIER - COUVERTURE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	JD'S COUVERTURES ZINGUERIE	25000 BESANCON	480 000,00 €
2024301854	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 7A : BESANCON - CLOISONS PLATRERIE PEINTURE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	ETOILE RENOVATION	25000 BESANCON	1 056 000,00 €
				JLG PEINTURES SAS	70700 GY	
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301855	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 7B : MONTBELIARD - CLOISONS PLATRERIE PEINTURE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	MENETRIER SA	25420 BART	576 000,00 €
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301856	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 7C : PONTARLIER - CLOISONS PLATRERIE PEINTURE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	EPPI ADMR	25300 PONTARLIER	960 000,00 €
				JLG PEINTURES SAS	70700 GY	
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301857	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 4A : BESANCON - CARRELAGE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BFC REVETEMENT	21130 LES MAILLYS	576 000,00 €
				SNCB SARL	25000 BESANCON	
2024301858	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 8A : BESANCON - FAUX PLAFONDS 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	144 000,00 €
2024301859	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 8B : MONTBELIARD - FAUX PLAFONDS 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	MENETRIER SA	25420 BART	768 000,00 €
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301861	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 4B : MONTBELIARD - CARRELAGE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BFC REVETEMENT	21130 LES MAILLYS	1 344 000,00 €
				RICORD PATRICE SARL	25400 EXINCOURT	

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301862	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 8C : PONTARLIER - FAUX PLAFONDS 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	EPPI ADMR	25300 PONTARLIER	192 000,00 €
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301863	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 9A : BESANCON - PLOMBERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BCS SARL	25403 AUDINCOURT CEDEX	672 000,00 €
				EIMI SERVICES	25480 ECOLE VALENTIN	
2024301864	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 4C : PONTARLIER - CARRELAGE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BFC REVETEMENT	21130 LES MAILLYS	384 000,00 €
				EPPI ADMR	25300 PONTARLIER	
				SNCB SARL	25000 BESANCON	
2024301865	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 9B : MONTBELIARD - PLOMBERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BCS SARL	25403 AUDINCOURT CEDEX	960 000,00 €
				EIMI SERVICES	25480 ECOLE VALENTIN	
2024301866	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 9C : PONTARLIER - PLOMBERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	EIMI SERVICES	25480 ECOLE VALENTIN	1 152 000,00 €

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301867	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 10A : BESANCON - SOLS SOUPLES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BFC REVETEMENT	21130 LES MAILLYS	480 000,00 €
				CAFRACO SAS	25000 BESANCON	
				EURO SOL	25400 EXINCOURT	
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301868	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 5A : BESANCON - MENUISERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	MENUISERIE VUILLEMIN	25220 CHALEZEULE	1 920 000,00 €
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301869	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 5B : MONTBELIARD - MENUISERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	MENUISERIE METTEY SAS	25420 BART	2 112 000,00 €
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301870	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 10B : MONTBELIARD - SOLS SOUPLES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BFC REVETEMENT	21130 LES MAILLYS	480 000,00 €
				CAFRACO SAS	25000 BESANCON	
				MENETRIER SA	25420 BART	
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301871	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 10C : PONTARLIER - SOLS SOUPLES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	BFC REVETEMENT	21130 LES MAILLYS	192 000,00 €
				CAFRACO SAS	25000 BESANCON	
				EPPI ADMR	25300 PONTARLIER	
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301872	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 11A : BESANCON - STORES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	C3B	39100 PARCEY	96 000,00 €
				MENUISERIE VUILLEMIN	25220 CHALEZEULE	
2024301873	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 5C : PONTARLIER - MENUISERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	MENUISERIE VUILLEMIN	25220 CHALEZEULE	1 440 000,00 €
				SAS PERRIN	25870 CHATILLON LE DUC	
2024301874	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 11B : MONTBELIARD - STORES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	C3B	39100 PARCEY	96 000,00 €
				MENUISERIE METTEY SAS	25420 BART	
2024301875	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 11C : PONTARLIER STORES 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	C3B	39100 PARCEY	240 000,00 €
				MENUISERIE VUILLEMIN	25220 CHALEZEULE	

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301876	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 6A : BESANCON - METALLERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	C3B	39100 PARCEY	1 248 000,00 €
				SERRURERIE DE L EST	25400 AUDINCOURT	
2024301877	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 12A : BESANCON - ELECTRICITE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	COTEB ENREPRISES SAS	25220 THISE	1 440 000,00 €
				EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES AFC	25320 CHEMAUDIN ET VAUX	
				EIMI ELEC ECOLE VALENTIN	25480 ECOLE VALENTIN	
				SPIE BUILDING SOLUTIONS	25770 SERRE-LES-SAPINS	
2024301878	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 12B : MONTBELIARD - ELECTRICITE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	EIMI ELEC ETUPES	25460 ETUPES	1 440 000,00 €
				EITE STRASSER SAS	70400 BREVILLIERS	
				SPIE BUILDING SOLUTIONS	25770 SERRE-LES-SAPINS	
				VITTORI ET FILS S A R L	25403 AUDINCOURT CEDEX	
2024301879	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 12C : PONTARLIER - ELECTRICITE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	COTEB ENREPRISES SAS	25220 THISE	1 200 000,00 €
				EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - POURC	25300 PONTARLIER	
				EIMI ELEC ECOLE VALENTIN	25480 ECOLE VALENTIN	
				SPIE BUILDING SOLUTIONS	25770 SERRE-LES-SAPINS	

CODE MARCHE	Objet du marché	Forme du marché	Date de notification	Désignation du titulaire	Code postal et ville	Montant TTC marché
2024301880	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 6B : MONTBELIARD - METALLERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	C3B	39100 PARCEY	1 152 000,00 €
				LORETTI ALEXANDRE	25530 VERCEL VILLEDIEU LE CAMP	
				SERRURERIE DE L EST	25400 AUDINCOURT	
2024301881	TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'AMENAGEMENTS COURANTS ET DE MODERNISATION DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX ET LES COLLEGES - LOT 6C : PONTARLIER - METALLERIE 4 ans	Marché à bons de commande avec maxi	**01/02/2024**	C3B	39100 PARCEY	960 000,00 €
				LORETTI ALEXANDRE	25530 VERCEL VILLEDIEU LE CAMP	

AVENANTS REALISES DEPUIS LE RENDU COMPTE
DE LA SESSION DU 18 MARS 2024

N° marché	Objet du marché	Montant initial du marché € HT	Montant avenants précédents	Montant avenant € HT	Montant marché après avenant(s) € HT	Objet de l'avenant	Augmentation du marché initial en %	Date de notification
2023301498	Réfection du Pont sur la Loue à Ornans Avenant n°1	285 112,63 €		75 561,49 €	360 674,12 €	Diverses adaptations rendues nécessaires en cours d'exécution des travaux : remplacement complet des corniches existantes plus dégradées que prévu par des éléments préfabriqués et travaux associés, reprise de maçonneries diverses, prise en compte de l'impact de la crue de la Loue sur les ouvrages provisoires	26,50%	14/02/2024
2023301311	Travaux d'adaptation du collège Claude Girard à Chatillon le Duc Avenant n°1 au lot 2 : ossature bois, charpente, bardage	53 376,94 €		936,00 €	54 312,94 €	Travaux supplémentaires : modification des supports des garde-corps	1,76%	22/02/2024
2023301313	Travaux d'adaptation du collège Claude GIRARD à Châtillon-le-Duc Avenant n°1 au lot 4 : menuiseries extérieures	59 915,00 €		1 050,00 €	60 965,00 €	Travaux supplémentaires : adaptation de la fenêtre existante du bureau de la CPE	1,75%	22/02/2024
2023301314	Travaux d'adaptation du collège Claude GIRARD à Châtillon-le-Duc Avenant n°1 au lot 5 : métallerie, serrurerie	44 180,00 €		1 690,00 €	45 870,00 €	Travaux supplémentaires : pose de vitrophanie	3,83%	23/02/2024

N° marché	Objet du marché	Montant initial du marché € HT	Montant avenants précédents	Montant avenant € HT	Montant marché après avenant(s) € HT	Objet de l'avenant	Augmentation du marché initial en %	Date de notification
2023301316	Travaux d'adaptation du collège Claude GIRARD à Châtillon-le-Duc Avenant n°1 au lot 7 : menuiserie intérieure	15 623,94 €		725,50 €	16 349,44 €	Travaux supplémentaires d'aménagement du bureau de vie scolaire à la demande des utilisateurs	4,64%	22/02/2024
2020300184	Nettoyage des locaux, bâtiments t des collèges du Doubs Avenant n°11 au lot 1 : secteur de Besançon	Accord cadre sans mini-maxi	Sans incidence financière, modification, ajout et suppression de sites					26/02/2024
2023301750	Réalisation de diagnostics amiante et immobiliers sur le patrimoine départemental Avenant n°1 au lot 1 : diagnostics amiante et HAP	Accord-cadre avec maximum	Précision apportée à une clause du CCTP rappelant que les "diagnostics des enrobés routiers" sont limités à l'hypothèse de travaux de VRD du patrimoine immobilier					20/02/2024
2023301409	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°2 au lot 4 : menuiserie extérieure bois, aluminium	373 725,38 €	9 426,69 €	8 343,63 €	391 495,70 €	Travaux en plus-value pour le remplacemant des grilles de ventilation cassées, l'ajout de volets roulants, l'installation d'une gâche électrique	4,75%	08/03/2024
2023301409	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°3 au lot 4 : menuiserie extérieure bois, aluminium	373 725,38 €	17 770,32 €	8 826,58 €	400 322,28 €	Travaux en plus-value pour l'ajout de tôle de désolidarisation sur les caissons de volets roulants et le chiffrage des portes doubles de l'entrée	7,12%	29/03/2024

N° marché	Objet du marché	Montant initial du marché € HT	Montant avenants précédents	Montant avenant € HT	Montant marché après avenant(s) € HT	Objet de l'avenant	Augmentation du marché initial en %	Date de notification
2023301412	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°1 au lot 7 : menuiserie intérieure bois	95 993,90 €		1 686,00 €	97 679,90 €	Travaux en plus-value pour l'installation de garde-corps et la mise en place de protection d'angle	1,76%	19/03/2024
2023301416	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°2 au lot 11 : électricité, photovoltaique	201 211,59 €	8 536,87 €	19 127,28 €	228 875,74 €	Travaux en plus-value pour la repose, le recâblage de goulottes, l'ajout de nouveaux postes de travail et la fourniture et pose de fibre optique complémentaire	13,75%	08/03/2024
2023301309	Accès au collège de Bethoncourt : aménagement de la RD432 et création de voirie nouvelle Avenant n°1 au lot 3 : revêtements qualitatifs, mobilier, espaces verts	517 060,50 €		124 812,74 €	641 873,24 €	Travaux en plus-value pour la création de pôles d'échanges multimodaux supplémentaires, de nouveaux aménagements paysagers et l'adaptation d'une propriété riveraine suite à la création d'un trottoir	24,14%	12/03/2024
2020300267	Accord-cadre - Travaux de petites réparations, de préparation, de finition et d'amélioration des routes départementales et des annexes du domaine public et privé du Département Avenant n°1 au lot 1 : secteur du STA de Besançon	Accord-cadre sans mini-maxi	Sans incidence financière : ajout de deux prix nouveaux					12/03/2024
2021300569	Construction d'un collège innovant sur l'agglomération de Montbéliard Nord - Bethoncourt Avenant n°1 au lot 10 : menuiseries extérieures, occultations	1 274 528,83		69 813,96	1 344 342,79	Travaux en plus-value pour la fourniture et la pose d'un mur rideau en polycarbonate en façade Nord du gymnase	5,48%	19/03/2024

N° marché	Objet du marché	Montant initial du marché € HT	Montant avenants précédents	Montant avenant € HT	Montant marché après avenant(s) € HT	Objet de l'avenant	Augmentation du marché initial en %	Date de notification
2023301417	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°1 au lot 12 : chauffage, ventitlation, sanitaire	262 780,30 €		6 200,20 €	268 980,50 €	Travaux en plus-value pour le désembouage complet du réseau de chauffage, et la dépose et repose des sondes et arrêt d'urgence en façade	2,36%	29/03/2024
2023301416	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°3 lot 11 : électricité, photovoltaique	201 211,59 €	27 664,15 €	2 298,56 €	231 174,30 €	Travaux en plus-value pour la prolongation de la location de chauffage électrique et la mise en place d'une alimentation supplémentaire pour les volets roulants ajoutés	14,89%	29/03/2024
2020300037	Maîtrise d'œuvre relative à la construction d'un collège innovant sur l'agglomération de Montbéliard Nord - Bethoncourt Avenant n°2	2 110 810,00 €	57 750,00 €	229 237,48 €	2 397 797,48 €	Prestations complémentaires nécessaires liées à la demande des services instructeurs du FEDER de disposer d'une estimation financière contrefactuelle; au prolongement des missions DET et OPC suite à la résiliation du marché passé avec l'entreprise VERDOT et aux moyens supplémentaires mis en œuvre pour respecter la livraison du collège en juin 2024	10,57%	04/04/2024
2023301533	Travaux d'amélioration énergétique et de restructuration du Centre Départemental de l'Enfance-Famille - Site des Hauts de Saint-Claude Avenant n°1 au lot 2 : charpente bois, couverture	177 099,40 €		6 208,40 €	183 307,80 €	Travaux supplémentaires en raison des défauts d'étanchéité sur les cavaliers de bacs aciers qui ont dégradés certains éléments de charpente qui doivent être repris	3,51%	14/05/2024

Annexe 2 - Demandes de remises gracieuses présentées par les ménages ayant bénéficiés d'un prêt au titre du FSL approuvées					
Indu initial	Exercice	Remise accordée	Motif de la demande	Avis de la commission de révision	Date de la décision
171,23 €	2022	171,23 €	Situation professionnelle : Monsieur est bénéficiaire du RSA. Il est engagé dans un processus d'insertion professionnel puisqu'il a participé à un ACI. Par ailleurs Monsieur bénéficie d'une mesure MASI (accompagnement social individualisé). Logement : locataire dans le parc HLM Motif : La dette de Monsieur est liée à un cautionnement accordé par le Département en 2022. Suite à un impayé de loyer lors de la première année de cautionnement, Monsieur est engagé à rembourser la somme versée par le Département du Doubs, cautionnaire. Monsieur a des difficultés budgétaires dont des dettes locatives qu'il rembourse progressivement. La remise de sa dette lui permet de diminuer son endettement et de rembourser ses loyers.	Remise totale de la dette	12/02/2024
101,11 €	2022	101,11 €	Cette demande de remise concerne la même personne que la première. Motif : La dette de Monsieur est lié à un cautionnement accordé par le Département en 2022. Suite à un impayé de loyer lors de la 2ème année de cautionnement, Monsieur est engagé à rembourser la somme versée par le Département du Doubs, cautionnaire. Monsieur a des difficultés budgétaires dont des dettes locatives qu'il rembourse progressivement. La remise de sa dette lui permet de diminuer son endettement et de rembourser ses loyers.	Remise totale de la dette	12/02/2024
300,00 €	2017	300,00 €	Situation professionnelle : Monsieur est atteint d'un handicap majeur suite à un accident du travail, à ce titre il est bénéficiaire de l'AAH et de l'ASF. Il était artisan avant son accident. Logement : Monsieur est locataire dans le parc public. Situation familiale : Monsieur a un enfant à charge et un enfant en garde alternée. Motif de la demande : Monsieur a bénéficié d'une aide au dépot de garantie sous forme d'avance remboursable. Il est engagé dans un plan d'apurement de ses dettes et une liquidation judiciaire d'entreprise. Compte tenu de la situation financière de Monsieur une remise totale de dette lui est accordée.	Remise totale de la dette	25/03/2024
TOTAL		**572,34 €**			

Annexe 3 : Affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la séance du Conseil départemental du 18/03/2024

AFFAIRES	QUALITE DU CD	JURIDICTION	DATE D'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE	OBJET	ETAT D'AVANCEMENT	SENS DE LA DECISION
B	Défendeur	TA de Besançon	16/02/2024	CMI	En cours	
R	Défendeur	TA de Besançon	06/03/2024	RSA	En cours	
M	Défendeur	TA de Besançon	05/03/2024	RSA	En cours	
U	Défendeur	TA de Besançon	13/03/2024	RH	En cours	
H	Défendeur	TA de Besançon	13/03/2024	RH	En cours	
T	Défendeur	TA de Besançon	13/03/2024	CMI	En cours	
P	Défendeur	TA de Besançon	15/03/2024	AS	En cours	
J	Défendeur	TA de Besançon	21/03/2024	CMI	En cours	
M	Défendeur	TA de Besançon	10/04/2024	RSA	En cours	
D	Défendeur	TA de Besançon	02/05/2024	FSL	En cours	
K	Défendeur	TA de Besançon	02/05/2024	CMI	En cours	
W	Défendeur	TA de Besançon	02/05/2024	RSA	En cours	
S	Défendeur	TA de Besançon	15/05/2024	PMI	En cours	
J	Défendeur	TA de Besançon	09/03/2024	RH	Clôturé	Rejet de la requête
C	Défendeur	TA de Besançon	10/03/2022	RH	Clôturé	Rejet de la requête

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Modernisation de l'action publique - Expertise juridique - Sécurisation juridique - Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 405** présenté sous le timbre **: DGS / DMAP** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Romuald VIVOT** ;

Sur présentation de Mme la Présidente du Département, le Conseil départemental :

Prend acte des informations, ci-annexées, relatives :

- aux marchés et avenants réalisés depuis le rendu compte présenté en session du 18 mars 2024 (annexe 1) ;
- à l'ensemble des décisions relatives au Fonds de solidarité pour le logement (FSL), notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances depuis la séance du 18 mars 2024 (annexe 2) ;
- à l'ensemble des affaires pour lesquelles une action en justice a été engagée ou clôturée depuis la séance du Conseil départemental du 18 mars 2024 (annexe 3) ;

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Communication non soumise à vote.

La Présidente du Département,
Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247082H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 406
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DRH

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
RESSOURCES HUMAINES - POLITIQUE SALARIALE ET GESTION DES CARRIÈRES

Objet : Adaptation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

LE RÉGIME INDEMNITAIRE EN VIGUEUR AU DÉPARTEMENT....2
L'ADAPTATION DU RIFSEEP : CONTEXTE ET PERSPECTIVES....2
UN DIALOGUE SOCIAL RENFORCÉ....3

I – LES AGENTS BENEFICIAIRES....5

II – L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)....5

II – 1 L'IFSE « GROUPE FONCTIONS »....5
II – 2 L'IFSE « SUJÉTIONS »....8
II-3 L'IFSE « EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE »....9

III – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)....9

III – 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES D'ATTRIBUTION DU CIA....9
III – 2 CIA DES NON ENCADRANTS....9
III – 3 CIA DES ENCADRANTS....10

IV – IMPACT BUDGETAIRE....11

V – ENTREE EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES....11

PROJET DE DELIBERATION....12

TABLE DES ANNEXES....14

INTRODUCTION

Le régime indemnitaire en vigueur au Département

Le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) a été mis en place au Département le 1er janvier 2018, dès parution du décret.

Il est composé de trois parties :

- Une part liée aux fonctions exercées : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) Il s'agit d'un montant fixe mensuel lié aux fonctions occupées (ex : chargé de mission, assistante de direction, chef de cuisine…).
  Une répartition des 150 différents métiers est faite au sein de 31 groupes homogènes en termes de responsabilité et d'expertise. Cette répartition est régie par le principe « A fonctions identiques, RI identique ».

- Une part liée à l'expérience professionnelle, visant à valoriser chaque année environ 120 agents particulièrement investis dans leur mission. Elle est réservée aux non encadrants, et son montant est de 600 € annuels, à titre exceptionnel de 1 000 €.

- Une part variable liée aux résultats, à l'atteinte des objectifs, le complément indemnitaire annuel (CIA). Il est actuellement versé aux encadrants uniquement (fruit de la négociation avec les organisations syndicales).

Le régime indemnitaire représente 13,6 M€, soit près de 14 % de la masse salariale.

L'adaptation du RIFSEEP : contexte et perspectives

Il s'agit d'un travail important, qui concerne tous les agents de la collectivité relevant du statut de la fonction publique territoriale, quelle que soit leur fonction ou leur filière, et qui s'inscrit dans le cadre du dialogue social conduit au sein de la collectivité.

Un contexte en évolution :
Après 6 années de mise en œuvre de ce régime indemnitaire, il est apparu nécessaire d'en faire un bilan. En effet, tout au long de cette période, le contexte a fortement évolué.

La politique de recrutement du Département du Doubs s'inscrit désormais dans un marché de l'emploi qui se caractérise par un haut niveau d'emploi. L'évolution des comportements des candidats doit être prise en compte dans les démarches de recrutement du Département du Doubs. Ainsi, il convient de déployer des actions de valorisation des conditions de travail et des métiers des agents du Département. Ce besoin se justifie par l'ambition d'attirer des compétences et de rester concurrentiel sur le marché de l'emploi.

En parallèle, il est important de donner des perspectives de progression salariale aux agents intégrant ou en poste au sein des directions et services. Il est ainsi apparu pertinent de regrouper dans des mêmes groupes de fonctions les agents exerçant des missions à niveau de responsabilité ou d'expertise technique équivalent, dans une logique d'évolution professionnelle.

La transposition du Ségur aux agents du Département des filières sociale et médico-sociale a pris effet au 1er avril 2022. Les dispositions réglementaires nationales ont conduit les secrétaires médico-sociales, non concernées par le dispositif, et les organisations syndicales, à revendiquer une compensation au Ségur de la santé. L'engagement a été pris dans le pacte social adopté le 25 septembre 2023 d'examiner cette demande lors de l'adaptation du régime indemnitaire, seul levier à disposition des collectivités, et inscrit à l'agenda social de l'année 2024.

La mise en place du PEPS (Performance et Efficience Partagées des Services) a fait émerger une attente forte de l'ensemble des encadrants de disposer de leviers d'action managériaux dans la gestion de leurs équipes. Cette attente est traduite par des propositions concernant à la fois le CIA et l'IFSE.

Enfin, les évolutions réglementaires et jurisprudentielles ont été prises en considération. Elles ont conduit à intégrer la question de l'absentéisme dans le régime indemnitaire mis en place au 1er juillet 2024.

Ainsi, plusieurs enjeux, présentés dans le cadre de l'adoption du volet Ressources humaines du Pacte social le 25 septembre 2023, puis confirmés lors de l'Assemblée départementale du 23 octobre 2023 examinant les orientations budgétaires, ont guidé l'élaboration du dispositif proposé :

- Une nécessité de travailler sur l'attractivité de certains métiers, les plus en tension en termes de recrutement ; cet objectif passe également par le déploiement de la marque employeur du Département ;
- Un enjeu managérial, pour donner à l'encadrement des leviers variables. Ce besoin a été fortement exprimé par les 200 cadres ayant contribué à la construction du « PEPS » (Performance et Efficience Partagées des Services) ;
- La prise en compte de sujétions portant sur certains agents dont l'implication, l'investissement dans les missions et la vie collective, doivent être mieux reconnus ;
- Un souci d'équité, qui conduit à « gommer » quelques déséquilibres ;
- La nécessité de s'adapter aux dispositions législatives relatives à la prise en compte de l'absentéisme pour l'attribution du RIFSEEP et à l'évolution naturelle des métiers ;
- La situation des secrétaires médico-sociales qui a fait l'objet d'une attention particulière pour trouver une traduction dans le RIFSEEP.

Face à ces attentes, nombreuses, des choix ont été faits, concertés avec les directeurs, débattus avec les organisations syndicales, pour aboutir aux dispositions présentées.

Un dialogue social renforcé

Le dialogue social a été engagé dès le 16 janvier 2024 avec la présentation des orientations de travail. Quatre réunions de travail et de concertation ont été menées les 8 février, 7 mars, 4 avril et 25 avril 2024.
Parallèlement, une enquête a été envoyée à l'ensemble des encadrants départementaux pour affiner la connaissance de leurs attentes.
Ce travail de concertation, les échanges partagés, les adaptations progressives, ont permis d'aboutir à un projet présenté au comité social territorial du 16 mai 2024. Les représentants du personnel ont fait part de leur remerciement pour le temps consacré à ces échanges.

Les principaux points de débat ont été les suivants :

S'agissant du CIA, son ouverture à tous les agents a été largement appréciée par l'ensemble des partenaires, celle-ci assurant à tous une augmentation annuelle de leur rémunération.

Si un débat a eu lieu sur les critères de modulation, et surtout leur transparence, un accord a été obtenu sur la durée de présence pour pouvoir en bénéficier (ramenée à 6 mois contre 9 mois proposés). La demande des organisations syndicales aurait été que les montants de référence soient identiques pour chaque catégorie A, B et C, ce qui ne semble pas refléter le niveau de responsabilité et de portage des objectifs entre les différentes catégories.

Le débat a également porté sur l'impact des absences sur le montant annuel du CIA versé.

Un calendrier de mise en œuvre spécifique a été défini, en accord, pour permettre à chacun de bénéficier du CIA au titre de 2024, alors même que le nouveau processus d'évaluation n'aura pas été mis en œuvre.

En ce qui concerne l'IFSE :

- La logique de regroupement de fonctions, avec l'ouverture de perspectives de progression salariale a été appréciée par les représentants du personnel, même si ceux-ci auraient privilégié une logique d'augmentation régulière de tous par « ancienneté », plutôt que sur proposition des directions. Néanmoins, il s'agissait ici de donner un levier aux encadrants pour valoriser les collaborateurs les plus engagés.
- De nombreux échanges ont porté sur les métiers à valoriser, pour articuler les engagements pris envers les secrétaires médico-sociales, les métiers en tension (comme dans l'enfance ou dans des domaines plus techniques), les fonctions d'encadrement de proximité (par exemple sur les routes ou la cuisine), les assistantes de direction ou encore d'autres métiers à caractère budgétaire ou de marché…
- L'identification des sujétions auxquelles certains agents sont assujettis a donné lieu très rapidement à un accord ; elles portent sur des fonctions qui participent aux ambitions politiques portées par la collectivité : l'apprentissage, la prévention des risques, la formation en interne ou encore la gestion de régie.

De manière plus globale, c'est sur les questions liées à la prise en compte de l'absentéisme que les points de divergence les plus importants sont apparus. D'une part, la réglementation ne permet plus de verser du RIFSEEP aux agents en congés de longue maladie ou en maladie de longue durée, contrairement à ce qui était pratiqué précédemment au Département. Ce point est particulièrement observé par les préfectures lors des contrôles de légalité.

D'autre part, il est proposé de lier le montant du régime indemnitaire à l'effectivité du temps de travail réalisé, pour les agents à temps partiel thérapeutique. Il faut observer que ces situations, dont les modalités d'attribution ont été facilitées en les confiant aux médecins traitants, ont augmenté de façon très significative (+ 70 % entre 2021 et 2023). A l'issue des échanges, il est convenu que cette mesure sera mise en œuvre et fera l'objet d'une évaluation au bout d'une année.

En conclusion :

Le dispositif qui vous est présenté, pose le socle du régime indemnitaire des agents du Département pour les années à venir. Il définit, malgré un contexte budgétaire contraint, un cadre de rémunération des personnels ouvrant des perspectives nouvelles pour tous les agents.
Près de 1 700 agents bénéficieront dès 2024 d'un CIA (prime annuelle) auquel ils n'ouvraient jusqu'alors pas droit.
Chaque année, bon nombre d'agents pourront voir le montant mensuel de leur régime indemnitaire revalorisé. Les missions spécifiques seront reconnues, de nombreux métiers « boostés ».

Un travail important sera engagé pour optimiser le temps de l'entretien professionnel annuel, former les évaluateurs, et les agents évalués. - 904 -

I – LES AGENTS BENEFICIAIRES

Sont bénéficiaires du RIFSEEP :

- Les agents fonctionnaires titulaires ou stagiaires, les agents contractuels permanents et non permanents de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
- Les collaborateurs de groupes d'élus.

Ne sont pas éligibles :

- Les contractuels de droit privé, les assistants familiaux, les stagiaires écoles et les apprentis ;
- Les collaborateurs de cabinet, qui relèvent de l'article 7 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales.

Les bénéficiaires sont précisés en annexes 2 et 3 du rapport.

II – L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

L'IFSE prend en compte :
- La fonction exercée par l'agent et l'expertise acquise : IFSE « groupe fonctions » ;
- Les sujétions auxquelles l'agent est exposé : « IFSE sujétions » ;
- L'expérience professionnelle.

II – 1 L'IFSE « groupe fonctions »

1. Les groupes de fonctions

Les postes sont répartis dans 20 groupes de fonctions, définis dans le tableau figurant en annexe 1 du rapport. Les groupes de fonctions sont composés de différents métiers, définis dans le cadre du Comité social territorial (pour information, annexe 4 du rapport).

A chaque groupe de fonction est attribué un montant d'IFSE brut mensuel minimum, dit « de référence », et un montant d'IFSE brut mensuel « plafond ».

Les montants figurent en annexe 1 du rapport.

Un certain nombre de métiers font l'objet d'une revalorisation :

- Les secrétaires médico-sociales seront revalorisées, conformément à l'engagement pris par Mme la Présidente dans le cadre du Ségur ;
- Les travailleurs sociaux exerçant dans le domaine de l'enfance ;
- Les chefs de chantiers du Service des travaux routiers de la DRIT, chefs d'équipe, chefs d'atelier ;
- Les chefs de cuisine et les cuisiniers ;
- Les assistantes de direction ;
- Les techniciens informatiques ;
- Les assistants de gestion financière, budgétaire, comptable et de marchés.

Des revalorisations individuelles par changement de groupe ou à l'intérieur du groupe seront examinées pour certains agents.

2. Positionnement au sein des groupes de fonctions

Chaque poste est positionné par l'autorité territoriale dans un des groupes de fonctions, selon les principes suivants :

1. Les agents bénéficiant d'une IFSE à l'entrée en vigueur de la délibération : la collectivité s'engage à un maintien à titre individuel du niveau d'IFSE antérieurement perçu. Des situations particulières, définies dans une période de 6 mois, pourront donner lieu à une majoration.

2. Les agents recrutés après la date d'entrée en vigueur de la délibération : le montant d'IFSE sera compris au sein des fourchettes définies par groupe de fonction. Dans le cadre de la procédure de recrutement, ce montant sera déterminé selon les modalités définies par note interne du Directeur général.

3. Chaque année, un nombre d'agents, correspondant à 25 % de l'effectif éligible, pourra bénéficier d'un repositionnement à la hausse au sein du groupe de fonction, à hauteur du montant correspondant aux tranches de valorisation fixées en annexe 1 du rapport.

   Sont éligibles au réexamen :

   Les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
   Les agents recrutés en CDD au titre de l'article L332-8 du code général de la fonction publique (recrutement de contractuels en l'absence de titulaire pouvant remplir les fonctions) ;
   Les agents en CDI ;
   Les agents nommés sur un contrat de projet ;
   Les agents recrutés en CDD au titre de l'article L 352-4 du code général de la fonction publique (personnes en situation de handicap) ;
   Les collaborateurs de groupes d'élus.

   Les agents doivent répondre au critère suivant : l'agent fait preuve d'un état d'esprit bénéfique à la mission à laquelle il participe :

   - Il a le souci du service rendu et de son amélioration ;
   - Il s'engage dans le maintien et le développement de leurs compétences ou dans la transmission de son expertise à ses collègues.

Pour chaque agent, ces critères d'attribution sont appréciés lors de l'entretien professionnel ou, pour les fonctionnaires stagiaires, à l'occasion des bilans réalisés pendant l'année de stage.

Les revalorisations sont réalisées dans la limite des montants plafonds définis par groupe de fonctions.

3. Les modalités de versement de l'IFSE « groupe fonctions »

L'IFSE « groupe fonctions » est versée mensuellement. Elle fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Le montant est proratisé en fonction du taux d'emploi pour les agents à temps partiel, à temps partiel thérapeutique ou à temps non complet, conformément aux règles appliquées en matière de rémunération. Le montant est également proratisé pour tenir compte de la date de prise de poste de l'agent en cas de recrutement, ou de la date de mobilité ou de départ de la collectivité.

L'IFSE « groupe fonctions » est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement en cas de :

- Congé pour maladie ordinaire ;
- Congé pour maladie professionnelle ;
- Accident de service ou accident de trajet.

L'IFSE « groupe fonctions » est maintenue intégralement en cas de :

- Congés annuels ;
- Congés de maternité ou adoption ;
- Congés de paternité.

L'IFSE « groupe fonctions » n'est pas maintenue en cas de :

- Congé de longue maladie ;
- Congé de longue durée ;
- Congé de grave maladie ;
- Suspension de fonction à titre conservatoire.

4. Modulation de l'IFSE en cas de mobilité

En cas de mobilité interne choisie par l'agent, il se voit attribuer l'IFSE correspondant au montant de référence du nouveau « groupe fonctions » auquel il appartient, majoré du montant des tranches de valorisations dont il a pu bénéficier précédemment (annexe 1 du rapport).

En cas de mobilité interne non choisie par l'agent :

Les agents faisant l'objet d'une mobilité non choisie, dans le cadre d'une réorganisation de service, bénéficient du maintien de leur montant d'IFSE antérieur.

Dans le cas d'une mutation dans l'intérêt du service, l'agent se verra appliquer le montant d'IFSE correspondant à son nouveau groupe fonctions, avec maintien, le cas échéant, du montant des tranches de valorisation dont il a pu bénéficier précédemment.

Dans le cadre d'une période préparatoire au reclassement, le montant de l'IFSE fonctions antérieurement perçu est maintenu.

Dans le cadre d'un reclassement médical, l'agent se verra affecter le montant d'IFSE correspondant à son cadre d'emplois et au « groupe fonctions » dont il relève.
Les modalités concernant les agents « en fin de carrière » seront définies dans le cadre de ce dispositif.

5. Spécificité des cas de maintien à titre individuel

Certains agents ont pu bénéficier, soit lors de la mise en place progressive du RIFSEEP à compter de 2018, soit à l'occasion de leur recrutement dans la collectivité, d'un maintien de rémunération à titre individuel. Cela se traduit aujourd'hui par un « maintien d'IFSE à titre individuel », qu'il convient d'intégrer dans le nouveau dispositif.

- A la date d'entrée en vigueur de la délibération :

Les agents bénéficiant d'un maintien à titre individuel seront positionnés au sein de leur groupe de fonctions, avec un montant d'IFSE intégrant le maintien à titre individuel.

- Dans le cadre d'une mobilité interne :

En cas de mobilité vers un nouveau groupe de fonctions, d'un niveau supérieur, ou inférieur, la part d'IFSE correspondant au maintien à titre individuel s'ajoute au montant de référence du nouveau groupe d'affectation.
Le montant d'IFSE versé à l'agent, compte tenu de ce maintien, ne peut être supérieur aux montants maximum définis pour le groupe de fonctions.

II – 2 L'IFSE « sujétions »

L'IFSE permet de valoriser les agents qui sont assujettis à des sujétions particulières.

Cette prime est versée uniquement pendant le temps au cours duquel l'agent est assujetti à cette sujétion. Elle est conditionnée à la réalisation effective des missions donnant lieu à cette prime.

Les sujétions sont les suivantes :

Maître d'apprentissage (ne bénéficiant pas de NBI versée à ce titre)	Montant brut annuel maximum de 1 000 €
Régisseur d'avance et de recette, pour les régies ayant eu une activité annuelle minimum de 1 000 €	Montant brut annuel maximum de 1 000 €
Assistant de prévention	Montant brut annuel maximum de 500 €
Formateur interne répondant aux critères définis par la collectivité	Montant brut annuel maximum de 500 €

Le montant de référence annuel est proratisé en fonction du taux d'emploi et de la durée d'exercice de la sujétion.

L'IFSE « sujétions » fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

II-3 L'IFSE « Expérience professionnelle »

Par délibération en date du 20 mars 2023, l'Assemblée Départementale a souhaité attribuer une indemnité financière valorisant l'expérience acquise par les personnes récipiendaires de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale, du fait de leur ancienneté dans la Fonction Publique Territoriale.

Cette mesure se poursuivra en mobilisant la part expérience professionnelle du régime indemnitaire.

III – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

III – 1 Dispositions générales d'attribution du CIA

Le CIA est applicable aux agents listés à l'article I, justifiant d'une présence effective de six mois minimum sur l'année civile de référence.

Le montant attribué à l'agent est proportionnel :

- au temps de présence sur l'année ; il tient compte de la date de prise de poste de l'agent en cas de recrutement, de mobilité ou de départ de la collectivité au cours de l'année de référence ;
- son montant est proratisé en fonction du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel, à temps partiel thérapeutique ou à temps non complet.

Le CIA est impacté à la baisse en cas d'absence dans le cadre d'un congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie, congé de longue durée et de grave maladie, à partir de 31 jours d'absence cumulés, sur une période de référence de 12 mois. Le montant du CIA est diminué proportionnellement à la durée de l'absence.

En ce qui concerne les agents qui auraient quitté la collectivité et ne peuvent de ce fait être évalués, le montant est défini par l'autorité territoriale.

Pour chaque agent, des critères d'attribution sont appréciés par le supérieur hiérarchique, selon les modalités définies ci-après pour les agents non encadrants et encadrants.

III – 2 CIA des non encadrants

Un montant annuel de référence est défini pour chaque catégorie d'agents, sur la base du tableau suivant, et de l'annexe 3 du rapport :

	Montant annuel de référence
Catégorie A	600 €
Catégorie B	400 €
Catégorie C	300 €

Ce montant prend en compte la manière de servir, et peut être modulé : - 909 -

- à la baisse dès lors que l'intéressé ne répond pas aux trois critères suivants, figurant dans la fiche d'entretien professionnel :

- participation avec efficacité à la performance du collectif de travail dans lequel il s'insère ;
- exercice des missions en conformité avec les exigences de son poste ;
- participation aux formations attendue compte tenu de ses fonctions et engagement dans le maintien de ses compétences professionnelles.

- à la hausse, dans la limite de 150 % du montant de CIA de référence proratisé, sur proposition de la direction, et dans la limite d'une enveloppe globale définie pour la direction.

III – 3 CIA des encadrants

Le CIA est lié à l'évaluation de l'aptitude professionnelle, de l'atteinte des objectifs et de l'aptitude managériale des cadres, évaluées à l'occasion de l'entretien professionnel. Il repose sur les critères suivants :

- la capacité de l'encadrant à faire progresser le collectif de travail et à le conduire sur la voie de la performance : conseil, soutien, formation, accompagnement des parcours, circulation de l'information, concertation ;
- la capacité de l'encadrant à porter les enjeux stratégiques de la politique ressources humaines : enjeux de santé et sécurité au travail, enjeux d'organisation du travail, protection du collectif, capacité à garantir une ambiance de travail de qualité ;
- la capacité de l'encadrant et de son équipe à coopérer avec des partenaires internes ou externes : capacité de travail en transversalité ;
- l'investissement personnel de l'encadrant dans l'exercice de ses fonctions.

Son montant est défini dans la limite des plafonds suivants, figurant en annexe 3 du rapport.

Fonctions	Montant plafond
DGS et DGA	4 000 €
Directeurs et directeurs adjoints	3 000 €
Chefs de service et adjoints	2 000 €
Responsables de pôle Responsables de secteur	1 500 €
Chefs de chantier - Chefs de cuisine	900 €

Afin de ne pas pénaliser les encadrants, le montant de CIA versé au titre de l'année 2024, excédant ces plafonds, sera intégré à compter du 1er janvier 2025 dans l'IFSE groupe fonctions des intéressés.

IV – IMPACT BUDGETAIRE

L'ensemble des mesures proposées est chiffré à un coût supplémentaire de 1,2 M€ en année pleine, soit une augmentation de 9 % du coût actuel du régime indemnitaire du Département du Doubs.

Au titre de l'année 2024, le surcoût est estimé à 300 000 €.

V – ENTREE EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Délibération le 28 juin avec effet au 1er juillet 2024 ;

IFSE « groupe fonctions » :

- Attribution de l'IFSE à compter du 1er juillet 2024 ;
- Ouverture d'une période d'analyse pour le traitement des situations individuelles spécifiques au second semestre 2024.

IFSE « sujétions » :

- Attribution des sujétions à compter de juillet 2024 ;
- Versement aux bénéficiaires à compter de décembre en fonction des critères définis ou à définir.

IFSE « expérience professionnelle »

Attribution à compter du 1er juillet 2024.

CIA :

1. Ouverture d'une phase transitoire (2024-2025) :
   - CIA non encadrants. Dans l'attente de la mise en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation prévues pour 2025, le CIA sera attribué selon des règles simplifiées et transitoires au titre de 2024 : prise en compte de l'absentéisme, du temps partiel et du temps de présence. Pas d'appréciation de la manière de servir pour cette phase transitoire.

   - CIA des encadrants
     - attribution du CIA 2024 selon les dispositions actuelles, avec versement en décembre 2024 ;
     - à compter de janvier 2025, ajustement de l'IFSE pour tenir compte des nouveaux plafonds de CIA ;
     - versement du CIA 2025 en février 2026.

2. En 2025, mise en œuvre du dispositif (2025-2026) :
   - Refonte de l'entretien professionnel et du processus d'évaluation : au cours de l'année 2025 ;
   - Mise en œuvre de la campagne d'entretien professionnel 2025 pour attribution du CIA ;
   - Versement du CIA aux agents sur la paie de février 2026 (encadrants et non encadrants).

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L.714-1 relatif aux primes et indemnités, L 714-4 à L.714-13 relatifs aux régimes indemnitaires au sein de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux (JO du 18/12/2014) ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire dans la FPT ;

VU la délibération du 19 décembre 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu l'avis du Comité social territorial du 16 mai 2024 ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer le RIFSEEP et les plafonds applicables à chacune des deux parts le composant, l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) et le CIA (complément indemnitaire annuel) selon les critères d'attribution ;

Considérant qu'en application de l'article L.714-4 du code général de la fonction publique, le régime indemnitaire est fixé par l'Assemblée délibérante de la collectivité territoriale dans la limite des régimes dont bénéficient les différents services de l'Etat ;

Vu le rapport **n° 406** présenté sous le timbre **: DGS / DRH** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide :

- ✓ d'adopter les modalités de mise en œuvre du RIFSEEP, telles que définies dans le rapport et les annexes 1, 2 et 3 du rapport, à compter du 1er juillet 2024 ;

- ✓ de substituer ce nouveau régime indemnitaire à toutes les dispositions antérieures ;

- ✓ d'approuver la liste des bénéficiaires, les critères d'attribution, les montants, et les modalités de versement, pour l'IFSE et pour le CIA, tels que définis dans les annexes 1, 2 et 3 du rapport ;

- ✓ d'approuver le calendrier de mise en œuvre et les dispositions transitoires suivantes :

  Le nouveau dispositif prend effet au 1er juillet 2024, sur la base du calendrier suivant :

  - Adaptation de l'IFSE « groupe fonctions », « sujétions » et « expérience professionnelle » à compter du 1er juillet 2024 ;

  - CIA non encadrants :
    - o à titre transitoire, le CIA attribué au titre de l'année 2024 sera versé selon des règles simplifiées sur la base des montants annuels de référence et des critères figurant en annexe 3 du rapport, à l'exception de la manière de servir ;
    - o le CIA attribué au titre des années 2025 et suivantes sera versé en application de l'annexe 3 figurant en annexe 3du rapport.

  - CIA des encadrants :
    - o à titre transitoire, le CIA attribué au titre de l'année 2024 sera versé en application de la délibération du 19 décembre 2017 susvisée.
    - o le CIA attribué au titre des années 2025 et suivantes sera versé en application de l'annexe 3 figurant en annexe 3du rapport.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

TABLE DES ANNEXES

1 - Répartition des groupes de fonctions par cadre d'emplois
2 - Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)
3 - Le complément indemnitaire annuel (CIA)
4 - Pour information : Synthèse générale RIFSEEP

Annexe 1 : REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR CADRE D'EMPLOIS

Agents non logés par nécessité absolue de service

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des administrateurs

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA)
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	78 750 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	78 750 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	78 750 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	78 750 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	78 750 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	78 750 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des attachés territoriaux

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA)
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	42 600 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	42 600 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	42 600 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	42 600 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	42 600 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	42 600 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des ingénieurs en chef

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA)
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	67 200 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	67 200 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	67 200 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	67 200 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	67 200 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	67 200 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des ingénieurs

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	55 200 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	55 200 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	55 200 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	55 200 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	55 200 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	55 200 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	55 200 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	55 200 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	55 200 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	55 200 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	55 200 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	55 200 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des conservateurs des bibliothèques

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	40 000 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	40 000 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	40 000 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	40 000 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	40 000 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	40 000 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des attachés de conservation et bibliothécaires

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	35 000 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	35 000 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	35 000 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	35 000 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	35 000 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des médecins territoriaux

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	50 800 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	50 800 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	50 800 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	50 800 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	50 800 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	50 800 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des vétérinaires territoriaux

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	58 800 €
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	58 800 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	58 800 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	58 800 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	58 800 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	58 800 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des sages femmes

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	30 000 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	30 000 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	30 000 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	30 000 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	30 000 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des cadres de santé infirmiers et techniciens para médicaux, cadres de santé paramédicaux, puéricultrices cadres de santé, psychologues, conseillers socio-éducatifs

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	30 000 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	30 000 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	30 000 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	30 000 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	30 000 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des conseillers des APS

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
A	**Direction**	1 180 €	14 160 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	35 €	3 000 €	33 882 €
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	33 882 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	33 882 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	33 882 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	33 882 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 140 €	13 680 €	25 €	2 000 €	15 680 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 181 €	14 180 €	25 €	1 500 €	15 680 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 256 €	15 080 €	20 €	600 €	15 680 €
E	**Intervention sociale et médico-technique**	570 €	6 840 €	1 140 €	13 680 €	20	600	15 680 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 256 €	15 080 €	20 €	600 €	15 680 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs, puéricultrices, infirmiers en soins généraux, techniciens de laboratoire, orthoptistes, diététiciens

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
B	**Encadrement de service**	780 €	9 360 €	1 560 €	18 720 €	25 €	2 000 €	22 920 €
C	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	22 920 €
D	**Expertise et conduite de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	22 920 €
E	**Intervention sociale et médico-technique**	570 €	6 840 €	1 140 €	13 680 €	20	600	22 920 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	600 €	22 920 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des rédacteurs

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
F	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	19 860 €
G	**Technicité et responsabilité de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	19 860 €
H	**Intervention sociale et médico technique**	570 €	6 840 €	1 140 €	13 680 €	20 €	400 €	19 860 €
I	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550 €	6 600 €	1 100 €	13 200 €	20 €	900 €	19 860 €
J	**Intervention spécialisée**	490 €	5 880 €	5 880 €	11 760 €	15 €	400 €	19 860 €
K	**Soutien opérationnel**	460 €	5 520 €	5 520 €	11 040 €	15 €	400 €	19 860 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	19 860 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des éducateurs des APS et animateurs

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
F	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	19 860 €
G	**Technicité et responsabilité de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	19 860 €
I	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550 €	6 600 €	1 100 €	13 200 €	20 €	900 €	19 860 €
J	**Intervention spécialisée**	490 €	5 880 €	5 880 €	11 760 €	15 €	400 €	19 860 €
K	**Soutien opérationnel**	460 €	5 520 €	5 520 €	11 040 €	15 €	400 €	19 860 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	19 860 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des assistants de conservation

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
F	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 458 €	17 500 €	25 €	1 500 €	19 000 €
G	**Technicité et responsabilité de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	19 000 €
I	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550 €	6 600 €	1 100 €	13 200 €	20 €	900 €	19 000 €
J	**Intervention spécialisée**	490 €	5 880 €	5 880 €	11 760 €	15 €	400 €	19 000 €
K	**Soutien opérationnel**	460 €	5 520 €	5 520 €	11 040 €	15 €	400 €	19 000 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	19 000 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux, infirmiers territoriaux

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
F	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	750 €	9 000 €	0 €	1 230 €	10 230 €
G	**Technicité et responsabilité de mission**	690 €	8 280 €	819 €	9 830 €	20 €	400 €	10 230 €
H	**Intervention sociale et médico technique**	570 €	6 840 €	819 €	9 830 €	20 €	400 €	10 230 €
I	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550 €	6 600 €	777 €	9 330 €	20 €	900 €	10 230 €
J	**Intervention spécialisée**	490 €	5 880 €	819 €	9 830 €	15 €	400 €	10 230 €
K	**Soutien opérationnel**	460 €	5 520 €	819 €	9 830 €	15 €	400 €	10 230 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	819 €	9 830 €	20 €	400 €	10 230 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des techniciens

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
F	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	1 500 €	18 000 €	25 €	1 500 €	22 340 €
G	**Technicité et responsabilité de mission**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	22 340 €
I	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550 €	6 600 €	1 100 €	13 200 €	20 €	900 €	22 340 €
J	**Intervention spécialisée**	490 €	5 880 €	5 880 €	11 760 €	15 €	400 €	22 340 €
K	**Soutien opérationnel**	460 €	5 520 €	5 520 €	11 040 €	15 €	400 €	22 340 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 380 €	16 560 €	20 €	400 €	22 340 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs, agents de maîtrise, adjoints techniques, adjoints techniques des établissements d'enseignement, adjoints du patrimoine, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'animation

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
L	**Encadrement d'un pôle**	750 €	9 000 €	925 €	11 100 €	25 €	1 500 €	12 600 €
M	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550	6 600 €	975 €	11 700 €	20 €	900 €	12 600 €
N	**Intervention sociale**	570 €	6 840 €	1 025 €	12 300 €	20 €	300 €	12 600 €
O	**Intervention spécialisée**	490 €	5 880 €	980 €	11 760 €	15 €	300 €	12 600 €
P	**Soutien opérationnel**	460 €	5 520 €	920 €	11 040 €	15 €	300 €	12 600 €
Q	**Intervention opérationnelle**	430 €	5 160 €	860 €	10 320 €	15 €	300 €	12 600 €
R	**Intervention généraliste**	410 €	4 920 €	820 €	9 840 €	15 €	300 €	12 600 €
S	**Permanent syndical**	690 €	8 280 €	1 025 €	12 300 €	20 €	300 €	12 600 €

Agents logés par nécessité absolue de service

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des ingénieurs en chef

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA)
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	52 920 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des attachés territoriaux

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA)
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	28 700 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des ingénieurs

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	41 130 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
AA	**Direction générale**	2270 €	27 240 €	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	Dans la limite du plafond réglementaire (IFSE + CIA)	70 €	4 000 €	34 090 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des techniciens

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
I	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550 €	6 600 €	1 100 €	13 200 €	20 €	900 €	16 440 €

Répartition des groupes de fonctions pour le cadre d'emplois des agents de maîtrise, adjoints techniques et adjoints techniques des établissements d'enseignement

Groupe fonction	Fonction	Montant brut IFSE groupe fonction minimal		Montant brut IFSE groupe fonction maximal		Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)	Plafond brut réglementaire annuel (IFSE + CIA
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel			
M	**Conduite d'une équipe opérationnelle**	550	6 600 €	620 €	7 450 €	20 €	900 €	8 350 €
Q	**Intervention opérationnelle**	430 €	5 160 €	670 €	8 050 €	15 €	300 €	8 350 €
R	**Intervention généraliste**	410 €	4 920 €	670 €	8 050 €	15 €	300 €	8 350 €

ANNEXE 2 : L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

1. Les agents bénéficiaires

Sont bénéficiaires de l'IFSE :

- Les agents fonctionnaires titulaires ou stagiaires, les agents contractuels permanents et non permanents de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
- Les collaborateurs de groupes d'élus

Ne sont pas éligibles :

- Les contractuels de droit privé, les assistants familiaux, les stagiaires écoles et les apprentis ;
- Les collaborateurs de cabinet, qui relèvent de l'article 7 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales.

L'IFSE prend en compte :

- La fonction exercée par l'agent et l'expertise acquise : IFSE « groupe fonctions »
- Les sujétions auxquelles l'agent est exposé : « IFSE sujétions »
- L'expérience professionnelle acquise.

2. L'IFSE : groupe fonctions

a. Les groupes de fonction :

Les postes sont répartis dans 20 groupes de fonctions, définis dans le tableau figurant ci-dessous :

Catégorie	Groupe de fonction	Intitulé des groupes de fonction
A	AA	DIRECTION GENERALE
	A	DIRECTION
	B	ENCADREMENT DE SERVICE
	C	ENCADREMENT D'UN POLE
	D	EXPERTISE ET CONDUITE DE MISSION
	E	INTERVENTION SOCIALE ET MEDICO-TECHNIQUE
B	F	ENCADREMENT D'UN POLE
	G	TECHNICITE ET RESPONSABILITE DE MISSION
	H	INTERVENTION SOCIALE ET MEDICO TECHNIQUE
	I	CONDUITE D'UNE EQUIPE OPERATIONNELLE
	J	INTERVENTION SPECIALISEE
	K	SOUTIEN OPERATIONNEL
C	L	ENCADREMENT D'UN POLE
	M	CONDUITE D'UNE EQUIPE OPERATIONNELLE
	N	INTERVENTION SOCIALE
	O	INTERVENTION SPECIALISEE
	P	SOUTIEN OPERATIONNEL
	Q	INTERVENTION OPERATIONNELLE
	R	INTERVENTION GENERALISTE
A B C	S	PERMANENT SYNDICAL

Les groupes de fonctions sont composés de différents métiers, définis dans le cadre du Comité social territorial.

A chaque groupe de fonction est attribué un montant d'IFSE brut mensuel minimum, dit « de référence », et un montant d'IFSE brut mensuel « plafond ». Les montants par cadre d'emplois figurent en annexe 1.

b. Positionnement au sein des groupes de fonctions :

Chaque poste est positionné par l'autorité territoriale dans un des groupes de fonctions, selon les principes suivants :

1. Les agents bénéficiant d'une IFSE à l'entrée en vigueur de la délibération : l'autorité territoriale s'engage à un maintien à titre individuel du niveau d'IFSE antérieurement perçu. Des situations particulières, définies dans une période 6 mois, pourront donner lieu à majoration.

2. Les agents recrutés après la date d'entrée en vigueur de la délibération : le montant d'IFSE sera compris dans les fourchettes définies par groupe de fonctions.

3. Chaque année, un nombre d'agents, correspondant à 25% de l'effectif éligible, pourra bénéficier d'un repositionnement à la hausse au sein du groupe fonctions, à hauteur du montant correspondant aux tranches de valorisation fixées en annexe 1.

   Sont éligibles au réexamen :

   Les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
   Les agents recrutés en CDD au titre de l'article L332-8 du code général de la fonction publique (recrutement de contractuels en l'absence de titulaire pouvant remplir les fonctions) ;
   Les agents en CDI ;
   Les agents nommés sur un contrat de projet ;
   Les agents recrutés en CDD au titre de l'article L 352-4 du code général de la fonction publique (personnes en situation de handicap) ;
   Les collaborateurs de groupes d'élus.

   Les agents doivent répondre au critère suivant :
   L'agent fait preuve d'un état d'esprit bénéfique à la mission à laquelle il participe :
   - il a le souci du service rendu et de son amélioration ;
   - il s'engage dans le maintien et le développement de ses compétences ou dans la transmission de son expertise à ses collègues.

Pour chaque agent, ces critères d'attribution sont appréciés lors de l'entretien professionnel ou, pour les fonctionnaires stagiaires, à l'occasion des bilans réalisés pendant l'année de stage.

Les revalorisations sont réalisées dans la limite des montants plafonds définis par groupe de fonctions.

c. Les modalités de versement de l'IFSE « groupe fonctions »

L'IFSE « groupe de fonction » est versée mensuellement. Elle fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Le montant est proratisé en fonction du taux d'emploi pour les agents à temps partiel, à temps partiel thérapeutique ou à temps non complet, conformément aux règles appliquées en matière de rémunération. Le montant est également proratisé pour tenir compte de la date de prise de poste de l'agent en cas de recrutement, ou de la date de mobilité ou de départ de la collectivité.

L'IFSE « groupe fonctions » est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement en cas de :

- Congé pour maladie ordinaire,
- Congé pour maladie professionnelle,
- Accident de service ou accident de trajet.

L'IFSE « groupe de fonction » est maintenue intégralement en cas de :

- Congés annuels,
- Congés de maternité ou adoption,
- Congés de paternité.

L'IFSE « groupe de fonction » n'est pas maintenue en cas de :

- Congé de longue maladie,
- Congé de longue durée,
- Congé de grave maladie,
- Suspension de fonction à titre conservatoire.

d. Modulation de l'IFSE en cas de mobilité

- En cas de mobilité interne choisie par l'agent, il se voit attribuer l'IFSE correspondant au montant de référence du nouveau « groupe fonctions » auquel il appartient, majoré du montant des tranches de valorisations dont il a pu bénéficier précédemment.

- En cas de mobilité interne non choisie par l'agent :

Les agents faisant l'objet d'une mobilité non choisie, dans le cadre d'une réorganisation de service, bénéficient du maintien de leur montant d'IFSE antérieur.
Dans le cas d'une mutation dans l'intérêt du service, l'agent se verra appliquer le montant d'IFSE correspondant à son nouveau groupe fonction, avec maintien, le cas échéant, du montant des tranches de valorisation dont il a pu bénéficier précédemment ;
Dans le cadre d'une période préparatoire au reclassement, le montant de l'IFSE fonction antérieurement perçu est maintenu.
Dans le cadre d'un reclassement médical, l'agent se verra affecter le montant d'IFSE correspondant à son cadre d'emplois et au « groupe de fonctions » dont il relève.
Les modalités concernant les agents « en fin de carrière » seront définies dans le cadre de ce dispositif.

e. Spécificité des cas de maintien à titre individuel :

Certains agents ont pu bénéficier, soit lors de la mise en place progressive du RIFSEEP à compter de 2018, soit à l'occasion de leur recrutement dans la collectivité, d'un maintien de rémunération à titre individuel. Cela se traduit aujourd'hui par un « maintien d'IFSE » à titre individuel », qu'il convient d'intégrer dans le nouveau dispositif.

- A la date d'entrée en vigueur de la délibération :

Les agents bénéficiant d'un maintien à titre individuel seront positionnés au sein de leur groupe de fonctions, avec un montant d'IFSE intégrant le maintien à titre individuel.

- Dans le cadre d'une mobilité interne :

En cas de mobilité vers un nouveau groupe fonctions, d'un niveau supérieur, ou inférieur, la part d'IFSE correspondant au maintien à titre individuel s'ajoute au montant de référence du nouveau groupe d'affectation.
Le montant d'IFSE versé à l'agent, compte tenu de ce maintien, ne peut être supérieur aux montants maximum définis pour le groupe de fonctions.

3. L'IFSE : sujétions

L'IFSE permet de valoriser les agents qui sont assujettis à des sujétions particulières.

Cette prime est versée uniquement pendant le temps au cours duquel l'agent est assujetti à cette sujétion. Elle est conditionnée à la réalisation effective des missions donnant lieu à cette prime.

Les sujétions sont les suivantes :

Maître d'apprentissage (ne bénéficiant pas de NBI versée à ce titre)	Montant brut annuel maximum de 1000 €
Régisseur d'avance et de recette, pour les régies ayant eu une activité annuelle minimum de 1000 €	Montant brut annuel maximum de 1000 €
Assistant de prévention	Montant brut annuel maximum de 500 €
Formateur interne répondant aux critères définis par la collectivité	Montant brut annuel maximum de 500 €

Le montant de référence annuel est proratisé en fonction du taux d'emploi et de la durée d'exercice de la sujétion.

L'IFSE « sujétion » fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

4. L'IFSE « Expérience professionnelle »

L'IFSE « expérience professionnelle » est versée ponctuellement, sur la base d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Le montant maximal est fixé à 2 000 € et dans la limite du montant maximal réglementaire applicable au plafond autorisé dans le cadre du RIFSEEP.

ANNEXE 3. – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

1 Dispositions générales d'attribution du CIA

Sont bénéficiaires du CIA :

- Les agents fonctionnaires titulaires ou stagiaires, les agents contractuels permanents et non permanents de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
- Les collaborateurs de groupes d'élus.

Ne sont pas éligibles :

- Les contractuels de droit privé, les assistants familiaux, les stagiaires écoles et les apprentis ;
- Les collaborateurs de cabinet, qui relèvent de l'article 7 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales.

Le CIA est applicable aux agents listés ci-dessus, justifiant d'une présence effective de 6 mois minimum sur l'année civile de référence.

Le montant attribué à l'agent est proportionnel :

- au temps de présence sur l'année ; il tient compte de la date de prise de poste de l'agent en cas de recrutement, de mobilité ou de départ de la collectivité au cours de l'année de référence.
- Son montant est proratisé en fonction du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel, à temps partiel thérapeutique ou à temps non complet.

Le CIA est impacté à la baisse en cas d'absence dans le cadre d'un congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie, congé de longue durée et de grave maladie, à partir de 31 jours d'absence cumulés, sur une période de référence de 12 mois. Le montant du CIA est diminué proportionnellement à la durée de l'absence.

En ce qui concerne les agents qui auraient quitté la collectivité et ne peuvent de ce fait être évalués, le montant est défini par l'autorité territoriale.

Pour chaque agent, des critères d'attribution sont appréciés par le supérieur hiérarchique, selon les modalités définies ci-après pour les agents non encadrants et encadrants.

2 CIA des non encadrants

Un montant annuel de référence est défini pour chaque catégorie d'agents, sur la base du tableau suivant :

	Montant annuel de référence
CATEGORIE A	600 €
CATEGORIE B	400 €
CATEGORIE C	300 €

Ce montant prend en compte la manière de servir, et peut être modulé :

- A la baisse dès lors que l'intéressé ne répond pas aux trois critères suivants, figurant dans la fiche d'entretien professionnel :
    - Participation avec efficacité à la performance du collectif de travail dans lequel il s'insère ;
    - Exercice des missions en conformité avec les exigences de son poste ;
    - Participation aux formations attendues compte tenu de ses fonctions et engagement dans le maintien de ses compétences professionnelles.

- A la hausse, dans la limite de 150 % du montant de CIA de référence proratisé, sur proposition de la direction, et dans la limite d'une enveloppe globale définie pour la direction.

3 CIA des encadrants

Le CIA est lié à l'évaluation de l'aptitude professionnelle, de l'atteinte des objectifs et de l'aptitude managériale des cadres, évaluées à l'occasion de l'entretien professionnel. Il repose sur les critères suivants :

- La capacité de l'encadrant à faire progresser le collectif de travail et à le conduire sur la voie de la performance : conseil, soutien, formation, accompagnement des parcours, circulation de l'information, concertation ;
- La capacité de l'encadrant à porter les enjeux stratégiques de la politique ressources humaines : enjeux de santé et sécurité au travail, enjeux d'organisation du travail, protection du collectif, capacité à garantir une ambiance de travail de qualité ;
- La capacité de l'encadrant et de son équipe à coopérer avec des partenaires internes ou externes : capacité de travail en transversalité ;
- L'investissement personnel de l'encadrant dans l'exercice de ses fonctions.

Son montant est défini dans la limite des plafonds suivants :

Fonctions	Montant plafond
DGS et DGA	4 000 €
Directeurs et directeurs adjoints	3 000 €
Chefs de service et adjoints	2 000 €
Responsables de pôle Responsables de secteur	1 500 €
Chefs de chantier - Chefs de cuisine	900 €

Afin de ne pas pénaliser les encadrants, le montant de CIA versé au titre de l'année 2024, excédant ces plafonds, sera intégré à compter du 1er janvier 2025 dans l'IFSE groupe fonctions des intéressés.

ANNEXE 4 - SYNTHESE GENERALE RIFSEEP : répartition des métiers par groupe

Catégorie	Groupe	Intitulé Groupe	Métier	IFSE brute mensuelle actuelle	Montant brut mensuel de référence	Montant brut mensuel plafond	Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)
A	AA	DIRECTION GENERALE	Directeur général des services Directeur général adjoint	2 270 €	2 270 €	Maximum règlementaire	70 €	4 000 €
	A	DIRECTION	Directeur Directeur adjoint	1 180 €	1 180 €	Maximum règlementaire	35 €	3 000 €
	B	ENCADREMENT DE SERVICE	Chef de service Chef de service adjoint Chef de zone	780 €	780 €	1 560 €	25 €	2 000 €
	C	ENCADREMENT D'UN POLE	Responsable de pôle Adjoint au responsable de pôle Responsable de domaine Responsable de secteur	690 €	750 €	1 500 €	25 €	1 500 €
	D	EXPERTISE ET CONDUITE DE MISSION	Vétérinaire Médecin Sage femme/maïeuticien Conseiller stratégique Responsable administratif et financier Energéticien Architecte Programmiste Gestionnaire de données Contrôleur de gestion Conservateur Archiviste Bibliothécaire Juriste Chargée des affaires européennes et internationales Conseiller achat RSSI-DPD Responsable des affaires immob et foncières Chargé d'opération de construction Chargé d'évaluation des politiques publiques Chargé de mission Chef de projet	690 €	690 €	1 380 €	20 €	600 €

Catégorie	Groupe	Intitulé Groupe	Métier	IFSE brute mensuelle actuelle	Montant brut mensuel de référence	Montant brut mensuel plafond	Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)
A	D	EXPERTISE ET CONDUITE DE MISSION	Chef de projet communication Chargé de communication Coordonnateur territorial Conseiller de prévention des risques professionnels Conseiller en organisation Développeur territorial Responsable développeur Gestionnaire tarificateur Ingénieur routier Coordonnateur SPS Ingénieur informatique Psychologue Diététicien	690 €	690 €	1380	20 €	600 €
	E	INTERVENTION SOCIALE ET MEDICO-TECHNIQUE	Coordonnateur d'action sociale Puériculteur Infirmier Référent d'action sociale Travailleur social Technicien de laboratoire Orthoptiste	570 €	570 €	1 140 €	20 €	600 €

Catégorie	Groupe	Intitulé Groupe	Métier	IFSE brute mensuelle actuelle	Montant brut mensuel de référence	Montant brut mensuel plafond	Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)
B	F	ENCADREMENT D'UN POLE	Responsable de pôle Adjoint au responsable de pôle Responsable de domaine Responsable de secteur	690 €	750 €	1 500 €	25 €	1 500 €
	G	TECHNICITE ET RESPONSABILITE DE MISSION	Chargé de mission Conseiller en organisation Développeur territorial Responsable administratif ou financier Technicien informatique	490 €	550 €	1 100 €	20 €	400 €
	H	INTERVENTION SOCIALE ET MEDICO TECHNIQUE	Infirmier Travailleur social Secrétaire médico-social Technicien de laboratoire	570 €	570 €	1 140 €	20 €	400 €
	I	CONDUITE D'UNE EQUIPE OPERATIONNELLE	Chef de chantier Chef d'équipe Chef d'équipe d'atelier Chef de cuisine	500 €	550 €	1 100 €	20 €	900 €
	J	INTERVENTION SPECIALISEE	Assistante de direction Chargé de communication Technicien routier Médiateur culturel Chargé de la gestion du réseau de transport Gestionnaire ressources humaines Conseiller de prévention des risques professionnels Contrôleur de travaux Gestionnaire du patrimoine et des bibliothèques Gestionnaire foncier, urbanisme et aménagement	490 €	490 €	980 €	15 €	400 €

Catégorie	Groupe	Intitulé Groupe	Métier	IFSE brute mensuelle actuelle	Montant brut mensuel de référence	Montant brut mensuel plafond	Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)
B	J	INTERVENTION SPECIALISEE	Gestionnaire financier, budgétaire, comptable ou marchés Gestionnaire administratif et financier Gestionnaire technique bâtiment Assistant à maitrise d'ouvrage d'art Adjoint de gestion routière Chargé de création graphique	490 €	490 €	980 €	15 €	400 €
	K	SOUTIEN OPERATIONNEL	Assistant technique routier Dessinateur CA PAO Mécanicien Restaurateur relieur	460 €	460 €	920 €	15 €	400 €
C	L	ENCADREMENT D'UN POLE	Responsable de pôle adjoint au responsable de pôle	690 €	750 €	1 500 €	25 €	1 500 €
	M	CONDUITE D'UNE EQUIPE OPERATIONNELLE	Chef de chantier Chef d'équipe d'atelier Chef d'équipe Chef de cuisine	500 €	550 €	1 100 €	20 €	900 €
	N	INTERVENTION SOCIALE	Secrétaire médico-sociale	450 €	570 €	1 140 €	20 €	300 €
	O	INTERVENTION SPECIALISEE	Assistant de direction Gestionnaire administratif et financier Gestionnaire du patrimoine et des bibliothèques Gestionnaire financier, budgétaire, comptable ou marchés Gestionnaire ressources humaines Technicien routier Cuisinier Chargé de création graphique Adjoint de gestion routière	490 €	490 €	980 €	15 €	300 €

Catégorie	Groupe	Intitulé Groupe	Métier	IFSE brute mensuelle actuelle	Montant brut mensuel de référence	Montant brut mensuel plafond	Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel (montant de référence pour les non encadrants et plafond pour les encadrants)
C	P	SOUTIEN OPERATIONNEL	Assistant technique routier Dessinateur CA PAO Mécanicien Restaurateur relieur	460 €	460 €	920 €	15 €	300 €
	Q	INTERVENTION OPERATIONNELLE	Assistant de gestion administrative ou financière Assistant de gestion RH Assistant du patrimoine et des bibliothèques Assistant informatique Agent d'entretien-exploitation voierie Imprimeur-reprographe Magasinier Technicien logistique Référent technique Aide de laboratoire Chargé de travaux espace verts Ouvrier de maintenance des bâtiments	430 €	430 €	860 €	15 €	300 €
	R	INTERVENTION GENERALISTE	Agent d'entretien Agent polyvalent courrier Agent polyvalent des collèges Manutentionnaire Chauffeur Chargé d'accueil Chargé d'accueil et de surveillance du patrimoine Agent de gardiennage et de surveillance	410 €	410 €	820 €	15 €	300 €

GROUPE	Intitulé Groupe	IFSE brute mensuelle actuelle	Montant brut mensuel de référence	Montant brut mensuel plafond	Tranche de revalorisation brute mensuelle	CIA brut annuel
S	PERMANENT SYNDICAL	690 €	690 €	1 380 €	20 €	600, 400 ou 300 € selon catégorie

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Ressources humaines - Politique salariale et gestion des carrières - Adaptation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L.714-1 relatif aux primes et indemnités, L 714-4 à L.714-13 relatifs aux régimes indemnitaires au sein de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux (JO du 18/12/2014) ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire dans la FPT ;

Vu la délibération du 19 décembre 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu l'avis du Comité social territorial du 16 mai 2024 ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer le RIFSEEP et les plafonds applicables à chacune des deux parts le composant, l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) et le CIA (complément indemnitaire annuel) selon les critères d'attribution ;

Considérant qu'en application de l'article L.714-4 du code général de la fonction publique, le régime indemnitaire est fixé par l'Assemblée délibérante de la collectivité territoriale dans la limite des régimes dont bénéficient les différents services de l'Etat ;

Vu le rapport **n° 406** présenté sous le timbre **: DGS / DRH** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Serge RUTKOWSKI** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide :

- ✓ d'adopter les modalités de mise en œuvre du RIFSEEP, telles que définies dans le rapport et les annexes 1, 2 et 3 du rapport, à compter du 1er juillet 2024 ;

- ✓ de substituer ce nouveau régime indemnitaire à toutes les dispositions antérieures ;

- ✓ d'approuver la liste des bénéficiaires, les critères d'attribution, les montants, et les modalités de versement, pour l'IFSE et pour le CIA, tels que définis dans les annexes 1, 2 et 3 du rapport ;

- ✓ d'approuver le calendrier de mise en œuvre et les dispositions transitoires suivantes :

  Le nouveau dispositif prend effet au 1er juillet 2024, sur la base du calendrier suivant :

  - Adaptation de l'IFSE « groupe fonctions », « sujétions » et « expérience professionnelle » à compter du 1er juillet 2024 ;

  - CIA non encadrants :
    - o à titre transitoire, le CIA attribué au titre de l'année 2024 sera versé selon des règles simplifiées sur la base des montants annuels de référence et des critères figurant en annexe 3 du rapport, à l'exception de la manière de servir ;

    - o le CIA attribué au titre des années 2025 et suivantes sera versé en application de l'annexe 3 figurant en annexe 3du rapport.

- CIA des encadrants :
  - à titre transitoire, le CIA attribué au titre de l'année 2024 sera versé en application de la délibération du 19 décembre 2017 susvisée.

  - le CIA attribué au titre des années 2025 et suivantes sera versé en application de l'annexe 3 figurant en annexe 3du rapport.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247013H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 407
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DRH

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
RESSOURCES HUMAINES - GESTION DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES

Objet : Adaptation des moyens de la Collectivité

SOMMAIRE

INTRODUCTION....2

I – ADAPTATION DES MOYENS DE LA Direction de l'éducation, des sports et de la culture (DESC)....2

I – 1. COLLÈGE DE SAINT-VIT....2

I – 2. COLLÈGE DE BETHONCOURT....2

II – ADAPTATION DES MOYENS DE LA Direction du patrimoine et de la logistique (DPL)....2

III – ADAPTATION DES EMPLOIS....3

IV – INFORMATION EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE....3

PROJET DE DELIBERATION....5

ANNEXE AU RAPPORT....6

INTRODUCTION

Ce présent rapport a pour objet de présenter les adaptations des moyens de la Direction de l'éducation, des sports et de la culture, de la Direction du patrimoine et de la logistique, ainsi que les évolutions de postes.
Il est complété d'une information concernant la protection de l'enfance.

I – ADAPTATION DES MOYENS DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION, DES SPORTS ET DE LA CULTURE (DESC)

I – 1. Collège de Saint-Vit

La Commission permanente du 26 juin 2023 a validé la reprise par le Département de la restauration du collège de Saint-Vit jusque-là assurée par le SIVOS (Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire) de Saint-Vit.

Cette reprise de compétence sera effective au 26 août 2024 et implique le transfert au Département du personnel titulaire actuellement en poste au SIVOS.

Il est proposé à l'Assemblée de créer cinq postes complémentaires de catégorie C relevant de la filière technique dans cet établissement (quatre postes d'adjoint technique et un poste d'agent de maîtrise).

I – 2. Collège de Bethoncourt

Le nouveau collège de Bethoncourt sera livré à la rentrée scolaire 2024.
Compte tenu de l'accroissement très fort de la superficie du collège qui est quasi doublée par rapport au site actuel et de la hausse des effectifs et des repas servis, il est nécessaire de renforcer de façon pérenne l'équipe des agents départementaux par le recrutement d'un agent polyvalent et d'un second de cuisine.

Il est proposé à l'Assemblée départementale de créer deux postes complémentaires de catégorie C relevant de la filière technique.

II – ADAPTATION DES MOYENS DE LA DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE LA LOGISTIQUE (DPL)

PLANE.T. E DOUBS, le Plan d'Engagement pour la Transition climatique et Energétique du Doubs, fixe une ambition très forte en matière de réduction des consommations d'énergie finale et le développement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique départemental.

Conjuguée à la stratégie de gestion patrimoniale qui se traduit par un programme d'investissement pluriannuel très important, cette ambition requiert de renforcer la capacité de production du Pôle stratégie patrimoniale du Service patrimoine, en créant un poste de technicien économe de flux.

Le Département a répondu à l'appel à projet du programme ACTEE+ (Action des Collectivités territoriales pour l'Efficacité Energétique) qui vise à apporter un soutien aux collectivités territoriales via des outils de financements et d'aide à la décision avec pour objectif l'efficacité énergétique et la substitution d'énergies fossiles par des systèmes énergétiques performants et bas carbone.

Le Département a reçu un retour positif d'acceptation de son dossier par le jury, dont le premier lot concerne les ressources humaines et la demande de financement pendant toute la durée du programme ACTEE+ (2023/2026) d'un poste d'économe de flux orienté « bâti scolaire » à hauteur de 65 %.

Il est proposé à l'Assemblée de créer un poste non permanent en contrat de projet de catégorie B relevant de la filière technique, pour une durée de 3 ans.

III – ADAPTATION DES EMPLOIS

Les mouvements de personnels, les évolutions de carrière, les ajustements des missions exercées et des compétences attendues, nécessitent des transformations régulières de postes, qui passent par des suppressions et créations corrélatives. Elles traduisent la nécessité permanente d'ajuster les moyens aux évolutions de la collectivité et au fonctionnement des services.

Lors des Comités sociaux territoriaux des 14 mars et 16 mai 2024, 71 transformations de postes ont été proposées, suite à des mouvements de personnel, évolutions de carrière et promotions internes.

Le détail de ces transformations figure en annexe 1 du rapport.

Il est proposé à l'Assemblée départementale d'adopter ces transformations de postes qui se traduisent par des suppressions et créations corrélatives, avec effet au 1er juillet 2024.

IV – INFORMATION EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

La protection de l'enfance, tant au niveau national que départemental, connait une situation de crise sans précédent.

Le Département du Doubs doit faire face une augmentation significative des mesures de placement : + 15 % au cours de l'année 2023.

Un plan d'action a été présenté du Comité Social Territorial du 14 mars dernier.

Parmi les mesures, des renforts ponctuels ont été octroyés aux 3 Directions territoriales des solidarités humaines (DTSH) pour les épauler dans cette mission majeure.

En parallèle, une analyse des situations individuelles des agents contractuels en fonction dans les pôles enfants confiés (PEC) a été menée en vue d'une éventuelle déprécarisation de certains agents.

Ce dispositif de déprécarisation a pour objectif de stabiliser, pérenniser les équipes et de faciliter l'organisation du travail dans les actions d'accompagnement et de suivi des enfants et familles.

6 agents contractuels ont été identifiés sur la DTSH de Besançon, 2 sur la DTSH de Montbéliard et 4 sur le DTSH du Haut-Doubs.

Les modalités de mise en œuvre seront à définir (durée d'ancienneté au PEC, manière de servir, temps de travail)

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis des comités sociaux territoriaux des 14 mars et 16 mai 2024 ;

Vu le rapport **n° 407** présenté sous le timbre **: DGS / DRH** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide la création au 1er juillet 2024 :

- de 7 postes permanents de catégorie C relevant de la filière technique dédiés au fonctionnement des collèges ;

- d'un poste non permanent de catégorie B, relevant de la filière technique, sous la forme d'un contrat de projet, pour une durée de 3 ans, chargé de la mise en œuvre de la démarche de maîtrise énergétique et du développement des énergies renouvelables sur l'ensemble du patrimoine immobilier du Département.

Approuve, suite à des transformations et promotions internes, les 71 suppressions de postes et les 71 créations corrélatives figurant en annexe 1 du rapport.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

ANNEXE AU RAPPORT

1 - Adaptation et Evolution des postes

EVOLUTION DES POSTES AU 1er JUILLET 2024

Sont ici présentées des transformations qui se traduisent par des **suppressions et créations** corrélatives de postes.

N° de poste	Direction	Service	Cadre d'emplois initial (suppression)	Nouveau cadre d'emplois (création)	Motif
569	DTSHB	CMS Saint Ferjeux	Adjoint administratif	Rédacteur	Adaptation suite à recrutement
1355	DTSHB	CMS Saint-Vit	Rédacteur	Adjoint administratif	Adaptation suite à recrutement
1767	DPL	Service logistique	Technicien	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
507	DTSHM	Service ASLI	Rédacteur	Adjoint administratif	Recrutement par accès direct
320	DUN	Service environnement de travail numérique	Technicien	Ingénieur	Nomination suite réussite à concours
394	DRIT	SCIR	Agent de maitrise	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
632	DASLI		Attaché	Administrateur	Adaptation suite à recrutement
499	DESC	Service des collèges	Adjoint administratif	Rédacteur	Adaptation suite à recrutement
170	DTSHB	Responsable CMS Saône Ornans et Quingey	Assistant socio-éducatif	Attaché	Adaptation suite à recrutement
319	DDET	Laboratoire vétérinaire	Adjoint administratif	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
450	DUN		Ingénieur	Attaché	Adaptation suite à recrutement
1152	DRIT	Parc routier Pontarlier	Agent de maîtrise	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement

1419	DRIT	Parc routier Pontarlier	Agent de maîtrise	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
1164	DTSHHD	Pôle enfants confiés	Adjoint administratif	Rédacteur	Adaptation suite à recrutement
1896	DEF	Service MNA	Assistant socio-éducatif	Moniteur éducateur	Adaptation suite à recrutement
1692	DTSHB	CMS Serre les Sapins et Saint-Vit	Attaché	Assistant socio-éducatif	Adaptation suite à recrutement
103	DTSHB	CMS Serre les Sapins	Cadre de santé	Puéricultrice hors classe	Adaptation suite à recrutement
755	DTSHB	CMS Saint-Ferjeux	Rédacteur	Adjoint administratif	Adaptation suite à recrutement
1109	DEF	Direction	Attaché	Administrateur	Adaptation suite à recrutement
299	DRIT	Direction	Adjoint technique	Ingénieur	Adaptation suite à recrutement
352	DRIT	PRET des Portes du Haut-Doubs – site de Valdahon	Agent de maitrise	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
400	DRIT	PTA STA Montbéliard	Rédacteur	Adjoint administratif	Adaptation suite à recrutement
1584	DRIT	PRET Pontarlier	Agent de maîtrise	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
852	DRIT	EGR Pontarlier	Agent de maîtrise	Adjoint technique	Adaptation suite à recrutement
1281	DRIT	STR Pontarlier	Technicien	Rédacteur	Adaptation suite à recrutement
791	DRH	Service carrière et rémunération	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite à réussite concours
1873	DRH	Service carrière et rémunération	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite à réussite concours
621	DRH	Service santé sécurité au travail	Adjoint technique	Rédacteur	Nomination suite à réussite concours
816	DRIT	Service gestion et ressources	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite à réussite concours

1005	DEF	Direction	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite réussite concours
426	DTSHM	CMS Les Hauts du Miémont	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite réussite concours
917	DTSHM	Service ASLI	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite à réussite concours
1291	DTSHB	CMS Planoise	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite à réussite concours
123	DTSHHD	CMS de Maîche	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite réussite concours
1557	MDPH		Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite réussite concours
617	DTSHB	médico-sociale volante	Adjoint administratif	Rédacteur	Nomination suite réussite concours

Sont ici présentées les transformations de postes suite aux **promotions internes** au titre de l'année 2024.

N° de poste	Direction	Service	Cadre d'emplois initial (suppression)	Nouveau cadre d'emplois (création)
1637	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
750	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
1503	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
1616	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
631	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
151	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
1121	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise

1354	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
391	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
431	DESC	Service des collèges	Adjoint technique	Agent de maîtrise
1728	DESC	Archives départementales	Adjoint technique	Agent de maîtrise
1169	DESC		Adjoint technique	Agent de maîtrise
642	DPL	Service logistique	Adjoint technique	Agent de maîtrise
132	DPL	Service logistique	Adjoint technique	Agent de maîtrise
541	DRIT	STR	Adjoint technique	Agent de maîtrise
885	DRIT	Parc du matériel routier	Adjoint technique	Agent de maîtrise
394	DRIT	SCIR	Adjoint technique	Agent de maîtrise
796	Cabinet		Agent de maîtrise	Technicien
1581	DESC	Service des collèges	Agent de maîtrise	Technicien
1304	DRIT	EGR	Agent de maîtrise	Technicien
1550	DPL	Service appui ressources	Adjoint administratif	Rédacteur
1690	DPL	Service appui ressources	Adjoint administratif	Rédacteur
1388	DA	Service prestations	Adjoint administratif	Rédacteur
11	DEF	Service PMI	Adjoint administratif	Rédacteur
960	DTSHB	CMS couronne ouest	Adjoint administratif	Rédacteur
421	DRIT	Service gestion ressources	Adjoint administratif	Rédacteur
625	DRH	Direction	Adjoint administratif	Rédacteur

779	DUN	Service gestion coordination	Adjoint du patrimoine	Assistant de conservation du patrimoine
440	DDET	Service environnement	Technicien	Ingénieur
721	DMAP	Service analyse méthodes	Rédacteur	Attaché
173	DTSHB	Pôle accueil familial	Rédacteur	Attaché
1609	DRH	Pôle formation	Rédacteur	Attaché
7	DFA	Service des finances	Rédacteur	Attaché
1251	DTSHB	CMS Baume les Dames Novillars, Devecey	Assistant socio-éducatif	Conseiller socio-éducatif
54	DRIT	STA de Besançon	Adjoint technique	Agent de maîtrise

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Ressources humaines - Gestion des emplois et des compétences - Adaptation des moyens de la Collectivité

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis des comités sociaux territoriaux des 14 mars et 16 mai 2024 ;

Vu le rapport **n° 407** présenté sous le timbre **: DGS / DRH** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Serge RUTKOWSKI** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide la création au 1er juillet 2024 :

- de 7 postes permanents de catégorie C relevant de la filière technique dédiés au fonctionnement des collèges ;

- d'un poste non permanent de catégorie B, relevant de la filière technique, sous la forme d'un contrat de projet, pour une durée de 3 ans, chargé de la mise en œuvre de la démarche de maîtrise énergétique et du développement des énergies renouvelables sur l'ensemble du patrimoine immobilier du Département.

Approuve, suite à des transformations et promotions internes, les 71 suppressions de postes et les 71 créations corrélatives figurant en annexe 1 du rapport.

*

* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Géraldine LEROY a donné pouvoir à Aly YUGO
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Monique CHOUX, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Albert MATOCQ-GRABOT, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Présidente du Département,
Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL246738H1-DE

Conseil départemental du Doubs du 28 juin 2024	Rapport n° 408
	Commission[s] : 4
	Timbre : DGS / DFA

EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES
GESTION ET OPTIMISATION FINANCIÈRE - FISCALITÉ ET DOTATIONS - FISCALITÉ

Objet : Exonérations fiscales 2025

INTRODUCTION

La politique d'exonération fiscale du Département qui s'appliquera en 2025 doit être présentée en Assemblée départementale pour décision avant le 1er octobre 2024.

Depuis le transfert en 2021 de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au bloc communal et la suppression en 2023 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les exonérations fiscales autorisées par le Département ne portent désormais plus que sur :

- les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ;
- la taxe d'aménagement (TA).

I – EXONERATIONS EN MATIERE DE DMTO

Depuis mars 2015, le taux de la taxe de publicité foncière ou des droits d'enregistrement est fixé à 4,50 %.

Le Département du Doubs a adopté 2 exonérations de DMTO portant sur :

- les acquisitions d'immeubles d'habitation par les organismes d'HLM ou par les sociétés d'économie mixte (article 1594 H du Code général des impôts) ;
- les baux à réhabilitation (article 1594 J du Code général des impôts).

Aucune exonération nouvelle n'a été introduite par la loi de Finances 2024. Ainsi il est proposé de maintenir les deux exonérations existantes.

II – EXONERATIONS RELATIVES A LA TAXE D'AMENAGEMENT

La taxe d'aménagement, dont le taux est fixé par le Doubs à 1 %, est assise sur les opérations d'aménagement et les opérations de construction, de reconstruction ou d'agrandissement des bâtiments.

L'unique exonération adoptée par le Département du Doubs porte sur les locaux d'habitation et d'hébergement aidés par l'Etat.

Aucune exonération nouvelle n'a été introduite par la loi de Finances 2024. Ainsi il est proposé de maintenir l'exonération existante.

***

En conclusion, et sur la base des éléments développés dans ce rapport, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur le projet de délibération figurant ci-après.

PROJET DE DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 408** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide :

- ***concernant les droits de mutation à titre onéreux :***

  de reconduire les exonérations en vigueur, à savoir :

  - le maintien de l'exonération de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement des baux à réhabilitation (article 1594 J du Code général des impôts),
  - le maintien de l'exonération de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement des acquisitions réalisées par les organismes d'HLM ou par les sociétés d'économie mixte, d'immeubles d'habitation construits ou acquis par des accédant à la propriété qui ont contracté des prêts aidés par l'Etat (PAP) entre le 1er juillet 1981 et le 31 décembre 1984 et qui ne peuvent honorer leurs échéances, lorsque les accédant à la propriété qui cèdent ces logements sont maintenus dans les lieux par l'organisme acheteur aux termes d'une clause insérée dans l'acte de vente (article 1594 H du Code général des impôts).

- ***concernant la taxe d'aménagement :***

  - de reconduire l'exonération en vigueur concernant la taxe d'aménagement, à savoir :
    - le maintien de l'exonération des locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 du code de l'urbanisme qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 13/06/2024
Qualité : DELIBERATIONS

REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION

Conseil Départemental du Doubs

Réunion du 28 juin 2024

Le Conseil départemental du Doubs, régulièrement convoqué, s'est réuni le 28 juin 2024 à 09h30, salle Auguste Joubert à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente.

Secrétaire de séance :

Priscilla BORGERHOFF, Conseillère Départementale

Le quorum étant atteint lors de l'examen du rapport, le Conseil départemental peut valablement délibérer conformément à l'article L. 3121-14 du code général des collectivités territoriales.

*

* *

Objet : Efficience et ressources internes - Gestion et optimisation financière - Fiscalité et dotations - Fiscalité - Exonérations fiscales 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport **n° 408** présenté sous le timbre **: DGS / DFA** ;

Vu l'avis de la commission n° **4** ;

Vu l'exposé du rapporteur **Olivier BILLOT** ;

Sur proposition de Mme la Présidente du Département, et après en avoir délibéré, le Conseil départemental :

Décide :

- ***concernant les droits de mutation à titre onéreux :***

  de reconduire les exonérations en vigueur, à savoir :

  - le maintien de l'exonération de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement des baux à réhabilitation (article 1594 J du Code général des impôts),
  - le maintien de l'exonération de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement des acquisitions réalisées par les organismes d'HLM ou par les sociétés d'économie mixte, d'immeubles d'habitation construits ou acquis par des accédant à la propriété qui ont contracté des prêts aidés par l'Etat (PAP) entre le 1er juillet 1981 et le 31 décembre 1984 et qui ne peuvent honorer leurs échéances, lorsque les accédant à la propriété qui cèdent ces logements sont maintenus dans les lieux par l'organisme acheteur aux termes d'une clause insérée dans l'acte de vente (article 1594 H du Code général des impôts).

- ***concernant la taxe d'aménagement :***
  - de reconduire l'exonération en vigueur concernant la taxe d'aménagement, à savoir :
    - le maintien de l'exonération des locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 du code de l'urbanisme qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7.

*
* *

Etaient représentés, les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET
Géraldine LEROY a donné pouvoir à Aly YUGO
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME VIEILLE

Ont voté pour, les Conseillers départementaux suivants :

Christine BOUQUIN, Présidente.
Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Philippe ALPY, Béatrix LOIZON, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Frédéric BARBIER, Bruno BEAUDREY, Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Marie-Laure DALPHIN, Annick JACQUEMET, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Thierry VERNIER, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Conseillers départementaux.

Se sont abstenus, les Conseillers départementaux suivants :

Monique CHOUX, Damien CHARLET, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Christine DURAI, Magali DUVERNOIS, Jeanne HENRY, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Albert MATOCQ-GRABOT, Georges UBBIALI, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 12 abstentions.

La Présidente du Département,

Signé électroniquement par :
Christine BOUQUIN
Date de signature : 02/07/2024
Qualité : DELIBERATIONS

AR Préfectoral
le 02/07/2024
Acte Exécutoire sous référence :
025-222500019-20240628-lmc1DL247117H1-DE

ISSN 2551-069X

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DOUBS

Séance du 28 juin 2024

Décision modificative n° 1 de 2024

DEBATS IN EXTENSO

SOMMAIRE

* * *

ALLOCUTION DE MME CHRISTINE BOUQUIN, PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL 5

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SESSION DU 18 MARS 2024 27

RAPPORT TRANSVERSE 28

Rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes 28

RAPPORTS BUDGETAIRES 57

N° 401 – Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023 57
N° 402 – Compte administratif 2023 59
N° 403 – Affectation du résultat de l'exercice 2023 à 2024 60
N° 404 – Décision modificative n° 1 de 2024 61

RAPPORTS PONCTUELS 65

N° 101 – Mise en œuvre de l'enveloppe dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement 65
N° 102 – Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant 66
N° 301 – Avis sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) 2024-2029 du SDIS du Doubs 67
N° 302 – Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2023 70
N° 405 – Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental 71
N° 406 – Adaptation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel 72
N° 407 – Adaptation des moyens de la Collectivité 74
N° 408 – Exonérations fiscales 2025 75
Motion relative à la création d'un dispositif de fonds de secours pour les agents du Conseil départemental du Doubs en situation de longue maladie proposée par l'ensemble des Conseillers départementaux du groupe Doubs Social Ecologique et Solidaire 76

ANNEXES 78

Compte administratif 2023 79
Décision modificative n° 1 de 2024 94

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DOUBS

Séance du 28 juin 2024

Décision modificative n° 1 de 2024

Débats in extenso

La séance est ouverte à 9 h 30 sous la présidence de Mme Christine BOUQUIN, Présidente du Conseil départemental.

✓ Ouverture de la session : allocutions et interventions, examen et vote des rapports selon l'ordre du jour établi *(de 9 h 30 à 12 h 30)* :

Etaient présents les Conseillers départementaux suivants :

Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Damien CHARLET *(jusqu'à 11 h 35)*, Monique CHOUX, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Etaient excusés (représentés), les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY *(à partir de 11 h 35)*
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME-VIEILLE

✓ Poursuite de l'examen et du vote des rapports selon l'ordre du jour établi *(de 14 h 30 à 16 h 40)* :

Etaient présents les Conseillers départementaux suivants :

Ludovic FAGAUT, Florence ROGEBOZ, Denis LEROUX, Chantal GUYEN, Jean-Luc GUYON, Patricia LIME VIEILLE, Serge RUTKOWSKI, Jacqueline CUENOT-STALDER *(jusqu'au rapport 401)*, Olivier BILLOT, Vice-présidents.

Priscilla BORGERHOFF, Marie-Paule BRAND, Monique CHOUX, Christine COREN-GASPERONI, Claude DALLAVALLE, Marie-Laure DALPHIN, Marie-Christine DURAI, Jeanne HENRY, Annick JACQUEMET *(jusqu'au rapport 401)*, Raphaël KRUCIEN, Géraldine LEROY *(jusqu'au rapport 406)*, Valérie MAILLARD, Thierry MAIRE DU POSET, Christian METHOT, Géraldine TISSOT-TRULLARD, Georges UBBIALI *(jusqu'au rapport 401)*, Michel VIENET, Romuald VIVOT, Martine VOIDEY, Aly YUGO, Conseillers départementaux.

Etaient excusés (représentés), les Conseillers départementaux suivants :

Philippe ALPY a donné pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD
Jacqueline CUENOT-STALDER a donné pouvoir à Denis LEROUX *(à partir du rapport 402)*
Béatrix LOIZON a donné pouvoir à Olivier BILLOT
Frédéric BARBIER a donné pouvoir à Martine VOIDEY
Bruno BEAUDREY a donné pouvoir à Marie-Paule BRAND
Damien CHARLET a donné pouvoir à Jeanne HENRY
Magali DUVERNOIS a donné pouvoir à Christine COREN-GASPERONI
Annick JACQUEMET a donné pouvoir à Thierry MAIRE DU POSET *(à partir du rapport 402)*
Géraldine LEROY a donné pouvoir à Aly YUGO *(à partir du rapport 407)*
Albert MATOCQ-GRABOT a donné pouvoir à Raphaël KRUCIEN
Georges UBBIALI a donné pouvoir à Monique CHOUX *(à partir du rapport 402)*
Thierry VERNIER a donné pouvoir à Patricia LIME-VIEILLE

Le quorum étant atteint, le Conseil départemental peut valablement délibérer.

*

* * *

Allocution de Mme Christine BOUQUIN, Présidente du Conseil départemental

Mme la PRESIDENTE. – Bonjour à toutes et à tous. Nous allons commencer par faire l'appel.

(Mme la Présidente procède à l'appel des Conseillers départementaux par ordre alphabétique).

Sont excusés, ce matin, Philipe ALPY qui donne pouvoir à Géraldine TISSOT-TRULLARD, Bruno BEAUDREY qui donne pouvoir à Marie-Paule BRAND, Magali DUVERNOIS qui donne pouvoir à Christine COREN-GASPERONI, Béatrix LOIZON qui donne pouvoir à Olivier BILLOT, Albert MATOCQ-GRABOT qui donne pouvoir à Raphaël KRUCIEN, Thierry VERNIER qui donne pouvoir à Patricia LIME-VIEILLE.

Nous sommes bien en ordre avec les pouvoirs et les représentations ? C'est parfait. Le quorum est atteint.

Je voudrais saluer les représentants institutionnels qui sont à nos côtés ce matin : le Contrôleur général, Stéphane BEAUDOUX, notre Payeur départemental du Doubs, Guy LORENZELLI, la Présidente de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Doubs, Mme MORGADINHO, qui est présente, et je crois que le représentant du Président de la Chambre interdépartementale d'agriculture Doubs - Territoire de Belfort devrait aussi nous rejoindre. Et Jean-Luc QUIVOGNE, le Président de la Chambre de commerce et d'industrie Saône-Doubs est excusé pour ce matin.

Je voudrais, avant que nous n'entrions dans le vif du sujet, accueillir Mme Aurélie PASQUIER, la Directrice de l'action sociale, du logement et de l'insertion qui a pris ses fonctions le 2 avril dernier. Je vais vous donner la parole, si vous en êtes d'accord, Aurélie.

Mme PASQUIER. – Bonjour à toutes et à tous. Merci de votre accueil et de votre intégration au sein du Département.

Je suis ravie de vous avoir rejoints début avril et de pouvoir assister avec les collègues de l'administration pour cette première séance pour moi. Merci beaucoup.

Mme la PRESIDENTE. – Merci à vous, Aurélie, d'avoir fait le choix de rejoindre le Département du Doubs. Je dois vous dire que vous êtes là depuis peu de temps puisque c'est le 2 avril, mais il me semble que vous êtes déjà là depuis des mois. Donc merci à vous.

Je voudrais bien évidemment saluer également nos amis de la presse qui sont ici, merci à vous de suivre nos travaux.

Et puis, j'aimerais faire un clin d'œil aux 3 stagiaires de classe de seconde, qui sont en observation ce matin, mais ils le sont surtout au sein de la DRIT ; ils sont présents en tribune ce jour. Si vous voulez vous lever les jeunes. Je vous ai aperçus en arrivant ce matin. Comme quoi aussi au sein du Département on sait accueillir notre jeunesse. Merci beaucoup.

Je dois désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Priscilla BORGERHOFF. En est-elle d'accord ? Vous en êtes d'accord ? Opposition ? Abstention ? Je n'en vois pas, je vous remercie.

Vous avez sur table le rapport d'activité 2023 qui a une tonalité différente. En effet, le rapport y intègre le développement durable ainsi que le rapport égalité entre les femmes et les hommes, afin de montrer la cohérence que nous avons dans l'ensemble de nos politiques et la transversalité.

Je viens de recevoir, en entrant dans la salle de séance, une motion relative à la création d'un dispositif de fonds de secours pour les agents du Conseil départemental du Doubs en situation de longue maladie. Elle est proposée par l'ensemble des Conseillers départementaux du groupe Doubs social écologique et solidaire.

Cette motion sera distribuée pendant la séance et examinée en fin de séance, conformément à notre règlement intérieur.

Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux, chers collègues, Mme la Présidente de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Doubs, M. le représentant de la Chambre interdépartementale d'agriculture, M. le Contrôleur général, Directeur des services départementaux d'incendie et de secours, M. le Payeur départemental, chers collaborateurs du Département, Mesdames, Messieurs les représentants de la presse. Mesdames, Messieurs, avant de commencer nos travaux, comme je m'y étais engagée, je souhaite rendre hommage à notre ancien collègue, Michel RONDOT, décédé le 21 avril dernier.

Chacun sait les rôles qu'il a joué dans la vie du Pays de Montbéliard : d'abord, en tant qu'initiateur de la première coopérative ouvrière, la SCOP Pompes Japy ; ensuite, en tant que premier adjoint au maire de Fesches-le-Châtel, et enfin, au sein de notre Assemblée départementale, dans laquelle il a siégé 17 ans, de 1979 à 1985, et de 2004 à 2015 en tant que Conseiller général du canton d'Etupes. J'ai eu le plaisir de travailler avec lui, c'est quelqu'un qui n'était pas clivant et qui travaillait pour l'intérêt général. Je vous invite donc à lui rendre hommage en observant une minute de silence.

(Debout, l'Assemblée observe une minute de silence en la mémoire de M. Michel RONDOT)

Je vous remercie.

C'est dans un contexte particulier que s'ouvre notre Assemblée départementale, puisque nous sommes à l'avant-veille du premier tour des élections législatives. Des législatives que nous pouvons qualifier, et c'est un euphémisme, d'inédites. Même si je ne doute pas que les esprits soient échauffés après ces trois semaines de campagne, il m'est difficile de ne pas entamer mes propos par le contexte politique de notre pays.

Après les résultats aux élections européennes, et la décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée Nationale et précipiter, ce faisant, de nouvelles élections législatives, nous sommes désormais face à une montagne d'incertitudes. Toute la vie politique française est entrée dans l'inconnu. Ce scrutin, quelle qu'en soit l'issue, aura des répercussions fortes sur la vie des Français, sur les rôles des collectivités et, n'ayons pas peur des mots, sur la place de la France en Europe et dans le monde.

Je ne reviens pas sur les raisons politiques qui ont conduit le Président de la République à dissoudre l'Assemblée Nationale. L'heure n'est plus, à 48 heures d'un choix décisif, à se perdre en petites phrases ou en commentaires stériles sur cette décision.

Il est, en revanche, encore temps de poser les véritables enjeux de ces élections.

Après la dissolution, la France et les Français sont devant un moment de vérité. Notre responsabilité est immense. Rarement nous aurons eu à prendre une décision aussi déterminante dans un délai aussi bref et dans des conditions aussi confuses.

Il est vrai que les Français ont de quoi être perdus et inquiets devant le triste spectacle offert par certains du reniement de leurs valeurs, du bradage de leur famille politique ou d'une union improbable entre des partis qui expliquaient, 24 heures avant, leurs différences irréconciliables avec les extrêmes.

Pour ma part et celle de la majorité, mais aussi, je l'espère, d'un grand nombre d'élus ici présents, face au chaos, je crois qu'il est plus que temps de revenir aux valeurs fondamentales et de s'appuyer sur les piliers de la République que sont la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité. Ces mots que je convoque aujourd'hui pourront sembler usés jusqu'à la corde pour certains, ou grandiloquents pour d'autres. Peu m'importe. Je crois, au contraire, qu'ils ont une vertu essentielle et pas des moindres : celle de pouvoir nous rassembler autour des valeurs cardinales de notre République et de nous indiquer le nord, quand tant de gens et de responsables politiques semblent déboussolés.

Les résultats du 9 juin et la décision de dissolution laissent effectivement planer le risque majeur d'un pays ingouvernable.

Il existe aussi un risque potentiel de crise économique et sociale suivant les résultats des législatives au moment même où notre pays accueillera le monde pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Il convient toutefois de ne pas céder à la résignation : tout d'abord parce qu'il n'y a pas de fatalité des extrêmes, mais aussi parce que nous avons le pouvoir d'agir et d'incarner concrètement les principes rappelés à l'instant.

Dans un contexte aussi incertain, je suis convaincue que les collectivités locales de manière générale, et notre Département en particulier, ont un rôle important à jouer : un rôle de point d'équilibre et de repère. A notre échelle en tout cas, j'ai la ferme intention de maintenir pour notre territoire, nos concitoyens et nos agents, un espace de stabilité et de solidité, au sein duquel nous devons veiller tous ensemble, et le plus sereinement possible, à préserver l'essentiel de notre action : les solidarités humaines et territoriales au service des Doubiens.

Cela doit se traduire en premier lieu par la continuité de notre action politique, en poursuivant, en cohérence avec nos moyens, les engagements que nous avons décidés.

Et cela, nous devons le faire au quotidien, en maintenant la même attention à la qualité des politiques publiques que chacun de nous, élus et agents, déployons sur le terrain jour après jour.

La diversité et la nature des compétences se situent au carrefour des préoccupations quotidiennes des Français. Des préoccupations qui, précisément, peuvent être déterminantes dans l'appréciation des services publics qui leur sont rendus.

C'est pourquoi nous devons, d'autant plus dans cette période troublée, rester fidèles à nos principes. Ces principes, quels sont-ils ? Ils sont au nombre de 3 : le premier, c'est le sérieux budgétaire ; le deuxième, c'est l'efficacité de notre action publique ; le troisième, c'est l'affirmation de nos valeurs dans la clarté.

Sur le premier principe, notre Assemblée étant largement consacrée à la présentation des rapports budgétaires, nous ne manquerons pas d'en débattre largement après la présentation minutieuse et rigoureuse de notre Vice-président, mon cher Olivier. Néanmoins, et sans vouloir me substituer à lui, nous pouvons constater que nos comptes 2023 traduisent pour notre collectivité l'importance du renversement de tendance par rapport aux années précédentes, et confirment ainsi sans équivoque la pertinence des prévisions que nous avions posées. Ce compte administratif est ainsi marqué par une forte contraction de l'épargne brute de 24 % par rapport à 2022.

Il s'agit bien de la traduction d'un effet ciseau très marqué, résultat conjugué d'une très légère augmentation des recettes de fonctionnement, de + 0,6 %, avec une dynamique importante des dépenses de + 4 %, en lien avec les revalorisations sociales et salariales tirées par l'inflation.

Concernant les recettes, la baisse est liée, comme partout en France, par le retournement manifeste des DMTO avec la perte de 16,4 M€ en 1 an. Il faut d'ailleurs s'attendre, on l'abordera au cours de cette même séance, à ce que cette baisse se poursuive, voire s'amplifie en 2024, avec des conséquences d'autant plus fortes sur l'équilibre à venir de nos finances.

Néanmoins, il faut le souligner, malgré ces vents contraires, le Département s'est mobilisé pour soutenir le territoire en réalisant, en 2023, son niveau d'investissement le plus élevé depuis 2012. Qu'en sera-t-il en 2024 ? C'est tout l'enjeu de la décision modificative n° 1 qui vous est présentée aujourd'hui et dont on peut dire qu'elle n'a pas été simple à préparer. Car si la dégradation de la santé financière des Départements était palpable en 2023, elle s'avère manifeste pour 2024.

Avec un niveau de DMTO revu à la baisse de 8 M€ dans cette décision modificative, on mesure ainsi la dégringolade de cette recette sur 2 ans et les conséquences qui en résultent sur l'équilibre de nos comptes.

Cela confirme le bien-fondé de notre choix, quand tout allait bien en 2022, de faire des réserves, réserves bien utiles aujourd'hui.

Il est probable que le contexte macro-économique en général, et plus spécifiquement le marché de l'immobilier, ne s'améliore pas prochainement. Il faut donc s'attendre à des tensions toujours plus fortes pour les prochaines échéances budgétaires. Nous devrons continuer à être vigilants.

De même et sans surprise, comme nous l'avons toujours prévu et annoncé dans notre prospective financière, le recours à l'emprunt sera incontournable pour 2024 et les années suivantes. Notre capacité à effectuer une reprise des réserves est bien le fruit de notre gestion passée et notre capacité d'emprunt est, lui, le résultat de nos efforts de désendettement des années antérieures. C'est ainsi, sous la condition de ce double mouvement, que nous conservons des marges de manœuvre pour assurer la réalisation des ambitions de notre stratégie.

La décision modificative que nous vous proposons aujourd'hui nous permet de répondre aux besoins présents, notamment sur l'enfance, en inscrivant 3,6 M€ supplémentaires conformément à notre plan enfance. Les mobilités, les infrastructures mais aussi le sport, l'éducation populaire bénéficient de crédits supplémentaires. Si nous le pouvons encore, c'est bien grâce au sérieux budgétaire que notre majorité met en œuvre ; un sérieux qui nous permet de rester maîtres de notre destin.

Toutefois, je m'interroge. Quand je lis les programmes économiques qui nous sont proposés pour les législatives, je me demande combien de temps pourrons-nous encore rester maîtres de notre destin ? En effet, qu'on le déplore ou non, cette capacité à rester maître passe absolument par le rétablissement de nos comptes publics nationaux. La France, avec 7 autres Etats, vient de recevoir une mise en garde officielle de la Commission européenne à propos de nos déficits budgétaires excessifs. Les agences de notation ont abaissé la note de crédit de la France.

La question qui se pose alors est donc bien de savoir si nous avons les moyens de nous bercer d'illusions avec des programmes qui promettent beaucoup et distribuent des milliards, que, de toute évidence, ils n'ont pas. Il est irresponsable de laisser croire aux Français que l'on peut encore continuer à dépenser sans compter. Ou pour le dire autrement, et de manière imagée : dans le navire France, les cales de la dette sont plus que pleines. Vouloir les charger encore plus, c'est prendre le risque de voir le bateau prendre l'eau et de nous retrouver demain sous tutelle.

Si je m'inquiète des programmes qui sont proposés aux Français, c'est parce que je tiens à éviter que demain, les Départements aient à payer une partie de la facture. Je crois que là-dessus, nous pourrons nous retrouver.

Rappelons une nouvelle fois que les Départements n'ont plus d'autonomie fiscale. Nos recettes viennent des ressources de l'Etat, que l'Etat flèche vers nous. Un Etat encore plus endetté sera donc mécaniquement amené à réduire les dotations aux collectivités. Ce qui veut dire, concrètement, pour les Départements, d'être contraints et forcés à abandonner des politiques locales exercées volontairement ; des politiques pourtant bien utiles aux territoires et aux habitants.

J'en viens au deuxième principe : celui de l'efficacité des politiques qui sont décidées et plus globalement celui de la confiance dans la parole des décideurs publics.

Dans un monde de plus en plus complexe et agité, la tentation de la radicalité se fait de plus en plus grande. Il est vrai qu'il est sans doute plus facile de parler des problèmes que de trouver des solutions, plus facile de pointer du doigt que de tendre la main, et plus facile de cliver que de rassembler.

S'ajoute à cela ce sentiment partagé par beaucoup d'électeurs de l'impuissance de l'action publique. Mais si la radicalité est la réalité du moment, je doute que cela le soit dans la durée, tout simplement parce que cela ne permet pas l'émergence d'une politique capable de rassembler les Français.

Je crois sincèrement que l'inspiration profonde de la grande majorité de nos concitoyens est de vivre dans la tranquillité et le respect des uns et des autres.

C'est pourquoi je suis convaincue que les élus locaux ont un rôle à jouer. Nous avons encore, au niveau local, la capacité à mener des actions qui rassemblent.

De même, le sentiment d'impuissance qui prévaut au plan national est beaucoup moins fort au plan local parce qu'on réussit à faire des choses. J'en veux pour preuve évidente le rapport rénové de l'activité de notre Département en 2023. Vous l'avez lu. Vous avez tous échangé au sein des 4 commissions, et nous en débattrons sans doute dans quelques instants.

Ce rapport, ce n'est pas un document pour faire joli sur le coin d'une table. Ce document, c'est l'affirmation de notre capacité de mener et de réaliser des projets au bénéfice des habitants du Doubs. C'est une réponse concrète à ce sentiment d'impuissance politique exprimé par nos concitoyens.

Avec ce document, nous pouvons leur dire : ce que l'on a dit, on l'a fait, et ce que l'on a fait, on vous l'écrit.

Ce rapport rénové, qui réunit 3 rapports présentés distinctement auparavant, contribue également au dialogue démocratique que réclament nos concitoyens. Je compte donc sur chacun d'entre vous, mes chers collègues, pour en faire le promoteur dans vos cantons, dans nos cantons. Il vous appartient de le diffuser, de le présenter, pour expliquer ce que fait le Département.

Notre devoir d'élus départementaux est aujourd'hui de lutter contre cette idée fausse que nous ne pouvons rien faire, rien changer ni apporter de réponses concrètes aux attentes des habitants. C'est tout l'enjeu de la crédibilité de notre parole.

Ici, dans ce Département, notre majorité a adopté un principe simple : on dit, on fait.

Ce principe nous engage et nous oblige, et les 46,7 M€ d'aides départementales en faveur du territoire que nous voterons cet après-midi sont bien la preuve que nous savons agir et répondre aux besoins des Doubiens.

Quand nous disons que nous agissons en faveur des solidarités, nous votons aujourd'hui 10 M€ pour l'autonomie, l'enfance, la famille, le retour à l'emploi et le logement. Quand nous disons que nous aménageons le territoire, nous le faisons en engageant près de 31 M€ pour les contrats P@C, pour les infrastructures ou encore la préservation de notre patrimoine naturel.

Quand nous parlons de développement humain, nous engageons aujourd'hui près de 6 M€ pour les collèges, la culture, le sport, et l'éducation populaire. C'est cela la crédibilité de la parole publique, c'est cela l'efficacité des services de notre Département.

Notre mandat nous place au plus près de l'ensemble de nos concitoyens et nous sommes les mieux à même, avec les maires, de conserver ce lien et ce dialogue avec eux.

Il appartient donc à chaque élu de cette Assemblée de préserver cet état d'esprit.

Le troisième principe est celui de l'affirmation de nos valeurs et de la clarté dans nos idées et nos esprits.

Sous couvert de la liberté d'expression, nous avons laissé depuis trop longtemps s'installer dans le débat public des propos niant nos valeurs démocratiques. Nous n'avons pas assez défendu l'universalisme républicain face aux assauts communautaristes. Nous voyons les micros se tendre vers des personnes, parfois des élus de la nation, pour les entendre déverser des propos allant clairement à l'encontre de ces valeurs.

Il est sans doute encore temps, même si ce temps presse, pour remettre de l'ordre dans nos idées, dans nos têtes et poser des limites. La liberté d'expression ne permet pas tout. Elle n'est pas la liberté de tout dire, d'insulter, ou de menacer en toute impunité. Encore une fois, il en va de notre cohésion nationale.

Je crois que dans cette période de troubles, de pertes de repères, les élus locaux ont le devoir là aussi de parler clairement à nos concitoyens sans renier leurs convictions ni tourner subitement le dos à leurs valeurs.

Il nous appartient également de mener des actions qui contribuent à rassembler les gens, qui nous sortent de nos écrans et favorisent l'échange, la rencontre, et la discussion. Cela peut paraître simpliste. Je crois, au contraire, qu'en ces temps d'hyper individualisme, c'est essentiel. Et je crois que beaucoup de gens attendent ces moments.

J'en veux pour preuve évidente le passage de la flamme olympique dans le Doubs ce mardi 25 juin. Que n'ai-je entendu ? Mais nous avons tous apprécié, je crois, ce grand succès populaire qui a réuni 60 000 Doubiens sur l'ensemble de la journée, dont plus de 10 000 scolaires et 11 000 personnes à la Gare d'Eau pour un final aussi joyeux qu'émouvant.

Au-delà des chiffres, nous pouvons nous féliciter de l'organisation d'un tel événement fédérateur sur notre département. Les valeurs du sport, du partage, du respect, de l'entraide, du don de soi ont été mises en avant grâce aux porteurs de la flamme, aux 24 membres de la haie d'honneur mais aussi de tous les bénévoles qui se sont mobilisés pour la réussite de cette journée.

L'organisation de cette journée, qui est l'aboutissement de longs mois de préparation, marque la qualité de collaboration de nos services avec les élus et avec les acteurs sportifs et associatifs des villes traversées.

Nous pouvons adresser nos remerciements à toutes celles et tous ceux qui ont œuvré pour cette grande réussite.

Chacun peut être remercié ici puisque vous êtes nombreux à avoir participé de près, au cœur de la machine, à ce bel événement.

Je voudrais aussi adresser mes remerciements aux policiers, aux gendarmes et à nos pompiers qui ont permis que cette journée se passe dans les meilleures conditions.

Vous le voyez, mes chers collègues, dans ce contexte politique décisif, nous sommes, au sein de notre majorité, clairs sur nos valeurs et nos idées. Nous savons pourquoi nous agissons ensemble et quelle est notre colonne vertébrale.

Le Département représente à la fois une identité enracinée dans l'histoire et un espace moderne pour nouer des dialogues utiles autour des projets concrets.

Même si nous avons vu se désagréger la confiance des citoyens au fil des crises que notre pays a traversées ces dernières années, il nous appartient de peser pour que l'espoir triomphe sur l'abattement. Nos fondamentaux sont solides. Face aux discours de division, nous avons la responsabilité de réaffirmer nos valeurs et de porter des politiques publiques utiles et financées.

Avec positivité et optimisme, en ces temps politiques troublés, je nous souhaite une belle journée de travail au service des Doubiens dans la sérénité, le dialogue et l'échange.

Je vous remercie.

Je passe la parole à Claude DALLAVALLE.

M. DALLAVALLE. – Merci Mme la Présidente.

Mme la Présidente, chers collègues, tout d'abord Mme la Présidente merci pour l'hommage à Michel RONDOT.

Vous avez évoqué en début de votre liminaire le contexte aujourd'hui avec les élections législatives. Comme toutes et tous, nous sommes inquiets de ce qui arrivera après le 7 juillet. Nous n'avions pas prévu d'aller sur ce sujet, nous voulions nous consacrer pleinement à notre Département. En quelques mots, nous avons bien vu que vous n'alliez pas dans la ligne de CIOTTI. Espérons que vous serez suivie par l'ensemble des membres de votre groupe politique.

Un grand travail est à faire pour redonner le goût de la politique à nos habitants. Les gens ont du mal à s'y retrouver et souvent n'écoutent plus que certains médias, se fient aux images qu'on leur montre. Tout un travail pédagogique est à faire et nous sommes sur le terrain pour le faire.

Je vais revenir sur le programme de la journée.

Comme chaque mois de juin, nous retrouvons à l'ordre du jour des sujets récurrents : comptes de gestion et administratif, mais aussi différents rapports concernant l'année 2023. Cette session présente donc un bilan général de l'année 2023.

En premier lieu, nous constatons une dégradation forte de notre capacité financière. Je rappelle : Compte administratif 2021, plus de 8 M€ d'excédents ; Compte administratif 2022, 4,5 M€ de déficit ; et pour 2023, un déficit de près de 11 M€. On en connaît les raisons : une baisse importante des recettes, pour lesquelles nous sommes complètement dépendants, dépendants aussi d'une situation nationale et internationale difficile. Deux exemples pour illustrer mon propos : la baisse de la DMTO, - 16 M€, et la fraction de la TVA en baisse par rapport à la prévision, et qui va demander un remboursement.

Un petit rappel est nécessaire. Nous vous avions proposé, en décembre 2022, une motion par rapport à la suppression de la CVAE. Cette motion a été rejetée par 26 voix. Je vais reprendre une phrase de cette motion : « La suppression de la CVAE pour un Département comme le nôtre risque d'entraîner des difficultés financières dont les conséquences ne peuvent être encore pleinement mesurées ».

Aujourd'hui, nous en constatons les effets. Par rapport à ce déficit de près de 11 M€, il serait sûrement encore supérieur si nous avions répondu complètement à nos compétences obligatoires. Parce que cela n'a pas toujours été le cas. Un exemple pour illustrer : au niveau du maintien à domicile des personnes âgées, nous constatons une diminution de près de 2 M€. La principale raison n'est pas une baisse des besoins, mais la baisse des heures réalisées par les services d'aide à domicile. Ces dépenses moindres reflètent donc l'incapacité du Département et des SAAD à répondre aux besoins des personnes âgées.

Nous sommes aujourd'hui un Département en situation financière précaire, complètement dépendant de ressources provenant de l'Etat, recettes qu'il est très difficile d'appréhender.

Dans ce contexte économique contraint, la première inquiétude est la capacité du Département à maintenir ses investissements à la même hauteur.

Ce sera un choix politique : soit recentrer complètement les finances sur nos compétences obligatoires, et pouvoir ainsi assurer les investissements nécessaires sur nos compétences (par exemple, les collèges), soit poursuivre dans la même voie avec des dépenses que l'on a qualifiées de dispendieuses, un sentiment partagé jusque dans les rangs de la majorité.

Vous convenez vous-même maintenant qu'il n'est plus possible de maintenir à flot la station de ski de Métabief, en distribuant chaque année des millions d'euros au SMMO. Siégeant à ce syndicat avec Raphaël KRUCIEN, nous évoquons cette situation depuis longtemps.

Je le redis ici avec force : ce n'est plus possible d'abonder pour équilibrer les comptes de ce syndicat, comme vous le proposez encore aujourd'hui avec une rallonge de 2 M€ en DM1. La station subit les aléas du changement climatique, et ce sera très difficile pour elle de s'adapter, bien que le modèle soit novateur. En tout cas, nous pensons que le risque ne doit pas peser principalement sur les finances publiques du Département. Seule la communauté de communes Lacs et Montagnes participe financièrement. C'est également lourd pour elle, alors que c'est tout un territoire qui profite de la fréquentation de ce site. Il est nécessaire que d'autres participent au financement du SMMO.

Ce sentiment d'être à un moment où le Département ne peut plus continuer à contribuer de la même façon n'est pas que de notre fait. Lors de différentes rencontres, je l'ai entendu de personnes du Haut-Doubs : « il ne faut plus que le Département soit quasiment seul à financer le SMMO ». On ne demande pas d'arrêter, mais un juste rééquilibrage au niveau des financements.

Je pense que cela est partagé par plus de 12 Conseillers départementaux. Je regrette, Mme la Présidente, qu'il n'y ait pas eu un dossier uniquement pour ce versement de 2 M€. Comme nous le faisons au niveau de notre groupe pour certains dossiers, donner la liberté de vote pour ceux de votre groupe aurait pu permettre de bien faire comprendre aux locaux du Haut-Doubs que nous en avons assez.

Perdu dans la DM1 qui, je pense, sera votée par la majorité, le poids de la décision sera moins grand et un vote unique sur cette mesure aurait permis d'adresser un message clair. Car cette somme, 2 M€, aurait pu être utilisée sur nos compétences propres. Pourra-t-on, dans le futur, poursuivre des investissements à cette hauteur de 100 M€ ?

Je me retourne sur le passé, désolé Olivier, mais cela me permet aussi et surtout de voir l'avenir. Un plan avait été fait dans la précédente mandature par rapport à la modernisation des collèges, mais en même temps, l'objectif de la majorité était de moins emprunter pour baisser la capacité de désendettement. Pour cela, un montant d'investissement bas, alors que les taux d'emprunt étaient quasiment nuls. Si la précédente mandature avait poursuivi un investissement important, nous ne serions pas aujourd'hui inquiets sur la capacité d'investissement et la possibilité de réaliser les travaux. Vos choix passés nous font perdre des chances pour le futur, et peut-être que déjà certains projets d'investissement sont mis en attente, ou pire, abandonnés.

Je fais un lien avec le SDIS qui, dans le document du SDACR, indique que l'un des premiers objectifs est de revenir au cœur du métier. Vu nos finances, vu le contexte social, nous allons sûrement être obligés, nous aussi, de nous centraliser sur nos propres compétences : le social.

Nous allons donner un avis sur le SDACR, Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, la référence pour les secours sur notre département.

Il devrait être ensuite validé par le conseil d'administration du SDIS, puis validé par un arrêté préfectoral.

C'est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, en associant au maximum ceux qui sont concernés. Un travail exemplaire en tenant compte des différentes remarques et remontées, et en s'appuyant sur le bilan du SDACR 3. Un travail qui peut être un exemple pour ceux qui réalisent des schémas.

Autre dossier incontournable au mois de juin : le rapport d'activité 2023, qui cette année inclut le rapport développement durable et le rapport égalité entre les femmes et hommes. Un regard global sur les Départements, en fusionnant les 3 rapports, permet d'avoir une vue d'ensemble sur l'activité du Département, mais dilue aussi l'importance des 2 derniers.

Difficile de ne pas parler de ce mardi 25 juin, jour où la flamme olympique a parcouru notre département. Un public nombreux et heureux d'applaudir les différents porteurs. Un grand moment de convivialité qui fait du bien dans les circonstances actuelles. Pour les communes relais, ce fut également des mois de travail afin de tout préparer et de permettre l'accueil du public.

Merci aux personnels des différentes collectivités pour leur investissement et bien entendu à l'ensemble des associations et des clubs sportifs qui ont œuvré une grande partie de la journée pour animer les sites relais.

De belles initiatives pour faire connaître notre département, pour faire découvrir à de nombreux jeunes différents sports, pour que chacun garde un bon souvenir de cette belle journée ensoleillée. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Claude.

Denis LEROUX.

M. LEROUX. – Merci Présidente.

Je voudrais répondre à Claude DALLAVALLE sur des choses qui ne sont pas vraies et il le sait très bien, notamment sur la baisse des heures APA et sur les SAAD.

Tu sais très bien, Claude, l'effort qu'a fait le Département. Tu sais très bien aussi que les baisses des heures sont exclusivement liées à des problématiques de recrutement. Tu as parlé de problématique des services d'aide à domicile, d'accord, mais ce n'est pas le Département.

Je te rappelle que le Département a augmenté le tarif horaire de 24 € en 2023 à 25 au 1er janvier 2024. On a demandé une participation des usagers désormais pour aider les SAAD dans leur attractivité. On a augmenté le financement des obligations de service public, à savoir l'indemnisation kilométrique, l'indemnisation des dimanches et jours fériés. On poursuit encore le financement des revalorisations salariales qui nous ont été imposées par l'Etat. On a fait évoluer ce tarif de 3 à 4 € par heure à partir du 1er janvier 2023. Nous avons aussi mobilisé une enveloppe avec la CNSA, ce qui fait que globalement, et ils nous le disent, ils sont les mieux traités sur les 8 Départements de la Bourgogne Franche-Comté, et certainement au niveau national aussi. Finalement, on finance les services d'aide à domicile à hauteur de 32 € par heure, c'est-à-dire 9 € de l'heure de plus que le tarif national.

Alors, je ne peux pas te laisser dire que c'est le Département qui n'est pas dans son rôle, et qu'il n'a pas fait des efforts conséquents, que peut-être à l'avenir il ne fera plus parce qu'il y aura des difficultés qui ont été évoquées par la Présidente à l'instant.

L'idée, c'est quoi ? C'est qu'en revalorisant, on permette à ces services d'aide à domicile d'avoir une attractivité plus importante.

C'est une crise nationale. On essaye de faire tout ce qu'on peut au niveau local, avec eux d'ailleurs, en les voyant d'ailleurs pas plus tard que la semaine dernière avec certains, qui sont en difficulté, d'autres reprennent un peu espoir. Mais c'est globalement cette crise du recrutement et de l'attractivité qu'il faut travailler, et ce n'est pas, je pense, en disqualifiant le Département sur ses engagements, notamment au titre du budget 2024.

Mme la PRESIDENTE. – Olivier BILLOT.

M. BILLOT. – Merci Mme la Présidente. Je vais répondre également à Claude DALLAVALLE sur la partie plutôt financière.

Claude, tu me proposes de refaire l'histoire, je te propose qu'on la refasse ensemble. Je l'ai déjà dit maintes fois lors de plusieurs Assemblées départementales, vous aviez une politique qui a été portée jusqu'en 2015, donc c'est une politique qui était claire, une politique d'investissement, qui n'atteignait pas non plus des sommets, mais qui était financée en grande partie par de l'emprunt. C'est clair. Vous l'avez décidé, cela a toujours été votre approche et bien sûr elle se respecte, mais elle s'analyse également.

Lorsqu'on arrive aux commandes en 2015, le constat a été fait que cette politique, cette manière de financer la politique n'était plus tenable pour le Département du Doubs. Il fallait à un moment donné revenir à la raison, et que les grands équilibres budgétaires puissent à nouveau être respectés.

On savait très bien qu'en continuant cette politique de financement de l'investissement par beaucoup d'emprunt, on allait dans le mur. Je rappelle qu'aujourd'hui, et ce encore jusqu'en 2027 et 2028, on rembourse par an entre 20 et 25 M€ de capital. Je rappelle que cette dette vient principalement de l'endettement sur la période 2010-2015. C'est-à-dire qu'avant de poser 1 € en direction du territoire, on pose déjà 25 M€ pour financer les programmes d'investissement portés sur les années 2010-2015.

Si on avait continué de tenir cette politique, aujourd'hui, le Département ne serait pas dans le mur en 2024 et on ne l'est pas aujourd'hui, mais il le serait dès 2018. La politique qui a été portée par la majorité toujours présente, c'est une politique de « rigueur », de sérieux budgétaire. C'était important de revenir à un moment donné au sérieux budgétaire.

On a parlé maintes fois de cousu main et de sur-mesure. L'objectif a toujours été de répondre aux besoins du territoire à 100 %, mais de manière raisonnée et raisonnable. Je pense que c'est un point important à retenir.

Vous me parlez sans cesse d'endettement : endettement, endettement. Lors de la dernière Assemblée, c'était encore Magali qui nous disait : « vous devriez emprunter pour investir encore davantage ». C'était il y a 1 an en arrière. Cette phrase m'est bien restée.

Heureusement qu'à un moment donné, on est resté sur notre approche de notre sérieux budgétaire en disant : « on répond aux besoins du territoire, on ne va pas au-delà, et surtout on garde des taux de réalisation importants ». Vouloir inscrire des dépenses d'investissement, inscrire de l'emprunt en face, si le territoire n'est pas en capacité de les réaliser, le sérieux budgétaire n'est pas là.

Je vous rappelle également que lorsqu'on emprunte, il y a une annuité de dette à payer. On la paye aujourd'hui, et dans une annuité de dette, c'est 70 % le remboursement du capital. Le montant des intérêts représente uniquement 30 %. Donc, aujourd'hui, il ne faut pas obligatoirement emprunter parce que les taux sont bas. Il faut surtout regarder sa capacité de remboursement.

Quand je vous parle de remboursement de dette aujourd'hui, je vous parle uniquement du remboursement de capital. Le remboursement de capital, ce sont les 25 M€. Il y a en plus les intérêts à payer. Mais je me focalise surtout sur le remboursement de capital, pour vous dire qu'à un moment donné, il ne faut pas, parce que les taux sont bas, emprunter davantage que ses capacités de remboursement.

Aujourd'hui, on est très fier, au 31 décembre 2023, et on le sera aussi au 31 décembre 2024, que le Département soit toujours en capacité de porter ses politiques de manière raisonnée et raisonnable. Je pense que c'était important de le rappeler.

Vous parlez à un moment donné d'un niveau d'investissement inférieur par rapport à ce qui a été fait par le passé. Mme la Présidente l'a rappelé dans ses propos liminaires : on a atteint, en 2023, 91 M€ d'investissement, hors remboursement du capital de la dette. Si j'associe le remboursement du capital de la dette, on monte à 125 M€. C'est le niveau le plus élevé depuis 2012. En 2012, vous étiez aux affaires également. Aujourd'hui, en 2023, malgré ces contraintes qui sont extérieures au Département du Doubs, on porte une politique d'investissement supérieure à ce qui a été porté en 2012. Je pense qu'il faut le rappeler. Il ne faut pas erroner les chiffres.

Lorsqu'on est revenu aux affaires en 2015, on a porté une politique d'investissement de plus de 70 M€ par an. Ce n'était pas non plus une politique d'investissement dérisoire. On a continué d'accompagner le territoire, mais en appliquant cette rigueur budgétaire. Et je pense que cette rigueur budgétaire, d'autres devraient bien l'appliquer en plus haut lieu, que ce soit au niveau régional ou au niveau national. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier.

Je passe la parole à Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – Merci Présidente.

Tout d'abord, je voudrais vous rappeler qu'en 2015, le Département du Doubs était le Département le moins endetté de toute la Bourgogne Franche-Comté. Ça aussi c'est une réalité. En 2004, lorsque Claude JEANNEROT est arrivé au Département du Doubs, à la présidence, l'emprunt était à un niveau historiquement bas. Nous n'avions pas de politique d'emprunt. Nous avions une politique de bas de laine, et c'était largement non efficient pour obtenir les investissements nécessaires au développement d'un territoire et des services publics qu'il attend.

Ainsi, dès l'arrivée de la majorité socialiste de Claude JEANNEROT, une politique de financement par l'emprunt a été mise en œuvre et c'est heureux. C'est ce qui fait qu'en 2015, vous avez récupéré un Département en bon état, qui avait déjà d'ailleurs, avant 2015, commencé à ralentir son volume d'emprunt puisque cette majorité socialiste avait, elle aussi, constaté qu'il n'était pas possible de continuer sur cette dynamique-là, que nous avions rattrapé un retard conjoncturel colossal du fait des majorités précédentes. Je tenais à le rappeler.

Vous financez par l'emprunt, c'est heureux. Nous ne viendrons pas vous tacler là-dessus. Mais le fait est de rappeler qu'à une période faste, pendant laquelle les recettes du Département étaient là, les taux d'emprunt étaient très bas. Nous pensons toujours que nous n'avons pas emprunté suffisamment pour pousser les grands projets du territoire plus vite et plus tôt.

Je voudrais aussi répondre aux propos liminaires de Mme la Présidente car il y a aussi des choses que je trouve très extrêmes.

Je trouve très extrême le fait qu'en 2024, nous soyons en France plus de 9 millions de pauvres. Je dis « nous », parce que ces gens, comme vous je l'espère, je vais les voir souvent. 9 millions de pauvres, et plus encore, et la tendance ne s'arrête pas. 9 millions de pauvres, c'est très extrême.

Je trouve très extrême la situation économique nationale et internationale dans laquelle notre pays se trouve. Les fuites de flux financiers, les optimisations fiscales, les montages dans les paradis fiscaux qui font fuir le résultat du labeur de tout un pays, du peuple français et de bien d'autres peuples européens. Cela aussi, c'est très extrême.

Si nous parlons de budget, je suis d'accord avec vous, on ne pourra pas continuer à emprunter, je parle de l'Etat, ad vitam aeternam, comme nous le faisons. Nous avons, en 2 mandats présidentiels, augmenté la dette de 1 000 Md€. C'est colossal. Et ça ne pourra pas continuer ainsi. Est-ce que la seule réponse à cette équation est la baisse des investissements et du fonctionnement de nos collectivités locales et de notre pays ? Je pose la question ouvertement. Vous rendez-vous compte dans quel état se trouvent nos services publics de solidarité aujourd'hui ?

Il y a des problèmes de recrutements, cher Denis, je suis d'accord, je les vois, nous les vivons comme vous. Certains de mes collègues les vivent comme vous dans leurs collectivités locales. On sent bien qu'il se passe quelque chose dans le marché du travail, que les générations d'aujourd'hui n'abordent plus le travail comme peut-être déjà la mienne puisque j'approche la quarantaine, comme la vôtre Mme la Présidente, je le dis en toute sympathie. On voit bien qu'il y a un changement qui s'opère dans la relation au monde du travail, et il va falloir, j'imagine que la politique s'en mêle et s'adapte.

Mais en attendant, si on continue de mettre sur un piédestal le fait de réduire nos dépenses, sans jamais poser la question des recettes, et des recettes fiscales, et de la chasse à cette fraude internationale du grand capital, je l'appelle comme ça je le dis, si on ne se met pas dans cette recherche-là, alors la logique de déconstruction du pays et de nos services publics est en marche jusqu'ici dans le Département du Doubs et dans tous les autres Départements de France.

Je l'aime ce Département. Nous aimons les Départements parce qu'ils sont un liant essentiel à nos sociétés. Ces politiques sont précieuses et belles, et elles souffrent, et vous les voyez aussi souffrir. Alors, je veux bien prendre une leçon d'extrémisme, mais je pense qu'il faut regarder de façon systémique l'état du pays aussi Mme la Présidente. Je m'associe dans l'inquiétude du contexte politique, quand je vois la menace politique qui pèse sur l'avenir de notre Assemblée Nationale. Mais je ne peux pas laisser dire ici que la seule issue serait d'imaginer déconstruire ce que nous avons, en 3 ou 4 générations, construit à force d'espoir et de lutte.

Mme la PRESIDENTE. – Je crois que vous n'avez pas dû bien comprendre ou bien entendre mes propos, M. KRUCIEN. Simplement, vous les interprétez et vous faites une tribune de ce que vous portez aujourd'hui dans d'autres lieux, donc je n'irai pas beaucoup plus loin que cela, je n'ai pas l'habitude. Je n'ai pas l'habitude de me voiler la face non plus. Je pense que je suis quelqu'un de plutôt sérieux, plutôt raisonné.

Pour répondre à notre collègue Claude DALLAVALLE, sur la ligne CIOTTI, je pense que personne n'a été aussi clair que nous l'avons été au Conseil départemental du Doubs. Alors là, je n'ai vraiment pas de leçon à recevoir. On l'a fait immédiatement. Moi, je n'ai pas fait basculer des circonscriptions en 2022, je le dis très clairement.

Olivier BILLOT.

M. BILLOT. – Merci Mme la Présidente. Très rapidement, pour répondre à Raphaël sur la partie uniquement financière bien sûr. Raphaël, je suis satisfait que tu fasses le même constat que nous. Vous vous étiez rendu compte un peu avant 2015 que le mode de financement de la politique porté par le passé n'était pas tenable avec un tel niveau de recours à l'emprunt. Donc, je te remercie de te joindre à nous sur ce constat, et c'est bien normal qu'après 2015, on ait rééquilibré les comptes et notamment le mode de financement de nos investissements, et de garantir un bon niveau d'autofinancement, car c'est la ressource principale pour pouvoir porter de l'investissement. S'il n'y a pas d'autofinancement, on ne se pose même pas la question de l'investissement, on se focalise déjà sur la bonne gestion de son fonctionnement.

Tu parles d'emprunt pendant la période où les taux étaient fastes, plutôt bas. Je le rappelle, ce n'est pas parce que les taux sont bas qu'il faut absolument emprunter à tout va. Les frais financiers ne représentent qu'une partie minime de l'annuité de la dette, comme je l'ai dit tout à l'heure.

Je tiens simplement à souligner qu'en 2020, on rembourse en moyenne entre 20 et 25 M€, on a signé 26,6 M€ d'emprunt. Je te donne simplement les niveaux de taux : 6,6 M€ à 0,56 %, 10 M€ à 0,71, tout cela sur des durées de 20 ans à taux fixe. Et 10 M€ à 0,70.

En 2021, on a signé pour un volume de 23 M€. Donc, on emprunte juste ce qu'on rembourse en capital, c'est-à-dire qu'on ne cherche pas obligatoirement à se désendetter de manière forte. 10 M€ à taux fixe à 0,68, 13 M€ à 0,83.

On a eu la bonne idée également de se dire à un moment donné, comme la courbe des taux était plate, on finançait, notamment le collège de Bethoncourt, des amortissements techniques sur des durées longues. On a même allongé la durée d'amortissement pour la mettre en adéquation entre l'amortissement financier et l'amortissement technique. Ça, c'est du 25 ans à 0,83.

En 2022, on a resigné à nouveau 10 M€ sur 25 ans à 1,35 %.

En 2023, on signe 20 M€ sur du livret A + 0,40, sur du taux variable Euribor 3 mois + 0,47, c'est-à-dire qu'on a toujours cherché l'optimisation de nos conditions financières selon la situation des marchés financiers du moment.

On ne peut pas dire qu'on n'a pas emprunté à de bonnes conditions. On l'a fait en fonction de nos besoins.

Je rappelle que ces volumes d'emprunt que je viens de vous indiquer, chaque année, financent entre 25 et 30 % de nos dépenses d'investissement.

Justement, attention, il y a 3 apports pour financer les investissements, il y a déjà l'autofinancement qui doit le couvrir, à mon avis, à hauteur de 25 à 30 % ; il y a les recettes d'investissement autres qui doivent couvrir également l'investissement à hauteur de 25 à 30 %, il y a l'endettement qui doit couvrir les dépenses d'investissement pour les financer à hauteur de 25 à 30 %. Il ne faut pas non plus tout vouloir tout mettre dans le même panier.

Nous, on a cette rigueur budgétaire de dire : on a nos 3 piliers qu'on doit respecter.

On a bien emprunté pendant cette période-là. On a emprunté en gros ce que l'on remboursait en capital. On est allé chercher des taux fixes sur 20 ans ou sur 25 ans à des conditions excellentes, inférieures à 1, ce qui nous permet aujourd'hui de tenir notre taux moyen en dessous de 3 %.

Aujourd'hui, on a 240 M€ d'endettement, de stock de dette, avec un taux moyen qui est tenu en dessous de 3 %, tout en ayant environ 71 % de cette dette à taux fixe.

Aujourd'hui, oui, on est satisfait de notre gestion active de dette, de notre taux moyen et d'avoir les capacités, chaque année, de rembourser nos engagements passés à travers le remboursement de capital. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier pour ces précisions et explications.

Ludovic FAGAUT.

M. FAGAUT. – Merci Mme la Présidente. Cher Raphaël KRUCIEN, on se posait la question quand est-ce que vous alliez aborder cette Assemblée dans le cadre d'une tribune nationale. Vous n'avez pas tardé à le faire et vous nous l'avez montré très rapidement, et je pense que vous auriez été bien inspiré de laisser cela plutôt de côté parce que je pense que l'Assemblée départementale n'est pas le lieu. Mais vous l'avez fait, donc je ne peux pas rester non plus insensible à ce que vous avez dit, et il y a beaucoup de choses qui nous dérangent.

Claude DALLAVALLE fait référence à un Président d'un parti politique, parti auquel on appartient, qui a pris des tendances qui ne sont pas les nôtres, et je crois que Mme la Présidente et l'ensemble de la majorité n'a pas tardé à répondre, et on l'a clairement affiché. Vous faites aussi un raccourci, cher Claude, en disant comme si toute la majorité départementale était les Républicains.

Laissez-moi parler, je vous ai écouté, donc je vais quand même vous apporter aussi quelques précisions dans tout cela.

Je pense que vous pourriez être aussi un peu plus respectueux de cette majorité départementale et pas d'avoir des raccourcis de buzz politique ou de buzz médiatique qui n'ont pas leur place ici.

Je pense qu'aussi, cher Raphaël KRUCIEN, vous auriez peut-être pu prendre exemple, vous qui vous dites sur de la sociale démocratie, à grand renfort de communication et la main sur le cœur, mais quand on s'associe dans une élection nationale à la France Insoumise, au NPA, où derrière M. POUTOU est heureux quand il y a des feux d'artifice à La Courneuve devant un commissariat et qu'il s'en fait les gorges chaudes, excusez-moi du peu mais je pense qu'en leçon d'extrême vous êtes un peu mal placé.

Quand M. POUTOU, NPA, auquel vous êtes associé, cautionne l'arrachage de drapeau bleu blanc rouge aux balcons de certains citoyens français, je pense que vous êtes un peu mal placé quand vous nous faites des leçons d'extrémisme.

Autre sujet que je voulais aborder, M. KRUCIEN, j'ai été attentif un peu au programme de votre fameux front, et quand je vois dans ce programme qu'il y est évoqué 10 % d'augmentation sur les fonctionnaires. 10 %, vous savez combien cela représente pour la collectivité départementale ? 10 M€. Mme la Présidente l'a évoqué dans son propos liminaire, au moment où les collectivités rencontrent des difficultés aujourd'hui et le Département du Doubs n'y échappe pas par rapport à la baisse des DMTO, c'est clairement écrit à la charge des collectivités, je l'ai lu, donc vous assumez ça comment ?

Autre sujet que vous avez abordé, M. KRUCIEN, quand vous parlez des recettes fiscales, il faudra assumer très clairement votre volonté d'augmentation des impôts parce que c'est ce que vous avez dit en filigrane dans votre discours.

A un moment donné, il faut arrêter de se cacher derrière son petit doigt. Il faut arrêter de faire des grandes incantations comme cela dans des tribunes nationales, au sein d'une collectivité départementale où ça n'a pas lieu, et je pense que vous seriez encore une fois bien inspiré de dire la vérité aux Doubiens, aux Doubiennes, et plus largement dans d'autres endroits aux Français dans ce que vous voulez mettre en œuvre.

Je suis désolé, Mme la Présidente, d'avoir cette réaction mais aujourd'hui je ne peux pas laisser ce type de propos au sein d'une Assemblée départementale et utiliser notre instance, notre salle Joubert, lieu du débat, lieu de la démocratie, pour derrière en faire une tribune nationale qui n'a pas sa place.

Je n'avais pas prévu d'intervenir M. KRUCIEN, mais vous m'avez forcé à le faire parce que je ne peux pas cautionner vos agissements nationaux qui n'ont pas leur place ici dans l'Assemblée départementale.

Mme la PRESIDENTE. – M. FAGAUT, merci.

Je vous propose qu'on revienne à l'Assemblée départementale.

On ne va pas oublier de faire l'approbation du procès-verbal de la session du 18 mars.

Approbation du procès-verbal de la session du 18 mars 2024

Avez-vous des questions ou des remarques par rapport à ce procès-verbal ?

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Nous allons revenir au sein de notre Département avec la présentation de notre rapport d'activité 2023.

RAPPORT TRANSVERSE

Rapport d'activité 2023, incluant les rapports 2023 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes

Mme la Présidente, Rapporteur

Mme la PRESIDENTE. – Je dois vous dire que le fait d'avoir ce nouveau process, pardonnez-moi je suis encore dans l'industrie, cette nouvelle façon de faire entre le rapport d'activité, le rapport de développement durable et le rapport d'égalité femmes hommes, bien au contraire de ce que vous essayez de nous dire, il n'est pas de minimiser certains rapports, mais il est surtout de mettre en avant tout ce qui se passe dans la collectivité par rapport aux autres thématiques.

On travaille en parfaite transversalité, et dans chacune des rubriques, on retrouve bien évidemment l'égalité femmes hommes quand elle doit être là. On regarde bien évidemment aussi tout ce qui concerne le développement durable.

Je voudrais juste, avant de laisser la parole à nos Vice-présidents et aux autres élus, rappeler les 5 engagements pour qu'on pose bien notre activité 2023.

Le premier engagement : faciliter les parcours de vie. On est bien là dans nos compétences obligatoires.

Agir pour l'emploi et le développement économique. Nous sommes là aussi dans nos compétences.

Aménager, équiper et irriguer nos territoires. Nous sommes dans nos compétences.

Réussir la transition climatique et énergétique. Nous sommes dans nos compétences.

Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence. Nous sommes dans nos compétences.

C'est simplement le petit propos liminaire que je voulais apporter, en remerciant bien évidemment toutes celles et tous ceux qui ont participé à la qualité de ce rapport. Je vous l'ai dit tout à l'heure, j'espère vraiment que vous pourrez travailler avec ce rapport, vous inspirer quand vous allez sur les territoires, toutes et tous. Même si la majorité est aux affaires et a d'autres réflexions à faire, elle est aussi énormément sur le territoire, et nous partageons tout cela aussi bien avec les citoyens qu'avec les partenaires, qu'avec toutes celles et tous ceux qui veulent travailler avec nous, y compris les différentes collectivités.

Pour revenir à ce que vous m'avez dit tout à l'heure concernant la motion qu'on n'aurait pas adoptée au mois de décembre, vous savez ce qu'est une motion, vous en avez déposé une aujourd'hui. Quand on voit l'état de la France et ce qu'il se passe aujourd'hui, vous imaginez bien que ce n'est pas du tout comme cela, par le biais d'une motion, que nous pouvons arriver à nos fins, mais c'est simplement en posant nos politiques publiques ici, au sein du Département, et en allant, comme nous avons l'habitude de le faire, là où ça va bien.

Moi, je n'écris pas dans la presse ce que je fais tous les jours. Ce qui m'intéresse, ce sont les résultats pour nos citoyens sur un territoire. Je suis très claire.

Je vais laisser la parole maintenant, et après on aura tout loisir d'échanger sur le rapport d'activité parce qu'il pose vraiment les principes aussi de notre projet politique pour les années à venir. Donc, on peut revenir sur certains points.

Je vais demander aux élus, qui doivent prendre la parole, de ne pas tout lire parce que je suis persuadée que vous l'avez tous examiné, chacune et chacun dans vos commissions, mais juste un petit éclairage de 2-3 minutes en fonction des thématiques, pour vraiment mettre en avant ce qui est différent pour 2023 et qui donne les perspectives de 2024. Je crois que nous commençons avec Denis.

M. LEROUX. –Merci Présidente.

Sur la première commission, déjà je voudrais remercier l'ensemble des élus qui la compose, remercier bien sûr les Vice-présidents très investis dans les dossiers et qui vont successivement s'exprimer après moi, Patricia LIME-VIEILLE au titre de l'enfance-famille, Ludovic FAGAUT sur l'emploi, insertion, Valérie MAILLARD sur la politique handicap et Jacqueline CUENOT-STALDER sur la politique logement. Je remercie l'assiduité des collègues en commission et en séance aujourd'hui.

Sur la première partie de la politique personnes âgées, juste un petit zoom sur 2023, un éclairage.

M. LEROUX. – ***Présentation de la politique habitat inclusif, personnes âgées.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Denis.

Nous poursuivons. C'est Patricia je crois.

Mme LIME-VIEILLE. – ***Présentation de la politique enfance-famille.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Patricia.

Nous poursuivons avec politique emploi, insertion. Ludovic FAGAUT.

M. FAGAUT. – ***Présentation de la politique retour à l'emploi, insertion.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Ludovic.

Je passe la parole à Valérie MAILLARD pour la politique handicap.

Mme MAILLARD. – ***Présentation de la politique personnes handicapées.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Valérie.

Politique logement avec Jacqueline CUENOT-STALDER

Mme CUENOT-STALDER. – ***Présentation de la politique habitat-logement.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Jacqueline.

Nous avons très brièvement bien évidemment retracé ce qui était marquant dans le cadre des solidarités humaines.

On poursuit comme cela ? Vous voulez prendre la parole ? Après ? Pendant ?

- 1000 -

Je poursuis avec la deuxième commission. Chantal GUYEN.

Mme GUYEN. – Merci Présidente, je prends la parole pour faire ce focus sur la deuxième commission, à laquelle je suis Présidente. Il y aura aussi mes collègues qui vont intervenir après moi : Jean-Luc GUYON, au titre de sport, culture, lecture ; Priscilla BORGERHOFF, jeunesse, citoyenneté, éducation populaire et moi.

Présentation de la politique collèges.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Chantal

Je donne la parole à Jean-Luc GUYON pour sport, culture, lecture.

M. GUYON. – ***Présentation de la politique sport, culture, lecture.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci. Nous poursuivons avec Priscilla.

Mme BORGERHOFF. – Merci Mme la Présidente. Je vais faire un petit point CDJ puisque le mandat de 2 ans de notre belle cohorte de Conseillers départementaux jeunes s'est arrêté en ce mois de juin, avec une Assemblée riche et nourrie de débats passionnés mais respectueux.

Présentation de la politique jeunesse, citoyenneté, éducation populaire.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Priscilla. Nous avons terminé la deuxième commission.

Je propose de passer à la troisième commission avec Thierry MAIRE DU POSET.

M. MAIRE DU POSET. – ***Présentation de la politique développement territorial.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci.

Je crois qu'il y a une prise de parole de Raphaël KRUCIEN, une demande de parole en tout cas.

M. KRUCIEN. – Merci. Je ne sais pas si vous avez fini les interventions pour la partie troisième commission.

Mme la PRESIDENTE. – Non, pas du tout. Elles ne se résument pas du tout à uniquement...

M. KRUCIEN. – Je me suis dit que j'avais peut-être appuyé un peu vite.

Mme la PRESIDENTE. – Il me semblait aussi, mais comme il y avait la thématique économique, je me suis dit : c'est peut-être ça.

M. KRUCIEN. – Si vous le voulez bien, je souhaite intervenir à l'issue des échanges de la troisième commission.

Mme la PRESIDENTE. – Pas de problème.

Béatrix LOIZON étant absente aujourd'hui, on va passer d'abord les mobilités avec Florence ROGEBOZ.

Mme ROGEBOZ. – ***Présentation de la politique mobilités et infrastructures.***

J'en profite pour saluer l'implication de l'ensemble des agents de la direction au quotidien, quelles que soient les conditions, et tout en rappelant que ce sont 240 agents qui sont mobilisés lors de la période de viabilité hivernale. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Florence.

Nous poursuivons avec tourisme, préservation du patrimoine naturel, suivi du plan d'actions PLANE.T.E Doubs.

Olivier, tu commences et ensuite Florence pour PLANE.T.E Doubs

M. BILLOT. – En l'absence de Béatrix LOIZON, sur la partie tourisme.

Présentation de la politique tourisme.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier.

Je passe la parole à Florence.

Mme ROGEBOZ. – ***Présentation du suivi du plan d'actions PLANE.T.E Doubs.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Florence.

On va passer au domaine de la ruralité et de l'agriculture avec Marie-Paule BRAND.

Mme BRAND. – ***Présentation de la politique agricole.***

Je veux saluer le travail des agents du laboratoire vétérinaire qui travaillent main dans la main avec le GDS pour un bon accompagnement de tous nos éleveurs du Doubs, et c'est important.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Marie-Paule.

Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – Merci Mme la Présidente, pour cette partie liée aux politiques territoriales.

Je voudrais revenir sur quelques points inscrits dans ce rapport.

Une communication accrue autour des chantiers, j'ai pu m'en apercevoir au fil de mes déplacements dans le département du Doubs. Je trouve que c'est un bon point, et je trouve encore que la route départementale est possiblement un axe de communication qu'on devrait, peut-être, je crois, développer.

Une nouvelle voie verte, alors là je vois clairement le lien avec le développement durable.

Et puis, en trois, retour aux 90 km/h sur 28 % du réseau départemental. Là, je le vois un peu moins. Je pense qu'il aurait fallu relier ce point aux actions de compensation carbone dont il a été l'objet dans ces débats dans l'Assemblée départementale. Donc, c'est dommage.

Une proposition aussi, je m'attendais à ce qu'on reparle de l'eau et en l'occurrence de l'eau potable, et qu'on inscrive un point sur le pilotage du schéma départemental d'alimentation en eau potable, le SDAEP. C'est un peu barbare pour ceux qui nous suivent, mais si notre collectivité aujourd'hui cofinance 6 M€ d'aides en 2023 des collectivités pour construire et rénover leurs installations, il paraît indispensable de piloter au niveau départemental la problématique majeure de l'alimentation en eau potable.

Sur ce sujet, à l'époque, l'ancienne majorité de gauche avait lancé la réalisation de ce fameux schéma qui repose sur des données de 2011 à 2013. Il a été finalisé en 2018. Cela avait déjà été très long car c'était un document très complexe. Il fixait même des travaux à conduire à l'horizon 2030. Nous sommes en 2024. Dans quelle mesure l'actualisation de ce schéma et les travaux réalisés concourent-ils aux objectifs du SDAEP ?

Et puis suite aux épisodes plus fréquents et aigus de sécheresse que l'on vit, un peu moins cette année mais quand même, il ne faudrait pas dans le même temps, cela semble nécessaire, réactualiser ce schéma ? Je sais qu'à la CLE Haut-Doubs Haute-Loue, ça a été évoqué. C'est un rapport d'activité 2023, mais on l'a évoqué plusieurs fois en commission et dans cette Assemblée, ce schéma doit être révisé.

Des moyens humains internes pour piloter la performance énergétique, j'y reviens, j'y suis déjà revenu en troisième commission. C'est dommage que le collègue Philippe ALPY ne soit pas présent. Ce n'est pas un reproche, ce sont des choses qui arrivent, je ne veux surtout pas faire croire que je lui reproche d'être absent. A l'époque, on avait évoqué cette question de la performance énergétique et ma position était plutôt de dire que la performance énergétique est un métier. Piloter des installations de chauffage, de refroidissement, des installations électriques, des installations intelligentes et coordonnées, c'est un métier à part entière et nécessite des ressources humaines.

Aujourd'hui, je vois que c'est pris en compte. Il y a même un poste prévu en création au Département du Doubs. Je vois que la politique a un peu changé, et c'est heureux. Je pense que ça aurait pu être mis en avant sur ce rapport de développement durable. Cela me semble être un point très important.

Toujours sur la performance énergétique, j'aurais pu faire le lien avec les solidarités également, mais vous proposez aussi, pourquoi pas dans ce rapport, en tout cas celui de l'année prochaine, de parler de précarité énergétique.

Je voudrais rappeler, en octobre 2022, vos engagements sur la précarité énergétique : « Chef de file de la lutte en matière de contribution à la résorption de la précarité énergétique, le Département a inscrit dans son projet stratégique C@P 25 plusieurs objectifs en ce sens, dont notamment la mise en place d'un service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie, le SLIME. Afin de répondre à ces enjeux, il est proposé d'installer courant 2022 une instance territoriale de coordination sur la précarité énergétique, rassemblant l'ensemble des acteurs concernés, qui permettra de réaliser un diagnostic de la situation, de faire le point des interventions existantes sur le territoire et d'imaginer des dispositifs d'actions complémentaires ».

J'ai beau avoir recherché dans mes rapports, je n'ai pas trouvé de trace de cette instance de coordination. Et donc quelles ont été les avancées en 2023 ? Où en sommes-nous pour 2024 ? Cela aurait pu être l'objet de quelque chose dans ce rapport d'activité.

Je vous remercie.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Raphaël.

C'est vrai qu'un rapport, on ne peut pas tout y mettre bien évidemment. On essaye d'être le plus concis possible, mais sur les questions, je vais donner la parole à Jacqueline.

Mme CUENOT-STALDER. – Merci Raphaël pour la question.

Le SLIME, je sais que Grand Besançon en a mis un en place puisque j'ai participé avec les équipes de la Maison de l'habitat à un point d'étape qui était fait et intéressant. Pour te dire qu'on n'a pas enterré la question, parce qu'on a voulu voir ce qui se passait et peut-être travailler de concert plutôt que d'avoir notre propre strate.

Les services étant aussi bien occupés, notamment l'appui de la Maison de l'habitat, on avait décidé sur 2023 de le retirer plutôt que de ne pas être en capacité de le faire, car il faut qu'on ait des équipes pour le faire, il faut que ce soit pertinent. On l'avait mis déjà, je crois, sur 2 années où on pensait, mais le Covid n'aidant pas, changement de Directeur de la Maison de l'habitat, et une équipe un peu en tension parce que ce sont des métiers très durs à recruter. Il faut être formé. Il faut être bon. Il faut être agile et souple. Tout le monde recrute sur ces métiers, donc ce n'est pas facile et mes collègues peuvent l'attester aussi.

On a décidé de se requestionner cette année, et on n'a pas encore arbitré. Mais en effet, on est conscient que ça peut être un outil qui peut être pertinent, tout à fait.

A longueur d'années, Florence a relaté les chiffres, 1,5 M€ d'aides sur le public ANAH donc on peut dire qu'on a su être présent avec ou sans SLIME, parce que parfois on veut créer un outil pour un outil, pour dire qu'on fait un outil. Et encore une fois, la Maison de l'habitat est venue en appui sur celui de GBM.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Jacqueline.

Raphaël.

M. KRUCIEN. – Ce sera très court. Ces derniers temps, la DM1 du Département approchant, on a été sollicité pour siéger dans tous les organismes dans lesquels le Département est partie prenante. J'ai pu aller au CAUE, à SOLIHA. Je siège aussi à titre personnel dans des associations qui agissent pour l'accompagnement, l'accès au logement, la rénovation énergétique, etc. Et si j'en tire une conclusion, parce que j'ai fait ce petit exercice ces dernières semaines de me mettre à la place de l'usager, du lambda, qui vient chercher un service public de rénovation de l'habitation, que ce soit énergétique ou d'aménagement ou d'adaptation, et je pense qu'on peut le partager, c'est une jungle infâme. Pourtant, moi j'aime les rapports, je suis un fan de tableaux Excel, les sigles c'est super, je m'éclate, mais je tiens quand même à vous dire que du point de vue du citoyen, j'espère que c'est partagé, c'est une jungle infâme.

Et puis, pour parler de l'Etat, parlons un peu de l'ANAH, qui a changé les règles il y a peu de temps : les dossiers qui avaient été faits doivent être refaits, donc on rappelle les gens, il faut changer tel formulaire, il faut reremplir, donc on perd des semaines, voire des mois, pour ne pas dire des années. Dans les organismes dans lesquels on siège, ce n'est pas loin de cela.

Là, typiquement, et cela pourrait d'ailleurs faire l'objet d'une motion commune de dire mais par pitié, simplifiez la vie des usagers parce que là, honnêtement, c'est d'une complexité sans nom. C'est pour cela, si je vais sur ce terrain, que je pense que l'instance de coordination départementale me semble essentielle pour pouvoir distiller un message clair aux Doubiennes et aux Doubiens, et pour pouvoir leur dire : il y a des organismes qui sont repères, qu'on finance, qu'on soutient, qui se coordonnent avec nous et dont vous pouvez avoir confiance. L'ouverture qui a été organisée par l'ANAH, et je n'irai pas plus loin, rend la jungle encore plus touffue.

Mme la PRESIDENTE. – Il ne vous a pas échappé que l'ANAH, c'est la structure de l'Etat. Je veux bien qu'on aille sur les focus qui vont mal, mais l'ANAH, c'est l'Etat, et nous, nous sommes les premiers. Là, je crois qu'on peut se rejoindre sur certains propos, changer tout le temps le système, c'est très compliqué. En tout cas, dans l'objectif qui est le nôtre, ce n'est pas de recréer des structures pour des structures, mais avec les structures existantes et les partenariats que nous pouvons faire avec les uns et les autres, c'est bien d'avoir un guichet d'entrée unique, je parle de la maison départementale de l'habitat puisqu'on y traite tous les sujets que vous avez évoqués, pour que le citoyen ait une ou des réponses mais qu'il sache où aller. Là-dessus on se rejoint.

Recréer une structure, il y a beaucoup de structures, mais fédérer, je pense que la maison départementale de l'habitat doit être cette structure qui doit fédérer. Tu as évoqué le CAUE, elle a aussi en son sein cette structure qui est importante pour d'autres aspects, mais sur la transition énergétique, ce serait bien qu'on ait là aussi, au-delà des politiques qu'on porte, des consignes claires qui ne changent pas tous les 5-6 mois.

Je passe la parole à Thierry MAIRE DU POSET.

M. MAIRE DU POSET. – Ce n'était pas sur le logement, mais sur le thème de l'eau.

Le Département, quand il voit les collectivités en responsabilité de l'eau et de l'assainissement, maintenant, pour attribuer des subventions, on demande des schémas directeurs locaux des syndicats, et il y en a eu énormément qui ont été faits ces temps-ci. La connaissance du réseau, les priorités d'investissement, on a déjà du travail qui se fait localement, qui va pouvoir remonter au Département pour qu'on puisse fédérer tout cela, avec la prise de compétence aussi qui va être reprise par les EPCI, pour ceux qui ne l'ont pas, très rapidement, en 2026. On va pouvoir travailler tous ensemble sur la connaissance et les priorités, mais on en est déjà bien conscient et ça travaille bien là-dessus.

Mme la PRESIDENTE. – Sur ce domaine de l'eau, où je rappelle qui n'a pas de caractère obligatoire pour le Département et où nous sommes fortement engagés, peut-être que vous êtes plus informés que moi mais à l'heure où on se parle, à cette séance, je ne sais pas du tout quel est le 12ème programme de l'Agence de l'eau et la complémentarité qu'on pourrait avoir et les directives qui seront amenées. On a vu les changements de cliquet en cours de contrat sur le 11ème programme.

Il faut vraiment que cette fois-ci on ait quelque chose de très précis, car vous imaginez bien qu'au vu de la situation financière, je parle des recettes qui ne sont pas pour l'instant stabilisées pour le Département au vu de la situation au niveau national, il faudra qu'on regarde nos politiques, comment on les appréhende en complémentarité, avec bien évidemment les EPCI qui, pour certains, n'ont encore pas la compétence propre. C'était 22, cela a été repoussé à 24. Ce coup-ci, c'est 26. Je pense qu'il faut de la stabilité là-dessus, c'est indispensable, enfin, me semble-t-il.

Jacqueline.

Mme CUENOT-STALDER. – Pour compléter en 2 mots, on peut trouver que tout est compliqué, mais je peux t'assurer Raphaël qu'on a tous œuvré pour apporter de la simplification. Déjà avec la délégation de type 3, le Département instruit, donc on est plus efficace, on est plus rapide, il y a une seule notification, on gagne un temps précieux. La Présidente a la délégation également pour signer directement les notifications.

Et puis, le guichet unique est apprécié. Je vous conseille de vous rapprocher des espaces France services où on est présent partout sur le territoire, où la porte d'entrée fonctionne puisqu'on est le seul Département à avoir créé cet outil vraiment en lien avec les territoires. Ce sera renforcé. Il y a toujours des réformes, et la dernière nous impose de travailler encore plus près avec les EPCI, ce qu'on a déjà, nous, fait. Donc on a un temps d'avance pour cela.

Et puis, en effet, on essaie notamment, le rapport qu'on passe cet après-midi, avec MaPrimeAdapt' qui fonctionne très bien, qui est dans cette veine de simplification, de conventionner avec les opérateurs qui auraient l'habitude de travailler et qui le font bien dans certains domaines, notamment SOLIHA, où on va aussi apporter de la simplification.

Ne doute pas qu'on y travaille, et c'est ce qui nous a vraiment motivés aussi puisqu'on est bien conscient des complications et des dispositifs assez denses. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Ce qui serait important aussi, je pense que tu l'as à l'esprit, c'est que l'ensemble des EPCI adhèrent et participent aux financements de tout ce que nous allons mettre en place pour l'intérêt commun du territoire. Je pense que cela est très important.

Mme CUENOT-STALDER. – On a pour habitude d'être modeste, mais honnêtement le modèle est unique et le nouveau Directeur de la Maison de l'habitat s'en félicite puisqu'il a participé à des réunions, les services aussi, au niveau de l'ADF et au niveau des autres ADIL, CAUE, etc. On est le seul à avoir un temps d'avance, car cette fois l'Etat nous impose de contractualiser, mais on a déjà contractualisé, et on a déjà eu cette logique de participation financière avec les EPCI, ce qui nous permet d'être encore plus prégnants, de travailler sur le volet des copropriétés, d'être là aussi à côté des OPAH.

La communauté de communes de Loue Lison a contractualisé de manière encore plus forte et précise, et on fait un tabac. On a eu beaucoup de compliments, et je remercie les élus de la communauté de communes de Loue Lison qui nous ont fait confiance, puisqu'on a réussi à faire un modèle qui fonctionne très bien, car en ce moment la moitié des dossiers qui sont validés viennent de cette communauté de communes. C'est-à-dire qu'on a tout pour bien faire, quand il y a une vraie volonté politique et qu'on arrive à travailler main dans la main pour simplifier et apporter des réponses précises.

Je voulais juste ajouter que, à la demande de Claude je crois, et on l'avait prévu, on l'avait décalé, il y aura une présentation, Mme la Présidente est peut-être sûrement informée déjà, on en a parlé avec Emmanuel FAIVRE aussi, pour vous montrer le dispositif, la porte d'entrée, comment ça se passe pour les usagers. Cela peut tous vous être utile, car on rencontre beaucoup de gens parfois qui peuvent être un peu perdus. On le fera avec grand plaisir, et cela vous permettra de rencontrer aussi le nouveau Directeur de la Maison de l'habitat.

Mme la PRESIDENTE. – On le fera après une Commission permanente. Comme on a l'habitude de traiter les sujets, les Commissions permanentes, en général, on va assez vite et donc on prendra la thématique pour que l'ensemble des élus soit au courant et pas seulement dans une commission. Je pense que ce sont des politiques qu'il faut que tout le monde s'approprie parce que vous êtes toutes et tous interrogés sur les modalités. Pour bien répondre, je pense qu'il faut bien comprendre. C'est vrai que c'est un peu complexe, on l'avoue, pas de notre fait forcément parce que nous, on a simplifié le maximum, après il faut respecter la loi et on le fait bien évidemment.

Raphaël, et c'est la dernière fois.

M. KRUCIEN. – Promis. C'est simplement sur le schéma départemental d'alimentation en eau potable, le SDAEP. Le message principal que je voulais livrer aujourd'hui, c'est que le document commence à être vieillissant. Les années hydrologiques précédentes ont changé la donne de façon très importante, et je pense qu'il sera urgent de réviser ce schéma.

J'ai conscience que les EPCI ont fait du chemin, j'ai envie de dire justement, je pense qu'ils ont construit la base qui permet de réactualiser celui-ci sans forcément attendre, et je sais que c'est une partie de ce rapport, les décisions de l'Agence de l'eau. J'ai conscience que tout cela est en attente, mais je pense que ce schéma méritait d'être réactualisé.

C'est ce que je voulais livrer aujourd'hui.

Mme la PRESIDENTE. – Sur la réactualisation, il faut juste la temporalité, en fonction de toutes les échéances et des prises de position des uns et des autres, parce que si nous travaillons sur l'objectif qui est le nôtre, avec la particularité de notre sol karstique et des intempéries qui se passent sur ce territoire, qui n'était pas du tout approprié par rapport à l'ancien schéma, il faut aussi qu'on puisse prioriser ces choses-là dans une contractualisation avec l'Agence de l'eau. Si on fait miroiter des choses, pardonnez-moi, mais on peut se refléter dans l'eau, il faut aussi qu'on ait a contrario le miroir.

Je vous propose qu'on passe sur la quatrième commission. Olivier.

M. BILLOT. – ***Présentation de la nouvelle marque territoriale.***

Raphaël nous parlait tout à l'heure de communication le long des voies départementales. Il y a d'autres communications qui se mettent en place à travers cette marque Doubs. On peut être fier de cette communication qui va de l'avant.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier.

On poursuit avec Serge. Serge, on peut même avoir un peu plus de temps que les 2 minutes imparties.

M. RUTKOWSKI. – Merci beaucoup, car j'ai les bâtiments, les ressources humaines et puis l'égalité femmes hommes.

***Présentation de la politique bâtiments et moyens généraux*.**

***Présentation de la politique ressources humaines*.**

***Présentation du suivi du plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes*.**

Mme la PRESIDENTE. – Merci Serge.

Je vais passer la parole à Jeanne HENRY.

Mme HENRY. – Merci Mme la Présidente.

Le présent rapport s'attèle à travailler sur plusieurs champs, en matière d'égalité hommes femmes, que ce soit la culture, le sport, l'aide à l'investissement ou le plan égalité professionnelle, qui est obligatoire. Il y a une seule action qui se rapporte à nos compétences sociales, c'est-à-dire les agents de la PMI qui ont été formés à des modalités d'intervention auprès des collégiens et lycéens en matière de vie affective et sexuelle. Nous saluons cette action et nous appuyons le fait que ce soit encore plus mis en place.

Nous aimerions que les actions qui se rapportent dans les collèges soient portées et pilotées par le Département pour qu'il y ait une politique de prévention efficace. C'est une demande du groupe DSES.

Enfin, pour que les champs cités précédemment soient efficaces, donc culture, sport et investissement, et puissent jouer un rôle concret, nous regrettons que ne soient pas abordées dans ce rapport les thématiques par rapport aux violences faites aux femmes, au soutien à la parentalité, au soutien aux familles monoparentales précaires qui souvent sont des femmes.

Mme la Présidente, le 13 décembre 2023, vous aviez assuré que le Département serait présent pour des projets comme celui de la maison des femmes. Pourtant, à ce jour, aucune ligne budgétaire n'apparaît. Nous espérons que les prochains votes de budget iront dans ce sens. Nous l'espérons grandement.

Cette maison des femmes qui est portée par CIDFF et Solidarité Femmes, c'est une initiative qui est plus que bienvenue. Elle est en partenariat avec le CICS. Elle lutte contre l'exclusion et la violence faite aux femmes. Elle est engagée sur les publics collégiens et également sur la protection de l'enfance.

Il est temps que nous nous engagions. Je pense que c'est important de le remettre au cœur des débats dans cette Assemblée. Je profite du rapport égalité hommes femmes pour parler de cette association. Il y en a plein d'autres. Je pense que c'est important qu'on les soutienne, qu'on aille dans leur sens et qu'on influe la prévention principalement sur ce thème.

Merci Mme la Présidente.

Mme la PRESIDENTE. – Je vous remercie, mais je vais être très à l'aise parce que les associations dont vous parlez non seulement on les soutient, et l'engagement... Mais si ! Et les engagements que nous avons pris en 2023 notamment pour la maison des femmes, nous avons attendu quelque peu le projet afin que les différentes associations et les différents partenaires puissent se mettre d'accord. Nous avons participé à ces réunions. Cette fois-ci, il y a eu, il me semble, une assemblée générale ou elle est à venir il y a très peu de temps.

Nous sommes prêts pour apporter, dans le cadre qui est le nôtre, dans cette action ô combien importante vis-à-vis des violences faites aux femmes, vis-à-vis de tout ce que vous venez d'évoquer, encore faut-il que nous ayons ce dossier pour que nous puissions nous en emparer. Mais l'engagement a été pris. J'ai pour habitude de tenir mes engagements, donc les engagements seront pris.

Mme HENRY. – On l'espère.

Mme la PRESIDENTE. – Il ne faut pas l'espérer. Il est pris. On ira sur l'investissement, comme on l'a évoqué. Il y avait des conditions du Département quand même. Quand on est partenaire, il faut répondre aux conditions du Département. Je pense qu'il y a encore quelques transactions par rapport à cela. Mais pour moi, il n'y a pas de sujet, dès l'instant où on répond aussi aux demandes des partenaires. Je le dis toujours, le Département, ce n'est pas un guichet, ce n'est pas un tiroir-caisse. Quand on va sur des projets tels que ceux-ci qui sont importants, il faut que chacune et chacun puissent s'y retrouver et porter la politique qu'on mène y compris au sein du Département.

Mme LEROY.

Mme LEROY. – Merci Mme la Présidente.

Je souhaite évoquer la situation du Centre départemental de l'enfance, dont il est rappelé dans le rapport d'activité qu'il est désormais pleinement intégré au Département et que sa Présidente désigne la direction. En ce qui concerne cette nouveauté, c'est une très bonne nouvelle, car cela inscrira cet établissement dans le cadre d'un développement de la gouvernance départementale de la protection de l'enfance. Donc, c'est une très bonne chose.

Le CDEF, pour autant, malheureusement, traverse une crise majeure. Le personnel est à bout, usé par des cas de violences, épuisé par des heures supplémentaires excessives qui n'étaient même pas encore payées. Les conditions de travail sont déplorables, et les syndicats menacent d'engager votre responsabilité devant le tribunal.

La Directrice en poste est partie, et vous avez détaché un Directeur adjoint pour assurer l'intérim en mars. Une Directrice de transition et une responsable administrative et financière viennent de prendre leurs fonctions.

Un cabinet réalise en ce moment un audit sur les risques psychosociaux et sur la gouvernance.

Dans un tel contexte, pourriez-vous, Mme la Présidente, apporter quelques éléments d'information à l'ensemble de l'Assemblée et clarifier la situation du CDEF ? Puisque le CDEF se trouve en asphyxie de toute part, et qu'il est amené à être le pivot de la politique de la protection de l'enfance. Sachant que le conseil de surveillance a eu lieu la semaine dernière, donc beaucoup de choses ont été dites de la part des membres du conseil et également des services.

Mme la PRESIDENTE. – Ce n'est pas moi qui vais vous répondre, je ne siège pas au Centre départemental de l'enfance et de la famille, mais j'ai une Vice-présidente très aguerrie, qui y passe énormément de temps. Je n'y siège pas, mais je suis parfaitement au courant de ce qui se passe, et je vais régulièrement dans ces structures.

Je vais laisser le soin à notre collègue Patricia LIME-VIEILLE de sans doute redire ce qu'elle a pu dire au sein de ce conseil d'administration.

Vous êtes les porte-paroles aussi auprès de vos collègues pour relayer ce qui se dit dans les instances et pour qu'on ne soit pas à refaire des réunions de conseil d'administration, d'assemblée générale, dans des Assemblées plénières du Département. En général, c'est moi qui fais l'ordre du jour, mais sur un sujet aussi important que celui-ci, on va vous apporter des éléments que vous avez vous-même.

Patricia.

Mme LIME-VIEILLE. – Merci Mme la Présidente.

En effet, j'ai siégé vendredi dernier à la commission de surveillance. Géraldine, je rejoins la Présidente, on ne va pas refaire la réunion ici, mais si vous souhaitez quelques renseignements, nous avons eu un bel échange avec Mme LINOTTE, pour ne pas la citer, nous avons présenté la nouvelle Directrice, Mme BAES, et la nouvelle secrétaire.

Les sujets que tu viens d'aborder ont en effet été abordés à cette réunion. Il y a eu un échange. Nous sommes conscients, nous l'avons dit, je crois que tous les membres de la commission ont dit qu'on était bien conscient. Ce problème est toujours, comme on le dit, national. Il y a un problème de recrutement qui n'existe pas qu'au Département du Doubs. Donc, on revient toujours… Ce sont toujours les mêmes questions que vous posez.

En effet, la Présidente avait reçu un courrier. J'ai répondu au CDEF. Donc, je ne sais pas ce que tu veux comme renseignements puisqu'on en a beaucoup parlé à cette commission de surveillance, qui a duré d'ailleurs plus longtemps que prévu.

Pour rappel, au 1er juin 2024, le CDEF est composé de 137 supports de postes budgétés. Les effectifs se décomposent ainsi : 102 postes sont pourvus par des titulaires ; 26 postes CDD sur des postes vacants ; 1 poste de praticien hospitalier ; 11 CDD sur remplacement ; 1 CDD en surcroît et 5 contrats d'apprentissage.

Je ne veux pas tout vous lire. On a recruté une Directrice d'un cabinet extérieur.

Nous sommes conscients, encore une fois, que c'est un point, c'est le point d'accueil des jeunes enfants qui nous sont confiés. On met toutes les solutions possibles. Je l'ai précisé à cette réunion, donc je crois que Mme LINOTTE l'a bien entendu.

J'ai d'ailleurs remercié, et je le fais encore aujourd'hui, tous les professionnels de santé qui sont aux côtés de ces enfants qui nous sont confiés.

Vous posez toujours les mêmes questions, c'est toujours la même chose.

Nous travaillons sur le sujet, qui est national, je le répète.

Mme la PRESIDENTE. – Et où il y a, vous en conviendrez, des avancées qui ont été faites. Je crois qu'il faut quand même le souligner. Si j'ai quelque chose à ajouter, ce sont toutes les avancées faites dans des difficultés de recrutement que vous maîtrisez aussi parfaitement dans les autres collectivités dans lesquelles vous siégez. En tout cas, les moyens sont là. Notre décision modificative d'aujourd'hui en est la preuve.

Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – Merci. Je souhaitais intervenir plutôt sur une note RH. On constate qu'entre 2022 et 2023, les effectifs…

Mme la PRESIDENTE. – Vous pouvez peut-être attendre que, si ça ne vous fait rien.

M. KRUCIEN. – Oui, j'ai bien remarqué qu'il s'était absenté quelques minutes. D'accord.

Mme la PRESIDENTE. – Si vous en êtes d'accord.

M. KRUCIEN. – Oui, bien sûr.

Mme la PRESIDENTE. – Laissons souffler notre collègue 2 minutes, et je vous redonnerai la parole concernant les RH. Merci en tout cas de votre compréhension.

Géraldine LEROY.

Mme LEROY. – Merci Mme la Présidente. En fait, mon intervention n'était pas à ce qu'on rappelle à moi, qui siège au conseil de surveillance du CDEF, les échanges qui ont été tenus. C'était qu'on puisse prendre un moment, en Assemblée, pour que tout le monde entende les points principaux. On ne va pas refaire de fait le débat de vendredi dernier, qui était intéressant et qui a pointé beaucoup de dysfonctionnements, et pour lesquels justement les services et la Présidente, Patricia, vous avez pu aussi apporter des mesures qui sont prises depuis.

C'était seulement expliquer la situation du CDEF qui est, comme je le redis, en crise majeure.

Cette fois-ci, nous avions eu des points soulevés par Mme LINOTTE, la représentante des syndicats. Cela a représenté quand même 11 points de dysfonctionnements dans les conditions de travail.

Nous avions aussi, lors de ce conseil, un rapport de l'inspection du travail qui était présent pour la première fois au dernier comité social de l'établissement donc avec des points soulevés, des points importants.

Ce n'est pas la première fois que je siège au conseil de surveillance et non pas au CA du CDEF, mais ce n'est pas grave.

On sait que la situation est compliquée, que le contexte d'accueil, de prise en charge des enfants est compliqué. Cette fois-ci, je n'étais pas la seule, tous ces documents communiqués aux membres du conseil pour pouvoir en prendre connaissance et prendre connaissance de la situation laissent les membres du conseil perplexes. Là, en l'occurrence, puisqu'il était question de l'établissement, c'est surtout un dysfonctionnement du fonctionnement de l'établissement en tant que tel et du lien du travail qui est fait entre le CDEF, les services, et la direction. Et Patricia, ce n'est pas seulement lié au profil des enfants avec des troubles associés.

On sait que la situation du CDEF est multifactorielle. Il y a le profil des enfants qui a énormément évolué, troubles associés + +, donc cela on le sait et on en a tous conscience. Arrivent ensuite le travail et les conditions de travail des agents. De ce qui a été dit au conseil, des conditions d'insécurité au travail, il y a des violences, je ne re-listerai pas ce qui a été dit par les syndicats. Ensuite arrive le fonctionnement même du CDEF qui là a de grosses lacunes, des dysfonctionnements qui durent a priori depuis quelques années, donc ce n'est pas non plus récent. Et puis, le lien aussi qui est certainement à restaurer car avec des manquements, ce lien de travail entre le CDEF et la direction.

C'était juste vous faire un petit point sur ce qui est fait. La situation est difficile. Elle est multifactorielle. Des mesures sont prises, mais c'est vrai que cette dégradation des conditions de travail des agents qui sont, je le redis, épuisés et on le sait déjà, cela a déjà été dit, il faut arriver à rétablir du lien, un lien de confiance et de communication surtout auprès du CDEF et des agents. Je pense que c'est cela l'essentiel, car il faut surtout maintenant préserver ceux qui restent et ceux qui ne sont pas encore partis.

Mme la PRESIDENTE. – Patricia.

Mme LIME-VIEILLE. – Merci Mme la Présidente. Géraldine, tout d'abord je voudrais, et chers collègues, préciser que le budget du CDEF a augmenté de 10 %. En termes de budget protection de l'enfance, je crois qu'on n'a pas à se plaindre.

En ce qui concerne les enfants, en effet, tu l'as expliqué, ces enfants sont de plus en plus cabossés, ont des pathologies de plus en plus complexes. Plus de psychologue et pas de pédopsychiatre, donc c'est compliqué pour nos agents, nous en sommes conscients. Je vais discuter, je discute avec eux. C'est une chose.

Et puis, il y a une chose aussi qu'il faut savoir, c'est que tous les postes sont pourvus. Je l'ai communiqué à cette commission de surveillance : tous les postes sont pourvus. Le problème est uniquement lié aux absences imprévues.

Hier, en mission d'information et d'évaluation, nous avons eu Mme DAGAT qui a en charge les mineurs non accompagnés. Nous nous sommes aperçus qu'en 2023, selon les chiffres qu'elle nous a donnés hier, ils ont doublé : il y a 900 mineurs non accompagnés qui sont arrivés. Il faut pallier tout cela, mais il faut savoir que nous en sommes bien conscients.

Pour revenir à Mme BAES, qui est la nouvelle Directrice du CDEF, je lui fais pleinement confiance, elle l'a d'ailleurs précisé à la commission de surveillance, puisqu'elle vient d'autres établissements qui ont rencontré des problèmes de gouvernance. Je crois qu'elle a été, elle l'expliquait aussi en séance, tu es d'accord avec moi ? Donc je lui fais pleinement confiance, et on espère tous, même avec la Présidente et l'exécutif, aboutir à des solutions sereines et pérennes pour tous les agents.

Mme la PRESIDENTE. – Je pense que Patricia vous a répondu. Les solutions miracles, on ne les a pas. On est parfaitement au courant de la situation. Mais la situation est engendrée aussi par la nature des enfants que nous avons de plus en plus.

Les solutions, et on l'a fait remonter bien évidemment au niveau national, seul, le Centre départemental de l'enfance et de la famille dans les Départements ne pourra pas régler les problèmes. On a des problèmes majeurs de recrutement, pédopsychiatrie, de places qui doivent être mises en place de la part de l'Etat, je dis bien de l'Etat, par rapport à des enfants qui ont besoin de soins particuliers et d'espaces particuliers. On ne peut plus dans un temps imparti les mettre dans nos structures que nous avons, que ce soit les places qui vont être créées, celles qui existent déjà, les assistants familiaux, etc. Il faut bien avoir à l'esprit que c'est un sujet national, où pour l'instant, malgré nos différentes alertes, nous n'avons pas eu de réponses concrètes. On poursuit nos investigations.

Je vous avoue que s'il y a bien un sujet, mais vous le savez très bien, parce que ces enfants sont sous ma responsabilité, donc il y a les enfants et il y a les personnels. Mais le désordre qui est causé vient principalement des difficultés de société que nous avons et on ne va pas faire le débat aujourd'hui ici.

Pardonnez-moi pour le conseil de surveillance et merci de me rappeler que je devrais avoir en tête un conseil de surveillance et un conseil d'administration. Je siège dans tellement de choses que pardonnez-moi pour ce lapsus.

Tu veux prendre la parole ? Ludovic FAGAUT.

M. FAGAUT. – Merci Mme la Présidente. Je voulais apporter des éléments de réponses à Mme HENRY, malheureusement elle a dû s'absenter de l'Assemblée donc elle ne pourra pas entendre ma réponse.

Mme la PRESIDENTE. – Attends, on va reprendre Raphaël. On aménage. C'est cela la proximité et la réactivité. Raphaël voulait poser une question concernant les RH, j'avais souhaité que Serge puisse être là, donc je vous donne la parole.

M. KRUCIEN. – Oui, Présidente, si vous le permettez, sur l'enfance, juste une dernière question pour ma part avant d'évoquer le sujet RH. Les constats, je pense qu'on en partage un certain nombre. Cela fait suffisamment longtemps que cela dure pour qu'on ait tous acquis une expertise de ce qu'il en est et de ce qu'il faudrait faire, et des freins. Cela étant dit, en mars nous avons voté un plan d'urgence ASE, et je voudrais poser cette simple question : depuis le vote de ce plan d'urgence, qu'a-t-il été mis en œuvre ?

Mme la PRESIDENTE. – On pose sur les RH, on reviendra sur l'enfance après, si vous en êtes d'accord. Là, vous êtes en train de dire qu'on a posé un plan, qu'on n'a pas fait grand-chose. Je pense que vous avez des rapports, quand même. La Commission permanente d'aujourd'hui, il y a au moins 3 rapports concernant tout cela. Je sais que vous aimez parler quand nous sommes avec la presse et en plénière. Les rapports sont posés cet après-midi. Vous savez exactement ce qu'on y fait, là où nous en sommes. Je pense que ce n'est pas le moment de nous expliquer ce matin, alors que vous avez des rapports concernant tout cela cet après-midi en Commission permanente.

Je vous propose de reprendre sur les RH la question que vous avez posée concernant le rapport d'activité 2023.

M. KRUCIEN. – J'entends votre réponse.

Pour les ressources humaines, j'avais prévu d'intervenir au compte administratif, mais je le fais maintenant, cela a plus de sens, je pense, sur le côté RH. Ce qu'on constate, en comparaison entre 2022 et 2023, c'est une baisse des effectifs de la collectivité de 27 postes. Elle se produit avec - 64 postes sur les emplois permanents, emplois de fonctionnement classique ouverts interne collectivité, et compensée par une hausse de + 37 postes en non permanent de projet ou de surcroît d'activité, etc. - 3 % des effectifs en emploi permanent et + 10 % en emploi non permanent. Est-ce qu'on peut encore vraiment parler de déprécarisation à l'aune de ces 2 chiffres ? Mais dans les faits, nos agents sont de moins en moins titulaires et de plus en plus sur des CDD ou contrats de projet.

L'évolution des effectifs sur les emplois permanents est une chose, mais plus précis que les effectifs, il existe un chapitre dans le compte administratif qui s'intitule état du personnel. Nous y trouvons les emplois budgétaires permanents et effectifs pourvus sur emploi budgétaire en ETPT, ce qui veut dire équivalent temps plein annuel travaillé. C'est plus fin que les effectifs, c'est-à-dire qu'on est sur le réel finalement.

Si on reprend, nous avons entre 2022 et 2023 cette baisse de 75 postes permanents effectifs, mais en ETPT, nous passons de 1 695 à 1 504, soit - 191 ETPT. Et là, j'aurais aimé avoir quelques explications parce que ce chiffre paraît très important. ETPT, équivalent temps plein annuel travaillé, ce qui sous-entendrait qu'on a perdu en termes de charge de travail l'équivalent de 191 ETPT. J'aurais aimé avoir quelques éclaircissements sur ces données qu'on a pu comparer entre le compte administratif 2022 et celui de 2023.

Mme la PRESIDENTE. – Alors Serge.

M. RUTKOWSKI. – Merci Mme la Présidente. Raphaël, tu ne le sais peut-être pas mais aux RH, on adapte le temps de travail aux missions qu'on confie et aux politiques que l'on mène. Il y a des politiques que l'on mène, qui ont une durée de vie et on passe sur une autre politique. On réadapte les postes par rapport à cela. C'est ce qui fait aussi les mouvements qu'on peut avoir en équivalent temps plein ou en temps de personnes au sein du Département. On a aussi des contractuels, parce qu'on a du mal parfois aussi à embaucher. On a été dans une période où on avait du mal à embaucher, donc on n'a pas forcément toutes les personnes à mettre derrière. D'où la campagne de recrutement qu'on a lancée en 2023, qui a porté ses fruits fin 2023, sur la DRIT.

Ce sont tous ces éléments qui constituent ces écarts de personnel. Mais au sein du Département, on prend les personnels dont on a besoin et on garde nos personnels. Il n'y a pas de sujet là-dessus. On peut avoir des écarts de chiffres, qui se justifient ensuite par rapport aux missions que l'on mène.

Je ne sais pas si j'ai répondu à ta question.

M. KRUCIEN. – Ce que j'en conclus, c'est que tu me réponds que finalement nos missions entre l'année dernière et cette année, l'évolution de nos missions explique une baisse de 191 des fameux ETPT, et cela me paraît très étonnant comme réponse. Je pense qu'à mon avis, il y a d'autres explications. J'invite à ce qu'on puisse se repencher sur ces données puisqu'elles paraissent étonnantes. Est-ce que le compte administratif sur ce tableau-là est correct ? Ou est-ce que j'ai une mauvaise interprétation des équivalents temps plein annuel travaillé ?

En tout cas, ce qu'il me semble, à la lecture des rapports, c'est que ce chiffre des ETPT est le payé réalisé, le réel versus le théorique. Quand on parle en nombre d'ETP, etc., c'est un nombre théorique ; et l'ETPT, c'est le réalisé. Si je compare 2022 à 2023, c'est une baisse de 191 ETPT et cela paraît colossal. Je ne crois pas que le Département ait connu une baisse des besoins de son activité à hauteur de 191 ETPT. Cela me paraîtrait fou.

M. RUTKOWSKI. – On a un marché de l'emploi sur les contractuels qui sont là, un plan de déprécarisation de 26 agents qu'on mène bien sûr. Et puis, c'est ce que je t'ai dit, les 26 agents déprécarisés qu'on reprend. Ce sont des données au 31 décembre, qui sont mises au 31 décembre 2023. Là-dessus, je ne vois pas trop le… Je pourrai t'apporter une réponse un peu plus précise, si tu veux.

M. KRUCIEN. – Je pense.

M. RUTKOWSKI. – Oui.

M. KRUCIEN. – J'avoue qu'à la lecture des comptes administratifs, c'est très troublant. C'est une donnée, je me permets de le dire ici, ce sujet n'a pas été abordé en commission.

Mme la PRESIDENTE. – C'est ce que j'allais vous dire.

M. KRUCIEN. – Présidente, cela aurait pu être abordé en commission. On est tombé sur ce sujet-là sur les derniers jours avant l'Assemblée, lors de nos temps de préparation collégiaux, relecture de rapports, etc. J'avoue qu'à l'aune de ces chiffres, je suis très étonné.

Je voudrais quand même vous dire qu'en 2022, ce ETPT était à 1 695,1, l'année d'avant à presque 1 600, 1 660 encore l'année d'avant. Il n'y a que cette année que sur le compte administratif 2023, j'ai fait une petite courbe, je suis désolé, elle est un peu petite, qu'on vit une chute assez spectaculaire des ETPT et cela me semble, à la lecture du compte administratif, être une baisse du travail effectif réalisé payé. Cela est un chiffre plutôt inquiétant. J'accepte bien volontiers d'obtenir des éléments, si vous ne les avez pas aujourd'hui, plus tard.

Mme la PRESIDENTE. – Je pense que ce sont des sujets typiques qu'on doit aborder en commission quand on est dans le technique comme cela. On va regarder cela et on vous apportera des éléments.

Je crois que, je le redis tout le temps, les commissions sont faites pour cela. Vous siégez en commission, vous savez assez nous rappeler les sujets qu'il faut évoquer.

Là, vous êtes en train de nous amener des chiffres sur lesquels le Vice-président ne peut pas répondre d'emblée et c'est bien normal, car au vu de l'étendue de sa délégation, il n'a pas tout à l'esprit et c'est normal. Parlons plutôt, si vous en êtes d'accord, du positif qui a été fait parce qu'on a parlé de la déprécarisation aussi. Vous ne le mettez pas en avant. C'est sans doute normal, mais nous sommes les premiers à l'avoir fait, donc je veux le signaler aussi. Car des emplois précaires, il n'y en a bientôt plus dans la collectivité. Donc, il faut reconnaître aussi ce qui est fait.

On vous donnera les éléments nécessaires.

Peut-être que quelque chose te revient à l'esprit, Serge ?

M. RUTKOWSKI. – Ce sont les données au 31 décembre et ce sont les variables des contrats en cours du 31 décembre, qui donnent aussi peut-être cette différence. Mais on va vérifier et je t'apporterai les informations justes.

Mme la PRESIDENTE. – Au vu de cette question, je ne voudrais pas qu'on laisse entendre qu'on est en train de supprimer des postes dans la maison et que c'est quelque chose qui est anormal. C'est un petit peu, il me semble, le fil conducteur de la question qui est posée aujourd'hui, au-delà de l'inquiétude. Donc, on dit les choses clairement. On se parle clairement.

Non, je ne te redonne pas la parole, Raphaël, je pense que tu t'es suffisamment exprimé.

Nous apporterons les éléments nécessaires.

Et puis, juste parce que je n'ai pas eu la présence d'esprit tout à l'heure concernant le plan enfance où vous vous inquiétiez tellement, il a été voté au mois de mars et on a déjà 10 places qui vont être créées. Je vais les inaugurer le 10 juillet. L'Etat, cela fait des années et des années qu'il se penche sur la question. Alors si vous voulez qu'on fasse cohésion, si vous voulez qu'on fasse corps, arrêtez de taper sur le Département et regardez ce qu'on fait.

Ludovic FAGAUT.

M. FAGAUT. – Merci Mme la Présidente. Je vais apporter quelques réponses à Mme HENRY, qui est revenue en Assemblée, sur ce que vous évoquiez tout à l'heure sur les violences faites aux femmes. Je ne sais pas si vous vous rappelez mais en septembre dernier, le Département, Mme la Présidente a signé au côté de l'Etat le plan départemental de lutte contre les violences faites aux femmes. Il est récent. Il a été signé. On était à côté de l'Etat.

A côté de tout cela, on porte aussi des actions qui sont assez fortes. D'ailleurs, vous pouvez regarder les rapports de la Commission permanente de cet après-midi, dans le cadre du fonds de cohésion sociale, du contrat de ville, nous subventionnons aussi certaines associations qui derrière accompagnent les violences faites aux femmes. Je ne sais pas si vous avez pu voir ces rapports, mais ils seront abordés cet après-midi en Commission permanente.

Autre sujet, parce que vous ne l'avez pas évoqué, on est une collectivité qui aujourd'hui est en lien avec l'association France victimes que j'ai pu rencontrer dernièrement. On subventionne 2 postes d'intervenants sociaux en commissariat ou en gendarmerie, postes qui viennent en aide aux victimes. Je vais vous donner les chiffres de l'année 2022, mais pas de l'année 2023 parce que je ne les connais pas : en 2022, ce sont quasiment 1 200 personnes qui ont été reçues par nos intervenants sociaux en commissariat ou en gendarmerie, dont 90 % de femmes. Aujourd'hui, les actions sont donc fortes. Elles sont là, présentes, engagées et engageantes.

Vous vous rappelez aussi que l'ADDSEA porte en son sein l'accueil d'urgence en direction des femmes avec 13 logements, que nous finançons également, donc que la collectivité départementale finance.

Et puis, nous avons aussi, Mme la Présidente, les 2 numéros de téléphone, les 2 portables qui sont mis à disposition aussi des femmes victimes de violences aujourd'hui.

Vous évoquiez tout à l'heure, dans le rapport 2023, qu'on ne faisait pas état à votre goût de ces éléments, sauf que la politique départementale est très engagée en direction des femmes qui sont victimes de violences aujourd'hui. J'en oublie certainement. Il y a certainement d'autres actions et d'autres associations que j'oublie dans mon propos. En tout cas, je pensais que c'était important, Mme la Présidente, de rappeler ces actions très pragmatiques et très opérationnelles que nous faisons aujourd'hui.

Mme la PRESIDENTE. – Vous souhaitez reprendre la parole Mme HENRY ? Je vous la redonne volontiers.

Mme HENRY. – Merci. En effet, des choses sont faites. En revanche, nous estimons qu'il n'y a pas assez d'actions mises en place dans les collèges par rapport à la prévention, à ce genre de chose, qui pourrait avoir un réel impact sur nos collégiens et collégiennes.

Beaucoup de choses que vous avez citées sont des choses mises en place de manière obligatoire. Ce n'est pas un choix politique de votre part.

Mme la PRESIDENTE. – L'appel téléphonique, les téléphones ce n'est pas obligatoire. Je me souviens signer cette convention que nous avons renouvelée. Aucun caractère obligatoire. Et bien d'autres choses ne sont pas obligatoires. Dans les commissariats, pas d'obligation non plus.

Mme HENRY. – Je vais reprendre mes propos alors, si vous permettez.

Mme la PRESIDENTE. – Voilà, qu'on soit juste, pour qu'on comprenne bien tous les uns et les autres.

Mme HENRY. – Par rapport au rapport que nous avons eu à notre disposition, il n'y a pas une volonté d'inscrire l'égalité hommes femmes et cette lutte contre les violences faites aux femmes, il n'y a pas cette volonté qui se retranscrit dans ce rapport et c'était le but de mon intervention de dire qu'on peut faire plus. Il y a beaucoup de choses qui peuvent être mises en place et on pourrait faire le choix politique, avoir le courage politique de prendre ce sujet en main. Ce qui, à mon sens, n'est pas le cas.

Mme la PRESIDENTE. – Là vous allez sur un terrain, Jeanne HENRY, sur lequel je ne vais pas vous laisser glisser et je ne veux pas être désagréable non plus. Le courage politique, je pense que je n'ai pas beaucoup de leçons à apprendre aujourd'hui. Concernant les violences faites aux femmes, nous sommes très engagés par rapport à cela. Chaque fois que vous faites des constats, vous oubliez qu'il y en a d'autres qui devraient faire les choses. Et oui, l'Education nationale dans les collèges, pardonnez-moi mais c'est leur mission majeure.

A un moment donné, vous allez nous dire : vous ne faites pas les choses, vous dépensez trop ci, trop là. Je vous ai déjà dit que quand les choses doivent être faites, notamment par l'Education nationale, qu'ils fassent déjà ce qu'ils ont à faire, et ensuite si nous devons compléter ou faire les choses différemment par rapport à du cousu main, ce que nous avons l'habitude de faire avec le monde associatif, je crois que vous pouvez nous reconnaître cela, oui ? Je pense que c'est quand même important, parce qu'il y a tout le travail qui est fait aussi au sein de toutes ces associations qui sont nombreuses par rapport aux violences faites aux femmes.

On participe vraiment activement à tout cela. Alors, ce n'est peut-être pas à votre goût, mais que chacun fasse déjà, dans le périmètre qui est le sien, les actions qu'il doit mener. Je vous assure que quand tout sera fait comme cela, on aura couvert… Il y en a de plus en plus, j'en ai bien conscience, on voit bien ce qui se passe. Mais ne reportez pas tous les desiderata des uns et des autres sur le Conseil départemental qui est un des partenaires. Merci.

Je crois bien que je vais être obligée de changer le règlement intérieur, comme le font certains, les 5 minutes, 2 prises de parole, terminé ! Mais je vous redonne la parole, car le sujet est assez important.

Mme HENRY. – Merci. Concernant l'Education nationale, c'est vrai qu'il est en charge des programmes et de les appliquer pour nos collégiens. Mais le Département est aussi en charge de la prévention et de la protection de l'enfance, et il y aurait un vrai rôle à jouer qui serait possible et peut-être à travailler ensemble avec l'Education nationale. Il y a plein de choses possibles qui pourraient être mises en place.

Vous dites que vous faites beaucoup de choses, et c'est vrai.

Mme la PRESIDENTE. – Dites-le de temps en temps.

Mme HENRY. – Il y a beaucoup de choses qui sont mises en place. En revanche, il y a des choix politiques aussi derrière. Je ne vais pas reparler du SMMO, mais il y a des priorités qu'on pourrait appliquer et je pense que ce sont des sujets qui devraient être prioritaires selon nous.

Mme la PRESIDENTE. – Je pense qu'ils sont prioritaires, les actions en témoignent. Le toujours plus, ce n'est pas le toujours plus qu'il faut. C'est au bon endroit, au bon moment. Je pense que c'est comme cela qu'il faut voir les choses.

De toute façon, on a nos différences. Mais je ne laisserai jamais dire ici que la politique vis-à-vis de la violence faite aux femmes n'est pas traitée par le Département du Doubs parce que c'est faux. Et nous sommes engagés…

Mme HENRY. – Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Mme la PRESIDENTE. – Non, mais je le dis pour que ce soit bien clair pour les uns et les autres parce que je n'aime pas beaucoup les petites phrases qui traînent comme cela laissant sous-entendre certaines choses.

Si vous en êtes d'accord, on peut peut-être clore sur ce dernier point.

Patricia, tu voulais reprendre la parole ? Ce sont des éléments complémentaires ?

Mme LIME-VIEILLE. – Je voudrais apporter des précisions. Jeanne HENRY dit que le Département n'est pas assez investi. Je rencontre régulièrement l'association CIDFF. Et puis, je voudrais ajouter une chose importante, Présidente : par rapport à l'hôpital, il y a l'antenne UAPED, là on accueille les enfants dont les mamans sont violentées. Cela, c'est le Département. C'est une chose importante quand même, quand tu dis : on ne protège pas les collégiens, les enfants...

Mme HENRY. – *(Intervention hors micro inaudible)*

Mme LIME-VIEILLE. – On ne peut pas tout. La Présidente l'a dit dans ses propos.

Mme la PRESIDENTE. – Le rapport 2023, mais je pense que cela ne vous a pas échappé, ce que nous avons voulu mettre dans le rapport 2023, c'était un focus plutôt sur ce que nous faisions différemment ou ce qui allait être engagé en 2024. Sinon, ce n'est pas un rapport comme ceci qu'il faut, mais c'est un volume plus important et je ne suis pas sûre que vous liriez tout, on est d'accord, puisque quelquefois on découvre les rapports. Donc, ce n'est pas la peine de faire un rapport que les services font avec beaucoup de cœur et de qualité, je pense.

Là, vous avez vraiment le focus sur 2023. Je considère que depuis que vous êtes élue maintenant, vous avez en tête ce qui se fait, et vous avez vos collaborateurs de part et d'autre, je parle des 2 groupes, nous alimentent aussi sur les différentes thématiques.

On ne peut pas tout mettre dans un rapport comme celui-ci. Un rapport d'activité doit mettre le focus sur ce qui a été différent. Si on mettait tout ce qui est fait par rapport aux violences faites aux femmes, il faudrait juste ce petit document là pour tout mettre en place.

Il y a encore une prise de parole ? Vous avouerez que j'ai une patience extraordinaire. Les uns et les autres devraient quand même regarder un peu ce qui se passe à l'Assemblée départementale pour considérer l'ensemble des élus à leur juste place et à leur juste valeur.

M. KRUCIEN. – Merci Présidente. Une note positive quand même, c'est que la présentation nouvelle et originale et la méthode de construction du rapport est intéressante. Il est appréciable à lire. Veuillez comprendre, au travers des différentes interventions, argumentaires, etc., que peut-être le cran d'affichage sur l'égalité femmes hommes, le développement durable, etc., aurait pu être un peu plus complet. Cela étant dit, je redis le début de ma phrase, la construction en l'état de ce rapport est intéressante. Merci aux services qui ont, j'imagine, œuvré durement pour le sortir au bon moment.

Mme la PRESIDENTE. – Très bien. Je pense qu'on a largement évoqué le rapport d'activité 2023 ainsi que le rapport égalité femmes hommes ainsi que notre transition énergétique.

Je pense qu'il nous faudra un peu de temps pour la DM1. Aussi, je vous propose d'arrêter la séance pour l'instant et nous reprendrons à 14 h 30 cet après-midi.

M. VIVOT. – ***Présentation de la politique efficience interne.***

Je tiens à remercier l'ensemble des acteurs qui ont participé à ce projet 2023 avec notamment le recrutement dernièrement d'un responsable des systèmes d'information pour la collectivité.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Romuald.

Comment j'ai pu oublier ce pan si important dans la collectivité.

On clôt pour l'instant et on se retrouve à 14 h 30.

Communication non soumise au vote.

(La séance, suspendue à 12 h 30, est reprise à 14 h 30)

Mme la PRESIDENTE. – Je vous propose de reprendre la séance. Je vais vous rappeler un peu les personnes excusées et les pouvoirs que vous avez dans l'Assemblée, cela a un peu changé par rapport à ce matin. Philippe ALPY pour Geraldine TISSOT-TRULLARD, Fréderic BARBIER pour Martine VOIDEY, Bruno BEAUDREY pour Marie−Paule BRAND, Damien CHARLET pour Jeanne HENRY, Magali DUVERNOIS pour Christine COREN-GASPERONI, Béatrix LOIZON pour Olivier BILLOT, Albert MATOCQ-GRABOT pour Raphaël KRUCIEN, Thierry VERNIER donne pouvoir à Patricia LIME-VIEILLE.

Et à partir de 15 heures, Jacqueline CUENOT-STALDER pouvoir à Denis LEROUX et Georges UBBIALI à Monique CHOUX. C'est bien cela ? Alors Annick JACQUEMET à Thierry MAIRE DU POSET. Ce serait bien quand même qu'on puisse terminer l'Assemblée avec un quorum, on stabilise comme cela.

On reprend notre séance avec le rapport 401, le compte de gestion. Olivier.

RAPPORTS BUDGETAIRES

N° 401 – Compte de gestion du Payeur départemental sur les opérations de l'exercice 2023

M. BILLOT, Rapporteur

M. BILLOT. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier.

Je vais vous donner la parole, M. le Payeur départemental, en soulignant les bonnes relations que nous avons entre services et dans les différents endroits où vous êtes à nos côtés, je crois qu'on peut le souligner, et votre présence aussi dans nos Assemblées.

Vous avez la parole.

M. LORENZELLI. – Merci Mme la Présidente. Comme M. BILLOT l'a dit, l'essentiel est dit. Je souhaiterais compléter en disant que je me réjouis des excellentes relations qu'on peut avoir avec la direction financière et toutes les équipes qui sont amenées à travailler avec la paierie départementale. Tous les choix qui peuvent être faits au niveau des stratégies politiques, cela ne nous appartient pas. Notre rôle est juste de vous accompagner au mieux, d'apporter notre soutien, avec un recouvrement aussi efficace que possible. Nous avons essayé de mettre des moyens un peu plus forts, c'est pour cela qu'on a un taux de recouvrement qui est meilleur.

On a choisi de considérer que c'était une cible importante de recouvrer plus dans le contexte actuel. Le contexte actuel est général. Les difficultés financières, il y en a à tous les niveaux, à toutes les strates, que ce soit l'Etat, les collectivités locales, les particuliers, les entreprises. Donc forcément, les ratios parfois on aimerait qu'ils soient meilleurs. Mais dans le contexte actuel, les ratios qu'on sort sont plutôt très corrects compte tenu de l'environnement auquel on est confronté.

Au niveau des délais de paiement, ils sont excellents. On peut se dire que si un jour, on est en grosse difficulté, cela nous laisse une petite latitude, en payant quelques jours plus tard, cela évite de tirer un peu moins sur les lignes de trésorerie. Donc, essayer toujours d'optimiser et le souci de toutes les équipes est de faire de l'optimisation. De ce point de vue, on obtient 100 % de résultat positif.

Mme la PRESIDENTE. – Merci beaucoup.

Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – Merci. Pas de focus particulier sur le compte de gestion du Payeur, je crois même que c'est une prise d'acte si je ne me trompe pas. Je souhaitais quand même souligner une chose sur le taux de recouvrement. On a regardé un peu en arrière sur ces taux de recouvrement pour voir si la donnée était si exceptionnelle, et finalement pas tant que cela. Figurez-vous qu'en 2013, quand les partisans de Philippe POUTOU étaient aux manettes ici, nous avions un taux de recouvrement de 99,44 %. Et puis, pour faire le focus sur le RSA, à l'époque qu'on appelait encore RMI, il était de 63,05 %. Cette année, il est à 62,18 %. Ce sont des chiffres relativement voisins.

Mme la PRESIDENTE. – Je ne ferai pas de commentaire. La séance s'est bien passée ce matin, j'espère que cela ne va pas se tendre un peu plus avec des remarques qui n'ont rien à faire dans cette Assemblée.

Le compte de gestion, dont acte.

Cette fois-ci, je suis au rapport 402 avec le compte administratif 2023. Olivier.

N° 402 – Compte administratif 2023

M. BILLOT, Rapporteur

M. BILLOT. – ***Présentation du rapport (Voir le diaporama joint en annexe).***

Je suis très satisfait de voir au 31 décembre 2023 une situation financière saine au niveau du Département. On est mis sous pression par des décisions étatiques. On fait face. Il y a beaucoup de Départements, sur cet exercice 2024, qui sont en train de mettre le genou à terre. Cela nous attriste aussi. On participe tous aux interventions de l'Association des Départements de France, on voit très bien, beaucoup de Départements alertent sur leurs difficultés financières. On a cette chance d'avoir une situation financière saine nous permettant de tenir. Il faudra à un moment donné qu'il y ait un peu de changement, j'espère dans les mois à venir, en tout cas sur la politique d'appui aux collectivités locales dans son ensemble.

Je poursuis sur les budgets annexes.

Poursuite de la présentation du rapport.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier. Je crois qu'on peut te remercier pour la qualité de la présentation de la synthèse. Ce n'est pas toujours facile à accepter tout cela, mais là tu as vraiment une pédagogie qui permet à chacune et chacun d'entre nous de pouvoir s'y retrouver.

Avez-vous des questions ? Je ne vois pas de prise de parole.

J'aimerais revenir, si vous m'y autorisez, sur le rapport 401 parce qu'on l'a pris dont acte mais pour moi il faut voter ce rapport. Donc comme on ne l'a pas fait, je vais vous demander :

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Sur le rapport 402, comme il n'y a pas de question, je vais me retirer et laisser la présidence au 1er Vice-président.

- Mme BOUQUIN se retire et délègue la présidence à M. FAGAUT, Vice-président -

M. FAGAUT. – Je vais soumettre ce rapport 402 au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ?

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 12 abstentions.

Je vous remercie.

On va enchaîner avec le rapport 403 avec l'affectation des résultats de l'exercice 2023-2024. Olivier BILLOT.

N° 403 – Affectation du résultat de l'exercice 2023 à 2024

M. BILLOT, Rapporteur

M. BILLOT. – ***Présentation du rapport.***

- Retour de Mme la Présidente qui reprend la présidence de la séance -

Mme la PRESIDENTE. – Merci.

Y a-t-il des questions ? Je n'en vois pas.

Je vais mettre le rapport aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Nous allons poursuivre avec la décision modificative.

N° 404 – Décision modificative n° 1 de 2024

M. BILLOT, Rapporteur

M. BILLOT. – ***Présentation du rapport (Voir le diaporama joint en annexe).***

Il y a 2 ans en arrière, certains membres de la minorité nous poussaient en disant pourquoi provisionner des ressources liées aux droits de mutation, vous devriez en faire plus, dépenser plus, plus de fonctionnement, plus de moyens, plus d'investissement, sans savoir si on était en capacité de le faire. On ne vous a pas écoutés, pas entendus, ce qui est normal par rapport à la rigueur budgétaire qu'on veut tenir.

Poursuite de la présentation du rapport.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Olivier.

Qui prend la parole, Claude DALLAVALLE.

M. DALLAVALLE. – Merci Mme la Présidente.

Mme la Présidente, chers collègues, une décision modificative n'est jamais qu'un ajustement du budget primitif voté en décembre de l'année précédente. La première permet de reprendre le résultat des années précédentes. En 2022, c'était 32 M€ qui était repris ; en 2023, c'était 27,7 M€, et aujourd'hui, 16,8 M€, preuve de la dégradation de nos capacités financières. Donc cette DM1 ne présente pas de grandes modifications par rapport au budget primitif, principalement des ajustements, conséquences de la baisse des recettes DMTO et fraction de la TVA versées en compensation de la perte de la CVAE et de la TFPB.

Pour diminuer l'incidence de ces baisses et ne pas faire appel à un emprunt plus important, vous allez chercher la totalité de la réserve DMTO, soit 7 M€, et ce qui ne pourra plus être fait.

Je ne vais pas reprendre tous les chiffres énoncés précédemment par Olivier, mais faire un focus sur certains. Je ne vais pas trop revenir sur les investissements, pas de nouveaux, puisque ce sont principalement des subventions pour enfance, famille dont les villages d'enfants, et pour honorer l'adhésion à la SCIC FCSM.

Les principales modifications sont au niveau du fonctionnement.

2 M€ pour insertion, emploi, ce n'est pas un choix, mais une obligation pour répondre à une revalorisation forfaitaire du RSA. Cela arrive d'ailleurs chaque année en avril, et cette hausse pourrait être anticipée dès le BP.

2 M€ pour enfance, famille, dont 400 000 € pour ajuster la subvention d'équilibre du CDEF. On en a parlé lors du rapport d'activité.

1,5 M€ pour rembourser le trop-perçu fraction TVA 2023, difficile pour une collectivité de fonctionner sur des prévisions, surtout si celles-ci sont trop élevées.

La dernière, 2 M€ pour le SMMO, je l'ai dit précédemment, ce n'est plus possible.

Sans reprendre ce que j'ai dit dans le liminaire, que ceux qui profitent de cette station prennent conscience qu'ils doivent aussi l'aider.

Un peu plus de 43 M€ en AP principalement pour le plan pluriannuel d'ouvrages d'art, mais aussi 1 M€ pour la révision du coût final du collège de Bethoncourt.

Un toilettage réalisé au niveau des AP et des AE concernant différentes politiques. Le regret est de voir disparaître 1 M€ au niveau du FSE 2018-2021.

Œuvrons pour que l'on puisse utiliser la totalité de ce qui nous est attribué.

Cette DM1, fortement impactée par la diminution des recettes, ne réduit que de 4,5 M€ l'emprunt permettant d'équilibrer le budget primitif. C'était plus de 20 M€ de réduction les 2 années précédentes.

Petite projection sur le prochain budget primitif : celui de 2025. Il sera fortement contraint sans une vraie connaissance des recettes et ne plus avoir un levier fiscal nous pénalise.

Une réflexion devrait être menée au niveau national, quelle que soit la majorité, pour permettre aux Départements de répondre à leurs compétences au niveau fonctionnement.

Sans cela, l'équilibre dont Olivier nous a parlé tout à l'heure au niveau investissement : 1/3 autofinancement, 1/3 emprunt et 1/3 recettes, ne pourra se poursuivre et cela pourrait impliquer la baisse de nos investissements.

Vous conservez aujourd'hui le cap que vous vous êtes fixé en décembre, ce qui me semble logique. La DM1 n'apporte pas de grands changements par rapport au budget que vous avez voté en décembre. Nous avions voté contre le budget primitif. Avec en plus ces 2 M€ pour le SMMO, vous ne serez pas surpris de notre vote. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Merci.

Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – Merci. Je prends la parole rapidement puisque dans cette présentation, on se plaint et on pointe du doigt le fait que nous manquons dans les collectivités locales de recettes fiscales et de leviers fiscaux, et je voudrais profiter de ces déclarations-là pour répondre à M. FAGAUT qui ce matin réclamait une clarification sur les propositions fiscales dont on a fait référence ce matin.

Je voudrais vous répondre avec fierté mais aussi gravité, oui, nous réclamons une hausse de la fiscalité sur les profits, sur les produits financiers, sur les hauts revenus. Notre front, comme vous l'avez appelé ce matin, le réclame de ses vœux.

Mme la PRESIDENTE. – Attendez, non, non M. KRUCIEN, là vous êtes en train de dérouler un programme des législatives, ce n'est juste pas possible ; on est en Assemblée départementale. Je pense que jusqu'à présent, chacune et chacun d'entre nous, nous nous sommes tenus avec les propos liminaires. Vous ne pouvez pas décliner un programme au sein de cette Assemblée. Vous le ferez en sortant, si on se dépêche un peu, pour que vous puissiez aller sur le terrain jusqu'à minuit, chacun d'entre nous fera ce qu'il aura à faire, mais pas ici dans cette Assemblée.

Olivier.

M. BILLOT. – Très rapidement, Claude, merci dans tous les cas de tes propos. Je pense que le constat, tu le fais également comme le nôtre. Simplement te répondre, tu parles d'une érosion du résultat de clôture, qui était de 27,6 en 2022 à 16,8. Claude, on sait faire. Si on voulait un résultat de clôture maintenu à 27, au lieu d'emprunter 30 M€ sur 2023, on empruntait 40. On empruntait 40 et on allait te dire que le résultat de clôture est à l'identique. Mais 40 M€, même si on a un taux de 1 %, c'est toujours 10 M€ de plus qu'on doit rembourser en capital et intérêt.

Ce qui a été porté par la collectivité, et je me tourne vers la direction financière parce qu'on y travaille tous les jours, c'est plutôt que de dire : on doit maintenir 27 M€ de résultat de clôture, on a accepté de descendre à 16. Par contre, derrière, on met en place une gestion quotidienne de notre trésorerie.

Aujourd'hui, on a une gestion quotidienne tous les jours. On ouvre une ligne de trésorerie à côté. Plutôt que d'avoir une zone de confort en disant : on a de l'argent sur le compte et on mandate comme bon nous semble, aujourd'hui, on se professionnalise, on s'améliore encore davantage pour avoir une gestion de trésorerie au jour le jour, ce qui nous permet de faire des économies financières.

Reconstituer un fonds de roulement, reconstituer un résultat de clôture, c'est très simple. Il n'y a rien de plus simple. Mais bon, on ne le souhaite pas. Ce serait la solution de facilité. On a plutôt recherché l'optimisation financière à travers une très bonne gestion de trésorerie et on le continuera Claude. Il y a des collectivités qui ont des réserves importantes. Je vous rappelle que nos excédents ne sont pas placés, c'est la trésorerie de l'Etat, donc aujourd'hui ils ne nous rapportent rien. Rien ne sert d'avoir 50 M€ sur le compte. On en a eu 27, c'était un niveau intéressant. On en a 16, c'est un niveau satisfaisant. Par contre, on s'inscrit dans une gestion de trésorerie quotidienne au jour le jour. Et c'est sûr que cela contraint davantage l'organisation, mais c'est une nécessité pour aller vers une optimisation financière.

Mme la PRESIDENTE. – Je vous remercie.

Je considère qu'on a eu les éléments nécessaires. Vous nous avez indiqué ce que vous alliez faire, donc je mets le rapport aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté.

Adopté à la majorité des suffrages exprimés avec 12 voix contre.

Nous passons au rapport 101, Denis, tu as la parole.

RAPPORTS PONCTUELS

N° 101 – Mise en œuvre de l'enveloppe dédiée à l'accompagnement des adultes en situation de handicap nécessitant un accompagnement renforcé en établissement

M. LEROUX, Rapporteur

M. LEROUX. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Denis.

Je ne vois pas de prise de parole.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Nous passons au rapport suivant, le rapport 102, Patricia.

N° 102 – Rapport d'observation définitive relative au contrôle des comptes et de la gestion du Département du Doubs quant à la politique d'accueil du jeune enfant

Mme LIME-VIEILLE, Rapporteur

Mme LIME-VIEILLE. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Dont acte, s'il n'y a pas de question complémentaire. Parfait, nous passons au rapport suivant, le rapport 301.

Ah pardon, il faut réagir les amis ! Je vous donne la parole.

On revient sur le rapport 102. Géraldine LEROY.

Mme LEROY. – Merci Mme la Présidente. Pour compléter la présentation de Patricia sur ce rapport, nous pouvions aussi ajouter que dans ce rapport et plus précisément dans le rapport de la Cour des comptes, il est dit que le Département a choisi de ne pas avoir de stratégie spécifique dédiée à la politique d'accueil du jeune enfant, ce qui n'est pas obligatoire. Cela veut dire que pour le Département, le choix a été fait de ne pas en faire.

Ce rapport nous indique aussi que du fait d'un manque de bilan réalisé entre 2020 et 2023, en fait, ce manque de bilan montre une application peut-être pas suffisante de la collectivité dans le schéma départemental des services aux familles.

Nous sommes très étonnés aussi d'apprendre, dans le rapport d'activité, que le Département a signé une nouvelle mouture du schéma départemental des services aux familles. Cette nouvelle mouture a été signée, mais on n'en a eu aucune présentation, ce qui aurait été instructif d'en avoir une en première commission.

Au sujet de la régulation de l'offre, on sait que ce n'est pas la compétence telle du Département. Pour autant, l'une des compétences et des missions du Département est celle de l'insertion. Donc comment le Département peut-il, au sein de ce schéma départemental des services aux familles, faire en sorte de trouver davantage de places de crèches réservées, dédiées aux personnes en insertion ? Car nous savons que quand une personne s'engage dans un parcours d'insertion, l'un des freins à lever est celui de la garde quand il est parent.

Mme la PRESIDENTE. – Patricia.

Mme LIME-VIEILLE. – Je n'ai pas tout compris, mais je vais répondre par rapport à comment est-ce qu'on fait pour les assistantes maternelles. On sait que le Département n'est pas recruteur des assistantes maternelles. Par contre nous, les services, organisons sur les 3 territoires des réunions d'information sur l'agrément. Car nous, le Département du Doubs, nous donnons l'agrément.

Simplement vous donner quelques chiffres, quand tu parles des places d'accueil : on comptait 17 915 enfants de moins de 3 ans en 2021, contre 18 649 en 2018. Cette baisse de 734 enfants est cohérente et confirme la trajectoire des années précédentes. Donc, moins de 2 000 enfants entre 2013 et 2019.

En ce qui concerne l'accueil individuel, en effet, c'est un métier qui est en désamour, on le sait, on l'a compris. Il faut savoir que les places d'accueil collectif sont en nette augmentation. Nous avons plus 20 % de places d'accueil dans les crèches ou dans les EAJE.

Voilà ce que je voulais ajouter Mme la Présidente.

Mme la PRESIDENTE. – On ne va pas poursuivre le débat, si vous en êtes d'accord. Vous nous posez des questions, qu'il faudrait sans doute poser aux partenaires, notamment la CAF. Vous n'êtes pas sans savoir que nous, on a 2 ou 3 opérations et que l'ensemble des questions que vous posez, c'est un référentiel de la CAF. On ne peut pas entrer dans le reste du sujet. Je pense que vous avez une mission sur laquelle vous travaillez, donc le moment venu, je pense qu'on pourra évoquer l'ensemble de ces sujets.

Communication non soumise au vote.

Nous poursuivons avec le rapport suivant, cette fois-ci nous sommes sur l'avis du SDACR, je repasse la parole à Thierry.

N° 301 – Avis sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) 2024-2029 du SDIS du Doubs

M. MAIRE DU POSET, Rapporteur

M. MAIRE DU POSET. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Thierry. Tu as bien fait de résumer puisque nous avions eu une présentation après la Commission permanente, avec le Contrôleur général, que je remercie lui aussi de sa présence, et donc les personnes qui avaient travaillé activement sur la proposition de ce SDACR IV.

Claude DALLAVALLE.

M. DALLAVALLE. – Merci Mme la Présidente.

Mme la Présidente, chers collègues, suite à l'avis que l'on va donner, il ne restera plus que 2 étapes avant que le SDACR IV ne soit opposable.

Nous avons eu une présentation, comme vous venez de le rappeler, en fin de la dernière Commission permanente. Peu de modifications par rapport à ce qui nous a été présenté. Je tiens ici à remercier toutes celles et tous ceux qui ont travaillé à sa construction, un long travail, et je les en remercie particulièrement.

Je profite de ce dossier pour évoquer 2 points concernant le SDIS.

Le premier, une inquiétude de mon côté, je l'ai déjà évoquée lors d'une réunion de la commission consultative départementale des sapeurs-pompiers volontaires, est le ressenti de certains sapeurs-pompiers volontaires qui se posent aujourd'hui la question de savoir s'ils vont continuer. Trop de contraintes et de difficultés au niveau de leur employeur, etc. Il est important de bien les entendre. C'est sur eux que repose aussi la bonne tenue des secours.

Le second est le financement du SDIS, une part pour les communes et les EPCI, le Département est la variable d'ajustement. Vu nos finances de plus en plus précaires, jusqu'où pourra-t-on aller ? Aujourd'hui, nous pouvons encore répondre aux demandes syndicales, et ils sont les premiers à vous remercier par rapport à ce que vous apportez. Mais je crois que dans certains Départements, certains ne peuvent plus le faire.

C'est au national de réfléchir à un financement qui ne doit plus reposer que sur les collectivités locales donc bien entendu le Département. Merci.

Mme la PRESIDENTE. – Pour vous rassurer, il y a un travail petit, précis qui est mené au niveau national. On a d'abord commencé au niveau régional, entre les 8 Présidents et Directeurs de SDIS. Ensuite, on a une commission spécifique au sein de Départements de France pour regarder un peu ce qui se passe, les difficultés qu'il y a. Vous avez parlé du volontariat. On pourrait parler des différentes interventions, revenir sur le cœur du métier aussi.

Il y a une commission nationale qui s'appelle la CNSIS aussi.

Tous ces sujets, on est en train de les évoquer avec le gouvernement. J'espère qu'on va pouvoir poursuivre puisqu'il y a quand même le Beauvau de la sécurité qui est lancé. Je ne sais pas où ça va mener. En tout cas, pour certains, nous étions engagés dans ces instances pour pouvoir apporter justement des compléments de terrain, je dis bien de terrain, ce qui se passe, comment on finance. Vous avez parlé de variable d'ajustement du Département. Il est vrai que concernant les collectivités, le bloc communal, si l'indice est à 0, c'est à 0, il n'y a pas d'apport des collectivités, et c'est le Département qui, en tant que de besoin et en tant que de moyens, équilibre le budget du SDIS.

Par contre, il y a beaucoup d'autres pistes qui sont explorées, notamment par rapport au sauvé, c'est-à-dire que quand on sauve des biens, il y a aussi des assurances derrière, donc participation de tout cela. Et puis, participation aussi de l'Etat à la hauteur de ce qui devrait être.

Voilà pour résumer très schématiquement, mais nous pourrons revenir beaucoup plus dans le détail par rapport à tout cela. C'est une vraie inquiétude que le financement du service départemental d'incendie et de secours dans l'ensemble des Départements. Pour l'instant, je ne suis pas très rassurée, pour tout vous dire, de ce qui nous attend en ce moment.

On a la chance d'avoir notre Contrôleur général qui est à la tête de plusieurs commissions au niveau national, notamment pour les financements pour aujourd'hui, demain et après-demain. Et puis, nous avons la chance aussi, au sein du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, d'avoir une équipe très affûtée sur tout ce qui est intelligence artificielle, qui nous permet là aussi d'anticiper et de pouvoir mettre les moyens où il les faut, sans trop déployer, sans sous-déployer non plus. Ce sont des avantages qu'on a pour l'instant.

Quant au financement, on est en train de regarder parce que si on prépare le budget du Département déjà pour l'année 2025, on est en train aussi de préparer le budget du SDIS bien sûr pour 2025, même si on le vote en février 2025. On a beaucoup d'interrogations.

Je voudrais en profiter pour saluer l'ensemble des 3 100 hommes et femmes, que ce soient les pompiers professionnels, les pompiers volontaires bien sûr qui sont les plus nombreux à l'effectif, et aussi nos personnels administratifs et techniques qui font bien évidemment tourner cette grosse machine mais surtout cette grosse famille. On doit beaucoup à nos sapeurs-pompiers. Donc on essaye, vous l'avez dit et je vous en remercie.

On proposera, je crois que vous avez bien compris qu'il le fallait, 5 postes complémentaires pour pouvoir justement faire fonctionner les compagnies. C'est pour cela aussi qu'elles ont été créées, c'est pour que nous puissions avoir plus de proximité avec les chefs de centre, notamment pour ceux qui ne sont pas professionnels.

C'est un sujet qui va revenir et qui va nous animer. Pour l'instant, nous avons toujours pu répondre à la demande. Je rappelle que le budget du Département alimente aussi l'investissement du SDIS, c'est ce que nous avions souhaité, par le biais d'une convention.

Il n'y a pas d'opposition. Pas d'abstention.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Merci pour eux.

Nous passons au rapport 302. Nous allons changer un peu le fusil d'épaule puisque notre collègue Béatrix n'est pas là. On commence avec Ludovic et en complément avec Olivier.

Merci de reprendre au pied levé ce rapport.

N° 302 – Comité départemental du tourisme (CDT) : rapport financier 2023

MM. FAGAUT et BILLOT, Rapporteurs

M. FAGAUT. – Merci Mme la Présidente. On va essayer de prendre le relais de Béatrix LOIZON, à qui on souhaite un prompt rétablissement, bien entendu, avec Olivier BILLOT.

Présentation du rapport.

Mme la PRESIDENTE. – Merci Ludovic.

Olivier.

M. BILLOT. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci.

Pas de question ?

Je crois que vous siégez aussi, pour certains d'entre vous, et partagez en tout cas le bilan qui vient d'être évoqué. Dont acte.

Communication non soumise au vote.

Nous passons à la quatrième commission avec le rapport 405, Romuald.

N° 405 – Compte rendu de l'exercice des délégations de compétences consenties à la Présidente du Département par le Conseil départemental

M. VIVOT, Rapporteur

M. VIVOT. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Romuald.

Dont acte. Vous avez été informés.

Communication non soumise au vote.

Rapport 406, Serge.

N° 406 – Adaptation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

M. RUTKOWSKI, Rapporteur

M. RUTKOWSKI. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci Serge.

Aly YUGO.

M. YUGO. – Mme la Présidente, cher Serge merci. Nous accueillons très favorablement certaines avancées, parce que ces avancées permettent aux travailleurs d'avoir un avantage financier pour les agents qui est certain. Mais nous souhaitons qu'il y ait une solution pour que la longue maladie ne soit pas une difficulté financière donc un double handicap financier, financièrement parlant. La question du non-versement de l'IFSE pour la longue maladie ou le congé de longue durée reste quand même la partie qui nécessiterait peut-être qu'on trouve une solution, ce qui fera l'objet de notre motion plus tard.

Mme la PRESIDENTE. – Serge.

M. RUTKOWSKI. – Je pense avoir répondu sur ce point-là. C'est un point sur lequel on avait largement débattu lors des réunions avec les organisations syndicales et même en CST, c'est quelque chose de règlementaire aujourd'hui. Des Départements ont présenté un RIFSEEP et se sont fait annuler par la Préfecture pour défaut de légalité. On le sait.

Nous, on a un dispositif qui est en place, comme je vous l'ai dit, au sein des RH, avec Blanche, qui traite déjà puisque des personnes rentraient déjà dans ce dispositif, quand elles n'avaient pas de prévoyance et perdaient tout de suite une partie de leur salaire. Donc, Blanche rencontrait déjà des personnes étant déjà dans ces difficultés. Elle continuera, et c'est dans son métier, à les rencontrer, si ces personnes se trouvent en difficulté et ont un salaire qui sera à la baisse, comme je vous l'ai dit, qui peut aller entre 15 et 30 % mais on compte une moyenne de 20 % de leur salaire en moins, ce qui n'est pas négligeable je l'entends. Néanmoins, on a un dispositif aux RH qui permet de rencontrer ces personnes et de voir avec elles pour les aider dans ce domaine.

Mme la PRESIDENTE. – Je ne sais pas si tout le monde sait qui est Blanche mais bon... Peut-être que vous pouvez préciser.

M. RUTKOWSKI. – Il s'agit de l'assistante sociale des RH et du Département.

Mme la PRESIDENTE. – Vous avez tellement l'habitude de travailler avec, je voyais quelques collègues qui étaient attentifs.

Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – C'est vrai qu'en effet il y a des Départements, même la Région Bourgogne Franche-Comté s'est même fait recaler au contrôle de légalité sur ces questions d'IFSE. Là, il s'agit de quelque chose de très précis, ce sont les gens qui sont en congé longue maladie.

Mme la PRESIDENTE. – Vous êtes en train de développer la motion, là ?

M. KRUCIEN. – Non. Elle est liée. Je ne prends pas de l'avance, je ne développe pas la motion, mais elle est liée clairement.

Mme la PRESIDENTE. – Ce n'est pas tout à fait comme cela que se passe une motion, vous le savez.

M. KRUCIEN. – C'est quand même sur ce rapport que cela se produit, même si Aly l'a déjà dit, il y a des belles avancées.

Mme la PRESIDENTE. – Une motion ne se commente pas ; elle se lit.

M. KRUCIEN. – Je ne vais pas lire ma motion, ce n'est pas le but.

Mme la PRESIDENTE. – Vous déclinez ce qu'il y a à l'intérieur de la motion.

M. KRUCIEN. – Je voulais en terminer sur une question à mon camarade, simplement quel système existe avec l'assistante sociale pour combler ces pertes de salaire quand on est dans cette situation ? Vous dites : on voit ce qu'on peut faire, etc. Mais finalement, dans quel dispositif cela rentre ? Est-ce que vous comblez chaque fois les rémunérations ? Et oui, j'allais faire un pont, c'est bien l'objet de ce qui est proposé au-delà de la motion, qui sera lue à la fin de l'Assemblée.

Mme la PRESIDENTE. – Quelques éléments, je pense que vous en avez déjà pas mal donné, mais peut-être encore quelques éléments.

M. RUTKOWSKI. – En effet, Blanche, l'assistante sociale du Département, qui est une personne remarquable, très attentionnée et à l'écoute, fait du cas par cas. Les gens vont la rencontrer. C'est l'assistante sociale, elle juge ou pas s'il y a besoin d'aider ces personnes. Je ne pourrai pas vous dire si elle les aide systématiquement ou pas, mais quoi qu'il en soit, c'est une personne à l'écoute et s'il y a besoin, elle sera là.

Néanmoins, nous relançons des négociations aujourd'hui avec la mutuelle du groupe pour essayer de faire évoluer cette mutuelle pour que ce soit pris en compte dans la mutuelle du groupe. Mais aussi, chaque personne peut étendre individuellement sa mutuelle pour pouvoir être couverte par cette situation. C'est comme une assurance de maison, on peut ne la couvrir que pour la maison, ou un peu pour l'orage, les intempéries, les inondations. Chacun peut étendre ou pas, ou prendre le minimum. Aujourd'hui, on est dans un cas en effet où chacun est libre ou pas d'étendre ou pas sa mutuelle.

Je précise, encore une fois, que dans l'aide qu'apporte le Département au sein de la prévoyance, l'aide financière qu'on a prise l'année dernière sur la prise en charge des prévoyances, cela couvre une bonne partie de cette mutuelle, qui n'était pas avant prise en charge.

Mme la PRESIDENTE. – Je pense que vous avez eu les réponses à vos questions.

Je mets le rapport aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapport 407, Serge.

N° 407 – Adaptation des moyens de la Collectivité

M. RUTKOWSKI, Rapporteur

M. RUTKOWSKI. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Je ne vois pas de question particulière.

Je mets le rapport aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapport 408, Olivier.

N° 408 – Exonérations fiscales 2025

M. BILLOT, Rapporteur

M. BILLOT. – ***Présentation du rapport.***

Mme la PRESIDENTE. – Merci.

Y a-t-il des questions ? Raphaël KRUCIEN.

M. KRUCIEN. – Merci. J'interviens à la place de mon collègue Damien CHARLET, qui a malheureusement dû s'absenter. L'an dernier, nous avions déjà évoqué le sujet de la taxe d'aménagement. La loi de finances 2023 proposait éventuellement 2 nouvelles exonérations sur le plan environnemental, et nous avions fait le souhait, en tout cas mon collègue Damien CHARLET avait fait le souhait de pouvoir avoir un dialogue en troisième commission sur ce sujet. Vous en aviez convenu, cher M. BILLOT. C'est dommage. On regrette de ne pas avoir pu évoquer ce sujet en troisième commission, sachant que c'est un sujet très prégnant sur notamment des sujets comme le ZAN, etc.

Pour ce rapport 408, nous allons nous abstenir.

Mme la PRESIDENTE. – Très bien.

Y a-t-il des oppositions ? Des absentions ? Le rapport est adopté.

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 12 abstentions.

Je vais vous proposer que vous puissiez lire la motion. Elle n'est pas commentée, vous savez comment ça se passe, et on passera au vote après. Qui la lit ?

Motion relative à la création d'un dispositif de fonds de secours pour les agents du Conseil départemental du Doubs en situation de longue maladie proposée par l'ensemble des Conseillers départementaux du groupe Doubs Social Ecologique et Solidaire

M. KRUCIEN. – A compter du 1er juillet prochain, les agents placés en congé de longue maladie (CLM), de longue durée (CLD) ou de grave maladie (CGM) ne percevront plus leur indemnité de fonctions, sujétions et expertise (IFSE).

Le fait générateur de ce recul est la mise en conformité avec la loi de notre régime indemnitaire.

Ce recul, à l'encontre de celles et ceux affectés par la maladie et luttant contre cette dernière, n'est néanmoins pas inéluctable.

D'autres exécutifs, dont celui du Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, soumis au même règlement de la fonction publique territoriale, ont mis en place des dispositifs compensatoires.

La loi permet en effet aux collectivités, la mise en œuvre d'une action sociale au bénéfice de ses agents. Nous pouvons, dans le respect du principe de libre administration, décider le type de prestations, le montant et les modalités.

Nous serions bien inspirés de prendre rapidement exemple sur le fonds de secours voté par notre Conseil régional. Les agents régionaux dont la situation personnelle devient précaire par suite de leur placement en CLM, CLD ou CGM se voient octroyer une aide pour compenser la perte de leur IFSE.

Nous souhaitons que notre Conseil départemental travaille à la mise au vote, à l'automne, d'un tel fonds de secours pour les agents en situation de longue maladie.

Mme la PRESIDENTE. – Je vais m'abstenir de commenter aussi, puisqu'on ne fait pas de…

Je mets la motion aux voix. Il s'agit d'accepter ou pas la motion.

Qui est pour la motion ? Qui s'abstient ? La motion est rejetée.

Motion rejetée avec 24 voix contre et 1 abstention.

Nous sommes au terme de notre séance plénière. Je voudrais vous remercier les uns et les autres pour votre participation, remercier bien évidemment aussi l'ensemble des services, l'ensemble des élus, puisque nous allons entamer la Commission permanente.

Merci à toutes et à tous.

- La séance est levée à 16 h 40 -

La Présidente du Département,



Christine BOUQUIN

La Secrétaire de séance,



Priscilla BORGERHOFF

ANNEXES

Compte administratif 2023

COMPTE ADMINISTRATIF 2023



POINTS MARQUANTS EN 2023

- Le dégradation du contexte économique a engendré une **baisse des recettes fiscales** ;
- L'inflation des prix et les dépenses contraintes par l'Etat ont généré une **hausse soutenue des dépenses de fonctionnement** ;
- Par conséquent, **l'épargne brute s'écroule** comparativement à l'exercice précédent ;
- Le **niveau d'investissement** a malgré tout atteint un **niveau record de 114 M€ ;**
- Ces investissements ont été financés par un **recours à l'emprunt plus élevé**, et par un **prélèvement sur les résultats antérieurs.**



DEPARTEMENT DU DOUBS : CA 2023 en chiffres

	(en M€)	Voté	Réalisé	Taux de réalisation	Evolution 2023/2022
DEPENSES	Investissement	122,038	113,973	*93,4%*	*7,2%*
	(invt hors dette)	*98,793*	*91,005*	*92,1%*	*7,1%*
	Fonctionnement	538,834	525,451	*97,5%*	*4,0%*
	(Fonct hors dette)	*532,384*	*519,278*	*97,5%*	*4,0%*
	Total Dépenses	**660,872**	**639,424**	***96,8%***	***4,6%***
RECETTES	Investissement	53,267	48,969	*91,9%*	*59,4%*
	(invt hors emprunts)	*21,767*	*18,969*	*87,1%*	*7,1%*
	Fonctionnement	579,921	579,630	*99,9%*	*0,6%*
	Total Recettes	**633,188**	**628,599**	***99,3%***	***3,6%***

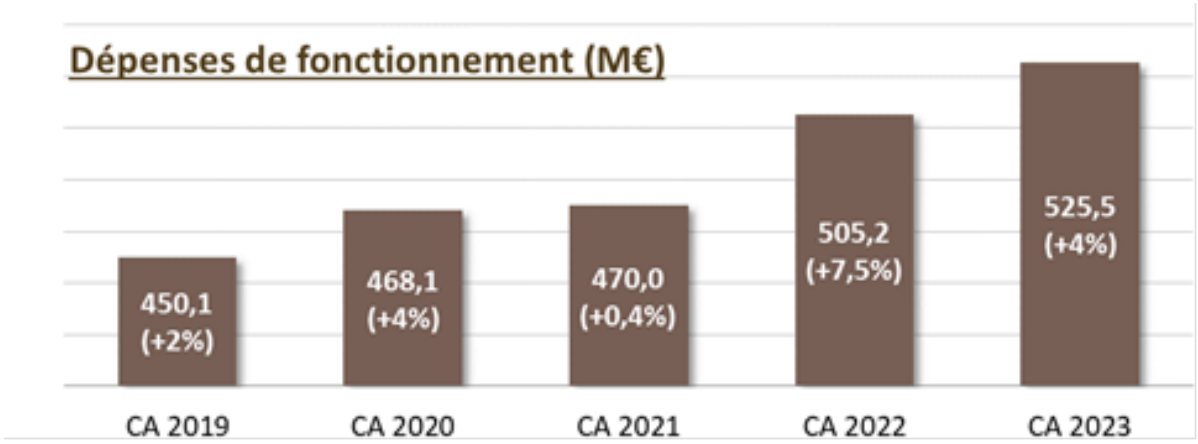
RESULTAT DE CLOTURE	**27,684**	**-10,825**
EXCEDENT CUMULE	**16,859**	
EPARGNE BRUTE		**54,179**

1. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 525,5 M€

LES DRF CONTINUENT DE PROGRESSER A UN RYTHME SOUTENU DE + 4 %, SOIT + 20 M€

- Cette croissance est la conséquence de la forte inflation des prix ainsi que des dépenses contraintes de l'Etat (SEGUR, revalorisation RSA, point d'indice) ;
- En volume, les plus fortes progressions portent sur les solidarités humaines (+13,9 M€), avec + 7,4 M€ au titre de l'enfance famille, et les ressources humaines (+ 4,9 M€).

(en M€)	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022/2023
Solidarités humaines	308,113	321,989	4,5%
Dév. Humain	24,539	27,624	12,6%
Dév. Territorial	42,885	45,211	5,4%
Efficience / ress. internes	123,973	124,454	0,4%
s/T	*499,509*	*519,278*	*4,0%*
Remb. Intérêts dette	5,684	6,173	8,6%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**505,193**	**525,451**	**4,0%**

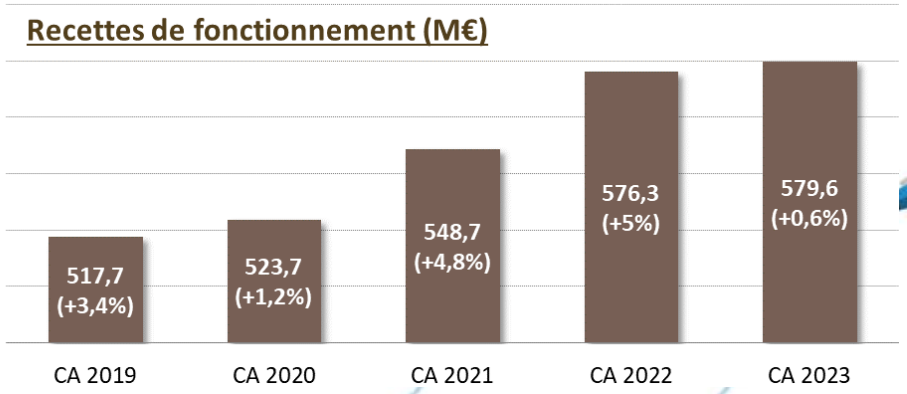


2. RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 579,6 M€

DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT FORTEMENT RALENTIES PAR LA FISCALITE

- Après deux années dynamiques, les **RRF** ralentissent à un taux d'évolution **quasi stable de + 0,6 % ;**
- La **fiscalité subit un recul de - 1,4 %** lié à l'effondrement des DMTO (- 16,4 M€) et à un produit de la TVA inférieure aux prévisions ;
- Ces pertes sont en partie compensées par les hausses des dotations et concours de l'Etat, ainsi que des recettes de la péréquation.

(en M€)	CA 2022	CA 2023	Evolution %	Evolution M€
Solidarités humaines	55,030	59,737	8,6%	4,71
Dév. Humain	2,270	1,573	-30,7%	-0,70
Dév. Territorial	1,818	1,217	-33,1%	-0,60
Efficience / ress. internes	517,153	517,103	0,0%	-0,05
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**576,271**	**579,630**	**0,6%**	**3,36**

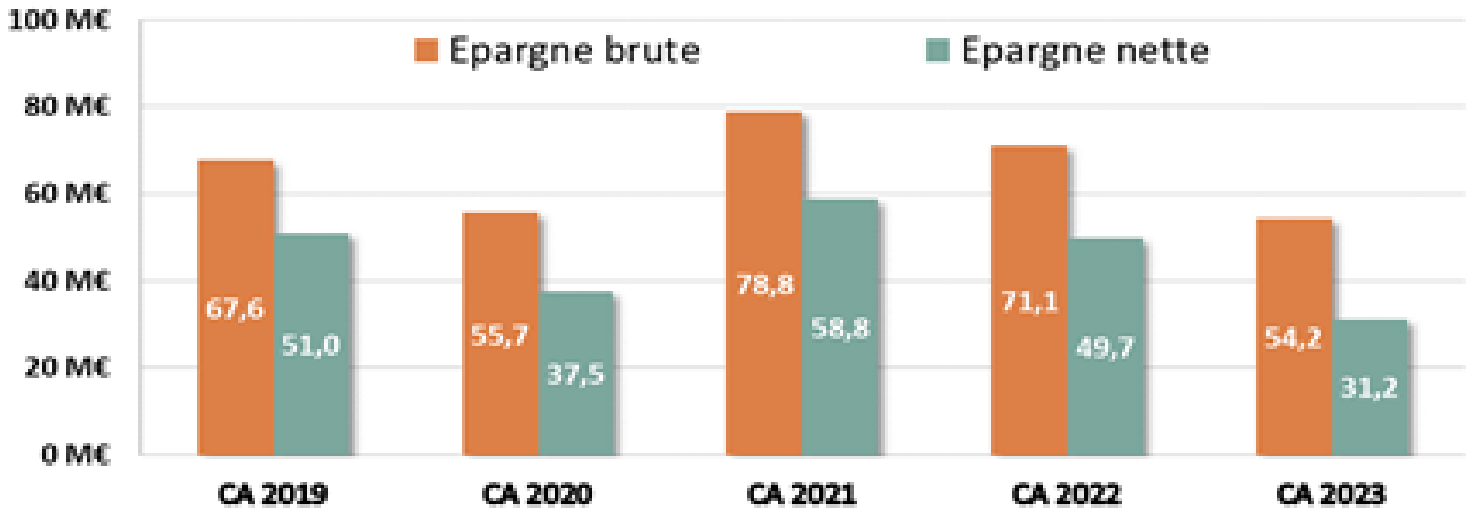




3. TENSIONS SUR L'EPARGNE BRUTE

L'EPARGNE BRUTE S'ECROULE DE - 16,9 M€, SOIT UNE BAISSE ANNUELLE DE - 23,8 %

- L'épargne brute est affectée par la forte hausse des dépenses et la stabilisation des recettes de fonctionnement ;
- Le taux d'épargne brute est également en net recul avec un ratio de 9,3 % en dessous du seuil de vigilance de 10 % pour la première fois depuis 2017.



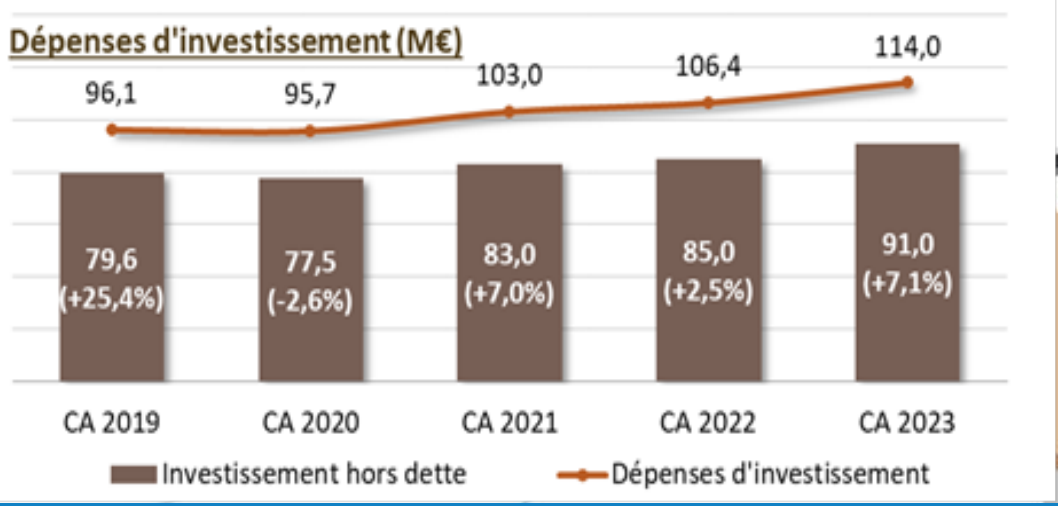
4. DEPENSES D'INVESTISSEMENT hors dette : 91 M€

LE NIVEAU D'INVESTISSEMENT ATTEINT UN NIVEAU RECORD

- Le Département maintient la dynamique de l'investissement avec un niveau de **dépenses inégalé depuis 2012** et qui enregistre une hausse de **+ 7,2 % sur un an**

- Les principales dépenses portent sur :
  - les Mobilités et infrastructures = 29,6 M€
  - les Collèges = 27,6 M€ dont 11 M€ pour la construction du collège de Bethoncourt
  - Le Développement territorial = 10,1 M€
  - La Gestion de l'eau = 5,2 M€
  - Le Patrimoine culturel = 4,7 M€ avec les travaux à la Saline d'Arc-et-Senans et l'achèvement de la salle multimodale

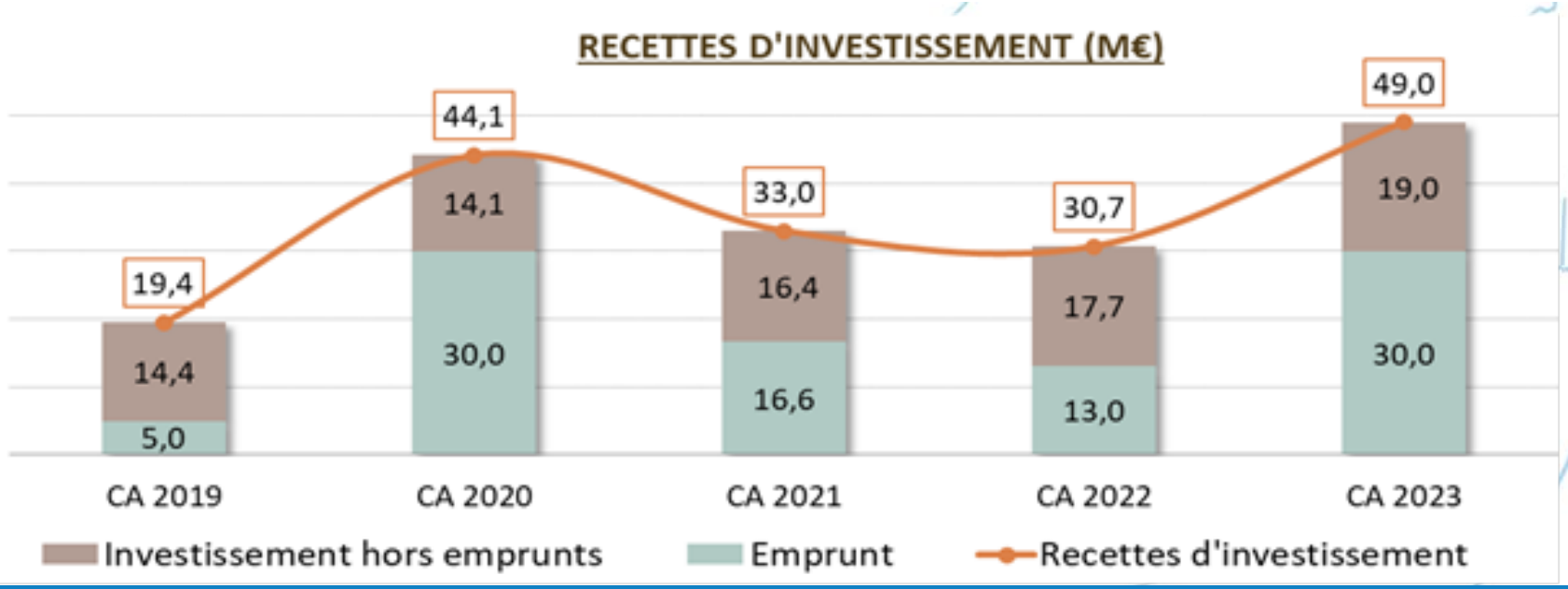
(en M€)	CA 2022	CA 2023	Evolution %	Evolution M€
Solidarités humaines	5,426	4,808	-11,4%	-0,617
Dév. Humain	22,981	32,958	43,4%	9,977
Dév. Territorial	51,032	47,976	-6,0%	-3,055
Efficience / ress. internes	5,572	5,262	-5,6%	-0,310
s/T	*85,011*	*91,005*	*7,1%*	*5,995*
Remb. dette en capital	21,341	22,968	7,6%	1,626
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**106,352**	**113,973**	**7,2%**	**7,621**



5. RECETTES D'INVESTISSEMENT : 49 M€

LES BESOINS D'EMPRUNT REPARTENT A LA HAUSSE

- Le recours à l'emprunt a atteint **30 M€**, soit un niveau en forte augmentation comparativement à l'exercice précédent (13 M€) ;
- Hors emprunts, les recettes s'élèvent à 19 M€, en progression de + 7,1 %.

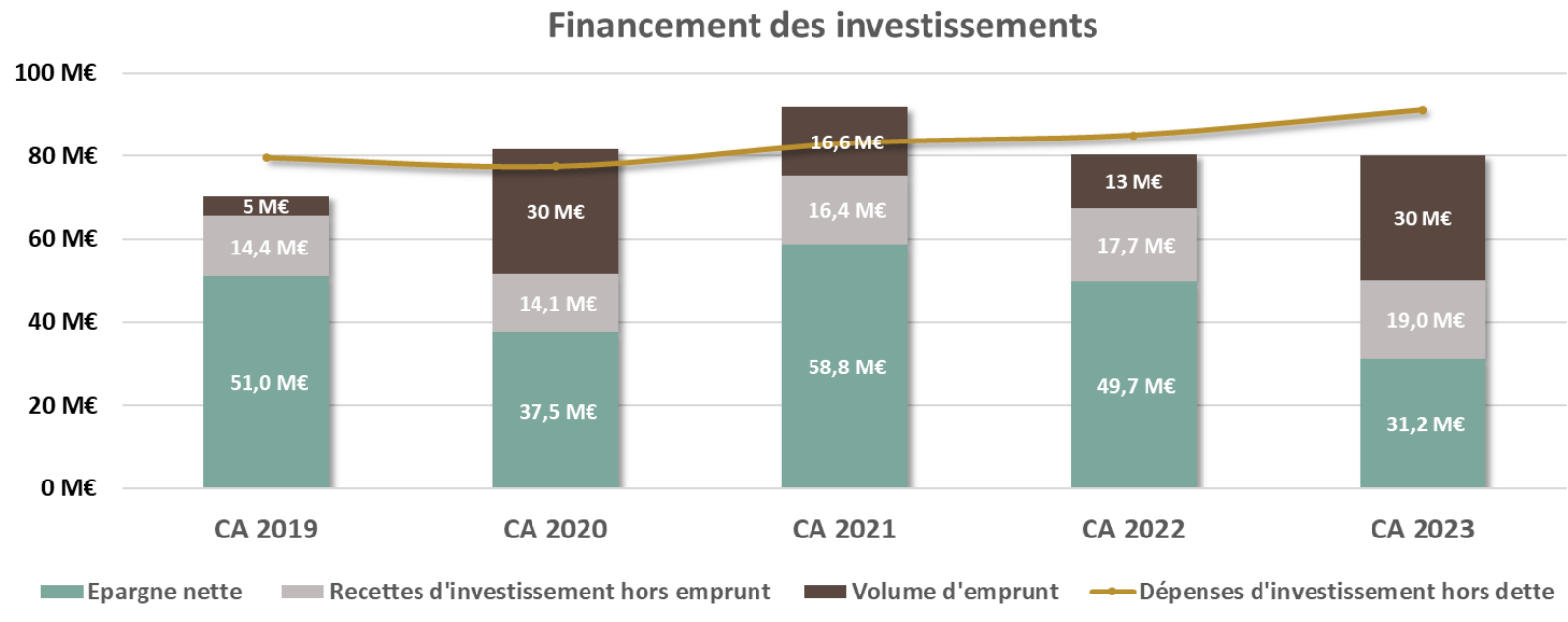


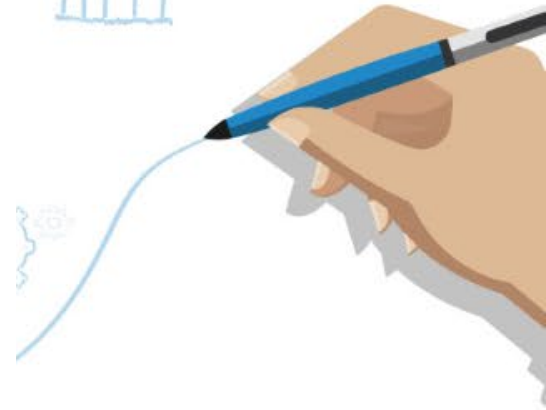


6. RATIOS FINANCIERS AU 31/12/2023

LA PART D'AUTOFINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS EST EN NET RECUL

- La chute de l'épargne engendre un recul significatif du taux d'autofinancement net des investissements, qui représente 34,3 % en 2023 contre 58,5 % en 2022 ;
- Le taux de financement par l'emprunt représente 33 %, contre 15 % en 2022 ;
- Le solde de la section d'investissement est financé par les résultats antérieurs à hauteur de 10,8 M€.



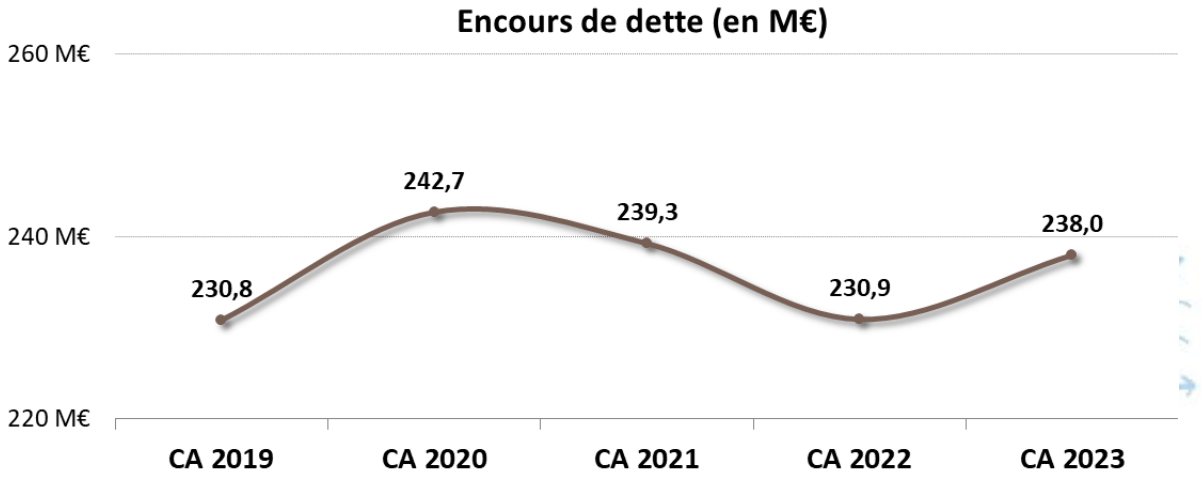


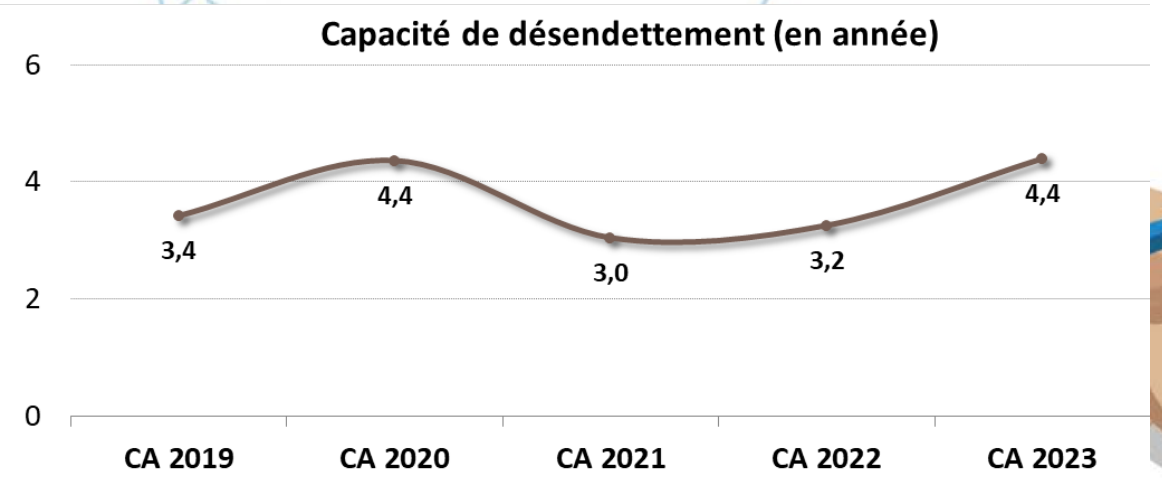
6. RATIOS FINANCIERS au 31/12/2023

ENCOURS DETTE
238 M€

EPARGNE BRUTE
54,2 M€

CAPACITE DE DESENDETTEMENT : 4,4 ANS







7. ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

AUTORISATIONS DE PROGRAMME (en M€)					
Politiques	**AP résiduelles au 31/12/2022**	**BP 2023**	**AP votées en 2023**	**CPI réalisés 2023**	**AP résiduelles au 31/12/2023**
SOLIDARITES HUMAINES	18,662	24,866	24,197	4,611	38,249
DEVELOPPEMENT HUMAIN	54,814	58,540	52,882	32,957	74,738
DYNAMIQUE TERRITORIALE	236,068	41,730	36,932	47,964	225,036
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	21,292	17,037	15,224	5,245	31,271
TOTAL	**330,836**	**142,173**	**129,235**	**90,776**	**369,295**

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (en M€)					
Politiques	**AE résiduelles au 31/12/2022**	**BP 2023**	**AE votées en 2023**	**CPF réalisés 2023**	**AE résiduelles au 31/12/2023**
SOLIDARITES HUMAINES	36,767	12,188	11,514	12,437	35,843
DEVELOPPEMENT HUMAIN	7,278	9,192	8,122	6,277	9,124
DYNAMIQUE TERRITORIALE	8,351	13,377	12,496	13,460	7,387
EFFICIENCE ET RESSOURCES INTERNES	0,334	1,150	0,966	0,074	1,226
TOTAL	**52,730**	**35,907**	**33,098**	**32,248**	**53,580**

Au 31/12/2023 : AP résiduelles = 369,3 M€ et AE résiduelles = 53,6 M€

BUDGETS ANNEXES

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Section de fonctionnement

- Recettes : **10 137 700,54 €**
- Dépenses : **10 137 700,54 €**

Subvention d'équilibre du budget principal : 9 605 908,52 €
en hausse de 20,4%



BUDGETS ANNEXES

LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENTAL

Section d'investissement

- Recettes : **60 926,82 €**
- Dépenses : **68 888,65 €**

- Solde 2023 : **- 7 961,83 €**
- Résultat antérieur : **156 531,56 €**

Résultats d'investissement à reporter : 148 569,73 €

Section de fonctionnement

- Recettes : **1 029 976,25 €**
- Dépenses : **1 154 189,22 €**

- Solde 2023 : **- 124 212,97 €**
- Résultat antérieur : **109 484,18 €**

Résultat de fonctionnement à reporter : - - 14 728,79 €



Approbation du compte administratif 2023



Décision modificative n° 1 de 2024

DECISION MODIFICATIVE N°1 DE 2024



UNE DM1 ENGAGEE MAIS CONTRAINTE PAR LA SITUATION ECONMIQUE

- La dégradation du contexte économique génère une **baisse des recettes fiscales**, notamment dans le secteur l'immobilier ;

- Malgré cette situation financière subie, le Département du Doubs répond à ses engagements politiques sur les **volets de l'enfance, de l'insertion et du tourisme** ;

- Le budget est équilibré par la reprise des résultats 2023 et l'ajustement du volume d'emprunt.



BUDGET PRINCIPAL

LES PROPOSITIONS

- 1 957 364,47 € en recettes

- 1 967 364,47 € en fonctionnement et + 10 000 € en investissement

+ 10 701 870 € en dépenses

+ 7 551 870 € en fonctionnement et + 3 150 000 € en investissement

Une **reprise des résultats** de **+ 16 859 234,47 €**

Pour équilibrer cette décision modificative :

Diminution du volume d'emprunt prévisionnel de - 4,2 M€, portant la prévision budgétaire pour 2024 à 53,55 M€ *(pour rappel : 57,75 M€ prévus au BP 2024)*

BUDGET PRINCIPAL

LES RECETTES

FONCTIONNEMENT : - 1 967 364,47 €, avec notamment :

- **- 8 M€** sur les droits de mutation à titre onéreux (**DMTO**)

  *Et une reprise de la réserve provisionnée en 2022 à hauteur de **+ 7 M€***

- **- 4,5 M€ sur les fractions de TVA** versées en compensation des pertes de TFPB et CVAE
- **+ 1,7 M€** du produit du **fonds DMTO**
- **+ 1,15 M€** sur le concours **CNSA pour l'APA**
- **+ 0,5 M€** versés par l'Etat dans le cadre du **Contrat local des solidarité**



BUDGET PRINCIPAL

LES DEPENSES

FONCTIONNEMENT : + 7 551 870 €, avec notamment :

- + 2 M€ en faveur du **retour à l'emploi et insertion**
  (revalorisation de l'allocation forfaitaire du RSA à + 4,6 % depuis le 01/04/2024)
- + 2 M€ au titre de **l'enfance famille**
  (nouvelle MECS, mandats PEAD, accueil jeunes en situation complexe, ajustement subvention équilibre CDEF…)
- + 2 M€ en faveur du **tourisme**
  (contribution du Département au SMMO)
- + 1,5 M€ pour la **gestion financière**
  (remboursement trop-perçu de TVA sur l'année 2023)



BUDGET PRINCIPAL

LES DEPENSES

INVESTISSEMENT : + 3 150 000 €, avec notamment :

- + 1,6 M€ en faveur de **l'enfance famille**
  (subventions à SOS Villages et ASEA Nord Franche-Comté)
- + 0,8 M€ en faveur des **mobilités et infrastructures**
  (fonds de concours 2024 au titre des deux opérations d'aménagement de la RN 57)
- + 0,7 M€ en faveur du **sport et de l'éducation populaire**
  (adhésion du Département à la SCIC du FCSM)



BUDGET PRINCIPAL

LA REPRISE DES RESULTATS

Solde de fonctionnement : + 61 399 146,74 €

Besoin de financement de la section d'investissement : + 44 539 912,27 €

Le **solde de 16 859 234,47 €** est inscrit en recettes de fonctionnement de la DM 1 de 2024



BUDGET PRINCIPAL

SYNTHESE

		DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	Résultats	44 539 912,27 €	44 539 912,27 €
	Crédits nouveaux	3 150 000,00 €	10 000,00 €
	Emprunts		-4 200 000,00 €
	TOTAL	**47 689 912,27 €**	**40 349 912,27 €**
FONCTIONNEMENT	Résultats		16 859 234,47 €
	Crédits nouveaux	7 551 870,00 €	-1 967 364,47 €
	TOTAL	**7 551 870,00 €**	**14 891 870,00 €**
TOTAL GENERAL	Résultats	44 539 912,27 €	61 399 146,74 €
	Crédits nouveaux	10 701 870,00 €	-6 157 364,47 €
	TOTAL	**55 241 782,27 €**	**55 241 782,27 €**

BUDGET PRINCIPAL

EN AP / AE

Ouvertures nouvelles AP : + 45,4 M€

- **+ 41,9 M€** au titre des **mobilités et infrastructures**
  (plan pluriannuel d'ouvrages d'art et deux opérations d'aménagement de la RN 57)

- **+ 1,3 M€** au titre de **l'habitat et logement**
  (aides ANAH pour la rénovation de l'habitat privé)

- **+ 1,1 M€** pour la **construction du collège de Bethoncourt**
  (révision de prix, aléas de chantier …)



BUDGET PRINCIPAL

EN AP / AE

Ouvertures nouvelles AE : + 0,3 M€

- **+ 0,25 M€** au titre des **transports adaptés**

BUDGET PRINCIPAL

EN AP / AE

Toilettage en application du règlement financier :

- - 21 M€ en AP
- - 6,8 M€ en AE

Synthèse :

AUTORISATIONS DE PROGRAMME	AP résiduelles au 31/12/2023	BP 2024	Annulations AP DM1 2024	Ouvertures AP DM1 2024	DM1 2024	TOTAL AP
TOTAL	369 294 568,05	141 639 900,00	-20 990 019,33	45 388 000,00	24 397 980,67	535 332 448,72
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	**AE résiduelles au 31/12/2023**	**BP 2024**	**Annulations AE DM1 2024**	**Ouvertures AE DM1 2024**	**DM1 2024**	**TOTAL AE**
TOTAL	53 580 377,88	37 420 822,00	-6 841 216,78	280 000,00	-6 561 216,78	84 439 983,10

BUDGET PRINCIPAL

POUR CONCLURE

L'équilibre de la décision modificative n°1 de 2024 passe par :

Une diminution du volume d'emprunt prévisionnel de - 4,2 M€

- portant la prévision budgétaire pour 2024 à 53,55 M€
- pour rappel 57,75 M€ prévus au BP 2024



BUDGET PRINCIPAL

DELIBERATION

Approbation décision modificative n°1 de 2024

- Equilibre en recettes et en dépenses à 55 241 782,27 €

- Autorisations de programme : + 24 397 980,67 €
- Autorisations d'engagement : - 6 561 216,78 €



CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Dépenses de fonctionnement :

- Un besoin supplémentaire de dépenses de personnel de **0,4 M€** (recrutements en cours, heures supplémentaires…).

Recettes de fonctionnement :

- Une augmentation de **0,4 M€** de la subvention d'équilibre versée par le budget principal, qui atteint 10,2 M€.

Budget total du CDEF après DM1 : 10 543 143 €



LABORATOIRE VETERINAIRE DEPARTEMENAL

Recettes : Intégration des résultats :

- **+ 90 000 €** de subvention d'équilibre pour financer la section de fonctionnement.
- **+ 148 570 M€** de résultat pour financer la section d'investissement

Dépenses : Ajustement des besoins :

- **+ 90 000 €** en fonctionnement (Frais de personnel)
- **+ 148 570 €** en investissement (matériel et mobilier)

Budget total du LVD après DM 1 : 1 423 601,73 €

